

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**

# **La fragilité de l'espace rural québécois**

**Le cas des petites localités du Bas-Saint-Laurent:  
enjeux et perspectives d'avenir  
(Partie 1)**

**THÈSE  
PRÉSENTÉE À  
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI  
comme exigence partielle  
du programme de Doctorat en développement régional**

**PAR**

**MAJELLA SIMARD**

**Juillet 2003**

**(dépôt final)**

**© Tous droits réservés**



### **Mise en garde/Advice**

Afin de rendre accessible au plus grand nombre le résultat des travaux de recherche menés par ses étudiants gradués et dans l'esprit des règles qui régissent le dépôt et la diffusion des mémoires et thèses produits dans cette Institution, **l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** est fière de rendre accessible une version complète et gratuite de cette œuvre.

Motivated by a desire to make the results of its graduate students' research accessible to all, and in accordance with the rules governing the acceptance and diffusion of dissertations and theses in this Institution, the **Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** is proud to make a complete version of this work available at no cost to the reader.

L'auteur conserve néanmoins la propriété du droit d'auteur qui protège ce mémoire ou cette thèse. Ni le mémoire ou la thèse ni des extraits substantiels de ceux-ci ne peuvent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

The author retains ownership of the copyright of this dissertation or thesis. Neither the dissertation or thesis, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.



## **REMERCIEMENTS**

Nous avons bénéficié, pour la rédaction de cette thèse, du programme de bourses d'excellence offert par l'Université du Québec à Rimouski, d'une aide de la Chaire de recherche du Canada en développement rural ainsi que du Fonds pour la Formation des chercheurs et l'aide à la recherche.

Nous éprouvons une reconnaissance particulière à l'endroit de M. Clermont Dugas, notre directeur de recherche, pour sa disponibilité, son dévouement exemplaire et son appui indéfectible. Sa rigueur intellectuelle, sa passion pour le monde rural et ses qualités de chercheur ont été pour nous une source constante de motivation tout au long de ce travail. Nos remerciements vont aussi à tous les professeurs du doctorat en développement régional, particulièrement à M. Bruno Jean et à Mme Johanne Boisjoli auxquels nous avons fait appel soit pour un renseignement ou pour une aide quelconque.

La préparation et la rédaction de cette thèse nous ont amené à rencontrer de nombreux acteurs du développement au sein des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Nous voulons remercier plus précisément Mme Brigitte Rouleau, secrétaire municipale (St-Marcellin), S. Yvette Turgeon, agente de pastorale (St-Marcellin), M. David Proulx animateur communautaire (St-Marcellin), M. Roland Lavoie, président de l'Association pour le développement économique de St-Marcellin, Mme Francine Morin, secrétaire municipale (St-Athanase), S. Marie Plante, agente de pastorale (St-Athanase), Mme Hélène Malenfant, secrétaire municipale (St-Paul-de-la-Croix), Mme Carmelle Dubé, secrétaire de la Fabrique (St-Paul-de-la-Croix), Mme Jacinthe Imbeault, secrétaire

municipale (St-Jean-de-Cherbourg), les enseignants de l'école primaire de St-Jean-de-Cherbourg, Mesdames Lisa Caron et Marielle Chouinard, secrétaires municipales (St-Guy), Mme Jonette Dufour, maîtresse de poste (St-Guy), M. Marc-André Dionne, secrétaire municipal (Padoue), M. Gérald Wafer, directeur de l'école de Padoue, Mme Marie Dupont Rioux, présidente de Relance Padoue, M. Roméo Bouchard, président de l'Union paysanne et de la Corporation de développement des ressources de St-Germain, M. Benoît Fraser, directeur par intérim de la Caisse populaire de St-Germain, Mme Colette D'Astous, secrétaire municipale (St-Damase), Mme Nicole Ross, conseillère municipale et présidente de l'Association pour le développement économique de St-Damase, Mme Suzette Derome, agente de développement au Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent (Rimouski), M. Robert Tremblay, journaliste et animateur à la Société Radio-Canada (Rimouski), M. Sylvain Gosselin, archiviste à l'archevêché du diocèse de Rimouski et M. Jacques Petitgrew, agent de projet au Centre local de développement de la MRC de La Neigette (Rimouski).

Nous exprimons notre gratitude à M. Lionel Pineau, enseignant à la retraite, dont le travail de révision a contribué à l'amélioration du manuscrit.

Nous voudrions adresser nos remerciements les plus sincères à M. Normand Paradis qui a bien voulu relire le texte final.

Nous tenons à remercier Mme Suzanne Gagnon et M. Jacques Roy pour l'appui apporté lors de la confection du travail de cartographie.

Nous devons beaucoup à des amis précieux (notamment à Gaétan et à Yvan) qui, tout au long de notre cheminement, ont su devenir des complices et prodiguer des encouragements et des conseils pertinents.

Enfin, nous dédions cette thèse à nos parents qui nous ont toujours manifesté leur appui et leur soutien dans la poursuite de nos études. Sans eux, nous doutons que ce travail aurait pu voir le jour.

À ceux et à celles que nous aurions oubliés (ils se reconnaîtront), un merci du fond du cœur.

Note: L'emploi du masculin vise essentiellement à alléger le texte et à préserver l'anonymat des répondants (en particulier des intervenants locaux). La responsabilité de l'analyse et l'interprétation des données n'impliquent que l'auteur.

## RÉSUMÉ

Le but de la recherche est d'étudier la fragilité des petites localités rurales du Québec, c'est-à-dire celles de 500 habitants et moins. Au nombre de 43, les petites municipalités du Bas-Saint-Laurent font l'objet d'un examen plus approfondi. L'objectif spécifique de la thèse consiste à poser un diagnostic précis concernant ce segment de l'espace rural de façon à mieux connaître les diverses caractéristiques socio-économiques, les facteurs responsables de cette fragilité, les conditions de vie de leurs résidents et les perspectives d'avenir.

Dans un premier temps, les principaux éléments de la problématique sont abordés sous l'angle des disparités territoriales. L'analyse est effectuée à trois niveaux géographiques différents: (1) entre le Bas-Saint-Laurent et l'ensemble de la province; (2) entre les petites localités rurales du Québec et les autres strates démographiques et (3) entre les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent et celles du Québec. Les documents théoriques, les études empiriques, les données de Statistique Canada, les typologies (réalisées à partir d'un indice de fragilité), la représentation cartographique, des enquêtes sur le terrain et des entrevues téléphoniques constituent les méthodes d'analyses retenues pour étudier cette fragilité.

La caractérisation et l'identification des principales formes d'évolution de l'espace rural québécois en général et des petites localités en particulier font l'objet du second chapitre. L'auteur tente de cerner les différents changements structurels qui ont affecté le milieu rural notamment aux plans de la démographie et des structures occupationnelles. Il examine, par la suite, les principales composantes de cet espace géographique à savoir l'appartenance territoriale et le sentiment identitaire, l'esprit de solidarité et d'interconnaissance, la créativité et les initiatives de développement local en milieu rural fragile, la mobilité géographique, les migrations alternantes, l'implication sociale et communautaire, le bénévolat et l'associationnisme. Le chapitre se termine par l'étude de quelques-uns des principaux problèmes des petites localités rurales notamment en ce qui concerne la structure de peuplement, le sous-emploi, la faiblesse des niveaux de revenus, l'exode des jeunes, le vieillissement de la population et l'insuffisance de services.

Dans la troisième partie, le regard est porté sur la fragilité des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Après avoir identifié les grandes caractéristiques de cette région aux plans géographique et économique, l'auteur présente une analyse de l'évolution démographique de ce sous-segment de l'espace rural québécois de 1901 à 2001. Sont également abordés, la nature des occupations, les niveaux, la composition et l'évolution des revenus locaux ainsi que le dynamisme de l'habitat. L'étude de ces différentes caractéristiques socio-économiques conduit à l'élaboration d'une typologie des localités fragiles.

La quatrième partie de la thèse est consacrée à l'étude de la perception de la fragilité rurale vécue dans huit petites localités du Bas-Saint-Laurent. L'analyse gravite au-

tour de huit thèmes à savoir le niveau de satisfaction et d'appartenance territoriale à l'égard de la localité, la perception générale de la localité, la perception du dynamisme et du développement local, l'appréciation des répondants à l'égard de l'implication des élus municipaux, des curés et de l'État dans la dynamique du développement local, l'implication des répondants dans la vie socio-communautaire, économique et culturelle de leur localité, la mobilité géographique, la vie relationnelle et les perspectives d'avenir et de développement.

La thèse se termine par l'identification des perspectives d'avenir et de développement des petites localités rurales. Le chapitre est découpé en trois parties. La première porte sur la mise en valeur des ressources locales dans le secteur agricole. Dans la deuxième, l'auteur identifie les principaux éléments pour l'élaboration d'une politique de développement orientée vers la correction des problèmes structurels des petites localités. Enfin, la troisième, à saveur plus idéologique, pose quelques jalons pour l'avènement d'un modèle de développement plus solidaire.

La recherche a été menée sous la direction de M. Clermont Dugas, professeur en géographie et en développement régional à l'Université du Québec à Rimouski.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	ii
RÉSUMÉ.....	v
TABLE DES MATIÈRES.....	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	xvii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	xxi
LISTE DES CARTES .....	xxiv
LISTE DES FIGURES .....	xxvii
LISTE DES ENCADRÉS.....	xxviii
 INTRODUCTION .....	 1
Objet et structure de la recherche .....	6
 CHAPITRE 1	
ÉLÉMENTS D'UNE PROBLÉMATIQUE DE LA FRAGILITÉ RURALE .....	23
1.1 Inégalités socio-territoriales de développement dans l'espace rural québécois .....	24
1.1.1 Principaux maux des petites localités rurales et effet de taille .....	24
1.1.2 Persistance de disparités et problèmes de développement économique dans le Bas-Saint-Laurent .....	36
1.1.2.1 Au plan structurel.....	37
1.1.2.2 Au plan conjoncturel.....	40
1.2 Principaux postulats et hypothèse de la recherche .....	46
1.3 Les objectifs scientifiques de l'étude.....	48
1.3.1 L'objectif général .....	48
1.3.2 Les objectifs spécifiques.....	48
1.4 Aspects méthodologiques .....	49



1.4.1	Justification de l'échelle d'analyse.....	49
1.4.2	L'utilisation des données de Statistique Canada .....	53
1.4.2.1	Choix, justification et pertinence des variables.....	54
1.4.2.2	Essai typologique des localités fragiles .....	62
1.4.2.3	La représentation cartographique .....	65
1.4.3	Les enquêtes sur le terrain .....	65
	Justification et principales caractéristiques de l'échantillon.....	68
1.4.4	Les enquêtes téléphoniques.....	71
1.4.4.1	Technique d'enquête et justification de l'échantillon.....	72
1.4.4.2	Forme du questionnaire et nature des questions .....	73
1.4.5	Éléments d'une politique de développement des petites localités rurales .....	74
1.5	Le cadre théorique et conceptuel.....	75
1.5.1	Les notions et concepts de base .....	75
1.5.1.1	Les multiples significations du fait rural .....	75
1.5.1.1.1	Aspect qualitatif de la ruralité .....	76
1.5.1.1.2	Aspect quantitatif de la ruralité .....	82
1.5.1.1.3	Aspects juridique et perceptuel .....	87
1.5.1.2	Les petites localités .....	90
1.5.1.3	La fragilité .....	91
1.5.1.3.1	Historique et définition du concept.....	91
1.5.1.3.2	Fragilité rurale et développement régional .....	101
1.5.1.4	La notion de fragilisation .....	103
1.5.1.5	La notion de développement.....	104
1.5.1.6	La notion de perception.....	109
1.5.1.7	La notion de sentiment d'appartenance.....	112
1.5.1.8	La notion de capital social .....	114
1.5.1.9	Les notions d'économie solidaire, d'économie sociale et de tiers secteur .....	119
1.5.2	Les principales causes généralement associées à la fragilité rurale.....	124
1.5.2.1	Les facteurs structurels .....	124
1.5.2.1.1	Le potentiel biophysique.....	124
1.5.2.1.2	La structure de peuplement.....	130

1.5.2.1.3	Les lois et les mécanismes d'une économie de type néolibéral ou la prise de conscience des limites d'un modèle .....	131
1.5.2.1.4	Les politiques gouvernementales.....	135
1.5.2.1.5	Les idéologies, les idées dominantes et les perceptions .....	147
1.5.2.2	Les facteurs conjoncturels et les autres causes.....	151

## **CHAPITRE 2**

### **CARACTÉRISATION ET PRINCIPALES FORMES D'ÉVOLUTION DE L'ESPACE RURAL QUÉBÉCOIS ET DE SES PETITES LOCALITÉS ..... 153**

2.1	Les petites localités dans l'espace géographique québécois.....	155
2.2	Recomposition de l'assiette socio-territoriale de l'espace rural québécois.....	164
2.2.1	La période 1901-1951.....	167
2.2.2	La période 1956-2001.....	170
2.2.2.1	La fin de la prééminence de la population agricole dans l'espace rural québécois et le début de la formation des banlieues .....	170
2.2.2.2	Extension des agglomérations urbaines et accroissement de la population rurale .....	172
2.2.3	La situation démographique des petites localités rurales .....	175
2.2.3.1	La période 1901-1951 .....	175
2.2.3.2	La période 1956-2001 .....	180
2.3	Recomposition économique des petites localités rurales du Québec et présentation de la situation actuelle.....	187
2.3.1	Le secteur primaire .....	189
2.3.1.1	L'agriculture .....	195
2.3.1.2	La forêt.....	224
2.3.1.3	La pêche .....	230
2.3.1.4	Les mines .....	234
2.3.2	Le secteur secondaire.....	240
2.3.3	Le secteur tertiaire .....	246

2.4	Principales composantes du monde rural québécois et de ses petites localités .....	254
2.4.1	Implication socio-communautaire, associationnisme et bénévolat.....	255
2.4.1.1	L'engagement social de l'Église catholique en milieu rural défavorisé: l'exemple du Bas-Saint-Laurent.....	257
2.4.1.1.1	Les Opérations-Dignité.....	258
2.4.1.1.1.1	Mise en contexte .....	258
2.4.1.1.1.2	Mise en œuvre .....	265
2.4.1.1.1.3	Bilan de l'expérience .....	267
2.4.1.1.2	Le JAL.....	268
2.4.1.1.3	La Coalition Urgence rurale.....	275
2.4.1.2	Autres formes d'engagement et d'implication sociale en milieu rural.....	278
2.4.2	Appartenance territoriale et sentiment identitaire.....	281
2.4.3	Esprit de solidarité et interconnaissance.....	284
2.4.4	Créativité, innovations et initiatives de développement local en milieu rural fragile.....	291
2.4.4.1	Le secteur des ressources naturelles .....	292
2.4.4.2	Les autres secteurs de l'activité économique .....	299
2.4.5	La mobilité géographique et le phénomène des migrations pendulaires.....	316
2.5	Identification des principaux problèmes du monde rural québécois et de ses petites localités .....	326
2.5.1	Les problèmes d'ordre socio-territorial .....	326
2.5.1.1	L'éloignement par rapport aux villes .....	326
2.5.1.2	L'accroissement du nombre de petites localités rurales.....	328
2.5.1.3	La diminution du poids démographique des petites localités dans l'assiette socio-spatiale québécoise .....	330
2.5.2	Les problèmes socio-démographiques.....	331
2.5.2.1	L'exode rural ou l'exode des jeunes .....	331
2.5.2.2	Le vieillissement de la population .....	339
2.5.3	Les problèmes économiques.....	347

2.5.3.1	Le sous-emploi .....	347
2.5.3.1.1	La plaie sociale du chômage .....	348
2.5.3.1.2	Les prestataires de l'aide sociale .....	352
2.5.3.2	La faiblesse des niveaux de revenus .....	355
2.5.4	L'insuffisance de services .....	367
2.5.4.1	Principales caractéristiques et rôle de l'infrastructure de services .....	367
2.5.4.2	Les conséquences liées à l'effondrement des services .....	370

### **CHAPITRE 3**

## **CARACTÉRISATION ET ÉVOLUTION DE LA FRAGILITÉ DES PETITES LOCALITÉS RURALES DU BAS-SAINT-LAURENT ..... 372**

3.1	Présentation générale de la région du Bas-Saint-Laurent .....	374
3.1.1	Au plan de la géographie .....	374
3.1.1.1	La géographie physique .....	374
3.1.1.1.1	Caractéristiques topographiques .....	374
3.1.1.1.2	Nature et potentiel des sols .....	377
3.1.1.1.3	La forêt .....	379
3.1.1.1.4	L'hydrographie .....	381
3.1.1.1.5	Le climat .....	382
3.1.1.2	La géographie humaine – Organisation spatiale de la population et principales caractéristiques de la structure de peuplement .....	383
3.1.1.2.1	Caractéristiques générales du semis de peuplement .....	383
3.1.1.2.2	Forme des municipalités et principales voies de communication .....	389
3.1.1.2.3	Hierarchisation des villes et faiblesse de l'armature urbaine .....	390
3.1.1.2.4	La dispersion de la population .....	395
3.1.1.2.5	L'éloignement des localités par rapport aux principales agglomérations urbaines régionales .....	398
3.1.2	Au plan de l'économie .....	400
3.2	Les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent dans l'assiette socio-spatiale régionale .....	410
3.3	Évolution démographique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent (1901-2001) .....	413

3.3.1	1901-1951: période d'expansion .....	415
3.3.1.1	De 1901 à 1931 .....	415
3.3.1.2	De 1931 à 1951 .....	419
3.3.2	1951-2001: période de déclin .....	427
3.3.2.1	De 1951 à 1971 .....	427
3.3.2.2	De 1971 à 2001 .....	429
3.4	La nature des occupations .....	435
3.4.1	Le secteur primaire .....	438
3.4.2	Le secteur secondaire.....	445
3.4.3	Le secteur tertiaire .....	451
3.4.3.1	Les activités de services dans la composition de la structure occupationnelle des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent .....	451
3.4.3.2	Quelques exemples reliés à l'érosion et à la restructuration des services dans certaines petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent .....	454
3.5	Les revenus .....	458
3.5.1	Le revenu familial moyen.....	458
3.5.2	La composition des revenus .....	463
3.5.2.1	Le revenu d'emploi .....	465
3.5.2.2	Les transferts gouvernementaux.....	467
3.5.2.3	Les autres catégories de revenu.....	469
3.5.3	Évolution du revenu familial moyen au cours de la période 1971-1996 .....	470
3.5.3.1	Évolution des disparités dans l'ensemble des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent .....	471
3.5.3.2	Caractéristiques locales de l'évolution.....	472
3.5.3.2.1	Principales variations observées.....	472
3.5.3.1.2	Disparités locales par rapport à la moyenne provinciale.....	476
3.6	Le dynamisme de l'habitat.....	482
3.7	Esquisse typologique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent.....	491

3.7.1	Quelques considérations d'ordre méthodologique.....	492
3.7.2	Situation socio-économique des petites localités en 1971 .....	494
3.7.3	Situation socio-économique des petites localités en 1996 .....	502
3.7.4	Les principaux changements produits entre 1971 et 1996 .....	510

## **CHAPITRE 4**

### **LA FRAGILITÉ VÉCUE DANS HUIT PETITES LOCALITÉS RURALES DU BAS-SAINT-LAURENT..... 520**

4.1	Situation historico-géographique et présentation des localités à l'étude .....	522
4.1.1	Présentation générale.....	522
4.1.1.1	St-Paul-de-la-Croix.....	528
4.1.1.2	St-Damase.....	534
4.1.1.3	St-Germain .....	542
4.1.1.4	Padoue .....	550
4.1.1.5	St-Marcellin.....	556
4.1.1.6	St-Athanase.....	563
4.1.1.7	St-Jean-de-Cherbourg.....	571
4.1.1.8	St-Guy.....	577
4.1.2	Évolution démographique .....	582
4.1.3	Organisation de l'infrastructure de services .....	588
4.2	But de l'enquête et difficultés rencontrées .....	602
4.3	Caractéristiques générales des répondants .....	603
4.4	Analyse et présentation des résultats .....	607
4.4.1	Niveau de satisfaction et d'appartenance territoriale à l'égard de la localité .....	608
4.4.2	Perception générale de la localité .....	617
4.4.3	Perception du dynamisme et du développement local .....	647



4.4.3.1	La vie sociale.....	648
4.4.3.2	La vie communautaire.....	653
4.4.3.3	La vie culturelle.....	658
4.4.3.4	La vie économique.....	662
4.4.4	Appréciation des répondants à l'égard de l'implication des élus municipaux, des curés et de l'État dans la dynamique du développement local.....	665
4.4.5	Implication des répondants dans la vie socio-communautaire, économique et culturelle.....	687
4.4.6	Mobilité géographique et vie relationnelle.....	700
4.4.7	Perspectives d'avenir et de développement.....	707

## **CHAPITRE 5**

### **LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DES PETITES LOCALITÉS RURALES**

<b>Quelques propositions pour l'élaboration d'une politique structurelle de développement et l'avènement d'un modèle plus solidaire.....</b>	<b>726</b>
--	------------

5.1	Mise en valeur des ressources locales dans le secteur agricole.....	729
5.1.1	Diversification des ressources en agriculture et développement local.....	733
5.1.2	La multifonctionnalité de l'agriculture.....	735
5.1.3	La contribution de l'agriculture périphérique dans la relance des petites localités à problèmes.....	738
5.1.3.1	Le secteur agroalimentaire.....	739
5.1.3.2	Les produits de qualité.....	742
5.1.3.2.1	Les produits déjà existants.....	744
5.1.3.2.2	Les nouvelles opportunités de développement.....	745
5.1.3.3	Les produits du terroir et les appellations d'origine contrôlées.....	748
5.1.3.4	L'agrotourisme.....	752
5.1.4	Potentialités de développement dans les autres secteurs d'activités.....	756
5.2	Quelques éléments pour l'élaboration d'une politique de développement rural adaptée aux problèmes structurels des petites localités.....	766

5.2.1	Nature et principales lignes directrices de cette politique .....	767
5.2.1.1	La nécessité de développer des aides publiques qui offrent des mesures de soutien appropriées .....	769
5.2.1.1.1	Le cas de LOADT en France.....	769
5.2.1.1.2	Quelques possibilités d'adaptations et d'interventions dans le secteur agricole .....	775
5.2.1.2	L'aménagement du territoire .....	781
5.2.1.2.1	Une distribution plus équilibrée du tissu de peuplement .....	782
5.2.1.2.2	Des mesures particulières destinées à une amélioration des fonctions en milieu rural fragile .....	785
5.2.1.2.3	Une meilleure gestion et une exploi- tation plus rationnelle des ressources.....	787
5.2.1.2.4	Des programmes visant l'amélioration de la qualité de l'habitat dans une perspective de protection et de pré- servation du patrimoine architectural .....	789
5.2.1.2.5	L'amélioration de l'accès au réseau routier pour certaines petites localités isolées dans la trame de peuplement .....	791
5.2.1.3	Le développement économique .....	792
5.2.1.3.1	La création d'emplois.....	792
5.2.1.3.2	L'amélioration et le renforcement de l'armature de services .....	794
5.2.1.3.3	L'élaboration de mesures spécifiques visant à atténuer la marginalité et la pauvreté .....	800
5.2.1.3.4	La décentralisation .....	801
5.2.2	Les principaux acteurs impliqués et la nécessité d'entre- prendre des actions concertées.....	805
5.2.2.1	L'État.....	807
5.2.2.2	Les intervenants locaux et régionaux .....	810
5.2.2.3	Les résidents des petites localités et les autres catégories d'intervenants .....	813
5.3	Quelques jalons pour l'avènement d'un modèle de développement solidaire.....	815
5.3.1	La nécessaire réconciliation de l'économique et du social: quelques éléments éthiques pour une autre approche du développement.....	817
5.3.2	Les conditions nécessaires à l'élaboration d'un modèle de développement plus solidaire .....	821

5.3.2.1	La révision des mécanismes de régulation politico-économiques .....	821
5.3.2.2	La construction d'une nouvelle démocratie mondiale .....	824
5.3.2.3	La personne humaine, valeur première au centre de ce nouveau modèle .....	827
5.3.3	Quelques signes avant-coureurs de l'avènement d'un modèle de développement plus solidaire .....	828
5.3.3.1	À l'échelle internationale .....	828
5.3.3.2	À l'échelle nationale et provinciale .....	831
5.3.3.3	À l'échelle régionale et locale .....	834
<b>CONCLUSION .....</b>		<b>839</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>		<b>851</b>
<b>Annexe 1: Recension des principaux produits et services qui relèvent du secteur agroalimentaire pour certaines localités rurales du Bas-Saint-Laurent.....</b>		<b>925</b>
<b>Annexe 2: Produits et services potentiellement porteurs de développement pour certaines localités rurales du Bas-Saint-Laurent .....</b>		<b>929</b>
<b>Annexe 3: Taux annuel d'inflation de l'indice des prix à la consommation entre 1971 et 1996 (1971=100) .....</b>		<b>934</b>
<b>Annexe 4: Étendues et limites de classes des variables utilisées pour la détermination des différents indices.....</b>		<b>935</b>
<b>Annexe 5: Étendues et limites de classes pour la détermination d'un indice synthétique de fragilité .....</b>		<b>945</b>
<b>Annexe 6: Étendue et limites de classes pour la détermination d'un indice de changement.....</b>		<b>947</b>
<b>Annexe 7: Grille d'analyse(enquêtes sur le terrain) .....</b>		<b>948</b>
<b>Annexe 8: Questionnaire (enquêtes téléphoniques) .....</b>		<b>960</b>

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1	Caractéristiques socio-économiques des localités rurales québécoises et bas-laurentiennes par strates de taille démographique.....	26
Tableau 1.2	Principales caractéristiques socio-économiques du Bas-Saint-Laurent et du Québec en 1996.....	38
Tableau 1.3	Choix des critères servant à l'opérationnalisation du concept de fragilité.....	55
Tableau 1.4	Pourcentage des ménages interrogés par rapport aux familles totales recensées en 1996 par municipalité.....	73
Tableau 1.5	Recension des principales définitions de la ruralité.....	80
Tableau 1.6	La limite entre le rural et l'urbain.....	82
Tableau 2.1	Distribution géographique et population des petites et très petites localités rurales du Québec, par régions administratives, en 1996.....	159
Tableau 2.2	Bilan démographique des petites et très petites localités rurales du Québec et pourcentage d'évolution pour les 10 dernières périodes décennales.....	177
Tableau 2.3	Nombre de petites localités québécoises en croissance, en décroissance ou en stabilité démographique pour les 10 dernières périodes décennales.....	178
Tableau 2.4	Répartition des activités primaires dans les petites localités rurales du Québec en comparaison avec la province en 1996.....	189
Tableau 2.5	Répartition des petites localités rurales du Québec en fonction de la proportion d'emplois dans le secteur primaire en 1996.....	190
Tableau 2.6	La recomposition agricole et ses effets sur les petites localités rurales du Québec.....	197
Tableau 2.7	Principaux indicateurs concernant l'évolution de l'agriculture dans les petites et les très petites localités rurales du Québec en comparaison avec la province entre 1951 et 1996.....	198
Tableau 2.8	Matrice des coefficients de corrélation entre certains indicateurs socio-économiques des petites localités rurales du Québec et la composition de leur structure occupationnelle en 1996.....	222
Tableau 2.9	Répartition des travailleurs forestiers dans les petites localités rurales du Québec en 1996.....	228
Tableau 2.10	Répartition des pêcheurs dans les petites localités rurales du Québec en 1996.....	231
Tableau 2.11	Répartition des travailleurs miniers dans les petites localités rurales du Québec en 1996.....	239

Tableau 2.12	Répartition des activités du secteur secondaire dans les petites localités rurales du Québec en comparaison avec la province en 1996.....	240
Tableau 2.13	Répartition des petites localités rurales du Québec en fonction de la proportion d'emplois dans le secteur secondaire en 1996.....	243
Tableau 2.14	Répartition des activités du secteur tertiaire dans les petites localités rurales du Québec en comparaison avec la province en 1996 .....	247
Tableau 2.15	Répartition des petites localités rurales du Québec en fonction de la proportion d'emplois dans le secteur tertiaire en 1996 .....	248
Tableau 2.16	Revenu familial moyen et nombre de logements construits entre 1981 et 1996 dans les petites localités rurales du Québec en fonction de la proportion d'emplois dans le secteur tertiaire en 1996.....	251
Tableau 2.17	Répartition de la main-d'œuvre active qui occupe un emploi à l'extérieur du lieu de séjour dans les petites localités rurales du Québec en comparaison avec celle du Bas-Saint-Laurent, par strates de taille, en 1996 .....	319
Tableau 2.18	Principales caractéristiques socio-économiques des petites localités rurales du Québec en fonction du pourcentage de la main-d'œuvre active occupant un emploi à l'extérieur du lieu de séjour en 1996 .....	323
Tableau 2.19	Évolution du poids démographique (en pourcentage) des petites localités rurales du Québec par rapport à celles du Bas-Saint-Laurent entre 1901 et 2001 .....	331
Tableau 2.20	Évolution de la population âgée de 65 ans et plus (en %) dans les différentes catégories de localités du Québec en comparaison avec le Bas-Saint-Laurent entre 1986 et 1996.....	340
Tableau 2.21	Principales caractéristiques socio-économiques des petites localités dont la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus est supérieure à 20% en comparaison avec les autres municipalités de petite taille en 1996.....	343
Tableau 3.1	Hiérarchie de l'armature urbaine du Bas-Saint-Laurent selon la typologie élaborée par Pierre BRUNEAU (1989) .....	391
Tableau 3.2	Distances moyennes (en kilomètres) des localités bas-laurentiennes par rapport à la ville la plus proche par strates de taille et MRC.....	400
Tableau 3.3	Population dans un rayon de 25 kilomètres des principales villes du Bas-Saint-Laurent en 1996.....	401
Tableau 3.4	Répartition des entreprises acéricoles du Bas-Saint-Laurent par MRC au 31 octobre 2002 .....	403
Tableau 3.5	Distribution géographique et population des petites et très petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent par MRC en 1996.....	412
Tableau 3.6	Nombre de petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en croissance, en décroissance ou en stabilité démographique pour les 10 dernières périodes décennales .....	417

Tableau 3.7	Bilan démographique des petites et très petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent et pourcentage d'évolution pour les 10 dernières périodes décennales .....	418
Tableau 3.8	Localités du Bas-Saint-Laurent créées au cours des trois grandes phases de colonisation (1901-1971) et leurs principales caractéristiques démographiques.....	420
Tableau 3.9	Répartition des activités du secteur primaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996 .....	438
Tableau 3.10	Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de la proportion d'emplois dans le secteur primaire en 1996 .....	440
Tableau 3.11	Répartition des activités du secteur secondaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996 .....	446
Tableau 3.12	Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de la proportion d'emplois dans le secteur secondaire en 1996 .....	446
Tableau 3.13	Répartition des activités du secteur tertiaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996 .....	452
Tableau 3.14	Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de la proportion d'emplois dans le secteur tertiaire en 1996 .....	453
Tableau 3.15	Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction du revenu familial moyen de la province et de certaines caractéristiques socio-économiques en 1996 .....	460
Tableau 3.16	Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction du pourcentage de leur revenu provenant d'un emploi en 1996.....	465
Tableau 3.17	Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction du pourcentage de leur revenu provenant de transferts gouvernementaux en 1996.....	469
Tableau 3.18	Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction du pourcentage de leur revenu provenant de rentes ou de pensions en 1996.....	470
Tableau 3.19	Évolution du revenu familial moyen de 1971 à 1996 dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent.....	473
Tableau 3.20	Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de l'évolution de leur revenu familial moyen par rapport à celui de la province entre 1971 et 1996 et de certaines caractéristiques socio-économiques.....	479
Tableau 3.21	Matrice des coefficients de corrélation entre les différentes variables ayant servi à l'élaboration d'un indice de fragilité pour 1971 et 1996 .....	495
Tableau 3.22	Esquisse typologique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1971 et en 1996 .....	496
Tableau 3.23	Caractéristiques socio-économiques des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent, selon les paramètres retenus pour l'élaboration d'un indice de fragilité, par catégories de localités, en 1971.....	498



Tableau 3.24	Caractéristiques socio-économiques des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent, selon les paramètres retenus pour l'élaboration d'un indice de fragilité, par catégories de localités, en 1996.....	505
Tableau 3.25	Esquisse typologique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de leur indice de changement entre 1971 et 1996.....	511
Tableau 4.1	Principales caractéristiques historiques et socio-économiques des localités d'enquête.....	523
Tableau 4.2	Répartition des activités du secteur tertiaire dans les localités d'enquête en 1996.....	527
Tableau 4.3	Inventaire des érablières de la municipalité de St-Athanase en 1996.....	567
Tableau 4.4	Recension des principaux services dans les localités d'enquête.....	589
Tableau 4.5	Recension des associations et des organismes à but non lucratif dans les localités d'enquête.....	595
Tableau 4.6	Recension des activités socioculturelles dans les localités d'enquête.....	597
Tableau 4.7	Sexe des répondants par municipalité.....	604
Tableau 4.8	Âge des répondants par municipalité.....	605
Tableau 4.9	Scolarité des répondants par municipalité.....	606
Tableau 4.10	Occupations des répondants par municipalité.....	606
Tableau 4.11	Personnes acceptant de déménager.....	615
Tableau 4.12	Appréciation du coût de la vie dans les localités d'enquête par rapport à celui de la ville.....	634
Tableau 4.13	Estimation, selon les intervenants locaux et les répondants, du nombre total de nouveaux arrivants dans les localités d'enquête entre 1989 et 1999.....	638
Tableau 4.14	Principaux problèmes évoqués par les intervenants locaux dans les localités d'enquête.....	639
Tableau 4.15	Évaluation de la situation démographique dans les localités d'enquête selon les intervenants locaux.....	644
Tableau 4.16	Actions ou interventions qui pourraient contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie dans les localités d'enquête.....	646
Tableau 4.17	Appréciation du niveau de dynamisme local à l'égard de la vie sociale, économique, communautaire et culturelle dans les localités d'enquête.....	648
Tableau 4.18	Rôle de l'État par rapport aux localités d'enquête.....	681
Tableau 4.19	Principaux motifs en regard desquels les répondants se sentent oubliés ou délaissés par les pouvoirs publics.....	683
Tableau 4.20	Niveau d'implication des répondants à l'égard de la vie sociale, économique, communautaire et culturelle dans les localités d'enquête.....	689
Tableau 4.21	Personnes effectuant des déplacements hebdomadaires vers le centre de services le plus fréquenté selon la localité de séjour.....	701
Tableau 4.22	Esquisse typologique synthèse des localités d'enquête.....	722

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.1	Évolution en pourcentage de la population dans les petites localités par rapport à celles de 5 000 habitants et moins durant les six dernières périodes quinquennales .....	31
Graphique 1.2	Évolution de la population du Bas-Saint-Laurent et de ses petites localités entre 1901 et 2001 .....	39
Graphique 1.3	Répartition des dépenses du gouvernement provincial pour l'année budgétaire 2001-2002 .....	139
Graphique 2.1	Évolution des populations rurale et urbaine au Québec entre 1901 et 2001 .....	168
Graphique 2.2	Évolution en pourcentage des populations rurale et urbaine au Québec entre 1901 et 2001 .....	169
Graphique 2.3	Évolution de la population rurale en comparaison avec celle des petites localités entre 1901 et 2001 .....	176
Graphique 2.4	Évolution de la population dans les petites et les très petites localités rurales du Québec entre 1901 et 2001 .....	180
Graphique 2.5	Répartition du budget de l'entente de 1968 par grands secteurs d'activité économique en milliers de dollars .....	262
Graphique 2.6	Évolution de la population du JAL et de la MRC de Témiscouata entre 1941 et 2001 .....	274
Graphique 2.7	Évolution du nombre de petites localités rurales du Québec par rapport à celles du Bas-Saint-Laurent entre 1901 et 2001 .....	329
Graphique 2.8	Pyramides des âges des petites localités rurales du Québec en comparaison avec celles du Québec rural et de la province en 1996 .....	336
Graphique 2.9	Variations en pourcentage du groupe des 15-19 ans de 1986 par rapport à celui des 25-29 ans en 1996 au Québec et au Bas-Saint-Laurent pour différentes catégories de localités .....	337
Graphique 3.1	Populations urbaine et rurale dans les MRC de la région du Bas-Saint-Laurent en 1996 .....	386
Graphique 3.2	Répartition des activités du secteur tertiaire dans le Bas-Saint-Laurent en 1996 .....	409
Graphique 3.3	Évolution de la population des petites localités rurales du Québec et du Bas-Saint-Laurent en fonction de la conjoncture économique globale entre 1901 et 2001 .....	414
Graphique 3.4	Évolution démographique (en pourcentage) des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent par rapport à celle du Québec pour les 10 dernières périodes décennales .....	416
Graphique 3.5	Composition de la structure occupationnelle dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996 .....	436
Graphique 3.6	Composition des revenus (en pourcentage) dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996 .....	463

Graphique 4.1	Évolution de la population dans les localités d'enquête depuis leur première inscription au recensement canadien à 2001 .....	584
Graphique 4.2	Évolution démographique des localités d'enquête, par périodes quinquennales, de 1951 à 2001 .....	586
Graphique 4.3	Niveau de satisfaction des répondants à l'égard de leur qualité de vie et de leur localité de séjour dans les municipalités d'enquête.....	609
Graphique 4.4	Degré d'attachement des répondants à l'égard de la localité de séjour.....	612
Graphique 4.5	Qualificatif qui, selon les répondants, caractérise le mieux la localité d'enquête .....	618
Graphique 4.6	Degré d'appréciation des répondants à l'égard de la situation socio-économique de leur localité .....	621
Graphique 4.7	Appréciation de la qualité de l'habitat dans les localités d'enquête.....	625
Graphique 4.8	Niveau de satisfaction des répondants à l'égard de l'infrastructure de services.....	626
Graphique 4.9	Évolution de la clientèle préscolaire et primaire dans les localités d'enquête pour les années scolaires 1984-85 à 2001-2002.....	631
Graphique 4.10	Degré d'appréciation des répondants à l'égard de la situation démographique de leur localité.....	642
Graphique 4.11	Perception des répondants à l'égard de la vie sociale dans les localités d'enquête .....	650
Graphique 4.12	Perception des répondants à l'égard de la vie communautaire dans les localités d'enquête.....	654
Graphique 4.13	Perception des répondants à l'égard de la vie culturelle dans les localités d'enquête.....	660
Graphique 4.14	Perception des répondants à l'égard de la vie économique dans les localités d'enquête.....	663
Graphique 4.15	Degré d'appréciation des répondants en ce qui concerne l'implication des élus municipaux dans la vie économique et culturelle des localités d'enquête.....	667
Graphique 4.16	Degré d'appréciation des répondants en ce qui concerne l'implication des curés dans la vie économique et culturelle des localités d'enquête .....	673
Graphique 4.17	Niveau de satisfaction des répondants à l'égard de l'implication du gouvernement en matière de développement local .....	678
Graphique 4.18	Confiance des répondants à l'égard de différentes catégories d'intervenants en matière de développement local.....	685
Graphique 4.19	Niveau d'implication des répondants à l'égard de la vie sociale dans les localités d'enquête.....	690
Graphique 4.20	Niveau d'implication des répondants à l'égard de la vie communautaire dans les localités d'enquête .....	691
Graphique 4.21	Niveau d'implication des répondants à l'égard de la vie économique dans les localités d'enquête.....	693
Graphique 4.22	Niveau d'implication des répondants à l'égard de la vie culturelle dans les localités d'enquête.....	695

Graphique 4.23	Perception du niveau d'inquiétude des répondants quant à l'avenir de leur localité .....	709
Graphique 4.24	Pourcentage des répondants qui envisagent la fermeture à plus ou moins long terme de leur localité .....	712
Graphique 4.25	Niveau décisionnel qui devrait avoir préséance en matière de développement local dans les localités d'enquête .....	716

## LISTE DES CARTES

Carte 1.1	Localités du Québec en décroissance démographique au cours de la période 1996-2001 .....	29
Carte 1.2	Localisation des municipalités d'enquête .....	67
Carte 1.3	Les populations urbaine et rurale dans l'assiette socio-spatiale du Québec en 1996.....	84
Carte 2.1	Les petites et très les petites localités rurales dans l'assiette socio-spatiale du Québec en 1996 .....	157
Carte 2.2	Les petites localités rurales, par régions administratives, dans l'assiette socio-spatiale du Québec en 1996 .....	158
Carte 2.3	Résidants des petites localités rurales du Québec en pourcentage de la population de la MRC en 1996 .....	162
Carte 2.4	MRC ne comportant aucune petite localité rurale en 1996.....	163
Carte 2.5	Petites localités rurales du Québec en croissance ou en décroissance démographique continue, selon leur période d'évolution, entre 1951 et 1996 .....	186
Carte 2.6	Répartition des travailleurs du secteur primaire dans les petites localités rurales du Québec en 1996 .....	191
Carte 2.7	Évolution du nombre d'agriculteurs dans les petites localités rurales du Québec entre 1941 et 1996.....	200
Carte 2.8	Répartition des petites localités ayant perdu la totalité de leurs agriculteurs et évolution du nombre de pertes entre 1941 et 1996.....	203
Carte 2.9	Évolution du nombre de fermes dans les petites localités rurales du Québec entre 1951 et 1996 .....	204
Carte 2.10	Évolution de la superficie moyenne des fermes (en acres) dans les petites localités rurales du Québec entre 1951 et 1996.....	207
Carte 2.11	Évolution de la superficie des terres en culture dans les petites localités rurales du Québec entre 1951 et 1996.....	211
Carte 2.12	Évolution du pourcentage des terres en culture par rapport à la superficie totale des terres dans les petites localités rurales du Québec entre 1951 et 1996 .....	214
Carte 2.13	Répartition des petites localités rurales du Québec selon leur capital agricole moyen en 1996 .....	217
Carte 2.14	Répartition des petites localités rurales du Québec selon la variation de leur capital agricole (en %) par rapport à la moyenne provinciale entre 1951 et 1996 .....	219
Carte 2.15	Répartition des agriculteurs dans les petites localités rurales du Québec en 1996.....	221
Carte 2.16	Répartition des travailleurs forestiers dans les petites localités rurales du Québec en 1996 .....	227

Carte 2.17	Répartition des pêcheurs dans les petites localités rurales du Québec en 1996.....	232
Carte 2.18	Répartition des travailleurs miniers dans les petites localités rurales du Québec en 1996 .....	236
Carte 2.19	Répartition des travailleurs du secteur secondaire dans les petites localités rurales du Québec en 1996 .....	242
Carte 2.20	Répartition des travailleurs du secteur tertiaire dans les petites localités rurales du Québec en 1996 .....	249
Carte 2.21	Répartition de la main-d'œuvre active des petites localités rurales du Québec occupant un emploi à l'extérieur du lieu de séjour en 1996 .....	322
Carte 2.22	Les petites localités rurales du Québec et leur situation géographique par rapport à la ville la plus proche .....	327
Carte 2.23	Répartition des petites localités rurales du Québec en fonction du pourcentage de la population de 65 ans et plus en 1996 .....	342
Carte 2.24	Évolution du vieillissement de la population dans les petites localités rurales du Québec entre 1986 et 1996 .....	345
Carte 2.25	Taux de chômage dans les petites localités rurales du Québec en 1996 .....	349
Carte 2.26	Pourcentage des bénéficiaires de l'aide sociale dans les petites localités rurales du Québec en décembre 2000.....	354
Carte 2.27	Répartition des petites localités rurales du Québec selon leur revenu familial moyen en 1996.....	357
Carte 2.28	Distribution des niveaux de revenus en fonction du revenu familial moyen de la province dans les petites localités rurales du Québec en 1996.....	359
Carte 2.29	Évolution des revenus familiaux moyens des petites localités rurales du Québec entre 1991 et 1996.....	366
Carte 3.1	Le Bas-Saint-Laurent dans le Québec méridional .....	375
Carte 3.2	Indice biophysique des localités de la région du Bas-Saint-Laurent .....	380
Carte 3.3	Les populations urbaine et rurale dans l'assiette socio-spatiale bas-laurentienne en 1996 (selon la définition de Statistique Canada).....	388
Carte 3.4	Densités de population dans les localités du Bas-Saint-Laurent en 1996 .....	397
Carte 3.5	Les petites localités rurales dans l'assiette socio-spatiale bas-laurentienne.....	411
Carte 3.6	Évolution démographique (en %) des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent entre 1901 et 1951 .....	426
Carte 3.7	Évolution (en %) des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent entre 1951 et 2001 .....	432
Carte 3.8	Petites localités du Bas-Saint-Laurent à évolution démographique négative constante selon la durée de leur décroissance et pourcentage des pertes (en référence au recensement de 2001) .....	434
Carte 3.9	Composition de la structure occupationnelle dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996 .....	437



Carte 3.10	Répartition des activités du secteur primaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996 .....	439
Carte 3.11	Répartition des activités du secteur secondaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996 .....	447
Carte 3.12	Composition du revenu total dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996.....	464
Carte 3.13	Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de la variation de leur revenu familial moyen entre 1971 et 1996 .....	475
Carte 3.14	Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de l'évolution de leur revenu familial moyen par rapport à celui de la province entre 1971 et 1996.....	477
Carte 3.15	Évolution de la construction domiciliaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent au cours de la première période (1951-1960; 1966-1971).....	484
Carte 3.16	Évolution de la construction domiciliaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent au cours de la deuxième période (1981-1990; 1991-1996).....	486
Carte 3.17	Évolution de la construction domiciliaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent au cours des deux périodes à l'étude (1951-1960; 1966-1971 et 1981-1990; 1991-1996).....	490
Carte 3.18	Esquisse typologique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1971 .....	497
Carte 3.19	Esquisse typologique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996 .....	503
Carte 3.20	Esquisse typologique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de leur indice synthétique de changement.....	512

## LISTE DES FIGURES

Figure 1.1	Les méthodes d'analyse ou comment appréhender les petites localités rurales fragiles .....	53
Figure 4.1	Typologie concernant le degré d'appréciation des répondants à l'égard du dynamisme local dans les municipalités d'enquête .....	666
Figure 4.2	Typologie concernant le niveau de satisfaction des répondants à l'égard de l'implication des principaux acteurs en matière de développement local, selon les domaines d'activité, dans les localités d'enquête .....	680
Figure 4.3	Typologie concernant le niveau d'implication des répondants à la vie sociale, économique, culturelle et communautaire dans les localités d'enquête.....	699
Figure 4.4	Typologie concernant le degré de mobilité géographique et qualité de la vie relationnelle des répondants dans les localités d'enquête.....	704
Figure 4.5	Typologie concernant le niveau d'inquiétude des répondants quant aux perspectives d'avenir de leur localité et l'éventualité d'une fermeture .....	713
Figure 4.6	Type de ressources qui, selon les répondants, sont susceptibles de contribuer au développement socio-économique des localités d'enquête .....	718
Figure 5.1	Les six pôles du développement solidaire.....	837

## **LISTE DES ENCADRÉS**

<b>Encadré 4.1</b>	<b>L'implantation d'une méga porcherie à St-Germain-de-Kamou-raska .....</b>	<b>545</b>
<b>Encadré 5.1</b>	<b>Les grands principes qui régissent l'élaboration d'une politique de développement spécifique aux petites localités rurales .....</b>	<b>815</b>
<b>Encadré 5.2</b>	<b>Déclaration de Rimouski, 11 mai 1997 .....</b>	<b>833</b>

## INTRODUCTION

Le monde dans lequel nous vivons est en constante évolution. Cette évolution se traduit notamment par des mutations incessantes qui surviennent dans toutes les sphères d'activité et à toutes les échelles socio-spatiales. De façon générale, les changements survenus durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle ont été plus importants que tous ceux observés au cours des deux derniers millénaires. Parmi ces transformations, il en est une dont on n'a pas fini de mesurer les effets, c'est la «globalisation du monde», pour reprendre le titre d'un ouvrage du sociologue Jacques B. GÉLINAS (2000), dont les manifestations se traduisent notamment par la croissance accélérée des échanges, l'internationalisation de la production, la concentration du pouvoir par les géants de la finance, la hausse spectaculaire des niveaux de productivité, la production effectuée de plus en plus en réseaux, en alliances et en partenariats (qui multiplie les interactions mais également les interdépendances négatives), la déréglementation des marchés, la libéralisation des capitaux, la formation d'un capitalisme mondial, l'intensification des avancées technologiques, la mutation informationnelle (caractérisée notamment par une diffusion de plus en plus élargie des nouvelles technologies de l'information et de la communication), la division internationale du travail, la flexibilité du lien salarial, la progression de l'emploi dans les activités de service, la polarisation des échanges, la formation de trois grandes zones commerciales (l'Europe, l'Asie et l'Amérique), la marginalisation accrue de certains pays, voire d'un continent entier, la concurrence tous azimuts tant pour les grandes que pour les petites entreprises, l'«a-territorialisation» de l'économie, les fusions, les acquisitions, les prises de contrôle, etc. Ainsi, dans ce

remodelage de l'échiquier géopolitique mondial apparaissent de nouveaux espaces transnationaux, des réseaux de villes, des interactions villes/campagnes et des cohésions régionales entraînant dans leur sillage diverses fractures territoriales dont les formes sont multiples et variées: inégalités croissantes entre les pays et les individus, disparités interrégionales, inégalités sociales à l'intérieur des États, etc. En fait, «jamais les sociétés n'ont été aussi inégalitaires», nous rappelle MARÉCHAL (1998:16).

L'ampleur de ce mouvement, son accélération et son caractère cumulatif, dont les principales manifestations ont magnifiquement été mises en évidence dans une publication récente parue sous la direction du géographe Pierre BRUNEAU (2000), s'est également fait ressentir sur tout le territoire québécois. Les changements évoqués plus haut ne se sont pas effectués partout de la même façon ni avec la même intensité. Au plan géographique par exemple, la restructuration de la carte géopolitique du Québec a contribué à la formation de trois types d'espaces, d'après KLEIN (1999). Il y a, d'une part, ceux «qui gagnent», généralement situés en périphérie des grandes agglomérations urbaines. Ces territoires s'insèrent dans l'espace mondial en attirant notamment des investissements et des nouvelles technologies. Ils concentrent l'essentiel du progrès économique et de la richesse<sup>1</sup>. C'est le cas par exemple de Montréal et de sa banlieue immédiate, de Québec et de Sherbrooke. D'autre part, il y a des espaces moins urbanisés qui réussissent à mettre en valeur leur savoir-faire en prenant part au marché mondial. Les régions de Trois-Rivières, de Chicoutimi et de l'Outaouais s'inscrivent dans cette catégorie. Enfin, il y a ces zones «qui perdent», déclassées par les changements

---

<sup>1</sup> Cette concentration spatiale du dynamisme économique dans les grandes aires périurbaines est la conséquence d'une mutation économique sans précédent qui favorise aujourd'hui les grandes métropoles.

technologiques et qui tentent, tant bien que mal, de se reconvertir ou, à tout le moins, de conserver leurs acquis. Ces territoires en difficulté correspondent à différentes catégories d'espaces socio-spatiaux. Il peut s'agir de certains quartiers urbains, de poches de marginalité situées dans des régions dites «gagnantes»<sup>2</sup> ou de zones excentrées qui échappent au progrès parce que situées loin des pôles de développement, des grandes artères de communication et des principaux foyers de peuplement<sup>3</sup>.

L'espace rural, qui englobe une multiplicité de situations, connaît parallèlement des processus de décomposition et de recomposition, de fragilisation et de renouveau, de délitement et de régénérescence. «Des espaces ruraux se renouvellent ici, se maintiennent là, se décomposent ailleurs, mêlant évolutions tendancielle et réactions imprévisibles, dans une mosaïque étonnamment contrastée» (HOUÉE, 1996: 221). Au niveau socio-économique par exemple, le passage d'une agriculture d'autosubsistance à une agriculture de type productiviste, le développement des activités de transformation, l'extension des services de type urbain, la généralisation des technologies d'information et de communication, l'homogénéisation des modes de vie entre les urbains et les ruraux (amélioration des transports, accès aux équipements culturels et aux magasins de grande distribution, etc.) ont contribué à modifier considérablement le kaléidoscope et la physionomie de la campagne québécoise traditionnelle<sup>4</sup>. Toute cette dynamique, dont la direction et les effets déconcertent toujours les milieux scientifiques, a affecté à la fois le

---

<sup>2</sup> Les quartiers du sud-ouest de Montréal tels que St-Henri et Pointe-St-Charles, du Centre-Sud, de Hochelaga-Maisonneuve ou encore certains secteurs défavorisés de la basse ville de Québec en constituent des exemples patents.

<sup>3</sup> Nous pensons à des régions comme la Gaspésie, le Bas-Saint-Laurent et la Côte-Nord qui se caractérisent par la faible diversification de leurs activités économiques.

<sup>4</sup> Les différentes manifestations de ce mouvement de restructuration rurale notamment aux plans géographique, social et économique seront abordées plus en profondeur dans le cadre de la deuxième partie de notre étude.

nombre et la taille des localités, l'évolution démographique, les formes d'organisation de l'espace, les structures d'âge, les occupations, le cadre de vie et l'ensemble de la vie relationnelle. Certaines localités, bien positionnées dans la trame de peuplement, ont été avantagées par ces transformations. Elles ont bénéficié du redéploiement de certaines activités et des mutations sociales liées à la périurbanisation. Par ailleurs, d'autres sous l'effet conjugué des restructurations agricoles et de la déprise sociale, se sont fragilisées en raison de leur taille démographique, de la structure de leur économie, de leur histoire, de leurs caractéristiques géographiques, de leurs infrastructures de services et de leur culture. Ainsi, à l'instar de ce que nous observons aux échelons géographiques supérieurs, nous voyons au Québec se juxtaposer différentes catégories de milieux ruraux. De manière globale, il est possible d'en identifier trois types:<sup>5</sup>

- ceux en croissance: Généralement situés près des villes, ils se caractérisent, dans bien des cas, par une expansion du périmètre bâti, une croissance soutenue de la population, une diversification des activités économiques et une amélioration générale des conditions de vie. Ces milieux disposent, en général, d'un bon volume d'occupations secondaire et tertiaire ainsi que d'une infrastructure de services diversifiée.
- ceux en stagnation: Ils se distinguent par un certain niveau d'équilibre entre leurs structures économique et démographique. L'existence d'exploitations agricoles prospères, la proximité d'une activité minière ou d'une petite agglomération urbaine constituent les principaux facteurs qui contribuent au maintien de cet équilibre.

---

<sup>5</sup> Cette description sommaire cache une très grande diversité de situations. Ces trois types d'espaces comportent de nombreuses sous-catégories qui forment une mosaïque très contrastée du monde rural québécois.

- Enfin, il y a ceux en déclin qui se démarquent par la réduction de leurs effectifs, une faible attractivité économique<sup>6</sup>, un tissu industriel réduit, une infrastructure de services déficiente, une dispersion de la population et des constructions, etc.

Bien que l'on retrouve des entités de toutes tailles démographiques dans ces trois catégories de milieux ruraux, les petites localités, c'est-à-dire, celles de 500 habitants et moins<sup>7</sup>, ont généralement tendance à se concentrer au sein de la dernière. Ce segment de l'espace rural a été particulièrement désavantagé par ce processus de recomposition dont les manifestations les plus déterminantes se sont traduites par de l'instabilité, voire de la décroissance démographique, un taux de chômage élevé en raison de la saisonnalité et de la rareté des emplois, la perte de certains services, la faiblesse des revenus, la diminution du potentiel forestier, le déclin de l'agriculture, l'exode des jeunes; autant d'éléments qui, conjugués aux fluctuations conjoncturelles<sup>8</sup>, à l'incertitude politique, aux décisions gouvernementales, aux sentiments d'insécurité et à diverses considérations d'ordre structurel telles que la mondialisation des marchés et les déréglementations, handicapent sérieusement leur économie et menacent même leur survie à plus ou moins long terme.

---

<sup>6</sup> En règle générale, l'emploi dans le secteur forestier y tient une place beaucoup plus importante que dans les deux autres catégories de ruralité.

<sup>7</sup> Les motifs en ce qui a trait à la justification de ce seuil seront explicités plus loin.

<sup>8</sup> Les petites localités apparaissent, au plan conjoncturel, particulièrement sensibles aux fluctuations socio-économiques de leur environnement immédiat et pour certaines, aux contextes national et international à cause de la faiblesse de leur taille démographique, de l'étroitesse de leur base économique et des multiples pressions qu'elles subissent à l'égard de décisions et de situations sur lesquelles elles n'ont que très peu d'emprise. Un phénomène conjoncturel (comme par exemple la fermeture d'une scierie) peut avoir des répercussions très néfastes sur leur démographie et leur économie.



En raison notamment de la nature de son économie, de sa position géographique, des différentes caractéristiques liées à sa structure de peuplement<sup>9</sup> et de sa démographie, la partie rurale du Bas-Saint-Laurent présente toutes les caractéristiques d'un milieu fragile. Cette fragilité, que l'on observe également dans la plupart des six grandes régions périphériques du Québec<sup>10</sup>, semble se manifester avec une plus grande acuité dans les communautés de petite taille situées en marge de l'écoumène et dont l'équilibre économique repose essentiellement sur l'exploitation et la première transformation des ressources naturelles. En effet, de façon générale, nous constatons que les problèmes du monde rural ont tendance à s'accroître en fonction de la réduction de la taille démographique des localités et de l'éloignement géographique.

### **Objet et structure de la recherche**

La présente thèse porte précisément sur la fragilité des petites localités rurales du Québec et, plus particulièrement sur celles du Bas-Saint-Laurent. Elle s'inscrit dans une optique d'aménagement et de développement de ce segment de l'espace rural répondant aux aspirations des populations concernées en vue de leur mieux-être. La caractérisation

---

<sup>9</sup> Par cette expression, nous voulons faire référence à la répartition de la population par localité, à la distribution spatiale des localités les unes par rapport aux autres et en regard des voies de communication ainsi qu'à leur taille démographique. Ce vocable intègre également les notions de distance (distance entre les localités, distance par rapport à la ville et aux principaux axes de communication, etc.), de dispersion (dispersion de la population, des habitations et des constructions, etc.) et de densité. Il fait également référence aux diverses formes de l'espace habité.

<sup>10</sup> Il s'agit de la Gaspésie, du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay Lac Saint-Jean, de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. Ces régions sont habituellement identifiées comme périphériques en raison de leur éloignement par rapport aux grands centres urbains. Parce que leur économie gravite essentiellement autour de la mise en valeur et de la première transformation des ressources naturelles, elles reçoivent régulièrement l'appellation de «régions-ressources». Ces dernières se distinguent également par une infrastructure de services généralement de niveau inférieur à celle utilisée par la majorité des Québécois et ce, tant en termes de quantité que de qualité. D'après les données de Statistique Canada, les régions périphériques forment 89% de la superficie du Québec mais ne contiennent que 12,5% de sa population. Une telle inadéquation est déjà très révélatrice en soi des particularités géographiques et socio-économiques qui les différencient des espaces à plus forte densité humaine.

de cette fragilité, l'étude de sa diversité, de son évolution, de ses contraintes et des perspectives de développement font l'objet de notre recherche. Nous voulons d'abord caractériser et expliquer le phénomène de fragilité des petites localités rurales du Québec. Nous cherchons ensuite à le comparer d'une région à l'autre. Notre projet n'est donc pas seulement de décrire, mais aussi d'expliquer. La mise en œuvre d'un tel travail suppose que l'on définisse clairement les principales questions scientifiques à se poser. La fragilité rurale affecte-t-elle l'espace bas-laurentien de manière significative? Est-elle assimilable à un phénomène structurel, conjoncturel ou cyclique? Ces manifestations, qui touchent tous les aspects de la vie socio-économique, mettent-elles en jeu la survie de certaines petites communautés rurales? Sa relative gravité doit-elle susciter un regard et un traitement spécifique? Telles sont les principales questions auxquelles nous nous proposons d'apporter des éléments de réponse dans le cadre de cette étude. La réponse à ces questions suppose évidemment l'utilisation de toute une série d'indicateurs qui alimentera notre analyse et dont nous discuterons plus loin de la pertinence. Dans l'immédiat, précisons seulement que notre grille de lecture repose, pour l'essentiel, sur les points suivants: la localisation des zones à problèmes et à risques, le diagnostic des différents types de fragilité, l'évaluation quantitative et qualitative des pathologies, la typologie des évolutions, les pistes de solutions. Il s'agit, en quelque sorte, de pouvoir comparer dans le temps et dans l'espace des situations de façon à informer ceux qui auront en charge la politique de rééquilibrage des zones rurales fragiles. Le plan de vol s'ordonne autour de cinq grands thèmes qui constituent autant de chapitres:

- l'élaboration de la problématique de la fragilité rurale;
- la caractérisation et les principales formes d'évolution de l'espace rural québécois et de ses petites localités;

- l'analyse de la fragilité des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent;
- la perception de la fragilité et sa signification dans huit petites localités du Bas-Saint-Laurent;
- les perspectives d'avenir et de développement des localités fragiles.

D'une manière plus spécifique, notre recherche s'articule comme suit. Les deux premiers chapitres situent les cadres théorique et opérationnel de notre étude.

Le premier porte sur les principaux éléments de la problématique de la fragilité rurale. Essentiellement consacré à la définition du problème ainsi qu'aux aspects conceptuels et méthodologiques, ce chapitre comporte cinq sections.

Dans la première, nous identifierons les principaux malaises auxquels les petites localités rurales du Québec en général et du Bas-Saint-Laurent en particulier sont confrontées. Bien qu'elle ne constitue qu'une approche sommaire de la réalité, cette description n'est pas dépourvue d'intérêt. Elle permettra d'illustrer la très grande diversité du monde rural et d'identifier les divers facteurs structurels (en particulier en ce qui concerne la structure de peuplement) qui ont contribué à le façonner et à modifier le cours de son évolution. Cette diversité, qui traduit des modalités différenciées d'agencement du tissu de peuplement, de vie fonctionnelle et d'accessibilité aux services de proximité, implique des jeux différents d'interrelations entre la ville et la campagne et exprime une grande variété de panoramas socio-économiques.

Dans la deuxième section, nous faisons état de quelques postulats relatifs à la problématique des petites localités rurales. Ces postulats serviront ni plus ni moins de fil conducteur à notre travail. Cet exercice nous conduira à préciser l'hypothèse de notre recherche.

Dans la troisième section, nous préciserons les objectifs (généraux et spécifiques) de notre étude.

Nous présenterons, dans la quatrième partie, les principaux éléments méthodologiques qui serviront à l'atteinte de ces objectifs.

La cinquième et dernière partie de ce chapitre exposera le cadre théorique de notre recherche. Elle est découpée en deux sections. Dans un premier temps, nous définirons les principales notions qui charpenteront notre étude. Les diverses manifestations de la fragilité rurale ne sont que l'aboutissement d'un processus complexe lié notamment au potentiel biophysique, aux lois et mécanismes de l'économie, aux politiques gouvernementales, à la structure de peuplement, aux perceptions ainsi qu'aux idéologies dominantes. Identifiés par le géographe Clermont DUGAS (1996) dans son ouvrage *L'espace rural canadien*, ces facteurs structurels de sous-développement rural, qui sont trop souvent sous-estimés par la science régionale et les acteurs locaux, seront scrutés à la loupe dans le cadre de la dernière section de ce chapitre. Nous tenterons de voir en quoi ils affectent plus particulièrement les milieux à faible et à très faible densité humaine.

Le chapitre deux porte sur la signification et les principales formes d'évolution de la ruralité québécoise et de ses petites localités. Il comporte cinq parties.

La première situe les petites localités rurales dans l'assiette socio-spatiale du Québec.

À la fois cause et conséquence de la fragilité, la recomposition de l'espace rural constitue une caractéristique fondamentale du fait rural québécois. Nous tenterons, dans le cadre de la deuxième partie, de montrer dans quelle mesure cette dynamique de recomposition accompagne la mutation de l'espace rural. À défaut de pouvoir analyser tous les aspects de ce processus, nous nous attarderons principalement sur la dimension démographique.

Le changement se manifeste constamment dans toutes les parties de l'espace rural même dans les endroits les plus isolés. De plus, il prend de multiples visages. En troisième lieu, nous situerons les petites localités dans ce contexte de recomposition. L'aspect économique est celui qui, à cette échelle, retiendra notre attention. Compte tenu de la place prépondérante qu'elle continue à occuper dans l'organisation de l'espace, l'activité agricole sera au centre de notre analyse. La présentation de la situation actuelle, dans les autres secteurs de l'activité économique, permettra d'obtenir une vision plus juste et plus précise de la composition de la structure occupationnelle en milieu rural fragile.

Dans un quatrième temps, nous identifierons les principales composantes du monde rural québécois et de ses petites localités. Parmi tous les organismes qui ont

participé à la structuration de la vie sociale et économique des petites localités rurales, l'Église a occupé une place majeure. Nous verrons comment, par son implication dans différents mouvements sociaux, cette institution a contribué au renforcement de la cohésion sociale particulièrement dans les territoires plus fragiles du Bas-Saint-Laurent.

Selon certains chercheurs (KAYSER, 1990; JEAN, 1997, 1998; CARRIER et LEBLANC, 1998; BICHE et al. 1996), les rapports originaux qu'entretiennent les habitants du monde rural avec leur environnement, leur société et leur localité constitueraient les principales caractéristiques de la ruralité contemporaine. L'appartenance territoriale et le sentiment identitaire des ruraux, qui s'expriment notamment par le biais des activités festives, seront examinés dans le cadre de la section 2.4.2.

L'espace rural demeure aussi le lieu où s'exprime de manière privilégiée diverses formes de solidarité (entraide, corvées, mobilisation populaire, etc.) qui contribuent à façonner l'identité locale. Le point 2.4.3 portera sur les différentes manifestations de cet esprit de solidarité et d'interconnaissance en milieu rural fragile. Par ailleurs, le désengagement de l'État en matière de développement régional a favorisé, à maints endroits, une plus grande implication des acteurs locaux dans le processus de développement. Ce retour en force de l'échelon local s'est traduit, entre autres choses, par l'émergence de nombreuses initiatives (associations, regroupements, comités, etc.) dans plusieurs secteurs d'activité (agriculture, forêt, tourisme, vie communautaire, etc.) et poursuivant diverses finalités (développement économique, défense d'un territoire, d'une région, d'un patrimoine, etc.). À bien des endroits, l'imagination est en pleine effervescence, les modèles traditionnels de développement sont bousculés et des succès

sont enregistrés. Comment ces initiatives se présentent-elles à l'échelle des petites localités? Dans quels domaines précis les retrouve-t-on? Peuvent-elles faire contrepoids aux contraintes structurelles de mal-développement qui affligent particulièrement ce segment de l'espace rural? Cette section de notre travail veut rendre compte, ne serait-ce que sommairement, des micro-projets qui jaillissent de la base et ce, dans les différents aspects de la vie socio-économique locale. La généralisation de l'automobile et le développement des communications (particulièrement des infrastructures routières) et la chute du nombre d'actifs vivant de l'agriculture ont favorisé une plus grande mobilité géographique des ruraux élargissant ainsi leur «polygone de vie», pour reprendre l'expression de PIATIER (1979). Objet de la section 2.4.4, ce phénomène de mobilité géographique sera abordé en concomitance avec une autre manifestation du processus de restructuration socio-territoriale en milieu rural: celle des migrations pendulaires entre le lieu de travail et celui de séjour. La discordance entre le lieu de travail et de séjour est plus qu'une caractéristique du monde rural québécois. Elle représente une dimension fondamentale de la structure d'habitat et de la vie relationnelle. C'est aussi une façon particulière pour les résidents des petites localités d'effectuer leur transition entre un style de vie rural basé sur l'exploitation des ressources et un mode de vie urbain qui s'appuie sur le salariat et le travail à horaire fixe. L'implication socio-communautaire et le bénévolat, deux pratiques qui s'expriment notamment par la présence de plusieurs organismes à but non lucratif clôtureront cette troisième section.

Enfin, la cinquième et dernière partie de ce chapitre portera sur les principaux problèmes du monde rural québécois et de ses petites localités. Ces problèmes sont variés et multiples. Dans un premier temps, nous mettrons l'accent sur la marginalité

géographique des petits milieux. Celle-ci se caractérise notamment par leur éloignement par rapport aux villes. Cette marginalité n'est pas sans affecter la réorganisation socio-territoriale de ce segment de l'espace rural. Cette dernière se traduit notamment par un double phénomène à savoir l'accroissement du nombre de petites localités et la diminution de leur poids dans l'assiette socio-spatiale. Ces deux composantes de la structure spatiale font l'objet de la section 2.5.2. Cette évolution démographique différenciée ne favorise guère la rétention des éléments les plus dynamiques pas plus qu'elle ne stimule l'implantation de nouvelles personnes. Dès lors, des dizaines, voire des centaines de petites localités se voient confrontées à un fort mouvement d'exode de leur population. Cette dynamique est accentuée chez la jeune génération en raison d'un faible taux de natalité<sup>10</sup> que ne parvient pas à endiguer l'apport de nouveaux arrivants. Il s'ensuit un vieillissement prématuré de la population locale. Davantage perceptible au sein des milieux de petite taille, ce phénomène de vieillissement des effectifs ruraux sera examiné à la section 2.5.3.2. Par la suite, nous exposerons les principaux problèmes économiques spécifiques aux localités de petite taille démographique. Parmi ceux-ci, il en est un qui affecte particulièrement ce segment de l'espace rural. Il s'agit d'assurer le maintien des services de première ligne où, à certains endroits, ceux-ci ne tiennent qu'à un fil. Ce problème de maintien et d'insuffisance de services viendra conclure la cinquième partie de ce chapitre.

Dans les troisième et quatrième chapitres, nous dirigerons les projecteurs sur les *petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent*, un segment particulièrement défavorisé de

---

<sup>10</sup> Le taux de fécondité, qui a eu cours au Québec depuis les 10 dernières années, oscille, selon les groupes d'âge, entre 1,45 et 1,65 enfant par famille. Or, les démographes conviennent que le taux de fécondité nécessaire au renouvellement d'une population s'établit à 2,1 enfants par famille.



l'espace rural québécois. Nous effectuerons, dans un premier temps, une brève présentation de la région du Bas-Saint-Laurent aux plans géographique et socio-économique. Par la suite, nous nous intéresserons plus spécifiquement à la problématique de la fragilité rurale. À défaut de pouvoir examiner toutes les caractéristiques de la fragilité, nous nous attarderons sur trois de leurs composantes les plus significatives à savoir la démographie, les occupations et les revenus. Certes, ces trois variables ne reflètent pas toute la réalité des différentes communautés rurales. Par ailleurs, elles figurent parmi les indicateurs les plus représentatifs de la fragilité. Elles évoquent divers aspects de la vie socio-économique locale en raison de leurs interrelations avec le contexte biophysique, l'organisation spatiale, le marché du travail, l'infrastructure de services et les niveaux de vie. Dans le but de bien cerner le phénomène de la fragilité, notre analyse s'appuiera sur une démarche comparative dans la mesure où nous nous référerons constamment à la situation québécoise. En ce qui concerne plus particulièrement la section 3.2 portant sur la démographie, l'évolution des petites localités sera examinée sur une période de 100 ans, soit plus précisément de 1901 à 2001, dernière année où les statistiques, à l'échelon des subdivisions de recensement, sont disponibles. Il apparaît important ici d'étudier cette variable sur une longue période afin de déceler les tendances profondes et d'identifier les changements les plus marquants.

L'analyse conduira à l'élaboration d'une esquisse typologique réalisée à partir d'un indice synthétique de fragilité. Sept variables serviront à la construction de cette typologie. Bien que confrontées à un certain nombre de problèmes communs importants, les petites localités se caractérisent également par une très grande diversité de situations. Cette typologie débouchera sur une évaluation précise des disparités.

Les approches statistiques et quantitatives en termes de revenu, de compositions socio-démographiques et de structures occupationnelles restent insuffisantes pour mesurer, de manière précise, la problématique de la fragilité rurale notamment en ce qui concerne la vie communautaire et relationnelle, le degré d'implication des individus, la qualité de vie, le niveau de bien-être et le sentiment d'appartenance. Les données qualitatives sont essentielles pour expliquer ce que les statistiques quantitatives ne font que constater. C'est pourquoi, il est primordial de procéder à des diagnostics réalisés par le biais d'enquêtes sur le terrain qui prennent en compte les caractéristiques sociales, économiques, culturelles et communautaires de la vie locale. Le chapitre quatre s'inscrit dans cette perspective. Il met l'accent sur la perception des difficultés vécues par les principaux acteurs socio-économiques et les résidents dans huit petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent.

Ce quatrième chapitre s'ouvre par une description historique, géographique et économique des milieux à l'étude. Suit l'analyse proprement dite des résultats d'enquête. Ces derniers seront abordés à partir de six grands thèmes, soit le degré de satisfaction et d'identité territoriale à l'égard de la localité, la perception générale de cette dernière aux plans de l'économie, de la politique et de la vie socio-communautaire, la perception du dynamisme local, l'implication des répondants, la mobilité géographique et la vie relationnelle ainsi que les perspectives d'avenir et de développement.

Les perspectives de développement des petites localités rurales font l'objet du dernier chapitre. Celui-ci est divisé en trois parties.

La première porte sur la mise en valeur et la valorisation des ressources locales dans la «nouvelle économie»<sup>11</sup> agricole. Nous croyons en effet, que dans plusieurs cas, ces ressources sont mal exploitées et qu'une utilisation de type «multiusage» peut représenter une contribution économique significative pour certaines petites localités rurales du Québec et en particulier pour celles du Bas-Saint-Laurent<sup>12</sup>. Ainsi que le souligne FARINELLI, «le secteur primaire ne disparaît pas avec la modernité. Il constitue au contraire, un Eldorado qui a besoin de pionniers» (FARINELLI, 2000: 142). Quatre pistes serviront à alimenter notre réflexion.

À côté des productions de masse standardisées, la diversification peut, dans une certaine mesure, contribuer au maintien des petites localités rurales.

Une seconde voie consiste en une brève analyse du concept de multifonctionnalité. Développée en Europe, la multifonctionnalité de l'agriculture, est susceptible de s'avérer un outil privilégié pour répondre aux défis du développement des milieux fragiles, tout en répondant aux grands enjeux pour un développement agroalimentaire mieux équilibré: produire une alimentation diversifiée et de qualité, maintenir un monde rural vivant, protéger l'environnement et préserver les paysages.

---

<sup>11</sup> Au sens premier, l'expression «nouvelle économie» désigne une croissance (sans inflation) attribuable aux technologies de l'information et de la communication. Dans cette étude, nous utiliserons le vocable «nouvelle économie agricole» en référence à des signes de qualité, à la recherche de biens et services dont l'origine clairement identifiée, à l'association entre un produit et un terroir, à l'exigence de garanties de traçabilité, à la multifonctionnalité de l'agriculture et au développement de l'agrotourisme, autant d'éléments qui témoignent d'une prise en compte accrue de la variable spatiale dans les préférences des agents économiques et remettent partiellement en question le développement massif des productions standardisées, éléments qui sont susceptibles de contribuer à la relance économique de certains milieux fragiles.

<sup>12</sup> Il ne faut pas perdre de vue que la ressource agricole ne peut faire vivre qu'une faible fraction de la population rurale et ce, peu importe la façon dont elle est utilisée. Par ailleurs, le problème de nombreuses localités est justement associé à la faiblesse de cette ressource.

En troisième lieu, nous examinerons quatre créneaux dont les avenues de développement apparaissent relativement intéressantes dans le contexte de cette «nouvelle économie» agricole. Il s'agit des produits qui relèvent des secteurs agroalimentaire, du terroir, d'appellation d'origine contrôlée et de l'agrotourisme. En France, de nombreuses communes du «rural profond» ont développé, avec succès, des stratégies intéressantes d'auto-production vivrière ou de vente directe de produits de qualité élaborés à la ferme<sup>13</sup>. Il semble donc opportun de se demander si ces pratiques alternatives sont transposables à l'échelon des petites localités rurales du Québec et, plus particulièrement, à celles du Bas-Saint-Laurent, et surtout comment peuvent-elles contribuer à la mise en valeur du territoire? Car il faut bien l'admettre, les ressources agricoles ne semblent pas avoir fourni partout leur maximum de rendement dans ces milieux fragiles. Quels moyens faut-il prendre pour qu'elles produisent encore plus de richesse collective?

Finalement, nous explorerons, dans une quatrième approche, diverses potentialités de développement dans quelques autres secteurs d'activité. Nous nous attarderons plus spécifiquement sur l'industrie forestière en raison de la place qu'elle occupe dans l'économie de nombreuses petites localités rurales notamment dans celles de l'arrière-pays. Si le développement d'activités para-agricoles peut servir de support au maintien des localités fragiles, celles-ci doivent être arimées à une stratégie de développement qui répond aux multiples besoins des milieux fragiles. En clair, cela implique d'une part que la

---

<sup>13</sup> Plus précisément, nous voulons faire référence ici à des programmes tels que *Sol et Civilisation* dont l'objectif est de soutenir les économies agricoles et les entreprises relevant de l'agroalimentaire dans les zones rurales en difficulté, à la mise en place d'activités parallèles axées sur le tourisme vert, à la création de marchés de proximité, à l'élaboration de produits portant l'appellation d'origine contrôlée, etc.

valeur de ces «nouveaux» produits soit fondée sur la qualité et l'utilité d'un savoir-faire plus que sur la productivité du capital ou du travail et, d'autre part, que la politique économique actuelle, qui tend à concentrer les richesses, les ressources, la production, les capitaux, les technologies et les hommes en quelques lieux privilégiés, fasse l'objet d'un profond remaniement<sup>14</sup>.

Face aux défis que constitue le développement des localités de petite taille, il s'avère donc essentiel de réfléchir sur les principes qui doivent inspirer les dirigeants publics et privés, les acteurs locaux et régionaux, les spécialistes du développement, les chefs d'entreprise et les investisseurs potentiels engagés dans l'élaboration d'une politique adaptée aux problèmes des milieux fragiles. À partir de notre connaissance globale du milieu, nous tenterons, dans le cadre de la deuxième partie de ce chapitre, de jeter les bases d'une stratégie de développement rural orientée vers l'atténuation des disparités territoriales en milieu rural fragile.

Dans un premier temps, nous définirons la nature de cette stratégie et identifierons ses principales lignes directrices. L'élaboration d'une telle politique suppose que l'on mette en place des mesures concrètes afin de corriger les problèmes structurels des petites localités rurales car on ne peut espérer une inflexion significative des grandes évolutions

---

<sup>14</sup> À l'heure où l'on parle d'un retour à une croissance durable, on peut s'interroger sur un modèle de développement qui constitue, de fait, une menace pour la cohésion nationale. Ce modèle doit être soumis à la critique non pas pour le plaisir mais pour évaluer d'un œil neuf la trajectoire mondiale et découvrir les possibilités nouvelles que l'avenir nous offre. C'est notamment ce que nous nous proposons de faire dans le cadre de ce chapitre.

générales au Québec à un niveau tel que les tendances lourdes puissent être inversées<sup>15</sup>. À maints endroits, ces disparités sont devenues carrément inacceptables. Elles sont nuisibles tant sur le plan social qu'économique. Elles génèrent des coûts sociaux et environnementaux importants en plus d'entraîner une sous-utilisation des ressources et des équipements de services dans les espaces à population dispersée. Le temps ne serait-il pas venu de passer d'une politique de maintien du minimum et même de déstructuration à des objectifs de consolidation, de renforcement et d'atténuation des inégalités territoriales? De telles mesures se doivent d'être adaptées aux diverses réalités des petites localités rurales. De plus, la reconnaissance officielle de la multifonctionnalité et la valorisation des produits de qualité impliquent une révision complète des réglementations et des mécanismes de régulation dans le secteur agricole. L'atténuation des disparités socio-économiques ne peut, en effet, être envisagée que comme l'esquisse d'un système de normes matérialisées par un ensemble de réglementations spécifiques traduisant de nouveaux principes régulateurs. L'aménagement du territoire et le développement économique constituent les principaux moyens à mettre en œuvre en vue d'atteindre un tel objectif<sup>16</sup>. En ce qui concerne plus spécifiquement l'aménagement du territoire, différentes pistes seront explorées. Il s'agit d'une distribution plus équilibrée du tissu de peuplement, de la mise en place de mesures particulières destinées à une meilleure harmonisation des fonctions en milieu rural fragile, d'une exploitation plus rationnelle et plus efficace des ressources, de l'élaboration de programmes visant

---

<sup>15</sup> Or, une telle politique n'existe pas au Québec. L'actuelle politique nationale de la ruralité, lancée en grande pompe deux fois plutôt qu'une, (une première fois le 6 décembre 2001 au salon rouge de l'Assemblée nationale et une seconde en mars 2002 à l'occasion des premières journées nationales de la ruralité), ne contient pas les dispositions nécessaires pour agir de façon significative sur les problèmes des petites localités dans une optique de lutte aux inégalités.

<sup>16</sup> La redéfinition et la planification concertée du développement des milieux fragiles apparaissent comme une impérieuse nécessité pour tenter d'enrayer leurs déclin démographique et économique et ainsi éviter que ne s'accroisse une situation qui les pénalise déjà.

cadre bâti et du réseau routier. La création d'emplois, l'amélioration de l'offre de services, l'élaboration de mesures spécifiques visant à atténuer la marginalité et la pauvreté rurale et la décentralisation figurent parmi les principales orientations que nous analyserons pour assurer le développement économique des petits milieux.

Dans un deuxième temps, nous examinerons le rôle des différents acteurs impliqués dans l'élaboration d'une stratégie de développement adaptée aux problèmes des localités fragiles. Il s'agit principalement de l'État, des intervenants locaux et régionaux et des résidents de ces petits milieux.

La mise en œuvre d'une telle stratégie ne pourrait qu'être complétée par l'émergence d'un modèle de développement plus éthique. Cela suppose que nous partions du social pour définir les moyens économiques aptes à stimuler des capacités locales de résistance à la fragilité et non l'inverse<sup>17</sup>. Penser l'harmonisation du social et de l'économique implique qu'on ne considère pas le premier comme le résiduel du second (ce qui en corrige les dysfonctions), mais plutôt comme les deux composantes d'une

---

<sup>17</sup> Un tel projet n'a rien de révolutionnaire en soi. Déjà, en 1931, John Maynard KEYNES, notait dans sa préface d'un recueil de ses principaux articles : « (...) le jour n'est pas éloigné où le Problème Économique sera refoulé à la place qui lui revient : l'arrière-plan; et que le champ de bataille de nos cœurs et de nos têtes sera occupé, ou plutôt réoccupé par nos véritables problèmes, ceux de la vie et des relations entre hommes, ceux des créations de l'esprit, ceux du comportement et de la religion » (KEYNES, 1978: 13). En outre, une relecture des expériences européennes les plus intéressantes d'insertion par l'économie et de développement local en milieu rural montre que, dans bien des cas, la démarche que nous proposons a été suivie par les pionniers du développement social. L'acquis le plus durable de leur action aura été, sans l'ombre d'un doute, la consolidation du tissu social local et le développement d'une économie sociale orientée vers l'épanouissement de la personne humaine plutôt que sur la réalisation de profits. Nous voulons faire référence aux travaux de Bernard EME, Jean-Louis LAVILLE, Daniel CÉRÉZUELLE, Roger SUE, René PASSET, Ignacio RAMONET, Philippe MERLANT, Patrick VIVERET, Pierre BOURDIEU, Guy ROUSTANG, Bernard PERRET, Antony GIDDENS, etc. Enfin, au Québec, la recherche d'une troisième voie de développement, qui existe depuis plusieurs décennies au sein du mouvement coopératif, est précisément l'expression de cet effort de réconciliation entre l'économie et le social, étant entendu que les problèmes observables découlent de la rupture de l'équilibre qui s'est instituée entre ces deux sphères de l'activité humaine.

même dynamique. Le développement d'une région ou d'un quelconque territoire n'est pas uniquement lié aux facteurs économiques traditionnels (dotation en ressources, position géographique, qualité de la terre, qualité, disponibilité et quantité des infrastructures, capital, etc.) mais aussi à l'éthique, aux valeurs humaines, aux capacités d'apprentissage, à la culture, au sentiment d'appartenance et aux modes d'organisation sociale.

C'est dans une perspective à saveur plus idéologique que s'inscrira la troisième et dernière partie de ce chapitre. Cette dernière porte plus spécifiquement sur l'élaboration d'un modèle de développement qui mise non pas sur la compétitivité et la rentabilité à outrance mais sur la justice et l'équité. L'échelle mondiale est évidemment celle que nous retiendrons. Certes, la conceptualisation de cette troisième voie constitue une condition indispensable à une meilleure distribution des ressources et de la richesse collective. Cependant, force est de reconnaître qu'elle sera très difficile à réaliser et surtout à opérationnaliser compte tenu des nombreux bouleversements qu'elle implique. Néanmoins, les arguments qui s'opposent à la logique néolibérale et les propositions en faveur de politiques alternatives gagnent du terrain dans le débat public. Ces nouvelles alternatives prennent de multiples formes dont la plus impressionnante a été sans conteste le mouvement pluraliste qui a émergé de Porto Alegre. Plus qu'un simple événement, Porto Alegre est une véritable vague de fond qui laisse entrevoir la mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement. Sans se poser comme une nouvelle forme de régulation sociale, l'éthique apparaît comme une réponse aux problèmes auxquels notre société est confrontée. Nous identifierons, dans une première approche, quelques moyens de réconcilier l'économie et le social pour une approche plus éthique



du développement. En second lieu, nous ferons état des principales conditions<sup>18</sup> requises à l'émergence de ce nouveau modèle dont les signes se manifestent à toutes les échelles géographiques. Ces signes nous inciteront à nous poser la question suivante: De telles expériences constituent-elles des cas isolés ou des parties prenantes d'un mouvement plus large? Nous tenterons de répondre à cette interrogation dans la dernière partie de notre travail.

---

<sup>18</sup> Ces conditions concernent essentiellement la révision des mécanismes de régulation politico-économique, la construction d'une nouvelle démocratie mondiale et la personne humaine, valeur première au centre d'un modèle plus éthique de développement.

# **CHAPITRE 1**

## **Éléments d'une problématique de la fragilité rurale**

Dans ce premier chapitre, nous élaborerons la problématique de notre recherche. Cinq étapes baliseront notre cheminement.

Dans un premier temps, nous identifierons les principales inégalités socio-territoriales de développement d'une part à l'échelle des petites localités rurales du Québec et, d'autre part, à celle du Bas-Saint-Laurent.

Par la suite, nous énoncerons successivement les postulats, l'hypothèse, la question principale ainsi que les sous-questions qui guideront notre recherche.

Les objectifs et les sous-objectifs de notre thèse seront présentés plus explicitement dans le cadre de la troisième partie.

Les principaux aspects méthodologiques font l'objet de la quatrième. Elle portera plus spécifiquement sur la justification de l'échelle d'analyse, l'identification des variables de base et l'énoncé des méthodes d'analyse.

Enfin, dans la dernière partie, nous présenterons le cadre théorique de notre recherche. Cette présentation sera effectuée en deux parties. La première sera

consacrée aux aspects conceptuels qui alimenteront notre réflexion. Dans un deuxième temps, nous identifierons les principales causes généralement associées à la fragilité<sup>1</sup> rurale.

## **1.1 Inégalités socio-territoriales de développement dans l'espace rural québécois**

### **1.1.1 Principaux malaises des petites localités rurales et effet de taille**

L'extrême diversité du monde rural québécois constitue sans aucun doute l'une de ses principales caractéristiques. À cette diversité correspondent de profondes inégalités territoriales de développement. En règle générale, nous observons que ces inégalités, qui reflètent de multiples malaises, ont tendance à s'accroître en fonction de la réduction de la taille démographique des localités. Cet «effet de taille» intègre de nombreux aspects de la réalité physico-socio-économique du monde rural. Il permet, entre autres choses, de mieux caractériser la nature des disparités, d'évaluer leur ampleur et de les localiser dans l'espace. Il exerce un effet considérable sur l'étendue et la densité de l'espace construit et habité, sur la quantité, la diversité et la qualité des services disponibles, sur la nature des occupations – notamment en ce qui concerne les emplois du secteur tertiaire – sur la vie relationnelle, politique, communautaire, sur la culture locale ainsi que sur la dynamique entrepreneuriale<sup>2</sup>. La taille démographique des

---

<sup>1</sup> La définition de ce concept fera l'objet de la section 1.5.1.3.

<sup>2</sup> Voir notamment à ce sujet les travaux de Nathaly RIVERIN (1998 et 1999).

localités influe également sur la composition des revenus et sur l'organisation de l'espace. Elle traduit aussi le rôle exercé par la localité dans la structure de peuplement. Enfin, cette variable a tellement de significations qu'elle constitue, selon DUGAS (1999), un des meilleurs critères de classification des localités. Par ailleurs, pour qu'il soit vraiment significatif, l'effet de taille doit être relativisé par d'autres variables parmi lesquelles les structures socio-spatiales, les faits de localisation (notamment la distance par rapport aux villes, les diverses catégories d'infrastructures et de voies de communication disponibles, les facilités de déplacement, la densité du peuplement, le degré de proximité des ressources naturelles exploitables, la qualité de l'environnement physique, etc.), les éléments de voisinage, la nature des économies locales et la vie fonctionnelle exercent un rôle d'avant-plan.

Le tableau 1.1 n'est que le pâle reflet des nombreux malaises qui caractérisent les localités de petite taille démographique, c'est-à-dire celles de 500 habitants et moins. Il fait ressortir quelques grandes tendances<sup>3</sup> fort significatives en ce qui concerne certaines caractéristiques socio-économiques de ces milieux. La lecture de ce tableau permet de dégager deux niveaux différents de disparités socio-économiques d'une part, entre les petites localités rurales du Québec et celles des autres strates démographiques<sup>4</sup> et, d'autre part, entre les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent et celles de la province. Ces disparités se manifestent tant aux plans de l'évolution

---

<sup>3</sup> Nous insistons sur le fait qu'il s'agit de tendances et non de caractéristiques exclusives. De même, les indicateurs retenus, bien qu'ils contribuent à mettre en évidence la variabilité socio-économique de certaines localités, ne peuvent rendre compte de toute la diversité socio-spatiale du monde rural.

<sup>4</sup> L'utilisation des strates de taille permet de faire la distinction entre milieux socio-économiques fort différents sur le plan des infrastructures et des occupations, c'est-à-dire entre des localités typiquement rurales à forte dispersion de population et d'autres plus peuplées à habitat plus dense dotées de véritables fonctions urbaines.

Tableau 1.1

**Caractéristiques socio-économiques des localités rurales québécoises et bas-laurentiennes par strates de taille démographique**

Entités géographiques/Taille des localités	0 - 499	500 - 999	1 000 - 1 999	2 000 - 2 999	3 000 - 3 999	4 000 - 4 999
<b>Le Québec</b>	63,00	66,78	78,20	140,68	199,94	297,75
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	4,79	28,01	58,80	176,05	99,83	232,09
<b>Le Québec</b>	-7,9	-3,8	-3,0	-2,3	-2,4	-1,6
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	-4,1	-2,4	-2,1	-1,4	-1,1	-3,5
<b>Le Québec</b>	-1,0	1,7	3,4	4,4	4,8	8,8
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	-3,8	-1,6	0,0	0,4	0,4	4,4
<b>Le Québec</b>	168	195	174	70	45	13
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	30	23	23	4	4	1
<b>Le Québec</b>	179	167	111	42	22	8
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	29	29	24	4	4	1
<b>Le Québec</b>	60,0	59,6	56,1	53,8	58,4	39,4
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	69,8	74,4	80,0	66,6	66,6	50,0
<b>Le Québec</b>	57,0	45,3	32,6	29,0	28,9	19,5
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	70,7	65,9	56,7	62,5	50,0	0
<b>Le Québec</b>	55,2	56,8	59,0	61,2	61,7	63,5
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	50,2	51,9	55,4	57,4	58,5	65,0
<b>Le Québec</b>	20,2	17,1	13,7	13,6	12,4	10,9
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	26,9	25,4	18,0	15,4	13,9	8,9
<b>Le Québec</b>	20,3	18,0	12,3	9,9	7,9	5,0
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	27,6	20,4	15,0	7,2	9,7	2,7
<b>Le Québec</b>	27,3	32,0	36,8	31,7	31,2	29,1
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	25,2	29,8	28,3	24,6	27,3	18,3
<b>Le Québec</b>	52,4	50,0	55,9	58,4	60,9	65,9
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	47,2	49,8	56,7	68,2	63,0	79,0
<b>Le Québec</b>	37 128\$	39 464\$	41 778\$	44 058\$	45 762\$	47 588\$
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	32 493\$	35 594\$	39 951\$	42 467\$	42 067\$	51 822\$
<b>Le Québec</b>	29,4	26,1	22,5	20,3	18,8	17,1
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	39,8	34,0	27,5	22,5	22,1	13,6
<b>Le Québec</b>	23,1	21,9	19,6	17,7	16,0	14,1
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	26,5	23,3	20,0	17,1	19,7	9,7
<b>Le Québec</b>	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,9
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	1,5	2,1	2,8	3,8	2,9	5,5

<sup>1</sup>Dans un but de conformité et de comparabilité, nous n'avons pas retenu les municipalités qui ont fait l'objet d'une fusion entre 1996 et 2001. Elles représentent 146 entités territoriales dont 33 sont des localités de petite taille.

<sup>2</sup>Les localités de 250 habitants et moins ne sont pas prises en compte pour cette variable. Pour des raisons de confidentialité, Statistique Canada ne fournit pas d'information sur les niveaux de revenus pour cette catégorie de localité. Compte tenu de l'effet de taille habituel, on peut présumer que le niveau de revenu des très petites localités contribuerait à augmenter le pourcentage du revenu perçu sous la forme de transferts gouvernementaux.

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996 et de 2001.

démographique, de l'économie, de la scolarisation qu'à celui des niveaux de revenus ainsi que le révèlent les variables du tableau 1.1. Elles contribuent à mettre en évidence la précarité socio-économique qui caractérise plus particulièrement les municipalités bas-laurentiennes de 500 habitants et moins. Ce même tableau met également en parallèle l'existence de relations associatives entre la taille démographique des localités et certains indicateurs notamment le revenu moyen (0,42), le pourcentage des travailleurs du primaire (-0,33) et le pourcentage d'individus n'ayant pas atteint le seuil de la 9<sup>e</sup> année (-0,32) qui présentent les coefficients de corrélation les plus élevés<sup>5</sup>. Bien qu'elles diffèrent passablement les unes par rapport aux autres, les petites localités constituent le segment de l'espace rural où les malaises socio-économiques apparaissent les plus sérieux. Ces malaises sont d'autant plus inquiétants lorsque les entités en cause se localisent dans une région périphérique, en occurrence le Bas-Saint-Laurent, déjà fragilisée par la nature de son économie et les différentes caractéristiques liées à sa structure de peuplement.

La précarité des petites localités rurales du Québec (500 habitants et moins) se reflète particulièrement au niveau de la démographie. Bien que l'on retrouve des cas de décroissance dans toutes les catégories de localités, ils se présentent en plus grand nombre dans les plus petites qui apparaissent comme les premières victimes du vaste mouvement de restructuration du tissu de peuplement rural. En effet, on remarque, au tableau 1.1 que plus la taille des localités est petite, plus la propension au dépeuplement

---

<sup>5</sup> Pour les autres variables, soit le pourcentage des travailleurs du tertiaire, le taux d'activité, le taux de chômage, le pourcentage d'individus détenteurs d'un diplôme d'études universitaires, le pourcentage du revenu provenant de transferts gouvernementaux, l'évolution de la population entre 1991 et 1996, le pourcentage des travailleurs du secondaire et le pourcentage de la population active qui occupe un emploi à l'extérieur de la localité de séjour, ces coefficients sont respectivement de 0,26; 0,23; -0,22; 0,22; -0,13; 0,11 et 0,05.

est élevée. Le taux d'évolution par strate de taille évolue du négatif au positif et en ordre de grandeur en fonction de l'augmentation de la strate de taille. Les entités de 500 habitants et moins constituent le seul groupe dont la population a décru (-1,0%) entre 1991 et 1996. En outre, cette tendance se réaffirme de plus belle au cours de la période 1996-2001 alors que ce segment de l'espace rural enregistre une diminution de 7,9% de ses effectifs. Il s'agit de loin du groupe de localités dont la décroissance a été la plus forte au cours de cette période. Ce double constat constitue une donnée fondamentale de l'analyse actuelle de ces petits milieux à savoir l'extrême vulnérabilité de leur démographie.

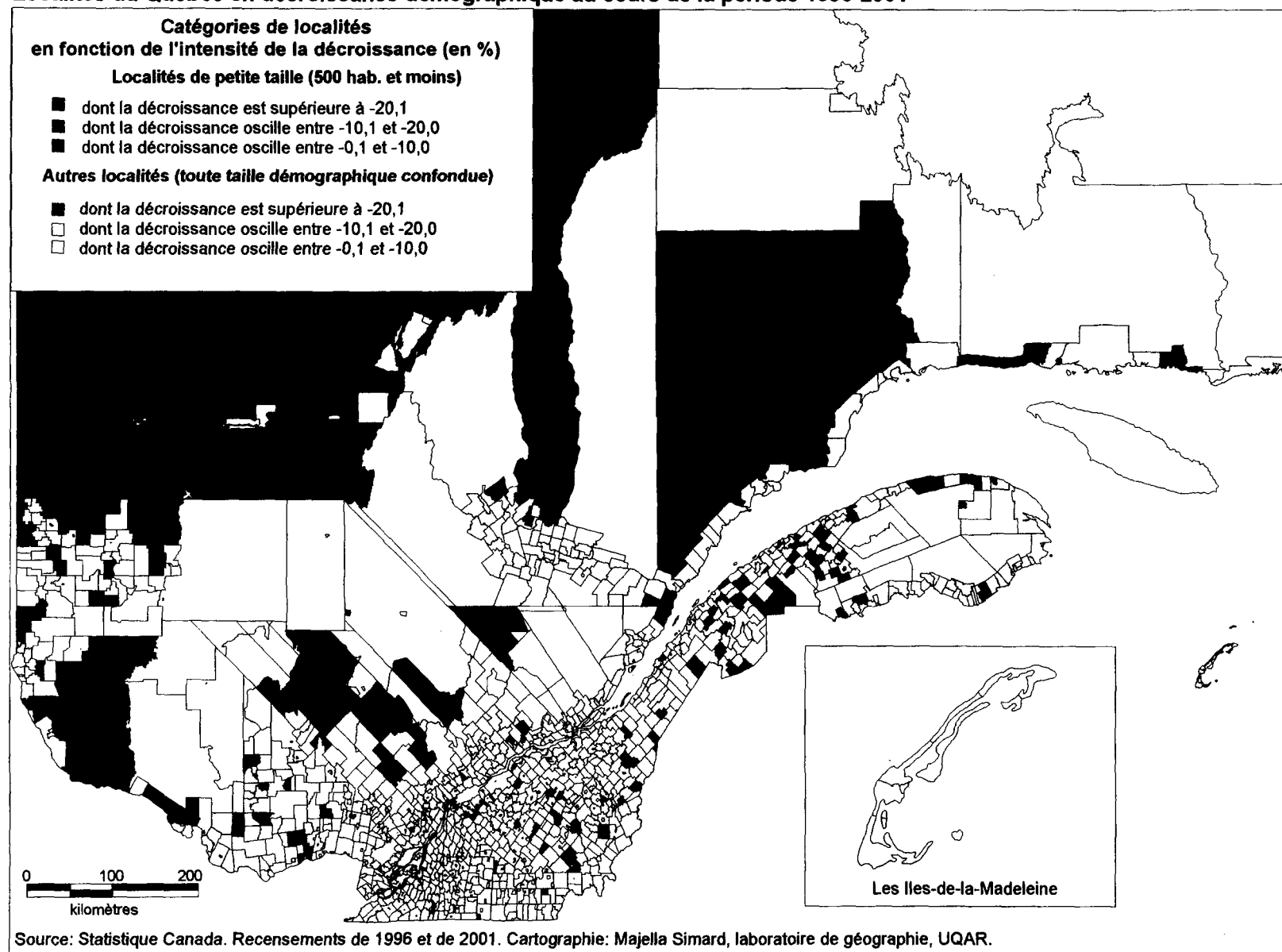
La carte 1.1<sup>6</sup> permet de mieux visualiser l'ampleur du phénomène. Des 1 373 municipalités que comptait le Québec en 2001, 735, soit un peu plus de la moitié, se sont caractérisées par une diminution de leurs effectifs démographiques au cours de la période 1996-2001. De ce nombre, 168 appartiennent à la cohorte des petites localités (500 habitants et moins). Près des deux tiers de celles-ci, soit plus précisément 60%, ont été affectées par le déclin de leur population comparativement à 51,9% pour les autres catégories de municipalités. Au surplus, non seulement les petites localités sont-elles plus enclines au dépeuplement mais c'est également dans cette portion de l'espace rural

---

<sup>6</sup> Nous voudrions apporter quelques précisions concernant les règles et conventions de sémiologie graphique qui seront adoptées dans la présente thèse. L'objet de notre recherche étant la fragilité rurale, la plupart des cartes qui y figureront, mettront davantage l'accent sur les problèmes du monde rural. Pour cette raison, il nous est apparu plus approprié d'utiliser les couleurs chaudes même si, de façon générale, la plupart des spécialistes de la sémiologie dont BERTIN et BARBUT (1998); BÉGUIN et PUMAIN (1996) recommandent plutôt l'usage de couleurs froides. Par ailleurs, les entités géographiques qui ne correspondent pas à des petites localités seront identifiées sur fond blanc. Pour cette raison, les données non disponibles (habituellement représentées sur fond blanc) le seront en vert pâle. Celles correspondant à la valeur 0 seront cartographiées en grisé. Nous éviterons l'utilisation de trames pour faciliter la lecture des cartes à petite échelle. Les motifs pour lesquels certaines localités seront identifiées par leur toponyme sur les différentes cartes seront évoqués au moment opportun dans le texte.

Carte 1.1

Localités du Québec en décroissance démographique au cours de la période 1996-2001





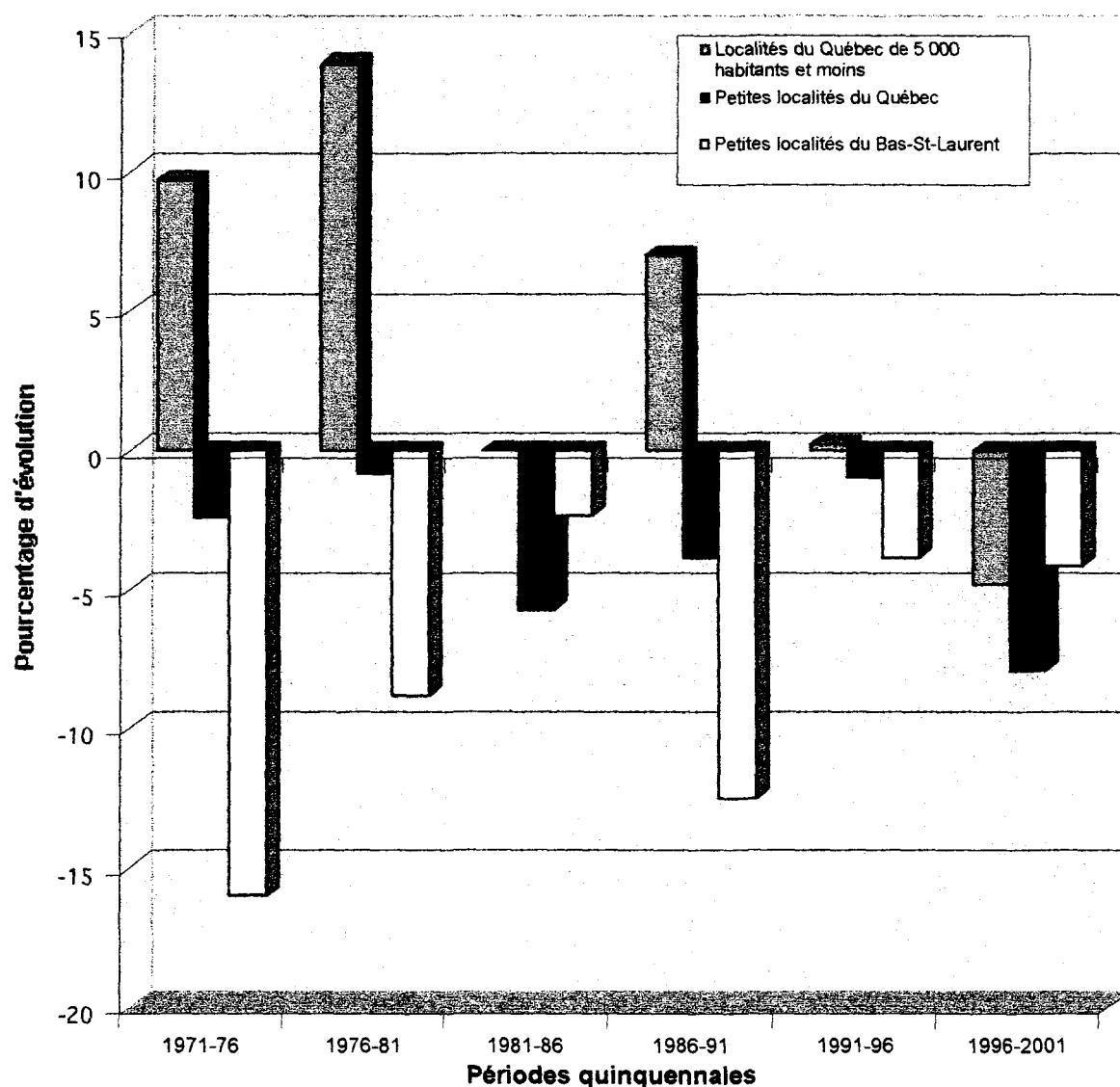
où la décroissance a été la plus intense. Ainsi, 62 petites localités ont perdu plus de 10% de leurs effectifs entre 1991 et 1996 comparativement à 41 pour celles des autres strates de taille démographique<sup>7</sup>. La situation est encore plus problématique au Bas-Saint-Laurent alors que 69,8% des localités de petite taille sont en perte de vitesse. Dans cette région, la propension à la décroissance affecte aussi plus intensément les autres catégories de localités comparativement à l'ensemble de la province. En effet, 74,4% des municipalités de 500 habitants à 999 habitants ont souffert d'anémie démographique au cours de la période 1996-2001<sup>8</sup>. Le graphique 1.1 montre bien qu'il ne s'agit pas d'un

<sup>7</sup> Dans ce dernier cas, il s'agit essentiellement de villes nordiques ou nord-côtières. S'inscrivent dans cette catégorie, des municipalités telles que la Baie-James (-35,6%), Chapais (-15,1%), St-Irénée (-13,7%), Fermont (-13,4%), et Rivière-Pentecôte (-13,0%).

<sup>8</sup> Les premières statistiques du recensement de 2001 montrent bien qu'il y a un effet négatif d'ordre structurel dans la structure démographique régionale qui tend à s'accroître d'une période quinquennale à l'autre. Toutefois, les ponctions de population ne sont pas uniformes sur l'ensemble du territoire, ce qui témoigne du rôle majeur des structures socio-économiques locales et sous-régionales. Deux faits sans précédent distinguent la dernière période quinquennale (1996-2001) de toutes les autres. Premièrement, la diminution de la population se manifeste dans toutes les MRC du Bas-Saint-Laurent. En second lieu, toutes les catégories de municipalités sont affectées par la décroissance y compris les villes, les centres de services et leur proche banlieue. En effet, à l'exception de Cabano (+4,1%), toutes les villes du Bas-Saint-Laurent ont enregistré des pertes considérables de leurs effectifs démographiques entre 1996 et 2001. Même Rimouski (-1,8%) et sa périphérie immédiate (diminution de -4,2% au Bic et de -2,9% à Rimouski-Est) ont été affectées par ce phénomène de décroissance dont l'ampleur commence à prendre des proportions très inquiétantes. De fait, si la situation démographique du Bas-Saint-Laurent ne s'améliore pas, le risque de dégradation au niveau des centres de services est possible induisant une déstructuration de la base. En outre, mentionnons que Causapsal (-3,7%), Matane (-3,1%), St-Pascal (-2,7%), Trois-Pistoles (-2,0%) et Cabano (-1,9%) ont également été en décroissance démographique au cours de la période 1991-1996 ce qui témoigne de leur faible vitalité et des problèmes d'exode qui affectent l'ensemble de la région. Ces villes ont toujours fait figure de pôles de développement exerçant un effet structurant sur le tissu rural périphérique. Elles ont été les grandes bénéficiaires de la tertiarisation de l'économie ressentant moins brutalement que le milieu rural le choc économique lié aux pertes d'emplois dans l'exploitation des ressources naturelles. Mais elles ne pouvaient se soustraire indéfiniment aux malaises économiques qui affectent leur région. Les statistiques démographiques du recensement de 2001 confirment aussi que le dépeuplement constitue une problématique de plus en plus préoccupante pour les plus petites localités, c'est-à-dire celles de 500 habitants et moins. La population de ce segment a régressé de 7,9% au cours de la dernière période quinquennale. En outre, le pourcentage de municipalités en décroissance démographique a augmenté dans toutes les catégories de localités, à l'exception de celles de moins de 500 habitants. Cette dernière situation qui, à première vue peut sembler paradoxale, est attribuable à l'augmentation de la population dans plusieurs territoires non organisés. Ces augmentations, qui ne représentent que quelques personnes, contribuent à faire gonfler le pourcentage de variation des localités faisant partie de cette strate. Enfin, à l'échelle de la province, huit municipalités sont passées sous la barre des 500 habitants en 2001 dont trois se situent au Bas-Saint-Laurent. Il s'agit de Ste-Florence (diminution de la population de 13,4% entre 1996 et 2001), Lochaber (-10,6%), Clérick (-1,6%), St-Simon (-10,5%), St-Luc-de-Bellechasse (-7,8%), St-Noël (-3,1%), St-Pierre-Baptiste (-2,6%) et Bery (-2,4%). Par ailleurs, 10 localités de moins de 500 habitants en 1996 se retrouvent maintenant dans la strate des 500 à 999 habitants en 2001. Il s'agit de quatre municipalités nordiques (en occurrence, Kangiqsujuq, Temiscaming 19, Oujé-

Graphique 1.1

Évolution en pourcentage de la population dans les petites localités par rapport à celles de 5 000 habitants et moins durant les six dernières périodes quinquennales



Source: Statistique Canada. Recensements de 1971 à 2001.

phénomène tendanciel mais bien d'un fait structurel majeur dont l'ampleur remet sérieusement en question le maintien de tout un segment de l'espace rural québécois.

Bougoumou et Nemiscau). Trois se situent dans la région de l'Outaouais (Litchfield, Denholm et St-Émile-de-Suffolk), une dans les Laurentides (Montcalm), une autre dans la MRC de l'Érable (Villeroy) et la dernière dans la région de Memphrémagog (Stukely).

Au plan économique, les localités de 500 habitants et moins se distinguent par un faible taux d'activité et, par voie de conséquence, par un taux de chômage élevé. Ce dernier passe graduellement de 20,2% dans les municipalités de 0 à 499 habitants à 10,9% dans celles de 4 000 à 4 999 habitants. Il existe également une importante différenciation des structures d'emplois en fonction de la taille démographique des localités. Ainsi, plus celles-ci sont petites, moins les emplois sont spécialisés et diversifiés. Ceux liés à l'exploitation des ressources se concentrent surtout dans les municipalités de petite taille. Ainsi, dans ce segment de l'espace rural, les pourcentages des travailleurs du primaire y sont quatre fois plus nombreux que dans les localités dont la population oscille entre 4 000 et 4 999 personnes. Dans la majorité des cas, les fortes proportions, que l'on observe dans les milieux faiblement peuplés, ne traduisent pas nécessairement une mise en valeur intensive des ressources locales. Elles reflètent plutôt la très grande vulnérabilité de leur structure économique et le faible niveau de diversification de cette dernière. Au surplus, l'exploitation de ces ressources imprègne, dans plusieurs petites localités, un caractère saisonnier aux activités économiques. En outre, la structure occupationnelle trop faible du secteur secondaire et hypertrophiée du secteur tertiaire comporte tous les symptômes d'un mal-développement.

La relation entre la taille démographique des localités et le pourcentage des travailleurs du secondaire est moins évidente. Ce dernier fluctue considérablement d'une strate à l'autre. Ces fluctuations s'expliquent notamment par le fait qu'il existe peu de lieux de transformation et de mise en marché dans les petites localités alors qu'on les

retrouve surtout en milieu urbain ou semi-urbain ce qui amène pour plusieurs une forte dissociation entre le lieu de travail et de séjour<sup>9</sup>.

Le rôle de la taille démographique se manifeste plus particulièrement sur la nature et la quantité des services. Bien que le secteur tertiaire soit le plus grand pourvoyeur d'emplois en milieu rural, il représente, selon les endroits, une réalité fort différente tant par la nature de ses activités, les volumes d'emplois, la quantité et la qualité des services offerts que par les revenus qu'il crée. Pour bon nombre de municipalités, notamment dans les plus petites, les emplois que génère ce secteur d'activités sont occupés à l'extérieur de la localité de séjour. Généralement liés aux ressources naturelles et au tourisme, ces emplois se caractérisent par leur saisonnalité, leur irrégularité et leur faible rémunération. S'il semble se dégager une certaine relation entre la taille démographique des localités et le pourcentage des travailleurs du tertiaire, cette relation, pour qu'elle soit significative, est à mettre en relation avec d'autres variables dont la localisation par rapport aux villes, le rôle des centres de services, la nature des activités économiques et la structure de l'économie régionale. D'après les statistiques du tableau 1.1, les travailleurs du tertiaire ne représentent que 52,4% de la structure occupationnelle des petites localités comparativement à 65,9% dans celles de 4 000 à 4 999 habitants. Il faut dire que la plupart de celles-ci exercent le rôle de petit

---

<sup>9</sup> Bien que le phénomène soit statistiquement peu significatif, il peut être intéressant de noter que plus de la moitié des résidents des petites localités occupent un emploi à l'extérieur de leur lieu de séjour. Ce phénomène de migrations pendulaires, c'est-à-dire la dissociation entre le lieu de travail et de séjour, n'est pas exclusif aux petites collectivités. Il s'observe dans plusieurs autres catégories de localités (notamment celles de 4 000 habitants et plus comme le montre le tableau 1.1) qui entourent les villes. De fait, une très forte proportion des individus qui travaillent à l'extérieur de leur lieu de séjour réside dans les principales agglomérations urbaines de la province créant ces problèmes bien connus de congestion aux heures de pointe. Cette question des migrations pendulaires sera abordée plus en profondeur dans le cadre du chapitre deux.

centre de services dans leur environnement immédiat. Ces mêmes statistiques démontrent aussi que la relation entre la taille démographique des localités et le pourcentage des travailleurs du tertiaire est loin d'être parfaite. Cette imperfection se traduit notamment par un pourcentage plus élevé, pour cette catégorie de travailleurs, dans les localités de moins de 500 habitants que pour celles de 500 à 999 personnes. De plus, le Bas-Saint-Laurent affiche, dans quatre strates démographiques différentes, un pourcentage plus élevé de cette même variable que pour l'ensemble des municipalités inférieures à 5 000 habitants. Cela démontre bien la très grande diversité qui prévaut entre chaque catégorie de localités d'une part et la multiplicité des facteurs en présence de l'autre. Enfin, le pourcentage de travailleurs du tertiaire est aussi indicatif de l'importance de l'infrastructure de services à l'intérieur et à proximité de la localité.

Les petites localités disposent généralement de faibles revenus ce qui nous amène, avec DUGAS (1990, 1999), à établir un lien causal entre la taille démographique et les niveaux de revenus. Le revenu moyen des familles passe graduellement de 37 128\$ pour les localités de 500 habitants et moins à 47 588\$ pour celles de 4 000 à 4 999 habitants. Bien que cette relation ne soit pas toujours parfaitement linéaire et souffre de nombreuses exceptions<sup>10</sup>, elle est évocatrice d'un effet structurel majeur. La progression est moins constante dans le Bas-Saint-Laurent puisque le revenu moyen des 2 000 - 2 999 habitants dépasse de 400\$ celui de la catégorie des 3 000 - 3 999

---

<sup>10</sup> Par exemple, chaque strate comporte au moins neuf localités dont le revenu est supérieur à 52 000\$. C'est le groupe des 1 000 à 1 999 habitants qui en comporte le plus (20 au total) alors que celui des 4 000 à 4 999 n'en renferme que neuf. On en dénombre 12 à l'échelon des petites localités. Il s'agit principalement de milieux miniers qui se retrouvent au Nord-du-Québec et en Abitibi. La variabilité des revenus est aussi très forte à l'intérieur de chacune des strates ce qui traduit d'importantes disparités. Ainsi, dans les localités de 500 habitants et moins, le revenu moyen des familles passe de 19 038\$ pour Ste-Jeanne-d'Arc, une municipalité située dans l'arrière-pays du Bas-Saint-Laurent, à 121 012\$ pour Senneville sur l'île de Montréal.

personnes. En dépit des variations moins fortes à l'intérieur de chaque strate, la relation entre la taille démographique des localités et leur niveau de revenu demeure incontestable.

La structure des revenus obéit également à l'effet de taille. Les revenus de transfert, qui constituent 17,1% du revenu total dans les localités de 4 000 à 4 999 habitants, atteignent 29,4% dans celles de 500 personnes et moins. Les revenus de transfert constituent un excellent baromètre du contexte économique local. En termes relatifs, leur importance dans la composition du revenu total est en partie attribuable à la faible rémunération des emplois dont la plupart sont occupés de façon saisonnière ou irrégulière<sup>11</sup>. Des niveaux de transferts élevés sont symptomatiques des nombreuses difficultés qui caractérisent l'économie et le terreau social des petites localités. Parce qu'ils constituent un signe résurgent de dépendance économique et maintiennent généralement dans un état de précarité ceux et celles qui en bénéficient, les revenus de transfert donnent habituellement une bonne image de la précarité de leur situation. De plus, ils témoignent de différences majeures dans la structure économique des milieux à faible densité humaine.

Finalement, l'effet de taille se reflète également au niveau de la scolarisation. Les individus les plus scolarisés ont tendance à se concentrer dans les milieux plus urbanisés où l'on retrouve généralement les emplois plus spécialisés, les mieux payés et les plus stables. La population rurale du Bas-Saint-Laurent, dans la plupart des strates démographiques, comporte un pourcentage plus élevé d'individus n'ayant pas atteint le

---

<sup>11</sup> À maints endroits, l'alternance entre le travail et le chômage est devenue un véritable mode de vie.

seuil de la 9<sup>e</sup> année et une proportion plus faible d'individus ayant obtenu un grade universitaire. Le phénomène se manifeste avec une plus grande acuité dans les localités de petite taille démographique où l'on retrouve les écarts les plus importants. De telles disparités sont le lot de nombreuses petites localités dont l'économie est fortement dépendante de l'exploitation des ressources notamment de la forêt. Les emplois générés par celle-ci nécessitent généralement peu de spécialisation. Cette situation est d'autant plus difficile à redresser que les possibilités d'emplois pour les jeunes adultes sont généralement plus restreintes dans ce segment de l'espace rural.

La persistance des inégalités socio-économiques, qui affectent plus particulièrement les localités de 500 habitants et moins, peut être assimilée à un état de fragilité. C'est sous l'angle de ce concept que nous effectuerons la majeure partie de notre analyse.

### **1.1.2 Persistance de disparités et problèmes de développement économique dans le Bas-Saint-Laurent**

L'effet de taille se manifeste avec une plus grande acuité dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent où les disparités apparaissent encore plus criantes que pour celles de la province. Ces malaises sont d'autant plus inquiétants qu'ils s'inscrivent dans une région déjà aux prises avec de sérieuses difficultés socio-économiques.

### 1.1.2.1 Au plan structurel

Traditionnellement reconnu comme un milieu à problème, le Bas-Saint-Laurent accuse de profonds déséquilibres et ce, malgré les multiples expériences<sup>12</sup> de planification, de développement, de projets-pilotes et de mesures de toutes sortes qui ont eu cours au tournant des années 60, 70 et 80. Toutes ces mesures n'ont effectivement pas abouti à une amélioration significative de la situation socio-économique régionale confirmant ainsi le caractère structurel des problèmes. En outre, les tentatives de redressement menées sur le territoire n'ont pas favorisé une meilleure distribution du peuplement. Dans certaines parties de la MRC des Basques, de la Matapédia et du Témiscouata, les difficultés socio-économiques s'accumulent et pèsent de plus en plus lourdement sur l'avenir. Même la situation de certaines villes, en particulier des plus petites, est devenue problématique<sup>13</sup>. Leur démographie décline et leur économie périclité.

De manière globale, le Bas-Saint-Laurent se démarque toujours du reste de la province par d'incessantes disparités qui en font une région mal intégrée sur le plan national. Comme l'indiquent les chiffres du tableau 1.2, ces disparités se manifestent à différents niveaux.

---

<sup>12</sup> Le mot «expérience» est utilisé ici dans son sens propre puisque la région a fait l'objet de maintes études. Cette profusion de recherches, associée à la persistance des disparités, ne fait que traduire l'impuissance des différentes catégories d'acteurs à résoudre les problèmes des milieux ruraux périphériques.

<sup>13</sup> Ici, nous voulons faire plus particulièrement référence à des agglomérations telles que Mont-Joli, Trois-Pistoles, Notre-Dame-du-Lac, Causapsal et Dégelis.



**Tableau 1.2**

**Principales caractéristiques socio-économiques du Bas-Saint-Laurent et du Québec en 1996**

<b>Caractéristiques</b>	<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	<b>Le Québec</b>
Évolution de la population (1971-2001)	-2,0	18,4
% de la population rurale	49,9	21,6
% de la population de 0 à 24 ans	33,5	33,7
% de la population de 65 ans et plus	13,7	11,2
% d'individus dont le niveau de scolarité est inférieur à la 9 <sup>e</sup> année	24,9	18,1
% d'individus détenteurs d'un diplôme d'études universitaires	11,3	20,2
Taux d'activité	55,5	62,3
Taux de chômage	17,8	11,8
% des travailleurs du secteur primaire	12,4	3,7
% des travailleurs du secteur secondaire	24,3	26,1
% des travailleurs du secteur tertiaire	63,3	70,2
Revenu moyen des familles <sup>14</sup>	40 798\$	49 261\$
% du revenu d'emploi dans le revenu total	67,3	74,2
% des transferts gouvernementaux dans le revenu total	25,5	16,2
% des autres catégories de revenu dans le revenu total	7,2	9,6

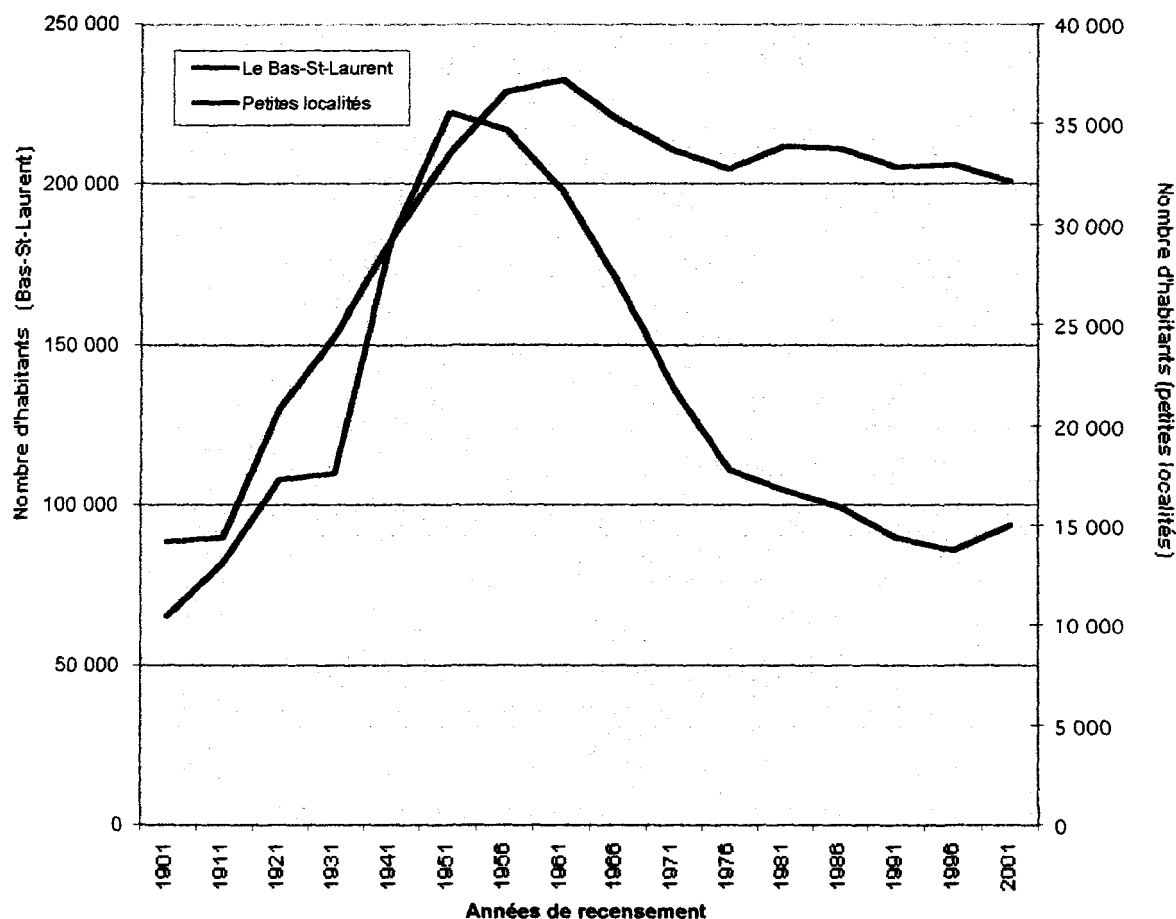
Source: Statistique Canada. Recensements de 1971 à 2001.

Sur le plan de la démographie, le Bas-Saint-Laurent a enregistré une diminution de 2% de sa population entre 1971 et 2001 alors qu'à l'inverse le Québec connaissait une augmentation de l'ordre de 18,4%. Après avoir augmenté régulièrement jusqu'en 1961, les effectifs démographiques du Bas-Saint-Laurent ont tendance à fluctuer négativement d'une période quinquennale à l'autre. La décroissance a été particulièrement brutale dans le segment constitué des petites localités comme en fait foi le graphique 1.2.

<sup>14</sup> L'expression «revenu moyen des familles» réfère toujours dans le texte au revenu de la famille économique tel que défini par Statistique Canada, c'est-à-dire un groupe de deux personnes ou plus qui vivent dans le même logement et qui sont apparentées par le sang, l'alliance ou l'adoption.

**Graphique 1.2**

**Évolution de la population du Bas-Saint-Laurent et de ses petites localités entre 1901 et 2001**



Source: Statistique Canada. Recensements de 1901 à 2001.

En ce qui concerne plus particulièrement le volet économique, la région se caractérise par un sous-emploi chronique qui se manifeste notamment par un taux de chômage élevé ainsi que par l'importance des transferts gouvernementaux dans la composition du revenu total. Elle se distingue également par la faible diversification de la production et le bas niveau de transformation. La faiblesse de l'économie se répercute aussi sur la nature et la qualité des services disponibles. De nombreux services,

particulièrement ceux qui relèvent du tertiaire moteur<sup>15</sup>, ne pénètrent pas la région, faute des seuils démographiques suffisants pour garantir leur rentabilité.

En outre, les niveaux de revenus et les taux de scolarisation demeurent nettement inférieurs à la moyenne provinciale. S'ajoutent à ces handicaps différentes caractéristiques socio-spatiales et géographiques liées notamment au potentiel biophysique (sous-utilisation et/ou mauvaise gestion de certaines ressources notamment de la forêt) et à la structure du peuplement<sup>16</sup>. Enfin, le Bas-Saint-Laurent doit composer avec l'accélération de processus plus anciens tels que l'exode rural, la dénatalité et le vieillissement de la population. Tous ces éléments influent à divers degrés sur l'organisation socio-économique de la région dans son ensemble.

### 1.1.2.2 Au plan conjoncturel

La nature de l'économie bas-laurentienne, qui s'oriente principalement vers l'extraction et la première transformation des ressources, rend la région extrêmement vulnérable aux soubresauts de la conjoncture nationale ou internationale<sup>17</sup>. Le Bas-Saint-Laurent ne contribue pratiquement pas à influencer ou à infléchir cette conjoncture.

---

<sup>15</sup> Le tertiaire moteur regroupe les administrateurs, les cadres, les chercheurs, les professionnels, les hommes d'affaires, etc.

<sup>16</sup> L'étude des principales caractéristiques de cette structure fera l'objet de la section 3.1.1.2 du chapitre trois.

<sup>17</sup> Le Bas-Saint-Laurent connaît des signes tangibles de ralentissement économique depuis 1991. Il a notamment perdu 1,9% de ses emplois, entre 1991 et 1996, ce qui représente 1 480 postes de travail. En outre, depuis 1993, la croissance des emplois a été deux fois plus faible dans la région bas-laurentienne comparativement au niveau québécois. Avec une diminution de 7,9% de ses emplois, c'est la MRC de Matane qui a été la plus affectée par cette conjoncture économique défavorable, ce qui représente, en valeur absolue, une perte de 720 emplois. Par ailleurs, la MRC de Rivière-du-Loup enregistrait un gain de 615 postes au cours de la même période.

Par contre, il est totalement dominé par elle. Pour cette raison, la région subit le changement beaucoup plus qu'elle ne le provoque. Elle demeure particulièrement dépendante des fluctuations du marché, des décisions des grandes entreprises, des stratégies financières corporatives et des politiques gouvernementales. Ces facteurs influencent à des degrés divers l'organisation socio-économique et l'avenir de nombreuses municipalités.

À titre d'exemple, l'imposition de droits compensatoires (19,3%) et antidumping (12,57%) par le Département du commerce américain<sup>18</sup>, la baisse des prix de vente du papier journal elle-même attribuable à la diminution des revenus publicitaires<sup>19</sup>, l'établissement unilatéral de barrières tarifaires, l'accroissement faramineux du prix de location des érablières situées sur les terres publiques<sup>20</sup>, la révision du régime forestier

---

<sup>18</sup> Ce litige oppose le Canada et les États-Unis depuis plus de 20 ans. Le gouvernement américain se dit victime de commerce déloyal parce que le bois canadien est subventionné par le biais d'un système de droits de coupe peu élevés sur les terres publiques dont le prix ne reflète pas celui du marché. Il réclame que ces droits soient déterminés par des enchères, comme cela s'applique d'ailleurs chez eux, au lieu d'être fixé par le gouvernement à l'issue d'un calcul complexe. Le Canada a offert de soumettre une fraction de la production aux enchères. En décembre 2001, les gouvernements fédéral et provinciaux présentaient des modifications majeures aux régimes forestiers. Ces changements visent notamment à intégrer la logique de marché dans la fixation des droits de coupe. En échange, les deux niveaux de gouvernement exigent l'application entière et illimitée des principes du libre-échange entre les deux pays. Pour sa part, le Québec s'est montré prêt à vendre aux enchères une partie de ses droits de coupe dans les territoires nordiques afin d'introduire une logique de marché là où n'existent pas de propriétaires de forêts privées. Les Américains ont gagné leur point le 22 mai 2002 fixant à 27,2% le taux de leurs sanctions tarifaires, soit 18,8% pour un droit compensateur et 8,4% pour le droit antidumping. Mentionnons que c'est la quatrième fois que les États-Unis imposent des sanctions à la suite de plaintes de son industrie. Récemment, le Canada portait cette cause en appel auprès du tribunal de l'ALÉNA et de l'Organisation Mondiale du Commerce. Cette dernière a statué que l'imposition de droits compensatoires enfreignait les règles du commerce international. Un comité formé de spécialistes et provenant de différents pays devrait déposer leur rapport intérimaire le 14 avril 2003. Le dépôt du rapport final est prévu pour le 20 mai 2003. Si l'une ou l'autre des parties décide d'en appeler de la décision du comité, il faudra alors attendre en janvier 2004 pour voir la fin du conflit. Pour sa part, l'Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec estime que la surtaxe met en danger 38 000 emplois directs.

<sup>19</sup> Ainsi, de janvier à septembre 2001, les prix sont passés de 610 dollars américains à 560 dollars la tonne.

<sup>20</sup> De 1994 à 2001, le coût de location de ces érablières est passé de 2,50\$ à 50,00\$ l'hectare, ce qui représente une augmentation de 1 900%.

et les importantes diminutions de la capacité forestière qui en découlent<sup>21</sup>, les méthodes de mesurage du bois masse/volume, les difficultés d'approvisionnement (notamment en copeaux), l'entrée du bois d'œuvre scandinave en Floride, la surproduction de pâte commerciale<sup>22</sup>, la baisse de la construction aux États-Unis<sup>23</sup>, l'utilisation de plus en plus répandue de produits substitués<sup>24</sup> et la récession américaine ont provoqué la perte de nombreux emplois forestiers au cours des derniers mois<sup>25</sup>. La MRC de La Matapédia a particulièrement été touchée par ces divers éléments conjoncturels. Le nombre de licenciements oscille entre 300 et 350 travailleurs. De nombreuses localités telles que La Rédemption, Sayabec, Ste-Florence et Causapsal ont été touchées par ces coupures de poste<sup>26</sup>. Mais c'est surtout dans la MRC de Témiscouata, et plus spécifiquement à Dégelis, où les conséquences de la crise forestière ont été les plus désastreuses. En effet, une étude réalisée par le GROUPE MALLETTE MAHEU (2001) estime à 166, le nombre de mises à pied provoquées par cette crise. De plus, entre 398 et 465 personnes ont vu leur nombre d'heures de travail réduites de 3 918 pour les travailleurs en usine et de 1 518 pour ceux en forêt. Ces pertes d'emplois représentent un déficit net de

<sup>21</sup> Dans le Bas-Saint-Laurent, la capacité forestière en approvisionnement de bois en terres publiques est passée de 1 490 800 de mètres cubes en 1994-1998 à 1 273 850 pour la période 1999-2003, ce qui représente une diminution de 14,6%. Cette mesure de rationalisation, qui a principalement touché les essences de sapin, de pin gris, d'épinette, de mélèze et de cèdre, a pour objectif global d'éviter une rupture des stocks mais aussi de tenir compte des multiples vocations de la forêt. On se rappellera qu'une réduction similaire de la capacité forestière avait affecté à deux reprises la région du Bas-Saint-Laurent au début des années 1900 et en 1950.

<sup>22</sup> On constate sur les marchés qu'il y a eu une augmentation rapide de la capacité de production par rapport à la demande ce qui a occasionné un surplus d'inventaire et, par conséquent, des réductions chez le groupe Tembec. Le prix de la pâte blanchie de feuillus est également en décroissance. Il est passé de 675 dollars américains en janvier 2001 à 430 dollars en septembre, soit une diminution de 36%.

<sup>23</sup> Elle s'est notamment traduite par la diminution des prix des panneaux gauffrés.

<sup>24</sup> De 1995 à 2000, la proportion de bois utilisée dans la construction résidentielle aux États-Unis est passée de 94% à 85%. Selon les spécialistes, les substitués au sciage (plastique, aluminium, acier, bois d'ingénierie, etc.) ont une croissance de 500 millions de PMP (pied mesure de planche) par année.

<sup>25</sup> Au Québec, un peu plus de 6 000 personnes, soit 15% de la main-d'œuvre active totale dans les secteurs de la coupe et du sciage, ont perdu leur emploi depuis le début de la crise forestière.

<sup>26</sup> Cette crise forestière a incité des citoyens de la Matapédia à faire renaître en mars 2001 le Ralliement populaire matapédien qui avait revendiqué, 20 ans plus tôt, et obtenu une implantation industrielle majeure, l'usine Panval à Sayabec.

4 456 264\$ pour l'économie témiscouataine. En fait, ce sont toutes les scieries appartenant au Groupe Cédrico qui, en raison d'un manque d'approvisionnement de la matière ligneuse, ont été dans l'obligation de cesser, du moins de façon temporaire, leurs opérations. Au total, c'est près de 1 000 emplois qui sont touchés par cette crise.

Le secteur forestier n'est pas le seul à avoir subi les soubresauts d'une conjoncture économique défavorable. Il importe, en effet, de rappeler les nombreuses pertes que la région du Bas-Saint-Laurent a dû essuyer au cours des dernières années en raison de la restructuration des services de grandes sociétés d'État telles que Via Rail, l'Office national du film et Postes Canada.

Les communications et la presse écrite ont également fait les frais d'une importante réorganisation avec le résultat que 27 postes de journalistes permanents ont été perdus. Six hebdomadaires ont été touchés par cette réorganisation marquée par l'échec du quotidien *Le Fleuve* et la cessation des activités du *Touladi* et du *Courier de Trois-Pistoles*. En mars dernier, Impressions des Associés annonçait qu'elle mettrait fin, en mai 2003, à ses opérations de sa succursale située à Pointe-au-Père occasionnant ainsi la perte de 25 emplois. Mentionnons également la fermeture des stations de télévision de Radio-Canada (à Rimouski et à Matane) et de Télé-Québec (à Rimouski).

Après avoir fermé, à l'été 2001, son entrepôt de Trois-Pistoles, voilà maintenant que Distributions Paul-Émile Dubé, un leader régional dans le domaine de l'alimentation, vient de mettre fin aux activités de sa succursale de St-Denis dans la MRC de Kamouraska. Cette fermeture occasionne la perte d'une vingtaine d'emplois ce qui est

énorme dans une petite localité qui, au dernier recensement de 2001, ne comptait que 474 habitants.

La «réingénierie» du Mouvement Desjardins, pour reprendre l'expression de son ex-président, Claude Béland, a provoqué de nombreuses craintes particulièrement en milieu rural. L'abolition des fédérations régionales risque d'avoir des répercussions fort négatives pour l'économie rimouskoise déjà lourdement affectée par les réductions de personnel dans la fonction publique provinciale ainsi que dans le secteur de la fibre optique (Câbles Phillips). Le Bas-Saint-Laurent a également fait les frais de la restructuration de l'Union des producteurs agricoles et du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Cette restructuration s'est notamment traduite par la fermeture des laboratoires de pathologie animale, d'analyse de sol et de fourrage ainsi que par l'interruption du service de météorologie réservé aux agriculteurs.

Des rumeurs planent également sur la fermeture des sièges sociaux régionaux de Loto-Québec et de la Banque nationale du Canada. D'autre part, la faillite de deux compagnies de téléphones cellulaires en Europe menace la survie de l'entreprise GéoData dont elle est le principal fournisseur. Spécialisée en photogrammétrie et en imagerie numérique, l'entreprise rimouskoise a dû mettre à pied, pour une période indéterminée, 42 de ses 80 employés. Quant aux autres emplois, ils ne sont pas assurés. Enfin, en octobre 2002, Télus Québec annonçait la suppression de 100 emplois à son siège social de Rimouski. Les motifs invoqués par la compagnie sont l'optimisation des ressources humaines et la meilleure qualité des services. Ces licenciements s'ajoutent à ceux qui avaient affecté quelque 200 postes au milieu des années 90 alors

que l'entreprise mettait en place un important programme de réorganisation de ses effectifs. Comme on peut le constater, même les entreprises de la «nouvelle économie» ne sont pas à l'abri des mesures de rationalisation dictées par le néolibéralisme.

Plus récemment, la filiale Air Canada Jazz décidait d'interrompre ses vols quotidiens de Mont-Joli vers Québec et de Mont-Joli vers Gaspé et les Iles-de-la-Madeleine à compter du 8 février 2003. Une telle suppression risque de compromettre sérieusement l'avenir de l'aéroport régional de Mont-Joli. Même les infrastructures portuaires semblent menacées compte tenu de la faiblesse des investissements fédéraux. Par exemple, le traversier reliant Trois-Pistoles et les Escoumins a dû suspendre ses activités en 2002 à cause de la vétusté du quai de la rive nord.

À Matane, l'abolition de 100 postes de couturières amenuise considérablement le tissu économique de cette ville qui ne s'est toujours pas remise de la fermeture de la Consolidated Bathurst en 1990. À cela, il faut ajouter les pertes d'emplois engendrées par la réorganisation de la fonction publique fédérale notamment des bureaux régionaux de Développement ressources humaines Canada et d'Approvisionnement Canada à Matane, bureaux qui ne sont devenus que des points de service.

Ces difficultés, associées aux problèmes structurels que nous avons évoqués au point 1.1.2.1, illustrent bien l'importance de la conjoncture dans l'économie régionale.



## **1.2 Principaux postulats et hypothèse de la recherche**

Cette brève analyse nous permet de dégager trois niveaux différents de disparités socio-économiques:

- entre le Bas-Saint-Laurent et l'ensemble de la province;
- entre les petites localités rurales du Québec et les autres strates démographiques;
- entre les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent et celles du Québec.

Cette même analyse nous permet également d'exposer les deux postulats suivants:

- Les problèmes du monde rural québécois s'accroissent en fonction de la réduction de la taille démographique des localités, si bien que les plus petites présentent, sous plusieurs aspects, des signes tangibles de fragilité.
- Cette fragilité se manifeste avec une plus grande acuité dans les 41 petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Non seulement ce segment de l'espace rural présente-t-il les malaises socio-économiques les plus sérieux mais il constitue également la zone où le risque de fragilisation<sup>27</sup> est le plus grand.

À partir de ces deux postulats, nous sommes en mesure de formuler l'hypothèse de notre recherche. La fragilité et la petite taille démographique des localités affectent non seulement la qualité des services et les niveaux de revenus mais aussi la cohésion sociale et le potentiel de développement. Une question centrale se trouve donc ainsi posée, celle de l'inégalité des chances de tout un segment de l'espace rural, suivant une

---

<sup>27</sup> Ce terme sera défini à la section 1.5.1.4.

hiérarchie complexe, – au même titre que d'autres traits de structure avec lesquels ils interagissent – des caractéristiques de leur localisation.

La formulation de cette hypothèse fait surgir en nous un certain nombre de sous-questions qui serviront à alimenter notre réflexion. Quelle est la place des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent dans la dynamique socio-économique du Québec? Comment résistent-elles à la fragilité qui constitue un obstacle majeur à leur développement? Quelles sont les causes de cette fragilité? Ces causes profondes menacent-elles l'avenir de certaines parties du territoire bas-laurentien? Dans un contexte de mondialisation des échanges, les petites localités disposent-elles des ressources et des moyens nécessaires pour assurer leur développement? Comment mieux valoriser les aménités rurales et induire de nouvelles dynamiques de développement dans les localités fragiles? Comment faire de ces aménités un champ de réflexion propre à susciter une «économie en émergence»? La prise de conscience du potentiel que représente la mise en valeur de la ressource agricole dans l'économie locale peut-elle favoriser la revitalisation des petites localités rurales? Le modèle économique actuel favorise-t-il l'intégration des petites localités dans la logique d'une économie productiviste? Le modèle néolibéral est-il le plus approprié pour favoriser cette intégration? Ou bien faut-il en inventer un nouveau pour retrouver quelque équilibre entre les milieux qui gagnent et ceux qui perdent? Nous tenterons de répondre systématiquement à chacune de ces interrogations dans le cadre de la présente recherche.

## **1.3 Les objectifs scientifiques de l'étude**

### **1.3.1 L'objectif général**

L'objectif général de notre recherche consiste à approfondir les connaissances sur les milieux ruraux fragiles de façon à mieux connaître leurs caractéristiques socio-économiques, les facteurs responsables de cette situation, les conditions de vie de leurs résidents et leurs perspectives d'avenir.

### **1.3.2 Les objectifs spécifiques**

De manière plus spécifique, les sous-objectifs de cette étude consistent à:

- étudier les changements qui affectent la ruralité et conduisent à une différenciation des collectivités rurales et à la fragilité d'un grand nombre d'entre elles;
- caractériser cette fragilité dans son ensemble et plus particulièrement dans les localités rurales Bas-Saint-Laurent;
- identifier les principaux facteurs responsables de cette situation;
- examiner les relations entre les communautés et leurs milieux de vie;
- caractériser l'influence de la structure de l'espace et du contexte biophysique;
- mesurer l'impact de la décroissance et de la déstructuration sur le potentiel de développement;
- effectuer une analyse particulière de la perception de la fragilité rurale et de ses conséquences dans huit petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent;

- analyser les différents rapports sociaux entre les individus et les acteurs du développement dans certaines petites localités fragiles;
- identifier les perspectives d'avenir et les principales avenues de développement de ces milieux;
- définir, dans ses grandes lignes, les principaux éléments d'une politique de développement orientée vers l'atténuation des disparités territoriales.

Dans la prochaine section, nous aborderons les méthodes d'analyse que nous envisageons utiliser pour l'atteinte de ces objectifs. Nous justifierons également brièvement le choix de notre échelle d'analyse.

## **1.4 Aspects méthodologiques**

### **1.4.1 Justification de l'échelle d'analyse**

Les milieux scientifiques québécois, contrairement à ceux des États-Unis et de la France, se sont relativement peu intéressés à l'espace rural considéré sur la base de ses petites localités. Aux États-Unis, par exemple, la discipline appelée en littérature anglophone *Communitas Studies* a fait l'objet de nombreuses études interdisciplinaires notamment dans les domaines de l'économie et de la sociologie<sup>28</sup>.

---

<sup>28</sup> Ici, nous voulons plus particulièrement faire référence à l'étude de Frederick BUTTEL et d'Howard NEWBY (dir). *The Rural Sociology of Advanced Societies. Critical Perspectives*. Montclair (N.J.), Allanheld, Osmun and Co., 1980, 529 p.

Bien qu'importantes, les disparités qui persistent entre le Bas-Saint-Laurent et la province traduisent mal la portée réelle des inégalités territoriales. L'analyse de ces inégalités à une échelle plus grande permet d'une part, de mieux cerner les problèmes et, d'autre part, de favoriser une meilleure compréhension des causes reliées à ces problèmes. Le cadre local est celui qui nous apparaît le plus approprié pour connaître et comprendre les disparités géographiques. Le niveau local représente une trame territoriale très détaillée et permet de procéder à des analyses du développement rural qui mettent en évidence des zones homogènes. Cette échelle permet également d'apprécier le degré de fonctionnalité de l'armature urbaine et la qualité du cadre de vie. En abordant le problème de la fragilité sur des bases très désagrégées, comme la localité, il devient possible de nuancer les conclusions de la macro-analyse, d'y ajouter des éléments explicatifs, de remettre des modèles en question, d'en faire naître de nouveaux et d'envisager les problèmes en regard de leurs conséquences directes sur ceux qui les vivent. Enfin, la base d'analyse locale contribue à mieux cerner les causes relatives à la fragilité des petites localités.

Mais la principale raison qui justifie le choix de cette échelle d'analyse tient à l'identification des problèmes socio-économiques dans cette catégorie d'entités territoriales. Cette portion de l'espace rural québécois vit à l'heure de la décroissance tant sur le plan de l'emploi que de la population. Dans le Bas-Saint-Laurent, l'économie des petites localités est anémiée par un semis de peuplement lâche et faiblement hiérarchisé. De nombreux facteurs structurels se conjuguent pour créer une dynamique régressive où la baisse des activités entraîne inévitablement la régression démographique de plusieurs localités mettant en danger l'occupation humaine de vastes

segments du plateau appalachien. Par ailleurs, en dépit de leurs nombreuses similitudes sur le plan de la géographie, de la sociologie, de la démographie et de l'économie, les petites localités représentent un éventail de micro-milieus assez disparates.

Les municipalités de petite taille sont en interrelation avec des espaces géographiques plus vastes. Ces interrelations nous obligent, pour bien en saisir toutes les nuances, à considérer des ensembles territoriaux qui débordent le cadre local. Dans un article récent portant sur l'évolution de la géographie rurale pendant le dernier quart de siècle, Jacqueline BONNANOUR (1997) nous rappelle que l'analyse spatiale multiscalaire représente une démarche fondamentale de la géographie. «L'espace local n'a de signification qu'à condition de prendre en compte l'insertion de cet espace dans une hiérarchie d'espaces assez larges» (BONNAMOUR, 1997: 99). En ce sens, la fragilité doit être évaluée par rapport à l'espace régional qui l'inclut. C'est ici que l'apport fondamental de la géographie humaine est sans doute le plus précieux, permettant d'aborder les notions essentielles de l'espace et de son fonctionnement. Pour fins de comparaison, nous ferons régulièrement référence aux échelles régionale (MRC) et provinciale. Ces deux échelons géographiques, d'usage courant dans les études socio-économiques, seront utilisés non seulement comme périmètre politico-administratif mais aussi pour exprimer certaines formes d'homogénéité et de fonctionnalité.

La méthode d'analyse retenue correspond à l'approche géographique tout en intégrant certains aspects de l'économie classique et de la sociologie rurale<sup>29</sup>. Cette

---

<sup>29</sup> Cette approche cherche à repérer les processus sociaux de construction et de valorisation des ressources spécifiques à un espace donné.

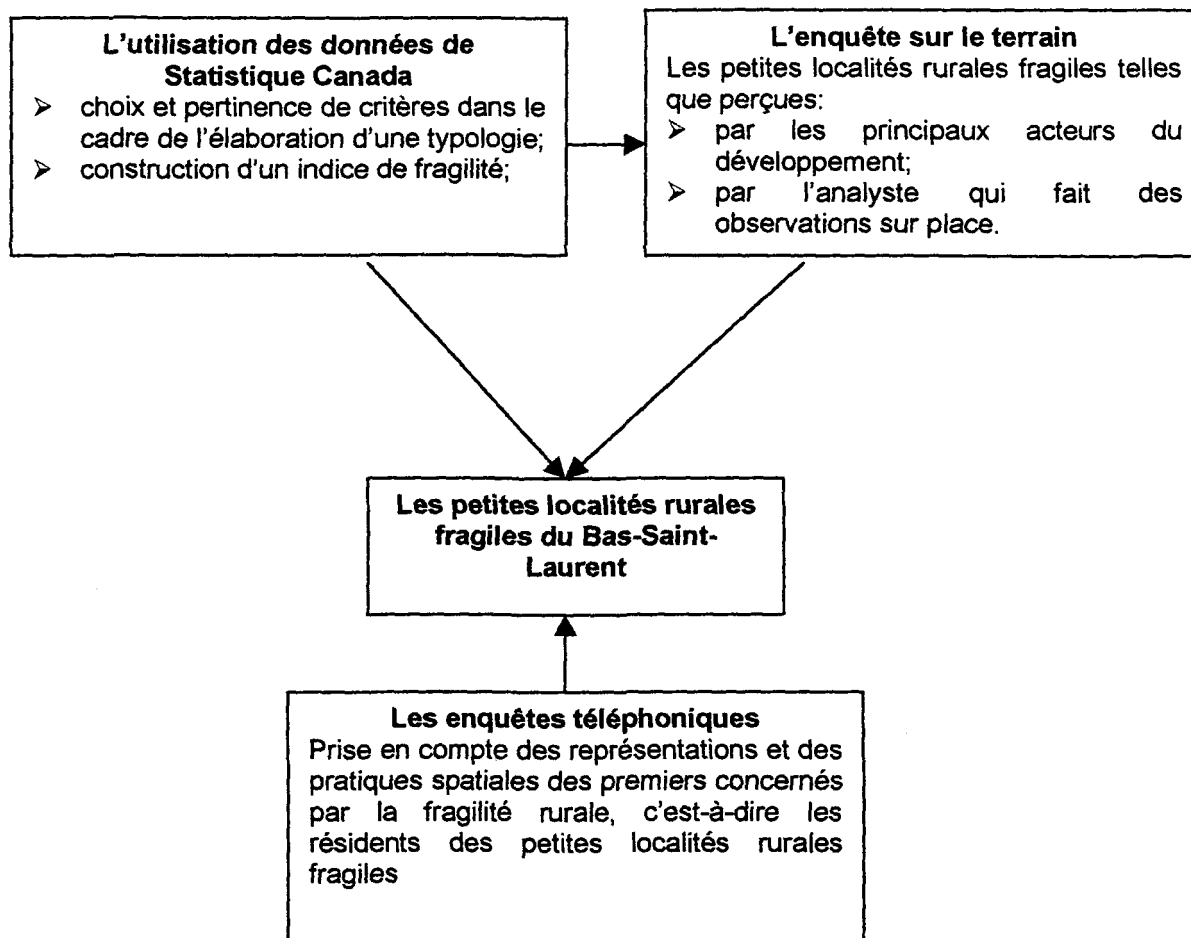
approche «tient compte à la fois des éléments économiques et sociaux des espaces» (BENKO, 2001: 58). Elle considère le problème de la fragilité par rapport aux différentes caractéristiques du milieu. Elle permet d'analyser les interrelations entre l'être humain et l'espace géographique. Le cadre physique, la population, le dynamisme de l'habitat, la structure du peuplement, l'organisation de l'espace et différents éléments de localisation constitueront les principaux paramètres considérés.

Basée sur les indicateurs économiques, l'approche économique aborde la problématique de la fragilité sous l'angle du potentiel des ressources, des structures de production et de consommation. Elle met l'accent tantôt sur les disparités interindividuelles, tantôt sur les disparités intrarégionales. Afin de saisir dans leur globalité les problèmes des petites localités, nous combinerons les méthodes quantitatives et qualitatives ainsi que les échelles d'analyse.

C'est au moyen de trois démarches méthodologiques distinctes mais complémentaires que nous appréhenderons les diverses significations de la fragilité rurale. Ces méthodes sont représentées à la figure 1.1.

Figure 1.1

## Les méthodes d'analyse ou comment appréhender les petites localités rurales fragiles



Inspirée de: GUMUCHIAN, Hervé. *À la périphérie de la périphérie: l'espace rural et le concept de fragilité en Abitibi*. Coll. Notes et Documents. Montréal, Université de Montréal, Département de géographie, août 1990, p. 7.

### 1.4.2 L'utilisation des données de Statistique Canada

Les sources classiques gardent toute leur utilité pour aider à mesurer, évaluer, analyser la fragilité des localités de petite taille. Ces sources présentent l'intérêt non négligeable de faciliter les comparaisons, démarche essentielle s'il en est une en sciences humaines.



#### 1.4.2.1 Choix, justification et pertinence des variables

Les chercheurs qui effectuent des études sur les milieux ruraux et les dynamiques socio-spatiales utilisent beaucoup les statistiques. Ces dernières constituent, en quelque sorte, leur principal matériau empirique. La fragilité des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent sera mesurée par le biais de sept indicateurs prenant en compte les contraintes de l'espace, la dynamique démographique et économique et la vitalité de l'habitat. Ces indicateurs permettront de définir le cadre opérationnel de notre concept de fragilité et d'apprécier son évolution dans le temps (fragilisation)<sup>30</sup>. Ils serviront également à l'élaboration d'un indice de fragilité. Cette dernière méthode d'analyse permettra de construire une typologie qui mettra en évidence différents niveaux de fragilité. Les variables que nous avons retenues figurent au tableau 1.3.

Le choix de ces critères s'inspire, pour l'essentiel, des travaux du géographe français Hervé GUMUCHIAN (1990, 1991). Même si elles ne fournissent qu'une vision fragmentaire de la réalité, ces variables demeurent hautement significatives des différents niveaux de disparité qui subsistent entre les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. De plus, elles ont des incidences majeures sur la nature de services disponibles, les relations sociales, le dynamisme du milieu et le potentiel de développement.

---

<sup>30</sup> Ainsi que le précise ABDELMALKI et MUNDLER (1995), «il faut être attentif (...) au fait que mesurer, c'est choisir». À cet égard, nous sommes conscients que ces indicateurs peuvent poser problème dans la mesure où ils sont susceptibles de revêtir un caractère normatif. En outre, bien d'autres éléments de la vie socio-économique auraient mérité d'être étudiés. Cependant, l'absence de statistiques pour l'une ou l'autre des deux années de recensement à l'étude et des problèmes de fiabilité concernant certaines données (comme celles portant sur la population en chômage), d'agrégation ou d'échelles géographiques (plusieurs données ne sont disponibles qu'à l'échelle des divisions de recensement) nous ont forcé à limiter le nombre de nos indicateurs que nous croyons tout de même représentatifs d'une certaine réalité.

Tableau 1.3

**Choix des critères servant à l'opérationnalisation du concept de fragilité**

1. Distance (en kilomètre) par rapport au pôle de services le plus proche	2. Population totale 3. Pourcentage de la population de 0 à 14 ans 4. Pourcentage de la population de 55 ans et plus	5. Revenu moyen des familles 6. Taux d'activité	7. Évolution de la construction domiciliaire <sup>1</sup>
---	--	--	---

<sup>1</sup> Pour des fins de comparaisons entre les deux années d'analyse (soit 1971 et 1996), nous avons retenu, pour cet indicateur, deux périodes de temps identiques. Ces périodes, qui s'échelonnent respectivement sur neuf et cinq ans, sont les suivantes: 1951-1960 et 1966-1971 pour l'analyse de 1971 et 1981-1990 et 1991-1996 pour celle de 1996.

Les variables de localisation jouent un rôle déterminant dans la caractérisation de la fragilité. La notion de distance (distance entre les habitations à l'intérieur d'une même localité, distance entre zones d'habitat aggloméré, distance des voies de communication principales, distance par rapport aux centres urbains, etc.) constitue l'une des principales composantes de l'organisation spatiale du peuplement. Conjuguée aux concepts d'isolement et d'accessibilité<sup>31</sup>, la distance devient indispensable pour mesurer les disparités économiques et sociales entre les différentes portions de l'espace géographique. DUGAS (1988) nous rappelle les multiples implications qu'elle comporte notamment au plan socio-économique:

La notion de distance constitue un important facteur de disparité qui influe sur les effets de polarisation, sur la disponibilité et la nature des services, sur leur degré d'accessibilité, sur la création d'emplois et sur le coût de la vie. Elle détermine aussi les relations de voisinage qui se révèlent souvent fondamentales dans les processus de restructuration du tissu de peuplement et de reconversion économique. La proximité d'un centre de services ou d'un important marché de consommation peut faire toute la différence entre la déstructuration et la revitalisation. La distance par rapport aux grandes villes et aux bonnes infrastructures de communication est une variable importante à considérer dans l'évaluation de tout potentiel de développement (DUGAS, 1988a: 40-41).

<sup>31</sup> Ces éléments interviennent directement sur le coût de la vie et la nature des services disponibles en milieu rural.

La **distance par rapport aux centres de service** constitue une variable structurelle majeure dans l'analyse de la fragilité rurale. Elle influe sur la vie socio-économique, les comportements des ruraux et sur leur qualité de vie. En outre, cette notion de distance a toutes sortes d'implications que ce soit au niveau du degré de dispersion des unités d'habitats, de la densité et de la qualité des axes de communication, des modes d'affectation du sol et de diversification économique<sup>32</sup>. En effet, une localité peu accessible limite considérablement son potentiel de développement économique. Dans ses travaux, Clermont DUGAS (1996, 1999) constate que plus les localités sont éloignées des villes plus elles sont sujettes à la décroissance. Si la proximité d'un grand centre ne constitue pas une condition sine qua non à la relance économique des petites localités rurales, elle contribue au gonflement des revenus d'une tranche importante de la population rurale. «Il y a en effet une tendance générale à la diminution des revenus en fonction de l'éloignement des centres urbains» note DUGAS (1996a: 154). Enfin, la **distance par rapport aux centres de services** et aux principales artères de communications exerce un rôle déterminant sur les perspectives d'avenir et sur le choix des moyens d'intervention à retenir dans le cadre de l'élaboration d'une politique de développement rural<sup>33</sup>.

La démographie, plus que tout autre facteur, constitue une variable hautement significative de l'état de santé socio-économique d'un territoire. Elle donne des informations indispensables sur l'évolution des communautés humaines. Elle résulte

---

<sup>32</sup> Ainsi, une localité aux paramètres de distance et de densité donnés bénéficiera de possibilités qui varieront selon la taille et la densité de la population dans la région où elle se situe.

<sup>33</sup> À titre indicatif, soulignons que les avantages de la proximité par rapport à une ville ne sont pas tous de nature économique. Ils comportent également une importante dimension symbolique et sociale.

d'une grande variété de facteurs à la fois culturels, économiques, sociaux et même politiques. Elle synthétise de multiples transformations qui affectent le présent et sont déterminantes pour l'avenir. Elle exerce aussi un rôle considérable sur l'organisation socio-politique des localités. Enfin, elle reflète certaines caractéristiques liées à l'activité économique et à l'infrastructure de services. La vitalité démographique est une condition indispensable à la croissance économique à long terme<sup>34</sup>. Il convient donc d'analyser les données générales de la démographie qui sont autant de critères favorables ou non au développement des petites localités tant dans leurs dimensions spatiale que chronologique.

La fragilité des petites localités se constate d'abord à travers une dynamique démographique régressive. Bien qu'étant une composante parmi tant d'autres de la fragilité, la décroissance démographique en constitue néanmoins un important symptôme. En milieu rural, et plus particulièrement dans les petites localités, elle entraîne un affaiblissement de l'armature de services. Dans certains cas, elle peut même provoquer un climat de démobilisation peu propice à l'amélioration des conditions socio-économiques. Certaines infrastructures telles que la petite école du village, la bibliothèque municipale et le centre des loisirs, sont d'autant plus menacées que la proportion des personnes âgées tend à augmenter rapidement. La démographie sera analysée par le biais de trois indicateurs, soit la **population totale**, le **pourcentage de la population âgée de 0 à 14 ans** et le **pourcentage des 55 ans et plus**. Ce dernier seuil a été préféré à celui des 65 ans, parce qu'il semble plus conforme à la réalité des petites

---

<sup>34</sup> Voir notamment à ce sujet l'article de Michel GODET (2000). «Nouvelle croissance ou vieilles lunes?», dans *Futuribles*, no 257 (octobre 2000), pp. 67-80.

localités. En effet, dans ce segment de l'espace rural dont l'activité économique repose principalement sur l'exploitation et la première transformation des ressources, l'efficacité d'un individu est fortement amoindrie à 55 ans. D'ailleurs, Clermont DUGAS (1979) et Raymond DUGRAND (1963) retiennent ce chiffre de 55 ans dans leurs analyses.

La fragilité est un phénomène complexe qui ne peut se résumer à l'analyse de la courbe de population. La plupart des petites localités fragiles souffrent d'un sous-emploi à l'état chronique. Les emplois que l'on y retrouve sont généralement saisonniers et de faible valeur ajoutée. Pour cette raison, elles doivent composer avec un **revenu familial moyen** souvent inférieur à celui de la moyenne provinciale. Considérée en fonction du revenu moyen de la province, cette variable peut traduire différentes catégories de malaises socio-économiques en fonction notamment du coût de la vie et de la nature des services disponibles. Par exemple, un écart de 40% entre le revenu moyen d'une localité et celui de la province témoigne de différences réelles en termes de pouvoir d'achat et de niveau de vie. Le revenu apparaît comme un indicateur de premier plan par tout ce qu'il reflète en termes d'emploi, de structure occupationnelle et de productivité du travail. Malgré sa dimension spéculative, cette variable permet de synthétiser diverses réalités socio-économiques. Elle constitue un excellent indicateur du niveau de bien-être, de la qualité de vie et de la répartition spatiale de la richesse. Elle reflète les taux d'activité et, dans une certaine mesure, la nature des occupations. De plus, elle influence de multiples composantes de la qualité de vie telles que le dynamisme de l'habitat, les niveaux de relations, les comportements et les statuts sociaux. Elle est aussi significative de la nature des services disponibles. Par ailleurs, le revenu n'est qu'une composante parmi tant d'autres de la qualité de vie. Cette dernière se mesure non seulement à partir de

données économiques mais aussi à partir des perceptions, des valeurs, des traditions et des comportements. En outre, le revenu ne peut pas rendre compte de toutes les améliorations dans les infrastructures et les changements aux plans culturel, politique et administratif. «Divers facteurs, tels que les revenus non déclarés et non monétaires, les niveaux d'épargne ou d'endettement, la valeur des biens meubles et immeubles et la qualité de l'habitation, sont susceptibles d'influer sur le degré de confort des individus et leur pouvoir d'acquisition de biens et services» (DUGAS, 1989: 28). Enfin, les éléments de voisinage, la vie relationnelle et le degré d'accessibilité aux services sont, avec le marché du travail, autant de facteurs qui exercent une influence considérable sur les niveaux de revenus des ruraux.

**Le taux d'activité** c'est-à-dire le pourcentage de la population active<sup>35</sup> par rapport à la population totale de 15 ans et plus, constitue un excellent indicateur de l'état de santé de l'économie locale. Il permet d'évaluer, à un moment précis, la situation du marché du travail dans un territoire donné. Un taux d'activité élevé révèle une forte proportion de la main-d'œuvre active en emploi. À l'inverse, un faible taux d'activité traduit des carences socio-économiques majeures. Couplé à un bas niveau de revenu, il *constitue un signe tangible de fragilité économique*. L'examen du taux d'activité sur deux périodes différentes est important pour la compréhension de l'évolution de la fragilité car lorsque le taux d'activité baisse, cela signifie qu'une partie de la population touchée par le manque d'emploi est contrainte à se retirer du marché du travail. Un tel examen permet, en outre, de cerner certaines caractéristiques relatives à la structure d'emplois et

---

<sup>35</sup> Cette dernière comprend l'ensemble des personnes qui exercent une activité professionnelle rémunérée ainsi que celles à la recherche d'un travail.

à la conjoncture économique. Bref, il s'agit d'une donnée indispensable dans l'analyse de la fragilité.

Enfin, l'évolution de la construction domiciliaire constitue également un bon indicateur de la santé économique d'une localité par toutes les données culturelles et socio-économiques qu'elle synthétise et reflète notamment au plan de l'organisation de l'espace. Cette variable permet de dégager des enclaves de fragilité et d'instabilité démographique mais aussi de petits secteurs en expansion au plan économique. Dans les localités où les revenus d'emplois sont élevés, la construction est généralement en expansion. Par contre, là où les revenus sont insuffisants et les taux d'activité faibles, la construction est au ralenti. La croissance démographique a des incidences sur le logement et ce, de façon plus ou moins dépendante des revenus locaux. «Tout cela fait qu'il y a forcément des liens entre les niveaux de revenus locaux et la construction» (DUGAS, 1988a: 238). Nous examinerons attentivement cette relation dans le cadre de notre recherche.

Nous ferons également référence, à quelques reprises, au taux de chômage, de migrants pendulaires, au pourcentage d'individus prestataires de la sécurité du revenu ainsi qu'au rapport emploi/population. Utilisées de façon complémentaire, ces trois variables ne serviront pas à l'élaboration de notre indice de fragilité.

Le taux de chômage, c'est-à-dire le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active totale, le tout multiplié par 100, demeure l'un des indicateurs les plus couramment utilisés pour mesurer la santé de l'économie. De plus, il constitue un

excellent complément au taux d'activité. Au Canada, il existe deux sources principales de données sur le marché du travail: le recensement et les enquêtes mensuelles sur la population active. Dans un but de conformité avec l'ensemble de notre appareil statistique, nous utiliserons les données provenant du recensement de 1996. Celui-ci a l'avantage d'être fondé sur un échantillon plus important de la population de sorte que les données peuvent être moins sujettes à des erreurs d'échantillonnage. En outre, parce qu'elles sont désagrégées à l'échelle des localités, ces variables, contrairement à celles plus récentes fournies sur une base régionale, permettent d'obtenir une vision plus juste et plus détaillée du contexte économique.

Le taux de migrants pendulaires correspond au rapport entre le nombre de personnes occupant un emploi à l'extérieur de leur localité de séjour et la population active totale, le tout multiplié par 100. Cette donnée est très récente. Statistique Canada ne la fournit que depuis 1996. Cet indicateur permet de cerner le rôle et l'influence de la structure spatiale (notamment de la ville) sur l'économie de l'espace rural. Il permet également de refléter la très grande mobilité géographique des ruraux.

On obtient le pourcentage d'individus prestataires de l'aide sociale en divisant le nombre total de bénéficiaires (c'est-à-dire les personnes dans les familles (incluant les enfants) et les personnes seules) dans une localité donnée par la population totale de cette même localité, le tout multiplié par 100. Cet indicateur n'est pas disponible dans les recensements de Statistique Canada. Il est fourni, sur demande, par le ministère de la Solidarité sociale. Il est révélateur de la précarité de situation économique d'un milieu. Il reflète des difficultés encore plus importantes que le recours à l'assurance-emploi. Il



témoigne également de la dépendance de la population pour un programme que l'on peut considérer comme étant de dernier recours. Il permet, en outre, d'identifier des niveaux différents de fragilité qui prévalent entre diverses catégories de localités.

Finalement, le rapport emploi/population est le volume d'emploi divisé par la population en âge de travailler, c'est-à-dire celle de 15 ans et plus, multiplié par 100%. Ce rapport fournit une autre image de l'évolution de l'emploi excluant l'influence des entrées dans la population active – qui peuvent neutraliser l'effet théorique d'une création d'emplois sur le taux de chômage – en raison de l'effet des travailleurs additionnels qui joignent les rangs de la population active.

#### **1.4.2.2 Essai typologique des localités fragiles**

Particulièrement utilisées en Europe, les typologies constituent une méthodologie classique dans l'étude des disparités régionales. Ainsi, à petite échelle, se juxtaposent des espaces présentant des états de fragilité différents. À cet égard, nous distinguerons, dans le cadre de la présente étude, des localités fragiles, très fragiles, marginales et très marginales. Ces quatre types dynamiques expriment bien les différentes situations socio-économiques que l'on peut rencontrer dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Trois principes nous apparaissent particulièrement déterminants pour produire une esquisse typologique significative:

- l'adoption d'un niveau géographique fin, permettant de percevoir correctement la grande diversité qui caractérise le Bas-Saint-Laurent et ses petits milieux;
- le choix d'un dispositif fiable et pertinent d'indicateurs;

- et la comparabilité territoriale du diagnostic, ce qui nécessite que les variables retenues soient peu affectées par la dimension de l'unité géographique dans laquelle elles sont élaborées.

Certes, les typologies constituent un instrument simplificateur de la réalité. HOUÉE (1996) met en garde les chercheurs qui tirent des conclusions trop hâtives sur ce genre de classification. Il les incite à faire preuve de prudence et de circonspection. «Les dynamiques rurales échappent en partie aux classifications, aux prévisions et aux modèles qui prétendent les canaliser» (HOUÉE, 1996: 58). En outre, selon Jacqueline BONNAMOUR (1996), un tel classement pose aux géographes et aux sociologues une interrogation: «Quelle est la valeur de traitements mathématiques pour des séries de critères qui représentent des composantes non intégrées dans un système unique, qui dépendent de nombreux systèmes compréhensifs à différents niveaux, très variables d'un lieu à l'autre?» (BONNAMOUR, 1996: 36). Néanmoins, les typologies s'avèrent fort utiles pour explorer et décrire tout l'éventail des situations, des problèmes et des choix qui se posent aux dirigeants publics et privés. Elles constituent également une étape essentielle et préalable à l'élaboration d'une politique de développement adaptée aux problèmes spécifiques à ce segment de l'espace rural.

L'établissement de zones homogènes, l'analyse comparative de ces zones entre elles et leur mise en relation avec certaines caractéristiques socio-économiques contribueront également à l'identification de certaines interrelations. Les comparaisons par rapport aux échelles régionale et provinciale, les écarts types et les coefficients de

variation serviront également à mesurer la variabilité spatiale dans la distribution de certaines situations.

Un indice de fragilité (que nous attribuerons pour chacun des sept indicateurs retenus et pour chacune des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent<sup>36</sup>) nous permettra de construire une typologie réunissant des localités qui présentent des affinités sous certains aspects. Cet exercice sera effectué pour les deux années de recensement à l'étude (1971 et 1996)<sup>37</sup>. La moyenne et l'écart type seront calculés pour chacun des indicateurs afin d'obtenir une base comparable entre les différentes variables. Chaque municipalité comportera donc sept indices. La moyenne de ceux-ci nous permettra d'obtenir un indice synthétique de fragilité<sup>38</sup>. Certes, il s'agit d'une mesure qui vaut ce que valent toutes les moyennes. De fait, les indices ou les modes de représentation peuvent être pratiques, mais ils présentent toujours l'inconvénient de réduire à une expression quantitative ce qui est dans la nature essentiellement qualitatif. Pour cette raison, ils ne peuvent qu'appuyer une description et non se substituer à elle. Bien qu'imparfait, notre indice de fragilité permettra de caractériser chacune des localités et de faire ressortir les différences les plus significatives entre celles-ci.

---

<sup>36</sup> En 1996, les petites localités, c'est-à-dire celles de 500 habitants et moins, étaient au nombre de 41. Elles représentaient 30,1% des municipalités de cette région.

<sup>37</sup> Une période de 25 ans nous apparaît suffisamment longue pour dégager les principaux changements qui se sont produits.

<sup>38</sup> Un indice de changement nous permettra également d'identifier les principaux changements produits entre les deux recensements.

### **1.4.2.3 La représentation cartographique**

Les éléments de localisation étant au cœur de notre projet, une place particulière sera accordée à la représentation cartographique comme outil d'illustration des principaux phénomènes observés. Les cartes ainsi produites feront voir le degré d'homogénéité ou l'hétérogénéité spatiale dans la distribution des principaux indicateurs retenus.

Dans la même perspective de comparaison, nous utiliserons la base cartographique de 1996. Ainsi, nous disposerons du même nombre d'entités territoriales pour toutes les périodes quinquennales à l'étude et ce, même si les statistiques n'étaient pas toujours disponibles en raison des modifications survenues dans l'assiette socio-spatiale. Ces modifications tiennent essentiellement à la fusion et à la création de nouvelles municipalités ainsi qu'à l'ouverture au peuplement de certains territoires non organisés.

### **1.4.3 Les enquêtes sur le terrain**

Les statistiques sociales, économiques et démographiques donnent une certaine image de la fragilité rurale, mais elles ne permettent pas de connaître de façon précise les conditions structurantes de cette réalité. En effet, l'information statistique n'apporte qu'une vision fragmentaire de la fragilité rurale. Elle ne doit être qu'une étape dans une démarche plus large. En fait, la problématique de la fragilité ne peut être réellement cernée que par une analyse de cas par cas. Des exceptions aux règles que l'on croit

repérer sont toujours possibles; différents facteurs agissent à diverses échelles selon les lieux et les périodes. «Chaque foyer de peuplement s'imbrique dans un ensemble qui influence son niveau de vie et son évolution socio-économique, et affecte les modes d'existence de ses résidants», nous rappelle DUGAS (1988: 32). Le travail de terrain et d'enquête, qui permet d'obtenir une meilleure connaissance des faits et des populations, est indispensable au chercheur qui veut voir les choses bouger presque en temps réel.

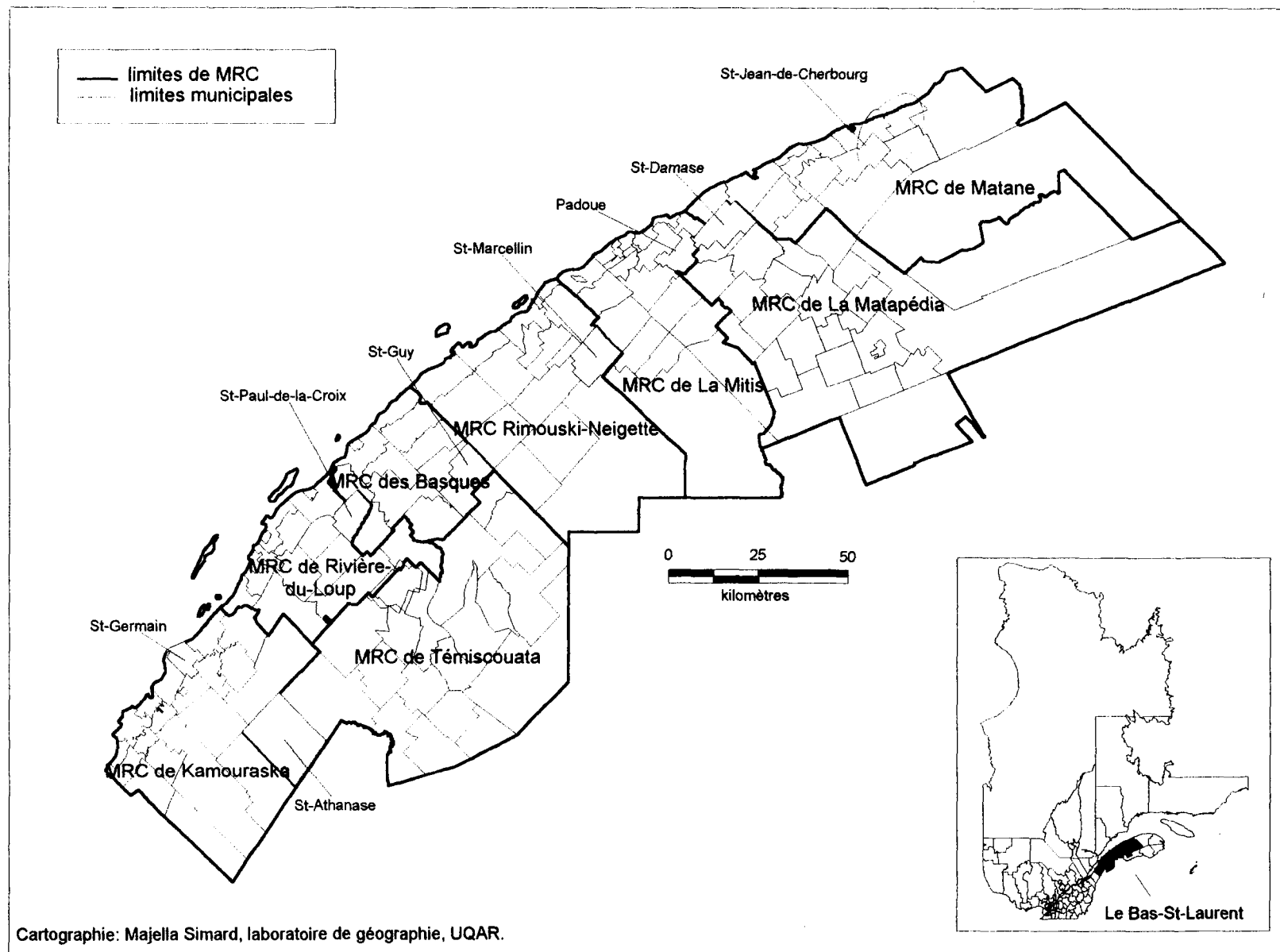
Les différents acteurs des petites localités c'est-à-dire ceux qui sont directement impliqués dans la vie socio-économique de ces milieux fragiles, constitueront des interlocuteurs à privilégier dans le cadre de notre recherche. Ils sont, en effet, les mieux placés pour identifier les initiatives, les projets et les problèmes des populations concernées. Notre démarche consistera à effectuer des entrevues semi-dirigées auprès des principaux intervenants<sup>39</sup> dans huit petites communautés bas-laurentiennes c'est-à-dire une par MRC. Il s'agit de St-Germain (MRC de Kamouraska), de St-Guy (MRC des Basques), de St-Damase (MRC de La Matapédia), de St-Marcellin (MRC Rimouski-Neigette), de St-Jean-de-Cherbourg (MRC de Matane), de St-Athanase (MRC de Témiscouata), de Padoue (MRC de la Mitis) et de St-Paul-de-la-Croix (MRC de Rivière-du-Loup) (carte 1.2). Ces entrevues semi-directives seront réalisées au moyen d'une grille d'analyse dont les thèmes porteront principalement sur les caractéristiques géographiques et socio-économiques de la localité concernée, les activités dominantes, la composition de l'infrastructure de services, le dynamisme local, la vie communautaire,

---

<sup>39</sup> Ceux-ci sont, dans la plupart des cas, nés dans les localités d'enquête.

## Carte 1.2

### Localisation des municipalités d'enquête



le dynamisme de l'habitat et la perception<sup>40</sup> de la fragilité rurale. Le questionnaire sera complété par la rédaction d'un journal de bord consignait certaines données informelles notamment en ce qui concerne la structure spatiale (distribution du peuplement, localisation des fonctions, configuration et qualité des voies de communication, qualité de l'armature de services, éléments de nuisance, degré d'homogénéité, etc.) et le dynamisme de l'habitat (modes d'organisation de l'espace, nature et qualité des habitations, qualité de l'aménagement paysager, disposition et morphologie des bâtiments, degré d'entretien, dimension des terrains, pertinence des localisations et de la disposition d'ensemble, etc.). Les maires, les secrétaires municipaux, les enseignants, les curés et les responsables d'associations locales nous semblent les personnes les mieux qualifiées pour nous fournir les informations les plus pertinentes concernant la situation socio-économique locale. Nous en rencontrerons trois pour chacune des huit localités d'enquête.

### **Justification et principales caractéristiques de l'échantillon**

La diversité des caractéristiques géographiques et socio-économiques constitue le principal motif qui a présidé le choix de ces huit entités comme lieu d'analyse. Ces localités appartiennent à cette portion du territoire identifiée communément comme arrière-pays. Elles se localisent sur les terres ondulées de la plate-forme appalachienne où alternent, selon des plissements plus ou moins serrés, crêtes, lambeaux de plateaux

---

<sup>40</sup> Cette approche perceptuelle s'inscrit dans une double tradition scientifique: phénoménologique et ethnométhodologique. À cet égard, nous avons adopté la position selon laquelle les perceptions des acteurs et des résidents locaux non seulement influent directement sur les pratiques mais constituent également un fait.

et dépressions. Elles sont enclavées dans une vaste forêt commerciale composée essentiellement d'épinettes et de sapins. À l'exception de St-Germain, elles sont toutes situées à plus de 14 kilomètres d'un centre de services. Cet éloignement par rapport aux villes en fait des cas types de situations qui se répètent à de nombreux exemplaires. L'éloignement de la rive sud de l'estuaire s'accompagne d'une augmentation de l'altitude et d'une diminution des capacités thermiques du climat. Par exemple, les six localités les plus éloignées du littoral (St-Damase, St-Guy, St-Jean-de-Cherbourg, St-Athanase, Padoue et St-Marcellin) disposent de moins de degrés-jours de croissance que St-Germain et St-Paul-de-la-Croix. Cela n'est pas sans influencer leurs possibilités agricoles respectives et, par conséquent, leur évolution socio-économique.

Distantes les unes par rapport aux autres en raison de leur appartenance à une MRC différente, elles abritent une population fortement dispersée et vieillissante. Dans tous les cas, leur trame de peuplement est marquée par une discontinuité géographique importante. Quatre d'entre elles, soit St-Guy, St-Damase, St-Marcellin et St-Jean-de-Cherbourg, ont été menacées de fermeture à la suite des travaux du BAÉQ menés au tournant des années 60. Sauf dans le cas de St-Germain et de St-Damase<sup>41</sup>, la structure d'emplois repose essentiellement sur l'agriculture, la forêt et la perception de transferts gouvernementaux. La mise en valeur de ces deux dernières ressources est apparue nécessaire afin d'assurer leur survie socio-économique. Pour ces motifs, mais aussi en raison de leur petite taille et de leur évolution démographique négative, elles peuvent facilement être considérées comme des espaces fragiles. En outre, elles souffrent

---

<sup>41</sup> St-Germain exerce depuis quelques années le rôle d'un petit village-dortoir. Quant à St-Damase, ses activités économiques sont plus diversifiées notamment en raison d'un secteur secondaire relativement dynamique, compte tenu de la petite taille démographique de cette localité.



toutes, sans exception aucune, d'un problème d'exode en raison d'une économie impuissante à générer des emplois en nombre suffisant. À St-Athanase, l'économie repose exclusivement sur l'acériculture. Quant aux activités non agricoles, elles semblent incapables de compenser les pertes de l'agriculture. À l'exception de St-Paul-de-la-Croix, le chômage est devenu un mal chronique. En outre, la population de ces huit localités apparaît nettement sous-scolarisée. Cette sous-scolarisation affecte plus particulièrement les résidents de St-Guy, de St-Marcellin, de St-Jean-de-Cherbourg, de St-Paul-de-la-Croix et de St-Athanase. Certaines présentent des carences majeures au plan de l'aménagement.

L'étude de ces huit petits milieux nous permettra d'approfondir certains aspects de la ruralité bas-laurentienne et de fournir un éclairage plus complet de la situation qui prévaut dans diverses catégories de localités. Ces milieux demeurent très différents les uns par rapport aux autres et ces différences sont à l'image de celles qui existent entre toutes les petites localités. Les déséquilibres de l'armature urbaine, les multiples formes et les particularités de la structure de peuplement, l'inégale répartition des centres de services dans l'espace, la nature des services disponibles et la composition de la structure occupationnelle sont autant de facteurs qui favorisent cette hétérogénéité. Par ailleurs, en dépit de ces différences, leur appartenance à une région périphérique à problèmes, les modes d'utilisation de leur territoire et leur infrastructure de services concourent à leur donner certains éléments de similarité.

En somme, cette sélection de localités plus ou moins disparates dans l'espace permettra de diversifier notre analyse et de comparer des entités plus fragiles avec d'autres qui le sont moins<sup>42</sup>.

#### **1.4.4 Les enquêtes téléphoniques**

La fragilité ne peut se définir uniquement par la combinaison d'indicateurs objectifs. Reste bien pauvre une analyse de l'espace qui n'intègre pas les représentations et les pratiques des individus qui le vivent.

Privilégier ce «regard d'intérieur», c'est, pour le chercheur ainsi que pour l'aménageur, se donner les moyens de réfléchir et ultérieurement d'intervenir sur le sens de l'espace; c'est alors une voie possible pour comprendre et analyser ces espaces quant à leur fonctionnement; c'est se donner des chemins pour réfléchir sur leur devenir (GUMUCHIAN, 1991: 338).

Le chercheur qui s'intéresse à la problématique de la fragilité doit également «prendre en compte non seulement les faits observables au niveau d'une évolution régressive des structures sociales et économiques des espaces ruraux, mais surtout de la représentation que s'en font les acteurs sociaux» (JEAN, 1991: 86). Dans cette perspective, nous compléterons notre investigation sur le terrain par des enquêtes téléphoniques. Ces dernières visent à connaître les réactions et les sentiments de ceux et de celles qui vivent dans un milieu fragile. Les résidents des petites localités n'ont pas nécessairement la même perception de cette fragilité que le chercheur universitaire, l'investisseur ou le fonctionnaire de l'État. Il nous apparaît important, voire essentiel, de

---

<sup>42</sup> On retrouvera une description plus détaillée du contexte historique concernant la mise en place du peuplement, une description géographique des lieux ainsi que les principales caractéristiques socio-économiques pour chacune de ces localités à la section 4.1 du chapitre quatre.

connaître les aspirations des ruraux dans leur appartenance à un territoire, dans leurs pratiques communautaires et dans leur mode de vie social, économique et culturel et ce, dans le but de proposer des pistes de solutions adaptées aux diverses réalités de ces milieux fragiles. Ainsi, il sera possible d'identifier comment se construisent les réalités de la vie en milieu rural et l'appartenance à un territoire. Il sera intéressant, par ailleurs, de comparer ces résultats d'enquêtes aux réponses fournies par les acteurs rencontrés.

#### **1.4.4.1 Technique d'enquête et justification de l'échantillon**

Les enquêtes téléphoniques seront effectuées par le biais d'un questionnaire administré auprès d'un échantillon aléatoire systématique constitué à partir de l'annuaire téléphonique. Tous les individus inscrits au bottin ont la même chance d'être présents dans l'échantillon. Cette technique d'échantillonnage est l'une des plus utilisées par les différents spécialistes des sciences sociales. En outre, plusieurs firmes de sondage (notamment la maison CROP) y ont également recours. Elle permet une généralisation des résultats à l'ensemble de la population du territoire étudié.

Nous réaliserons 15 entrevues par localité. Ainsi, toutes les parties de l'échantillon auront, dans l'exposé des données, le même poids que ce qu'elles représentent dans la population. Certes, il ne s'agit pas d'un échantillon représentatif d'un point de vue statistique mais il reflète une grande partie de la diversité des situations locales. Par ses caractéristiques, l'échantillon des personnes interrogées nous apparaît très valable. L'enquête rejoindra 17% des foyers ce qui se rapproche sensiblement du seuil de 20% que l'on retrouve dans les recensements officiels de

Statistique Canada comme en fait foi le tableau 1.4. Pour chaque localité, nous retiendrons un numéro de téléphone à chaque intervalle de 15 abonnés<sup>43</sup>. S'il n'y a pas de réponse, si le numéro correspond à celui d'un organisme ou s'il est hors de service, nous passerons au suivant.

**Tableau 1.4**

**Pourcentage des ménages interrogés par rapport aux familles totales recensées en 1996 par municipalité**

<b>Municipalités</b>	<b>Nombre de familles de recensement</b>	<b>Nombre de ménages interrogés</b>	<b>% des répondants</b>
St-Germain	100	15	15,0
St-Guy	25	15	60,0
St-Jean-de-Cherbourg	75	15	20,0
St-Damase	100	15	15,0
Padoue	75	15	20,0
St-Marcellin	95	15	15,8
St-Athanase	110	15	13,6
St-Paul-de-la-Croix	120	15	12,5
<b>Total</b>	<b>700</b>	<b>120</b>	<b>17,1</b>

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

#### **1.4.4.2 Forme du questionnaire et nature des questions**

Le questionnaire porte sur six thèmes spécifiques: le niveau de satisfaction et d'appartenance à l'égard de la localité, la perception générale de la localité, l'implication à la vie socio-communautaire, la mobilité géographique et la vie relationnelle, la perception du dynamisme et du développement local, les perspectives d'avenir et de

<sup>43</sup> Ce pas de sondage correspond au rapport entre la taille de la population (1 893) et la taille de l'échantillon (120). Compte tenu que les jeunes de moins de 15 ans ne sont généralement pas abonnés à une compagnie de téléphone, nous les avons retranchés (595) à la population totale des huit localités (2 488). Le résultat obtenu (1 893) correspond à la taille de notre population.

développement<sup>44</sup>. Certes, ces enquêtes n'épuiseront pas la question de la représentation de la fragilité dans les localités concernées. Toutefois, elles nous fourniront des indications très précieuses sur les attitudes et les réactions des individus face à des faits de première importance susceptibles d'être perçus selon les cas de façon différente.

### **1.4.5 Éléments d'une politique de développement des petites localités rurales**

Enfin, les trois méthodes d'analyses préconisées (utilisation des données de Statistique Canada, les enquêtes sur le terrain et téléphoniques) serviront à esquisser une politique globale de développement rural orientée vers la correction des facteurs structurels qui affectent plus particulièrement les localités de petite taille démographique. Le but ultime de cette politique, qui fait appel tant aux acteurs locaux et régionaux qu'aux pouvoirs publics, consiste essentiellement à réduire les disparités régionales. Une relecture des travaux portant sur le sujet (notamment ceux de l'OCDE, de Clermont DUGAS et de Bruno JEAN) permettra d'étayer davantage nos propos.

---

<sup>44</sup> Une pré-enquête téléphonique auprès d'une dizaine de personnes a contribué à la formulation la plus adéquate des questions. Cette pré-enquête a également amené l'ajout de sous-questions explicatives notamment en ce qui concerne l'implication des individus au niveau de la vie sociale, économique, communautaire et culturelle.

## **1.5 Le cadre théorique et conceptuel**

Afin d'assurer la cohérence de notre texte et une bonne compréhension de l'argumentation, il importe de spécifier le sens que nous accorderons à chacune des notions qui structureront notre analyse. En premier lieu, nous croyons qu'il s'avère nécessaire de préciser le sens du mot «rural». Cet exercice constitue une démarche fondamentale pour notre travail de construction du concept de fragilité et ce, même si nous ne retenons, pour les fins de la présente étude, que les localités de petite taille démographique. De fait, mener une réflexion sur la fragilité rurale suppose, au préalable, que nous définissions cet espace. Par la suite, il sera plus facile de dégager les principales composantes, les caractéristiques, les dynamiques et les différents types d'évolution de la fragilité. Aussi nous efforcerons-nous de bien situer les perspectives de notre travail, tant par rapport aux études existantes que par rapport aux éléments conceptuels retenus. Outre les notions de ruralité et de fragilité, nous passerons en revue celles de fragilisation, de développement, de perception, de sentiment d'appartenance et d'économie solidaire, autant de concepts qui détermineront fortement l'orientation de notre étude.

### **1.5.1 Les notions et concepts de base**

#### **1.5.1.1 Les multiples significations du fait rural**

Réfléchir sur la réalité et la définition des campagnes nous oblige à nous interroger et à nous positionner sur la manière d'appréhender cet objet de recherche

mouvant. La notion d'espace rural peut être approchée de deux manières complémentaires: l'une qualitative et l'autre quantitative.

#### **1.5.1.1.1 Aspect qualitatif de la ruralité**

Les milieux de la recherche scientifique n'ont toujours pas réussi à formuler une définition précise de la ruralité exprimant l'ensemble de ses dimensions géographique, sociologique, économique, fonctionnelle, perceptuelle, culturelle et méthodologique. Les définitions et les discussions abondent au sujet du sens à accorder au terme «rural». Dans son *Dictionnaire de la géographie*, Pierre GEORGES (1993) résume bien toute l'ambiguïté qui gravite autour de ce concept.

Le sens du mot rural est toujours plus large que celui d'«agricole». La population rurale comporte une population vivant de l'agriculture mais aussi des commerçants, des ouvriers, des retraités vivant à la campagne. L'espace rural n'est pas seulement le siège de l'activité agricole, mais aussi de l'industrie rurale, de l'artisanat rural, du tourisme rural, etc. Dans les campagnes urbanisées, ce secteur rural détaché de l'agriculture (rural – non-farm des auteurs anglo-saxons) prend une importance sans cesse croissante, alors que la population agricole, l'espace purement agricole ont tendance à décroître. L'aménagement rural doit tenir compte de cette double réalité. L'espace qualifié de «rural» par les administrations tend à se réduire à la mesure même de l'expansion des communes «urbaines». Les définitions sont nécessairement arbitraires et les nuances sont nombreuses entre les milieux urbains, suburbains, «rurbains», le monde rural proprement dit et les campagnes qu'on appelle parfois «profondes», plus agricoles et plus isolées de la ville (GEORGES, 1993: 411).

De leur côté, LACOUR et CORADE (1998) nous rappelle que «l'espace rural ne constitue pas une entité homogène et statique, ni même un monde aux frontières figées et précisément définissables» (LACOUR et CORADE, 1998: 220). Par analogie à la tectonique des plaques dont les mouvements transforment et déforment la géométrie des continents et des océans, le monde rural est un espace en constante recomposition. Compte tenu de la diversité des dimensions qu'il représente, des multiples transformations dont cet espace a fait l'objet au cours des dernières décennies et de son

caractère évolutif, la définition du fait rural, considéré comme un objet de connaissance selon la démarche usuelle de l'approche scientifique, pose donc un réel problème. Elle constitue, pour reprendre les termes du sociologue Bruno JEAN (1997), un véritable défi lancé aux sciences humaines.

Si pendant longtemps, le monde rural a été étroitement associé aux secteurs agricoles<sup>45</sup> et forestiers, *il accueille aujourd'hui une variété impressionnante de fonctions et d'activités* (tourisme, industrie, résidences d'actifs travaillant en ville, etc.) si bien qu'il n'est plus possible de le définir uniquement par la nature de ses emplois<sup>46</sup> et encore moins par sa structure sociale<sup>47</sup>. En fait, les différentes définitions du fait rural retenues ces dernières décennies traduisent essentiellement les mutations profondes qui ont marqué le monde des campagnes, celui des espaces ruraux et des sociétés qui avaient, dans le passé, été fortement influencées par les activités à caractère agro-sylvo-pastoral. Dans leurs travaux, les spécialistes de la ruralité insistent sur la pluralité des situations qui caractérise cet espace géographique dont l'évolution s'est effectuée de façon très différenciée selon les endroits. Cette diversité se manifeste à plusieurs niveaux, que ce soit à travers la différenciation spatiale de chacune de ses composantes<sup>48</sup> ou encore

---

<sup>45</sup> En dépit de son rôle plus modeste dans l'économie rurale, l'agriculture n'en demeure pas moins l'un des principaux éléments de caractérisation notamment en raison de son empreinte sur le paysage.

<sup>46</sup> Les activités rurales se répartissent entre l'agriculture, la forêt, les pêches, les mines, les loisirs extra-urbains, le logement, les services ou encore un certain type d'industrie locale. Par conséquent, il nous semble impossible d'utiliser une définition unique de l'espace rural du fait même de la diversité de ces activités.

<sup>47</sup> À ce chapitre, les sociétés rurales sont en profonde mutation du fait d'une mobilité fortement généralisée et de différents réseaux qui se créent à l'échelle plus large que le village. Ainsi, on retrouve dans certaines zones rurales un mode de fonctionnement social qui s'apparente à celui des villes.

<sup>48</sup> D'un strict point de vue géographique, l'espace rural inclut aussi bien des territoires côtiers que d'immenses forêts intérieures. Il peut s'étendre sur de vastes plaines agricoles ou encore se réduire à un petit noyau d'habitations situé en marge du milieu urbain. Chaque grande région offre un paysage rural différencié par les formes de relief mais aussi par des modes d'organisation de l'espace. En outre, l'hétérogénéité se manifeste également entre localités voisines insérées dans un même environnement naturel ou géographique et aussi entre régions aux caractéristiques biophysiques différentes.



dans la très grande hétérogénéité de ses milliers de petites communautés. Ainsi que le fait remarquer Bernard KAYSER (1992), il n'y a pas (et il n'y a sans doute jamais eu) de milieu rural au sens d'une formation socio-spatiale organisée. À cet égard, une définition de l'espace rural comme une seule et même entité est insatisfaisante. Ce qu'on appelle espace rural est la représentation d'une multitude de micro-milieus juxtaposés avec leur mode d'organisation et de fonctionnement, leurs structures et leurs objectifs spécifiques. Les nombreuses typologies élaborées par les spécialistes de la géographie, de l'économie et de la sociologie rurale rendent bien compte de cette diversité<sup>49</sup>. Elles confirment la très grande variété des situations et des dynamiques à l'œuvre en ce qui a trait aux cadres de vie, à la nature de ses paysages, à la forme de ses aménagements, à la distribution et à l'évolution de son peuplement, à ses modes de mise en valeur ou à ses relations de voisinage. Entre solidité et fragilité, entre déclin et maintien, les milieux ruraux présentent un visage composite qui associe plusieurs contraires.

En somme, la diversité, la pluralité et la mouvance de cet espace géographique en font une réalité difficile à circonscrire. Pour ces raisons, il appert plus approprié et

---

<sup>49</sup> Qu'il nous suffise d'en rappeler quelques-unes notamment celle de Bruno JEAN (1997, 1999) et d'Anne LEROY (1997) qui, dans le cadre de leurs travaux, distinguent les zones rurales périurbaines (ou économiquement intégrées, pour reprendre l'appellation de l'organisation de coopération et de développement économique), les zones rurales intermédiaires et les zones rurales éloignées (ou périphériques). Pour sa part, Bernard KAYSER (1990) identifie une couronne rurale de périurbanisation lointaine, un espace rural à économie agricole productive, un espace rural profond, un espace rural repris par l'implantation d'activités et de services urbains. Nicole MATHIEU (1982), de son côté, propose une approche du monde rural en cinq catégories: des espaces anciens d'intégration, des espaces intégrés par substitution de fonctions, des espaces productifs dépendants, des espaces marginalisés et des espaces abandonnés. JAYET (1996a et b) suggère de différencier les zones rurales en fonction de leurs caractéristiques organisationnelles et occupationnelles. Cette catégorisation se rapproche sensiblement de celle de BONTRON et CABANIS (1992) qui identifient des cantons ruraux périurbains, en développement résidentiel, touristiques, à agriculture bien structurée, intermédiaires, en stagnation, industriels, fragiles, en crise, etc. Enfin, un groupe de travail de l'Institut national de recherches agronomiques et de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INRA-INSEE) a proposé un découpage en quatre catégories: le rural sous faible influence urbaine, les pôles ruraux, la périphérie des pôles ruraux et le rural isolé.

pertinent de parler de milieux ruraux (au pluriel) plutôt que d'espace rural. En dépit de cette diversité, l'espace rural conserve toujours certains éléments de spécificité en raison des diverses contraintes structurelles et par la nature de son économie.

Ainsi, sous bien des aspects, les modes de vie ruraux diffèrent de ceux de la ville. La dispersion des habitations, la faiblesse de l'armature de services et l'ensemble du contexte environnemental créent des formes spécifiques de relations à l'espace qui, selon les régions, influent directement sur le vécu des gens (DUGAS, 1990: 15).

Nous présentons au tableau 1.5 quelques définitions que l'on retrouve dans la littérature sociologique et géographique contemporaine qui témoignent de la très grande diversité du fait rural. Si certaines de ces définitions, notamment celles de DUGAS et VACHON (1991), KAYSER (1990), SANSELME, BORNE et al. (2001), identifient quelques éléments de caractérisation et de spécificité de la ruralité, d'autres comme celle du ministère des Affaires municipales, de BRUNET et al (1995), de la COMMISSION DE L'ESPACE RURAL (1995), HOUSSEL (2000), GAGNÉ (2000), MOUSSALY (2001), voire celle de l'OCDE (1993), prennent appui sur une appréciation plus ou moins qualitative qui conduit inévitablement à une délimitation très approximative de cet espace.

À ces difficultés de nature conceptuelle s'en ajoutent d'autres d'ordres méthodologique, administratif et juridique. L'établissement de critères opérationnels comme le signale d'ailleurs l'organisme SOLIDARITÉ RURALE (1999) dans sa définition, s'avère une condition déterminante afin de pallier à ces différentes lacunes.

Tableau 1.5

## Recension des principales définitions de la ruralité

- 1) «Le milieu rural est un espace naturel ou un espace transformé par l'homme qui sert d'assise aux activités d'un groupe humain dont l'établissement est dispersé et peu dense. Un milieu rural se caractérise surtout par la présence d'activités agricoles (production végétale, animale, forestière) mais on y retrouve également des activités industrielles, touristiques, etc.» (MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES. Cité par Clermont DUGAS «Problèmes de définition et de délimitation du territoire rural», dans *Cahiers nantais*, no 28 (juillet 1986), p. 10).
- 2) «L'espace rural se définit comme un mode particulier de l'utilisation de l'espace et de vie sociale. Il est ainsi caractérisé par: (a) une densité relativement faible des habitants et des constructions, faisant apparaître une prépondérance des paysages à couverture végétale; (b) un usage économique à dominance agro-sylvo-pastoral; (c) un mode de vie de ses habitants caractérisé par leur appartenance à des collectivités de taille limitée et par leur rapport particulier à l'espace; (d) une identité et une représentation spécifiques fortement connotées par la culture paysanne» (KAYSER, Bernard. *La renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental*. Coll. Sociologie. Paris, Éditions Armand Colin, 1990, p. 13).
- 3) «Le milieu rural est celui que forment ou qu'offrent les campagnes» (BRUNET, Roger; FERRAS, Robert et THÉRY, Hervé. *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*. Coll. Dynamique du territoire. Paris, La Documentation française, 1995, p. 442).
- 4) «L'espace rural (...) se caractérise par les critères suivants: la prépondérance en surface des usages agricole, forestier ou naturel (l'espace rural ne se limite pas toutefois à l'espace agro-forestier), la faible dimension et la dispersion sur un vaste territoire des établissements humains, une gamme de services moins étendue et moins spécialisée que dans l'espace urbain, une organisation et un équipement du territoire à la mesure d'une population dispersée et d'une activité économique faible ou modérée» (DUGAS, Clermont et VACHON, Bernard. «Le Québec rural des années 90: son territoire, sa population, sa structure institutionnelle», dans Bernard VACHON (dir). *Le Québec rural dans tous ses états*. Montréal, Éditions du Boréal, 1991, p. 20).
- 5) «Les zones rurales englobent l'ensemble de la population du territoire et des autres ressources des campagnes et des petits centres de peuplement, situés en dehors de la sphère d'influence directe des grands centres urbains. La ruralité est un concept spatial ou territorial. Le terme ne désigne pas un mode d'exploitation particulier de la terre, ni un niveau de développement économique, ni un secteur déterminé» (ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Quel avenir pour nos campagnes? Une politique de développement rural*. Paris, Éditions de l'OCDE, 1993, p. 11).
- 6) «Le territoire rural traduit principalement des caractéristiques liées à la situation géographique et à la taille des agglomérations, c'est-à-dire, un espace où les agglomérations sont de petites dimensions et situées dans un environnement dont le peuplement est de faible densité. La pierre d'achoppement de la définition retenue du monde rural ne résidera pas dans l'identification de ses caractéristiques générales – physique, territoriale, démographique, économique et culturelle – mais bien davantage dans l'établissement de critères opérationnels» (SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC. *Avis pour une politique gouvernementale de développement rural*. Nicolet, janvier 1999, p. 7).

Tableau 1.5

## Recension des principales définitions de la ruralité (suite)

- 7) «L'espace rural est celui où les faits à caractères de plages revêtant la surface du sol l'emportent sur les éléments linéaires ou ponctuels offerts au regard» (COMMISSION DE L'ESPACE RURAL DE L'UGI. Citée par BONNAMOUR, Jacqueline. «Agricultures et campagnes aujourd'hui», dans BONNAMOUR, Jacqueline (dir). *Agricultures et campagnes dans le monde*. Coll. Dossiers des images économiques du monde. Paris, Éditions SEDES, 1996, p. 16.).
- 8) «La ruralité est le fait (...) d'une multitude de collectivités locales, microformations sociales qui sont de véritables systèmes sociaux dont les rapports à l'espace peuvent être analysés en termes de rapports économiques, de rapports sociaux, de rapports à la localité, de rapports à l'environnement» (BORNE, Dominique et SCHEILING, Jacques. *La France. Permanences et mutations*. Coll. Carré Géographie. Paris, Éditions Hachette Supérieur, 1995, p. 77).
- 9) «Univers de semblables, le rural désigne un groupe humain caractérisé par sa forte sociabilité, son réseau de relations de proximité qui scelle l'attachement à un type de relation entre les personnes qui se connaissent» (SANSELME, Franck. «Entre sciences sociales et sens commun. La «ruralité» dans les Maisons familiales rurales», dans *Économie rurale*, no 262, (mars-avril 2001), p. 65).
- 10) «Espace de faible densité et/ou de population, faiblement diversifié, aux sols peu artificialisés où l'agriculture tient une place dominante, où règnent principalement, à l'instar de l'activité agricole, les processus de dispersion des activités et des populations et que les processus d'agglomération ont tendance à se vider de leur contenu» (SCHMITT, Bertrand et GOFFETTE-NAGOT, Florence. «Définir l'espace rural? De la difficulté d'une définition conceptuelle à la nécessité d'une délimitation statistique», dans *Économie rurale*, no 257 (mai-juin 2000), p. 43).
- 11) «Le milieu rural est formé par la campagne et par la hiérarchie des villes petites et moyennes qui vivent en symbiose avec elle. Ses fonctions propres sont l'agriculture, l'industrie de transformation et certains services pour la population urbaine comme le tourisme» (HOUSSEL, Jean-Pierre. «Promotion collective et développement dans la France rurale progressive: l'exemple des Monts du Lyonnais», dans *Annales de géographie*, vol. 109, no 611 (janvier-février 2000), p. 23).
- 12) «La ruralité définit un mode de sociabilité impliquant une fonction nécessaire de solidarité, cimentant le tissu des communautés rurales partageant des valeurs communes, une culture et un référentiel d'appartenance: le territoire» (MOUSSALY, Sergieh F. *Crise de la ruralité et appauvrissement du Québec. Réflexion à propos des perspectives concrètes du développement des communautés rurales du Québec*. Montréal, Congrès de Solidarité rurale du Québec, février 2001, p. 9).
- 13) «On caractérise les espaces ruraux par leurs positions spécifiques dans l'ensemble du système spatial et par les flux d'échanges avec les autres espaces» (GAIGNÉ, Carl. «Appariement et stabilité de la relation d'emploi dans les espaces ruraux», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 5 (2000), p. 824).

### 1.5.1.1.2 Aspect quantitatif de la ruralité

Si la notion de ruralité est malaisée à définir d'un point de vue qualitatif en raison de la très grande variabilité et de la relativité des critères retenus par les analystes, il n'est pas plus facile, sensiblement pour les mêmes raisons, de proposer une définition conceptuelle précise et statistiquement opérationnelle<sup>50</sup>. Cela reflète notamment la très grande diversité des seuils statistiques utilisés à travers le monde comme le démontre le tableau suivant:

**Tableau 1.6**

**La limite entre le rural et l'urbain**

<b>Est considérée comme rurale, toute circonscription ayant moins de:</b>
200 habitants en Suède
300 habitants en Irlande
400 habitants au Danemark
2 000 habitants (agglomérés) en France
2 500 habitants aux États-Unis et au Mexique
5 000 habitants en Belgique
10 000 habitants en Espagne
30 000 habitants au Japon
40 000 habitants en Corée du Sud

Source: DIRY, Jean-Paul. *Les espaces ruraux*. Coll. Campus Géographie. Paris, Éditions SEDES, 1999, p.10.

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui regroupe 29 pays membres, attribue une valeur de seuil de densité de peuplement de 150 habitants au kilomètre carré pour caractériser les communautés rurales. Le Japon constitue la seule exception auquel l'organisme applique une valeur de densité démographique de 500 habitants au kilomètre carré pour distinguer les communautés rurales des communautés urbaines.

<sup>50</sup> Les critères de définitions reposent le plus souvent sur la densité de peuplement, la faiblesse de la population agglomérée, la continuité de l'habitat, etc. À ces éléments peuvent se joindre des considérations plus qualitatives concernant la structure sociale, les caractéristiques des lieux, des traits morphologiques liés à l'organisation de l'espace, etc.

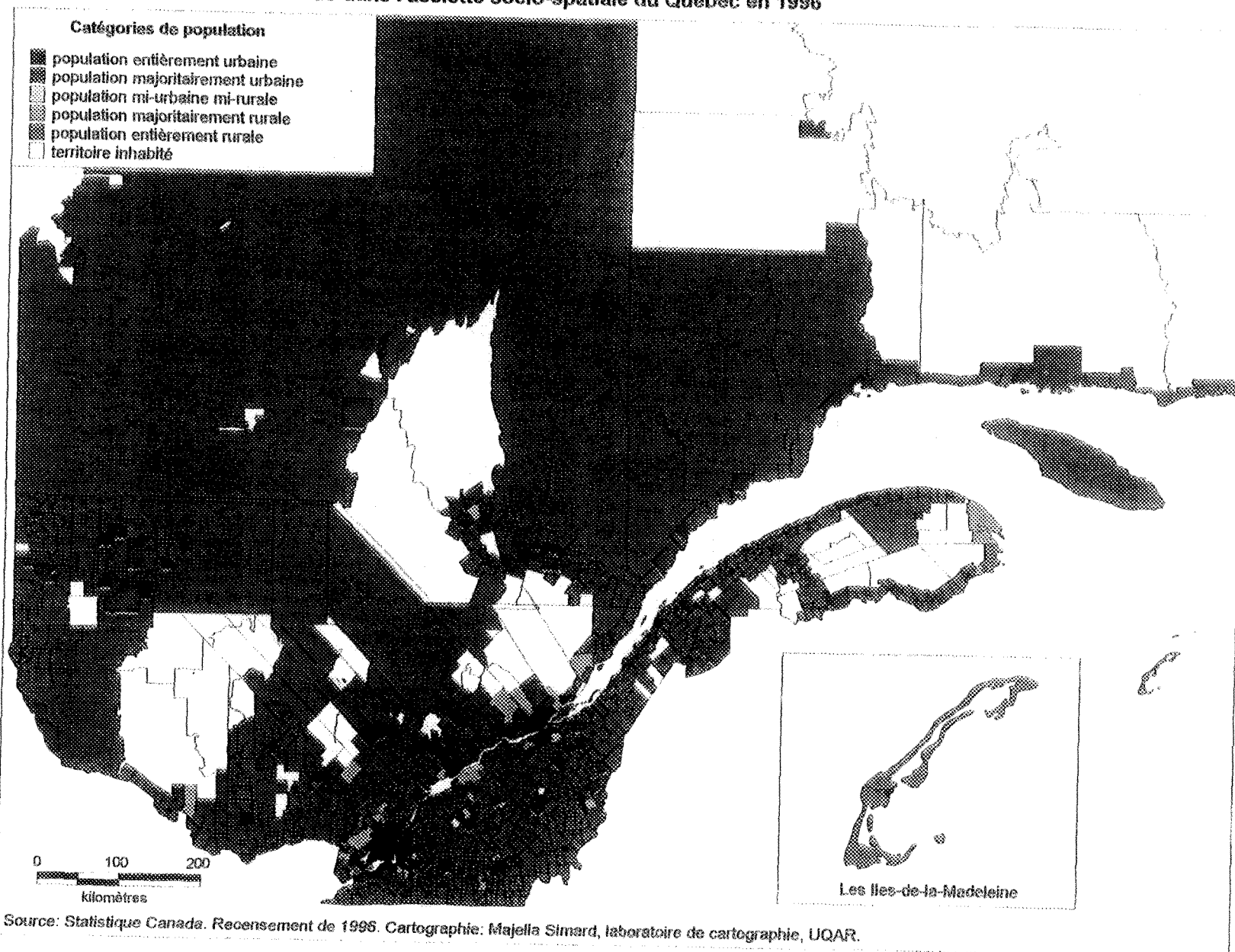
Au Canada, Statistique Canada s'est également donné une définition normative de la ruralité basée sur la taille démographique et la densité de population des localités. Selon l'agence fédérale, est considéré comme rural, tout territoire situé en dehors des régions urbaines, ces dernières étant définies comme une «concentration géographique d'au moins 1 000 habitants et une densité de population d'au moins 400 habitants par kilomètre carré» (STATISTIQUE CANADA, 1997: 239)<sup>51</sup>. La carte 1.3 illustre les différentes catégories de population selon la définition adoptée par Statistique Canada<sup>52</sup>. Ainsi, selon cette approche urbanocentrique, on dénombre 199 localités (sur un total de 1 599) entièrement urbaines (c'est-à-dire dont la population urbaine est de 100%), 159 localités majoritairement urbaines (c'est-à-dire dont la population urbaine varie entre 50,1 et 99,9% une localité mi-urbaine mi-rurale (c'est-à-dire dont la population urbaine est de 50%) et 1 138 localités rurales. Ces dernières se divisent en deux sous-groupes: les localités majoritairement rurales (c'est-à-dire dont la population rurale varie entre 50,1 et

<sup>51</sup> Cette façon de définir le rural par tout ce qui n'est pas urbain n'est pas exclusive à Statistique Canada. Au Québec, elle a notamment permis au ministère des Régions d'identifier les MRC à caractère rural dans le cadre de sa politique nationale de la ruralité. Ainsi, la définition du ministère se résume à une soustraction de l'ensemble du territoire national de l'espace occupé par les 31 agglomérations urbaines de plus de 10 000 habitants. En outre, plusieurs sociologues américains disent qu'ils effectuent des études sur des zones «non métropolitain» pour signifier qu'ils travaillent sur l'espace rural. Dans son essai de typologie des cantons ruraux français, la Société d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées utilise l'appellation «non urbains» pour désigner les cantons dont la densité est inférieure à 500 habitants par kilomètre carré. De même, l'Institut national scientifique d'études économiques définit l'espace rural comme étant l'ensemble des communes non intégrées dans l'espace à dominante urbaine. L'organisme distingue quatre catégories d'espaces ruraux: (1) le rural sous influence urbaine; (2) les pôles ruraux; (3) la périphérie des pôles ruraux et (4) le rural isolé. La première est définie par l'ensemble des communes rurales et des unités urbaines appartenant à l'espace à dominante rurale qui ne sont pas un pôle rural et dont au moins 20% des actifs résidents travaillent dans les aires urbaines. La seconde est constituée des unités urbaines ou des communes rurales appartenant à un espace à dominante rurale offrant de 2 000 à moins de 5 000 emplois et dont le nombre d'emplois offerts est supérieur ou égal au nombre d'actifs résidents. La troisième est formée de communes dont 20% au plus des actifs résidents travaillent dans les pôles ruraux. Enfin, la quatrième catégorie regroupe des communes rurales et des unités urbaines appartenant à l'espace à dominante rurale et n'étant ni un pôle rural, ni sous faible influence urbaine, ni une périphérie des pôles ruraux.

<sup>52</sup> D'autres organismes ou auteurs utilisent des seuils de démarcation différents de ceux employés par l'agence fédérale. Cette dimension opérationnelle de la ruralité est notamment celle que l'on retrouve dans les travaux de Clermont DUGAS, Jean-Luc MARRET et Robert DESMARAIS. Ces derniers considèrent comme rurale une entité territoriale dont la taille démographique est inférieure à 2 500 habitants.

Carte 1.3

Les populations urbaine et rurale dans l'assiette socio-spatiale du Québec en 1996



99,9%) et les localités entièrement rurales (c'est-à-dire dont la population rurale est de 100%). Elles recouvrent 98% de la superficie totale de la province (1,7% si on se limite uniquement aux portions aménagées des territoires municipalisés) mais ne supportent que 21,6% de la population du Québec. Bien que les deux paramètres utilisés par l'organisme fédéral constituent d'excellents indicateurs de l'intensité de l'occupation socio-spatiale, ils sont impuissants à rendre toute la dimension qualitative de la ruralité. À ce sujet, le commentaire de Michel BOISVERT (1978) s'avère toujours pertinent.

L'une des principales carences de la définition statistique est d'occulter arbitrairement le contenu du rapport de la population à l'espace: densité, morphologie de l'habitat, équipements, moyens de communications qui définissent un certain mode de vie. En prenant réellement en compte ces critères on aboutit à des types d'espaces différenciés qui n'ont plus guère de parenté avec l'espace rural statistique mais qui se dérobent toujours aussi bien à toute définition objective (BOISVERT, 1978: 68).

En raison de son imprécision, la définition de Statistique Canada a été maintes fois critiquée. Ces imprécisions sont de quatre ordres. En premier lieu, elles concernent certaines références usuelles au rural (comme les faits de localisation, la nature des occupations, etc.) qui ne sont pas prises en compte par l'organisme fédéral. En second lieu, elles portent sur la justification des seuils des deux paramètres utilisés par Statistique Canada. Pourquoi avoir retenu un seuil de 1 000 habitants plutôt que 2 500, une densité de 400 habitants par kilomètre carré plutôt que 500? En fait, ce problème nous rappelle GALLAND et LAMBERT (1993), «est exactement du même type que celui des frontières entre jeunesse et âge adulte, entre classes populaires et classes moyennes, etc. Il s'agit toujours, pour les besoins de l'analyse, de l'administration ou autres, d'introduire une césure dans ce qui est en réalité un continuum» (GALLAND et LAMBERT, 1993: 257). Troisièmement, la taille démographique et les densités par unité de surface ne s'appliquent pas toujours de manière concordante. En fait, il y a pratiquement autant d'exceptions que de cas généraux. Par exemple, la densité officielle



établie pour Dégelis, une petite ville de 3 086 habitants située au sud de la MRC de Témiscouata, n'est que de 6,2 habitants au kilomètre carré, ce qui laisserait entendre que sa population ne serait pas reconnue comme urbaine par Statistique Canada. Le même scénario vaut pour des municipalités qui ont le statut officiel de ville mais dont les densités par unité de surface sont inférieures à 400 habitants par kilomètre carré. Nous pensons plus particulièrement à Amqui, à Cabano, à Pointe-au-Père, à Causapscal, à Notre-Dame-du-Lac, à St-Pascal, à La Pocatière, à Gaspé, à Sept-Iles, à Rouyn-Noranda, etc. Enfin, certains analystes ont noté que les personnes vivant dans les régions rurales, telles que définies par Statistique Canada, ne sont pas «rurales» en ce sens qu'elles ont un meilleur accès aux emplois en ville et un meilleur accès pour y vendre leurs biens et services<sup>53</sup>.

En dépit de ses faiblesses, la définition de Statistique Canada, qui sert de norme officielle au Canada pour calculer les taux de ruralité ou d'urbanité ou encore pour analyser l'évolution de la structure de peuplement, demeure la plus précise de toutes les méthodes existantes. Elle a «le mérite d'être simple, d'usage facile lorsqu'on l'applique à des subdivisions de recensement équivalant à des municipalités, de correspondre assez bien à une certaine réalité perçue et de permettre d'identifier des ordres de grandeur et de suivre leur évolution dans le temps» (DUGAS, 1998: 19).

Dans le cadre de cette étude, l'expression «localités rurales», utilisée sans l'objectif «petit» désignera des entités géographiques de 2 500 habitants et moins. Ce

---

<sup>53</sup> Voir notamment à ce sujet: DUPLESSIS, Valérie; BESHIRE, Roland; BOLLMAN, Ray D. et CLEMENSON, Heather. *Définitions de «rural»*. Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural. Document de travail no 61. Ottawa, Statistique Canada, décembre 2002, 42 p. et annexes.

seuil nous permettra d'effectuer des comparaisons avec des milieux de plus petite taille démographique, notamment ceux de 500 habitants et moins. Cette définition opérationnelle du fait rural nous apparaît bien refléter la réalité de cet espace géographique. Il constitue, en outre, un bon seuil de démarcation entre les mondes rural et urbain. De plus, les problèmes du monde rural commencent généralement à se manifester en deçà de 2 500 habitants. Enfin, cette délimitation est couramment utilisée dans les travaux de différents chercheurs notamment dans ceux de Clermont DUGAS (1996, 1999).

#### **1.5.1.1.3 Aspects juridique et perceptuel**

Outre cette définition normative de la ruralité, on retiendra également une approche plus juridique telle qu'on la retrouve dans l'article 16.2 du Code municipal. Elle correspond aux statuts officiels du rural (ou de l'urbain) utilisés par le gouvernement pour qualifier les municipalités et identifier leur cadre juridique. Sont reconnues comme municipalités rurales (ou de campagne), les municipalités de campagne, de paroisse, de canton, de parties de canton, de cantons unis et généralement toute municipalité locale autre que les municipalités de ville ou de village. La Loi sur la protection du territoire agricole constitue un autre outil juridique de délimitation du territoire rural dans la mesure toutefois où l'on admet que des espaces classés agricoles sont ruraux. Une telle délimitation reste, par ailleurs, très approximative. En effet, de nombreuses zones identifiées comme agricoles débordent sur des espaces boisés, des sols en friche et des terres sans potentiel agricole reconnu. Elles s'insèrent aussi, dans bien des cas, dans la trame périurbaine.

Enfin, les problèmes de délimitation découlant des approches précédentes amènent certains chercheurs à des formes plus globales du monde rural. Ces derniers définissent comme ruraux des espaces qu'ils perçoivent comme tel en raison de la dispersion de leur population ou encore d'une économie orientée vers l'exploitation des ressources naturelles. Dans cette approche, c'est le jugement de valeur du chercheur qui considère comme rural telle portion de l'espace géographique. Une telle perception dépend du milieu de vie et de l'expérience acquise avec les réalités rurales. Le concept de ruralité élaboré par le ministère des Affaires municipales en constitue un bel exemple de ce genre de définition. Cette dernière, qui s'appuie sur une appréciation qualitative, ne peut pas faire autrement que de conduire à une délimitation très approximative de l'espace rural (cf. tableau 1.5). En fait, il est très difficile, voire impossible d'établir, selon cette approche, des critères précis de différenciation qui soient unanimement reconnus. En outre, le fait que l'agriculture occupe une place de plus en plus réduite dans la composition de la structure occupationnelle et dans l'utilisation du sol contribue à réduire considérablement la portée de la définition du ministère.

D'autres organismes, comme le défunt Office de planification et de développement du Québec (OPDQ), accordent le statut urbain aux localités qu'ils considèrent aptes à exercer un rôle de centre de services et d'éléments structurants dans l'armature urbaine. C'est ainsi que pour l'ensemble de l'Est-du-Québec<sup>54</sup>, l'OPDQ identifiait 15 agglomérations urbaines et 159 municipalités rurales. Ces dernières incluent de nombreuses entités considérées comme urbaines par Statistique Canada.

---

<sup>54</sup> L'Est-du-Québec comprend les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

De cette rapide exploration des aspects qualitatif, quantitatif, juridique et perceptuel de la ruralité, il est possible, en guise de conclusion à cette section, de dégager certaines caractéristiques spécifiques à cet espace géographique. Il s'agit de:

- la petite taille démographique des entités en cause;
- une faible densité d'occupation humaine par unité de surface;
- une dispersion plus ou moins grande des unités d'habitat;
- une occupation relativement extensive de l'espace avec une prépondérance en surface des usages agricole, forestier ou naturel du sol;
- une armature de services moins étendue et moins spécialisée que celle que l'on retrouve en milieu urbain;
- une organisation et un équipement du territoire à la mesure d'une population dispersée et d'une activité économique faible ou modérée;
- un type particulier de sociabilité qui se distingue par des relations interpersonnelles étroites, une tradition de solidarité, d'accueil et d'entraide mutuelle;
- un rapport particulier avec l'espace et l'environnement;
- un fort sentiment identitaire et d'interconnaissance qui anime des cultures locales diversifiées;
- une certaine souplesse dans la combinaison d'activités et de fonctions;
- un environnement biophysique distinctif.

Ce sont ces caractéristiques qui donnent au milieu rural ses principaux éléments de spécificité.

### 1.5.1.2 Les petites localités

L'adjectif «petit» fait référence à la taille d'un groupe, c'est-à-dire à l'aspect quantitatif de l'objet. Quant à la notion de localité, elle désigne une entité territoriale sur laquelle vit un groupe d'individus disposant d'un minimum d'infrastructures permanentes telles que les routes et les maisons. La localité ne possède pas de statut juridique ou administratif. Toutefois, elle correspond, dans la majorité des cas, à la municipalité, c'est-à-dire à une entité territoriale érigée juridiquement pour fins d'administration municipale. Dans cette étude, l'expression «localité» correspondra aux subdivisions de recensement de Statistique Canada. La subdivision de recensement est «un terme générique qui désigne les municipalités (telles que définies par les lois provinciales) ou leurs équivalents (par exemple, les réserves indiennes, les établissements indiens et les territoires non organisés)» (STATISTIQUE CANADA, 1997: 247). À moins d'indication contraire, nous retiendrons, pour les fins de cette étude, les territoires non organisés et les réserves indiennes. Ces milieux supportent, pour la plupart, des populations dispersées. En outre, ils sont généralement assimilés au monde rural.

Comme il n'existe pas de critère quantitatif pour définir ce qu'est une petite localité, la question qui se pose ici est de déterminer à quel seuil une localité est petite. Dans la présente étude, nous désignerons par «petite localité» une entité territoriale que l'on peut circonscrire géographiquement et dont la population est inférieure à 500 habitants<sup>55</sup>. Il ne s'agit pas d'un choix totalement arbitraire puisque celui-ci correspond à

---

<sup>55</sup> Nous ferons occasionnellement référence à la notion de «très petite localité». Il s'agira d'une localité dont la population est inférieure à 250 habitants.

une certaine réalité caractérisée notamment par les facteurs historico-géographiques et socio-économiques suivants:

- Premièrement, les localités de 500 habitants et moins se distinguent, pour la plupart, par une infrastructure de services très ténue.
- Deuxièmement, elles sont très sensibles aux moindres changements démographiques et/ou conjoncturels.
- Enfin, la majorité de ces petits milieux ont abrité, à un certain moment de leur histoire, une population beaucoup plus importante que celle qui prévalait en 1996. Leur taille actuelle reflète différentes catégories de problèmes (exode et vieillissement de la population, incapacité de reconverter leur économie, faibles niveaux de revenus, éloignement par rapport aux villes, dispersion de la population, etc.) qui n'ont toujours pas été résolus.

### **1.5.1.3 La fragilité**

#### **1.5.1.3.1 Historique et définition du concept**

Les sciences humaines ont cette singulière particularité d'étudier des phénomènes dont la définition, et donc la réalité elle-même, est problématique. La notion de fragilité appartient à cette catégorie de phénomènes qui intéressent les chercheurs en dépit des difficultés qu'ils ont à la définir et à la mesurer<sup>56</sup>.

---

<sup>56</sup> Certains chercheurs (TORRICELLI, 2001) utilisent l'expression fort bien choisie de «géographie du sensible» pour désigner la branche de cette discipline qui s'intéresse plus particulièrement à la description de la fragilité.

Bien qu'il ne fasse pas l'unanimité entre les différents chercheurs, le concept de fragilité a jalonné le cheminement intellectuel de nombreux auteurs européens. C'est une notion que l'on retrouve notamment dans les travaux de Maurice ALLFRESADE et Denys AGUETTANT, Paul HOUÉE, Hugues LAMARCHE, Hervé GUMUCHIAN, Marie-France ESPAGNEUL, Jean-Claude BONTRON, Christian MIGNON, François BRET et Jean GARREAU. Ces chercheurs ont porté une attention particulière aux espaces ruraux fragiles ou dévitalisés. Par ailleurs, rares sont ceux qui ont proposé une définition générale (ou absolue) de ce phénomène. Les recherches de Jean-René BERTRAND sont toutefois l'exception qui confirme cette règle générale. Telle une dent dont le nerf est privé de son tissu vital (la pulpe), les espaces fragilisés (ou dévitalisés) se caractérisent, selon cet auteur, par «une perte de substance (hommes, emplois...) et une diminution du dynamisme de la population» (BERTRAND, 1989: 29).

Plusieurs organismes français se sont également intéressés à cette problématique. Les premières manifestations du phénomène ont été identifiées par la Société d'études géographiques et sociologiques appliquées (SEGESA) en 1976. La notion de «zone rurale fragile» apparaît en 1980 lors de la création du Fonds interministériel de développement et de l'aménagement rural. Il s'agit essentiellement de territoires «à dominante agricole, où les exploitations ont été peu modernisées et diversifiées et où le secteur d'activités secondaire et tertiaire est peu développé» (PONCET, HAENEL, HUCHON et DU LUART, 1991: 13).

Dès 1981, l'analyse de la fragilité intègre des éléments plus généraux de l'environnement du monde rural jusqu'alors ignorés (la crise industrielle par exemple). La

SEGESA, en partenariat avec la Société d'études pour le développement économique et social (SEDES), propose différents critères de définition dans le but de développer une *approche méthodologique des zones rurales fragiles en France*. L'Institut de formation pour les cadres paysans et de gestion d'entreprises agricoles (IFOCAP) emprunte une démarche similaire à celle de la SEDES en 1983 en publiant un *Tableau de bord des zones rurales fragiles*. L'étude s'appuie sur les cas limousin, lorrain et Rhône alpin.

La persistance du problème incite la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) à intervenir. Elle demande à la SEDES et à la SEGESA de produire une étude portant respectivement sur l'identification des zones rurales fragiles et la fragilité des cantons ruraux français<sup>57</sup>, étude qui sera complétée en 1988 par l'élaboration d'une typologie des cantons du Massif central.

Par la suite, un colloque international en hommage au professeur André FEL se tenait à l'automne 1992 à l'Université Clermont-Ferrand en France. Les actes de ce colloque ont été publiés sous le titre *Des régions paysannes aux espaces fragiles*.

Une autre manifestation organisée par le Centre d'études et de recherches appliquées au Massif central (CERAMAC) et l'UPRES-A 6042 (Géodynamique des milieux naturels et anthropisés) réunissait, en septembre 1996, des géographes de l'Université Jagellone de Cracovie (Pologne) et ceux de l'Université Blaise Pascal

---

<sup>57</sup> Il s'agit de la recherche de Sylvie ESPARRE et al. *Nouvelles images de la France rurale*. Paris, Éditions La Documentation française, 1988, 48 p. et de celle de la DÉLÉGATION À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET À L'ACTION RÉGIONALE. *Rapport sur l'identification des zones fragiles*. Paris, Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, Société d'études géographiques et sociologiques appliquées, 1987, 13 p. et cartes.



(France). Sous le thème «Gestion des espaces fragiles en moyenne montagne: Massif central – Carpates polonaises», l'objectif de ce colloque franco-polonais consistait à analyser, sur un mode comparatif, les conditions et les perspectives du développement territorial dans deux massifs montagneux à la fois semblables (par l'emprise d'une agriculture de type familial notamment) et différents (par les densités humaines, le contexte socio-économique, etc.). La somme des contributions présentées s'inscrit dans une logique d'ensemble dont la cohérence apparaît clairement à travers les trois principaux thèmes abordés: les fonctions existantes, les possibilités et les limites du développement et la nature montagnarde.

La géographie clermontoise s'est fait une spécialité de l'étude des milieux fragiles. Plus récemment, un autre aspect important de la fragilité en milieu rural, celui du maintien des services de proximité, retenait l'attention des chercheurs affectés au CERAMAC. Leur étude, intitulée *Commerces et services dans les campagnes fragiles: régions intérieures françaises et ibériques*, présente le projet adopté dans le cadre du programme INTERREG IIC<sup>58</sup> concernant le développement des espaces ruraux de faible densité.

---

<sup>58</sup> Lancé en 1991 par la Commission européenne, le programme INTERREG a pour principal objectif de soutenir les activités régionales transfrontalières dans un souci de rapprochement des peuples aux frontières internes mais également externes de l'Union européenne. L'expérience INTERREG 1 a permis dans les deux programmes «Rhône-Alpes/Suisse» et «Franche-Comté/Suisse» de prendre la mesure des besoins des problèmes à résoudre et de créer des réseaux de coopération transfrontalière. INTERREG 2 a conforté ces réseaux. Il a permis d'identifier plus précisément les atouts, les difficultés et les priorités. Le programme INTERREG 3, qui se fonde sur les résultats des expériences antérieures, est présentement en cours d'approbation auprès de la Commission européenne. Il prend en compte la richesse du patrimoine naturel, le rayonnement transfrontalier des métropoles existantes, les potentialités en matière de coopération économique et le besoin de coopération entre les personnes notamment dans le domaine de la culture. Il comporte trois axes d'intervention: (1) encourager un aménagement concerté et coordonné de l'espace transfrontalier; (2) renforcer l'attractivité de l'espace de coopération en valorisant les ressources naturelles, culturelles, touristiques et patrimoniales et (3) favoriser les échanges dans les domaines de l'emploi, de la formation et de l'environnement économique.

Au Québec, les recherches qui ont eu cours jusqu'à présent ont davantage focalisé leur intérêt sur la notion de marginalité. De nombreux auteurs, en particulier des géographes, se sont penchés sur cette problématique. Bien que la plupart de ceux-ci l'aient abordée suivant une approche globale, certains ont orienté leurs travaux vers un créneau plus spécifique comme l'agriculture, la forêt, le tourisme, l'exode des jeunes, les relations ville/campagne, etc. (approche sectorielle). Mais dans la plupart des cas, ce sont les régions périphériques et, en particulier l'Est-du-Québec, qui ont servi de laboratoire de recherche et qui ont permis à maints chercheurs et organismes de rendre le concept opérationnel au plan méthodologique<sup>59</sup>. Cette notion de marginalité, d'après les travaux de Clermont DUGAS, fait référence à l'absence d'un bon potentiel biophysique, à un dépérissement économique, à l'existence de pauvreté ou à la persistance de mauvaises conditions de vie. Le terme «marginal» est couramment utilisé pour qualifier tout ce qui s'écarte sensiblement d'un groupe de référence considéré comme doté de caractéristiques «normales». Il a également été employé à diverses fins généralement pour appuyer des actions revendicatrices auprès des autorités gouvernementales ou pour mettre l'accent sur certaines disparités évidentes entre l'Est-du-Québec et les principaux centres urbains de la province. En raison de sa connotation péjorative, de son contenu perceptuel et de ses effets psychologiques, plusieurs résidents de cette région l'ont pris en aversion. Cette connotation est telle qu'elle

---

<sup>59</sup> Outre les recherches de Clermont DUGAS qui ont principalement porté sur ce phénomène, mentionnons, entre autres, celles du BAEQ. Les travaux de cet organisme ont également inspiré ceux de Lawrence DESROSIERS et du ministère des Affaires municipales. Ce dernier a classifié, en 1969, au moyen d'une typologie des taux d'urbanisation, 72 municipalités comme submarginales, 70 comme marginales et 15 comme très marginales. Du même souffle, la firme Metra, reprenant les critères (population, taux d'urbanisation, indice biophysique, indice économique agricole, indice socio-économique, position de la localité sur une route primaire ou secondaire) du BAEQ et de ceux du ministère des Affaires municipales, déterminaient 87 municipalités présumées marginales. Plus récemment, Hervé GUMUCHIAN (1990) et Patrice LEBLANC (1998) ont également exploré cette problématique dans une perspective géographique et sociologique.

contribue, à bien des endroits, à fausser la représentation de la situation réelle. De plus, le terme évoque des inégalités insuffisamment définies, donc estimées. En effet, si les variables relatives à l'emploi ou au revenu sont facilement mesurables, celles liées à la valeur réelle du milieu, au mode de vie et au niveau de services sont difficilement quantifiables. Il s'ensuit que l'information quantifiée n'est pas disponible pour classer d'une manière sûre les localités selon leur degré de marginalité. Finalement, on fait dire au mot «marginalité» bien plus qu'il n'exprime en réalité.

Pour en revenir plus spécifiquement au concept de fragilité, deux ouvrages publiés par le Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est-du-Québec (GRIDEQ), sous la direction de Danielle LAFONTAINE et de Nicole THIVIERGE (1999, 2000), ont porté exclusivement sur ce sujet. Il s'agit, dans les deux cas, des actes du colloque de la section développement régional de l'Association canadienne française pour l'avancement des sciences (ACFAS), éditions 1998 et 1999. Intitulé *Les régions fragiles face à la mondialisation. Stratégies communautaires, technologiques et culturelles d'innovation et de valorisation*, le premier aborde le problème de la fragilité régionale<sup>60</sup> dans un contexte de mondialisation des marchés. Dans cette étude, les auteurs, rattachés à des universités et à des centres de recherche québécois, canadien et européen, abordent différentes facettes de la fragilité: les inégalités spatiales, l'importance des liens communautaires, le rôle des technologies de l'information et de

---

<sup>60</sup> La notion de région est considérée ici dans son acception la plus large. Elle correspond, comme l'écrivent LAJUGIE, DELFAUD et LACOUR (1979), «à une aire géographique constituant une entité qui permette à la fois, la description des phénomènes naturels et humains, l'analyse des données socioéconomiques et l'application d'une politique. Elle se fonde sur deux critères principaux: homogénéité et intégration fonctionnelle et s'achève, à la fois, par le sentiment d'une solidarité vécue, et par des relations d'interdépendance avec les autres ensembles régionaux et avec l'espace national et international» (LAJUGIE, DELFAUD et LACOUR, 1979: 143).

communication, de l'économie du savoir et de la culture dans le processus de développement, l'implication des acteurs régionaux, etc.

Le second ouvrage s'intitule *Le développement et l'aménagement des régions fragiles à l'ère des mutations globales: nouveaux modèles, nouvelles cultures de coopération*. Comme son titre l'indique, cette étude porte davantage sur les changements globaux qui affectent le développement et l'aménagement des régions à l'échelle mondiale. Les nouveaux environnements, les cadres de pensée et les enjeux démocratiques font l'objet de la première partie de l'ouvrage alors que la seconde s'attarde plus spécifiquement sur les cultures et les réseaux de coopération comme outils de dynamisation du tissu socio-économique régional. Dans un cas comme dans l'autre, la problématique de la fragilité ne concerne pas nécessairement les régions reconnues comme telles, c'est-à-dire les territoires à problèmes socio-économiques sérieux. Elle est traitée d'une manière globale et appliquée à tous les échelons géographiques. Finalement, une seule recherche, effectuée par un géographe grenoblois, en occurrence Hervé GUMUCHIAN (1990), a pour objet spécifique l'étude de la fragilité, au sens où nous l'entendons. Son analyse repose sur l'Abitibi rural, une région située «à la périphérie de la périphérie», pour reprendre les termes du chercheur. Comment se vivent, se gèrent et se projettent dans l'avenir ces espaces pratiquement vides d'hommes? Telle est la principale question que se pose l'auteur. Pour y répondre, ce dernier élabore un indice de fragilité auquel vient se greffer une enquête-questionnaire réalisée par les étudiants du département de géographie de l'Université de Montréal. Riche d'enseignement, la recherche ne s'intéresse pas particulièrement aux petites

localités qui, comme nous l'avons sommairement démontré, apparaissent les plus précaires aux plans de la démographie et de l'économie.

Au sens étymologique, la fragilité est une disposition à être brisée, c'est-à-dire changée, transformée, une tendance à l'instabilité. Le GRAND ROBERT de la langue française la définit comme suit: «Faculté à être altéré, détérioré, détruit» (GRAND ROBERT, 1985: 679). Au sens figuré, le concept de fragilité est étroitement lié à celui de disparité. Il exprime la carence relative d'une situation par rapport à une autre. Ces carences s'observent tant aux niveaux géographique, historique, économique, social, culturel qu'au niveau politique. Dans bien des cas, on constate une superposition de ces différentes situations. La fragilité des milieux ruraux ne tient pas seulement à leur situation périphérique mais aussi à la composition d'éléments qui, à un certain moment, vient rompre une situation de développement.

Si une région ou une localité marginale est nécessairement fragile, l'inverse n'est pas toujours vrai. Par exemple, une localité peut présenter certains signes de fragilité (insuffisance de services, vieillissement de la population, etc.) tout en étant en stabilité, voire en relative croissance sur le plan démographique. Dans un tel contexte, la notion de fragilité, tout comme celle de dévitalisation à laquelle Clermont DUGAS (1996) fait référence dans l'un de ses ouvrages, «prend une valeur toute relative et ne traduit pas un effondrement de toutes les formes de dynamisme ni l'arrêt de l'innovation et de la modernisation» (DUGAS, 1996a: 130). Dans bien des cas, des localités cataloguées de fragiles, voire de marginales<sup>61</sup> font preuve d'un certain niveau de dynamisme qui se

---

<sup>61</sup> Des exemples concrets seront évoqués au chapitre suivant.

traduit notamment par une amélioration de l'espace construit, la présence d'associations ou d'organismes communautaires, l'implication de nombreux bénévoles, etc.

Si l'on veut construire une notion propre au langage scientifique, il nous faut définir une notion de fragilité qui soit pertinente tant sur le plan théorique qu'opérationnel. Au plan théorique, la notion de fragilité fera référence, dans cette étude, aux problèmes socio-économiques, culturels, politiques et géographiques des petites localités rurales<sup>62</sup>. Ces problèmes réfèrent à la fois à des situations héritées (déprise démographique, crise économique, mutations de l'espace, etc.) et à des dynamiques actuelles. À cet égard, nous pouvons comparer, toutes proportions gardées, la fragilité des petites collectivités rurales à l'état de la santé de l'être humain. Ainsi, un individu dont la santé physique est fragile sera davantage sujet à contracter différents types d'infections virales (influenza, gastro-entérite, amygdalite, etc.) ou de maladies (cardio-vasculaires, anémie, cancer, etc.). Sa santé est fragile parce qu'il manifeste des insuffisances et des problèmes internes. Du même souffle, un même événement peut entraîner des séquelles psychologiques différentes d'une personne à l'autre. Pour les uns, la perte d'un emploi, une séparation ou une peine amoureuse peuvent être la cause d'un stress passager. Pour d'autres, plus fragiles, de tels événements sont autant de facteurs susceptibles d'occasionner un burn-out ou une dépression. Par ailleurs, tous les individus différents en poids et en gabarit au plan physiologique ne sont pas nécessairement fragiles. De même, la fragilité des petites localités rurales se manifeste différemment d'un endroit à l'autre. La dynamique de la fragilité est d'autant plus difficile à cerner que la variété des

---

<sup>62</sup> Sur le plan opérationnel, nous avons déjà présenté, à la section 1.4.2, la grille d'analyse qui nous permettra de mesurer le phénomène de fragilité.

situations est infinie. Toutefois, le risque semble plus élevé dans les zones isolées des principaux axes de peuplement.

Ainsi, les notions de fragilité et de marginalité seront utilisées pour illustrer et caractériser différents niveaux de malaises que l'on observe dans les milieux à faible et à très faible densité humaine. Le concept de marginalité désignera une situation de fragilité très avancée. Il fera donc référence à la dégradation du contexte socio-économique d'une localité fragile dont les conséquences se traduisent notamment par une diminution de la qualité des services, une structure occupationnelle déficiente et une faible capacité du pouvoir d'achat. À titre d'exemple, on pourra dire d'un milieu qu'il est «marginal» lorsque son revenu familial moyen (ou tout autre type d'indicateur) est inférieur à 50% de celui du Québec. Dans le cas où ce même niveau de revenu oscille entre 50,1% et 74,9% de la moyenne provinciale, une localité pourra être considérée comme étant «très fragile». Enfin, les entités dont le revenu équivaut entre 75,0 et 99,9% de celui de la province pourront être cataloguées de «fragiles». Nous distinguerons également différentes catégories de fragilité:

- la **fragilité économique**: sera considérée en regard de caractéristiques internes à la localité telles que le sous-emploi, le faible niveau de revenu, etc.
- la **fragilité démographique**: servira à décrire une localité ou une région dont la population est en stagnation ou en régression au plan démographique;
- la **marginalité géographique**: sera utilisée d'autre part, pour mesurer divers degrés d'éloignement (éloignement par rapport aux routes principales, centres de services et aux grandes villes du Québec) et, d'autre part, pour référer à des espaces situés à l'écart de la zone de peuplement continu.

### 1.5.1.3.2 Fragilité rurale et développement régional

Il n'existe pas, à notre connaissance, de bases théoriques justifiant de manière globale la fragilité rurale pas plus qu'il y a unanimité entre les différents spécialistes du développement sur l'approche convenant à son atténuation. Ainsi que le fait remarquer le géographe Paul HOUÉE (1996), «les dynamiques rurales échappent en partie aux classifications, aux prévisions et aux modèles qui prétendent les canaliser» (HOUÉE, 1996: 58).

Différents modèles<sup>63</sup>, qui relèvent essentiellement de la science économique et, plus particulièrement de l'économie spatiale, ont servi de cadre d'analyse pour examiner différents aspects du fait rural que ce soit ici au Québec ou à l'étranger. Certaines théories ont apporté des éclairages sur une ou plusieurs dimensions de la fragilité. D'autres l'ont traité davantage sous l'angle des disparités régionales en s'appuyant, entre autres choses, sur le modèle centre/périphérie, la théorie du développement inégal ou le concept de polarisation. D'autres encore, ont porté plus spécifiquement sur les principaux facteurs de développement. Tous ces modèles n'ont cependant fait qu'effleurer une partie du phénomène. En outre, la plupart de ces théories ont généralement tendance à négliger de nombreux éléments tels que le rôle de la bureaucratie, les décisions gouvernementales, les facteurs géographiques (migrations, effets d'agglomération, éléments de localisation, etc.), le poids des structures, les

---

<sup>63</sup> À titre d'exemple, mentionnons notamment la théorie des cercles concentriques, le modèle de localisation industrielle, la théorie des lieux centraux, la dichotomie centre/périphérie, la théorie du développement inégal, la théorie du développement par étape, la théorie du développement local et communautaire, la théorie des milieux innovateurs, la théorie des avantages comparatifs, le modèle de la base économique, les différences de productivité, la demande globale, les situations de dépendance à l'égard des transferts gouvernementaux et des centres extérieurs de décisions, etc. Même les modèles plus récents (nouvelle géographie économique, théorie de la concurrence spatiale, gouvernance et micro-régulation locale, etc.) ont du mal à expliciter les diverses dimensions de la fragilité rurale.



mentalités, les idéologies, les symboles, les considérations politiques, la force de l'opinion publique, la culture locale, etc. Conçus pour des échelles d'analyse très particulières, ces modèles s'appliquent mal à d'autres de dimension différente<sup>64</sup>.

Si les diverses théories du développement permettent de comprendre et de mieux cerner certaines problématiques du monde rural, elles sont confrontées à des situations si diverses dans leur application que leur universalité dépend moins de leur caractère général que de leur capacité d'adaptation et de souplesse face aux nombreuses particularités de ce milieu. «Les situations régionales sont complexes et ne se laissent pas enfermer dans des explications valables pour tous les cas sous tous les cieux et pour toutes les époques», nous rappelle CÔTÉ (CÔTÉ, 1995: 4). Tout un pan du monde rural se voit donc pratiquement reléguer aux oubliettes d'où l'intérêt de centrer notre étude sur un certain nombre de localités à problèmes. Bien que nous disposons de jalons fort intéressants qui s'appuient à la fois sur des données scientifiques et des procédés empiriques, un véritable modèle servant à élucider les différentes facettes de la fragilité rurale reste encore à élaborer<sup>65</sup>.

---

<sup>64</sup> Certains auteurs (dont BRUNEL, 1995), vont même jusqu'à prétendre qu'il n'existerait pas de modèle de développement. La revue *Histoires de développement* est née de cette intuition et fonde son approche pragmatique et expérimentale sur une analyse de la crise de tous les modèles de développement.

<sup>65</sup> Par analogie au monde de la médecine, on pourrait facilement comparer l'état de la recherche en développement régional à celle qui s'effectue présentement dans le traitement du sida. Chacun sait qu'à l'heure actuelle, il n'existe aucun médicament permettant de guérir cette maladie. Par ailleurs, la plupart des chercheurs soutiennent que la combinaison d'antibiotiques à l'AZT (trithérapie) pourrait, chez certains patients, ralentir la progression du virus. De même, il n'existe aucun remède miracle qui pourrait s'appliquer de façon uniforme au développement socio-économique des petites localités. Ces dernières possèdent leurs propres caractéristiques, leurs propres ressources, leurs propres faiblesses, leurs propres contraintes qui font de chacune, un cas spécifique dont le diagnostic est unique. Par contre, la conjugaison d'éléments provenant de l'une ou l'autre des diverses théories de développement local et régional peut, jusqu'à un certain point, s'avérer efficace pour appréhender les milieux fragiles et assurer leur maintien, voire leur développement.

Pour ces raisons, il nous est apparu plus approprié de décrire et d'analyser le phénomène de la fragilité, d'une manière globale, en étayant cette analyse de données empiriques, de références bibliographiques et de résultats d'enquêtes. Nous croyons que cette approche descriptive et analytique apportera un éclairage nouveau sur une réalité bien présente dans le Québec des régions rurales périphériques et, plus particulièrement, dans celle du Bas-Saint-Laurent. Parce que cette fragilité comporte des implications socio-économiques considérables notamment en ce qui concerne le secteur des services et certains aspects de l'exploitation des ressources, parce qu'elle est susceptible d'orienter l'avenir des individus qui la vivent et parce qu'elle commande des orientations particulières dans les plans d'aménagement et de développement des entités concernées, elle mérite une analyse approfondie particulièrement dans le cadre d'une thèse de doctorat en développement régional.

#### 1.5.1.4 La notion de fragilisation

Le concept de fragilisation est tout aussi équivoque que celui de fragilité. Une relecture de la littérature fait apparaître un usage plutôt restreint de cette notion. En fait, les chercheurs utilisent beaucoup plus fréquemment les termes marginalisation, dévitalisation, déstructuration et même désertification<sup>66</sup> pour désigner des espaces qui échappent à tout mouvement d'accroissement démographique et qui sont gravement

---

<sup>66</sup> Dans la littérature européenne, ce terme est utilisé pour désigner des territoires qui, peu à peu, reviennent à leur état naturel en raison de la prédominance de la friche et de la disparition de toute activité humaine. C'est notamment le cas de certaines régions françaises telles que Poitou, Berry, les Pyrénées, le Massif central dont les effectifs démographiques atteignent, dans bien des cas, moins d'une centaine d'habitants par commune. Voir notamment à ce sujet le premier chapitre de l'ouvrage collectif dirigé par Bernard KAYSER (1993) intitulé: *Naissance de nouvelles campagnes*.

affectés par l'effritement de leur tissu socio-économique. Pour PERRIER-CORNET, SÉNÉBÉ et SYLVESTRE (1997), de tels concepts décrivent, sans distinction aucune, des espaces exclus du développement.

Par analogie avec l'organisme humain, nous pouvons dire que cette notion reflète un état d'anémie qui affecte les petites localités rurales et plus particulièrement, celles situées loin des grands centres. Au sens premier, l'anémie est un appauvrissement du sang, élément vital, caractérisé par une diminution progressive des globules rouges. De même, la fragilisation rurale est un processus d'appauvrissement des petites localités dû à divers facteurs d'ordre social, économique, géographique et historique tels que l'éloignement des pôles de développement, la dispersion de la population, la pauvreté des sols, l'épuisement ou la mauvaise gestion des ressources naturelles, la décroissance démographique, les fluctuations économiques, etc. Nous insistons sur le terme «processus» car contrairement au concept de fragilité, la fragilisation comporte une dimension temporelle. De fait, elle ne fait pas que refléter le présent, mais elle engage aussi l'avenir puisqu'elle implique la perte et l'amenuisement de facteurs de développement tant physiques qu'humains.

#### **1.5.1.5 La notion de développement**

D'un strict point de vue étymologique, le développement est l'action de dérouler, de déployer, de donner sa pleine ampleur à quelque chose qui était jusque là enroulé, replié ou virtuel. Concept polysémique s'il en est un, le développement désigne une

réalité complexe, mouvante, extrêmement variée et en constante ébullition.

ABEDLMALKI et MUNDLER (1995) distinguent deux approches permettant de le définir:

- l'approche francophone qui considère non seulement la dimension économique mais aussi les aspects sociologiques et philosophiques du développement;
- l'approche anglosaxonne qui met l'accent sur les problèmes des déséquilibres entre les principaux cycles économiques d'une part et les différents systèmes socio-spatiaux de l'autre. Cette méthode a cependant l'inconvénient de réduire l'étude du développement à celle du produit intérieur brut. Elle confond dès lors croissance et développement, deux concepts fort différents comme le souligne le géographe Pierre GEORGES (1993):

Alors que la croissance caractérise simplement l'augmentation des dimensions économiques (indices de production), le développement désigne lui, des processus tendant à la fois à la diffusion harmonieuse des effets de la croissance dans la société entière et à l'acquisition d'une autonomie de croissance (self-sustained growth). Il implique des transformations qualitatives et des modifications des structures sociales et économiques (GEORGES, 1993: 136).

Peu après la Seconde Guerre mondiale, le terme est dissocié de l'idée de croissance. C'est à ce moment que les pays industrialisés de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale prennent conscience des disparités croissantes qui les séparent de ceux sous-développés. Des spécialistes tentent de chercher des explications à cette situation d'où la construction des premiers modèles théoriques de développement. Parmi ces chercheurs, signalons l'excellent travail de François PERROUX (1969). «Le développement, écrit-il, est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement, son produit réel global» (PERROUX, 1969: 190). Et il ajoute à sa définition célèbre et désormais classique: «Ce sont des organes d'intérêt général qui transforment la croissance d'une industrie ou d'une activité en croissance d'une nation en voie de se faire et les

développements anarchiques en un développement ordonné» (PERROUX, 1969: 205). Bien qu'elle comporte quelques imprécisions – notamment en ce qui concerne la nature des changements sociaux évoqués et les conditions nécessaires pour qu'ils puissent être mis en œuvre – la définition de PERROUX présente l'avantage de souligner à la fois le caractère structurel et la dimension qualitative du développement. En ce sens, elle marque le passage d'une vision quantitative à une relecture beaucoup plus nuancée<sup>67</sup>. Du même souffle, elle suppose que les changements structurels liés au développement se traduisent par une amélioration non seulement du niveau mais aussi des conditions de vie. Ainsi que le précise MARÉCHAL (2000 et 2001), la notion de développement intègre les dimensions qualitatives du bien-être ignorées par l'approche en termes de croissance qui ne retient que l'aspect quantitatif de l'évolution économique.

La notion de développement n'intéresse pas seulement les économistes, les géographes et les sociologues mais aussi les théologiens qui ont été les premiers à introduire la dimension humaine à ce concept<sup>68</sup>. C'est ici que la notion de développement prend tout son sens en fonction de l'épanouissement de l'existence humaine sous toutes ces formes et dans toute sa plénitude. À titre d'exemple, citons la définition toute brève et toute simple du développement que Paul VI présentait en 1967 dans son encyclique sur *Le développement des peuples*. «Le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire

<sup>67</sup> En effet, avant la contribution de PERROUX, la notion de développement était essentiellement appréhendée en termes quantitatifs accordant une importance plus grande aux intrants tels que le PIB national, le niveau de qualification de la main-d'œuvre, le nombre de kilomètres d'autoroutes ou de chemins de fer par 1 000 habitants, etc.

<sup>68</sup> La notion de développement humain s'intègre également au courant dominant sur le développement mondial; en fait foi le rapport du Programme des Nations Unies pour le développement qui définit ce concept comme un «processus d'élargissement des choix qui passe par la possibilité de vivre une vie longue, saine et constructive» (PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT, 1998: 18).

promouvoir tout l'homme et tous les hommes»<sup>69</sup>. Cette formule maîtresse, adoptée comme credo par le tiers-mondisme humaniste dès la décennie 1960, a servi de fil conducteur à l'allocution de Monseigneur Bertrand BLANCHET, archevêque de Rimouski, qu'il a prononcée en octobre 1998 dans le cadre du Deuxième colloque annuel du doctorat en développement régional de l'Université du Québec à Rimouski. Plus récemment, la finalité humaine du développement a été mise en évidence par l'économiste indien Amartya SEN (2000), lauréat du prix Nobel d'économie 1998, dans un ouvrage récent intitulé: *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*. Ce dernier définit le développement comme un «processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus» (SEN, 2000: 13). Il fixe, comme objectif au développement économique, l'accès de tous à une liberté effective à savoir les capacités matérielles et institutionnelles nécessaires à une vie digne. Comme le rappelle le *Rapport mondial sur le développement humain* (1998), le paradigme du développement s'articule autour de quatre composantes: la productivité, la justice sociale, la durabilité et le contrôle des personnes sur leur destinée. C'est dans cette optique qu'a été conçu, à la fin des années 80, l'indicateur de développement humain. Élaboré par le programme des Nations Unies pour le développement, cet indice synthétise, pour chaque pays et par un seul chiffre, la durée de vie, le niveau d'éducation et le PIB réel corrigé par habitant. Aussi, on parlera de **développement durable**<sup>70</sup>, pour désigner un «développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à

<sup>69</sup> Cité par BLANCHET, Bertrand. «Conférence de Mgr Bertrand Blanchet, archevêque de Rimouski», dans *Penser et agir localement dans l'arène de la globalisation*. Coll. Actes et instruments de la recherche en développement régional. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est-du-Québec, 1999, p. 1.

<sup>70</sup> Ce modèle de développement se base sur trois principes fondamentaux à savoir la satisfaction des besoins essentiels, la conservation des ressources et des écosystèmes et la solidarité intergénérationnelle.

répondre aux leurs» COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT, 1987: 2:1).

Pour conclure cette section, la notion de développement peut être définie de façon formelle par quatre critères récurrents dans la littérature. Il s'agit de:

- la réduction des inégalités (LEROY 1997);
- l'utilisation optimale<sup>71</sup> des ressources (RAUTENBERG 1998; DUGAS, 1977, BAEQ, 1966);
- l'épanouissement intégral des individus et des collectivités (SEN 2000; BLANCHET 1999; SÉGUIER 1999; ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC 1976);
- l'amélioration générale des conditions de vie (MARÉCHAL, 2000).

Pour les fins de cette thèse, nous proposons d'adopter une définition du développement qui, tout en étant simple, inclut les préoccupations liées à ses différentes dimensions. Le développement désigne l'ensemble des transformations sociales, économiques, culturelles et techniques qui favorise l'accroissement du niveau de vie dans une perspective d'équité et de justice sociale.

---

<sup>71</sup> Mais encore faut-il préciser ce qu'on entend par optimum. Doit-on viser un optimum économique au sein d'une grande entité politique en faisant abstraction de toutes considérations sociales, culturelles et historiques? Cet optimum doit-il être fixé uniquement en terme de rentabilité économique?

### 1.5.1.6 La notion de perception

Le vocable «perception» tire son origine du latin *percipere* qui signifie «saisir par les sens». Dans le sens étendu du terme, le nombre de domaines d'étude recouvert par ce label est considérable. La notion de perception intègre des considérations à la fois sociologiques, environnementales, culturelles, géographiques, psychologiques, structurelles et occupationnelles.

La psychologie et, plus particulièrement, la psychophysiologie moderne, distingue différents types de perception: la perception absolue, la perception anorthoscopique, la perception catégorielle, la perception de la causalité, etc. Mais, de manière générale, elle peut être définie comme étant «l'ensemble des mécanismes et des processus par lesquels l'organisme prend connaissance du monde et de son environnement sur la base des informations élaborées par ses sens» (BLOCH et al., 1991: 551). Autrement dit, elle désigne une opération mentale dans laquelle interviennent non seulement les éléments fournis par les sens, mais aussi par les connaissances (qui viennent compléter les données sensorielles. Bien que certains partisans du gestaltisme avancent que les perceptions sont essentiellement automatiques et résultent de capacités innées, la plupart des chercheurs croient qu'elles découlent plutôt de l'expérience et d'apprentissage. En ce sens, elles correspondent à une conception de type constructiviste.

En sociologie, elle réfère à la représentation que l'on se fait des gens, de leur environnement et du jugement que l'on porte sur eux. Deux courants de recherche ont influencé les travaux sur la perception sociale:



- l'approche «new look» introduit des facteurs sociaux dans un domaine qui jadis relevait essentiellement de la psychologie. Les travaux issus de cette approche, qui influença par la suite les théories portant sur la catégorisation, ont tenté de montrer le caractère inné de l'expression et de la reconnaissance des émotions. L'intérêt des chercheurs s'est progressivement étendu au problème plus général de la capacité à juger autrui;
- l'approche gestaltiste (ou gestalt-théorique) met l'accent à la fois sur un besoin de cohérence (qui sous-tend l'organisation perceptuelle) et sur les règles d'organisation du système perceptif. Aussi, sous l'impulsion des travaux d'inspiration gestaltiste, les chercheurs s'intéressent particulièrement aux processus d'interférence mis en œuvre dans la formation des impressions et dans les phénomènes d'attribution causale. C'est ainsi que se succède toute une série de recherches portant sur les théories implicites de la personnalité (l'individu apprécie ses influences sur la conception qu'il a des liens existant entre les traits dits centraux) et, plus récemment, ceux de la théorie des schémas (l'individu traite l'information sociale à l'aide de catégories conceptuelles).

La géographie accorde une place centrale aux questions de perception et de représentation au point d'y consacrer, au même titre que la géographie de la population ou de la santé, une branche à part de sa discipline<sup>72</sup>. Dans son *Dictionnaire de la géographie*, Pierre GEORGES (1993) donne une définition toute simple de la perception.

---

<sup>72</sup> Adoptée officiellement comme méthode d'investigation au tournant des années 50, la géographie de la perception a été utilisée par maints chercheurs anglo-saxons qui ont été les premiers à l'expérimenter. Elle a été largement reprise par les géographes de langue française, en particulier par Antoine BAILLY, François PÉRON et Clermont DUGAS.

Il la définit comme étant «l'image de l'espace conçue par ceux et celles qui y vivent» (GEORGES, 1993: 344). Cette image de l'espace varie selon les classes sociales, la localisation géographique des individus et leurs expériences de vie<sup>73</sup>. De leur côté, BRUNET, FERRAS et THÉRY (1995) distinguent la perception de la représentation. La première correspond à un acte de terrain qui fait appel préférentiellement à des mécanismes sensoriels alors que la seconde réfère plutôt à une construction mentale détachée du terrain qui met en jeu l'histoire de l'individu, son imagination, ses références (et donc une composante socioculturelle). Aussi, l'étude de l'espace tel qu'il est perçu ou des territoires tels qu'ils sont appréhendés, appropriés, marqués par les sociétés, joue un rôle fondamental dans les recherches contemporaines. Toujours selon BRUNET et al. (1995), elle a permis à la géographie d'accomplir des progrès substantiels à partir des années 60. Ainsi que le mentionne URVOY (2000), «(...) la perception occupe une place centrale et déterminante dans toutes les activités humaines, au point qu'il semble que tout rapport entre les hommes et avec toute autre chose passe par elle, à moins même qu'il ne s'y réduise» (URVOY, 2000: 13).

Dans le cadre de la présente recherche, nous proposons la définition suivante de la perception: processus de création sociale ou individuelle permettant de comprendre, d'une manière objective, l'organisation de l'espace et qui est influencé par des facteurs tels que le degré de réceptivité aux stéréotypes du milieu, les valeurs sociales et

---

<sup>73</sup>Qu'elle soit riche ou pauvre, mobile géographiquement ou contrainte à la sédentarité, toute personne aura probablement une représentation mentale différente de son espace.

symboliques, l'appartenance sociale, les sentiments, les motivations, les connaissances, les souvenirs. Il s'agit donc d'une conduite qui implique l'être humain et son milieu.

### **1.5.1.7 La notion de sentiment d'appartenance**

Le sentiment d'appartenance (ou l'identité territoriale) réfère à la capacité, pour toute personne, de se considérer et de se sentir comme faisant partie intégrante d'un groupe, d'une famille, d'un ensemble ou d'une communauté. En d'autres termes, il désigne le rapport qu'entretient un individu à l'égard de sa localité et de son environnement. Ce rapport représente une dimension fondamentale et universelle de la condition humaine, car chaque individu qui demeure dans un milieu en subit inévitablement l'influence. Enfin, le sentiment d'appartenance traduit le besoin, pour un individu, d'approprier son espace, son cadre de vie.

Pour de nombreux auteurs (KAYSER, 1990, 1992, 1994, 1996, 1997; JEAN, 1998, CARRIER et LEBLANC, 1998; BICHE et al. 1996), l'appartenance territoriale constitue l'un des principaux éléments de caractérisation (et donc de définition) du fait rural, l'une des conditions de son existence. Le rapport au territoire se concrétise dans la construction du sentiment identitaire tant sur une base individuelle que collective.

Le sentiment d'appartenance à une collectivité permet de stimuler l'implication des individus<sup>74</sup>. En effet, plus une personne est intégrée à son milieu, plus elle est susceptible d'être imprégnée par la territorialité de ce milieu. Les individus qui passent leur vie dans la même localité, qui participent aux activités de cette localité, qui partagent les lieux privilégiés (sur les plans économique, politique, symbolique et affectif) et qui nouent des relations entre eux ont davantage de chance de développer un sentiment d'appartenance élevé à l'égard de leur milieu que ceux qui vivent en marge de leur communauté. En ce sens, MOQUAY (1998) mentionne qu'il constitue un facteur de confiance qui facilite l'établissement de relations stables d'engagement mutuel, la constitution de réseaux, l'entraide, le partenariat, l'échange et la coordination. Il représente un élément vital à la solidarité communautaire et au maintien d'un tissu social fort tant recherchés pour leurs effets organisationnels bénéfiques. Dans cette même foulée, il constitue pour maints auteurs (DIONNE et THIVIERGE, 2000; BRASSARD et GAGNON, 2000; VACHON et LEMIEUX, 1998; VINCQ, 1996; DUGAS, 1994) une condition essentielle au développement local, une réponse à certains problèmes du milieu rural périphérique, sans pour autant modifier dans leur ensemble les caractéristiques structurelles de ce même milieu. En outre, ces mêmes chercheurs reconnaissent, études à l'appui, que l'existence d'un sentiment d'appartenance à l'intérieur d'une communauté occupe une place centrale dans le processus de développement local ou régional. Ainsi, l'appartenance territoriale est à la source des initiatives pour la création d'emplois, la protection du milieu et l'épanouissement de la

---

<sup>74</sup> De nombreuses recherches ont d'ailleurs montré comment le processus d'initiatives de développement local commence par la construction d'une identité territoriale. Selon RAY (1998), cette dernière passe indubitablement par l'utilisation des potentialités locales et, à mesure qu'elle se renforce, elle produit un ensemble de ressources nécessaires au développement socio-économique d'une collectivité.

solidarité<sup>75</sup>. Le sentiment identitaire est donc placé successivement en amont ou en aval du processus de développement même si, dans tous les cas, ce sentiment demeure une variable fondamentale.

### 1.5.1.8 La notion de capital social

Née de la sociologie américaine, la notion de capital social est relativement nouvelle, bien que SILVERMAN (1940) reconnaissait déjà, à son époque, son rôle dans le développement économique des sociétés. Plus récemment, BOURDIEU (1983) dans un article intitulé «Economic capital, cultural capital, social capital», distingue différentes catégories de capital: culturel, économique, fonctionnel, linguistique, politique, professionnel et symbolique. HEALY et CÔTÉ (2001) différencient le capital social du capital physique et du capital humain à trois égards:

- il réside dans les relations et n'est pas la propriété exclusive de tel ou tel individu;
- il constitue, pour l'essentiel, un bien public en ce sens qu'il est partagé par un groupe;
- il est le produit des investissements réalisés par la société et en énergie, mais sous forme moins directe que dans le cadre du capital humain ou physique (HEALY et CÔTÉ, 2001: 23).

Mais c'est plus particulièrement depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle que le concept est théorisé par de nombreux sociologues. À ce chapitre, les chercheurs FALK et KILPATRICK (2000) définissent cette notion comme étant

la résultante d'interactions sociales qui contribuent au bien-être socio-économique d'une communauté. Ces interactions entraînent la connaissance et l'identité des ressources en même temps que leur application qui constitue une réserve de capital social. La nature

---

<sup>75</sup> Les manifestations du sentiment d'appartenance sont très variées. Elles prennent la forme de rencontres entre voisins, d'entraide mutuelle, de participation à des activités sociales et communautaires. Elles se matérialisent également par l'émergence d'initiatives, de luttes, de résistances et de revendications. Ces pratiques seront traitées plus en profondeur dans le cadre de la section 2.5 du deuxième chapitre portant sur les principaux éléments de spécificité du monde rural québécois et de ses petites localités. Une importante section du chapitre quatre portera également sur ce thème.

de ce capital dépend de divers acteurs tels que la qualité des interactions internes et externes dans un contexte historique et futuriste de réciprocité fondé sur la confiance et le partage de normes et de valeurs (FALK et KILPATRICK, 2000: 103-104, traduction libre).

Le concept est étroitement lié à celui de bien commun couramment utilisé en sociologie religieuse<sup>76</sup>. Ce dernier désigne l'ensemble des règles, des institutions, des moyens et des valeurs qui permettent de promouvoir et de garantir l'existence de tous les membres d'une communauté humaine afin qu'ils puissent se réaliser intégralement. Cette notion multidisciplinaire concerne l'économie, la sécurité, l'environnement, les ressources naturelles, la sécurité humaine, les droits de la personne, la santé, le développement et le travail. En science économique, l'introduction de la notion de capital social serait attribuable, selon COLEMAN (1990), aux travaux de Gleen C. LOURY. Elle référerait aux ressources sociales qui favoriseraient le développement humain. La définition de HIRSCHMAN (1995) abonde dans le même sens. Pour HIRSCHMAN, la finalité du capital social repose sur les efforts des individus à œuvrer collectivement à la réalisation d'objectifs non monétaires tels que la justice et la cohésion. L'atteinte de ces objectifs est à mettre en relation avec la capacité de résilience<sup>77</sup> d'une communauté. Cette capacité se construit de trois façons:

---

<sup>76</sup> Qu'il suffise de rappeler ici les travaux du théologien Joseph GIGUÈRE ainsi que ceux de Michel SALES et de Grégory BAUM dont les principaux titres figurent en bibliographie.

<sup>77</sup> Empruntée au monde de la physique, la résilience désigne la résistance des métaux aux chocs et aux pressions. De même, en sociologie, le concept réfère à la capacité d'action et d'adaptation d'une personne ou d'une communauté à faire face à une situation imprévue.

- en développant une vision commune de l'identité et des orientations de développement local;
- en cherchant des manières alternatives de répondre au changement constant;
- et en abandonnant la mentalité de victime<sup>78</sup>.

D'autres chercheurs, tels que HAMMOND KETILSON et al. (1998) et PINÇON; PINÇON-CHARLOT (2000), mettent plutôt l'accent sur les relations de coopération et de solidarité comme ressources collectives à la fois pour la société et pour l'économie. Selon eux, le capital social se manifeste à travers les réseaux, les normes et les relations de confiance et se développerait dans la coopération et l'aide mutuelle<sup>79</sup>. La multiplicité des réseaux permettrait non seulement aux individus de mieux affronter les problèmes mais encouragerait aussi l'émergence de solutions novatrices en période de crise. Selon PUTMAN (1994, 1999), la participation, la réciprocité<sup>80</sup> et la confiance<sup>81</sup> constituent les trois principaux éléments qui rendraient les communautés plus productives. En outre, signalons que la notion de capital social est de plus en plus utilisée, en sociologie rurale, pour tenter de comprendre les processus de revitalisation de certaines communautés

---

<sup>78</sup> Ces trois éléments ont été cités par Bruno JEAN dans le cadre d'une communication intitulée: *Le capital social et le développement des communautés rurales: enseignements d'un Observatoire rural canadien* présentée en mai 2001 au colloque «Prospective régionale: le devenir des espaces régionaux. Horizon 2025. L'Abitibi-Témiscamingue».

<sup>79</sup> Cette définition se rapproche sensiblement de celle évoquée par Jean-Louis LAVILLE et Marthe NYSENS (1999) dans leur ouvrage intitulé *L'entreprise d'économie sociale: éléments pour une approche théorique* (non publié). Ils définissent, au plan du fonctionnement des organisations, le capital social comme étant «(...) les caractéristiques des organisations sociales telles les réseaux, les normes et la confiance qui facilitent la coordination et la coopération en vue du bénéfice mutuel» (cité par MARÉCHAL, 2000: 185).

<sup>80</sup> La réciprocité généralisée constitue, selon DESMARTEAU (2000), la structure distinctive, voire la culture du capital social. Elle «développe la pratique du capital social en régissant l'harmonisation des intérêts personnels et collectifs» (DESMARTEAU, 2000: 7).

<sup>81</sup> PUTNAM considère la confiance à la fois comme une source de capital social et un résultat de ce capital.

rurales américaines<sup>82</sup>. Enfin, la Banque mondiale propose une définition du capital social. Elle le désigne comme étant «les institutions, relations et normes qui déterminent la qualité et la quantité des interactions sociales d'une société» (cité par HEALY et CÔTÉ, 2001: 24).

Si dans leurs travaux de nombreux sociologues et criminologues américains évoquent le capital social comme étant une condition essentielle au développement<sup>83</sup>, peu de chercheurs s'emploient à le mesurer créant ainsi une lacune importante notamment aux plans méthodologique et opérationnel. En règle générale, la plupart des instruments de mesure dont on dispose portent sur la confiance et les niveaux d'engagement ou d'interaction des activités sociales ou des activités de groupe. C'est à PUTMAN (1993) que l'on doit la première étude empirique portant sur la théorie du capital social. Ses mesures sont fondées sur un indice composite qui a permis de classer les États américains selon l'importance de leur capital social. Cet indice mesure l'engagement dans les organisations et les affaires publiques, l'importance du bénévolat, la sociabilité informelle (rencontre avec des amis) et les niveaux subjectifs de confiance entre les personnes. Ainsi, les États qui ont un indice élevé sont ceux où les enfants sont le mieux soignés et éduqués. Du même souffle, PUTNAM constate que les gens qui vivent dans un environnement riche en capital social sont moins malades et affrontent mieux les difficultés de la vie. Ils participent davantage à la vie socio-communautaire et sont plus enclins à prendre des décisions concernant l'avenir de leur milieu. Pour sa part,

---

<sup>82</sup> Les recherches menées par les sociologues américains Mildred WARNER (1999), Michael D. SCHULMAN et Cynthia ANDERSON (1999) ainsi que celles de Ian FALK et de Sue KILPATRICK (2000) confirment cette assertion.

<sup>83</sup> C'est le cas notamment de FLORA et FLORA (1993) pour qui le capital social constitue l'un des trois éléments-clés du développement, avant les infrastructures physiques et le leadership.



Jan L. FLORA (1998) a proposé, dans ses travaux, une grille d'analyse qui repose sur trois critères: la légitimité des alternatives, la mobilisation des ressources et la qualité des réseaux. À la suite de FLORA, FALK et KILPATRICK (2000) ont identifié 10 variables permettant de mesurer le niveau de capital social au sein d'une collectivité rurale donnée. Elles peuvent être regroupées en deux grandes familles: les variables dites d'apprentissage et celles liées au sentiment identitaire. Les premières comprennent le réseau de relations (internes et externes) de la communauté, le savoir-faire, les règles et procédures, le réseau de communication et les valeurs propres à la communauté. Quant aux secondes, elles englobent divers éléments tels que la confiance en soi, les normes, les valeurs, les attitudes, et l'implication et la participation des individus à l'égard de la communauté. PINÇOT et PINÇOT-CHARLOT (2000), pour leur part, le mesure par l'étendue des rapports avec les membres d'une communauté ainsi que par l'intensité de leurs relations. Une recherche effectuée par Bruno JEAN (2001), dans le cadre du projet de la Nouvelle Économie Rurale pour le compte de la Fondation canadienne de la restructuration rurale<sup>84</sup>, préconise quatre instruments de mesure. Il s'agit de la diversité symbolique, c'est-à-dire le degré d'ouverture de la population à l'égard des personnes différentes, aux idées et/ou aux comportements, la capacité de mobilisation des ressources, la capacité de travailler ensemble et la capacité d'établir des réseaux et des liens avec l'extérieur en vue d'obtenir des avantages de la part des diverses instances

---

<sup>84</sup> Créée en 1992, la Fondation canadienne de la restructuration rurale est un organisme sans but lucratif qui regroupe des chercheurs, des gens d'affaires et des communautés. Son mandat consiste à examiner les différents problèmes, opportunités et défis inhérents à la restructuration du Canada rural. D'une durée de cinq ans, le projet de la Nouvelle Économie Rurale s'inscrit dans le cadre des principales activités de l'organisme. Ce projet, débuté en 1998, s'intéresse particulièrement à la dynamique spatiale des communautés ainsi qu'aux principales transformations dont l'espace rural a fait l'objet au cours des 50 dernières années. Les thèmes abordés concernent la finance, la fiscalité, les emplois, les revenus, les capacités humaines et institutionnelles, les droits civils, etc. Les recherches sont censées déboucher sur l'élaboration d'une politique canadienne de développement rural.

gouvernementales. Enfin, la Banque nationale a élaboré une « mesure de confiance » du capital social à partir d'enquêtes à grande échelle. Ces enquêtes consistaient à poser aux individus des questions sur l'importance et les caractéristiques de leurs activités associatives et sur la confiance qu'ils accordaient à diverses institutions et personnalités.

Dans cette étude, le capital fera référence à l'ensemble des ressources, c'est-à-dire les potentialités physiques (agriculture, forêt, pêches, mines, attraits naturels et patrimoniaux) et humaines (formation, compétences, savoir-faire, entrepreneurship, etc.), dont une communauté dispose dans le but d'assurer son développement.

#### **1.5.1.9 Les notions d'économie solidaire, d'économie sociale et de tiers secteur**

Moult auteurs associent le concept d'économie solidaire à ceux d'économie sociale et de tiers secteur. Bien que ces trois concepts se complètent dans leurs objectifs et finalités et se succèdent historiquement, ils ont été marqués d'ambiguïté et de confusions terminologiques qui les handicapent encore de nos jours. Cette imprécision est attribuable à la difficulté de cerner leurs principales caractéristiques et d'établir des frontières notamment entre les économies publique et privée.

Par économie sociale, on entend l'ensemble des activités, des organisations et des structures économiques qui échappent à la fois au secteur capitaliste et au secteur étatisé. Ces structures prennent la forme de coopératives (de travail, d'alimentation, de consommateurs, agricoles, etc.), de mutuelles (de retraite, d'assurance, d'aide sociale,

etc.) et d'associations<sup>85</sup> à but non lucratif (sportives, communautaires, religieuses, etc.) dont l'éthique est de répondre aux divers besoins de la population dans un but autre que celui de la maximisation du profit. Elles reposent sur cinq principes fondamentaux: l'indépendance à l'égard de l'État et du grand capital, la libre adhésion des membres, la structure démocratique du pouvoir et de la gestion, la primauté de la communauté, des personnes et du travail sur le capital et la répartition équitable des revenus et des surplus.

Théorisé par les sociologues Jean-Louis LAVILLE et Bernard EME (1996) du Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'économie, le concept d'économie solidaire s'inscrit, à l'instar de l'économie sociale, dans une double perspective (c'est-à-dire à la fois marchande et associative) mais en intégrant celle-ci dans un projet de société<sup>86</sup>. Il apparaît, par ailleurs, dans littérature au moment de la Révolution française. Dans son ouvrage *Projet d'une constitution démocratique et sociale*, le philosophe et socialiste français Pierre LEROUX (1848) inspire une nouvelle forme économique basée sur la solidarité, une économie qu'il qualifie de «fraternelle». Il s'interroge sur le développement du modèle capitaliste dominant qui commence à régner en maître au début du XIX<sup>e</sup> siècle. La résurgence de l'économie solidaire, au milieu des années 70, est le prolongement de l'économie sociale du XIX<sup>e</sup> siècle. Sa principale

---

<sup>85</sup> Ces associations peuvent, par exemple, prendre la forme de centres pour la petite enfance, de ressourceries (c'est-à-dire d'un centre local, géré par une coopérative ou un organisme sans but lucratif, qui s'occupe de la récupération, du recyclage ou de la revente d'objets tels que des électroménagers, des résidus de construction, des meubles, des vêtements, etc.), de bénévoles engagés dans des services de soins à domicile, de popote roulante, etc.

<sup>86</sup> Ce projet de société s'appuie sur un autre mode de répartition et de distribution des richesses qui vise à l'accès à tous les individus à l'activité et aux droits sociaux et qui, enfin, offre la possibilité pour chacun d'être acteur d'un collectif afin de ne pas laisser se pérenniser un système et sa représentation où les uns seraient inclus et les autres exclus.

particularité relève du fait qu'elle ne se limite pas uniquement à créer de la richesse; elle favorise également la consolidation du lien social. Elle se structure pour combattre plus globalement certains dysfonctionnements sociétaux:

- les droits fondamentaux ne sont plus garantis pour tous;
- les inégalités s'accroissent;
- le lien consommation-profit-investissement-emploi ne fonctionne que pour une minorité d'individus;
- la puissance publique éprouve de plus en plus de difficultés à gérer la redistribution de la richesse collective;
- les sommes injectées dans la lutte contre la pauvreté et le chômage sont sans effet structurel;
- les catastrophes écologiques sont fréquentes.

Dans ce contexte, l'économie solidaire propose une redéfinition des rapports entre l'économique, le social et le politique. Étroitement liée à la notion de développement durable<sup>87</sup>, elle se distingue par la construction conjointe de l'offre et de la demande entre les professionnels, les usagers, mais également par l'hybridation des ressources entre économie marchande (secteur privé), économie non marchande (secteur public) et économie non monétaire (fondée sur les principes de dons, de contre-dons et de réciprocité). Dans cette optique, elle participe à la construction d'une nouvelle façon de vivre et de penser l'économie. Finalement, soulignons que l'économie solidaire se heurte à de nombreux obstacles liés notamment à l'intériorisation des valeurs libérales, à son positionnement, à son financement, à son statut juridique, à l'aspect

---

<sup>87</sup> La solidarité est au cœur même de la définition du développement durable.

aléatoire de toute recherche/action, à une alliance difficile avec les structures de l'économie sociale, à une structuration insuffisante et à des problèmes de communication et d'évaluation. La définition énoncée dans la *Déclaration de Lima*, nous apparaît la plus juste et la plus complète. Nous nous permettons de la citer:

L'économie solidaire s'appuie sur la coopération, le partage et l'action collective. Elle place la personne humaine au centre du développement économique et social. La solidarité en économie repose sur un projet tout à la fois économique, politique et social, qui entraîne une nouvelle manière de faire de la politique et d'établir les relations humaines sur la base du consensus et de l'agir citoyen (cité par: s.a. «Résister et construire. Deuxième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité tenue à Québec du 9 au 12 octobre 2001», dans *Économie et solidarités*, vol. 33, no 1 (2002), p. 47).

Quant à la notion de tiers secteur, elle a émergé d'un sentiment de crise de la dualité fonctionnelle «marchand public». Cette notion est souvent associée à cette fameuse «troisième voie». Introduite aux États-Unis dès les années 80 par les «nouveaux démocrates» puis en Europe par le sociologue Anthony GIDDENS (1999), elle vise à concilier efficacité économique et justice sociale. Elle se situe aux côtés de l'État et du marché. Parmi ses spécificités, on note les singularités fiscales (dispenses d'impôts ou de cotisations, subventions) et un mode de régulation complexe.

Pour les fins de notre travail, la notion d'économie solidaire sera utilisée en référence à un nouveau modèle de développement économique dont les fondements reposent sur des valeurs telles que la justice, l'autonomie, la qualité de vie, la parité, l'équité et la réciprocité. Ce modèle vise une valorisation optimale des ressources disponibles. Il privilégie la qualité au détriment de la quantité. Il cherche à valoriser et à échanger les savoirs ancestraux, utiles et adaptés au développement d'activités dans le monde actuel. Il préfère les métiers fondés sur la qualité laissant une large place aux capacités d'initiative. Cette nouvelle approche, qui s'appuie sur les démarches collectives

et participatives ancrées sur un territoire, mise sur l'importance des relations humaines structurantes et met l'accent sur des approches de développement ajustées aux besoins des communautés. Il émane à la fois d'actions individuelles et collectives visant à instaurer de nouvelles formes de distribution et de régulation de la richesse de façon à remettre au premier plan la dimension humaine du développement. À la différence du système capitaliste néolibéral, l'économie solidaire ne fait pas du marché un absolu capable de déterminer l'intérêt général. Elle en fait plutôt un instrument utile pour atteindre les objectifs économiques et sociaux que se fixent les communautés locales et la société nationale. En cela, son objectif principal reste l'amélioration de la qualité et du cadre de vie de l'ensemble des citoyens. Elle s'oriente vers un nouvel art de vivre et de gérer le capital social et humain de façon équilibrée avec de nouvelles règles du jeu qui reposent sur des principes de précaution et de prévention eu égard aux générations futures. Dans le contexte économique actuel, la mise en œuvre<sup>88</sup> de cette troisième voie relève davantage de l'utopie que de la réalité. Elle donne lieu, par ailleurs, à de multiples expériences sociales de coopération, de solidarité et de créativité et ce, à toutes les échelles géographiques. Elle a aussi le mérite de parfaire le cheminement intellectuel de nombreux chercheurs qui travaillent à l'élaboration de nouveaux outils et à la définition d'un corpus théorique en vue de son accomplissement.

---

<sup>88</sup> Cette mise en œuvre relève d'une alchimie complexe qui hybride ressources marchandes, investissements matériels et immatériels, concours monétaires et non monétaires, salariat et bénévolat, etc.

## **1.5.2 Les principales causes généralement associées à la fragilité rurale**

Les facteurs qui président à la fragilité d'un milieu sont très nombreux et s'imbriquent entre eux selon des modalités qui varient énormément d'un endroit à l'autre. Étant donné que les éléments structurels semblent les plus déterminants, nous leur accorderons une attention particulière dans le cadre de notre analyse. Dans son ouvrage intitulé *L'espace rural canadien*, Clermont DUGAS (1996) a identifié différents facteurs de disparité. Ces derniers, qui peuvent également être considérés comme étant les principales causes de la fragilité rurale, concernent essentiellement le potentiel biophysique, la structure du peuplement, les lois et les mécanismes de l'économie, les politiques gouvernementales, les idéologies dominantes et les perceptions. L'examen de ces facteurs, à l'échelle des petites localités, fera l'objet de la dernière partie de ce chapitre. Les facteurs endogènes ainsi que ceux reliés à la conjoncture seront abordés dans la dernière section.

### **1.5.2.1 Les facteurs structurels**

#### **1.5.2.1.1. Le potentiel biophysique**

Les petites localités portent sur leur territoire les marques de leur histoire. La plupart d'entre elles doivent leur existence à l'exploitation des ressources naturelles, plus particulièrement à la forêt, à l'agriculture, à la pêche et à la tourbe, qui ont contribué à façonner leur trame de peuplement<sup>89</sup>. Elles ont joué (et jouent encore) un rôle majeur

---

<sup>89</sup> Outre la mise en valeur des ressources, plusieurs facteurs ont conditionné la mise en place du peuplement. Mentionnons notamment les différents mouvements de colonisation supervisés par l'État et le clergé, la topographie, le climat, la qualité des sols, etc.

dans la différenciation socio-spatiale et les fluctuations de l'économie. La faible productivité des sols conjuguée à l'abondance de la matière ligneuse a forcé de nombreux agriculteurs, particulièrement ceux des petites localités nées pour la plupart de la dernière vague de colonisation, à recourir aux travaux forestiers afin d'assurer la subsistance de leur famille. Dans ce contexte, la faiblesse du potentiel agricole ne constituerait-elle pas l'une des principales explications pour justifier la fragilité de ces milieux?

Les différentes caractéristiques du milieu physique peuvent être considérées comme étant l'une des principales causes des disparités régionales. Bien que tous les écarts ne puissent être expliqués par l'inégale répartition des ressources, force est de reconnaître que leur présence, au même titre que les autres facteurs traditionnels de développement<sup>90</sup>, exerce une influence considérable sur la création d'emplois et les niveaux de revenus. À ce sujet, COPITHORNE (1980) estime que: «les ressources forestières, les ressources énergétiques et les métaux communs peuvent, dans une certaine mesure, être causes de disparités économiques interrégionales car ils engendrent de fortes rentes économiques qui sont réparties de façon inégale entre les régions» (COPITHORNE, 1980: 113).

Cependant, ce n'est pas uniquement l'absence ou la présence de ressources qui est responsable de la fragilité que l'on observe au sein des petites localités rurales du

---

<sup>90</sup> Les facteurs traditionnels de développement économique réfèrent au capital, aux ressources naturelles et humaines, aux infrastructures de transport et de communication, à la proximité des marchés, etc.



Québec, mais aussi l'utilisation que l'on en fait<sup>91</sup>. D'ailleurs, à ce chapitre, nos recherches et analyses ainsi que les différentes études et documents consultés montrent qu'à bien des endroits, il y a plutôt mauvaise gestion<sup>92</sup> et sous-utilisation des ressources qu'un déficit notamment dans les domaines de l'agriculture<sup>93</sup> et de l'acériculture.

<sup>91</sup> Que ce soit dans le cadre des travaux du BAEQ, du ministère des Affaires municipales ou encore ceux de la firme Métra, l'identification des localités marginales a toujours été interprétée comme la résultante d'une insuffisance de ressources. Ces organismes ont rarement pris en considération l'importance quantitative ou qualitative (comme les relations entre la localisation des richesses naturelles et la population) des ressources locales avant de conclure à la marginalité de ces espaces. Le BAEQ, par exemple, tient compte des superficies cultivables mais accorde peu de poids à ce facteur dans son indice global de marginalité. Pour sa part, le ministère des Affaires municipales exclut carrément le potentiel biophysique dans les 18 critères (la population de la municipalité, l'évolution de la population, la population de la zone d'influence de la municipalité, l'accessibilité au centre de service, l'indice d'activité commerciale, l'indice pondéré d'équipement urbain, les mass media, le nombre d'emplois industriels, la présence d'infrastructures hospitalières, scolaires et sociales, l'accessibilité par la route, le chemin de fer, les voies maritime et aérienne, la présence d'un réseau d'aqueducs, l'évaluation imposable de la municipalité, les dépenses municipales annuelles) qu'ils utilisent pour classer les localités marginales. Quant à la firme Métra, elle s'est inspirée des deux classifications précédentes et n'a pas approfondi la question du potentiel biophysique. Qui plus est, toutes les localités cataloguées de «marginales» se retrouvent dans un riche environnement forestier. Or, ces organismes n'ont jamais tenu compte de cette ressource dans la détermination du degré de marginalité. C'est plus spécifiquement la relation occupation-ressource qui devrait servir de déterminant dans les différents niveaux de marginalité. Cette insuffisance de ressources est aussi loin de tout expliquer particulièrement dans un contexte de grande mobilité géographique des facteurs de production et des nombreuses possibilités de diversification de l'économie. Nous reviendrons sur ce dernier point au chapitre cinq.

<sup>92</sup> À certains endroits, cette mauvaise gestion se traduit également par une surexploitation des ressources. Selon Louis BÉLANGER (2002), professeur en aménagement intégré des forêts à la faculté de foresterie, de géomatique et de géographie de l'Université Laval, le niveau de coupe actuel de la forêt résineuse au Québec dépasserait le niveau à rendement soutenu de l'ordre de 15%. Le chercheur attribue cette exploitation démesurée à la négligence du ministère des Ressources naturelles. À l'échelle des régions périphériques du Québec, la recherche d'une production à tous crins a également provoqué une surexploitation de la matière ligneuse dont le poète et chansonnier, Richard DESJARDINS (1999, 2003), a fait écho dans le documentaire *L'erreur boréale*. Dans une lettre adressée récemment au Premier ministre du Québec, l'auteur demande une enquête publique sur la gestion de la forêt au Québec. Le Bas-Saint-Laurent est particulièrement affecté par ces problèmes de mauvaise gestion. Dans la MRC de La Matapédia par exemple, la capacité forestière, pour l'année 2001, a été dépassée de 33%. Dans ce cas précis, cette surexploitation est attribuable aux industriels du Nouveau-Brunswick qui doivent s'approvisionner à 70% en forêt privée. De plus, les droits compensatoires qui leur sont imposés sont inférieurs de 20% à ceux des scieries québécoises. Ainsi, un entrepreneur québécois offre en moyenne 32\$ le mètre cube comparativement à 41\$ pour son homologue du Nouveau-Brunswick. En Gaspésie, la surexploitation de la ressource halieutique constitue une sérieuse menace pour la survie de certaines espèces notamment pour la morue. En outre, selon un article récent paru dans le quotidien *Le Soleil*, le moratoire imposé en 1993 n'aura rien changé à la diminution des stocks qui affecte l'ensemble du golfe du Saint-Laurent. Avec sa production cinématographique *Bacon, le Film*, le jeune réalisateur Hugo LATULIPPE et al. (2001) a montré les effets dévastateurs engendrés par la surproduction porcine et dont l'Union paysanne se fait maintenant le porte-parole officiel. Dans la même lignée, *La loi de l'eau*, un documentaire réalisé par Robert MONDERIE et Richard DESJARDINS (2002), dénonce les multinationales qui veulent transformer l'eau en marchandise, une opération présentée comme la fin de la rationalisation économique – Voir également à ce sujet, un article récent paru dans le quotidien *Le Soleil* et intitulé: «Des Montréalais veulent exploiter l'eau pure de la Gaspésie» –. Ce documentaire met aussi l'accent sur les mutations qui se produisent dans certaines sources d'eau agricoles en raison de la surutilisation de pesticides. Ces mutations se traduisent notamment par

À titre d'exemple, une étude pédologique réalisée par Yves DUBÉ et Jean-Marie MARTIN (1963) au début des années 60, dans le cadre de l'inventaire canadien des terres, révélait que la superficie mise en valeur par l'agriculture représentait 475 000 acres alors que les terres cultivées de classes un et deux totalisaient plus de 750 000 acres. Dans le cadre d'une recherche effectuée au milieu des années 70 pour le compte du ministère de l'Agriculture, Clermont DUGAS (1973) dressait un constat similaire à celui de DUBÉ et MARTIN. Il estimait à une cinquantaine le nombre de municipalités qui ne faisait pas une exploitation maximale de la ressource agricole dans l'Est-du-Québec. «La valeur de la production agricole pourrait être augmentée partout sans avoir à effectuer de nouveaux défrichements» (DUGAS, 1973: 56), écrivait-il<sup>94</sup>. L'étude de DUGAS venait aussi confirmer les travaux menés par le Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec qui retenait, dans les années 60, 273 000 hectares de terres cultivables dans cette même région alors que la superficie totale des exploitations agricoles s'établissait à 186 626 hectares<sup>95</sup>.

---

l'apparition d'anomalies chez certaines espèces animales (têtards incapables de se transformer en grenouilles, crapauds à six pattes, etc.).

<sup>93</sup> Cette sous-utilisation, qui se mesure davantage en valeur relative qu'absolue, dépend beaucoup plus d'un enchevêtrement de facteurs exogènes liés aux modes de productivité, aux mécanismes du marché, aux politiques gouvernementales, à la mondialisation de l'économie et à divers facteurs endogènes tels que l'absence de concertation entre les différents acteurs impliqués dans le développement socio-économique local, l'esprit de clocher, le défaitisme, etc.

<sup>94</sup> La mise en relation de la classification économique de chaque localité avec sa classification biophysique faisait notamment ressortir un niveau de mise en valeur très inférieur aux possibilités réelles du milieu. L'auteur signale toutefois quelques exceptions. C'est le cas, entre autres, de la petite localité de St-Damase qui, avec un potentiel biophysique très faible, réussissait à se classer parmi les meilleures paroisses agricoles de la région. Avec des productions sans sol, certains agriculteurs parviennent, tant bien que mal, à compenser les potentialités d'un milieu naturel plutôt ingrat.

<sup>95</sup> Il s'agit de l'étude suivante: GARCEAU, Raymond. *L'agriculture*. Mont-Joli, Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec, 1966, pagination multiple.

En ce qui concerne plus spécifiquement le secteur acéricole, une étude effectuée en 1994 pour le compte de la Forêt modèle du Bas-Saint-Laurent a démontré que seulement 358 000 entailles (sur une possibilité de 1 829 000) étaient actuellement exploitées sur le territoire de l'est du lac Témiscouata. Des observations directes et des enquêtes réalisées auprès de quelques acériculteurs de St-Athanase nous ont confirmé cet état de fait.

Cette mauvaise gestion des ressources agricoles entraîne un double phénomène: une sursaturation des terres à certains endroits et une sous-utilisation ailleurs<sup>96</sup>. L'exploitation des ressources est, en effet, subordonnée à des normes très rigides qui reposent essentiellement sur des critères de rentabilité économique. Cette apparente «défaillance» du marché peut également provenir, d'après GUÉRIN (1999), de l'existence de blocages dans la valorisation des richesses naturelles ou encore de l'absence de concertation entre les différents acteurs présents sur le territoire pour décider de leur exploitation. En outre, comme le rappelle DUGAS, «ce ne sont plus les seules caractéristiques biophysiques qui sont prises en compte, mais aussi celles de produits analogues provenant d'autres endroits, de coûts comparatifs d'extraction, de transformation et de transport vers les marchés, de règles internationales, de choix politiques et même de groupements écologiques» (DUGAS, 1996a: 192).

---

<sup>96</sup> Les impacts d'un tel mode d'exploitation sont exposés dans une contribution récente de Roméo BOUCHARD (2002a) intitulée: *Plaidoyer pour une agriculture paysanne pour la santé du monde*. Certes, l'agriculture productiviste comporte de nombreux vices que l'on pense par exemple aux dégâts causés à l'environnement par la surutilisation de pesticides et d'engrais chimiques, aux problèmes de désertification, de déboisement et de dépeuplement des campagnes. Cependant, force est de reconnaître qu'elle dispose également de plusieurs vertus. Elle incarne, à sa façon, le génie humain et sa victoire sur certains de ses éléments les plus irritants pour le travailleur (tâches harassantes, dépendance absolue à l'égard de la nature, etc.). Elle a également favorisé l'élaboration de mesures d'hygiène et de sécurité alimentaire exceptionnelles. Mais c'est sans doute sur le plan capitaliste que ses effets sont les plus probants, qu'on pense au seul abaissement continu des prix agricoles.

Mais il se trouve aussi que de nombreuses petites localités souffrent d'une absence réelle d'avantages comparatifs. Certaines se situent dans des zones soit dénudées de sols agricoles, soit disposant de sols dévalués par l'une ou l'autre des caractéristiques suivantes: faible profondeur, acidité, pierrosité, topographie accidentée, terres peu fertiles, climat défavorable, etc. L'activité agricole se présente sous des formes et des intensités très variables selon les endroits. Dans bien des cas, les disparités agricoles, qui persistent entre différentes catégories de milieux, s'expliquent davantage par des facteurs économiques (accroissement de la concurrence internationale, globalisation des marchés, croissance du commerce mondial, libéralisation des règles commerciales, fluctuations des taux de change, etc.) que par des composantes d'ordre biophysique<sup>97</sup>. À cela, il faut aussi ajouter les facteurs d'ordre géographique car les modes d'utilisation du sol sont fortement influencés par les diverses caractéristiques de la structure de peuplement dont les distances par rapport aux villes, la répartition spatiale de la population, les densités humaines, etc.

En somme, les disparités socio-économiques semblent répondre davantage à des éléments structurels et conjoncturels de niveau régional ou sous-régional et à des situations transitoires qu'à la pauvreté en ressources d'un milieu.

---

<sup>97</sup> Chômage, bas revenus, émigration de la population sont, dans de nombreuses localités, les conséquences reliées aux problèmes d'exploitation et/ou de la mauvaise qualité des ressources.

### 1.5.2.1.2 La structure de peuplement

La structure de peuplement est à la fois cause et conséquence de la fragilité des petites localités rurales. Elle est une cause dans le sens où ses différentes caractéristiques (éloignement par rapport aux villes, dispersion de la population, faiblesse de l'armature urbaine, etc.) constituent une contrainte majeure au développement socio-économique de ces milieux. Elle est une conséquence dans la mesure où elle résulte d'un long processus de mise en place de la population. À cet égard, «elle conditionne, retarde, et bien souvent, empêche les indispensables changements de s'opérer dans de nombreuses localités marginales» (DUGAS, 1996a: 191).

L'organisation de la structure urbaine s'avère déterminante en ce qui concerne l'état de santé socio-économique, l'évolution et les perspectives de développement de nombreuses municipalités. La ville exerce une influence significative sur les milieux qui l'avoisinent. Elle est une «puissance organisatrice», pour emprunter l'expression de DEDEIRE (1994), par la concentration de l'emploi et de la diffusion de son rayonnement économique. Son attractivité dépend de multiples facteurs parmi lesquels la taille démographique, la nature de l'économie, la quantité, la qualité des services et des emplois occupent une place considérable. Or, il se trouve que plusieurs petites localités sont éloignées des villes. Cet éloignement, qui sera analysé plus en profondeur dans le cadre de la section 2.5.1.1 du chapitre suivant, constitue un important facteur de fragilité. Car «plus on s'éloigne des villes, plus l'onde de développement s'affaiblit, pour s'inverser finalement en une force de succion qui aspire une partie importante des éléments dynamiques du milieu» (DUGAS, 1996a: 190). De plus, le réajustement constant de la

structure de peuplement rend inévitable la fragilisation de nombreuses entités territoriales.

Enfin, conjuguées aux autres facteurs de disparité, les diverses caractéristiques de la structure de peuplement<sup>98</sup> en milieu rural fragile créent une sorte de synergie déstructurante qui empêchent les petites localités de reconverter leur économie et limitent leurs opportunités de développement. La petite taille démographique de ces milieux constitue donc un important facteur de fragilité.

#### **1.5.2.1.3 Les lois et les mécanismes d'une économie de type néolibéral ou la prise de conscience des limites d'un modèle**

La fragilité des petites localités ne s'explique pas seulement par les diverses caractéristiques liées au potentiel biophysique ou à la structure de peuplement. Elle découle également de leur intégration à l'économie marchande. Le capitalisme, tel que nous le connaissons aujourd'hui, a fait l'objet de nombreuses critiques qui ont parfois donné lieu à des réactions diamétralement opposées. Selon les principaux tenants de ce modèle, l'économie de marché constitue le meilleur système pour organiser la production. Si ce dernier a su développer de façon remarquable le sens de l'initiative, de la créativité et de l'innovation, force est de constater qu'il comporte également de

---

<sup>98</sup> Ces caractéristiques, rappelle DUGAS, «sont souvent inhérentes à des voies de communication mal adaptées aux besoins modernes, à une infrastructure de services désuète et inadéquate, à des formes d'organisation de l'espace anarchiques, dysfonctionnelles et nuisibles et à des localisations excentriques et inappropriées par rapport aux éléments à mettre en valeur» (DUGAS, 1996a: 191).

nombreuses faiblesses. Ces dernières se manifestent, entre autres choses, par les très fortes inégalités qu'il génère notamment auprès des plus faibles<sup>99</sup>.

Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, maints chercheurs ont mis en évidence les effets pervers du capitalisme<sup>100</sup> notamment en ce qui a trait à la distribution de la richesse collective. C'est le cas, entre autres, de DURKHEIM, l'un des pères de la sociologie moderne, qui s'est inquiété de la désintégration des liens sociaux engendrée par le développement de ce système. WEBER, pour sa part, a cherché à ouvrir de nouvelles perspectives sur le fonctionnement culturel du capitalisme non sans évoquer ses inquiétudes sur la montée de la rationalisation et de la bureaucratisation; deux phénomènes qui, selon lui, conduisent inévitablement au «désenchantement du monde».

La révolution d'octobre en Russie, l'instauration des fascismes, l'évolution des États et la création de nouvelles nations font apparaître, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, trois formes<sup>101</sup> inusitées de capitalisme: le capitalisme d'État, les régimes de social-démocratie et ceux qualifiés de libéraux, autant de sous-systèmes qui soulèvent maints problèmes sociaux et économiques. L'un de ceux-ci concerne l'inégale répartition de la richesse que ce soit entre les différents espaces géographiques et les individus. De fait, en dépit d'une richesse en croissance tendancielle, les économies de marchés ne

---

<sup>99</sup> Or, les petites localités font justement partie des plus faibles: faible taille démographique, faible densité de population et des services, faible activité économique, faible niveau de revenu, etc.

<sup>100</sup> Certains sont même allés jusqu'à le qualifier de «sauvage», comme le montrent le maintien du protectionnisme, les politiques de colonisation et la multiplication des ententes.

<sup>101</sup> Quelques auteurs, dont WINDOLF (1999), en identifient une quatrième à savoir le capitalisme institutionnel qu'ils associent à la prolifération des institutions financières, aux nouvelles modalités du contrôle financier et à la concentration de l'actionariat.

parviennent pas à impulser une dynamique qui pourrait profiter à tous. Exigence fondamentale du modèle néolibéral<sup>102</sup>, l'accumulation des règles de production conduisent inexorablement à la concentration de cette richesse et du pouvoir économique qui lui est associé dans les milieux à forte densité humaine. Dans un article paru dans le quotidien *Le Soleil*, l'ex-président et chef de direction de l'Industrielle-Alliance, Raymond Garneau, mettait très bien en évidence le cercle vicieux de concentration de la richesse qui favorise les milieux et les individus mieux nantis:

Le libre-échange provoque la déréglementation. La déréglementation augmente la concurrence. La concurrence conduit à la mondialisation de l'économie. La mondialisation de l'économie provoque la concentration des entreprises. La concentration des entreprises crée des monopoles ou quasi-monopoles et tue la concurrence. L'absence de concurrence force le retour à la réglementation pour contrôler les monopoles (cité par FLEURY, 2001: B-8).

En concentrant les moyens de production sur quelques pôles de croissance, la logique productiviste disqualifie et discrimine des municipalités, voire des régions entières. Dans bien des cas, la participation de ces milieux à la richesse collective se limite à fournir les ressources aux régions centrales qui concentrent l'essentiel de l'appareil de transformation et de commercialisation. Au surplus, non seulement ces ressources reçoivent la plus grande partie de leur plus-value à l'extérieur mais leur prix,

---

<sup>102</sup> L'idéologie néolibérale prend naissance entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle. Il s'agit alors d'un capitalisme commercial fondé sur le grand négoce maritime et colonial. Cependant, c'est véritablement la Révolution industrielle qui marque les débuts de cette idéologie qui s'appuie essentiellement sur cinq piliers: la tolérance et le respect des consciences individuelles par l'État, le libre choix des gouvernants par les gouvernés, la limitation de la fiscalité, le salariat et la liberté économique. Le néolibéralisme, de par sa nature, privilégie la régulation par le marché plutôt que celle exercée par les diverses instances politiques, démocratiques et sociales. Dans l'optique néolibérale, seul le marché doit décider de la répartition des ressources en main-d'œuvre, en capitaux et en matières premières. Selon cette idéologie, tout devient marchandise, non seulement le capital et les biens matériels mais aussi les biens vitaux que sont le travail, la santé, l'éducation, la qualité de l'environnement et même l'eau potable. À défaut d'une forte régulation politique et éthique, le marché impose partout son hégémonie. Cette problématique du rapport de l'État à l'égard du marché est devenue tellement capitale que certains auteurs n'ont pas hésité à la qualifier de question-clé pour notre époque. Signalons notamment les deux ouvrages de Jacques ADDA (1996) intitulés: *La mondialisation de l'économie* qui montre comment le rapport entre le marché et les régulations politico-sociales constituent l'enjeu fondamental du capitalisme moderne.



sans cesse fluctuant, est constamment soumis au jeu complexe de la conjoncture nationale et internationale. Ces régions-ressources<sup>103</sup>, comme on les appelle et dont la majorité des petites localités rurales font partie, doivent donc partager la gestion de leur principale richesse avec des décideurs externes qui assument une plus grande partie du processus de contrôle. La possibilité d'obtenir des bénéfices d'un tel mode d'exploitation (autres que les revenus fonciers et quelques emplois) échappe souvent aux communautés rurales qui doivent, par contre, supporter d'importants coûts sociaux tels que la pollution, le chômage, les modifications du mode de vie, la culture, l'épuisement de certaines ressources<sup>104</sup>, etc. Pour ces raisons, elles ont finalement peu d'emprise sur le développement.

Étant donné que les mécanismes de régulation de l'économie sont appliqués partout de la même façon et suivant les mêmes normes, ce sont les régions dotées au départ du plus grand poids politique et des meilleurs facteurs de développement qui en bénéficient le plus<sup>105</sup>. Un tel processus contribue à la généralisation d'un développement inégal de l'espace rural, certaines localités privilégiées étant réservées aux bassins de production et d'emplois alors que d'autres sont abandonnées et condamnées à la marginalisation. «Il apparaît donc clairement que le système continue à fonctionner en maintenant ou en faisant apparaître des inégalités régionales et que les politiques des

---

<sup>103</sup> Cette appellation de «régions-ressources» ne révèle-t-elle pas assez bien la perception que l'appareil gouvernemental a de ces milieux et de l'utilisation qu'il veut en faire?

<sup>104</sup> Dans un article récent paru dans le quotidien *Le Soleil*, Victor-Lévy BEAULIEU (2002) rappelle comment les mécanismes de l'économie dominante ont contribué à la lapidation des ressources naturelles dans le Bas-Saint-Laurent.

<sup>105</sup> Les villes et leurs réseaux constituent, en règle générale, les lieux privilégiés de la logique néolibérale. La recherche d'une plus grande flexibilité et d'une main-d'œuvre qualifiée, la présence d'une économie de services et de réseaux, la diversité des biens et des services, les externalités de proximité, les rendements croissants sont autant d'avantages comparatifs qui caractérisent davantage le milieu urbain.

États se montrent peu efficaces pour compenser ce comportement inhérent à l'accumulation du capital» (ROUX, 1989: 88). Ainsi, dans un contexte de mondialisation des marchés, l'un des principaux problèmes des petites localités rurales tient au fait qu'elles ne sont pas en mesure de concurrencer avec d'autres entités territoriales plus peuplées et mieux pourvues en infrastructures. Dans cette perspective, elles apparaissent comme les parents pauvres d'un système économique à deux vitesses.

#### **1.5.2.1.4 Les politiques gouvernementales**

Quand l'économie devient à ce point déterminante, ce n'est plus seulement une économie de marché, mais une société de marché qui se met en place au point où le politique calque ses mesures de soutien et ses multiples interventions sur celles de l'économique. De nature sectorielle et centralisatrice, les politiques gouvernementales s'inscrivent généralement dans le sens de l'économie dominante. Par conséquent, elles ne sont pas conçues pour résoudre les problèmes structurels des petites collectivités rurales. Elles profitent davantage aux espaces qui disposent des meilleurs avantages comparatifs reléguant les autres au second rang. Pour cette raison, elles contribuent, dans bien des cas, au maintien, voire à l'accentuation des disparités<sup>106</sup>.

Bien que l'apport de fonds au développement entraîne des effets bénéfiques à certains endroits, ces effets sont difficilement mesurables en raison de leur interaction

---

<sup>106</sup> L'unanimité est cependant loin d'être faite chez les différents analystes en ce qui concerne l'impact des mesures gouvernementales sur la formation des disparités. Pour certains, ce sont les politiques de transport, les ententes tarifaires et douanières et les mesures normatives qui constituent les principaux facteurs de fragilité. Pour d'autres, ce sont plutôt les subventions discrétionnaires, les réglementations régionales, les infrastructures en services publics et les politiques de péréquation qui posent question.

avec des facteurs humains, sociaux et biophysiques. En outre, dans bien des cas, ces fonds demeurent à la merci des multiples contraintes qui s'exercent sur les territoires auxquels ils s'appliquent. Leur impact sur certaines portions défavorisées de l'espace rural est aussi fort discutable. Ailleurs, ces fonds profitent davantage aux milieux à forte concentration humaine lesquels sont en meilleure position pour en maximiser les effets<sup>107</sup>.

L'ampleur des déficits budgétaires gouvernementaux sert régulièrement de prétexte aux décideurs qui préfèrent investir aux endroits où la rentabilité par unité de surface est la plus grande. «Il faut s'engager dans la voie du renforcement des pôles urbains sur tout le territoire du Québec» (GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, 2000: ix) pouvait-on lire récemment en introduction d'un document portant sur la réorganisation municipale. «Hors des grands centres, point de salut», tel est le leitmotiv qui sert la plupart du temps de principe directeur aux entreprises, aux gouvernements et aux grandes institutions financières dont les actions s'inscrivent davantage dans des

---

<sup>107</sup> Les deux exemples qui suivent illustrent bien nos propos. Alors que des villages entiers du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie se battent pour survivre, des investissements massifs (de l'ordre d'un demi-milliard) sont injectés par le gouvernement du Québec et diverses entreprises privées afin de favoriser l'expansion du Mont-Tremblant dans les Laurentides. Récemment, ce même gouvernement était prêt à allonger de sa contribution de 75 millions pour ce mégaprojet à la condition que le fédéral en fasse autant. Il s'est également montré favorable à investir 350 millions de dollars pour sauver l'usine GM de Boisbriand. En contrepartie, la nouvelle politique de la ruralité n'est dotée que d'une enveloppe de 90 millions de dollars répartis sur cinq ans et dont le territoire d'application touche plus de 1 000 municipalités. Ce maigre budget, correspondant à une moyenne de 11,25\$ par personne par année ou à moins de 18 000\$ par année par localité, est indicateur des faibles retombées économiques que nous pouvons attendre de cette politique. Il témoigne également de l'intérêt mitigé de l'État à l'égard des milieux ruraux fragiles.

préoccupations de croissance globale que de lutte aux disparités<sup>108</sup>. Aucune référence à ce concept n'est d'ailleurs évoquée dans la politique officielle de développement local et régional du gouvernement du Québec parue en 1997. L'atténuation des disparités socio-économiques vient bien loin derrière la liste des priorités nationales<sup>109</sup> et ce, en dépit d'un discours politique qui prétend le contraire<sup>110</sup>. Dans de nombreuses localités, qui traversaient déjà des restructurations internes importantes, ces modifications ont contribué à les fragiliser davantage. Les besoins criants qui se manifestent notamment

<sup>108</sup> Certains auteurs, dont FÉLY (2001) et RAYNAULD et RAYNAULD (1999), sont encore plus catégoriques. Ils soutiennent que le rôle de l'État ne coïncide plus, par nature, avec le bien commun. Pour cette raison, on le soupçonne parfois d'utiliser les instruments économiques dont il dispose pour défendre des intérêts particuliers (généralement ceux des entreprises) et non plus l'intérêt général. Ces mêmes auteurs dénoncent, entre autres choses, la très grande générosité de certaines subventions gouvernementales accordées aux entreprises qui n'ont aucune mesure avec les sommes d'argent octroyées aux projets de développement local et régional. D'autres chercheurs, tels que DUGAS (1990e), se demandent carrément si l'État n'aurait pas fait fausse route en ce qui concerne ses interventions en matière d'aménagement et de développement. Ils fondent leurs affirmations d'une part sur l'ampleur, à certains endroits, des problèmes à surmonter et, d'autre part, sur la faiblesse des changements produits. Ceux-ci «s'inscrivent surtout dans le prolongement des tendances lourdes et résultent davantage du laisser-faire, de l'improvisation et d'incessantes remises en question que de la poursuite d'une stratégie d'action bien définie et orientée vers des objectifs d'équilibrage, d'optimisation, de valorisation, de complémentarité, d'efficacité économique et d'équité sociale» (DUGAS, 1990e: 1101). En ce sens, les pratiques de l'État sont porteuses de disparités régionales. Par ailleurs, les paiements de transferts versés aux particuliers sous forme de prestations d'assurance-emploi ou d'assistance sociale ont permis, sur le plan interindividuel, de réduire considérablement les inégalités. Cependant, ces paiements n'ont que très peu d'impact sur le développement économique des régions rurales à problèmes.

<sup>109</sup> Ces priorités concernent, pour l'essentiel, la réduction du déficit budgétaire, la diminution du nombre de municipalités, la croissance économique globale (qui passe essentiellement par la grande région de Montréal) et la question de l'indépendance nationale.

<sup>110</sup> À preuve, cette citation extraite d'un message de la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole et du ministre des Régions paru dans la revue municipale *Quorum* en septembre 2000: «Le développement des communautés, qu'elles soient rurales ou urbaines, constitue un engagement fondamental du gouvernement du Québec». En outre, lors de son discours d'assermentation, le 8 mars 2001, le Premier ministre Bernard Landry retenait la lutte à la pauvreté et l'exclusion et le développement des régions-ressources comme grandes priorités gouvernementales. Dans son message introductif à la politique nationale de la ruralité, M. Landry soulignait qu'un Québec rural dynamique et prospère était indispensable à la cohésion sociale et à la bonne santé économique de tout le Québec. Plus récemment, la vice-première ministre du Québec, Mme Pauline Marois, mentionnait, dans un article paru dans le quotidien *Le Devoir*, que le développement des régions, en faisant référence au projet d'agrandissement de l'aluminerie Alouette de Sept-Îles, constituait la priorité de son gouvernement. La situation n'est guère différente à l'échelon fédéral. Lors d'une conférence qu'il prononçait dans le cadre de la deuxième édition de l'Université rurale québécoise tenue à Trois-Pistoles en octobre 1999, le Secrétaire d'État au développement rural, Andy Mitchell, signalait: «Faire le choix de vivre en milieu rural ne veut pas dire que l'on doit accepter un niveau inférieur de services» (cité par MORIN, 1999: 3). C'est pourtant ce même gouvernement qui, entre 1986 et 1993, a fermé quelque 1 463 bureaux de poste en milieu rural canadien dont 232 au Québec. Il semble donc y avoir une contradiction évidente entre le discours officiel et l'application des politiques gouvernementales.

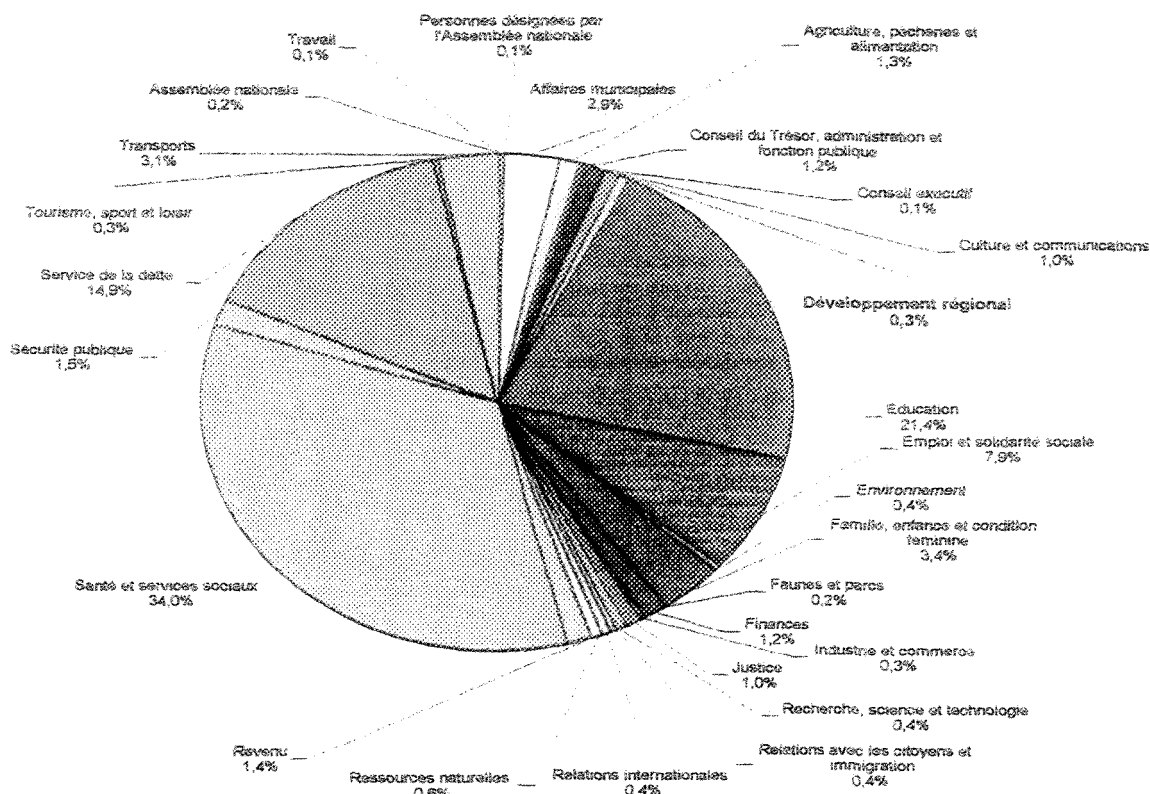
dans les domaines de la santé et de l'éducation conduisent les gouvernements à faire des choix drastiques dont celui de réduire l'aide consacrée au développement régional<sup>111</sup>. C'est pourquoi, la plupart des programmes et mesures de soutien souffrent d'un sous-financement chronique. Ces mesures, qui se succèdent au rythme des échéances électorales, ne servent généralement qu'à panser les plaies plutôt qu'à soigner les malaises chroniques auxquels les petites localités sont confrontées. Elles ne s'attaquent pas aux racines du mal développement. La logique actuelle pousse les pouvoirs publics à gérer leurs politiques dans l'urgence des problèmes à résoudre. Ainsi, le développement des régions représente moins de 1% du budget du gouvernement québécois (graphique 1.3). À ce sous-financement s'ajoutent différents facteurs liés notamment aux contraintes normatives<sup>112</sup>, à l'inadéquation des moyens et des

<sup>111</sup> Récemment, le ministre des Affaires municipales, André Boisclair, affirmait se questionner sur l'opportunité d'investir dans les localités rurales pour des installations d'aqueduc et d'égout; installations soit-disant coûteuses en regard de l'avenir de ces milieux. Voir notamment, l'article suivant: Sans auteur. «Enfin une proposition!», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 11, no 29 (14 juillet 2002), p. 5.

<sup>112</sup> Nos enquêtes sur le terrain, nos entrevues téléphoniques (voir chapitre quatre) et diverses expériences relatées dans les journaux locaux confirment les nombreuses difficultés que doivent surmonter les *outsiders* afin que leur projet puisse répondre aux critères gouvernementaux. Ces difficultés affectent particulièrement les petits agriculteurs désireux de diversifier leurs activités et de faire connaître leurs produits. Elles concernent notamment les problèmes de mise en marché et de commercialisation. Les méga-chaines, nées des fusions et acquisitions, ont des ententes de collaboration avec les grandes entreprises agricoles afin de réaliser des économies d'échelle. En outre, parce qu'ils ne veulent pas multiplier leurs fournisseurs ce qui, par le fait même, engendrerait une augmentation de leurs frais de gestion et d'administration, certains supermarchés refusent catégoriquement d'offrir les produits locaux à leur clientèle. Ce genre de formule suscite évidemment beaucoup de résistance de la part des petits producteurs. Étant donné que les mesures de soutien en vigueur ne sont pas adaptées à leur situation, ces agriculteurs risquent, à plus ou moins long terme, d'abandonner leur production. Selon un bulletin publié par le Conseil régional du Bas-Saint-Laurent, une entreprise qui souhaite retrouver son produit sur les tablettes des marchés régionaux doit s'attendre à déboursier jusqu'à 10 000\$. Les marchés affiliés doivent obligatoirement acheter entre 70% et 90% des produits de leur bannière pour lesquels ils reçoivent une ristourne. Or, comme les chaînes de distribution alimentaire demandent qu'un produit puisse être offert à l'ensemble de la population du Québec, plusieurs entrepreneurs ne peuvent le commercialiser puisque leur production n'est pas suffisante pour répondre à une demande provinciale. Enfin, les produits fabriqués en petite série coûtent généralement plus chers à concevoir que ceux qui relèvent de la production de masse. Cela oblige les commerçants soit à les vendre plus chers ou encore à diminuer la marge de profit des petits producteurs. Dans certains cas, ces deux alternatives sont adoptées simultanément. Il en résulte que les produits agroalimentaires du Bas-Saint-Laurent sont peu connus non seulement auprès des Québécois mais aussi de la population locale et régionale et ce, en dépit des nombreux efforts (journées nationales du goût et des saveurs, dégustations dans les supermarchés, virée agroalimentaire, confection de cahiers publicitaires dans les journaux locaux, service de traiteur, etc.) accomplis en ce sens. De plus, la réglementation sévère en ce qui a trait à leur fabrication constitue une contrainte pour le propriétaire de la petite entreprise qui désire passer de la

Graphique 1.3

Répartition des dépenses du gouvernement provincial pour l'année budgétaire 2001-2002



Source: MINISTÈRE DES FINANCES. *Plan budgétaire 2001-2002. Crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001. La situation financière du gouvernement 2000-2002 et les emprunts du secteur public.* Québec, Gouvernement du Québec, 2001, section 2, p. 24.

production artisanale à une production semi-industrielle. Les différents permis et les diverses normes à respecter et l'uniformisation des règles en découragent aussi plus d'un. De plus, l'information n'est pas toujours facile à obtenir. Ou même pire, les règlements se contredisent parfois entre les différents paliers gouvernementaux. La recherche de soutien au niveau de l'appareil public se bute souvent à un labyrinthe de démarches administratives et à une multiplicité des organismes voués au développement. «Ces organismes, selon le vérificateur général du Québec, se chevauchent et ces chevauchements sont coûteux» (cité par VENNE, 1999: A-4). En ce qui a trait au domaine agricole, plusieurs petites entreprises doivent, par exemple, affronter une réglementation sanitaire conçue pour des grands établissements industriels. Ainsi, l'obligation pour toutes les fermes de 35 unités animales ou plus de disposer d'une structure d'entreposage étanche des déjections animales est certainement fort louable au plan de l'environnement. Cependant, cette mesure risque de faire mal aux petits producteurs qui ne possèdent pas les investissements requis pour se soumettre à cette nouvelle norme. Il en est de même pour les petites fermes qui n'ont pas la capacité financière ou technique pour acquérir de nouvelles technologies. À ces contraintes, s'ajoutent l'évolution rapide des habitudes et des exigences des consommateurs, les rigueurs de la gestion, la conquête permanente de nouvelles niches, etc. Dans un article récent, l'agronome et secrétaire général de l'Union paysanne, Maxime LAPLANTE (2003) montre, par le biais de nombreux exemples, comment les lourdeurs administratives et les normes contraignantes entravent les initiatives de développement local en milieu rural.

mécanismes préconisés, à la timidité de la démarche interventionniste, à un manque de cohérence par rapport aux orientations spécifiques des milieux à problèmes, etc. En outre, les politiques gouvernementales s'inscrivent généralement dans le cadre de programmes nationaux qui ne sont pas adaptés aux contextes géographique, social, économique et culturel des petites localités. Pour toutes ces raisons, les mesures prises par l'État amènent peu ou pas de changements significatifs ou d'amélioration aux endroits qui en auraient le plus besoin. Elles sapent l'efficacité des initiatives locales, dispersent les moyens d'intervention et empêchent la formulation et la mise en œuvre de solutions globales et intégrées.

Les politiques gouvernementales prennent de multiples formes. Des législations à caractère sectoriel aux ententes intergouvernementales sur les plans national et international, en passant par l'entretien des grandes infrastructures, les réglementations, les normes, les mesures fiscales et budgétaires, les programmes de développement et de transfert, les procédures d'approvisionnement, toutes ces interventions sont, de façon générale, conditionnées par des facteurs d'ordre politique, économique, institutionnel et idéologique. Depuis quelques années, ces dernières ont fait l'objet de profondes réorganisations. Ces dernières ont, de façon générale, fortement ébranlé la vitalité traditionnelle des petites communautés en imposant dans un court laps de temps des ajustements structurels majeurs aux plans social, économique et culturel.

Dans le domaine de l'agriculture, les gains spectaculaires de productivité ne sont pas le fruit du hasard. Ils sont le résultat de politiques volontaristes dont les effets se sont cumulés pour converger vers cet objectif fondamental: l'accroissement quantitatif

des productions. De nombreux auteurs et organismes<sup>113</sup> ont démontré que les motifs économiques et biophysiques priment sur les objectifs sociaux, éthiques et environnementaux en ce qui concerne l'octroi des mesures de soutien aux agriculteurs. Selon le géographe Bernard VACHON (1988), les mesures de soutien à l'agriculture profiteraient davantage aux milieux les mieux pourvus sur le plan agro-écologique. «Les terres bénéficiant de bonnes conditions biophysiques sont éligibles à une gamme diversifiée de programmes d'aide du Ministère de l'Agriculture qui s'accompagnent généralement de subventions généreuses ou de prêts à taux préférentiels» (VACHON, 1988: 9). Dans un article récent, le sociologue Jean-Christophe KROLL (2002) met très bien en évidence les modalités de l'intervention publique.

L'essentiel des dépenses publiques en agriculture résulte pour le moment de l'application mécanique de règles communautaires définies dans les organisations communes de marché. Il n'est pas exagéré de dire que l'importance des soutiens publics est proportionnelle à la taille des exploitations. Un tel système favorise les stratégies individuelles ayant pour objectif l'agrandissement de la taille des exploitations et des activités, à la destruction des équilibres territoriaux et environnementaux et à la régression de l'emploi (KROLL, 2002: 23).

En effet, la méthode actuelle basée sur la production agricole fait en sorte que près de la moitié de l'aide versée par l'État pour soutenir l'agriculture profite aux exploitations qui ont un revenu supérieur à 250 000\$. Ces dernières ne représentent que 12,2% de celles de la province. De l'autre côté, les fermes dont le revenu se situe entre 10 000\$ et 50 000\$ ne reçoivent que 7% de l'aide disponible. Ces fermes regroupent plus des deux tiers des exploitations agricoles du Québec. Enfin, les fermes dont le revenu est inférieur à 10 000\$ se voient, dans la plupart des cas, complètement écartées des mesures de soutien à l'agriculture. La politique agricole québécoise et les

---

<sup>113</sup> Voir notamment à ce sujet les travaux de Bernard VACHON ainsi que ceux du Groupe de recherche en économie et politiques agricoles de l'Université Laval.



programmes qui les accompagnent s'appliquent à l'agriculture dans son ensemble sans égard aux promoteurs, aux entrepreneurs, aux investisseurs, aux propriétaires fonciers ou aux territoires en difficulté<sup>114</sup>. Non seulement ces programmes n'ont pas été définis en fonction des particularités socio-économiques des milieux fragiles mais ils contribuent, en raison de leur universalité, à accentuer les disparités territoriales. Un document récent, publié par l'OCDE, corrobore d'ailleurs ce fait. «Les politiques agricoles n'ont pas pu prévenir l'aggravation des disparités dans le secteur agricole et dans les zones rurales. En fait, elles pourraient même avoir aggravé ces disparités car la plupart des avantages sont accordés aux zones rurales les plus riches» (OCDE, 1998: 76). Les mesures de soutien à l'agriculture obéissent donc elles aussi aux lois et aux règles de l'économie dominante. Elles s'inscrivent dans le sens des tendances économiques porteuses de disparités. Ces dernières sont d'autant plus préoccupantes que les fermes à forte valeur capitalistique se retrouvent généralement dans les milieux densément peuplés et à fort potentiel biophysique. Les petites localités ne semblent pas appropriées, dans un tel contexte, pour bénéficier de mesures particulières d'assistance ou de rattrapage.

---

<sup>114</sup> Bien que nombreuses, aucune mesure de soutien à l'agriculture ne concerne spécifiquement l'atténuation des disparités dans les milieux fragiles. À l'échelon provincial, les principaux programmes qui concentrent l'essentiel du soutien de l'État sont l'assurance-récolte, le financement agricole, l'assurance-stabilisation, le plan conjoint et le contingentement, le zonage agricole, les conseils techniques, l'inspection, le remboursement des taxes foncières et les normes environnementales. Quant au gouvernement fédéral, 30% de ses dépenses de fonctionnement sont affectées aux activités d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. La plus forte proportion de ces dépenses (soit environ 60%) est consacrée au soutien et à la stabilisation des revenus et à l'assurance-récolte. La marge de manœuvre pour les autres programmes disponibles ne compte que pour 10% du budget de l'organisme fédéral, ce qui est encore plus mince que pour celui du MAPAQ. Pour des renseignements plus précis concernant ces différents programmes, on pourra consulter la deuxième partie de l'étude de JEAN, GOUIN et SIMARD (2002) ainsi que celle de DOYON, PROULX, MORISSET, GOUIN, et FRIGON (2001).

Le secteur agricole, en milieu rural fragile, n'est pas le seul à subir les effets pervers des politiques gouvernementales. Dans le domaine de l'aménagement forestier par exemple, comment expliquer que le gouvernement accorde le même soutien financier au propriétaire possédant un ou plusieurs lots boisés?

Le secteur de l'éducation est lui aussi lourdement affecté par les décisions administratives qui encouragent la concentration des services dans les municipalités à forte densité humaine. Ainsi, le bassin de clientèle constitue le principal paramètre pour le ministère de l'Éducation dans l'attribution des enveloppes budgétaires aux différentes commissions scolaires. Sous la barre fatidique de 50 élèves, ces dernières ont le pouvoir de mettre la clé dans la porte au moment jugé opportun. La part du gâteau qui revient à chaque école est déterminée en fonction du nombre d'élèves sans égard aux notions d'appartenance ou d'identité territoriale, à la dispersion de la population, à la taille démographique des localités ou à leur éloignement par rapport aux villes. Une telle norme s'avère indubitablement inéquitable pour certaines régions constituées de plusieurs localités de petite taille comme c'est notamment le cas dans le Bas-Saint-Laurent. Dans un article portant sur les perspectives des petites écoles en milieu rural français, le géographe Yves JEAN (1997) résume bien les difficultés inhérentes aux politiques gouvernementales en ce qui a trait à la gestion des services éducatifs.

Face à la spécificité, à la diversité et à la complexité des espaces ruraux et de l'offre éducative, l'État a développé une conception de l'organisation spatiale de l'école qui s'appuie sur une pratique urbaine et entraîne une politique normative de concentration des équipements et des postes budgétaires dans une temporalité de court terme et selon une démarche verticale. Cette démarche repose sur une analyse purement quantitative (localisation des écoles, nombre de classes, nombre d'enfants par classe, etc.) sans prendre en compte la qualité pédagogique, l'existence d'un projet éducatif, les innovations mises en place (JEAN, 1997: 77).

Les politiques gouvernementales en éducation ne sont donc pas de nature à favoriser le développement des petits milieux où les économies d'échelle sont difficilement réalisables. La gestion des services éducatifs obéit à des impératifs économiques au détriment de leur consolidation et du respect des besoins locaux. Ainsi que le précise DUGAS, les localités de petite taille doivent «soutenir une concurrence inégale avec les agglomérations urbaines dont l'enjeu est souvent perdu d'avance» (DUGAS, 1996a: 196).

Ce désengagement de l'État nous apparaît un élément majeur en ce qui concerne la fragilité des petites localités. En effet, autant dans les années 60 les ruraux se plaignaient d'une intervention trop planifiée et mal adaptée à leur réalité, autant les années 80, 90 et 2000 sont marquées par un discours qui retourne aux populations locales la responsabilité de leur développement. Cette philosophie de laisser-faire ne s'applique pas seulement au contexte québécois. Les instances gouvernementales européennes y adhèrent aussi comme en fait foi cette citation du géographe Paul HOUÉE (1996). «Confronté à une société qui se cherche de nouveaux repères, incapable de faire partager un grand projet, l'État se replie sur les grands enjeux internationaux, la défense des équilibres fondamentaux, en laissant aux collectivités territoriales le soin de résoudre à leur manière les problèmes qui se posent à elle» (HOUÉE, 1996: 196). Même la nouvelle politique de la ruralité s'inscrit dans cette voie. Elle incite les élus et les résidents des milieux ruraux à devenir les artisans de leur propre développement en faisant appel à leur dynamisme et à leur sens de créativité. Le rôle de l'État consiste davantage à soutenir et à appuyer les initiatives de développement local qu'à stabiliser le peuplement et à développer l'économie. Dans un

tel contexte, comment l'État peut-il prétendre «amorcer un important virage à l'égard de son intervention sur le territoire rural québécois» (MINISTÈRE DES RÉGIONS, 2001: 1).

Cette politique de la ruralité ne constituerait-elle pas une reformulation des principaux éléments contenus dans la stratégie de soutien aux développements local et régional parue en 1997 et appliqués au monde rural québécois? Si l'on fait abstraction du rôle attribué aux MRC, ne ressemblerait-elle pas, à bien des égards, aux anciens programmes fédéraux de travaux d'hiver, d'initiatives locales, etc., consistant à financer des projets conçus et réalisés par les gens du milieu? Il s'agit certes, d'un dispositif national d'accompagnement des milieux dans leur stratégie de développement susceptible de corriger certains effets du sous-développement rural. Mais, comme le souligne Clermont DUGAS (2002b) dans un article récent, il est peu probable que cette politique parvienne à infléchir la trajectoire d'évolution des localités les plus en difficulté, les facteurs structurels responsables de leur situation étant complètement ignorés. Au surplus, on peut craindre, en certains lieux, que des années de fragilisation du tissu socio-économique aient sérieusement compromis la capacité des ruraux à susciter un nouveau leadership dans leur communauté respective.

Les petits milieux, fragilisés par la nature de leur économie et les différents éléments de leur localisation, apparaissent de moins en moins capables de relever les défis d'un développement intégral et authentique. En effet, la plupart des petites municipalités n'ont pas une base économique suffisante et un dynamisme social significatif pour maîtriser les leviers de leur développement. En effet, à certains endroits, des années de fragilisation du tissu socio-économique ont sérieusement attaqué la

capacité de susciter un nouveau leadership. En outre, elles n'ont aucune emprise réelle sur les décisions en matière de réglementation, de répartition des ressources publiques et fiscales et du pouvoir discrétionnaire de l'État. Les outils et les appuis politiques manquants minent incontestablement leurs multiples efforts. Aussi bien intentionnés soient-ils, les acteurs locaux ne peuvent pas grand-chose contre la fermeture de scieries provoquée par la chute des prix ou les injustices du libre-échange canado-américain. Quel est le poids du dynamisme local face aux puissants lobbies et décideurs de Montréal, d'Ottawa, de Toronto, de New York, de Londres et de Tokyo? De toute évidence, les résidents des petites localités sont incapables de briser seuls les obstacles qui ont contribué à les placer dans une situation de fragilité socio-économique. Dans le présent contexte, c'est une responsabilité très lourde pour les petites localités d'assumer elles-mêmes leur propre développement particulièrement lorsque cette prise en charge n'est pas accompagnée de moyens financiers suffisants. La détermination, l'innovation, le dynamisme, l'esprit de créativité, de leadership ou de coopération constituent de bien faibles moyens pour sortir ces milieux de leur léthargie. Ces derniers n'ont pas le poids politique et démographique pour influencer les grandes décisions collectives à leur avantage. Le discours de prise en main par le milieu, qui tient lieu de politique officielle en matière de développement régional, représente pour le gouvernement une excellente occasion de se retirer d'un champ d'interventions qu'il ne veut plus assumer. Une telle attitude de la part du gouvernement central éveille en nous un certain nombre de questions qui, pour le moment, demeurent sans réponse. En se cantonnant à un rôle d'accompagnateur, l'État est-il en train d'abdiquer sa responsabilité de contribuer au développement du milieu rural en général et des petites localités en particulier? Réduire l'État à un simple partenaire du développement n'est-ce pas nier sa fonction essentielle

de porteur et de garant d'un projet collectif dont l'ambition s'exprime justement dans l'initiative publique et la redistribution des ressources collectives? Qu'arrivera-t-il des milieux fragiles essoufflés où la prise en charge, tant revendiquée, ne peut se faire avec l'intensité souhaitée? Ces milieux seront-ils, à plus ou moins court terme, complètement laissés à eux-mêmes? Dans quelle mesure les acteurs locaux peuvent-ils infléchir les tendances lourdes de l'économie dominante?

Certes, le développement local constitue le point de départ pour sortir les petites localités de leur marasme. Mais sans changement dans les pratiques administratives, sans transformation structurelle majeure (comme une décentralisation accrue des pouvoirs en vue de responsabiliser davantage le milieu), sans modification dans les politiques de développement, sans une modulation en profondeur des programmes et mesures de soutien à l'agriculture, l'incitation à la prise en main restera un vœu pieux, un leitmotiv, tout juste propre à maintenir les inégalités territoriales.

#### **1.5.2.1.5 Les idéologies, les idées dominantes et les perceptions**

Les courants idéologiques, les idées à la mode, les valeurs symboliques et les perceptions exercent un rôle déterminant dans les décisions, les politiques et les orientations en matière de développement rural. Les petites localités ne font pas exception à cette règle. Elles sont soumises aux mouvements d'idée qui oscillent sans cesse.

Nous avons vu à la section 1.5.1.6 que le sentiment perceptif d'un individu était conditionné par de nombreux facteurs: les connaissances, les données sensorielles, l'expérience vécue, la subjectivité, l'imagination, etc. Chaque individu possède sa propre définition de la ruralité. Pour certains, la campagne représente un espace agricole servant de lieu pour la promenade du dimanche, une réserve naturelle pour répondre aux besoins de loisirs et de vacances des citadins. D'autres la considèrent comme un milieu bucolique, inerte, déprimé, désuet et conservateur sans véritables perspectives d'avenir. Pour d'autres enfin, elle constitue un réservoir d'air pur et de ressources naturelles qu'il faut protéger à tout prix.

Si certains petits milieux sont perçus de manière positive en raison de la richesse de leur potentiel biophysique (beauté des lieux, absence de pollution, air salin, verdure, etc.) et de la quasi-absence de pathologies sociales (criminalité, violence, prostitution, etc.), d'autres, ont généralement tendance à être considérés comme des entités en marge du progrès, sous-équipées en infrastructures de base et anémiées par une population vieillissante et l'émigration de ses éléments les plus dynamiques<sup>115</sup>. Elles apparaissent, en outre, comme des milieux tenus à l'écart des courants de pensée innovateurs et des divertissements modernes qui animent la société urbaine. Cette

---

<sup>115</sup> L'urbanisation a longtemps été associée au développement économique à tel point que certains individus en sont venus à croire que l'un et l'autre étaient indissociables. Bien que depuis une cinquantaine d'années l'urbanisation a cessé d'être synonyme de développement – ce qui ne veut pas dire qu'elle soit devenue un obstacle à ce dernier –, de nombreuses personnes, en particulier des jeunes, continuent à entretenir des représentations surfaites et idéalisées de la ville ce qui n'est pas sans effet sur les problèmes du milieu rural en général et sur ceux des petites localités en particulier.

représentation négative des petites localités<sup>116</sup> contribue à alimenter le phénomène d'exode des jeunes. Cette perception se nourrit également des anticipations pessimistes véhiculées par les médias et dont les parents se font souvent le porte-parole indépendamment de leur propre attachement à leur milieu de vie. De plus, elle provoque un effet démobilisateur sur ceux et celles qui restent ce qui n'est pas sans influencer leurs conditions de vie.

À moins d'événements exceptionnels, (crise, manifestations, incendie de l'église ou de l'école), les milieux fragiles ne retiennent que très rarement l'attention de la presse écrite ou électronique et encore moins celle des gouvernements<sup>117</sup>. Dans bien des cas, les informations qui émanent des campagnes renvoient à des problèmes de chômage, de pauvreté et de sous-scolarisation tandis qu'on associe à la ville des images d'innovation, de dynamisme, de créativité, d'initiative et de savoir-faire. Cela est d'autant plus manifeste que la taille des localités est petite et qu'elles sont éloignées des principales agglomérations urbaines. Puisque l'idéologie dominante tend à faire croire que le progrès équivaut à l'urbanisation, le monde rural est considéré comme un réservoir de ressources humaines et physiques pour la société urbaine.

En outre, il existe chez la plupart des entrepreneurs, une forme de conditionnement mental qui les incite à orienter leurs projets de développement vers la

---

<sup>116</sup> Cette perception négative ne s'applique pas seulement aux petites localités rurales mais aussi à l'ensemble des régions périphériques du Québec; à preuve, cet article paru récemment dans le quotidien *Le Soleil*, sous la plume de Pierre BRETON, ancien président de la Chambre de commerce régionale de la Côte-Nord, qui débute comme suit: «Développement régional rime avec extraction accrue des ressources, appauvrissement et isolement» (BRETON, 2002: A-15). De tels propos contribuent à entretenir une vision complètement déformée de la réalité régionale au Québec.

<sup>117</sup> L'intérêt porté à ces milieux dépend en grande partie des préoccupations manifestées par les régions centrales.



ville<sup>118</sup>. Les petites localités, avec leurs multiples difficultés, ne constituent pas a priori un espace intéressant pour les investisseurs qui les considèrent généralement peu attractives en termes de rentabilité économique et de rendement financier. La distance est souvent perçue de manière négative par les cadres d'entreprises, les experts, les technocrates, les touristes, les représentants, les fonctionnaires, les fournisseurs ce qui représente un obstacle considérable au développement des milieux fragiles. De plus, comme leur économie repose essentiellement sur l'exploitation des ressources, ces territoires ne retiennent généralement pas l'attention des industriels urbains désireux de s'impliquer dans les secteurs de la transformation et des services. «Tout se passe comme s'il avait été clairement établi que ce type d'entreprises ne pourrait y fonctionner de façon rentable» (DUGAS, 1996a: 195). Les facteurs économiques dits traditionnels constituent toujours des déterminants de premier ordre en ce qui a trait à la localisation des entreprises en milieu rural<sup>119</sup>. Pour cette raison, leurs potentialités sont souvent ignorées, mal évaluées ou sous-estimées.

---

<sup>118</sup> Pour une vision anthropologique de cette perception, le lecteur est convié à consulter l'excellente contribution de René SCHOONBRODT. «La ville, rien que la ville», dans *Poïesis architecture. Arts, sciences et philosophie*, no 6 (1997), pp. 33-49.

<sup>119</sup> À preuve, une enquête réalisée en 1994 auprès de 90 industriels québécois a révélé que la qualité de la main-d'œuvre était le facteur le plus important dans le choix de l'implantation d'une entreprise, le deuxième étant l'accessibilité aux services de recherche et de développement. La proximité des marchés, la qualité des infrastructures de transports (routier et ferroviaire) et l'assistance financière figuraient respectivement aux troisième, quatrième et cinquième rangs. Rapprocher autant que possible les lieux de production aux lieux de consommation constitue toujours une préoccupation majeure chez la plupart des industriels. Voir notamment à ce sujet l'étude de RAYNAULD et RAYNAULD (1999). Par ailleurs, force est d'admettre que les facteurs immatériels tels que le capital social, l'éducation, le savoir-faire, la créativité, le sentiment d'appartenance, la qualité du cadre de vie, l'innovation, la capacité d'apprentissage (individuelle ou collective), la vitalité communautaire, le partenariat, l'entrepreneursip, le leadership, les conventions, l'équilibre coopération/concurrence exercent également un rôle important dans le processus de développement.

À ces facteurs d'ordre structurel s'ajoutent diverses contraintes liées à l'évolution des conjonctures nationale et internationale, contraintes sur lesquelles les petites localités ont également très peu d'emprise.

### **1.5.2.2 Les facteurs conjoncturels et les autres causes**

L'économie de marché est soumise à de nombreuses fluctuations. En raison de la nature de leur économie, ces fluctuations affectent particulièrement les milieux de petite taille démographique<sup>120</sup>. Elles découlent de facteurs exogènes tels que la concurrence étrangère, l'instabilité des prix des matières premières et des taux de change. Enfin, la volatilité des marchés est également attribuable à la globalisation des échanges autant de situations qui font varier fortement le niveau d'emploi non seulement des petites localités mais aussi des plus grandes.

Plusieurs autres facteurs, notamment d'ordre endogène, entravent le développement du monde rural en général et des petites localités en particulier. En ce qui a trait plus spécifiquement aux facteurs endogènes, c'est-à-dire ceux qui se situent au niveau même de la communauté, soulignons:

- le faible niveau de leadership et d'entrepreneurship local;
- le faible poids et l'affaiblissement de la relève socio-politique;

---

<sup>120</sup> Déjà, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la fameuse loi de KING (du nom du mercantiliste anglais qui l'a élaborée) montrait que les produits primaires (notamment ceux relevant de l'agriculture) subissaient des amplitudes de variation nettement supérieures à celles des variations de quantité. Cette instabilité des marchés tient du fait de la faible élasticité de la demande alimentaire et de la rigidité de l'offre agricole à court terme (caractère cyclique des productions et dépendance des facteurs climatiques).

- la dislocation du tissu social qui se traduit, à maints endroits, par des sentiments d'inquiétude et d'insécurité;
- la persistance de nombreux antagonismes locaux (notamment l'esprit et les guerres de clocher) qui suscite des rivalités, empêche toute collaboration intermunicipale et freine toutes initiatives de concertation ou de partenariat, chacun essayant de *résoudre ses problèmes selon ses propres modalités*;
- un esprit défaitiste qui fait apparaître, à certains endroits, un sentiment d'impuissance face à l'ampleur des problèmes à surmonter.

Ce chapitre consistait à exposer notre problématique de recherche, à identifier nos objectifs, à faire état de nos différentes méthodes d'analyse et à poser le cadre théorique qui alimentera notre réflexion. Dans le chapitre suivant, nous tenterons de cerner les principales caractéristiques et forme d'évolution de l'espace rural québécois et de ses petites localités.

*«La transformation du monde rural constitue la révolution la plus importante de la fin du siècle» (Henri Mendras, 1998: 44).*

## **CHAPITRE 2**

# **Caractérisation et principales formes d'évolution de l'espace rural québécois et de ses petites localités**

La citation d'Henri MENDRAS (1998) nous apparaît refléter de façon évidente les multiples transformations du monde rural que nous allons expliciter davantage dans les pages qui vont suivre. Ce chapitre mettra donc l'accent sur les fondements et les modalités du processus de restructuration rurale notamment aux plans de la géographie, de la démographie et de l'économie. L'étude de ce processus constitue, selon DIRY (1999), «l'une des orientations cardinales de la géographie» (DIRY, 1999: 5). Il relève, certes, de forces endogènes propres à un territoire, mais il dépend aussi d'impulsions externes. L'examen attentif des adaptations et des mutations reste absolument nécessaire pour répondre de l'équilibre entre les diverses composantes des milieux fragiles. Ces mutations ne sont pas sans lien avec le phénomène de fragilité. Elles s'observent principalement au niveau des attitudes et des comportements des ruraux (profondément influencés par la société nouvelle marquée du sceau de la consommation et de l'urbanisation), la composition socio-économique de la population et la répartition spatiale de celle-ci.

Ce chapitre se subdivise en cinq parties. Dans la première, nous situerons les petites localités dans l'assiette socio-spatiale du Québec.

En second lieu, nous nous intéresserons aux dimensions géographique et démographique du processus de recomposition de l'espace rural.

Dans la troisième partie, nous examinerons plus particulièrement l'aspect économique de ce processus. Cet examen consistera essentiellement à faire la lecture des différentes composantes de la structure occupationnelle des petites localités rurales. Il permettra notamment de mettre en évidence la très grande diversité qui caractérise l'espace rural en général et les milieux de petite taille en particulier. En raison de la place prépondérante qu'elle a occupée non seulement dans la mise en place du peuplement mais aussi dans l'économie de nombreuses petites municipalités, une attention particulière sera accordée à la fonction agricole.

Dans un quatrième temps, nous identifierons les grandes composantes du monde rural québécois. À défaut de pouvoir toutes les analyser, nous nous attarderons plus spécifiquement sur cinq d'entre elles, c'est-à-dire: (1) l'implication socio-communautaire, l'associationnisme et le bénévolat; (2) l'appartenance territoriale et le sentiment identitaire des ruraux; (3) l'esprit de solidarité et d'interconnaissance; (4) la créativité et les innovations; (5) la mobilité géographique et le phénomène des migrations pendulaires. L'analyse portera sur le monde rural québécois dans son ensemble. Par ailleurs, des exemples issus des petites localités et, plus particulièrement, de celles du Bas-Saint-Laurent serviront à alimenter notre réflexion.

Enfin, en cinquième lieu, seront abordées les principales difficultés auxquelles l'espace rural en général et les localités de petite taille en particulier sont soumis notamment en ce qui concerne les aspects socio-territorial, démographique et économique. Il s'agit, de manière plus spécifique, de l'éloignement des petites localités par rapport aux villes, de leur accroissement dans l'assiette socio-spatiale du Québec versus la diminution de leur poids, de l'exode rural, du vieillissement de la population, du sous-emploi (qui se manifeste notamment par une forte proportion des transferts gouvernementaux dans la composition du revenu total), la faiblesse des niveaux de revenus et de l'insuffisance de services.

## **2.1 Les petites localités dans l'espace géographique québécois**

Au recensement de 1996, les petites localités représentaient un segment de l'espace rural constitué de 324 entités territoriales essentiellement des municipalités (123), des municipalités de paroisses (57), des territoires non organisés (44), des villages (36), des municipalités de cantons (26), des réserves indiennes (10), des villes (huit)<sup>1</sup>, des

---

<sup>1</sup> Il s'agit de l'Ile-Dorval (2 habitants) située sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal, du Lac-Delage (368 habitants) et du Lac St-Joseph (83 habitants) dans la MRC Jacques-Cartier, de Barkmere (53 habitants) dans les Laurentides, d'Estérel (108 habitants) dans la MRC des Pays-d'en-Haut, du Lac-Sergent (198 habitants) dans la MRC de Portneuf, de Belleterre (395 habitants) au Témiscamingue, et de l'Ile-Cadieux (121 habitants) dans la région Vaudreuil-Soulanges. Force est de constater que six de ces villes s'intègrent au sein de très petites localités, c'est-à-dire d'entités de moins de 250 habitants, dont la population maximale n'a jamais dépassé le seuil des 400 habitants. Cette dernière a atteint un maximum de 59 habitants en 1921 dans le cas de l'Ile-Dorval et de 140 habitants en 1991 dans celui du Lac St-Joseph. Pour leur part, Lac-Sergent et l'Ile-Cadieux ont connu leur crête démographique en 1991 avec respectivement 219 et 140 individus. Enfin, Barkmere a enregistré une population maximale de 64 individus recensés en 1966 et Estérel 133 en 1961. Quant à Belleterre, son apogée démographique remonte en 1951 avec une population de 1 011 habitants. Enfin, le recensement de 1996 a permis à la petite localité du Lac-Delage d'atteindre le cap des 368 habitants, sommet qu'elle avait également égalé en 1966.

villages nordiques (huit), des municipalités de cantons unis (cinq), des établissements indiens (cinq) et des terres réservées (deux). De ces 324 entités, près du tiers (32,4%), soit plus précisément 105, comportaient moins de 250 habitants (carte 2.1). Ces petites et très petites communautés totalisent une population de 96 051 personnes (tableau 2.1), ce qui représente 1,4% des effectifs démographiques de la province. Ces 324 localités se répartissent de façon relativement uniforme dans l'assiette socio-spatiale du Québec. De façon générale, elles ont tendance à se concentrer sur les terres ondulées des Appalaches et du Bouclier canadien des six grandes régions périphériques du Québec<sup>2</sup> où elles représentent 43,9% des localités de ce segment (carte 2.2).

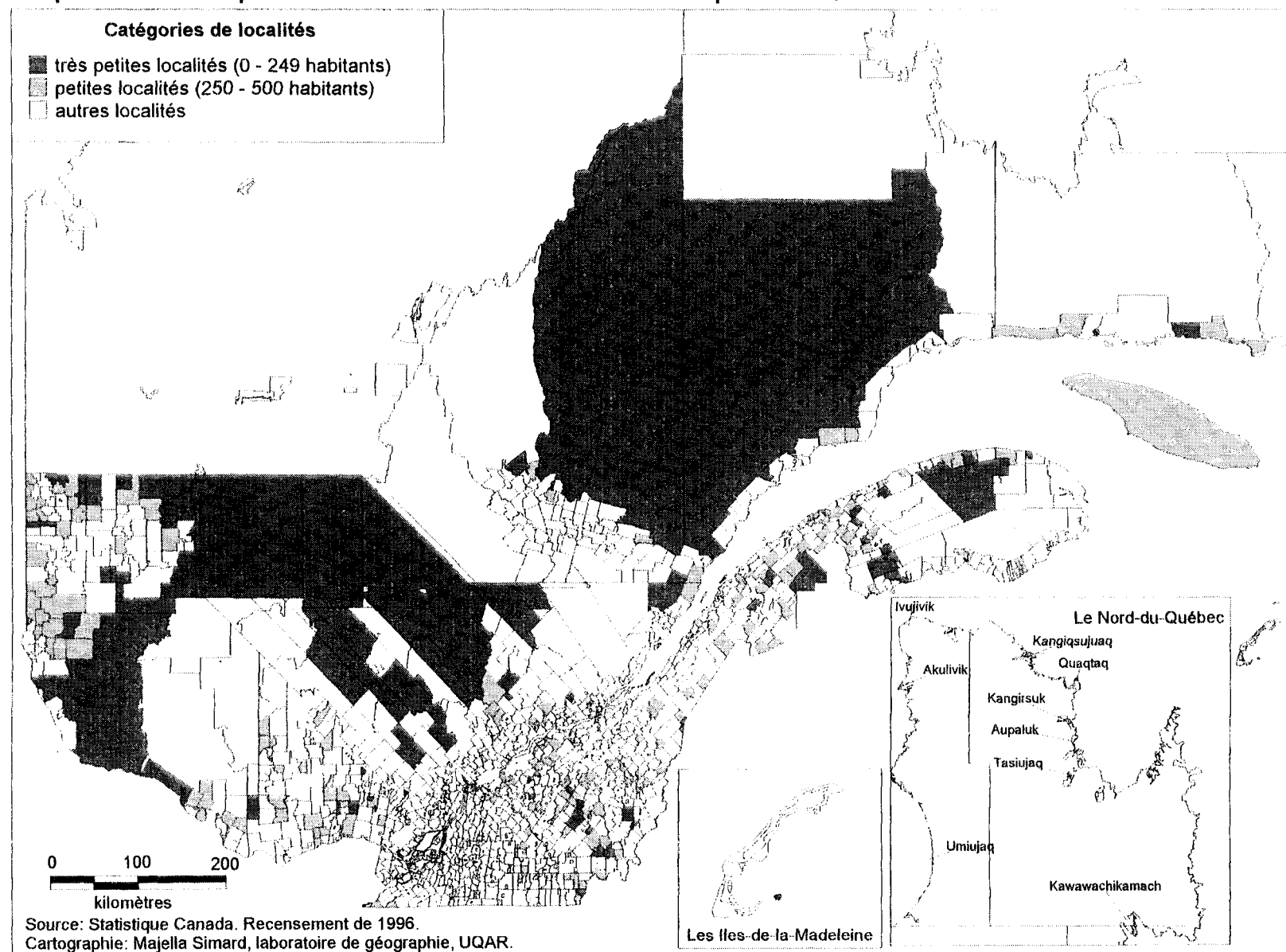
C'est en Abitibi-Témiscamingue où elles sont les plus nombreuses avec 47 entités, bien que ces dernières ne représentent que 9,1% de la population de cette région. Dans l'Est-du-Québec, la population des petites localités représente 11,6% des effectifs démographiques régionaux. Cette forte proportion n'est pas sans se répercuter sur l'ensemble de la vie socio-économique qui présente, depuis plusieurs années, de nombreux signes de fragilité. Le Nord-du-Québec, qui représente un monde à part en raison de ses nombreux particularismes culturels, économiques et sociaux, compte 10 petites localités. Ces dernières renferment 9,0% de la population régionale. La

---

<sup>2</sup> Nous regroupons dans cette catégorie les régions administratives de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay Lac Saint-Jean, du Bas-Saint-Laurent, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. Ces territoires, surlignés en jaune au tableau 2.1, sont habituellement identifiés comme périphériques parce qu'ils sont relativement éloignés des grands centres urbains. De plus, leur économie repose essentiellement sur l'extraction et la première transformation des ressources naturelles. Pour cette raison, elles reçoivent régulièrement l'appellation de «régions-ressources». Quant à leur infrastructure de services, elle est généralement de niveau inférieur à celle utilisée par la majorité des Québécois et ce, tant en terme de quantité que de qualité. Ces entités spatiales forment 89,0% de la superficie du Québec mais ne contiennent que 12,5% de sa population. Une telle inadéquation est déjà très révélatrice en soi des particularités géographiques et socio-économiques qui les différencient des espaces à plus forte concentration humaine.

Carte 2.1

Les petites et les très petites localités rurales dans l'assiette socio-spatiale du Québec en 1996





Carte 2.2

Les petites localités rurales, par régions administratives, dans l'assiette socio-spatiale du Québec en 1996

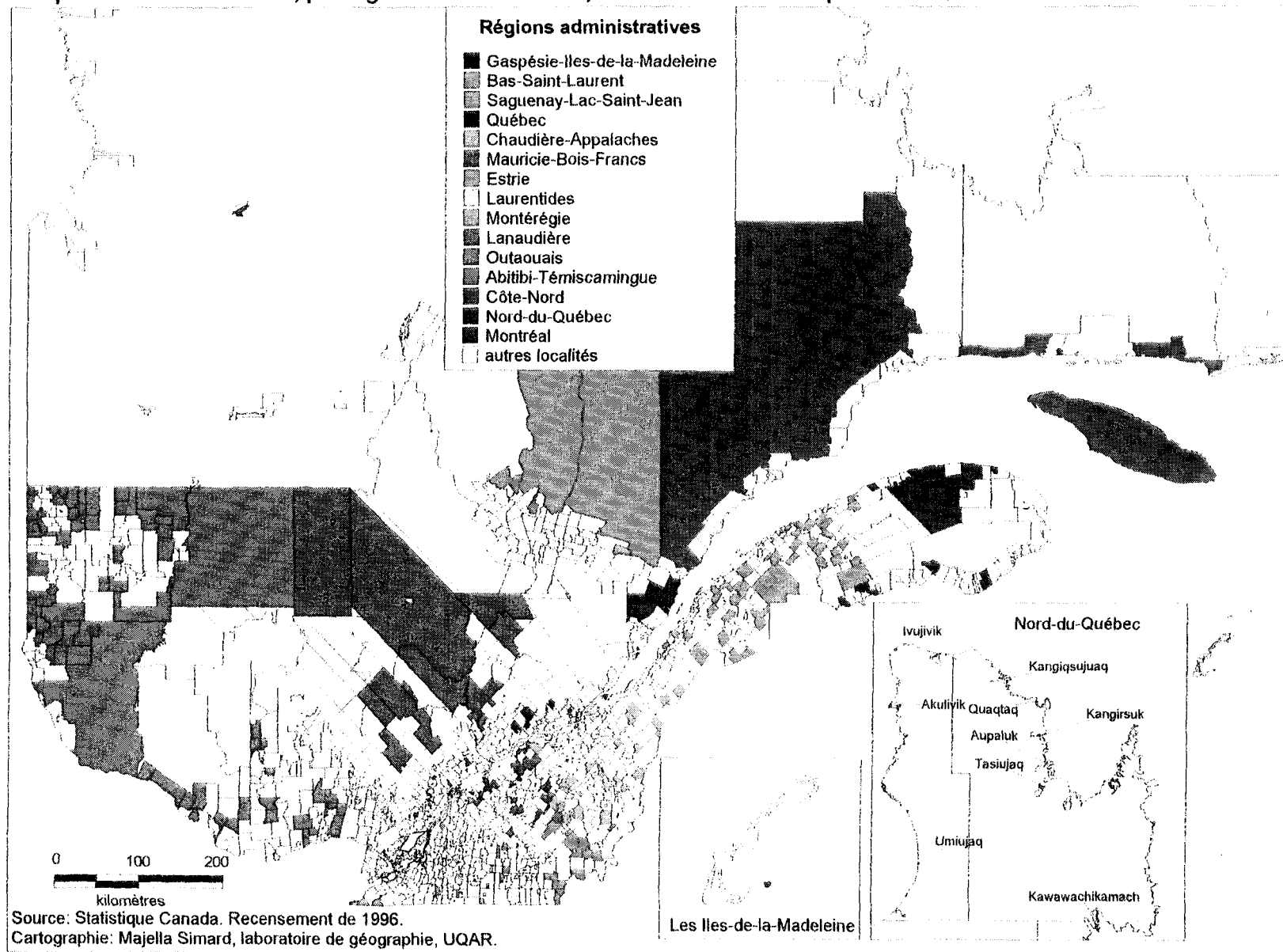


Tableau 2.1

Distribution géographique et population des petites et très petites localités rurales du Québec, par régions administratives, en 1996

Régions administratives	Très petites localités			Petites localités			TOTAL		
	Nombre de localités	Population totale	% de la population par rapport à celle de la région	Nombre de localités	Population totale	% de la population par rapport à celle de la région	Nombre de localités	Population totale	% de la population par rapport à celle de la région
Abitibi-Témiscamingue	17	2 556	1,6	30	11 508	7,5	47	14 064	9,1
Mauricie-Bois-Francis	13	1 812	0,3	32	12 171	2,6	45	13 983	2,9
Bas-Saint-Laurent	11	1 471	1,3	32	11 019	5,3	43	12 490	6,6
Chaudière-Appalaches	6	776	0,2	24	9 268	2,4	30	10 044	2,6
Outaouais	6	1 062	0,4	23	9 058	2,9	28	10 120	3,3
Estrie	9	1 308	0,4	13	4 934	1,8	22	6 242	2,2
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	7	1 062	1,1	11	4 150	3,9	19	5 212	5,0
Québec	8	691	0,1	10	3 729	0,6	18	4 420	0,7
Côte-Nord	7	876	0,9	10	3 745	3,6	17	4 621	4,5
Monterégie	2	366	0,0	13	4 900	0,4	15	5 266	0,4
Laurentides	8	514	0,1	7	2 590	0,6	15	3 104	0,7
Nord-du-Québec	2	350	0,9	8	3 095	8,1	10	3 445	9,0
Lanaudière	5	312	0,1	3	1 090	0,3	8	1 402	0,4
Saguenay Lac Saint-Jean	3	428	0,2	3	1 208	0,4	6	1 636	0,6
Montréal	1	2	0,0	0	0	0,0	1	2	0,0
<b>LE QUÉBEC</b>	<b>105</b>	<b>13 586</b>	<b>0,2</b>	<b>219</b>	<b>82 485</b>	<b>1,2</b>	<b>324</b>	<b>96 051</b>	<b>1,4</b>

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Mauricie (45), Chaudière-Appalaches (30) et l'Estrie (22), trois entités administratives aux reliefs contrastés qui appartiennent en partie aux zones montagneuses des Appalaches et des Laurentides, comportent un nombre relativement élevé de localités de petite taille démographique en dépit de leur désignation de «régions centrales». Dépourvue d'agglomérations urbaines importantes, la région de Chaudière-Appalaches présente une structure de peuplement particulière qui comporte de nombreuses similitudes avec celle

du Bas-Saint-Laurent<sup>3</sup>. La répartition de populations relativement faibles sur de grands espaces a favorisé la profusion de localités de petite taille (46,7% des localités ont moins de 1 000 habitants). Avec 2,2% de leur population dans les petites localités, Québec, la Montérégie, les Laurentides, Lanaudière et Montréal ne disposent au total que de 55 municipalités de moins de 500 habitants. Dans ces régions, la population se concentre autour d'une armature urbaine relativement forte. Elles se distinguent aussi par une structure économique prospère, dynamique et diversifiée.

Seulement deux régions, soit celles des Laurentides et de Lanaudière, comportent un nombre plus élevé de très petites que de petites localités<sup>4</sup>. Ces entités, de très petite taille en termes d'effectifs humains, couvrent de vastes superficies du Québec nordique. Elles sont particulièrement nombreuses au sein des six grandes régions périphériques du Québec. Ainsi, on en retrouve 17 en Abitibi-Témiscamingue, 11 dans le Bas-Saint-Laurent, huit en Gaspésie, sept sur la Côte-Nord, deux dans le Nord-du-Québec et deux autres au Saguenay Lac Saint-Jean. Certaines zones intermédiaires telles que la Mauricie (13), l'Estrie (neuf), l'Outaouais (six) et la région Chaudière-Appalaches (six) en renferment également plusieurs. Les régions centrales en abritent tout de même onze, soit huit sur le territoire de la capitale nationale, deux en Montérégie et une à Montréal. Il s'agit, dans la plupart des cas, de territoires non organisés, de réserves indiennes ou de milieux insulaires.

---

<sup>3</sup> Ces similitudes concernent notamment la vaste superficie du territoire, l'éparpillement d'un grand nombre de localités peu peuplées, les distances importantes qui séparent ces localités les unes par rapport aux autres, la dispersion de la population et des habitations sur le territoire, la multiplicité et l'immensité des milieux vides d'hommes, l'absence d'une véritable armature urbaine ou, à tout le moins d'un pôle de développement capable d'impulsion économique, la taille restreinte des agglomérations, les faibles taux de densité humaine et la longueur du réseau routier.

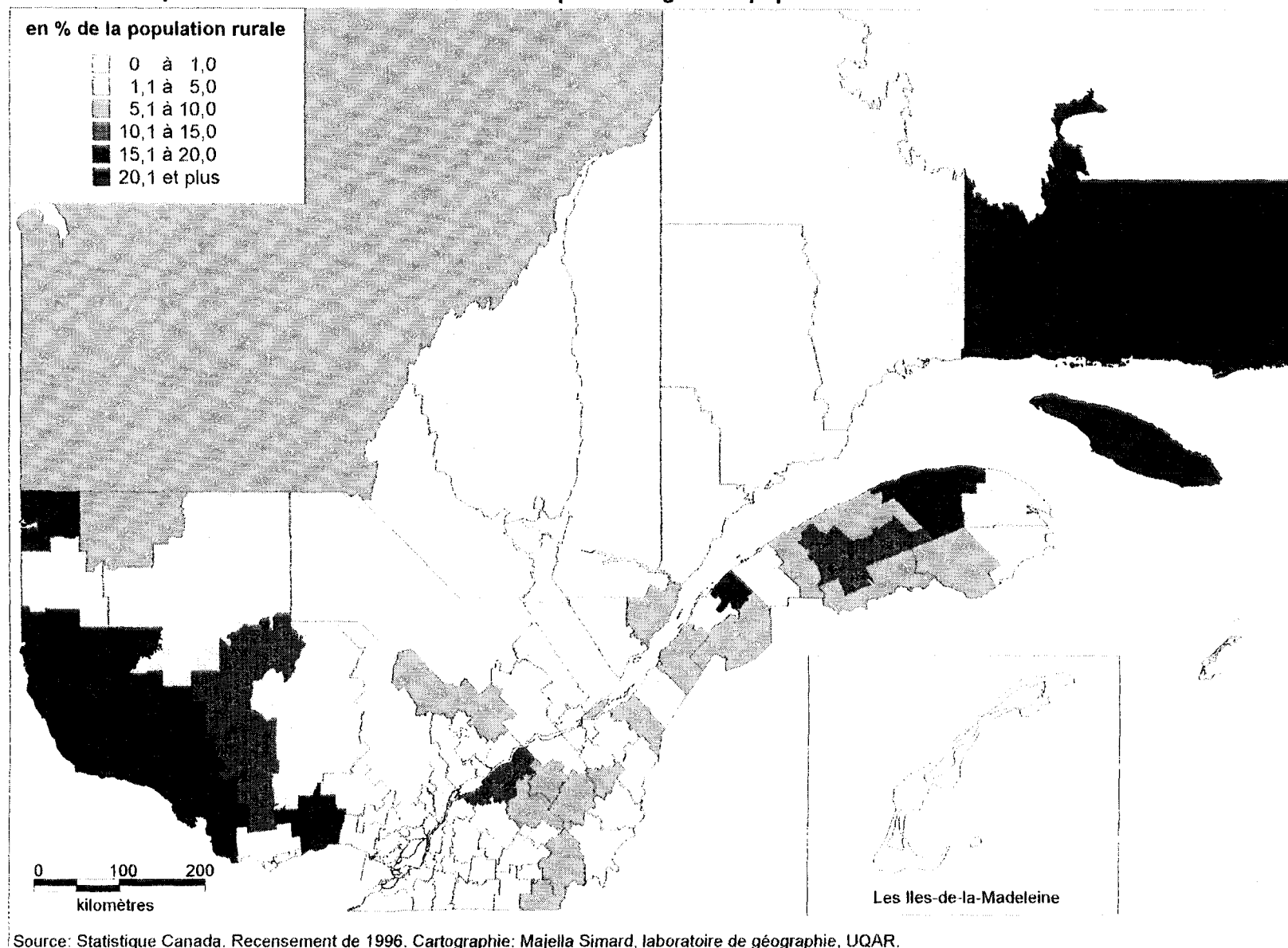
<sup>4</sup> Nous excluons Montréal, qui constitue pratiquement un cas à part puisque l'île-Dorval ne comporte que deux individus.

Vue à l'échelle des MRC, la distribution géographique des petites localités devient encore plus significative. Elles constituent plus du tiers des effectifs dans 20 MRC dont trois dépassent le cap des 50% (carte 2.3). Il s'agit des MRC Pontiac (en Outaouais), Témiscamingue (en Abitibi-Témiscamingue), Minganie et la Côte-Nord-du-Golfe, sur la Côte-Nord. Ces dernières présentent un tissu de peuplement plutôt lâche et étriqué qui influe considérablement sur la vie socio-économique et fonctionnelle. Dans les MRC Denis-Riverin, les Basques, Papineau et Abitibi-Ouest, le pourcentage d'individus qui résident au sein d'une petite localité est supérieur à 15. Tout comme les précédentes, ces MRC disposent d'une structure de peuplement caractérisée par les notions de distance et de dispersion. Par ailleurs, 15 MRC ne renferment qu'une seule localité de petite taille alors que 23 n'en possèdent pas du tout (carte 2.4). Ces MRC se retrouvent dans pratiquement toutes les régions du Québec mais plus particulièrement dans les parties les plus urbanisées comme en Montérégie (MRC Beauharnois-Salaberry, Champlain, Vallée-du-Richelieu, Les Jardins-de-Napierville, Les Maskoutains, Roussillon, Rouville), dans les Laurentides (MRC Deux-Montagnes, Mirabel, Thérèse-de-Blainville), en Outaouais (Communauté urbaine de l'Outaouais, Les Collines-de-l'Outaouais) ainsi que dans Lanaudière (L'Assomption, Les Moulins).

Quant aux très petites localités, six MRC en détiennent quatre ou plus. Il s'agit des MRC Témiscamingue (cinq), Abitibi (quatre) et Vallée-de-l'Or (quatre), en Abitibi, La Matapédia (quatre), au Bas-Saint-Laurent, Matawinie (quatre) dans Lanaudière et du Haut Saint-Maurice (quatre) en Mauricie. Elles représentent, dans cette dernière, 40% des entités territoriales mais seulement 1,3% de la population régionale.

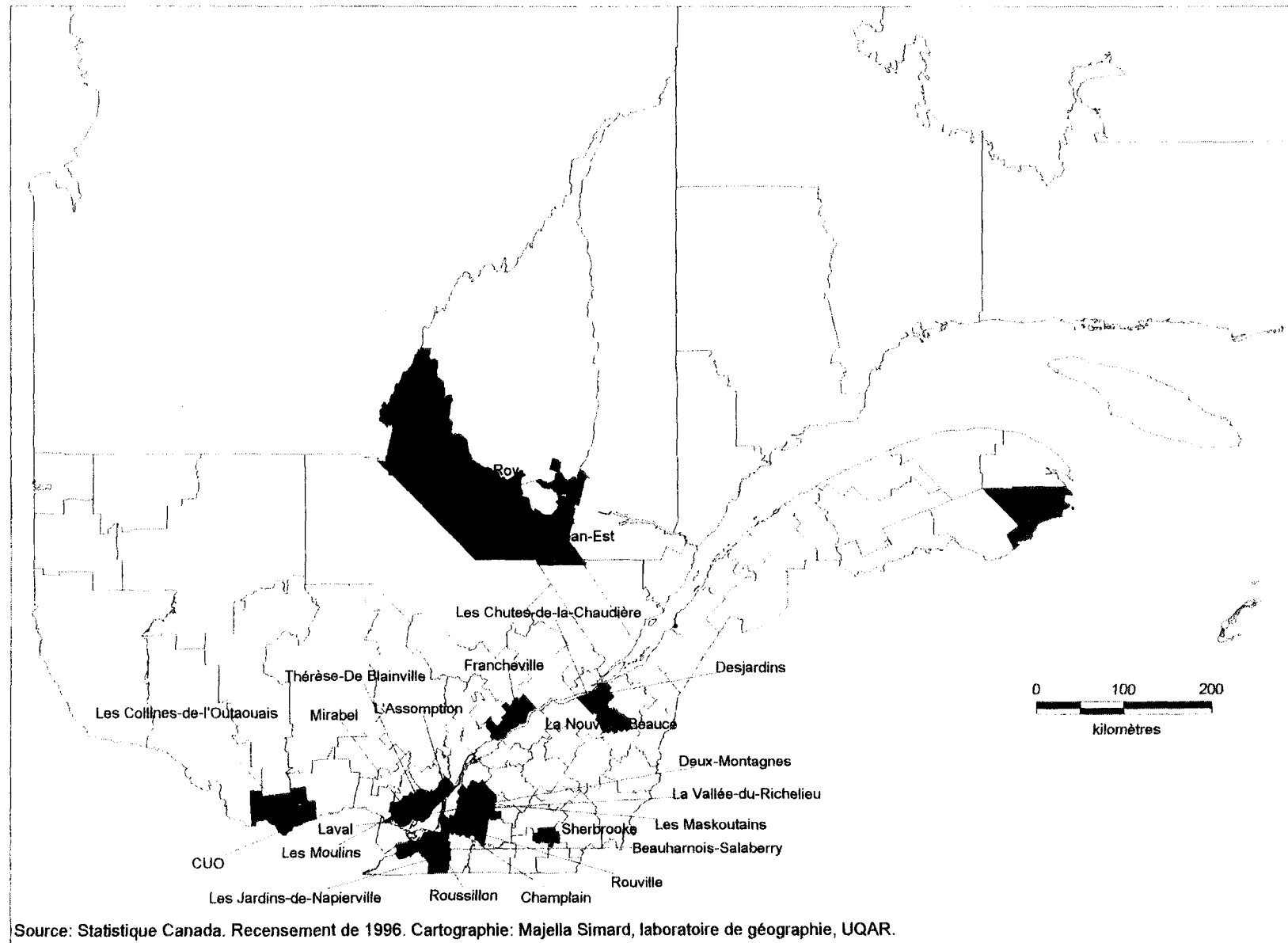
Carte 2.3

Résidents des petites localités rurales du Québec en pourcentage de la population de la MRC en 1996



**Carte 2.4**

**MRC ne comportant aucune petite localité rurale en 1996**



Source: Statistique Canada. Recensement de 1996. Cartographie: Majella Simard, laboratoire de géographie, UQAR.

## **2.2 Recomposition de l'assiette socio-territoriale de l'espace rural québécois**

Depuis plusieurs années, l'espace rural est transformé par l'évolution de l'économie globale et, à bien des égards, les difficultés que nous observons peuvent être interprétées comme le résultat de ces transformations. Les processus actuels de recomposition et de repositionnement des milieux ruraux et les nouvelles inégalités qui en sont parties prenantes constituent un aspect fondamental des mutations des sociétés contemporaines. Le monde rural, qui a longtemps constitué un système économique, social et politique relativement autonome, s'intègre maintenant de plus en plus fortement à des ensembles socio-spatiaux beaucoup plus vastes. L'ampleur de ces mutations, la profondeur de leurs implications et la rapidité de leur diffusion se manifestent à tous les niveaux: géographique, démographique, social, économique, culturel, environnemental et politique. Des pratiques rurales disparaissent, certaines se consolident, de nouvelles surgissent alors que d'autres sont en devenir. Dans cette partie de notre travail, nous exposerons les principales mutations du monde rural contemporain notamment aux plans de la géographie et de la démographie.

Les multiples transformations survenues au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle (la tertiarisation de l'économie, la concentration urbaine, la généralisation des modes de vie, etc.) ont contribué à modifier les rapports entre la ville et la campagne, la nature de la vie relationnelle, la hiérarchie des fonctions et la conception de la vie quotidienne.

Au plan social, par exemple l'amélioration des moyens de communication et la révolution des transports (en particulier de l'automobile) se sont répercutées sur toutes les sphères de l'agir individuel ou collectif. Elles ont favorisé une plus grande qualité du cadre de vie des résidents des petites collectivités en plus de les avoir rapprochés de celui des citadins. Les migrations démographiques induites par les choix de résidence (dissociation entre lieu de travail et de séjour), le travail à domicile (qui contribue à fixer l'emploi dans certaines zones rurales), l'élargissement des zones résidentielles autour des centres urbains, l'appropriation de vastes secteurs par les villégiateurs, la réduction du temps de travail, la plus grande mobilité géographique des individus et les transformations sociologiques des campagnes ont fortement contribué à changer en profondeur la physionomie de ces milieux. Tous ces changements ont également engendré de nouveaux comportements et de nouveaux modes de vie. Conjugués avec l'arrivée d'anciens urbains et de néo-ruraux, ils amènent aussi à repenser les notions d'identité, d'appartenance locale et par là même de territorialité. Car si la localité constitue un espace de vie auquel la population reste attachée pour des raisons de sociabilité, elle est de moins en moins un espace de «pratique», d'organisation socio-économique. Ainsi, comme le mentionne HOUÉE (1996), «une société rurale solidement ancrée dans ses racines familiales, villageoises, culturelles, semble s'être transformée en une juxtaposition d'activités, de groupes sociaux, d'espaces désormais incorporés et remodelés par le système socio-économique à dominante industrielle et urbaine» (HOUÉE, 1996: 37).

Sur le plan de la géographie, l'interaction de ces phénomènes a contribué au renforcement des activités sur de grands axes privilégiés et, plus particulièrement, aux carrefours de ceux-ci. Les agglomérations urbaines repeuplent lentement leurs centres-



villes. Les banlieues s'étendent toujours plus loin. Hors des centres, de gros villages sont en expansion et jouent le rôle de petits centres de services dans leur environnement immédiat. D'autres régions, que l'on dit «périphériques» se fragilisent, bien que la plupart comportent quelques segments en expansion. En conséquence, il est possible d'observer des zones de revitalisation à l'intérieur même de ces régions en déclin. À bien des endroits, l'aménagement du territoire, la qualité du milieu physique et l'environnement paysager sont devenus une préoccupation courante. Même dans les localités les plus marginales, on observe généralement une amélioration du cadre bâti et du dynamisme de l'habitat.

Par ailleurs, ce processus de recomposition socio-territoriale n'a pas fait disparaître les disparités socio-économiques entre les différentes portions de l'espace géographique. Bien qu'il ait favorisé le développement de certains milieux, il a également contribué au déclin de nombreuses localités. Ainsi que le mentionne Clermont DUGAS,

Même si tous les ruraux veulent bénéficier des avantages de la ville, ils n'ont pas toutes les mêmes possibilités de le faire. La taille démographique de leur localité, leur localisation par rapport aux grandes villes, la distance des services et la qualité des communications influent sur ce qu'ils peuvent consommer et sur toute l'organisation de leur vie. Ils ne sont pas tous en mesure de bénéficier des mêmes facilités d'instruction, des mêmes soins de santé ni des mêmes biens de consommation que leurs concitoyens des villes. Nombre d'entre eux doivent aménager leur vie en tenant compte de la nécessité de longs déplacements, d'une carence de services professionnels et médicaux et d'un contexte social plus étroit et moins diversifié (DUGAS, 1990c: 15-16).

Les mutations démographiques constituent la toile de fond du vaste mouvement de restructuration qui a affecté l'ensemble du monde rural québécois. Elles jettent un éclairage particulier sur l'histoire d'une société. Ces changements ont contribué à modifier la répartition spatiale de la population sur le territoire national. Ainsi, nous pouvons distinguer, en fonction de la nature des mouvements produits, deux grandes phases

évolutives. Une première s'étend de 1901 à 1951<sup>5</sup>. Elle se caractérise par une croissance soutenue et généralisée de la population rurale (au sens où l'entend Statistique Canada), *une extension du tissu de peuplement ainsi que par des diminutions sporadiques des effectifs humains à certains endroits*. La seconde, qui va de 1956 à 2001, est davantage marquée par des périodes de fluctuations de la population rurale et par un élargissement des aires de dépeuplement. Dans cette deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le monde rural québécois connaît deux évolutions majeures, d'abord fortement liées entre elles, puis *relativement indépendantes l'une de l'autre*. La première concerne la très forte diminution de la population agricole qui devient minoritaire dans l'espace rural. La seconde résulte de l'inversion des courbes démographiques entre les milieux urbain et rural.

### 2.2.1 La période 1901-1951

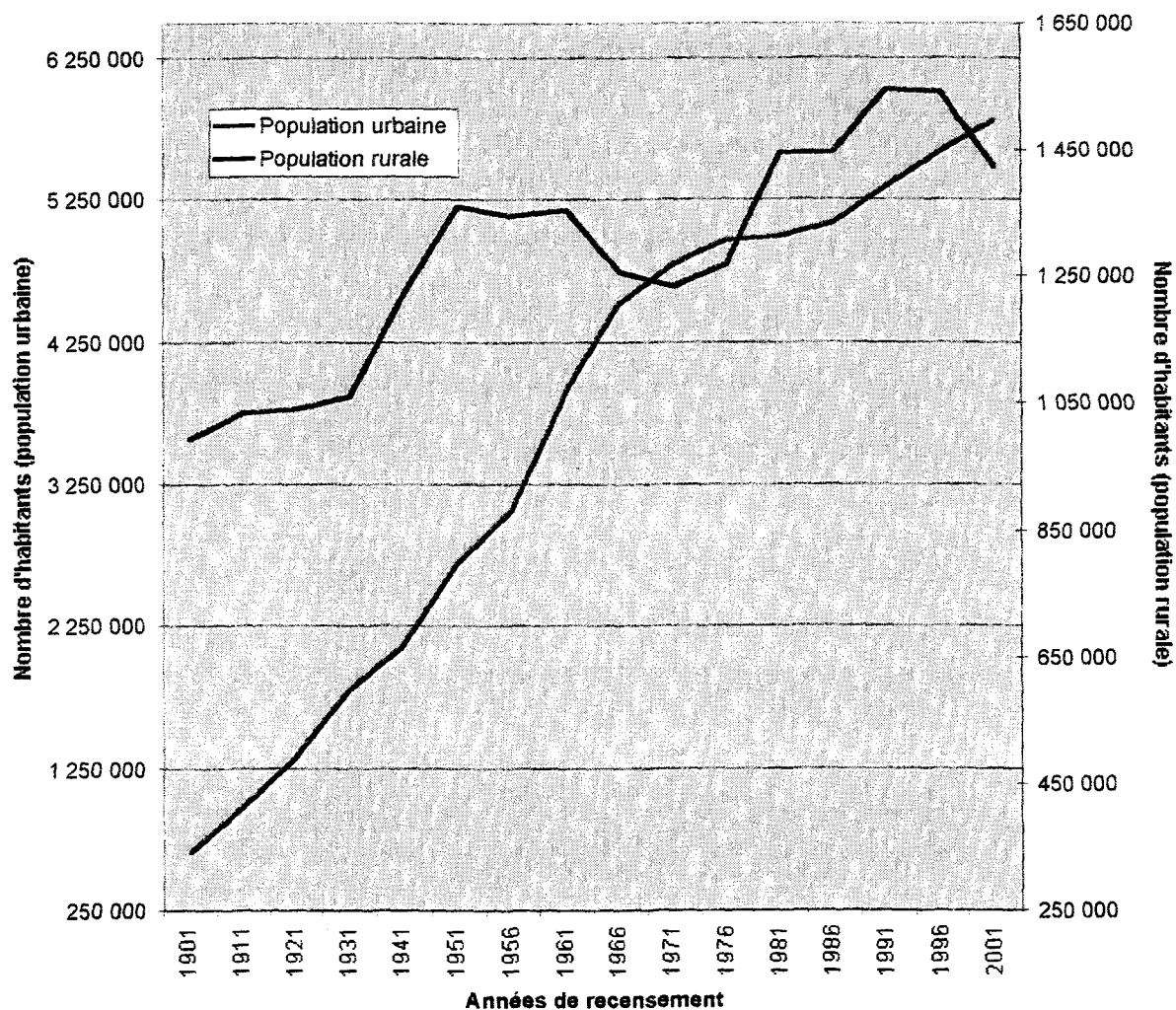
La première moitié du XX<sup>e</sup> siècle se caractérise par un phénomène de croissance démographique des effectifs ruraux. Ainsi, de 1901 à 1951, ceux-ci passent de 992 667 à 1 358 363 individus, ce qui représente une augmentation de l'ordre de 36,8% (graphique 2.1). Il y a bien quelques localités qui connaissent une certaine diminution de leur population mais il ne s'agit que d'une décroissance ponctuelle qui n'affecte que des segments disséminés du territoire rural.

---

<sup>5</sup> L'année 1951 n'indique pas une coupure nette entre les deux périodes mais elle se situe au début d'une ère nouvelle de transformations globales dont les résultats sur le peuplement commenceront à se manifester à partir de 1956.

Graphique 2.1

Évolution des populations rurale et urbaine au Québec entre 1901 et 2001

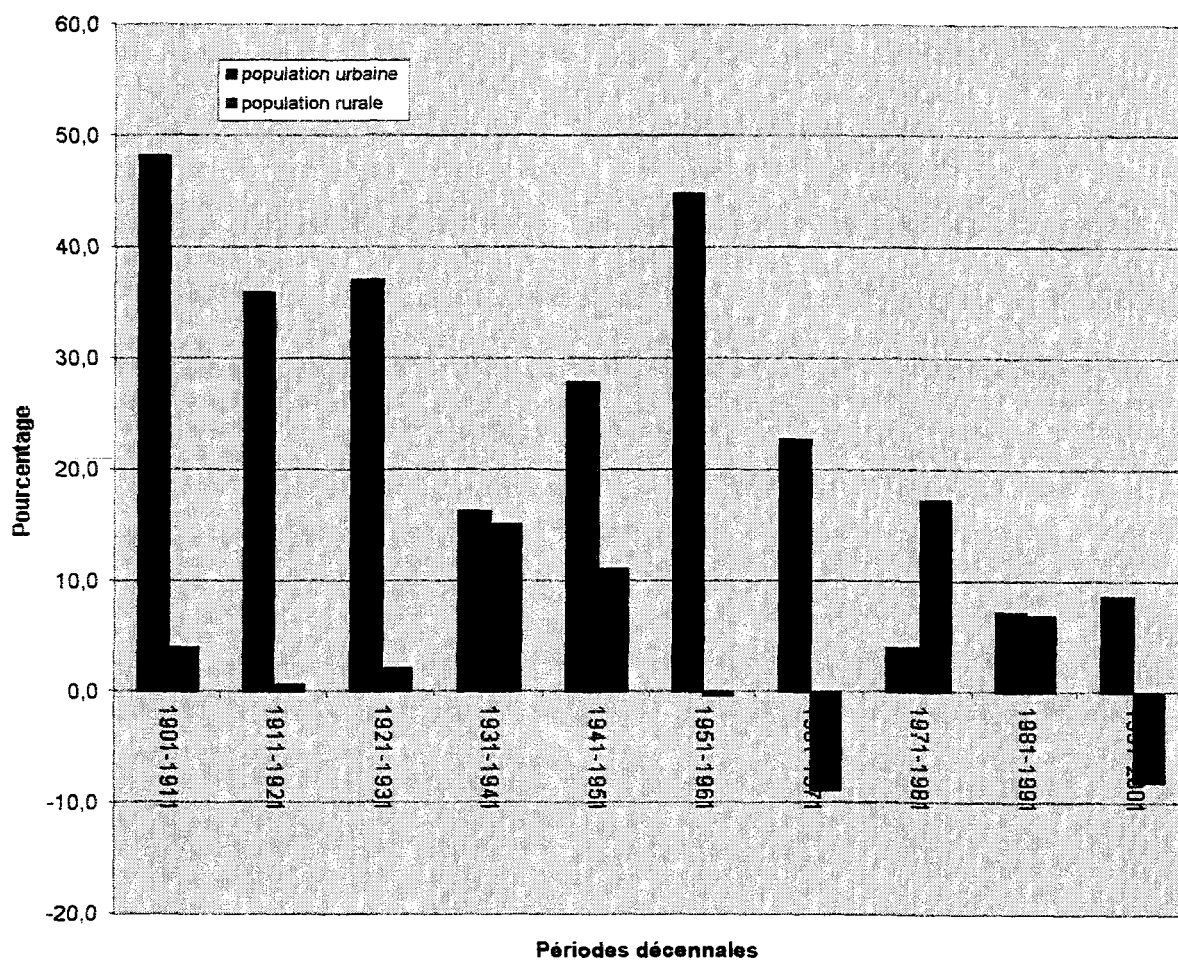


Source: Statistique Canada. Recensements de 1901 à 2001.

La croissance de la population rurale est rythmée par des taux d'évolution qui fluctuent considérablement d'une période décennale à l'autre (graphique 2.2). En effet, ceux-ci oscillent entre 0,6% et 15,2%. De telles fluctuations ne sont que le pâle reflet des changements en cours. Parmi les principaux phénomènes qui ont laissé leurs empreintes signalons l'urbanisation rapide de la province alimentée en partie par l'exode des campagnes. En 1921, la population du Québec devient majoritairement urbaine. Le taux

## Graphique 2.2

### Évolution en pourcentage des populations rurale et urbaine au Québec entre 1901 et 2001



Source: Statistique Canada. Recensements de 1901 à 2001.

de ruralité passe de 60,2% en 1901 à 44% en 1921 et ce, malgré la création de nouvelles municipalités et la forte croissance de la population rurale. Par ailleurs, les migrations ne s'effectuent pas exclusivement du monde rural vers les principales zones urbaines mais aussi à l'intérieur même de l'espace rural. À cette époque, l'Église et l'État sont intimement liés. Ce rapport étroit est marqué par d'importants mouvements de colonisation et l'ouverture de nouvelles paroisses. Il en résulte une extension et une

densification du tissu de peuplement particulièrement dans les régions périphériques du Québec mais aussi dans les Laurentides et en Chaudière-Appalaches<sup>6</sup>. Malgré des taux de natalité élevés, la décroissance s'installe à de nombreux endroits, si bien qu'à l'exception de l'Abitibi, toutes les régions du Québec sont concernées par ce processus de déclin. Par ailleurs, comme le mentionne DUGAS (1996b):

Étant donné la nature de l'économie qui caractérise alors le milieu rural, la décroissance sporadique des populations locales apparaît davantage comme un ajustement de la trame de peuplement aux possibilités économiques du milieu et aux nouvelles valeurs et virtualités offertes par l'exploitation forestière, l'urbanisation et l'industrialisation que comme un véritable phénomène de déprise (DUGAS, 1996b: 112).

De 1931 à 1951, la population rurale continue d'augmenter progressivement. Cette augmentation est toutefois beaucoup moins rapide que celle que l'on observe en milieu urbain (cf. graphiques 2.1 et 2.2). Le recensement de 1951 marque une date charnière dans l'histoire démographique de la province. La population rurale du Québec atteint 1 358 363 individus, un sommet qu'elle ne dépassera qu'à deux reprises, soit en 1981 et en 1991.

## **2.2.2 La période 1956-2001**

### **2.2.2.1 La fin de la prééminence de la population agricole dans l'espace rural québécois et le début de la formation des banlieues**

Durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'évolution démographique des campagnes s'effectue de manière cyclique comme le montre le graphique 2.1. De manière globale, la population rurale continue d'augmenter mais en nombre absolu seulement. Comme il

---

<sup>6</sup> Plus de 600 localités s'ajoutent aux 900 qui existaient déjà au début du siècle.

existe partout des enclaves en déclin, cela sous-tend que des mouvements migratoires internes se sont produits en faveur des zones situées à proximité des villes. Dans ce dernier cas, c'est la disponibilité des terrains, la proximité des principales artères de communication, les maisons et les terrains à prix abordable, la qualité de la vie en général alimentés par un fort courant écologique (besoin d'air pur, de frugalité, de verdure, etc.) qui ont favorisé la croissance des effectifs ruraux. Quant aux milieux en déclin, ils se distinguent, entre autres choses, par le vieillissement progressif de la population, le déséquilibre des sexes (qui se manifeste par une augmentation constante du taux de masculinité) et l'exode d'une partie de leurs effectifs. Les deux premières périodes décennales de cette seconde phase se caractérisent par une diminution de la population rurale. Si les pertes ne représentent que 5 556 individus entre 1951 et 1961, elles atteignent 119 982 personnes entre 1961 et 1971, ce qui représente une diminution de 8,9%.

Par ailleurs, l'un des changements les plus significatifs de cette seconde période demeure, à notre point de vue, la fin de la prééminence de la population agricole dans l'espace rural québécois. Jusqu'avant 1956, les mondes rural et agricole pouvaient être considérés comme deux réalités semblables. L'agriculture constituait la principale activité économique du milieu rural. En conséquence, les populations rurales étaient majoritairement agricoles. À partir de 1956, la population qui vit sur les fermes devient moins nombreuse que celle exerçant d'autres types d'occupations. En effet, alors que la population agricole représentait encore 58,4% des effectifs ruraux en 1951, cette proportion chute à 43,3% en 1961. Ce renversement, qui constitue un événement historique sans précédent, ne signifie pas pour autant la fin du rural. Il est plutôt le signe

d'un remodelage de la physionomie de cet espace géographique qui se manifeste, entre autres choses, par une plus grande diversification des activités socioprofessionnelles<sup>7</sup>. Ce remodelage est imputable à moult facteurs tant sociaux, culturels que comportementaux ainsi qu'aux diverses pressions économiques liées justement à la restructuration du secteur agricole.

Une telle mutation amène certains observateurs à s'interroger sur la redéfinition sociologique du fait rural québécois. Dans cette foulée, Gérard FORTIN suggère de remplacer le concept de milieu rural par celui de «milieu régional urbanisé». Le chercheur écrit: «(...) plutôt que de parler de milieu rural, il vaudrait mieux à notre sens de parler de régions urbaines à faible densité ou simplement de régions polarisées» (FORTIN, 1971: 317). Ce renouveau de la pensée sociologique québécoise<sup>8</sup> illustre bien l'ampleur des bouleversements. Ils correspondent à «la fin d'un règne» pour reprendre le titre du célèbre ouvrage du sociologue.

#### **2.2.2.2 Extension des agglomérations urbaines et accroissement de la population rurale**

Une autre évolution considérable concerne le revirement démographique que l'on perçoit au Québec en 1976. En effet, pour la première fois dans l'histoire québécoise, le recensement de 1976 révèle que les milieux ruraux, toutes catégories confondues,

---

<sup>7</sup> Ainsi, en 1996, 23,9% des localités rurales du Québec ne comptent aucun travailleur agricole et moins de 10% des emplois ruraux sont agricoles.

<sup>8</sup> Cette prise de conscience s'est également manifestée en France avec la parution d'ouvrages au titre choc tels que *La fin des paysans* d'Henri MENDRAS (1967) ou encore *Une France sans paysans* de Michel GERVAIS et al. (1965), ouvrages qui annoncent le passage d'une société rurale essentiellement agricole à une autre plurifonctionnelle.

connaissent un taux d'accroissement plus élevé que celui des régions urbaines<sup>9</sup>. De 1971 à 1976, la population rurale passe de 1 232 825 à 1 301 685 habitants, ce qui représente une augmentation de 5,6%. De son côté, la population urbaine ne progresse que de 2,9%.

Les statistiques de la période quinquennale subséquente confirment non seulement cette nouvelle tendance mais la consolide, voire l'accroît. De fait, la population rurale s'établit à 1 444 564 individus en 1981, soit un accroissement de 11%<sup>10</sup>. Ce nouveau sommet est notamment attribuable au début de la formation des banlieues (périurbanisation)<sup>11</sup> et à l'arrivée de néo-ruraux<sup>12</sup>; deux phénomènes qui, par ailleurs, interagissent en concomitance avec la continuation de l'exode rural. Cette évolution est loin d'être le fait exclusif de l'espace périurbain. En effet, au cours de la période 1971-81, 85% des divisions de recensement montrent un taux positif des populations rurales.

La décennie suivante se distingue par un accroissement de 6,9% de la population rurale. Cet accroissement demeure toutefois modeste si on le compare à celui de la période précédente (17,2%). D'autre part, les populations rurales et urbaines évoluent sensiblement au même rythme (cf. graphique 2.2). En 1991, les effectifs ruraux atteignent

---

<sup>9</sup> Un tel revirement de situation a conduit certains observateurs (KAYSER, VACHON, JEAN, MACÉ, RENARD, CHARVET, etc.) à parler de «renaissance rurale». Cette expression nous apparaît inappropriée pour caractériser le phénomène en cours. En effet, une renaissance laisse supposer qu'il y ait eu une mort du rural, ce qui n'est apparemment pas le cas. Le monde rural québécois s'est toujours distingué par un réaménagement de sa structure de peuplement qui, selon les endroits, évolue dans un sens ou dans l'autre. C'est pourquoi, le concept de recomposition ou de restructuration nous semble plus conforme à la réalité démographique du fait rural.

<sup>10</sup> De son côté, le taux d'évolution des effectifs urbains n'est que de 1,2%.

<sup>11</sup> D'après COURVILLE (2000), la périurbanisation constitue l'un des traits les plus marquants de la géographie québécoise des 30 dernières années. Amorcé dans les années 50, le phénomène s'accélère entre 1961 et 1976. «Jamais dans l'histoire de l'humanité n'a-t-on observé de telles extensions du tissu construit» (COURVILLE, 2000: 443).

<sup>12</sup> Il faut préciser que jusqu'en 1950, la vie rurale était présentée comme le meilleur moyen pour la nation québécoise de remplir sa mission et de préserver ses traits caractéristiques.



un summum jamais inégalé. Ces derniers représentent une population de 1 544 752 habitants, soit 22,4% de celle de la province. Cette augmentation s'explique en partie par l'importance des mouvements migratoires internes, la recherche d'une qualité de vie dans un cadre plus sain et l'essoufflement de la croissance industrielle.

Par ailleurs, ce renouveau démographique se répartit inégalement dans l'espace rural québécois. Les milieux situés à proximité d'un centre urbain profitent davantage des fruits de cette croissance. De façon générale, leur population augmente même plus rapidement que celle des villes<sup>13</sup>. À l'inverse, les localités qui s'en trouvent plus ou moins éloignées sont assujetties à la stagnation, voire au déclin de leurs effectifs. Dans une contribution récente, MULLER (2000) résume bien l'évolution de cette dynamique. «Tout se passe comme si le renversement démographique accentuait les disparités entre un rural en déclin et un rural qui renaît tout en se transformant» (MULLER, 2000: 107). Si l'arrivée de nouvelles populations a été moindre dans les espaces isolés des principales influences urbaines, cet apport a néanmoins contribué à une importante restructuration socioprofessionnelle de la population rurale. La dernière période décennale est marquée par un important déclin des effectifs ruraux. Les pertes totalisent 124 442 individus, soit une baisse de 8,1%. À l'inverse, la population urbaine augmente de 8,7%. En 2001, les ruraux représentent moins du un cinquième (19,6%) de la population québécoise.

---

<sup>13</sup> Dans la MRC Rimouski-Neigette par exemple, les localités de Ste-Odile, de Bic, de Pointe-au-Père, de Ste-Blandine et de St-Anaclet, situées à la périphérie de Rimouski, ont connu une expansion démographique de l'ordre de 142,2% entre 1971 et 1996 comparativement à seulement 18,2% pour l'agglomération rimouskoise. De plus, pour chacune de ces municipalités, cette croissance a été supérieure à celle de la capitale régionale et ce, pour les six périodes quinquennales comprises au cours de ces 25 années.

Les petites localités rurales n'ont évidemment pas été exclues de ce vaste mouvement de restructuration démographique. Au cours des prochaines lignes, nous nous attarderons plus spécifiquement sur la dynamique de leur évolution.

### **2.2.3 La situation démographique des petites localités rurales<sup>14</sup>**

#### **2.2.3.1 La période 1901-1951**

Jusqu'au milieu des années 50, la trajectoire évolutive des petites municipalités est demeurée sensiblement la même que celle que l'on observe pour l'ensemble du monde rural québécois (graphique 2.3). En fait, les pourcentages d'évolution démographique, pour cette catégorie de localités, ont même été supérieurs à ceux du Québec rural dans sa globalité (tableau 2.2). Cette augmentation prodigieuse s'est accompagnée d'une forte extension du tissu de peuplement marquée par d'importants mouvements de colonisation et l'ouverture de nouvelles paroisses.

Au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les petites localités affichent un bilan démographique positif et ce, même si les municipalités en décroissance sont généralement plus nombreuses que celles qui se caractérisent par un accroissement de leurs effectifs<sup>15</sup> (tableau 2.3). La quantité de municipalités concernées par le processus

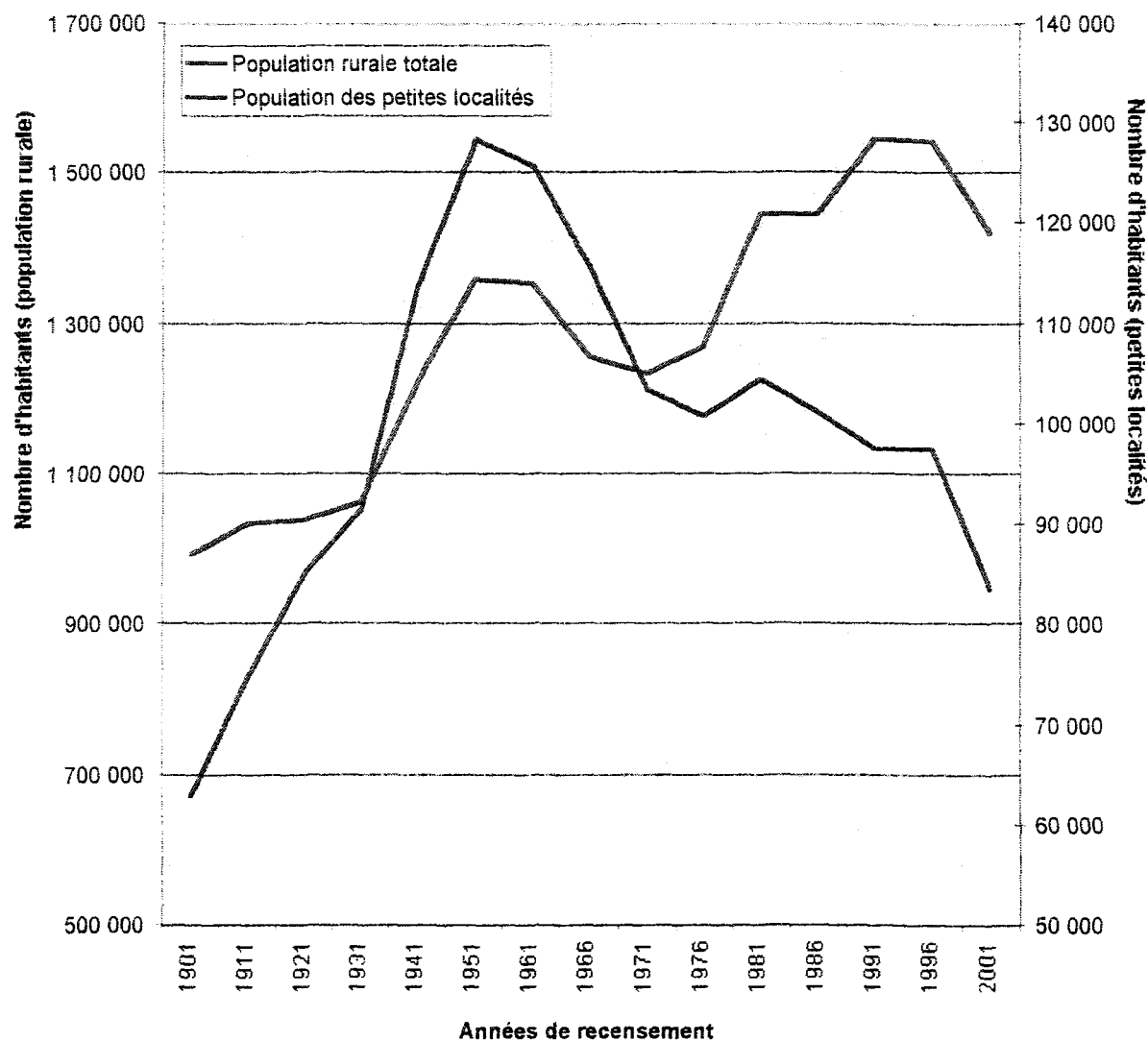
---

<sup>14</sup> Dans un but de comparaison et de conformité, l'analyse est effectuée sur la base des 324 petites localités rurales que l'on recensait en 1996.

<sup>15</sup> Mentionnons que l'on dénombre seulement une localité en état de stabilité démographique pour chacune des décennies suivantes: 1901-1911, 1921-1931 et 1931-1941. Il s'agit respectivement de Piopolis, New Glasgow et Dundee.

**Graphique 2.3**

**Évolution de la population rurale en comparaison avec celle des petites localités entre 1901 et 2001**



Source: Statistique Canada. Recensements de 1901 à 2001.

de dépeuplement augmente d'une période décennale à l'autre. Par exemple, on dénombre entre 1941 et 1951, 110 localités de moins de 500 habitants en décroissance, soit 57,6% du total comparativement à 39 pour la période 1901-1911. C'est un chiffre

Tableau 2.2

Bilan démographique des petites et très petites localités rurales du Québec et pourcentage d'évolution pour les 10 dernières périodes décennales

Périodes décennales	Petites localités				Très petites localités				Total			
	Gains	Pertes	Bilan	% d'évolution	Gains	Pertes	Bilan	% d'évolution	Gains	Pertes	Bilan	% d'évolution
1901-1911	13 165	4 465	8 700	15,3	3 674	493	3 181	53,0	16 839	4 958	11 881	18,9
1911-1921	15 341	8 161	7 180	11,0	3 586	429	3 157	34,4	18 927	8 590	10 337	13,8
1921-1931	16 472	10 608	5 864	8,1	3 157	2 700	457	3,7	19 629	13 308	6 321	7,4
1931-1941	22 746	4 015	18 731	23,9	4 130	556	3 574	27,9	26 876	4 571	22 305	24,4
1941-1951	21 407	9 080	12 327	12,7	3 659	1 268	2 391	14,6	25 066	10 348	14 718	13,0
1951-1961	9 543	10 727	-1 184	-1,1	2 063	3 582	-1 519	-8,1	11 606	14 309	-2 703	-2,1
1961-1971	3 368	22 495	-19 127	-17,6	1 977	5 146	-3 169	-18,4	5 345	27 641	-22 296	-17,7
1971-1981	12 222	12 543	-321	-0,4	5 006	3 695	1 311	9,3	17 228	16 238	990	1,0
1981-1991	4 259	9 654	-5 395	-6,1	1 520	2 904	-1 384	-9,0	5 779	12 558	-6 779	-6,5
1991-2001	4 172	15 237	-11 065	-13,2	1 248	4 184	-2 936	-21,0	5 420	19 421	-14 001	-14,4

Source: Statistique Canada, Recensements de 1901 à 2001.

Tableau 2.3

Nombre de petites localités québécoises en croissance, en décroissance ou en stabilité démographique pour les 10 dernières périodes décennales

Périodes décennales	Localités en croissance		Localités en décroissance		Localités en stabilité	
	n	%	n	%	n	%
1901-1911	45	52,9	39	45,9	1	1,2
1911-1921	55	51,4	52	48,6	0	0,0
1921-1931	61	45,2	73	54,1	1	0,7
1931-1941	12	7,1	66	39,1	1	0,6
1941-1951	81	42,4	110	57,6	0	0,0
1951-1961	79	36,2	139	63,8	0	0,0
1961-1971	28	12,0	204	87,6	1	0,4
1971-1981	63	25,7	182	74,3	0	0,0
1981-1991	94	31,5	203	68,1	1	0,3
1991-2001	109	33,6	205	63,3	10	3,1

Source: Statistique Canada. Recensements de 1901 à 2001.

considérablement élevé pour l'époque surtout si l'on tient compte d'une augmentation globale de 18,9% de la population, dans ce segment de l'espace rural entre 1901 et 1911, et de la forte expansion de l'agriculture au cours de cette même décennie.

Durant les quatre périodes décennales suivantes, le pourcentage de petites localités en décroissance passe successivement à 48,6%, 54,1%, 39,1% et 57,6%. Compte tenu de la progression de leurs effectifs, ce sont des proportions importantes qui témoignent incontestablement de l'instabilité d'une bonne partie du peuplement rural. Par ailleurs, étant donné la nature de l'économie qui caractérise alors le monde rural québécois, cette décroissance apparaît davantage comme un ajustement de la trame de peuplement plutôt qu'un véritable phénomène de déprise<sup>16</sup>. Le déclin affecte particulièrement la région de l'Outaouais mais aussi les Cantons de l'Est, l'Est-du-Québec

<sup>16</sup> Les causes de cette décroissance sont multifactorielles. Cette dernière est notamment imputable aux nouveaux découpages territoriaux. Elle s'insère également dans le prolongement d'un courant d'exode qui perdure depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Enfin, le dépeuplement s'explique aussi par l'évolution de l'agriculture qui exige de plus grandes surfaces en culture.

et la Côte-Nord. Dès la période 1921-31, il étend ses ramifications à quelques localités de l'Abitibi notamment à Nédélec (-34,7%) et à La Motte (-2,0%).

Même si elle s'inscrit dans un espace rural en restructuration qui continue sa dilatation et sa consolidation, la décroissance démographique ponctuelle des petites localités ne peut être considérée comme un fait marginal puisqu'elle représente pratiquement la moitié des milieux en cause. De plus, le total des pertes (41 775 personnes) est considérable. «L'ampleur du dépeuplement traduit des malaises évidents et témoigne à la fois des limitations du milieu dans le contexte de l'époque et de la fragilité de nombreuses zones de peuplement» (DUGAS, 1996b: 113).

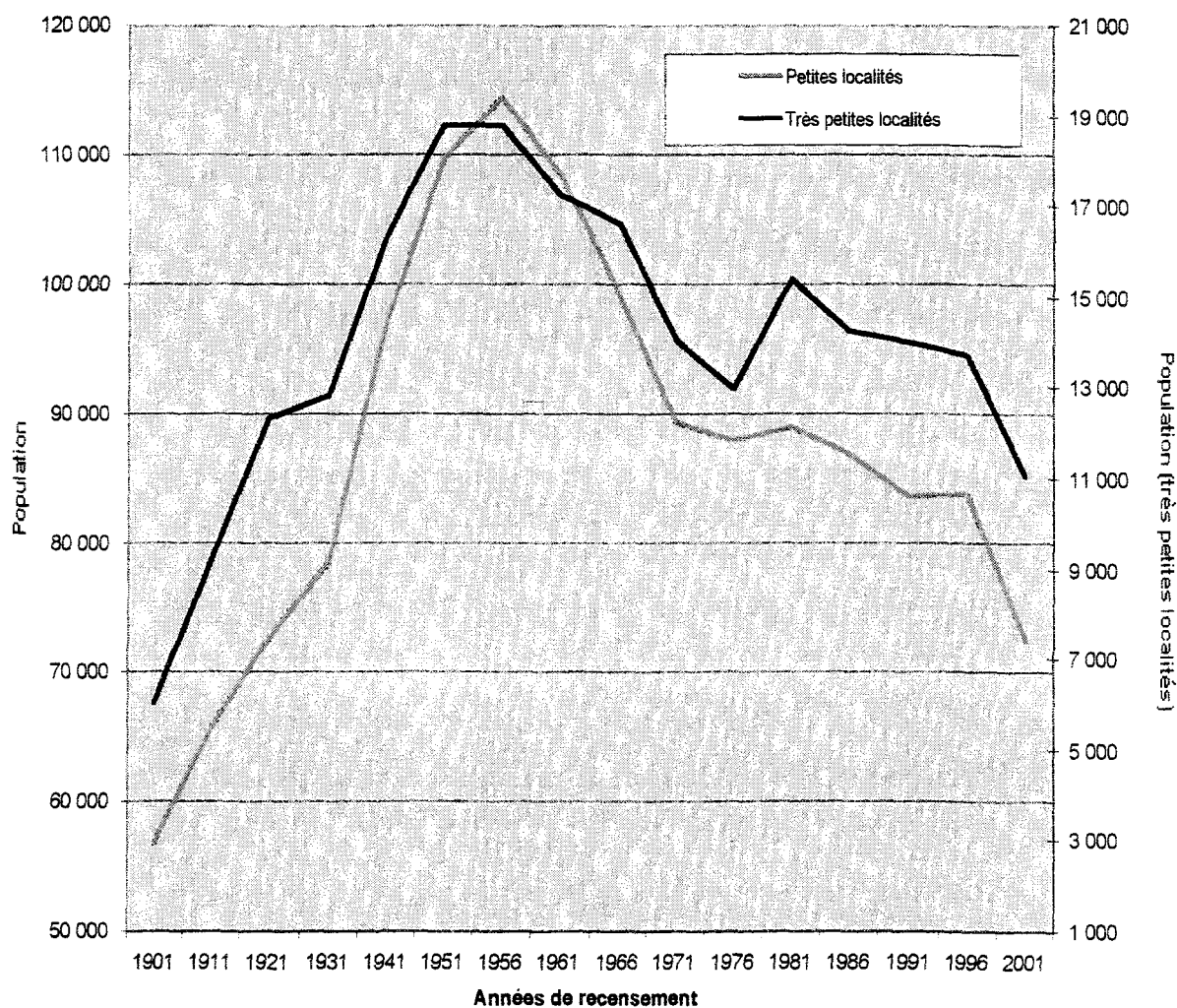
Néanmoins, la population des petites localités s'enrichit de 65 563 nouveaux résidents entre 1901 et 1951, ce qui représente une augmentation de l'ordre de 104,4%. De manière globale, cette période en est donc une de croissance. En effet, la population des petites et très petites localités n'a jamais cessé d'augmenter au cours de ces 50 années<sup>17</sup> (graphique 2.4). C'est la dynamique inverse qui caractérisera la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>17</sup> La dernière grande période de colonisation du XX<sup>e</sup> siècle et l'exploitation minière sont notamment responsables de la formation de la totalité des localités de l'Abitibi. La colonisation a aussi entraîné un essaimage des municipalités sur les marges des vieilles paroisses rurales au Témiscamingue, au Saguenay Lac Saint-Jean, en Gaspésie, au Bas-Saint-Laurent, sur la Côte-Nord, dans les Laurentides et les Appalaches.

**Graphique 2.4**

**Évolution de la population dans les petites et les très petites localités rurales du Québec entre 1901 et 2001**



Source: Statistique Canada. Recensements de 1901 à 2001.

### 2.2.3.2 La période 1956-2001

Le dépeuplement commence à se manifester d'une manière plus significative dans les petites localités rurales du Québec à partir de 1956. Leur évolution démographique n'arrive plus à suivre celle de la population rurale en général. Le nombre de municipalités

en décroissance passe pratiquement du simple (110) au double (204) entre 1941-1951 et 1961-71. Au cours de cette dernière période, 87,6% des localités de petite taille sont en perte de vitesse<sup>18</sup>. Certaines régions sont davantage affectées par ce processus. C'est le cas notamment du Bas-Saint-Laurent où toutes les petites municipalités sont aux prises avec un problème de dépopulation<sup>19</sup>.

La décennie 1961-1971 marque une modification radicale par rapport aux 60 années antérieures où le deuxième plus fort pourcentage d'entités en décroissance avait été enregistré au cours de la période précédente<sup>20</sup>. Le dépeuplement, en milieu rural fragile, atteint le creux de la vague entre 1966 et 1971. En effet, alors que la population rurale du Québec connaît une légère diminution (-1,8%), celle des petites municipalités régresse de 10,7% au cours de cette période. Le phénomène se manifeste avec une plus grande acuité dans les localités de moins de 250 habitants (cf. graphique 2.4). Leur débandade représente une décroissance de l'ordre de 15,3% comparativement à 9,9% pour celles de 250 à 500 habitants. Les gains de population (5 345 personnes entre 1961 et 1971), pour l'ensemble des municipalités de petite taille, sont loin de compenser les nombreuses pertes qui se chiffrent à 27 641 individus. Pratiquement toutes les régions du Québec sont touchées par cette décroissance. Son intensité prend des proportions alarmantes dans le

---

<sup>18</sup> En ce qui concerne les municipalités stables au plan démographique, nous en comptons une (Lac Poulin) entre 1961 et 1971, une autre (St-Thurbide) au cours de la décade 1981-1991 et 10 durant la dernière période décennale, soit entre 1991 et 2001. Il s'agit, dans ce dernier cas, de neuf territoires non organisés auxquels s'ajoute la petite localité de St-Joseph-de-Kamouraska.

<sup>19</sup> Ainsi, contrairement à la période précédente, le dépeuplement ne se manifeste pas seulement à l'échelon local mais il se propage à des sous-régions, voire des régions entières traduisant des problèmes structurels majeurs.

<sup>20</sup> De nombreux facteurs sont à l'origine de cette vague de dépeuplement. Des bouleversements et des innovations se sont manifestés dans tous les aspects de la vie sociale, économique, culturelle et politique. Le monde rural restructure ses institutions et son économie. Cette restructuration est fortement marquée du sceau des concepts de concentration, de polarisation et d'urbanisation. De nombreux individus (notamment des agriculteurs) changent d'occupation pour chercher de nouveaux modes de vie plus conformes aux valeurs dominantes de l'époque.



Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie. En effet, des 50 petites localités dont la dégringolade est supérieure à 30%, 23 se retrouvent dans l'Est-du-Québec. Quant aux 30 entités qui connaissent une augmentation de leurs effectifs, elles correspondent essentiellement à des petits centres de villégiature (Estérel, Ivry-sur-le-Lac, Lac St-Joseph, Yamaska, Yamaska-Est), à des milieux insulaires (Ile-Dorval, Ile-Cadieux) ou à des villages de banlieue (Lochaber Partie-Ouest, Beaulac, St-Cléophas-de-Brandon).

La majorité des petites localités rurales continuent à perdre de la population à compter de 1971. Le rythme de la décroissance est toutefois moins soutenu et plus variable d'une part selon les périodes décennales et, d'autre part, selon les lieux géographiques. Par exemple, de manière globale, ce segment de l'espace rural augmente ses effectifs de 1% entre 1971 et 1981. Bien que modeste, ce surplus démographique prend une signification encourageante puisqu'il se traduit par un changement de direction dans la courbe d'évolution des localités concernées. Ce changement marque, en effet, une pause à plus de 20 ans de décroissance continue. Par ailleurs, plus des trois quarts des petites localités poursuivent leur saignée démographique au cours de cette même période. L'hémorragie est particulièrement inquiétante dans les milieux où la mise en valeur des ressources constitue l'une des principales bases de l'économie. Néanmoins, la trajectoire d'évolution des petites localités demeure pratiquement identique à celle de la décennie précédente. Les milieux en croissance continuent leur remontée alors que ceux en déclin se dépeuplent davantage. Quinze des 34 municipalités dont la décroissance est supérieure à 30% se situent, une fois de plus, dans l'Est-du-Québec. Les très petites localités, pour leur part, se démarquent de celles de 250 à 500 habitants. En effet, alors que les secondes affichent une diminution de l'ordre de 0,4%, les premières connaissent

une augmentation de 9,3%. Il s'agit toutefois d'une croissance plus ou moins artificielle puisque leur population n'augmente que de 1 311 individus. Ste-Anne-du-Lac, par exemple, passe respectivement de 2 à 28, soit une hausse de 1 300%. Le même scénario s'applique à Lac St-Joseph, Lac Poulin, l'Île-Cadieux et l'Île-Dorval dont la croissance des effectifs représente des augmentations de l'ordre de 971,4%, 600%, 120% et 114,3%. En réalité, ces quatre municipalités ne gagnent que 142 habitants.

La légère reprise démographique observée entre 1971 et 1981 est de courte durée. La décennie suivante se démarque par une diminution de 6,5% de la population qui réside au sein des petites collectivités. À l'inverse, la population rurale, prise dans son ensemble, affiche une augmentation de l'ordre de 6,9%. Les très petites localités sont particulièrement affectées par le processus de dépeuplement. Les fractures territoriales se creusent davantage entre les petites et les très petites localités. La population de ces dernières régresse de 9%. Cette régression affecte surtout les territoires non organisés mais aussi certaines localités minières telles que Matimekosh (-48,6%). Dans tous les cas, ce sont des milieux situés en marge de l'écoumène, comme Routhierville, Grand-Lac-Victoria ou Rivière-St-Jean, qui présentent les diminutions les plus considérables<sup>21</sup>. En ce qui a trait aux milieux en croissance, leur nombre est en baisse par rapport à la décennie précédente. Les gains sont trop peu nombreux pour entraîner un bilan démographique positif. Par exemple, certaines municipalités, telles que Lac Walker, Lac Poulin ou

---

<sup>21</sup> Dans ces trois localités, elles dépassent le cap des 40%.

Wôlinak 11, affichent des augmentations supérieures à 100% mais elles ne s'enrichissent, en fait, que de quelques individus<sup>22</sup>.

Au cours de la période 1991-2001<sup>23</sup>, le dépeuplement devient tel qu'il menace la survie de plusieurs localités et, plus spécifiquement, des très petites. Devenu *particulièrement vulnérable depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle*, ce sous-segment perd plus de 20% de ses effectifs durant cette décennie. Pour l'ensemble des petites municipalités, la diminution atteint 14,4%. La majorité de ces milieux, soit plus précisément 63,3% de ceux-ci, sont en décroissance. Onze localités connaissent des pertes supérieures à 30%. Parmi celles-ci, figurent Routhierville (-37,5%), St-Godefroi (-33,8), St-Guy (-32,9%) et St-Pierre-de-Lamy (-30,1%) qui se situent à l'est de la province. Quant aux autres communautés de petite taille, elles se localisent dans le nord du Québec ou sur les terres vallonnées des Appalaches<sup>24</sup>. Néanmoins, une centaine de petits milieux enregistrent des gains totalisant 5 420 personnes. Les villages nordiques, ceux à caractère récréo-touristique, les réserves autochtones et les territoires non organisés constituent les principales entités qui ont connu les accroissements les plus substantiels. Les pourcentages d'évolution sont supérieurs à 50% à Rivière-aux-Outardes, Tasiujaq, Lac-Masketsi, Lac-Matawin, Aston-Jonction, Ste-Anne-du-Lac, Stukely, Mont-Valin, Ouje-Bougoumou, Mont-Élie et Lac-Granet.

<sup>22</sup> Dans les trois cas qui nous concernent ici, il s'agit d'un gain totalisant 180 personnes.

<sup>23</sup> Nous avons exclu, dans un but de comparabilité, les municipalités qui se sont fusionnées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

<sup>24</sup> Il s'agit de Baie-de-la-Bouteille (-68,8%), Lac-Fouillac (-54,2%), Hunter's Point (-44,4%), Lac-Despinassy (-40,7%), Winneway (-37,1%), Kiskissink (-33,3%) et St-Guillaume-Nord (-30,1%).

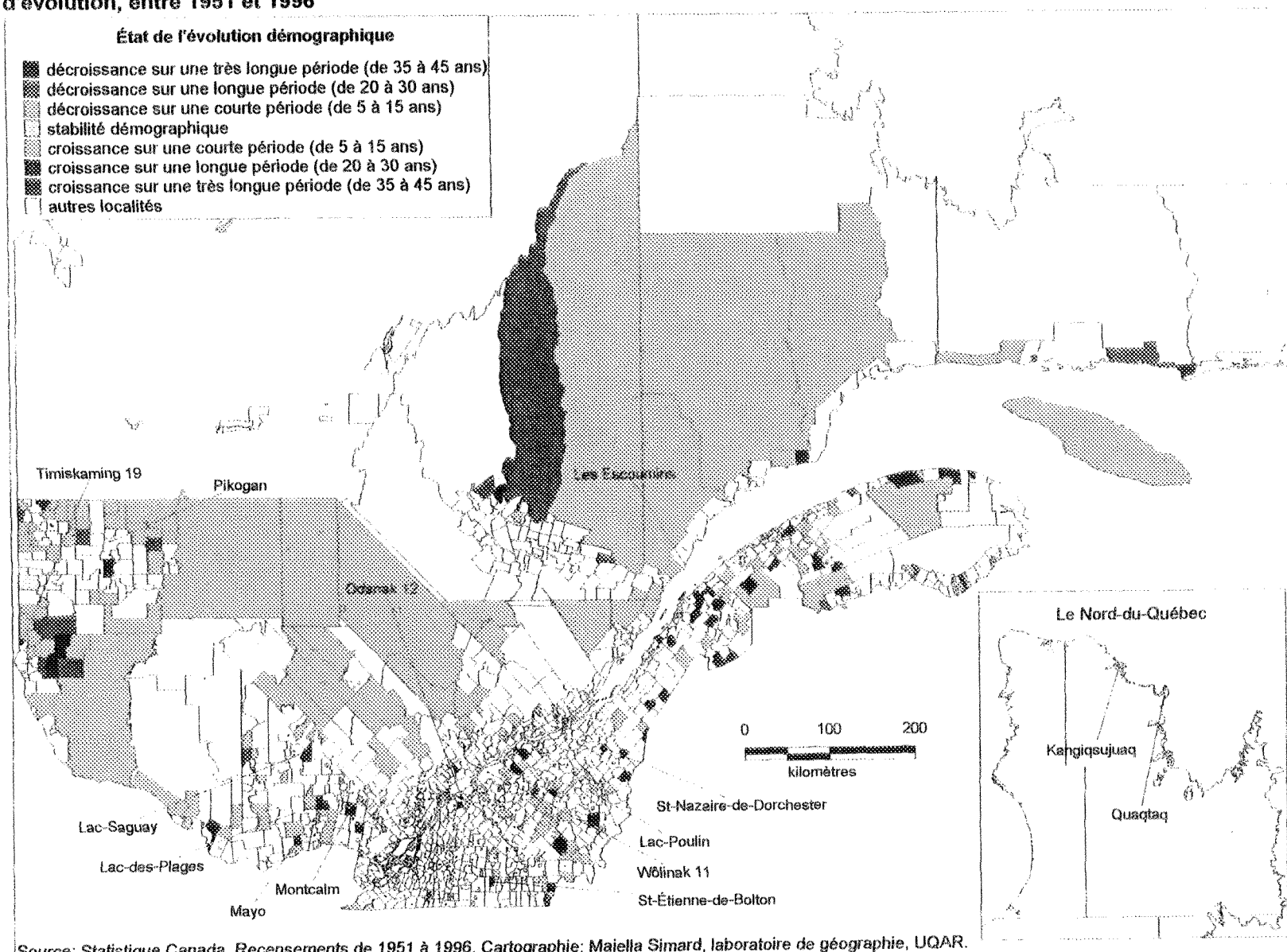
La carte 2.5 illustre la répartition géographique des petites localités rurales du Québec selon leur profil démographique au cours de la période 1951-1996. Nous observons que les milieux en décroissance (182) surpassent ceux ayant connu une augmentation de leur population (139). Par ailleurs, seulement deux municipalités, soit Wentworth et Lac Delage, sont demeurées stables durant ces 45 années.

Quelque 48 localités de petite taille sont en décroissance continue depuis au moins 35 ans. La région du Bas-Saint-Laurent est celle qui en comporte le plus (16). Elle est suivie par celle de Chaudière-Appalaches (neuf) et celle de la Gaspésie (sept). Le Nouveau-Québec est la seule région périphérique qui n'en renferme aucune. On dénombre 25 municipalités dont la décroissance couvre une période variant entre 20 et 30 ans. Elles forment des ensembles contigus et jouxtent les milieux appartenant à la catégorie précédente. Elles sont particulièrement nombreuses en Abitibi et au Témiscamingue. La décroissance s'est manifestée sur une période plus courte, c'est-à-dire entre cinq et 15 ans, dans 109 petites localités. Ces dernières se répartissent dans toutes les régions du Québec. Elles se situent, de manière préférentielle, aux confins de l'écoumène.

Ivry-sur-le-Lac, St-Sixte et Arnfield sont les seules municipalités dont la croissance de la population a perduré durant au moins 35 ans. Quatorze entités ont également enregistré une augmentation de leurs effectifs mais sur une période plus réduite, c'est-à-dire entre 20 et 30 ans. Identifiées par leur toponyme sur la carte 2.5, ces localités sont majoritairement constituées de réserves indiennes (sept). On y retrouve également deux villages de banlieues (Mayo, St-Étienne-de-Bolton), quatre petits centres de villégiature

Carte 2.5

Petites localités rurales du Québec en croissance ou en décroissance démographique continue, selon leur période d'évolution, entre 1951 et 1996



(Lac Poulin, Lac-Saguay, Lac-des-Plages et Montcalm) et une paroisse agricole (St-Nazaire-de-Dorchester). Enfin, 123 municipalités ont été en croissance démographique continue durant un laps de temps beaucoup plus court, c'est-à-dire entre cinq et 15 ans. La période quinquennale 1991-1996 a été particulièrement bénéfique à ce point de vue puisque 43% des localités de petite taille ont gagné des effectifs. Il faut remonter à la période 1951-1956 pour retrouver pareille situation.

La restructuration du tissu de peuplement s'est effectuée en concomitance avec d'importants changements dans la structure économique des petites localités. L'étude de ces transformations et l'analyse des principales activités économiques de ce milieu feront maintenant l'objet de la prochaine section.

### **2.3 Recomposition économique des petites localités rurales du Québec et présentation de la situation actuelle**

La recomposition économique de l'espace rural québécois constitue certes, la mutation la plus significative de la période récente. Elle s'explique notamment par le passage d'une économie à prédominance agricole à une autre où priment les activités industrielles et commerciales qui résultent elles-mêmes du progrès technologique et de l'évolution des structures de consommation. Il s'est ensuivi l'apparition de nouveaux phénomènes parmi lesquels, nous retrouvons, en tête de liste, la nouvelle division internationale du travail, la mondialisation, l'intensification de la concurrence et l'expansion des nouvelles technologies de communication et de l'information. Ces tendances lourdes

ont provoqué une réorganisation spatiale (délocalisation accrue des activités) et fonctionnelle (accroissement considérable de la productivité du travail) des activités économiques. La géographie du travail s'est trouvée complètement modifiée. Parce qu'elles sont plus peuplées et qu'elles bénéficient des emplois les plus spécialisés et les mieux rémunérés, les localités situées près des villes ont encore une fois été favorisées par ce processus. À l'inverse, certaines parties du monde rural, notamment celles éloignées des principaux foyers de peuplement, en ont été écartées.

Toutes les sphères de l'activité économique (l'agriculture, la forêt, les pêches, les mines, les activités industrielles et les services) ont été affectées par l'introduction de nouvelles méthodes de production. Il en est résulté une hausse considérable de productivité et une diminution des emplois engendrés par cette intensité technologique. Par ailleurs, les emplois créés dans les secteurs de la transformation et des services se sont avérés insuffisants pour combler toute la main-d'œuvre disponible. Ces nouveaux modes de mise en valeur des ressources n'ont pas contribué à renforcer de manière significative l'ensemble de la structure économique du milieu rural et, plus particulièrement, celle des petites localités. Bien au contraire, l'épuisement de certaines ressources (mines, forêt, poisson de fond, etc.), le retour à la friche de certaines terres agricoles et la diminution des approvisionnements forestiers ont conduit à maints endroits, à une fragilisation de nombreux segments de l'espace rural.

L'étude des principales mutations économiques, analysées à travers chacun des grands secteurs d'activité, fera l'objet des prochaines sections. Étant donné la place prépondérante qu'elle occupe dans la structure occupationnelle des petites localités (cf.

tableau 2.4), il convient de porter une attention plus grande à l'activité agricole. Mais tout d'abord, examinons la situation actuelle du secteur primaire dans les petites localités rurales du Québec<sup>25</sup>.

**Tableau 2.4**

**Répartition des activités primaires dans les petites localités rurales du Québec en comparaison avec la province en 1996**

Activités économiques	La province		Les petites localités	
	nombre d'emplois	%	nombre d'emplois	%
Agriculture	77 070	2,2	5 160	11,8
Forêt	24 260	0,6	2 130	6,0
Mines	18 885	0,5	550	1,6
Pêche et piégeage	3 795	0,1	335	0,9
<b>Le secteur primaire</b>	<b>124 010</b>	<b>3,4</b>	<b>8 175</b>	<b>20,3</b>

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

### 2.3.1 Le secteur primaire

Nous avons montré, dans le cadre de notre problématique, que les activités reliées au secteur primaire constituaient une composante majeure de l'économie en milieu rural. Nous avons également mis en évidence les écarts qui existent entre les différentes catégories de localités. Ainsi, les plus petites ont généralement tendance à concentrer une plus forte proportion de travailleurs primaires. Dans bien des cas, ce secteur d'activité constitue une sorte de refuge pour des individus qui ne trouvent pas de place dans les domaines de la transformation ou des services à la population. À ces endroits, il reflète

<sup>25</sup> L'importance de la contribution des différents secteurs ou sous-secteurs de l'activité économique dans l'économie locale s'exprime à la fois par le nombre d'emplois (valeur absolue) et le pourcentage que ces emplois représentent (valeur relative) dans la structure occupationnelle des petites localités. Ces deux variables seront prises en considération dans notre analyse.



davantage la fragilité et la précarité de l'économie qu'une véritable diversification dans l'exploitation des ressources.

Les activités du secteur primaire formaient 20,3% de la structure occupationnelle des petites localités en 1996. Cette moyenne gomme cependant de profondes disparités. En effet, le rôle de ces activités demeure très différent d'un endroit à l'autre comme l'indique le tableau qui suit:

Tableau 2.5

Répartition des petites localités rurales du Québec en fonction de la proportion d'emplois dans le secteur primaire en 1996

% d'emplois dans le primaire	Nombre de localités	Population comprise dans la strate
0	62	16 865
0,1 à 10,0	36	13 314
10,1 à 20,0	63	21 409
20,1 à 30,0	55	18 951
30,1 à 40,0	42	15 064
40,1 et plus	37	11 316

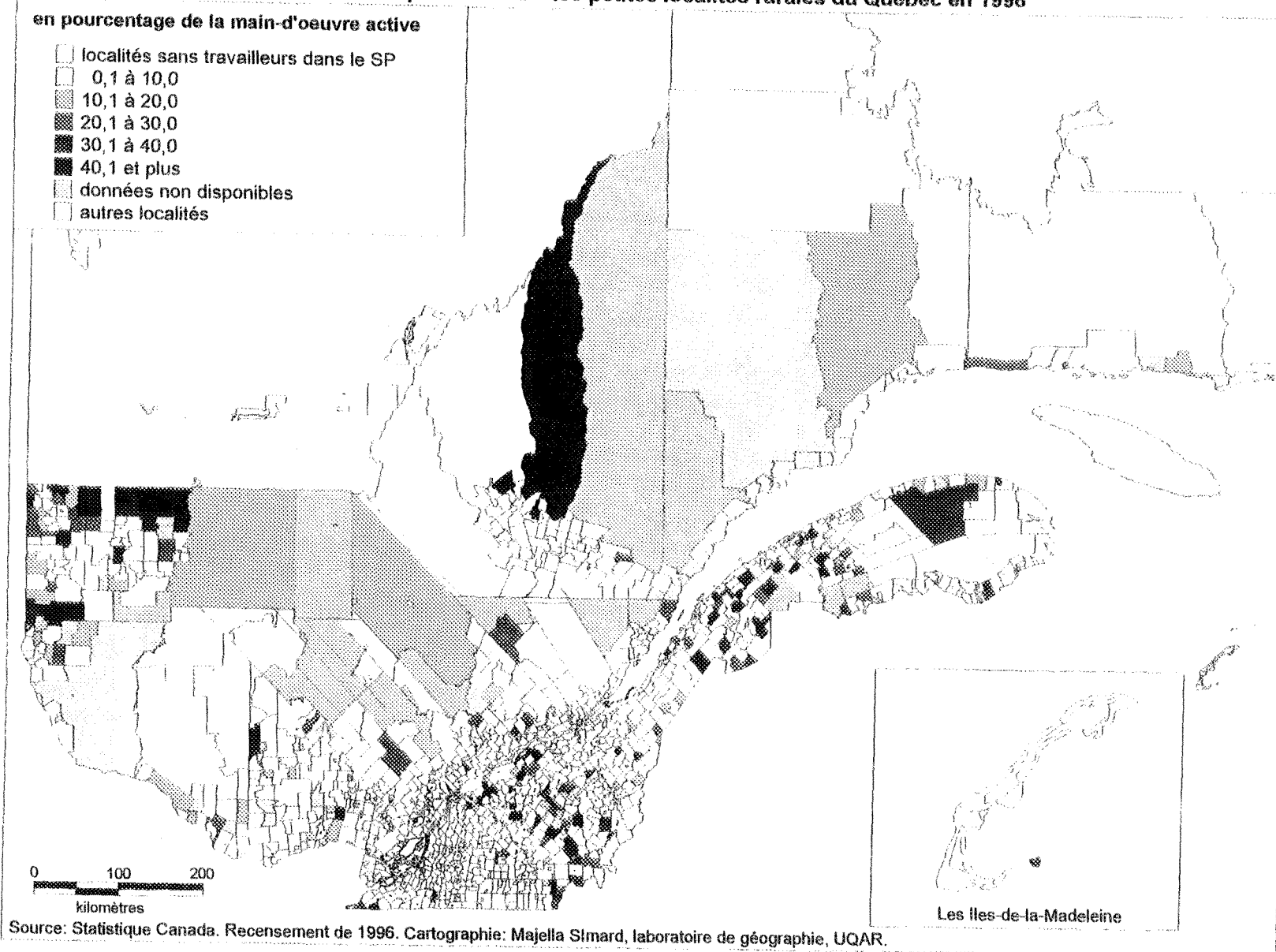
Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Les emplois reliés à l'exploitation des ressources représentent, selon les localités, entre 0 et 87,5% de la structure occupationnelle. La carte 2.6 illustre la distribution géographique de ces milieux que nous avons divisés en six catégories.

Une première regroupe 62 municipalités. Ces dernières ne comportent aucun travailleur dans le secteur primaire. Plus de la moitié de celles-ci (soit plus exactement 33) ont moins de 250 habitants. Il s'agit, pour la plupart, de réserves indiennes, de villages nordiques ou de territoires non organisés. Bien qu'il faille considérer ce chiffre comme un

**Carte 2.6**

**Répartition des travailleurs du secteur primaire dans les petites localités rurales du Québec en 1996**



ordre de grandeur<sup>26</sup>, ces données sont révélatrices de la présence importante de petits et de très petits milieux où il ne se pratique aucune activité primaire. On retrouve également, à l'intérieur de ce sous-segment, plusieurs municipalités dont l'économie repose essentiellement sur le tourisme de villégiature. Nous pensons, plus particulièrement, à Ivry-sur-le-Lac, Mingan, St-Joseph-de-la-Rive, Lac-Delage ou Lac-Saguay. D'autres, comme Notre-Dame-des-Anges, se joignent à une agglomération urbaine qui procure l'essentiel des emplois locaux. Seulement 28 de ces localités ont enregistré une diminution de leur population entre 1991 et 1996. Toutes les autres se sont caractérisées par un accroissement de leurs effectifs. Une telle situation montre bien que l'absence d'activités dans le secteur primaire est davantage attribuable à des faits de localisation qu'à tout autre facteur.

Un autre groupe de 36 localités comporte moins de 10% de ses travailleurs dans le secteur primaire. On les retrouve pratiquement dans toutes les parties de la province mais surtout au nord de celle-ci, en Outaouais, sur la Côte-Nord et au Saguenay Lac Saint-Jean. Tout comme pour la catégorie précédente, ces localités se distinguent par une très grande variété de profils économiques allant du village-dortoir (Calixa-Lavallée), à celui à caractère touristique (Lac-des-Plages, Rivière St-Jean), en passant par de nombreuses réserves indiennes (Akulivik, Wawachikamach). Font également partie de cette catégorie, des milieux où se côtoient transformation et services notamment en raison de la présence d'une petite ville. Certains possèdent une petite scierie alors que d'autres ont une économie qui se tourne davantage vers l'industrie halieutique.

---

<sup>26</sup> Les erreurs d'échantillonnage et divers problèmes de recensement doivent être envisagés en raison de la très petite taille démographique des entités en cause.

C'est dans la strate des 10,1 à 20% d'emplois dans le primaire que l'on trouve la plus forte concentration de municipalités. Au nombre de 63, elles renferment 21 409 personnes. Ces localités sont très hétérogènes sur le plan socio-économique. Cette hétérogénéité se caractérise également par la multiplicité des milieux de vie. Plusieurs, comme Ste-Jeanne-d'Arc, St-Jean-de-Cherbourg ou St-Cléophas, dans le Bas-Saint-Laurent, sont en voie de dépeuplement. Dans ces milieux, la mise en valeur des ressources est insuffisante pour dynamiser une économie plutôt faible. D'autres, comme Ste-Félicité, St-Louis-de-Gonzague ou St-Edmond correspondent à des municipalités de paroisse dissociées du village. Dans ces cas, l'exploitation des ressources ne contribue que partiellement à l'économie, cette dernière étant dominée par les activités de transformation ou de services. D'autres encore, se combinent pour donner des localités forestières-halieuques (Ste-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine), minières-forestières (Ste-Hélène-de-Mancebourg, St-Simon-les-Mines) ou agro-forestières. Par ailleurs, certaines entités, comme St-Germain-de-Kamouraska ou St-Roch-de-Mékinac, se distinguent par la qualité de leurs ressources notamment sur le plan agricole. Elles font cependant figure d'exceptions<sup>27</sup>.

La prégnance rurale se fait davantage ressentir dans les 55 localités où le primaire occupe entre 20,1 et 30% de la structure occupationnelle. Il n'en demeure pas moins que ce sous-segment se caractérise également par une combinaison des diverses structures socio-économiques. Cette diversité résulte de moult facteurs tels que la nature des ressources exploitées, les formes d'aménagement, le volume et la qualité de

---

<sup>27</sup> Le fait qu'un bon nombre de ces localités se retrouvent dans les marges agricoles en recul du Bas-Saint-Laurent et au sud de la région Chaudière-Appalaches contribue à corroborer cette situation.

l'infrastructure de services, la proximité d'une agglomération urbaine, etc. Se retrouvent dans ce groupe des localités comme Esprit-Saint, Albertville, St-André-de-Restigouche et Ste-Lucie-de-Beauregard où la forêt constitue l'ossature économique locale. Certaines, comme Ste-Marguerite, comportent tous les symptômes de milieu en voie de démembrement. Elles souffrent de décroissance démographique, de sous-emploi, d'insuffisance, voire de pertes de services, etc. Ce sous-segment englobe également quelques localités forestières et/ou minières telles que St-Lambert, Taschereau, Pikogan, Roquemaure et St-Marc-du-Lac-Long. Ailleurs, comme à St-Siméon ou à Hope Town, la pêche constitue un revenu d'appoint à la population locale.

Les 42 municipalités dont le secteur primaire occupe de 30,1 à 40% de la main-d'œuvre locale se situent majoritairement à l'est de Québec et dans l'hinterland chaudière-appalachien. Des localités telles que St-Jean-de-la-Lande, St-Marcellin, Padoue et Trinité-des-Monts, dans le Bas-Saint-Laurent, appartiennent à cette catégorie. Désavantagées par la faiblesse de leur économie, elles sont loin de se caractériser par une mise en valeur intensive des ressources. Au contraire, leur faible potentiel biophysique contribue, à bien des endroits, à marginaliser la fonction agricole qui tend de plus en plus à disparaître dans ces milieux fragiles. Cette fragilité est d'autant plus manifeste que l'agriculture se combine à la forêt pour assurer leur survie économique. C'est notamment le cas de Ste-Sabine et de Ste-Apolline-de-Patton en Chaudière-Appalaches dont les perspectives d'avenir apparaissent plutôt sombres. Cette sous-catégorie comporte également quelques zones d'exploitation minière. Nous pensons, entre autres, à St-Dominique-du-Rosaire, à Val-St-Gilles et à La Morandière. Ces milieux réussissent à tirer leur épingle du jeu mais ils demeurent assujettis à un épuisement éventuel de leur principale ressource.

Enfin, on dénombre 37 localités dont plus de 40,1% des travailleurs locaux occupent un emploi dans le secteur primaire. Certaines de ces municipalités, comme St-Denis, Ste-Élizabeth-de-Warwick, St-Gérard-Majella, Ste-Émmélie et St-Roch-Ouest, possèdent un très fort potentiel agricole. D'autres, comme St-François-Xavier-de-Viger, correspondent davantage à des milieux multifonctionnels. Ils englobent une proportion relativement élevée d'agriculteurs. Ils abritent également des individus qui travaillent dans des tourbières situées à proximité de leur lieu de séjour. D'autres encore ont une économie exclusivement orientée vers la forêt (l'Ascension-de-Patapédia, St-Médard) ou l'acériculture (St-Athanase). Quelques-unes ont un niveau de revenu tellement faible qu'il apparaît plus juste de qualifier leur situation économique de marginale ou de pauvre. Situés en majeure partie sur les terres vallonnées des Appalaches, la plupart de ces milieux assistent à une diminution de l'activité agricole qui se double d'une baisse de leur population. C'est notamment le cas de la majorité des 11 municipalités de l'Est-du-Québec qui font partie de ce sous-segment.

### 2.3.1.1 L'agriculture

Au cours de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'agriculture québécoise a connu des bouleversements spectaculaires. Le passage d'une agriculture traditionnelle à une autre de type productiviste a eu des conséquences considérables sur l'évolution du processus de restructuration économique en milieu rural. Dans l'immédiat de l'après-guerre, des changements majeurs ont affecté une économie rurale traditionnellement caractérisée par l'agriculture et le travail en forêt, deux activités qui ont principalement contribué à l'occupation du territoire rural québécois. Ces changements forcent les agriculteurs qui

souhaitent suivre le courant à concentrer leurs exploitations et leurs productions. Il en est résulté l'émergence d'une agriculture dualiste<sup>28</sup>. Cette dernière s'appuie, d'une part, sur une agriculture moderne, performante et compétitive et, d'autre part, sur une diversification des activités (agriculture verte, biologique, à temps partiel, de terroir, etc.) lesquelles sont pratiquées à une échelle plus petite. Ces activités procurent un revenu d'appoint aux agriculteurs et favorisent le maintien d'une occupation humaine et territoriale<sup>29</sup>. Le tableau 2.6 illustre bien les différentes manifestations du processus de recomposition agricole et ses principaux effets sur les localités de petite taille et, plus particulièrement, sur celles à faible potentiel. En réalité, ces dynamiques n'ont fait que renforcer les disparités spatiales entre les diverses portions de l'espace.

Quelques chiffres nous permettront de mieux cerner les principaux changements observés d'une part à l'échelle de la province et, de l'autre, à celle des petites localités (tableau 2.7).

<sup>28</sup> Cette dualité ne concerne pas uniquement le secteur agricole. Elle affecte aussi l'ensemble des activités économiques de l'espace rural.

<sup>29</sup> Ces diverses formes d'agriculture sont souvent regroupées sous l'appellation d'«agriculture périphérique». Cette dernière a fait l'objet de nombreuses contributions notamment en Europe, par le biais des travaux de Claude SERVOLIN (1989) de Bernard KAYSER (1994, 2000) ou de Jean-Paul DIRY (1999), qui mettent l'accent sur son rôle en termes d'organisation de l'espace, d'aménagement du territoire et d'entretien du cadre de vie. Au Québec, signalons, à grand trait, les recherches de Bruno JEAN (1988, 1990, 1997) qui portent plus spécifiquement sur le retour en force de l'agriculture familiale. Ce retour, d'après le chercheur, est loin de constituer une sorte d'archaïsme historique ou une survivance du passé «mais une production du développement même de l'économie agricole moderne» (JEAN, 1997: 121). Bien intégrée à cette nouvelle économie, l'agriculture sociale, par le biais des fermes familiales, semble promise à un bel avenir et constitue même une chance pour certaines localités fragiles (voir chapitre cinq).

Tableau 2.6

## La recomposition agricole et ses effets sur les petites localités rurales du Québec

Principales tendances observées au Québec	Effets sur les petites localités
effondrement des effectifs agricoles dans la composition de la structure occupationnelle et diversification de la vie fonctionnelle et des activités économiques	effondrement des effectifs agricoles dans la composition de la structure occupationnelle et difficultés majeures de reconversion dans d'autres secteurs d'activité
augmentation du nombre et de la taille des fermes dans les milieux dotés des meilleurs avantages comparatifs	diminution du nombre de fermes
accroissement de la productivité et des rendements (en raison de la mécanisation, de l'automatisation et de l'informatisation des fermes ainsi que de l'usage de plus en plus répandu d'engrais) dans les secteurs présentant les meilleurs potentiels	abandon de l'activité agricole et retour de la friche sur les terres les moins fertiles
spécialisation, en quelques lieux privilégiés, d'une seule production, particulièrement des filières laitière, porcine et bovine	déclin de l'agriculture familiale traditionnelle
concentration de l'appareil de transformation dans les zones à forte densité humaine	fermetures d'usines (notamment les abattoirs et les laiteries) dans les espaces à population dispersée
disparition progressive des soutiens au marché au profit des aides directes à la production de type industriel à haut rendement	absence d'aide spécifique pour les milieux en restructuration entraînant un accroissement des disparités territoriales

L'une des principales manifestations du processus de recomposition agricole concerne la diminution du nombre d'agriculteurs. Cette réduction continue des effectifs agricoles pèse lourd sur l'économie de nombreuses petites localités dont la reconversion ne s'est toujours pas effectuée. Ainsi, à l'échelle des municipalités de petite taille, les agriculteurs ne sont plus que 5 160 en 1996 comparativement à 25 336 en 1941 (tableau 2.7). Bien que cette diminution puisse sembler drastique, elle se compare sensiblement avec celle qu'a connue le Québec au cours de la même période.



Tableau 2.7

Principaux indicateurs concernant l'évolution de l'agriculture dans les petites et les très petites localités rurales du Québec en comparaison avec la province entre 1951 et 1996

			Nombre d'agricul- teurs	Nombre de fermes	Taille moyenne des fermes (en acres)	Superficie totale des terres (en acres)	Superficie des terres en culture (en acres)	Superficie des terres en culture par rapport à la superficie totale des terres (en %)	Total du capital agricole (en \$)	Capital agricole moyen (en \$)	% du capital agricole moyen par rapport à celui de la province
			(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)=(e)/(d)*100	(g)	(h)=(g)/(b)	(i)=(h)*(100/(4))
Très petites localités (1)	1951	n	2 569	1 395	153,2	213 779	51 677	24,2	9 828 989	7 046	67,6
	1996	n	490	283	415,6	117 625	58 278	49,5	79 875 893	282 247	67,4
	1951-96	n	-2 079	-1 112	262,4	-96 154	6 601	25,3	70 046 904	275 201	-0,2
		%	-80,9	-79,7	171,3	-45,0	12,8	25,3	712,7	3 905,8	-0,2
Petites localités (2)	1951	n	24 767	11 930	133,8	159 666	526 755	32,9	105 224 012	8 820	84,7
	1996	n	4 670	3 037	308,3	936 239	348 079	37,2	1 041 742 862	343 017	81,9
	1951-96	n	-20 097	-8 893	174,4	776 573	-178 676	4,3	936 516 850	334 197	-2,8
		%	-81,1	-74,5	130,4	386,4	-33,9	4,3	890,0	3 789,1	-2,8
Les deux (3)	1951	n	25 336	13 325	135,9	1 810 385	578 432	31,9	115 053 001	8 634	82,9
	1996	n	5 160	3 320	317,5	1 053 954	406 357	38,6	1 121 618 755	337 837	80,7
	1951-96	n	-20 176	-10 005	181,6	-756 431	-172 075	6,7	1 006 565 754	329 203	-2,2
		%	-79,6	-75,1	133,6	-41,8	-29,7	6,7	874,9	3 812,9	-2,2
LE QUÉBEC (4)	1951	n	289 230	134 336	50,5	6 786 405	5 790 359	85,3	1 399 363 121	10 417	-
	1996	n	77 655	35 991	237,3	8 540 488	4 296 697	50,3	1 507 207 414	418 633	-
	1951-96	n	-211 575	-98 345	186,8	1 754 083	-1 493 662	-36,0	14 934 271 093	408 415	-
		%	-73,2	-73,2	369,3	25,8	-25,8	-36,0	977,3	3 920,7	-

<sup>1</sup>Cette variable n'était pas disponible sur la base des subdivisions de recensement en 1951. Pour cette raison, nos données proviennent du recensement agricole de 1941.

<sup>2</sup>Étant donné que notre analyse porte sur une longue période (1951-1996), il nous est apparu plus approprié, dans un but d'uniformité, d'utiliser le système impérial.

Source: Statistique Canada. Recensements agricoles de 1941, de 1951 et de 1996.

La saignée des effectifs agricoles<sup>30</sup> représente une diminution de 79,6% alors que le nombre de fermes connaissait une chute non moins spectaculaire de 75,1% (carte 2.7). Cette double évolution traduit mieux que tout autre paramètre la forte transition qui s'est opérée dans les campagnes québécoises.

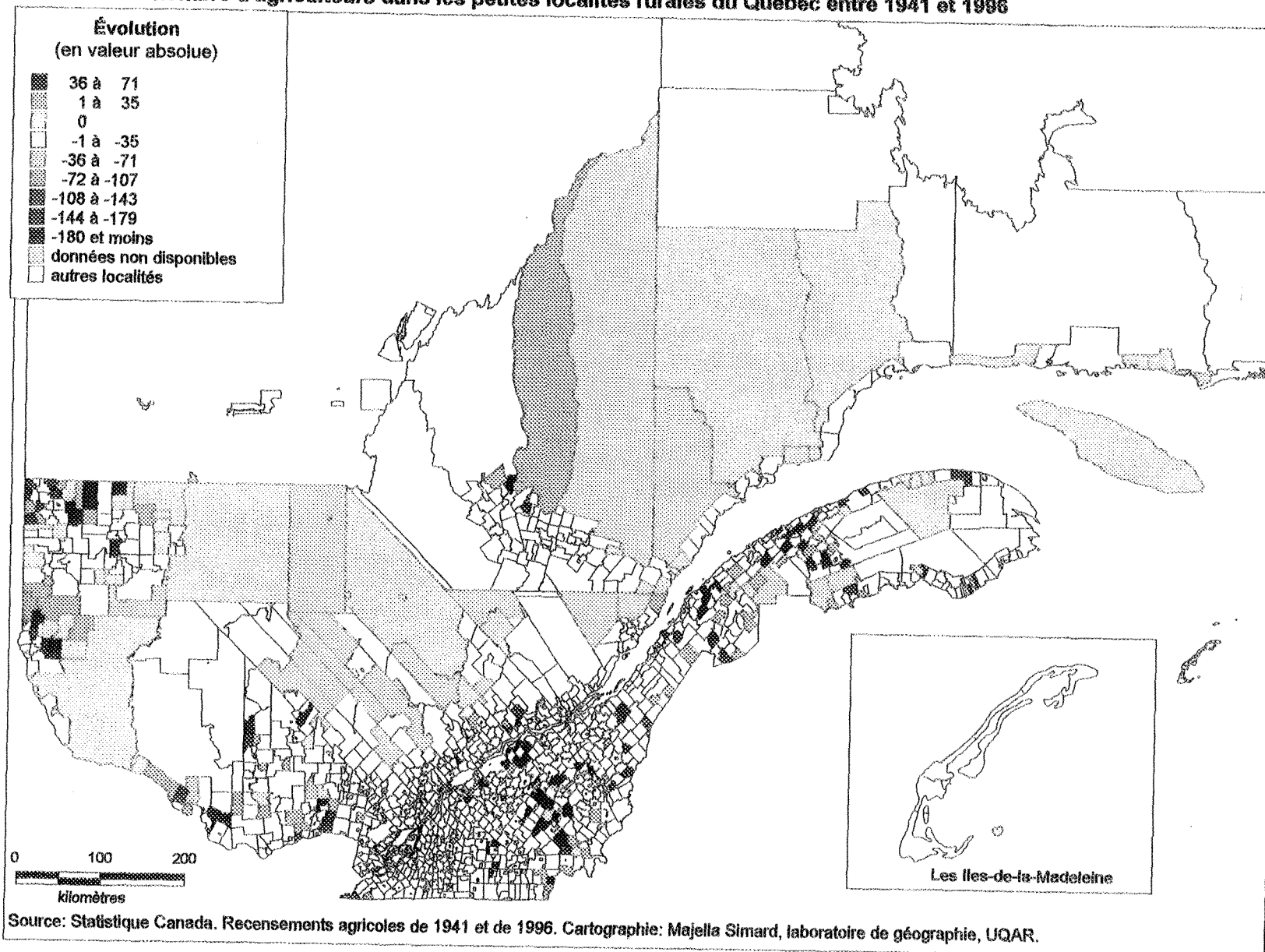
Les motifs qui ont conduit au retrait progressif du nombre de fermes et d'agriculteurs dans le paysage rural de la province sont nombreux et très diversifiés. Dans la plupart des cas, cette double dynamique s'explique par un changement de vocation provoqué par les contraintes nées du système économique global. D'agricoles qu'elles étaient, certaines municipalités, comme c'est notamment le cas dans sept petites localités de l'Abitibi, se sont tournées vers l'exploitation forestière ou minière. Avec le temps, d'autres, comme Ste-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, St-Émile-de-Suffolk, ou Denholm, sont devenues de véritables petites destinations touristiques. D'autres encore, en raison des phénomènes d'étalement urbain et de rurbanisation, se sont transformées en village de banlieue. Nous pensons plus particulièrement, dans ce dernier cas, à la petite municipalité d'Ivry-sur-le-Lac dans les Laurentides ou encore à celle de St-Germain-de-Kamouraska dans le Bas-Saint-Laurent. Enfin, certaines localités, à cause de la médiocrité de la ressource agricole et du manque d'emplois, ont entamé un processus de déclin dont l'ampleur met sérieusement en péril leur existence à plus ou moins long terme.

---

<sup>30</sup> L'effondrement vertigineux du nombre d'agriculteurs a été le lot de 135 petites localités dont 20 très petites. Parallèlement à ces pertes, mentionnons que 56 petites localités ont connu une augmentation du nombre d'agriculteurs au cours de la période 1941-1996. Par ailleurs, la plupart de celles-ci, soit plus exactement 32, n'ont été ouvertes au peuplement qu'après 1941. Ailleurs, cette recrudescence est imputable à la montée du mouvement écologiste, au développement de l'agrotourisme, à l'essor de l'agriculture bi-familiale ou encore à des problèmes de recensement. Enfin, 98 petites localités n'ont jamais possédé de travailleurs agricoles parmi leur population active.

Carte 2.7

Évolution du nombre d'agriculteurs dans les petites localités rurales du Québec entre 1941 et 1996



Lac-Frontière, Duhamel, Montcalm et St-Jean-de-Cherbourg s'inscrivent dans cette catégorie. Ces milieux abritent une population majoritairement inactive et vieillissante. *Leurs revenus locaux se composent essentiellement de transferts gouvernementaux.*

À ces considérations, qui révèlent davantage des changements locaux et supra-locaux, se greffe tout un arsenal de facteurs liés notamment au passage d'une agriculture d'autosubsistance à une autre de type productiviste. Ce passage s'est effectué en concomitance avec l'essor de la mécanisation, de la motorisation et de l'informatisation des fermes. Une autre raison du recul de l'emploi agricole est attribuable aux difficultés croissantes d'installation des jeunes qui hésitent à s'engager dans un avenir incertain. Les *activités de productions agricoles étant devenues très capitalisées, ceux qui peuvent réunir les investissements nécessaires au démarrage d'une ferme se font de moins en moins nombreux.* Le problème de la rémunération, passablement moins élevée en agriculture qu'elle ne l'est dans la plupart des autres secteurs d'activité, constitue un autre motif de la diminution de la main-d'œuvre agricole. «Produire plus pour gagner moins», tel est le leitmotiv, depuis plus de 50 ans, de la ferme rurale québécoise. Les grandes transformations survenues dans la composition de la structure occupationnelle du Québec (notamment l'essor des activités industrielles et la montée du tertiaire) ont également contribué, dans une large mesure, au déclin des effectifs agricoles que ce soit à l'échelle de la province ou à celle des petits milieux. Enfin, une conjoncture économique défavorable, le contexte biophysique, la marginalité géographique et différents facteurs humains sont également responsables de cette chute pour le moins brutale.

En dépit de la réduction du nombre d'agriculteurs, il convient de ne pas sous-estimer l'influence économique décisive de ce secteur, en termes d'activités économiques et de création d'emplois, et de son importance pour le bien-être des petites communautés rurales et de la population en général. À certains endroits, notamment dans les localités à faible potentiel biophysique, le phénomène de recomposition socio-économique a été tel qu'il a fait disparaître, en l'espace de 45 ans, la totalité des agriculteurs (carte 2.8). Ces localités au nombre de 30, se localisent plus précisément en Outaouais (neuf), en Abitibi (sept), dans l'Est-du-Québec (sept) et dans la région Chaudière-Appalaches (quatre). On en retrouve aussi quelques-unes sur la Côte-Nord (une), au Saguenay Lac Saint-Jean (une) et dans les hautes Laurentides (une). Elles abritent 10 523 individus. Ailleurs, comme à St-Marc-du-Lac-Long, à Val St-Gilles, à La Motte et à Notre-Dame-du-Rosaire, le retour à la friche ou à la forêt d'anciennes terres en culture et la destruction des bâtiments de fermes ont effacé les traces de ce qui a constitué, durant de nombreuses années, l'une des principales activités économiques.

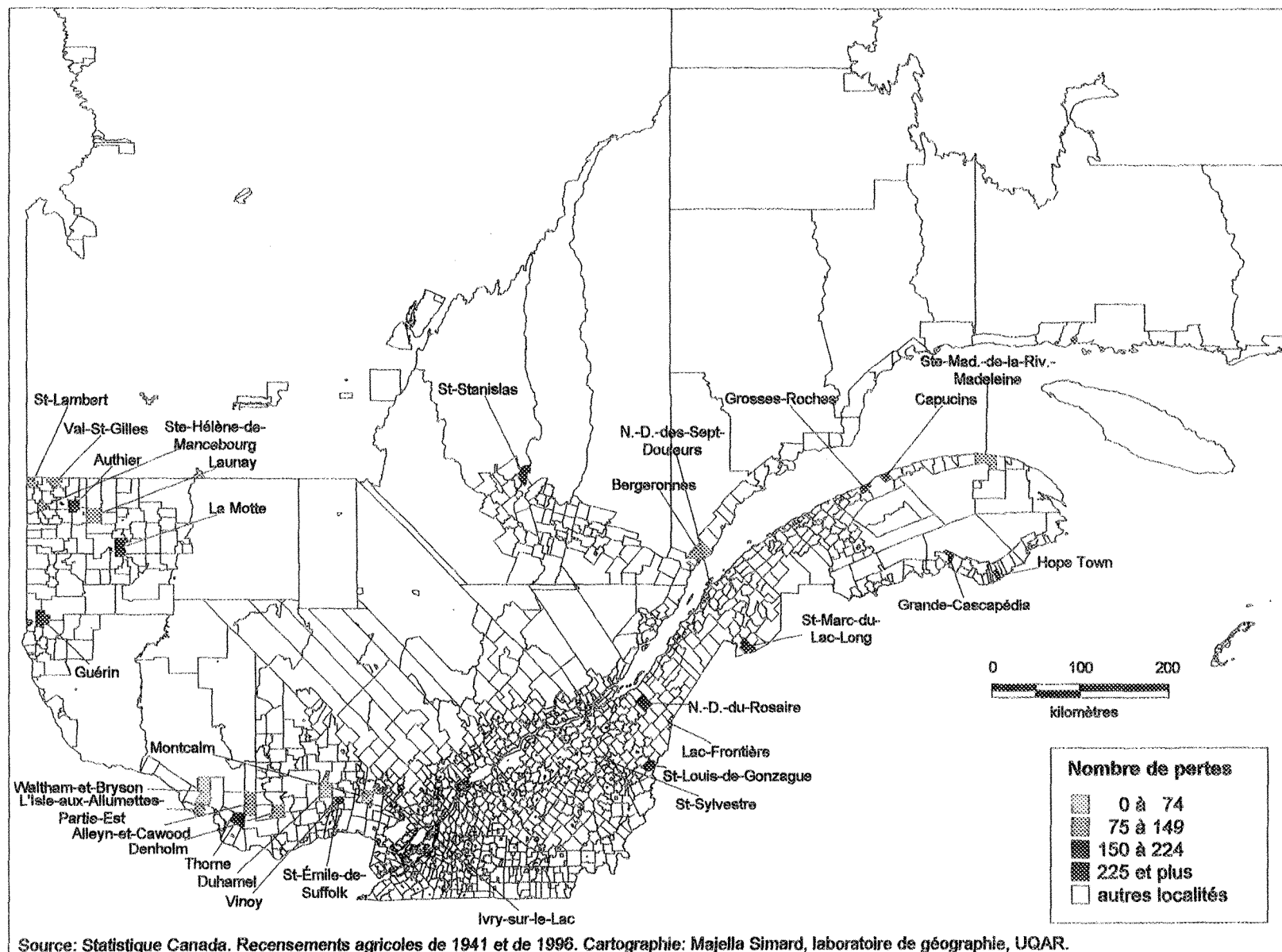
La forte restructuration agricole qui s'est opérée au cours des dernières décennies a également contribué à faire disparaître de nombreuses fermes qui ne pouvaient plus devenir rentables dans cette nouvelle économie productiviste. Quelque 154 petites localités ont perdu un total de 10 670 fermes entre 1951 et 1996 alors que 25 en ont gagné 665. Par ailleurs, 145 municipalités de petite taille n'en ont jamais possédé (carte 2.9). La dissolution des exploitations agricoles, qui s'est effectuée en concomitance avec l'accroissement de leur taille<sup>31</sup> et la contraction des terres cultivées, s'est particulièrement

---

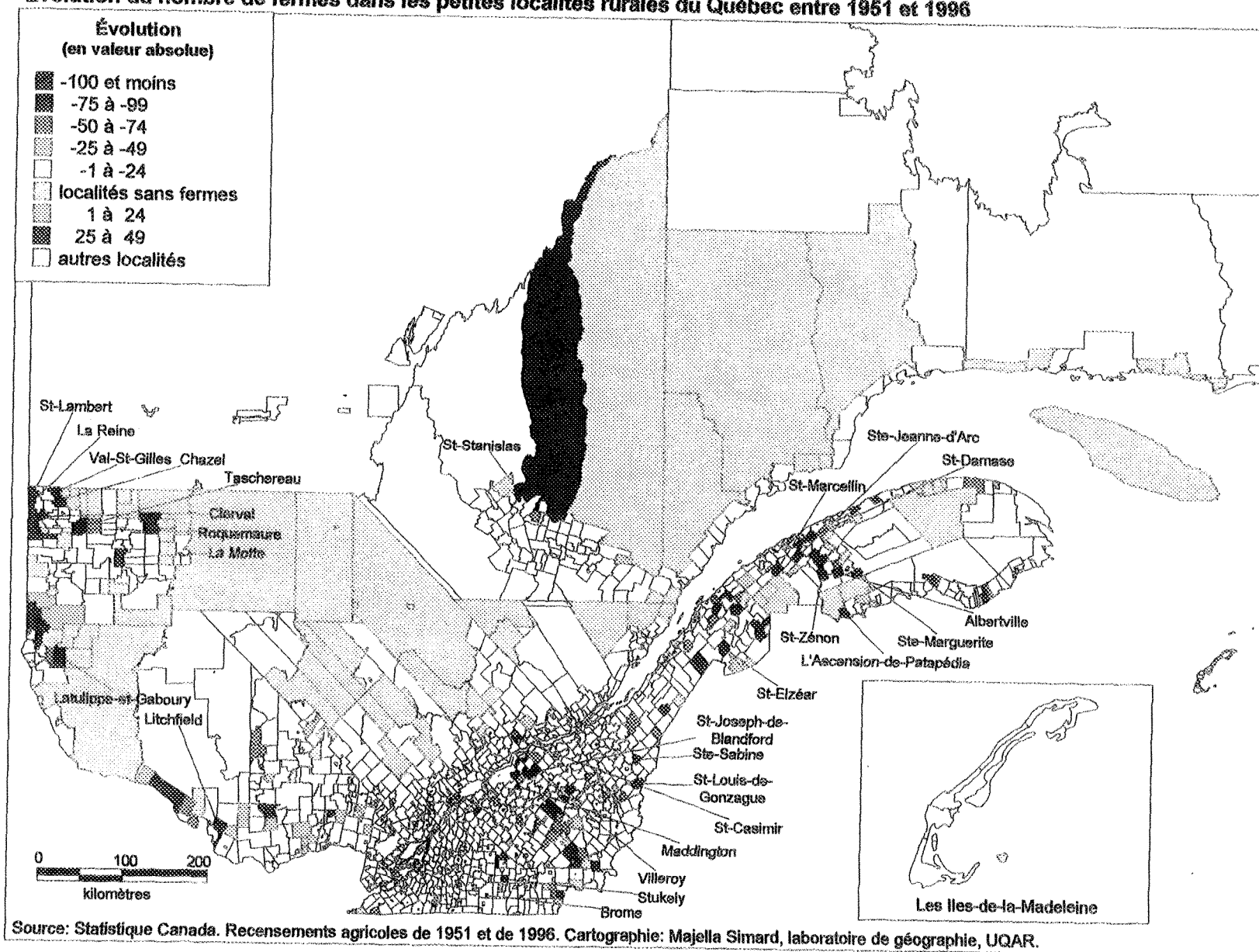
<sup>31</sup> Les terres libérées par le départ d'agriculteurs âgés ont souvent servi à agrandir les exploitations déjà en place.

Carte 2.8

Répartition des petites localités ayant perdu la totalité de leurs agriculteurs et évolution du nombre de pertes entre 1941 et 1996



**Évolution du nombre de fermes dans les petites localités rurales du Québec entre 1951 et 1996**



fait ressentir en Abitibi, en Outaouais, au Bas-Saint-Laurent et au Saguenay Lac Saint-Jean. Dans ces dernières régions, les pertes ont été supérieures à 100 unités dans 27 petites localités, identifiées par leur toponyme sur la carte 2.9. Bien qu'il s'agisse d'un phénomène généralisé, la décroissance du nombre de fermes ne s'est pas effectuée partout de la même façon ni avec la même intensité<sup>32</sup>. C'est dans les très petites localités que la diminution a été la plus considérable<sup>33</sup>. Par ailleurs, si cette déprise est manifeste, comparée aux tendances d'ensemble qui caractérisent l'agriculture québécoise, on ne peut pas parler d'un processus de marginalisation spécifique aux petites localités, du moins sur la base du seul nombre de fermes. De fait, la décroissance de ces dernières, à cet échelon, est à peine supérieure à celle observée pour l'ensemble de la province<sup>34</sup> (cf. tableau 2.7).

Le processus de recomposition agricole n'a pas affecté de la même manière toutes les fermes du Québec. En effet, nous constatons, de façon générale, que ce sont les plus petites fermes qui ont disparu alors que les plus grandes ont augmenté non seulement en

<sup>32</sup> Quelques localités, au nombre de 25, se sont même enrichies de 665 fermes entre 1951 et 1996. Il s'agit, pour l'essentiel, de milieux qui ont été peuplés au cours du dernier grand mouvement de colonisation. D'autres ont profité du reflux de l'écoumène agricole qui s'est effectué surtout à partir des années 70 par la concentration des quotas laitiers dans quelques fermes à très forte valeur capitalistique. En adoptant des technologies intensives en capital, ces fermes se sont facilement adaptées aux exigences de la compétitivité des marchés. Avantagées par un bon potentiel agro-écologique, elles exercent un rôle de premier plan au sein de leur économie respective.

<sup>33</sup> Dans le Bas-Saint-Laurent, les fermes de Ste-Marguerite (-133) et de St-Edmond (-74) ont fondu comme neige au soleil. En Abitibi, la très petite localité de Val-St-Gilles a perdu 107 fermes entre 1951 et 1996. L'Outaouais ne fait pas exception à la règle où il ne reste plus aucune ferme à Sheen-Esher-Aberden et Malakoff, (une municipalité de 127 habitants) alors qu'elle en comptait 84 en 1951.

<sup>34</sup> Par ailleurs, en ce qui concerne plus spécifiquement le cas du Bas-Saint-Laurent, la diminution importante du nombre de fermes a contribué à affaiblir considérablement le poids de la région dans le paysage agricole du Québec. De 10,5% qu'il était en 1951, le poids des fermes bas-laurentiennes, par rapport à celles de la province, est passé à 6,9% en 1996. Pour l'ensemble du segment constitué des petites localités rurales du Québec, ces chiffres sont respectivement de 9,9% et 9,2%. Sur la base de cet indicateur, la déprise agricole s'est donc effectuée de façon plus radicale dans le Bas-Saint-Laurent qu'à l'échelle des petites localités. Les premières données du recensement agricole (édition 2001) de Statistique Canada confirment, voire consolident cette tendance. En l'espace de cinq ans, soit de 1996 à 2001, le nombre de fermes au Québec a diminué de 10,7%. Il s'agit du plus important déclin enregistré entre deux recensements depuis 30 ans.



nombre mais aussi en superficie<sup>35</sup>. La taille moyenne des fermes, à l'échelon des petites localités rurales du Québec, est passée de 135,9 acres en 1951 à 317,5 acres en 1996 (cf. tableau 2.7). Elle a augmenté dans 84 municipalités<sup>36</sup> de petite taille alors qu'elle régressait à Thorne (-762 acres), à St-Germain (-92,5 acres), à Montcalm (-59,0 acres) et à Ste-Christine-d'Auvergne (-21,3 acres) (carte 2.10). Il s'est ensuivi une consolidation des unités les plus productives, un accroissement général de l'efficacité<sup>37</sup>, un certain remembrement dans les secteurs dotés des meilleurs potentiels et une réaffectation des sols les moins bons et les moins bien situés. Une telle réorganisation est en partie attribuable aux mutations survenues au cours de cette période en ce qui concerne la nature et les modes d'exploitation agricole<sup>38</sup>. Cette reconfiguration n'implique pas nécessairement une meilleure harmonisation entre les potentialités agricoles et les possibilités économiques. Elle a eu pour effet de libérer de bonnes terres ce qui a favorisé

<sup>35</sup> En fait, cette diminution est principalement imputable à la chute du nombre d'exploitations de taille moyenne et, dans une moindre mesure, au recul des plus petites.

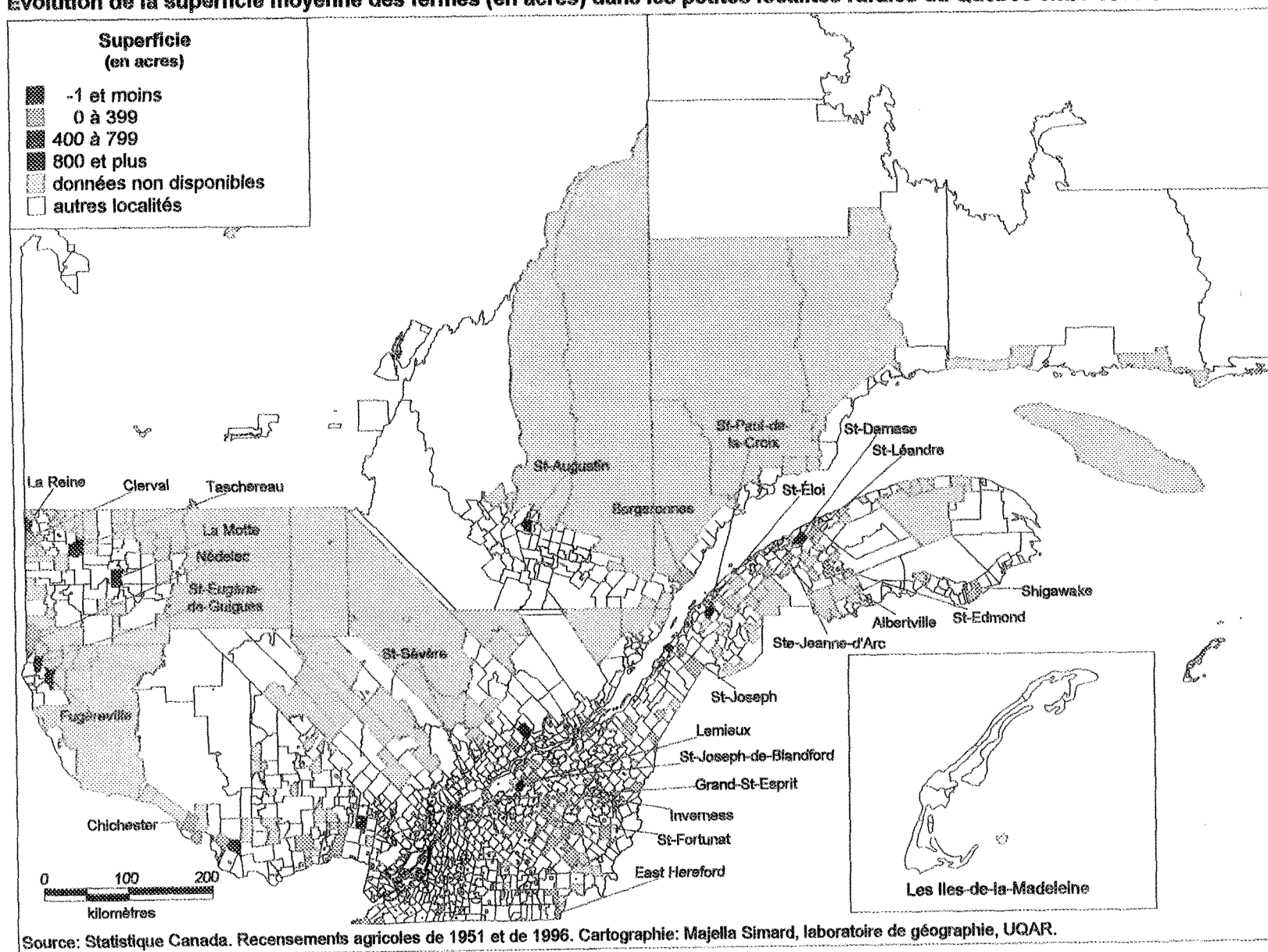
<sup>36</sup> De ce nombre, seulement 26 ont enregistré une croissance supérieure à celle du Québec ce qui laisse présager le maintien de profondes disparités entre l'agriculture pratiquée dans les petites localités rurales du Québec et celle de la province. Ces localités sont identifiées par leur toponyme sur la carte 2.10.

<sup>37</sup> Des recherches menées par l'agronome Raymond LEVALLOIS de l'Université Laval montrent, hors de tout doute, qu'il y a une très forte corrélation entre l'efficacité technico-économique (mesurée par des indicateurs tels que le pourcentage de charge, le lait par kilo de concentré, le lait par vache, le pourcentage de protéine des fourrages, etc.) et la taille des fermes. Ainsi, plus la dimension d'une exploitation agricole est imposante, plus celle-ci tend à être productive. De même, plus les agriculteurs ont une formation poussée, plus ils utilisent une comptabilité informatisée et plus ils sont susceptibles de faire effectuer des travaux à forfait ou de sous-traitance. Pour des informations complémentaires sur cette corrélation, on lira avec intérêt l'article suivant: «Entre les deux oreilles», paru dans le *Bulletin des agriculteurs*, mi-mars 2002, p. 6.

<sup>38</sup> Pour s'adapter aux exigences de l'économie de marché, les agriculteurs ont dû opérer de profondes transformations tant au niveau des structures de production que de leurs comportements. Ils ont notamment abandonné la polyvalence et se sont spécialisés dans un seul système productif, en occurrence la production laitière. Cette dernière apparaissait comme le seul moyen de rentabiliser les grandes surfaces herbagères de certaines localités. Les entreprises qui se sont engagées dans un tel virage ont dû se moderniser. Plusieurs se sont dotées de nouveaux systèmes de gestion. Elles ont aussi adopté les dernières innovations technologiques dans le but de maximiser leur productivité. Ainsi, l'amélioration de l'alimentation du bétail, la généralisation de l'insémination artificielle, l'élevage de sujets de race pur sang, les progrès génétiques réalisés grâce à la découverte de nouveaux procédés (spectrographie, cinétique enzymatique, lyophilisation, biologie moléculaire, transgénèse, etc.), l'usage de plus en plus répandu d'antibiotiques, d'hormones de croissance, d'engrais chimiques, l'automatisation et l'informatisation ont contribué à accroître considérablement la productivité du cheptel laitier. Cette spécialisation s'est cependant effectuée au détriment des autres productions notamment celles des élevages bovins, porcins et ovins qui, de manière générale, ont tendance à se localiser sur les terres les plus pauvres et les plus accidentées de la province.

Carte 2.10

Évolution de la superficie moyenne des fermes (en acres) dans les petites localités rurales du Québec entre 1951 et 1996



l'accentuation d'une agriculture à deux vitesses. Le tableau 2.7 révèle, par ailleurs, que les exploitations agricoles des petites localités et, plus particulièrement celles des très petites, sont proportionnellement plus grandes que la moyenne des fermes du Québec. Comment expliquer une telle situation? Un élément d'explication relève du fait que la production laitière, qui constitue la principale spécialisation des petites et très petites localités et qui s'appuie sur une alimentation fourragère à haut rendement, nécessite de vastes superficies de terres mises en culture. On peut également avancer l'hypothèse, sous toutes réserves cependant, que les milieux de petite taille comportent plus de terres disponibles à faible prix comparativement à celles que l'on retrouve dans les autres strates démographiques. Mais une telle hypothèse reste à vérifier.

Les transformations survenues au niveau de la taille et du nombre de fermes se sont également répercutées sur l'évolution de l'écoumène agricole. Selon les endroits, celui-ci s'est soit contracté ou agrandi. Deux variables nous permettent de cerner cette évolution. Il s'agit de la superficie totale des terres et de celles réellement mises en culture. En ce qui concerne le premier indicateur, on constate, au tableau 2.7, que les petites localités se sont caractérisées par une rétraction de leur périmètre agricole. Ce dernier est passé de 1 810 385 acres en 1951 à 1 053 954 en 1996, ce qui représente une diminution de 41,8%. À maints endroits, c'est pratiquement toute la surface agricole qui a disparu. Des municipalités telles que St-Médard, Ste-Marguerite, St-Guy ou l'Ascension-de-Patapédia, dans l'Est-du-Québec, font partie de ces territoires fragilisés par ce processus de recomposition agricole. Par ailleurs, on peut s'interroger sur les effets de celui-ci tant d'un point de vue écologique que socio-économique. Une telle diminution montre que l'agriculture n'est plus la première ni la plus grande utilisatrice de l'espace

rural même si, par définition, elle est une grande consommatrice de soi. La course à la productivité et la régionalisation des modèles de production agricole ont contribué à une sélection des meilleurs sols et, par conséquent, à l'abandon de milliers d'acres à bon potentiel mal adaptés aux nouvelles contraintes de cette économie de marché<sup>39</sup>. Les terres qui conviennent le plus aux normes et aux lois de l'économie ont été utilisées de façon intensive alors que celles qui répondent mal aux caractéristiques de l'idéologie néolibérale ont carrément été mises de côté. Au mieux, certaines parcelles ont fait l'objet d'un reboisement dans le cadre de programmes gouvernementaux notamment ceux du ministère des Ressources naturelles.

Par ailleurs, en distinguant les petites des très petites localités, on observe que ce sont ces dernières qui ont particulièrement été affectées par ce phénomène de contraction. En effet, alors que la superficie totale des terres des petites localités augmentait de 386,4% celle des très petites diminuait de 45%. Plusieurs de ces très petits milieux ont un faible potentiel agricole. À maints endroits, ce potentiel est même pratiquement inexistant. L'industrialisation de l'agriculture a contribué à faire disparaître les fermes marginales qui ne pratiquaient qu'une agriculture d'autosubsistance. L'agrandissement significatif des fermes restées en production et une utilisation plus

---

<sup>39</sup> C'est au départ l'objectif de sécurité quantitative de l'approvisionnement alimentaire national puis communautaire qui légitime le modèle de développement productiviste dont les performances (quantitatives) ont dépassé toutes les prévisions au point d'encombrer les marchés d'excédents parfois coûteux. Cette course à l'intensification est de plus en plus remise en cause car elle menace les équilibres écologiques sur lesquels reposent les productions animales et végétales. De plus, elle ne semble pas avoir rempli l'une de ses principales promesses à savoir l'enrichissement significatif des agriculteurs car c'est plutôt l'endettement qui caractérise certaines de ces exploitations modernisées.

grande de leurs propres terres sont des facteurs responsables de l'augmentation de la superficie totale des fermes dans les localités de 250 à 500 habitants.

La contraction agricole, qui a été le lot de quelque 126 localités de petite taille, s'est notamment manifestée par la diminution des terres mises en culture (carte 2.11). Ces dernières sont passées de 578 432 acres en 1951 à 406 357 acres en 1996, soit une baisse de 29,7%<sup>40</sup> (cf. tableau 2.7). Légèrement supérieure à celle de la province, cette diminution cache encore une fois de profondes disparités entre les petites et les très petites localités. Dans ce sous-segment de l'espace rural, on observe une extension de 6 601 acres de terres cultivées. Un examen plus approfondi de cette catégorie de localités nous apprend que les cas où il y a eu diminution (21) sont en réalité beaucoup plus nombreux que ceux où il y a eu augmentation (huit).

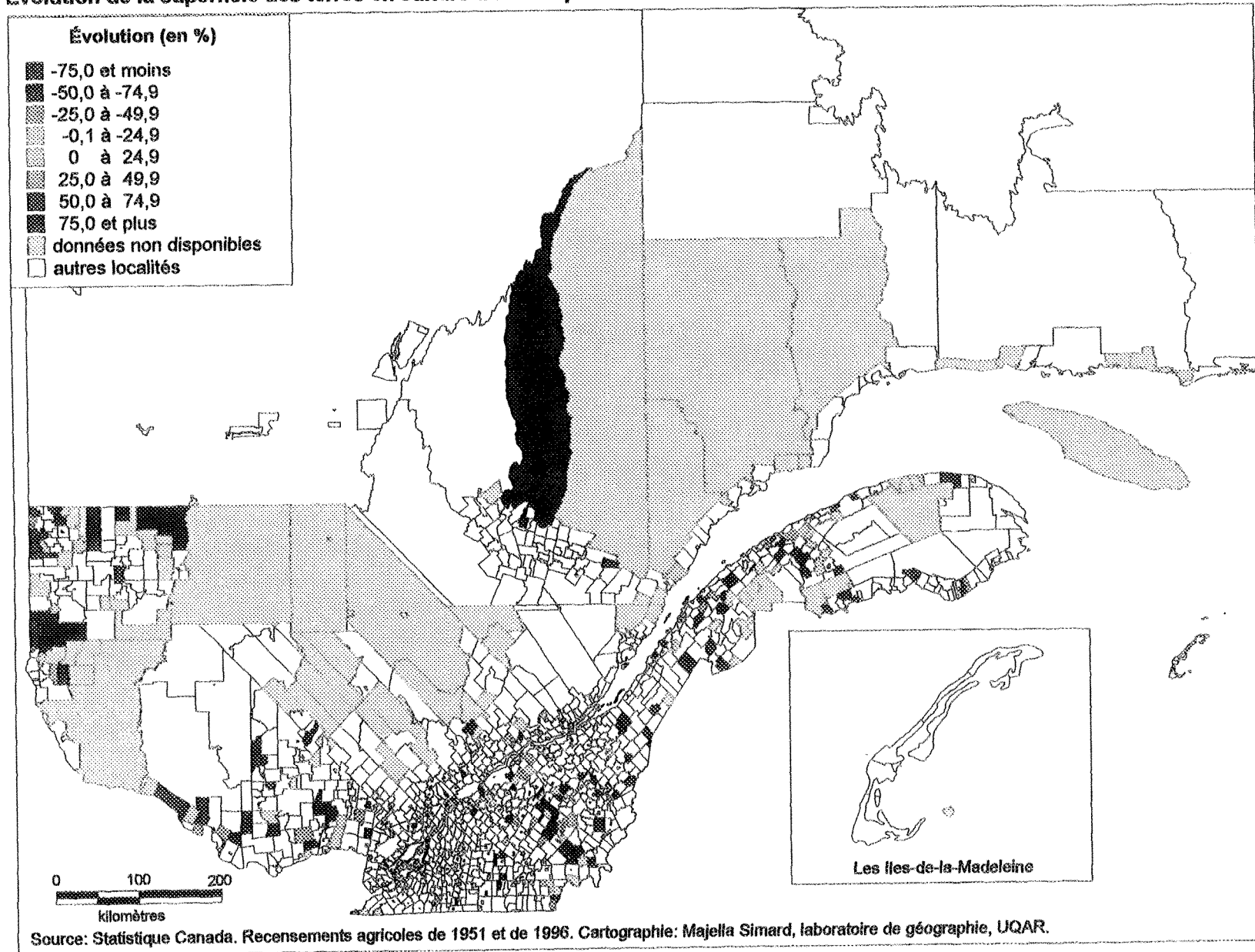
Certaines municipalités, comme Rapide-Danseur et Lac-Despinassy, n'ont été constituées qu'après 1951. En outre, elles ne renferment aucun travailleur agricole. Le recensement de 1996 fait pourtant état de 5 207 acres de terres cultivées dans la première localité et 5 843 dans la seconde. De toute évidence, une telle situation présage des problèmes de définition et de recensement. Pour sa part, St-André-de-Restigouche, qui enregistre un accroissement de 100% de sa surface agricole, ne bénéficie d'aucun avantage comparatif particulier en ce qui concerne son potentiel biophysique. Dans cette localité, l'agriculture contribue davantage à la formation du paysage qu'à la vie économique. Tout nous porte à croire que l'agriculture n'y constitue

---

<sup>40</sup> Les diminutions les plus significatives ont été enregistrées dans les localités à faible potentiel agro-écologique. Les grandes cultures (blé, avoine, orge, céréales mélangées, maïs-grain et maïs d'ensilage) ont particulièrement été affectées par cette contraction.

Carte 2.11

Évolution de la superficie des terres en culture dans les petites localités rurales du Québec entre 1951 et 1996



qu'une activité économique de second plan. Le phénomène de retour à la terre, l'essor de l'agriculture à temps partiel et la spécialisation de quelques fermes dans la production laitière ont favorisé l'expansion des terres mises en culture au sein de cette très petite localité. Situés en majeure partie sur des plaines de type alluvial, les sols du Gayhurst-Partie-Sud, St-Raphaël-Partie-Sud, Vianney et Chutes-des-Passes présentent un potentiel particulièrement élevé. Ce dernier a contribué à consolider la fonction agricole qui exerce un rôle majeur dans leur économie respective.

En résumé, si certaines petites et très petites localités font figure d'exceptions en ce qui a trait à l'évolution de leur périmètre agricole, la plupart de ces entités se distinguent par une importante contraction de ce périmètre. Les localités de petite taille parviennent difficilement à suivre le rythme d'évolution qui caractérise l'agriculture québécoise. Par ailleurs, bien que les fermes de ces petits milieux soient relativement plus grandes que celles de la province, la qualité limitée des sols explique, en majeure partie, la diminution plus importante des terres mises en culture dans ce segment de l'espace rural comparativement à ce qu'on observe pour l'ensemble de la province. L'analyse, sur une période de 45 ans, des statistiques relatives à la superficie de l'écoumène agricole nous permet donc de mettre en évidence un double phénomène: la consolidation et la modernisation des fermes situées dans les milieux qui présentent les meilleures conditions agro-pédologiques et la disparition de celles sises dans les zones à faible potentiel.

Le rapport entre la superficie des terres mises en culture et la superficie totale apporte un autre éclairage sur les différents changements qui ont affecté l'écoumène agricole. Ainsi, ce rapport (que nous avons obtenu en divisant la superficie des terres

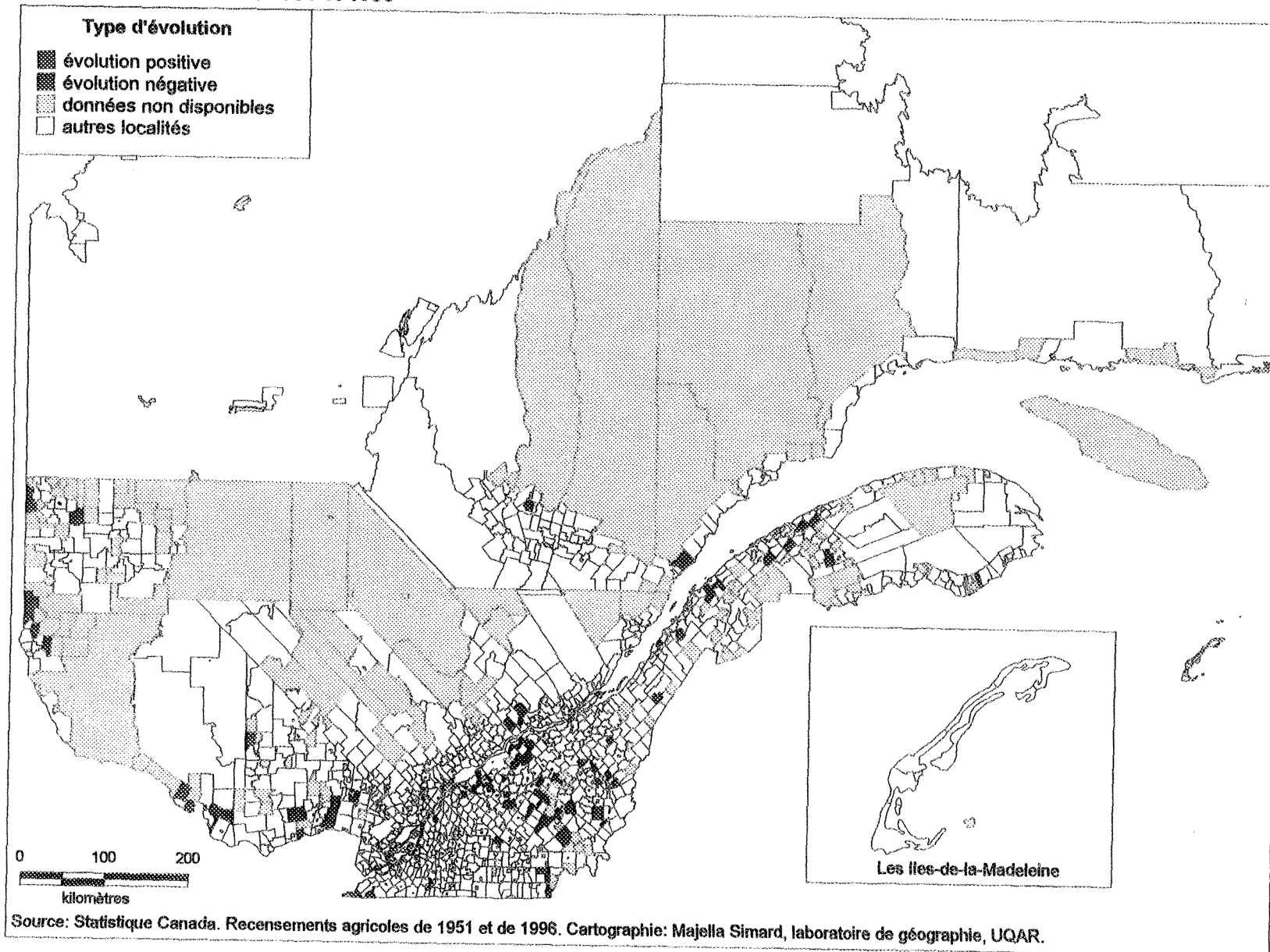
réellement mises en culture par la superficie totale, le tout multiplié par 100) a augmenté de 6,7% dans le segment constitué des petites localités entre 1951 et 1996 alors qu'il diminuait de 35% pour l'ensemble de la province au cours de la même période (cf. tableau 2.7). En valeur absolue, ce sont 57 municipalités de petite taille qui se sont caractérisées par un accroissement de ce ratio. Celles-ci se situent pour la plupart dans des territoires à fort potentiel agricole et, plus spécifiquement, dans les MRC de Kamouraska, Nicolet-Yamaska, Portneuf et Arthabaska (carte 2.12). Par ailleurs, 25 petites localités se sont distinguées par une évolution négative du rapport entre la superficie des terres mises en culture et la superficie totale au cours de la période 1951-1996. La majorité de ces entités territoriales présentent un faible potentiel agro-climatique. Elles se concentrent dans quatre des six grandes régions périphériques du Québec. On en retrouve aussi quelques-unes dans les MRC de l'Amiante et d'Asbestos où l'agriculture constitue une activité complémentaire à l'exploitation forestière et minière.

En ce qui concerne les très petites localités, le rapport entre la superficie totale des terres et celles mises en culture a augmenté de 25,3%. Doit-on conclure que l'agriculture serait pratiquée de manière plus efficiente au sein des localités de petite taille comparativement à l'ensemble de la province? Nous ne sommes malheureusement pas en mesure de répondre avec exactitude à cette question et ce, pour trois raisons. D'entrée de jeu, il importe de mentionner que cet indicateur n'était disponible que pour 82 entités territoriales, soit seulement le quart du segment constitué des petites localités rurales. La marge d'erreur pour cette variable est donc très élevée. Deuxièmement, comme toute moyenne, celle-ci rend de façon très inexacte la réalité. Elle s'inscrit entre des extrêmes allant de 74,8% (pour St-Joseph-des-Érables) à -336,1% (pour St-Augustin). En outre,



Carte 2.12

Évolution du pourcentage des terres en culture par rapport à la superficie totale des terres dans les petites localités rurales du Québec entre 1951 et 1996



l'écart type, pour les cas de décroissance (336), est presque cinq fois plus élevés que pour celui des cas de croissance (74,3). Troisièmement, plusieurs petites localités comportent un nombre relativement élevé d'agriculteurs parce qu'elles n'ont pas été en mesure de reconverter leur économie. Pour tous ces motifs, nous devons faire preuve d'une grande prudence et de circonspection dans l'analyse de cette variable. Néanmoins, elle reflète bien le processus de restructuration en cours depuis une cinquantaine d'années<sup>41</sup>. La carte 2.12 illustre bien la nature de ce double processus, à savoir la consolidation de l'activité agricole dans les zones à meilleur potentiel versus le déclin dans les secteurs à faible rendement.

Nous avons déjà vu que l'agriculture productiviste contribuait à élargir les disparités<sup>42</sup> et à favoriser l'émergence d'une agriculture duale<sup>43</sup>. Cette agriculture se démarque par la cohabitation de petites et de très petites exploitations qui sont généralement incapables de concurrencer avec celles de plus grande dimension que l'on retrouve dans la partie sud de la province. Ces fermes, à très forte valeur capitaliste, forment un triangle avec Québec, Hull et le lac Champlain dans les basses terres du Saint-Laurent. Le capital agricole<sup>44</sup> est l'un des meilleurs indicateurs qui permet de déceler l'ampleur de ces disparités. Ce dernier, à l'échelon des petites localités, ne correspond

<sup>41</sup> En mettant en culture une plus grande superficie de leurs terres, les agriculteurs font un usage plus intensif et, dans une certaine mesure, plus optimal de la ressource agricole. Cet agrandissement des superficies est inhérent au processus de restructuration et à la création de fermes productivistes.

<sup>42</sup> Imputables notamment à la qualité du potentiel agro-climatique, aux habitudes culturelles, aux politiques gouvernementales, aux règles du marché et à la conjoncture économique, ces disparités se dégagent entre les différentes catégories de fermes, les productions et les régions agricoles.

<sup>43</sup> Cette dualité se reflète notamment, à l'échelle du Québec, par une répartition très inégalitaire des revenus agricoles bruts. Ainsi, en 2001, 20% des 31 139 fermes totalisaient 70% de ces revenus.

<sup>44</sup> Le capital agricole, au sens où l'entend Statistique Canada, «comprend l'ensemble des terres, des bâtiments, de la machinerie, du matériel et de l'équipement agricole (y compris les véhicules servant au transport des passagers), du bétail et de la volaille. Il ne comprend pas les cultures récoltées ou stockées ni celles des intrants agricoles en main, comme les engrais et les graines de semences» (STATISTIQUE CANADA, 1997: XXXIX).

qu'à 80,7% de celui calculé pour la province en 1996 (cf. tableau 2.7). Un tel écart reflète des différences considérables en ce qui a trait au genre de fermes que l'on retrouve dans ce segment de l'espace rural.

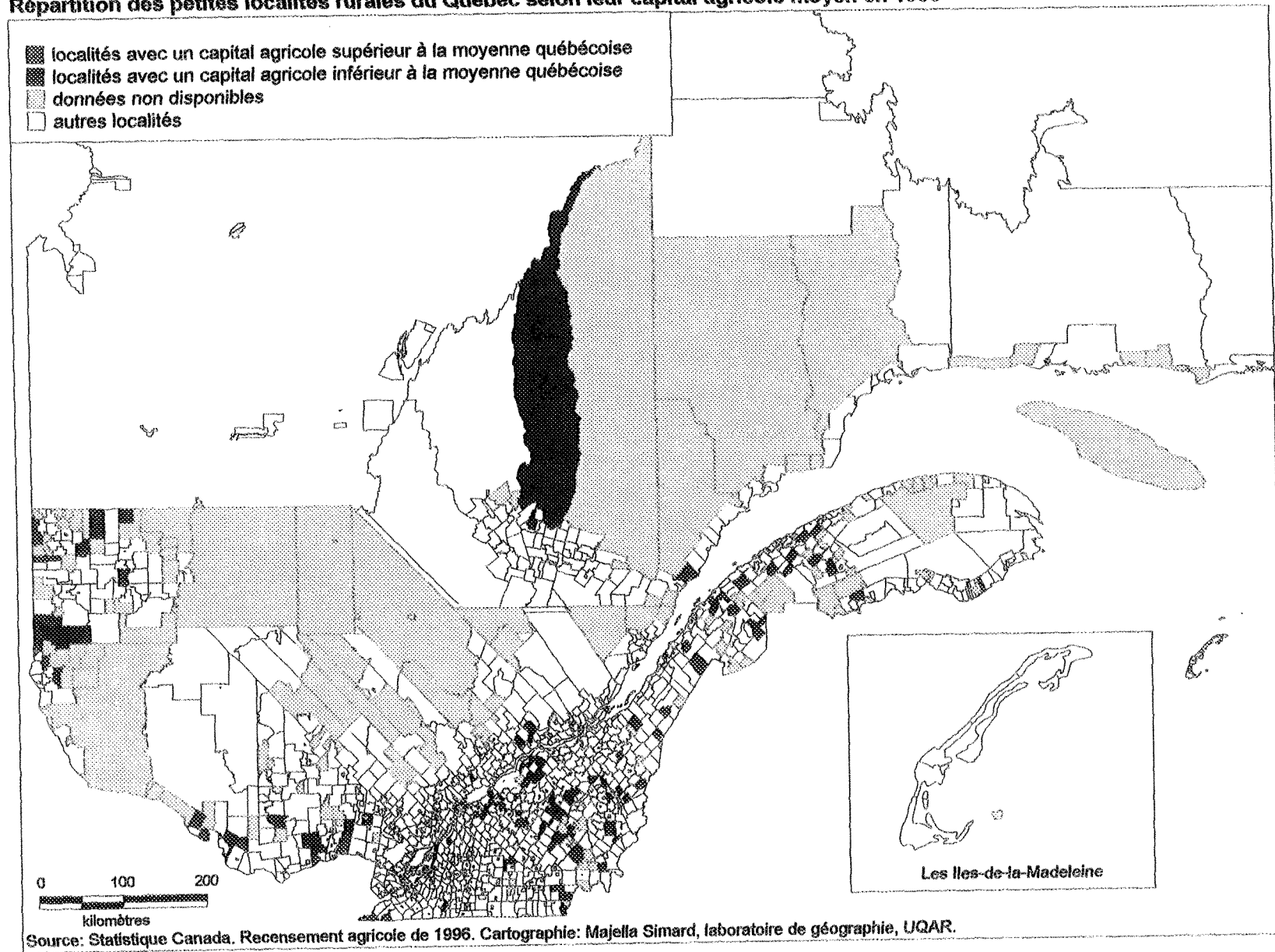
Les disparités se manifestent avec une plus grande acuité dans les municipalités de 250 habitants et moins. En effet, à cette échelle géographique, le capital agricole moyen des fermes n'atteint que 67,4% de celui du Québec comparativement à 81,9% pour les localités de 250 à 500 habitants. Cette moyenne masque cependant un aspect important de la réalité agricole, c'est-à-dire la présence de fermes bien capitalisées qui ont suivi, voire dépassé, la trajectoire empruntée par la province au cours des cinq dernières décades. En effet, 24 petites localités dont deux très petites, ont un capital agricole supérieur à celui du Québec en 1996<sup>45</sup> (carte 2.13). Elles se concentrent principalement sur la rive sud de l'estuaire du Saint-Laurent, dans les Cantons-de-l'Est, au pourtour de la plaine de Montréal ainsi que dans les comtés de Nicolet et d'Arthabaska. Elles bénéficient d'un climat relativement favorable, de la proximité des marchés et de sols fertiles. Dans ces milieux, l'agriculture occupe 37% de la main-d'œuvre locale ce qui témoigne incontestablement du rôle majeur qu'elle exerce dans leur économie. Mais il n'en demeure pas moins que 83 petites localités, dont 11 très petites, ont un capital agricole inférieur à celui de la province en 1996. Elles s'inscrivent dans une fourchette de capitaux qui varie entre 11,3 et 99,6% de la moyenne provinciale. Ce sont des ordres de

---

<sup>45</sup> C'est tout de même 32 localités de moins qu'en 1951 ce qui traduit une certaine détérioration du rythme d'investissement dans ce segment de l'espace rural. Par ailleurs, force est de constater que les fermes à forte valeur capitalistique en 1996 figuraient également, à cinq exceptions près, parmi les plus rentables en 1951. Ces exceptions concernent les municipalités de Ste-Séraphine, de St-Jacques-de-Horton, de St-Nazaire-de-Dorchester, de Lemieux et de St-Raphaël-Partie-Sud. Dans ces localités, le capital agricole a excédé de trois fois celui de la province entre 1951 et 1996. Cette augmentation substantielle est attribuable à la disparition de nombreuses fermes marginales qui ont cédé leur place à quelques fermes beaucoup plus imposantes, plus dynamiques et plus performantes dans la nouvelle économie agricole.

**Carte 2.13**

**Répartition des petites localités rurales du Québec selon leur capital agricole moyen en 1996**



grandeur qui expriment une très forte variabilité en ce qui a trait à la tenure des fermes et à la nature de la fonction agricole.

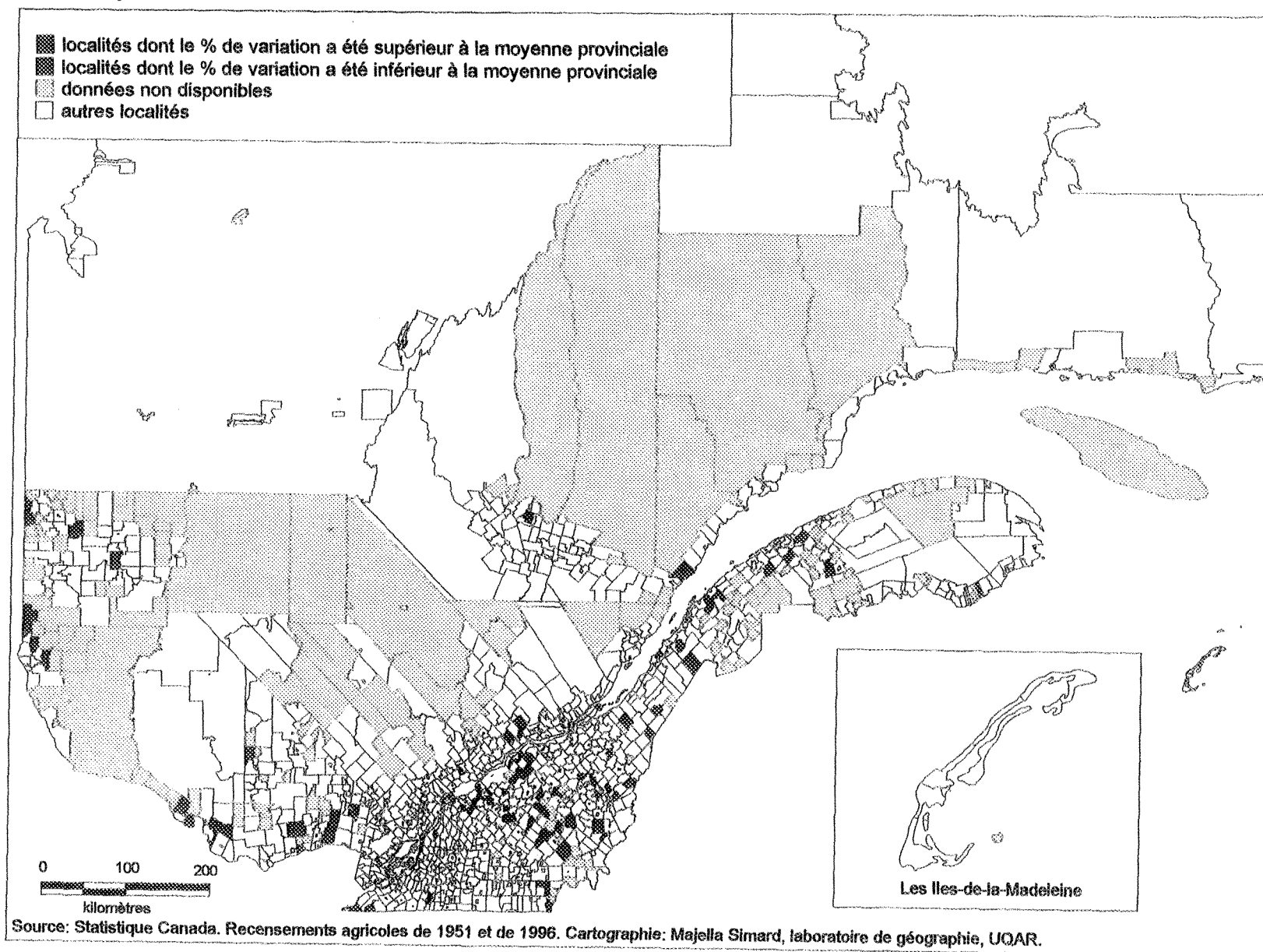
Au cours de la période 1951-96, l'écart entre le capital agricole moyen des petites localités<sup>46</sup> et la province est passé de 82,9% à 80,7% ce qui est peu considérable. Une analyse de cas par cas nous permet, par ailleurs, de constater que les inégalités ont tendance à se creuser avec l'élévation en altitude. Ainsi, des 22 localités dont le capital agricole est inférieur à 50% de celui de la province, 15 se situent à des altitudes dépassant les 250 mètres. Ces fermes, qui ont tendance à être de petite taille, n'assurent qu'une infime proportion de la production agricole. En outre, elles se retrouvent dans les marges en recul. La pierrosité, les mauvaises conditions de drainage, l'excès d'humidité et la topographie constituent les principaux facteurs limitatifs du sol. À certains endroits, le climat impose aussi certaines restrictions aux pratiques culturales. D'autre part, on observe à la carte 2.14, que le capital agricole de 45 petites localités a augmenté plus rapidement que celui de la province entre 1951 et 1996. Ces municipalités se concentrent principalement dans les régions de Yamaska, d'Athabaska, de Warwick, de Bellechasse et du Haut-Richelieu. Ces dernières figurent parmi les meilleurs territoires agricoles du Québec. Elles abritent des exploitations à très forte valeur capitaliste qui se spécialisent vers l'élevage laitier à haut rendement ou encore l'industrie porcine à grande échelle. Quant aux localités dont le pourcentage de variation du capital agricole a été inférieur à celui du Québec, elles se retrouvent essentiellement sur les hautes terres appalachiennes à faible rendement, soit plus précisément dans les régions administratives du

---

<sup>46</sup> La différence entre petites (-2,8%) et très petites localités (-0,2%) par rapport à la province est peu significative.

**Carte 2.14**

**Répartition des petites localités rurales du Québec selon la variation de leur capital agricole (en %) par rapport à la moyenne provinciale entre 1951 et 1996**



Bas-Saint-Laurent, de Chaudière-Appalaches, d'Abitibi, de l'Outaouais et de l'Estrie. Dans ces localités, identifiées comme des espaces à économie marginale et à potentiel biophysique limité, l'agriculture se pratique généralement en concomitance avec l'activité forestière. Elles correspondent, pour la plupart, à des milieux en voie de reconversion dont l'avenir se présente sous des auspices plutôt incertains.

En dépit des nombreuses transformations qui se sont opérées dans le secteur agricole au cours des 50 dernières années, l'agriculture continue toujours d'exercer un rôle majeur dans plusieurs petites localités à fort potentiel. C'est le cas notamment des 19 municipalités dont plus de 40% de la main-d'œuvre locale est affectée à cette branche de l'activité économique. Ces localités sont identifiées par leur toponyme sur la carte 2.15. Plusieurs se situent au centre du Québec où l'on retrouve les meilleures conditions agro-climatiques. Le nombre d'agriculteurs oscille entre 60 et 210, pour une moyenne de 152 exploitants. Il ne fait aucun doute que l'agriculture constitue, dans ces milieux, non seulement une base essentielle de l'économie mais aussi une composante fondamentale de la vie sociale. Elle imprime sa marque à l'espace organisé par la présence d'animaux, de bâtiments de fermes, de silos, d'élévateurs à grain et de machinerie diverse. Il existe une relation de cause à effet hautement significative entre le pourcentage des travailleurs agricoles et le taux de chômage. En effet, plus le pourcentage d'agriculteurs parmi la population active est élevé plus le taux de chômage est faible (tableau 2.8). Une telle corrélation n'a rien de surprenant en soi. Dans la majorité des cas, les agriculteurs, contrairement à plusieurs autres professions qui relèvent du secteur primaire, travaillent à longueur d'année en raison de la multiplicité des tâches à accomplir dans différents

Carte 2.15

Répartition des agriculteurs dans les petites localités rurales du Québec en 1996

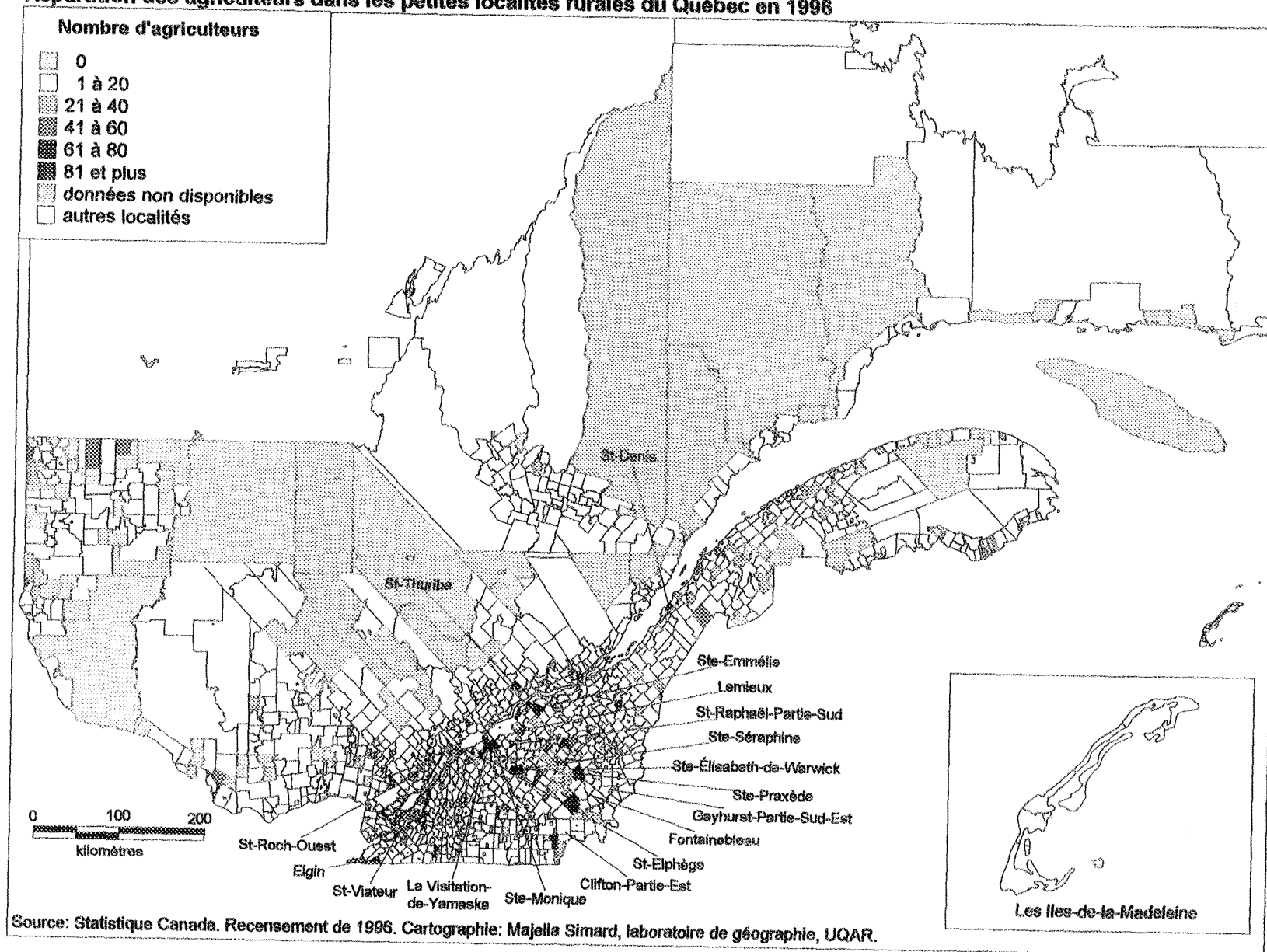




Tableau 2.8

Matrice des coefficients de corrélation entre certains indicateurs socio-économiques des petites localités rurales du Québec et la composition de leur structure occupationnelle en 1996

Indicateurs/Activités économiques	% des travailleurs du secteur primaire	% des agriculteurs	% des travailleurs forestiers	% des pêcheurs	% des mineurs	% des travailleurs du secteur secondaire	% des travailleurs du secteur tertiaire
Taux d'activité	-0,01	0,17	-0,22	0,05	-0,06	-0,10	0,12
Taux de chômage	-0,04	-0,30	0,30	0,10	0,08	-0,14	0,13
Revenu familial moyen	-0,14	-0,09	-0,18	0,02	0,14	-0,02	0,17
% du revenu perçu sous la forme de transferts gouvernementaux	-0,08	0,06	-0,16	-0,14	-0,11	-0,02	0,07
Évolution démographique (1971-1996)	-0,09	-0,10	-0,09	-0,03	0,23	-0,05	0,19
% d'individus n'ayant pas obtenu une 9 <sup>e</sup> année	0,11	-0,11	0,28	0,20	0,05	-0,01	-0,3
% d'individus détenteurs d'un diplôme universitaire	-0,03	0,03	-0,05	-0,08	-0,03	-0,08	0,14
Nombre de logements construits entre 1971 et 1996	-0,27	-0,22	-0,14	-0,04	-0,03	-0,12	0,35

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Note: Les coefficients de corrélation surlignés en jaune indiquent une relation statistiquement significative dans une probabilité de 99,9%. Les coefficients qui ne sont pas surlignés sont peu ou pas significatifs du tout. Le seuil de signification, pour chacun des indicateurs, a été déterminé à partir des tests d'hypothèse couramment utilisés en méthodes statistiques. Voir notamment à ce sujet: BAILLARGEON, Gérald. *Techniques statistiques avec applications en informatique, techniques administratives et sciences humaines*. Trois-Rivières, Éditions SMG, 1984, pp. 412-416.

domaines. En conséquence, l'agriculture garantit une certaine permanence d'emploi. De plus, la production agricole reste le fait d'exploitants travaillant à leur compte avec leur famille. Dans un tel contexte, rares sont les cultivateurs qui ont besoin de recourir aux prestations de l'assurance-emploi.

Par ailleurs, on retrouve aussi des municipalités qui concentrent une forte proportion d'agriculteurs (plus de 20% de la main-d'œuvre active)<sup>47</sup> mais dont la structure

<sup>47</sup> On dénombre 52 petites localités dont la proportion d'agriculteurs parmi la population active varie entre 20 et 39,9%.

économique et démographique demeure extrêmement fragile. Nous pensons notamment à des municipalités telles que St-Elzéar, St-Charles-Garnier, St-Hilaire-de-Dorset ou Litchfield qui ont perdu plus de la moitié de leur population en l'espace de 45 ans. Bien que la spécialisation en agriculture présente des traits relativement semblables en termes d'organisation de l'espace, elle n'implique pas nécessairement une homogénéité socio-économique. Dans ces milieux, la dispersion des unités d'habitat sert davantage de dénominateur commun tout en constituant l'un des principaux éléments de spécificité.

Finalement, 94 petites localités comportent moins de 20% de leur main-d'œuvre active au sein de secteur agricole. Elles se distribuent un peu partout dans l'assiette socio-spatiale du Québec mais plus particulièrement au sein des cinq grandes régions périphériques et en Chaudière-Appalaches. Tous ces milieux demeurent cependant très diversifiés quant à la nature de l'agriculture qui s'y pratique. Le nombre de cultivateurs est aussi fort variable selon les localités<sup>46</sup>. À certains endroits, comme à St-Eugène-de-Guigues, à Garthby et à St-Pie-de-Guire, l'agriculture exerce un rôle prépondérant dans l'économie locale. Ailleurs, comme à Laforce, à St-Marcellin et à St-Omer-de-l'Islet, elle ne représente qu'une activité de second niveau.

Le processus de recomposition économique s'est manifesté dans plusieurs autres domaines. Nous traiterons, dans les prochaines pages, de ces manifestations dans les autres activités du secteur primaire (c'est-à-dire la forêt, la pêche et les mines) mais aussi dans celles reliées aux secteurs secondaire et tertiaire.

---

<sup>46</sup> Il oscille entre 10 et 40.

### 2.3.1.2 La forêt

L'abondance de la matière ligneuse à la périphérie des terres agricoles a longtemps favorisé une complémentarité des activités forestières et agricoles. Cette complémentarité s'est avérée nécessaire à maints endroits pour assurer la survie économique de nombreuses petites localités. «Plus que naturelle, cette union était en quelque sorte forcée du fait que, de toute évidence, il fallait défricher la terre et la mettre en valeur avant de pouvoir en tirer sa subsistance» (BOUCHARD, 1996: 101), nous rappelle l'historien Gérard BOUCHARD. La saisonnalité des travaux sur la ferme, l'insuffisance de revenus tirés de l'agriculture et la proximité de la matière ligneuse exploitable durant la saison morte ont contribué à faire du travail en forêt un apport indispensable à l'économie de nombreuses petites localités rurales. Avec le temps, toutefois, et pour diverses raisons, tant économiques que sociales, les activités agricole et forestière se sont profondément transformées. Dans bien des cas, la perte de ces emplois n'a pas été compensée par d'autres activités économiques, si bien que ce sont ces milieux qui, aujourd'hui, présentent les malaises socio-économiques les plus sérieux<sup>49</sup>. Là plus qu'ailleurs, le dépeuplement et la transition occupationnelle vont de pair. De plus, ce secteur de l'activité économique est, plus que tout autre, soumis à la demande extérieure, aux fluctuations du marché et à l'évolution de la conjoncture. Il est aussi très dépendant des décisions gouvernementales<sup>50</sup> et de celles des grandes compagnies qui sont la

<sup>49</sup> À d'autres endroits cependant, la combinaison travail agricole/travail forêt existe toujours. Elle prend davantage une saveur d'économie domestique. En effet, certains individus, qui pratiquent une agriculture familiale, gardent leur boisé pour la récolte du bois de chauffage. Ce bois est soit utilisé à des fins personnelles ou encore vendu sur le marché local. Dans ce dernier cas, il représente un léger supplément de revenus aux petits exploitants agricoles. Ces observations confirment, du moins en partie, les avancées du sociologue Bruno JEAN (1985) dans son volume *Agriculture et développement dans l'Est-du-Québec*. Elles attestent que l'agro-foresterie n'a pas complètement disparu en milieu rural fragile.

<sup>50</sup> Nous avons signalé, au chapitre un, toute la problématique reliée à la surtaxe imposée par les Américains sur le bois d'œuvre. Mais on se rappellera aussi des nombreuses coupures annoncées par le gouvernement du Québec à la fin des années 80 dans ses programmes d'aide à l'aménagement et au crédit forestier.

plupart du temps prises bien loin des aires de coupe. Cette dépendance a un impact direct sur les salaires versés aux travailleurs forestiers et, par conséquent, sur le niveau de revenu de ces derniers.

À l'instar de l'agriculture, la foresterie a fait l'objet de nombreuses mutations. La professionnalisation et la mécanisation du travail et des opérations, la surexploitation et le déplacement des sites d'exploitations toujours plus loin, la libéralisation des échanges et les nouveaux accords internationaux ont favorisé la concentration de ce secteur d'activité<sup>51</sup>. Cette dynamique a provoqué une baisse radicale du nombre de scieries. Elle a également entraîné le redéploiement des bassins d'approvisionnement. Ainsi, les unités de production se sont spécialisées, agrandies et raréfiées. En même temps, à l'échelle de la province, les emplois sont demeurés pratiquement stables<sup>52</sup>. À certains endroits, ils ont même régressé. C'est particulièrement dans les localités situées à l'écart de ces bassins que les pertes ont été les plus importantes. Ailleurs, cette restructuration a même contribué à faire disparaître la vocation forestière des communautés les plus fragiles.

Certaines municipalités de petite taille telles que St-Nazaire-de-Dorchester ou de Ste-Émmélie dans la région Chaudière-Appalaches, sont victimes du phénomène de déboisement en raison du besoin de nouvelles terres (notamment pour la culture du maïs

<sup>51</sup> Ce phénomène s'est notamment concrétisé par l'acquisition des usines de transformation de la compagnie Alliance par la multinationale Bowater. Selon la plupart des spécialistes, ce processus de concentration devrait aller en s'accroissant à plus ou moins long terme, si bien qu'il ne restera plus que six à huit géants mondiaux. Une telle situation aura certes des conséquences désastreuses pour l'économie du Bas-Saint-Laurent en général et pour celle des petites localités en particulier. En effet, plusieurs d'entre elles abritent toujours de petites scieries dont les activités reposent essentiellement sur la mise en marché de produits provenant de la forêt privée.

<sup>52</sup> Ainsi, alors que la production forestière a été multipliée par six entre 1981 et 2001 (elle est respectivement passée de 3,3 à 20 milliards de dollars), le nombre d'emplois est demeuré le même, soit approximativement 24 500, au cours de la même période.

d'élevage) et de surfaces d'épandage à bon marché pour les lisiers et fumiers. Les appréhensions des élus tiennent d'une part à la diminution des réserves d'eau souterraine et, d'autre part, au rejet des eaux usées des fermes porcines. À cette pression pour de nouvelles surfaces d'épandage s'ajoute celle des courtiers en bois à la recherche d'essences à haute valeur commerciale pour la vente lucrative des arbres provenant de boisés agricoles.

La situation pour cette catégorie de travailleurs se présente différemment de celle des agriculteurs. Leur occupation ne justifie pas le maintien d'un habitat dispersé pas plus qu'une localisation en milieu rural. Par ailleurs, tout comme pour l'agriculture, les emplois forestiers se présentent en nombre très inégal d'un endroit à l'autre. Ils forment, selon les localités, entre 0 et 62,5% de la main-d'œuvre active pour une moyenne de 6%. Sans nier l'importance de la forêt dans l'économie des petites municipalités, force est d'admettre que sa contribution demeure relativement faible par rapport à l'ensemble des autres secteurs d'activité. Elle imprègne néanmoins la vie socioculturelle de plusieurs municipalités. En règle générale, les emplois que procure ce secteur d'activité, en milieu rural fragile, se limitent à la coupe du bois. La transformation y est pratiquement inexistante.

Quelque 180 localités de petite taille ne renferment aucun travailleur forestier (tableau 2.9). À l'inverse, on dénombre 27 municipalités dont plus de 20% de la main-d'œuvre active est affectée à l'exploitation de la matière ligneuse. Identifiées par leur toponyme sur la carte 2.16, ces localités se situent majoritairement au Bas-Saint-Laurent,

Carte 2.16

Répartition des travailleurs forestiers dans les petites localités rurales du Québec en 1996

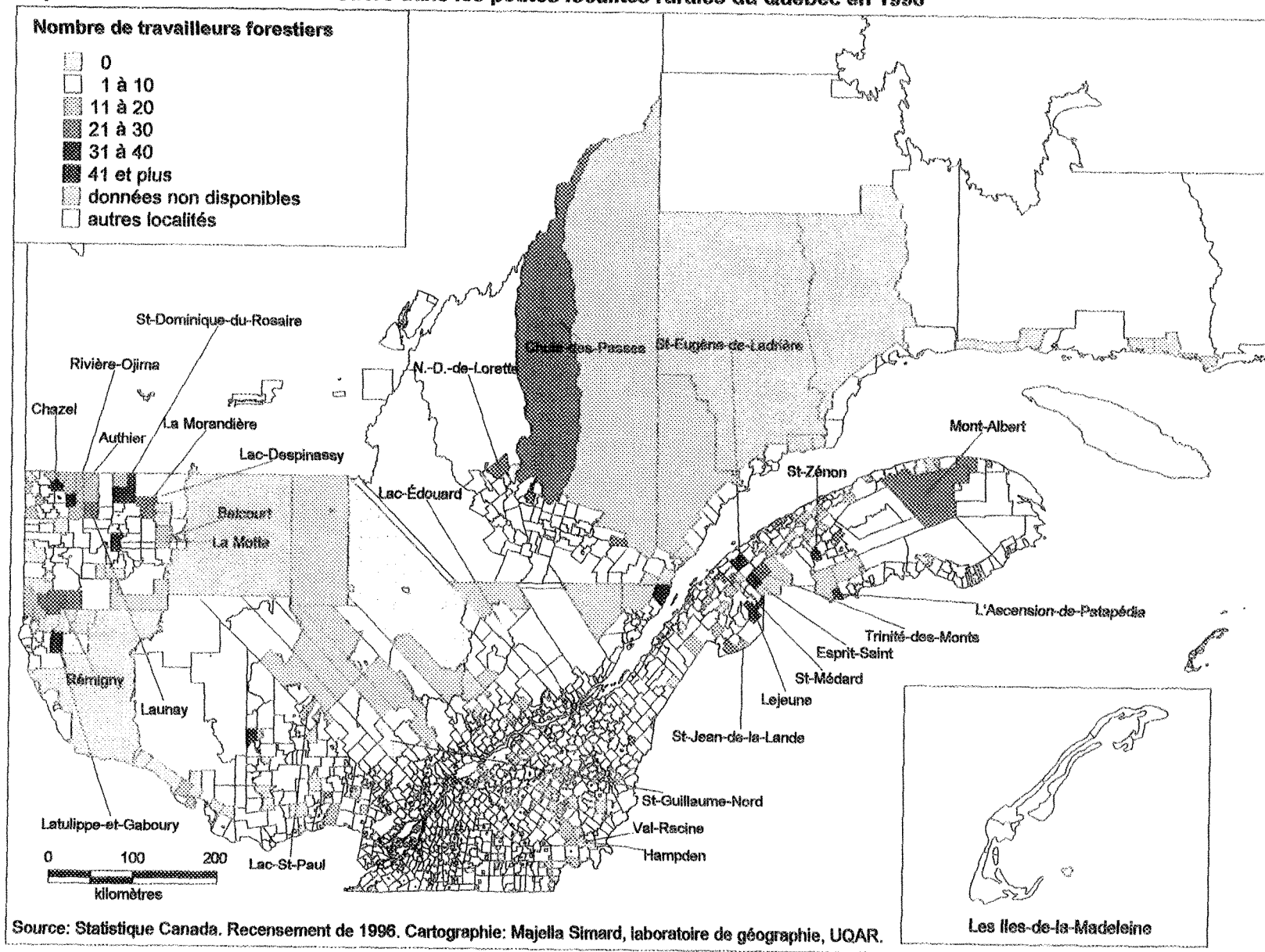


Tableau 2.9

Répartition des travailleurs forestiers dans les petites localités rurales du Québec en 1996

Nombre de travailleurs forestiers <sup>1</sup>	Nombre de localités	Population comprise dans la strate
0	180	56 633
1 à 10	45	14 173
11 à 20	41	15 152
21 à 30	17	6 028
31 à 40	6	2 423
41 et plus	6	2 510

<sup>1</sup>Ces données sont des valeurs arrondies. Elles proviennent d'un échantillonnage de 20%. Il est probable que certaines municipalités officiellement sans travailleurs forestiers en comptent quelques-uns.

Source: Statistique Canada .Recensement de 1996.

en Gaspésie, en Abitibi et au nord du Lac Saint-Jean. Certaines de ces entités figurent parmi les plus pauvres de la province. Une telle situation nous amène à établir une relation de cause à effet entre ce corps d'emploi et la fragilité économique qui caractérise plus particulièrement ces milieux. À titre d'exemple, le revenu familial moyen dans les 10 petites localités dont plus de 30% de la main-d'œuvre active occupe un emploi en forêt s'établit à 29 875\$ comparativement à 36 310\$ pour celles qui en renferment 10% et moins<sup>53</sup>. Étant donné que la majorité de ces emplois sont saisonniers, la plupart de ces localités possèdent un taux de chômage très élevé. Il se dégage d'ailleurs une relation causale très significative entre ces deux variables comme l'indique le tableau 2.8. Ces municipalités semblent éprouver des difficultés à renouveler leur périmètre construit comme le montre ce même tableau. En effet, la proportion de nouvelles maisons construites entre 1971 et 1996 n'est que de 12,8% par rapport à 25,9% dans les localités qui ne comportent aucun travailleur forestier. Ces dernières abritent également une population faiblement scolarisée. Plus de 40% de celle-ci n'a pas atteint le seuil de la 9<sup>e</sup>

<sup>53</sup> Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la majeure partie des travailleurs qui sont à la base d'une des principales sources d'exportation et de richesse de la province habitent donc dans les milieux les plus pauvres.

année comparativement à 28% dans les milieux où la main-d'œuvre forestière compte pour moins de 10%. Leur éloignement par rapport aux villes limite considérablement les possibilités de diversification économique<sup>54</sup>. Enfin, ces entités se distinguent par la faiblesse de leur infrastructure de services.

Un autre groupe se compose de 46 localités dont les travailleurs forestiers représentent entre 10,1 et 20% de la structure occupationnelle locale. Ces localités renferment en moyenne entre 10 et 40 bûcherons. On les retrouve majoritairement dans l'Est-du-Québec mais aussi en Abitibi, en Outaouais et dans la région Chaudière-Appalaches. L'impact de l'activité forestière sur la vie économique est très inégal selon les endroits. Elle constitue un apport économique important à St-Damase, à Ste-Rita et à Ste-Sabine alors qu'elle passe pratiquement inaperçue à Lytton, à Allevyn-et-Cawood et à La Martre. Tout comme pour la catégorie précédente, celle-ci est lourdement affectée par la faiblesse du taux d'activité et des niveaux de revenus.

Dans les 43 municipalités dont moins de 10% de la main-d'œuvre occupe un emploi en forêt, l'exploitation de la matière ligneuse constitue davantage un complément à l'économie que l'une de ses principales assises. Elles se répartissent de façon assez diffuse dans les localités du plateau et de l'arrière-pays.

---

<sup>54</sup> Cet éloignement ne constitue pas la cause directe de leur situation économique. Toutefois, il contribue vraisemblablement à renforcer les autres facteurs préexistants parmi lesquels se trouvent la petite taille démographique et la faiblesse de l'armature de services.



### 2.3.1.3 La pêche

Bien que les mutations qui se sont produites dans le domaine de la pêche soient moins considérables que celles qui se sont opérées dans l'agriculture ou la forêt, elles ont tout de même affecté la structure du peuplement et l'économie de nombreuses petites localités qui longent le littoral. Le modèle productiviste a engendré un surinvestissement dans la flotte sans se soucier des pressions sur la ressource. En outre, à maints endroits, la pêche a été remplacée par d'autres activités économiques. De nouveaux modes de vie permettent d'assurer la survie de certaines localités côtières. Là, la mer constitue davantage un élément du paysage qu'une source de subsistance. Divers facteurs concourent à expliquer un tel phénomène. Parmi ceux-ci, mentionnons l'épuisement de la ressource (notamment de la morue<sup>55</sup>), des modes inadéquats d'exploitation, une succession de mauvaises conjonctures, etc. Cette disparition se matérialise aussi par l'abandon de certaines infrastructures (quais, appontements, etc.) nécessaires à son exploitation. En outre, les politiques gouvernementales de concentration des points de débarquement, l'installation de méga-poissonneries, l'accentuation de la pêche hauturière et la professionnalisation du métier de pêcheur ont fortement contribué à transformer ce type d'industrie.

Pratiquées jadis à petite échelle à maints endroits, les activités halieutiques n'assurent plus le développement économique de nombreuses petites localités de la

---

<sup>55</sup> Le décret d'un moratoire (1993-1997) sur les poissons de fond tels que la morue et le sébaste a eu des impacts considérables sur l'économie de la plupart des petites localités rurales de la Gaspésie et de la Côte-Nord. Les pêcheurs de ces deux régions vivent dans l'expectative depuis que le gouvernement fédéral menace d'imposer, dès le printemps 2003, un moratoire complet sur les poissons de fond dans le golfe du Saint-Laurent. Un tel moratoire pourrait s'avérer lourd de conséquences non seulement pour l'industrie halieutique mais aussi pour l'ensemble de l'économie gaspésienne et nord-côtière. Seulement pour la Gaspésie, on estime les pertes d'emplois directs et indirects à 1 200, ce qui représenterait un déficit de l'ordre de huit millions de dollars pour l'économie régionale.

Gaspésie et de la Basse-Côte-Nord. À bien des endroits, la pêche représente une activité marginale en termes de créations d'emplois. Cette marginalité est d'autant plus perceptible que la majorité des pêcheurs exercent une occupation saisonnière<sup>56</sup>. La faiblesse des effectifs démographiques, la dispersion des villages, les difficultés de communications et l'éloignement des marchés freinent la transformation de la pêche artisanale en organisation industrielle compétitive.

Qu'en est-il de la situation actuelle? En 1996, la pêche ne représentait que 335 emplois dans les petites localités rurales du Québec, soit moins de 1% de leur structure occupationnelle. Les travailleurs de la mer, que l'on retrouve surtout en Gaspésie, sur la Côte-Nord et aux Iles-de-la-Madeleine, se répartissent comme suit:

Tableau 2.10

Répartition des pêcheurs dans les petites localités rurales du Québec en 1996

Nombre de pêcheurs	Nombre de localités	Population comprise dans la strate
0	273	88 390
1 à 10	16	5 760
11 à 20	2	772
21 à 30	4	1 626
31 et plus	1	371

Source: Statistique Canada .Recensement de 1996.

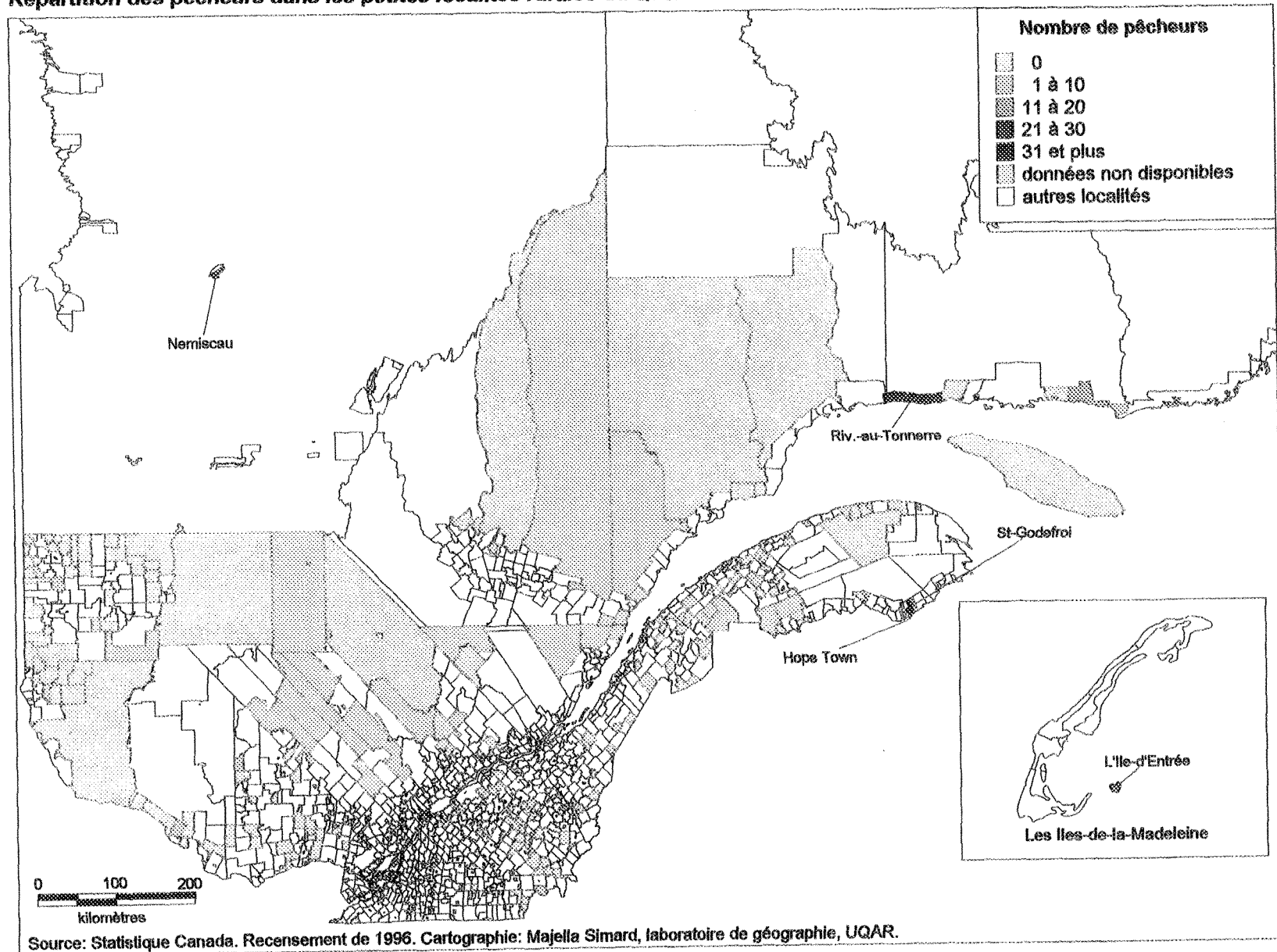
Seulement cinq municipalités de petite taille, identifiées par leur toponyme sur la carte 2.17, renferment 21 pêcheurs ou plus<sup>57</sup>. Il s'agit de St-Godefroi et de Hope Town, en

<sup>56</sup> La saisonnalité des emplois se reflète notamment par un taux de chômage élevé. En effet, les petites localités qui concentrent plus de 20% de leur main-d'œuvre dans les activités halieutiques ont un taux de chômage moyen de 33,5% comparativement à 19,8% pour celles qui n'abritent aucun pêcheur.

<sup>57</sup> En 1970, 12 localités de la Gaspésie ont fusionné pour former la nouvelle ville de Gaspé. De même, Percé est le résultat de la fusion de cinq entités territoriales. En 1996, ces deux villes comportaient respectivement 245 et 105 pêcheurs. De petites localités avec pêcheurs ont probablement été regroupées avec des municipalités qui ne sont pas prises en compte dans la présente étude. Pour cette raison, nous incitons le lecteur à la prudence dans l'interprétation de ces statistiques.

Carte 2.17

Répartition des pêcheurs dans les petites localités rurales du Québec en 1996



Gaspésie, de Rivière-au-Tonnerre, sur la Côte-Nord, de Nemiscau, au Nord-du-Québec et de l'île-d'Entrée, aux îles-de-la-Madeleine.

Avec 40% de sa main-d'œuvre engagée dans l'industrie halieutique, il ne fait aucun doute que la pêche constitue, à l'île-d'Entrée une composante majeure de l'économie locale. À Hope Town et à St-Godefroi, la pêche forme plus de 20% de la structure occupationnelle. C'est également le cas de Petite-Vallée, en Gaspésie. Cependant, cette dernière ne comporte que 10 pêcheurs.

La majorité des autres petites communautés affectent à la pêche des proportions de travailleurs plus faibles se situant, dans la plupart des cas, en deçà de 10%<sup>58</sup>. Font exception à cette règle, Ivujivik, au Nord-du-Québec, Aguanish, sur la Basse-Côte-Nord, Lytton, dans la Vallée-de-la-Gatineau et Lac-Frontière, en Chaudière-Appalaches. Toutes, cependant, souffrent de marginalité géographique en raison de leur éloignement par rapport aux villes. Certaines municipalités, parce que situées loin des routes principales, sont même aux prises avec un problème d'isolement. C'est notamment le cas notamment de plusieurs localités de la Basse-Côte-Nord et du Nouveau-Québec. En raison des nécessités économiques, la pêche a longtemps vécu en symbiose avec l'agriculture et la foresterie. À certains endroits, comme à St-Denis-de-Kamouraska, à Ste-Rose-du-Nord ou à Ste-Sophie, cette complémentarité est toujours bien présente.

---

<sup>58</sup> Il n'y a au total que 11 localités qui comptent plus de 10% de leur main-d'œuvre à la fois dans la pêche et le piégeage.

Finalement, comme l'indique le tableau 2.8, une corrélation statistiquement significative se dégage entre le pourcentage d'individus n'ayant pas atteint le seuil de la 9<sup>e</sup> année et la proportion de pêcheurs. Il faut dire que l'industrie halieutique nécessite en général peu de qualification.

#### 2.3.1.4 Les mines

Tout comme pour la forêt, l'extraction minière est commandée par une demande provenant en partie de l'extérieur de la province. Par conséquent, ce type d'activité économique demeure fortement soumis aux soubresauts de la conjoncture économique mondiale<sup>60</sup>. Plusieurs petites localités minières ont été affectées ces derniers mois par la vague des fusions qui a déferlé sur quelques entreprises notamment celles de Barrick gold avec Homestake Mining et Franco Nevada Mining. Ces fusions, conjuguées à un épuisement de la ressource, ont contribué à rationaliser les activités de nombreuses entreprises. Le taux de chômage dépasse maintenant le seuil des 35% dans certaines petites municipalités de l'Abitibi et de la Côte-Nord où les mines constituent le principal pilier de l'économie locale<sup>60</sup>. Par ailleurs, l'Association des prospecteurs du Québec mise sur la hausse prochaine du prix de l'or pour relancer l'économie de ces milieux<sup>61</sup>.

Les localités minières exercent à peu près le même type d'influence que les villes sur le milieu rural. Elles constituent des foyers d'emplois relativement stables et bien

<sup>60</sup> La faiblesse des prix des matières premières a notamment pesé lourd sur cette industrie à la fin des années 90.

<sup>60</sup> Nous pensons, entre autres, à Godbout (52%), à Val-St-Gilles (42,2%), à St-Lambert (36,8%), à Pikogan (36%) et à Rémigny (35%).

<sup>61</sup> Cette hausse a déjà commencé à se manifester. Elle est notamment attribuable aux achats massifs effectués par les Japonais pour se prémunir contre les fluctuations d'un système bancaire en difficulté.

rémunérés. À preuve, le revenu familial moyen tend à progresser au fur et à mesure que le pourcentage de travailleurs miniers augmente. Ainsi, il passe de 36 635\$ dans les petites municipalités dont la proportion de mineurs est inférieure à 10% à 46 952\$ dans celles qui en concentrent 20,1% et plus<sup>62</sup>. Par ailleurs, l'économie des localités minières demeure relativement fragile parce que tributaire d'une seule ressource et assujettie aux fluctuations du marché et à l'épuisement de la ressource.

D'après le recensement de 1996, il y avait 550 travailleurs miniers dans l'ensemble des petites localités rurales du Québec. Ils composent 1,6% de la population active et se distribuent dans 38 entités (carte 2.18). Ces travailleurs se divisent en deux grandes catégories d'emplois. Il y a ceux qui relèvent de l'extraction minière proprement dite (fer, cuivre, zinc, etc.) et ceux affectés aux tourbières et aux carrières de pierre.

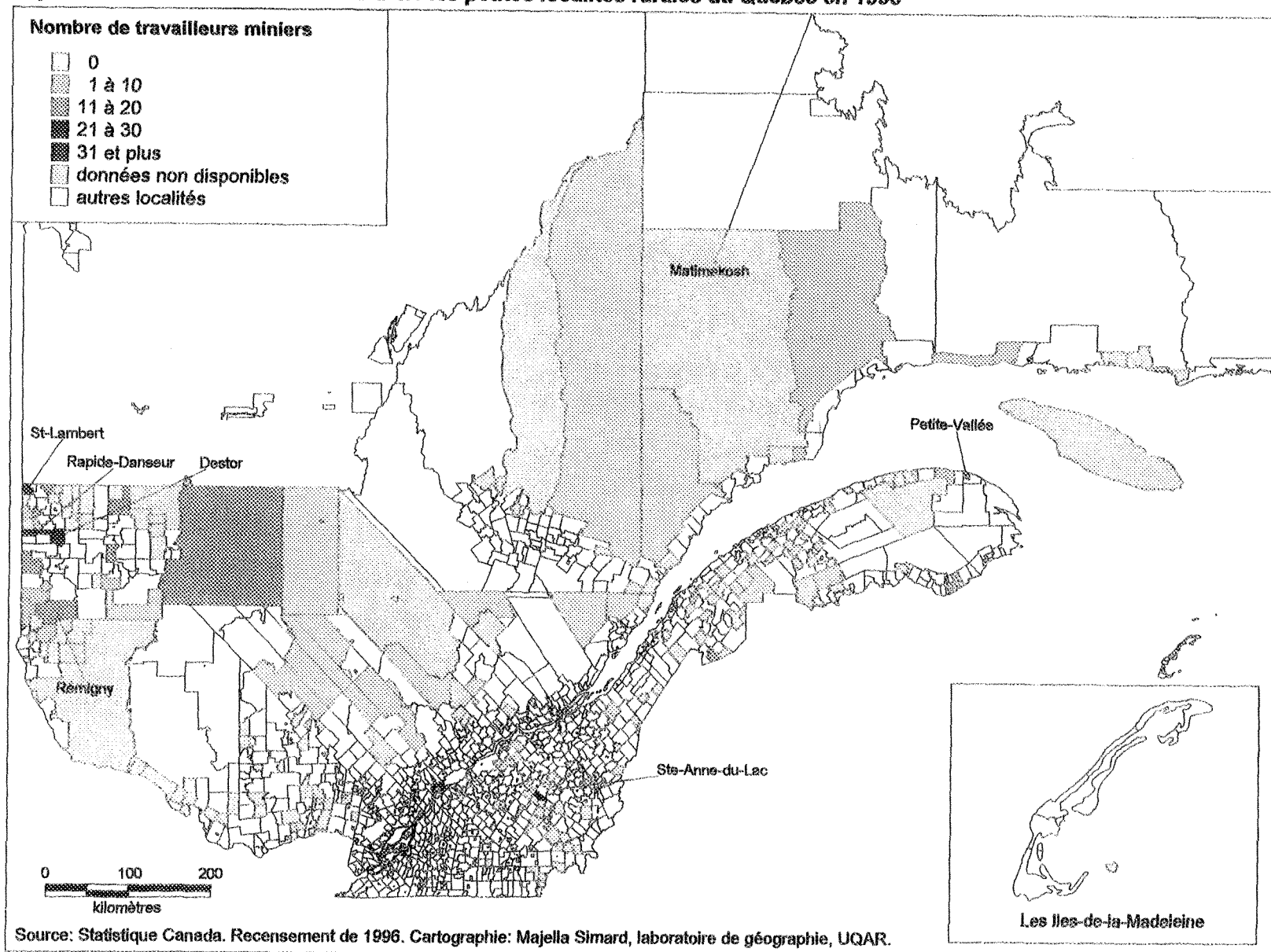
Au nombre de sept, les localités dont plus de 20% de la main-d'œuvre travaille au sein du secteur minier sont identifiées par leur toponyme sur la carte 2.18. Elles se retrouvent surtout en Abitibi et dans le nord de la province<sup>63</sup>.

<sup>62</sup> Le tableau 2.6 semble révéler un taux de corrélation relativement élevé entre l'évolution démographique des petites localités et le pourcentage de mineurs. Cette corrélation est à considérer avec circonspection. Elle est notamment attribuable à l'augmentation de la population de Ste-Anne-du-Lac (3 050%) dont les effectifs sont passés de deux à 63 habitants entre 1971 et 1996. En réalité, seulement deux autres municipalités comportant des travailleurs miniers ont enregistré un accroissement de leurs effectifs démographiques au cours de la même période. Il s'agit de St-Julien (20%) et de La Baleine (17,7%). Dans les deux cas, l'activité minière exerce un rôle relativement faible dans leur économie respective.

<sup>63</sup> Ce type d'activité entraîne des concentrations d'habitations dans des endroits situés, pour la plupart, à la périphérie de l'écoumène.

Carte 2.18

Répartition des travailleurs miniers dans les petites localités rurales du Québec en 1996



À Petite-Vallée<sup>84</sup>, les mineurs formaient 44,4% de la structure d'emplois en 1996 ce qui constitue de loin le taux le plus élevé de toutes les petites localités. Ces mineurs font quotidiennement la navette entre leur localité de séjour et leur lieu de travail en occurrence, Murdochville. Cette navette, qui représente 83 kilomètres, montre bien le type de discordance qui existe en Gaspésie entre localisation de la population et localisation de la ressource exploitée.

Le deuxième rang, en termes de contribution à l'économie locale, revient à la petite communauté de Destor en Abitibi<sup>85</sup>. Cette dernière comporte 60 travailleurs miniers. Les mines ont exercé un rôle important dans le développement de cette municipalité. Dans les années 40, trois gisements (Johnson, Duquesne et Destor) étaient exploités simultanément. Ils procuraient du travail à plus de 150 personnes. L'activité minière représente toujours un fondement majeur de l'économie locale. Toutefois, la plupart des résidents de cette localité occupent un emploi à la mine de Normétal. Il s'ensuit un taux de migrants pendulaires (65%) très élevé. Cette localité fait également partie du peloton de tête en ce qui a trait à son revenu familial moyen (52 567\$).

Véritable isolat situé en marge de l'espace habité, St-Lambert compte 25 mineurs. Ils représentent 27,8% de la main-d'œuvre active. La plupart d'entre eux travaillent à Normétal situé à quelques kilomètres de chez eux.

---

<sup>84</sup> La fermeture de la mine, en avril 2002, aura sans doute des impacts économiques désastreux non seulement pour cette localité et celle de Murdochville, mais aussi pour l'ensemble de la Gaspésie. Hormis les mines, l'agriculture et la pêche constituent, à Petite-Vallée, l'essentiel de l'armature économique.

<sup>85</sup> En fait, on peut supposer maintenant que cette petite municipalité détient le premier rang puisqu'il n'y a plus d'activité minière en Gaspésie.



En ce qui concerne la petite municipalité de Rémigny, les travailleurs miniers, au nombre de 20, représentent 21,1% de la main-d'œuvre active. Ces derniers exercent leur emploi principalement à Normétal. Ces migrants pendulaires forment 30% de la population locale. Il s'agit d'emplois bien rémunérés. Ils se traduisent par un revenu familial moyen relativement élevé (40 507\$) compte tenu de la petite taille démographique de cette localité (364 habitants). La bonne santé de l'économie locale se reflète aussi par la valeur moyenne des maisons qui s'élève à 58 425\$. Soulignons que cette municipalité ne comptait aucun prestataire de l'aide sociale en décembre 2000 et que la proportion du revenu provenant d'un emploi s'établissait à 67,5%.

Quant aux trois autres localités, à savoir Rapide-Danseur, Ste-Anne-du-Lac et Matimekosh, elles renferment toutes moins de 250 habitants. Bien que les mines exercent un rôle important dans leur économie, des erreurs d'échantillonnage sont également probables.

Seulement quatre municipalités comptent 21 mineurs ou plus (tableau 2.11). En deçà de ce nombre, cette activité économique peut encore jouer un rôle important dans la structure d'emplois des plus petites communautés mais ce rôle s'atténue en fonction de la diminution du nombre de mineurs d'une part et par rapport à l'éloignement des centres d'extraction de l'autre.

À l'exception de Val-St-Gilles, en Abitibi et de St-Marc-du-Lac-Long, au Bas-Saint-Laurent, l'activité minière ne représente qu'un faible pourcentage de la population active

Tableau 2.11

Répartition des travailleurs miniers dans les petites localités rurales du Québec en 1996

Nombre de travailleurs miniers	Nombre de localités	Population comprise dans la strate
0	258	83 685
1 à 10	25	8 638
11 à 20	9	2 759
21 à 30	3	1 392
31 et plus	1	445

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

dans les localités dont le nombre de travailleurs miniers est inférieur à 20. Val St-Gilles ne possède aucun gisement minier. La population active œuvre à l'extérieur de la localité notamment à La Sarre et dans les environs. Le secteur minier compose 16,7% de la structure occupationnelle. La situation de St-Marc-du-Lac-Long est différente. La reprise des activités de la carrière d'ardoise Glendyne, dans les années 90<sup>66</sup>, a contribué à relancer l'économie de cette petite localité témiscouataine. Bien que Statistique Canada ne dénombre que 15 mineurs, ils sont plus d'une soixante à œuvrer dans ce secteur d'activité. Les travailleurs miniers représentent 7,9% de la structure locale d'emplois.

Quant aux 25 localités qui comptent moins de 11 travailleurs miniers, elles se répartissent de manière très disparate dans l'assiette socio-spatiale du Québec. À certains endroits, comme à Pikogan et à Ste-Hélène-de-Mancebourg, l'extraction minière constitue une activité économique de base. Mais, dans la plupart des cas, elle est pratiquée en complément avec l'exploitation d'une autre ressource notamment la forêt ou la pêche.

<sup>66</sup> Abandonnée depuis 1915, cette carrière d'ardoise œuvre dans un domaine presque exclusif au Canada. En effet, il existe seulement un autre gisement situé à Terre-Neuve. L'entreprise s'accapare 10% du marché de l'ardoise en Amérique du Nord et 2% de la production mondiale. Elle a notamment produit l'ardoise nécessaire à la réfection des toits de bâtiments prestigieux tels que la Cathédrale de St-Michael's à Toronto, le musée du Château Ramezay à Montréal, l'Université Harvard à Boston, l'église de Magog au Québec, le siège social de ELF et l'hôpital de la Sorbonne à Paris. L'engouement pour le look ardoise ouvre des perspectives de marché fort intéressantes pour l'avenir de cette petite collectivité.

### 2.3.2 Le secteur secondaire

L'atténuation du rôle de l'agriculture dans la vie socio-économique du monde rural a comme contrepartie le développement des autres secteurs d'activité notamment dans les domaines de la transformation et des services.

En ce qui concerne plus spécifiquement les activités industrielles, les municipalités de petite taille n'ont évidemment pas le même niveau de développement que les villes et ne connaissent pas non plus le même dynamisme notamment dans le secteur de la construction.

Tandis que les activités du secteur primaire créent directement 8 175 emplois dans les petites localités rurales du Québec, celles reliées au secteur secondaire en fournissent 10 845, ce qui représente 27,3% de leur structure occupationnelle (tableau 2.12). Ces chiffres sont révélateurs de la pluriactivité qui caractérise le milieu rural en général et les petites localités en particulier.

Tableau 2.12

Répartition des activités du secteur secondaire dans les petites localités rurales du Québec en comparaison avec la province en 1996

Activités économiques	La province		Les petites localités	
	nombre d'emplois	%	nombre d'emplois	%
Industries manufacturières	581 960	17,2	6 460	17,0
Industries de la construction	161 100	4,8	2 155	5,6
Matériel de transport et d'entreposage	136 425	4,1	2 230	4,7
Le secteur secondaire	879 485	26,1	10 845	27,3

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

De manière globale, les disparités se manifestent avec une moins grande acuité dans cette branche de l'activité économique. En règle générale, le pourcentage des travailleurs du secondaire, dans les municipalités de 500 habitants et moins, est comparable à celui que l'on observe dans les autres strates démographiques. C'est plutôt en ce qui concerne la nature des activités que l'effet de taille se fait particulièrement ressentir. Ainsi, les emplois industriels que l'on retrouve en milieu rural fragile relèvent principalement de la première transformation des ressources naturelles. Il s'agit plus particulièrement d'occupations dans les scieries, les usines de transformation du poisson ou du sirop d'érable, les carrières, les tourbières et certains secteurs de l'agriculture. Ces emplois sont généralement peu productifs, saisonniers, instables et mal rémunérés. Ils demeurent fortement assujettis à l'évolution de la conjoncture nationale et internationale. À maints endroits, le chômage hivernal est une composante majeure de la vie économique. En outre, les produits transformés dans les petites localités sont, dans bien des cas, à faible valeur ajoutée. Par ailleurs, une partie des emplois du secteur secondaire se localise en milieu urbain. De meilleure qualité, ces emplois appartiennent à des entreprises plus importantes telles que les papeteries, les laiteries, les boulangeries, les abattoirs, les meuneries, etc.

Comme l'indique le tableau 2.13, la plupart des petites localités abritent des travailleurs de la transformation et/ou de la construction. Ces derniers occupent presque partout plus de place que les employés du secteur primaire (cf. tableau 2.5). Leur distribution géographique est cependant très variable d'un endroit à l'autre contribuant ainsi à la diversité du monde rural. De plus, le taux moyen de 27,3% s'entoure d'une très forte étendue qui va de 100% à St-Guy et à Notre-Dame-des-Anges à 0% dans 25

Carte 2.19

Répartition des travailleurs du secteur secondaire dans les petites localités rurales du Québec en 1996

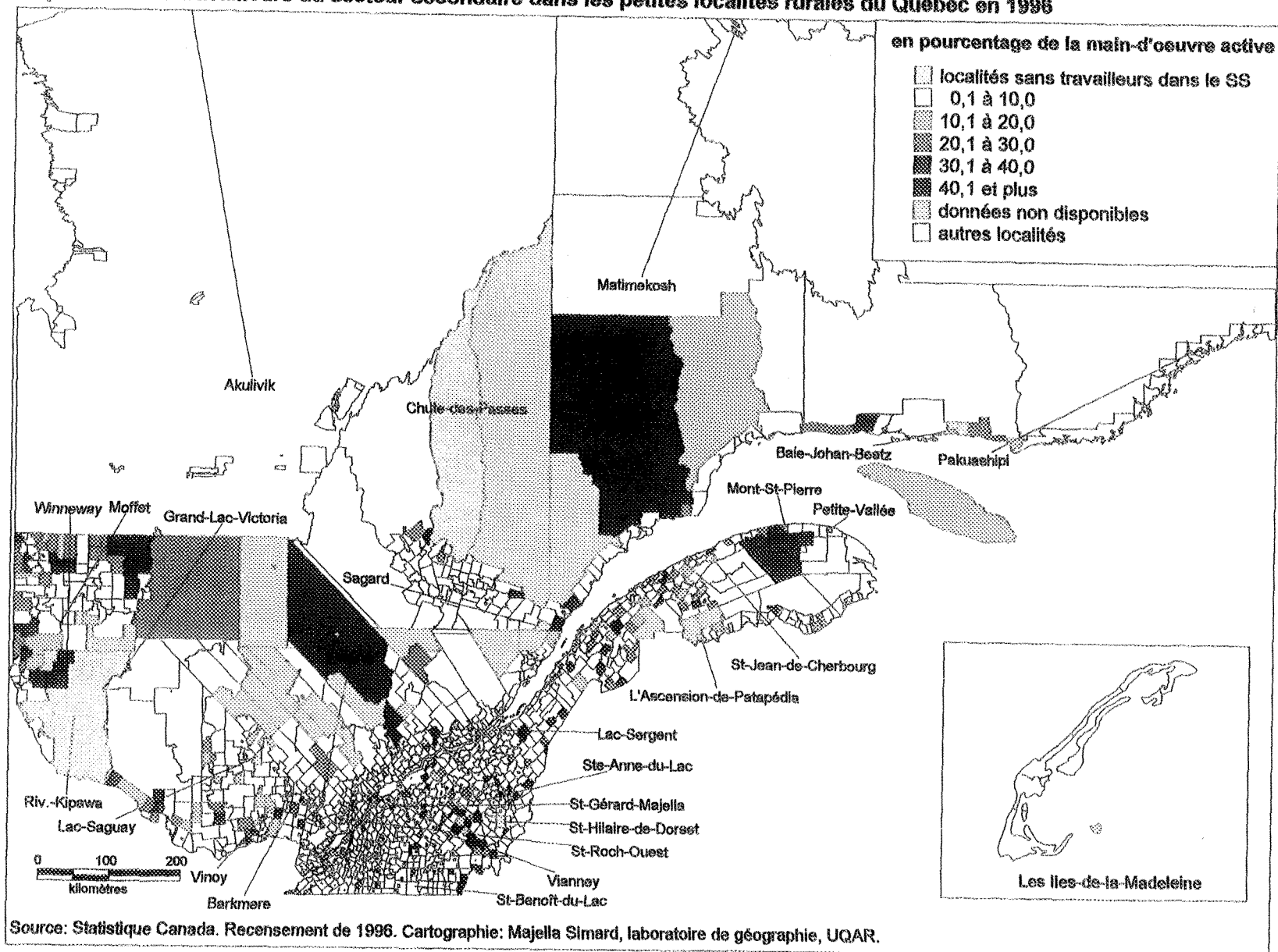


Tableau 2.13

Répartition des petites localités rurales du Québec en fonction de la proportion d'emplois dans le secteur secondaire en 1996

% d'emplois dans le secondaire	Nombre de localités	Population comprise dans la strate
0	25	4 767
0,1 à 10,0	13	5 013
10,1 à 20,0	65	21 033
20,1 à 30,0	84	30 530
30,1 à 40,0	51	16 725
40,1 et plus	57	18 851

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

municipalités. Ces dernières sont identifiées par leur toponyme sur la carte 2.19. Il s'agit essentiellement de réserves indiennes et de petits villages à forte vocation touristique. On y retrouve aussi des localités dont l'économie s'oriente surtout vers l'exploitation d'une seule ressource comme la pêche à Baie-Johan-Beetz, l'agriculture à St-Roch-Ouest et à St-Gérard-Majella, la forêt à St-Jean-de-Cherbourg et à l'Ascension-de-Patapédia et les mines à Moffet. Enfin, étant donné que plusieurs de ces entités sont de très petite taille<sup>67</sup>, des problèmes de recensement et des erreurs d'échantillonnage sont également possibles.

Le secteur secondaire exerce une fonction marginale dans l'économie de 13 petites localités. La proportion des travailleurs affectés à ce corps d'emploi est inférieure à 10%. Ces municipalités présentent sensiblement les mêmes caractéristiques que celles du groupe précédent. La fonction agricole domine à quelques endroits (St-Denis, Ste-Émmélie) alors que la pêche ou les mines constituent les principales assises économiques à Pikogan, à La Motte, à Lemieux et à Ste-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine. Font partie

<sup>67</sup> La population moyenne de ces 25 localités est de 191 habitants. Neuf de celles-ci ont une population inférieure à 150 habitants.

de ce segment des localités où le tourisme de villégiature occupe l'essentiel de la main-d'œuvre. D'autres, comme St-Cléophas, dans le Bas-Saint-Laurent, sont davantage assimilables à des milieux agro-forestiers.

On dénombre 65 municipalités dont le pourcentage de travailleurs du secteur secondaire oscille entre 10,1 et 20%. Elles se répartissent dans les quatre coins de la province. On en retrouve au nord et au centre du Québec, au Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie, en Outaouais, en Abitibi et sur la Côte-Nord. Dans la plupart de ces localités, l'exploitation et l'extraction des ressources naturelles dominent largement sur leur transformation. D'autres bénéficient de la proximité d'une petite ville. Dans ce dernier cas, les services ont préséance sur les activités du secteur secondaire. Quelques-unes correspondent également à des réserves indiennes.

Quelque 84 petites localités ont entre 20,1% et 30% de leur population active affectée à la transformation des ressources. Nous avons affaire ici à toutes sortes de milieux. Certains comportent une forte proportion de migrants pendulaires. C'est le cas notamment de Baie-de-Shawinigan, Capucins, Arntfield, l'Isle-aux-Allumettes-Partie-Est et Brome. On peut donc en déduire que de nombreux postes de travail sont occupés dans des entreprises sises à l'extérieur de la localité de séjour. Ces emplois figurent généralement parmi les mieux rémunérés. Ils contribuent fortement à la structuration de l'économie rurale. D'autres communautés, comme St-Zénon, La Baleine et St-Étienne-de-Bolton, disposent de petites infrastructures de transformation. Ces établissements procurent des emplois irréguliers et fournissent des revenus plus bas comparativement à ceux que l'on retrouve dans les municipalités plus peuplées. Ces 84 petites localités

appartiennent à toutes les régions du Québec à l'exception de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec. La majeure partie se concentre toutefois au centre et à l'ouest de la province.

Enfin, les plus hauts taux ne se retrouvent pas nécessairement dans les localités où il y a le plus d'emplois mais dans celles possédant de petites unités de production ou encore situées à proximité d'un centre de services. On compte 51 municipalités dont le pourcentage de travailleurs du secondaire varie entre 30,1 et 40%. En outre, le secteur de la transformation emploie 40,1% et plus de la main-d'œuvre active dans 57 petites localités. Ces dernières se localisent surtout en Abitibi, en Outaouais, au Centre-du-Québec et dans la région Chaudière-Appalaches. On y retrouve différentes catégories de milieux. Il y a ceux qui abritent une entreprise dont l'aire de rayonnement déborde les frontières municipales. C'est le cas notamment de Parent, de St-Roch-de-Mékinac, de St-Ludger ou de Launay. Certaines localités comme St-Gilbert, dans Portneuf, Norbertville, dans la MRC d'Arthabaska, Grandes-Piles, dans Mékinac, ou Milan dans la MRC Le Granit, possèdent une ou des entreprises de taille plus modeste. Néanmoins, elles emploient l'essentiel de la main-d'œuvre active. Font également partie de ce groupe, des municipalités telles que St-Pierre, Rivière-Windigo, Rivière-aux-Outardes ou Portage-du-Fort dont la majorité des travailleurs du secondaire occupe un emploi à l'extérieur de leur localité de séjour. Finalement, ce sous-segment regroupe des milieux à problèmes socio-économiques sérieux. Nous pensons, entre autres, à St-Guy, à Marsoui, à Rivière-à-Claude, à Laforce et à St-René. Dans ce dernier cas, la proportion élevée de travailleurs du secondaire est attribuable soit à la présence d'une très petite entreprise, à un fort contingent de migrants pendulaires ou encore à des problèmes de recensement. Hormis



cette dernière sous-catégorie, le secteur secondaire constitue partout une importante composante de la vie rurale.

### 2.3.3 Le secteur tertiaire

Le développement des services constitue le trait le plus marquant de l'histoire économique contemporaine. Cette tertiarisation de l'économie a modifié sensiblement la structure socio-spatiale des économies rurales, c'est-à-dire la composition et la répartition des équipements de l'offre commerciale et des services publics.<sup>68</sup> De façon générale, ceux-ci ont eu tendance à se concentrer davantage dans les petites villes et les plus gros villages au détriment des milieux fragiles ce qui a favorisé, en quelque sorte, une érosion différentielle de la population rurale<sup>69</sup>. Tout comme pour les activités industrielles, nombre de résidents qui occupent un emploi dans le secteur des services travaillent dans une localité avoisinante. De plus, même si, les progrès technologiques, notamment dans les domaines de l'informatique et des communications, procurent aux entreprises une plus grande mobilité quant au lieu d'implantation de leurs activités, très peu de petites localités bénéficient de ces avancées.

---

<sup>68</sup> Les transformations majeures qui se sont opérées dans les domaines éducationnel, commercial, administratif, de la santé et des loisirs ont fortement contribué à l'amélioration de la qualité de vie des populations rurales en général.

<sup>69</sup> La taille démographique des localités, la localisation par rapport aux villes, les densités humaines, le rôle de centre de services assumé par certaines municipalités en fonction de leur position géographique, la composition du secteur secondaire et la structure économique de la grande région d'appartenance, c'est-à-dire la MRC, sont autant de facteurs qui conditionnent la distribution des emplois du secteur tertiaire en milieu rural.

Comme la fonction service est directement dépendante du volume de la population à desservir, la faiblesse des effectifs humains, en milieu rural fragile, a comme corollaire une gamme d'emplois peu diversifiés, instables et mal rémunérés. Ce secteur exerce donc un rôle extrêmement variable dans l'économie des petites localités (tableau 2.14). Les différentes caractéristiques liées à la structure de peuplement constituent des éléments déterminants en ce qui concerne l'offre, la qualité et la disponibilité des services. Ces derniers ont fait l'objet d'une profonde restructuration de leurs activités à commencer par les petites écoles mais aussi les caisses populaires<sup>70</sup>.

Tableau 2.14

Répartition des activités du secteur tertiaire dans les petites localités rurales du Québec en comparaison avec la province en 1996

Activités économiques	La province		Les petites localités	
	nombre d'emplois	%	nombre d'emplois	%
Communications et services publics	105 135	3,2	845	2,2
Commerce de gros	169 345	5,0	980	2,6
Commerce de détail	433 225	12,9	390	12,2
Services financiers et assurances	127 890	3,8	595	1,6
Services immobiliers et agences d'assurances	48 155	1,4	220	0,6
Services aux entreprises	210 320	6,2	975	2,6
Services gouvernementaux	214 775	6,4	2 310	6,1
Services d'enseignement	240 505	7,1	2 270	6,0
Services sociaux et des soins de santé	341 325	10,1	2 095	5,5
Hébergement et restauration	220 620	6,6	2 805	7,5
Autres types de services	252 760	7,5	2 090	5,5
<b>Le secteur tertiaire</b>	<b>2 384 055</b>	<b>70,2</b>	<b>19 085</b>	<b>52,4</b>

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

<sup>70</sup> Nous aborderons plus en profondeur les conséquences d'une telle dynamique dans le cadre de la section 2.5.4 portant sur l'insuffisance de services en milieu rural fragile.

Mais il n'en demeure pas moins que la majorité des emplois que l'on retrouve au sein des petites localités rurales du Québec relèvent du secteur tertiaire. Ces emplois se distribuent de la manière suivante:

Tableau 2.15

Répartition des petites localités rurales du Québec en fonction de la proportion d'emplois dans le secteur tertiaire en 1996

% d'emplois dans le tertiaire	Nombre de localités	Population comprise dans la strate
0	7	1 252
0,1 à 20,0	17	5 239
20,1 à 40,0	83	29 033
40,1 à 60,0	103	35 415
60,1 à 80,0	58	18 907
80,1 et plus	27	7 073

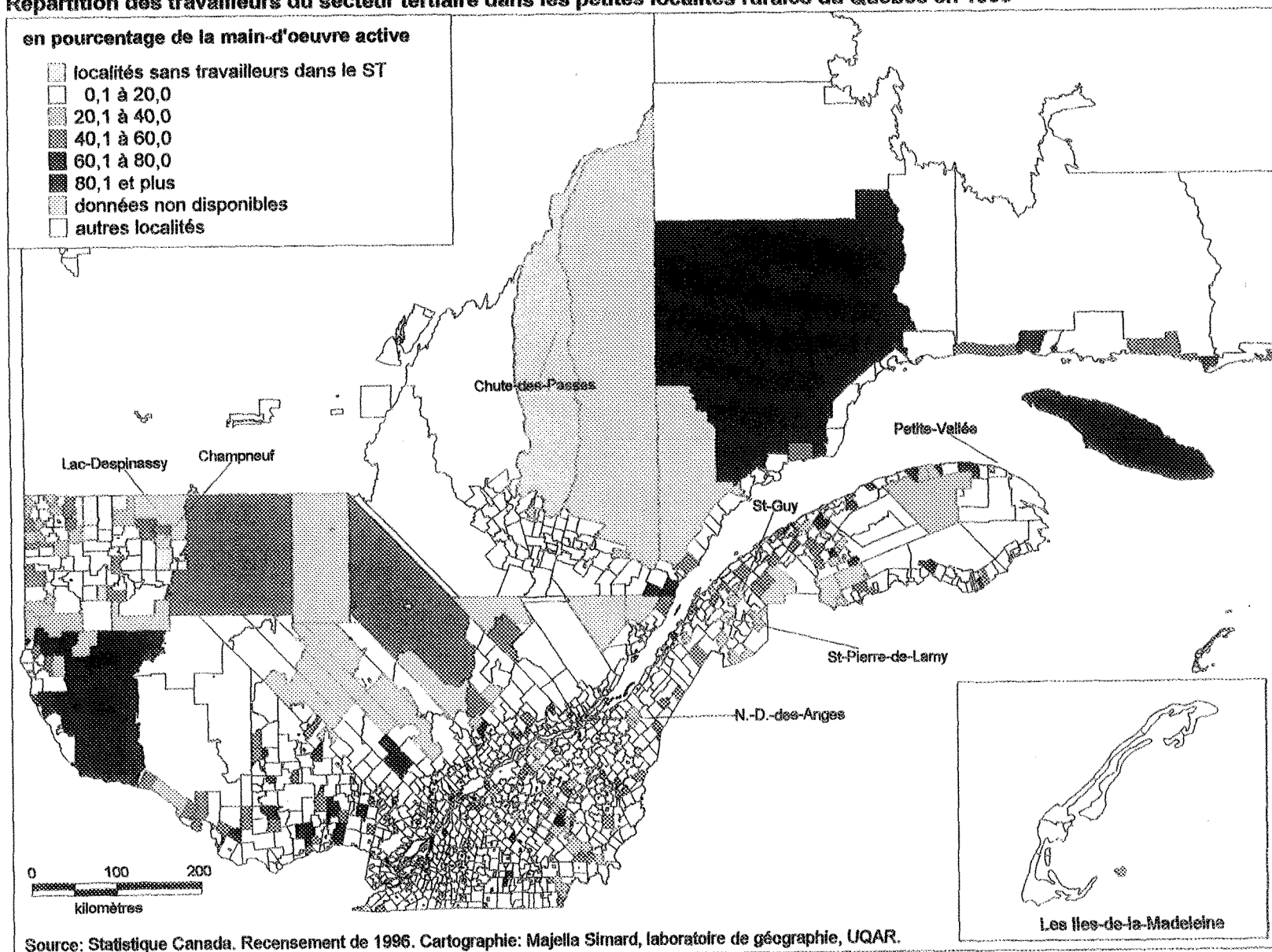
Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Ces emplois, comme le montrent le tableau 2.15 et la carte 2.20, se distribuent de façon bien inégale à l'échelle des petites localités rurales du Québec. Selon les cas, ils forment entre 0 et 100% des structures occupationnelles locales, pour une moyenne de 52,4%. Au total, les activités du secteur tertiaire génèrent 19 085 emplois. Ceux reliés au commerce de détail constituent la sous-catégorie la plus représentée (cf. tableau 2.14).

Sept municipalités, identifiées par leur toponyme sur la carte 2.20, ne comportent aucune activité de service. Hormis Notre-Dame-des-Anges, elles ont toutes moins de 250 habitants. Ces très petits milieux se localisent le long des routes secondaires, à la périphérie des principales zones de peuplement. Des problèmes d'échantillonnage, notamment dans les cas de Champneuf et St-Pierre-de-Lamy, peuvent également expliquer cette situation.

Carte 2.20

Répartition des travailleurs du secteur tertiaire dans les petites localités rurales du Québec en 1996



Le secteur tertiaire représente moins de 20% de la structure d'emplois dans 17 localités. Ces milieux se répartissent comme suit: quatre se retrouvent en Abitibi, trois en Outaouais, deux dans la MRC d'Arthabaska, deux au Bas-Saint-Laurent et deux autres au Saguenay Lac St-Jean, soit plus précisément dans la MRC Maria-Chapdelaine. On en compte également un dans chacune des régions suivantes: le Centre-du-Québec, l'Estrie, la Montérégie et Chaudière-Appalaches. La plupart de ces municipalités souffrent de décroissance démographique et de marginalité géographique. Leur distance moyenne par rapport à une agglomération urbaine est de 54 kilomètres. Qui plus est, elles se situent dans des zones à économie très faible. Cela se reflète notamment par la faiblesse de leur revenu familial moyen. Ce dernier s'établit à 34 159\$ ce qui ne correspond qu'à 69,3% de celui de la province. Le tableau 2.16 indique une relation causale entre le revenu des petites localités et le pourcentage de travailleurs du secteur tertiaire<sup>71</sup>. En outre, il se dégage une corrélation relativement forte (cf. tableau 2.8) entre ce dernier indicateur et le nombre de logements construits entre 1981 et 1996. Cette corrélation s'explique en partie le phénomène de rurbanisation et le retour de la vague écologique qui ont entraîné une certaine expansion de l'habitat. Mais elle est surtout attribuable à l'exploitation des ressources naturelles qui a favorisé le développement d'isolats notamment au Nord-du-Québec. Il est également possible que les politiques d'assistance gouvernementale aient exercé un certain rôle.

Un autre groupe englobe 83 municipalités. Le secteur tertiaire y occupe entre 20 et 40,1% de la main-d'œuvre locale. Ces entités territoriales se situent majoritairement dans les cinq grandes régions périphériques du Québec mais aussi dans les Laurentides, la

<sup>71</sup> Cette corrélation est toutefois statistiquement peu significative si l'on se fie au tableau 2.8

Tableau 2.16

Revenu familial moyen et nombre de logements construits entre 1981 et 1996 dans les petites localités rurales du Québec en fonction de la proportion d'emplois dans le secteur tertiaire en 1996

% d'emplois dans le tertiaire	Revenu familial moyen (en \$)	Nombre de logements construits entre 1981 et 1996
0	n.d.	2,9
0,1 à 20,0	34 159	15,0
20,1 à 40,0	36 451	19,2
40,1 à 60,0	37 252	22,3
60,1 à 80,0	38 029	32,9
80,1 et plus	40 335	40,3

n.d. non disponible

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Mauricie et la région Chaudière-Appalaches. Il s'agit, pour la plupart, d'emplois liés aux ressources naturelles ou au tourisme. Les faits de localisation prennent ici toute leur importance. En raison de leur éloignement par rapport aux villes, de leur petite taille mais aussi à cause de la structure de leur économie, des localités telles que St-Médard, Mont-Albert ou Laforce ne peuvent fournir des emplois bien rémunérés. Dans ce contexte, le secteur tertiaire constitue généralement une zone refuge pour beaucoup d'individus à faible niveau de formation. Dans bien des cas, ces municipalités sont aux prises avec un problème de dépopulation. Par ailleurs, d'autres milieux tels que St-Damase, St-Denis ou Belcourt peuvent compter sur la relative proximité d'un centre de services qui procure des emplois plus spécialisés, mieux payés et plus stables. Ces emplois relèvent habituellement des services professionnels, du secteur des affaires et des grandes entreprises de transformation.

Quelque 103 petites localités comportent entre 40,1 et 60% de leur population active dans le secteur tertiaire. Il s'agit d'un ensemble très hétérogène de municipalités.

Une telle hétérogénéité contribue à illustrer la multiplicité des facteurs qui influencent le nombre d'emplois dans le tertiaire et aussi la disponibilité des services pour la population. De manière globale, ce sous-segment a enregistré une croissance de 18,6% de ses effectifs démographiques entre 1971 et 1996. Plusieurs localités se distinguent par une importante fonction touristique et/ou de villégiature. Nous pensons, entre autres, à St-Joseph-de-la-Rive, au Lac-Édouard, au Lac-Fouillac, à Ivry-sur-le-Lac, au Lac-du-Cerf et au Lac St-Joseph. D'autres, comme Ste-Félicité, New Glasgow, St-Joseph-des-Érables, Abercorn et Nicolet-Sud bénéficient d'effets de localisation particuliers. Ces milieux se caractérisent également par le dynamisme de leur habitat. D'autres enfin, comportent une forte proportion d'emplois à statut précaire tels que des manœuvres, hommes et femmes de ménage, pompistes, gardien (ne) s d'enfants, etc.<sup>72</sup> Des municipalités telles que Boucher, St-Jacques-de-Wolfestown et St-Adrien-d'Irlande s'inscrivent dans cette catégorie.

Les 58 localités qui renferment entre 60,1 et 80% de leur main-d'œuvre active dans les services se distinguent également par la très grande diversité de leur situation. On y retrouve des petits centres de villégiature (Lac-Delage, Métis-sur-Mer), des municipalités de banlieue (St-Germain, Baie-de-Shawinigan), des villages-dortoirs (Calixa-Lavallée, Ile-Cadieux), des réserves indiennes (Ouje-Bougoumou, Odanak 12, Kangiqsujuaq, Gesgapiag 2), des milieux en voie de dépeuplement (St-Jean-de-Cherbourg, Ste-Marguerite) et des isolats qui se caractérisent par la très grande dispersion de leur population (Lac-Walker, Rivière-Kipawa, Natashquan, Mingan). Dans

---

<sup>72</sup> Ces emplois, dans le recensement de Statistique Canada, sont généralement recensés dans la catégorie «autres types de services».

ce dernier cas, le pourcentage d'individus qui occupent un emploi dans le secteur tertiaire apparaît nettement démesuré par rapport à la nature des services réellement disponibles. Cela contribue à accroître indûment la fraction des travailleurs dans les services. Ces milieux se retrouvent majoritairement en marge de l'écoumène. Des problèmes de recensement peuvent également être en cause.

Enfin, un dernier groupe comporte 27 petites localités. Plus de 80,1% de leur population active occupe un emploi au sein du secteur tertiaire. Ces municipalités ne sont pas nécessairement les mieux dotées en services. En fait, le secteur tertiaire présente une réalité bien différente selon les endroits. On distingue notamment deux catégories de localités, soit des petits villages touristiques tels qu'Estérel, Lac-des-Plages, Lac Ste-Marie, Lac-des-Seize-Iles, Ste-Anne-du-Lac, Grand-Métis, Lac-Sergent ou des milieux très pauvres en services comme Winneway, Kawawachikamach, Pakuashipi, Aupaluk, Quaqtaq. Treize de ces 27 entités font partie du segment constitué des très petites localités. Pour cette raison, des problèmes d'échantillonnage constituent une avenue à considérer.

Cette partie de notre travail nous a permis de mettre en lumière quelques-unes des principales manifestations du processus de restructuration économique. Ce processus, qui a cours depuis les années 50, a touché l'ensemble du territoire rural québécois. Les petites localités n'ont pas été en reste à cette évolution qui pose le défi de reconstruire un monde rural moderne sur des bases qu'il faut inventer.



Dans les prochaines sections, nous nous attarderons aux principales composantes du monde rural. Nous examinerons les moyens que les différents acteurs et intervenants ruraux ont mis en œuvre pour résister, en quelque sorte, aux effets négatifs de cette restructuration. Enfin, nous conclurons ce chapitre en identifiant les principaux problèmes spécifiques qui caractérisent le monde rural québécois et, plus particulièrement le segment constitué des petites localités.

## **2.4 Principales composantes du monde rural québécois et de ses petites localités**

Cette partie aborde les grandes composantes du monde rural québécois. Nous traiterons successivement de l'implication sociale de l'Église, du phénomène d'associationnisme et du bénévolat, de la solidarité interindividuelle, de la créativité et des innovations locales en milieu rural fragile, de la mobilité géographique et des migrations pendulaires.

### 2.4.1 Implication socio-communautaire, associationnisme et bénévolat

Dénoncée par moult auteurs, la crise du lien social<sup>73</sup>, qui se caractérise notamment par l'essor de l'individualisme – elle-même attribuable au déclin des institutions d'encadrement social telles que les syndicats, l'Église ou la famille traditionnelle – et la montée de diverses pathologies (violence, criminalité, itinérance, etc.), semble affecter beaucoup moins profondément les milieux à faible densité humaine comparativement à ceux à plus forte concentration de population. En effet, les données disponibles sur la participation sociale montrent que celle-ci est significativement plus élevée à la campagne qu'en ville. Cette participation, mesurée par exemple par l'adhésion aux associations volontaires, est aussi très diversifiée. De l'associationnisme<sup>74</sup> à caractère religieux, en passant par un autre tourné vers l'agriculture, la foresterie et l'aménagement intégré des ressources ou encore à celui comportant une finalité sociale, sportive ou culturelle, la multiplicité des organismes à but non lucratif reflète bien la «vitalité sociale», pour reprendre l'expression du sociologue Ralph D. MATTHEWS (1976, 1983) des petites communautés rurales.

Au Québec, l'Église a une longue tradition en matière d'implication sociale. Avant les années 70, elle a surtout joué un rôle déterminant au sein des institutions d'éducation

<sup>73</sup> Il existe une abondante production scientifique sur ce thème. Claude DUBAR (2000), dans un ouvrage récent, apporte un nouvel éclairage sur les crises et la recomposition de l'identité politico-sociale. Il en est de même des travaux de Jean-Louis LAVILLE et, plus particulièrement, de son volume écrit en collaboration avec Renaud SAINSAULIEU intitulé: *Sociologie de l'association*. Un colloque tenu à Bordeaux les 16 et 17 juin 2000 a également fait l'objet d'une importante publication: *Les solidarités: le lien social dans tous ses états* parue sous la direction de Pierre GUILLAUME (2001). Enfin, dans un article publié dans la revue *Éthica*, le politologue Guy GIROUX (2000) analyse la dimension éthique du lien social.

<sup>74</sup> La sociologie française s'est particulièrement intéressée au fait associatif en milieu rural fragile. L'ouvrage de AGULHON et BODIGUEL (1981) constitue, en ce domaine, une référence incontournable. Au Québec, le phénomène a davantage été analysé sous l'angle du développement communautaire.

où elle a occupé des postes d'administration et d'enseignement (écoles, collèges classiques, universités)<sup>75</sup>. Elle a également pris à sa charge de nombreux services sociaux (hospices, orphelinats, asiles, hôpitaux, crèches, etc.) gérés, en grande partie, par des communautés religieuses. Le clergé n'a jamais ménagé ses efforts envers les plus démunis. Il a organisé, à maintes reprises, des guignolées. Il a incité les paroissiens à participer aux corvées que ce soit pour assurer l'entretien du temple religieux, du presbytère, du cimetière ou encore pour venir en aide aux familles victimes de diverses catastrophes (incendie, sécheresse, invasion d'insectes, gel des récoltes, etc.). Son intervention s'est traduite encore par l'appui accordé à l'implantation du mouvement coopératif et syndical. Nous voudrions illustrer ici sommairement comment une institution, telle que l'Église catholique, a contribué au renforcement et à la cohésion du tissu social en milieu rural fragile. La région du Bas-Saint-Laurent nous apparaît un laboratoire particulièrement intéressant pour analyser un tel phénomène. L'Église y a exercé un rôle de premier plan et ce, à tous les niveaux: social, économique, communautaire, culturel et bien sûr religieux. Au cours des prochaines sections, nous tracerons les grandes lignes de son intervention ainsi que les nombreuses résistances qui ont été menées dans certaines petites localités rurales.

---

<sup>75</sup> Signalons, entre autres, la contribution remarquable du Père Georges-Henri Lévesque o.p, fondateur de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, d'où sont notamment sortis Maurice Lamontagne et Maurice Tremblay, deux leaders dans le domaine du développement socio-économique au Bas-Saint-Laurent.

### 2.4.1.1 L'engagement social de l'Église catholique en milieu rural défavorisé: l'exemple du Bas-Saint-Laurent

Tout au long de son histoire, l'Église catholique a porté une attention particulière à sa mission sociale axée sur la promotion de la justice, de la solidarité et du partage. Ses interventions, qui se sont effectuées sur des bases locales et sous-régionales en fonction des contextes locaux et du degré d'implication de chaque curé, ont marqué la vie des résidents de plusieurs petites localités rurales du Québec. Elles ont aussi fortement conditionné l'évolution de l'organisation paroissiale<sup>76</sup>. L'Église a trouvé des formes appropriées d'engagements sociaux. À défaut de pouvoir toutes les étudier, nous en examinerons trois, à savoir, les Opérations-Dignité<sup>77</sup>, le JAL et la Coalition Urgence rurale autant de projets qui ont contribué à la constitution d'une identité régionale, au raffermissement de la solidarité locale et à la consolidation des liens sociaux. Cet examen s'effectuera en trois étapes. La première prendra la forme d'un bref rappel historique ou, si l'on préfère, d'une mise en contexte. La seconde portera sur la description proprement dite de chacune de ces trois expériences. Enfin, nous terminerons en exposant un court bilan.

---

<sup>76</sup> Institution-mère au Canada français, la paroisse s'est imposée comme micro-territoire d'appartenance sous le régime français. Elle s'est trouvée à remplir un rôle de premier plan dans l'organisation et le développement de la vie religieuse, sociale, économique et culturelle de plusieurs petites localités rurales du Québec. Le fait que bon nombre d'entre elles soient encore aujourd'hui désignées sous l'appellation de municipalité de paroisse ne constitue-t-il pas le signe manifeste de toute l'importance qu'a exercé ce cadre du point de vue de la formation du sentiment identitaire?

<sup>77</sup> Nous accorderons une place particulière à cette dernière expérience en raison de l'importance et des répercussions qu'elle a eues à travers tout le Québec.

#### 2.4.1.1.1 Les Opérations-Dignité

##### 2.4.1.1.1.1 Mise en contexte

Devant les nombreux problèmes (exode rural, abandon des terres, fermeture de paroisses, sous-emploi, etc.) qui menaçaient (et qui menacent toujours) la santé socio-économique de nombreuses paroisses du Bas-Saint-Laurent, des curés ont quitté leur église et leur presbytère. Soucieux de l'amélioration du statut économique de leurs ouailles, certains d'entre eux se sont engagés à fond dans divers mouvements d'action populaire issus de la base<sup>78</sup>.

Les Opérations-Dignité constituent certes, un événement révélateur de la conscience collective d'un destin commun et d'une volonté de ne pas laisser aller les choses. À la fin des années 1950, le gouvernement fédéral élabore une politique dans le but d'assurer au secteur agricole une plus juste part du revenu national. Suite à cette politique, une loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles (la Loi ARDA) est adoptée en 1961. Cette loi a, pour entre autres objectifs, d'accroître le revenu des agriculteurs ruraux et de favoriser une meilleure utilisation du potentiel agricole. Elle vise l'élaboration de plans dans le but d'utiliser autrement les superficies dont le rendement est limité ou faible, d'augmenter le revenu et les possibilités d'emploi dans les régions agricoles rurales et de mettre en valeur et de conserver les sols et les ressources en eau du Canada.

---

<sup>78</sup> Certains auteurs (DUGAS, 1978; GAGNON, 1980; DUMAIS, 1978) affirment même que leur influence a été supérieure à celle des députés et des hauts fonctionnaires de l'époque.

La loi adoptée par le gouvernement fédéral fait boule de neige. Pour harmoniser ses politiques et profiter des subsides fédéraux, le gouvernement du Québec vote en 1963 sa loi de l'Aménagement rural et du développement agricole. À l'échelle régionale, quelques leaders créent le Conseil d'orientation économique du Bas-Saint-Laurent (COEB) autour duquel vient se greffer le Conseil régional d'expansion économique de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (CREEGIM). Ces deux organismes poursuivent les objectifs suivants: (1) unir toutes les forces économiques de l'Est-du-Québec; (2) orienter et favoriser le développement de cette région en fonction de ses ressources naturelles, physiques et humaines et (3) représenter cette même région au sein des différentes instances gouvernementales dans une perspective de développement régional.

Sous l'invitation du ministre provincial de l'agriculture (négociateur de la Loi ARDA) et de maître Georges-Henri Dubé, les deux conseils posent les bases du Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec (BAEQ). Ce dernier est un organisme sans but lucratif dont le mandat consiste à préparer, avec l'aide de spécialistes de l'Université Laval et en collaboration avec la population, un plan directeur d'aménagement. L'objectif général en est un de rattrapage. Le plan a pour but premier d'atténuer, sinon de faire disparaître, les disparités de revenu, de productivité et d'emploi qui persistent entre l'Est-du-Québec et le reste de la province. Il a également pour objectif la stabilisation de la population à son niveau de 1961. Environ 5 000 personnes, regroupées en 200 comités locaux, sont impliquées dans son élaboration. Dans les faits cependant, on estime seulement à 1,5%, la proportion de la population qui a vraiment pris part aux consultations.

Le plan du BAEQ permet de dresser un inventaire exhaustif du potentiel biophysique et des composantes socio-économiques du territoire. Il inclut 231 recommandations portant sur tous les secteurs de l'activité économique (agriculture, pêche, forêt, industrie et tourisme). Il présente une stratégie globale de développement qui s'appuie sur les orientations suivantes: la modernisation des secteurs de base traditionnels, la création d'activités économiques nouvelles, la mise en place d'un cadre institutionnel de planification et de participation, l'éclosion d'une conscience régionale et la structuration rationnelle de l'espace régional. Cette stratégie est principalement conçue à travers un concept qui fait passer le développement régional par l'urbanisation. Elle implique, entre autres choses, la fermeture de certaines localités, jugées dépourvues de potentiel biophysique valable, et le regroupement physique de la population afin de la doter de meilleurs services tout en minimisant le coût des investissements publics.

En 1964, le Père dominicain Jean-Paul MONTMINY entreprend, pour le compte du BAEQ, d'animer le clergé du territoire-pilote. Il constate que les animateurs sociaux du BAEQ ont négligé de rencontrer les curés au moment de leur démarche de sensibilisation auprès de la population.

*D'avoir «ignoré» les pasteurs au cours de la première année de travail me paraît une erreur tactique. En effet, dans le milieu encore largement rural que constitue le territoire-pilote, le curé exerce incontestablement un certain leadership. On comprendra qu'il ne s'agit pas ici de savoir si on est favorable ou non à un pareil état de choses. La situation existe, et l'aménagiste qui voudrait la négliger complètement me paraît inutilement malhabile (MONTMINY, 1964: 36).*

Lors des rencontres avec les curés, MONTMINY note que plusieurs d'entre eux connaissent mal les orientations et les objectifs du plan. Pour remédier à cette lacune, il convoque les prêtres des diocèses de Rimouski et de Gaspé à une assemblée générale tenue au Grand Séminaire de Rimouski le 28 juin 1968.

Pendant ce temps, les gouvernements supérieurs prennent connaissance des recommandations et des objectifs du plan. Une entente générale de coopération est signée le 26 mai 1968. Cette entente vise à réaliser une partie des objectifs proposés par le BAEQ. Les gouvernements fédéral et provincial s'engagent à dépenser 411 millions de dollars en cinq ans dans le but de «changer les structures économiques de la région», pour reprendre les termes utilisés par le BAEQ. Sa mise en application entraîne une déconcentration de l'administration provinciale dans la région, la création de la première conférence administrative régionale et l'implantation du Conseil régional de développement, formé des anciens membres du BAEQ, comme structure privilégiée de participation populaire. Le graphique de la page suivante montre la répartition du budget de l'entente par grands secteurs d'activité économique.

De son côté, Monseigneur Louis Lévesque, évêque du diocèse de Rimouski de 1967 à 1973, nomme en 1969, l'abbé Lucien Rioux pour collaborer aux diverses ententes de l'Office de développement de l'Est-du-Québec (ODEQ). Cet organisme a la responsabilité d'administrer le budget de l'entente de coopération.

Les diverses réalisations du plan tardent à se concrétiser<sup>79</sup>. De plus, près de la moitié du budget de l'entente, nous rappelle DUGAS (1978),

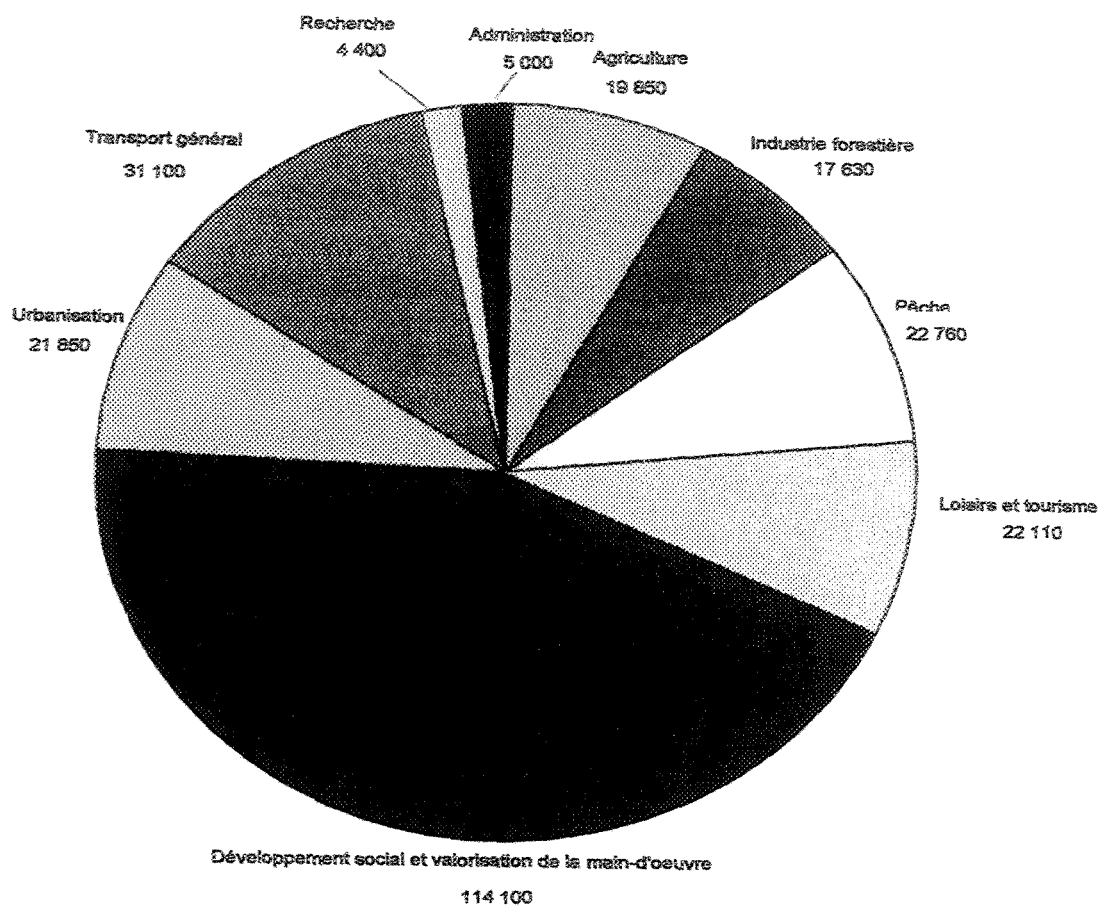
(...) devait provoquer à plus ou moins court terme des relocalisations de population. Les actions entreprises dans les domaines de l'agriculture, de la forêt, de la pêche, de l'urbanisation et de la valorisation de la main-d'œuvre impliquaient des diminutions d'emplois et des relocalisations massives de population à l'intérieur et à l'extérieur de la région (DUGAS, 1978: 132).

<sup>79</sup> Pour en savoir davantage sur le travail des animateurs du BAEQ, on pourra lire: DIONNE, Hugues. *Animation sociale, participation populaire et développement régional: le cas du BAEQ (1963-1966)*. Sainte-Foy, Université Laval, 1985, 551 p. (thèse de doctorat en sociologie).



Graphique 2.5

Répartition du budget de l'entente de 1968 par grands secteurs d'activité économique en milliers de dollars



Source: DUGAS, Clermont. *L'Est-du-Québec à l'heure du développement régional*, 2e édition. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, mars 1978, p. 146.

Le plan, dans son ensemble, comportait, en effet, une tragique ambiguïté. Le réaménagement de l'espace et l'implantation d'entreprises industrielles nouvelles nécessitaient le déménagement de milliers de familles. Par un arrêté en conseil, le cabinet des ministres autorise la relocalisation de 500 ménages (2 178 personnes) et la

fermeture de 10 paroisses<sup>80</sup>. Ainsi, comme le rappelle FORTIN et LECHASSEUR (1993), «le plan, conçu à l'origine pour mettre fin à l'exode des populations proposait, en fait, comme mesure d'aide initiale d'assainissement, d'accélérer cet exode» (FORTIN et LECHASSEUR, 1993: 704).

La population constate que l'entente comporte de nombreuses failles. La première concerne la répartition de l'assiette budgétaire (cf. graphique 2.5). La seconde porte sur l'esprit même de l'entente. Une troisième relève de l'incapacité de l'ODEQ et des différents ministères concernés de dépenser, dans le laps de temps prévu, les fonds budgétisés. Le plan consacre 114,1 millions au développement social et à la valorisation de la main-d'œuvre. Or, cette enveloppe faisait partie des budgets réguliers dépensés à travers tout le Canada qu'on a reconvertie en fonds spéciaux. Les sommes disponibles pour l'exécution de mesures concrètes d'aménagement et de développement représentaient en fait 23 millions de dollars par comté. De plus, il ne s'agissait pas toujours d'argent neuf. En effet, ils incluaient les budgets réguliers de différents ministères.

La population se sent bernée par toute cette histoire. Un climat d'insatisfaction et d'indignation s'installe à la suite des carences et de l'inertie de l'ODEQ. En outre, plusieurs leaders locaux et régionaux prennent conscience des nombreuses ambiguïtés que comporte le plan du BAEQ. C'est le cas notamment de l'abbé Rioux qui est chargé

---

<sup>80</sup> Il s'agit de St-Thomas-de-Cherbourg, de St-Paulion-Dalibaire, du rang quatre des Méchins, de St-Octave-de-l'Avenir, de Ste-Bernadette-de-Pellegrin, de St-Charles-Garnier-de-Pabos, de St-Edmond-de-Pabos, de Ste-Gabrielle-de-Rameau et de St-Jean-de-Brébeuf. Ces localités ont effectivement été vidées et rasées de leur population.

de renseigner l'évêque sur les projets gouvernementaux et sur la mise en place des programmes de relocalisation. Il s'inquiète de la lenteur des fonctionnaires du gouvernement à mettre le plan à exécution.

Après la fermeture des 10 localités, on parle tout de suite, à l'OPDQ, de mettre sur pied un deuxième programme de relocalisation encore plus vaste que le premier<sup>81</sup>. Devant ces menaces de fermeture, des comités de citoyens se structurent à maints endroits. Plusieurs acteurs sociaux, dont des membres du clergé, se mobilisent et empruntent les voies de la concertation et du partenariat. Monseigneur Louis Lévesque, donne son appui aux prêtres du territoire-pilote qui s'engagent dans une vaste campagne de mobilisation.

À l'automne 1970, un groupe de 19 prêtres de la région Matapédia/Matane<sup>82</sup> prouve qu'ils prennent au sérieux la situation pénible dans laquelle est plongée l'Est-du-Québec. Ils signent un manifeste, rédigé par l'abbé Ernest Simard, qui établit leur prise de position à l'égard de la précarité économique qui affecte leurs paroisses. Ces prêtres affirment leur solidarité et expriment publiquement leur appui aux mouvements de revendication qui commencent à émerger à quelques endroits sur le territoire-pilote.

*Comme chrétiens, et à titre de pasteurs d'une population qui se sent brimée, de citoyens démunis, las d'être «les enfants pauvres de l'économie québécoise», nous n'avons plus le loisir de ne pas appuyer leurs justes revendications: vivre l'Évangile aujourd'hui, et l'annoncer comme une force qui libère (n'est-ce pas là que se situe notre action?) nous*

<sup>81</sup> Un rapport publié par le ministère des Affaires municipales avait identifié non plus 10 mais 85 localités marginales.

<sup>82</sup> Il s'agit des curés des paroisses suivantes: Sayabec (Léonard Côté), St-Vianney (Jean-Guy Roy), St-Cléophas (Ovila Paradis François Labrie), St-Tharsicius (Léopold Thibault), St-Zénon (Benoît Lantagne), Ste-Jeanne-d'Arc (Clément Roussel), Causapscal (Maurice Gagnon), Matapédia (Claude Lebel), Ste-Florence et Routhierville (Jean-Baptiste Bérubé), Amqui et Ste-Irène (Gérald Roy), St-Damase et St-Moïse (Rodrigue ROY), St-Noël (Grégoire Bélanger), Val-Brillant (Jean-Marie Beaulieu), Saint-Léon (Charles-Aimé Langlois), Padoue (Jean-Marie Ratté), La Rédemption (André Caron), Albertville (Emmanuel Gagnon), St-Alexis (Jean-François Drapeau), St-François-d'Assise et l'Ascension-de-Patapédia (Robert Saint-Pierre).

amène aussi à chercher de nouveaux modes pour le vivre; et bien mal avisé celui qui pourrait présumer de ces nouveaux modes et condamner à la légère, sinon accuser de démagogie, ceux qui épaulent une population soucieuse de vivre dans la dignité et de combattre les injustices de la justice de l'Opération-Dignité (cité par DUMAIS, 1978: 80).

L'évêque du diocèse de Rimouski appuie le rôle joué par les curés. Selon ce dernier, «l'Église doit exercer une vigilance humanisante devant les dangers d'une machine administrative complexe qui risque de déshumaniser et de n'être pas en parfaite syntonisation avec les besoins du milieu» (cité par DUMAIS, 1978: 202).

Par ailleurs, l'implication des curés éveille chez certains individus le soupçon et la peur d'un nouveau cléricalisme<sup>83</sup> ou encore d'une politique partisane. Mais pour la majorité de la population, leur engagement contribue à répandre une image très favorable du prêtre dans la collectivité régionale.

#### 2.4.1.1.1.2 Mise en œuvre

Las d'attendre des mesures correctrices dans le but de réduire la pauvreté, les citoyens des localités agro-forestières les plus marginales sur le plan socio-économique se regroupent en différents mouvements de pression afin d'obtenir du travail pour vivre chez eux dans la dignité. Charles Banville, curé de Ste-Paule, préside la première Opération-Dignité. Il défend les droits des propriétaires de boisés privés, des travailleurs forestiers et des petits agriculteurs. Il se fait porte-parole de ses paroissiens auprès des fonctionnaires et des politiciens. L'opération poursuit trois objectifs: pallier le chômage en

<sup>83</sup> On se rappellera qu'à l'époque de la crise des années 1930, le clergé s'était ardemment engagé dans les différents mouvements de colonisation. Une trentaine de paroisses agricoles, celles-là mêmes que l'on songeait à fermer, avaient été ouvertes entre 1930 et 1939. L'évêque du temps, Mgr Courchesne, s'y était particulièrement impliqué. En outre, l'évêché de Rimouski avait apporté sa contribution financière.

favorisant la création d'emplois dans le secteur de la forêt; développer d'autres secteurs agricoles et simplifier les démarches et les structures administratives. Mais le travail est ardu et exigeant. Les démarches entreprises auprès du gouvernement sont longues et pénibles. De plus, certains députés s'opposent farouchement à ces mouvements. D'autres mettent du temps avant de donner leur appui. Un autre, enfin, fait partie des membres fondateurs. Il s'agit, en occurrence, de Pierre Debané, député de la circonscription électorale de Matane.

Sous la présidence de Jean-Marc Gendron, curé d'Esprit-Saint, une deuxième opération voit le jour en 1971. Cette dernière s'étend sur 27 localités de l'arrière-pays rimouskois. Elle porte principalement sur le problème de l'emploi dans le secteur forestier. Au cours de la même année, l'Opération-Dignité-3 apparaît sur le littoral nord de la Gaspésie. Présidé par Gilles ROY, curé des Méchins, ce troisième mouvement centre ses objectifs sur une utilisation accrue et plus rentable des ressources halieutiques. Ces trois curés réussissent, par le biais de comités de citoyens, à mobiliser l'opinion publique et à faire comprendre aux planificateurs que le développement de l'Est-du-Québec passe par la revitalisation de son milieu rural. Selon Gilles ROY (1993), il y a dans cette réflexion et dans toute l'action qui l'accompagne un projet de société qu'on souhaite bâtir sur la valorisation de l'homme et de l'espace dans le but d'utiliser rationnellement les ressources et de les mettre au profit de la population.

#### 2.4.1.1.1.3 Bilan de l'expérience

Les bilans qui ont été dressés des Opérations-Dignité sont plutôt négatifs. Charles Banville, initiateur de ces opérations, se dit insatisfait des résultats obtenus.

Si l'on considère les besoins de la population et l'état de l'économie régionale, l'apport des Opérations-Dignité a été minime. Nous avons réussi à créer environ 450 emplois plutôt saisonniers, totalisant des investissements de la part de l'État de huit millions, étendues sur cinq ans, c'est-à-dire, de 1971 à 1975 inclusivement, dans les soixante paroisses qu'elles regroupaient (cité par GAGNON, 1981: 204).

Par ailleurs, Banville voit dans les luttes de l'époque les germes d'une société plus démocratique, plus socialisante<sup>84</sup>.

Les Opérations-Dignité ont forcé le gouvernement à modifier ses politiques de relocalisation lesquelles ont pris définitivement fin en 1973. De plus, elles ont favorisé l'élaboration d'une politique d'aménagement forestier. Elles constituent un bel exemple de solidarité communautaire entre différents acteurs. L'esprit qui a animé les Opérations-Dignité a certainement contribué à la formation d'une conscience régionale en favorisant la cohésion, l'engagement collectif et la communication entre les communautés. Ces batailles revêtent une forte dimension territoriale. Elles resteront pour toujours identifiées à la région bas-laurentienne comme symbole de la détermination des milieux fragiles à prendre leur destin en main. Par ailleurs, à travers le manifeste signé par les 19 prêtres du diocèse de Rimouski, il est possible de percevoir certaines tendances ou aspirations profondes qui marquent encore aujourd'hui la plupart des petites communautés aux prises avec des problèmes de fragilité, de chômage, de sous-emploi, d'exode des jeunes, etc. Voici quelques-unes de ces aspirations ou prises de position des auteurs du

<sup>84</sup> Il fait également allusion à la naissance d'un humanisme nouveau qui s'inspire de l'écologie. Pour lui, si la liberté est inséparable de l'autodétermination des individus, des collectivités et des contraintes imposées par la nature, elle ne peut pas se conquérir en adhérant au rythme du travail industriel.

manifeste, exprimées il y a plus d'un quart de siècle et qui sont toujours présentes et actives sous diverses formes dans la population:

- le refus de considérer comme une fatalité, le déclin de son coin de pays;
- la confiance dans la capacité d'orienter et de contrôler son développement en fonction des ressources du milieu;
- la volonté de demeurer attaché à sa région pour y investir et mettre en valeur tout son potentiel agricole, forestier, minier, touristique, etc.

Dans le sillage des Opérations-Dignité, deux autres mouvements de revendication ont été mis en place dans le Bas-Saint-Laurent. Il s'agit du regroupement de trois municipalités rurales de la MRC de Témiscouata, mieux connues sous l'acronyme «JAL» et de la formation de la Coalition Urgence rurale.

#### 2.4.1.1.2 Le JAL

Le programme de restructuration de l'espace rural préconisé par l'OPDQ inquiète le curé d'Auclair, Rodier Voisine. Ce dernier convie ses paroissiens à se regrouper avec ceux de St-Juste-du-Lac et de Lejeune pour empêcher la fermeture des localités concernées par l'inventaire des ressources du milieu. Suite à cette recommandation et sous l'instigation de l'Opération-Dignité deux, des comités de citoyens se mettent en place à Auclair, à Lejeune et à St-Juste-du-Lac. Ils se réunissent en février 1972 pour former le Comité intermunicipal du JAL. La première tâche de ce comité consiste à élaborer un plan d'action. À partir des attentes exprimées par le milieu, un projet précis de formation voit le jour. La faculté des Sciences de l'agriculture de l'Université Laval est

désignée comme ressource privilégiée. Elle assure la prestation de 60 périodes de cours réparties sur quatre semaines. Quelque 210 personnes y participent et affirment leur volonté de prendre le leadership du développement. En accord avec le comité, l'accent est mis sur la foresterie. Avec l'aide d'un animateur communautaire, un travail s'amorce pour regrouper une cinquantaine de propriétaires de boisés privés pour une période de 15 ans. Cette initiative vise la rentabilisation de la ressource ligneuse pour les travailleurs forestiers trop souvent en chômage ou obligés de s'expatrier pour exercer leur métier.

Une première subvention de 37 000\$ est accordée par le ministère des Terres et Forêts. Elle permet d'entreprendre des travaux sylvicoles. Une vingtaine de travailleurs forestiers est affectée au projet. En juillet 1972, l'équipe de l'Université Laval, en raison du retard dans l'allocation d'une subvention, menace de se retirer du projet. Consternée par cette menace, la population du JAL envisage prendre les moyens nécessaires pour faire entendre sa cause. Déterminée à affronter les fonctionnaires de l'État, elle organise, en septembre 1973, une importante rencontre réunissant plus de 600 personnes. Le 23 janvier 1974, un protocole d'entente est signé entre les différents intervenants gouvernementaux et la population. Le JAL est officiellement reconnu comme le gestionnaire du développement intégré des ressources de son aire d'intervention. Mais la bataille n'est pas terminée pour autant.

L'incorporation officielle du JAL s'effectue en février 1974, sous le nom de «Co-opérative de développement agro-forestier du Témiscouata». Constituée de représentants de chacune des trois municipalités, la coopérative est un organisme multifonctionnel dont les principaux objectifs sont la stabilisation et la création d'emplois, l'utilisation prioritaire



des ressources (physiques et humaines) du milieu, le contrôle démocratique et la satisfaction des besoins locaux. Elle intervient dans tous les champs de l'activité socio-économique que ce soit au niveau de la forêt, de l'agriculture, des services, de l'information ou du tourisme. Elle encadre les différents gestionnaires de projets en leur assurant notamment un soutien technique (montage des dossiers, pilotage des projets à travers les différentes officines gouvernementales et para-gouvernementales, aide à la gestion, etc.). Elle conseille, consulte, élabore des stratégies, réunit les promoteurs de projets et les intervenants locaux, rédige des chartes, confronte les politiciens et les fonctionnaires, etc. Elle exerce le rôle de commissariat industriel et d'incubateurs d'entreprises. Enfin, elle est responsable de chercher du financement pour assurer la réalisation de ces différents projets. Une fois devenues viables, les entreprises créées par la coopérative se séparent de celle-ci pour devenir soit des coopératives autonomes ou des propriétés privées.

La coopérative de développement agro-forestier occupe une position centrale dans le développement socio-économique du JAL. Hormis le regroupement des producteurs forestiers, qui constitue l'une de ses principales initiatives, elle favorise la concrétisation de nombreuses initiatives dont notamment le projet de la pomme de terre de semence, l'implantation d'une érablière commerciale, d'une pisciculture, d'une usine de fabrication d'huiles essentielles et d'une corporation touristique. De plus, elle contribue au développement et à l'amélioration des infrastructures de services et de communications (route, téléphone, logement, projet de radio communautaire, etc.). Elle devient aussi un important facteur d'éducation populaire et de socialisation des individus notamment par son soutien à l'entrepreneuriat et ses nombreuses activités liées à la

croissance personnelle, au perfectionnement de la main-d'œuvre, à l'animation et la formation dans le milieu. Elle participe aussi au redressement d'une entreprise de fabrication de cercueils. Enfin, elle assure le suivi de différents dossiers (charcuterie Bégin, atelier de couture Lejeune, étude de faisabilité concernant l'élevage du corégone, etc.). Ces exemples laissent entrevoir comment la population du JAL privilégie la propriété sociale et le modèle coopératif comme principaux moyens de contribuer à la survie du milieu.

Cellule-mère responsable de la coordination de tout le développement intégré du territoire, la coopérative de développement du JAL a agi à titre d'incubatrice communautaire d'entreprises et de pourvoyeuse de services aux entrepreneurs. Elle a permis l'exploitation et l'intégration de toutes les ressources (humaines, matérielles, physiques et financières) régionales. Elle a aussi favorisé la consolidation et le resserrement du tissu social de la collectivité jalloise (animation, formation, croissance personnelle, augmentation de la capacité d'entreprendre, etc.). Il est plus difficile, par ailleurs, d'évaluer sa contribution réelle à l'amélioration de la situation socio-économique du milieu.

Étant donné que la plupart des entreprises ne rapportent pas de profits, la coopérative connaît rapidement d'importantes difficultés financières. En 1986, elle devient la Corporation de développement économique de l'est du Témiscouata. Désormais, l'ancienne coopérative ne s'occupe plus que de l'administration de ses actifs immobiliers. Elle peut toujours servir de point de ralliement mais le développement local passe davantage par l'entrepreneuriat privé plutôt que par le volet communautaire. Elle

constitue en réalité un complément indispensable au bon fonctionnement de la corporation. Cette dernière agit comme organisme officiel de développement. Elle assure le support logistique nécessaire au démarrage de PME et sert d'intermédiaire entre le milieu et les diverses instances gouvernementales.

Les curés des trois paroisses du JAL et les Clercs St-Viateur se sont eux aussi ardemment impliqués dans les différents projets locaux et ce, afin d'intégrer une dimension chrétienne à cette solidarité. Ils ont contribué à créer des liens entre les divers intervenants et la population en général. À travers leurs interrelations, leurs manifestations de confiance mutuelle et leur connivence rurale, les Jallois se sont donné des moyens concrets (expertise, entrepreneuriat, développement sectoriel, etc.) pour améliorer leur qualité de vie et leur niveau de bien-être. Bien que l'action communautaire dispose de moyens relativement restreints afin de freiner les tendances lourdes de l'idéologie néolibérale, elle peut s'avérer fort utile pour remettre à l'avant-plan des valeurs fondamentales telles que la solidarité, l'équité et la dignité humaine. Ces valeurs trouvent leur expression dans le discours, les revendications, les actions et les rapports aux membres à l'égard de la communauté.

Quel bilan tirer de cette expérience? Bien qu'elles soient aujourd'hui toutes disparues, les entreprises qui ont été implantées n'auraient probablement pas vu le jour n'eut été de l'approche coopérative et communautaire. Cette approche a permis à des individus de s'impliquer davantage dans l'organisation de leur espace, la gestion de leur survie et le développement de leur milieu. En outre, les organismes communautaires ont concrétisé un début de prise en charge de l'utilisation des ressources locales. Ils ont

contribué à une plus grande cohésion sociale entre les différents acteurs tout en renforçant les capacités d'apprentissage. Bref, ils ont favorisé la consolidation d'un capital social.

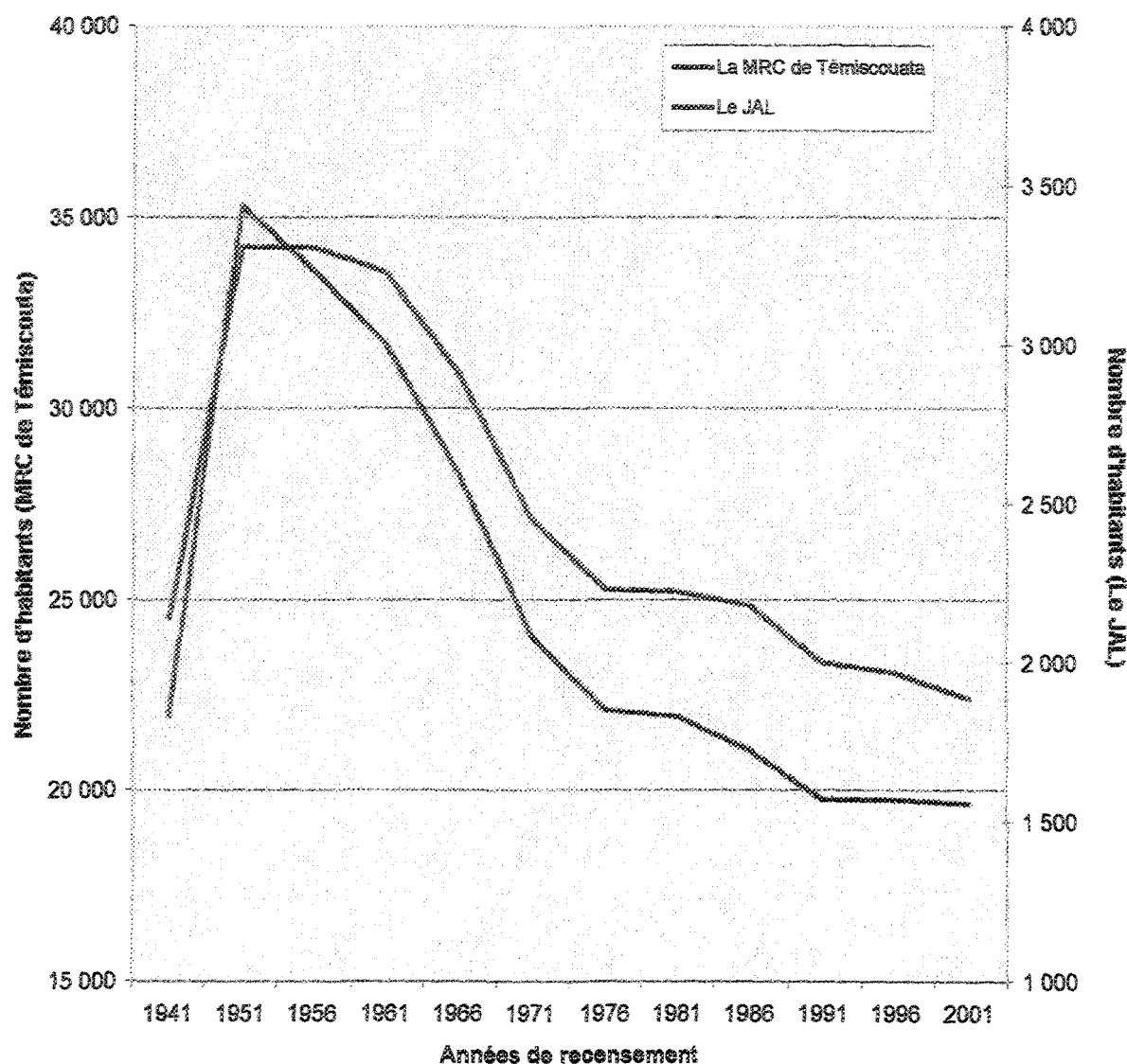
Toutefois, d'un strict point de vue économique, les résultats nous apparaissent beaucoup plus difficiles à évaluer. Tous les projets initiés et réalisés par la Coopérative de développement du JAL ont largement été subventionnés par l'État. Incapables d'atteindre l'autosuffisance, les organismes communautaires se sont maintenus grâce aux subsides gouvernementaux. Leur survie était assujettie aux sommes d'argent qui leur étaient versées. Les réalisations effectuées sont donc demeurées sous la dépendance et la sujétion des sommes allouées par l'État, du pouvoir politique et des technocrates de l'extérieur. Les sociétés d'exploitation des ressources n'ont pas réussi à modifier les problèmes structurels de ces trois localités. Les objectifs initiaux visant la consolidation des emplois et du peuplement n'ont vraisemblablement pas été atteints. Les municipalités du JAL, tout comme pour celles de la MRC de Témiscouata dans son ensemble, sont toujours aux prises avec un sérieux problème de dépeuplement<sup>85</sup> (graphique 2.6). Avec un revenu qui ne correspond qu'à 53% de celui de la province, St-Juste-du-Lac figure parmi les municipalités les plus pauvres du Québec. La santé économique d'Aucclair et de Lejeune n'est guère plus resplendissante. Les transferts gouvernementaux composent respectivement 37,7 et 38,6% de leur revenu total. Ces trois localités maintiennent également des taux de chômage très élevés<sup>86</sup>. Comme le JAL a été mis en place pour des

<sup>85</sup> Le JAL a enregistré une diminution de 14,9% de sa population entre 1981 et 2001. La décroissance a été encore plus soutenue dans certaines localités limitrophes telles que Lac-des-Aigles (-16,7%) et Biencourt (-24,9%).

<sup>86</sup> Ils atteignent respectivement 22,9% à Aucclair, 27,5% à St-Juste-du-Lac et 38,2% à Lejeune.

Graphique 2.6

Évolution de la population du JAL et de la MRC de Témiscouata entre 1941 et 2001



Source: Statistique Canada. Recensements de 1941 à 2001.

fins économiques et de consolidation de la structure de peuplement, l'évolution de la situation socio-économique des localités concernées traduit donc l'échec du développement communautaire.

Malgré toutes les ressources humaines et financières investies dans l'expérience du JAL, les nombreuses difficultés auxquelles sont soumises les localités témiscouataines (crise forestière, décroissance démographique, perte de services, fermetures d'usines, etc.) laissent présager un avenir plutôt incertain.

#### **2.4.1.1.3 La Coalition Urgence rurale**

La Coalition Urgence rurale s'inscrit dans la suite logique des Opérations-Dignité. Elle s'est formée à la suite d'un colloque organisé par le Groupe de recherche interdisciplinaire de l'Est-du-Québec (GRIDEQ) à l'automne 1988. Sous le thème «Les villages ruraux menacés: le pari du développement», des chercheurs de l'Université du Québec à Rimouski condamnent, une fois de plus, la situation d'affaiblissement dans laquelle se trouve plusieurs localités de l'arrière-pays. Le comité du suivi enclenche une opération de sensibilisation auprès de la population. La convergence d'opinions qui anime de nombreux acteurs régionaux en ce qui concerne l'avenir de ces localités facilite l'organisation de manifestations populaires. Un vaste rassemblement, sous la présidence de trois leaders locaux dont une religieuse de la communauté des Filles de Jésus, Sœur Éthel Green, se tient le 10 juin 1990 à la Cathédrale de Rimouski alors qu'était rendu public le manifeste des ruraux du Bas-Saint-Laurent. Monseigneur Gilles Ouellet est présent à ce rassemblement. Son appui est on ne peut plus clair:

Fidèle à l'évangile qui nous invite à nous mettre au service de nos frères et de nos sœurs, fidèle aussi à une tradition d'engagement au service du milieu, l'Église de Rimouski et chacune des communautés paroissiales se veulent solidaires de votre démarche, d'autant plus solidaire qu'il s'agit pour elle d'un enjeu de société et de justice sociale.

Les partenaires de la Coalition s'engagent à élaborer une politique de développement rural. Huit mois plus tard, on assiste à la parution du document intitulé *Notre politique de développement rural*. Ce dernier donne lieu à une vaste opération de consultation qui se tient à l'hiver 1991 dans les territoires des MRC bas-laurentiennes. Deux grands objectifs déterminent les actions et les orientations du mouvement: stabiliser les populations rurales du Bas-Saint-Laurent et les appuyer dans leurs démarches pour maîtriser leur milieu de vie. En outre, le document de la Coalition propose cinq sous-objectifs lesquels servent toujours de principe de base à l'organisme: l'occupation du territoire; l'exploitation rationnelle et polyvalente des ressources dans une optique de développement durable; la création d'emplois valorisants, stables et bien rémunérés; l'amélioration des services; la valorisation de l'identité rurale et la réhabilitation de son image.

Depuis sa formation, la Coalition a mené de front trois dossiers majeurs: la défense des conditions de vie (le maintien des services), la promotion de nouveaux modes de production ou d'exploitation des ressources (la gestion collective de la forêt, le projet forêt modèle du Bas-Saint-Laurent, etc.) et la formation des animateurs en milieu rural. Elle a aussi mis sur pied des stratégies d'intervention visant à renforcer le sentiment d'appartenance des jeunes à l'égard de leur milieu<sup>87</sup>. Ces dernières années, l'organisme a

---

<sup>87</sup> Il s'agit plus particulièrement du projet «Portrait de village». Comme son nom l'indique, ce projet, qui s'adresse aux jeunes de 11 à 16 ans, consiste à dresser le portrait de leur village de façon à enrichir leurs connaissances sur l'histoire et les ressources locales. Par le biais de cet exercice, la Coalition espère contrer le phénomène d'exode que l'on observe dans plusieurs petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent.

quelque peu ralenti ses activités<sup>88</sup>. Ce ralentissement s'explique en partie par l'épuisement des bénévoles, le problème de financement, le renouvellement du membership, le manque de concertation (en particulier avec les villes) et les conflits entre les différents acteurs. En dépit de cet essoufflement, la Coalition Urgence rurale demeure toujours un acteur régional de premier plan en matière de développement rural.

Que ce soit par le biais des Opérations-Dignité, du JAL ou, plus récemment, par la Coalition Urgence rurale, l'engagement socio-politique des prêtres et des religieux, a contribué à éveiller une véritable conscience collective. Une même logique animait ces individus: défendre les populations rurales au nom de l'autonomie, de la liberté, de la protection de la nature et de la dignité humaine. Les différentes luttes qu'ils ont menées ont eu un impact réel sur l'affirmation du sentiment d'appartenance territoriale et de la consolidation des liens sociaux. Cet attachement n'est pas la simple résultante d'une crainte du changement ou encore d'une incapacité d'adaptation à un mode de vie différent mais résulte de valeurs culturelles profondes. L'intérêt et l'engagement des chrétiens et des chrétiennes dans ces différents projets ne sont pas étrangers au fait que villages et paroisses sont intimement liés en contexte rural. Ils témoignent incontestablement de la capacité des ruraux à organiser la solidarité.

---

<sup>88</sup> Ces dernières se limitent, pour l'essentiel, à l'animation des milieux ruraux. De plus, l'organisme poursuit l'objectif de créer, en 2003, une Maison Familiale Rurale (MFR). En France, le mouvement des MFR compte 500 associations dont 450 maisons familiales, instituts ruraux et centres de formation et de promotion et 50 associations fédératives. Au Québec, il n'existe qu'une seule maison familiale rurale. Elle est située à Lambton, dans la MRC Le Granit, en Estrie. Ces institutions travaillent à la formation par alternance des jeunes et des adultes et au développement du milieu dans un esprit de solidarité et attachées aux valeurs humaines et familiales.



Si, de nos jours, l'Église se fait moins présente sur la scène du développement socio-économique, elle continue néanmoins à donner son appui à ceux et à celles qui font *la promotion du développement rural*. Signalons, entre autres, l'engagement dynamique de Mgr Bertrand Blanchet et de certains pasteurs<sup>89</sup> soucieux à la fois du bien-être matériel et spirituel de leurs ouailles<sup>90</sup>.

#### 2.4.1.2 Autres formes d'engagement et d'implication sociale en milieu rural

Étant donné qu'elles disposent d'un capital humain et financier plus réduit, les petites localités se retrouvent dans l'obligation de faire appel à toutes les ressources du milieu, généralement sur une base bénévole, pour mettre en place l'éventail des activités sportives et culturelles que l'on retrouve habituellement sous une forme marchande en milieu urbain. Cette participation montre bien toute l'importance que prend la vie socio-communautaire et relationnelle en milieu rural. Elle témoigne également de l'esprit *identitaire et solidaire* qui anime les résidents des petites localités. En effet, les organismes et les associations à but non lucratif font partie intégrante du tissu socio-communautaire en milieu rural. Ils constituent un lieu privilégié où se vivent des amitiés,

---

<sup>89</sup> Nous pensons, entre autres, au curé de St-Germain-de-Kamouraska, Alain LÉVESQUE, qui a participé activement au Premier rendez-vous des acteurs du développement local en milieu rural à l'automne 1996. Nous reproduisons ici le commentaire qu'il a signé dans le feuillet paroissial du 29 octobre 1996. «Oui, c'est possible un si beau colloque dans un si petit village. La richesse des exposés, la qualité des échanges et des rencontres, la précision de l'organisation et du déroulement des activités nous ont transportés dans un ailleurs qui nous permet de croire non seulement à la survie des petites communautés mais aussi à leur épanouissement. Les conclusions du colloque et les engagements des pouvoirs publics nous encouragent à prendre notre avenir en main en établissant des collaborations entre les forces vives de notre milieu et de notre région. Il nous appartient de faire en sorte que l'événement du colloque ne soit pas seulement un moment de notre histoire. J'ose espérer que nous lui permettrons de modifier notre histoire».

<sup>90</sup> À l'autre bout du Québec, nous ne pouvons passer sous silence la contribution de Mgr Gérard Drainville, évêque d'Amos. Ardent défenseur du développement durable, ce dernier, tout comme Mgr Blanchet d'ailleurs, anticipe que l'économie soit au service du social. Il voit d'un bon œil la multiplication des fermes associatives favorisant des liens plus étroits avec les consommateurs tout en s'inscrivant dans une économie de proximité.

où les gens s'échangent des services et où la chaleur des relations humaines contraste avec le caractère impersonnel et anonyme des grandes agglomérations urbaines. Ils peuvent aussi être un instrument de lutte: on s'organise non pas par altruisme mais aussi pour défendre une idée, un intérêt ou un patrimoine. D'autres types d'associations regroupent des individus qui, par leur implication, tentent de combler les lacunes de l'organisation sociale. S'ils ne peuvent remédier à l'insuffisance de services de proximité ni favoriser la création massive d'emplois, ces organismes contribuent, à tout le moins, à élargir la brochette d'activités et, dans certains cas, à pallier certains dysfonctionnements institutionnels attribuables notamment aux compressions massives exercées dans les budgets de la santé et des services sociaux<sup>91</sup>. De plus, ils favorisent le renforcement de la cohésion sociale. À certains endroits, comme à St-Joseph-de-Kamouraska, l'implication des bénévoles est telle qu'elle favorise une véritable dynamique communautaire<sup>92</sup>. Par ailleurs, dans la plupart des petites localités, les organismes sans but lucratif sont affectés par deux problèmes majeurs: le sous-financement et l'épuisement des bénévoles. Bref, le nombre imposant d'associations, de comités de développement, d'organismes de promotion économique, de groupes communautaires voués à l'amélioration des conditions socio-économiques constitue autant de laboratoires qui favorisent le raffermissement des liens sociaux<sup>93</sup>.

<sup>91</sup> Nous voulons notamment faire référence ici aux nombreux bénévoles qui assurent, dans plusieurs petites localités rurales, les services de popote roulante.

<sup>92</sup> Cette municipalité, malgré sa petite taille (412 habitants), comporte plus d'une centaine de bénévoles qui œuvrent dans moult secteurs d'activité. Tous les ans, une journée de reconnaissance est organisée en leur honneur par le conseil municipal de l'endroit. Parce qu'il contribue à favoriser un climat d'entraide et de fraternité, le comité de développement de cette localité a d'ailleurs été récipiendaire, en 2001, du Prix du Jubilé pour la zone Kamouraska-Est.

<sup>93</sup> Mentionnons, à titre d'exemple, la formation, en novembre 2002, du «Pacte rural témiscouatain». Cette équipe, formée d'intervenants provenant de 20 localités de la MRC de Témiscouata, travaille présentement à la préparation d'une grande corvée rurale. L'exercice consiste à mobiliser tous les acteurs socio-économiques du milieu dans le but d'effectuer le portrait de chacun des villages, d'élaborer un plan d'action de développement et de réaliser différents projets à caractère communautaire et économique dans chacune des municipalités concernées.

À plusieurs reprises, les petites collectivités rurales ont démontré leur potentiel pour structurer efficacement l'organisation communautaire. Le modèle coopératif n'en constitue-t-il pas un exemple probant? En développant des activités qui mobilisent les individus, ces organismes participent à des pratiques d'articulation identitaire. Même certaines entreprises s'impliquent dans la vie socio-communautaire du milieu rural. C'est le cas notamment de l'Érablière de la Coulée creuse de St-Athanase qui s'est méritée un prix pour sa contribution à l'amélioration de la vitalité sociale. Par ailleurs, diverses études, notamment celles menées dans le cadre du projet de la *Nouvelle économie rurale* de la *Fondation canadienne pour la revitalisation rurale*, ont montré qu'il y a un épuisement du secteur bénévole et communautaire particulièrement dans les plus petites communautés<sup>94</sup>. Le syndrome du TLM (Toujours les Mêmes) constitue, dans bien des cas, le parent pauvre de ces milieux fragiles. Le départ régulier d'éléments comptant parmi les plus actifs et les plus instruits contribue à affaiblir le tissu social et à imposer une surcharge de travail à ceux qui investissent leur temps et leurs énergies. À bien des endroits, la démobilisation, le découragement, l'épuisement et la fatigue constituent de lourds handicaps sociaux qui, en plus d'avoir raison des plus déterminés, contribuent à annihiler les efforts de développement. La faiblesse des densités humaines, la dispersion de la population, l'éloignement par rapport aux villes, l'érosion démographique, les difficultés reliées à l'obtention d'emplois permanents et bien rémunérés et la fermeture de certains services ont inévitablement des incidences sur le dynamisme du milieu. Ces

---

<sup>94</sup> Nos enquêtes téléphoniques et nos visites sur le terrain nous ont d'ailleurs permis de corroborer ce fait. Nous y reviendrons au chapitre quatre.

problèmes, abordés dans le cadre de la section 2.5, constituent de lourds handicaps pour le développement des petites localités.

### **2.4.2 Appartenance territoriale et sentiment identitaire**

Outre l'Église catholique, l'État, de par les nombreux découpages territoriaux qu'il a effectués, a également favorisé l'affirmation d'une identité territoriale très forte en milieu rural. Les seigneuries ont été les premiers territoires d'appartenance de la population. La mise en place des comtés électoraux, en 1791, a offert un cadre spatial solide qui demeure toujours pertinent aujourd'hui vis-à-vis le sentiment d'appartenance des individus. À partir de 1847, l'institutionnalisation des municipalités a permis de redéfinir l'appartenance territoriale qui fut largement modifiée par la suite notamment par l'urbanisation et les regroupements qui ont caractérisé la fin du XX<sup>e</sup> siècle. En 1979, les MRC furent officiellement désignées comme territoires d'appartenance.

La localité est le lieu d'une participation spontanée, expression de l'intérêt de chacun, au sein d'une petite communauté, pour l'expression du sentiment identitaire en milieu rural. Sur le plan social par exemple, la fête est une dimension bien enracinée dans la tradition rurale québécoise. Elle constitue un espace-temps susceptible de favoriser la régulation et l'innovation des rapports entre les résidents d'une même localité. De nombreux géographes (CLAVAL, 1995; RIEUCAU, 1998 et, plus récemment, DI MÉO, 2001) se sont intéressés à la fête et, plus spécifiquement, à son rôle en matière de construction ou de consolidation des identités territoriales par une mise en scène des

groupes sociaux. Phénomène à la fois social, global et générique, présent dans le temps et dans l'espace de tout groupe identifiable, la fête constitue, du point de vue de la géographie, une opportunité pour mieux saisir la nature de la dynamique territoriale. Ainsi que le précise DI MÉO, «elle permet de repérer quelques-uns des signes et des symboles spatialisés par lesquels les groupes sociaux s'identifient à des contextes géographiques spécifiques qui fortifient leur singularité» (DI MÉO, 2001: 625). En outre, elle apparaît comme une institution de régulation et de gestion des conflits. En ce sens, elle remplit une sorte de fonction régulatrice des rapports sociaux. Elle possède toujours chez les personnes et les groupes humains une fonction d'expression, d'affirmation, de défoulement marquée par un dérèglement passager et voulu de l'ordre social, pour mieux reconstruire ensuite. Chaque village possède son calendrier de fêtes annuelles qui ponctuent les temps forts de l'année et qui constituent autant d'occasions de se rassembler et de fraterniser. Dans bien des cas, leur portée déborde le strict cadre de la municipalité qui l'organise. De plus, nombre de ces fêtes sont créées à l'initiative de néo-ruraux<sup>95</sup> ou d'anciens natifs revenus dans leur région d'appartenance.

Bien qu'elles représentent un phénomène plus marginal que par le passé, les fêtes constituent toujours une réalité bien présente dans certaines petites paroisses rurales du Québec. Elles attribuent au lieu une valeur symbolique touchant parfois à la sacralité. On fête l'amour pour les couples, les mères, les pères, la rentrée scolaire, etc. La fête ne constitue pas uniquement pour une localité l'occasion d'exprimer son identité. Dans certains milieux fragiles, les activités festives sont autant de lieux significatifs de la vie

---

<sup>95</sup> La fête est pour eux l'occasion de s'impliquer dans leur nouveau milieu de vie mais en se gardant de la restreindre aux limites de la localité.

socio-communautaire qui favorisent le contact et la consolidation des liens sociaux. Elles permettent en outre, de solidifier les rapports qui unissent les différents organisateurs et, par conséquent, de stimuler la concertation. Si donc la fête participe à la consolidation, voire à la construction des localités territoriales qui l'organisent et l'accueillent, ne traduisent-elles pas aussi le désir de créer de nouveaux ancrages symboliques dépassant ou renouvelant les traditions?

Au plan communautaire, les repas et les brunchs populaires (particulièrement ceux au profit de la fabrique paroissiale) sont toujours aussi populaires dans la plupart des petites localités rurales du Québec. Les carnavales et les festivals thématiques constituent, à plusieurs endroits, un temps fort dans la vie socio-communautaire de plusieurs municipalités. Les anniversaires de fondation, qui ramènent les anciens et les anciennes dans leur milieu d'origine, témoignent également d'une forme d'appartenance bien ancrée au territoire. À cet égard, elles constituent un véritable ferment identitaire pour les membres (nouveaux ou anciens) d'une communauté<sup>96</sup>. Chez certains résidents, la nostalgie de la terre ancestrale est si forte qu'ils y reviennent même si aucune population habite le territoire. La municipalité de St-Nil en est un cas typique. Chaque été, d'anciens paroissiens prennent en charge l'entretien du cimetière, lieu où reposent leurs aïeuls. Nous voyons là toute l'importance des symboles (particulièrement ceux à caractère religieux) dans la formation du sentiment identitaire en milieu rural fragile. Le culte des morts, selon la plupart des anthropologues, ne constitue-t-il pas une composante essentielle de toute culture?

---

<sup>96</sup> À Ste-Françoise, par exemple, de nombreuses activités ont été organisées à l'été 2001 pour souligner le centenaire de l'église réunissant quelque 700 personnes.

Bien qu'insuffisant dans le contexte socio-économique actuel de plusieurs petites communautés, l'enracinement des ruraux constitue une condition indispensable au développement local. Mais cette dimension de la ruralité contemporaine n'est pas la seule à favoriser le maintien et l'amélioration du cadre et de la qualité de vie en milieu rural. La solidarité, l'esprit d'interconnaissance, le dynamisme et l'implication de certains individus sont autant de facteurs qui contribuent à atténuer les effets négatifs du sous-développement rural.

### **2.4.3 Esprit de solidarité et interconnaissance**

Le sentiment d'appartenance a comme résultat de développer un esprit de solidarité. En milieu rural, les valeurs personnelles réfèrent constamment au petit groupe social dans lequel l'individu est étroitement inséré. La sociabilité, la solidarité, les liens de parenté et d'amitié, l'étendue des relations influencent la vie de chacun et conditionnent ses comportements. Pour certains, cette solidarité constitue «l'une des conditions essentielles pour assurer un développement coopératif efficace et harmonieux dans le contexte actuel de mondialisation et de paupérisation d'une partie importante de notre société» (SAINT-PIERRE, 1998: 123).

En milieu rural et, plus particulièrement au sein des petites collectivités, les solidarités interindividuelles prennent de multiples formes. Ainsi, nous distinguons la solidarité spontanée et la solidarité d'assurance. La première comporte essentiellement une dimension communautaire. Elle se manifeste par des relations interpersonnelles très

étroites et intenses: visites entre voisins, entraide mutuelle, discussions au bureau de poste, au dépanneur, à la caisse populaire, etc<sup>97</sup>.

Quant à la seconde, la solidarité d'assurance, elle revêt davantage une dimension sociale. La corvée en constitue, à cet égard, l'une des principales manifestations. Elle se traduit, dans bien des cas, par une mobilisation des individus à la suite d'événements tragiques ou douloureux. À titre d'exemple, l'incendie d'une résidence familiale a entraîné un élan de générosité en septembre 1999 à St-Joseph-de-Kamouraska. Les résidents de cette petite communauté ont amassé, en l'espace de quelques jours, 1 200\$ pour venir en aide aux sinistrés<sup>98</sup>. Dans cette même localité, une corvée printanière de nettoyage, organisée depuis 1999 par le comité de développement local, réunit annuellement une trentaine de bénévoles. Plus récemment à St-Jean-de-la-Lande, un incendie qui a rasé le centre nerveux du village (école primaire, caisse populaire et bureau municipal) a cédé sa place à une braise ardente de solidarité humaine. Cette dernière s'est notamment traduite par un élan de mobilisation de la population locale dans le but de mettre en place une levée de fonds, l'objectif étant de recueillir 250 000\$ pour reconstruire un pavillon à caractère multifonctionnel.

Signalons, en outre, le cas de la petite localité de Radisson, «un village en sursis», pour reprendre le titre d'un article paru récemment dans le quotidien *Le Soleil* sous la plume de la journaliste Monique GIGUÈRE (2002). Devant les nombreux problèmes

---

<sup>97</sup> Selon certains sociologues, l'intensité de ces relations est liée à une conception particulière du social selon laquelle la communauté de vie constitue l'atome de base de la structuration sociale.

<sup>98</sup> Les solidarités de voisinage, qui renvoient à la question du lien social dans sa contribution sans cesse renouvelée de la conscience individuelle, exercent aussi un rôle important en milieu rural fragile et interfèrent avec les solidarités familiales.



(décroissance démographique, sous-emploi chronique, perte de services, etc.) auxquels cette petite municipalité d'à peine 400 habitants fait face, le maire et quelques leaders locaux ont organisé un premier sommet socio-économique où se sont réunis des représentants de tous les ministères et organismes susceptibles de contribuer à la survie de la seule communauté non autochtone du Québec au nord du 53<sup>e</sup> parallèle. Un autre exemple de solidarité d'assurance s'est traduit, en novembre dernier, par la mobilisation des résidants de la petite localité de Rivière-St-Jean située dans la MRC de Minganie<sup>99</sup>. Les citoyens de cette municipalité ont pris les grands moyens pour se faire entendre afin de sauver la scierie locale fermée depuis janvier 2001<sup>100</sup>. Ils ont notamment occupé le terrain de l'entreprise afin de s'assurer que le bois accumulé dans la cour ne quitte pas la région. Ils ont également bloqué une partie de la route 238 et brandi des pancartes clamant haut et fort leur désarroi. Quelques autres exemples glanés dans les secteurs des services de proximité et de l'environnement permettront de mieux illustrer ces deux types de solidarité qui se manifestent tout particulièrement au sein des petites collectivités.

Il subsiste, plus particulièrement en milieu rural, un très fort attachement au maintien des services. Ainsi, l'annonce de la fermeture ou la perte de services tels que

<sup>99</sup> La solidarité d'assurance ne se manifeste pas seulement à l'échelon de la localité. Elle s'exprime également à une échelle plus vaste. On l'a bien vu, par exemple dans le Bas-Saint-Laurent, avec des mouvements populaires issus du milieu tels que les Opérations-Dignité, le JAL et la Coalition Urgence rurale.

<sup>100</sup> Des problèmes financiers et d'approvisionnement en bois seraient à l'origine de la fermeture de l'usine. Selon un article récent publié dans le quotidien *Le Soleil*, cette fermeture aurait provoqué le départ d'une quarantaine de personnes dans une localité qui, au dernier recensement de 2001, n'en comportait que 287, soit une diminution de 60,8% par rapport à 1966. Il s'agit de l'article suivant: TREMBLAY, Stéphane. «La coop de Laterrière accusée d'avoir fermé la scierie», dans *Le Soleil*, (10 décembre 2002), p. A-19.

l'école<sup>101</sup> ou le bureau de poste entraînent des émotions collectives bien compréhensibles<sup>102</sup>. Elles se traduisent généralement par des mobilisations massives qui peuvent parfois prendre une envergure considérable allant jusqu'à la paralysie complète de toute activité socio-économique locale. Rappelons ici, la levée de masse, à l'automne 1973, de 25 parents de la petite municipalité de St-Athanase, à la suite de la décision de la Commission scolaire du Grand-Portage de faire passer le nombre de classes de quatre à trois. Ces parents perçoivent cette mesure comme le début d'un processus de dépérissement de leur localité. Ils décident d'entreprendre des mesures de revendication qui consistent à occuper les locaux de l'école clamant haut et fort que leurs enfants passaient avant les normes. Leur tapage a été tel que la commission scolaire est revenue sur sa décision. Les parents ont finalement eu gain de cause. L'école de St-Athanase est restée non seulement ouverte mais un quatrième professeur y a été engagé<sup>103</sup>.

<sup>101</sup> La rationalisation budgétaire et/ou des problèmes au niveau pédagogique constituent, en général, les deux principaux motifs pour justifier une fermeture. En ce qui concerne la dimension pédagogique, de nombreuses recherches, dont la thèse de doctorat de Jeanne MAHEUX (1983), ont démontré que les petites écoles étaient aptes à offrir une formation équivalente, sinon supérieure, à celle dispensée par les institutions de plus grande taille. Pour ce qui est de la question administrative (ou financière), MARSHALL (1985) reconnaît que le coût par élève de l'enseignement est plus élevé. Par ailleurs, les études et bilan financiers que nous avons consultés révèlent que les petites écoles ne génèrent habituellement pas de déficit, du moins en ce qui concerne les dépenses pour les enseignants. Voir notamment à ce sujet, la contribution du géographe Yves JEAN (2000) dans l'ouvrage collectif *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*, sous la direction de Mario CARRIER et de Serge CÔTÉ.

<sup>102</sup> Ces services ne sont pas seulement nécessaires pour subvenir aux besoins de la population, mais ils sont aussi des lieux de communication et de vie sociale. Plus encore, ce sont des symboles dont la disparition est souvent ressentie comme un signe avant-coureur d'une fermeture prochaine. Nous élaborons plus abondamment cette question de la perception dans le cadre du chapitre quatre.

<sup>103</sup> Pour des exemples de luttes entreprises pour assurer la survie de certains services dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent, le lecteur est convié à se reporter à ces trois références:

-LAPLANTE, Robert. «Les petites communautés locales et les résistances nécessaires», dans DIONNE, Hugues et LARRIVÉE, Jean (dir). *Les villages ruraux menacés: le pari du développement*. Coll. Actes et instruments de la recherche en développement régional. Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est-du-Québec, 1989, pp. 107-153.

-DIONNE, Hugues. «L'art de vivre: base des mobilisations villageoises», dans *Économie et solidarités*, vol. 28, no 1 (octobre 1996), pp. 19-29.

-BEAUDRY, Raymond et DIONNE, Hugues. «Vivre quelque part comme agir subversif: la solidarité territoriale», dans *Recherches sociographiques*, vol. 37, no 3 (1996), pp. 537-557.

Une mobilisation similaire, sensiblement pour les mêmes raisons, a également vu le jour en 1979 à Ste-Jeanne-d'Arc. Un comité de survie était parvenu à faire renverser la vapeur et à maintenir le service scolaire. Plus récemment, ce sont les parents des Boules et de Métis-sur-Mer qui ont manifesté leur désaccord en ce qui a trait à la coupure d'un demi-poste d'enseignant dans leur école respective. Dans la même foulée, sept petites municipalités du Bas-Saint-Laurent (en occurrence celles de Ste-Françoise, de Ste-Rita, de St-Athanase, de St-Elzéar, de St-Jean-de-la-Lande et de St-Marc-du-Lac-Long) ont créé un véritable mouvement de solidarité dans le but d'assurer la survie de leur école. Une lettre a notamment été expédiée à la Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs. Quelques leaders exigent que cette dernière prenne des engagements fermes concernant l'offre de services éducatifs dans leur localité respective. Malgré l'hésitation de la commission scolaire à prendre pareil engagement<sup>104</sup>, l'expérience démontre que la solidarité manifestée par les acteurs locaux, les élus municipaux et les parents est souvent déterminante dans l'issue finale du débat engendrée par une telle situation. On le voit bien, les résidents des petites localités veulent être partie prenante des processus décisionnels qui affectent leur cadre de vie. Ce travail de résistance se concrétise dans une quête constante d'une communauté à maintenir, d'une sociabilité à affermir et à développer. Selon les chercheurs qui ont étudié ce phénomène, le «maintien des services publics n'est pas une simple question d'aménagement technique d'un service à offrir,

<sup>104</sup> Grâce à une subvention obtenue du ministère de l'Éducation, cette commission scolaire a pu modifier sa politique de maintien des petites écoles en abaissant à 16 (au lieu de 20) le nombre d'élèves requis pour les conserver ouvertes. Sous un seuil inférieur à 20 élèves, une contribution de 4 000\$ provenant du milieu est exigée jusqu'à concurrence de 16 000\$ dans le cas d'une institution qui ne comporterait que 16 élèves. Sous ce seuil critique, la commission scolaire suspend le service pour une période d'un an. Par la suite, il revient aux parents de maintenir leurs enfants dans l'école où ils ont été transférés ou de les rapatrier, sachant bien qu'une école qui a été fermée le reste généralement pour toujours.

mais l'expression d'une vision spécifique de développement, d'une manière de vivre à promouvoir» (BEAUDRY et DIONNE, 1998: 144).

Mais il n'y a pas seulement que les services éducationnels de première ligne qui provoquent des mobilisations massives de la population au sein des petites localités rurales. Un bon réseau d'aqueducs et d'égouts est aussi, à bien des endroits, un service jugé d'intérêt collectif. Outre les conditions hydrographiques locales, les subventions gouvernementales, le type d'économie dominante et les influences politiques interviennent également comme facteurs explicatifs en ce qui a trait à l'installation d'un tel réseau. Ce sont, en effet, ces deux derniers éléments qui ont notamment permis à la petite localité de Padoue de s'en doter. Dans une lettre adressée au député provincial, un groupe composé de 80 citoyens a demandé au ministère des Affaires municipales de leur octroyer les sommes nécessaires pour entreprendre les travaux de construction du réseau d'aqueducs en même temps que ceux des égouts afin d'éviter un dédoublement des coûts. Ils ont reçu un appui favorable à leur requête, si bien que les travaux devraient être complétés d'ici décembre 2003. En ce qui concerne les soins de santé, certaines petites localités qui ne possèdent aucun service médical, craignent voir disparaître ceux disponibles dans les municipalités avoisinantes. Cette crainte a entraîné la mobilisation des résidents de St-Médard, de Ste-Rita et de Ste-Françoise qui désirent maintenir les deux points de service du CLSC situés dans la partie sud (St-Clément et St-Jean-de-Dieu) de la MRC des Basques. Certes, il est possible que ces diverses manifestations soient perçues comme des formes de résistance dans le but de maintenir ou d'améliorer l'infrastructure de services. Toutefois, elles traduisent un esprit de solidarité qui constitue une réalité encore bien présente au sein de ces petits milieux.

À St-Nazaire-de-Dorchester, une petite localité de 406 habitants située dans la MRC de Bellechasse, une cinquantaine de personnes ont assisté à une rencontre publique et ont exprimé clairement leur volonté d'agir suite à la menace de fermeture du poste d'essence. Les membres du comité de développement ont proposé au propriétaire indépendant de financer l'ajout d'un réservoir de sécurité par la vente d'un carnet de billets-rabais sur l'achat d'essence. Une tournée des ménages locaux est réalisée et les ventes génèrent 6 600\$. Après une année de fonctionnement, les ventes sont passées de 95 000 litres à 130 000 litres d'essence.

Dans le but de produire leur propre chaux, certains exploitants agricoles de St-Cléophas, dans le Bas-Saint-Laurent, se sont mobilisés pour former une coopérative. Non seulement une telle initiative est susceptible d'apporter un souffle nouveau à cette localité fragile<sup>105</sup> mais elle permettra également de diminuer les intrants de nombreux agriculteurs<sup>106</sup>.

La solidarité qui se manifeste entre les différents acteurs (résidents, leaders, élus municipaux, agriculteurs, etc.) au sein des petites collectivités contribue à renforcer le tissu social. Ce renforcement se traduit aussi par l'émergence d'initiatives de développement à saveur locale, l'esprit de créativité et d'innovation. À juste titre, donne-t-on le nom d'économie solidaire à ces diverses formes d'initiatives qui tendent à ressouder

<sup>105</sup> L'exploitation de la mine favorisera la création de quelques emplois.

<sup>106</sup> Une centaine d'agriculteurs du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie seront ainsi en mesure de s'approvisionner à cette carrière dont les activités ont débuté en septembre 2002. Elle devrait produire jusqu'à un million de tonnes de chaux dolomite.

l'économique et le social. En somme, comme le font remarquer JETTÉ et MATHIEU (1999),

Tout se passe comme si l'on tentait sur le plan local de contrecarrer les effets déstructurants, pour les communautés, de l'internationalisation des échanges commerciaux (délocalisation des entreprises, hausse du chômage, accroissement des inégalités, etc.) en misant sur un resserrement des solidarités locales et sur le déploiement d'activités et de réseaux d'échanges favorisant l'entraide, la coopération ainsi que l'harmonisation des interventions dans une optique d'intégration sociale et économique des populations marginalisées (JETTÉ et MATHIEU, 1999: 53).

#### 2.4.4 Créativité, innovations et initiatives de développement local en milieu rural fragile

Le sentiment d'appartenance, l'esprit d'interconnaissance et la solidarité qui expriment le lien au territoire vécu se traduit par de multiples façons de faire, de produire et de créer. Bien qu'il ne constitue pas un phénomène nouveau<sup>107</sup>, l'esprit de créativité et d'innovation<sup>108</sup> est un fait de plus en plus reconnu par les spécialistes du développement rural. Pour certains, les initiatives qui émergent de la base correspondent à une remise en cause des modèles traditionnels de développement économique. Dans cette perspective, elles constituent les éléments nécessaires à la mise en place d'un modèle alternatif de développement. Elles représentent une force endogène incontournable dans le contexte

<sup>107</sup> Soulignons notamment les nombreuses coopératives qui ont vu le jour à plusieurs endroits particulièrement dans les années 70, une formule qui demeure toujours très prisée en milieu rural.

<sup>108</sup> D'entrée de jeu, il importe de préciser ici ce que nous entendons par «innovation». Au sens propre, l'innovation désigne la mise en application d'un principe théorique ou d'une idée nouvelle. Dans un ouvrage qui l'a rendu célèbre - *La Théorie de l'évolution économique* -, Joseph SHUMPETER (1999) distingue cinq grandes catégories d'innovation: la fabrication d'un bien nouveau, l'introduction d'une nouvelle méthode de production, l'ouverture de nouveaux débouchés pour un produit donné, la découverte d'une nouvelle source de matière première et la réalisation d'une nouvelle organisation. Si le terme est souvent associé à la recherche fondamentale et à la haute technicité qui débouchent sur la mise au point de nouveaux procédés, il s'applique également à des petits segments de processus productifs. Ainsi, l'innovation se produit autant dans le secteur primaire que dans ceux dits à haute technologie. Dans cette étude, le terme est étroitement lié à celui d'initiatives locales ou de micro-projets qui naissent dans différents domaines de l'activité socio-économique, communautaire, culturelle ou environnementale en milieu rural - l'innovation y prenant parfois des allures de nécessité vitale -. Dans ce contexte, l'innovation, tant s'en faut, n'est peut-être pas toujours gage de succès, mais elle est la plupart du temps très riche d'enseignement.

socio-économique du XXI<sup>e</sup> siècle. D'autres perçoivent l'émergence de ces nouveaux projets comme une réponse des marginalisés à la situation de crise que traverse le milieu rural<sup>109</sup>. «Les stratégies innovantes montrent que survivre économiquement et socialement dans les zones rurales implique des stratégies de contournement des règles en place» (VIVIER, 1995: 102).

Sans vouloir nier les problèmes existants ou spécifiques aux petites localités, la connaissance empirique de ces communautés révèle, dans bien des cas, un mieux-vivre qui se traduit notamment par la mise en œuvre d'initiatives de développement local prenant appui sur une forte cohésion sociale. Comme nous le verrons au cours des prochains paragraphes, des actions, toutes aussi diversifiées les unes que les autres, naissent dans pratiquement toutes les sphères de l'activité humaine. Plusieurs indices suggèrent que les petites localités réagissent et que des résistances socio-économiques, politiques et culturelles se développent. Ce sont ces diverses formes de résistance que nous aimerions maintenant étudier. Les exemples que nous présenterons permettront de mieux cerner les enjeux liés aux nouvelles dynamiques locales (voir chapitre cinq).

#### **2.4.4.1 Le secteur des ressources naturelles**

L'esprit de créativité et d'innovation des ruraux se manifeste dans pratiquement tous les secteurs d'activité et, en particulier, dans celui des ressources naturelles.

---

<sup>109</sup>C'est du moins l'avis de plusieurs sociologues. À ce sujet, nous référons le lecteur aux articles d'Hugues LAMARCHE et de Bernard BICON dans l'ouvrage de Jacques FRANQUEN (1990).

En alternative au modèle économique dominant, il faut constater que surviennent, ou tentent de se développer, d'autres formes d'organisation sociale de la production agricole que de nombreux observateurs qualifient d'«agriculture périphérique». En dépit des nombreux obstacles qu'ils ont à surmonter, les petits producteurs sont de plus en plus nombreux à mettre sur le marché des produits certifiés biologiques ou encore pratiquent une agriculture à temps partiel. À St-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, les coûts exorbitants reliés au transport du lait ont contribué, au début des années 70, au déclin de l'agriculture. Cette situation a forcé les producteurs locaux à revoir leur stratégie de développement et à définir un plan de match. Grâce à une campagne de souscription qui a rapporté 80 000\$, ils ont formé une coopérative qui s'est mise à fabriquer du fromage avec le lait produit sur l'île. Depuis 2000, ils produisent deux types différents de cheddar.

À Lejeune, par exemple, une petite localité de 371 habitants située dans la MRC de Témiscouata, les produits dérivés de l'acériculture et de l'herboristerie artisanale connaissent une prodigieuse croissance. C'est le cas notamment de l'entreprise Viv-herbes qui envisage accroître la superficie qu'elle consacre à la culture de plantes médicinales et aux fines herbes. En outre, elle tend à élargir son champ d'activités notamment vers l'agrotourisme.

D'autres tentent, tant bien que mal, de percer le vaste marché de l'agroalimentaire en exploitant de nouvelles cultures comme celle de l'argousier à St-Jean-de-Cherbourg ou encore en s'appliquant à relancer des productions artisanales plus traditionnelles telles



que le miel à St-Paul-de-la-Croix<sup>110</sup>, les produits de l'érable à Ste-Rita, à St-Guy ou à St-Cléophas, le fromage à St-Benoît-du-Lac ou l'amélanchier à Notre-Dame-de-Lorette.

Certaines exploitations, sises en milieu rural fragile, se démarquent au plan agroenvironnemental. Nous voulons, entre autres, faire référence à la Ferme Ciboulette de St-Pierre-de-Lamy. Elle s'est notamment distinguée par l'élaboration de diverses mesures dont la mise en place d'un silo-meule avec transformation en composite des pertes d'ensilage, la rotation en bandes dans les pâturages, l'analyse de sols afin de minimiser l'épandage d'engrais chimiques, etc. Cette même exploitation agricole a également remporté, en octobre 2002, le prix de la Coopérative fédérée de Québec au transfert de ferme. En 1994, les propriétaires ont planifié un programme afin de faciliter la succession de l'établissement à leurs enfants. Ils se sont notamment inscrits à une formation sur la communication parents/enfants. La structure de l'entreprise a été modifiée prévoyant les conditions de retraite des parents, les lieux de résidence, les impacts fiscaux et le financement du transfert. Le pouvoir de décision, les connaissances et les valeurs des parents ont été transmis par étapes aux jeunes qui ont déjà apporté leur contribution au développement de l'entreprise. Enfin, ces derniers se sont également vu attribuer le prix «Jeunes entrepreneurs» lors du gala de l'entreprise du Témiscouata qui s'est tenu à Notre-Dame-du-Lac en décembre 2002.

Pour leur part, les Fermes Valdolain de Ste-Rita et Ladrière de St-Eugène-de-Ladrière ont reçu, en septembre 1999, la décoration de l'Ordre du mérite agricole du

---

<sup>110</sup> L'entreprise «Miel naturel», qui a pignon sur rue au sein de cette localité, a une production annuelle qui dépasse les 20 000 kilos. Elle est présentement en train de développer de nouveaux produits à plus forte valeur ajoutée.

Pour leur part, les Fermes Valdolain de Ste-Rita et Ladrière de St-Eugène-de-Ladrière ont reçu, en septembre 1999, la décoration de l'Ordre du mérite agricole du Québec. Enfin, d'autres collaborent à différents projets-pilotes visant l'obtention d'une appellation d'origine contrôlée (Natur'boeuf Bas-Saint-Laurent) notamment dans le secteur du boeuf de boucherie<sup>111</sup>. C'est le cas, entre autres, de ces deux petits producteurs de Ste-Irène et de St-Eugène-de-Ladrière qui, avec cinq autres agriculteurs du Bas-Saint-Laurent, n'utilisent aucun supplément alimentaire ni hormone de croissance. De plus, la moitié de l'alimentation de leur cheptel provient de plantes fourragères produites localement<sup>112</sup>. Les exploitants doivent répondre à un cahier de charge exigeant sur les conditions d'abattage, la période de maturation en chambre froide, l'âge de la bête à l'abattage, la durée du transport entre la ferme et l'abattoir, etc. La viande ainsi produite est vendue dans certains grands restaurants gastronomiques tels que le Château Frontenac à Québec<sup>113</sup>.

Certains producteurs redonnent un second souffle à leur exploitation en reprenant des procédés plus anciens. Nous voulons ici, faire plus spécifiquement référence, au *Fumoir Cascapédia de Grande-Cascapédia, en Gaspésie*, qui apprête le saumon selon une méthode de fumage traditionnelle et artisanale<sup>114</sup>. C'est également le cas de l'entreprise Les Agneaux de mer Bergère, de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, dont les propriétaires élèvent des agneaux de pré-salés. Ces derniers broutent dans les marais salés de l'île dès la fin du printemps pour une période minimale de 60 jours suivis de 10

<sup>111</sup> Des initiatives similaires sont présentement en élaboration dans les domaines du veau et de l'agneau.

<sup>112</sup> Cette initiative constitue une dimension importante du lien au terroir dans la mesure où les animaux sont conduits dans des pâturages où le fourrage est spécifique.

<sup>113</sup> Une entente avec les Supermarchés GP implique la production annuelle de 2 500 bouvillons d'ici les cinq prochaines années.

<sup>114</sup> Le saumon est fumé à froid par brûlage de bran de scie d'érable. Le goût réside dans l'essence naturelle du bois d'érable.

jours en bergerie. La viande est vendue, par la suite, à certains restaurants gastronomiques de Québec dont le non moins célèbre Château Frontenac.

D'autres encore, tentent de percer le difficile marché des vins et spiritueux. À Taschereau, par exemple, une petite distillerie produit de la liqueur de cassis qu'elle vend sur place, dans des foires et épiceries spécialisées.

L'économuséologie commence également à se faire présente dans ce segment de l'espace rural<sup>115</sup>. On retrouve notamment un économusée du papier à St-Joseph-de-la-Rive et celui du bronze à Inverness. Le premier se spécialise dans la confection du papier 100% coton, comme au XVII<sup>e</sup> siècle. Les étapes de fabrication vont du défilage au tamisage en passant par le séchage et le calandrage. Des pétales d'épervière à fleurs jaunes et de salicaire lilas et autres fleurs sauvages, disponibles localement, se mêlent à la pâte de papier et le filigrane à l'effigie de St-Gilles. Quant à l'économusée du bronze, il a pignon sur rue dans l'ancien palais de justice d'Inverness. Il assure la protection et la mise en valeur du patrimoine local. Il encourage la production et la diffusion d'œuvres contemporaines et rend hommage aux sculpteurs de la région de Lotbinière et des environs. Une micro-fonderie permet d'assister à la production de petits objets de bronze.

---

<sup>115</sup> Un économusée est une entreprise qui utilise pour sa production une technique et un savoir-faire traditionnel. Cette entreprise ouvre ses portes au public afin de mettre en valeur les compétences des artisans locaux. Elle est dotée d'une aire d'animation et d'interprétation de la production. Elle comporte également un centre d'information et de documentation, un comptoir de vente ainsi qu'une salle d'exposition qui montre au public la façon dont les métiers traditionnels s'adaptent aux besoins contemporains. Au Québec, on dénombre 26 économusées dont deux se retrouvent au sein des petites collectivités, soit à St-Joseph-de-la-Rive et à Inverness.

En ce qui concerne la forêt, les fermes forestières<sup>116</sup>, les expériences de transformation de la biomasse forestière, l'exploitation de nouvelles essences, les nouveaux modes d'exploitation acéricole et la mise en valeur des lots intramunicipaux (notamment à St-Charles-Garnier, à Ste-Paule et à Ste-Jeanne-d'Arc) rendent bien compte, sous divers angles, de cette volonté de réaliser un développement local et régional à partir de la matière ligneuse. Le projet de la forêt habitée a notamment permis de mettre en valeur plus de 500 hectares de forêt dans les anciennes municipalités de St-Nil et de St-Paulin-Dalibaire. Certaines PME font également preuve d'imagination en diversifiant leur production et en œuvrant dans des secteurs exclusifs. C'est le cas par exemple des Boiseries du Bas-Saint-Laurent, à Métis-sur-Mer, et des Industries Mec-Bois, aux Méchins. La première centre ses opérations sur la fabrication d'un plancher de bois franc verni cinq huitième de pouce (au lieu du traditionnel trois quarts de pouce), la

---

<sup>116</sup> Mis à l'essai depuis 1994 sur les territoires appartenant à la compagnie Abitibi-Consolidated, le projet fait appel à deux stratégies de gestion forestière à savoir la ferme forestière en métayage et la gestion collective. Il consiste, plus précisément, à confier la location d'une parcelle de forêt (métairie) à un preneur (métayer) dont la matière ligneuse constituera sa principale source de revenus (environ 80%). Les subsides à l'aménagement forestier, du Fonds de compensation, des activités multi-ressources et de l'exécution de travaux à contrat viennent compléter le revenu du métayer. En contrepartie, ce dernier s'engage à gérer son territoire dans le respect des autres ressources (notamment fauniques, hydriques et récréo-touristiques) de la forêt. Il pratique une foresterie à petite échelle et très peu mécanisée. Les métayers sont liés par un code d'éthique qui interdit l'usage de phytocides chimiques dans les plantations et la coupe à blanc sur plus de quatre hectares. La formule se distingue également par une gestion collective des activités de chasse, de pêche et de villégiature. Dans le Bas-Saint-Laurent, le projet des fermes forestières regroupe 24 métairies dont la superficie moyenne totale représente 113 100 hectares. La coupe admissible est de 1 600 mètres cubes solides par année. Parmi les principales réalisations des métayers, soulignons la conception d'un prototype de chenilles F4-dion, l'aménagement et la mise en valeur de l'habitat aquatique de la rivière Perche, la création d'un service de remembrement forestier et la formation d'une association de druides. Une analyse récente, effectuée par le Centre de foresterie des Laurentides pour le Service canadien des forêts portant sur les bénéfices nets des métayers, est venue confirmer la viabilité du projet. À ce sujet, on lira avec intérêt l'article du journaliste Alexandre D'ASTOUS paru en janvier 2002 dans le mensuel régional *Vision, terre et forêt* et intitulé: «Les fermes forestières en métayage sont viables». D'autres initiatives soutiennent également le concept de forêt habitée, comme celles mises de l'avant par plusieurs coopératives de travailleurs forestiers, syndicats de producteurs de bois, fermes forestières, etc. Le groupement forestier, l'Université Laval et le Syndicat des producteurs de bois du Bas-Saint-Laurent figurent également parmi les principaux promoteurs de cette initiative. Plus récemment, un nouvel outil a été lancé: Extension IQH, destiné aux gestionnaires forestiers afin d'harmoniser les interventions en forêt avec les autres ressources. À l'aide de ce programme informatique, il est possible d'identifier les habitats dont la conservation est jugée prioritaire et de poser les actions pertinentes dans son aménagement. Enfin, soulignons que le projet de la Forêt modèle a été exporté au Yucatan, au Mexique, au Chili et en Argentine. Les fermes en métayage intéressent aussi certains groupes autochtones de l'Ontario.

confection de moulures ornementales et de pièces d'escalier haut de gamme<sup>117</sup>. Elle embauche quelque 150 travailleurs dans un village dont la population est inférieure à 250 habitants. Quant à la seconde, elle se spécialise dans la conception des intérieurs de portes coupe-feu à partir d'épinette tondreuse, une variété de bois très résistante aux flammes. À St-Léandre, la coopérative forestière l'Ancêtre a mis au point une technique de transformation du cèdre en composantes meubles, clôtures et treillis. Elle procure de l'emploi à une dizaine de travailleurs locaux. En outre, l'entreprise participe également à la création indirecte d'une quarantaine d'emplois en forêt. Dans le but de préserver cette dernière ressource, quelques maires de petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent, dont celle de St-Marc-du-Lac-Long, ont adopté un règlement interdisant les coupes à blanc. L'affaire a fait boule de neige puisque la MRC Témiscouata envisage mettre définitivement fin à une telle pratique sur tout son territoire. À St-Charles-Garnier, l'arrivée de néo-ruraux risque de donner un second souffle à cette localité qui présente de sérieux problèmes socio-économiques. Deux ex-Montréalais qui caressaient le rêve de démarrer en affaires, planteront sous peu une petite scierie et, éventuellement, un atelier de meubles de jardins. Le projet devrait favoriser la création d'une vingtaine d'emplois.

Dans certaines petites localités gaspésiennes qui longent le littoral comme à Marsoui, à La Martre et à Rivière-à-Claude, on assiste à l'exploitation d'espèces marines nouvelles ou méconnues telles que l'oursin, le pétoncle géant et le loup de mer. L'existence de telles activités témoigne des efforts de diversification qui ont pris place dans certains petits milieux, même dans les plus vulnérables. Elles laissent aussi

---

<sup>117</sup> La demande est tellement forte pour ce genre de produit que l'entreprise projette d'ouvrir une seconde usine dans la petite municipalité des Boules en 2003.

entrevoir la possibilité de nouveaux modes de gestion et d'utilisation des ressources mieux adaptés au contexte géographique et à la conjoncture économique.

#### 2.4.4.2 Les autres secteurs de l'activité économique

Le contexte actuel de recomposition économique incite les résidents des petites localités à faire preuve d'ingéniosité et d'un esprit de créativité exemplaire dans le but de conserver certains services de base tout en préservant leur efficacité. La mise en commun des ressources, les ententes intermunicipales, la collaboration dynamique entre les services d'un même milieu, l'entrepreneuriat collectif, les nouvelles formules d'organisation des services, le réseautage des collectivités rurales, l'utilisation partagée des locaux, la répartition des coûts ou des responsabilités avec différents organismes (notamment avec les municipalités), les revendications de parents, les appuis provenant d'associations, l'attitude proactive et partenariale de la part de groupes sociaux et même l'achat de certains équipements<sup>118</sup>, sont autant de moyens dont se dotent bon nombre de milieux ruraux pour préserver leurs acquis.

Nous avons déjà signalé, à la section 2.4.3, des exemples de mobilisations que suscite l'annonce de la fermeture de la dernière école du village. Nous voudrions, à ce stade-ci de notre analyse, exposer quelques-unes des formes multiples d'initiatives qui surgissent, à maints endroits, dans le but de conserver cette institution. Dans plusieurs petites localités, on s'accommode de classes multiprogrammes. Certaines municipalités,

---

<sup>118</sup> Nous avons déjà cité l'exemple de l'Île-Dorval mais c'est également le cas de la population de la petite collectivité de St-Marcellin qui s'est mobilisée afin de se porter acquéreur du bâtiment laissé vacant à la suite de la fermeture de l'école du village.

calculant que le creux démographique sera comblé un an ou deux plus tard, achètent un sursis: on organise des levées de fonds ou on assume directement à même les revenus municipaux, les 4 000\$ que la commission scolaire réclame par enfant manquant. À Ste-Rita, la location de locaux à certains organismes (municipalité, âge d'or, bibliothèque, caisse populaire, etc.) permet de défrayer une partie des coûts reliés au manque d'élèves et à l'entretien du bâtiment. À St-Eugène, la population s'est mobilisée pour réaliser le réaménagement complet de la cour de l'école. Une collecte de fonds a permis de doter cette dernière d'un module de jeux récréatifs, d'aménager un terrain de basket-ball et de créer un espace pour la pratique du soccer.

Un concept d'école alternative est en cours d'élaboration à St-Athanase, à St-Damase et à St-Zénon.

D'autres localités misent sur des projets éducatifs particuliers pour assurer leur survie. À Ste-Paule, la réorganisation de l'offre éducative et la définition d'une nouvelle identité (volet environnemental) ont été telles que l'école du village a pu être sauvée de la fermeture<sup>119</sup>. Les citoyens de cette très petite localité ont compris que les autobus scolaires circulaient dans les deux sens et qu'ils pouvaient amener les petits urbains dans une école primaire rurale. L'environnement a également servi de bouée de sauvetage à la petite école de St-Jean-de-Cherbourg. Cette dernière a adhéré au Réseau québécois des

---

<sup>119</sup> Il s'agit d'une approche qui favorise l'apprentissage des matières à partir de diverses activités à caractère écologique (jeux de rôle, discussions dirigées, interprétation de la nature, etc.). Elle s'est notamment traduite par l'adoption d'un canard. Grâce à ce projet, mais aussi à celui relié à la mise en valeur des lots intramunicipaux, Ste-Paule s'est vu attribuer, en 1999, le Prix Ruralité décerné par le ministère des Affaires municipales.

écoles micro-entreprises environnementales<sup>120</sup>. Les élèves, tous actionnaires de la compagnie Papiers École-logique, créent divers objets à partir de pâte provenant de papier recyclé. Les produits ainsi fabriqués sont vendus aux parents et aux visiteurs. Certains se retrouvent sur les tablettes du Regroupement des artistes et artisans de la région de Matane. Les responsables du projet, qui rejoint également les grandes orientations de la réforme scolaire, espèrent financer les opérations par la vente d'objets et surtout inciter les parents d'autres localités à inscrire leurs enfants à l'école de St-Jean.

D'autres petites écoles du Bas-Saint-Laurent notamment dans le Témiscouata, mais aussi à St-Charles-Garnier et à St-Eugène-de-Ladrière, ont développé, en collaboration avec le projet Forêt modèle, une approche écologique dans le but d'attirer les élèves des localités voisines.

Dans le même ordre d'idées, le comité de parents de St-Pierre-de-Lamy a organisé des rencontres avec ceux des autres petites écoles des alentours afin de les sensibiliser à une répartition plus égalitaire des enfants dans les différentes institutions primaires du haut pays témiscouatain. Leur demande a permis de stabiliser, du moins pour un certain temps, les effectifs scolaires de leur institution.

Une expérience fort originale a également vu le jour dans les petites localités de Métis-sur-Mer et des Boules. Les élèves des communautés francophone et anglophone de ces deux municipalités expérimentent, à raison d'une demi-journée par semaine,

---

<sup>120</sup> Ce réseau compte 17 institutions scolaires dont trois se retrouvent dans le Bas-Saint-Laurent, soit plus précisément à St-Jean-de-Cherbourg, à St-Léon-le-Grand et à Ste-Hélène-de-Kamouraska.



l'apprentissage de l'anglais dans le premier cas et celui de la musique et des arts dramatiques dans le second. Une telle approche permet à tous les élèves (dont trois de Matane) de profiter d'un programme enrichi. Elle développe l'estime de soi et l'implication sociale tout en favorisant la réussite éducative par l'engagement des deux communautés. Elle est également susceptible d'attirer les enfants de certaines municipalités environnantes notamment de Matane.

Dans cette même foulée, un enseignant de St-Joseph-de-Kamouraska a élaboré, dans le but d'éviter la fermeture de l'école du village, un programme de classe virtuelle. Dans cette classe, chaque élève possède un terminal branché en réseau qui lui permet de participer aux activités d'apprentissage proposées par leur professeur. Les enfants étudient les mêmes matières que ceux des autres écoles mais en utilisant différentes applications informatiques telles que le traitement de texte, le courrier électronique et la navigation sur Internet. Ils ont également participé aux diverses étapes entourant la réalisation d'un disque (composition, pratique, promotion, vente, enregistrement, conception, marketing, lancement, etc.) en collaboration avec le groupe populaire «La Chicane». Plus récemment, cette école innovait encore en inaugurant, en avril 2002, une micro-entreprise environnementale. En outre, grâce au dynamisme du comité de développement local, cette même localité s'est dotée récemment d'un centre d'hébergement pour personnes âgées. Ces nouvelles façons de «faire plus avec moins» témoignent des capacités inventives et créatrices des résidents des petites localités. Par leurs actes autant que par leurs paroles, certains individus sont la preuve vivante que même démunis de moyens, le citoyen peut construire des solidarités et ainsi honorer des droits élémentaires.

Une coopérative de consommateurs a spontanément été formée à St-Paul-de-la-Croix afin de conserver l'épicerie du village dont la fermeture était éminente à plus ou moins court terme. Une somme de 55 000\$, amassée auprès de la population locale, a permis de consolider l'entreprise qui compte maintenant 150 membres. Cette dernière opère maintenant sous la bannière «Marché Extra» et procure du travail à quatre personnes.

Possédant une longue tradition en matière de luttes populaires, les localités du JAL font encore une fois preuve d'imagination et d'initiatives. Dans le but de maximiser une infrastructure de services plutôt frêle, ces trois localités ont fusionné la bibliothèque scolaire à celle de la municipalité. Les livres et les ordinateurs sont ainsi mis à la disposition de toute la population.

En ce qui concerne plus particulièrement le secteur récréo-touristique, le comité de citoyens de Ste-Paule s'est donné corps et âme pour faire de cette petite localité la capitale provinciale de la chasse aux faisans. Inaugurée en octobre 1999, cette initiative s'est avérée un franc succès puisqu'elle a attiré, lors de sa dernière édition, quelque 200 amateurs de chasse provenant des quatre coins du Québec.

Dans le but de développer davantage la vocation touristique locale, quelques leaders, à St-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, ont fait appel à différents journalistes du Québec (dont un de la populaire émission *La semaine verte*), pour mousser la fête traditionnelle de la mi-carême. Ces derniers ont réalisé leur propre reportage lequel a été

diffusé par différents médias électroniques et écrits. Grâce à cette initiative, l'événement attire aujourd'hui des touristes de toutes les régions du Québec.

À St-Léandre, un artiste autodidacte a décoré les arbres de la route des Érables de petites poupées dans le but de mieux faire connaître la flore laurentienne de ce coin de pays.

Moins spectaculaires, mais tout aussi importantes, sont les initiatives mises en place dans le but de sauvegarder le patrimoine rural québécois. En dépit des multiples problèmes vécus au sein des petites collectivités, on continue à tenir aux symboles. En ce domaine, l'église paroissiale constitue certes, avec l'école et le bureau de poste, l'une des institutions dont la valeur emblématique est la plus élevée et ce, malgré la chute dramatique de la pratique religieuse. À maints endroits, on retrouve des signes visibles hérités de la civilisation chrétienne: calvaires, croix de chemin, église paroissiale, etc<sup>121</sup>. À St-Éloi, une vaste campagne de souscription a permis la restauration de l'ancien presbytère transformé en auberge. Grâce à cette restauration, la municipalité a obtenu, en 1999, le Prix du Patrimoine du Bas-Saint-Laurent. Dans cette même lignée, certaines petites localités rurales (Ste-Françoise, St-Médard, St-Paul-de-la-Croix et Ste-Rita) ont emprunté une initiative mise de l'avant par une entreprise bordelaise. Elle consiste à décrire l'histoire locale sur l'étiquette de certaines bouteilles de vin (en occurrence un merlot du Pays d'Oc) distribuées par la Société des Alcools du Québec. L'étiquette

---

<sup>121</sup> À cet effet, une visite sur le terrain effectuée à St-Médard à l'automne 2001, nous a permis de constater que même certains jeunes (de moins de 35 ans) participaient aux travaux de rénovation de l'église. Bien qu'ils ne fréquentent pas cette institution, ils nous ont mentionné qu'ils ne pouvaient concevoir leur village sans la présence d'une église propre et bien entretenue.

comporte une reproduction en sérigraphie qui représente un élément du patrimoine local. Par ailleurs, le conseil municipal des Boules n'a pas hésité à investir 5 000\$ de son surplus accumulé pour la réfection de son pont couvert, un joyau du patrimoine local. Les travaux ont notamment consisté à rénover la couverture et à remplacer des sections de bois sur les murs de la structure.

D'autres milieux s'avèrent particulièrement dynamiques au plan culturel. C'est le cas notamment de St-Germain-de-Kamouraska, St-Damase et des Boules, trois municipalités bas-laurentiennes de petite taille qui disposent d'un théâtre d'été. D'autres encore, comme St-Germain (symposium de peinture) ou Petite-Vallée (festival en chanson), tiennent des événements de grande envergure dont le rayonnement déborde largement les frontières de la région.

Le développement communautaire constitue une composante majeure de la ruralité québécoise. Il a notamment favorisé l'émergence de nombreuses initiatives telles que les coopératives<sup>122</sup> agricoles, sylvicoles, d'alimentation et l'expérience du JAL. Mentionnons notamment la mise en place, à St-Éloi, d'une Coopérative d'utilisation de la machinerie agricole (CUMA) qui regroupe 34 producteurs. Depuis sa création en 1995, cette coopérative a effectué 18 acquisitions totalisant des investissements de l'ordre de 160 000\$. Plus récemment, l'intervention communautaire a permis à des milieux fragiles

---

<sup>122</sup> À Ste-Françoise, le secteur coopératif exerce toujours une fonction structurante dans l'économie locale. En fait, cette municipalité se caractérise par une véritable culture locale de la coopération. Récemment, la population de cette localité, en partenariat avec le CLD des Basques, la caisse populaire, les experts comptables MALLETTE MAHEU, le groupe Gaz-O-Bar, l'entreprise Fibre de Verre Rioux et Distribution alimentaire Rolland et Frères, s'est mobilisée afin de conserver sa coopérative alimentaire à laquelle est annexée une station-service. Cette mobilisation a permis à l'entreprise de se doter d'un plan de relance et de maintenir ses services à la communauté.

de petite taille de se doter du service Internet notamment à Padoue, à St-Damase et à St-Marcellin ou encore de mettre sur pied un journal local comme c'est notamment le cas à Ste-Paule.

Dans le domaine de l'économie sociale et des services aux personnes, de nombreuses petites communautés (St-Germain, St-Joseph, St-Paul-de-la-Croix, etc.) ont mis sur pied un service de popote roulante afin d'offrir une fois par semaine des repas équilibrés à prix abordables aux personnes en perte d'autonomie. Dans le but de pallier le manque de services, le comité de citoyens de St-Médard, a inauguré en mai 2000 une coopérative multiservices de solidarité. Ce projet vise principalement à regrouper, au sein d'un espace commun, un minimum de services (magasin général virtuel, station-service, etc.) pour assurer la pérennité des ressources et la survie de la municipalité. Il a également pour objectif de favoriser l'initiative, la coopération et la concertation et de créer de nouvelles solidarités entre les différents usagers. Dans cette même foulée, après avoir perdu sa station-service et son dépanneur, la petite localité d'Albertville, dans la Matapédia, s'est dotée d'une coopérative pétrolière qui offre également des services de mécanique générale. Deux municipalités de petite taille situées dans l'arrière-pays de la MRC Rimouski-Neigette, en occurrence, Trinité-des-Monts et Esprit-Saint, se sont unies pour sauvegarder leur garage. Seul point d'essence sur la 232 entre St-Gabriel et Lac-des-Aigles, ce dernier a pu être sauvé grâce à la formule coopérative. Quelque 84 membres ont investi chacun 200\$. À Notre-Dame-du-Rosaire, une municipalité de 394 habitants située à 20 kilomètres au sud de Montmagny, des citoyens se sont mobilisés à la suite de la fermeture du restaurant local pour former une coopérative de solidarité. En moins de trois jours, ils ont réussi à amasser une somme de 22 000\$ et à sauver

l'entreprise. D'autres se distinguent sur le plan des services financiers. Ainsi, la caisse populaire de St-Denis a remporté le premier prix dans le cadre du concours «Célébrités Desjardins» qui vise à mousser les produits offerts par le Mouvement notamment dans les volets épargne, financement, performance des ressources et fidélité.

Les initiatives menées au nom de l'environnement sont devenues des éléments essentiels du processus de recomposition rurale en milieu rural. Certaines ne manquent pas d'originalité. Nous pensons plus particulièrement à la foire agroenvironnementale qui se tient à St-Damase depuis septembre 2000 ou encore à la formule des écovillages<sup>123</sup> adoptée par le Groupe de recherche écologique de la batture de ville de La Baie. Cette initiative, qui s'inspire de l'expérience écossaise, a été reprise par la petite municipalité de St-Siméon sur la Côte-Nord. Elle consiste à favoriser le partage et les échanges humains à travers diverses pratiques telles que le jardinage biologique communautaire, la gestion des conflits, l'implantation d'une coopérative de produits et services écologiques, etc. À certains endroits, la protection de l'environnement entraîne des réalisations qui débordent parfois le cadre local. À St-Germain-de-Kamouraska, par exemple, un comité de citoyens a spontanément été formé pour protester contre l'implantation d'une porcherie dans le

---

<sup>123</sup> D'autres expériences, notamment en milieu urbain, sont répertoriées dans une publication de la Société canadienne d'hypothèque et de logement intitulée: *La ville écologique: aperçu de la situation au Canada*.

deuxième rang<sup>124</sup>. Ce comité a donné officiellement naissance, en décembre 2001, au mouvement militantiste *L'Union paysanne*<sup>125</sup>.

Certains milieux innovent également au plan industriel. Nous avons déjà signalé le cas des Boiseries du Bas-Saint-Laurent (Métis-sur-Mer). Mentionnons, en outre, celui d'Arcs Osgood, une entreprise spécialisée dans la fabrication d'arcs à came, située à Kinnear's Mills dans la MRC de l'Amiante. Cette entreprise a développé un système unique de coussinets localisés dans le manche de l'instrument contribuant à réduire considérablement la vibration transmise à la main lors du tir tout en augmentant le niveau de précision. Au Canada, une seule autre compagnie fabrique le même produit. Elle a pignon sur rue à Winnipeg.

<sup>124</sup> Le cas de St-Germain n'est pas unique. Plusieurs petites localités rurales sont inquiètes quant au développement de l'industrie porcine sur leur territoire. Mentionnons, entre autres, celle de St-Léandre, dans le Bas-Saint-Laurent, dont l'affaire a pris une dimension provinciale lorsqu'un membre actif de diverses organisations vouées à la défense des rivières à saumon a fait parvenir une lettre au maire pour le prévenir des conséquences liées à un tel projet.

<sup>125</sup> Regroupant quelque 2 600 membres répartis dans les 17 régions agricoles du Québec, l'Union paysanne est née du rendez-vous des comités de citoyens ruraux qui s'est tenu à St-Germain-de-Kamouraska à l'automne 1999. Il s'agit d'une organisation qui promeut une agriculture à dimension humaine et respectueuse de l'environnement. Ses ramifications s'étendent maintenant jusqu'en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine où elle compte une centaine d'adeptes. Ses buts et objectifs visent plus précisément la production familiale, la protection et l'entretien de l'environnement et l'intégration des activités aux communautés et aux démocraties locales. En outre, elle tend à privilégier la production biologique, limiter la taille des élevages, réclamer que l'aide gouvernementale soit davantage orientée vers les petites exploitations, obtenir que les agriculteurs aient un choix syndical et le droit pour toute ferme de vendre pour 10 000\$ sur le site même de production, demander le bannissement des OGM et de l'irradiation des aliments, favoriser la gestion solide des fumiers, exiger que le gouvernement rembourse aux producteurs les frais encourus pour leur accréditation biologique et assurer une meilleure production de l'eau. L'organisme entend également se porter à la défense d'agriculteurs qui ont maille à partir avec la réglementation. En filigrane à toutes ces actions, le mouvement envisage remettre en cause le monopole exercé par l'UPA sur l'agriculture québécoise. Pour devenir membre, un producteur ne doit pas avoir plus de 100 hectares de terres en culture ou 100 unités animales en élevage. — Au dire de Maxime LAPLANTE, secrétaire général de l'organisme, un éleveur de 150 têtes de bétail peut adhérer au mouvement à la condition qu'il veuille aider à changer le modèle agricole actuel. — En outre, son chiffre d'affaires doit être inférieur à 200 000\$. Par ailleurs, il doit réaliser une valeur de production annuelle d'au moins 5 000\$. Bien que l'Union paysanne constitue un interlocuteur important du monde rural québécois, ses actions demeurent relativement mitigées. Cela est principalement attribuable à la multiplicité de ses objectifs, on ne peut plus ambitieux, mais aussi au fait qu'elle ne détient toujours pas le statut de syndicat d'agriculteurs. Pour cette dernière raison, elle ne peut obtenir, au même titre que l'UPA, d'aides financières ou de mesures de soutien technique ce qui contribue considérablement à réduire sa marge de manœuvre.

On retrouve aussi dans presque toutes les petites localités rurales du Québec des individus, en particulier des néo-ruraux, qui font naître toutes sortes de projets. Subventionnées la plupart du temps par divers organismes gouvernementaux et très disséminées dans l'espace, ces réalisations sont généralement de courte durée. Leur principale fonction consiste à procurer un complément de revenu à ceux qui en sont bénéficiaires afin de les rendre admissibles au programme d'assurance-emploi. Elles permettent, en outre, d'assurer l'existence à des individus qui ne veulent pas émigrer. Bien que la majorité de ces emplois ne soient pas indispensables à l'organisation de la vie socio-économique, ils en dépendent étroitement. Par ailleurs, leur impact sur le développement des localités fragiles est marginal. À titre d'exemple, un couple originaire de la petite localité de St-Marcellin est revenu, en mai dernier, dans leur village natal pour se lancer en affaires. Avec la collaboration du Centre local de développement Rimouski-Neigette, ils ont transformé l'ancien magasin général en une petite épicerie. Par leur implication et leur détermination, ils tentent de donner un second souffle à cette localité fragile.

Maintes petites localités rurales possèdent leur comité de développement. Le dynamisme exceptionnel de certains de ces organismes est parfois cité en exemple à travers toute la région. À Ste-Françoise, par exemple, le comité de développement a donné naissance à des groupes de travail dont l'un est chargé d'animer le milieu par le biais de cafés-rencontres au cours desquels les participants échangent sur différents sujets. Dans la MRC d'Asbestos, la petite localité de St-Camille (459 habitants) a mis sur pied, en 1999, un *forum municipal*. L'expérience, visant à établir une nouvelle forme de gouvernance rurale, a tellement été concluante que la municipalité a décidé de la répéter



à l'automne 2001. La formule consiste à répartir deux activités sur autant de samedis, échelonnées sur un mois. le premier samedi est réservé à la présentation de tous les services reliés au développement et accessibles à la population. En avant-midi, des intervenants supra-locaux du CLSC, du CLD, de la MRC, de la SADC, de la commission scolaire, expliquent à tour de rôle les services qu'ils offrent. En après-midi, ce sont les organisations locales et les services municipaux qui précisent leurs rôles et la nature de leur travail. Le mois suivant, la population et les organismes locaux sont invités à exprimer leur vision future du village. La consultation peut prendre la forme d'une présentation de mémoires par les organismes ou les citoyens, suivie d'une discussion autour d'enjeux jugés importants. Par exemple, lors du second forum tenu en 2001, des échanges soulevèrent la question de l'occupation du territoire. Le noeud des discussions portait sur la rigidité du règlement de zonage agricole qui ne facilite pas la venue de nouveaux arrivants. En conséquence, un comité de suivi a été formé afin de s'assurer que les préoccupations des participants soient transmises à la MRC d'Asbestos. De tels débats, qui s'appuient sur l'implication collective, contribuent à maintenir une cohésion sociale nécessaire au développement local.

Sur le plan individuel, la volonté de contrer les effets de la fragilisation donne parfois lieu à des initiatives qui sortent de l'ordinaire. Tel est le cas, par exemple, de ce résident de St-Paul-de-la-Croix qui, au printemps 1995, a sillonné à cheval les routes du Québec dans le but d'inciter certaines familles à venir s'établir dans son coin de pays. Sa randonnée a porté fruit puisque six nouveaux ménages se sont installés à St-Paul-de-la-Croix et à St-Elzéar. De plus, ce même individu, de concert avec la Chambre de commerce de Rivière-du-Loup, a créé la Société régionale de relocalisation sociale, un

organisme dont la mission consiste à recueillir des fonds pour favoriser l'arrivée de nouvelles familles en milieu rural fragile.

Dans cette même foulée, certains milieux mettent les bouchées doubles afin d'attirer de jeunes familles. C'est le cas notamment de St-Damase et de St-Zénon dans le Bas-Saint-Laurent. Ces deux municipalités paient les frais de scolarité pour les enfants de la première année du primaire. Elles font aussi une remise en argent de 3% sur le prêt hypothécaire, accorde un escompte sur l'épicerie durant la première année, rembourse les frais de notariat et d'arpentage jusqu'à concurrence de 800\$, etc. Le maire de St-Zénon a notamment parcouru toutes les maisons de sa municipalité afin d'inciter les familles avec enfants à les inscrire à l'école du village fermée depuis septembre 2001. D'autres localités vont même jusqu'à acheter quelques maisons, les rénovent et les louent comme HLM à de jeunes ménages. À St-Damase, un couple d'agriculteurs, qui a racheté des terres du voisinage pour prendre de l'expansion, a choisi de rénover et de louer les maisons abandonnées sises sur leur propriété dans le but de repeupler le rang<sup>126</sup>.

Enfin, comment pourrions-nous passer sous silence la détermination de certains leaders locaux dont la réputation n'est plus à faire. Nous pensons, plus particulièrement, à Léonard Otis, de St-Damase, qui s'est toujours impliqué dans les différents organismes

---

<sup>126</sup> Ils ont notamment privilégié les jeunes familles avec enfants. Ils ont également offert aux familles qui le désiraient une location avec option d'achat.

de sa communauté<sup>127</sup>. Militant au sein du syndicalisme agricole et forestier, il a notamment dénoncé à maintes reprises les pratiques forestières des grandes compagnies. Selon lui, la forêt du Bas-Saint-Laurent produirait davantage si on privilégiait de nouvelles approches. Récipiendaire du Prix du mérite forestier du Bas-Saint-Laurent dans la catégorie «propriété de plus de 120 hectares», Alain Laflamme, de Padoue, est également reconnu dans sa région comme un pionnier de l'aménagement forestier. Philippe Marquis, de Ste-Marguerite, est un autre leader local qui a consacré sa vie à la protection et à la régénération de la forêt. Il a été au cœur de tous les dossiers qui ont animé la Vallée de la Matapédia au cours des 35 dernières années. C'est aussi le cas de Roméo Bouchard, président de *l'Union paysanne*, de St-Germain-de-Kamouraska, qui tente par tous les moyens de défendre les droits des petits producteurs et la liste pourrait encore s'allonger.

Toutes ces initiatives et leur fécondation mutuelle n'ont certes pas un caractère structurant. Cependant, elles contribuent à stimuler l'esprit de solidarité qui anime les résidents des petites localités. Au plan économique, même si on peut douter que ces micro-projets soient, dans le système actuel, la réponse adéquate à la fragilisation des milieux ou des secteurs d'activité dans lesquels ils naissent, on doit reconnaître qu'ils représentent des moyens de résistance fort constructifs que se donnent les populations locales. Ils illustrent la diversité des aspirations et la segmentation des marchés que

---

<sup>127</sup> Léonard Otis possède une longue feuille de route. Il a notamment été administrateur au BAEQ, au CRD du Bas-Saint-Laurent, à la Société populaire des pâtes et papier du Québec, président de la Société d'implantation de la papeterie de la Matapédia, président du Comité de réaménagement forestier du Témiscouata (qui a conduit à la construction de l'usine de Cabano), président et directeur général du Centre de plein air familial de St-Damase et promoteur de la formule des fermes forestières. Il est également l'auteur du volume *Une forêt pour survivre* publié par le Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est-du-Québec en 1989 et réédité en 2001 aux Éditions de La Plaine Lune.

certains milieux sont susceptibles de satisfaire ainsi que la singularité dans l'espace et dans le temps des processus socio-économiques déterminant la construction et le développement d'offres de ces milieux. En outre, tel que le saumon qui nage à contre-courant des eaux d'une rivière, ces initiatives s'inscrivent à l'opposé des forces de ségrégation spatiale commandées par les modes actuels de croissance économique. Finalement, elles nous révèlent une composante majeure de la dynamique du développement régional: c'est le potentiel d'imagination et de créativité qui existe non seulement dans l'ensemble de l'espace rural mais aussi au sein des plus petites collectivités.

Par ailleurs, la créativité et l'innovation n'ont pas partout la même efficacité ni la même efficience. Il en est en ce domaine comme pour tous les autres facteurs de développement. Que ce soit dans les milieux de petite taille ou ceux de plus grande dimension, l'hétérogénéité est davantage la règle que l'exception. Les petites localités se caractérisent généralement par un plus faible niveau de dynamisme, signe de leur fragilité. À certains endroits, les malaises économiques et sociaux sont tels qu'ils freinent ou paralysent diverses initiatives ponctuelles de revitalisation.

Nos recherches personnelles nous ont permis de répertorier, pour l'ensemble des localités rurales du Bas-Saint-Laurent, 302 initiatives ou micro-projets issus principalement des secteurs agroalimentaire, récréo-touristique, patrimonial et de

l'économie sociale (cf. tableaux en annexes)<sup>126</sup>. De ce nombre, seulement 74 (soit moins du quart) tirent leur origine des petites localités rurales. Ce constat est en lui-même très révélateur du faible niveau de dynamisme, d'entrepreneurs et de l'esprit défaitiste qui caractérisent généralement ce segment de l'espace rural. En outre, force est de reconnaître que les initiatives et les innovations qui émergent des territoires à problèmes s'avèrent nettement insuffisantes pour contrer toutes les forces déstructurantes qui affectent de vastes parties de l'espace rural et en particulier celui constitué des petites localités.

En ce sens, les micro-initiatives ne semblent pas être en mesure d'influer de manière significative sur les orientations globales de l'économie dominante. Rares sont celles qui perdurent et qui sont à l'origine d'un nouveau dynamisme de la vie locale. L'une des grandes faiblesses de ces «innovations» est de ne déboucher que très rarement sur des projets concrets de développement qui permettraient d'infléchir sur le devenir des localités fragiles. Leur impact en termes de croissance et de développement économique, de création d'emplois et d'accroissement du niveau de vie est aussi très faible. Les retombées économiques induites de ces initiatives sont la plupart du temps relativement limitées. De plus, les micro-projets issus des milieux fragiles sont souvent très modestes,

---

<sup>126</sup> Cet inventaire a été réalisé à partir des guides touristiques régionaux de l'Association touristique du Bas-Saint-Laurent et de l'UPA, de dépliants publicitaires, d'articles ou de publicités qui ont paru dans les différents journaux. Bien qu'exhaustive, cette recension ne comprend pas tous les produits tirés des secteurs agroalimentaire et agro-touristique parce que plusieurs entreprises fonctionnent seulement de façon saisonnière et que parfois les producteurs considèrent leurs activités comme un simple passe-temps. En outre, étant donné que certaines de ces entreprises, à caractère artisanal, ne possèdent pas de dépliants publicitaires, il s'avère extrêmement difficile de toutes les répertorier. Néanmoins, les exemples présentés permettent de mieux cerner les caractéristiques du monde rural ainsi que les diverses formes de gouvernance qui en émergent.

ponctuels<sup>129</sup> et à faible valeur ajoutée<sup>130</sup>. En conséquence, ils ne parviennent pas à faire tâche d'huile et encore moins à faire contrepoids aux nombreux obstacles structurels (structure de peuplement déficiente, exode des jeunes, politiques gouvernementales centralisatrices, sous-emploi, insuffisance de services, etc.) qui les assaillent. Les diverses actions mises en œuvre apparaissent, en effet, singulièrement peu significatives et éclatées; trop marginales en tout cas pour empêcher les disparités de s'accroître. Par conséquent, elles peuvent difficilement faire contrepoids aux nombreuses difficultés auxquelles les petites localités rurales sont confrontées.

Néanmoins, ces initiatives méritent qu'on les appuie et qu'on leur accorde une place de choix dans l'élaboration d'une politique de développement orientée vers la correction des problèmes structurels des milieux fragiles. Elles sont sans doute, pour reprendre les mots de Bernard KAYSER (1997), «le signal d'un frémissement».

<sup>129</sup> Les nombreux exemples que nous venons de citer témoignent de la très grande ponctualité de la plupart des micro-projets qui émergent des petites localités. Signalons, en guise de complément, cette bieuetière implantée à Trinité-des-Monts, une petite municipalité de l'arrière-pays rimouskois, par la Société d'exploitation des ressources de la Neigette qui, après seulement une saison d'opération, est toujours à la recherche d'un promoteur éventuel.

<sup>130</sup> En économie, la valeur ajoutée correspond à la nouvelle valeur créée par une entreprise au cours de son cycle de production. Elle est égale à la différence entre la valeur de la production évaluée au prix du marché et la valeur des biens et services utilisés dans le processus de production. Pour qu'elle puisse être génératrice de développement, la valeur ajoutée des produits et services doit être équivalente ou supérieure à celle réalisée par les activités de pointe. En règle générale, cette valeur ajoutée n'apparaît qu'aux stades de la transformation et de la distribution des produits. On consultera ici les travaux des économistes Sergieh MOUSSALY et Marc-Urbain PROULX pour un exposé plus détaillé concernant les différents facteurs susceptibles d'influer sur la valeur ajoutée d'un produit ou d'un service.

### 2.4.5 La mobilité géographique et le phénomène des migrations pendulaires

Que ce soit en milieu rural ou urbain, de nombreux facteurs<sup>131</sup> ont transformé en profondeur, la mobilité des individus. Plus intenses et plus fréquentes, les mobilités deviennent aussi plus diffuses si bien que certains géographes en viennent à dégager des typologies de mobilités en distinguant par exemple une mobilité insulaire, d'archipel, de réseaux, pendulaires, etc<sup>132</sup>. De nombreuses études, dont la célèbre *Radioscopie des communes de France* d'André PIATIER (1979), font effectivement état de la très grande mobilité géographique qui caractérise la très grande majorité des ruraux. La possibilité qu'ils ont de se déplacer facilement et rapidement à tous les jours entre le domicile et le lieu de travail leur laisse une plus grande liberté en ce qui a trait au choix de leur patelin<sup>133</sup>. En outre, ils ont régulièrement à sortir de leur milieu de vie notamment pour aller chercher, souvent à des distances considérables, des services qu'ils ne retrouvent pas à proximité. La tendance à la concentration de certains équipements ne fait qu'accentuer ce phénomène. Si on y ajoute le fait que la vie sociale n'est plus centrée sur la famille ou le village, mais qu'elle est élargie à des aires toujours plus vastes, on aura vite compris que la mobilité fait maintenant partie d'un mode de vie en milieu rural. Il en résulte un nouveau réseau de liens, plus large et plus complexe, entre individus et

<sup>131</sup> Ils concernent, pour l'essentiel, la révolution des transports, l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, la périurbanisation, les nouveaux modes de consommation, l'essor des activités de loisirs et la diffusion accélérée de la voiture.

<sup>132</sup> La première se caractérise par des parcours et un emploi du temps routiniers. Les deux autres se distinguent par des trajets moins concentrés dans l'espace comme dans le temps. Enfin, la dernière fait référence aux déplacements quotidiens entre le lieu de travail et celui du séjour. Mais dans tous les cas ces diverses catégories de mobilités ont été facilitées par l'amélioration générale des niveaux de vie et des réseaux routiers.

<sup>133</sup> Nombreux sont ceux qui, tout en travaillant en ville, préfèrent habiter à la campagne. Parmi les motifs recensés par les sociologues pour rendre compte de cette situation figurent le souhait de fuir les violences urbaines, le désir de pouvoir élever des enfants à l'écart de la violence, le retour à la terre, la possibilité de se loger à moindre coût et dans un environnement plus calme et plus sain, la recherche de lieux où la fiscalité est plus abordable, etc.

localités voisines. Cette complexification est la conséquence directe des transformations intervenues dans le monde du travail et les modes de vie. Aujourd'hui, un nombre croissant de personnes travaillent dans une autre localité que celle où elles habitent, ont plusieurs employeurs ou travaillent selon des horaires atypiques. L'époque où les ruraux vivaient, travaillaient, s'approvisionnaient et se distrayaient dans un seul et même endroit semble donc bel et bien révolue, du moins pour la plupart de ceux-ci<sup>134</sup>.

Selon qu'on habite en ville ou à la campagne, en banlieue ou au centre-ville, selon la catégorie sociale à laquelle on appartient, ou son niveau de revenu, etc., tous n'ont pas accès de la même manière aux lieux de travail, de loisir ou de culture. Pour certaines catégories d'individus, telles que les jeunes et les personnes âgées, la mobilité peut être vécue comme une contrainte, une source d'insécurité et de stress. Parce qu'elles conditionnent l'accès à l'emploi, aux services et aux pratiques culturelles, les mobilités géographiques contribuent à renouveler le débat autour de la problématique des inégalités.

Si la mobilité géographique et, plus particulièrement les migrations pendulaires, n'est pas un phénomène exclusif au milieu rural, elles n'en constituent pas moins un élément fondamental. Généralement associées au treillis relativement dense de localités de toutes tailles qui entourent les grandes agglomérations urbaines, les migrations pendulaires affectent aussi bien les zones à forte densité de peuplement que les espaces

---

<sup>134</sup> En effet, il est inexact aujourd'hui d'affirmer que la population d'une localité se rend dans un lieu unique (que ce soit pour le travail, les loisirs ou pour obtenir des services), tant les mouvements sont variés et les comportements différents d'un ménage à l'autre. Plus dispersés et plus irréguliers, ces déplacements sont aussi plus imprévisibles pour le chercheur.



à population dispersée. Les travaux de Clermont DUGAS (1996) ont démontré que les petites localités<sup>135</sup> disposent d'une plus forte proportion de migrants pendulaires que l'ensemble de l'espace habité. De nombreux facteurs concourent à expliquer une telle situation. Ils concernent, pour l'essentiel, la nature et les principaux changements survenus au niveau de la composition de la structure occupationnelle. L'agriculture constitue, en effet, l'un des premiers vecteurs de ces migrations. Complètement ouverte sur l'économie productiviste, elle doit approvisionner des marchés essentiellement urbains. L'agriculteur se trouve lui-même au centre d'une constellation de services, en amont et en aval de sa production, ce qui lui impose de nombreux déplacements. D'autre part, les migrations alternantes caractérisent particulièrement les milieux qui ont subi une forte transition occupationnelle au cours des cinq dernières décennies. Ces localités, dont l'économie reposait principalement sur l'agriculture et le travail en forêt, s'orientent maintenant vers les secteurs de la transformation et des services, deux branches de l'activité économique que l'on retrouve surtout dans les municipalités plus peuplées. Certains petits milieux, bien positionnés dans la trame de peuplement, sont aussi devenus de véritables villages-dortoirs et/ou de banlieue qui dépendent de l'extérieur, d'où l'émergence d'un nouveau type de rapport entre la localisation spatiale des bassins d'emplois.

L'évolution des déplacements domicile-travail illustre les modifications en profondeur des modes de vie à l'intérieur de l'espace rural. En 1996, 53,9% des ruraux, c'est-à-dire des individus habitant dans une agglomération de 5 000 habitants ou moins,

---

<sup>135</sup> La définition de DUGAS diffère cependant de la nôtre. Ce dernier entend, par petite localité, une entité géographique dont la taille est inférieure à 2 500 habitants.

Tableau 2.17

Répartition de la main-d'œuvre active qui occupe un emploi à l'extérieur du lieu de séjour dans les petites localités rurales du Québec en comparaison avec celles du Bas-Saint-Laurent, par strates de taille, en 1996

Strates de taille	Le Québec		Le Bas-Saint-Laurent	
	n	%	n	%
0 - 249	78	49,2	7	37,5
250 - 499	218	50,6	32	51,3
Les petites localités (0 - 499)	296	50,2	39	48,8
500 - 999	369	55,4	44	54,5
1 000 - 1 999	340	54,3	30	52,7
2 000 - 2 999	145	55,0	8	46,2
3 000 - 3 999	76	53,0	6	38,6
4 000 - 4 999	41	62,6	2	48,2
Localités rurales	1 267	53,9	129	51,9
LE QUÉBEC	1 466	54,6	134	49,6

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

travaillent hors de leur localité de résidence (cf. tableau 2.17)<sup>136</sup>. Cette proportion est légèrement inférieure à la moyenne provinciale (qui s'établit à 54,6%) mais supérieure à celle du Bas-Saint-Laurent (49,6%).

Bien que l'on retrouve des migrants pendulaires presque partout, ces derniers affectent des proportions inégales de la main-d'œuvre active selon les catégories de localités. À l'échelle de la province, ce sont dans celles de 4 000 à 4 999 habitants où l'on retrouve le plus fort pourcentage de navetteurs (62,6%). Ces milieux correspondent soit à des petits centres de services situés à la périphérie d'une ville de plus grande dimension ou soit à des municipalités de banlieue. S'inscrivent dans cette catégorie, des localités

<sup>136</sup> Mentionnons, à titre informatif, que 21 localités rurales (sur un total de 1 466) ont un pourcentage d'actifs qui travaillent à l'extérieur de leur lieu de séjour supérieur à 90%. De ce nombre, 9 appartiennent au segment constitué des petites localités. Il s'agit pour la plupart de TNO (comme Lac-Walker, Rivière-Ojima, Lac-Fouilliac), de municipalités très faiblement peuplées (Lac-St-Joseph et Ile-d'Anticosti) ou encore de milieux dépourvus de toute activité économique tels que St-Joseph-de-Blandford, Baie-de-Shawinigan, Les Boules ou Capucins.

telles que St-Antoine-de-Laval (86,6%) et St-Gérard-Majella (81,3%) en banlieue de Joliette, Boischatel (86,5%) près de Québec, Notre-Dame-du-Mont-Carmel (85,1%) à la périphérie de Shawinigan, Shefford (85,0%) non loin de Granby ou encore St-Pierre (80,8%) sur la rive sud de Montréal. La forte proportion de migrants que l'on y retrouve indique jusqu'à quel point leur économie est dépendante des villes qu'elles jouxtent<sup>137</sup>.

Dans la région du Bas-Saint-Laurent, la plus forte proportion des navetteurs se retrouve dans les localités de 500 à 999 habitants (54,5%). C'est le cas, entre autres, de St-Bruno-de-Kamouraska (84,6%) où la majorité de la main-d'œuvre active travaille soit à St-Pascal ou à La Pocatière. Rivière-du-Loup constitue un bassin d'emplois fort important pour les travailleurs de Cacouna (83,0%). Il en est de même pour Matane qui exerce un pouvoir d'attraction considérable sur la population de Ste-Félicité (79,3%). À l'opposé, nous constatons au tableau 2.17 que ce sont les très petites municipalités qui concentrent le moins de navetteurs et ce, tant à l'échelle du Québec que du Bas-Saint-Laurent. Ces milieux, dont plusieurs possèdent le statut de territoire non organisé, se distinguent par la très faible superficie de l'espace occupé. En fait, la relation qui existe entre la structure du peuplement et la nature de l'économie semble influencer partout la proportion de migrants.

En ce qui concerne plus spécifiquement le segment formé des petites localités rurales, la moyenne de 50,2% se situe entre des extrêmes<sup>138</sup> de 0 pour Baie-de-

<sup>137</sup> Dans ces milieux, près du tiers de la population active œuvre dans le secteur de la transformation ce qui est nettement supérieur à la moyenne provinciale (26,1%).

<sup>138</sup> Les milieux qui ne comptent aucun migrant pendulaire sont au nombre de 25. Ils regroupent des localités nordiques, des réserves indiennes, des municipalités dont l'économie repose essentiellement sur l'agriculture ou la pêche ainsi que des milieux en voie de déstructuration. Enfin, on y retrouve aussi des localités que l'on pourrait qualifier d'«artificielles» comme St-Benoît-du-Lac ou Notre-Dame-des-Anges.

Shawinigan et 100% pour Rivière-Ojima. Par rapport à leur proportion de migrants, il est possible de répartir les petites localités rurales du Québec en quatre groupes différents offrant certains éléments d'homogénéité quant à leur économie et à leur structure de peuplement.

La première catégorie réunit 52 municipalités dont le pourcentage de migrants est supérieur à 75%. Dans ces milieux, la relation entre la structure du peuplement, l'économie et la force du mouvement migratoire est particulièrement significative. Ils se caractérisent par leur dépendance vis-à-vis la ville. Ils se distinguent aussi par des densités humaines plus élevées, des effectifs démographiques plus stables et une structure économique diversifiée (tableau 2.18). Cette dernière s'oriente principalement vers la transformation des ressources et les services. Par exemple, à Norbertville, Maddington, Franquelin et Portage-du-Fort, plus de 60% de la population active est affectée au secteur secondaire. Pour leur part, les municipalités de Capucins, Grand-Métis et St-Edmond abritent surtout des travailleurs du secteur tertiaire dont l'aire d'emploi correspond à la proche périphérie de la zone d'habitation, en occurrence, Ste-Anne-des-Monts, Mont-Joli et Amqui. En outre, il se dégage une relation de type cause à effet entre le pourcentage de migrants et les revenus locaux. De fait, le revenu moyen des familles s'établit, pour cette catégorie, à 38 821\$ comparativement à 37 771\$, 35 544\$ et 34 240\$ pour les trois autres. La mobilité géographique favorise donc, de ce point de vue, l'augmentation du revenu familial moyen puisque plusieurs des emplois concernés font partie des mieux rémunérés.

**Carte 2.21**

**Répartition des petites localités rurales du Québec en fonction du pourcentage de la main-d'oeuvre active occupant un emploi à l'extérieur de la localité de séjour en 1996**

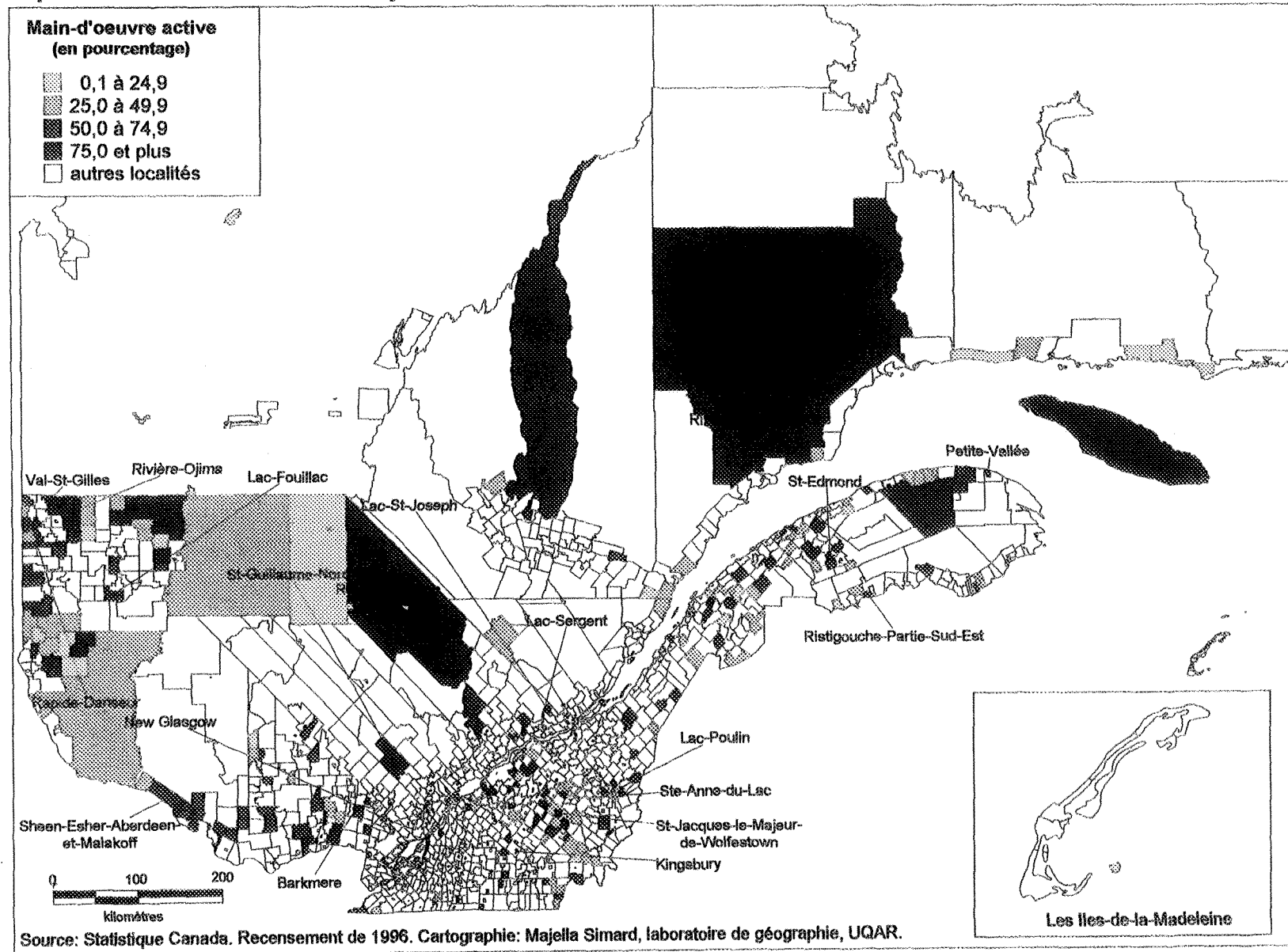


Tableau 2.18

Principales caractéristiques socio-économiques des petites localités rurales du Québec en fonction du pourcentage de la main-d'œuvre active occupant un emploi à l'extérieur du lieu de séjour en 1996

% des migrants par catégories	Effectifs		Densité de population (en km <sup>2</sup> )	% des travailleurs du secteur primaire	% des travailleurs du secteur secondaire	% des travailleurs du secteur tertiaire	Distance par rapport à la ville la plus près (en km)	Revenu familial moyen (en \$)
	n	%						
0,1 à 24,9	52	17,5	213,5	12,0	22,8	62,8	54,6	34 240
25,0 à 49,9	113	38,0	32,9	29,3	26,0	43,1	29,6	35 544
50,0 à 74,9	89	30,0	43,8	19,3	29,0	47,8	28,4	37 771
75,0 à 100,0	43	14,5	31,2	14,0	30,0	53,1	25,1	38 821

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Fait à noter, 20 municipalités appartenant à ce groupe font partie du segment constitué des très petites localités. Elles sont identifiées par leur toponyme sur la carte 2.21. Bien qu'elles présentent une situation géographique et socio-économique relativement hétérogène, on peut les subdiviser en deux sous-catégories. La première est formée de milieux où l'essentiel des emplois est effectivement occupé en ville. Ces emplois relèvent principalement du secteur secondaire. On en retrouve aussi dans celui des services. Elle renferme 18 très petites localités. Quant à la seconde, elle est constituée des municipalités de Rivière-Windigo et Petite-Vallée. Ces deux entités sont très éloignées des villes<sup>139</sup>. Dans le premier cas, on peut soupçonner des problèmes de recensement et d'échantillonnage en raison de la faiblesse des effectifs démographiques de cette localité. En ce qui concerne Petite-Vallée, cette même hypothèse est également valable<sup>140</sup>.

<sup>139</sup> La première est à 72,3 kilomètres de La Tuque alors que la seconde se trouve à plus de 75 kilomètres de Ste-Anne-des-Monts et/ou de Gaspé.

<sup>140</sup> À Petite-Vallée, par exemple, Statistique Canada recense 35 individus travaillant à l'extérieur de la localité alors que la structure occupationnelle n'est constituée que de 10 pêcheurs et de 20 travailleurs miniers.

Toutefois, un pourcentage relativement important de la main-d'œuvre locale travaillait, en 1996, à la fonderie de Murdochville ou possiblement aussi dans des localités plus ou moins proches.

Un deuxième groupe englobe 133 petites localités dont le pourcentage de migrants oscille entre 50 et 74,9%. La structure de leur économie est sensiblement la même que celle de la catégorie précédente, bien que l'on y retrouve une proportion plus élevée d'emplois reliés au secteur primaire. Ce segment dispose d'un maillage assez dense de centres de services accessibles à la majeure partie de la population dans un rayon moyen de 28,4 kilomètres (cf. tableau 2.18).

Un troisième ensemble est formé d'entités dont la proportion de migrants varie entre 25 et 49,9%. Au nombre de 89, ces entités présentent une économie relativement diversifiée qui s'appuie essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles. Ces localités se caractérisent par une structure de peuplement plus lâche que dans le cas précédent. Cette dernière se distingue plus particulièrement par un certain éloignement des municipalités concernées par rapport aux villes et aux principales artères de communication, à une dispersion de la population et à de faibles densités par unité de surface.

Enfin, 43 petites localités font partie du quatrième groupe. Bien qu'elles se dispersent un peu partout dans l'assiette socio-spatiale, on remarque une tendance à la concentration dans les cinq grandes régions périphériques de la province et en particulier au nord de celle-ci. Dans ces petits milieux, l'exploitation des ressources naturelles et,

plus spécifiquement l'agriculture et les mines, constitue la principale assise de leur économie. Ces localités se distinguent également par un étirement du tissu de peuplement. La majeure partie de l'espace aménagé est dépourvue d'agglomérations urbaines. Les municipalités de cette catégorie se retrouvent en moyenne à 54,6 kilomètres d'un centre de services (cf. tableau 2.18).

Les migrations alternantes constituent donc une caractéristique fondamentale de l'espace rural. Pour la grande majorité des individus, ces migrations expriment de plus en plus un choix de vie. En effet, alors qu'autrefois un changement d'affectation ou la recherche d'un emploi rendaient nécessaire un déménagement (ou une migration vers la ville), ces deux situations peuvent maintenant être remplacées par une mobilité quotidienne. L'attrait de la vie à la campagne permet à de nombreux travailleurs d'habiter dans de petites collectivités rurales tout en travaillant en ville<sup>141</sup>. Les implications liées à ces navettes quotidiennes sont nombreuses. Elles se répercutent sur l'ensemble des localités et des activités humaines. Elles contribuent à soustraire certains secteurs d'activité aux soubresauts relatifs à l'exploitation des ressources. Elles permettent aussi une meilleure diversification des fonctions et des activités économiques. Sans cette mobilité, il est fort probable que les disparités, tant entre l'espace urbain que rural qu'à l'intérieur du monde rural, seraient beaucoup plus accentuées.

---

<sup>141</sup> Il s'ensuit un nouveau phénomène social. Alors que les gouvernements municipaux se réjouissent de la venue de ces néo-ruraux, il n'est pas rare de constater, dans certaines localités, une forme de discrimination de la part des populations locales de souche qui se sentent menacées par l'arrivée de ces nouveaux résidents.



## **2.5 Identification des principaux problèmes du monde rural québécois et de ses petites localités**

### **2.5.1 Les problèmes d'ordre socio-territorial**

Les problèmes socio-territoriaux des petites localités rurales réfèrent principalement aux diverses caractéristiques de la structure de peuplement. À défaut de pouvoir toutes les analyser, nous nous attarderons essentiellement sur trois d'entre elles, l'éloignement par rapport aux villes, l'accroissement du nombre de petites localités et la diminution de leur poids démographique dans l'assiette socio-spatiale québécoise.

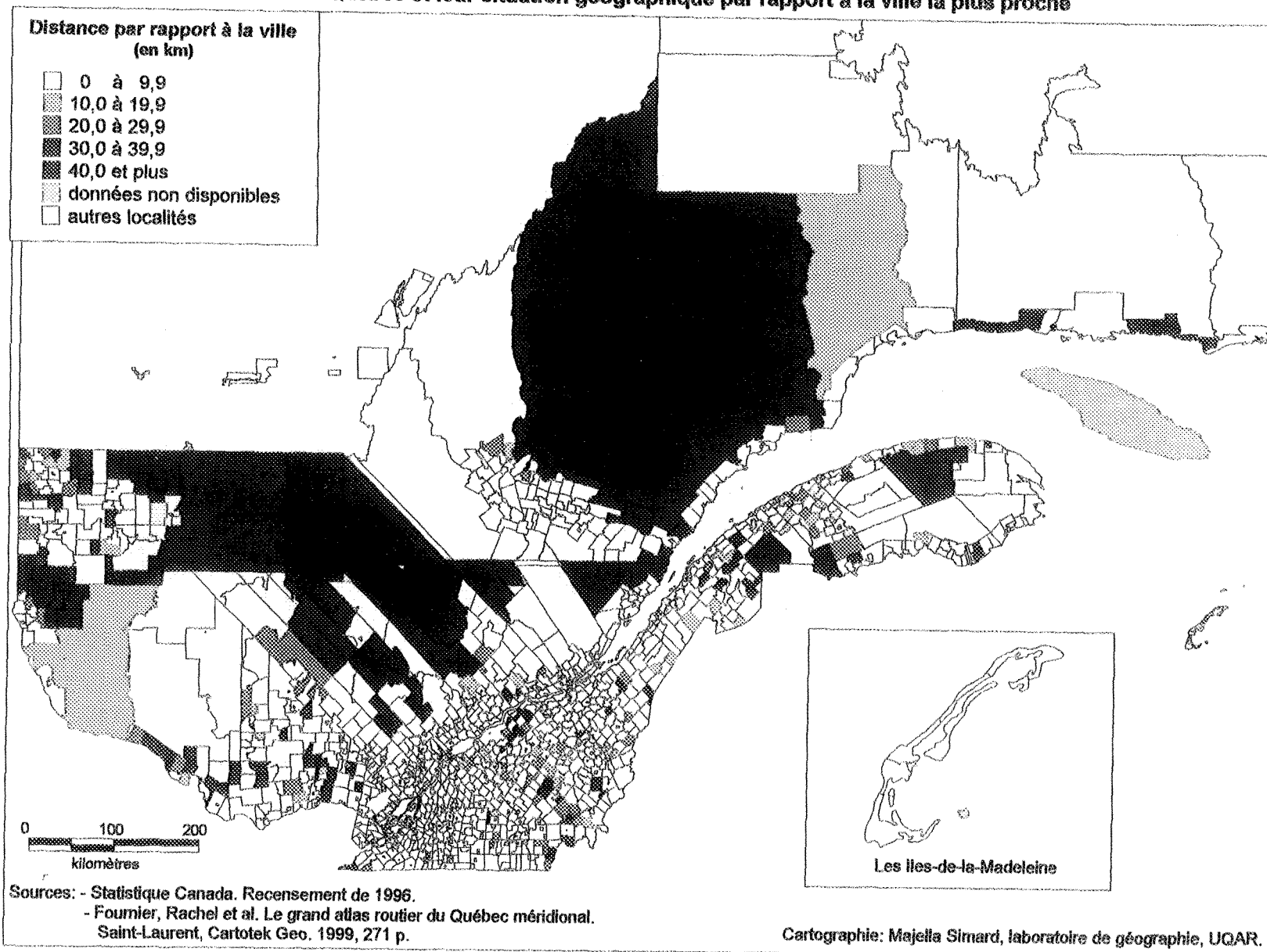
#### **2.5.1.1 L'éloignement par rapport aux villes**

Seulement 36,9% de la population des petites localités rurales vit à moins de 20 kilomètres d'une agglomération urbaine au sens où l'entend Statistique Canada (carte 2.22). En outre, 78 municipalités sont situées à plus de 40 kilomètres d'un centre de services dont 16 sont à plus de 75 kilomètres. De telles distances privent de vastes secteurs de véritables centres de services. Elles obligent une fraction importante de la population à effectuer de longs déplacements pour se divertir, travailler ou se procurer les biens et services qu'elle ne retrouve pas chez elle. Cet isolement géographique annihile les effets d'entraînement que pourraient procurer les grandes agglomérations urbaines.

Pour l'ensemble du segment constitué des petites localités, la distance moyenne par rapport à la ville la plus près est de 32,9 kilomètres (soit 28,2 kilomètres pour les petites et 43 kilomètres pour les très petites) dont les extrêmes varient entre 0,8 et 178 kilomètres. Ces chiffres témoignent de la très grande dispersion des petites localités par

Carte 2.22

Les petites localités rurales du Québec et leur situation géographique par rapport à la ville la plus proche



rapport aux centres urbains et, par conséquent, de la mauvaise polarisation de cet espace géographique. À plusieurs endroits, ces problèmes de distance et de dispersion ont des impacts négatifs majeurs sur les emplois et les services. On remarque, en outre, que les secteurs où les problèmes sont les plus sérieux sont précisément ceux où la structure urbaine est la plus ténue<sup>142</sup>.

### 2.5.1.2 L'accroissement du nombre de petites localités rurales

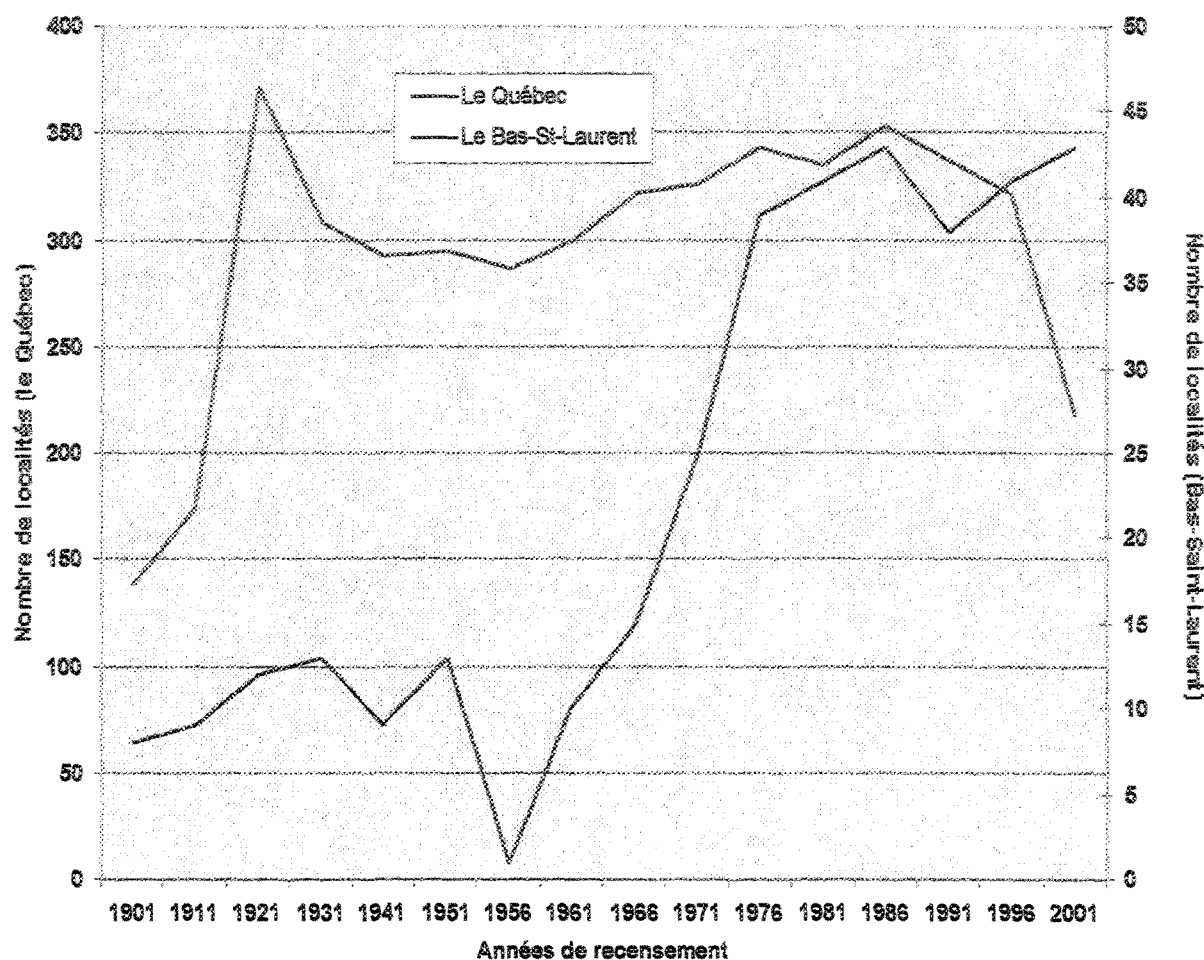
Parmi les nombreux changements dont le tissu de peuplement rural a fait l'objet depuis sa formation, il en est un qui, au cours des dernières décennies, a pris une signification particulière en raison des nombreuses incidences socio-économiques qu'il comporte. Il s'agit de l'accroissement du nombre de petites localités. Ce phénomène, observable dans de vastes parties de l'espace rural québécois, constitue le signe manifeste d'une certaine marginalisation du tissu de peuplement. À l'échelle du Québec, le nombre de petites localités est passé de 139 en 1901 à 322 en 1996 (graphique 2.7). Il a atteint son apogée en 1986 avec 354 petites localités. Le graphique 2.7 laisse entrevoir une diminution du nombre de petites localités (-40) à l'échelle de la province au cours de la dernière période quinquennale (1996-2001)<sup>143</sup> alors que le Bas-Saint-Laurent se distingue par une augmentation (+2). L'accroissement le plus important (+198) a été enregistré durant la période 1911-1921 avec 198 petites entités de plus. Il faut rappeler qu'à ce moment, le Québec connaissait un mouvement de colonisation intense dirigé

<sup>142</sup> Les villes fournissent non seulement un marché et des services aux localités rurales avoisinantes, mais aussi un bassin d'emplois d'autant plus diversifiés que leur taille démographique est importante.

<sup>143</sup> Deux facteurs ont contribué à cette diminution: les fusions municipales forcées depuis la mise en vigueur du décret du gouvernement en janvier 2000 et l'annexion des municipalités de paroisse et de village depuis leur formation en 1855.

Graphique 2.7

Évolution du nombre de petites localités rurales du Québec par rapport à celles du Bas-Saint-Laurent entre 1901 et 2001



Source: Statistique Canada. Recensements de 1901 à 2001.

principalement par le clergé et secondée par l'État. De 1971 à 1991, le nombre de petites localités a augmenté considérablement (+56). Au cours de ces deux décennies, plusieurs municipalités ont changé de strate démographique à la suite de la décroissance de celles dont la population se situait entre 500 à 1 999 habitants.

La région du Bas-Saint-Laurent illustre assez bien ce type de changement avec une augmentation de 16 localités de 500 habitants et moins entre 1971 et 1996, ce qui

représente un accroissement de 64% comparativement à une diminution de 1,5% pour la province. Cet accroissement exponentiel traduit bien la vulnérabilité de la structure de peuplement régional et plus particulièrement de celle constituée des localités de petite taille.

#### **2.5.1.3 La diminution du poids démographique des petites localités dans l'assiette socio-spatiale québécoise**

En même temps que les petites localités augmentent en nombre, leur poids démographique, dans l'assiette socio-spatiale du Québec, ne cesse de décroître d'un recensement à l'autre. De toute évidence, une telle dynamique régressive traduit les énormes difficultés auxquelles ce segment de l'espace rural est soumis. Ainsi, à l'échelle de la province, le pourcentage de la population des petites localités est passé de 2,8% en 1901 à seulement 1,1% en 2001 (tableau 2.19). Dans le Bas-Saint-Laurent, c'est le phénomène inverse qui s'est produit. En effet, les localités de petite taille ne composaient que 3,1% de la trame municipale régionale en 1901 comparativement à 7,5% en 2001. Cet accroissement est attribuable au changement de strate de nombreuses localités qui, en raison d'une importante diminution de leur population, sont devenues petites au fil des ans. Il matérialise aussi une bien triste réalité: celle de la marginalisation de la région par rapport à la province. Par ailleurs, en dépit de la diminution de son poids démographique, le segment constitué des petites localités demeure toujours important en termes d'espace disponible.

Tableau 2.19

Évolution du poids démographique (en pourcentage) des petites localités rurales du Québec par rapport à celles du Bas-Saint-Laurent entre 1901 et 2001

Année de recensement	Le Québec	Le Bas-Saint-Laurent
1901	2,8	3,1
1911	2,9	3,0
1921	3,8	3,3
1931	3,6	3,0
1941	3,0	1,4
1951	2,4	2,0
1956	2,0	1,2
1961	1,8	1,2
1966	1,7	1,9
1971	1,7	3,6
1976	1,7	5,7
1981	1,6	6,2
1986	1,6	6,8
1991	1,4	5,8
1996	1,4	6,7
2001	1,1	7,5

Source: Statistique Canada. Recensements de 1901 à 2001.

## 2.5.2 Les problèmes socio-démographiques

### 2.5.2.1 L'exode rural ou l'exode des jeunes

L'exode, particulièrement en ce qui concerne celui des jeunes, constitue l'un des principaux maux ayant un effet négatif sur le développement économique et social du monde rural et, plus particulièrement des petites localités qui se trouvent privées d'une partie importante de leur relève. Ce phénomène d'exode découle de plusieurs facteurs parmi lesquels les considérations économiques, les idéologies dominantes, les dynamismes régionaux, les possibilités de changement et les effets d'entraînement occupent une place importante. Ces influences externes sont principalement attribuables au processus de restructuration de l'économie dont nous avons déjà décrit les grandes caractéristiques au début de ce chapitre. La structure socio-économique des petites

localités impose, en effet, l'obligation d'innover ou de chercher en d'autres lieux de meilleures conditions d'existence. En outre, ces influences sont d'autant plus fortes que l'économie des petites localités est fragile. De plus, elles sont fortement déterminées par la structure de peuplement. Aux facteurs liés directement à l'économie et aux faits de localisation, s'ajoutent un environnement social qui, dans bien des cas, ne favorise guère la rétention de la population la plus instruite et l'arrivée de nouveaux résidents. Malgré les nombreux problèmes que l'on y retrouve (pollution, congestion, criminalité, violence, solitude, etc.), la ville exerce toujours une puissante force d'attraction, si bien qu'elle continue à drainer un flux considérable de ruraux à la recherche d'un avenir meilleur<sup>144</sup>. Cela se traduit par une intensification du courant migratoire.

Le départ pour la ville des ruraux, en particulier des jeunes, n'est pas un phénomène nouveau. La décroissance démographique occasionnée par l'exode rural est une constante observable depuis au moins deux siècles<sup>145</sup>. Jusqu'au début des années 50, cet exode était considéré comme un mécanisme normal, voire bénéfique pour la plupart des milieux ruraux. Il permettait d'évacuer les surplus de main-d'œuvre, d'éviter le fractionnement des entreprises agricoles et de garder les campagnes dans un état d'équilibre acceptable. De leur côté, les migrants allaient alimenter le bassin de main-d'œuvre indispensable au développement du secteur industriel en milieu urbain. En outre, cette vague d'exode n'a pas empêché le renforcement du tissu de peuplement rural. Ce

<sup>144</sup> Les possibilités de trouver un emploi à la mesure de ses aspirations et pour tous les niveaux de formation la rendent particulièrement attrayante.

<sup>145</sup> Des mouvements de population importants ont effectivement jalonné toute l'histoire de la mise en place du peuplement au Québec. De tels mouvements, comme le rappelle CÔTÉ et LAROUCHE (2000) se vérifient non seulement dans toutes les sociétés humaines mais aussi chez les différentes espèces animales dans leur rapport aux ressources vitales. Ainsi, lorsqu'un milieu n'offre plus les conditions propices à l'épanouissement de sa population, celle-ci migre vers d'autres lieux où ces conditions ont plus de chance d'être satisfaites.

renforcement a notamment été marqué par d'importants mouvements de colonisation et l'ouverture de nouvelles paroisses.

Mais dès le milieu des années 50, le phénomène d'exode rural prend une nouvelle tournure. Son ampleur devient telle qu'il ne permet plus, comme par le passé, de stabiliser les effectifs démographiques des milieux ruraux. Bien au contraire, ainsi que le mentionne le géographe Clermont DUGAS, il «exerce un prélèvement sur le tissu de peuplement existant et au lieu de simplement limiter la croissance, (il) provoque la décroissance, la déstructuration et la dévitalisation» (DUGAS, 1996a: 203). La plupart des déplacements s'effectuent maintenant à sens unique, c'est-à-dire vers les villes<sup>146</sup>, et le nombre de naissances ne parvient plus à compenser les pertes encourues par les départs, si bien que la majorité des petites localités rurales, voire des régions entières, présentent un bilan migratoire négatif<sup>147</sup>. Il faut dire qu'à bien des égards, celles-ci ne sont pas très attractives pour les jeunes en raison notamment des possibilités limitées de formation et d'emploi ou encore à l'offre restreinte d'activités sportives et de loisirs. Dans bien des cas, en effet, ces jeunes ont acquis une formation technique ou professionnelle qui peut difficilement être mise à contribution dans un milieu dont l'économie repose principalement sur l'exploitation de ressources naturelles. Ainsi, la scolarisation,

<sup>146</sup> Comme le Bas-Saint-Laurent se caractérise par la faiblesse de sa structure urbaine et de son économie, il fournit plus de migrants qu'il en reçoit et constitue, par le fait même, un territoire très affecté par le dépeuplement.

<sup>147</sup> Ainsi, dans une étude récente, l'économiste régional Gérald DUBÉ (1999) évalue à 30 786, le nombre de personnes qui sont entrées au Bas-Saint-Laurent de 1993 à 1998 alors que l'on dénombre 32 992 départs pour un flux migratoire net de -3 206. Les régions de Québec (et, plus particulièrement les MRC Desjardins et les Chutes-de-la-Chaudière), Montréal, Laval et Sherbrooke sont celles qui attirent le plus de migrants. Par ailleurs, l'exode rural n'est pas le fait exclusif des jeunes, bien que le phénomène semble toucher davantage cette catégorie d'individus. Par exemple, pour la période couverte par l'étude de DUBÉ, le bilan migratoire, pour la cohorte des 65 ans et plus, s'établissait à -128 personnes au Bas-Saint-Laurent. Cette situation est typique aux espaces à population dispersée. Ainsi, plusieurs aînés quittent ces milieux pour profiter des services de santé spécialisés que l'on retrouve dans les grands centres ou encore pour se rapprocher de leurs enfants souvent établis en ville.



considérée par la plupart des chercheurs comme l'assise d'une revitalisation économique en milieu rural serait, pour d'autres, un agent supplémentaire de dépeuplement, voire un facteur de disparité<sup>146</sup>. Les petites localités n'ont à offrir que peu d'emplois conformes aux aspirations des jeunes qu'elles ont fait instruire.

La scolarisation favoriserait le développement d'une certaine *culture urbaine* dans le cadre de laquelle se trouvent généralement valorisés toute une série d'éléments particuliers propres à la ville: la spécialisation et la diversité des choix professionnels, la proximité des services et des activités culturelles, la rapidité des communications (NOREAU, 1997: 287).

Le phénomène d'exode rural touche de façon plus spécifique les petites localités dans la mesure où elles sont abandonnées à la catégorie plus âgée et la moins dynamique de la population. Nombreuses sont, en effet, celles qui fournissent davantage de migrants qu'elles en accueillent ce qui contribue à accentuer le phénomène de dépeuplement. L'exode des jeunes, conjugué à la chute des naissances, détermine le rythme de changement de la structure d'âge de la population.

Ces facteurs influencent également la vitesse à laquelle ces populations se désintègrent démographiquement par la perte progressive de leur capacité de remplacement naturel. Leurs pyramides ressemblent davantage à une tour rectiligne dont les étages tendent à devenir égaux surmontés d'un toit prononcé. Elles présentent des

---

<sup>146</sup> Ce phénomène n'est pas nouveau. Déjà, au XVII<sup>e</sup> siècle, Frédéric LEGRAND écrivait, en faisant référence à la Prusse: «À la campagne, il suffit que les paysans apprennent à lire et à écrire un peu. Dès qu'ils en savent trop, ils se précipitent vers les villes où ils veulent être secrétaires ou quelque chose de ce genre» (cité par PITIÉ, 1979: 29). Encore aujourd'hui, certains auteurs tels que PITIÉ (1979) ainsi que MAURIN et FRÉMEAUX (2001) affirment que la scolarisation contribue à l'accroissement des inégalités territoriales et individuelles. Ainsi, il y aurait une relation de cause à effet entre le niveau de scolarité et la mobilité, les individus les plus instruits étant les plus mobiles. D'autre part, si l'élévation générale des qualifications a constitué un puissant facteur d'augmentation de la productivité globale (tant en milieu rural qu'en milieu urbain), elle n'a pas permis de réduire les disparités, loin s'en faut. Certes, le niveau de revenu des ménages urbains et ruraux a augmenté, mais les écarts sont demeurés, prenant parfois des formes plus subtiles. Étant donné que la qualification est toujours plus nécessaire pour s'insérer dans la nouvelle économie, la sélection qui s'opère au sein des petites localités accentue les disparités entre les mondes rural et urbain.

distorsions inquiétantes si on compare leur structure d'âge<sup>149</sup> avec celle du Québec rural et de la province. L'étranglement de la partie centrale de la pyramide d'âge des municipalités de petite taille (graphique 2.8) met très bien en évidence les déséquilibres démographiques qui les singularisent. Il traduit le déficit des 20 à 49 ans qui affecte plus particulièrement le segment constitué des petites localités. En outre, cette même pyramide illustre également une plus forte proportion des individus âgés de 55 ans et plus. L'évolution du groupe d'âge de 15 à 19 ans en 1986 ayant de 25 à 29 ans en 1996 apparaît particulièrement préoccupante (graphique 2.9). Ce groupe est en baisse de 34,5% alors qu'il est en augmentation dans les municipalités de 3 000 habitants et plus. La situation est encore plus alarmante dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent où la proportion des 15-19 ans en 1986 par rapport aux 25-29 ans en 1996 atteint un déficit de 46,1%. Le phénomène de migration des jeunes semble toucher plus sévèrement cette région et ce, dans toutes les catégories de localités.

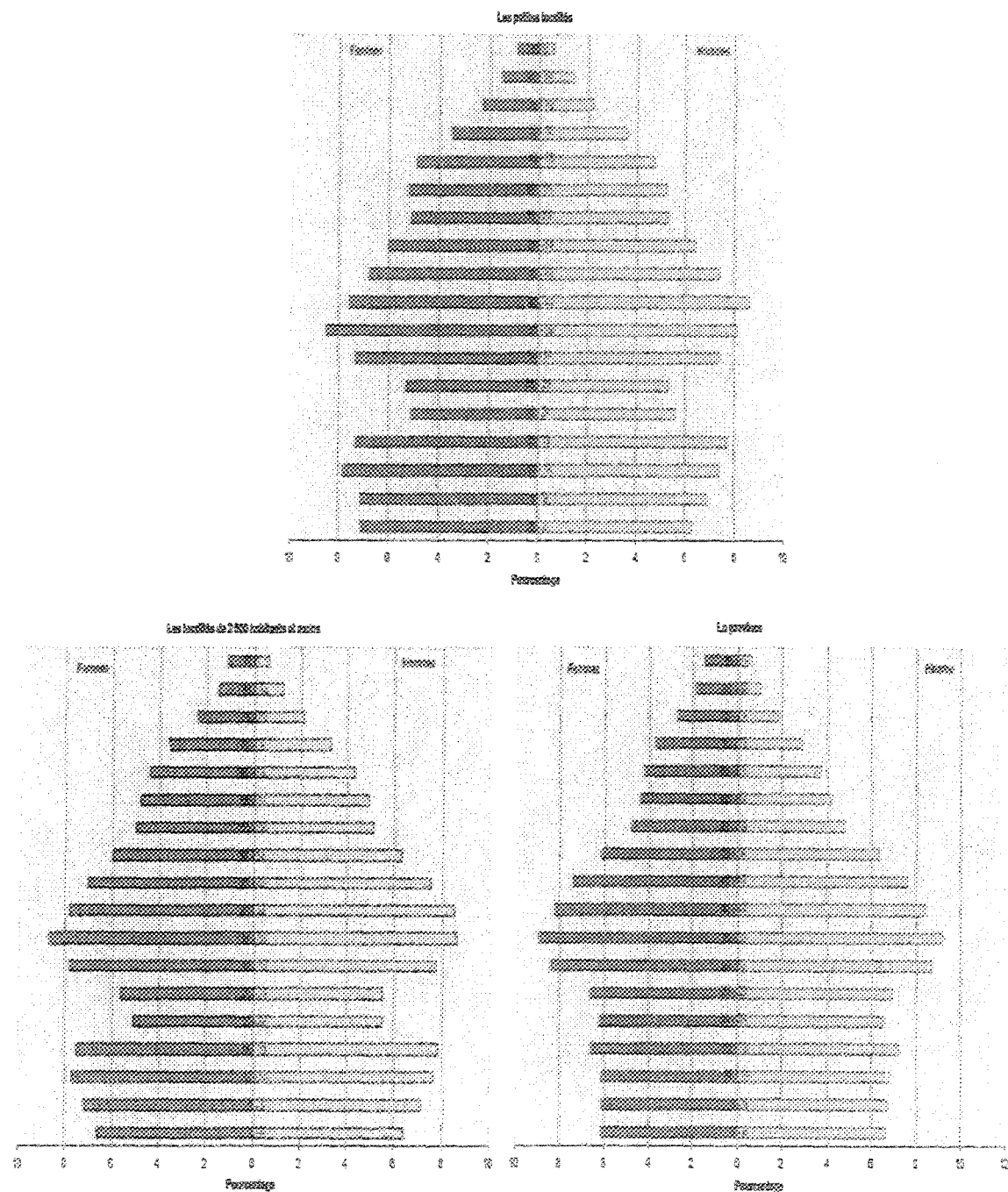
Les considérations économiques s'exercent aussi en interrelation avec d'autres facteurs d'ordre social, culturel, perceptuel, psychologique et comportemental qui contribuent à alimenter le phénomène d'exode en milieu rural. Par exemple, l'incertitude face à l'avenir et le départ de parents ou d'amis sont autant de situations susceptibles d'accélérer la migration des jeunes au sein des petites collectivités. Tous ces départs créent un climat psychologique défavorable qui n'est pas de nature à stimuler le développement local. Le désir d'une plus grande autonomie et les raisons du cœur

---

<sup>149</sup> Globalement, cette structure d'âge résulte de la forte natalité des campagnes au début du XX<sup>e</sup> siècle, du retour des retraités urbains vers le rural et de l'allongement de l'espérance de vie. Elle découle également aujourd'hui d'une natalité plus faible dans cette partie de l'espace rural et de migrations, particulièrement défavorables à ce segment, de jeunes ménages en âge de travailler.

Graphique 2.8

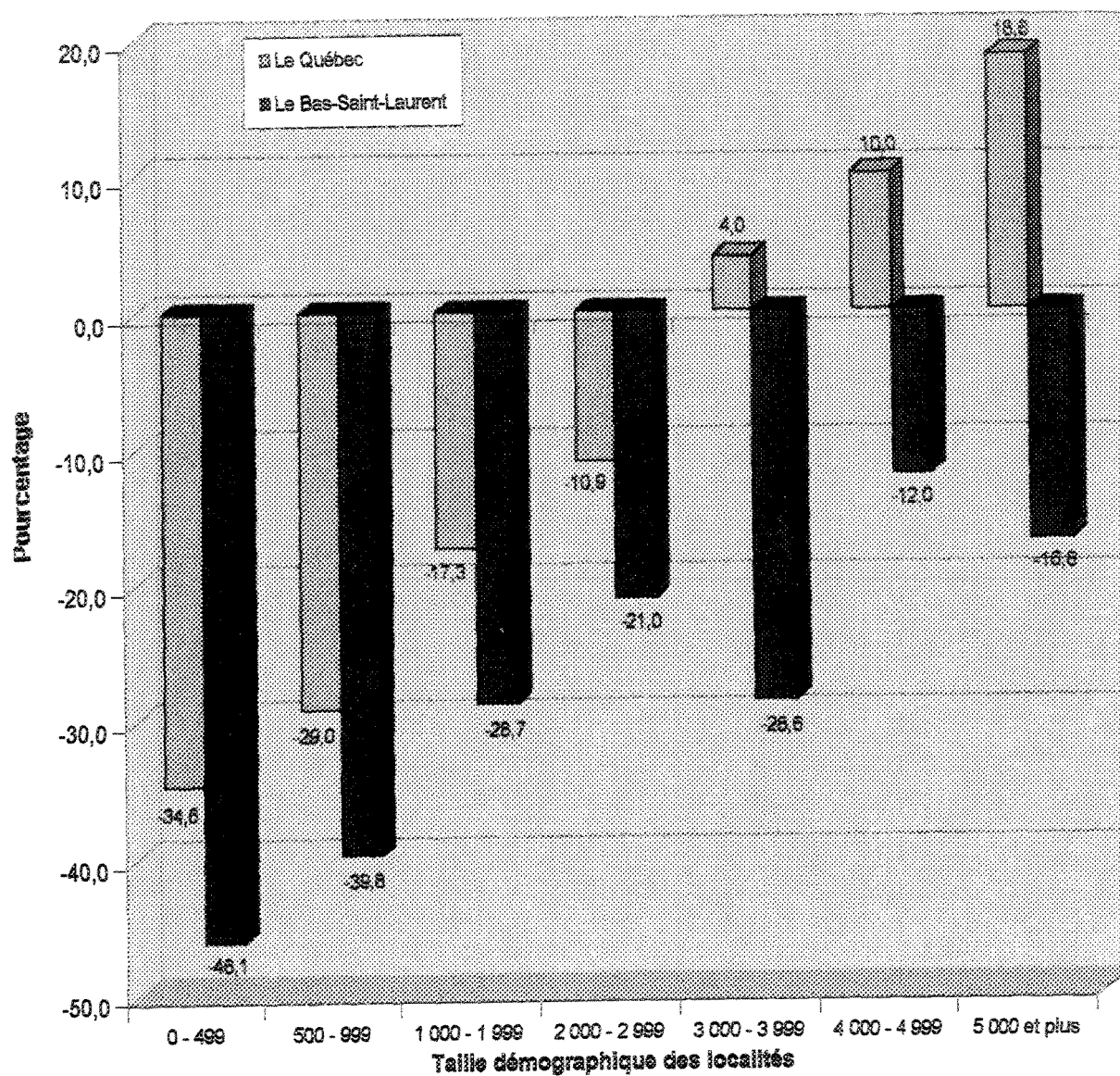
Pyramides des âges des petites localités rurales du Québec en comparaison avec celles du Québec rural et de la province en 1996



Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

## Graphique 2.9

Variations en pourcentage du groupe des 15-19 ans de 1986 par rapport à celui des 25-29 ans en 1986 au Québec et au Bas-Saint-Laurent pour différentes catégories de localités



Source: Statistique Canada. Recensements de 1986 et de 1996.

constituent également les principaux motifs évoqués par les jeunes pour expliquer leur migration vers les grands centres<sup>150</sup>. À cela, il faut ajouter l'attrait mythique du monde urbain. Selon une théorie de la sociologie classique, la ville, avec ses cafés branchés, ses restaurants à la mode, ses cinémas, ses discothèques et ses musées, serait perçue, aux yeux des jeunes, comme un lieu d'affranchissement fascinant, un facteur d'intégration, un symbole de richesse et une source de bien-être<sup>151</sup>. Elle constituerait l'expression d'une vie plus indépendante, c'est-à-dire libérée de la lourdeur des liens sociaux qui caractérisent généralement la campagne. Ainsi que le met en évidence le sociologue Patrice LEBLANC (2000), «la vie urbaine attire parce qu'elle permet d'exprimer davantage sa propre individualité. Il y a ainsi dans le phénomène migratoire une composante importante d'expérimentation» (LEBLANC, 2000:72). Dans cette perspective, le milieu rural serait perçu comme l'incarnation des limites aux projets de vie dominants. En conséquence, l'exode deviendrait, pour plusieurs jeunes ruraux, une voie quasi incontournable. De plus en plus de chercheurs, en particulier ceux de la nouvelle génération (FRÉCHETTE, NOREAU, ASSOGBA) adhèrent à une telle idéologie. D'après ces derniers, le

<sup>150</sup> Le lecteur qui s'intéresse aux principaux motifs qui justifient l'exode des jeunes en milieu rural est convié à se reporter à l'article suivant: ASSOGBA, Yao; FRÉCHETTE, Lucie et DESMARAIS, Danielle. «Le mouvement migratoire des jeunes au Québec. La reconfiguration du réseau social, un repère pour étudier le processus d'intégration», dans *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 13, no 2 (décembre 2000), pp. 65-78. Dans cette contribution, les auteurs révèlent les premiers résultats d'une vaste enquête menée par le Groupe interdisciplinaire et interuniversitaire de recherche sur les migrations des jeunes. Cette enquête s'inscrit dans le cadre d'un programme de recherche sur les dimensions socio-culturelles de la migration des jeunes au Québec. Dirigé par la sociologue Madeleine GAUTHIER, ce groupe réunit des chercheurs de huit constituantes de l'Université du Québec et de l'Université de Sherbrooke. Yao ASSOGBA, Lucie FRÉCHETTE et Danielle DESMARAIS sont responsables du volet «intégration» de ce programme. Parmi les nombreuses observations dont font part les auteurs, il en est une qui a de quoi inquiéter les responsables socio-économiques et politiques des grandes régions périphériques du Québec. En effet, pour diverses raisons, une forte proportion (47,8%) des jeunes qui ont été interrogés n'envisageaient pas du tout retourner dans leur lieu d'origine. Cette intention de non-retour demeure un problème de taille pour la revitalisation des petites communautés. Elle menace sérieusement la continuité et le renouvellement des forces économiques, sociales et culturelles. Quant à ceux qui souhaitent revenir, force est de constater que leur désir se transforme trop peu souvent en comportement en raison des faibles perspectives d'emplois.

<sup>151</sup> Il apparaît raisonnable de croire que les représentations des jeunes à l'égard de la ville correspondent en partie à celles qui ont été valorisées jusqu'ici dans les sociétés occidentales. Un simple coup d'œil jeté aux romans du XIX<sup>e</sup> siècle et aux images projetées de la ville par le cinéma américain suffit pour s'en convaincre.

phénomène d'exode constituerait une sorte de passage obligé, emprunté par les jeunes pour répondre à leurs aspirations ou pour favoriser le processus d'entrée de la vie adulte<sup>152</sup>. En fait, tout se passe comme si le fait de se déplacer d'un endroit à l'autre leur permettait de trouver des réponses à leur quête de sens, d'insertion socioprofessionnelle et de repères culturels. Le départ de parents, d'amis ou de voisins peut également constituer un motif de migration vers la ville. Enfin, sur le plan personnel, le monde urbain permet pour certains individus de relancer leur vie sur de nouvelles bases (fuite des difficultés familiales, drogue, alcool, etc.).

### 2.5.2.2 Le vieillissement de la population

L'exode traduit en phénomènes de vieillissement et de dépeuplement explique en partie les inquiétudes qu'il provoque en termes de dépérissement des petites collectivités<sup>153</sup>. L'exode des jeunes, associé à une baisse générale de la natalité, a modifié considérablement la structure démographique de certaines parties du monde rural<sup>154</sup>. Globalement, ce vieillissement n'a pas été aussi prononcé que celui auquel on aurait pu s'attendre. Les pyramides d'âge (cf. graphique 2.8) montrent que la proportion

<sup>152</sup> D'après les résultats de la recherche de GAUTHIER et al., que nous avons citée précédemment.

<sup>153</sup> Que ce soit en milieu urbain ou rural, les causes profondes liées au vieillissement de la population demeurent sensiblement les mêmes. Elles sont attribuables au phénomène de dénatalité et à une plus longue espérance de vie. En ce qui concerne la dénatalité par exemple, les familles ont moins d'enfants en raison du chômage qui affecte particulièrement les jeunes, du manque de ressources et du retard à fonder une famille, de la difficulté pour les mères à concilier carrière et maternité et du changement dans le système de valeurs. En ce qui a trait à la longévité, les ruraux profitent, en règle générale, des mêmes avancées technologiques que leurs homologues urbains. De nos jours, les soins médicaux ne sont plus considérés comme un privilège mais comme un droit élémentaire pour tous les individus. Il importe toutefois de préciser qu'il existe certaines formes de disparités entre les milieux ruraux et urbains notamment aux plans de la quantité, de la qualité et de l'accessibilité aux soins de santé.

<sup>154</sup> On peut présumer, en effet, que la nature de l'économie et la taille démographique ont une influence sur les profils d'âge et que parallèlement la structure démographique influe sur l'organisation socio-économique et l'aménagement de l'espace.

de personnes âgées n'est pas nécessairement plus élevée dans les plus petites localités. Seuls les 55-59 ans, 60-64 ans et 65-69 ans s'y retrouvent en plus grand nombre. Cette faible différence s'explique en partie par l'émigration des personnes âgées lesquelles se font plus mobiles et consentent davantage à se rapprocher de la sécurité et du confort qu'offrent les grands centres urbains.

La proportion des 65 ans et plus qui résident au sein des municipalités de petite taille est même inférieure à celle de la province (tableau 2.20). Comme le souligne KAYSER (1992) de manière ironique, «c'est beaucoup moins que ce que suggère l'image habituelle de la demi-douzaine de «petits vieux» assis sur un banc près de l'église et constituant toute la partie visible de la population villageoise» (KAYSER, 1992: 23). Ce sont les municipalités de 5 000 habitants et plus, loi du nombre oblige, qui concentrent le plus de personnes âgées et ce, tant à l'échelle de la province qu'à celle du Bas-Saint-Laurent. Dans cette dernière région, la population âgée est, par ailleurs, supérieure de 3,3 points à la moyenne québécoise.

Tableau 2.20

Évolution de la population âgée de 65 ans et plus (en %) dans les différentes catégories de localités du Québec en comparaison avec le Bas-Saint-Laurent entre 1986 et 1996

Taille démographique des localités	LE QUÉBEC			Le Bas-Saint-Laurent		
	1986	1996	1986-96	1986	1996	1986-96
0 - 499	10,2	10,3	0,1	13,0	13,6	0,6
500 - 999	10,3	11,1	0,8	12,2	13,4	1,2
1 000 - 1 999	10,5	11,7	1,2	12,5	14,2	1,7
2 000 - 2 999	9,7	9,8	0,1	11,4	12,9	1,5
3 000 - 3 999	8,9	10,3	1,4	10,9	13,2	2,3
4 000 - 4 999	10,0	7,1	-2,9	11,3	9,3	-2,0
5 000 et plus	7,7	12,4	4,7	10,7	16,1	5,4
Ensemble des localités	9,8	12,0	2,2	10,9	13,6	2,7

Source: Statistique Canada. Recensements de 1986 et de 1996.

Mais la situation de ce segment de l'espace rural par rapport aux autres catégories de municipalités n'empêche toutefois pas d'importantes variations lesquelles s'avèrent d'ailleurs plus fortes que celles entre la région et la province. Les contrastes vont également en s'accroissant entre certaines petites zones rurales, souvent très vieilles et en voie de dépeuplement, et les milieux périurbains. Il y a en conséquence des différences très marquées entre les pourcentages de personnes âgées de chaque localité; différences qui sont demeurées sensiblement les mêmes et ce, tant en 1986 qu'en 1996. Ainsi, l'écart entre le pourcentage le plus élevé et le plus bas est énorme. Il oscille entre 0 et 94,6% pour Notre-Dame-des-Anges. La proportion de personnes âgées dépasse le seuil des 20% dans 32 petites municipalités dont neuf très petites. Identifiées par leur toponyme sur la carte 2.23, ces milieux se situent, pour la plupart, à l'est de Québec ainsi que dans l'hinterland de la région Chaudière-Appalaches. On en retrouve aussi quelques-unes en Mauricie, en Estrie et dans les hautes Laurentides. Ces localités possèdent certains points en commun (tableau 2.21). Elles sont proportionnellement plus petites que celles comportant une population plus jeune. Leur petite taille fait que le moindre facteur social, économique ou géographique peut perturber fortement le profil d'âge de la population. Contrairement aux localités qui abritent une population moins âgée, elles ont enregistré une diminution de leur population entre 1991 et 1996. La faiblesse de leur structure socio-économique constitue une autre caractéristique spécifique à ces milieux. Cette faiblesse se matérialise à quatre niveaux. Leur taux d'activité est significativement moins élevé comparativement à celui des autres petites localités. Ensuite, leur pourcentage de migrants pendulaires y est également plus faible. Troisièmement, ces municipalités se distinguent par une certaine stagnation du secteur



**Carte 2.23**

**Répartition des petites localités rurales du Québec en fonction du pourcentage de la population de 65 ans et plus en 1996**

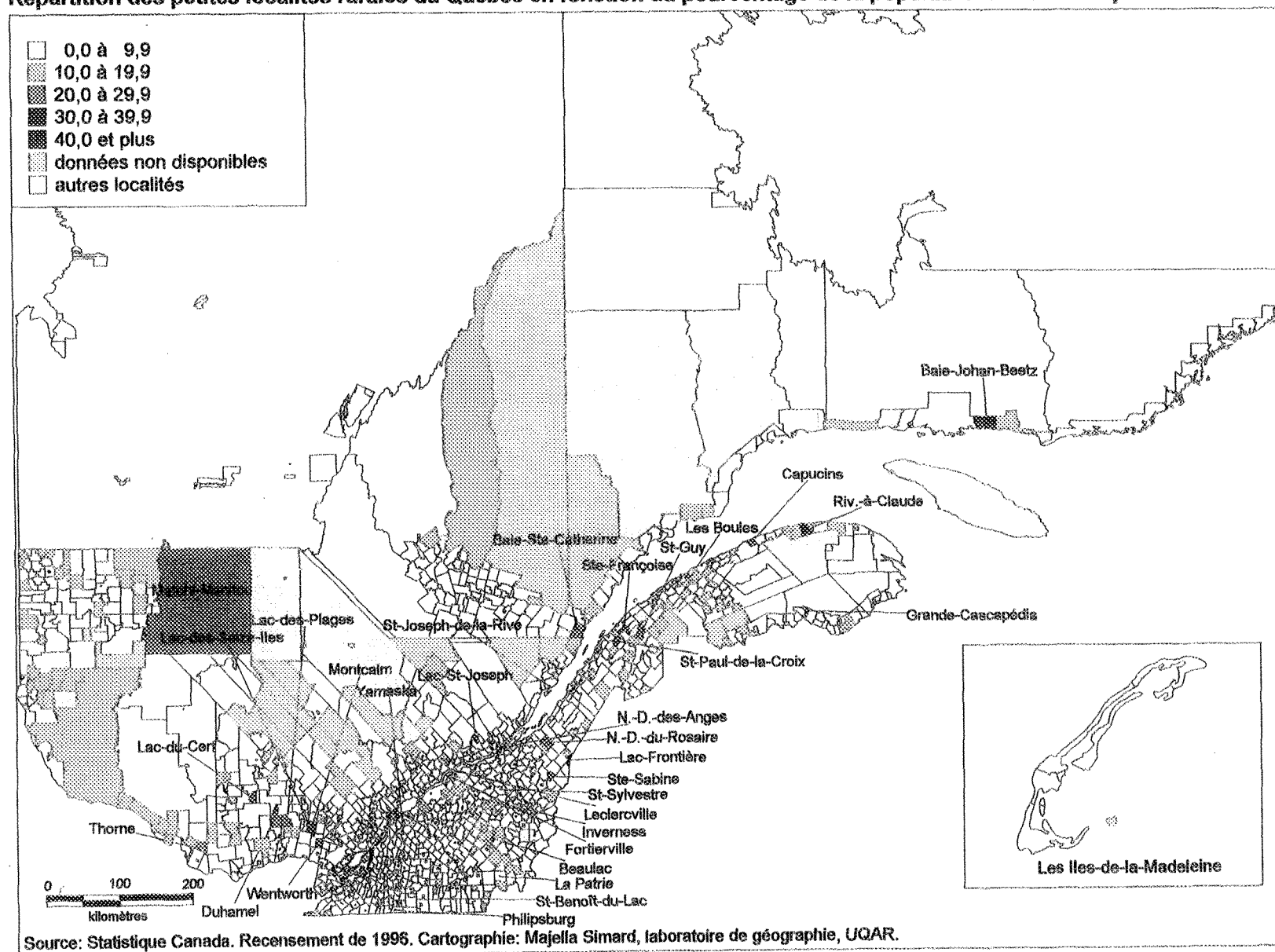


Tableau 2.21

Principales caractéristiques socio-économiques des petites localités dont la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus est supérieure à 20% en comparaison avec les autres municipalités de petite taille en 1996

Caractéristiques	Petites localités dont la proportion des 65 ans et plus est supérieure à 20%	Autres petites localités
Population moyenne	305	329
Évolution de la population entre 1991 et 1996	-4,9	2,5
Distance par rapport à la ville la plus près (en km)	33,1	33,0
Taux d'activité	43,6	56,6
% de migrants pendulaires parmi la population active	46,8	60,7
% de la population active qui occupe un emploi dans le secteur primaire	9,5	21,6
% de la population active qui occupe un emploi dans le secteur secondaire	31,6	26,8
% de la population active qui occupe un emploi dans le secteur tertiaire	56,4	48,5
Revenu familial moyen (en \$)	36 140	37 234
Revenu perçu sous la forme de pensions, de rentes ou de placements	13,2	7,8
Nombre de maisons construites entre 1991 et 1996	5,3	7,1
% d'individus n'ayant pas atteint le seuil d'une 9 <sup>e</sup> année	32,5	29,4
% d'individus détenteurs d'un diplôme universitaire	2,2	2,9

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

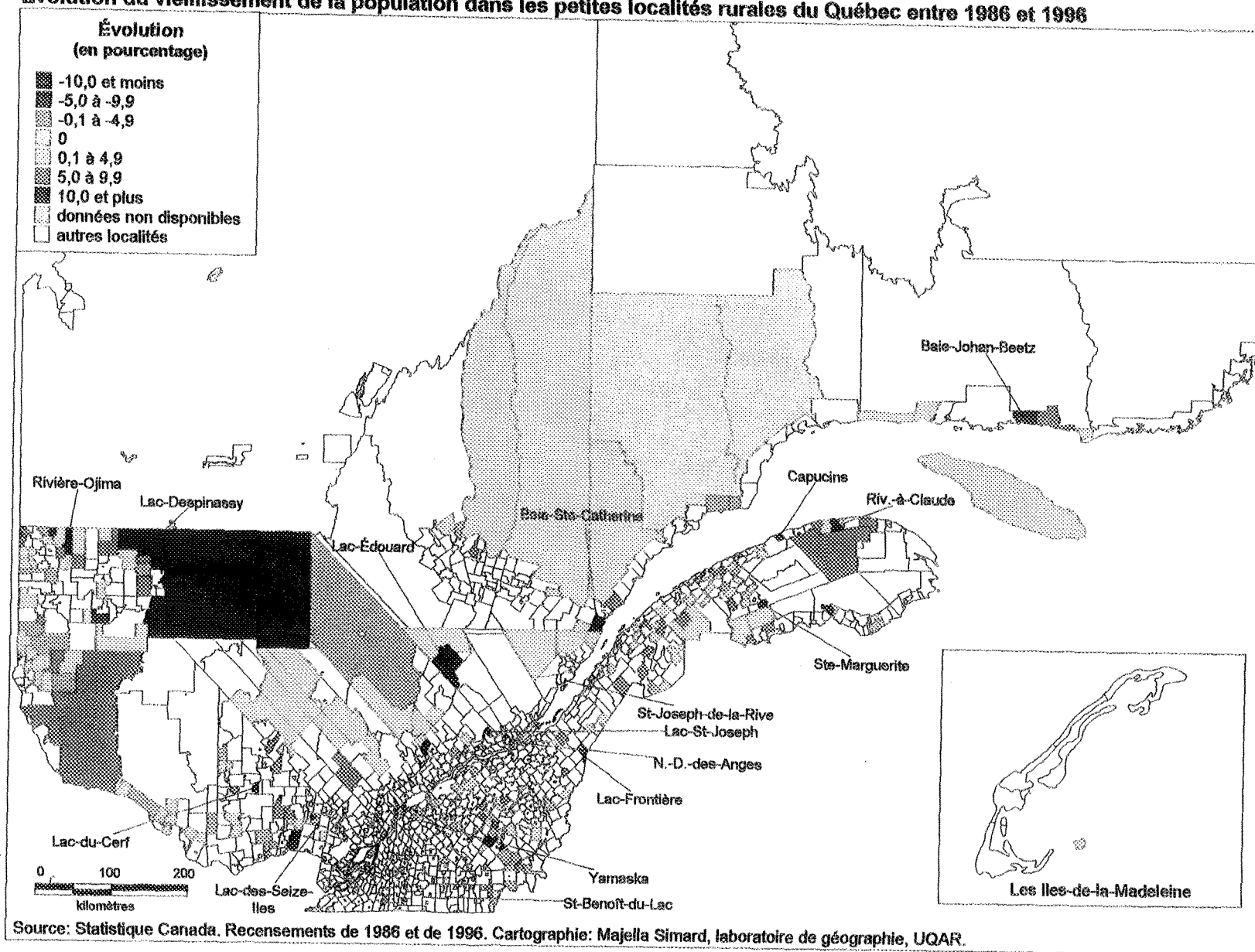
de la construction. Finalement, elles abritent une population moins scolarisée que celle qui réside dans les autres petites localités.

Par ailleurs, le vieillissement de la population entre 1986 et 1996 s'est effectué avec des vitesses et selon des modalités propres à chaque catégorie de localités. Encore une fois, ce sont celles de 5 000 habitants et plus qui ont été les plus touchées par ce phénomène et ce, tant à l'échelle du Québec qu'à celle du Bas-Saint-Laurent (cf. tableau 2.20). De façon globale, les petites localités se sont également caractérisées par le

vieillessement de leur population avec cependant des intensités variables selon les endroits. D'ailleurs, il n'y a pas eu vieillissement partout puisque dans 82 municipalités de petite taille, la proportion de personnes âgées diminuait alors qu'elle demeurait stable dans trois autres (carte 2.24). Le pourcentage le plus élevé se chiffrait à 85,5% à Notre-Dame-des-Anges. Il n'en demeure pas moins que la proportion de personnes âgées a augmenté dans 208 petites localités entre 1986 et 1996. Cette augmentation a été supérieure à 10,0% dans 17 municipalités de petite taille que nous avons identifiées par leur toponyme sur la carte 2.24. En fait, la fraction de personnes âgées de chaque localité, qu'elle soit élevée ou basse, est demeurée sensiblement dans le même ordre de grandeur et ce, tant en 1986 qu'en 1996. Les petites localités dont la proportion des 65 ans et plus est la plus faible ont gardé leur statut privilégié alors que celles à proportion élevée se maintenaient au même niveau. Du même souffle, les facteurs qui expliquent les divers pourcentages de personnes âgées de 65 ans et plus en 1986 sont demeurés les mêmes en 1996. La présence d'institutions pour personnes âgées influe fortement sur les structures d'âge des résidents de Fortierville et de Leclercville. La petite communauté de St-Benoît-du-Lac abrite exclusivement des Pères Bénédictins dont la population est vieillissante. Quant à Notre-Dame-des-Anges et à Lac-St-Joseph, il s'agit de localités de banlieue où résident de nombreux retraités. D'autre part, les réserves autochtones sont celles où la proportion de personnes âgées est la plus faible. Deux raisons sont à l'origine de cette situation. L'espérance de vie y est plus faible et le taux de natalité plus élevé. Par ailleurs, des localités telles que Parent ou Destor conservent des populations relativement jeunes en raison notamment de leur vocation minière.

Carte 2.24

Évolution du vieillissement de la population dans les petites localités rurales du Québec entre 1986 et 1996



Bien que le vieillissement de la population rurale demeure un fait bien réel, il n'handicape pas forcément la structuration de ces milieux. En effet, si pour la plupart des chercheurs, le phénomène est interprété comme un signe de dévitalisation, d'autres le considèrent plutôt comme un facteur de dynamisation de la vie villageoise<sup>155</sup>. D'après ces derniers, le troisième âge constituerait un immense réservoir de savoir-faire et d'expériences. Selon ILLOUZ-WINICKI et PAILLARD (1999), ARDILLIER-CARRAS (1998), KAYSER (1997, 1996, 1994) et HOUÉE (1996, 1990), les personnes âgées apportent une mémoire vivante et constituent souvent un ferment de recomposition sociale. Il n'est pas rare, en effet, de constater que des individus relativement avancés en âge s'impliquent à fond dans les différents groupes d'action communautaire et bénévole, les comités et les organismes de toutes sortes. Pour plusieurs d'entre eux, cette implication représente une façon d'exprimer leur appartenance au milieu. À maints endroits, certaines personnes avancées en âge sont au cœur de la réanimation des espaces ruraux. «Leurs demandes et leurs moyens financiers favorisent le maintien (...) des services; leur disponibilité et souvent leurs compétences, les désignent pour les fonctions de représentation et d'animation des collectivités locales» (HOUÉE: 1996: 61). En outre, le retour de retraités dans leur communauté d'origine peut s'avérer un facteur de développement local. De même, si l'exode des jeunes constitue un phénomène inquiétant en milieu rural, il est par ailleurs en partie compensé par l'apport de nouveaux ménages qui contribuent au maintien d'un taux minimum de natalité. Des travaux récents

<sup>155</sup> Voir notamment à ce sujet l'article de Louis DIRN et Henri MENDRAS intitulé: «Le 3e âge animera la société française», paru dans le mensuel *Futuribles*, no 80 (septembre 1984), pp. 3-28.

effectués par des chercheurs de l'Institut national de la recherche scientifique - Culture et Société indiquent même un renversement des tendances à certains endroits<sup>156</sup>.

Quelles que soient la dimension et la catégorie des périmètres d'analyse, l'exode des jeunes et le vieillissement de la population, constituent des éléments de première importance dans la vie socio-économique de tout territoire. Ils influent sur les conditions de vie actuelles et futures tout en étant également une conséquence des problèmes économiques des petites localités.

### **2.5.3 Les problèmes économiques**

#### **2.5.3.1 Le sous-emploi**

Le sous-emploi constitue, sans conteste, l'une des principales manifestations de la fragilité rurale. Il se matérialise notamment par la faiblesse des revenus locaux et l'importance des revenus de transfert dans la composition du revenu total. La nature des occupations, fortement orientées sur l'utilisation des ressources naturelles, contribue à maintenir un important chômage structurel et conjoncturel. Ces constats généraux, valables pour l'ensemble des petites localités, appellent toutefois à être nuancés selon les endroits.

---

<sup>156</sup>Il s'agit plus particulièrement de l'étude suivante: GAUTHIER, Madeleine. «Pourquoi partir? Étude des migrations internes des jeunes», dans *Réseau*, vol. 30, no 2 (octobre 1998), pp. 14-19.

Cette partie de notre analyse est découpée en deux sections. Dans la première, nous nous attarderons plus spécifiquement à deux principales manifestations du sous-emploi en milieu rural fragile à savoir le taux de chômage<sup>157</sup> et d'assistance sociale. Dans la seconde, nous tenterons d'identifier les différentes disparités qui persistent entre les petites localités rurales du Québec sur le plan des niveaux de revenus.

#### 2.5.3.1.1 La plaie sociale du chômage

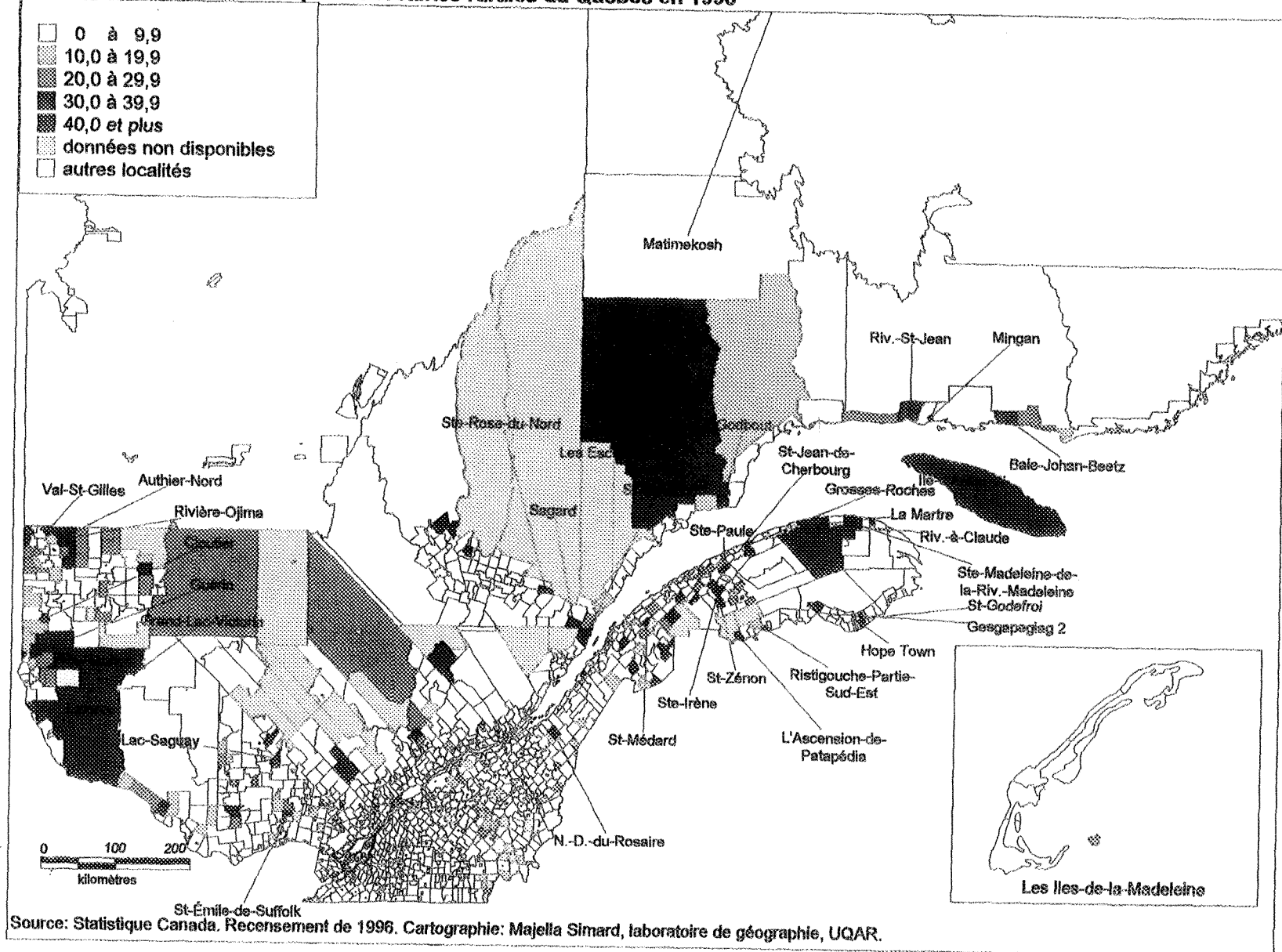
Si le chômage constitue l'un des principaux éléments de spécificité des petites localités, il n'en représente pas moins un facteur de différenciation spatiale comme en témoigne la carte 2.25. De façon globale, les municipalités de petite taille possèdent un taux de chômage (20,2%) nettement au-dessus de la moyenne provinciale (11,8%) ce qui reflète la très grande fragilité de ce segment de l'espace rural. Ce dernier, sur la base de cet indicateur, peut être divisé en quatre catégories.

Une première est constituée d'entités dont le taux de chômage est supérieur à 40%. Au nombre de 36, ces entités territoriales sont identifiées par leur toponyme sur la carte 2.25. Le tiers se retrouve à l'est de Québec. On en dénombre également huit sur la Côte-Nord. Dans ces localités, le chômage prend l'allure d'une crise structurelle aiguë. Elles se distinguent par une économie qui se tourne essentiellement vers l'exploitation des ressources et, en particulier de la forêt. La faiblesse de leur structure industrielle

<sup>157</sup> Les données qui rendent compte du nombre de personnes en chômage proviennent généralement de deux sources: soit l'enquête sur la population active et celles du recensement de Statistique Canada. Pour les fins de cette étude, nous utiliserons les secondes. Bien qu'elles soient moins récentes que les données tirées des enquêtes mensuelles sur la population active, elles sont fondées sur un plus grand échantillon, soit 20% de la population canadienne, ce qui contribue à donner une image plus juste de la réalité.

Carte 2.25

Taux de chômage dans les petites localités rurales du Québec en 1996





concourt également à les rendre dépendantes du marché extérieur. Il en découle des emplois majoritairement saisonniers qui sont entrecoupés, durant la saison froide, par une période de chômage intense. Cette interruption du travail est dictée non seulement par des contingences d'ordre climatique mais aussi par des fluctuations constantes de la demande du bois. Les activités minières dépendent aussi de l'évolution du cours des prix. Les perturbations engendrées par les conflits de travail, la fermeture ou l'incendie d'une usine sont autant de facteurs qui influencent les taux de chômage du milieu rural. Dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie où il se manifeste avec le plus de force et de persistance, le chômage laisse sa marque dans l'organisation de l'espace. Les périmètres cultivés rétrécissent ou disparaissent, le tissu de peuplement se disloque et les infrastructures de services se dégradent. Ces phénomènes, comme le souligne DUGAS, «sont d'autant plus observables qu'ils contrastent avec les transformations s'opérant aux endroits où les disponibilités d'emplois sont plus fortes et où le secteur tertiaire atténue les fluctuations annuelles du marché du travail» (DUGAS, 1983: 54). À St-Médard, à St-Jean-de-Cherbourg et à l'Ascension-de-Patapédia, l'économie ne dépend que d'une seule ressource, en occurrence, la forêt. Ces localités maintiennent des taux de chômage supérieurs à 65%. Cette catégorie renferme une population très faiblement scolarisée. En effet, 35,8% de celle-ci n'a pas atteint le seuil de la 9<sup>e</sup> année alors que seulement 2,2% possède une formation universitaire. Ces localités se situent en moyenne à 41,1 kilomètres d'une ville ce qui porte à croire qu'elles souffrent d'isolement géographique.

Un second groupe est formé de 35 petites municipalités dont le taux de chômage varie entre 30 et 39,9%. Ces dernières présentent sensiblement le même profil économique que celles du groupe précédent avec toutefois une proportion plus

importante de la main-d'œuvre active dans le secteur primaire. Elles se situent dans les régions traditionnellement reconnues comme à problèmes socio-économiques sérieux et à faible densité de population (la Gaspésie, le Bas-Saint-Laurent, l'Abitibi et le Nord-du-Québec). De plus, elles abritent une population instable sur le plan démographique. Celle-ci a diminué en moyenne de 1,7% entre 1991 et 1996.

Une troisième catégorie englobe 60 petites municipalités. Leur taux de chômage oscille entre 20 et 29,9%. Elles se répartissent un peu partout dans l'assiette socio-spatiale avec une tendance à la concentration dans les cinq grandes régions périphériques du Québec. Leur économie repose essentiellement sur l'exploitation et la première transformation des ressources naturelles. La plupart doivent leur existence à la forêt. D'autres, comme St-Eugène-de-Ladrière, comportent un fort contingent de travailleurs miniers notamment dans le secteur de la tourbe. Ces derniers sont dans l'obligation de cesser toute activité durant la longue période de gel. En conséquence, ils suppléent le manque à gagner par la perception de prestations d'assurance-emploi. Ces localités s'insèrent, pour la plupart, dans de vastes espaces à population dispersée. Cette dispersion se matérialise, entre autres, par une très faible densité de peuplement (en moyenne 29,6 habitants par kilomètre carré) ainsi que par leur éloignement par rapport aux villes (33,3 kilomètres).

Quelque 84 petites localités constituent le quatrième groupe. Elles possèdent un taux de chômage qui varie entre 10 et 19,9%. On les retrouve un peu partout dans l'espace rural québécois. Elles se situent relativement loin des principaux centres de services (en moyenne à 29,7 kilomètres). Bien qu'un fort pourcentage de la main-d'œuvre

active occupe un emploi dans le secteur primaire (17%), plus de la moitié de celle-ci est affectée aux services à la population (51,7%). Cette relative diversification de l'économie est ce qui caractérise le plus cette catégorie des trois précédentes. Elle laisse présager que le chômage est davantage conjoncturel que structurel et que ses conséquences sont ressenties et vécues de façon différente selon les endroits.

Enfin, un cinquième et dernier groupe comprend 42 petites localités. Leur taux de chômage est inférieur à 10%. La plupart ont l'avantage de se situer à proximité d'une ville. Aussi, leur économie est fortement dépendante de celle-ci. À preuve, 56% de la population active occupe un emploi à l'extérieur de la localité de séjour. Ces milieux abritent également une population plus scolarisée. En effet, 3,5% de cette dernière est détentrice d'un diplôme d'études universitaires. Ces entités ne sont pas pour autant à l'abri des soubresauts de l'économie. Leur revenu (40 388\$) est nettement inférieur à celui de la province (49 261\$) ce qui présage d'importantes disparités territoriales. Les particularismes locaux conditionnent une évolution différentielle du taux de chômage. Néanmoins, ces entités semblent profiter d'une certaine expansion de l'habitat puisque leurs effectifs démographiques ont grimpé de 1,6% entre 1991 et 1996.

#### **2.5.3.1.2 Les prestataires de l'aide sociale**

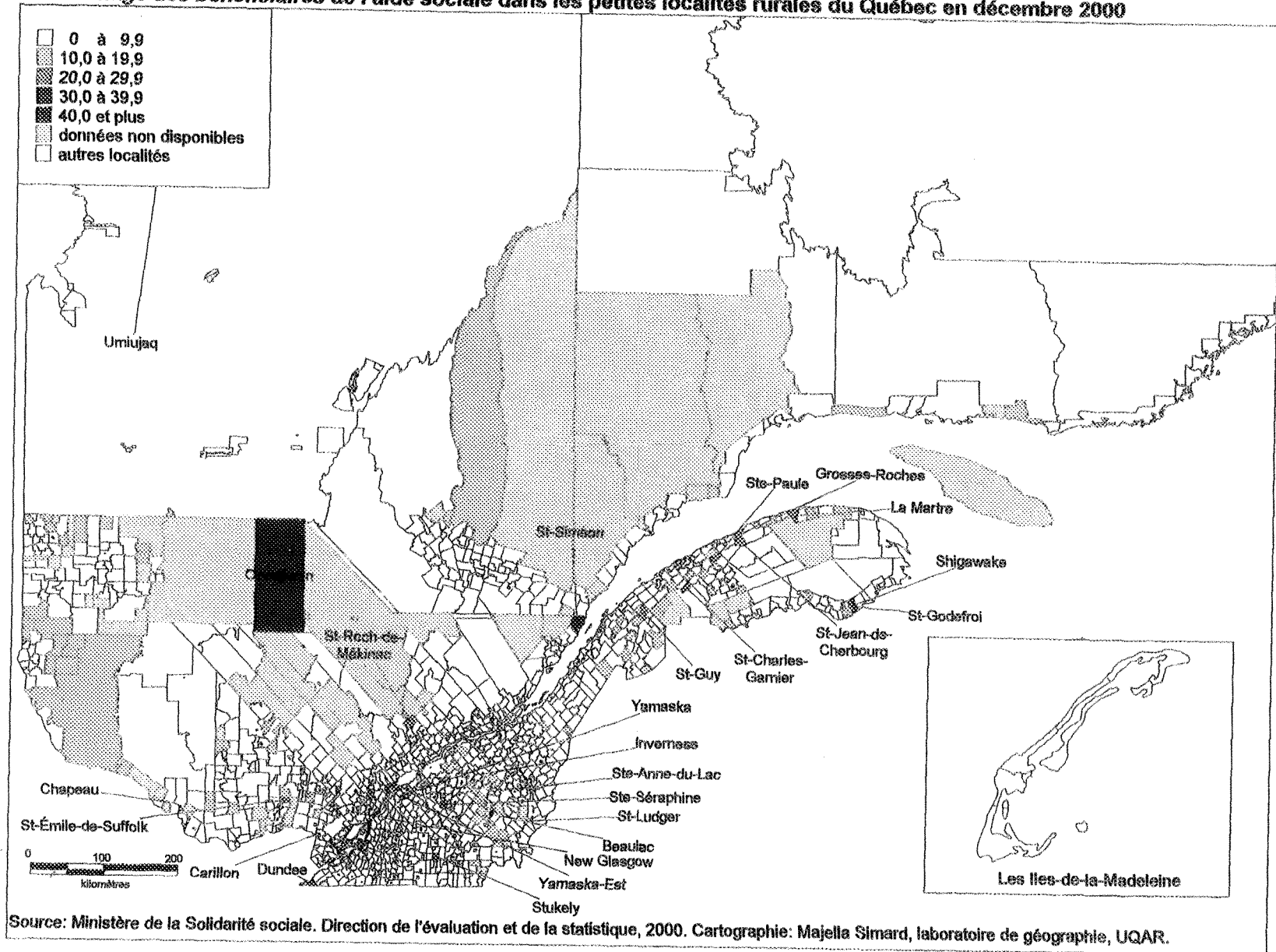
Le pourcentage de bénéficiaires de l'aide sociale constitue une variable hautement significative de la situation de sous-emploi qui affecte plusieurs petites communautés rurales. On peut supposer, sans trop grand risque d'erreur, qu'un pourcentage supérieur à 20% est indicatif de profonds maux socio-économiques. Vingt-sept localités, identifiées

par leur toponyme sur la carte 2.26, appartiennent à cette catégorie. On les retrouve principalement dans le Bas-Saint-Laurent, le long de la péninsule gaspésienne, au sud de la région Chaudière-Appalaches et en Outaouais. À New Glasgow et à Ste-Anne-du-Lac, plus de la moitié de la population vivait de l'aide sociale en décembre 2000. Les motifs qui président une telle pauvreté sont difficiles à déceler. En raison de leur très petite taille, ces données socio-économiques sont à traiter avec beaucoup de circonspection. On peut aussi supposer des problèmes de recensement. Dans le cas de Ste-Anne-du-Lac par exemple, Statistique Canada ne dénombre aucun chômeur alors que l'économie de cette localité repose presque exclusivement sur le secteur récréo-touristique. Une grande partie de la population active (85,7%) occupe un emploi à l'extérieur de la localité de séjour, notamment à Thetford Mines, dans le domaine des mines et des services. New Glasgow comporte également un très fort contingent (80%) de migrants pendulaires. Son économie est en grande partie dépendante des villes qui l'entourent, soit plus précisément St-Antoine, Ste-Sophie et St-Jérôme. Cette localité abrite une population relativement âgée et peu scolarisée. Il est possible qu'un certain nombre de personnes trop jeunes pour être rentières mais trop vieilles pour accéder au marché du travail soient prestataires de la sécurité du revenu. Divers problèmes sociaux peuvent également expliquer une telle situation. Seule une enquête sur le terrain permettrait de confirmer de telles hypothèses. Néanmoins, la pénurie d'emplois est un phénomène bien présent au sein de cette localité.

Conséquents à un ensemble de problèmes, le chômage et l'assistance sociale deviennent eux-mêmes des contraintes supplémentaires à la relance économique. Ils ne sont pas, par exemple, de nature à favoriser l'esprit d'entrepreneurship. En outre, les petites localités ne constituent généralement pas des milieux attractifs pour les firmes. Ces

Carte 2.26

Pourcentage des bénéficiaires de l'aide sociale dans les petites localités rurales du Québec en décembre 2000



dernières sont peu nombreuses dans ce segment de l'espace rural. Elles génèrent peu de valeur ajoutée. Isolées des grands réseaux d'information et des sources d'appui (capital de risque), la plupart des entreprises que l'on retrouve au sein des communautés de petite taille souffrent de sous-financement de façon endémique et subissent une insuffisance d'infrastructures notamment en ce qui concerne les services liés aux fonctions de production, de commercialisation, d'innovation technologique, de collecte et de maîtrise de l'information, d'élaboration de formes nouvelles de travail, etc. De plus, ces entreprises ont accès plus difficilement aux nouvelles technologies de l'information et de télécommunications.

### 2.5.3.2 La faiblesse des niveaux de revenus

Les taux élevés de chômage et d'assistance sociale que l'on observe dans la plupart des petites localités rurales ne peuvent pas faire autrement que de générer de faibles niveaux de revenus. En 1996, le revenu moyen des familles de recensement, dans ce segment de l'espace rural, s'établissait à 37 128\$ ce qui correspond à 75,4% de la moyenne québécoise<sup>158</sup>. Ce revenu variait entre 19 038\$ pour Ste-Jeanne-d'Arc, dans la MRC de la Mitis, à 62 799\$ pour Ivry-sur-le-Lac, dans les Laurentides<sup>159</sup>. Cet écart, très considérable, est surtout significatif pour la municipalité au revenu le plus faible. Il est

<sup>158</sup> Le revenu moyen du Québec ne peut en aucune façon être considéré comme un optimum. Il est aussi susceptible de prendre des significations différentes selon les diverses parties de la province. Il constitue néanmoins un excellent point de repère.

<sup>159</sup> Le cas de Ste-Jeanne-d'Arc s'explique par le fort contingent de personnes âgées qui ne reçoivent que les prestations minimales de la sécurité de la vieillesse. Cette municipalité est en décroissance démographique continue depuis 1956. Elle est située à 14,8 kilomètres de Mont-Joli mais la petite taille de cette ville conjuguée à ses problèmes d'exode et d'emploi contribue à réduire considérablement son aire d'influence. Quant à Ivry-sur-le-Lac, elle s'inscrit en continuum avec celle de Ste-Agathe-des-Monts, un centre touristique reconnu à l'échelle provinciale. De plus, elle se distingue par la qualité exceptionnelle de son habitat. La présence de maintes résidences cossues lui a d'ailleurs valu le titre de «Westmount du nord de Montréal».

suffisamment large pour donner lieu à une très grande variété de situations géographiques et socio-économiques.

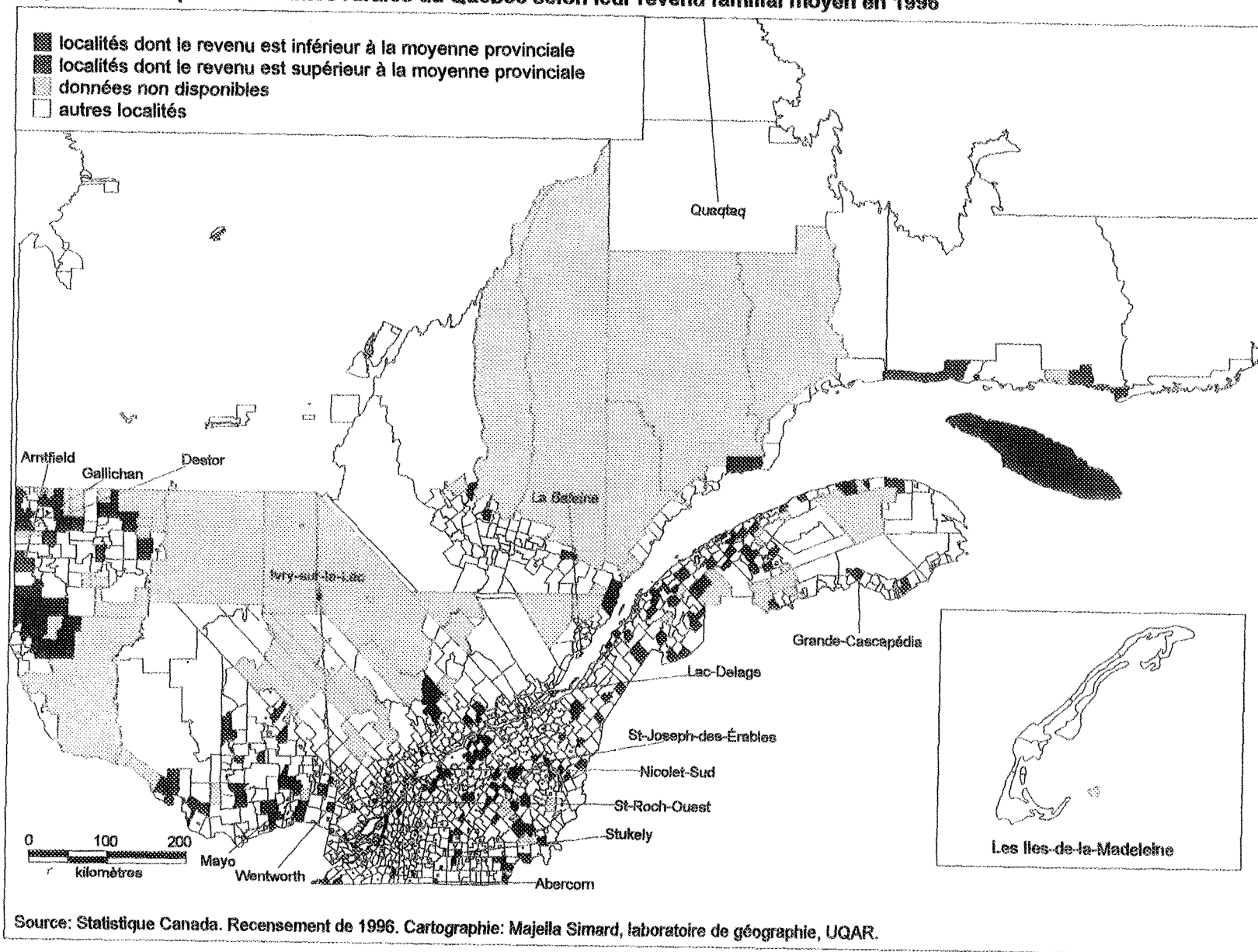
Seulement 15 localités, identifiées par leur toponyme sur la carte 2.27, disposent d'un revenu supérieur à la moyenne québécoise. L'une des principales caractéristiques à ces milieux réside dans la diversité de leurs structures occupationnelles. En fait, ils peuvent être regroupés en six catégories. On y retrouve notamment des localités minières (Destor, Gallichan, Arntfield), de banlieue (Grande-Cascapédia, Stukely<sup>160</sup>), touristiques (Ivry-sur-le-Lac, Lac-Delage), industrielles (St-Joseph-des-Érables, Nicolet-Sud), situées à proximité d'une conurbation urbaine importante (Mayo, Wenworth) ou comportant de grosses fermes (St-Roch-Ouest). Enfin, les cas de La Baleine et de Quataq sont plus difficiles à expliquer. Leur présence dans le peloton de tête peut être attribuable à des erreurs d'échantillonnage. La plupart de ces localités ont connu une croissance de leur population entre 1991 et 2001. Par ailleurs, cinq ont été affectées par de la décroissance. En dépit de leur très grande hétérogénéité, il faut quand même reconnaître que ce sont les localités à revenus élevés qui possèdent les plus fortes proportions de travailleurs dans le secteur tertiaire. Ce fait découle principalement de la proximité des villes qui fournissent la plus grande partie des emplois que l'on y retrouve.

---

<sup>160</sup> À Stukely, 94,1% de la main-d'œuvre locale occupe un emploi au sein du secteur tertiaire. Cette municipalité comporte une forte proportion de migrants pendulaires (55,9%). De plus, elle est située relativement près de Magog (20,2 kilomètres) dont elle dépend. Il en est de même pour Grande-Cascapédia dont l'économie repose essentiellement sur les épaules de New-Richmond.

Carte 2.27

Répartition des petites localités rurales du Québec selon leur revenu familial moyen en 1996





Nous avons divisé les 215 petites localités pour lesquelles nous disposons des données de Statistique Canada en cinq sous-catégories<sup>161</sup> (carte 2.28). Une première regroupe les 15 municipalités dont le revenu est supérieur à celui de la province. Une seconde englobe les 34 localités dont le revenu se situe entre 85 et 99,9% de celui de la province. Au nombre de 86, le troisième sous-groupe comporte les localités dont le revenu correspond entre 70 et 84,9% à celui du Québec. Une quatrième sous-catégorie inclut 64 entités. Leur revenu se situe entre 55 et 69,9% de celui de la province. Enfin, on dénombre seize localités dont le revenu est inférieur à 54,9% de celui de la province. Bien que ces sous-catégories aient été déterminées de façon plus ou moins arbitraire, elles évoquent des niveaux différents de situations et de disparités économiques.

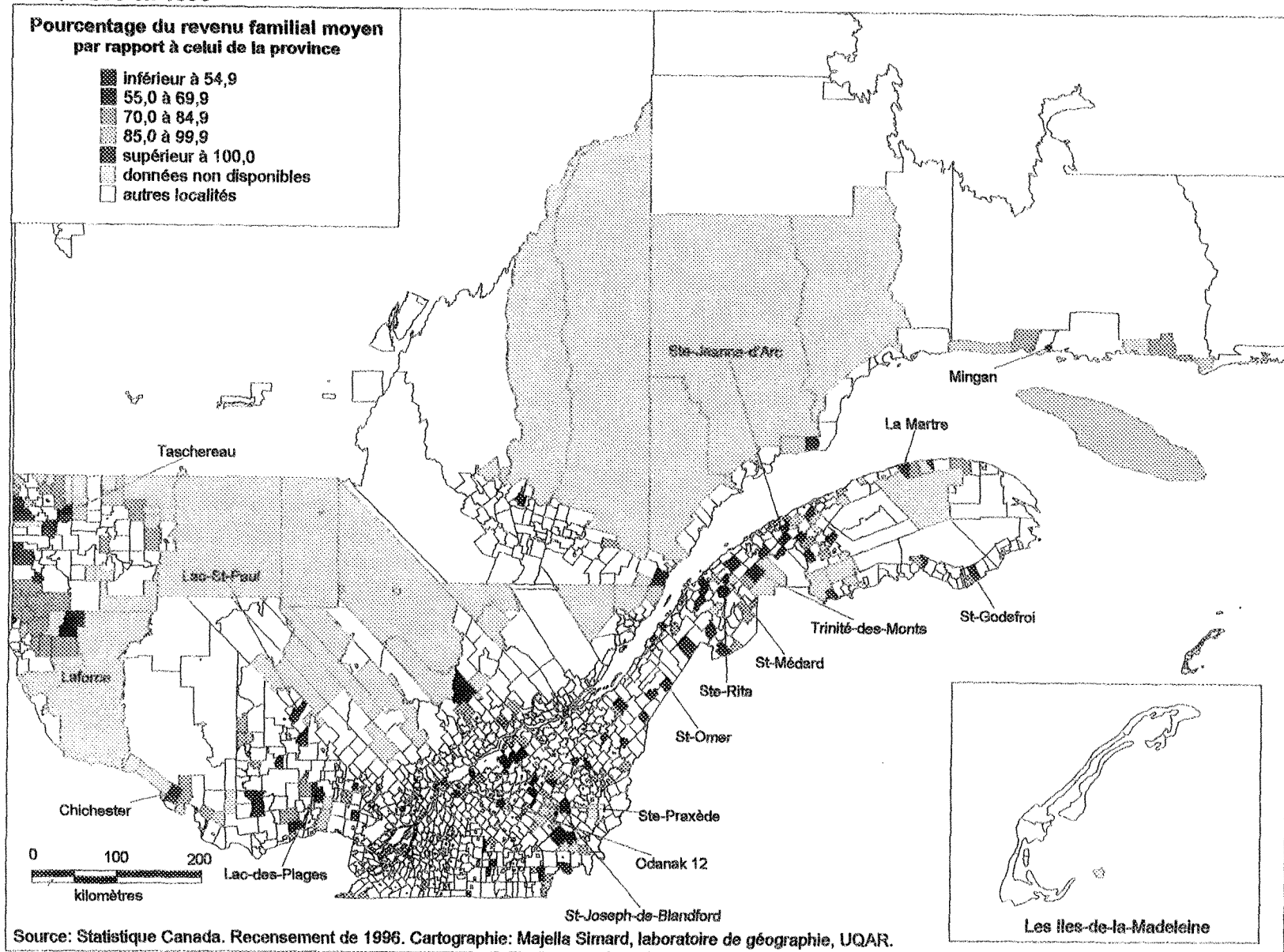
Nous avons déjà fait brièvement état des différentes catégories de milieux qui appartiennent au premier groupe. Ajoutons simplement que ces localités ont enregistré une augmentation significative (76%) de leur population entre 1971 et 1996. La dissociation qui existe entre lieu de travail et de séjour a incontestablement ses conséquences sur les revenus. Des localités telles que Arnfield, Mayo et Lac-Delage fortement intégrées à la ville<sup>162</sup> disposent de niveaux de revenus élevés. Certaines doivent aussi leur relative prospérité à la présence d'entreprises telles que les papeteries. D'autres correspondent à des zones d'extraction et de transformation du minerai ou à des secteurs

<sup>161</sup> Ces catégories ne réussissent pas à regrouper toutes les formes d'interrelations entre les niveaux de revenus et les différentes caractéristiques des petites localités notamment celles concernant la structure d'emplois. Les agencements possibles sont innombrables. Des corrélations statistiques entre les structures occupationnelles n'ont produit aucun résultat significatif. Il ressort nettement que ce n'est pas tant la structure des emplois que leur nature et leur localisation dans l'espace qui influent sur les niveaux de revenus. Le contraste entre les petites localités à bas revenus et celles à revenus élevés est d'ailleurs très éloquent. Dans certains cas, l'exploitation des ressources naturelles est une cause de marginalité, voire de déstructuration, tandis qu'ailleurs, elle constitue un facteur de prospérité.

<sup>162</sup> Cette forte intégration se manifeste notamment par des proportions très élevées de migrants pendulaires. Celles-ci atteignent respectivement 88,2%, 82,1% et 73,9%.

Carte 2.28

Distribution des niveaux de revenus en fonction du revenu familial moyen de la province dans les petites localités rurales du Québec en 1996



fortement spécialisés dans la villégiature et la récréation. Ces municipalités se situent en moyenne à 16,2 kilomètres d'une agglomération urbaine. Elles apparaissent passablement scolarisées si on les compare à celles des autres catégories. En effet, 6% de leur population détient une formation universitaire. Par ailleurs, 18,7% de cette même population n'a pas atteint le seuil de la 9<sup>e</sup> année. En dépit de leurs revenus supérieurs à la moyenne québécoise, les transferts gouvernementaux composent 13,8% du revenu total, ce qui représente la proportion la plus faible de nos cinq groupes. Ces localités sont également très diversifiées sur le plan des formes d'aménagement. De manière globale, elles se sont enrichies de 40,7 nouveaux logements entre 1981 et 1996 ce qui confirme le dynamisme de l'habitat.

Les localités dont le revenu familial moyen se situe entre 85 et 99,9% de celui de la province sont présentes dans les quatre coins de la province. Si plusieurs se localisent dans les régions plus riches, un certain nombre se situent dans les MRC les plus pauvres témoignant de l'énorme diversité qui prévaut en milieu rural. On en retrouve en Outaouais, sur la Côte-Nord, au Nouveau-Québec, dans le Bas-Saint-Laurent, en Estrie et au Lac Saint-Jean. Mais la plupart se situent en Abitibi. Leur grande dispersion dans l'espace est indicatrice de la présence de petites zones de relative prospérité un peu partout. Il s'agit, par ailleurs, d'une prospérité largement induite par la proximité des villes et la présence de foyers d'emplois bien rémunérés dans les secteurs de la transformation, des activités de villégiature et des mines. Font également partie de cette sous-catégorie, de nombreuses réserves autochtones telles que Nemiscau, Umiuq, et Ouje-Bougoumou. Ces municipalités renferment, en moyenne, 379 personnes. Elles ont globalement souffert d'une diminution de 17,6% de leur population entre 1971 et 1996. Mais ce ne sont pas

toutes les localités de ce sous-segment qui ont été affectées puisque neuf d'entre elles ont enregistré une croissance de leurs effectifs. Leur taux d'activité moyen atteint 61,4%. Leur distance par rapport à une ville est de 36 kilomètres. Il s'agit de la distance la plus longue par rapport à celle que l'on observe dans les quatre autres groupes. Le nombre moyen de nouvelles résidences construites entre 1981 et 1996 est de 31,8.

Quant aux 86 municipalités dont le revenu se situe entre 70 et 84,9% de celui de la province, elles se retrouvent dans pratiquement toutes les régions du Québec. Il s'agit du groupe dont la proportion des travailleurs du secteur secondaire est la plus élevée (29,3%). Par ailleurs, la nature de l'économie diffère considérablement d'un endroit à l'autre. Ces entités territoriales se sont caractérisées par une diminution importante de leur population, diminution de l'ordre de 17,6%, entre 1971 et 1996. Seulement six localités ont enregistré une croissance de leurs effectifs, soit Montcalm (82,5%), Pointe-Fortune (35,8%), St-Alfred (11,2%), Ste-Christine-d'Auvergne (3,7%), Hope Town (1,6%) et Waltham-et-Bryson (1%). Cette sous-catégorie abrite une plus grande proportion de migrants pendulaires (52,9%) que la précédente (49,2%). Plus du quart de la population, soit plus précisément 28,6%, n'a pas atteint une 9<sup>e</sup> année alors que moins de 3% est détentrice d'un diplôme d'études universitaires. Avec seulement 25,1 nouveaux logements construits entre 1971 et 1996, ce groupe est celui qui semble manifester le plus de difficulté à renouveler sa structure d'habitat.

Au nombre de 64, les localités dont le revenu correspond entre 55 et 69,9% de celui de la province se répartissent un peu partout dans l'assiette socio-territoriale du Québec avec une tendance à la concentration à l'est de la province. Cette concentration

en blocs homogènes est encore une fois extrêmement révélatrice de l'aspect structurel de la fragilité rurale. La faiblesse généralisée des revenus locaux n'est pas sans effet sur la qualité de vie des individus<sup>163</sup>, la nature des services disponibles et l'économie. En ce qui concerne plus particulièrement ce dernier aspect, le taux d'activité moyen n'est que de 52,2%. Il est inférieur à 40% dans huit localités<sup>164</sup>. Les travailleurs du secteur tertiaire sont pratiquement absents à Maddington, à St-François-Xavier-de-Viger, à Ste-Marie-de-Blandford et à Chartierville alors qu'ils forment plus de 80% de la main-d'œuvre active à Lac-Saguay et à Lac-Ste-Marie. Tous ces milieux se distinguent par la faiblesse de l'appareil industriel. Des municipalités telles que Lac-Saguay, Mont-St-Pierre, l'Ascension-de-Patapédia ou St-Gérard-Majella ne comportent aucune entreprise de transformation. Par ailleurs, le secteur primaire domine largement la structure de leur économie. Ces milieux se caractérisent également par une démographie très instable. Ils ont notamment connu une baisse de 15,9% de leurs effectifs au cours de la période 1971-1996. Plusieurs présentent même des signes évidents de déstructuration. Nous pensons, entre autres, à St-Léandre, à l'Ascension-de-Patapédia, à St-Paul-de-la-Croix, à St-Éloi, à St-Marcellin et à St-François-Xavier-de-Viger dont la population a régressé de plus de 40% en l'espace de 25 ans. D'autres, comme Ste-Séraphine, St-Émile-de-Suffolk, Maddington ou Ste-Marie-de-Blandford ont accru leurs effectifs. En valeur relative, ces gains représentent des augmentations qui varient entre 29% pour la localité de Milan en Estrie et 139,3% pour celle de Denholm en Outaouais. Situées en moyenne à 27,4 kilomètres d'une ville, la plupart de ces municipalités renferment une faible proportion de migrants pendulaires.

<sup>163</sup> Bien qu'il ne soit pas facile d'établir une relation directe entre les revenus et le niveau de vie, on peut présumer, sans grand risque d'erreur, qu'un revenu inférieur à 69,9% de celui du Québec est indicateur de problèmes pouvant affecter sérieusement une partie de la population concernée.

<sup>164</sup> Il s'agit de Godbout (39,7%), de St-Elzéar (39,7%), de Denholm (39,2%), de St-Charles-Garnier (39,1%), du Lac-du-Cerf (38,7%), de St-Séverin (38,3%), de St-Gérard-Majella (36,6%) et de Fortierville (29,2%).

Certaines, comme Gesgapiégiag 2, Pikogan, l'Ascension-de-Patapédia et La Patrie n'en comportent même pas du tout.

Enfin, les 16 localités dont le revenu moyen des familles est inférieur à 54,9% de celui de la province sont identifiées par leur toponyme sur la carte 2.28. Ces milieux occupent, pour la plupart, les espaces agricoles et agro-forestiers des Appalaches et du Boudier canadien. À noter que six de ceux-ci se situent dans l'Est-du-Québec. Ils se retrouvent loin des grands centres et des routes principales, voire à «la périphérie de la périphérie» pour reprendre l'expression de GUMUCHIAN (1990). En conséquence, leur pauvreté économique se double d'une marginalité géographique. La structure de peuplement apparaît donc comme un corollaire des disparités économiques et, à bien des endroits, comme une de leurs causes déterminantes. Avec un revenu qui n'équivaut en moyenne qu'à 50,3% de celui de la province, ces municipalités abritent des individus dont les conditions de vie sont nettement inférieures à celles de la majorité des Québécois. Elles présentent de graves problèmes sur le plan socio-économique. Le dépeuplement constitue certes, l'une des principales manifestations de ces problèmes. Ces 16 municipalités ont perdu plus de 20% de leur population entre 1971 et 1996. À Trinité-des-Monts, elle est passée de 789 à 283 habitants au cours de cette période. Une telle décroissance est devenue très préoccupante pour la survie des services de première ligne. À l'exception du Lac-des-Plages et de Lac-St-Paul<sup>165</sup>, l'exploitation forestière forme

<sup>165</sup> Ces deux municipalités, à vocation récréo-touristique, sont les deux seules de cette catégorie à avoir enregistré une croissance de leur population entre 1971 et 1996. Du même souffle, quatre localités, soit Odanak 12 (8,4%), St-Omer (4,4%), Trinité-des-Monts (4,2%), et Ste-Rita (0,3%) ont connu une timide mais non moins significative remontée entre 1996 et 2001. Cela confirme qu'il n'existe pas nécessairement une relation causale entre l'évolution démographique et les niveaux de revenus. De tels changements mettent également en évidence le caractère imprévisible de la démographie et la multiplicité des facteurs qui influent sur cette variable.

l'essentiel des activités économiques. La pêche exerce, à certains endroits, une fonction de second plan. Leur infrastructure de services se réduit partout au strict minimum. Quelques localités telles que Laforce ou Odanak 12, ne disposent pratiquement d'aucun service commercial. La faiblesse de cette infrastructure découle à la fois de la petite taille des localités, de problèmes de localisation et des bas revenus générés par les activités primaires. Même si certaines entités affichent des pourcentages élevés de travailleurs dans le secteur tertiaire<sup>166</sup>, il ne s'agit généralement que d'emplois à temps partiel ou très faiblement rémunérés. Ce sous-segment est également très affecté par la sous-scolarisation. En effet, moins de 2% de la population possède un diplôme d'études universitaires et plus de 40% n'a pas franchi le cap de la 9<sup>e</sup> année. La mauvaise qualité de l'aménagement paysager et la présence de nuisances environnementales traduisent également, dans certains cas, la précarité de l'économie, le défaitisme et un certain isolement social<sup>167</sup>.

De 1991 à 1996, l'augmentation du revenu familial moyen, pour l'ensemble des petites localités rurales du Québec (2 241\$) a été légèrement inférieure à celle de la province (2 668\$). Bien que cette différence soit relativement faible (-427\$), elle révèle néanmoins la persistance de malaises socio-économiques dans ce segment de l'espace rural. Elle traduit également la diminution du pouvoir d'achat des ménages. Une analyse de détail indique qu'il y a d'importants problèmes dans de nombreuses municipalités. C'est le cas notamment des 76 localités qui se sont caractérisées par une diminution de leur

<sup>166</sup> C'est le cas notamment de La Martre et de Mingan dont plus des trois quarts de la population active occupe un emploi au sein de ce secteur d'activité.

<sup>167</sup> Une visite effectuée à l'automne 2002 à Ste-Jeanne-d'Arc nous a permis de constater l'image de désolation qui règne dans cette localité. Certains rangs ont complètement été vidés de leurs occupants. Des instruments agraires se détériorent dans des champs laissés en friche. Même l'église, qui fait généralement figure de symbole, se dégrade en raison des difficultés financières de la fabrique locale.

revenu au cours de cette période quinquennale (carte 2.29). Elles se localisent dans toutes les parties du Québec. On observe une forte présence de ces milieux dans les zones agro-forestières (Ste-Jeanne-d'Arc, St-Éloi, Ste-Praxède, St-Adrien-d'Irlande). Mais on en retrouve également dans des secteurs agricoles (St-Germain, St-Denis, Ste-Élizabeth-de-Warwick, St-Denis, St-Nazaire-de-Dorchester), à activités mixtes (Ste-Thérèse-de-la-Gatineau) et même non loin des villes (Baie-de-Shawinigan).

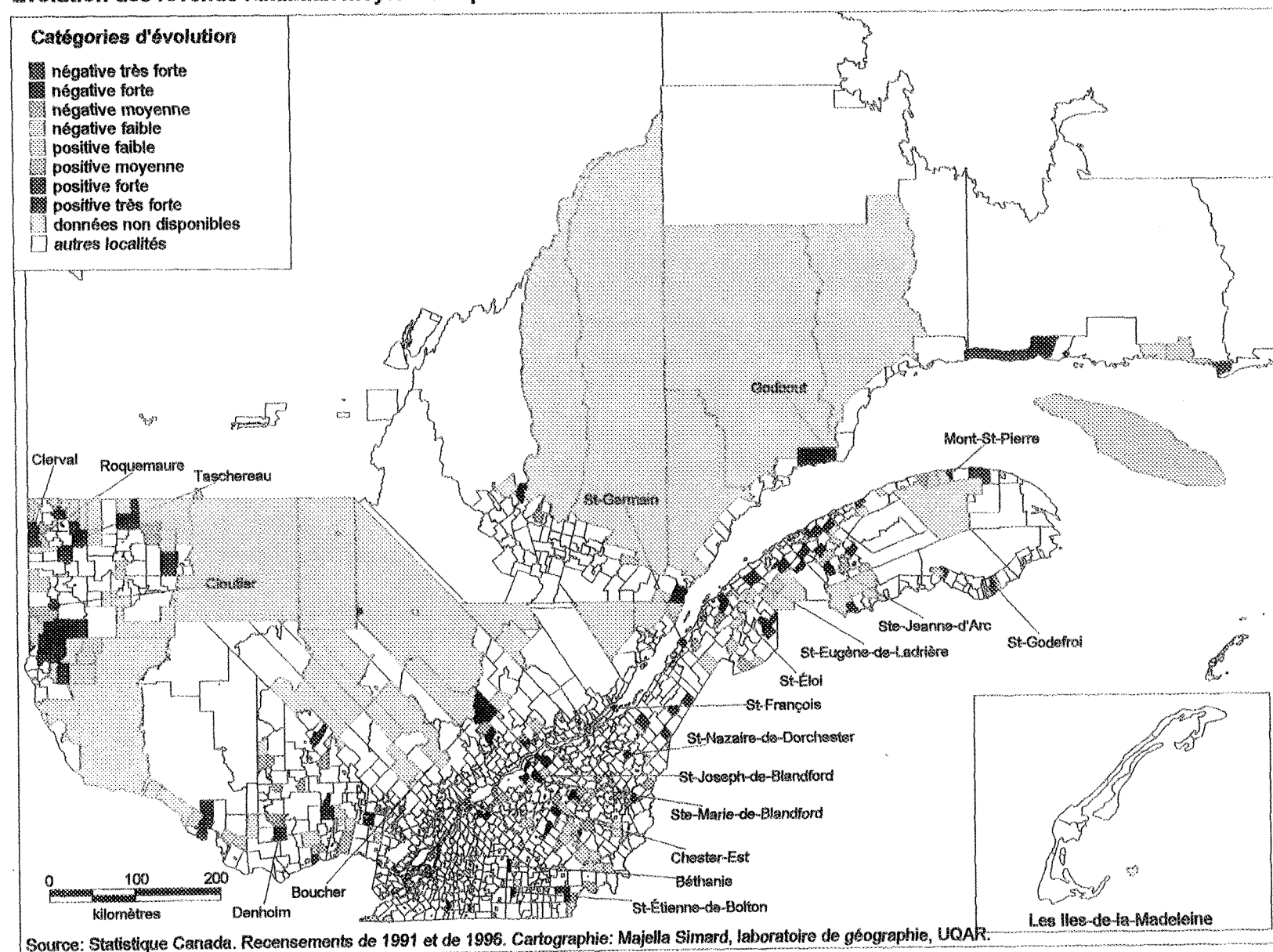
L'examen des principaux indicateurs statistiques de ces localités contribue davantage à montrer la complexité du fait rural qu'à identifier des facteurs précis de variation. On constate, à titre d'exemple, que la population s'est accrue dans 33 de ces 76 localités. En outre, 20 d'entre elles affichent même une augmentation de leur taux d'activité. Le pourcentage du revenu perçu sous la forme de transferts gouvernementaux n'est pas anormalement plus élevé dans les localités qui présentent un déficit de revenu (31,5%) comparativement à celui de leurs homologues en croissance (29%). Certaines entités, comme Denholm et St-Étienne-de-Bolton, se distinguent par un dynamisme exceptionnel du domaine domiciliaire. Il est donc difficile de mettre en évidence certaines variables qui influencent et caractérisent l'économie locale. Tous ces éléments viennent confirmer la très grande variabilité du monde rural québécois et de ses petites localités.

Les difficultés économiques ne se réduisent pas seulement au sous-emploi, au chômage et à la faiblesse des revenus au sein des petites collectivités. Ils se traduisent également par le dépérissement de l'infrastructure de services. Les problèmes engendrés par cette insuffisance de services viendront conclure le présent chapitre.



Carte 2.29

Évolution des revenus familiaux moyens des petites localités rurales du Québec entre 1991 et 1996



## 2.5.4 L'insuffisance de services

### 2.5.4.1 Principales caractéristiques et rôle de l'infrastructure de services

La question des équipements et de la disponibilité des services constitue un élément essentiel du cadre et des conditions de vie en milieu rural. Les collectivités de petite taille se caractérisent généralement par une accessibilité insuffisante aux services tant publics que privés. Le manque de clientèle ne permet généralement pas d'assurer la rentabilité de la plupart des établissements. En outre, dans bien des cas, cette infrastructure se distingue également par son faible niveau de dynamisme. De nombreux facteurs, tant exogènes qu'endogènes, influent sur l'offre de services en milieu rural: la taille démographique de la localité, le niveau de revenu, les relations de voisinage, la densité de population, le degré d'autonomie municipale et de mobilité géographique des individus, le vieillissement des propriétaires de commerces, l'absence de relève, la normalisation des équipements, la difficulté à recruter du personnel qualifié, les décisions administratives et gouvernementales, les intérêts politiques, les rivalités entre localités, les distances entre les différents noyaux de peuplement, les considérations pédagogiques, etc.

En règle générale, plus une localité est petite, plus son infrastructure de services est ténue. Par conséquent, la faiblesse des effectifs démographiques oblige les individus à s'accommoder d'une brochette de services beaucoup moins étendue que celle qu'ils pourraient trouver à l'intérieur ou dans l'environnement immédiat d'un centre urbain. Dans les plus petits milieux, cette infrastructure se résume, sauf exception, à peu de chose: l'hôtel de ville, l'église, l'école, le presbytère et le bureau de poste constituent l'essentiel

des services publics. En ce qui concerne les services privés, ils se limitent, dans bien des cas, au dépanneur et à la caisse populaire auxquels viennent parfois se greffer un salon funéraire, un service de coiffure, une station-service et une patinoire. Le maillage commercial est généralement très lâche non seulement en raison de la faiblesse des clientèles à desservir mais aussi de la difficulté à maintenir des prix compétitifs. Par ailleurs, certaines petites localités sont privées de la quasi-totalité de ces services<sup>168</sup>.

Un examen de la littérature portant sur la problématique de l'insuffisance de services nous rappelle que ceux-ci exercent quatre types de fonctions en milieu rural: une fonction utilitaire, structurante, symbolique et sociale<sup>169</sup>.

On connaît tous la valeur utilitaire d'une école, d'un bureau de poste ou d'une épicerie. En raison de la place qu'ils occupent dans la vie socio-économique, les services ont un effet structurant au sein des petites localités. Ils contribuent non seulement au maintien, à la consolidation et au renouvellement du tissu de peuplement mais ils peuvent également s'avérer un facteur d'attraction<sup>170</sup> et de dynamisme local. En outre, ils favorisent la création d'emplois. Enfin, certains services, comme la caisse populaire, exercent également une importante fonction en termes de développement économique que ce soit par la redistribution des trop-perçus ou par la réalisation de différents projets.

<sup>168</sup> C'est le cas notamment de St-Guy et de Ste-Marguerite dans le Bas-Saint-Laurent.

<sup>169</sup> L'économiste Anne LEROY (1997) en identifie une cinquième, soit une fonction d'intégration pour les nouveaux résidents à la vie d'une collectivité.

<sup>170</sup> Par exemple, le fait qu'une petite localité possède une école primaire peut influencer positivement la décision d'une nouvelle famille à venir s'y installer.

Mais les activités de service n'ont pas seulement un rôle utilitaire ou structurant. Elles prennent aussi figure de symbole. Cette valeur symbolique constitue une composante majeure de l'identité collective en milieu rural. «Elle canalise également des images, des souvenirs et des états d'âme qui pigmentent fortement le quotidien ou encore des épisodes plus ou moins brefs de la vie» (DUGAS, 1993: 22). Cette dimension symbolique se manifeste plus particulièrement à l'endroit du patrimoine religieux. L'église paroissiale constitue en effet un point de repère important dans le paysage rural québécois. Le bureau de poste comporte également une valeur symbolique très importante à l'échelon des petites localités, comme l'ont démontré les travaux d'Hugues DIONNE et de Raymond BEAUDRY (1998) ainsi que ceux de Clermont DUGAS (1993, 1994). Pour bon nombre d'individus, cette institution représente un lien de rattachement de la collectivité locale à la communauté nationale. Elle constitue ni plus ni moins un lieu d'intégration à une communauté plus élargie.

Pendant longtemps, la vie socio-économique s'est organisée en milieu rural autour de l'école et de la paroisse. Encore aujourd'hui, ces deux institutions contribuent à une meilleure cohésion sociale particulièrement au sein des petites collectivités. À bien des endroits, l'école est souvent le seul édifice public à la disposition de la communauté. On y accueille les aînés, on y célèbre des fêtes, on y organise des événements culturels, on y offre des services municipaux, de gardiennage, etc. Véritable lieu de socialisation, elle sert de pôle intégrateur autour duquel s'articule la vie collective en milieu rural fragile. Cette fonction sociale reflète l'appartenance territoriale, la vie relationnelle et, dans une certaine mesure, le dynamisme du milieu. Elle devrait donc être prise en compte dans l'élaboration d'une stratégie de développement rural.

#### 2.5.4.2 Les conséquences liées à l'effondrement des services

En deçà d'un certain seuil, la faiblesse de l'infrastructure de services affecte la qualité de vie et devient un facteur d'instabilité démographique et d'émigration. Les difficultés liées au maintien des services entraînent, dans bien des cas, l'effacement du village comme unité structurante. La fermeture des commerces et des services peut être très lourde de conséquences. Ces dernières sont d'autant plus dévastatrices que la taille des localités est petite et que celles-ci se situent loin des villes. Elles se manifestent à plusieurs niveaux.

Sur le plan économique, la fusion, voire l'érosion des services, contribue à affaiblir une infrastructure déjà frêle et vulnérable en plus d'éliminer des emplois comptant parmi les plus stables et les mieux rémunérés. L'effondrement des services ne favorise pas l'arrivée de nouveaux ménages. Bien au contraire, la perte de services est plutôt susceptible d'alimenter le phénomène d'exode et ainsi provoquer un effritement des effectifs humains. En outre, elle ne constitue guère un facteur d'attraction pour les entreprises. La réorganisation des services a aussi des incidences sur les habitudes de vie des individus en plus d'être un agent de déstabilisation du tissu social. La diminution des services crée, en effet, un environnement social pessimiste<sup>171</sup>.

<sup>171</sup> Nous pensons plus particulièrement à la municipalité de Godbout, sur la Côte-Nord. Avec ses 391 habitants, cette localité vit des heures difficiles. Elle a perdu plus de la moitié de sa population en moins de 25 ans. Son école ne comporte plus que 20 élèves. Voilà maintenant que le minuscule point de services de la Caisse populaire Desjardins menace de disparaître. Cette caisse, comme la plupart de celles que l'on retrouve en milieu rural, générerait suffisamment de transactions pour se rentabiliser. Cependant, la mise à jour de la plate-forme informatique imposée par la Fédération centrale l'a plongée dans le rouge. La fermeture sème la consternation chez des sociétaires qui vont se retrouver à 60 kilomètres des services centralisés à Baie-Comeau. Selon un reportage diffusé en octobre 2002 sur les ondes de Radio-Canada, certains résidents remettent sérieusement en doute la mission sociale de Desjardins dont la gestion ressemble davantage à celle d'une entreprise que d'une coopérative. La fermeture aurait mieux passé si Desjardins avait accepté d'installer un guichet automatique. Mais la Fédération s'y oppose catégoriquement pour des questions de rentabilité. La perte de ce service fait craindre à la population locale que le village ne se transforme en une simple halte pour les pêcheurs de saumons et une zone de desserte pour la traverse Matane/Côte-Nord.

Enfin, la fermeture de la dernière école du village risque d'entraîner une diminution, voire la disparition des activités à caractère culturel ou sportif; activités qui se font déjà rares au sein des petites collectivités. Ainsi que le rappelle HAMEL (2000), «un bureau de poste qui ferme, comme une école qui s'étirole, comme une caisse populaire qui devient un point de service d'une entité régionale, c'est plus que le symptôme du dépérissement du village, c'est en soi, chaque fois, un coup dur porté à la vitalité d'une communauté (HAMEL, 2000: 119).

Bref, l'effondrement ou l'érosion des services entraîne tout un cortège de situations dans un segment de l'espace rural déjà aux prises avec de nombreuses difficultés. La loi des grands nombres et le jeu de la rationalisation économique, associés aux progrès technologiques, ne risquent-ils pas d'entraîner au cours des prochaines années un démantèlement accéléré des institutions sises dans les milieux à faible densité humaine? Qu'advient-il d'une localité qui ne possède plus aucun service de proximité? Il n'est pas simple de répondre à cette question. À maints endroits, l'avenir des petites localités rurales apparaît problématique.

Dans ce chapitre, nous avons tenté de cerner les différentes caractéristiques du fait rural québécois, de décrire et d'identifier ses grandes composantes et ses principaux problèmes en nous attardant plus spécifiquement à la situation des localités de petite taille démographique. Ces éléments étant posés, nous nous intéresserons maintenant plus particulièrement au phénomène de la fragilité dans les petites municipalités rurales du Bas-Saint-Laurent.

## **CHAPITRE 3**

### **Caractérisation et évolution de la fragilité des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent**

Comme pour toutes les municipalités du Québec, l'évolution de la situation démographique et socio-économique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent découle d'un long processus évolutif influencé par une multiplicité de facteurs tant historiques, géographiques, politiques, économiques, sociaux, administratifs que culturels. Ce chapitre porte explicitement sur l'analyse de la fragilité des petites localités rurales.

Dans un premier temps, nous effectuerons une brève présentation de la région du Bas-Saint-Laurent. Au plan de la géographie physique, les multiples particularités liées à la topographie, à la pédologie, au climat, à la végétation et à l'hydrographie se combinent pour créer une grande diversité biophysique. Pour cette raison, notre présentation du cadre biophysique, objet du point 3.1.1.1, ne vise qu'à donner une image globale du contexte régional. Par la suite, nous tracerons les principales caractéristiques de la structure du peuplement. L'organisation spatiale de la population n'est pas le fruit du hasard. Elle est dépendante de nombreux facteurs dont les principaux sont le cadastre, la topographie, le réseau hydrographique, les voies de communication, l'âge du peuplement,

le climat, la nature et la localisation des ressources. Selon certains géographes<sup>1</sup>, c'est ce dernier facteur – et plus spécifiquement la fonction agricole – qui serait en partie responsable de l'état actuel de dispersion de la population dans le Bas-Saint-Laurent. À défaut de pouvoir analyser toutes les caractéristiques liées au tissu de peuplement, nous attarderons sur quatre de ses principales composantes. Notre analyse débutera par une brève description de la forme des municipalités et des principales voies de communication. La hiérarchisation des villes sera étudiée au point 3.1.1.2.3. La dispersion de la population et l'éloignement des localités par rapport aux centres de services feront respectivement l'objet des sections 3.1.1.2.4 et 3.1.1.2.5. Enfin, dans la section suivante, nous évoquerons les divers aspects de la vie économique régionale.

En second lieu, nous situerons les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent dans l'assiette socio-spatiale régionale.

Les sections 3.3 à 3.7 portent spécifiquement sur l'analyse de la fragilité à l'échelle des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Chacune de ces sections est divisée de façon à peu près identique. Dans un premier temps, l'étude reposera essentiellement sur la variable démographique. La nature des occupations, les revenus et le dynamisme de l'habitat feront respectivement l'objet des sections 3.4, 3.5 et 3.6. Enfin, la construction

---

<sup>1</sup> Voir notamment à ce sujet les travaux de Clermont DUGAS, en particulier sa thèse de doctorat dont une partie de celle-ci a porté spécifiquement sur la problématique de la dispersion de la population dans l'Est-du-Québec. Cette thèse a paru en 1981 aux Presses de l'Université du Québec sous le titre: *Un pays de distance et de dispersion*. Le lecteur est également convié à se reporter aux recherches de Raoul BLANCHARD publiées dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle et, plus spécifiquement, aux ouvrages suivants:

- BLANCHARD, Raoul. *Études canadiennes I: la Presqu'île de Gaspé*. Grenoble, Institut de géographie alpine de l'Université de Grenoble, 1930, 112 p.
- BLANCHARD, Raoul. *Études canadiennes II: le rebord de l'estuaire du Saint-Laurent*. Grenoble, Institut de géographie alpine de l'Université de Grenoble, 1937, 140 p.



d'une typologie effectuée à partir d'un indice synthétique de fragilité, permettra de mieux caractériser et de mieux cerner les problèmes des petites localités bas-laurentiennes.

### **3.1 Présentation générale de la région du Bas-Saint-Laurent**

#### **3.1.1 Au plan de la géographie**

##### **3.1.1.1 La géographie physique**

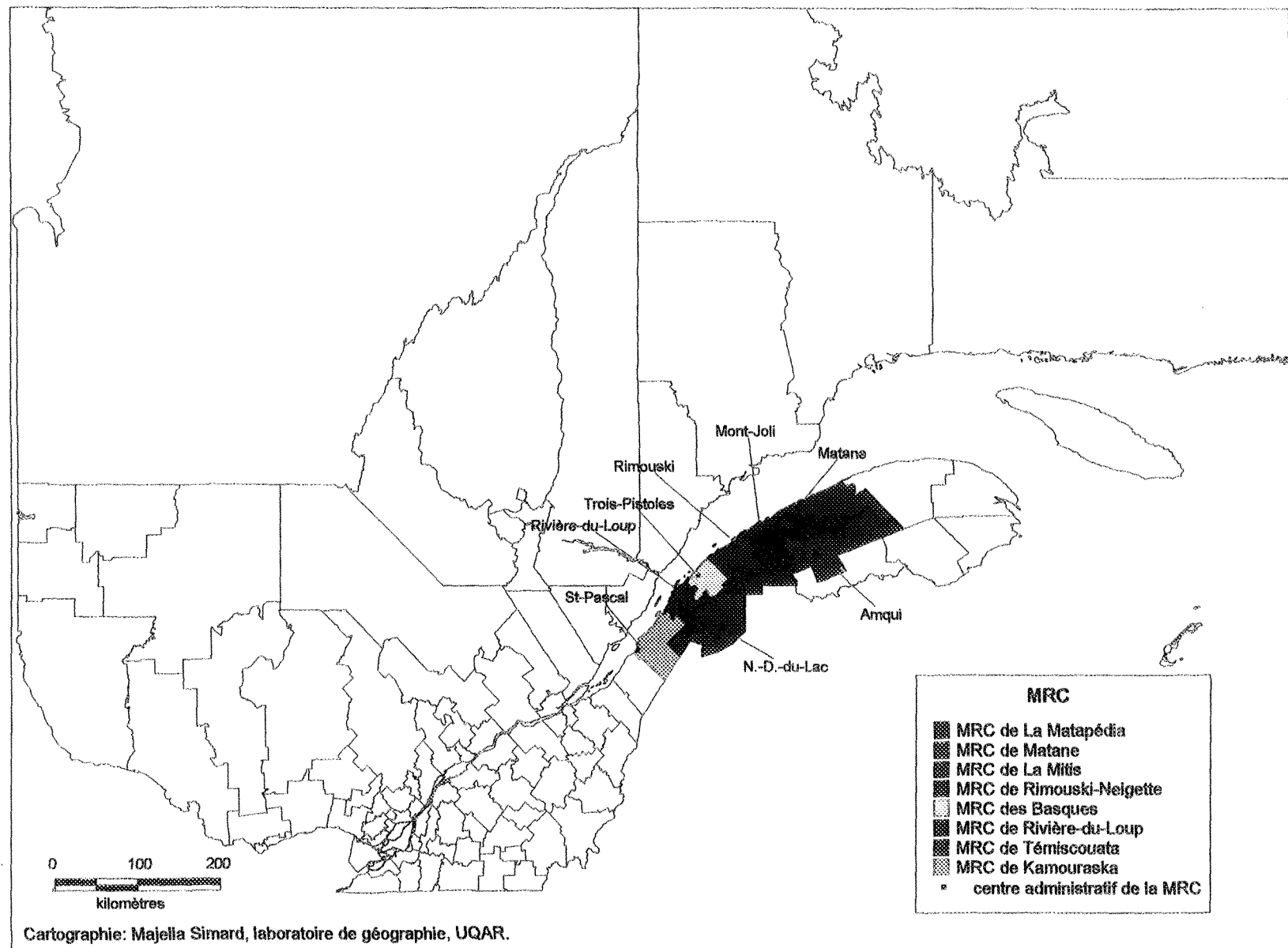
Le Bas-Saint-Laurent, tel que défini dans cette étude, recouvre la partie située à l'est de la province, au sud de l'estuaire du Saint-Laurent (carte 3.1). D'une superficie totale de 19 573 kilomètres carrés, le territoire est allongé dans le sens sud-ouest, nord-est. Baigné par les eaux de l'estuaire du Saint-Laurent, le littoral s'étire sur un plus de 300 kilomètres, d'ouest en est, de La Pocatière aux Méchins. La largeur du territoire atteint en moyenne une trentaine de kilomètres.

##### **3.1.1.1.1 Caractéristiques topographiques**

Le morcellement du paysage concourt à créer la diversité des milieux géographiques. Les basses terres du littoral se distinguent de celles du haut pays qui couvrent les trois quarts de la superficie du territoire. Ensemble, elles constituent les deux grandes formations physiographiques du Bas-Saint-Laurent (les terrasses du littoral et le plateau appalachien) entre lesquelles s'insèrent le piémont. Ces trois zones

Carte 3.1

Le Bas-Saint-Laurent dans le Québec méridional



orographiques laissent encore deviner les principales richesses qui ont attiré ses exploitants: les eaux jadis poissonneuses de l'estuaire, les sols arables des terrasses côtières et une forêt où dominent les essences commerciales.

Formées de roches cambriennes, ordoviciennes et siluriennes, les Appalaches, qui s'étendent depuis les Cantons-de-l'Est jusqu'à la Gaspésie, gonflent toute la partie sud de la région. Elles prennent l'allure d'une vaste plate-forme<sup>2</sup> ondulée, ponctuée de collines couvertes de till et entaillée de petites cluses. Elles s'inclinent en pente douce vers l'estuaire. Cette plate-forme, qui s'étend jusqu'à 60 kilomètres à l'intérieur des terres, est scindée par deux importantes vallées parallèles entre elles (à environ 160 kilomètres l'une de l'autre) et perpendiculaires au fleuve. Il s'agit des vallées de la Matapédia à l'est et de celle du Témiscouata à l'ouest. Nées à la suite de surcreusements de langues glaciaires, ces deux vallées sont constituées de versants dont la largeur et l'inclinaison sont très variables. Elles sont suffisamment amples et douces pour permettre l'exploitation agricole. Par ailleurs, dans La Matapédia, cette cuvette se transforme sur une trentaine de kilomètres en un véritable défilé sinueux. La configuration du relief explique la localisation des petits centres de services que l'on retrouve dans la partie centrale de ces deux vallées.

La plaine est formée de roches sédimentaires (grès, calcaire, dolomie et shale) et d'une bande de terrasses graveleuses. Découpées par l'érosion, les terrasses assurent le contact avec les eaux de l'estuaire du Saint-Laurent. Cette succession stratigraphique de roches du Paléozoïque inférieur se caractérise par une disposition horizontale, marquée

---

<sup>2</sup> Lorsque sur un bouclier se trouve une couverture restée horizontale, il s'agit d'une plate-forme.

par quelques failles peu accentuées. L'altitude moyenne ne dépasse guère les 300 mètres. En outre, la dénivellation est relativement faible. Ces terrasses comportent des accidents topographiques mineurs. Des crans rocheux, perpendiculaires au fleuve, forment un ensemble de collines résiduelles qui percent de façon irrégulière les terres cultivables.

#### **3.1.1.1.2 Nature et potentiel des sols**

Sur les terrasses littorales, des gleysoils tourbeux, des gleysoils gris foncés dégradés, des gleysoils gris foncés orthiques et des gris boisés se sont développés sur des sédiments fluviomarins et graveleux. Ces sols, dont l'épaisseur diminue en fonction de l'altitude, constituent les meilleures terres agricoles de la région. Ceux de la plaine littorale sont tous défrichés. D'après les cartes de potentiel de l'Inventaire des Terres du Canada, ils correspondent essentiellement aux classes<sup>3</sup> trois et quatre. Leurs principales limitations sont liées au drainage et au relief.

Bien que les sols podzoliques dominent la région, on rencontre également quelques parcelles de sols organiques. Les sables contiennent de fins fragments de schistes et de coquillages d'où un caractère podzolique moins prononcé, parfois régosolique. Les sédiments argileux couvrent une faible étendue et correspondent généralement à des apports glacio-lacustres logés au fond de cuvettes peu profondes.

---

<sup>3</sup> La profondeur du sol, le drainage, la texture, la capacité de rétention d'eau, la structure, la fertilité et le climat sont les principaux critères qui servent à déterminer ces classes.

Les sols des hautes terres appalachiennes sont des podzols issus de dépôts morainiques à texture de loam et constitués, en majeure partie, de schistes ardoisiers (particulièrement dans le secteur nord-est), de grès, de micro-grès, de conglomérats, de quartzites et, en plus faible quantité, de roches de nature organique, principalement en bordure du plateau. Mis en place par les eaux de fonte des glaciers, ces dépôts fluvio-glaciaires tapissent généralement les vallées des rivières. Le degré d'altération et de pendage des schistes influence la profondeur et la pédogénèse du sol dont la qualité diminue vers le sud en raison notamment du relief plus accidenté et des dépôts rocailleux. Ceux-ci favorisent cependant l'exploitation d'une forêt boréale à dominante coniférienne, de grande valeur sur les plans économique et environnemental. Au sud du lac Matapédia, les formations calcaires, souvent ciselées de ravins profonds, ont donné naissance à des brunisoliques développés aux dépens de tills locaux sur matériaux consolidés de calcaire. Ces sols, dont la majeure partie n'est pas défrichée en raison de nombreux facteurs limitatifs<sup>4</sup>, supportent une végétation mixte. Quant à ceux faisant l'objet d'une exploitation, ils appartiennent majoritairement à la classe quatre. Par ailleurs, quelques types de sols loameux se rangent dans la classe trois.

Les tourbières, principalement oligotrophes, sont fréquentes et de grandes étendues. Elles se distribuent, le long du littoral, entre Rivière-Ouelle et St-Fabien. On en retrouve aussi quelques-unes à l'intérieur des terres notamment à St-Alexandre-de-Kamouraska, à St-Hubert et à St-Eugène-de-Ladrière.

---

<sup>4</sup> Les principaux facteurs limitant la valeur agricole sont l'abondance de pierres et d'affleurements rocheux, le relief accidenté, les mauvaises conditions de drainage et l'épaisseur insuffisante de dépôt-meuble recouvrant le roc ou le sous-sol compact.

La carte 3.2 illustre le potentiel biophysique des différentes localités du Bas-Saint-Laurent. L'indice biophysique ayant servi à sa réalisation tire son origine d'un ouvrage du géographe Clermont DUGAS (1975) intitulé *Zonage agricole de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent*<sup>5</sup>. Cet indice est la résultante de trois variables: le potentiel du sol, les secteurs thermiques et la dispersion des parcelles. Ces deux derniers éléments ont été ajoutés à l'indice de base à titre de facteurs d'aggravation<sup>6</sup>.

#### 3.1.1.1.3 La forêt

La forêt bas-laurentienne, qui occupe environ 85% du territoire, constitue une composante majeure de la structure spatiale. Elle enclave un grand nombre de localités et de zones d'habitat et forme tout au moins la limite intérieure de la presque totalité des municipalités du Bas-Saint-Laurent. Elle constitue de loin la ressource régionale la plus importante. Cette dernière a favorisé la pénétration du peuplement à plusieurs endroits notamment dans la vallée de La Matapédia où son exploitation a précédé l'agriculture. Elle appartient, de façon générale, aux domaines climatiques de la sapinière et de l'érablière à bouleau jaune. Cette dernière se rencontre dans les secteurs climatiques les plus chauds lesquels offrent également les meilleures terres. Ce domaine se distribue plus précisément

---

<sup>5</sup> Étant donné que les valeurs caractérisant le complexe biophysique demeurent relativement stables dans le temps, cette carte constitue toujours une représentation fidèle du potentiel bas-laurentien.

<sup>6</sup> On retrouvera une description détaillée de la méthodologie utilisée par DUGAS (1975) aux pages 34 à 60 de son ouvrage.

## Indice biophysique des localités de la région du Bas-Saint-Laurent



en bordure des basses terres du Saint-Laurent de même qu'aux abords des vallées de La Matapédia et du Témiscouata. Ces érablières sont exploitées non seulement pour la matière ligneuse mais aussi à des fins acéricoles. Quant à la sapinière, elle abrite des feuillus au sud et du bouleau blanc plus au nord. Elle peut être considérée comme une transition entre la forêt coniférienne et la forêt feuillue.

La végétation à l'intérieur du plateau est de caractère boréal. Le sapin baumier et l'épinette noire dominent. Sur les pentes de faible altitude et dans les vallées, on retrouve également l'épinette blanche, le bouleau blanc, le tremble et le pin blanc.

#### **3.1.1.1.4 L'hydrographie**

Le réseau hydrographique du territoire est très bien fourni. Transversaux aux crêtes appalachiennes, plusieurs cours d'eau, au débit généralement modéré, drainent la région avant de se jeter dans le Saint-Laurent.

De dimension relativement modeste, les rivières s'étirent sur des espaces assez courts. Il s'agit essentiellement de réservoirs à saumons. Certaines, comme la rivière Matapédia et la Causapscal, ont même une réputation mondiale. Bien installées dans leur lit, ces rivières ne connaissent que très rarement des débordements dévastateurs. À bien des endroits, elles ont favorisé l'établissement de scieries dont la plupart ne sont plus en opération aujourd'hui.



Les creux appalachiens ont emprisonné de nombreuses nappes d'eau formant autant de petits lacs. Bien que nombreux, ceux-ci sont de petite taille. Avec ses 104 kilomètres carrés, le lac Témiscouata est le plus imposant. Le lac Matapédia, qui possède une superficie de 65 kilomètres carrés, est le second en importance. Ces deux formations lacustres sont encastrées dans l'axe des deux vallées qui portent leurs noms. Elles ont amené quelques établissements humains sur leur pourtour. Quant aux autres lacs, ils se dispersent un peu partout à l'intérieur des terres et sont logés, pour la plupart, dans les plis appalachiens. Certains sont perpendiculaires aux lignes directrices du relief, c'est-à-dire parallèles aux deux grandes vallées.

#### 3.1.1.1.5 Le climat

Le climat du Bas-Saint-Laurent est de type continental sous influence maritime. Cette influence, qui adoucit le climat l'hiver et abaisse les températures en été, est significative pour les secteurs les plus habités du territoire. Toutefois, elle disparaît rapidement dès que l'on pénètre vers l'intérieur des plateaux. Le climat revêt alors les caractéristiques continentales, c'est-à-dire des températures plus basses accompagnées de brusques écarts, des précipitations plus élevées, une diminution considérable de la période sans gel et une saison végétative plus courte. Cette dernière s'étend approximativement entre 140 et 160 jours. Quant à la période sans gel, elle s'échelonne sur une moyenne de 90 à 110 jours, ce qui représente un déficit de 20 à 25 jours par rapport aux régions du centre de la province. Ce déficit a nécessairement pour effet d'accentuer le caractère saisonnier des activités liées aux ressources. Les précipitations annuelles varient entre 65 et 100 centimètres. Pour ce qui est des températures, elles sont

influencées par moult facteurs (l'altitude, la topographie, l'environnement, la proximité des nappes phréatiques, etc.) qui contribuent à créer un important compartimentage thermique. À la station météorologique de Mont-Joli, la moyenne de juillet oscille autour de 17,2 degrés centigrades alors qu'elle atteint une moyenne de -11,1 degrés en janvier. Enfin, le nombre de degrés-jours au-dessus de 10 degrés centigrades est de 2 550 pour les basses terres, 2 250 pour le piémont et 2 000 sur les plateaux (en comparaison à 3 250 pour la région de Montréal).

### **3.1.1.2 La géographie humaine – Organisation spatiale de la population et principales caractéristiques de la structure de peuplement**

#### **3.1.1.2.1 Caractéristiques générales du semis de peuplement**

La structure de peuplement régional, tout comme pour celle de la province, est la résultante d'une multitude d'interventions humaines. Elle matérialise et synthétise en partie les traits socioculturels et l'histoire économique de ceux qui l'ont façonnée. Bien que chacune des huit MRC du Bas-Saint-Laurent possède un semis de peuplement particulier<sup>7</sup>, la structure régionale, prise dans sa globalité, a pour principale caractéristique d'être asymétrique et déséquilibrée. Ce déséquilibre tient à une organisation différentielle de l'espace, à la dispersion de la population et surtout à une répartition inégale des villes. Il confère à la région un caractère très particulier qui a des incidences profondes sur toute la vie économique et sociale (que ce soit au niveau de l'organisation et de l'offre de

---

<sup>7</sup> Ce dernier se dégage aisément à l'examen de la répartition des municipalités par strate de taille et par l'analyse des distances entre les localités à l'intérieur de chaque MRC. Nous y reviendrons plus loin.

services, de la composition de la structure occupationnelle, des revenus, etc.), les comportements et même sur les individus.

Les diverses caractéristiques de la structure de peuplement constituent une composante majeure de la ruralité bas-laurentienne. Ces caractéristiques concernent notamment la vaste superficie du territoire, la configuration et la localisation des espaces habités, la dissémination d'unités de peuplement peu peuplées<sup>8</sup>, la multiplicité et l'immensité des milieux inhabités, la taille restreinte des agglomérations, les faibles taux de densité humaine, la longueur du réseau routier, la distribution éparse des localités, l'éloignement de nombreuses localités par rapport à un centre de services ou à un pôle urbain ainsi que l'absence d'une véritable hiérarchie urbaine et d'un centre capable, au même titre que Sherbrooke ou Chicoutimi, d'impulsion économique à l'échelle régionale et supra-régionale. Tous ces éléments ont empêché la constitution de points de développement qui polariseraient les différents secteurs de l'espace économique régional. Ils créent une synergie déstructurante qui contribue à freiner la reconversion économique de nombreuses portions de l'espace géographique bas-laurentien. Ils ne favorisent guère la création d'entreprises modernes à haut degré de technicité dans le domaine de la transformation et ce, d'autant plus que la région est située loin des grands centres urbains. La configuration du peuplement régional présente incontestablement des avantages en

---

<sup>8</sup> Des 136 municipalités qui composent l'assiette socio-spatiale bas-laurentienne, 85 (soit près des deux tiers) sont de taille inférieure à 1 000 habitants. Près du quart de la population (21,7%) habite ces entités administratives. À noter que la région comporte également une ancienne réserve indienne, Whitworth (0) et 15 territoires non organisés. Il s'agit de Rivière-Bonjour (0), Ruisseau-des-Mineurs (0), Lac-Casault (0), Routhierville (24), Rivière-Vaseuse (0), Lac-à-la-Croix (0), Lac-Alfred (0), Lac-Matapédia (4), Lac-des-Eaux-Mortes (0), Lac-Huron (3), Grand-Lac-Touladi (0), Lac-Boisbouscache (0), Picard (0), Petit-Lac-Ste-Anne (0) et Rivière-Patapédia-Est (0). Le chiffre entre parenthèses indique le nombre d'habitants en 1996.

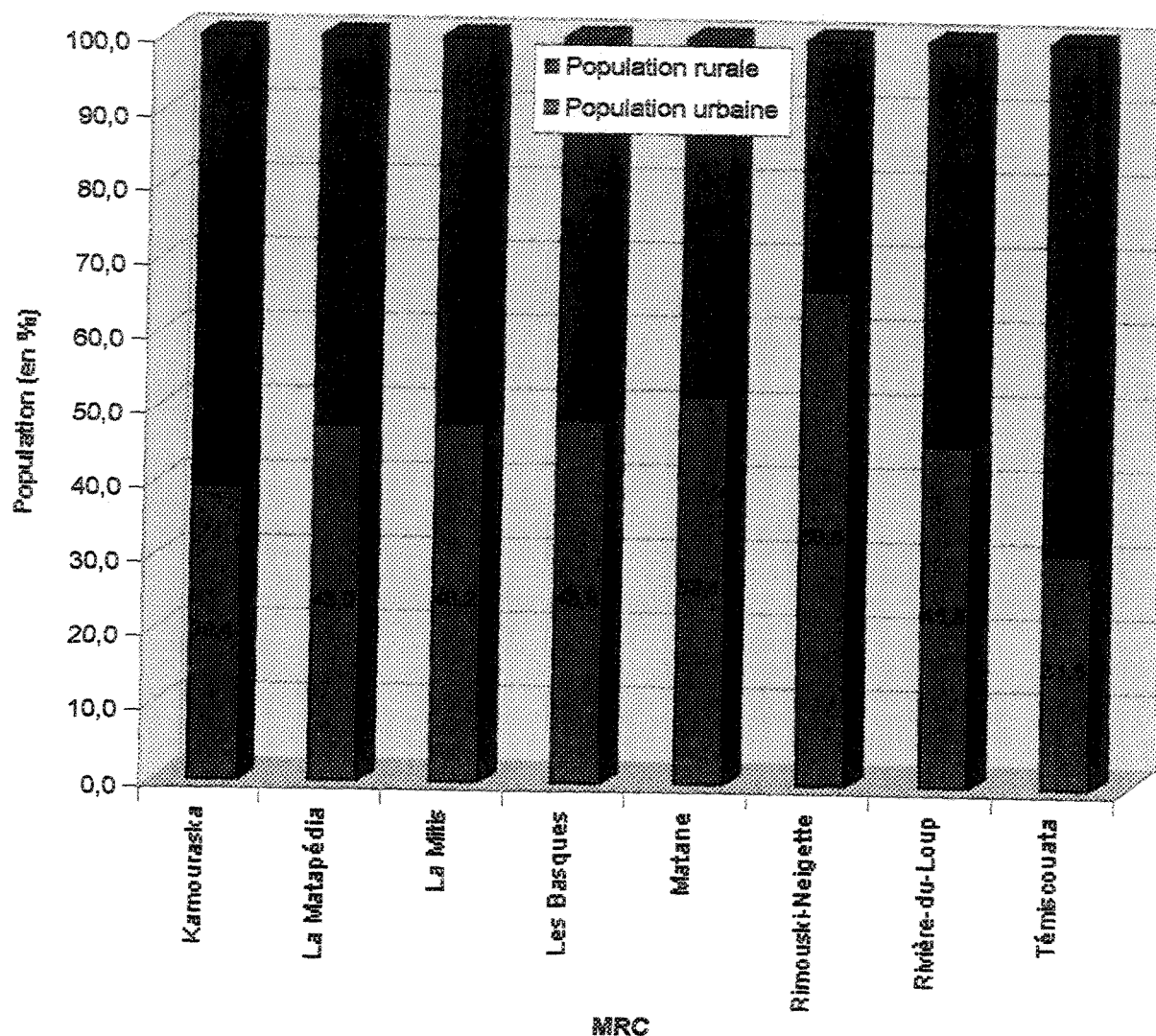
termes de qualité de l'environnement mais elle entraîne également des inconvénients majeurs en ce qui concerne son développement.

Le Bas-Saint-Laurent couvre un territoire relativement peu peuplé. L'espace habité ne correspond qu'à une faible partie de l'espace municipalisé. La densité de population n'est que de 9,4 habitants au kilomètre carré, ce qui place la région au dixième rang à l'échelle du Québec, entre celles des Laurentides (20,8 habitants) et de l'Outaouais (9,2 habitants). Le peuplement se concentre principalement sur le littoral. Il est implanté sous forme de taches discontinues entre l'estuaire et le plateau appalachien. Les trois principales villes du territoire (Rimouski, Rivière-du-Loup et Matane) s'étendent sur cette bande littorale. Une distance moyenne de 100 kilomètres les sépare l'une de l'autre. À mi-chemin entre Rivière-du-Loup (14 721 habitants) et Rimouski (35 304 habitants) se retrouve Trois-Pistoles (3 807 habitants), un petit centre de services qui dessert la majeure partie de la population des Basques. Plus de la moitié des effectifs démographiques du Bas-Saint-Laurent se concentre dans les MRC Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup et Matane (graphique 3.1) dont les densités par unité de surface représentent respectivement 20,5, 25,3 et 7,2 habitants au kilomètre carré. Le reste de la population se distribue dans cinq MRC principalement à caractère rural.

Le semis de peuplement devient plus clairsemé le long des deux axes secondaires. Ceux-ci sont perpendiculaires à l'estuaire. Ils sont formés par les vallées de la Matapédia et du Témiscouata. L'espace habité forme des successions d'enclaves à l'intérieur de la forêt. Les quelques villes que l'on y retrouve sont de taille modeste (voir la section portant plus spécifiquement sur la hiérarchisation des villes). Elles diffusent, dans

Graphique 3.1

Populations urbaine et rurale dans les MRC de la région du Bas-Saint-Laurent en 1996



Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

un hinterland limité, les principaux services de base aux plans de la santé, de l'éducation et du commerce de détail. Ces villes n'ont cependant pas la taille, l'équipement et la force pour imprimer une impulsion dynamique à leur zone d'influence. Elles ne constituent pas un foyer de rétention suffisamment fort pour contrer un exode suscité par des malaises économiques et pour attirer de nouveaux éléments de l'extérieur. La région supporte une

population totale de 206 064 habitants. Elle englobe huit MRC lesquelles totalisent 136 municipalités<sup>9</sup>.

La population du Bas-Saint-Laurent est mi-urbaine, mi-rurale. En effet, selon la définition de Statistique Canada, la proportion de la population rurale s'établit à 49,9%. Par ailleurs, la majorité des résidents de la région habite au sein de territoires que l'on pourrait qualifier de ruraux. Ainsi, on dénombre 113 localités dont la population est entièrement rurale (carte 3.3). En outre, deux localités abritent une population majoritairement rurale. Au nombre de 21, les municipalités urbaines sont identifiées par leur toponyme sur la carte 3.3. Elles se divisent en deux groupes: les municipalités majoritairement urbaines (au nombre de 12) et les localités entièrement urbaines (au nombre de neuf).

Pour bien connaître l'organisation de ce semis de peuplement, il est nécessaire de s'arrêter à trois de ses principales caractéristiques à savoir la faiblesse de l'armature urbaine, la dispersion de la population et l'éloignement des localités par rapport aux agglomérations urbaines régionales. Mais tout d'abord, mentionnons, à grands traits, quelques caractéristiques concernant la forme des municipalités et les principales voies de communication régionales.

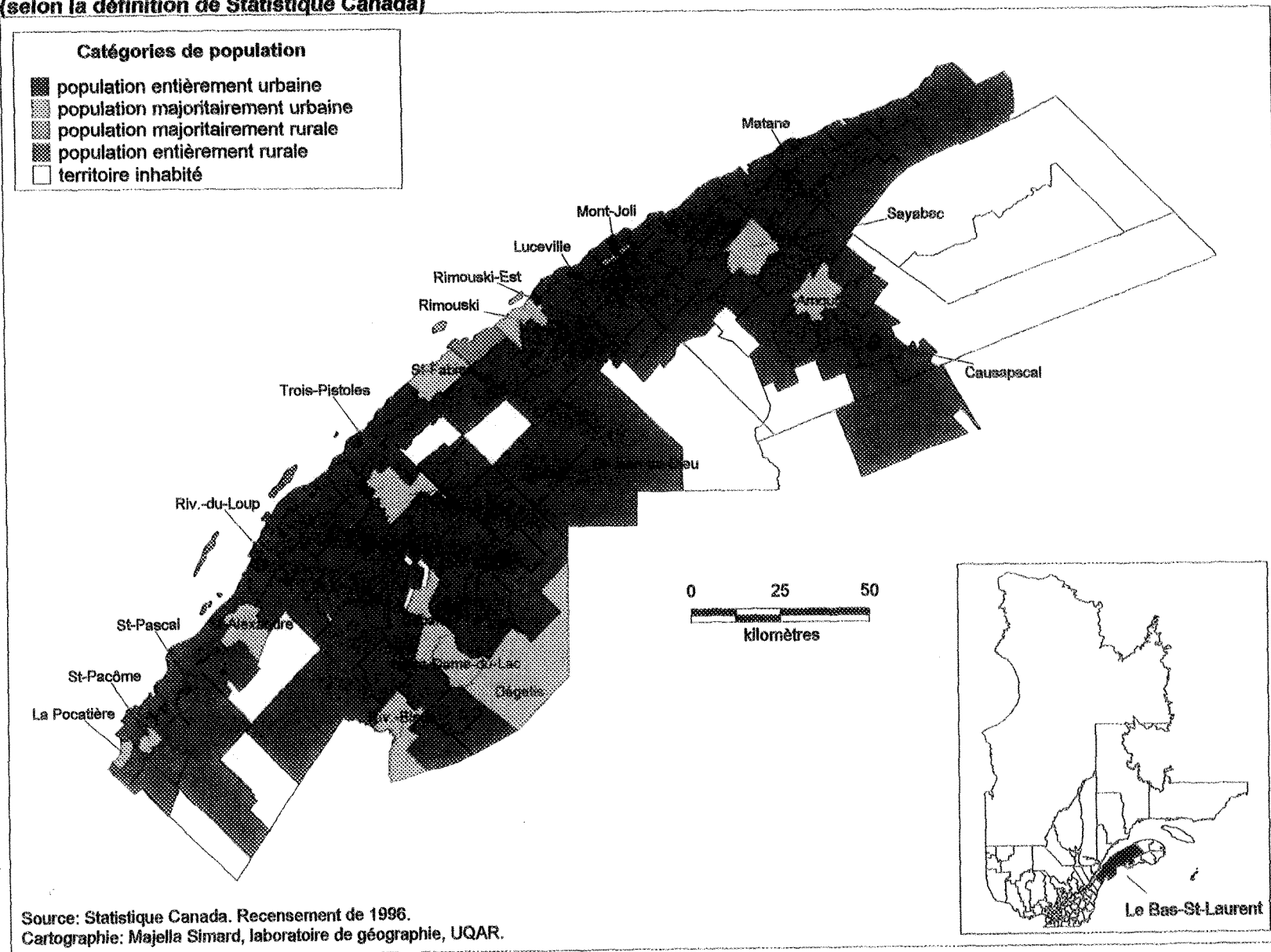
---

<sup>9</sup> Notre étude ne tient pas compte des regroupements municipaux réalisés après 1996. Pour certains aspects, notamment au plan démographique, nous disposons des statistiques du recensement de 2001. Nous les utiliserons en temps utile pour apprécier les principales tendances évolutives.

### Carte 3.3

Les population urbaine et rurale dans l'assiette socio-spatiale bas-laurentienne en 1996

(selon la définition de Statistique Canada)



### 3.1.1.2.2 Forme des municipalités et principales voies de communication

Bien qu'irrégulière, la forme des municipalités est généralement de type rectangulaire. Cette irrégularité s'explique en partie par les modifications apportées au tracé des frontières municipales. Par ailleurs, on ne retrouve cette sorte de parallélogramme à l'état pur que dans quelques rares exceptions.

D'autre part, la région du Bas-Saint-Laurent est relativement bien pourvue en termes d'infrastructures routières, quoique l'autoroute 20 prenne fin à Cacouna<sup>10</sup>. Le réseau de routes secondaires est bien structuré et généralement bien entretenu particulièrement le segment situé au sud des MRC Rimouski-Neigette et des Basques. Le tracé des routes a habituellement été effectué selon le système de rangs canadiens. C'est ainsi qu'à la route principale 132, généralement parallèle au front d'eau, s'ajoute à un intervalle moyen de 1,6 kilomètre un nombre variable de chemins secondaires orientés dans le sens général de la route principale et rattachés à cette dernière par un système de voies perpendiculaires. La route nationale traverse chacune des 31 localités qui longent le littoral. À plusieurs endroits (Trois-Pistoles, L'Isle-Verte, St-Fabien, Bic, Ste-Luce, etc.), des voies de contournement ont cependant été aménagées afin de favoriser une plus grande fluidité de la circulation routière. Les autres routes parallèles se rejoignent rarement d'une municipalité à l'autre. Elles desservent une population plus dispersée. Dans les MRC de Témiscouata et de La Matapédia, les routes 185 et 132 constituent respectivement les artères principales de communication. Elles fixent les populations les

---

<sup>10</sup> Divers tronçons ont été construits depuis le début des années 90 notamment entre Bic-Rimouski, Rimouski-Pointe-au-Père et Pointe-au-Père-St-Anaclet (ce dernier n'étant pas encore opérationnel) mais le parachèvement du segment Cacouna-Bic se fait toujours attendre et ce, depuis plus de trois décennies.



plus denses auxquelles se jouxent un réseau de routes secondaires. Quant aux chemins de rangs, ils forment des systèmes fermés sans véritable connexion avec ceux des unités contiguës et ne couvrent qu'une partie du territoire municipalisé. La plupart de ces rangs ne sont pas asphaltés et plusieurs sont en voie de désertification. Par ailleurs, la localisation de l'habitat et du réseau de voies de communication semble indépendante de la configuration des espaces municipaux.

#### 3.1.1.2.3 Hiérarchisation des villes et faiblesse de l'armature urbaine

Une caractéristique fondamentale de la structure de peuplement, dans le Bas-Saint-Laurent, apparaît dans la faiblesse et la fragilité de l'armature urbaine. Cette région se caractérise en effet par le nombre limité de ses villes et des déséquilibres majeurs en ce qui concerne la répartition spatiale de celles-ci. La hiérarchie urbaine régionale subit beaucoup plus l'évolution des facteurs économiques du milieu qu'elle ne les contrôle.

Selon la typologie élaborée par le géographe Pierre BRUNEAU (1989)<sup>11</sup>, le taux d'urbanisation de la région s'établit à 52,4% ce qui est légèrement supérieur à celui de Statistique Canada. Le tableau 3.1 met très bien en évidence la sur-représentation des très petites villes. Ces dernières parsèment régulièrement l'espace qui est caractérisé par une population dispersée très majoritaire. Seulement sept villes ont plus de 4 000

---

<sup>11</sup> La typologie de BRUNEAU, pour l'ensemble de la province, est ainsi définie: une métropole (Montréal), une grande ville (Québec), les villes moyennes de niveau supérieur (Trois-Rivières, Sherbrooke, Hull et Chicoutimi/Jonquière), les villes moyennes (c'est-à-dire celles dont la population est comprise entre 20 000 et 65 000 habitants), les petites villes (c'est-à-dire celles dont la population est comprise entre 10 000 et 19 999 habitants) et les très petites villes (c'est-à-dire celles dont la population est inférieure à 9 999 habitants).

Tableau 3.1

Hierarchie de l'armature urbaine du Bas-Saint-Laurent selon la typologie élaborée par Pierre BRUNEAU (1989)

Catégorie urbaine	Nombre d'habitants (en 1996)	Poids démographique
Ville moyenne	35 304	17,1
Rimouski	35 304	17,1
Petites villes	27 085	13,1
Rivière-du-Loup	14 721	7,1
Matane	12 364	6,0
Très petites villes	45 673	22,2
Amqui	6 800	3,3
La Pocatière	6 749	3,3
Mont-Joli	6 267	3,0
Pointe-au-Père	4 145	2,0
St-Pascal	3 850	1,9
Trois-Pistoles	3 807	1,8
Dégelis	3 437	1,7
Pohénégamook	3 259	1,6
Cabano	3 086	1,5
Notre-Dame-du-Lac	2 193	1,1
Causapscal	2 080	1,0
Population urbaine	108 052	52,4
POPULATION TOTALE	206 054	100,0

Sources: - Statistique Canada. Recensement de 1996.

- BRUNEAU, Pierre. *Les villes moyennes au Québec. Leur place dans le système socio-spatial*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, 195 p.

habitants. La rive sud de la Matapédia et du Témiscouata et toute la partie intérieure de la région en sont complètement dépourvues. En dépit de ses 35 304 résidents (31 773 si on exclut les municipalités de Ste-Odile et de Rimouski-Est), Rimouski ne parvient pas à structurer l'ensemble du territoire notamment en raison de la configuration physique de celui-ci et de la très grande dispersion de la population<sup>12</sup>. Cette structuration déficiente se répercute sur l'ensemble des activités socio-économiques. Mieux positionnée et bien relayée par des municipalités à caractère industriel<sup>13</sup>, Rivière-du-Loup arrive à étendre son influence sur l'ensemble de la MRC du même nom, voire au-delà de ses frontières. Sa

<sup>12</sup> La hiérarchisation des centres urbains et leur polarisation dépendent à la fois de leur taille, de leur localisation géographique et de la nature des activités qui s'y déroulent.

<sup>13</sup> Nous pensons, entre autres, à des localités comme St-Antonin (3 368 habitants), St-Hubert (1 374 habitants), St-Arsène (1 198 habitants) et St-Modeste (891 habitants).

localisation, à la croisée de l'autoroute transcanadienne et de la route 185 qui mène vers le Nouveau-Brunswick, lui a permis d'augmenter son accessibilité et de mieux polariser les municipalités environnantes. Au troisième rang de la hiérarchie, on retrouve l'agglomération de Matane (12 364 habitants). Dans cette MRC, un fort espacement des unités d'habitat marque l'organisation du paysage. Celles-ci sont distantes en moyenne de 21,2 kilomètres de tout centre de services. Cette forte dispersion diminue considérablement l'aire d'influence de Matane dont l'économie présente depuis quelques années de nombreux signes de ralentissement<sup>14</sup>. Soulignons que les villes de Matane et de Rimouski polarisent également une partie de la vallée de La Matapédia.

Contrairement aux villes moyennes, les 11 très petites villes du Bas-Saint-Laurent se retrouvent majoritairement dans l'arrière-pays. Seules Pointe-au-Père et Trois-Pistoles longent directement le littoral<sup>15</sup>. Ces agglomérations, de troisième niveau, sont de très petite taille. De façon générale, elles exercent une polarisation limitée à leur environnement immédiat. Certaines font cependant figure d'exceptions. C'est le cas notamment de Notre-Dame-du-Lac. La présence d'un hôpital contribue à élargir son aire d'influence à l'échelle de la MRC.

Avec ses 6 749 habitants, La Pocatière ne réussit pas à polariser l'ensemble de la MRC de Kamouraska. Il en est de même pour Mont-Joli (6 267 habitants) dont la taille et la localisation ne lui permettent pas de diffuser les services et les emplois à toutes les

---

<sup>14</sup> Ces signes se sont notamment traduits par la fermeture d'Abitibi-Consolidated, la fermeture de Radio-Canada, le transfert des activités de Développement Ressources humaines Canada, etc.

<sup>15</sup> La Pocatière s'en rapproche mais cette agglomération est tout de même située au sud de l'autoroute 20 et de la 132.

localités de la MRC de la Mitis. Par ailleurs, tout en exerçant leurs principales fonctions, c'est-à-dire fournir des emplois et dispenser des services de base, ces deux petites villes constituent des foyers structurants et des pôles de rétention et de consolidation du peuplement rural dans leur environnement respectif. Outre La Pocatière, la MRC de Kamouraska comporte une autre ville de petite taille. Il s'agit de St-Pascal (3 850 habitants) qui exerce le rôle de petit centre de services dans la zone située entre St-Germain et Ste-Hélène. Son secteur secondaire (bottes de travail, cuir, abattage d'animaux) s'est considérablement développé depuis les 15 dernières années ce qui est assez étonnant compte tenu de la faiblesse de ses effectifs démographiques.

La MRC de La Matapédia regroupe deux petits centres de services: Amqui (6 800 habitants) et Causapsal (2 080 habitants). Si on la compare à des villes de taille identique, Amqui bénéficie d'une excellente armature de services (cégep, hôpital, petit centre commercial, bureaux de ministères provinciaux, etc.). Son pouvoir de diffusion est cependant limité en raison de l'étendue de la MRC. Quant à Causapsal, elle possède relativement peu de services, ces derniers se retrouvant surtout à Amqui. Les résidents de cette MRC doivent donc régulièrement sortir de leur région d'appartenance pour se rendre dans les villes de Mont-Joli, Matane et Rimouski qui en jalonnent la périphérie.

Dans la MRC des Basques, l'éparpillement de la population sur un vaste territoire conjugué à la situation géographique défavorable de Trois-Pistoles (entre Rimouski et Rivière-du-Loup n'a pas favorisé l'émergence d'un véritable pôle de développement. Trois-Pistoles dispose, en effet, d'un très faible pouvoir de rayonnement sur des localités telles que St-Guy ou Ste-Rita qui s'en retrouvent à plus de 30 kilomètres. De plus, depuis

quelques années, cette ville présente de nombreux signes de déclin notamment au plan culturel, économique et démographique.

Malgré son statut de ville, Pohénégamook<sup>16</sup> (3 259 habitants) ne dispose que de très peu de services. Sa petite taille, sa localisation géographique<sup>17</sup> et surtout son éloignement par rapport aux autres unités de peuplement l'empêchent d'exercer convenablement son rôle de petit centre de services. Pour ces raisons, cette ville ne rayonne que très faiblement sur les municipalités avoisinantes. La MRC de Témiscouata comporte trois petits centres de services. Il s'agit de Dégelis (3 437 habitants), Cabano (3 086 habitants) et Notre-Dame-du-Lac (2 193 habitants). Ces agglomérations de petite taille desservent essentiellement la population locale. Offrant des commerces ou des services banals, leurs potentialités attractives s'en trouvent considérablement amoindries. Ces centres de services parviennent difficilement à répondre aux besoins des 23 082 résidents de la MRC qui se disséminent sur un très vaste territoire (3 874,37 kilomètres carrés). Ne pouvant trouver chez eux tout ce que les modèles de consommation leur suggèrent, plusieurs habitants de cette MRC doivent se diriger vers des centres urbains plus importants tels qu'Edmundston (11 033 habitants) au Nouveau-Brunswick et Rivière-du-Loup, situés à plus de 30 kilomètres de leur lieu de résidence.

---

<sup>16</sup> Cette ville est née de la fusion, en 1973, de trois municipalités rurales, soit St-Éleuthère, Sully et Escourt.

<sup>17</sup> Elle est sise au fond d'une vallée.

#### 3.1.1.2.4 La dispersion de la population

L'émiettement de la population en de nombreuses localités (136) et la dimension moyenne relativement élevée de celles-ci (106,17 kilomètres carrés) compte tenu de leurs effectifs démographiques (206 064 habitants en 1996), laissent entrevoir une population fortement dispersée. Cette dispersion, qui constitue l'un des principaux traits géographiques de la région, a des répercussions majeures sur les formes d'aménagement et le développement régional. De fait, dans une économie de plus en plus tertiarisée, les emplois les plus diversifiés et les mieux payés se retrouvent généralement là où la population est la plus concentrée, c'est-à-dire dans les villes et les principaux centres de services.

La configuration géographique de la région, les facteurs physiques de la mise en place du peuplement, les différents modes d'exploitation du potentiel biophysique et les diverses modalités d'aménagement et de découpage de l'espace (en particulier les systèmes de rangs et de cantons)<sup>18</sup> constituent les principales causes de la dispersion de la population. Cette dernière se traduit surtout par un large espacement des unités d'habitat à l'intérieur de chaque localité. Elle se perçoit notamment par des densités humaines plutôt faibles. À certains endroits, comme à Routhierville (0,04 habitant au kilomètre carré) et à St-Guy (0,77 habitant au kilomètre carré), l'étalement de la population est si considérable que les villages sont pratiquement inexistantes ou dans un état embryonnaire. La plupart des localités (soit 71 sur un total de 136) ont des densités inférieures à la

<sup>18</sup> Le système du rang s'est d'abord inscrit dans les seigneuries qui ont prévalu sous le régime français et qui se sont étendues, au Québec, dans la vallée du Saint-Laurent et en Acadie. Par la suite, après la Conquête anglaise, ce même système a été superposé, dans la majeure partie du Québec, à celui des cantons. Le système du rang, inscrit ou non dans le canton, a créé une dispersion linéaire rectiligne ou irrégulière, et l'une et l'autre avec ou sans zone agglomérée. Quant aux cantons, ils ont fait naître un modèle de dispersion diffuse sans zone agglomérée et une autre avec zones agglomérées.

moyenne régionale<sup>19</sup> (carte 3.4). Celles de 500 habitants et moins remportent la palme. Leur densité moyenne n'est que de 4,79 habitants au kilomètre carré. À l'opposé, celles de 5 000 habitants et plus, qui regroupent les principales villes du territoire, renferment les densités les plus élevées (500,9 habitants au kilomètre carré). Pour l'ensemble de la région, on ne dénombre que 19 localités dont la densité est supérieure à 100 habitants. Pour certaines, il s'agit de villages dissociés de la paroisse (comme Cacouna, L'Isle-Verte et Ste-Félicité) alors que les autres englobent des centres de services. Toutes les MRC ont une proportion relativement élevée de localités à faible et à très faible densité humaine. En fait, 87,5% des municipalités ont 50 habitants et moins au kilomètre carré et 74,3% en ont 20 et moins. Ces chiffres indiquent qu'il y a relativement peu d'habitants pour l'espace municipal disponible. Ils mettent également en évidence une certaine dissolution des effectifs humains à l'intérieur de grandes surfaces.

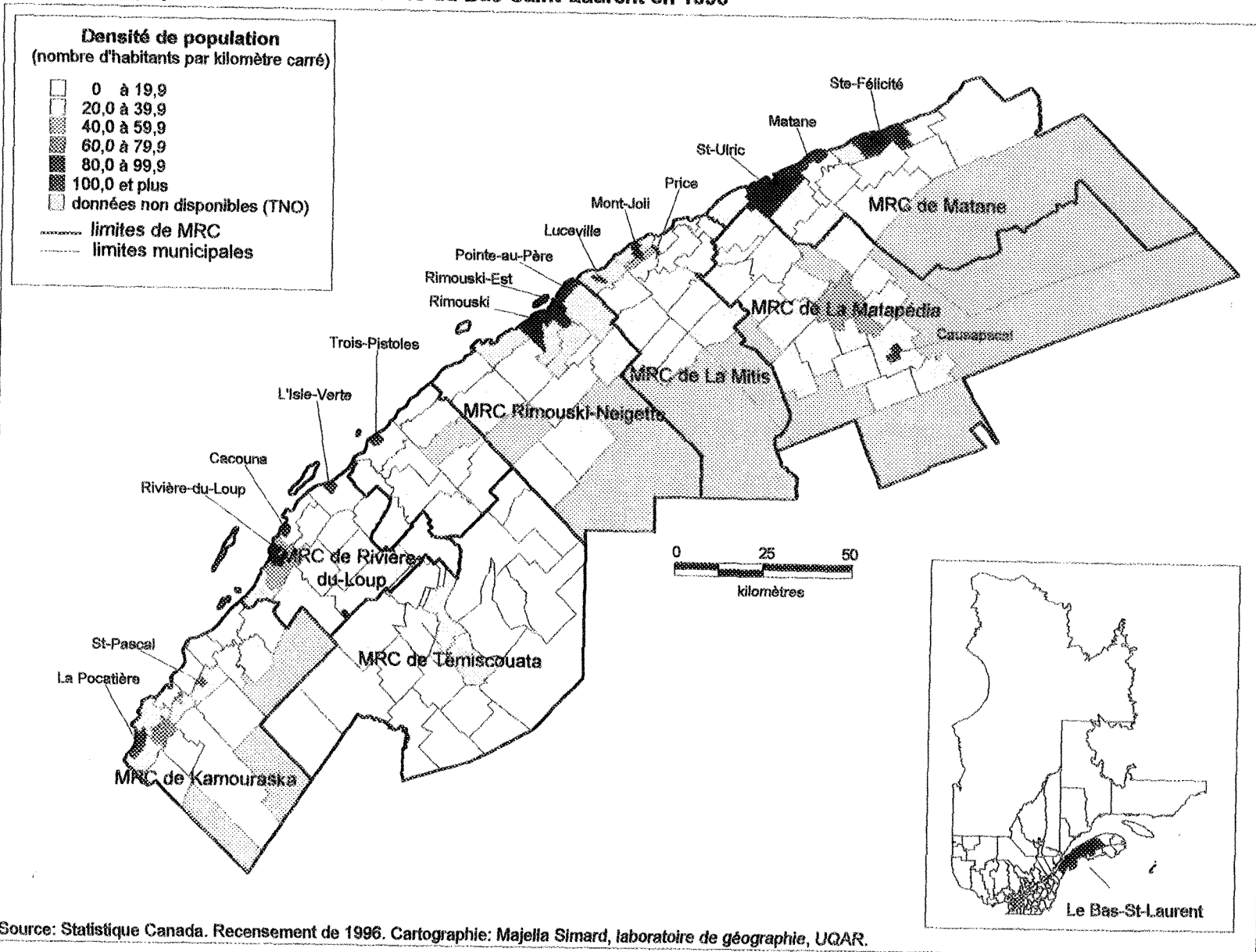
Par ailleurs, la faiblesse des densités par unité de surface n'implique pas nécessairement une dispersion de la population. Par exemple, St-Alexandre-de-Kamouraska et Sayabec ont un habitat relativement concentré malgré leur densité respective de 15,6 et 16,0 habitants au kilomètre carré. On observe le même phénomène à Dégelis où une population de 3 437 habitants donne une densité de 6,2 habitants au kilomètre carré. De même, de fortes densités ne traduisent pas toujours une concentration du peuplement. La municipalité de St-Ulric, par exemple, représente un cas équivoque où 754 personnes forment une densité de 309 habitants au kilomètre carré. Loin d'être des cas d'exception, de telles situations incitent à la prudence dans l'interprétation de cette variable. En effet, bien que les densités par unités de surface s'avèrent utiles pour

---

<sup>19</sup> Cette dernière s'établit à 9,2 habitants au kilomètre carré.

Carte 3.4

Densités de population dans les localités du Bas-Saint-Laurent en 1996





mesurer l'intensité de la charge humaine sur un territoire donné, elles expriment mal le mode de répartition spatiale de la population<sup>20</sup>. Elles n'en illustrent pas moins la dichotomie rural/urbain qui demeure particulièrement significative dans le Bas-Saint-Laurent. En outre, elles évoquent le fait que les localités diffèrent les unes par rapport aux autres, que ce soit en raison de leur superficie ou de leur population, et que chaque secteur du territoire correspondant à chaque MRC possède un agencement de structures municipales et de tissus de peuplement particuliers.

Finalement, la dispersion de la population se manifeste également par la distance entre les localités, la petite taille démographique de nombreuses municipalités, l'étirement du peuplement sur plusieurs routes de rangs et l'espacement des unités d'habitat à l'intérieur d'une même localité.

#### **3.1.1.2.5 L'éloignement des localités par rapport aux principales agglomérations urbaines régionales**

L'éloignement par rapport aux principales agglomérations urbaines constitue une autre caractéristique de la structure de peuplement régional. Pour l'ensemble du territoire,

---

<sup>20</sup> Pour pallier cette lacune, des chercheurs ont développé d'autres méthodes pour mesurer la répartition de la population sur un territoire. Mentionnons à titre d'exemples, les densités linéaires (élaborées par Jean RAVENEAU, 1966 et Clermont DUGAS, 1981), les indices de dispersion (DEMANGEON, 1952; PIVETEAU, 1968; TRICOT, 1974; RAFFESTIN, 1974; BACHMANN, 1974; KING, 1969, etc.), les modèles gravimétriques (HAGGET, 1973), les cartes topographiques au 1:50 000, les gradients de densité (CLARKE, 1972), etc. Il est évident que ces méthodes représentent un réel intérêt. Certaines, comme les densités linéaires, sont davantage indicatives de la réalité géographique bas-laurentienne. Cependant, leur analyse dépasserait largement le cadre de la présente étude. Les densités par unité de surface constituent donc une mesure très globalisante qui ne donne pas une véritable idée de l'intensité du peuplement puisque celui-ci n'est ni continu ni homogène sur le territoire.

la distance moyenne par rapport à la ville, au sens où l'entend STATISTIQUE CANADA (1997) s'établit à 15,6 kilomètres (tableau 3.2).

Près de 93% de l'espace régional se trouve à plus de 25 kilomètres de toute agglomération urbaine (tableau 3.3). Par ailleurs, les distances moyennes entre localités varient considérablement selon leur taille et les MRC. En ce qui a trait aux MRC, celle de Rimouski-Neigette, bien qu'elle abrite la capitale régionale, rassemble des entités distantes en moyenne de 19,4 kilomètres de tout centre de services, ce qui se rapproche sensiblement du 19,5 kilomètres, pour la MRC de Témiscouata, dépourvue de toute agglomération de plus de 3 500 habitants (tableau 3.2). Par contre, les résidents du Kamouraska n'ont qu'à franchir en moyenne 8,8 kilomètres pour avoir accès à un centre de services. D'une MRC à l'autre, ces distances moyennes marquent de fortes disparités. En outre, elles s'inscrivent à l'intérieur d'écart types également fort variables tout en demeurant relativement élevés. Les disparités territoriales deviennent encore plus frappantes lorsque nous les examinons sur la base de la taille démographique des localités. En effet, nous constatons au tableau 3.2 que la distance par rapport aux villes tend à augmenter en fonction de la réduction démographique des municipalités. Les chiffres du tableau 3.2 témoignent de la très grande dispersion qui singularise les localités de petite taille et, par conséquent, de la mauvaise polarisation de cette portion de l'espace rural bas-laurentien. Parce que situées à plus de 30 kilomètres d'une petite ville, certaines municipalités telles que Ste-Rita, Lejeune, St-Charles-Garnier et St-Pierre-de-Lamy souffrent carrément de marginalité géographique. Certes, l'arrivée des nouvelles technologies de l'information et de communication, l'usage de plus en plus répandu de l'automobile et l'amélioration des infrastructures routières ont contribué à atténuer les

Tableau 3.2

Distances moyennes (en kilomètres) des localités bas-laurentiennes par rapport à la ville la plus proche par strates de taille et MRC

Entités géographiques	Distance moyenne (en kilomètre)
MRC	
Témiscouata	19,5
Rimouski-Neigette	19,4
Les Basques	16,9
Matane	16,3
La Mitis	15,8
Rivière-du-Loup	15,2
La Matapédia	13,9
Kamouraska	8,8
Strates de taille	
0 - 499 habitants	21,5
500 - 999 habitants	17,2
1 000 - 1 999 habitants	13,8
2 000 - 2 999 habitants	7,1
3 000 - 3 999 habitants	2,6
4 000 - 4 999 habitants	0,0
LA RÉGION	18,8

\*Les calculs de distance ayant servi à la réalisation de ce tableau ont été effectués à partir de l'ouvrage de Rachel FOURNIER et al. *Le grand atlas routier du Québec méridional*. Saint-Laurent, Cartotek Geo, 1999, 271 p.

effets négatifs de la distance. Néanmoins, elle constitue toujours un handicap majeur notamment pour les personnes âgées et pour les jeunes qui ne disposent pas nécessairement d'un moyen de locomotion.

### 3.1.2 Au plan de l'économie

Le Bas-Saint-Laurent est une région-ressource, au sens où l'entend Michel BOISVERT (1978). Elle se distingue par une certaine étroitesse et une faible diversification de sa base économique. L'exploitation des matières premières occupe un pourcentage relativement élevé de la population active (12,4%) par rapport à celui de la

Tableau 3.3

Population dans un rayon de 25 kilomètres des principales villes du Bas-Saint-Laurent en 1996

Agglomérations urbaines	Population en 1996	Population totale dans un rayon de 25 kilomètres en 1996	% de la population résident à moins de 25 km par rapport à la population régionale
Rimouski <sup>1</sup> et Mont-Joli	45 716	67 409	32,7
Rivière-du-Loup <sup>2</sup>	17 801	29 561	14,3
Matane <sup>3</sup>	13 529	22 686	11,0
Cabano, Dégelis, Notre-Dame-du-Lac et Pohénégamook	11 975	19 328	9,4
Amqui et Causapscal	8 880	18 964	9,2
La Pocatière	6 749	11 625	5,7
Trois-Pistoles <sup>4</sup>	5 125	12 437	6,0
Saint-Pascal	3 850	8 985	4,4
Total	113 626	181 185	92,8

\*Ce tableau a été établi à partir des chiffres de Statistique Canada. Les calculs de distance ayant servi à sa réalisation ont été effectués à partir de l'ouvrage de Rachel FOURNIER et al. *Le grand atlas routier du Québec méridional*. Saint-Laurent, Cartotek Geo, 1999, 271 p.

<sup>1</sup> Incluant les municipalités de Rimouski-Est, Pointe-au-Père et Sainte-Odile.

<sup>2</sup> Incluant la municipalité de St-Patrice.

<sup>3</sup> Incluant la municipalité de St-Jérôme

<sup>4</sup> Incluant la municipalité de Notre-Dame-des-Neiges-des-Trois-Pistoles

province (3,7%) ce qui témoigne incontestablement de la contribution des ressources au sein de l'économie régionale. D'après Statistique Canada, le nombre de travailleurs du secteur primaire se chiffrait à 9 040 personnes en 1996.

L'économie du Bas-Saint-Laurent s'est organisée autour de deux activités principales: l'agriculture et la forêt. Ces dernières ont été des agents importants de dispersion de la population dans le Bas-Saint-Laurent.

En ce qui concerne l'agriculture, les sols cultivables ont entraîné la formation d'îlots de peuplement jusqu'à des altitudes de 300 mètres. «Ils sont à l'origine de l'ouverture des nombreuses petites localités éloignées du littoral qui ne subsistent maintenant que par

l'exploitation forestière» (DUGAS, 1981: 29). D'après Raoul BLANCHARD (1937), la fonction agricole aurait provoqué la naissance de tout le territoire rural bas-laurentien. De par sa nature, cette dernière impliquait une large diffusion spatiale et une faible densité des unités d'habitat. Dans le contexte agricole québécois, les cultivateurs avaient tout intérêt à établir leur domicile à proximité de leurs bâtiments de ferme sur la partie de leurs terres en culture la plus proche de la voie de communication publique. La mise en valeur des terres a commandé l'ouverture de rangs qui auréolent la plupart des localités rurales. Il en est donc résulté un éparpillement des habitations à l'intérieur de la plupart de ces localités. L'agriculture constitue le plus important fournisseur d'emplois en ce qui a trait à la mise en valeur du potentiel biophysique bas-laurentien<sup>21</sup>. Elle emploie 4 960 personnes ce qui correspond à 10,9% de la main-d'œuvre active régionale contre seulement 2,3% pour la province. La superficie cultivable défrichée s'établissait en 1996 à 862 119 acres. De cette surface, seulement 46,7% demeurait en culture<sup>22</sup>. Les fermes de recensement pour leur part se chiffraient en 1996 à 2 482. Leur capital agricole moyen est de 321 633\$, ce qui équivaut à 76,8% à celui de la province. Le secteur agricole représente, dans son ensemble, des retombées économiques de l'ordre de 310 millions de dollars. Les deux tiers des entreprises agricoles se spécialisent dans l'élevage laitier. Le bovin de boucherie et l'élevage ovin représentent respectivement 17% et 7% des exploitations agricoles régionales. La culture maraîchère (notamment de la pomme de terre) connaît quelques

---

<sup>21</sup> Le secteur agricole se présente sous des aspects différents dans chacune des MRC, qu'il s'agisse des superficies défrichées et en culture ou du nombre de fermes. Les écarts types autour des moyennes intra-régionales (MRC) démontrent que la dimension du périmètre en culture fluctue beaucoup d'une localité à l'autre.

<sup>22</sup> Cela est principalement attribuable au phénomène de contraction du territoire agricole dans les zones les plus propices à son expansion. Cette contraction témoigne d'une sous-utilisation du potentiel agricole et, à certains endroits, d'un abandon généralisé de l'agriculture.

succès. Les fermes les plus importantes longent le littoral. Ce dernier dispose des meilleures conditions physiques.

Sur le plateau appalachien, les établissements agricoles sont dispersés, peu nombreux et moins prospères. Là, c'est surtout la forêt qui constitue la base de l'économie. Avec des revenus dépassant les 26 millions de dollars en octobre 2002, l'acériculture y constitue une production agricole très importante<sup>23</sup>. Avec 20% de la production totale, le Bas-Saint-Laurent est la deuxième région productrice de sirop d'érable au Québec. Au nombre de 576, les érablières régionales représentent un peu plus de six millions d'entailles pour une moyenne de 10 420 entailles par entreprise (tableau 3.4). La MRC de Témiscouata produit les deux tiers du sirop d'érable de la région. Elle renferme 300 entreprises acéricoles, ce qui représente 52,1% des érablières et 69,1% des entailles exploitées au Bas-Saint-Laurent.

Tableau 3.4

Répartition des entreprises acéricoles du Bas-Saint-Laurent par MRC au 31 octobre 2002

MRC	Entreprises		Entailles		Moyenne/entaille
	Nombre	%	Nombre	%	
La Matapédia	22	3,8	116 500	1,9	5 295
Matane	16	2,8	41 900	0,7	2 618
La Mitis	25	4,3	118 052	2,0	4 722
Rimouski-Neigette	64	11,1	575 730	9,6	8 996
Les Basques	67	11,6	616 500	10,3	9 206
Rivière-du-Loup	41	7,1	268 950	4,5	6 560
Témiscouata	300	52,1	4 145 360	69,1	13 818
Kamouraska	41	7,1	118 350	2,0	2 887
<b>Le Bas-Saint-Laurent</b>	<b>576</b>	<b>100,0</b>	<b>6 001 642</b>	<b>100,0</b>	<b>10 420</b>

Source: MAPAQ. Fiches d'enregistrement des entreprises acéricoles, octobre 2002.

<sup>23</sup> Selon un article récent paru dans le mensuel régional *Vision, terre et forêt*, il y aurait environ un millier d'entreprises acéricoles dans la région du Bas-Saint-Laurent si l'on inclut celles qui ne sont pas enregistrées au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. Voir notamment à ce sujet: LAUZIER, Gaétan. «Portrait 2002 de l'industrie acéricole – Région Bas-Saint-Laurent», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 15, no 6 (décembre 2002), pp. 14-15.

Même si la forêt n'a pas conditionné aussi fortement que l'agriculture la distribution spatiale du peuplement, elle justifie l'existence d'un grand nombre de petites localités, notamment dans les vallées de La Matapédia et du Témiscouata, dont l'économie repose principalement sur l'exploitation de cette ressource. «Son influence se répercute sur toute l'organisation socio-économique régionale et par voie d'incidence sur la localisation de la population» (DUGAS, 1981: 73). Particulièrement exploitée sur les hautes terres appalachiennes qui jouxtent les frontières du Nouveau-Brunswick et du Maine, la forêt procure du travail à quelque 3 310 individus. Leur nombre varie considérablement selon les MRC et les localités<sup>24</sup>. Par ailleurs, leur distribution est plus uniforme dans l'ensemble de la région.

Les travailleurs forestiers représentent 7,2% de la structure occupationnelle régionale comparativement à 0,7% pour l'ensemble de la province<sup>25</sup>. C'est à Rivière-du-Loup, à Cabano et à Sayabec que l'on retrouve les principales industries de transformation du bois. Leurs activités reposent essentiellement sur la première transformation de la matière ligneuse (secteur des pâtes et papier). Une bonne partie des emplois forestiers, particulièrement ceux qui sont les mieux rémunérés, profitent donc davantage au milieu urbain. De nombreuses petites scieries se dispersent un peu partout sur le territoire. La plupart ne procurent que des emplois temporaires. Elles favorisent, par

---

<sup>24</sup> Dans la plupart des municipalités du Kamouraska et de Rivière-du-Loup, le travail en forêt constitue une activité secondaire. Par contre, les MRC de La Matapédia et du Témiscouata dont la majorité des localités sont d'ailleurs insérées dans la forêt, disposent d'un nombre relativement élevé de travailleurs forestiers. Le nombre d'emplois en forêt fluctue énormément d'un endroit à l'autre en raison de la disponibilité de la ressource, de la saisonnalité des activités, de l'impact de la surtaxe imposée par les États-Unis et de l'évolution de la conjoncture.

<sup>25</sup> Selon les données de Statistique Canada compilées en 1996, l'industrie forestière bas-laurentienne implique 2,9 millions de mètres cubes de bois créant un revenu de 110\$ pour l'industrie et 29\$ en salaire pour chacun des mètres cubes exploités.

ailleurs, le maintien de périmètres habités, soumis à de grandes mutations socio-économiques. Enfin, la région compte quatre coopératives forestières et huit sociétés d'exploitation des ressources.

Les eaux poissonneuses du Saint-Laurent ont favorisé l'occupation de toute une partie de la côte en aval de Matane. La pêche a donc imprimé sa marque sur la localisation de l'habitat régional. Jadis, elle offrait un complément nécessaire à la subsistance des habitants côtiers. Aujourd'hui, elle représente une activité secondaire. En fait, elle n'est pratiquée, sur une base commerciale, que dans 11 localités du Bas-Saint-Laurent principalement à Grosses-Roches, Kamouraska, St-Denis, Ste-Félicité et les Méchins. Elle retient tout de même les services de 135 pêcheurs, soit 0,2% des occupations socioprofessionnelles de la région. À titre comparatif, le secteur des pêches représente à peine 0,1% de la structure occupationnelle provinciale.

Le secteur minier repose essentiellement sur l'exploitation de la tourbe (dans les zones comprises entre Rivière-du-Loup et Rimouski) et de quelques carrières. Bien que l'exploitation de cette ressource n'ait eu aucun effet majeur sur la localisation des habitations et la dispersion des constructions, elle a favorisé une meilleure consolidation de certaines localités notamment dans l'arrière-pays du Kamouraska. Elle ne fournit qu'une activité saisonnière durant la période sans gel. La valeur totale des expéditions représente 45% du total québécois. Une carrière d'ardoise (à St-Marc-du-Lac-Long) et de chaux (à St-Moïse et à St-Cléophas) procure du travail à une soixantaine de personnes. Par ailleurs, l'engouement récent pour le «look ardoise» associé à la découverte de nouveaux gisements (dans la section sud du canton de Bostford) risque de donner un



second souffle à cette industrie fortement soumise aux fluctuations du marché. Enfin, l'exploration de gisements de cuivre (à St-Guy et à Padoue), d'argent (dans l'arrière-pays de Trois-Pistoles), de pétrole (Val-Brillant), d'or et de zinc (près de Ste-Marguerite), de chaux (St-Cléophas et La Rédemption) est à l'état de projet dans plusieurs secteurs de la région. On n'attend semble-t-il qu'une conjoncture économique favorable pour les mettre en valeur. Le secteur minier compose 1% de la structure occupationnelle du Bas-Saint-Laurent contre 0,6% pour le Québec.

Si les travailleurs du primaire ont déterminé dans le passé les formes actuelles de la structure de peuplement, ceux du secondaire favorisent aujourd'hui la consolidation de cette structure tout en soutenant une certaine densification dans les principales agglomérations urbaines de la région. Le secteur de la transformation demeure relativement embryonnaire et ce, même si tous les groupes industriels sont représentés. Il gravite essentiellement autour de la première transformation des ressources agricole et forestière. Le pourcentage des emplois détenus dans ce secteur d'activité (24,3%) se compare sensiblement à celui de la province (26,1%). Sur le plan des occupations, quelque 11 360 travailleurs (sur un total de 20 020) occupent un emploi au sein des industries manufacturières. La distribution de ces emplois est très inégale selon les MRC et les municipalités. Les deux autres groupes du secondaire se composent des travailleurs du secteur de la construction (4 610) et ceux reliés au matériel de transport (4 055)<sup>26</sup>. Par ailleurs, les industries chimiques, électroniques, pétrolières, de machinerie, de caoutchouc, d'appareils électriques, de textile et de vêtement sont pratiquement

---

<sup>26</sup> Ce fort contingent de la main-d'œuvre régionale affectée à l'industrie du transport s'explique notamment par la présence de Bombardier à La Pocatière qui emploie, bon an mal an, quelque 1 000 personnes.

inexistantes. Les échanges interrégionaux sont plutôt faibles et les productions, tout comme le capital financier, vont surtout vers l'extérieur de la région. Deux grandes entreprises (Bombardier et PremierTech), dont les sièges sociaux se situent respectivement à La Pocatière et à Rivière-du-Loup, possèdent une haute expertise en matière de recherche et de développement. La première se spécialise au niveau de la fabrication de voitures de métro, la seconde dans la conception de produits à valeur ajoutée à base de tourbe de sphaigne<sup>27</sup>.

Parmi les autres principaux employeurs industriels de la région, mentionnons les Produits forestiers Alliance qui opèrent quatre scieries (à Dégelis, à Rivière-Bleue, à Price et au Lac-des-Aigles) totalisant 392 emplois, le Groupe Cédrico (300 emplois répartis dans les usines de Ste-Florence, de Causapscal, de Lac-au-Saumon et de Price), FF Soucy à Rivière-du-Loup (338 emplois), Panval à Sayabec (250 emplois), Natrel à Amqui (225 emplois), Norampac à Cabano (160 emplois), Cartons Bas-Saint-Laurent à Matane (152 emplois), Verreault Navigation aux Méchins (150 emplois), Béton provincial à Matane (140 emplois), Norcast à Mont-Joli (140 emplois) et Moulure AMT à St-Cyprien (130 emplois).

La grande dispersion de la population, la faiblesse des volumes démographiques et la structure de l'économie déterminent fortement la composition du secteur tertiaire et

---

<sup>27</sup> Le secteur de la transformation connaît une expansion considérable à Rivière-du-Loup. Cinq nouvelles entreprises (Écotech, Pelber Transport, Constructions Ma-Joie, Campor et Atelier de soudure Rivière-du-Loup) ont maintenant pignon sur rue dans le parc industriel ce qui a favorisé une expansion du périmètre bâti au sud de la ville ainsi que la création de 150 nouveaux emplois. Une autre compagnie, (Chronos Holding's) spécialisée dans le domaine de l'emballage industriel, devrait intégrer le parc industriel sous peu. En outre, de nombreux projets sont présentement en voie de réalisation. À ce chapitre, mentionnons notamment la construction d'une usine de fabrication d'éoliennes qui devrait favoriser la création d'une centaine d'emplois pour des retombées économiques estimées à plus de 20 millions de dollars. À cela, il faut ajouter la relocalisation des Viandes Du Breton.

sa répartition dans l'espace. Cette branche de l'activité économique ne retient que 63,3% de la population active régionale contre 70,2% pour la province. Elle se compose essentiellement d'activités de support<sup>28</sup> qui s'orientent vers la consommation et les services publics. Le commerce au détail ainsi que l'industrie de l'hébergement et de la restauration occupent respectivement 21,2% et 11,5% de ce secteur comparativement à 18,3% et 9,3% pour la province (graphique 3.2). De plus, le tertiaire souffre de certaines carences (notamment au plan de la santé, des services spécialisés et des services sociaux) attribuables en grande partie à l'inégale répartition des villes dans l'assiette socio-spatiale. Ces carences se traduisent par le faible pourcentage des travailleurs affectés à la santé (7,4%) comparativement à 9,1% pour la province.

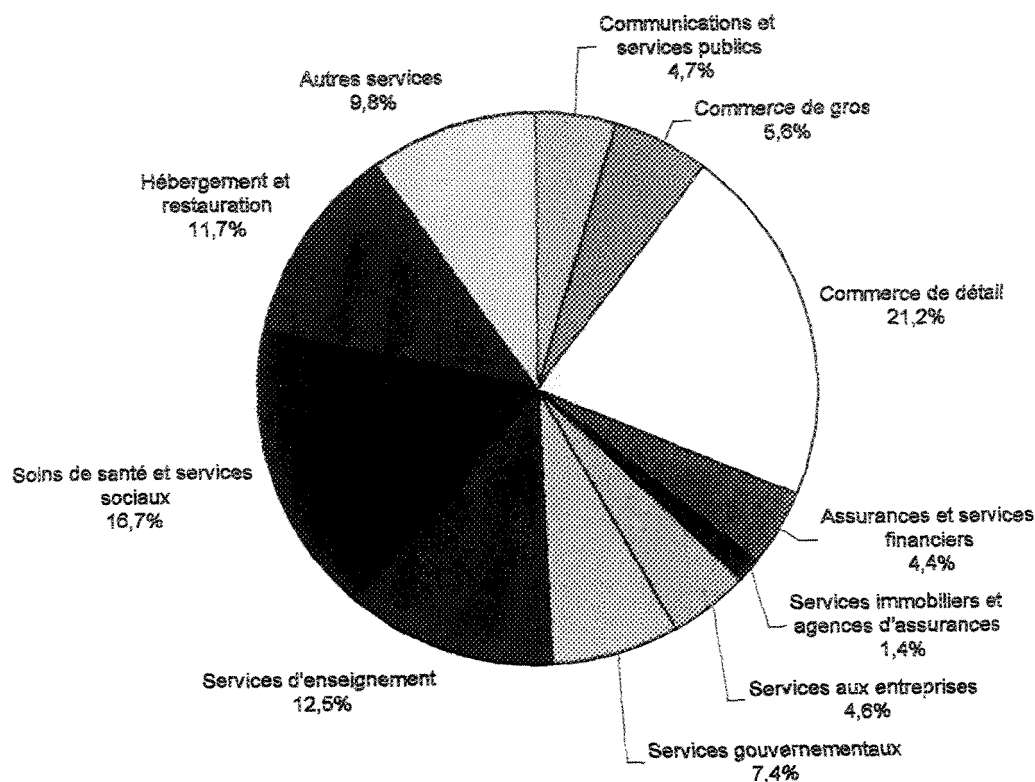
D'autre part, Rimouski, avec son carrefour de la nouvelle économie, son hôpital semi-spécialisé, son université et ses directions régionales, est particulièrement bien organisée sur le plan des services. La présence de l'Institut Maurice-Lamontagne à Mont-Joli et de celui des sciences de la mer à Rimouski contribuent à raffermir la spécialité régionale en océanographie dont s'est dotée la région. À ces deux institutions, s'ajoutent la Technopole maritime et le Centre de biotechnologies marines. Rimouski abrite également le siège social de Télus Québec. Sur le plan touristique, en dépit d'une

---

<sup>28</sup> L'importance des services de support se reflète, entre autres choses, par la prolifération d'établissements commerciaux qui tentent de répondre, tant bien que mal, aux besoins de la population. En effet, il semble y avoir trop de points de distribution de biens et de services d'utilité courante par rapport aux produits plus spécialisés. Cette situation n'est pas nouvelle mais elle s'est considérablement accélérée au cours des dernières années. L'aggravation résulte en fait d'un double processus de concentration: une concentration structurelle qui, à son tour, entraîne une concentration géographique. La concentration structurelle (moins de magasins mais de plus grande dimension) a été très rapide depuis la fin des années 90 et aboutit inéluctablement à une sélection géographique sévère au profit des implantations les plus attractives, celles où la clientèle locale est la plus nombreuse et où l'on peut accéder commodément. C'est ainsi, par exemple, qu'on a vu surgir, au sud de la ville de Rimouski, toute une panoplie de grandes chaînes commerciales (Walmart, Bureau en Gros, Super C, etc.) qui menacent la survie de certains commerces locaux en plus de créer des distorsions majeures en ce qui a trait à la qualité de l'aménagement.

Graphique 3.2

Répartition des activités du secteur tertiaire dans le Bas-Saint-Laurent en 1996



Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

armature relativement bien organisée et de la présence de nombreux attraits naturels, le Bas-Saint-Laurent parvient difficilement à s'affirmer en tant que destination touristique. Cette situation est en partie attribuable au manque d'éléments attractifs et à l'absence de complémentarité entre les différentes infrastructures. Par contre, depuis le milieu des années 90, on enregistre une certaine augmentation du nombre de visiteurs notamment dans la MRC des Basques et de Kamouraska. La réalisation de deux téléromans (Cormoran et Bouscotte) et l'implication du très coloré Victor-Lévy Beaulieu sont en partie responsables de cette croissance.

Cette vue d'ensemble nous a permis de mieux nous familiariser avec la région du Bas-Saint-Laurent. Elle constituait un exercice nécessaire à une meilleure compréhension de la fragilité rurale à l'échelle des petites localités bas-laurentiennes. L'analyse de cette problématique fera maintenant l'objet des prochaines sections.

### **3.2 Les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent dans l'assiette socio-spatiale régionale**

En 1996, le Bas-Saint-Laurent comptait 41 petites localités<sup>29</sup> dont neuf très petites. Leur désignation officielle se présentait comme suit: 21 étaient des paroisses et 18 des municipalités. On dénombrait également un village (Métis-sur-Mer) et un territoire non organisé (Routhierville). Ces petites communautés totalisaient 13 783 habitants en 1996, soit 6,7% des effectifs démographiques régionaux<sup>30</sup>. La carte et le tableau 3.5 font état de leur distribution géographique. Seulement cinq localités longent le littoral. Les autres se concentrent soit sur le piedmont ou le plateau appalachien. Avec neuf municipalités de petite taille, la MRC de La Matapédia est celle qui en comportait le plus. Elle est suivie par la MRC du Témiscouata (six). À l'inverse, celle de Rivière-du-Loup n'en renfermait que trois. Par ailleurs, les effectifs démographiques des petites localités dépassaient le seuil des 10% dans seulement deux MRC. Il s'agit de celles des Basques (15,9%) et de La Matapédia (13,8%). Dans les deux MRC les plus urbanisées de la région, soit celles de

<sup>29</sup> Nous avons exclu de notre analyse Lac-Matapédia (MRC de La Matapédia) et Lac-Huron (MRC Rimouski-Neigette), deux territoires non organisés qui ne comportaient respectivement que quatre et trois résidents en 1996. À noter que Statistique Canada ne recensait plus aucun individu dans ces deux entités en 2001.

<sup>30</sup> Soulignons qu'en 2001, les petites localités renfermaient 12 892 individus, ce qui représente une diminution de 891 personnes (soit 6,5%) par rapport à 1996. Leur poids démographique dans l'assiette socio-territoriale régionale a légèrement diminué passant de 6,7% en 1996 à 6,4% en 2001.

Carte 3.5

Les petites localités rurales dans l'assiette socio-spatiale bas-laurentienne

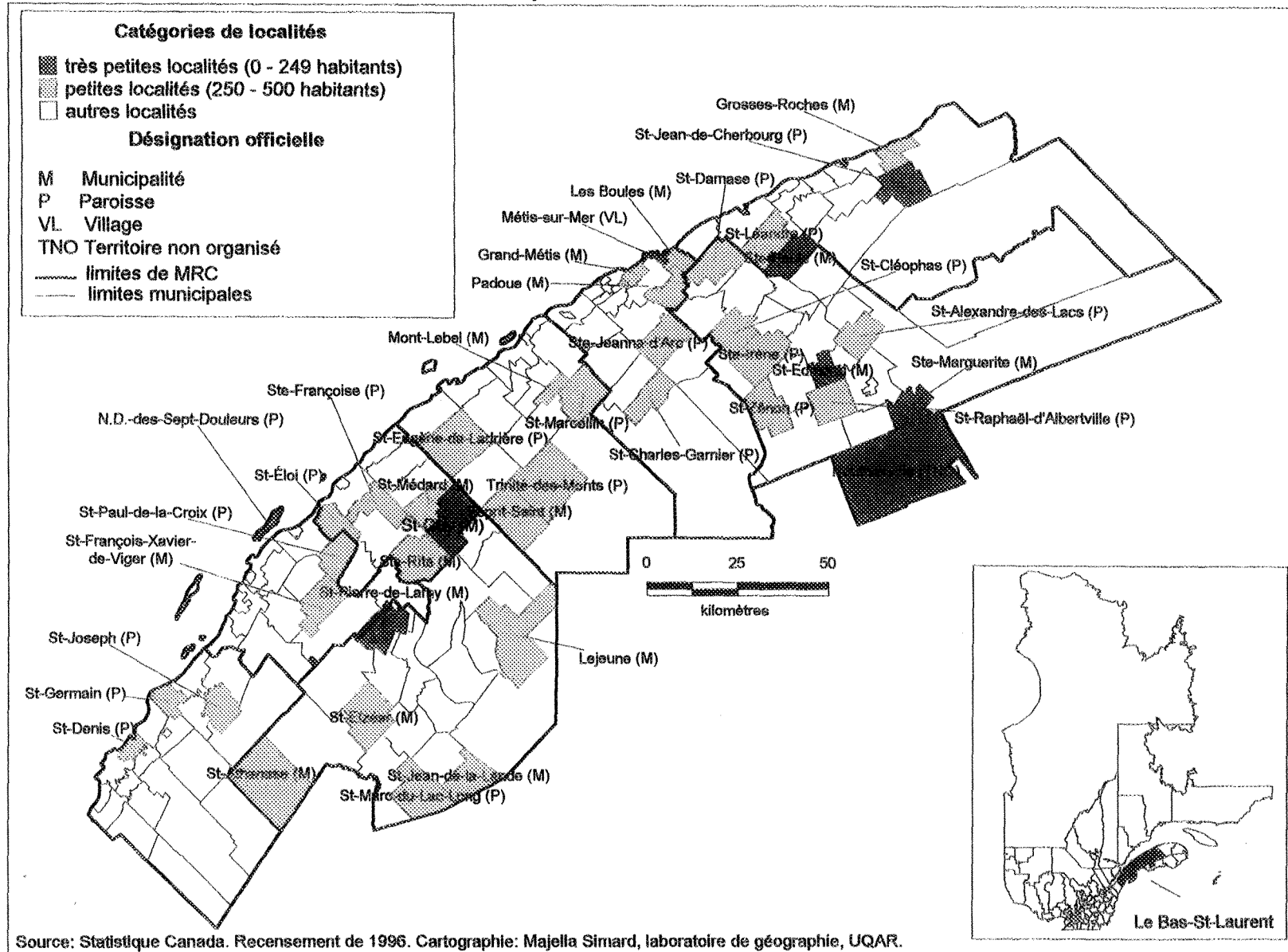


Tableau 3.5

Distribution géographique et population des petites et très petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent par MRC en 1996

MRC	Très petites localités			Petites localités			TOTAL		
	Nombre de localités	Population totale	% de la population par rapport à celle de la région	Nombre de localités	Population totale	% de la population par rapport à celle de la région	Nombre de localités	Population totale	% de la population par rapport à celle de la région
Kamouraska	0	0	0,0	3	1 200	5,1	3	1 200	5,1
La Matapédia	3	498	2,4	6	2 373	11,4	9	2 871	13,8
La Mitis	1	211	1,0	5	1 690	8,4	6	1 901	9,4
Les Basques	1	108	1,1	4	1 508	14,8	5	1 616	15,9
Rimouski-Neigette	0	0	0,0	5	2 002	3,8	5	2 002	3,8
Témiscouata	1	138	0,6	5	1 945	8,4	6	2 083	9,0
Rivière-du-Loup	1	42	0,1	2	707	2,2	3	749	2,3
Matane	2	467	2,0	2	894	3,8	4	1 361	5,8
LA RÉGION	8	1 464	0,7	32	12 319	6,0	41	13 783	6,7

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Rimouski-Neigette et de Rivière-du-Loup, la population des petites localités représentait moins de 5% des effectifs démographiques régionaux.

Le dénombrement et la localisation dans l'espace des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent nous conduisent maintenant à étudier le comportement démographique de ces milieux.

### **3.3 Évolution démographique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent (1901-2001)**

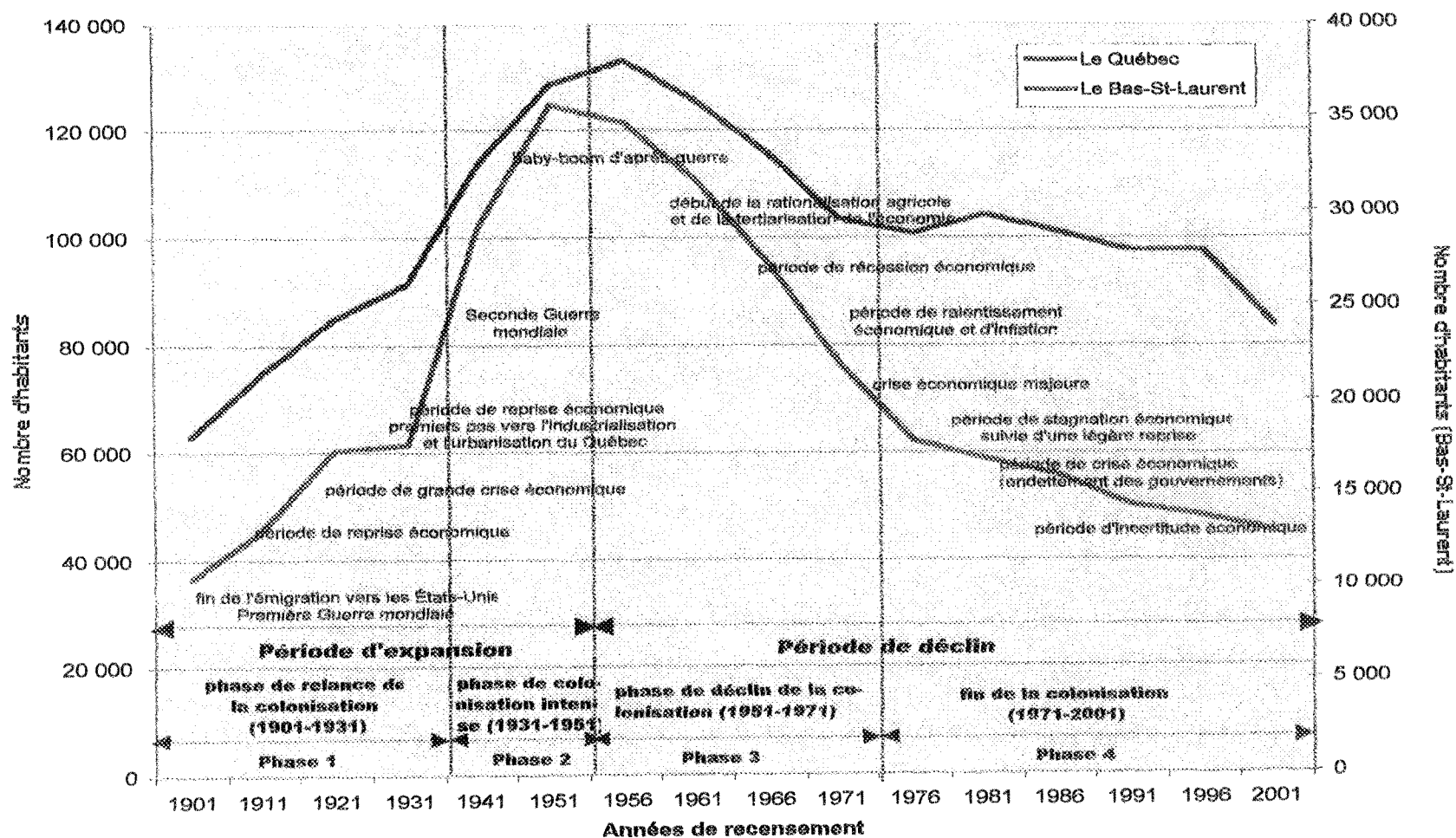
La fragilité des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent se manifeste d'abord au niveau de la diminution de leurs effectifs démographiques. Dans la plupart des cas, ces petits milieux ont été les parents pauvres du vaste mouvement de restructuration du tissu de peuplement en subissant les pressions du système urbain et en s'adaptant, tant bien que mal, aux innovations technologiques.

Cette partie porte plus spécifiquement sur l'évolution démographique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent au cours du dernier siècle. Nous effectuerons, dans un premier temps, une évaluation globale de la situation. En second lieu, nous procéderons à une analyse plus fine en découpant la période retenue en deux grands mouvements. Le premier correspond à une vague d'expansion observée dans toutes les régions du Québec. Elle s'étale sur un demi-siècle, soit de 1901 à 1951. Elle comporte deux phases. Une première s'étend de 1901 à 1931 et une deuxième s'échelonne sur 20 ans, soit de 1931 à 1951. Le second mouvement se distingue davantage par une restructuration du tissu de peuplement. Il coïncide avec la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Nous l'avons subdivisé en deux phases. Une première (1951-1971) s'ouvre avec la fin du mouvement de colonisation. Quant à la deuxième (1971 à nos jours), elle se caractérise principalement par une évolution régressive des effectifs démographiques. Nous avons reproduit, au graphique 3.3, ces différentes séquences d'évolution. Elles permettront de mieux apprécier la nature et le rythme des changements survenus.



**Graphique 3.3**

**Évolution de la population des petites localités rurales du Québec et du Bas-Saint-Laurent en fonction de la conjoncture économique globale entre 1901 et 2001**



Source: Statistique Canada. Recensements de 1901 à 2001.

### **3.3.1 1901-1951: période d'expansion**

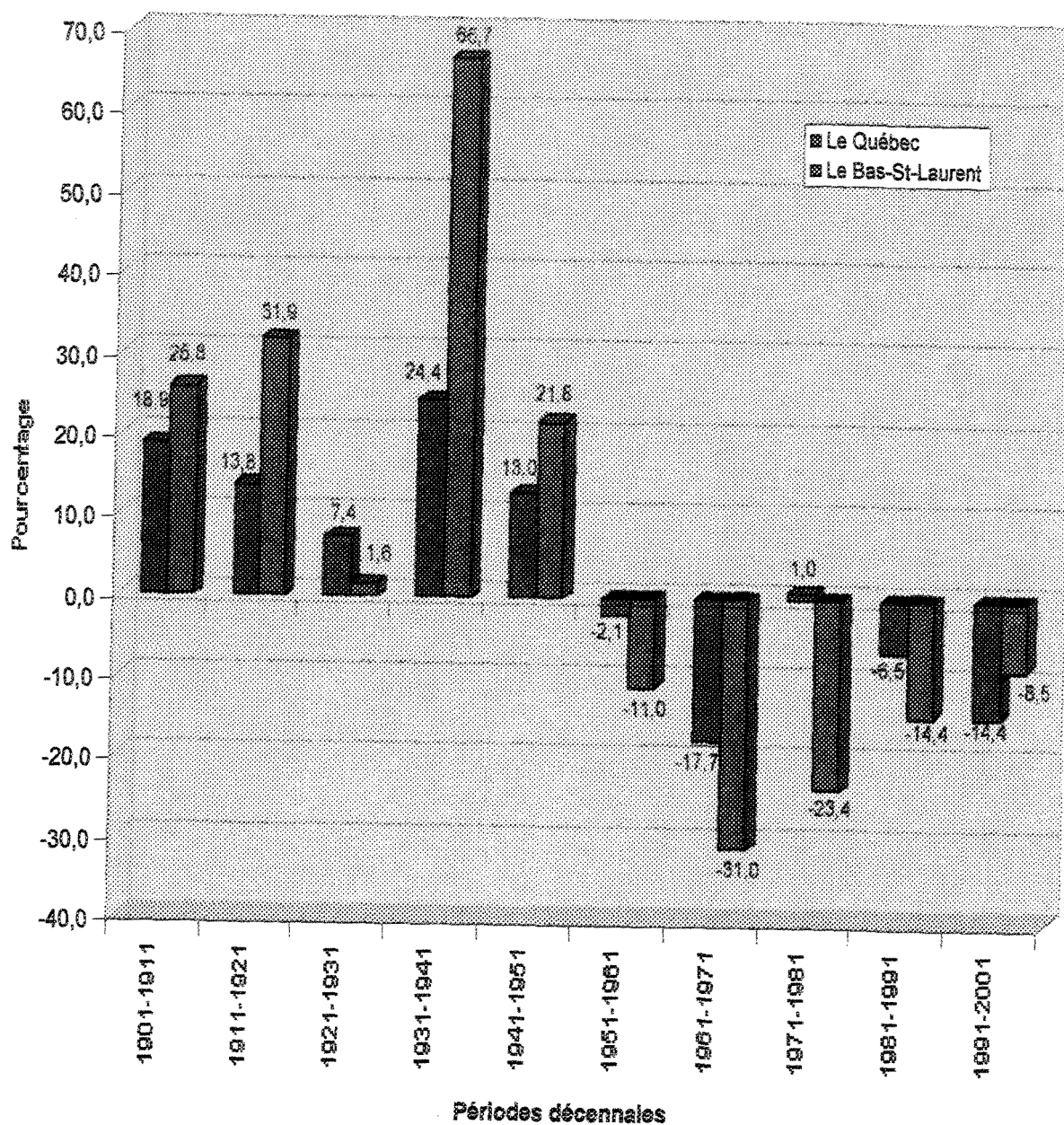
La trajectoire évolutive des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent est, à quelques différences près, sensiblement la même que celle que l'on observe pour l'ensemble des petits milieux de la province. De plus, cette trajectoire se calque fidèlement sur l'évolution de la conjoncture économique globale (cf. graphique 3.3). On constate, en effet, qu'en période de prospérité ou de relance économique, la santé démographique des petites localités se porte relativement bien alors qu'elle devient plutôt chancelante en temps de crise ou de récession.

#### **3.3.1.1 De 1901 à 1931**

Cette période est marquée par la relance du mouvement de colonisation. Le début du siècle correspond à une période d'expansion démographique. La fin de la construction des chemins de fer sert, avec la reprise économique, de véritable déclencheur au peuplement du plateau. Plusieurs familles provenant du littoral s'installent dans les vallées du Témiscouata et de La Matapédia. Par ailleurs, cette première phase se caractérise également par l'exode – notamment en direction des États-Unis et des principales agglomérations urbaines de la province – d'une partie de la population rurale. Les salaires plus élevés et de meilleures conditions matérielles attirent les ruraux vers les villes. Au cours de la période 1901-1921, les effectifs démographiques des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent (65,9%) augmentent plus rapidement que ceux de la province (35,4%). Ils passent respectivement de 10 395 à 17 252 individus (graphique 3.4). Les

Graphique 3.4

Évolution démographique (en pourcentage) des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent par rapport à celle du Québec pour les 10 dernières périodes décennales



Source: Statistique Canada. Recensements de 1901 à 2001.

trois quarts des petits milieux de la région sont en croissance démographique entre 1901 et 1911 comparativement à 62,5% pour la décennie suivante (tableau 3.6).

Tableau 3.6

Nombre de petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en croissance, en décroissance ou en stabilité démographique pour les 10 dernières périodes décennales

Périodes décennales	Localités en croissance		Localités en décroissance		Localités en stabilité	
	n	%	n	%	n	%
1901-1911	9	75,0	3	25,0	0	0,0
1911-1921	10	62,5	6	37,5	0	0,0
1921-1931	15	68,2	7	31,8	0	0,0
1931-1941	22	78,6	6	21,4	0	0,0
1941-1951	23	63,9	13	36,1	0	0,0
1951-1961	1	2,4	31	75,6	0	0,0
1961-1971	0	0,0	41	100,0	0	0,0
1971-1981	1	2,4	40	97,6	0	0,0
1981-1991	8	19,5	33	80,5	0	0,0
1991-2001	6	14,6	33	80,5	2	4,9
1901-1951	4	33,3	8	66,7	0	0,0
1951-2001	0	0,0	41	100,0	0	0,0

Source: Statistique Canada. Recensements de 1901 à 2001.

En dépit d'un accroissement généralisé de la population, certaines petites communautés sont en perte de vitesse. C'est le cas notamment de Routhierville, de St-Éloi et de Métis-sur-Mer qui perdent respectivement cinq, 41 et neuf personnes entre 1901 et 1911. Au cours de la décennie suivante, la décroissance étend ses ramifications à d'autres localités. Les pertes totalisent maintenant 964 personnes (tableau 3.7). Elles se concentrent surtout à Grand-Métis (-742) et à St-Germain (-105). La diminution de la population, qui oscille entre -3,1 et -11,9%, est moins importante dans les autres localités<sup>31</sup>. Elle n'en demeure pas moins hautement significative de l'instabilité d'une partie du peuplement. Afin de contrer le problème d'exode, l'Église encourage le «retour à la terre». Cet encouragement se traduit notamment par l'ouverture de nouvelles paroisses. C'est dans cet esprit que le plateau appalachien s'enrichit de nombreux colons et de

<sup>31</sup> Il s'agit de Métis-sur-Mer (-11,9%), de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (-6,6%), de St-Denis (-3,6%) et de St-Éloi (-3,1%).

Tableau 3.7

Bilan démographique des petites et très petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent et pourcentage d'évolution pour les 10 dernières périodes décennales

Périodes décennales	Petites localités				Très petites localités				Total			
	Gains	Pertes	Bilan	% d'évolution	Gains	Pertes	Bilan	% d'évolution	Gains	Pertes	Bilan	% d'évolution
1901-1911	2 148	41	2 107	21,7	590	14	576	85,7	2 738	55	2 683	25,8
1911-1921	4 547	906	3 641	30,8	591	58	533	42,7	5 138	964	4 174	31,9
1921-1931	3 542	3 588	-46	-0,3	399	85	314	17,6	3 941	3 673	268	1,6
1931-1941	9 209	243	8 966	58,1	2 725	11	2 714	129,5	11 934	254	11 680	66,7
1941-1951	7 208	2 128	5 080	20,8	1 423	136	1 287	26,8	8 631	2 264	6 367	21,8
1951-1961	777	1 200	-423	-9,6	99	1 200	-1 101	-18,1	876	2 400	-1 524	-11,0
1961-1971	0	3 592	-3 592	-28,6	0	2 182	-2 182	-43,7	0	5 774	-5 774	-31,0
1971-1981	0	7 615	-7 615	-35,3	19	1 012	-993	-35,3	19	8 627	-8 608	-23,4
1981-1991	64	4 114	-4 050	-14,6	52	294	-242	-13,3	116	4 408	-4 292	-14,4
1991-2001	110	1 114	-1 004	-7,9	12	205	-193	-14,4	122	1 319	-1 197	-8,5
1901-1951	22 879	1 916	20 963	265,8	5 519	95	5 424	87,1	28 398	2 011	26 387	242,2
1951-2001	0	17 722	-17 722	-60,1	0	4 264	-4 264	-78,9	0	21 986	-21 986	-63,0

Source: Statistique Canada. Recensements de 1901 à 2001.

journaliers. Trente-quatre localités sont créées entre 1901 et 1931 (tableau 3.8)<sup>32</sup>. La population des hautes terres dépasse celle du littoral à la fin des années 20.

La population du plateau double dans le Bas-Saint-Laurent entre 1921 et 1931. Dans la seule année 1931, près de 12 000 familles, d'après les estimations de Raoul BLANCHARD (1937), s'installent sur les lots du haut pays. Des centaines d'expatriés reviennent s'installer dans la région pour profiter de la croissance de l'industrie forestière<sup>33</sup>. L'expansion démographique (1,6%) qui caractérise plus des deux tiers des petites localités n'arrive cependant pas à suivre la vitesse de croisière provinciale (7,4%) au cours de cette même décade. Au surplus, sept municipalités<sup>34</sup> enregistrent une régression de leurs effectifs. Les pertes totalisent 3 673 individus.

### 3.3.1.2 De 1931 à 1951

Cette deuxième phase se caractérise par un gonflement des effectifs démographiques dans la plupart des petites localités du Bas-Saint-Laurent. Ce gonflement

<sup>32</sup> De ce nombre, six deviendront des petites localités à partir de 1976 (St-Raphaël-d'Alberville, St-Cléophas, Padoue, St-Marcellin, St-Athanase, et St-Joseph). Ste-Jeanne-d'Arc s'ajoute à la liste en 1981. Elle est suivie de St-Léandre en 1986, de St-Zénon en 1991 et de St-Marc-du-Lac-Long en 1991. En 2001, Ste-Florence et St-Simon font également partie du segment constitué des petites localités.

<sup>33</sup> Cette croissance est cependant de courte durée. La baisse de la demande pour les matières premières affecte sérieusement la production forestière au début des années 30. À titre d'exemple, pour l'ensemble du Québec, la valeur de la production des pâtes et papier connaît une diminution de 50% en l'espace de quatre ans passant de 129 millions de dollars en 1929 à 56 millions en 1933. Quant aux emplois forestiers, on n'en compte plus que 9 850 en 1933 comparativement à 15 800 quatre ans plus tôt. Cette situation entraîne l'économie du Bas-Saint-Laurent dans un profond marasme, si bien que plusieurs individus quittent la région pour aller s'établir aux États-Unis.

<sup>34</sup> Il s'agit de Grand-Métis, de St-Marcellin, de St-Marc-du-Lac-Long, de Ste-Paule, de St-Denis, de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs et de St-Damase.

Tableau 3.8

Localités du Bas-Saint-Laurent créées au cours des trois grandes phases de colonisation (1901-1971) et leurs principales caractéristiques démographiques

Localités	Année de la création	Population au moment du premier recensement	Année de la population maximale	Population maximale	Population actuelle (en 2001)	% de variation par rapport à l'année de la population maximale
Phase 1: période de relance de la colonisation (1901-1931)						
St-Luc-de-Matane	1903	564	1956	1 680	839	-50,1
St-Jean-Baptiste	1905	403	1956	1 177	693	-41,1
St-Noël	1906	637	1961	1 124	493	-56,1
St-Eusèbe	1906	499	1956	1 342	636	-52,6
Cabano	1906	464	1961	3 291	3 213	-2,4
St-Léon-le-Grand	1907	1 902	1956	2 119	1 144	-46,0
Lac-au-Saumon	1907	1 171	1931	1 779	1 539	-13,5
Ste-Florence	1910	365	1956	1 218	473	-61,2
Les Méchins	1911	800	1951	2 804	1 220	-56,5
St-Léandre	1911	458	1961	877	380	-56,7
Padoue	1912	496	1931	815	285	-65,3
Rivière-Blue	1914	929	1976	1 920	1 477	-23,1
Price	1916	2 310	1956	3 140	1 800	-42,7
Les Hauteurs	1918	726	1961	1 520	589	-61,3
Luceville	1918	426	1981	1 524	1 351	-11,4
Sully	1918	1 036	1961	1 444	-	-
St-Zénon	1918	352	1951	1 237	434	-64,9
Albertville	1920	651	1956	1 307	337	-74,2
Ste-Jeanne-d'Arc	1920	417	1956	1 096	354	-67,8
St-Cléophas	1921	435	1956	1 017	388	-62,6
St-Narcisse	1921	460	1956	1 234	1 009	-18,2
St-Marcellin	1921	369	1956	1 002	335	-66,6
Packington	1922	561	1956	1 263	580	-54,1
St-Marc-du-Lac-Long	1922	573	1956	794	469	-41,9
St-Joseph-de-Kamouraska	1922	598	1956	689	415	-39,8
St-Éleuthère	1922	746	1971	3 959	3 097	-21,8
St-Athanase	1922	475	1961	873	336	-61,5
St-Juste-du-Lac	1923	622	1956	1 363	657	-51,8
St-Vianney	1925	877	1961	973	525	-46,0
St-Tharcisius	1926	1 131	1956	1 317	503	-61,8
Squatec	1926	384	1956	2 258	1 332	-41,0
Escourt	1929	941	1961	1 358	-	-
St-Adelme	1931	972	1961	1 257	530	-57,8
Ste-Marguerite	1931	291	1951	1 004	238	-76,6



Tableau 3.8

Localités du Bas-Saint-Laurent créées au cours des trois grandes phases de colonisation (1901-1971) et leurs principales caractéristiques démographiques (suite)

Localités	Année de la création	Population au moment du premier recensement	Année de la population maximale	Population maximale	Population actuelle (en 2001)	% de variation par rapport à l'année de la population maximale
<b>Phase 2: période de colonisation intense (1931-1951)</b>						
Mont-Label	1932	465	1941	465	334	-28,2
St-Médard	1932	340	1941	705	281	-60,1
Lejeune	1937	878	1951	1 122	381	-66,0
St-Elzéar	1938	400	1951	1 207	324	-73,1
St-Gabriel-de-Kamouraska	1938	1 103	1966	1 363	859	-37,0
Grosses-Roches	1938	807	1958	904	457	-49,4
Rimouski-Est	1939	6 900	1981	2 506	2 058	-17,9
Ste-Odile	1940	428	1996	1 412	1 463	3,6
Biencourt	1946	1 359	1956	1 522	619	-59,3
Lac-des-Aigles	1946	1 537	1956	1 698	657	-61,3
St-Jean-de-Cherbourg	1947	835	1981	1 380	201	-85,5
Ste-Rita	1947	260	1956	1 076	388	-63,9
Ste-Irène	1948	358	1956	1 102	323	-70,7
Ste-Paule	1948	183	1956	1 057	199	-81,2
Petit-Matane	1948	959	2001	1 365	1 365	0,0
La Rédemption	1948	1 231	1961	1 328	536	-59,6
St-François-Xavier-de-Viger	1948	665	1956	752	294	-60,9
Les Boules	1949	524	1956	818	402	-50,6
<b>Phase 3: période de déclin de la colonisation (1951-1971)</b>						
St-Charles-Garnier	1954	692	1951	1 453	322	-78,0
St-Guy	1957	637	1961	760	106	-86,1
St-Eugène-de-Ladrière	1961	648	1971	636	474	-25,5
Trinité-des-Monts	1963	465	1976	595	295	-5,4
St-Alexandre-des-Lacs	1964	792	1951	792	324	-59,1
Esprit-Saint	1964	560	1951	1 307	453	-65,3
St-Jean-de-la-Lande	1964	738	1951	1 138	296	-74,0
St-Pierre-de-Lamy	1964	566	1961	665	126	-81,1
St-René-de-Matane	1968	777	1986	1 189	968	-18,6

<sup>1</sup> Municipalité fermée le 29 juin 1974.

<sup>2</sup> Municipalité fermée le 22 juillet 1971.

<sup>3</sup> Municipalité fermée le 5 février 1972.

Notes: - Les municipalités surlignées en jaune sont celles qui étaient petites au recensement de 1996.  
- Les municipalités surlignées en rouge ont été fermées au peuplement.

Sources: - Statistique Canada. Recensements de 1901 à 2001.

- LECHASSEUR, Antonio et LEMAY, Jacques. *Municipalités et paroisses du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Populations et limites territoriales 1851-1981*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 51 p. et 5 micro-fiches.



est principalement attribuable à la relance de la colonisation. Cette dernière est envisagée comme solution au chômage endémique qui touche particulièrement les milieux urbains.

Antipathique à la ville et à l'industrie<sup>35</sup>, le clergé appuie très rapidement l'idée de poursuivre le mouvement de colonisation et presse les dirigeants politiques à en faire de même. Il met en place des sociétés canadiennes de colonisation. «Ces sociétés choisissent les colons et les envoient sur les terres réservées à leur diocèse; de plus, elles voient à différents aspects de l'organisation matérielle des projets comme la distribution des graines de semence et des outils» (JONES, 1976: 421). Le 2 mai 1935, le gouvernement Tachereau<sup>36</sup> vote une loi qui incite, notamment par le biais d'allocations et de primes de défrichement, au retour à la terre. De concert avec le gouvernement fédéral, l'État québécois met en place trois plans successifs de colonisation: les plans Gordon, Vautrin et Rogers-Auger<sup>37</sup>. La colonisation des plateaux sert ni plus ni moins d'exutoire aux surplus démographiques des basses terres en plus de fournir les matières premières aux villes.

De nouveaux territoires sont ouverts au peuplement principalement dans l'hinterland des comtés de Matane et de Rimouski. Vingt-quatre paroisses et 17 dessertes

<sup>35</sup> Chargé de définir les conditions nécessaires à la survivance et à l'épanouissement de la nation canadienne française, le clergé voyait d'un très mauvais œil le paysan qui abandonne sa terre et la campagne pour émigrer vers les centres urbains. Ce dernier, selon les curés-colonisateurs de l'époque, court le risque de la déchéance personnelle sur le plan moral tout en contribuant au tarissement des forces vives de la nation.

<sup>36</sup> L'implication de l'État dans la colonisation s'explique notamment par le souci d'assurer une occupation minimale du territoire et de limiter du même coup l'érosion du poids démographique de la province. Des considérations idéologiques font également partie des principaux facteurs explicatifs. D'après STANEK (1988), «la colonisation rassemble de nombreux acteurs autour d'un projet, utopique sans doute, mais qui cimenterait l'unité imaginaire de la Nation» (STANEK, 1988: 222).

<sup>37</sup> Dans le Bas-Saint-Laurent, les impacts des plans Gordon et Rogers-Auger sont minimes. Par ailleurs, le plan Vautrin a eu des répercussions considérables, moins à cause de la population déplacée que par l'étendue du territoire transformé.

sont créées sous le règne de Mgr Courchesne (1928-1950)<sup>38</sup>. François-Albert ANGERS (1939) et ses acolytes, enquêteurs de l'Inventaire des ressources naturelles et industrielles pour le comté municipal de Rimouski, adressent à Mgr Courchesne des critiques extrêmement sévères concernant la politique de colonisation qui prévaut dans son diocèse. Selon ces derniers, certaines paroisses n'auraient jamais dû être ouvertes au peuplement. C'est le cas notamment de St-Guy, de St-Marcellin et de Ste-Paule, une localité qui deviendra célèbre, 35 ans plus tard, avec la mise en œuvre de la première Opération-Dignité.

Depuis la crise, la région du Bas-Saint-Laurent et particulièrement les comtés de Rimouski, Témiscouata et Matapédia ont été l'objet d'une colonisation intensive et souvent inconsidérée, il faut bien le dire quand on voit des cas comme St-Guy où 6 pouces à peine de terre recouvrent 17 à 25 pieds de roc solide; un autre cas typique est celui de St-Marcellin qui, après 40 ans d'existence, compte 160 agriculteurs dont 132 tirent des subventions de l'État la plus grande partie de leur subsistance (...). Et toujours on parle de continuer vers l'arrière d'ouvrir de nouvelles paroisses (...). La colonisation a consisté à couvrir en surface en créant incessamment de nouvelles paroisses, sans parfois tenir suffisamment compte de la nature du sol et de la topographie. D'une telle pratique et de la mauvaise foi de nombreux colons, il est résulté des dévastations aussi tragiques que celles des feux de forêt. Cette politique d'ouvrir de nouvelles paroisses dans le comté doit être arrêtée au plus vite (...) (ANGERS et al., 1939: 30-31).

Après 1931, la demande locale de lots de colonisation dépasse l'offre. Désormais, le clergé ne perd plus ses énergies dans des tentatives plus ou moins vaines de ressusciter la ferveur colonisatrice mais il raffermît plutôt sa volonté d'en contrôler le déroulement. Le plan Vaudrin (qui profite à près de 8 000 Bas-Laurentiens) associé à un fort taux de natalité entraîne une croissance fulgurante des effectifs démographiques dans plus des trois quarts des petites localités rurales de la région. Ceux-ci passent de 17 520 à 29 200 personnes, soit une augmentation de 66,7%<sup>39</sup>. À Ste-Paule, la population est multipliée par cinq. En effet, de 140 qu'il était en 1931, le nombre d'habitants se chiffre à

<sup>38</sup> De ce nombre, 12 deviendront petites et trois fermeront.

<sup>39</sup> À noter que pour l'ensemble du Québec, la population des petites localités ne progresse que de 24,4% au cours de cette même décennie.

881 en 1941. Les effectifs démographiques passent également du simple au double à Ste-Rita, à St-Médard, à St-Elzéar, à Ste-Irène, à St-Marcellin et à Grand-Métis. En 1941, la population atteint un sommet qui ne sera jamais plus égalé à Mont-Lebel (465 habitants) et à St-Médard (705 habitants). Par ailleurs, le dépeuplement continue à faire ressentir ses effets à St-François-Xavier-de-Viger<sup>40</sup>, à St-Germain, à St-Éloi, à Padoue, à Routhierville et à St-Edmond qui, en 1941, accusent un déficit de 254 personnes par rapport à la décennie précédente.

La reprise des activités forestières sur la Côte-Nord absorbe, à partir de 1934, un fort contingent de la population dans ces huit localités. Le Bas-Saint-Laurent possède, en effet, tous les avantages (nombreux ports, bûcherons expérimentés avec leurs outillages et leurs chevaux, surplus agricoles pour l'alimentation des hommes et des animaux) pour combler les pénuries de main-d'œuvre qui prévaut non seulement de l'autre côté du fleuve mais aussi à l'île d'Anticosti, au Saguenay et en Outaouais. L'accroissement de la demande en bois d'œuvre et la relance du secteur de la construction, provoqués par la Deuxième Guerre mondiale, profitent à la région<sup>41</sup>. Les scieries fonctionnent à plein régime<sup>42</sup>. De plus, le travail en chantier favorise la création de nombreux emplois. La bonne santé de l'économie régionale contribue à ralentir l'exode de la population des petites localités. Cette dernière continue d'augmenter au cours de la période 1941-51.

<sup>40</sup> Depuis sa création en 1870, cette localité a toujours présenté de sérieuses difficultés à renouveler ses effectifs à tel point que Mgr André-Albert Blais a procédé, en 1892, à sa fermeture temporaire, le mouvement d'exode y laissant trop peu de paroissiens.

<sup>41</sup> Durant la Seconde Guerre mondiale, la production d'armement contribue à stimuler l'exploitation des matières premières et, notamment, à favoriser l'essor de l'industrie lourde. Au Québec, de 1939 à 1943, les salaires et la valeur de la production manufacturière triplent. En outre, les emplois industriels doublent durant cette même période passant de 220 321 à 437 247.

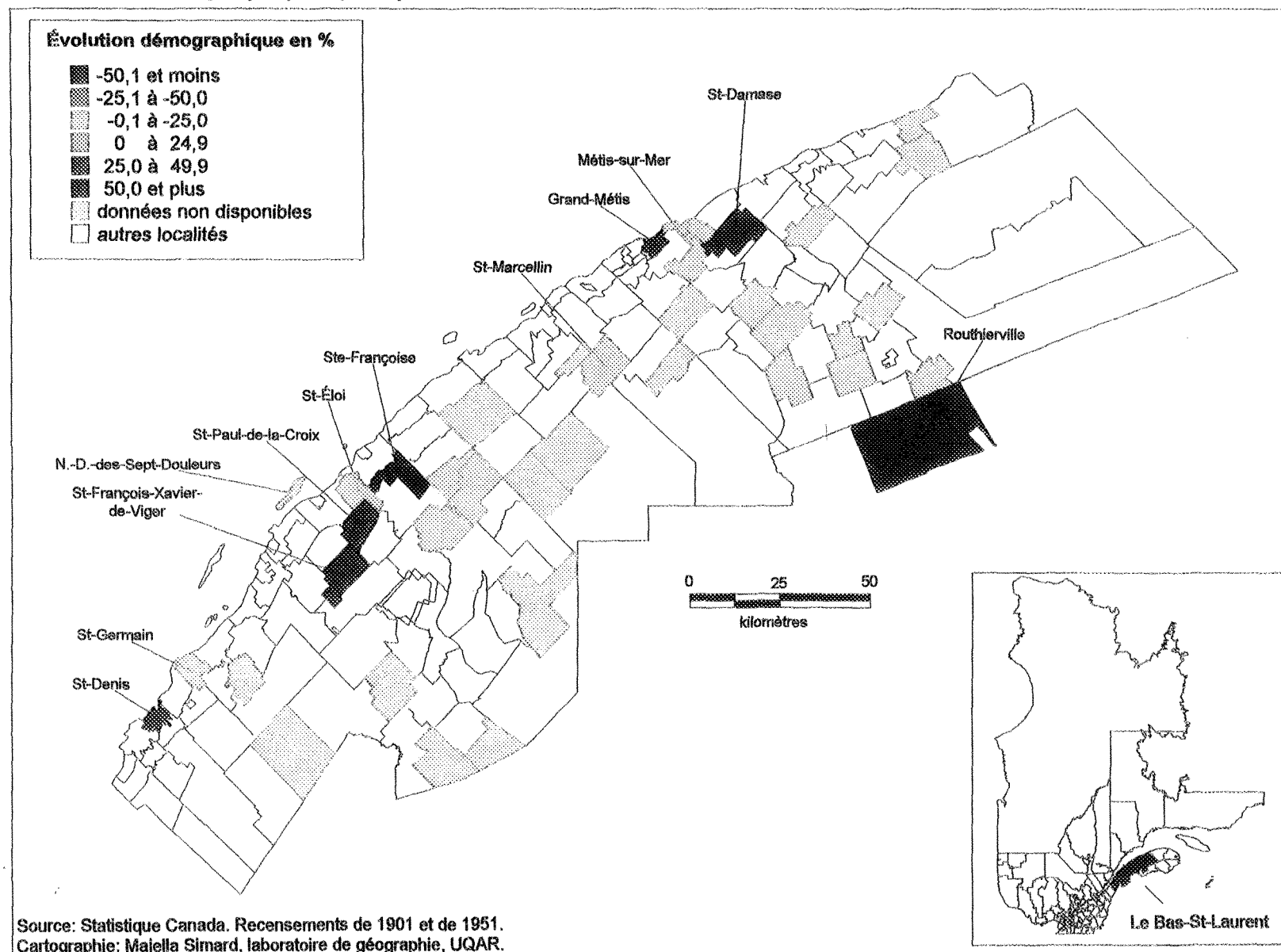
<sup>42</sup> En 1934, trois scieries dont la production annuelle est supérieure à un million de pieds-mesures-planches se retrouvent au sein des petites localités. Il s'agit de la Scierie André Beaulieu (Ste-Rita), de la Scierie Fenderson Co. Ltd John (Albertville) et de la Scierie Isidore Ross (St-Cléophas).

Près des deux tiers (63,9%) de ces petits milieux sont en croissance démographique. Bien que le rythme d'évolution (21,8%) soit encore supérieur à celui de la province (13%), il demeure nettement inférieur à celui enregistré au cours de la décennie précédente (66,7%). Les effectifs démographiques doublent à Esprit-Saint et à St-Charles-Garnier. Ces deux municipalités, avec celles de St-Zénon, de St-Athanase, de Ste-Marguerite, de Lejeune, de St-Elzéar, de St-Jean-de-Cherbourg, de St-Guy, de St-Alexandre-des-Lacs et de St-Jean-de-la-Lande, atteignent d'ailleurs, en 1951, leur population maximale. Celle-ci dépasse même, dans la majorité des cas, le cap des 1 000 habitants. Par ailleurs, le tiers des petites municipalités bas-laurentiennes sont affectées par la décroissance. À St-François-Xavier-de-Viger, le processus de déclin, enclenché depuis 1931, est particulièrement inquiétant. En effet, la population locale passe de 2 053 habitants en 1941 à 665 en 1951. Grand-Métis et Métis-sur-Mer perdent le tiers de leurs résidents au cours de cette même période. Ailleurs, les pertes représentent des diminutions inférieures à 10%.

La carte 3.6 montre l'évolution démographique des petites localités rurales du Québec au cours de la période 1901-1951. Plusieurs données sont manquantes puisque la plupart des milieux à l'étude n'ont été ouverts au peuplement qu'après 1901. Néanmoins, en comparant les 12 localités pour lesquelles nous disposons de statistiques tant pour 1901 que pour 1951, nous constatons que seulement quatre municipalités ont été en croissance démographique durant cette première moitié de siècle. Il s'agit de Routhierville (295,1%), de Ste-Françoise (66,1%), de St-Paul-de-la-Croix (31,9%) et de St-Damase (25,8%). À l'inverse, le dépeuplement a commencé à se manifester à Grand-Métis (-84,7%), à St-François-Xavier-de-Viger (-52,3%), à Métis-sur-Mer (-21,4%), à

**Carte 3.6**

**Évolution démographique (en %) des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent entre 1901 et 1951**



St-Germain (15,2%), à St-Éloi (-11,9%), à Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (-9,5%), à St-Denis (-4,7%) et à St-Marcellin (-4,4%). Par ailleurs, l'ouverture de nouvelles paroisses a entraîné l'arrivée de 28 398 personnes entre 1901 et 1951, ce qui représente une augmentation de 242,2%<sup>43</sup>. Quant aux pertes, elles se chiffrent à 2 011. Il en découle un bilan démographique positif totalisant 26 387 personnes (cf. tableau 3.7).

### 3.3.2 1951-2001: période de déclin

#### 3.3.2.1 De 1951 à 1971

Cette troisième phase est marquée par deux phénomènes concomitants entre eux mais différents l'un de l'autre: le déclin de la colonisation et la généralisation du processus de peuplement. La population des petites localités atteint son point culminant en 1951. Quelque 35 567 individus y résident. Il faut préciser que la croissance démographique du Québec est à son comble. C'est l'époque du baby-boom qui se traduit, jusqu'en 1960, par un taux de natalité très élevé<sup>44</sup>. Dans le Bas-Saint-Laurent, neuf localités sont créées au cours de cette phase<sup>45</sup>.

<sup>43</sup> Rappelons que 22 des 41 milieux à l'étude ont été ouverts au peuplement au cours de cette période (cf. tableau 3.6).

<sup>44</sup> La fin de la guerre relance également l'immigration. À elle seule, la province de Québec accueille 403 934 immigrants entre 1946 et 1960, soit 21% de l'ensemble des nouveaux arrivants en sol canadien.

<sup>45</sup> De ce nombre, huit baissent sous le seuil des 500 habitants entre 1966 et 1996. Avec ses 968 habitants au recensement de 2001, St-René bénéficie de la proximité de Matane. Bien que modeste, l'effet de banlieue contribue à ralentir considérablement son rythme de décroissance. De 1986 (année où sa population atteint son apogée) à 2001, ses effectifs démographiques accusent une perte de 221 personnes, ce qui représente une diminution de 18,6%.

Après un arrêt temporaire pendant la crise, l'exode rural reprend à un rythme effréné. En effet, le développement industriel et la tertiarisation de l'économie<sup>46</sup> entraînent des reflux démographiques importants vers la Côte-Nord et les grands centres. L'ouverture des chantiers Outardes et Manicouagan ainsi que la construction des centrales Bersimis 1 et 2 contribuent à créer de nombreux emplois détenus majoritairement par les Bas-Laurentiens. Le dépeuplement frappe de plein fouet les petits milieux qui ne peuvent effectuer la transition de leur structure occupationnelle. Le haut pays est particulièrement affecté par cette dynamique. Les usines de bois de sciage ferment l'une après l'autre. La modernisation globale de l'économie provoque un profond remaniement du tissu de peuplement. Des rangs entiers sont désertés de leurs habitants alors que les municipalités situées près des villes voient leurs effectifs augmenter. Pour la première fois de leur histoire, les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent présentent un bilan démographique négatif. Les pertes (2 400) sont effectivement supérieures aux gains (876) au cours de la période 1951-1961. Près des deux tiers de ces petites collectivités sont concernées par le processus de déclin. À l'inverse, neuf municipalités enregistrent une augmentation de leur population<sup>47</sup>.

Bien qu'il affecte l'ensemble des petites localités rurales du Québec (-2,1%), le dépeuplement est particulièrement manifeste dans le Bas-Saint-Laurent (-11%). De fait, les municipalités de petite taille sont toutes en décroissance démographique au cours de

---

<sup>46</sup> L'urbanisation, la croissance démographique, la hausse du niveau de vie, le gonflement de l'appareil administratif et l'évolution du secteur manufacturier (qui requiert le soutien d'une infrastructure de services dans les domaines de la vente, du marketing et de la gestion des ressources humaines) sont autant de facteurs qui contribuent à l'expansion du secteur tertiaire.

<sup>47</sup> Il s'agit de Les Bouies (54,8%), de Ste-Irène (22,4%), de St-Léandre (21%), de St-Pierre-de-Lamy (17,5%), de St-Germain (10,2%), de St-Médard (9,1%), de Grand-Métis (8,1%), de Ste-Jeanne-d'Arc (1,9%) et de St-Cléophas (0,8%).

la période 1961-1971. La baisse de l'excédent naturel, provoqué par la contraction du nombre de naissances, se conjugue avec un puissant courant d'émigration. La population de ces milieux connaît une diminution de 31% comparativement à une baisse de 17,7% pour les petites municipalités de la province. En valeur absolue, cette baisse représente des pertes évaluées à 5 774 personnes. Le mouvement d'exode touche avec beaucoup plus d'intensité la zone du plateau. Les localités issues de la dernière grande vague de colonisation sont à bout de souffle. C'est le cas notamment de St-Guy, de Ste-Paule et de St-Jean-de-Cherbourg où la baisse des effectifs est supérieure à 50%. L'effet de cette décroissance est d'autant plus pervers sur le tissu de peuplement qu'il s'exerce prioritairement sur les espaces les plus anémiés au plan économique. Dans l'arrière-pays de Matane, les départs sont si nombreux que l'on doit envisager la fermeture de certaines localités et la relocalisation de leurs habitants. Le sous-segment constitué des très petites localités est en très mauvaise posture. Sa population descend en flèche (-43,7%). Certaines localités telles que Métis-sur-Mer et Notre-Dame-des-Sept-Douleurs baissent sous la barre des 200 habitants ce qui constitue un précédent dans l'histoire des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent<sup>48</sup>.

### 3.3.2.2 De 1971 à 2001

À compter de 1969, le dépeuplement se poursuit à des rythmes variables selon les périodes décennales dans la plupart des endroits où il s'était amorcé. Bien que la

---

<sup>48</sup> Certes, Routhierville a toujours comporté une population inférieure à 200 habitants. Cette localité a atteint son seuil maximal en 1951 avec 162 personnes. Par ailleurs, Routhierville constitue davantage une zone de desserte (notamment pour le CN) qu'une municipalité à part entière. D'ailleurs, cette entité territoriale n'a jamais possédé le statut de municipalité tout comme elle n'a jamais eu de curé résident. Pour ces raisons, nous en faisons un cas à part.



décroissance soit toujours préoccupante, particulièrement au Bas-Saint-Laurent où les trois quarts des petites localités sont en difficulté, elle s'atténue légèrement au cours de la période 1971-1981. La population des petites localités passe respectivement de 21 854 à 16 747 personnes, ce qui représente une diminution de 23,4%. À l'inverse, elle s'accroît de 990 individus à l'échelle de la province. Dans la région, une seule municipalité connaît une croissance de ses effectifs. Il s'agit de Métis-sur-Mer dont la population passe de 175 à 194 personnes entre 1971 et 1981.

Le nombre de localités en décroissance diminue légèrement au cours de la période décennale suivante. Il n'en demeure pas moins que 80,5% de celles-ci sont affectées par la régression de leur population. Cette dernière décline de 14,4% entre 1981 et 1991 comparativement à une diminution de 6,5% pour les petites localités rurales de la province. Les pertes représentent 4 408 personnes. Elles se font particulièrement ressentir à Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, à Routhierville et à Trinité-des-Monts dont la population régresse du tiers. Par ailleurs, des gains sont enregistrés dans huit petites municipalités dont certaines étaient affectées depuis fort longtemps par la décroissance continue de leurs effectifs. Il s'agit de Métis-sur-Mer, de St-Alexandre-des-Lacs, de Ste-Irène, de St-Cléophas, de Ste-Paule, de St-Jean-de-Cherbourg et de St-Elzéar. Ces localités ne se caractérisent pas par une économie particulièrement dynamique. Elles ne bénéficient pas non plus d'avantages géographiques particuliers. De telles évolutions montrent qu'il est hasardeux de prédire les changements à venir et surtout le rôle majeur occupé par les événements conjoncturels<sup>49</sup>. Les gains sont toutefois fort modestes puisqu'ils ne totalisent

---

<sup>49</sup> La première partie de la décennie 90 au Québec a été marquée par la récession 90-91 et par une très lente reprise jusqu'en 1995.

que 116 personnes. Par conséquent, ils sont loin de compenser l'effondrement de la population amorcé depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Sur une plus longue période, c'est bien une accélération du dépeuplement qui s'observe.

Les données du recensement de 2001 viennent confirmer la plupart des tendances observées au cours de la période décennale précédente. Le nombre de localités en déclin (33) demeure le même. Toutefois, des revirements de situation se manifestent à plusieurs endroits<sup>50</sup>. C'est ainsi qu'après plusieurs années de léthargie, Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (7,3%) et St-Damase (3,2%) affichent une légère augmentation de leur population. Il en est de même pour St-Marcellin (15,5%), St-Denis (7,2%), Ste-Paule (4,7%), Mont-Lebel (4,4%) et Les Boules (1,3%). De plus, pour la première fois en 50 ans, la décroissance des petites localités du Bas-Saint-Laurent (-8,5%) est inférieure à celle que connaît l'ensemble de ce segment de l'espace rural québécois (-14,4%). Par ailleurs, d'autres municipalités telles que St-Elzéar (-20,2%), St-Paul-de-la-Croix (-18%), St-Jean-de-la-Lande (-17,5%) et Albertville (-15,8%) poursuivent leur saignée démographique. À certains endroits, comme à St-Guy (-32,5%) et à St-Pierre-de-Lamy (-30%), l'hémorragie est telle qu'elle menace la survie de ces petits milieux. Avec moins de 150 habitants chacun, leur avenir est plus qu'incertain.

La carte 3.7 montre bien l'évolution du processus de déclin qui caractérise la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Au cours de cette période, la population des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent a diminué de 63%, ce qui représente une perte de 21 986 personnes. Cette même carte met également très bien en évidence la gravité de l'état de

<sup>50</sup> C'est le cas notamment des villes qui, à l'exception de Cabano, sont toutes en perte de vitesse.

### Évolution démographique (en %) des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent entre 1951 et 2001



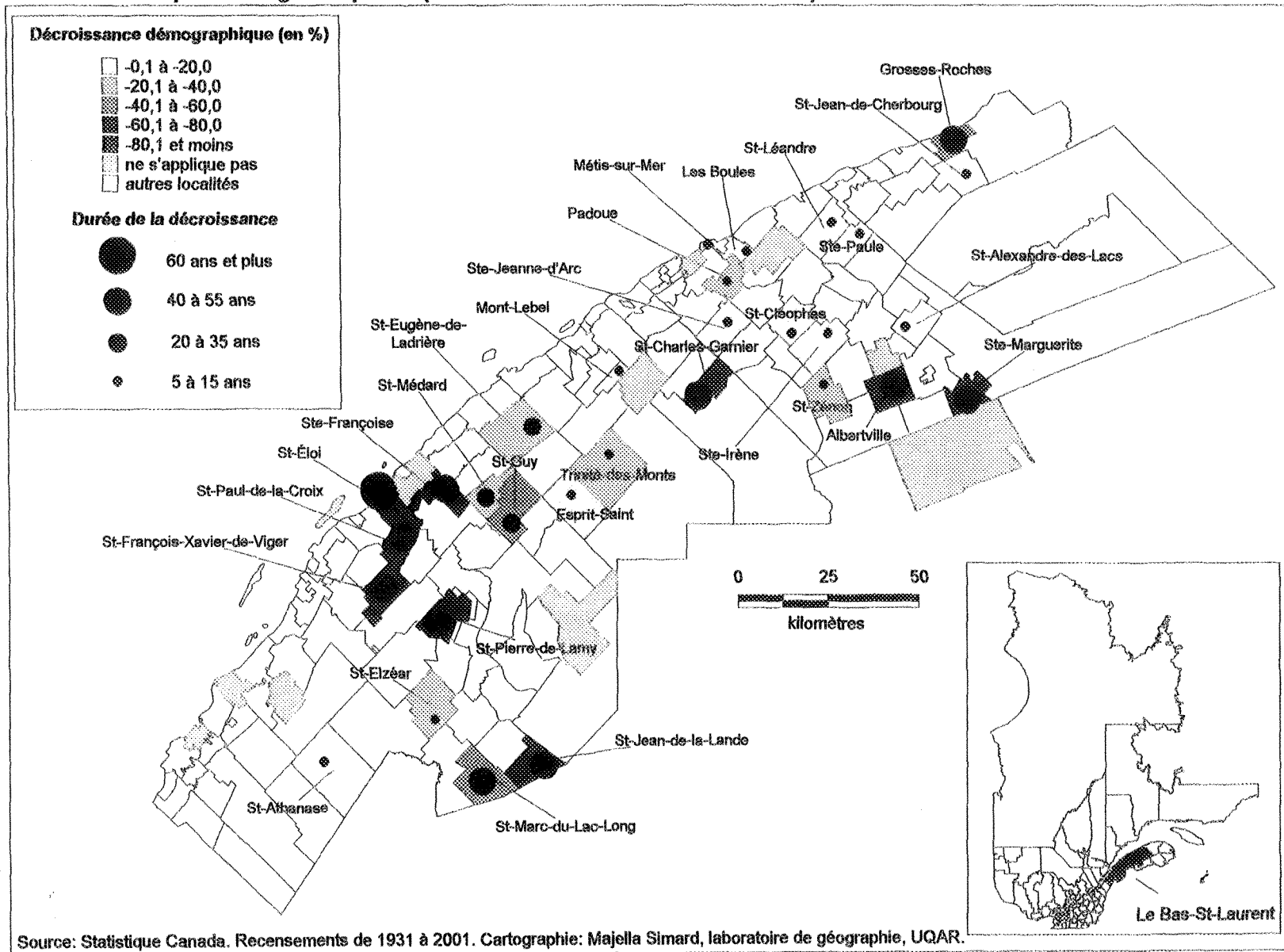
santé démographique qui affecte plus particulièrement les municipalités de St-Guy, de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, de St-Jean-de-Cherbourg, de Routhierville et de Trinité-des-Monts. Ces milieux ont accusé des pertes supérieures à 80,1% depuis les 50 dernières années. De telles dégringolades mettent sérieusement en danger l'occupation humaine dans ces milieux. La situation demeure également fort préoccupante pour les 20 municipalités qui ont perdu entre 60,1 et 80% de leurs effectifs au cours de cette même période.

Nous avons identifié, à la carte 3.8, les localités à évolution démographique négative constante depuis le début de leur décroissance jusqu'au dernier recensement de 2001. À la lumière de celle-ci, nous constatons que toutes les petites municipalités de la MRC de Matane et de La Matapédia (à l'exception de Routhierville) sont affectées par ce phénomène de décroissance continue. De plus, cette décroissance dure depuis 40 ans ou plus dans 11 localités de petite taille. Elles se concentrent essentiellement dans l'arrière-pays de Rivière-du-Loup et de Trois-Pistoles. Leur éloignement par rapport aux villes n'est pas sans influencer l'évolution démographique négative de ces milieux.

Cette partie de notre travail traçait le portrait de l'évolution démographique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Cette analyse, effectuée sur une période de 100 ans, nous a permis de mieux comprendre la signification et la portée des changements qui se sont opérés au cours du siècle dernier. Ces changements ne font que refléter la diversité géographique et socio-économiques des petites localités. Dans la prochaine section, nous nous intéresserons à la nature de leur économie.

Carte 3.8

Petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent à évolution démographique négative constante selon la durée de leur décroissance et pourcentage des pertes (en référence au recensement de 2001)



### 3.4 La nature des occupations

La fragilité des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent se reflète également au niveau de la structure de leur économie. Cette dernière se caractérise notamment par une faible diversification si on la compare à l'ensemble des petits milieux de la province. On n'y dénombre, par exemple, aucune municipalité à vocation exclusivement touristique ou minière<sup>51</sup>. De même, les localités qui exercent le rôle de villages de banlieue y sont aussi beaucoup moins nombreuses<sup>52</sup>. Par ailleurs, les activités du secteur primaire sont sur-représentées. Comme les emplois qui en découlent sont majoritairement saisonniers, il en résulte des taux de chômage très élevés. Ces derniers sont supérieurs à 25% dans près de la moitié des petites localités rurales de la région. Ils dépassent même le cap des 50% dans trois de celles-ci. Il s'agit de St-Médard (70%), de St-Jean-de-Cherbourg (68,8%) et de St-Zénon (57,1%), trois municipalités dont plus de 20% de la main-d'œuvre active se compose de travailleurs forestiers. À l'inverse, les activités reliées aux secteurs secondaire et tertiaire se réduisent à leur plus simple expression. Il s'agit, pour la plupart, d'emplois faiblement rémunérés et peu productifs qui s'orientent vers la première transformation des ressources ou encore vers le tertiaire parasitaire ou de support. Dans tous les cas, les diverses proportions de travailleurs dans chaque secteur ne reflètent pas

---

<sup>51</sup> Métis-sur-Mer constituait jadis un centre de villégiature de renommée provinciale. Cette destination touristique (ou «ville d'eau» pour reprendre une expression répandue en France) a effectivement connu ses heures de gloire au XIX<sup>e</sup> siècle accueillant le gratin de la société québécoise qui y a laissé des villas coossues et impeccables. Bien que l'industrie touristique exerce toujours un rôle majeur dans l'économie locale, cette dernière se distingue davantage par sa multifonctionnalité. Le développement du secteur manufacturier est en partie responsable de cette situation.

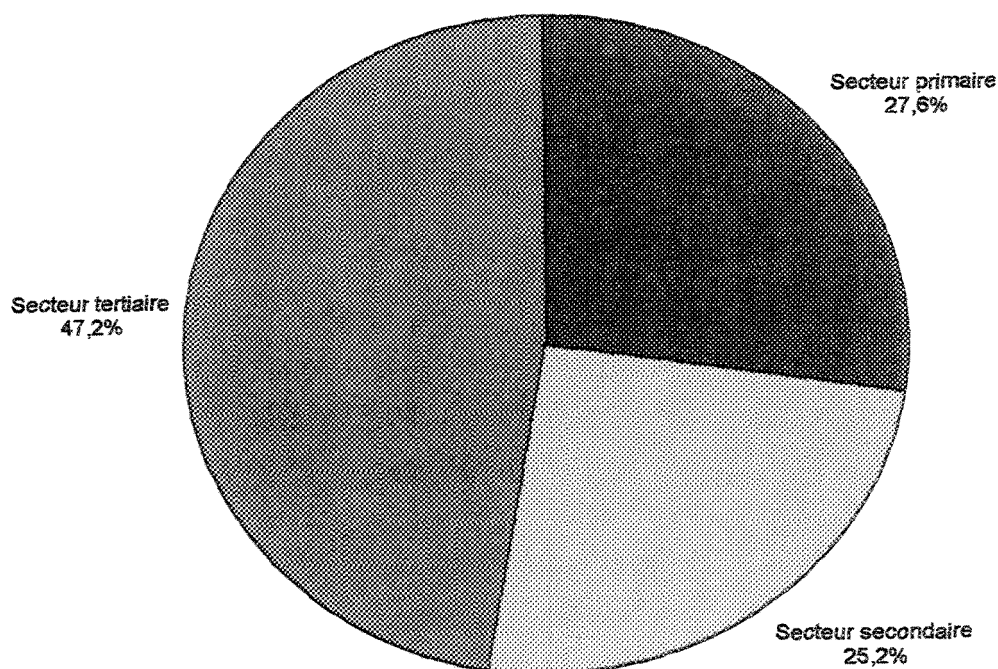
<sup>52</sup> Cela est notamment attribuable à la faiblesse de l'armature urbaine régionale.

seulement la nature des emplois disponibles mais aussi différents degrés de dynamisme et/ou de fragilité économique.

Le graphique 3.5 illustre la composition de la structure occupationnelle dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. On retrouvera, à la carte 3.9, la répartition des différents secteurs de l'activité économique pour chacun des milieux qui composent ce segment de l'espace rural.

**Graphique 3.5**

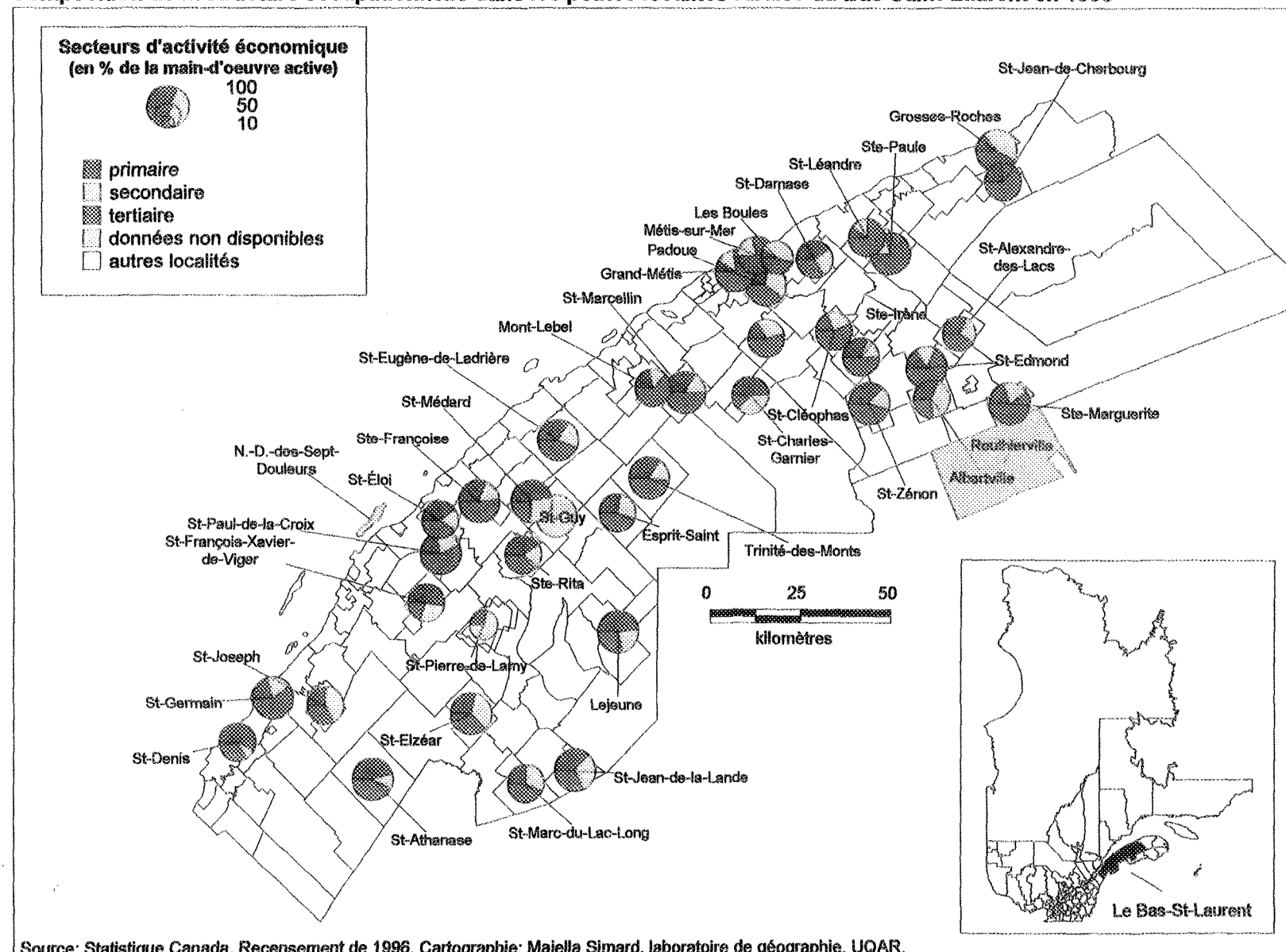
**Composition de la structure occupationnelle dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996**



Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Carte 3.9

Composition de la structure occupationnelle dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996





### 3.4.1 Le secteur primaire

Les travailleurs du secteur primaire représentent un fort contingent (27,6%) de la population active au sein des 39 petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent<sup>53</sup>. Cette proportion élevée reflète la faiblesse des autres sphères de l'économie. Elle correspond à une moyenne dont les extrêmes se situent entre 0 (pour les municipalités de St-Guy, de Métis-sur-Mer et de Ste-Paule) et 55,9% (pour celle de St-Denis). Le tableau 3.9 montre la répartition des emplois primaires dans les différents milieux à l'étude.

Tableau 3.9

Répartition des activités du secteur primaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996

Activités économiques	Nombre d'emplois	%
Agriculture	765	15,3
Forêt	620	11,8
Mines et carrières	25	0,4
Pêche et piégeage	10	0,2
<b>Le secteur primaire</b>	<b>1 420</b>	<b>27,6</b>

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Les travailleurs du secteur primaire se distribuent de façon bien inégale dans l'assiette socio-territoriale des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. La carte et le tableau 3.10 font état de cette distribution plutôt inégalitaire.

<sup>53</sup> Routhierville et Notre-Dame-des-Sept-Douleurs sont exclues de notre analyse en raison de l'indisponibilité des données.

Carte 3.10

Répartition des activités du secteur primaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996

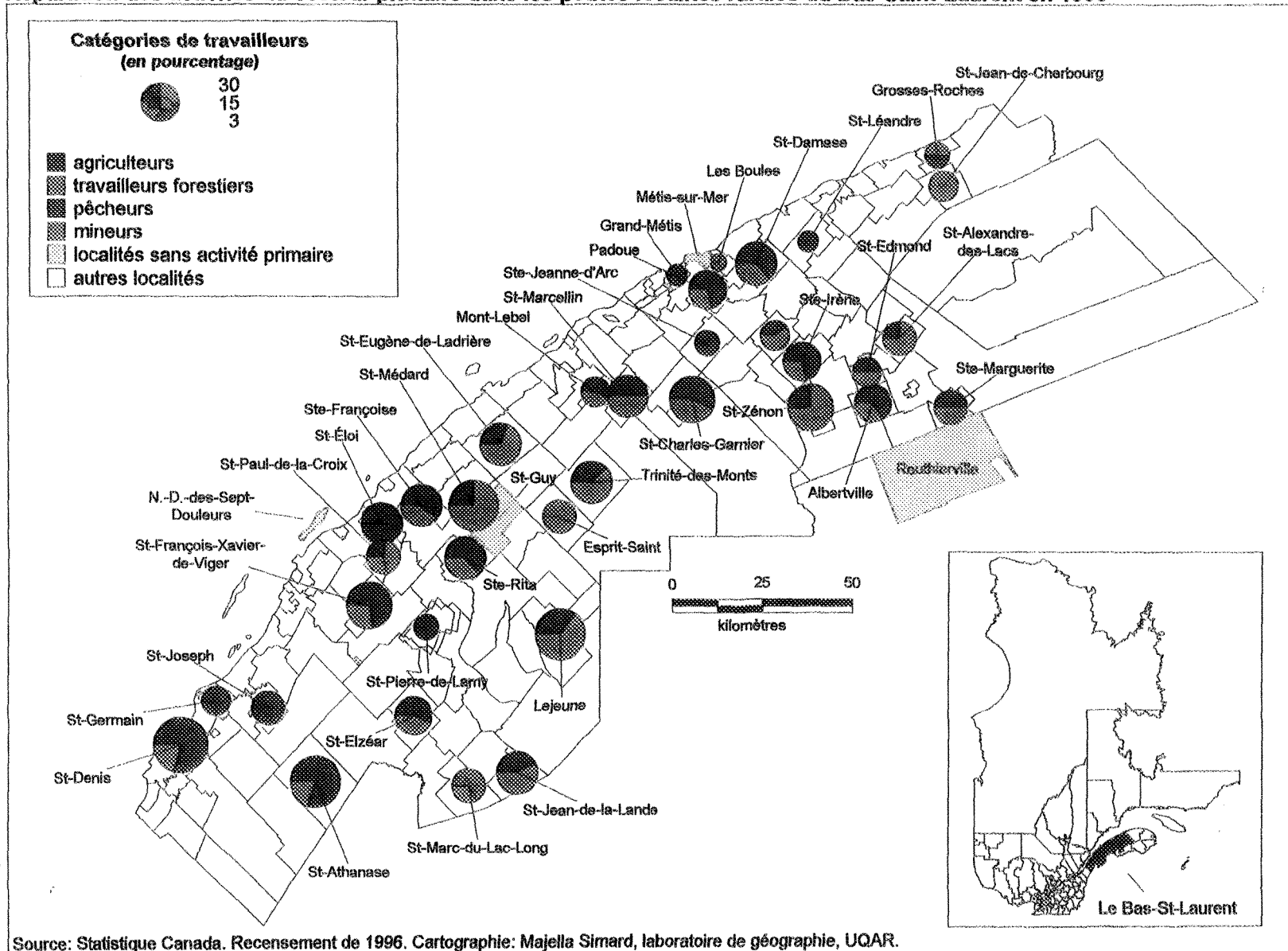


Tableau 3.10

Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de la proportion d'emplois dans le secteur primaire en 1996

% d'emplois dans le primaire	Nombre de localités	Population comprise dans la strate
0	3	1 358
0,1 à 10,0	2	811
10,1 à 20,0	7	2 160
20,1 à 30,0	9	3 376
30,1 à 40,0	11	4 053
40,1 et plus	7	2 670

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Sept localités comportent plus de 40,1% de leur population active au sein de ce secteur d'activités. Il s'agit essentiellement de milieux agricoles ou acéricoles. C'est le cas de St-Denis, de St-Éloi, de St-Athanase et de St-François-Xavier-de-Viger dont la proportion d'agriculteurs représentent respectivement 44,1%, 39,3%, 38,7% et 32% de leur structure d'emplois. L'agriculture apporte une contribution économique significative dans ces localités et ce, tant en termes d'occupation et de gestion de l'espace qu'en termes de créations d'emplois et de productivité. Lejeune, St-Médard, St-Charles-Garnier et St-Zénon font également partie du peloton de tête. Ce sont toutefois les travailleurs forestiers qui, à ces endroits, expliquent la forte proportion du secteur primaire dans leur économie. Ces municipalités sont particulièrement affectées par le déclin de leur population. Elles se caractérisent aussi par leurs très faibles niveaux de revenus. En outre, le caractère saisonnier des emplois reliés à la forêt entraîne, dans ces milieux, un fort taux d'inactivité particulièrement en hiver.

Quelques-unes des 11 municipalités dont les travailleurs du secteur primaire représentent entre 30,1% et 40% de la main-d'œuvre locale sont en meilleure position sur le

plan socio-économique. Nous pensons, entre autres, à Ste-Françoise, à St-Damase et à St-Eugène-de-Ladrière qui présentent une économie plus diversifiée. Cette diversification est imputable notamment à la présence de petites industries mais aussi à différents éléments culturels et sociaux (esprit de leadership, sentiment d'appartenance territoriale plus fort, présence de plusieurs organismes à but non lucratif, etc.). Il n'en demeure pas moins que la plupart des milieux compris dans cette sous-catégorie ressemblent, à bien des égards, à ceux du groupe précédent. Ils se distinguent notamment par la faiblesse de leurs activités économiques. Ils disposent d'un niveau de services rudimentaire et d'une armature industrielle très peu développée. Ils se caractérisent également par de très fortes variations saisonnières du taux d'emploi. Des facteurs structurels conduisent, en effet, à l'arrêt de plusieurs activités durant la saison hivernale. St-Jean-de-la-Lande, St-Marcellin, Ste-Rita, Trinité-des-Monts, Padoue et St-Elzéar font partie de ces municipalités où l'exploitation de deux ressources, en occurrence l'agriculture et la forêt, se sont avérées nécessaires pour assurer leur survie. Les nombreux malaises économiques annihilent les initiatives de développement local. par conséquent, elles n'ont que très peu d'impacts sur la revitalisation du milieu<sup>54</sup>. À certains endroits, comme à Trinité-des-Monts, le dépeuplement prend les allures d'une véritable hémorragie que l'on ne parvient pas à enrayer.

Neuf localités ont entre 20,1 et 30% de leur population active affectée au secteur primaire. Elles représentent un sous-groupe plus hétérogène que les deux précédents.

---

<sup>54</sup> À Trinité-des-Monts, de multiples efforts visant à diversifier l'économie et à promouvoir le développement local ont notamment été mis de l'avant par la Société d'exploitation des ressources de la Neigette et, plus récemment, par la Coalition Urgence rurale. Malheureusement, les résultats en termes de développement économique et de création d'emplois sont demeurés très mitigés.

Certaines, comme St-Germain et St-Paul-de-la-Croix, se caractérisent par un bon potentiel biophysique. Dans cette dernière municipalité, les mines et carrières créent une dizaine d'emplois. Il s'agit essentiellement d'individus qui travaillent à la tourbière Réal Michaud de L'Isle-Verte. Ces derniers forment 6,3% de la structure occupationnelle locale. Ailleurs, comme à Albertville, à Ste-Marguerite ou à St-Alexandre-des-Lacs, ce potentiel est extrêmement faible, pour ne pas dire nul. À ces endroits, le pourcentage élevé des travailleurs affectés au secteur primaire matérialise la très grande fragilité de leur économie. Il y a aussi d'autres localités qui affichent une spécialisation dans un domaine particulier. C'est le cas de St-Joseph dans l'exploitation forestière ou encore de St-Marc-du-Lac-Long dans celle de l'ardoise.

Les travailleurs du secteur primaire composent entre 10,1 et 20% de la structure occupationnelle dans sept petites municipalités. St-Jean-de-Cherbourg et Ste-Jeanne-d'Arc, que l'on retrouve dans ce groupe, possèdent tous les symptômes de milieux en voie de déstructuration. Ils sont affectés par le dépeuplement, l'érosion de leurs services et un chômage à l'état chronique<sup>55</sup>. Grand-Métis, qui s'y inscrit également, est avantagé par une industrie touristique établie depuis plusieurs années. Pour sa part, St-Edmond, qui regroupe les rangs trois à six de la municipalité de Lac-au-Saumon<sup>56</sup>, vit en symbiose avec cette dernière localité. Tout comme à Grand-Métis, les activités primaires ne constituent qu'un complément à une économie qui s'oriente davantage vers les services à la population. Par ailleurs, Statistique Canada recense une dizaine de pêcheurs à

---

<sup>55</sup> La fermeture de la scierie de La Rédemption, en 2001, a été un coup dur pour la localité de Ste-Jeanne-d'Arc dont l'économie dépend essentiellement de l'industrie du bois. Au moment d'écrire ces lignes, l'entreprise devrait se remettre en fonction en juin 2003. Sa superficie passera du simple au double grâce à des travaux d'agrandissement et d'immobilisation au coût d'un million de dollars. Elle embauchera 25 employés, soit sept de moins qu'au moment de sa fermeture.

<sup>56</sup> Ces deux entités territoriales ont d'ailleurs été fusionnées en décembre 1997.

Grosses-Roches ce qui explique sa présence dans ce groupe. Signalons qu'il s'agit de la seule petite localité à en posséder officiellement<sup>57</sup>. Reste St-Cléophas qui comporte bien quelques fermes et érablières mais sa forte proportion de migrants pendulaires (61,9%) est révélatrice du rôle d'avant-plan exercé par Lac-au-Saumon, Causapascal, Sayabec et Amqui dans la structuration de son économie. Enfin, les emplois reliés au primaire représentent 13,7% de la structure occupationnelle à St-Pierre-de-Lamy. Cette localité possède trois grosses fermes laitières dont certaines innovent dans les domaines de l'environnement (Ferme Ciboulette Inc.) et du tourisme (Ferme équestre Jean-Yves Ouellet). Quatre érablières commerciales se partagent quelque 30 000 entailles. Enfin, la municipalité compte également une entreprise qui se spécialise dans l'élevage d'animaux à fourrure. Cette dernière abrite 80 renards et 260 visons.

À St-Léandre et aux Boules, moins de 10% de la main-d'œuvre active occupe un emploi au sein du secteur primaire. Contiguë à Métis-sur-Mer, la municipalité des Boules possède une dizaine de travailleurs forestiers. De son côté, St-Léandre compte 15 agriculteurs qui se spécialisent surtout dans l'élevage de bovins de boucherie.

Enfin, le secteur primaire est complètement absent à St-Guy, à Métis-sur-Mer et à Ste-Paule. On remarquera, à la carte 3.10, que l'agriculture et la forêt constituent l'essentiel des emplois du secteur primaire. Dans bien des cas, ces deux activités s'exercent en concomitance ce qui contribue à l'affaiblissement de la structure économique locale. De fait, l'agroforesterie a tendance à se présenter comme un corollaire

---

<sup>57</sup> Des activités de pêche à anguilles se pratiquent notamment à St-Germain et à St-Denis. Des problèmes d'échantillonnage sont probablement en cause ici.

à la fragilité, sinon comme un facteur de fragilisation dans la plupart des milieux concernés par cette double activité. «Ainsi, il y a lieu de se demander si l'association d'activités agricoles et forestières doit être considérée comme une spécialisation ou un stade transitoire d'une zone agricole marginale à la recherche de nouveaux modes de subsistance» (DUGAS, 1996a: 58). Hormis quelques rares exceptions que nous avons déjà signalées, l'agriculture n'exerce plus qu'une fonction marginale dans la composition socioprofessionnelle des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. À certains endroits, comme à Ste-Paule, à St-Marc-du-Lac-Long ou à St-Alexandre-des-Lacs, elle a même complètement disparu. À d'autres, comme à St-Médard ou à Ste-Marguerite, elle ne représente plus qu'une activité résiduelle à connotation historique. Avec leurs fermes forestières, leurs gîtes à la ferme et diverses activités à caractère agrotouristique, certains milieux ont, par ailleurs, développé une agriculture périphérique. Cette dernière s'observe particulièrement aux Boules et à Ste-Françoise mais aussi à St-Athanase, à Albertville et à Ste-Jeanne-d'Arc. Ces cinq localités se sont caractérisées par un accroissement du nombre d'exploitations agricoles au cours de la période 1991-1996<sup>58</sup>.

En ce qui concerne les activités reliées à la forêt, on dénombre sept municipalités dont plus de 20% de la main-d'œuvre est affectée à ce secteur de l'économie. Il s'agit de St-Médard (37,5%), de Lejeune (33,3%), de St-Zénon (31%), d'Esprit-Saint (26,5%), de St-Eugène-de-Ladrière (23,7%), de Trinité-des-Monts (21,7%) et de St-Jean-de-la-Lande (21,1%). Situées sur les terres vallonnées du plateau appalachien, ces localités abritent

---

<sup>58</sup> Depuis le recensement de 1996, les fermes qui se spécialisent dans la production d'arbres de Noël sont considérées comme des exploitations agricoles à part entière. De plus, les subdivisions de recensement qui comptent moins de 10 fermes sont regroupées avec les localités voisines. Ces nouveaux critères de définition peuvent également expliquer l'augmentation du nombre de fermes dans ces localités.

des travailleurs qui s'adonnent principalement à la coupe du bois. De telles activités, qui s'effectuent surtout sur une base saisonnière, génèrent localement de très faibles retombées économiques. En outre, cette forte spécialisation dans le primaire forestier apparaît comme la manifestation d'un sous-développement économique puisqu'elle présente, en contrepartie, des carences considérables dans les autres secteurs d'activités notamment dans celui des services.

Au nombre de 12, les municipalités dont les travailleurs forestiers composent entre 10,1% et 20% de la structure occupationnelle se retrouvent également, à l'exception de St-Denis, dans l'arrière-pays bas-laurentien. Elles présentent, pour la plupart, de sérieux problèmes de sous-emploi. À St-Athanase, à Albertville, à St-Paul-de-la-Croix, à St-Edmond, à Padoue, au Mont-Lebel, à Ste-Irène, aux Boules et à Grosses-Roches, l'exploitation forestière représente une activité plus ou moins marginale. Moins de 10% de la population active y est affectée. Enfin, 10 localités ne comportent aucun bûcheron.

### **3.4.2 Le secteur secondaire**

L'une des principales caractéristiques de l'économie des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent tient à la faiblesse de son appareil industriel. Ce dernier s'oriente surtout vers la première transformation du bois. Il fournit des emplois faiblement rémunérés et de courte durée. Bien que ceux-ci favorisent le maintien de nombreuses communautés, ils ne constituent pas pour autant un gage de prospérité économique, bien au contraire. Le secteur secondaire représentait, en 1996, quelque 1 165 emplois, soit



25,2% de la structure occupationnelle des petits milieux. Cette moyenne ne donne cependant qu'un aperçu très sommaire de la réalité industrielle de ce segment de l'espace rural. Elle se situe dans des extrêmes allant de 0 (pour St-Jean-de-Cherbourg) à 100% (pour St-Guy). Le tableau 3.11 montre la répartition des activités du secteur secondaire. Ainsi, les emplois reliés aux industries manufacturières sont les plus nombreux. Ils sont suivis par les sous-catégories «matériel de transport» et «industries de la construction». Ces trois corps d'emplois sont représentés, en pourcentage de la main-d'œuvre active, au tableau 3.12 et à la carte 3.11.

Tableau 3.11

Répartition des activités du secteur secondaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996

Activités économiques	Nombre d'emplois	%
Industries manufacturières	680	14,1
Matériel de transport et d'entreposage	275	5,8
Industries de la construction	210	5,3
<b>Le secteur secondaire</b>	<b>1 165</b>	<b>25,2</b>

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Tableau 3.12

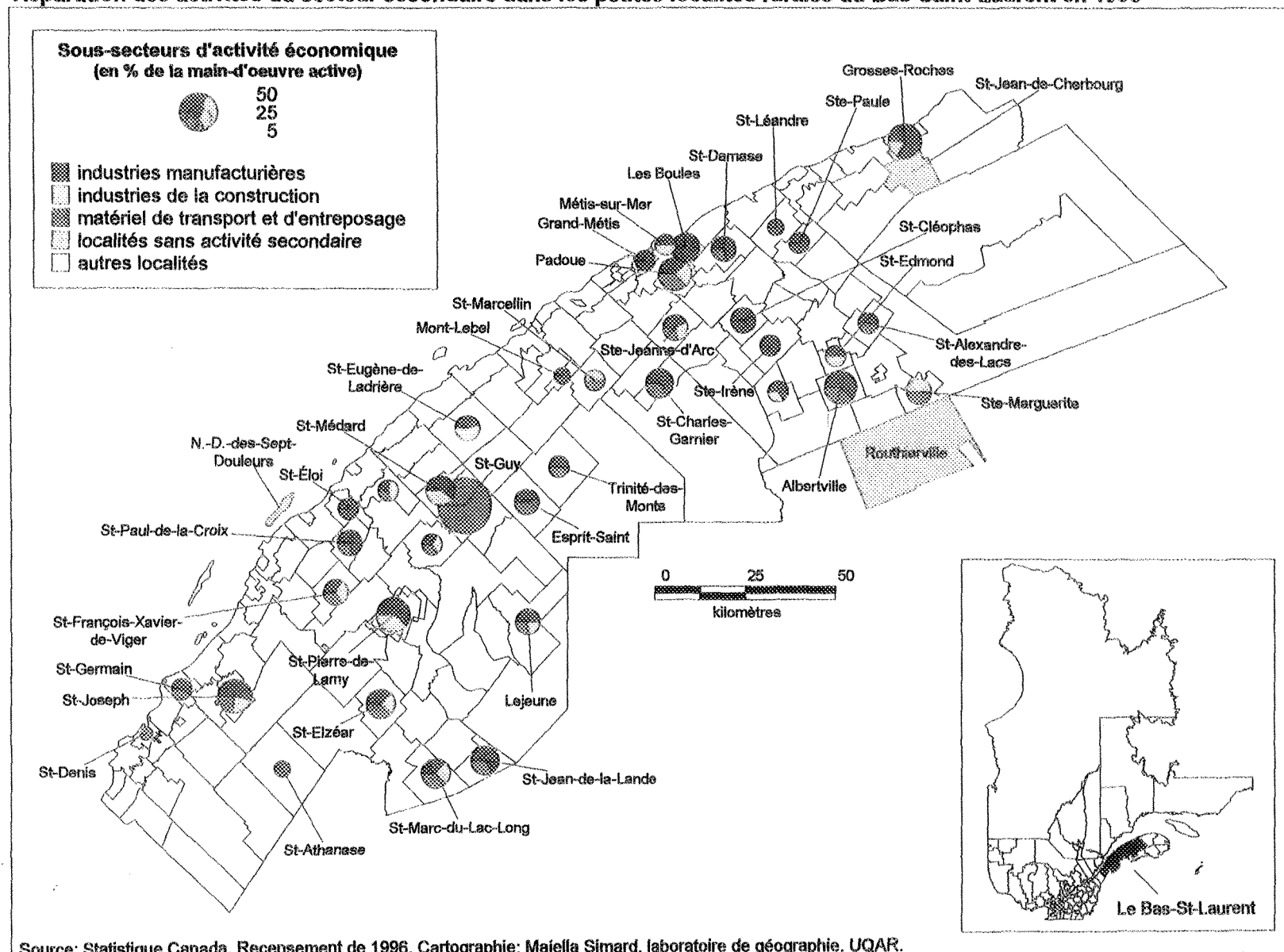
Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de la proportion d'emplois dans le secteur secondaire en 1996

% d'emplois dans le secondaire	Nombre de localités	Population comprise dans la strate	Distance par rapport à la ville (en km)
0	1	239	48,0
0,1 à 10,0	1	488	21,0
10,1 à 20,0	14	4 593	16,5
20,1 à 30,0	12	4 728	24,4
30,1 à 40,0	8	2 830	18,5
40,1 et plus	3	739	32,9

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Carte 3.11

Répartition des activités du secteur secondaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996



On dénombre trois localités dont la proportion des emplois du secteur secondaire est supérieure à 40,1%. Il s'agit de St-Pierre-de-Lamy, de Grosses-Roches et de St-Guy. Dans cette dernière localité, 10 travailleurs sont recensés dans l'industrie du camionnage. Sa petite taille démographique laisse également présager des problèmes de recensement. Ces derniers ont d'ailleurs été confirmés par nos enquêtes sur le terrain (voir chapitre quatre). St-Pierre-de-Lamy présente un profil socio-économique très particulier compte tenu de sa très petite taille (126 habitants en 2001). En décroissance démographique continue depuis 1961, son rapport emploi/population (43,5%) figure parmi les plus élevés des milieux étudiés<sup>59</sup>. Cette municipalité se distingue notamment par la diversification de son appareil industriel. Elle abrite six entreprises qui emploient près d'une quarantaine d'individus. Ces PME opèrent dans les secteurs de la construction, de l'excavation et du bois d'œuvre. Enfin, les industries manufacturières et le secteur de la construction génèrent une soixantaine d'emplois à Grosses-Roches. Par ailleurs, une seule entreprise a pignon sur rue dans cette localité. Elle oriente ses activités vers l'alimentation animale et emploie moins de 10 personnes. Compte tenu de la dissociation existant entre lieux de travail et de séjour pour de nombreux individus, une proportion apparemment significative d'emplois industriels attribués à la population active de cette municipalité est localisée à Matane<sup>60</sup>.

Le secteur secondaire englobe entre 30,1 et 40% de la main-d'œuvre dans huit petites localités. Ces dernières totalisent une population de 2 830 personnes. Elles

<sup>59</sup> Seulement cinq municipalités possèdent un rapport emploi/population supérieur à celui de cette localité. Il s'agit de Métis-sur-Mer (49,8%), de Mont-Lebel (47,9%), de St-Edmond (46%), de Lejeune (44,5%) et de St-Alexandre-des-Lacs (44,3%). En fait, les problèmes de St-Pierre-de-Lamy se situent davantage au niveau de son isolement géographique et de l'exode de sa population, en particulier celui des jeunes.

<sup>60</sup> À Grosses-Roches, la proportion de migrants pendulaires, toutes catégories d'activités économiques confondues, s'établit à 47,1%.

correspondent à différentes catégories de milieux. Il y a d'abord ceux à caractère typiquement industriel. C'est le cas notamment de St-Joseph où l'on retrouve l'entreprise Denis Lebel<sup>61</sup>. Cette usine, qui se spécialise dans la transformation du bois de sciage, procure de l'emploi à une centaine d'individus dont la plupart proviennent des municipalités avoisinantes. Font également partie de ce groupe, des localités telles qu'Albertville, St-Elzéar et St-Jean-de-la-Lande. Dans ces milieux, la forte proportion d'emplois industriels est attribuable à la présence de petites scieries. Bien qu'elles opèrent sur une base saisonnière, ces entreprises assurent un minimum d'activité économique. Pour leur part, St-Médard, St-Charles-Garnier et Padoue<sup>62</sup> ne comportent aucune usine de transformation<sup>63</sup>. Les emplois industriels sont détenus à l'extérieur de la localité de séjour. Enfin, Les Boules constitue une municipalité à part. Elle loge une petite industrie qui fabrique des armoires de cuisine. Cependant, la majorité des travailleurs du secteur secondaire sont à l'emploi des Boiseries du Bas-Saint-Laurent dont le siège social se situe à Métis-sur-Mer.

Douze municipalités comportent entre 20,1 et 30% de leur main-d'œuvre active dans le secteur industriel. Ces localités présentent sensiblement les mêmes caractéristiques que celles du groupe précédent. En fait, on distingue trois localités dont l'économie repose presque exclusivement sur la transformation de la matière ligneuse. Il s'agit de St-Damase, d'Esprit-Saint et de St-Eugène-de-Ladrière. À l'exception de St-

---

<sup>61</sup> Cette entreprise a particulièrement été affectée par la baisse de l'approvisionnement de bois en terres publiques. Sa capacité de coupe est passée de 44 000 mètres cubes en 1994-1998 à 32 000 en 1999-2003, ce qui représente une diminution de 27,3% comparativement à 14,6% pour le Bas-Saint-Laurent. En raison de ces problèmes d'approvisionnement, les dirigeants de l'entreprise envisagent la fermer à plus ou moins court terme. On imagine déjà les impacts négatifs associés à une telle fermeture.

<sup>62</sup> Un individu, qui travaille à son compte opère, dans cette localité, une petite entreprise de rembourrage de meubles.

<sup>63</sup> Rappelons que l'implantation d'une scierie est présentement en cours de projet à St-Charles-Garnier.

Zénon qui possède encore son moulin à scie, les industries manufacturières sont pratiquement absentes dans les autres localités. Celles-ci n'en sont pas moins dépourvues de travailleurs industriels. Ces derniers occupent un emploi dans une municipalité autre que celle où ils séjournent. Certaines, comme St-Cléophas (61,9%), comportent d'ailleurs une très forte proportion de navetteurs.

Bien que le secteur de la transformation soit omniprésent à Ste-Françoise, à Métis-sur-Mer et à St-Léandre, il représente une activité économique de second niveau dans les municipalités où la proportion de travailleurs industriels oscille entre 10,1 et 20%. Par ailleurs, on retrouve également dans cette sous-catégorie plusieurs communautés dont l'économie dépend directement de leur environnement immédiat. Nous avons déjà évoqué le cas de St-Edmond par rapport à Lac-au-Saumon. Mais c'est aussi celui de Trinité-des-Monts qui vit en symbiose avec Esprit-Saint et Lac-des-Aigles. La scierie de Squatec constitue le principal employeur des résidents de Ste-Rita tout comme les Boiseries du Bas-Saint-Laurent pour ceux de Grand-Métis et des municipalités avoisinantes. Pohénégamook absorbe une partie de la main-d'œuvre industrielle de St-Athanase. De même, Ste-Françoise et L'Isle-Verte sont d'importants pourvoyeurs d'emplois pour la petite localité de St-Éloi qui se situe à mi-chemin entre ces deux municipalités. Une telle situation provoque un jeu de migrations pendulaires chez les travailleurs qui établissent ainsi une dissociation permanente entre lieu de travail et de séjour. Ste-Paule, Mont-Lebel, St-Alexandre-des-Lacs et Ste-Irène ne comportent aucune industrie. Pourtant, on dénombre, pour chacun de ces milieux, une moyenne de 20 travailleurs affectés à cette branche de l'activité économique. Ce sont les localités environnantes qui, encore une fois, fournissent l'essentiel de leurs emplois.

Municipalité agricole, St-Denis est la seule localité dont moins de 10% de la main-d'œuvre active est affectée au secteur secondaire. Quelques résidants sont, par ailleurs, à l'emploi de Bombardier, une entreprise située à La Pocatière. Enfin, la transformation des ressources exerce un rôle marginal dans l'économie de St-Jean-de-Cherbourg, si bien que Statistique Canada n'y recense aucun travailleur industriel.

### **3.4.3 Le secteur tertiaire**

#### **3.4.3.1 Les activités de services dans la composition de la structure occupationnelle des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent**

Bien que la plus forte proportion de la main-d'œuvre active dans les petites localités du Bas-Saint-Laurent se retrouve dans le secteur tertiaire, ce dernier présente de nombreux problèmes. Ceux-ci sont notamment imputables à la nature des emplois disponibles. Ces derniers relèvent essentiellement des services de première ligne. Par conséquent, ils requièrent peu d'éléments spécialisés. Souvent occupés sur une base épisodique, ces emplois sont généralement peu rémunérés comparativement à ceux détenus en milieu urbain. Or, de nombreux milieux s'en retrouvent éloignés. Cet éloignement, conjugué à l'incapacité de reconverter leur économie, n'est pas sans entraîner des difficultés majeures quant au maintien de leur population et d'une infrastructure de services minimale.

Le secteur tertiaire générait, en 1996, quelque 2 250 emplois, ce qui représente 47,2% de la structure occupationnelle des petites localités. Le tableau 3.13 illustre la

répartition des différentes activités qui composent ce secteur<sup>64</sup>. À maints endroits, les services constituent un secteur de refuge pour des individus incapables de se trouver un emploi dans un autre domaine.

Tableau 3.13

Répartition des activités du secteur tertiaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996

Activités économiques	Nombre d'emplois	%
Commerce de détail	580	12,2
Hébergement et restauration	330	7,0
Autres types de services	285	5,9
Services sociaux et des soins de santé	235	4,9
Services gouvernementaux	230	4,8
Services d'enseignement	220	4,6
Commerce de gros	140	3,0
Services aux entreprises	80	1,8
Services financiers et assurances	55	1,1
Communications et services publics	50	1,0
Services immobiliers et agences d'assurances	45	0,9
<b>Le secteur tertiaire</b>	<b>2 250</b>	<b>47,2</b>

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Cette moyenne de 47,2% se situe entre des extrêmes qui vont de 0 (pour les municipalités de St-Guy et de St-Pierre-de-Lamy) à 89,5% (pour celle de Grand-Métis). Dans cette dernière localité, 85 individus occupent un emploi au sein du secteur tertiaire. On en retrouve 45 dans le commerce de gros et de détail et 10 dans chacun des sous-groupes suivants: services financiers<sup>65</sup>, enseignement, hébergement et restauration, autres activités de services.

<sup>64</sup> En raison du nombre élevé de sous-catégories, il n'est pas possible de les cartographier sur une base locale comme nous l'avons fait pour les activités des secteurs primaire et secondaire. Nous avons déjà représenté, à la carte 2.20, la distribution géographique des travailleurs du secteur tertiaire à l'échelle des petites localités rurales du Québec. Le lecteur est convié à la consulter de nouveau, si cela s'avère nécessaire.

<sup>65</sup> À noter que les municipalités de Grand-Métis, de St-Joseph, de St-Germain et de St-Marcellin sont les seules qui abritent des individus occupant un travail dans le domaine de la finance.

Les travailleurs du secteur tertiaire englobent entre 60,1 et 80% de la main-d'œuvre active dans sept localités (tableau 3.14). Il s'agit de Ste-Paule, de St-Edmond, de Métis-sur-Mer, de St-Léandre, de Ste-Marguerite, de St-Jean-de-Cherbourg et de St-Germain. Toutes ces municipalités ont une armature de services extrêmement ténue. Ces derniers, de même que les emplois qui en découlent, se retrouvent dans les milieux qui les jouxtent.

Tableau 3.14

Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de la proportion d'emplois dans le secteur tertiaire en 1996

% d'emplois dans le tertiaire	Nombre de localités	Population comprise dans la strate	Distance par rapport à la ville (en km)
0	2	246	35,1
0,1 à 20,0	2	642	33,5
20,1 à 40,0	13	5 058	17,6
40,1 à 60,0	14	5 542	25,5
60,1 à 80,0	7	1 853	14,7
80,1 et plus	1	276	13,1

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Les migrations pendulaires prennent aussi beaucoup d'importance dans les 14 municipalités dont la proportion des travailleurs du tertiaire oscille entre 40,1 et 60%. Certaines de celles-ci ont un taux d'activité économique très faible. Nous pensons, plus particulièrement, à Grosses-Roches (40,5%). Tout comme pour le groupe précédent, nombre d'individus qui se définissent comme des travailleurs du tertiaire sont en réalité des assistés sociaux ou des bénéficiaires d'autres formes de transferts gouvernementaux.

Treize localités ont entre 20,1 et 40% de leur population active affectée aux services. Ces milieux souffrent, pour la plupart de marginalité géographique. Les services



ne représentent qu'un complément à leur économie. Cette dernière s'oriente davantage vers l'exploitation des ressources naturelles.

À St-Charles-Garnier et à St-François-Xavier-de-Viger, moins de 20% de la main-d'œuvre locale occupe un emploi dans le secteur tertiaire. À ces endroits, la marginalité géographique se double d'une fragilité économique. De plus, l'instabilité de leur démographie fait de ces localités des milieux à problèmes socio-économiques très sérieux.

Enfin, Statistique Canada ne recense aucun travailleur affecté au secteur tertiaire à St-Guy et à St-Pierre-de-Lamy. Plus à l'écart de l'influence urbaine, ces deux localités ont une structure d'emplois nettement moins favorable. Des problèmes de recensement sont aussi à envisager dans le cas de St-Pierre-de-Lamy. En effet, cette municipalité dispose d'une épicerie, d'une école, d'un gîte du passant et d'un bureau de poste. Ces services procurent sûrement de l'emploi à quelques individus. Pour sa part, St-Guy se caractérise par une infrastructure de services très déficiente. Cette localité ne possède effectivement aucun commerce.

#### **3.4.3.2 Quelques exemples reliés à l'érosion et à la restructuration des services dans certaines petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent**

L'érosion de certains services se manifeste de manière notable dans de nombreuses localités de l'arrière-pays. À St-Guy, à Trinité-des-Monts, à Ste-Marguerite, à St-Charles-Garnier et à St-Jean-de-Cherbourg, la dégringolade démographique des

dernières années a été telle qu'elle met en danger la survie des services de première ligne. Bien que la réforme de l'enseignement au Québec ait donné aux régions rurales les mêmes avantages qu'aux milieux urbains, il persiste de profondes disparités en ce qui a trait à l'offre de services éducatifs en milieu rural fragile. La pénurie d'élèves associée aux mesures de rationalisation des différentes commissions scolaires a forcé, au nom de la rentabilité, la fermeture de l'école à St-Marcellin, à Ste-Marguerite, à St-Cléophas, à Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, à St-Alexandre-des-Lacs, à St-Médard et à St-Guy<sup>66</sup>.

L'incendie de l'école primaire à St-Jean-de-la-Lande a entraîné sa fermeture à la fin des années 90. Rappelons que cette petite municipalité aurait dû déboursier, pour l'année scolaire 1997-1998, la somme de 8 000\$ pour conserver ses services éducationnels de niveau primaire. À certains endroits, comme à St-Athanase ou à St-Jean-de-Cherbourg, la survie de la dernière école du village est sérieusement compromise

<sup>66</sup> Pareille situation nous amène à nous poser la question suivante: comment certaines commissions scolaires peuvent-elles se prétendre partenaire du développement économique régional lorsqu'elles décident de mettre la clef à la porte de la dernière école du village? Voir notamment à ce sujet l'article suivant: Sans auteur. «La Commission scolaire Kamouraska-Rivière-du-Loup. Partenaire dans le développement régional», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 8, no 23 (6 juin 1999), p. 5. En fermant autant de petites écoles, on est loin du principe de l'égalisation des chances véhiculé par les diverses instances gouvernementales au tournant des années 60; principe selon lequel «(...) tout citoyen, peu importe son lieu de résidence dans l'espace national peut accéder à la scolarisation, au travail et au niveau de vie autorisés par la richesse collective» (cité par JEAN, 1989: 10). Dans un article qu'il signait dans *La Presse* du 14 mars 1996, l'ex-premier ministre du Québec, M. Lucien BOUCHARD, réitérait d'ailleurs ce même principe. «Il est primordial, écrivait-il, de garder à l'esprit les grands fondements de notre pacte social: l'égalité des chances pour l'accès à l'éducation, à la formation» (BOUCHARD, 1996: B-3). SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC a bien demandé au gouvernement que soit décrété un moratoire sur la fermeture de la dernière école du village et la réouverture de celles qui ont été fermées. Comme on peut s'en douter, le ministère de l'Éducation a catégoriquement rejeté la requête de l'organisme qui se veut pourtant l'instance-conseil officielle de l'État en matière de développement rural. Au mieux, certaines commissions scolaires ont abaissé le nombre d'élèves requis pour maintenir une école ouverte. Adoptée en décembre 2001, la politique nationale de la ruralité favorise le maintien de la dernière école du village. Toutefois, elle semble n'avoir que très peu d'impact sur les décisions finales des commissions scolaires qui sont, en bout de ligne, les seules à choisir leur sort. Un groupe de travail mis sur pied par les ministères de l'Éducation et des Régions devait déposer, en novembre 2002, un plan d'action sur les avenues possibles pour éviter la fermeture des petites écoles. Au moment d'écrire ces lignes, les milieux fragiles attendaient toujours les conclusions de ce rapport. Il est clair qu'en milieu rural, un certain nombre de services privés fonctionnent en dessous de leur seuil théorique de rentabilité, la faible densité démographique implique nécessairement une clientèle moindre. D'un autre côté, le maintien et l'amélioration des services constituent les éléments fondamentaux pour favoriser le renouvellement de la population et la vitalité des petits milieux.

en raison du vieillissement de la population, du faible taux de natalité et de la décroissance démographique. Ce spectre de la fermeture qui plane sur ces localités suffit à lui seul à accélérer le processus de dépeuplement et l'abandon de l'équipement scolaire existant. La fermeture récente de la coopérative de services a été un autre coup dur pour la petite localité de Ste-Marguerite maintenant dépourvue d'école, de station-service, de cantine, d'église, de presbytère et de caisse populaire. Cette municipalité, fragilisée par un sous-emploi chronique et le vieillissement de sa population, est en voie de devenir un véritable hameau-dortoir. Ses perspectives d'avenir apparaissent plutôt sombres. Dans cette même foulée, le faible taux de fréquentation a forcé la municipalité de St-Jean-de-Cherbourg à supprimer, en 1999, son service de bibliothèque.

En dépit de l'opposition manifestée par plusieurs membres et directeurs, de nombreux regroupements de caisses populaires ont vu le jour dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent notamment entre les institutions de Ste-Rita et de Ste-Françoise qui sont maintenant jumelées avec celles de St-Clément et de St-Jean-de-Dieu. C'est également le cas des caisses de St-Damase, de Padoue et de Ste-Jeanne-d'Arc qui, avec quatre autres institutions, forment la Caisse populaire de la Mitis. Dans le Témiscouata, les institutions sises à St-Marc-du-Lac-Long, à Auclair et à Lejeune ne constituent plus des entités autonomes. À certains endroits, l'absence de directeur général a constitué un prétexte pour accélérer le processus de fusion. Nous pensons plus particulièrement à la caisse populaire des Boules regroupée avec celle de Mont-Joli. Par ailleurs, certaines petites caisses, comme celle de Lejeune, ont menacé de se retirer du

Mouvement et de s'associer avec l'Alliance des caisses populaires de l'Ontario<sup>67</sup>. Bien que le Mouvement Desjardins souhaite conserver partout des points de service, il est à prévoir que ce phénomène de fusion ira en s'amplifiant au cours des prochaines années.

L'insuffisance de services se reflète aussi sur le plan religieux. Le manque de prêtres oblige la plupart des petites localités rurales à se regrouper en secteur. À St-Jean-de-Cherbourg et à Ste-Marguerite, des infrastructures aussi symboliques que l'église ou le presbytère ont dû être démolies parce que les fabriques ne pouvaient plus supporter les coûts nécessaires à leur entretien<sup>68</sup>. Des 41 petites paroisses rurales du Bas-Saint-Laurent, une seule, en occurrence Ste-Françoise, possède encore son curé résident. Les presbytères ont été vendus presque partout et servent maintenant à d'autres fins (auberges, gîtes du passant, résidences pour personnes âgées, bureaux municipaux, etc.)<sup>69</sup>.

Comme nous pouvons le constater, l'érosion de l'infrastructure de services contribue à altérer le tissu socio-économique de plusieurs petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Un tel effritement pose toutes sortes de problèmes qui s'ajoutent aux problèmes structurels de ce segment de l'espace rural. La faiblesse des niveaux de

---

<sup>67</sup> C'est dans la MRC des Basques et, plus particulièrement, à Trois-Pistoles où les tensions ont été les plus vives en raison notamment de l'implication du directeur de la caisse locale, Gérard Beaulieu, qui a agi à titre de leader dans ce dossier.

<sup>68</sup> Sans vouloir se faire prophète de malheur, il est fort probable qu'une telle situation se répète à maints endroits, particulièrement au sein des petites localités, au cours des prochaines années. Les églises sont devenues trop grandes et les coûts nécessaires à leur entretien ne cessent d'augmenter. En même temps, de moins en moins de fidèles contribuent au renflouement des coffres des différentes fabriques locales. Comme la sauvegarde du patrimoine religieux ne constitue pas une priorité pour l'État, plusieurs églises (à l'exception de celles classées monuments historiques) sont appelées à changer de vocation, voire à fermer à plus ou moins long terme.

<sup>69</sup> La situation actuelle des presbytères à l'échelle des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent est la suivante: 24 ont été vendus, cinq sont inoccupés, quatre sont habités par un prêtre ou des religieuses et deux sont utilisés par la municipalité ou la fabrique. Enfin, six paroisses n'en ont jamais possédé.

revenus constitue l'un de ces problèmes que nous voudrions maintenant analyser plus en profondeur.

## **3.5 Les revenus**

### **3.5.1 Le revenu familial moyen**

La faiblesse de l'ossature économique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent s'observe également au niveau des revenus. Ceux-ci ne dépendent pas seulement de l'intensité de l'activité économique mais aussi de la nature des emplois disponibles et de la position géographique des milieux concernés dans la trame de peuplement. Les effets conjoncturels se manifestent aussi de manière très sensible provoquant d'incessants changements dans l'évolution des disparités.

Le revenu familial moyen des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent s'établissait, en 1996, à 32 493\$ ce qui est nettement inférieur d'une part à celui de l'ensemble de ce segment de l'espace rural (37 128\$) et, d'autre part, à celui de la province (49 261\$). Cette première constatation est en elle-même très révélatrice de leur très grande fragilité économique. St-Damase est la municipalité qui renferme le revenu le plus élevé. À l'opposé, Ste-Jeanne-d'Arc (19 038\$) détient le plus faible<sup>70</sup>. Nous avons déjà évoqué, au chapitre précédent, la principale raison de ce faible niveau de revenu, à

---

<sup>70</sup> Il existe donc un écart relativement important (23 688\$) entre la municipalité la plus riche et celle la plus pauvre.

savoir, la proportion élevée de personnes âgées qui ne tirent que les prestations minimales de la sécurité de la vieillesse. Implantée au centre d'un triangle socio-spatial formé par les villes d'Amqui, de Mont-Joli et de Matane, la localité de St-Damase jouit d'une situation géographique privilégiée. Cette dernière constitue un avantage réel qui profite indirectement à son économie. Les faits de localisation prennent, en effet, une signification particulière lorsque conjugués à une structure occupationnelle plus diversifiée comme c'est le cas à St-Damase. Ce sont ces éléments qui servent d'explication à son revenu plus élevé comparativement à celui de ses homologues.

L'hétérogénéité des niveaux de revenus d'une localité à l'autre tend à corroborer le rôle déterminant du contexte économique global et de la structure de peuplement. Dans une économie de plus en plus tertiaisée où le secteur primaire est en perte de vitesse, les emplois les plus stables et les mieux payés se retrouvent là où les densités humaines sont les plus élevées. À l'inverse, ce sont les milieux les moins densément peuplés et les plus éloignés des principales agglomérations urbaines qui enregistraient les niveaux de revenus les plus bas (tableau 3.15).

Ainsi que le révèlent les chiffres du tableau 3.15, quatre municipalités avaient un revenu inférieur à 54,9% de celui de la province. Il s'agit de Ste-Jeanne-d'Arc, de St-Médard, de Ste-Rita et de Trinité-des-Monts<sup>71</sup>. Ces faibles niveaux de revenus ne

---

<sup>71</sup> La présence de deux localités (St-Médard et Ste-Rita) faisant partie d'une même MRC (Les Basques) montre bien que la fragilité économique déborde le cadre local et prend une dimension sous-régionale. Par ailleurs, on retrouvera, à la carte 2.28, la répartition spatiale des petites localités rurales du Québec en fonction du revenu familial moyen de la province.

Tableau 3.15

Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction du revenu familial moyen de la province et de certaines caractéristiques socio-économiques en 1996

% du RFM par rapport à celui de la province/ Caractéristiques socio-économiques	inférieur à 54,9	55 à 69,9	70 à 84,9	85 à 99,9
Nombre de localités	4	16	11	1
Population comprise dans la strate	1355	6130	4295	439
Évolution de la population (1971-1996) en %	-45,6	-31,7	-29,0	-29,6
Revenu familial moyen de la strate	24 183\$	33 031\$	36 845\$	42 726\$
Taux d'activité	49,8	50,8	49,9	50,0
% de travailleurs forestiers parmi la main-d'œuvre locale	18,1	12,2	12,3	13,8
% des travailleurs du secteur tertiaire	38,6	43,6	44,2	31,0
% du revenu perçu sous la forme de transferts gouvernementaux	51,3	40,0	36,1	28,2
Distance par rapport à la ville (en km)	27,6	20,2	21,2	27,8

Source: Statistique Canada. Recensements de 1971 et de 1996.

correspondent pas nécessairement à une mauvaise qualité de vie<sup>72</sup>. Si le prix de certains biens y sont généralement plus élevés en raison de leur éloignement par rapport aux villes, celui des terrains, des maisons et des taxes foncières y est généralement beaucoup plus faible. En outre, il ne faudrait pas oublier que la qualité de la vie dépend de nombreux facteurs non monétaires. En effet, il persiste, dans ces milieux, une vie socio-communautaire intense et diverses formes d'entraide qui contribuent à compenser, du moins en partie, la faiblesse des revenus. L'exploitation de la matière ligneuse constitue le pilier économique de ces quatre localités. Les travailleurs forestiers représentent, en effet, 18,1% de leur structure occupationnelle. Dans les municipalités où il subsiste une certaine agriculture comme à Ste-Rita et à Trinité-des-Monts, cette activité est en déclin et ne parvient pas à fournir un revenu convenable à ceux qui s'y accrochent. Bien que ces milieux soient davantage affectés par le dépeuplement, la relation entre ces deux

<sup>72</sup> Même si on ne peut nier l'étroite relation existant entre les deux variables, on ne peut faire autrement que de les interpréter de façon toute relative en tenant compte de plusieurs autres paramètres notamment du coût de la vie et de la nature des services disponibles. On peut tout au plus estimer des écarts en termes de fragilité en fonction de certains seuils de revenus.

variables (c'est-à-dire le niveau de revenu et l'évolution démographique) apparaît davantage associative que causale. Le cas de Ste-Rita illustre bien ce genre de situation. En effet, en dépit de ses malaises socio-économiques et de sa marginalité géographique, la population de cette localité s'est stabilisée au recensement de 2001 alors qu'elle était en décroissance constante depuis 1956.

Par ailleurs, le moindre changement est susceptible de déséquilibrer leur économie, leur démographie et leur infrastructure de services. Ces derniers ne tiennent le plus souvent qu'à un fil. Les quelques initiatives qui émergent çà et là (coopérative de solidarité à St-Médard, pharmacie ambulante à Ste-Jeanne-d'Arc, joaillerie à Ste-Rita, bleuetière à Trinité-des-Monts) sont nettement insuffisantes pour inverser les tendances lourdes liées à leur structure de peuplement et aux diverses caractéristiques de leur économie. Elles ne parviennent pas non plus à insuffler une dynamique de développement local ni à obnubiler l'esprit défaitiste qui distingue la plupart de ces milieux. La faiblesse généralisée de leur structure économique rend cette dernière extrêmement dépendante des transferts gouvernementaux. Ceux-ci composent, en moyenne, plus de la moitié de leur revenu total. En fait, tous les secteurs d'activité sont dans le même marasme et forment des armatures économiques locales incapables de générer des emplois bien rémunérés. Pour ces quatre localités, c'est donc l'ensemble de la structure occupationnelle qui entre en ligne de compte et non pas seulement la répartition des travailleurs par branche d'activité économique.

Les 16 localités dont le revenu oscille entre 55 et 69,9% de celui de la province ont un taux d'activité légèrement plus élevé que celles de la sous-catégorie précédente. Elles



sont aussi moins éloignées des villes. Bien que plusieurs de ces milieux présentent d'importantes carences au plan des services, on constate que les travailleurs du secteur tertiaire y sont proportionnellement plus nombreux. Il n'en demeure pas moins que certaines entités, telles que St-Charles-Garnier et St-Elzéar, comportent un fort pourcentage de main-d'œuvre inactive. Dans ces deux localités, aucune activité économique ne se révèle suffisamment solide et développée pour entraîner des effets moteurs sur les autres. Le manque de travail provoque, en outre, un fort courant d'émigration qui contribue à affaiblir leur structure de peuplement. Cela se manifeste notamment par une décroissance considérable de leurs effectifs démographiques (31,7% entre 1971 et 1996).

Enfin<sup>73</sup>, 11 localités ont un revenu qui se situe entre 70 et 84,9% de celui du Québec. Ce groupe est constitué de milieux relativement différents les uns par rapport aux autres et ce, tant aux plans de leur géographie que de leur économie. Par exemple, quelques-uns, comme Mont-Lebel, ne bénéficient pas nécessairement de la proximité d'une ville. Par contre, leur économie en dépend presque exclusivement. Les effets de voisinage et l'organisation de la vie relationnelle peuvent également, à l'occasion, avoir une influence perceptible sur la distribution des niveaux de revenus. D'autres, comme Esprit-Saint, souffrent carrément d'isolement géographique. Cette localité abrite, par ailleurs, une petite scierie qui opère de façon irrégulière. Elle occupe néanmoins une bonne partie de la main-d'œuvre locale. D'autres encore se caractérisent par une fonction industrielle relativement développée compte tenu de leur petite taille démographique et de

---

<sup>73</sup> St-Damase faisant partie de nos huit municipalités d'enquête, nous exposerons plus en détail les différentes caractéristiques de sa situation socio-économique dans le cadre du chapitre suivant.

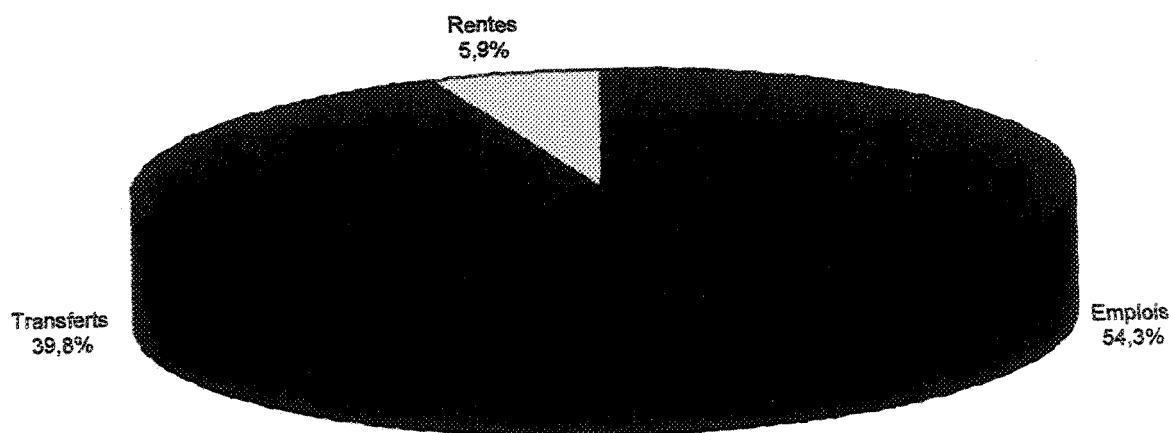
leur position géographique. C'est le cas notamment de Ste-Françoise et de St-Joseph. À noter que toutes les municipalités où l'on retrouve une certaine activité touristique se concentrent dans ce groupe. Tout cela illustre, une fois de plus, la très grande diversité du monde rural et ce, même à une échelle très réduite.

### 3.5.2 La composition des revenus

L'examen de la composition du revenu familial moyen fournit quelques indications intéressantes en ce qui a trait à la nature et à l'ampleur des inégalités socio-économiques. Le graphique 3.6 illustre les différentes sources de revenu à l'échelle des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Nous avons représenté, à la carte 3.12, ces mêmes sources pour chacune des municipalités à l'étude.

**Graphique 3.6**

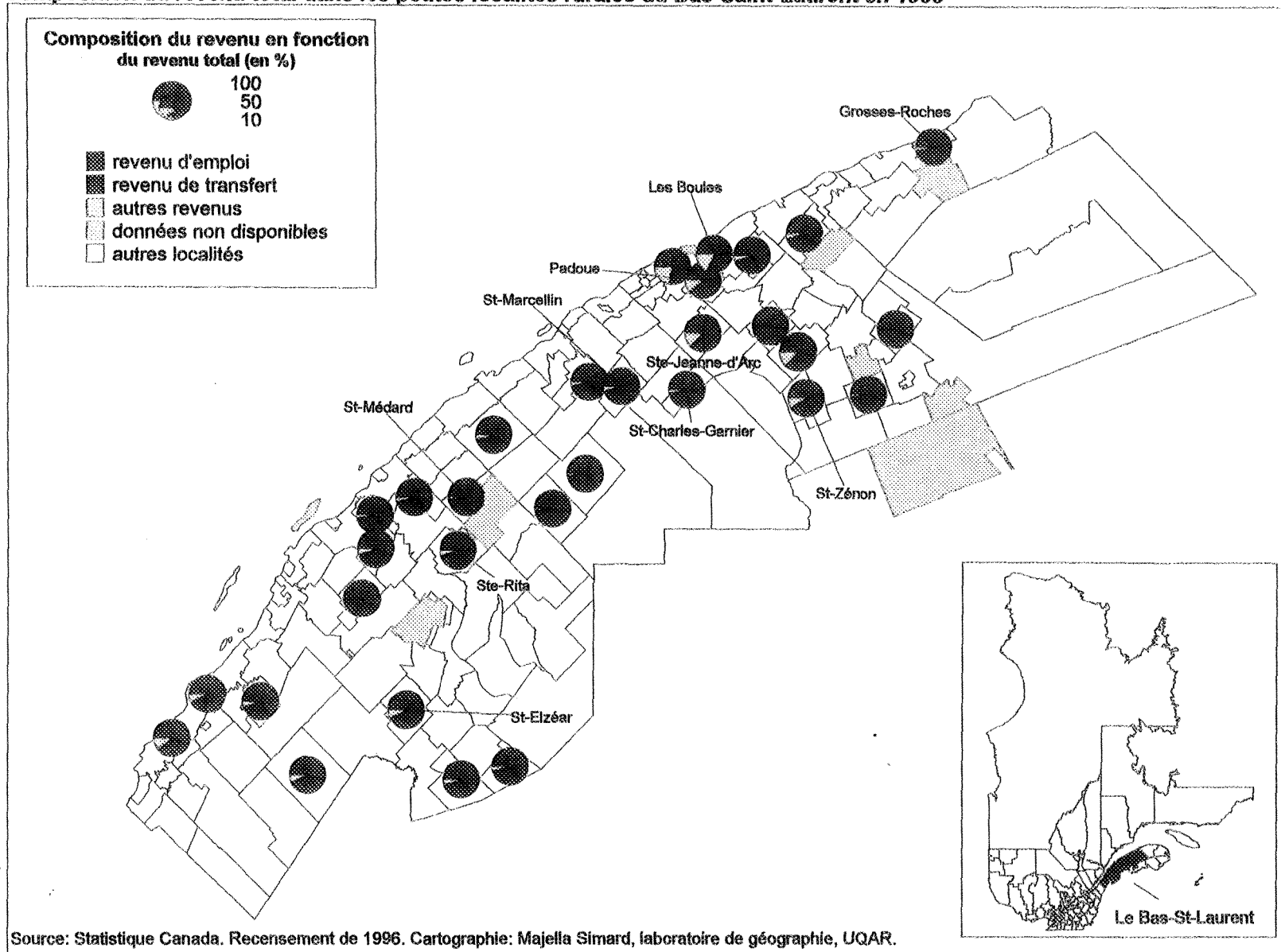
**Composition des revenus (en pourcentage) dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996**



Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Carte 3.12

Composition du revenu total dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996



### 3.5.2.1 Le revenu d'emploi

Le faible pourcentage du revenu provenant d'un emploi met très bien en évidence le problème de sous-emploi qui caractérise plus particulièrement les petites localités de la région<sup>74</sup>. Bien que producteurs de matières premières, la plupart de ces petits milieux ne réussissent pas à en tirer suffisamment de bénéfices pour leur assurer un niveau de revenu satisfaisant. La distribution inégale des revenus d'emploi entre localités dépend fortement d'écarts au niveau de la productivité du travail, de la structure occupationnelle et des taux de rémunération, autant de facteurs qui se manifestent avec des intensités variables selon les endroits.

Nous retrouvons, au tableau 3.16, la répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction du pourcentage de leur revenu provenant d'un emploi. Celui-ci compose moins de 49,9% du revenu total dans 10 municipalités identifiées par leur toponyme sur la carte 3.12.

**Tableau 3.16**

**Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction du pourcentage de leur revenu provenant d'un emploi en 1996**

% du revenu provenant d'un emploi	Nombre de localités	Population comprise dans la strate	Distance par rapport à la ville (en km)
0 à 49,9	10	3 759	24,2
50 à 74,9	20	7 789	19,8
75 et plus	1	300	4,5

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

<sup>74</sup> À titre comparatif, ce pourcentage s'établit à 62,4% pour l'ensemble du segment constitué des petites localités rurales du Québec et à 74,2% pour la province.

Avec un revenu moyen de 29 449\$ ce qui ne correspond qu'à 59,8% de celui de la province, ces 10 localités peuvent être considérées comme très fragiles. Cette fragilité se manifeste également au plan de la démographie. De 1971 à 1996, leurs effectifs ont régressé de 39,4%. Les 24,2 kilomètres de route qui les séparent de toute agglomération urbaine constituent une distance trop grande pour qu'elles puissent bénéficier des retombées économiques de la ville. La distance par rapport aux centres urbains et la dispersion de la population se conjuguent pour étriquer l'aire de rayonnement urbain. La fonction de services exerce partout un rôle marginal (38,8% des travailleurs locaux y sont affectés) dans la composition de leur structure occupationnelle. Bien qu'une forte proportion de la main-d'œuvre locale occupe un emploi au sein du secteur secondaire (29,9%)<sup>75</sup>, celui-ci est à la fois très peu développé, surtout saisonnier et, par surcroît, soumis aux aléas de la conjoncture nationale et internationale. Par conséquent, il ne suffit pas à augmenter de manière significative leur revenu familial moyen. De toute évidence, ces milieux devraient faire l'objet d'interventions particulières en matière de création d'emplois.

On dénombre 20 municipalités dont le revenu d'emploi représente entre 50 et 74,9% du revenu total. Certaines de celles-ci présentent des caractéristiques similaires à celles de la sous-catégorie précédente. Quelques-unes, comme St-Charles-Garnier et Albertville, souffrent de sérieux problèmes d'enclavement et d'accessibilité. Leur revenu familial moyen se chiffre à 33 893\$, ce qui équivaut à 68,8% du revenu provincial. Cependant, aux plans de la structure d'emplois, de l'économie, de la localisation géographique et de la démographie, ces localités sont, de façon générale, relativement

---

<sup>75</sup> Ce groupe est d'ailleurs celui dont le pourcentage de la main-d'œuvre affectée au secteur secondaire est le plus élevé.

diversifiées. Si la décroissance est la règle générale, il y a tout de même quelques municipalités qui ont enregistré une certaine croissance de leurs effectifs au cours des deux dernières périodes quinquennales. Nous pensons notamment à St-Damase et à St-Marcellin. Cela reflète bien les facteurs socioculturels mentionnés plus haut. Quelques localités telles que St-Paul-de-la-Croix (86,7%) et Grand-Métis (75%) comportent un fort contingent de migrants pendulaires. Elles font cependant figure d'exceptions. À preuve, le pourcentage de navetteurs, dans ces 20 localités, est exactement le même que celui du groupe précédent. Dans ces deux cas précis, les lieux de travail ne correspondent pas nécessairement aux agglomérations urbaines les plus proches mais plutôt aux municipalités situées dans leur environnement immédiat. La vie de relations, dans un bon nombre de petites communautés, s'articule donc tout autant entre municipalités rurales, si peu peuplées soient-elles, que dans le rapport ville/campagne. Finalement, le secteur tertiaire ne prend pratiquement pas plus d'importance dans cette sous-catégorie de localités (44,4%) que dans la précédente (38,8%).

Petit village de banlieue, St-Germain constitue la seule municipalité comprise dans le troisième groupe. Nous reviendrons plus amplement sur sa situation socio-économique au chapitre suivant puisqu'il s'agit d'une de nos huit localités d'enquête.

### **3.5.2.2 Les transferts gouvernementaux**

Les faibles niveaux de revenus provenant d'un emploi ont pour corollaire une proportion plus élevée de ceux perçus sous la forme de transferts gouvernementaux. Ces derniers représentent 16% du revenu total de la province. Ils atteignent 29,4% pour

l'ensemble des petites localités rurales du Québec et s'élèvent à 39,8% pour celles du Bas-Saint-Laurent. De tels écarts témoignent de différences majeures dans la structure économique<sup>76</sup>. À eux seuls, ils constituent d'excellents indicateurs de la fragilité rurale. St-Médard a le triste honneur de détenir le pourcentage le plus élevé de toute la province. Cette localité forme, à elle seule, une catégorie à part entière (tableau 3.17). La situation n'est guère plus réjouissante pour Ste-Jeanne-d'Arc (59,6%), St-Marcellin (54,8%) et St-Elzéar (53,8%) qui figurent parmi les 10 municipalités québécoises, toutes tailles démographiques confondues, dont la proportion du revenu provenant de transferts est la plus élevée<sup>77</sup>. Un tel constat est extrêmement révélateur des difficultés de leur économie. Car contrairement aux niveaux de revenus qui laissent place à diverses interprétations sur la qualité de vie, l'importance des transferts ne crée aucun doute sur la précarité de l'existence subie par de nombreux individus. Dans bien des cas, cette précarité est davantage assimilable à de la marginalité, voire à de la pauvreté. Ces situations résultent, entre autres choses, d'un marché du travail caractérisé par la faible rémunération, la saisonnalité des emplois et des taux de chômage très élevés. Elles sont également attribuables à une structure de peuplement qui se distingue par les notions de distance et de dispersion. C'est donc une convergence d'éléments défavorables qui engendre le marasme économique de ces milieux fragiles.

Comme l'indiquent les données du tableau 3.17, la proportion du revenu provenant de transferts gouvernementaux est supérieure à 40% dans 14 des 31 petites localités

<sup>76</sup> Une différence du simple au quadruple entre St-Germain (16,2%) et St-Médard (65%) est à cet égard très significative.

<sup>77</sup> Ces localités occupent respectivement les troisième, cinquième et sixième rangs. À noter que 11 des 50 municipalités québécoises dont le pourcentage des transferts gouvernementaux est le plus élevé font partie du segment constitué des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent.

Tableau 3.17

Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction du pourcentage de leur revenu provenant de transferts gouvernementaux en 1996

% du revenu provenant de transferts	Nombre de localités	Population comprise dans la strate	Distance par rapport à la ville (en km)
0 à 19,9	1	300	4,5
20 à 39,9	16	6 028	19,5
40 à 59,9	13	4 930	24,4
60 et plus	1	314	15,1

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

rurales du Bas-Saint-Laurent pour lesquelles nous disposons de statistiques<sup>78</sup>. Un pourcentage aussi élevé témoigne de problèmes économiques habituellement chroniques. Les municipalités concernées sont identifiées par leur toponyme sur la carte 3.12. Il s'agit essentiellement de milieux forestiers, à faible densité humaine, situés en marge de l'écoumène.

### 3.5.2.3 Les autres catégories de revenu

Étant donné la part prise par les revenus de transferts, les autres catégories de revenus (rentes, pensions, placements, etc.) occupent une place plus limitée dans la composition du revenu des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent (5,9%) comparativement à l'ensemble de ce segment de l'espace rural québécois (8,3%) ou même de la province (9,6%).

<sup>78</sup> Rappelons que les localités de 250 habitants et moins ne sont pas prises en compte dans les calculs puisque Statistique Canada ne fournit pas les données sur leurs revenus.



Tableau 3.18

Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction du pourcentage de leur revenu provenant de rentes ou de pensions en 1996

% du revenu provenant de rentes ou de pensions	Nombre de localités	Population comprise dans la strate	Distance par rapport à la ville (en km)	% de la population de 65 ans et plus
0 à 4,9	18	6 925	22,6	12,4
5 à 9,9	7	2 730	17,7	15,5
10 et plus	6	2 193	18,6	15,8

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Les revenus provenant de rentes ou de pensions composent plus de 10% du revenu total dans seulement six localités (cf. tableau 3.18 et carte 3.12). Il s'agit de Grand-Métis, des Boules, de Ste-Irène, de Ste-Jeanne-d'Arc, de St-Denis et de Padoue. Contrairement à ce que l'on observe pour les revenus d'emploi ou de transfert, il y a peu de correspondance entre cette forme de revenus et la distance par rapport aux villes ou la composition de la structure occupationnelle. Il ne semble pas y avoir non plus de véritable corrélation entre la structure d'âge et la proportion des revenus de rentes. En fait, ces derniers reflètent davantage l'histoire socio-économique d'une localité que sa structure d'emplois actuelle. Ils résultent aussi en partie de facteurs culturels et de l'intérêt présenté par le milieu géographique soit comme facteur de rétention des retraités ou comme facteur d'accueil pour des individus provenant de l'extérieur.

### 3.5.3 Évolution du revenu familial moyen au cours de la période 1971-1996

Le fait de considérer le revenu d'une seule année pour identifier les milieux fragiles amène un certain degré d'imprécision. Les revenus moyens changent d'une période

quinquennale à l'autre. Pour cette raison, il nous est apparu important de considérer cette variable sur une période de 25 ans de façon à mieux cerner l'évolution des disparités. Nous procéderons donc à une analyse comparative des statistiques de revenus pour les recensements de 1971 et de 1996 en classifiant les petites localités par rapport à la moyenne provinciale. Nous aurons ainsi un bon aperçu de la distribution territoriale des différentes classes de revenus. En outre, ce type d'analyse contribue à révéler les multiples dimensions de la structure économique reflétés par les niveaux de revenus. L'examen de l'évolution des disparités sera d'abord effectué pour l'ensemble du segment constitué des petites localités rurales de la région. Nous dégagerons, par la suite, quelques caractéristiques locales de cette évolution.

#### **3.5.3.1 Évolution des disparités dans l'ensemble des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent**

L'écart entre le revenu familial moyen des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent et celui de la province s'est rétréci de 6% entre 1971 et 1996. En effet, en 1971, le revenu moyen des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent (5 556\$) correspondait à 60% de celui du Québec comparativement à 66% en 1996 (32 493\$). Un tel rétrécissement signifie donc qu'il y a eu un certain rattrapage des milieux concernés<sup>79</sup>. Ce dernier s'est principalement manifesté de deux façons. Premièrement, le revenu de toutes les petites localités a augmenté plus rapidement que le taux d'inflation en vigueur (274,1)

---

<sup>79</sup> Des investissements publics et privés et diverses mesures sociales ont contribué à une amélioration générale du niveau de vie des individus.

au cours de ces 25 années<sup>80</sup>. Ensuite, nous constatons au tableau 3.19 que la valeur moyenne d'augmentation (584,8%) a même surpassé celle de la province (532%). En termes de pourcentages, l'évolution s'est donc faite à l'avantage des petites localités.

Par ailleurs, le coefficient de variation (c'est-à-dire le rapport entre l'écart type et la moyenne arithmétique, le tout multiplié par 100) à l'échelle des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent est passé de 29,5 à 72,9 entre 1971 et 1996, ce qui signifie une accentuation des disparités. En outre, en valeur absolue, aucune municipalité n'est parvenue à égaler, voire à surpasser, l'augmentation (40 001\$) enregistrée par la province. Cela est révélateur de la persistance de problèmes dans ce segment de l'espace rural.

### **3.5.3.2 Caractéristiques locales de l'évolution**

#### **3.5.3.2.1 Principales variations observées**

Bien que très significatifs, les écarts de revenus entre l'ensemble des petites localités et la province ne traduisent qu'une vision fragmentaire des disparités qui apparaissent avec beaucoup plus d'envergure lorsqu'on ramène l'échelle d'analyse à celle des localités. Une méthode toute simple consiste, dans un premier temps, à comparer, pour chacune des deux années de recensement, la position détenue pour chaque localité.

---

<sup>80</sup> Ce taux de 274,1 correspond à l'indice des prix à la consommation pour l'ensemble des produits et des composantes. Il est basé sur la moyenne des niveaux mensuels des prix. Nous l'avons indexé, dans un souci de comparabilité, en dollars courants de 1971 (cf. annexe trois).

Tableau 3.19

Évolution du revenu familial moyen de 1971 à 1996 dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent

Localités	Revenu en \$		Évolution	
	1971	1996	n	%
Ste-Jeanne-d'Arc	6 635	19 036	12 403	286,9
St-Médard	4 810	24 348	19 538	508,2
Ste-Rita	4 290	26 527	22 237	618,3
Trinité-des-Monts	6 675	26 818	20 143	401,8
St-François-Xavier-de-Viger	5 005	27 506	22 501	549,6
St-Marcellin	4 795	27 608	22 813	575,8
St-Charles-Garnier	5 190	27 776	22 586	535,2
St-Éloi	6 350	29 029	22 679	457,1
St-Paul-de-la-Croix	5 595	29 899	24 304	534,4
St-Léandre	8 420	30 112	21 692	357,6
St-Athanase	3 855	30 340	26 485	787,0
St-Alexandre-des-Lacs	5 535	30 469	24 934	550,5
St-Elzéar	5 070	30 848	25 778	608,4
St-Zénon	5 260	31 969	26 709	607,8
St-Germain	5 755	32 834	27 079	570,5
Padoue	4 730	32 846	28 116	694,4
St-Marc-du-Lac-Long	5 635	33 317	27 682	591,3
St-Denis	5 225	33 444	28 219	640,1
St-Eugène-de-Ladrière	5 835	33 484	27 649	573,8
St-Cléophas	5 520	33 524	28 004	607,3
Lejeune	4 650	34 584	29 934	743,7
Esprit-Saint	n.d.	34 767	n.d.	n.d.
Ste-Irène	5 980	35 096	29 116	586,9
St-Joseph	4 885	35 299	30 414	722,6
Grosses-Roches	4 835	35 467	30 632	733,5
Mont-Label	6 620	36 248	29 628	547,6
Albertville	5 005	36 618	31 613	731,6
Ste-Françoise	5 265	37 473	32 208	711,7
Les Boules	5 555	38 062	32 507	685,2
Grand-Métis	5 295	40 163	34 868	758,5
St-Jean-de-la-Lande	5 935	41 522	35 587	699,6
St-Damase	5 790	42 726	36 936	737,9
N.-D.-des-Sept-Douleurs	7 500	n.d.	n.d.	n.d.
St-Edmond	6 270	n.d.	n.d.	n.d.
St-Jean-de-Cherbourg	6 160	n.d.	n.d.	n.d.
Ste-Marguerite	6 095	n.d.	n.d.	n.d.
Ste-Paule	5 080	n.d.	n.d.	n.d.
St-Guy	5 030	n.d.	n.d.	n.d.
Métis-sur-Mer	4 995	n.d.	n.d.	n.d.
Routhierville	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
St-Pierre-de-Lamy	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Ensemble des petites localités	5 558	32 493	26 937	584,8
La province	8 260	49 261	40 001	532,0

n.d. non disponible

Source: Statistique Canada. Recensements de 1971 et de 1996

De façon générale, on remarque qu'il y a eu des modifications notables dans la configuration générale des disparités<sup>81</sup>. La carte 3.13 fait état des principaux changements produits. Ainsi, 20 petites localités ont amélioré leur situation, 10 l'ont détériorée alors qu'une, en occurrence, Ste-Irène, a maintenu le statu quo. Les différentes caractéristiques de la structure de peuplement et la nature de l'économie suggèrent quelques éléments d'explication sur les causes de ces inégalités.

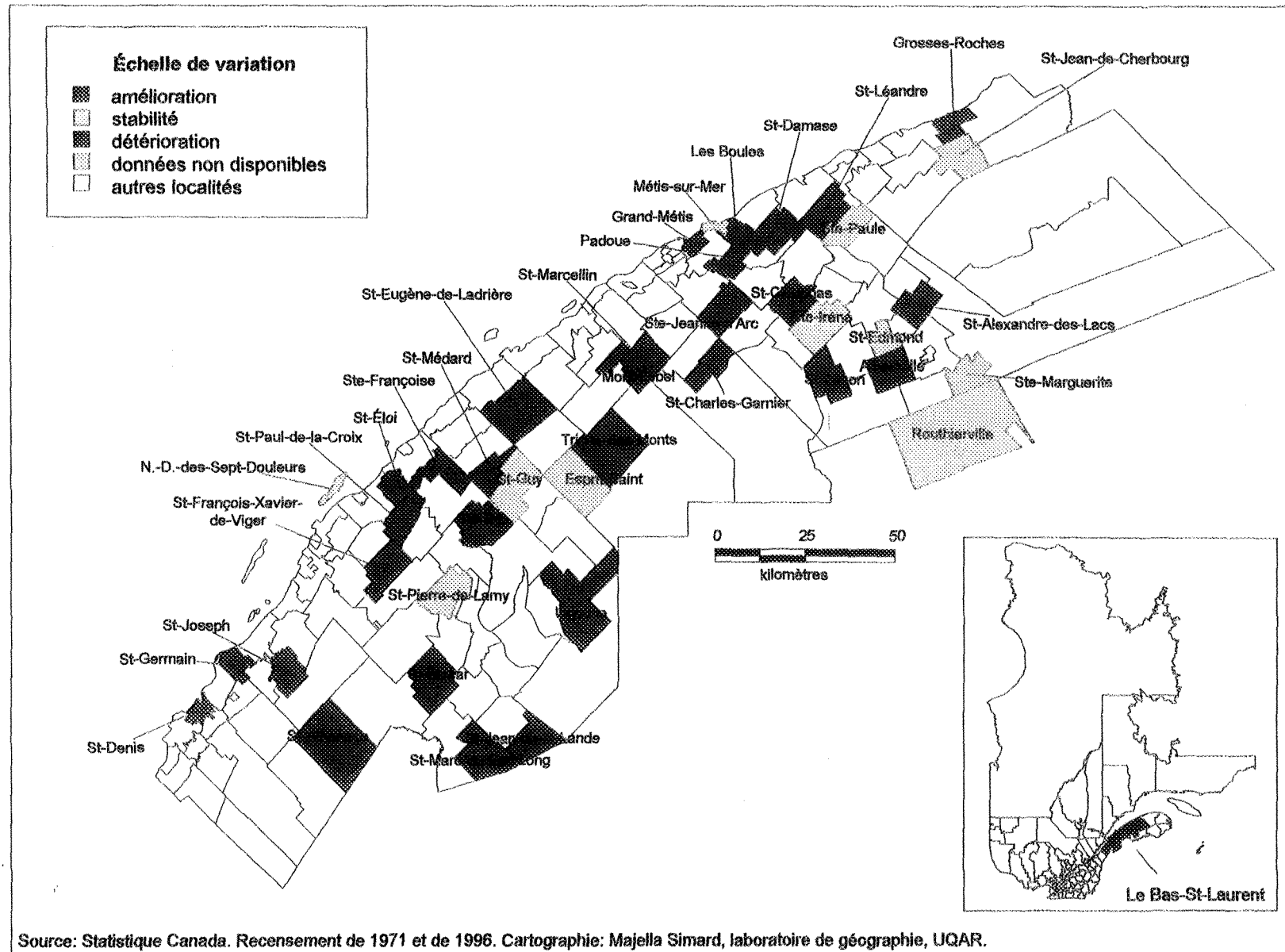
La plupart des entités territoriales les plus pauvres de 1996 ne sont pas les mêmes que celles de 1971. Seulement trois municipalités, soit Ste-Rita, St-Marcellin et St-François-Xavier-de-Viger, font partie des milieux les plus mal en point de la région et ce, pour les deux années de recensement à l'étude. Leur fragilité économique est imputable à de véritables facteurs structurels. De même, on constate que six des 10 localités qui possédaient les niveaux de revenus les plus élevés en 1971 ne figuraient pas parmi le groupe de 1996. Trois d'entre elles, soit Ste-Jeanne-d'Arc, Trinité-des-Monts et St-Éloi, s'inscrivent même parmi les localités les plus pauvres. En ce qui concerne ces trois cas précis, c'est la déprise agricole qui est venue modifier le cours des choses. À St-Marc-du-Lac-Long et à St-Eugène-de-Ladrière, des industries liées à la première transformation des ressources – notamment les scieries et les tourbières – ont connu d'importantes difficultés en raison de l'évolution de la conjoncture. Des problèmes conjoncturels sont également à l'origine de la débandade de St-Germain. Avec un revenu de 50 204\$ en 1991, cette localité était la deuxième plus riche du Bas-Saint-Laurent et ce, toutes strates

---

<sup>81</sup> Dans un but de comparabilité, nous considérerons uniquement les localités pour lesquelles nous disposons des données pour les deux années de recensement.

Carte 3.13

Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de la variation de leur revenu familial moyen entre 1971 et 1996



de taille démographique confondues<sup>82</sup>. Bien que l'agriculture fasse toujours partie intégrante de son économie, St-Germain est devenue, au fil des années, une petite municipalité de banlieue. Le ralentissement des activités de Bombardier à La Pocatière entre 1991 et 1996 conjugué aux difficultés survenues dans l'industrie du textile et du vêtement à St-Pascal ne sont pas étrangers à son glissement de position.

Les améliorations les plus significatives ont été enregistrées à St-Damase, à St-Jean-de-la-Lande et à Grand-Métis, trois localités qui ont principalement été avantagées par l'expansion du secteur industriel. L'esprit d'entrepreneurship qui règne à St-Damase a également joué en sa faveur. À St-Jean-de-la-Lande, c'est la reprise des activités de la carrière de St-Marc-du-Lac-Long qui est en partie responsable de l'amélioration des niveaux de revenus. Enfin, les Boiseries du Bas-Saint-Laurent ont sûrement contribué à la relance économique de Grand-Métis.

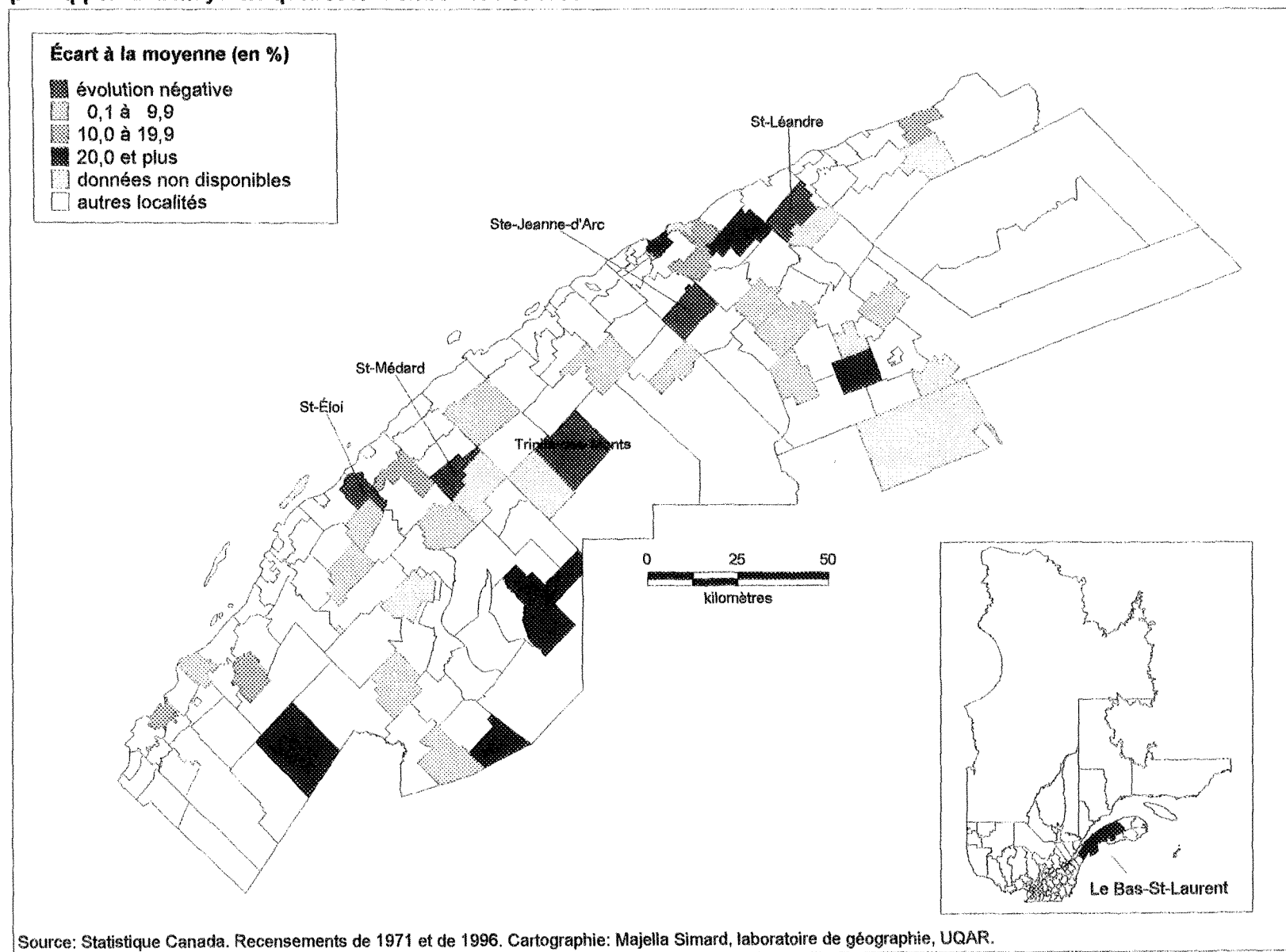
#### **3.5.3.1.2 Disparités locales par rapport à la moyenne provinciale**

Une autre façon d'apprécier l'évolution des disparités consiste à comparer divers niveaux de revenus locaux, pour chacune des deux années de recensement à l'étude, par rapport à la moyenne de la province. Cette évolution a été inférieure à celle de la province dans seulement cinq petites localités identifiées par leur toponyme sur la carte 3.14. On peut donc avancer que ces milieux se sont fragilisés entre 1971 et 1996. La déprise agricole constitue la principale manifestation de cette fragilisation.

<sup>82</sup> Il importe de préciser que l'erreur type (5 940\$) en ce qui concerne le revenu de cette localité en 1991 est très élevé ce qui laisse présager une marge d'erreur considérable.

Carte 3.14

Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de l'évolution de leur revenu familial moyen par rapport à la moyenne québécoise entre 1971 et 1996





Le nombre d'agriculteurs et de fermes a effectivement fondu comme neige au soleil. De 140 qu'elles étaient en 1971, les exploitations agricoles sont passées à 65 en 1996. St-Médard et Trinité-des-Monts n'abritent plus aucune entreprise agricole. Quant aux agriculteurs, on en dénombrait encore 824 en 1971 comparativement à seulement 115 en 1996, ce qui représente une diminution de 86%. Dans ces cinq municipalités, l'agriculture n'a pas été remplacée par d'autres activités. Cela se reflète notamment par une diminution importante du taux d'activité économique. À St-Léandre, il a régressé de 21% entre 1971 et 1996. Dans le cas de St-Éloi, de St-Médard et de Ste-Jeanne-d'Arc, cette diminution a été respectivement de 17,2, 13,1 et 6,8%. Ce sous-emploi n'est pas sans entraîner un taux de chômage moyen (32,3%) très élevé comme le révèlent les chiffres du tableau 3.20. Trinité-des-Monts est la seule localité à avoir affiché une augmentation pour cet indicateur, cette dernière s'établissant à 6,5%. Cette localité présente néanmoins de nombreux problèmes. Elle se caractérise notamment par une très faible infrastructure de services. Les commerces ferment l'un après l'autre depuis quelques années. La population y est aussi en pente descendante. Plusieurs parcelles de terre ont été abandonnées. De plus, la qualité de l'aménagement laisse à désirer à de nombreux endroits.

La situation de Ste-Jeanne-d'Arc est encore pire que celle de Trinité-des-Monts. La pauvreté matérielle, que nous avons déjà décrite antérieurement, y est frappante.

Les soubresauts liés à l'industrie forestière ont également fait très mal à l'économie de St-Léandre. La foresterie génère des salaires beaucoup moins élevés comparativement à ceux que procure le secteur agricole. L'énergie éolienne est en plein

Tableau 3.20

Répartition des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de l'évolution de leur revenu familial moyen par rapport à celui de la province entre 1971 et 1996 et de certaines caractéristiques socio-économiques

% de variation du RFM par rapport à celui de la province/ Caractéristiques socio-économiques	évolution négative	0,1 à 9,9	10 à 19,9	20 et plus
Nombre de localités	5	14	6	6
Population comprise dans la strate	1 709	5 308	2 566	1 793
Évolution de la population (1971-1996) en %	-37,5	-43,5	-18,3	-33,0
Distance par rapport à la ville	18,8	21,1	19,9	18,3
% de migrants pendulaires parmi la population active (1996)	41,2	58,5	50,1	47,1
Taux d'activité (1996)	50,1	52,2	48,7	48,0
Taux de chômage (1996)	32,3	31,1	23,8	24,2
% des travailleurs du secteur primaire (1996)	29,7	30,6	27,6	35,6
% de travailleurs forestiers parmi la main-d'œuvre locale (1996)	11,8	14,5	8,0	14,6
% des travailleurs du secteur secondaire (1996)	21,1	22,7	29,8	24,5
% des travailleurs du secteur tertiaire (1996)	45,6	43,4	40,2	41,9
% des individus ayant moins d'une 9 <sup>e</sup> année (1996)	37,8	36,9	28,1	33,3
% d'individus détenteurs d'un diplôme d'études universitaires (1996)	1,0	2,2	1,7	3,1
% de la population de 24 ans et moins (1996)	30,6	33,9	31,9	36,4
% de la population de 65 ans et plus (1996)	14,0	12,1	17,0	13,1
Nombre de maisons construites entre 1991 et 1996	2,0	3,9	5,0	0
% du revenu perçu sous la forme de transferts gouvernementaux (1996)	45,3	40,9	36,7	33,8
% de la population prestataire de l'aide sociale (en décembre 2000)	14,2	14,0	17,0	16,1

Sources: - Statistique Canada. Recensements de 1971 et de 1996.

- Ministère de la Solidarité sociale. Direction de l'évaluation et de la statistique, 2000.

essor dans cette municipalité mais la population en tire très peu de retombées économiques. En outre, ses impacts en termes de création d'emplois sont, du moins pour le moment, très faibles.

L'agriculture continue d'exercer un rôle d'avant-plan dans l'économie de St-Éloi. Elle occupe cependant beaucoup moins d'individus que par le passé. De plus, St-Éloi comporte une forte proportion de personnes âgées à faibles revenus<sup>83</sup>. Elle est aussi

<sup>83</sup> Dans cette localité, la proportion de la population âgée de 65 ans et plus atteint 32,4%.

particulièrement affectée par l'exode des jeunes. Cet exode massif explique notamment le fait qu'elle soit en décroissance démographique continue depuis 1931.

St-Médard présente sensiblement les mêmes caractéristiques que ses homologues. Dépeuplement, sous-emploi chronique, perte de service et marginalité géographique sont le lot de cette localité dont les perspectives d'avenir sont plutôt inquiétantes.

Hormis ces caractéristiques locales, les municipalités qui ont vu leur écart à la moyenne évoluer négativement entre 1971 et 1996 abritent une plus faible proportion de migrants pendulaires comparativement à celle que l'on retrouve dans les autres sous-catégories de localités (cf. tableau 3.20). Elles se distinguent également par la sous-scolarisation de leurs résidants. La persistance des mêmes problèmes, dans ces cinq municipalités, a exercé une influence significative sur tous les aspects de la vie socio-économique rendant de ce fait les chances de reprises plutôt minces. Les perspectives d'amélioration sont d'autant plus faibles qu'il s'agit de localités de petite taille démographique éloignées des villes et aux profils d'âge déséquilibrés par le départ des jeunes.

Il apparaît plus difficile d'établir des relations de cause à effet dans les trois autres groupes de localités, c'est-à-dire celles dont l'écart à la moyenne a évolué positivement entre les deux recensements. Si les cas de St-Athanase, de Ste-Françoise, de St-Damase

et de Grand-Métis sont facilement explicables<sup>84</sup>, d'autres comme Lejeune et Albertville le sont beaucoup moins. À l'intérieur d'une même région, chaque localité a un comportement qui lui est propre amenant un remodelage incessant, bien souvent minime, de la structure des disparités. Ces dernières évoluent tout autant par voie de récession que sous l'effet de nouvelles pulsions économiques très ponctuelles. Le fait qu'il y ait moins de cas d'élargissement de disparités que de rétraction est révélateur de la complexité des facteurs en présence. Il y a aussi beaucoup de relativité dans le processus de changement. Les disparités naissent autant du dynamisme de certaines localités que de la stagnation et du déclin des autres.

Bien que ces trois autres catégories de localités ne se soient pas caractérisées par une accentuation des disparités, elles sont quand même aux prises avec des problèmes de sous-emploi, de chômage endémique et de faibles niveaux de revenus. De plus, si l'on tient compte de leur évolution démographique et de la piètre qualité de leur infrastructure de services, on s'aperçoit qu'elles sont davantage enclines à la fragilisation qu'à la participation pleine et entière à la vie socio-économique.

---

<sup>84</sup> Nous avons déjà énoncé des éléments d'explication en ce qui concerne St-Damase. L'implantation de plusieurs petites PME a été bénéfique pour l'économie de Ste-Françoise. Dans le cas de St-Athanase, c'est le développement acéricole qui est en cause. De petites « cannes à sucre », les érablières se sont transformées en de véritables entreprises industrielles. Enfin, Grand-Métis, qui vit en symbiose avec Métis-sur-Mer, profite de la transition occupationnelle de cette dernière.

### 3.6 Le dynamisme de l'habitat

La nature, la disposition et la qualité de l'habitat constituent autant d'aspects qui influencent fortement la vie économique et sociale des petites localités. L'analyse de l'évolution de l'habitat, de 1971 à 1996, reflète très bien les principaux changements qui sont survenus. Ces modifications se matérialisent notamment à deux niveaux, soit par la modernisation des constructions déjà existantes et l'addition de nouveaux logements. Nous nous intéresserons particulièrement à ce dernier phénomène.

Notre analyse comporte deux périodes de temps distinctes que nous avons divisées en quatre phases. Les phases un (1951 à 1960) et deux (1966 à 1971) forment la première période. Les phases trois (1981 à 1990) et quatre (1991 à 1996) constituent la deuxième. Certes, la phase deux aurait dû normalement s'échelonner de 1961 à 1966. L'indisponibilité des données nous a forcé à modifier l'intervalle de temps. Les deux périodes couvrent néanmoins le même nombre d'années, soit 14 ans.

D'entrée de jeu, mentionnons que le nombre de maisons<sup>85</sup> construites au cours de la deuxième période (755) est légèrement supérieur à celui de la première (740) et ce, même si les aires de peuplement ont, dans la majorité des cas, atteint leur extension maximum avant 1960. Les malaises socio-économiques des petites localités et la persistance des disparités ne semblent donc pas avoir gêné la construction domiciliaire. Un tel phénomène peut, à première vue, paraître étrange. Même s'il y a des causes

---

<sup>85</sup> Pour les fins de notre analyse, les termes «logement», «maison», «résidence», «habitation», «demeure» et «construction» seront utilisés indépendamment pour désigner une même réalité, c'est-à-dire l'évolution du nombre de logements, au sens où l'entend Statistique Canada, entre 1971 et 1996.

générales d'expansion domiciliaire applicables presque partout, il existe de nombreux facteurs particuliers que l'on ne peut déceler que par une analyse de détail. Le degré d'attachement sentimental des individus, la disponibilité et le prix abordable des terrains, l'accessibilité aux infrastructures communautaires, la qualité du cadre de vie, les taxes foncières moins élevées, la proximité d'une ville et la nature de l'économie constituent des facteurs importants à considérer. L'examen des statistiques de construction, sur une base locale, nous permettra de mieux comprendre les principaux jeux de relations au cours de ces 25 années.

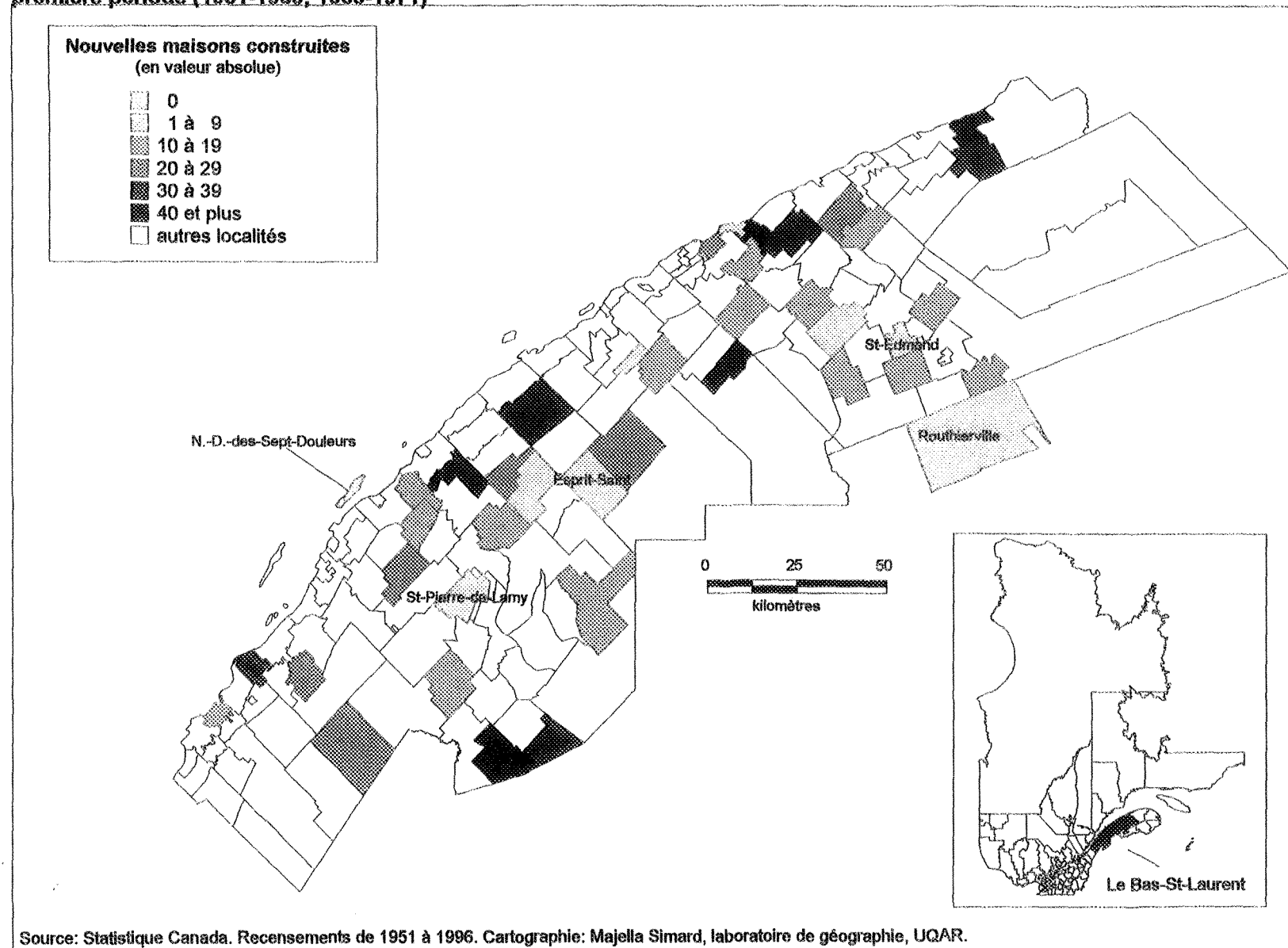
Durant la première période (1951-1960; 1966-1971), seulement cinq localités, identifiées par leur toponyme sur la carte 3.15, ne se sont pas enrichies de nouvelles constructions. Elles constituent des cas d'espèce. Il s'agit de St-Edmond (une municipalité composée de six rangs), Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (la seule île habitée du Bas-Saint-Laurent), Routhierville (un territoire non organisé), Esprit-Saint (une localité fusionnée à l'époque avec celle de Trinité-des-Monts) et St-Pierre-de-Lamy. En ce qui concerne cette dernière localité, les statistiques ne sont disponibles qu'à partir de 1966<sup>86</sup>. L'expansion la plus notable, au cours de cette période, s'est produite à St-Marc-du-Lac-Long (+50 unités). Suivent de près Grosses-Roches (+45 unités) et Les Boules (+45 unités), deux localités de villégiature. La dernière grande vague de colonisation a provoqué inévitablement la construction de nouvelles résidences à St-Charles-Garnier (+40 unités), à St-Eugène-de-Ladrière (+35 unités) et à St-Jean-de-la-Lande (+35 unités). Même des localités à problèmes, qui seront cataloguées de marginales et condamnées à

---

<sup>86</sup> Rappelons que la paroisse de St-Pierre-de-Lamy a été officiellement créée en 1964. Pour sa part, l'érection civile remonte à 1971.

Carte 3.15

Évolution de la construction domiciliaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent au cours de la première période (1951-1980; 1966-1971)



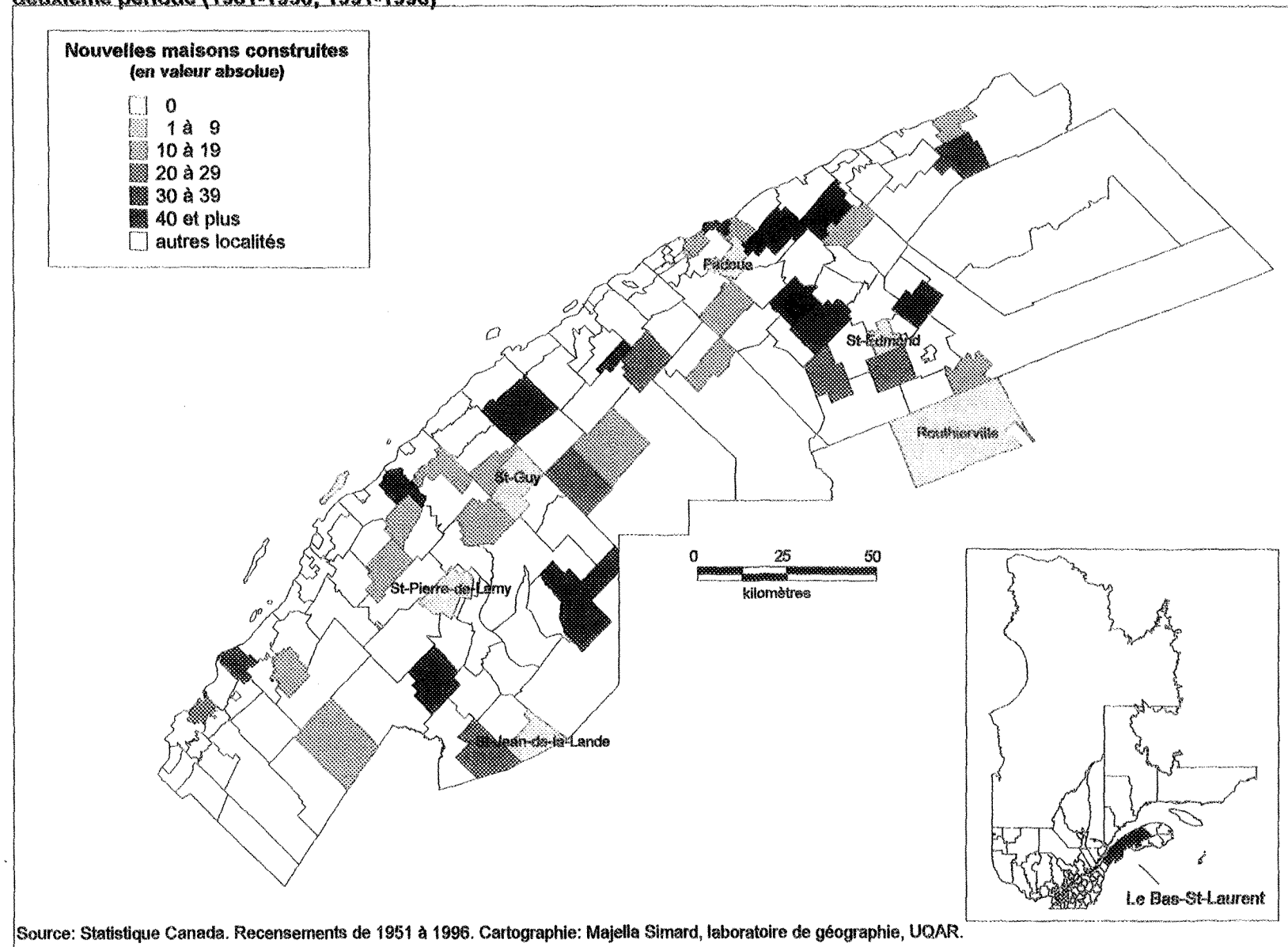
fermer d'elles-mêmes par le ministère des Affaires municipales et l'Office de Développement de l'Est-du-Québec, ne sont pas exclues de cette dynamique. Nous pensons notamment à St-Damase et à St-Jean-de-Cherbourg où s'ajoutent respectivement 35 et 30 nouvelles demeures. Un autre cas typique est celui de Ste-Françoise qui enregistre une augmentation de 35 logements. La densification de la trame de peuplement se poursuit également à Trinité-des-Monts et à St-Léandre. Cinq municipalités s'enrichissaient de 20 nouvelles résidences chacune et ce, en dépit de la fragilité de leur économie. Il s'agit de Grand-Métis, de St-Athanase, de St-François-Xavier-de-Viger, de St-Joseph et de St-Médard. Ailleurs, l'expansion domiciliaire a été inférieure à 15 unités de logement.

Au cours de la seconde période (1981-1990; 1991-1996), de nouvelles résidences, voire de nouvelles aires de peuplement, se sont ajoutées aux maisons plus anciennes contribuant ainsi à la consolidation de la structure d'ensemble. Ces constructions ont été supérieures à 40 unités dans quatre municipalités, soit le même nombre que pour la période précédente (carte 3.16). Il s'agit de St-Alexandre-des-Lacs (une localité à problème), de St-Cléophas, de St-Léandre et de St-Damase. Un nouveau quartier domiciliaire a conduit à l'ouverture d'une rue dont la qualité est exceptionnelle dans cette dernière localité. St-Jean-de-Cherbourg et Ste-Irène se sont enrichies chacune de 35 nouveaux logements au cours de cette même période. St-Jean-de-Cherbourg est une localité qui présente tous les symptômes d'un milieu en voie de fragilisation. Néanmoins, 35 maisons y ont été construites au cours de cette seconde période, soit le même nombre qu'à Ste-Irène. Cette dernière municipalité a profité d'une certaine expansion sur le plan touristique en raison de l'implantation d'un centre de ski.



Carte 3.16

Évolution de la construction domiciliaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent au cours de la deuxième période (1981-1990; 1991-1996)



Trente résidences se sont ajoutées à St-Éloi, à Métis-sur-Mer, à St-Germain, à St-Eugène-de-Ladrière, à St-Elzéar, à Lejeune et au Mont-Lebel. Dans ces trois derniers cas, ces constructions ont vu le jour uniquement au cours de la troisième phase. À Métis-sur-Mer, la villégiature a toujours contribué à favoriser une certaine expansion du périmètre construit. La transition occupationnelle de St-Germain et de Mont-Lebel est probablement responsable de l'extension du tissu de peuplement à ces deux endroits. Des facteurs d'ordre conjoncturel ont influencé la reprise du secteur de la construction domiciliaire à Lejeune et à St-Elzéar. L'économie de ces deux municipalités dépend presque exclusivement de la forêt, un secteur fortement assujéti aux soubresauts de la conjoncture. Reste le cas de St-Éloi qui est pour le moins singulier. En effet, aucun élément ne permet d'expliquer le phénomène d'expansion domiciliaire dans cette localité à forte décroissance démographique et à fragilité économique prononcée. L'augmentation des unités d'habitat au cours des phases trois et quatre est sans doute imputable à des facteurs sociaux que les statistiques officielles peuvent difficilement mesurer.

Vingt-cinq nouvelles maisons ont contribué à épaissir la trame d'habitat à St-Marcellin et à Esprit-Saint comparativement à 20 pour St-Denis, St-Marc-du-Lac-Long, Albertville et St-Zénon. En dépit d'une expansion généralisée du peuplement dans ce segment de l'espace rural, sept municipalités sont demeurées à l'écart de toute croissance en ce domaine. Outre les localités de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, de Routhierville, de St-Pierre-de-Lamy et de St-Edmond qui figuraient aussi sur la liste de la première période, se retrouvent celles de Padoue, de St-Guy, et de St-Jean-de-la-Lande. Ces milieux éprouvent de sérieuses difficultés au plan socio-économique. Ils se distinguent aussi par leur marginalité géographique: faible densité par unité de surface, éloignement par rapport

aux pôles urbains, dispersion de la population, etc. Ces caractéristiques, accentuées par de nombreux départs, rendent difficile l'accessibilité aux services de proximité et, en conséquence, n'incitent guère les jeunes à investir dans la construction de maisons neuves. La mobilité géographique<sup>87</sup> et l'enracinement des individus ne peuvent, dans ces trois localités, faire contrepoids aux difficultés d'ordre purement économique. Un climat de pessimisme et un contexte socio-économique défavorable annihilent les quelques initiatives mises de l'avant en vue de favoriser le développement endogène. La persistance d'un certain dynamisme socio-économique explique en partie l'accroissement du nombre de maisons dans les 15 autres petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Entre 10 et 15 nouvelles résidences ont contribué à consolider le semis de peuplement dans chacune de ces municipalités au cours de cette seconde période. S'inscrivent dans cette catégorie, des localités telles que Ste-Marguerite, Ste-Jeanne-d'Arc et St-Médard qui présentent de très graves carences en ce qui concerne leur infrastructure de services. Elles abritent des individus peu scolarisés et à faibles niveaux de revenus. En outre, elles ont aussi en commun la très grande précarité de leur économie.

Nous avons déjà évoqué que la proximité d'une ville exerçait un rôle particulièrement significatif dans l'évolution de la construction domiciliaire, constat particulièrement observé au cours de la quatrième phase. En effet, les 14 municipalités qui se sont caractérisées par un accroissement du nombre de leurs logements se situent dans un rayon moyen de 17,7 kilomètres d'un petit centre de services alors que celles où ce nombre est demeuré inchangé s'en trouvent à 20,6 kilomètres. Des municipalités peu

---

<sup>87</sup> À l'exception de St-Jean-de-la-Lande, cette faible mobilité géographique se traduit notamment par des taux de migrations pendulaires très faibles. À Padoue, cette proportion n'est que de 26,9% comparativement à 43,8% à St-Jean-de-la-Lande. Enfin, St-Guy ne comporte officiellement aucun navetteur.

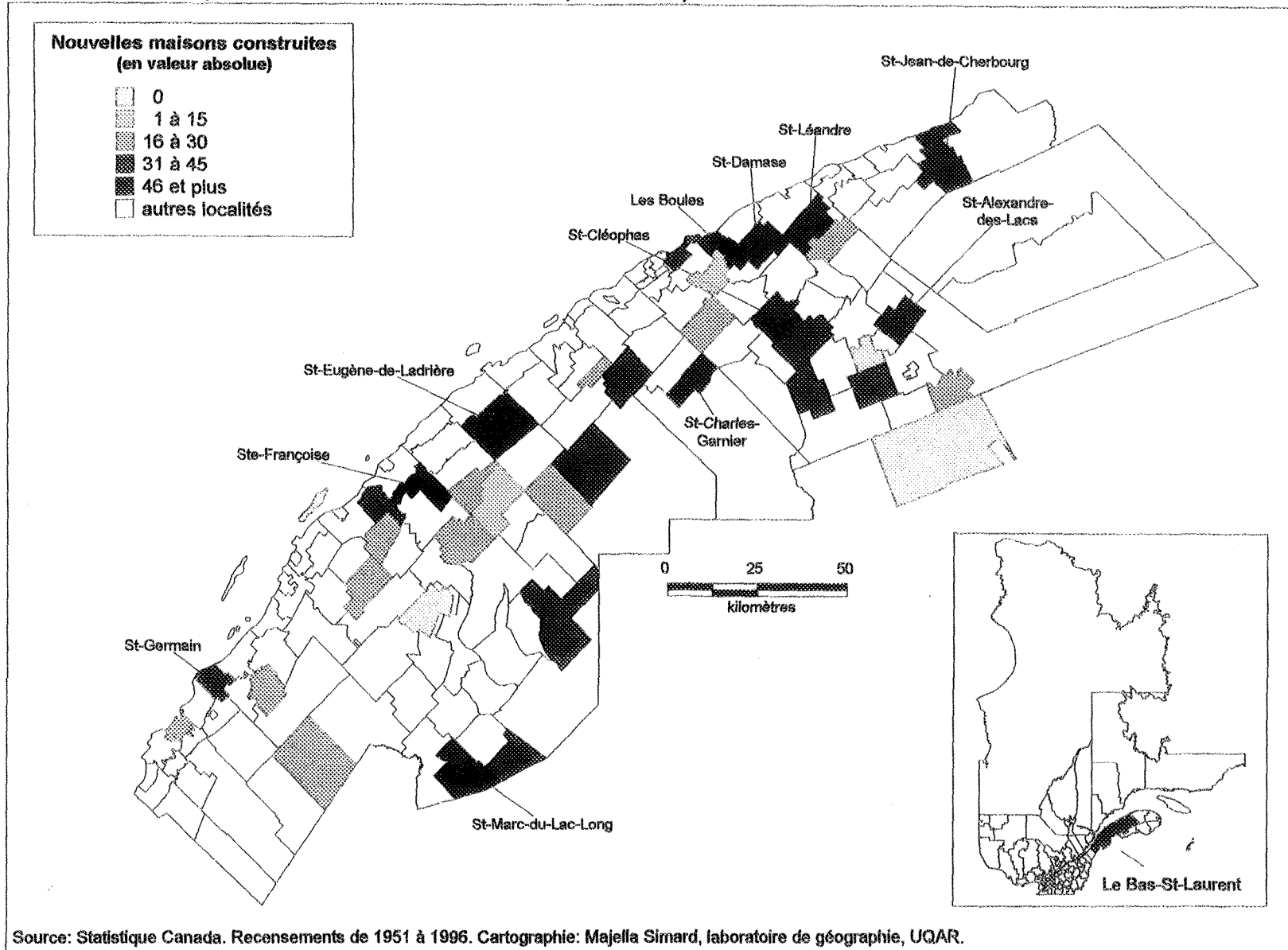
peuplées, situées relativement près d'une ville, profitent donc directement de l'activité économique du milieu urbain.

La carte 3.17 reprend l'évolution de la construction domiciliaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent pour les deux périodes à l'étude. Ainsi, nous constatons que St-Damase se démarque des autres municipalités. Un total de 75 nouvelles maisons ont été construites dans cette localité au cours de ces deux périodes. Ces maisons ont contribué au rajeunissement de la trame d'habitat. Nous avons identifié par leur toponyme les localités dont le nombre de nouvelles résidences a été supérieur à 46 unités. Au nombre de 11, ces milieux ont tendance à former un bloc contigu dans la MRC de Matane. À l'inverse, elles se dispersent à l'ouest de la région. On dénombre moins de 15 nouveaux logements dans seulement deux municipalités, soit St-Guy et Padoue. À ces endroits, l'abandon de l'agriculture a engendré un processus de déclin démographique qui ne favorise guère la construction domiciliaire. L'espace habité se rétrécit. Plusieurs maisons, voire certaines infrastructures socio-communautaires telles que l'église, se dégradent. À Padoue, les statistiques d'emploi révèlent une forte proportion des travailleurs du secteur primaire dans la composition de la main-d'œuvre locale notamment dans le domaine forestier. Nos enquêtes sur le terrain confirment également la prédominance de ce secteur d'activité dans le cas de St-Guy.

Cette brève analyse nous a permis de constater que le dynamisme de l'habitat constitue un fait généralisé au sein des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Elle nous a également permis d'observer que la construction de nouvelles maisons ne se calque pas nécessairement sur l'évolution de leur courbe démographique. Cette

**Carte 3.17**

**Évolution de la construction domiciliaire dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent au cours des deux périodes à l'étude (1951-1960; 1966-1971 et 1981-1990; 1991-1996)**



dynamique s'est toutefois effectuée de façon différenciée selon deux tendances évolutives. Une première, plus accentuée, englobe les localités caractérisées par la transition de leur structure occupationnelle et avantagées par leur positionnement géographique. Une seconde, moins forte mais tout aussi significative, comprend des milieux à économie fragile et à démographie décroissante. La prolifération de l'habitat n'est pas pour autant synonyme de vitalité. De nouvelles maisons se construisent mais une forte partie de la population émigre, faute de travail sur place. Il n'en demeure pas moins que certains milieux, où l'abandon de l'agriculture a conduit au dépeuplement, se distinguent par un rétrécissement de l'espace habité. Cette contraction n'entraîne pas nécessairement une dégradation des maisons. Cependant, la construction domiciliaire semble définitivement y avoir pris fin. De par leur nature, leurs formes, leur mode de construction et leur prix, les nouvelles résidences construites dans les localités fragiles appartiennent à des individus aux profils socio-économiques très diversifiés et doivent leur érection et leur localisation à une gamme de motifs tout aussi étendue.

En guise de conclusion à ce chapitre, nous proposons une typologie des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Cette typologie sera élaborée à partir d'un indice synthétique de fragilité.

### **3.7 Esquisse typologique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent**

Dans le but de synthétiser l'ensemble de l'information reliée à l'économie, à la géographie et à la démographie, il y a possibilité d'élaborer une typologie plus globale.

Cette dernière, rappelons-le, sera réalisée à partir de sept variables, à savoir la distance (en kilomètre) par rapport au pôle de services le plus proche, la population totale, le pourcentage de la population âgée de 0 à 14 ans, le pourcentage de la population de 55 ans et plus, le revenu moyen des familles, le taux d'activité et l'évolution de la construction domiciliaire<sup>88</sup>. Nous effectuerons deux typologies, soit une pour 1971 et une autre pour 1996. Elles permettront de dégager des caractéristiques communes à certains groupes de localités notamment aux plans socio-économique et morphologique.

### 3.7.1 Quelques considérations d'ordre méthodologique

Pour chacune des sept variables<sup>89</sup> que nous avons retenues, nous avons attribué aux 35 localités<sup>90</sup> faisant l'objet de notre étude, un indice variant de zéro à six<sup>91</sup>. Ce dernier

<sup>88</sup> Les périodes retenues, en ce qui concerne ce dernier indicateur, sont les mêmes que celles que nous avons utilisées dans le cadre de la partie précédente, c'est-à-dire 1951-1960; 1966-1971 (période 1) pour la typologie de 1971 et 1981-1990; 1991-1996 (période 2) pour la typologie de 1996.

<sup>89</sup> La description et la justification de ces variables ont fait l'objet de la section 1.4.2 du chapitre premier. Notre démarche d'investigation nous a également conduit à effectuer une analyse factorielle pour les recensements de 1971 et de 1996. Or, les conclusions de cette analyse n'ont apporté aucune information complémentaire en ce qui a trait à la fragilité des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. En effet, en comparant notre indice de fragilité aux résultats obtenus par ladite analyse, nous en arrivons à la même typologie. Pour cette raison, il nous est apparu plus approprié de mettre l'accent sur la première méthode que nous compléterons par des enquêtes sur le terrain et des entrevues téléphoniques. Ces dernières apporteront un nouvel éclairage sur la perception de la fragilité, objet du chapitre quatre.

<sup>90</sup> En raison de l'absence de données pour certains indicateurs, nous avons exclu de notre analyse les localités de Routhierville, de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs et de St-Pierre-de-Lamy. Ont également été supprimées de notre étude, les municipalités d'Esprit-Saint et de Trinité-des-Monts qui étaient fusionnées lors du recensement de 1971. Enfin, la petite localité de Métis-sur-Mer a également été omise de notre analyse. Cette localité était classifiée «très marginale» en 1971 et «très fragile» en 1996. De toute évidence, les indicateurs retenus pour les fins de notre typologie ne rendent pas compte de la réalité de cette station balnéaire.

<sup>91</sup> Le lecteur aura compris que l'indice six représente la meilleure position alors qu'à l'inverse zéro exprime la pire.

a été établi en fonction de la classe à laquelle appartenait chacune des entités en cause.

Le nombre de classes a été déterminé à partir de la formule suivante<sup>92</sup>:

$$k = 1 + 3,3(n \log 10)$$

où, k correspond au nombre de classes et n au nombre de localités.

Les limites de classes de même que l'étendue pour chacun des indicateurs figurent à l'annexe quatre de la présente thèse.

Notre indice synthétique a été obtenu en faisant la moyenne des huit<sup>93</sup> indices attribués pour chacune des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Cet indice synthétique nous permettra de classer les milieux à l'étude en quatre catégories, soit les localités fragiles, très fragiles, marginales et très marginales. On retrouvera, à l'annexe cinq, les limites de classes et l'étendue qui ont servi à définir chacun de ces groupes. Parce qu'elles expriment des aspects différents de la vie socio-économique mais aussi parce qu'elles reflètent une très grande variété de situations locales, nous avons convenu d'accorder le même poids à chacune des variables ayant servi à l'élaboration de notre indice de fragilité<sup>94</sup>.

---

<sup>92</sup> Il s'agit de la formule usuelle utilisée en méthodes quantitatives pour la détermination du nombre de classes. Voir notamment à ce sujet: CLARK, William A.V. et HOSKING, P.L. *Statistical Methods for geographers*. New York, John Wiley & Sons Inc., 1986, p. 40.

<sup>93</sup> Est-il nécessaire de rappeler que pour chacune des deux années de recensement à l'étude, nous avons retenu deux périodes de temps pour la variable «évolution domiciliaire», chacune de ces deux périodes correspondant à un indice différent.

<sup>94</sup> Certes, notre appareil statistique comporte trois variables démographiques qui auraient pu faire l'objet d'une pondération. Cependant, nous avons montré, au chapitre deux, que le pourcentage de personnes âgées reflétait une réalité fort différente selon les endroits. Nous supposons qu'il en est ainsi en ce qui concerne la proportion d'individus de 0 à 14 ans.



Finalement, un indice de changement a été attribué pour chacune des 35 municipalités à l'étude. Il correspond à la différence entre l'indice synthétique de 1996 et celui de 1971. Cet indice nous permettra d'identifier les milieux qui se sont caractérisés par une amélioration ou une détérioration de leur situation<sup>95</sup> ou encore ceux dont l'état de santé socio-économique est demeuré stable entre les deux recensements.

Nous avons calculé les différents coefficients de corrélation pour toutes les variables ayant servi à l'élaboration de notre indice de fragilité. Ces calculs figurent au tableau 3.21. Ils faciliteront l'interprétation de notre analyse.

### **3.7.2 Situation socio-économique des petites localités en 1971**

Une première catégorie regroupe les **localités dites fragiles** (tableau 3.22). Au nombre de 17, elles englobent les milieux dont l'indice est supérieur à 3,11 (carte 3.18). Leur indice moyen s'établit à 3,40.

Sur le plan démographique, ces municipalités totalisaient 10 802 individus pour une population moyenne de 635 habitants (tableau 3.23). Plus du tiers de celle-ci avait moins de 14 ans. Les populations les plus jeunes se trouvaient à Ste-Marguerite (45%) et à St-Charles-Garnier (41,4%). Dans ces milieux fragiles, les personnes âgées de 55 ans et plus formaient 13,1% de la population totale. Un lien de causalité se dégage entre ces

---

<sup>95</sup> Dans ce dernier cas, on parlera de fragilisation.

Tableau 3.21

Matrice des coefficients de corrélation entre les différentes variables ayant servi à l'élaboration d'un indice de fragilité pour 1971 et 1996

Variables	1971	1996
Population – Distance par rapport au pôle de services le plus près	0,0676	0,0048
Population – % des 0 à 14 ans	0,2822	0,1185
Population – % des 55 ans et plus	0,6590	-0,0211
Population – Revenu familial moyen	-0,0255	0,2098
Population – Taux d'activité	-0,2512	0,1162
Population – Évolution de la construction domiciliaire (1991-1996 ou 1966-1971)	0,3348	0,0035
Population – Évolution de la construction domiciliaire (1981-1990 ou 1951-1960)	0,5383	0,3718
Distance par rapport au pôle de services le plus près – % des 0 à 14 ans	0,0139	-0,1707
Distance par rapport au pôle de services le plus près – % des 55 ans et plus	0,0846	0,1161
Distance par rapport au pôle de services le plus près – Revenu familial moyen	-0,0965	-0,0473
Distance par rapport au pôle de services le plus près – Taux d'activité	-0,0239	-0,2911
Distance par rapport au pôle de services le plus près – Évolution de la construction domiciliaire (1991-1996 ou 1966-1971)	0,0988	-0,1578
Distance par rapport au pôle de services le plus près – Évolution de la construction domiciliaire (1981-1990 ou 1951-1960)	0,1196	-0,0077
% des 14 ans et moins – % des 55 ans et plus	0,3284	-0,5852
% des 14 ans et moins – Revenu familial moyen	0,2502	0,2296
% des 14 ans et moins – Distance par rapport au pôle de services le plus près	0,0139	-0,1707
% des 14 ans et moins – Taux d'activité	0,059	0,3819
% des 14 ans et moins – Évolution de la construction domiciliaire (1991-1996 ou 1966-71)	0,1074	0,0996
% des 14 ans et moins – Évolution de la construction domiciliaire (1981-1990 ou 1951-1960)	0,1162	0,4124
% des 55 ans et plus – Revenu familial moyen	-0,2479	0,1670
% des 55 ans et plus – Taux d'activité	0,2704	-0,4079
% des 55 ans et plus – Évolution de la construction domiciliaire (1991-1996 ou 1966-1971)	0,2382	-0,3388
% des 55 ans et plus – Évolution de la construction domiciliaire (1981-1990 ou 1951-1960)	0,3988	-0,1099
Revenu – Taux d'activité	0,2496	-0,0357
Revenu – Évolution de la construction domiciliaire (1991-1996 ou 1966-1971)	0,0512	-0,0766
Revenu – Évolution de la construction domiciliaire (1981-1990 ou 1951-1960)	-0,0576	0,2243
Taux d'activité – Évolution de la construction domiciliaire (1991-1996 ou 1966-1971)	0,2515	0,2716
Taux d'activité – Évolution de la construction domiciliaire (1981-1990 ou 1951-1960)	0,1997	0,2213

Source: Statistique Canada. Recensement de 1971 et de 1996.

- Notes:
- Les coefficients de corrélation surlignés en jaune indiquent une relation statistiquement significative dans une probabilité de 99,9%.
  - Les coefficients de corrélation surlignés en vert indiquent une relation statistiquement significative dans une probabilité de 95,0%.
  - Les coefficients de corrélation surlignés en bleu indiquent une relation statistiquement significative dans une probabilité de 90,0%.
  - Les coefficients qui ne sont pas surlignés sont peu ou pas significatifs du tout.
  - Le seuil de signification, pour chacun des indicateurs, a été déterminé à partir des tests d'hypothèse couramment utilisés en méthodes statistiques. Voir notamment à ce sujet: BAILLARGEON, Gérard. *Techniques statistiques avec applications en informatique, techniques administratives et sciences humaines*. Trois-Rivières, Éditions SMG, 1984, pp. 412-416.

deux derniers indicateurs (cf. tableau 3.21). Plusieurs milieux faisant partie de cette catégorie possèdent à la fois une forte proportion de jeunes et de personnes âgées. C'est

Tableau 3.22

Esquisse typologique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1971 et en 1986

rang	1971	indice	rang	1986	indice
	Localités fragiles			Localités fragiles	
1	St-Marc-du-Lac-Long	4,50	1	St-Alexandre-des-Lacs	4,75
2	St-Léandre	4,38	2	St-Cléophas	4,38
3	St-Eugène-de-Ladrière	4,13	3	St-Damase	4,25
4	St-Charles-Garnier	3,75	4	St-Irène	4,25
5	St-Éloi	3,63	5	Mont-Lebel	4,00
6	St-Germain	3,63	6	St-Léandre	4,00
7	St-Jean-de-la-Lande	3,63	7	Albertville	3,75
8	St-Françoise	3,63	8	St-Edmond	3,71
9	St-Joseph	3,50	9	St-Paule	3,71
10	Albertville	3,50	10	St-Eugène-de-Ladrière	3,63
11	St-Zénon	3,50	11	St-Germain	3,63
12	St-Marguerite	3,50	12	St-Joseph	3,63
13	Les Boules	3,38	13	Lejeune	3,50
14	St-Damase	3,25	14	St-Marc-du-Lac-Long	3,50
15	St-Jeanne-d'Arc	3,25	15	St-Éloi	3,38
16	Grosses-Roches	3,13	16	St-Jean-de-Cherbourg	3,29
17	St-Cléophas	3,13	17	St-Athanase	3,25
			18	St-Elzéar	3,25
	Localités très fragiles	2,77		Localités très fragiles	2,84
18	Lejeune	3,00	19	Grosses-Roches	3,13
19	St-Alexandre-des-Lacs	3,00	20	St-Denis	3,13
20	St-Edmond	3,00	21	St-Zénon	3,13
21	St-Jean-de-Cherbourg	3,00	22	Padoue	3,00
22	St-Médard	3,00	23	St-Françoise	3,00
23	St-Irène	3,00	24	St-Marguerite	3,00
24	St-Rita	3,00	25	St-Jean-de-la-Lande	2,88
25	St-Elzéar	2,88	26	St-Jeanne-d'Arc	2,88
26	St-François-Xavier-de-Viger	2,88	27	St-Charles-Garnier	2,75
27	St-Paul-de-la-Croix	2,75	28	St-Marcellin	2,75
28	Grand-Métis	2,63	29	St-Rita	2,75
29	Mont-Lebel	2,63	30	St-Médard	2,63
30	St-Denis	2,63	31	Grand-Métis	2,50
31	St-Athanase	2,50	32	Les Boules	2,50
32	Padoue	2,38	33	St-François-Xavier-de-Viger	2,50
33	St-Marcellin	2,38		Localités marginales	2,25
34	St-Paule	2,38	34	St-Paul-de-la-Croix	2,25
	Localités marginales	2,13		Localités très marginales	1,00
35	St-Guy	2,13	35	St-Guy	1,00

Carte 3.18

Esquisse typologique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1971

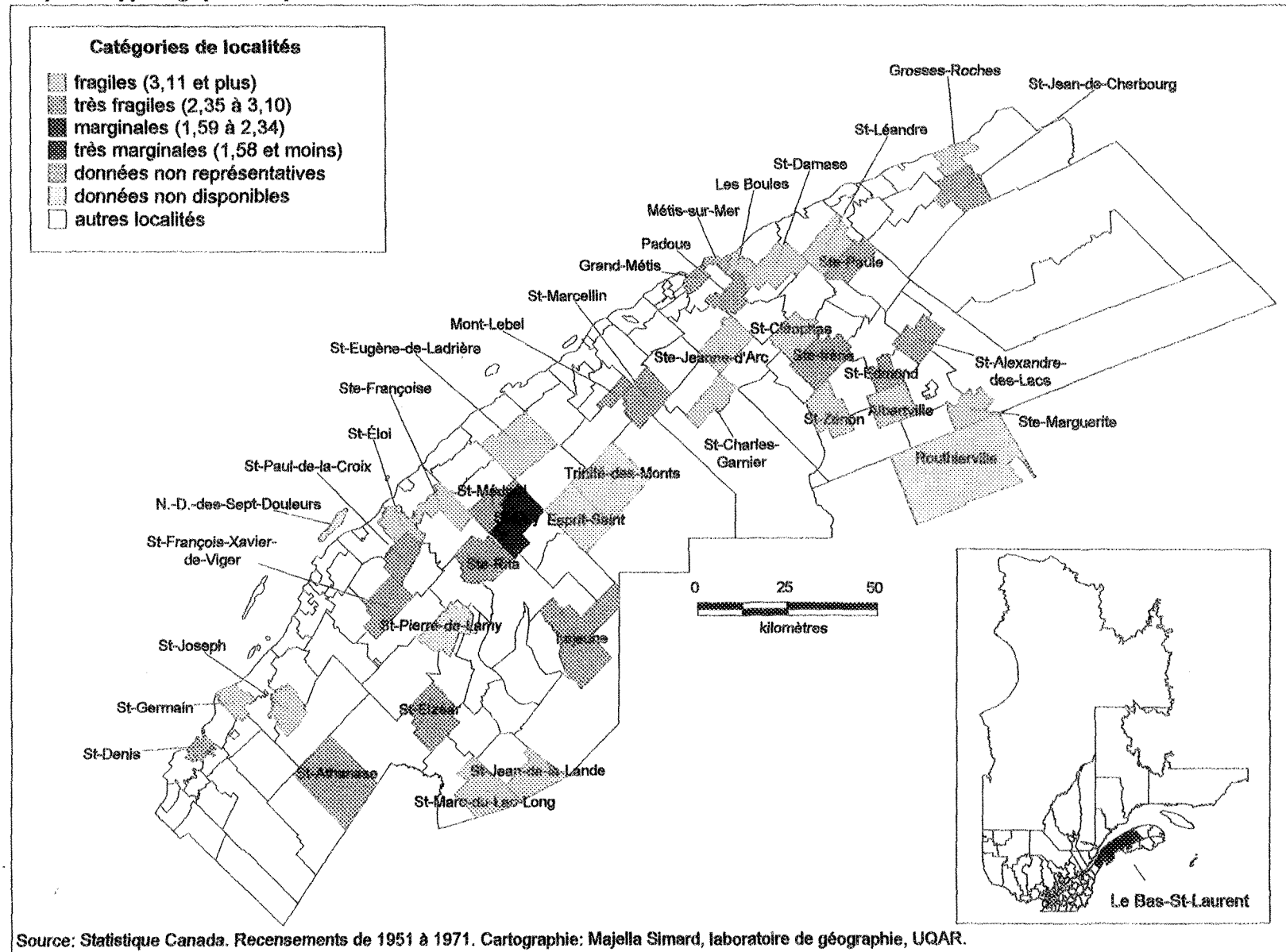


Tableau 3.23

Caractéristiques socio-économiques des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent, selon les paramètres retenus pour l'élaboration d'un indice de fragilité, par catégories de localités, en 1971

Variables/Catégories de localités	fragiles	très fragiles	marginales
Distance par rapport au pôle de services le plus proche (en km)	15,5	19,9	38,2
Population totale	635	498	308
% de la population de 0 à 14 ans	37,9	36,2	35,5
% de la population de 55 ans et plus	13,1	14,0	14,5
Revenu moyen des familles	5 763	5 233	5 030
Taux d'activité	57,9	51,8	57,5
Évolution de la construction domiciliaire (1951-1960)	23,8	10,9	5,0
Évolution de la construction domiciliaire (1966-1971)	4,7	2,1	0,0

Source: Statistique Canada. Recensement de 1971.

le cas notamment de St-Germain, de Ste-Françoise et de St-Joseph. Si certains facteurs, comme la présence d'un foyer d'accueil<sup>96</sup>, peuvent concourir à justifier ce fort contingent de personnes âgées, il est plus difficile de trouver matière à explication en ce qui concerne le pourcentage de jeunes. Des éléments tels que la taille démographique et la structure de l'économie sont à écarter en raison de la très grande similarité des 35 milieux à l'étude. Ces chiffres prendraient sans doute davantage de signification si on les situait dans un ensemble plus large.

Le tableau 3.21 fait également apparaître un lien de causalité entre la population totale et celle âgée de 55 ans et plus. Cette relation n'est guère étonnante puisque les contingents les plus élevés de personnes âgées se retrouvent indubitablement dans les localités plus peuplées, loi du nombre oblige, et, plus particulièrement, dans celles qui longent le littoral. Ces localités fragiles se situent en moyenne à 15,5 kilomètres d'un

<sup>96</sup> La présence d'une institution pour personnes âgées influe fortement sur les structures d'âge compte tenu de la faiblesse des effectifs démographiques des localités en cause.

centre de services. St-Eugène-de-Ladrière (41 kilomètres) et Les Boules (28,9 kilomètres) en sont les plus éloignées.

Mais c'est surtout le dynamisme de l'habitat qui caractérise le plus les entités appartenant à cette catégorie<sup>97</sup>. Ce fait est d'autant plus significatif qu'il se dégage une relation de cause à effet entre l'évolution de la construction domiciliaire entre 1966 et 1971 et la population totale. En examinant cette relation de plus près, nous constatons effectivement que l'ajout de nouvelles maisons s'est effectué dans les municipalités les plus peuplées au cours de la seconde phase. Le tableau 3.21 montre également un coefficient de corrélation relativement élevé entre les variables «évolution de la construction domiciliaire 1951-1960» et «pourcentage de la population de 55 ans et plus». Cette corrélation est pour le moins surprenante. Bien que la construction de maisons neuves ne constitue pas un phénomène qui leur soit exclusif, les jeunes représentent la catégorie de population la plus encline à se faire bâtir. Or, au cours de la seconde phase (1966-1971), la construction domiciliaire s'est avérée particulièrement dynamique dans les localités à forte proportion de personnes âgées. Nous pensons notamment à Grosses-Roches, à St-Éloi et à St-Marc-du-Lac-Long. Grosses-Roches est une municipalité pittoresque susceptible d'attirer des individus à la retraite. Cependant, il est plus difficile de trouver des éléments d'explication dans le cas de St-Éloi et de St-Marc-du-Lac-Long, deux municipalités isolées géographiquement et dont la démographie est en décroissance continue depuis plusieurs années. Le dynamisme de la construction est probablement

---

<sup>97</sup> Il s'est construit en moyenne 23,8 maisons au cours de la première phase (1951-1960) comparativement à 4,7 pour la deuxième (1966-1971).

imputable à des facteurs sociaux et sentimentaux que seules des enquêtes sur le terrain nous auraient permis de confirmer.

Les localités fragiles avaient un taux d'activité moyen de 57,9% en 1971. Ste-Marguerite (38,3%) et St-Charles-Garnier (41,9%) comportaient les taux les plus faibles alors que St-Eugène-de-Ladrière (80,6%) et St-Germain (77,2%) détenaient les plus élevés. Le revenu familial moyen s'établissait à 5 763\$, ce qui correspondait à 62,2% de celui de la province.

On dénombre 17 localités très fragiles. Leur indice de fragilité oscille entre 2,38 et 3,00 pour une moyenne de 2,77. À l'exception de St-Denis, ces milieux se localisent sur le haut plateau appalachien. Leur éloignement par rapport aux villes (19,9 kilomètres) constitue une contrainte majeure à leur développement. Cet éloignement affecte particulièrement les localités de St-Jean-de-Cherbourg, de Lejeune, de Ste-Rita et de St-François-Xavier-de-Viger qui se situent à plus de 30 kilomètres d'un centre de services.

Ces entités abritaient 8 459 individus en 1971, soit 42,8% de la population des 35 localités à l'étude. Leur population moyenne (498 habitants) est nettement inférieure à celle du groupe précédent ce qui n'est pas sans effet sur la fragilité de leur situation socio-économique. La proportion de jeunes (36,2%) se rapproche sensiblement de celle des milieux fragiles (37,9%). Par ailleurs, le pourcentage de personnes âgées (14%) y est plus élevé.

La faiblesse de l'activité économique constitue la principale manifestation de la très grande fragilité de ces milieux. Le taux d'activité variait entre 36,8% (pour la localité de Ste-Paule) à 66% (pour celle de St-Paul-de-la-Croix) pour une moyenne de 51,8%. Dans ce groupe, il y a partout pénurie d'emplois et un grand nombre de ceux disponibles sont saisonniers. L'agriculture et la forêt forment l'essentiel des activités économiques. Ces deux secteurs ne sont cependant pas en mesure d'absorber la totalité de la main-d'œuvre disponible. À bien des endroits, le chômage structurel se double d'un chômage conjoncturel lié à l'irrégularité de la demande des produits du bois. Le sous-emploi se répercute inévitablement sur le niveau de revenu. Ce dernier ne correspondait qu'à 56,5% de celui de la province.

Enfin, le rythme de la construction domiciliaire est deux fois plus lent dans cette catégorie de localités comparativement à la précédente. En effet, le nombre moyen de maisons construites s'établissait à 10,9 au cours de la première phase (1951-1960) et à 2,1 pour la deuxième (1966-1971). Si certaines municipalités s'avèrent particulièrement dynamiques en ce domaine<sup>98</sup>, elles font cependant figure d'exceptions.

Le troisième groupe, qui correspond aux **localités marginales**, ne comporte qu'une seule entité: St-Guy. Avec un indice de 2,13, cette municipalité renfermait quelque 308 individus en 1971. Les personnes âgées de 14 ans et moins composaient 35,5% de la population totale. La marginalité de St-Guy se reflète notamment au plan de l'économie et de la géographie. Cela n'est pas sans affecter son organisation sociale et son

---

<sup>98</sup> Nous pensons plus spécifiquement aux localités de St-Jean-de-Cherbourg et de St-Athanase qui se sont enrichies respectivement de 30 et 20 nouvelles résidences au cours de la première période (1951-1960; 1966-1971).



environnement culturel<sup>99</sup>. Son revenu familial moyen n'était que de 5 030\$ en 1971, ce qui n'équivalait qu'à 54,3% de celui du Québec. Par ailleurs, son taux d'activité s'établissait à 57,5% ce qui est légèrement supérieur à la moyenne des petites localités (54,4%). Située loin des routes principales et à 38,2 kilomètres de Trois-Pistoles, la municipalité de St-Guy souffre incontestablement d'isolement géographique. Son isolement par rapport aux principaux foyers urbains, ses problèmes d'accessibilité, la faiblesse de son infrastructure de services et la nature de son économie contribuent à donner à cette localité une spécificité vraiment particulière. En outre, il s'est ajouté seulement cinq nouvelles habitations au cours de la première période (1951-1960; 1966-1971). Soulignons que ces nouvelles constructions ont toutes vu le jour au cours de la première phase (1951-1960).

Enfin, notre typologie ne comporte aucune **localité très marginale** en 1971.

### **3.7.3 Situation socio-économique des petites localités en 1996**

Les **localités fragiles** regroupent 18 entités territoriales en 1996 (cf. tableau 3.22 et carte 3.19). Leur indice de fragilité varie entre 3,25 et 4,75, pour un indice moyen de 3,77. Neuf des 17 municipalités qui faisaient partie de cette catégorie en 1971 s'y

---

<sup>99</sup> Ces deux dimensions seront analysées plus en profondeur dans le cadre du chapitre quatre. Si l'épithète marginale est moins de mise en ce sens, il n'en demeure pas moins que cette dimension sociale constitue, dans le cas de St-Guy, l'un de ses principaux attributs distinctifs et éventuellement une contrainte majeure à son développement

### Esquisse typologique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en 1996



retrouvent toujours en 1996<sup>100</sup> alors que huit s'y sont ajoutées<sup>101</sup>. Dans ce dernier cas, il s'agit de milieux qui sont passés de très fragiles à fragiles. On peut donc en déduire que leur situation socio-économique s'est améliorée entre les deux recensements. Ces localités fragiles renferment 6 534 individus, ce qui représente 51,3% de la population des milieux à l'étude. Elles font en moyenne 362 habitants (tableau 3.24). Les individus de moins de 14 ans composent 22,8% de la population totale. St-Damase (29,9%) et Ste-Irène (28,2%) concentrent les plus fortes proportions de jeunes tandis que St-Marc-du-Lac-Long (16,5%) et Ste-Paule (17,4%) affichent les contingents les plus faibles. Comme pour l'année 1971, le tableau 3.21 indique l'existence d'une relation causale entre les 0 à 14 ans et les personnes âgées de 55 ans et plus. Ces dernières forment 19,4% de la population dans ce segment de l'espace rural bas-laurentien. Elles constituent plus du quart des effectifs démographiques à St-Éloi (32,4%), à St-Germain (26,7%) et à St-Damase (26,4%). Un lien de causalité se dégage entre le pourcentage de jeunes et l'évolution de la construction domiciliaire au cours de la phase 1981-1990. Un examen plus attentif de ces deux variables révèle, en effet, que le pourcentage des 0 à 14 ans dans les localités où il s'est construit 30 logements ou plus<sup>102</sup> entre 1981 et 1990 (24,4%) est plus élevé comparativement à celui que l'on retrouve dans les municipalités où le nombre de constructions nouvelles a varié entre 20 et 25 (22,6%) durant cette même phase<sup>103</sup>. Des familles plus jeunes et plus nombreuses constituent un incitatif à la

<sup>100</sup> Il s'agit de St-Cléophas, de St-Damase, de St-Léandre, d'Alberville, de St-Eugène-de-Ladrière, de St-Germain, de St-Joseph, de St-Marc-du-Lac-Long et de St-Éloi.

<sup>101</sup> Ces localités sont les suivantes: St-Alexandre-des-Lacs, Ste-Irène, Mont-Lebel, St-Edmond, Ste-Paule, Lejeune, St-Jean-de-Cherbourg, St-Athanase et St-Elzéar.

<sup>102</sup> C'est le cas notamment de St-Damase, de St-Alexandre-des-Lacs, de Mont-Lebel, de Lejeune, de St-Léandre et de St-Cléophas où la proportion des individus de 14 ans et moins représente respectivement 29,9; 27,1; 25,4; 23, 21,3 et 21% de la population totale.

<sup>103</sup> Cette proportion s'établit à 21,1% dans le cas des localités qui se sont enrichies de 20 nouvelles résidences ou moins.

Tableau 3.24

Caractéristiques socio-économiques des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent, selon les paramètres retenus pour l'élaboration d'un indice de fragilité, par catégories de localités, en 1996

Variables/Catégories de localités	fragiles	très fragiles	marginales	très marginales
Distance par rapport au pôle de services le plus proches	15,4	20,1	23,4	38,2
Population totale	362	365	402	108
% de la population de 0 à 14 ans	22,8	18,9	13,6	13,6
% de la population de 55 ans et plus	19,4	25,2	32,1	31,8
Revenu moyen des familles	33 635	31 696	29 899	n.d.
Taux d'activité	54,9	46,6	28,4	11,1
Évolution de la construction domiciliaire (1981-1990)	20,3	11,0	15,0	0,0
Évolution de la construction domiciliaire (1991-1996)	6,9	1,3	0,0	0,0

n.d. non disponible

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

construction de nouveaux logements. Au cours de la phase suivante (1991-1996), c'est plutôt le phénomène inverse qui se produit. En effet, le dynamisme de l'habitat semble davantage l'affaire des milieux à forte concentration de personnes âgées, d'où l'existence de la corrélation que nous avons signalée précédemment.

Les localités fragiles se situent en moyenne à 15,4 kilomètres d'un centre de services (cf. tableau 2.24) comparativement à 20,1 kilomètres pour les municipalités très fragiles, à 23,4 kilomètres pour les localités marginales et à 38,2 kilomètres pour celles très marginales. Ces chiffres indiquent bien que les milieux les plus mal en point ont plus de chances d'être éloignés des villes. Ils sont davantage enclins aux problèmes de sous-emploi et à la pauvreté (cf. tableau 3.24). Bien que le pourcentage de migrants pendulaires ne fasse pas partie des variables ayant servi à la détermination de notre indice de fragilité, il s'avère intéressant d'observer que les localités fragiles (51,3%)

comportent un plus fort contingent de navetteurs. Ces derniers représentent respectivement 49,1 et 43% de la population active dans le cas des milieux fragiles et marginaux.

Les localités fragiles se distinguent par un taux d'activité moyen (54,9%) plus élevé comparativement à celui des autres catégories de municipalités. Il n'en reste pas moins que leur économie demeure très sensible aux fluctuations conjoncturelles. Cette vulnérabilité est principalement attribuable à la nature de leurs activités qui s'orientent vers l'exploitation des ressources. En effet, 30,1% de la main-d'œuvre locale appartient à ce secteur d'activité contre 21,5% pour les travailleurs du secondaire et 48,3% pour ceux du tertiaire. Une corrélation inversement proportionnelle se dégage entre le taux d'activité et le pourcentage des individus âgés de 55 ans et plus ce qui est tout à fait conforme à la réalité (cf. tableau 3.21). On ne peut en dire autant de la relation causale qui se manifeste entre le pourcentage des 0 à 14 ans et le taux d'activité. Des problèmes méthodologiques liées à la petite taille de notre population statistique (35 cas) sont probablement en cause.

Le revenu moyen des familles s'établissait à 33 635\$, ce qui correspond à 68,3% de celui de la province. Les transferts gouvernementaux composent 36% du revenu total des ménages. Bien que cette proportion soit très élevée, elle l'est cependant beaucoup moins que celles des localités très fragiles (39,2%) et marginales (43,6%).

Les localités très fragiles englobent 15 entités territoriales. De ce nombre, sept figuraient également parmi la liste de 1971. Il s'agit de St-Denis, de Padoue, de St-Marcellin, de Ste-Rita, de St-Médard, de Grand-Métis et de St-François-Xavier-de-Viger.

Huit autres municipalités se sont caractérisées par une détérioration de leur position relative entre les deux recensements. C'est le cas de Grosses-Roches, de Ste-Françoise, de Ste-Marguerite, de St-Jean-de-la-Lande, de Ste-Jeanne-d'Arc, de St-Charles-Garnier, de St-Zénon et des Boules. De fragiles qu'elles étaient en 1971, ces entités se sont vu attribuer l'étiquette de «très fragiles» en 1996.

Ce groupe renferme 5 690 individus, soit 44,7% de la population totale des milieux à l'étude. Leur taille moyenne est de 365 habitants. Les jeunes y sont proportionnellement moins nombreux (18,9%) que dans la catégorie précédente (22,8%). Par ailleurs, quelques localités dont Padoue (23,7%) et Ste-Jeanne-d'Arc (23%) affichent des pourcentages nettement supérieurs à la moyenne du groupe. Ces variations locales, que l'on observe également pour d'autres indicateurs, témoignent de la très grande hétérogénéité des petites localités rurales et ce, en dépit de leur appartenance à une même catégorie.

La quatrième phase (1991-1996) a été particulièrement terne au plan de la construction domiciliaire dans ce sous-segment de l'espace rural. Seulement deux municipalités se sont enrichies de 10 nouveaux logements chacune. Il s'agit de Ste-Rita et de St-Médard. Par contre, la phase précédente (1981-1990) semble avoir été plus prospère puisqu'une moyenne de 11 résidences est venue s'ajouter à celles déjà existantes. Seules les localités de Padoue, de St-Jean-de-la-Lande, de Ste-Rita et de St-Médard sont demeurées en marge de ce phénomène.

Avec un taux d'activité moyen de 46,6%, inutile de préciser que ces municipalités sont affectées par le sous-emploi à l'état chronique. Le manque de travail touche particulièrement Les Boules, St-Médard et St-Charles-Garnier dont les taux d'activité sont inférieurs à 40%. Conséquemment, ce sont ces mêmes entités qui affichent les pourcentages les plus élevés de transferts gouvernementaux. Quant au revenu moyen des familles, il se chiffrait à 31 696\$, ce qui équivaut à 64,3% de celui du Québec.

En ce qui concerne les activités économiques proprement dites, nous constatons que la proportion d'agriculteurs est plus élevée dans ce groupe (16,3%) comparativement au précédent (15,4%). La présence de St-Denis et de St-François-Xavier-de-Viger, deux municipalités agricoles, contribue à gonfler cette moyenne. L'économie des milieux très fragiles repose essentiellement sur l'exploitation de la ressource forestière. Les travailleurs forestiers composent d'ailleurs 13,2% de leur structure occupationnelle. On observe que les municipalités à caractère agricole bénéficient de niveaux de revenus plus élevés comparativement à celles qui sont dépendantes de la forêt. D'autre part, la petite taille démographique des localités conjuguée à leur éloignement par rapport aux villes contribue à la faiblesse du secteur tertiaire. Ce dernier ne représente que 47,6% des emplois disponibles localement.

On dénombre une seule **localité marginale**. Il s'agit de St-Paul-de-la-Croix. Rappelons que cette municipalité était considérée comme très fragile en 1971. Son indice est passé de 2,75 à 2,25 entre les deux recensements ce qui traduit une certaine détérioration de sa situation socio-économique. Nous serons très bref quant à l'explication de sa position relative puisque cette localité fera l'objet d'enquêtes sur le terrain et

d'entrevues téléphoniques. Mentionnons d'emblée que sa présence dans le peloton des localités marginales nous étonne quelque peu. Cette municipalité abrite de petites entreprises qui, dans une certaine mesure, contribuent à consolider l'économie locale. Il n'en demeure pas moins que cette localité présente quelques signes de faiblesses. Sur le plan économique, ses activités dépendent étroitement de celles de L'Isle-Verte et de Rivière-du-Loup. Ces activités génèrent de nombreux emplois saisonniers en raison de l'importance de l'industrie touristique. Ses malaises se matérialisent également par un taux d'activité relativement faible (45,6%) ainsi que par un bas niveau de revenu (29 899\$).

Sur le plan de la démographie, St-Paul-de-la-Croix possède un fort pourcentage de personnes âgées (32,1%). En contrepartie, les jeunes de moins de 14 ans ne forment que 13,6% de la population totale.

De marginale qu'elle était en 1971, la petite municipalité de St-Guy fait maintenant partie des **localités très marginales** en 1996. Elle est la seule à s'inscrire dans cette catégorie. Tout comme pour St-Paul-de-la-Croix, St-Guy sera l'hôte d'une investigation particulière dans le cadre du chapitre suivant. Nous n'insisterons donc pas davantage sur sa situation. Néanmoins, le fait que son indice soit passé de 2,13 à 1,00 entre 1971 et 1996 en dit déjà long sur la gravité de ses problèmes.



### 3.7.4 Les principaux changements produits entre 1971 et 1996

Notre indice de changement nous a permis de classer les 35 localités à l'étude en trois catégories: celles en voie d'amélioration soutenue (c'est-à-dire dont l'indice varie entre 0,1 et 2,1), celles en état de stabilité (indice 0) et celles en voie de fragilisation avancée (-0,1 à -2,1)<sup>104</sup>. Théoriquement, les calculs des limites de classes nous invitaient à considérer deux autres groupes, soit les municipalités en voie d'amélioration très soutenue (indice supérieur à 2,2) et celles en voie de fragilisation très avancée (indice inférieur à -2,2). Mais il s'est avéré qu'aucune entité ne s'est inscrite dans l'une ou l'autre de ces deux catégories. Le tableau 3.25 montre le rang détenu pour chacune des municipalités étudiées alors que la carte 3.20 illustre leur distribution dans l'espace.

Au nombre de 16, les localités en voie d'amélioration soutenue se retrouvent dans toutes les MRC du Bas-Saint-Laurent. Elles totalisent 5 836 habitants, soit 45,8% de la population des 35 entités à l'étude. Leur taille démographique moyenne est de 343 individus. Le pourcentage de jeunes a diminué partout<sup>105</sup>. Les diminutions les plus considérables ont été enregistrées à St-Marcellin (-18,9%), à Ste-Paule (-17,1%) et à St-Cléophas (-16,7%). À l'inverse, on observe un accroissement de la population âgée. Ce phénomène, qui n'est pas spécifique aux milieux fragiles<sup>106</sup>, commence, par ailleurs, à prendre des proportions inquiétantes à St-Marcellin (+12%), à St-Damase (+10,3%) et à

<sup>104</sup> Les calculs ayant servi à la détermination des classes figurent à l'annexe six.

<sup>105</sup> Dans cette dernière municipalité, la proportion des 0 à 14 ans a grimpé de 5,3% entre les deux recensements.

<sup>106</sup> Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que les structures d'âge ont été modifiées dans toute la province en raison de la dénatalité et du vieillissement de la population.

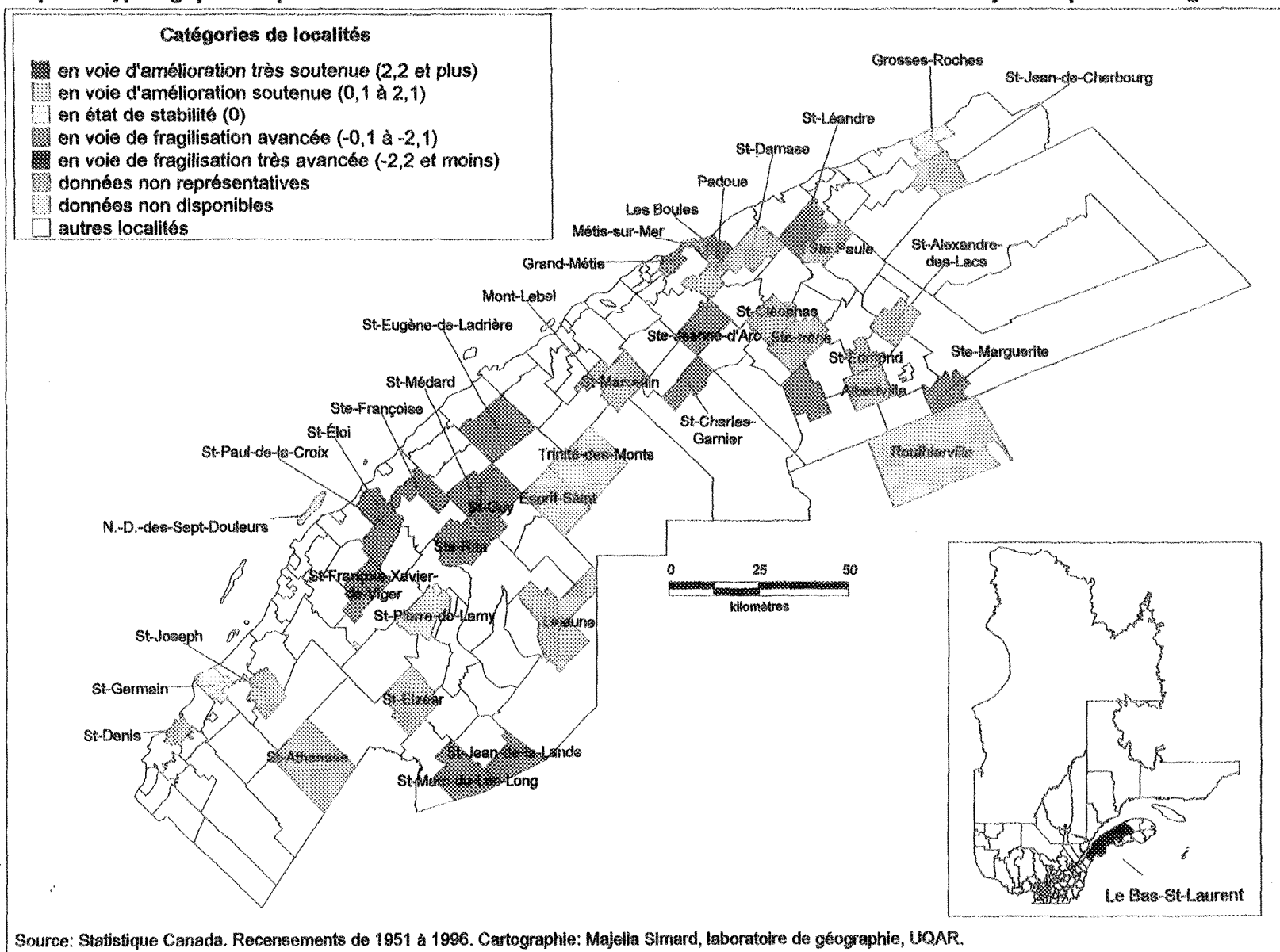
Tableau 3.25

Esquisse typologique des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent en fonction de leur indice de changement entre 1971 et 1996

Rang	Localités	Indice de changement
Localités en voie d'amélioration soutenue		
1	St-Alexandre-des-Lacs	1,75
2	Mont-Lebel	1,37
3	Ste-Paule	1,33
4	St-Cléophas	1,25
5	Ste-Irène	1,25
6	St-Damase	1,00
7	St-Edmond	0,71
8	Padoue	0,62
9	St-Athanase	0,62
10	Lejeune	0,50
11	St-Denis	0,50
12	St-Eizéar	0,37
13	St-Marcellin	0,37
14	St-Jean-de-Cherbourg	0,29
15	Albertville	0,25
16	St-Joseph	0,13
Localités en état de stabilité		
17	Grosses-Roches	0,00
18	St-Germain	0,00
Localités en voie de fragilisation avancée		
19	Grand-Métis	-0,13
20	St-Éloi	-0,25
21	Ste-Rita	-0,25
22	St-Médard	-0,37
23	St-Zénon	-0,37
24	Ste-Jeanne-d'Arc	-0,37
25	St-François-Xavier-de-Viger	-0,38
26	St-Léandre	-0,38
27	St-Eugène-de-Ladrière	-0,50
28	St-Paul-de-la-Croix	-0,50
29	Ste-Marguerite	-0,50
30	Ste-Françoise	-0,63
31	St-Jean-de-la-Lande	-0,75
32	Les Boules	-0,88
33	St-Charles-Garnier	-1,00
34	St-Marc-du-Lac-Long	-1,00
35	St-Guy	-1,13

Carte 3.20

Esquisse typologique des petites localités rurales du Bas-St-Laurent en fonction de leur indice synthétique de changement



St-Elzéar (+10,1%)<sup>107</sup> déjà aux prises avec une pénurie de jeunes. De plus, Ste-Paule (-2,5%) et St-Alexandre-des-Lacs (-1,4%) figurent parmi les localités ayant connu les plus faibles augmentations de personnes âgées.

Situées en moyenne à 17,9 kilomètres d'un centre de services, les localités en voie d'amélioration ont néanmoins perdu 26,4% de leur population entre 1971 et 1996. Leur structure occupationnelle se présente comme suit: 28,7% de la main-d'œuvre locale est affectée au secteur primaire, 22,5% au secteur secondaire et 48,8% au tertiaire. Rappelons que les travailleurs du secteur tertiaire sont particulièrement nombreux au Mont-Lebel et à St-Damase où ils forment plus de 70% de la population active. Par ailleurs, ils représentent moins du tiers de celle-ci à St-Athanase, à St-Jean-de-Cherbourg, à Albertville et à St-Joseph dont l'économie se tourne davantage vers l'exploitation forestière et acéricole. Leur revenu familial moyen se chiffrait à 34 163\$, ce qui correspond à 69,4% de celui de la province. Ce revenu a augmenté de 28 615\$ entre les deux recensements. Cette augmentation est légèrement inférieure à celle enregistrée par les localités stables (28 856\$). Les paiements de transferts composent 27,5% du revenu total comparativement à 33,6% pour les localités stables et 36,3% pour celles en voie de fragilisation.

L'amélioration socio-économique de ces milieux s'est notamment traduit par l'augmentation de leur taux d'activité (+4,2%) entre les deux recensements. Cet accroissement a été supérieur à 20% à St-Edmond (25,4%), à St-Cléophas (24,5%) et à

---

<sup>107</sup> Le nombre entre parenthèses indique le pourcentage de variation des individus âgés de 55 ans et plus entre les deux recensements.

Ste-Paule (23,1%). À St-Cléophas, le développement de l'industrie acéricole constitue sûrement la principale raison qui justifie cette augmentation. Depuis quelques années, Ste-Paule abrite quelques migrants pendulaires qui occupent un emploi à Matane. Cette municipalité semble également s'être sortie de sa période de torpeur. On se souviendra que dans les années 70, Ste-Paule vivait des années difficiles en raison du sous-emploi chronique qui l'affligeait. Ses problèmes étaient tels qu'elle a failli fermer. En dépit de sa très petite taille, cette localité réussit, tant bien que mal, à tirer son épingle du jeu. Cet essor se traduit notamment par l'émergence d'initiatives de développement local dans le domaine du tourisme et de services de proximité. Le cas de St-Edmond est moins évident à cerner. On peut attribuer son amélioration à la reprise de Thériault & Thériault et de Proforêt, deux entreprises spécialisées dans la coupe du bois de sciage mais nous émettons cette tentative d'explication sous toute réserve.

Même si la plupart des petites localités appartenant à ce groupe ont enregistré une augmentation de leur taux d'activité, cela n'a pas empêché quatre d'entre elles d'emprunter la voie inverse. Il s'agit de St-Denis (-15,4%), de St-Damase (-2,4%), d'Albertville (-20,0%) et de St-Elzéar (4,1%). Dans les deux premiers cas, leur situation est en partie imputable à la déprise agricole. En ce qui concerne Albertville et St-Elzéar, ce sont plutôt les fluctuations de l'industrie du bois qui servent d'éléments d'explication à leur déclin.

Bien qu'il soit probablement davantage le résultat d'une bonne activité économique que sa cause immédiate<sup>108</sup>, le dynamisme de la construction constitue un élément important à considérer en ce qui a trait à l'amélioration de la position relative de ces 16 localités. La différence entre le nombre de nouveaux logements construits entre les deux périodes à l'étude (1951-1960; 1966-1971 et 1981-1990; 1991-1996) atteint une moyenne de 11,5. La formation de nouveaux ménages, l'abandon de résidences vétustes et inconfortables répondant mieux aux courants à la mode et le retour des retraités dans leur localité d'origine sont autant de facteurs qui favorisent l'expansion domiciliaire en milieu rural fragile. À ces éléments, s'ajoute l'arrivée de travailleurs de l'extérieur, bien souvent de la ville, à la recherche d'un milieu de vie paisible et de qualité. Seulement trois municipalités s'inscrivent en faux à ce phénomène. Il s'agit de Padoue, de St-Athanase et de St-Joseph qui affichent chacune un manque à gagner de 10 logements.

La deuxième catégorie regroupe les **localités en stabilité** au plan socio-économique. On en dénombre deux, soit St-Germain et Grosses-Roches. Elles abritent 793 individus, soit 6,3% des municipalités étudiées. L'examen des principales statistiques locales nous révèle toutefois que cette stabilité est bien plus relative que réelle. Tout d'abord, leur population a décliné de 26% entre les deux recensements. Ce déclin s'est particulièrement manifesté auprès de la jeune génération. En effet, les moins de 14 ans ont diminué de 16,2% entre les deux recensements. Par ailleurs, les 55 ans et plus ont connu une hausse de 9,6%. Ensuite, leur taux d'activité a diminué de 16,1%. Dans le cas de St-Germain, il est passé de 77,2% en 1971 à 46,7% en 1996. L'industrialisation de

---

<sup>108</sup> En effet, le dynamisme de la construction apparaît plutôt comme un corollaire au goût de rester sur place qu'un signe de relance économique, du moins en ce qui concerne le cas précis de ces 16 petites localités.

l'agriculture a provoqué la disparition de plusieurs fermes à caractère familial dans cette localité. En fait, elles ont pratiquement diminué de moitié en l'espace de 25 ans<sup>109</sup>. La réduction du nombre de fermes a fait chuter la population agricole de 86% au cours de la même période. D'agricole, ces deux localités sont devenues des petits villages de banlieue. Leur relative proximité par rapport à un centre urbain (16,6 kilomètres) a contribué à la transition de leur économie<sup>110</sup>. Cette transition s'est effectuée en concomitance avec une expansion du périmètre construit au cours de la dernière période (1981-1990; 1991-1996).

Finalement, notre typologie comporte 17 localités en voie de fragilisation avancée. Ce sont ces milieux qui, prioritairement, devraient faire l'objet d'interventions particulières en matière de création d'emplois et de lutte aux disparités. Situés en moyenne à 20,1 kilomètres d'un centre de services, ils se concentrent dans la MRC des Basques. On en retrouve aussi au sud du Témiscouata et de La Matapédia. Grand-Métis et Les Boules, deux localités qui longent le littoral, en font également partie. Ils englobent 6 105 individus, soit 47,9% des effectifs démographiques des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent, pour une population moyenne de 359 habitants. Mal intégrés au système économique, ces espaces sont également les plus touchés par le dépeuplement. Leur population a effectivement régressé de 41,7% entre les deux recensements. Le pourcentage de jeunes est en chute libre à St-Marc-du-Lac-Long, à St-Eugène-de-Ladrière, à Ste-Rita, à Ste-Marguerite, à St-Jean-de-la-Lande, à St-Guy et à

<sup>109</sup> Le nombre de fermes est effectivement passé de 32 à 18 entre 1971 et 1996.

<sup>110</sup> Plus de la moitié de leur main-d'œuvre est affectée au secteur tertiaire. En outre, ces deux municipalités comportent une proportion relativement élevée de migrants pendulaires soit 47,1% dans le cas de Grosses-Roches et 59,1% dans celui de St-Germain.

St-Charles-Garnier où il a diminué de plus de 20%. En revanche, les 55 ans et plus sont en croissance partout. À Ste-Françoise, ils se sont accrus de 20,1%. De tels déséquilibres handicapent sérieusement la structuration de ces milieux. Il existe, par ailleurs, quelques exceptions qui s'inscrivent en faux à ce constat général. Nous pensons, entre autres, à St-Eugène-de-Ladrière et à Ste-Françoise, deux localités qui se sont distinguées par l'essor de leur secteur industriel depuis quelques années<sup>111</sup>.

Mais c'est particulièrement au plan économique que leur fragilisation se fait ressentir. La diminution de leur taux d'activité (-11,9%) en constitue la principale manifestation. À St-Guy, cet indicateur est passé de 57,5% à 11,1% entre 1971 et 1996. La diminution a également été supérieure à 20% à St-Léandre, à St-François-Xavier-de-Viger, à St-Eugène-de-Ladrière, à St-Paul-de-la-Croix et aux Boules. Cette carence d'emplois entraîne inévitablement des taux de chômage très élevés particulièrement en hiver. Les transferts gouvernementaux composent 36,3% du revenu total des ménages. Il est vrai que leur économie gravite surtout autour de l'exploitation forestière, un secteur qui fonctionne au ralenti durant la saison hivernale. En effet, 29,1% de la main-d'œuvre de ces municipalités occupe un emploi dans cette branche de l'activité économique. En contrepartie, moins de 40% de la population active est affectée au secteur tertiaire. Bien que leur revenu familial moyen ait progressé de 25 677\$ entre les deux recensements, cette progression demeure nettement inférieure à celle de la moyenne québécoise (40 001\$). Leur revenu (30 719\$) ne correspond qu'à 62,4% de celui du Québec.

---

<sup>111</sup> Ces exceptions nous ont été confirmées par des visites récentes sur le terrain ainsi que par l'examen de certains indicateurs – notamment en ce qui concerne la composition de la structure occupationnelle – qui n'ont pas été pris en compte dans notre essai de classification.



Un autre signe de fragilisation se manifeste au niveau de la construction domiciliaire. La différence entre le nombre de logements construits au cours des deux périodes retenues pour les fins de cette analyse (1951-1960; 1966-1971 et 1981-1990; 1991-1996) se chiffre à -8,8 logements. Elle atteint -30 aux Boules et à St-Marc-du-Lac-Long et -35 à St-Jean-de-la-Lande. De toute évidence, ces localités se sont caractérisées par une rétraction du tissu de peuplement.

Mais ce qui est pour le moins paradoxal, c'est que le dynamisme de l'habitat semble prendre un nouveau souffle à St-Éloi et à St-Zénon. Dans ces deux localités, la fragilisation se matérialise davantage par la saignée de leurs effectifs démographiques. En effet, le nombre de logements construits au cours de la deuxième période (50) a été supérieur à celui de la première (30).

À la lumière des résultats obtenus par notre typologie, nous constatons que les différences entre les divers groupes de localités sont beaucoup moins significatives que nous aurions pu le croire au départ. En fait, ces différences sont davantage perceptibles entre les localités elles-mêmes qu'entre chacun des groupes que l'on retrouve dans notre essai de classification. Deux raisons tendent à justifier un tel état de fait. La première réfère à la faible quantité de variables retenues pour les fins de notre analyse<sup>112</sup>. Un seul indicateur était suffisant pour faire passer une localité d'une catégorie à une autre sans que cette transition n'évoque pour autant des changements réels aux plans de sa

<sup>112</sup> Notons que dans son étude, GUMUCHIAN (1990) n'utilisait que neuf indicateurs prenant en compte les contraintes et la maîtrise de l'espace, la dynamique démographique et les difficultés de la vie quotidienne. Cependant, dans sa recherche, GUMUCHIAN s'est intéressé à toutes les catégories de localités rurales, toutes tailles démographiques confondues, ce qui lui a permis de camper quatre types de situation: stabilité, recomposition, recherche et agonie. En ce sens, notre étude diffère de la sienne puisqu'elle porte uniquement sur les milieux en difficulté.

démographie ou de son économie. Le second motif découle du fait que ces petites localités vivent sensiblement les mêmes problématiques. La persistance mais surtout la similitude de ces problèmes en font des milieux fragiles. Par conséquent, il devient difficile d'identifier différents degrés de fragilité uniquement par le biais d'indicateurs statistiques, d'où l'importance de réaliser des enquêtes sur le terrain, objet du prochain chapitre.

Cette partie de notre recherche portait sur la caractérisation et l'évolution de la fragilité des petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. L'évolution démographique, la nature de l'économie, les niveaux de revenus et le dynamisme de l'habitat figuraient parmi les principaux éléments d'analyse. Ces éléments nous ont permis d'élaborer un indice de fragilité lequel a servi à la construction d'une esquisse typologique des milieux fragiles. Dans le chapitre suivant, notre intérêt portera sur la perception de cette fragilité vécue dans huit petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent.

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**

# **La fragilité de l'espace rural québécois**

**Le cas des petites localités du Bas-Saint-Laurent:  
enjeux et perspectives d'avenir  
(Partie 2)**

**THÈSE  
PRÉSENTÉE À  
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI  
comme exigence partielle  
du programme de Doctorat en développement régional**

**PAR**

**MAJELLA SIMARD**

**Juillet 2003**

**(dépôt final)**

**© Tous droits réservés**

*«L'espace est aussi un territoire vécu, une métastructure de la socialisation» (Jean-Yves Bouillet, 1997: 57).*

## **CHAPITRE 4**

# **La fragilité vécue dans huit petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent**

Les chapitres précédents nous ont permis de préciser la nature de la fragilité, de la caractériser et d'en cerner les principales causes. Parce qu'elle prend toutes sortes de significations, cette fragilité engendre des effets dont l'intensité, la portée et les représentations varient selon les endroits et les individus. Comme le signale BOUDEVILLE (1968), les gens ont des «niveaux de contentement» différents selon le lieu où ils vivent. Le présent chapitre porte sur les conséquences de la fragilité vécue dans huit petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Plus précisément, il s'agit de connaître auprès de ceux qui habitent dans une localité fragile, la perception qu'ils en ont, les façons dont ils l'acceptent et les manières dont ils s'en accommodent. Cette acceptation dépend de nombreux facteurs dont les principaux concernent les attitudes, le degré d'enracinement, le sentiment d'appartenance, les valeurs sociales et personnelles, la mobilité géographique et les relations interindividuelles.

Le travail est découpé en quatre sections. La première donne un bref aperçu historique et géographique des huit localités à l'étude. Ce retour s'avère ici nécessaire pour comprendre comment se sont effectuées la mise en place du peuplement et

l'organisation de la structure économique. Les faits historiques, les caractéristiques géographiques (tant aux plans physique, humain qu'à celui relié à l'aménagement du territoire), la nature de l'économie et les principaux projets en cours d'élaboration sont abordés à grands traits pour chacune des localités étudiées. L'évolution démographique et l'organisation de l'infrastructure de services sont, par ailleurs, analysées d'une manière globale.

La seconde section précise les objectifs de l'enquête ainsi que les principales difficultés rencontrées.

Dans la troisième, nous présentons les caractéristiques générales des répondants.

Enfin, la dernière porte sur l'analyse proprement dite des résultats. Ceux-ci sont traités à partir de sept thèmes: (1) le niveau de satisfaction et d'appartenance territoriale à l'égard de la localité; (2) la perception générale de celle-ci; (3) la perception du dynamisme et du développement local; (4) l'appréciation des répondants à l'égard de l'implication des élus municipaux, des curés et de l'État; (5) l'implication des personnes interrogées dans la vie socio-communautaire, économique et culturelle de leur localité; (6) la mobilité géographique et la vie relationnelle et (7) les perspectives d'avenir et de développement.

## **4.1 Situation historico-géographique et présentation des localités à l'étude**

Nous avons vu au chapitre deux que l'Église catholique a exercé un rôle majeur dans la formation d'une identité régionale dans le Bas-Saint-Laurent. En effet, le clergé s'est impliqué de très près dans la mise en place du peuplement. «Par la croix et la charrue», telle était la devise des premiers colons canadiens-français; devise qui a conservé toute sa signification chez les pionniers des huit paroisses retenues pour les fins de la présente recherche.

### **4.1.1 Présentation générale<sup>1</sup>**

Nous avons déjà effectué une brève présentation de nos huit localités à l'étude dans le cadre de la section 1.4.2 du premier chapitre<sup>2</sup>. Précisons seulement, en guise de complément à cette section, qu'à l'exception de St-Damase et de St-Germain, ces municipalités ont été ouvertes au peuplement dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle (tableau 4.1).

Hormis le cas de St-Germain, l'agriculture exerce une fonction marginale en raison du faible potentiel biophysique. La faiblesse des niveaux de revenus constitue partout une constante. À cause de leur petite taille, elles souffrent toutes d'une insuffisance de services. Les quelques emplois reliés à cette branche de l'activité économique se

---

<sup>1</sup> Les statistiques démographiques que nous présentons dans cette section sont celles du recensement de 2001.

<sup>2</sup> Le tableau 4.1 présente les principales caractéristiques socio-économiques pour chacun des milieux étudiés. Nous y ferons régulièrement référence dans le texte de la présentation de chacune des huit municipalités d'enquête.

Tableau 4.1

## Principales caractéristiques historiques et socio-économiques des localités d'enquête

Caractéristiques/Localités	St-Germain	St-Damase	Padoue	St-Guy	St-Marcellin	St-Athanase	St-Paul-de-la-Croix	St-Jean-de-Cherbourg
<b>Statistiques historiques</b>								
Année de l'érection canonique de la paroisse	1893	1884	1911	1957	1921	1922	1870	1947
Année de l'érection civile de la municipalité	1893	1884	1912	1958	1924	1955	1873	1954
<b>Statistiques géographiques</b>								
Distance par rapport au pôle de service le plus près (en km)	4,5 (St-Pascal)	27,8 (Sayabec)	21,1 (Mont-Joli)	28,2 (Trois-Pistoles)	24,0 (Rimouski)	14,5 (Pohénégamook)	23,4 (Trois-Pistoles)	48,0 (Matane)
Superficie des terres (en kilomètres carrés)	26,73	116,19	67,57	140,09	117,02	287,87	84,26	113,23
Densité de population	11,22	3,78	4,38	0,77	2,67	1,36	4,77	2,11
<b>Statistiques démographiques</b>								
Population (2001)	303	449	285	106	335	336	374	201
Population (1996)	300	439	296	108	313	391	402	239
Population (1996-2001)	1,0	2,3	-3,7	-1,9	7,0	-14,1	-7,0	-15,9
Population (1971-96)	-29,1	-29,6	-41,6	-64,9	-41,4	-27,3	-40,9	-49,3
Population (1971-2001)	-28,4	-28,0	-43,8	-65,6	-37,3	-37,5	-45,0	-57,3
Indice de vieillissement (1996)	0,74	0,79	1,00	0,67	0,86	1,77	0,59	2,00
% de la population de moins de 34 ans (1996)	46,7	47,8	47,3	23,1	41,5	52,4	33,6	46,0
% de la population de plus de 65 ans (1996)	18,3	15,9	15,2	23,1	14,4	15,3	21,1	6,3
<b>Statistiques agricoles</b>								
Nombre d'agriculteurs (1996)	25	35	25	0	20	60	14	0
% des agriculteurs parmi la population active (1996)	20,0	25,9	19,2	0	16,7	36,4	6,1	0
Nombre de fermes (1996)	18 <sup>1</sup>	21	16 <sup>1</sup>	0	0	23	18	0

Tableau 4.1

Principales caractéristiques historiques et socio-économiques des localités d'enquête  
(suite)

Caractéristiques/Localités	St-Germain	St-Damase	Padoue	St-Guy	St-Marcellin	St-Athanase	St-Paul-de-la-Croix	St-Jean-de-Cherbourg
Taille moyenne des fermes (1996)	356,6 <sup>1</sup>	1 128,2	400,7 <sup>1</sup>	0	0	261,3	568,1	0
Superficie totale des terres en acres (1996)	6 419 <sup>1</sup>	23 692	6 411 <sup>1</sup>	0	0	6 010	10 226	0
Superficie des terres cultivées en acres (1996)	3 022 <sup>1</sup>	3 599	2 775 <sup>1</sup>	0	0	n.d.	3 550	0
% des terres en culture par rapport à la superficie totale (1996)	49,1 <sup>1</sup>	15,9	43,3 <sup>1</sup>	0	0	n.d.	34,7	0
Capital agricole (1996)	6 120 176\$ <sup>1</sup>	7 190 355\$	2 945 216\$ <sup>1</sup>	0	0	6 361 994\$	5 456 809\$	0
Capital agricole moyen (1996)	340 010\$ <sup>1</sup>	342 398\$	184 076\$ <sup>1</sup>	0	0	276 608\$	303 156\$	0
<b>Statistiques socio-économiques</b>								
% d'individus dont le niveau de scolarité est inférieur à la 9 <sup>e</sup> année (1996)	20,0	24,1	22,7	55,6	38,9	33,8	34,3	36,8
% d'individus détenteurs d'un diplôme d'études universitaires (1996)	22,2	10,3	9,1	0	3,7	7,7	3,0	0
Revenu familial moyen (1996)	32 834\$	35 722\$	25 952\$	n.d.	23 892\$	32 232\$	29 137\$	n.d.
% du RFM par rapport à celui du Québec (1996)	66,7	72,5	52,7	n.d.	48,5	65,4	59,1	n.d.
Écart type du RFM (1996)	4 566\$	2 415\$	3 786\$	n.d.	2 945\$	2 652\$	2 711\$	n.d.
% du revenu provenant d'un emploi (1996)	76,5	67,2	47,2	n.d.	41,6	53,9	55,3	n.d.
% du revenu perçu sous la forme de transferts gouvernementaux (1996)	16,2	28,2	42,2	n.d.	54,8	39,8	39,2	n.d.



Tableau 4.1

Principales caractéristiques historiques et socio-économiques des localités d'enquête  
(suite)

Caractéristiques/Localités	St-Germain	St-Damase	Padoue	St-Guy	St-Marcellin	St-Athanase	St-Paul-de-la-Croix	St-Jean-de-Cherbourg
% des autres sources de revenu (1996)	7,3	4,7	10,6	n.d.	3,7	6,3	5,5	n.d.
Taux d'activité (1996)	58,7	50,0	53,5	11,1	51,9	47,7	45,6	42,1
Taux de chômage (1996)	18,5	20,7	26,1	n.d.	39,3	12,9	6,5	57,9
% de prestataires de la sécurité du revenu (2000)	26,7	42,8	24,5	34,7	52,9	32,3	31,0	80,0
% des familles à faible revenu (1996)	11,2	8,3	24,1	n.d.	39,5	11,6	13,8	n.d.
Indice de dépendance (1996)	19,8	36,8	42,2	n.d.	42,7	34,1	34,1	n.d.
Nombre de personnes occupées (1996)	125	135	130	10	120	165	165	65
Nombre de travailleurs forestiers (1996)	0	20	10	0	20	15	15	15
% des travailleurs forestiers parmi la population active (1996)	0	14,8	7,7	0	16,7	9,1	9,1	23,1
Nombre de travailleurs miniers (1996)	0	0	0	0	0	0	10	0
% de travailleurs miniers parmi la population active (1996)	0	0	0	0	0	0	6,1	0
Nombre de personnes affectées au secteur primaire (1996)	25	55	35	0	40	75	35	15
% des travailleurs du secteur primaire (1996)	20,0	40,7	26,9	0	33,4	45,5	21,3	23,1
Nombre de personnes affectées au secteur secondaire (1996)	25	35	45	10	20	20	35	0

Tableau 4.1

Principales caractéristiques historiques et socio-économiques des localités d'enquête (suite et fin)

Caractéristiques/Localités	St-Germain	St-Damase	Padoue	St-Guy	St-Marcellin	St-Athanase	St-Paul-de-la-Croix	St-Jean-de-Cherbourg
% des travailleurs du secteur secondaire (1996)	20,0	25,9	34,6	100,0	16,6	12,1	21,1	0
Nombre de personnes affectées au secteur tertiaire (1996)	75	45	50	0	60	70	95	50
% des travailleurs du secteur tertiaire (1996)	60,0	33,4	38,5	0	50,0	42,4	57,6	76,9
% de la population occupant un emploi à l'extérieur de la localité (1996)	52,0	25,9	26,9	0	45,8	27,3	78,8	0
Évolution de la construction domiciliaire (1981-96)	20	45	10	10	10	10	10	0

<sup>1</sup> donnée provenant du recensement agricole de 1991.

n.d. non disponible

- Sources: - Statistique Canada. Recensements de 1971 à 2001.  
 - Statistique Canada. Recensements agricoles de 1991 et de 1996.  
 - LECHASSEUR, Antonio et LEMAY, Jacques. *Municipalités et paroisses du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Populations et limites territoriales 1851-1981*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 51 p. et 5 micro-fiches.  
 - Ministère de la Solidarité sociale. Direction de l'évaluation et de la statistique, 2000 (données inédites).

cantonnent surtout dans le secteur public et le commerce (tableau 4.2). Aucun travailleur ne fait partie du tertiaire moteur. La municipalité de St-Paul-de-la-Croix est la seule à posséder quelques individus dans le secteur des communications et celle de St-Germain dans celui des assurances. Les difficultés économiques de ces huit petits milieux se traduisent aussi par un taux d'activité très bas. Les activités reliées à la transformation sont pratiquement inexistantes. St-Paul-de-la-Croix fait cependant figure d'exception.

Tableau 4.2

Répartition des activités du secteur tertiaire dans les localités d'enquête en 1996

Genre d'activités/Localités	St-Germain		St-Damase		Padoue		Saint-Guy		St-Marcellin		St-Athanase		St-Paul-de-la-Croix		St-Jean-de-Cherbourg	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Communications et services publics	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	10	10,5	0	0,0
Commerce de gros	10	13,3	0	0,0	10	20,0	0	0,0	0	0,0	10	14,3	15	15,8	0	0,0
Commerce de détail	0	0,0	0	0,0	10	20,0	0	0,0	0	0,0	10	14,3	30	31,6	15	30,0
Services financiers	10	13,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	10	16,7	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Services immobiliers et agences d'assurances	10	13,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Services aux entreprises	10	13,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Services gouvernementaux	0	0,0	0	0,0	10	20,0	0	0,0	10	16,7	15	21,4	10	10,5	10	20,0
Services d'enseignement	10	13,3	15	33,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	15	21,4	0	0,0	0	0,0
Services sociaux et des soins de santé	15	20,2	0	0,0	10	20,0	0	0,0	10	16,7	10	14,3	10	10,5	0	0,0
Hébergement et restauration	10	13,3	15	33,3	0	0,0	0	0,0	15	25,0	10	14,3	10	10,5	15	30,0
Autres types de services	0	0,0	15	33,3	10	20,0	0	0,0	15	25,0	0	0,0	10	10,5	10	20,0
<b>TOTAL</b>	<b>75</b>	<b>100,0</b>	<b>45</b>	<b>100,0</b>	<b>50</b>	<b>100,0</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>60</b>	<b>100,0</b>	<b>70</b>	<b>100,0</b>	<b>95</b>	<b>100,0</b>	<b>50</b>	<b>100,0</b>

Source: Statistique Canada. Recensement de 1996.

Cette localité se caractérise par un secteur secondaire relativement diversifié. Néanmoins, outre St-Jean-de-Cherbourg, ces milieux se distinguent par le dynamisme de leur habitat. Ce dynamisme se manifeste notamment par la construction de nouvelles maisons et la rénovation de celles déjà en place.

#### **4.1.1.1 St-Paul-de-la-Croix**

Bornée au nord par L'Isle-Verte et St-Éloi, au sud par St-Clément, à l'est par St-Jean-de-Dieu et à l'ouest par St-Épiphanie, la municipalité de St-Paul-de-la-Croix, située dans la MRC de Rivière-du-Loup, est la première à avoir été colonisée parmi nos huit entités à l'étude. Située à 16 kilomètres à l'intérieur des terres sur la route secondaire qui mène de L'Isle-Verte à la localité de St-Paul-de-la-Croix, celle-ci se retrouve à 40 kilomètres au sud-est de Rivière-du-Loup et à 23,4 kilomètres au sud-ouest de Trois-Pistoles. Érigée tant canoniquement que civilement en 1870, cette paroisse est à l'origine de l'appellation de la municipalité du même nom créée en 1873 (cf. tableau 4.1). Cela est encore une fois révélateur du rôle de la structure religieuse dans le découpage de l'espace régional. St-Paul-de-la-Croix occupe une superficie de 84,26 kilomètres carrés dans l'ancien canton Denonville, appelé ainsi en l'honneur du marquis Denonville, gouverneur de la Nouvelle-France. Ce canton était jadis délimité au nord-ouest par la seigneurie de L'Isle-Verte, au sud-est par le canton projeté de Hocquart, au nord-est par celui de Bégon et au sud-est par le township de Viger. Le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation distribue, en décembre 1869, 192 lots et demi lesquels sont habités par 94 familles pour une population totale de 430 personnes. Le peuplement se fait par la colonisation de proche en proche vers l'intérieur des terres.

Ces dernières s'égouttent vers l'estuaire du Saint-Laurent par la rivière La Fourche, affluent de la rivière Verte, et par la rivière Plainasse, tributaire de la Trois-Pistoles. Celle-ci marque la limite sud de la municipalité et sépare St-Paul-de-la-Croix de St-Clément. En outre, on relève six principaux lacs, tous situés au nord de la localité: Bertrand, des Roches, à l'Original, à la Fourche, Rond et Simon. La rivière Mariakèche enjambe une partie de la municipalité. Cette dernière compte aussi trois ruisseaux d'importance: Doré, Beau Ruisseau et Chaud. Bien que la population du village soit relativement concentrée, la densité moyenne n'est que de 4,77 habitants par kilomètre carré. St-Paul-de-la-Croix compte 374 habitants.

Formé de plusieurs rides parallèles, le relief sert de transition entre une région de terrasses échelonnées en gradins et la pénéplaine supérieure. Les crêtes de ces rides ont subi une vive érosion. Dans le premier rang, elles s'élèvent, en moyenne, à 150 mètres du niveau de la mer. Le relief s'accroît davantage au deuxième rang où l'altitude est de 215 mètres. Au rang trois, celui de l'église, elle atteint 245 mètres; c'est le point culminant de la municipalité. Dans la partie nord de celle-ci, le schiste apparaît à nu. Les fonds sont mal asséchés dans les dépressions qui se creusent entre les rides. Ils recèlent des baissières marécageuses. Les routes de rangs suivent le flanc ou le sommet des collines pour éviter les dépressions vaseuses. Le sol est schisteux sur toute l'étendue de la municipalité, sauf dans les fonds marécageux où l'on retrouve un peu de terre noire.

Le potentiel agricole est relativement faible. Les sols de classe cinq dominent largement l'ensemble avec quelques parcelles de classe quatre et de nombreuses portions de classe sept. Les terres manquent généralement de fertilité. Par conséquent,

elles ne se prêtent pas à la culture de certaines plantes fourragères ou de céréales telles que le blé et la luzerne. La faible épaisseur du sol, la pierrosité et l'excès d'humidité constituent les principaux facteurs limitatifs. L'influence de l'altitude se fait également ressentir au sein de cette municipalité car la période de végétation subit un retard de quelques jours en comparaison avec celle du littoral.

On compte seulement une dizaine de travailleurs affectés à l'agriculture. Ils représentent 6,3% de la population active (cf. tableau 4.1). La municipalité abrite 14 fermes spécialisées, pour la plupart, dans les élevages laitier et bovin. À ces deux productions principales, s'ajoutent celles du porc (deux exploitants) et de l'agneau (un exploitant). L'acériculture a presque complètement disparu. Plusieurs érables ont effectivement été abattus dans les années 30. Un seul producteur exploite une petite érablière (900 entailles) sur une base commerciale. On retrouve aussi une apicultrice. La taille moyenne des fermes s'établit à 568,1 acres ce qui représente plus du double de celle de la province (237,1 acres). Par ailleurs, leur valeur moyenne (303 156\$) est nettement en dessous de celle du Québec (418 833\$). La superficie totale des terres atteint 10 226 acres. De ce nombre, seulement 3 550, soit 34,7% sont réellement en culture. Environ 5% des terres cultivables sont laissées en friche. Sur le plan de la production, les principales céréales fourragères sont, par ordre d'importance, le foin, l'avoine, l'orge, les grains mélangés et le seigle. Leur rendement est cependant nettement inférieur à celui de la région pour les motifs que nous avons évoqués précédemment. Les cultures fruitières sont pratiquement inexistantes. Elles servent uniquement à la consommation domestique.

Tous les agriculteurs possèdent leurs propres lots à bois dont certains sont exploités à des fins commerciales. En fait, on dénombre 15 travailleurs forestiers qui forment 9,1% de la main-d'œuvre active. La municipalité a déjà compté jusqu'à 11 scieries. Certaines ont eu une durée de vie relativement courte (quatre ans). Toutefois, au plus fort de la saison, elles pouvaient employer jusqu'à une trentaine d'hommes. De nos jours, ces derniers travaillent soit pour la Société d'exploitation des Basques (à Trois-Pistoles) ou encore pour le Groupement forestier Taché Inc. (à St-Cyprien). Une pêche sportive est pratiquée dans les principaux cours d'eau de la municipalité. On y capture essentiellement de la truite et du saumon. L'industrie minière occupe une dizaine de personnes qui travaillent toutes à la tourbière Ouellet et Fils de L'Isle-Verte. Au total, 35 individus sont affectés au secteur primaire. Celui-ci représente 21,3% de la structure occupationnelle locale.

On retrouve le même nombre de personnes au sein du secteur secondaire. Ce dernier est particulièrement dynamique. Il se compose de cinq industries qui opèrent dans les domaines du transport scolaire, de la soudure, de l'électricité, de l'émondage d'arbres, des portes et des fenêtres. Statistique Canada recense 35 travailleurs dans cette branche de l'activité économique mais nos enquêtes sur le terrain nous ont permis d'en dénombrer 50.

Pendant que la population de St-Paul-de-la-Croix diminuait de 28% entre 1981 et 1996, le nombre de logements augmentait de 5,9% au cours de la même période<sup>3</sup>. De

---

<sup>3</sup> Cette situation n'est pas unique à St-Paul-de-la-Croix. Au total, 115 nouvelles résidences ont été bâties entre 1981 et 1996 dans nos localités d'enquête et ce, en dépit de la perte de 513 personnes.

nouvelles maisons sont venues enrichir et rajeunir la trame de l'habitat. Le périmètre construit semble avoir atteint un point culminant. La quasi-totalité de l'espace disponible pour usage domiciliaire le long des artères de communication a été utilisée. Les superficies non construites sont réservées exclusivement à l'agriculture. Lors de notre passage dans cette localité, huit maisons étaient à vendre et trois autres étaient à louer. Il s'agit d'un nombre relativement élevé qui sous-tend des problèmes d'instabilité démographique (voir section 4.1.2). L'exode rural, et en particulier celui des jeunes, constitue, en effet, un problème assez important dans cette municipalité. D'autre part, selon les intervenants locaux que nous avons rencontrés, une vingtaine d'individus seraient venus s'installer à St-Paul-de-la-Croix au cours des 10 dernières années. Leur arrivée est principalement attribuable à l'initiative mise de l'avant par la Société régionale de relocalisation sociale dont nous avons déjà fait écho au chapitre deux.

En ce qui concerne le secteur des services, il retient 57,6% de la population active. L'essentiel des emplois est occupé dans le commerce de gros et de détail (cf. tableau 4.2). Les communications, les services gouvernementaux, les soins de santé, le secteur de l'hébergement et de la restauration et les autres catégories de services emploient respectivement 10 personnes. Plus des trois quarts de la population active occupe un emploi à l'extérieur de St-Paul-de-la-Croix, soit plus précisément à Rivière-du-Loup, à St-Épiphanie, à Trois-Pistoles et à St-Cyprien.

L'industrie touristique exerce un rôle important dans l'économie locale notamment grâce à la contribution de Victor-Lévy Beaulieu et de son téléroman, *Bouscotte*, diffusé de janvier 1997 à décembre 2001 à l'antenne de Radio-Canada. Sous le thème «On se



donne rendez-vous sur les coteaux de St-Paul-de-la-Croix», un dépliant promotionnel décrivant les principaux attraits touristiques locaux a été réalisé par la municipalité<sup>4</sup>. Cette dernière a d'ailleurs procédé à l'inauguration officielle du circuit touristique «Au pays de Bouscotte» à l'été 1998. L'infrastructure touristique se compose essentiellement d'un gîte du passant, d'un restaurant (de type auberge), de fermes<sup>5</sup>, de ranchs et de divers sites naturels (lacs, rivières, montagnes, etc.) et anthropiques (église, presbytère, petit musée, sentiers pédestres, pistes cyclables, etc.). En été, la population augmente d'une trentaine d'individus qui proviennent surtout des régions de Québec et de Montréal. Les nombreux chalets que l'on retrouve au pourtour de certains lacs contribuent à consolider la vocation touristique de cette localité.

Le revenu familial moyen s'établit à 29 137\$ ce qui correspond à 59,1% de celui de la province (49 261\$). Les disparités de revenu à l'intérieur de la localité sont relativement faibles et ce, en dépit du revenu moyen plutôt bas<sup>6</sup>. Le taux d'activité (45,6%) se situe bien en deçà de la moyenne québécoise (62,3%). Parmi nos huit localités à l'étude, St-Paul-de-la-Croix est cependant celle qui est la moins affectée par le sous-emploi. En outre, le pourcentage du revenu provenant d'un emploi (55,3%) est particulièrement faible. Par conséquent, une forte proportion d'individus (39,2%) doit recourir aux paiements de transferts gouvernementaux pour pallier l'insuffisance de travail. Enfin, la population de St-Paul-de-la-Croix est faiblement scolarisée. Plus du tiers de celle-ci a moins d'une 9<sup>e</sup>

<sup>4</sup> Le circuit comporte huit sites qui représentent autant d'épisodes de la populaire télésérie.

<sup>5</sup> On dénombre essentiellement deux fermes qui pratiquent l'agrotourisme.

<sup>6</sup> Le niveau économique reflété par l'habitat, les voitures particulières, les biens de consommation et le genre de vie des individus traduit une relative aisance qui semble contredire la faiblesse du revenu officiel.

année et seulement 3,0% des individus sont détenteurs d'un diplôme d'études universitaires.

St-Paul-de-la-Croix se démarque par la très grande qualité de l'habitat et de l'aménagement paysager. Un comité d'embellissement a été mis sur pied en 1988 au moment où la municipalité participait au concours «Villes, villages et campagnes fleuris». Les maisons et les terrains sont propres et bien entretenus, à l'exception peut-être du presbytère qui nécessiterait quelques réparations extérieures et d'un hangar abandonné à l'est du village. Le cadre bâti est particulièrement valorisé à proximité de l'église où on y a aménagé un petit parc.

La municipalité caresse deux projets à plus ou moins court terme: l'un concerne le domaine des sports et des loisirs alors que l'autre consiste à l'installation d'un système de filtration biologique pour le traitement des eaux résidentielles.

#### **4.1.1.2 St-Damase**

La municipalité de St-Damase est située à l'extrémité nord-est de la MRC de La Matapédia. Bornée au nord-est par St-Léandre, au sud par le petit centre de services de Sayabec et à l'ouest par St-Moïse et Padoue, cette localité se retrouve à 10 kilomètres à l'intérieur des terres, au sud-ouest de Baie-des-Sables. Elle couvre une superficie de 116,19 kilomètres carrés. La colonisation a débuté en 1868 avec l'arrivée d'une vague de défricheurs originaires, pour la plupart, de Baie-des-Sables, et attirés par la beauté et la richesse des érablières. On identifie alors l'agglomération naissante comme la colonie de

MacNider en raison du canton de ce nom, proclamé en 1942, et qui rappelle une famille propriétaire de la seigneurie de Mitis. Avec la fondation de la paroisse, en 1874, la dénomination initiale est modifiée en St-Damase en l'honneur du Chanoine Damase MORISSET (1837-1922) considéré comme l'un des principaux fondateurs de la paroisse<sup>7</sup>. Cette appellation évoque également saint Damase 1<sup>er</sup>, pape de 366 à 384. Le toponyme «St-Damase» est officiellement adopté en 1884 lors de l'érection canonique. La localité est érigée, deux ans plus tard, en municipalité de paroisse.

La localité de St-Damase fait partie intégrante de la formation appalachienne. Le relief se caractérise par une vallée située presque au centre du territoire à l'intérieur duquel se déverse, du sud vers le nord, les eaux de la rivière Blanche. La topographie s'accroît de part et d'autre de cette vallée pour atteindre, au sud-est, le sommet des collines Chic-Chocs. À cet endroit, l'altitude est d'environ 400 mètres. Le relief devient moins accidenté au sud-ouest où il s'élève à 350 mètres. Le réseau hydrographique est particulièrement important sur l'ensemble du territoire. La municipalité est parsemée de plusieurs lacs (Bélanger, au Foin, Labonté, Caron, St-Damase, Lepage, des Joncs, Turcotte, Boucher, des Iris, Albert, Chic-Chocs, des Chasseurs, etc.). Elle est drainée par la rivière Blanche et une partie de la rivière Tartigou. Le sol est recouvert d'une mince bande de basses terres sableuses et/ou organiques. Il se compose essentiellement de régosols et de podzols brun acide. Leur caractère principal se résume à un manque de profondeur et de maturité. Il y a très peu de till. Plus de la moitié du sol est impropre à l'agriculture. La topographie, la pierrosité et l'excès d'humidité sont les principaux

---

<sup>7</sup> Ordonné prêtre en 1864, l'abbé Morisset assume, tour à tour, la direction des paroisses de St-Pierre-de-Malbaie (1866-1867), Ste-Angèle-de-Mérici (1866-1874) et Notre-Dame-de-l'Assomption-de-MacNider (1874-1897), paroisse de Baie-des-Sables, d'où viennent les premiers colons.

éléments de ce bilan déficitaire. D'après les cartes de l'Inventaire des terres du Canada, les sols de classe cinq sont largement représentés. Ils constituent approximativement 70% du potentiel agricole local. L'autre 30%, qui appartient aux classes deux et trois, occupe une bande relativement étroite d'environ huit à 10 kilomètres de longueur. Le milieu est également défavorisé par le climat en raison de son altitude moyenne (250 mètres) passablement élevée. Tous ces facteurs font que St-Damase doit davantage être considérée comme une localité à vocation forestière plutôt qu'agricole. D'ailleurs, plus de la moitié du territoire municipal est sous couvert forestier. Ce dernier se compose essentiellement d'un mélange de bouleaux et de peupliers. Notons également la présence d'érables et de quelques résineux (surtout du sapin et de l'épinette).

Par ailleurs, le semis de peuplement se caractérise par une dispersion considérable des effectifs humains entre les rangs et le village. La population totalise 449 individus. L'habitat se concentre principalement le long de la route 297 ainsi que dans les rangs sept, huit et neuf. La densité de population n'est que de 3,78 habitants au kilomètre carré.

À l'instar de la très grande majorité des municipalités de l'arrière-pays, l'exploitation du sol et de la forêt a permis d'assurer la survie économique des premiers résidants. Durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, une vingtaine d'agriculteurs ou fils d'agriculteurs travaillaient à l'industrie forestière le printemps, l'automne et l'hiver. Une soixantaine d'autres s'y occupaient pendant six mois. En dépit d'un potentiel agricole plutôt faible, on dénombre tout de même une vingtaine de fermes qui procurent du travail à 35 personnes. Ces dernières forment 25,9% de la structure occupationnelle locale. Il s'agit surtout de

fermes laitières (huit). Cinq se spécialisent dans l'élevage de bovins de boucherie et deux dans celui du porc. Un agriculteur élève des chevaux alors que les autres concentrent leurs activités vers les cultures maraîchères (pommes de terre, haricots jaunes et verts, fraises) et céréalières (blé, avoine et orge). L'agrotourisme est en plein essor dans cette municipalité. Il prend la forme d'activités équestres et de visites à la ferme. L'acériculture occupe une place considérable dans l'économie locale. On dénombre 35 érablières lesquelles représentent plus de 30 000 entailles. Trois de ces érablières ont une vocation commerciale. Elles totalisent une production annuelle de 165 barils. La taille moyenne des fermes (1 128 acres) est presque cinq fois supérieure à celle du Québec (237,3 acres). La superficie totale des terres s'établit à 23 692 acres. Par contre, seulement, 3 599 acres, soit 15,9%, sont en culture. Le capital agricole moyen (342 398\$) correspond à 81,8% de celui de la province. Les fermes de cette localité ne souffrent pas d'une absence de relève agricole à plus ou moins court terme.

Au nombre de 20, les travailleurs forestiers représentent 14,8% de la main-d'œuvre active. La plupart d'entre eux occupent un emploi à l'extérieur de la localité, bien que certains exploitent des lots privés ou encore sont à l'emploi de la Société d'exploitation régionale de la Mitis. Cette dernière opère une petite usine de fabrication de lattes située dans le septième rang de la municipalité. Elle embauche une dizaine d'individus. St-Damase dispose de 125 lots intramunicipaux. La municipalité a adopté un règlement pour contrer les coupes abusives. Celles-ci ne sont autorisées que sur une superficie de quatre hectares. On y pratique des techniques d'exploitation qui respectent les principes du développement durable (coupe de récupération, de jardinage, aménagement forestier, etc.). Des travaux de récolte de bois en perdition sont effectués depuis 1957 sur les

différents lots privés de cette municipalité grâce aux efforts et à la contribution de Léonard Otis. La pêche n'est pratiquée qu'à des fins récréatives. On retrouve, par ailleurs, une pisciculture ainsi qu'une pourvoirie. Les eaux poissonneuses de nombreux lacs font la joie des amateurs de truites grises et mouchetées. Le sous-sol comporterait, au dire de certains informateurs, des fragments d'ardoise. Cependant, aucune investigation sérieuse n'a encore été réalisée jusqu'à ce jour. Dans son ensemble, le secteur primaire compose 40,7% de la structure occupationnelle locale.

Compte tenu de sa petite taille démographique, la municipalité de St-Damase est dotée de plusieurs PME. Statistique Canada ne recense que 35 personnes, soit un peu plus du quart de la population active, à l'emploi du secteur secondaire mais en réalité, les travailleurs de cette branche de l'activité économique sont plus du double selon les enquêtes directes que nous avons effectuées sur le terrain. Ainsi, St-Damase comporte huit entreprises. Il s'agit, par ordre d'importance, de Damaboïs<sup>8</sup> (47 employés), du garage Yvon D'Astous (15 employés), du garage Adalbert et Dieu donné Landry (10 employés), de Matériaux Gilles Ouellet (neuf employés), de Transport Landry et Gendron (sept employés), de Bernard Desrosiers Inc.<sup>9</sup> (cinq employés), d'Ébénisterie de l'Est (trois employés), de Transport D'Astous (deux employés) et de Menuiserie de l'Est (un employé). La plupart de ces TPE emploient des travailleurs locaux. Quelques-uns proviennent également des localités avoisinantes, soit plus précisément de St-Moïse, de St-Noël et de Padoue.

---

<sup>8</sup> Cette entreprise a connu une expansion considérable entre 1999 et 2002. Le nombre d'employés est notamment passé de 19 à 47. De plus, son propriétaire a récemment acquis de nouveaux équipements en vue d'orienter une partie de ses activités vers la fabrication de moulure.

<sup>9</sup> Cette entreprise fait de la sous-traitance pour Bois BSL de Mont-Joli. Elle se spécialise notamment dans la fabrication de lattes pour plancher.

En dépit d'une diminution de 10,2% de sa population, la localité de St-Damase a profité d'une expansion domiciliaire considérable depuis les 15 dernières années. En effet, de 1981 à 1996, il s'est construit 45 nouvelles résidences presque toutes situées à l'ouest du village. Ce nouveau quartier abrite essentiellement de jeunes familles.

Sur le plan des services, on dénombre 45 personnes affectées au secteur tertiaire. Elles constituent 33,4% de la structure occupationnelle locale. On les retrouve, pour la plupart, dans les secteurs de l'enseignement, de l'hébergement, de la restauration et dans la catégorie «autres types de services» (cf. tableau 4.2). La présence d'une base de plein air, d'un théâtre d'été et d'un centre équestre constituent les principales infrastructures touristiques locales. La population augmente, au bas mot, d'une centaine de personnes durant la belle saison. Elles proviennent essentiellement des grands centres (Québec, Montréal et Terrebonne) mais aussi des milieux situés à proximité de St-Damase (Rimouski, St-Ulric et Sayabec). On retrouve quelque 25 chalets disséminés un peu partout sur le territoire de la municipalité.

Plus du quart (25,9%) de la main-d'œuvre locale occupe un emploi à l'extérieur de la municipalité de séjour. Située à Sayabec, l'entreprise Panval attire de nombreux travailleurs qui résident à St-Damase. Il en est de même de Bois St-Laurent de Mont-Joli. Certains individus travaillent sur la Côte-Nord (Scierie Côte-Nord) alors que d'autres migrent tous les jours vers Matane. Cette ville offre à la population de St-Damase plusieurs emplois dans le secteur des services. Enfin, quelques personnes occupent un travail à Amqui (bibliothèque), aux Boules et à Ste-Flavie. La saisonnalité des emplois et leur dépendance à l'égard de la conjoncture nationale et internationale contribuent à

rendre l'économie de St-Damase relativement fragile. Cette fragilité se traduit notamment par un taux d'activité relativement faible (50%). Elle se manifeste aussi par un pourcentage très élevé de prestataires de la sécurité du revenu (42,8%). En fait, plus du quart de la population (28,2%) est bénéficiaire de diverses formes de transferts gouvernementaux. Cela s'explique principalement par le caractère saisonnier de nombreux emplois qui génèrent de faibles niveaux de revenus. Ce dernier, qui se chiffre à 35 772\$, correspond à 72,5% de celui de la province. Il s'agit néanmoins de la localité qui possède le revenu plus élevé parmi nos huit milieux à l'étude.

En ce qui a trait à la scolarisation, près du quart (24,1%) de la population locale possède moins d'une 9<sup>e</sup> année ce qui se rapproche sensiblement de la moyenne régionale (24,9%) mais s'éloigne de celle de la province (18,1%). Le même genre de comparaison s'applique au pourcentage d'individus détenteurs d'un diplôme d'études universitaires. Celui-ci s'établit à 10,3% comparativement à 11,3% pour la région et à 20,2% pour l'ensemble du Québec.

La municipalité de St-Damase possède une longue tradition en matière d'entrepreneurship et de leadership local. Déjà, en 1909, on assistait à la fondation d'une société d'agriculture. Quelques années plus tard, soit en 1945, les agriculteurs locaux décidaient de se regrouper et de former une coopérative. L'esprit coopératif se réaffirmait de plus belle en 1949 avec la création du chantier coopératif de St-Damase dont les activités ont cependant été de courte durée. Celles-ci prirent effectivement fin en 1950. En 1969, on assiste à la formation du cercle des jeunes ruraux de St-Damase. Quant au centre de plein air, sa création remonte à 1971. Ce projet a vu le jour grâce au programme



fédéral d'initiatives locales en milieu rural. Il a notamment contribué à donner un second souffle à cette municipalité qui était vouée à une mort prochaine<sup>10</sup>.

Une corporation de développement économique a été instituée dans les années 80. L'une de ses premières réalisations a été de favoriser l'implantation d'une usine de recouvrement de meubles. Bien que le projet ne se soit jamais concrétisé, la corporation demeure toujours active dans de nombreux dossiers (embauche d'un agent de développement, participation en 1998 à la Corvée d'idées de Solidarité rurale, inventaire de la ressource acéricole, etc.). St-Damase est aussi l'une des premières municipalités de l'est du Québec à avoir bénéficié du programme fédéral d'accès à Internet.

De fortes disparités se manifestent à St-Damase sur le plan de l'aménagement dont la qualité varie d'excellente à passable selon les endroits. La municipalité a été, à trois occasions, récipiendaire d'un prix dans le cadre du concours provincial «Villes, villages et campagnes fleuris». En circulant dans les rangs, on peut remarquer à la base de la plupart des poteaux de téléphone, une plantation de lys tigré (l'emblème de la municipalité) alors que ceux du village sont munis d'un bac à fleurs. Des arrangements floraux ornent également les nombreuses croix de chemin que l'on retrouve sur le territoire de la municipalité. À l'entrée du village, une plantation de jeunes épinettes blanches témoigne de la volonté de préserver et de renouveler la principale ressource naturelle du milieu. La détermination et la fougue de Léonard Otis y sont sûrement pour

---

<sup>10</sup> On se souviendra, en effet, que certains travailleurs du BAEQ avaient recommandé sa fermeture, au milieu des années 60, dans le cadre d'un vaste programme de relocalisation. Cataloguée de très marginale par DESROSIERS (1970) dans les années 70, ce dernier la condamnait également à la fermeture à très court terme.

quelque chose. Une rue, de construction récente, sillonne le nouveau quartier domiciliaire de la localité. Les maisons sont imposantes et bien entretenues. Par ailleurs, il subsiste des carences considérables en matière d'aménagement du territoire à d'autres endroits. Au moment de notre passage dans cette municipalité, un dépotoir à ciel ouvert appartenant à l'un des deux garages que l'on retrouve au centre du village, contribuait à enlaidir le paysage. La municipalité a revu depuis son plan d'urbanisme, si bien qu'elle interdit maintenant les cimetières d'automobiles sur son territoire. L'amoncellement de ferraille a été transféré dans un endroit prévu à cette fin à Baie-des-Sables. Il n'en demeure pas moins que la présence de ces deux garages cadre mal avec l'ensemble des autres propriétés<sup>11</sup>. Il en est de même de la maison mobile qui fait office de bureau administratif pour l'un de ces deux commerces.

Parmi les principaux projets que la municipalité envisage de réaliser à plus ou moins court terme, soulignons le prolongement du réseau d'aqueducs et d'égouts, la réfection de la salle municipale, la rénovation et l'agrandissement du garage municipal et l'acquisition de nouveaux équipements sportifs.

#### **4.1.1.3 St-Germain**

Petite municipalité de 303 âmes, voisine nord-est de Kamouraska, St-Germain se retrouve à 4,5 kilomètres de St-Pascal, chef-lieu de la MRC. Elle est située sur le piémont appalachien entre la plaine littorale et le plateau. Détachée de Kamouraska, St-André, Ste-Hélène et St-Pascal, la paroisse de St-Germain est fondée en 1882. Elle prête son

---

<sup>11</sup> Ces dernières, dans l'ensemble, se sont très bien conservées.

identité à la municipalité de paroisse l'année même de son érection canonique en 1893. St-Germain doit son nom à une église de Paris (St-Germain-des-Prés) dans laquelle le premier évêque de Québec, Monseigneur De Laval, a été consacré. Le territoire est relativement petit. Sa superficie totale ne représente que 26,73 kilomètres carrés. Il est formé d'une plaine assez bien nivelée qui s'étend du fleuve jusqu'aux premiers contreforts des Appalaches. On y trouve quelques collines peu élevées qui sont la continuation de celles de St-Denis et de Kamouraska. Les terres s'égouttent vers le fleuve grâce à un système d'aboiteaux. Les principaux cours d'eau (la rivière Goudron, les ruisseaux de la Ferme, du deuxième et des Côtes) sont à faible débit. St-Germain possède 25,6 kilomètres de route dont l'artère principale est la 132. Au village, l'habitat se concentre essentiellement autour de l'église. On y dénombre tout au plus une trentaine de maisons. La densité de population est de 11,22 habitants au kilomètre carré. Le reste de la population se disperse dans les rangs. On en dénombre deux. Situé le plus près du fleuve, le «rang des Côtes» s'étend de Kamouraska au centre du village. L'autre partie du même rang qui va du village à St-André porte le nom de Mississipi. Pittoresque, ce chemin non pavé domine souvent le littoral tout en traversant la montagne du même nom. Il débouche sur une route nord-sud (ancien chemin de la Station qui mène à l'extrémité ouest du village de St-André). L'autre rang se nomme «rang du deuxième».

L'agriculture constitue depuis toujours l'une des principales activités économiques de cette localité. En fait, St-Germain est la seule des entités considérées ici à garder une dimension agricole nettement affirmée avec des fermes figurant parmi les plus productives du Québec. Mais comme partout ailleurs, cette localité a subi les effets néfastes de la déprise agricole qui a commencé à se manifester au tournant des années 50. L'une de

ces manifestations s'est notamment traduite par la réduction draconienne du nombre d'agriculteurs. De 65 qu'ils étaient en 1931, ceux-ci sont passés à seulement 25 en 1996. Ils représentent, par ailleurs, 20% de la main-d'œuvre locale. Le recensement agricole de 1991<sup>12</sup> fait état de 18 fermes mais nos enquêtes directes sur le terrain nous ont permis de n'en dénombrer que 13. Elles se spécialisent, pour la plupart, dans l'élevage laitier et de bovins de boucherie. On y retrouve également une méga-porcherie qui a fait couler beaucoup d'encre (encadré 4.1) ainsi qu'un éleveur de chevaux. La culture des céréales est prospère et diversifiée.

Les sols sont favorables à la culture intensive. Du point de vue de la classification morphogénétique, 65% des sols sont de classe trois, 25% de classe quatre, 5% de classe sept et 5% de classe zéro en raison de la présence de tourbières et de marécages. Les terres légères, fortes et noires forment respectivement 60%, 35% et 5% du potentiel pédologique. Il y a un morcellement des classes de sol assez fort au sud de la municipalité. La dispersion des parcelles est causée par la présence d'affleurements rocheux. Les principaux facteurs limitatifs sont, selon le cas, un excès d'humidité ou une baisse de fertilité associée à un manque d'humidité. Les principales plantes fourragères que l'on cultive sont, par ordre d'importance, le foin (mil, luzerne et trèfle), l'avoine, le maïs, les grains mélangés, le canola, l'orge, les pois secs et les racines fourragères. La culture maraîchère, particulièrement celle de la pomme de terre, de la carotte et du navet, est pratiquée sur une base commerciale.

---

<sup>12</sup> Depuis 1996, Statistique Canada n'indique plus le nombre de fermes comprises dans les subdivisions de recensement qui en compte moins de 10. Ces exploitations sont comptabilisées avec celles des subdivisions voisines, si bien qu'il n'est plus possible, à moins d'enquêtes directes sur le terrain ou d'en faire la demande auprès du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, de les départager. Pour cette raison, nous avons été contraint d'utiliser les statistiques du recensement de 1991.

#### Encadré 4.1

##### L'implantation d'une méga porcherie à St-Germain-de-Kamouraska

Ce dossier épineux est à l'origine de l'Union paysanne. En ce sens, ses impacts se sont répercutés à travers tout le Québec. L'opposition des résidents de St-Germain s'est traduite par la mise en place, en 1998, d'un comité de citoyens. Les inquiétudes manifestées par ces derniers provenaient essentiellement des faits suivants:

- Le projet survient à un moment où la crise de surproduction porcine remet en question l'opportunité d'implanter de nouvelles porcheries.
- Le projet se situe dans le corridor de villages historiques situés au bord du fleuve (Kamouraska, St-André et St-Germain) lesquels constituent une ressource patrimoniale et récréo-touristique indéniable.
- Le projet comporte une dimension industrielle (production de 7 000 porcs par année) qui remet en question la vocation du village de St-Germain et celle de sa périphérie immédiate.
- Le projet risque de mettre en péril l'approvisionnement de la municipalité en eau potable, les sources de l'aqueduc étant situées dans le bassin versant où l'implantation de ladite porcherie est prévue.
- Le projet peut avoir pour conséquence de contrecarrer le développement des autres agriculteurs en portant au point de saturation la capacité de support des sols en azote et en phosphore sur le territoire.
- Enfin, le projet pose le problème des conflits sociaux entre les résidents et les promoteurs.

Pour toutes ces raisons, le comité de citoyens demande à la Commission de la protection du territoire agricole, aux ministères de l'Environnement, de l'Agriculture et des Affaires municipales de ne pas entériner ce projet. Suite à la requête du comité, le conseil municipal adopte, le 5 octobre 1998, un règlement interdisant l'implantation de porcherie sur son territoire. Or, ce même jour, la secrétaire municipale aurait signé un document attestant que le projet est conforme à la réglementation de la municipalité. Cette signature aurait pour effet de permettre sa réalisation. Le comité de citoyens accuse la secrétaire et le maire (en occurrence son père) de tout mettre en œuvre pour aider les promoteurs à mener à terme leur initiative et ce, sans avoir obtenu le consentement de tous les conseillers. En conséquence, le comité réclame leur démission ainsi que celle de deux conseillers. Un avocat est engagé afin d'obtenir un jugement déclaratoire pour annuler le certificat de conformité. Pendant ce temps, la Commission de la protection agricole rend une décision favorable aux promoteurs. La charge émotionnelle qui règne auprès des membres du comité de citoyens est palpable. Ces derniers décident de former un comité de conciliation afin d'ouvrir la voie à des discussions. Ce comité se compose des députés fédéral et provincial, du directeur général du CLD et de la SADC de la MRC de Kamouraska et du préfet de la MRC. Le comité de médiation ne parvient pas à dénouer l'impasse. La cause est alors portée en cour supérieure. Les coûts onéreux reliés aux procédures judiciaires obligent le comité à mettre sur pied une vaste campagne de financement sous le thème «Un don pour que ça sente bon». En concomitance avec cette campagne, un rendez-vous national des comités de citoyens est organisé en octobre 1999. Ce dernier donne lieu à la signature d'un manifeste dont les principaux éléments, publiés dans le quotidien *Le Devoir* du 25 novembre 1999, concernent la sauvegarde de l'environnement, la démocratie municipale et le développement durable. La saga se termine finalement au début de l'an 2000. À ce moment, la cour supérieure autorise les promoteurs à mettre en œuvre leur projet. Après une tentative avortée, le comité de citoyens se trouve aujourd'hui avec une dette de 25 000\$ pour de nombreuses années et face à de multiples tensions (entre le conseil municipal et le comité de citoyens, les néo-ruraux et les natifs de souche, etc.) autant de facteurs qui paralysent les forces vives du milieu.

La taille moyenne des fermes atteint 356,6 acres ce qui est nettement supérieur à celle de la province. La superficie totale des terres représente 6 419 acres. Près de la moitié de celles-ci (49,1%) sont à l'état de culture. Ce pourcentage équivaut passablement à celui du Québec (47,8%). La valeur moyenne des fermes (340 010\$) est légèrement supérieure à celle de la province (313 018\$). Ces statistiques comparatives confirment l'importance de l'agriculture dans l'économie locale.

La municipalité de St-Germain ne renferme à peu près pas de forêt industrielle exploitable. Dans les années 50, une petite scierie employait jusqu'à une dizaine d'hommes durant les mois d'hiver. Le bois provenait du canton de Woodbridge (St-Bruno-de-Kamouraska). On compte, par ailleurs, deux fermes forestières (dont une est en plantation) et deux érablières<sup>13</sup>. Ces exploitations ne procurent de l'emploi qu'à leur propriétaire. Statistique Canada ne dénombre aucun pêcheur. La pêche à anguilles constitue pourtant un revenu d'appoint pour sept individus. Deux TPE (René Moreau et CM Michaud Pêcheries) l'exportent même au Japon, en Belgique, en Finlande et en Suède. Enfin, aucune tourbière ne fait l'objet d'une exploitation.

Le nombre de travailleurs affectés au secteur secondaire est évalué à 25. Ils forment 20% de la structure occupationnelle locale et se répartissent comme suit: 13 occupent un emploi au sein des huit petites entreprises locales<sup>14</sup> alors que les autres travaillent à l'extérieur de la localité notamment chez Bombardier à La Pocatière. St-Germain joue à fond son rôle de village de banlieue avec une densification du périmètre habité<sup>15</sup>. En effet, depuis les 15 dernières années, une vingtaine de nouvelles maisons situées pour la plupart dans le rang Mississippi, ont contribué au dynamisme de l'habitat. Ces maisons sont principalement habitées par des néo-ruraux lesquels représentent 52% de la population locale, selon une enquête réalisée par le CLSC des Aboiteaux à l'été 1993. Quatre maisons étaient à vendre lors de notre enquête sur le terrain. Selon toute

<sup>13</sup> Ces dernières ne représentent que 300 entailles.

<sup>14</sup> Ces entreprises opèrent dans les secteurs de l'excavation (quatre employés), de la transformation des aliments (deux employés), de l'ébénisterie (deux employés), du transport (un employé), de l'abattage d'animaux (un employé) de la machinerie lourde (un employé), de la fabrication de monuments funéraires (un employé) et du débosselage (un employé).

<sup>15</sup> Cette localité doit sa transformation structurelle et occupationnelle à sa proximité de St-Pascal et de La Pocatière, à ses caractéristiques biophysiques et aussi à des facteurs humains.

vraisemblance, celles-ci devraient facilement trouver preneur. Une entreprise d'eau minérale a été fonctionnelle de 1910 à 1954, année où un résidant de St-Pascal s'est accaparé du site sans toutefois vouloir en faire l'exploitation. Il revendit le tout à un particulier en 1968. C'est uniquement pour la beauté du site que ce dernier, l'actuel propriétaire, en a fait l'acquisition.

Le secteur tertiaire compose 60% de la structure d'emplois. Cependant, la majeure partie de ceux-ci sont détenus à l'extérieur de St-Germain. En fait, près des deux tiers de la main-d'œuvre active travaille à St-Pascal, à La Pocatière et à Rivière-du-Loup<sup>16</sup>. Presque tous les corps d'emplois sont représentés (cf. tableau 4.2), bien que la majorité soit occupée dans les secteurs de la santé et des services sociaux. Les deux principaux employeurs sont le CLSC des Aboiteaux (à St-Pascal) et l'Hôpital Fatima (à La Pocatière). Le tourisme représente une composante très importante de l'économie locale et ce, même s'il n'y a pas gonflement de la population en période estivale – St-Germain n'étant pas reconnu comme étant un site de villégiature au même titre que Kamouraska, St-André ou Notre-Dame-du-Portage –. Par ailleurs, quelques individus, provenant d'un peu partout à travers la province (Chambly, Québec, St-Pascal, St-Jean-d'Iberville et St-Bruno-de-Kamouraska), possèdent une résidence secondaire. Un théâtre d'été amateur a été en opération de 1994 à 1998. Un symposium de peinture a pris la relève depuis. Quelques individus tentent, tant bien que mal, de faire connaître les produits du terroir aux touristes. Des excursions en kayak de mer et diverses activités de plein air (ballade à cheval, randonnées pédestres, nuitée sous un tipi, etc.) sont organisées par le Centre

<sup>16</sup> Statistique Canada estime la proportion de migrants pendulaires à 52%. Cependant, l'enquête du CLSC effectuée à l'été 1993 auprès de tous les résidants de St-Germain en dénombrait 80 sur une population active totale de 125 personnes, soit 64%.

d'interprétation de la Pointe-Sèche situé sur le chemin de l'anse<sup>17</sup> entre St-Germain et St-André. Ce centre est cependant aux prises avec des problèmes considérables de gestion et de visibilité. De plus, ses infrastructures sont rudimentaires, désuètes et laissées à l'abandon. La municipalité de St-Germain recèle un potentiel touristique énorme notamment entre les rangs Mississipi et celui des Côtes. Ce potentiel est cependant sous-développé. La dégradation du Manoir Campbell Rankin<sup>18</sup> est un signe manifeste de ce sous-développement.

En comparant les principales caractéristiques économiques de cette localité à celles de la région ou de la province, nous constatons que St-Germain se distingue par quelques disparités particulièrement au plan des revenus. Ce dernier ne correspond qu'à 66,7% de celui de la province. De plus, cette municipalité est celle dont l'écart type du revenu moyen des familles (4 566\$) est le plus élevé. St-Germain ne souffre pas de sous-emploi à l'état chronique. Cela se reflète par un taux d'activité (58,7%) légèrement supérieur à celui du Bas-Saint-Laurent (55,5%) mais nettement inférieur à celui du

<sup>17</sup> Cette anse était jadis un lieu fort animé. John Saxton-Campbell convoitait les grands pins de St-Germain en vue de pratiquer la construction navale à une époque où l'Angleterre ouvrait volontiers ses portes aux navires construits dans la région. Entrepreneur audacieux, il a fait aménager un long quai à la Pointe-Sèche ainsi qu'un chemin reliant celui-ci à son manoir. Un petit complexe, constitué d'un atelier de forge, d'un sentier maritime, de hangars et de quelques maisons d'employés, a pris graduellement forme autour du quai. Hormis les restes de celui-ci toujours visible à marée basse, peu de vestiges ont survécu pour évoquer cette période. Ce secteur a pourtant connu un certain achalandage jusque vers 1865 en raison notamment de la présence d'un petit hameau d'une trentaine de maisons habitées pour la plupart par les membres du clan Desjardins, navigateurs et constructeurs de goélettes. L'arrivée du chemin de fer et de la marine à vapeur a contribué à la disparition de ce noyau de peuplement.

<sup>18</sup> Après avoir exploité avec succès un chantier maritime à Québec, John Saxton-Campbell est devenu seigneur de l'Islet-du-Portage en 1835 succédant à Malcolm Joseph et André Fraser. À son arrivée, il fit construire un manoir de 14 pièces doté de cinq foyers sur un coteau de la colline Mississipi dominant le fleuve et la route. Il était entouré d'un verger et d'une série de dépendances (écurie, forge, remise, maison des serviteurs, etc.) aujourd'hui en ruines ou disparues. En 1878, la nièce de Campbell hérite du manoir alors inoccupé depuis 36 ans. La famille Rankin y fait des séjours estivaux de 1880 à 1960. À compter de 1969, quelques propriétaires de la région se sont succédés. Depuis 1980, le manoir est plus ou moins laissé à lui-même et les broussailles envahissent le domaine.



Québec (62,3%) d'une part et, un pourcentage du revenu provenant d'un emploi (76,5%) au-dessus de la moyenne provinciale, d'autre part.

La présence de nombreux néo-ruraux détenteurs, pour la plupart, d'un diplôme d'études universitaires contribue à faire gonfler les taux de scolarisation ou, à tout le moins, à les rapprocher de ceux de la province. Ainsi, 22,2% de la population locale possédait moins d'une 9<sup>e</sup> année comparativement à 24,9% pour le Bas-Saint-Laurent et à 18,1% pour le Québec. Les personnes ayant complété des études universitaires sont proportionnellement presque deux fois plus nombreuses à St-Germain (22,2%) que dans la région (11,3%).

Hormis les quelques cas que nous avons déjà signalés, la qualité de l'aménagement est excellente. Il faudra cependant voir, à plus long terme, si la présence d'une porcherie contribuera à la dégradation de l'environnement. Les maisons sont coquettes. Elles ont fait, pour la plupart, l'objet de réparations relativement récentes. D'après nos trois intervenants locaux, de nombreux propriétaires ont profité des programmes gouvernementaux de rénovation domiciliaire (PAREL)<sup>19</sup>.

Les conflits sociaux et l'esprit individualiste qui persistent dans cette localité, dont les principaux motifs seront exposés plus loin, contribuent à annihiler les initiatives de développement local. C'est le cas notamment du journal communautaire (*L'Écho de St-Germain*) qui a dû cesser ses activités par crainte de représailles. De tels malaises

---

<sup>19</sup> Programme d'aide à la remise en état de logements.

affectent sérieusement la vie relationnelle locale<sup>20</sup>. De plus, ces malaises perdurent depuis longtemps à St-Germain, si l'on en croit la citation de Charles GAGNÉ et al., extraite de son *Inventaire des ressources naturelles et industrielles du comté de Kamouraska*, une étude réalisée en 1939 pour le compte du ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce. «L'Individualisme et l'indépendance de la population nuisent au développement de l'association professionnelle<sup>21</sup> et du mouvement coopératif» (GAGNÉ et al., 1939: 151).

Le comité de citoyens de cette localité n'est vraiment pas au bout de ses peines puisqu'un projet d'implantation d'une ferme de 400 vaches laitières dans le rang Mississippi devrait voir le jour incessamment. Décidément, la cohabitation entre les agriculteurs et les citoyens est particulièrement difficile dans cette localité.

#### 4.1.1.4 Padoue

Située à 21,1 kilomètres au sud-est de Mont-Joli, la municipalité de Padoue est née du débordement de celle de St-Octave-de-Métis. Le besoin d'une plus grande quantité d'essences forestières pour alimenter les moulins à scie qui proliféraient dans la région a commandé l'ouverture de nouvelles paroisses dont celle de Padoue<sup>22</sup>. Cette dernière est bornée à l'est par la localité de Baie-des-Sables, au sud par celle de

<sup>20</sup> Nous y reviendrons dans le cadre de la section 4.4.7.

<sup>21</sup> L'auteur voulait faire référence ici à la Société agricole de St-Germain. – L'appel de note en bas de page dans la citation est de nous –.

<sup>22</sup> L'ampleur spatiale que couvre cette dénomination et le souci de pallier toute confusion ont incité les autorités locales à modifier l'appellation originelle (St-Antoine-de-Padoue-de-Kempt) dans le sens de la brièveté en 1981 ne retenant que le constituant le plus significatif, c'est-à-dire Padoue.

St-Damase et à l'ouest par Ste-Angèle-de-Mérici. Les Padoviens, du latin *padovianus*, tirent leur gentilé d'une ville de l'Italie du Nord de la région de la Vénétie. Toutefois, c'est davantage à saint Antoine, originaire de cette ville italienne, que l'on a voulu rendre hommage, d'abord en donnant son nom à la paroisse (érigée en 1911), puis à la municipalité de St-Antoine-de-Padoue-de-Kempt, établie en 1912. Le nom de Kempt rappelle que le chemin du même nom, qui se rendait jusqu'à Causapscal en longeant La Matapédia a joué un rôle de premier plan dans la colonisation du territoire matapédien.

Le relief de cette municipalité n'est pas uniforme. Il est constitué de collines, de plateaux et de vallées. De type circulaire, le village est enclavé à l'intérieur d'une cuvette, en plein centre de montagnes aux pentes raides à l'est, au sud et à l'ouest. Le point culminant se situe à un peu plus de trois kilomètres au nord-est de l'ancienne station de chemin de fer où il s'élève à 315 mètres du niveau de la mer. Parsemée de ravins et de marécages, la topographie est très accidentée. Elle s'adoucit toutefois graduellement vers le nord. Les cours d'eau sont relativement restreints. Ils se limitent, pour l'essentiel, à la présence de deux lacs: l'un est situé aux frontières de Baie-des-Sables alors que l'autre prend sa source à l'extrémité est de Ste-Angèle-de-Mérici. La localité recouvre une superficie de 67,57 kilomètres carrés.

La population, qui se chiffre à 285 personnes, est éparse et les maisons sont distantes les unes par rapport aux autres. Les rangs abritent une population très disséminée. Ils ne sont occupés, pour la plupart, que par les agriculteurs. La densité par unité de surface n'est que de 4,28 habitants au kilomètre carré. La structure d'habitat se renouvelle mais son rythme d'expansion est plutôt lent. Il ne s'est construit, tout au plus,

qu'une dizaine de maisons depuis 1981. Essentiellement situées au village, ces nouvelles habitations s'inscrivent dans le prolongement d'un processus constant qui a contribué à consolider le liséré de peuplement.

De qualité moyenne, les sols sont acides et manquent de fertilité. La classe cinq représente environ 60% du potentiel pédologique. Les classes trois et deux couvrent respectivement 35% et 5% de la surface cultivable. On rencontre essentiellement trois types de sols: des terres franches argilo-sablonneuses sur glaise (45%), des terres légères tufières et peu profondes (54%) et de la terre noire (1%). Sauf lorsqu'il s'agit de terre franche, la couche sablonneuse est peu épaisse et repose sur du tuf. Elle ne retient pas suffisamment l'eau. Le relief, la pierrosité et la faible épaisseur du sol constituent les autres facteurs limitatifs du potentiel biophysique. Il y a aussi un fort morcellement des classes de sol ce qui contribue à en diminuer la valeur. L'agriculture procure du travail à 25 personnes lesquelles représentent 19,2% de la structure occupationnelle locale. On dénombre deux fermes dont la plus importante est une bergerie qui comporte plus de 800 têtes. Les autres se spécialisent dans l'élevage laitier (cinq), de cerfs (deux) et de bovins de boucherie (un). Quelques individus tentent de remettre en valeur des exploitations moins envahies par la friche. Ainsi, une exploitation concentre ses activités uniquement vers l'agrotourisme. Elle offre notamment des visites à la ferme et des randonnées à cheval. Un étang de pêche permet à la truite aux amateurs de pratiquer leur sport préféré. Enfin, le propriétaire de cette ferme fait également l'élevage du faisan, de la pintade et du dindon. Bien que de petite taille, on dénombre cinq exploitations acéricoles. Leurs propriétaires entaillent surtout la plaine. Cette essence coule beaucoup moins et donne un sirop de qualité inférieure. Il est consommé uniquement à des fins personnelles. Le

Le nombre d'entailles (érable et plaine) est estimé à environ 8 000. Les rendements sont très faibles pour la culture du blé et moyens pour celle de l'orge. La présence de tuf en est la cause principale. La taille moyenne des fermes s'établissait à 400,7 acres en 1991 ce qui est nettement supérieur à celle du Québec (22,6). Quant à la superficie totale des terres, elle représentait 6 411 acres dont 2 775 étaient en culture. Les fermes que l'on retrouve à Padoue ont une valeur capitalistique moyenne de 184 076\$ ce qui ne correspond qu'à 58,8% de celle de la province.

Essentiellement composée d'épinettes et de sapins, la forêt a longtemps constitué l'activité économique dominante à Padoue. Le pin et le cèdre ont notamment favorisé l'implantation d'une industrie de châssis et de bardeau. Au plus fort de la demande, cette dernière embauchait jusqu'à une quarantaine d'employés. L'épuisement de la ressource a forcé sa fermeture à la fin des années 40, si bien que les Padoviens ne sont plus qu'une dizaine à vivre de la forêt et, plus précisément, du transport du bois. Ces travailleurs ne composent que 7,7% de la structure occupationnelle locale. La pêche n'est pratiquée qu'à des fins récréatives. Enfin, la municipalité ne compte aucun mineur. Cependant, une usine de chaux a fait les beaux jours de Padoue au moment de sa colonisation au début du XX<sup>e</sup> siècle. Plus récemment, la Société d'exploitation des ressources de la Mitis découvrait des gisements de cuivre. Des études sont présentement en cours afin d'en déterminer la rentabilité. Pris globalement, les emplois du secteur primaire représentent 26,9% des activités économiques que l'on retrouve à Padoue.

Bien que le secteur secondaire compte 45 personnes, ces dernières occupent presque toutes un emploi à l'extérieur de la municipalité. D'après Statistique Canada, la

proportion de navetteurs parmi la population active s'établit à 26,9%. Cependant, nos recherches personnelles nous ont révélé un ratio beaucoup plus élevé, soit 40%. Les principaux employeurs sont Scierie Cédrico à Price, Norcast à Mont-Joli, Panval à Sayabec et Alliance Métis à Ste-Angèle-de-Mérici. Une seule petite entreprise (Padoue Meubles), qui fonctionne sur une base occasionnelle, emploie deux travailleurs locaux.

Le secteur tertiaire ne compose que 38,5% de la structure occupationnelle locale. Il totalise 50 emplois. Ceux-ci sont principalement détenus à l'extérieur de la municipalité (surtout à Mont-Joli) dans les sous-secteurs suivants: commerce de gros (10 emplois) et de détail (10 emplois), services gouvernementaux (10 emplois), services sociaux et de santé (10 emplois) et autres types de services (10 emplois). L'industrie touristique en est à ses premiers balbutiements. Elle a été implantée grâce à l'initiative de néo-ruraux. Bien qu'ils soient difficiles de les dénombrer, ces individus<sup>23</sup> seraient principalement originaires de la grande région de Montréal. Fait plutôt inusité, le tourisme d'hiver est en plein essor notamment en raison du sentier provincial de motoneige qui traverse la localité. Pour ce motif, la population demeure stable durant la belle saison. Deux gîtes du passant, dont l'un loge dans l'ancien presbytère, sont ouverts à l'année. On dénombre quelques chalets (huit) mais ces derniers appartiennent à des propriétaires dont la résidence principale est située dans les localités avoisinantes (Price, Mont-Joli et Matane).

La population de Padoue est moins instruite que celle du Québec en général. Par contre, son niveau de scolarité se rapproche sensiblement de la moyenne régionale. Ainsi, 22,7% des Padoviens possèdent moins d'une 9<sup>e</sup> année par rapport à 24,9% pour le Bas-

---

<sup>23</sup> Les intervenants locaux que nous avons rencontrés les estiment à cinq ou sept.

Saint-Laurent. Un peu plus de 9% de la population locale, principalement des néo-ruraux, détient une formation universitaire comparativement à 11,3% pour la région.

En somme, Padoue est une localité dont l'économie pourrait être qualifiée de très fragile, voire de précaire. Cette précarité se manifeste à plus d'un titre. Elle se reflète notamment par un taux d'activité relativement faible (53,8%). Plusieurs emplois sont saisonniers en plus d'être mal rémunérés. Ces deux caractéristiques de l'économie locale expliquent le taux élevé de chômage (26,1%) que l'on y retrouve et la faiblesse du niveau de revenu (25 922\$). Ce dernier ne correspond qu'à 52,7% de celui de la province. De plus, l'écart type du revenu familial moyen (3 786\$) est relativement élevé au sein de cette localité. Celle-ci se caractérise effectivement par de criantes disparités individuelles qui se manifestent notamment au niveau du dynamisme de l'habitat<sup>24</sup>. Enfin, la part du revenu provenant d'un emploi ne compose que 47,2% du revenu total. La marginalité et la très grande dépendance de l'économie se traduisent également par un fort pourcentage du revenu perçu sous la forme de transferts gouvernementaux (42,2%).

Dans cette localité, la qualité de l'aménagement laisse sérieusement à désirer surtout si on la compare avec sa voisine: St-Octave-de-Métis. De manière générale, cet aménagement ne répond à aucun plan d'ensemble. La route qui conduit à Padoue, à partir de St-Octave, est dans un piètre état. Elle est tortueuse, vallonnée et remplie de trous et de crevasses. L'accotement est étroit et il n'y pas de garde-fous. La qualité de l'habitat présente des carences majeures. De nombreuses maisons auraient besoin d'être

---

<sup>24</sup> Cela se reflète notamment au niveau de l'entretien des maisons et des multiples formes d'aménagement (âge et style des maisons, degré d'entretien, nature des matériaux).

rafraîchies particulièrement celles situées à l'entrée ouest du village. Certaines sont même carrément laissées à elles-mêmes. L'église nécessiterait des réparations importantes<sup>25</sup>. Les éléments de nuisance sont nombreux particulièrement à proximité de la traverse du chemin de fer. Un site d'enfouissement à ciel ouvert contribue à la dégradation de l'environnement. Aucune initiative, que ce soit de la part du conseil municipal ou du comité de développement, n'est mise de l'avant en vue d'améliorer la qualité de l'aménagement. La formation d'un comité d'embellissement serait certes, bienvenue.

Hormis le parachèvement du réseau d'aqueducs et d'égouts, aucun projet de développement n'est prévu à plus ou moins court terme.

#### **4.1.1.5 St-Marcellin**

La municipalité de St-Marcellin est située en région montagneuse sur les terres ondulées de la plate-forme appalachienne à 24 kilomètres au sud de Rimouski. Elle est entourée au nord par les localités de Mont-Lebel et de St-Anaclet, à l'est par St-Gabriel, au sud par Les Hauteurs et St-Charles-Garnier et à l'ouest par St-Narcisse. Elle est reliée à la plaine littorale par une bonne route terrestre qui débouche à Ste-Luce et aussi par la 232 qui communique avec Rimouski<sup>26</sup>. Traversée dans sa partie est par la rivière Neigette, cette municipalité de paroisse compte un grand nombre de lacs (Noir, Carré, Lunettes, à la

---

<sup>25</sup> Comme cette église n'est pas classée monument historique et que la situation financière de la fabrique n'est pas des plus reluisantes, il est peu probable qu'elle fasse l'objet de rénovations majeures à plus ou moins court terme. Les escaliers, le perron et la rampe de sécurité auraient grandement besoin d'être remplacés. Par ailleurs, la toiture a été refaite récemment grâce à l'implication de nombreux bénévoles. En outre, l'intérieur du temple a été repeint.

<sup>26</sup> St-Marcellin se distingue également par la qualité exceptionnelle de la route 234 qui traverse le village.



L'économie de St-Athanase se tourne presque exclusivement vers l'acériculture. Toute catastrophe naturelle (verglas, pluies acides, feux de forêt) ou fluctuation de la conjoncture nationale aurait pour effet de la faire basculer dans le sens de la marginalisation. Le recensement agricole de 1996 faisait état de 23 fermes (essentiellement des érablières) pour un total de 60 agriculteurs. Par ailleurs, la réalisation d'une monographie, dans le cadre du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'érection canonique de la paroisse en 1997, a permis de recenser 28 exploitations acéricoles lesquelles procurent du travail à 68 individus (tableau 4.3). Selon cette même étude, le nombre d'entailles est estimé à 509 100 pour une production d'un peu plus de 450 000 kilos de sirop. Plusieurs ont été endommagées, croit-on, par les pluies acides. Au plus fort de la saison, ce sont plus de 300 personnes qui s'adonnent à cette activité; une bonne partie parmi elles provenant des municipalités limitrophes. Ces entreprises sont devenues, au fil des ans, de véritables petites PME qui produisent annuellement plus de 3 100 barils de sirop d'érable<sup>37</sup>. La plupart sont munies d'un appareil de pompage à vide et d'un système de tubulures à osmose inversée. Cet instrument, qui partage l'eau d'érable pure de celle qui est moins concentrée, évite de faire bouillir une trop grande quantité d'eau. Il permet, par conséquent, d'accroître la rentabilité. Généralement informatisées, certaines de ces exploitations ont une forte valeur capitalistique, bien que le capital agricole moyen (276 608\$) se situe nettement en deçà de celui de la province (408 415\$). Les nombreux plans d'eau sont propices à la pêche à la truite et au saumon pratiquée essentiellement à des fins récréatives. Des gisements d'or ont été répertoriés sur le territoire de la municipalité mais la prospection par études topographiques et géologiques n'est encore

---

<sup>37</sup> À noter qu'aucune de ces entreprises n'effectue des activités de transformation.

Poire, Edmond, Rond). Elle comporte aussi quelques petites rivières et quelques petits ruisseaux, affluents de la rivière Neigette. Combinée à l'importance de la forêt locale, cette richesse hydrographique explique l'attrait qu'exerce le territoire marcellinois auprès des pêcheurs et chasseurs. Ouverte au peuplement en 1875, l'endroit est considéré comme mission à compter de 1899 laquelle relève territorialement des cantons Neigette, Macpès et Ouimet. La paroisse est placée sous le vocable de St-Marcellin dès 1882. Le choix de cette appellation serait attribuable au fait qu'Anaclet (ou Clet) et Marcellin sont inscrits le même jour au martyrologe, soit le 26 avril. Confirmée lors de l'érection canonique de 1921, la dénomination est transférée à la municipalité créée officiellement en 1924. Elle évoque un pape d'origine romaine qui succède à saint Caius sur le trône pontifical et dont le règne s'est échelonné de 296 à 304.

La localité renferme 335 individus. Elle est constituée d'un habitat rural comprenant un très petit hameau auquel se jouxent six rangs. Ces derniers ont pratiquement été tous désertés par leurs habitants, conséquence directe de la très forte déprise agricole qui s'est produite. Bien que la municipalité couvre un territoire relativement grand (117,02 kilomètres carrés), la densité de population (2,96 habitants au kilomètre carré) est faible en raison de la faiblesse des effectifs démographiques. Les habitations se dispersent çà et là le long de la route régionale. Le secteur qui englobe l'église et l'école n'est même pas assez dense pour ressembler au village traditionnel. Malgré ses nombreux problèmes socio-économiques (dépeuplement, sous-scolarisation, faiblesse de l'économie et des niveaux de revenus, insuffisance de services, etc.), il s'est tout de même construit une

dizaine de nouveaux logements au cours des 15 dernières années<sup>27</sup>. Une seule maison était à louer au village lors de notre passage dans cette localité. Trois chalets étaient également à vendre au lac Noir.

Le potentiel agricole de St-Marcellin est très limité. Cette forte limitation est due au relief accidenté, à la profondeur du sol, à la pierrosité et à l'excès d'humidité. L'érosion est assez forte. L'état d'égouttement des terres est bon grâce à la disposition des terrains. L'altitude, qui atteint les 350 mètres, confère à la localité un climat relativement sévère. Le potentiel du sol, d'après les cartes de l'Inventaire des terres du Canada, se répartit comme suit: 60% est de classe cinq et 40% de classe trois (approximation). La dispersion des parcelles et le morcellement des classes de sols sont relativement forts. Contrairement à la plupart des localités situées à l'est de Québec, les terres agricoles n'ont pas été regroupées pour en faire des unités de ferme plus rentables. De nombreuses parcelles ont carrément été abandonnées. La friche représente, en effet, environ 25% de la superficie agricole totale. Là plus qu'ailleurs, la déprise agricole s'est manifestée par la disparition quasi complète des fermes. En 1931, on en dénombrait 89. On n'y retrouve plus aujourd'hui qu'une seule ferme à caractère industriel. Il s'agit d'une bergerie comportant quelque 200 brebis<sup>28</sup>. L'élevage laitier est pratiqué à des fins de consommation personnelle. Une personne garde quelques chevaux pour son propre divertissement. La vingtaine de cultivateurs que l'on recense au sein de cette localité sont des ouvriers agricoles. Ils travaillent surtout à St-Gabriel et à Mont-Lebel.

---

<sup>27</sup> Les politiques d'assistance gouvernementale sont en partie responsables de l'expansion du périmètre bâti. Cette expansion est également imputable au prix raisonnable des maisons et des terrains ainsi qu'à la faiblesse des taxes foncières.

<sup>28</sup> L'abandon de l'agriculture ne peut être imputable à la nature de la ressource mais relève d'un ensemble de facteurs sociaux, économiques, culturels et environnementaux.

La forêt segmente le domaine construit. Elle couvre d'importantes surfaces jadis consacrées à l'agriculture. Cet élément, conjugué à la très forte dispersion de la population, contribue à donner à St-Marcellin un cachet plutôt particulier. La municipalité a déjà possédé deux petites scieries. Elles étaient situées dans les rangs cinq et huit et procuraient du travail à une douzaine d'hommes. Le bois était acheté des colons et des agriculteurs puis vendu scié aux commerçants de gros. Aujourd'hui, le travail en forêt retient les services d'une vingtaine d'individus affectés principalement au transport du bois. Quelques propriétaires exploitent également quelques lots. Certains vendent leur bois à la Scierie Métis ou à l'entreprise Félix Huart de Luceville. Mais, dans la plupart des cas, cette exploitation est effectuée pour des fins d'utilisation personnelles (bois de chauffage). On compte trois érablières à caractère commercial qui totalisent environ 120 000 entailles pour une production moyenne annuelle de 660 barils de sirop. Les nombreux plans d'eau favorisent la pêche à la truite. De petits chalets se dispersent autour des principaux lacs de la municipalité. Estimés à environ 150, ces chalets sont, pour la plupart, la propriété d'individus demeurant dans le grand Rimouski. L'agriculture et la forêt représentent 33,4% de la structure occupationnelle. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà signalé, ces deux activités génèrent très peu d'emplois localement.

Le secteur secondaire compose 16,6% de la structure d'emplois. Ces derniers sont tous occupés à l'extérieur de la localité. St-Marcellin ne comporte aucune industrie. La quarantaine de personnes affectées à ce secteur d'activité<sup>29</sup> effectuent quotidiennement la

---

<sup>29</sup> Statistique Canada n'en dénombre, par ailleurs, que 20. Comme dans les cas précédents, on peut soupçonner des erreurs d'échantillonnage.

navette entre leur municipalité de séjour et leur lieu de travail, en occurrence, Ste-Luce, Luceville, St-Gabriel, Rimouski et St-Donat.

Quant au secteur tertiaire, il regroupe 50% des emplois. Encore une fois, ces derniers sont presque entièrement occupés à l'extérieur de la localité, soit plus précisément à Rimouski. L'hébergement et la restauration (15 emplois), les autres types de services (15 emplois), les services financiers (10 emplois), gouvernementaux (10 emplois) et sociaux (10 emplois) constituent les principaux domaines associés à cette branche de l'activité économique. St-Marcellin a subi la perte de nombreux services depuis les 10 dernières années: l'école, le bureau de poste, le poste à essence entraînant une démobilitation et des sentiments d'impuissance et de découragement au sein de la population locale.

La sous-scolarisation est un mal chronique dans cette petite localité. La proportion d'individus dont le niveau de scolarité est inférieur à la 9<sup>e</sup> année atteint 38,9% ce qui représente plus du double de la moyenne provinciale (18,1%). Quant à ceux qui détiennent une formation universitaire, ils ne constituent que 3,7% de la population marcelloise. De plus, la plupart d'entre eux ne sont pas, selon nos sources, originaires de la place.

Si le territoire recèle de nombreuses ressources naturelles (montagnes, lacs, rivières, forêt, etc.), celles-ci sont peu exploitées sur le plan touristique. Les infrastructures (aires de repos, équipements sanitaires, tables à pique-nique, débarcadère, terrain de camping sauvage, etc.) se limitent à l'essentiel. Elles se trouvent surtout autour du lac

Noir. On remarque aussi à proximité un gîte du passant qui offre à ses invités un déjeuner typiquement québécois. Jadis, le lac Noir était fréquenté par de nombreux villégiateurs qui provenaient des quatre coins du Bas-Saint-Laurent, voire du Nouveau-Brunswick pour ses eaux poissonneuses et son site enchanteur. Une affiche datant de 1959 conservée dans les archives de la municipalité témoigne de l'importance de l'activité touristique qui régnait à cette époque. Sur cette affiche, nous pouvions lire ce qui suit:

Grandes courses nautiques. Spectacle inoubliable vu à l'Est du Québec. Une présentation du club nautique de Rimouski Inc. au Lac Noir, le 21 juin 1959 à 1:30 PM. Donné par des professionnels de la Quebec Outboard Racing Association. Participants venant de Québec, Ontario, Vermont, Maine, New Hampshire et New York.

La municipalité possède également un pont couvert. Aucune initiative n'est cependant prévue pour le mettre en valeur ni même pour le préserver.

Comme nous pouvons le constater, l'économie de St-Marcellin est très précaire. En fait, cette municipalité présente toutes les caractéristiques d'un milieu marginal. La faiblesse du taux d'activité (51,9%) en constitue un signe patent. Mais la manifestation la plus éloquente de cette marginalité se traduit, sans l'ombre d'un doute, par les bas niveaux de revenus. Suivant cet indicateur, St-Marcellin a souvent figuré parmi les localités les plus pauvres de la province<sup>30</sup>. Cette pauvreté a été longtemps assortie d'un esprit défaitiste, comme en témoigne cet extrait de l'ouvrage de François-Albert ANGERS paru en 1939. «Les gens de Saint-Marcellin sont en général extrêmement pauvres et manquent totalement d'enthousiasme pour le développement de ces lots qui semblent présenter très peu d'avantages» (ANGERS, 1939: 179). Et il ajoute:

<sup>30</sup> Au recensement de 1986, par exemple, elle arrivait au sixième rang des municipalités les plus pauvres du Québec. En 1991, elle détenait la 16<sup>e</sup> position. En 1996, elle occupait la 36<sup>e</sup> place en termes de pauvreté relative si l'on tient compte de ce même indicateur, la première étant détenue par la localité de Ste-Jeanne-d'Arc.

On a distribué pendant plusieurs années à Saint-Marcellin de forts montants de «secours directs». Plusieurs colons, habitués à retirer un argent facile, s'astreignent difficilement aujourd'hui à travailler et à peiner pour gagner leur subsistance. On rencontre un bon nombre de colons très peu méritants qui vont parfois jusqu'à vendre les grains de semence... Il n'est donc pas étonnant que cette paroisse, qui comprend des terres très désavantageuses et des colons souvent indifférents pour l'agriculture, n'arrive que très lentement dans la voie du progrès (ANGERS, 1939: 179).

Bien que les inégalités ne soient plus aussi criantes que par le passé<sup>31</sup>, la pauvreté constitue toujours une réalité bien présente à St-Marcellin. Elle se matérialise notamment par la petite taille des maisons. Elle se manifeste également par l'importance des transferts gouvernementaux dans la composition du revenu total. Ces derniers représentent 54,8% de celui-ci. Le taux de chômage (39,3%) est effectivement très élevé. En outre, en décembre 2000, plus de la moitié de la population (52,9%) recevait des prestations d'aide sociale. Face à une telle marginalité, on ne peut se surprendre que le revenu moyen des familles ne corresponde qu'à 48,5% de celui du Québec ce qui fait de St-Marcellin l'une des municipalités les moins prospères de la province.

La qualité de l'aménagement paysager est relativement bonne compte tenu de la précarité de la situation socio-économique. Diverses actions (dont l'instauration d'un concours de type «Villes et villages fleuris» et la restauration récente du centre paroissial) menées par l'Association pour le développement économique de St-Marcellin conjuguées à un mouvement prononcé de rénovation domiciliaire ont contribué à l'amélioration du cadre bâti. Aucun bâtiment n'est vraiment abandonné, bien que l'école<sup>32</sup> et l'église apparaissent un peu délabrées. La présence de jardins ou de fleurs contribuerait sans

<sup>31</sup> Les transferts gouvernementaux et les différentes formes de protection sociale y sont sûrement pour quelque chose.

<sup>32</sup> Depuis sa fermeture, la commission scolaire ne s'en est plus jamais occupée. Cela est facilement observable dans la cour avant où les mauvaises herbes transpercent l'asphalte. L'aire de jeux que l'on retrouve en arrière est devenue inutilisable. La clôture est rouillée et brisée à plusieurs endroits. L'église, qui ressemble davantage à une petite chapelle, aurait également besoin d'être repeinte.

doute à rehausser la qualité de l'aménagement. Une meilleure signalisation permettrait également de ralentir la circulation, particulièrement celle des fardiens qui passent dans le village à vive allure. Mais cela est davantage la responsabilité du ministère des Transports et de la Sécurité publique que celle de la municipalité.

L'avenir de St-Marcellin, tout comme celui de la plupart de nos autres localités d'enquête d'ailleurs, est pratiquement impossible à prédire. En dépit de ses nombreux problèmes, St-Marcellin s'est caractérisé par une croissance de ses effectifs démographiques au cours des deux dernières périodes quinquennales<sup>33</sup>. En outre, la construction de nouvelles résidences est difficilement conciliable avec un processus de dévitalisation. Enfin, divers projets, menés de front par le comité de développement local, sont présentement en cours d'élaboration ou sont sur le point d'aboutir. Ils concernent l'aménagement de sentiers pédestres et de pistes de ski de fond (au lac Noir), l'établissement d'un centre d'accueil pour personnes âgées et le développement de l'industrie acéricole (montagne Blanche). Ce dernier projet est censé se réaliser en collaboration avec les municipalités limitrophes de St-Gabriel et de St-Narcisse.

#### **4.1.1.6 St-Athanase**

La municipalité de St-Athanase se situe dans la partie ouest de la MRC de Témiscouata à proximité du comté de Kamouraska dont elle a fait partie jusqu'en 1986. Située sur les hautes terres appalachiennes dont l'altitude varie entre 425 et 550 mètres,

---

<sup>33</sup> Cette croissance représente une augmentation de 7,9% (+23 individus) entre 1991 et 1996 et de 7% (+22 individus) entre 1996 et 2001.



territoriales. Une dizaine de nouvelles maisons se sont construites entre 1981 et 1996 ce qui a entraîné une certaine densification de la structure d'habitat particulièrement à l'ouest de l'église. Les trois nouvelles maisons que l'on y retrouve se démarquent de celles du village dont plusieurs sont laissées à elles-mêmes.

Les sols de cette localité sont très pauvres. Le relief est très accentué et rigoureux. Les quelques parcelles cultivables sont enclavées dans des secteurs de classe sept. En fait, 90% du potentiel biophysique local appartient à cette catégorie. Les sols de classe quatre recouvrent approximativement 10% de la superficie totale des terres. Plus de la moitié de cette surface est à l'état de friche. La dispersion des parcelles défrichées et des classes de sol est très forte. On ne compte qu'un seul cultivateur (comparativement à 96 en 1941) qui garde quelques animaux et pratique une agriculture d'autosuffisance.

L'exploitation forestière s'est révélée très importante au cours de la jeune histoire de cette municipalité. Jusqu'à la toute fin des années 50, une vingtaine de petites scieries procurait du travail à près de 300 personnes en plus de fournir une grande quantité de bois pour la construction des différents bâtiments de la paroisse. La surexploitation de la matière ligneuse, les facilités de transport du bois, la centralisation et la mécanisation des opérations ont fait disparaître, là comme ailleurs, la quasi-totalité de ces entreprises. Deux petits moulins à scie, dont l'un a été construit en 1946, sont toujours en fonction mais aucun de ceux-ci ne permet à leur propriétaire de tirer la totalité de leur subsistance. La municipalité compte une quinzaine de travailleurs forestiers presque tous à l'emploi de l'entreprise Deniso Lebel située à St-Joseph-de-Kamouraska. Ces travailleurs ne représentent que 9,1% de la main-d'œuvre locale.

Tableau 4.3

## Inventaire des érablières de la municipalité de St-Athanase en 1996

Érablières	Référence	Nombre d'entailles	Nombre d'employés	Production (en baril)
Sucrierie du Lac Landry Inc.	Adrien Dumont	40 000	6	277
Érablière Jacques Caron	Jacques Caron	6 500	Entreprise familiale	45
Érablière Yvan Bernier	Yvan Bernier	9 000	Entreprise familiale	65
Érablière Clermont Michaud	Clermont Michaud	5 000	Entreprise familiale	30
Érablière du Plateau	Raymond Michaud	2 000	Entreprise familiale	7
Sucrierie des Deux versants	Jean-Pierre Levasseur	20 000	2	143
Érablière Mario Patry	Mario Patry	6 800	Entreprise familiale	51
Érablière Gérard Chénard	Gérard Chénard	8 000	Entreprise familiale	58
Érablière Claude Patry Inc.	Claude Patry	17 600	Entreprise familiale	135,5
Érablière Domaine de la Rivière-Noire Inc.	Jacques Sirois	15 000	3	98
Roland Patry et Fils	Roland Patry	114 000	24	806
Érablière du Petit Ruisseau d'Eau Claire	Laurent Michaud	20 000	Entreprise familiale	132
Érablière l'Ô des Appalaches Inc.	Yvon Royer	34 000	6	237
Érablière Sylvain et Gaétan Dionne	Sylvain et Gaétan Dionne (Gédéon Lagacé)	6 000	2	21
Les Opérations Normand et Fils Inc.	Normand Patry	40 000	5	150
Érablière Claude Michaud	Claude Michaud	1 100	Entreprise familiale	6
Érablière Jacques Fontaine	Jacques Fontaine	15 000	2	75
Érablière L. Deschênes	Lionel Deschênes	3 500	Entreprise familiale	25
Sucrierie du Lac Castor Inc.	Sylvain et Yvon Ouellet	43 500	3	160
Érablière Bellevue	Jean-Louis Savoie	500	Entreprise familiale	1
Érablière René Fontaine	René Fontaine	13 300	2	81
La Sucrierie du Père Teddy Inc.	Dany et Sylvain Patry	20 000	6	150
Érablière Monette Sirois Enr.	Richard Després	11 500	1	75
Érablière du Soleil Levant Inc.	Gaston Ouellet	35 000	6	180
Érablière Guillaume Levasseur	Guillaume Levasseur	2 300	Entreprise familiale	16
Érablière des Nadeau	Martial Martin et René Nadeau	3 000	Entreprise familiale	17
Érablière du Domaine Bouvie Inc.	Régis Bouchard et Alain Lavoie (Montcalm Levasseur)	8 000	Entreprise familiale	25
La familiale des Jalbert	Hugo Jalbert (Meddy)	8 500	Entreprise familiale	35
<b>TOTAL</b>		<b>509 100</b>	<b>68</b>	<b>3 101,5</b>

Source: DESCHENES, Gilles. *Saint-Athanase 1922-1997. Histoire d'un pays de colonisation*. Saint-Athanase, Corporation municipale de Saint-Athanase, 1997, pp. H144-H155.

qu'à l'état embryonnaire. Au total, 75 personnes sont affectées au secteur primaire. Ce dernier compose 45,5% de la structure occupationnelle locale.

Statistique Canada recense 20 travailleurs dans le secteur secondaire lesquels représentent 12,1% des emplois locaux. La municipalité ne compte qu'une seule entreprise spécialisée dans la fabrication d'équipements acéricoles. Celle-ci procure du travail à seulement deux personnes. Les autres étaient tous à l'emploi des Viandes du Breton de Notre-Dame-du-Lac<sup>38</sup>.

Le secteur tertiaire est le deuxième plus grand pourvoyeur d'emplois. Ceux-ci, au nombre de 70, constituent 42,5% de la structure socioprofessionnelle de St-Athanase. Ils sont principalement occupés à Pohénégamook dans les secteurs des services sociaux et de l'enseignement mais aussi dans le commerce de gros et de détail, les soins de santé, les services sociaux, l'hébergement et la restauration (cf. tableau 4.2). La faune (perdrix, chevreuils, orignaux, caribous, etc.) est très diversifiée au sein de cette municipalité. Par ailleurs, la fermeture du garage, vers la fin des années 90, a provoqué une baisse des activités reliées à la chasse, à la pêche et au piégeage. La pratique de ces activités provoque tout de même une augmentation des effectifs démographiques (environ une cinquantaine d'individus) en automne. Ces derniers occupent essentiellement des chalets situés à proximité des nombreux lacs. D'anciens résidants possèdent également une

---

<sup>38</sup> Principal employeur de toute la MRC du Témiscouata, cet abattoir, qui embauchait 450 personnes, a été la proie des flammes en mai 2002. L'entreprise se reconstruira à Rivière-du-Loup et ce, en dépit d'une aide gouvernementale de 22 millions de dollars offerte par le gouvernement du Québec. Un manque d'eau dans la municipalité d'origine et l'éloignement des marchés expliqueraient ce choix. Cette décision aura sans doute des répercussions économiques majeures dans plusieurs petites localités rurales du Témiscouata dont celle de St-Athanase.

deuxième maison qui ne sert que l'été. Ceux-ci proviennent majoritairement des environs (Pohénégamook, Rivière-du-Loup, Nouveau-Brunswick, Maine).

Cette localité se distingue par de profondes disparités sociales, économiques et interindividuelles. Ces inégalités se traduisent notamment par la faiblesse du taux d'activité. Seulement 47,7% de la population âgée de 15 ans et plus est sur le marché du travail comparativement à 62,3% pour la province. Cette carence d'emploi oblige l'État à prendre en charge plusieurs familles condamnées au chômage ou à l'assistance sociale. Les paiements de transferts composent 39,8% du revenu total. Il en découle un revenu familial moyen qui ne se situe qu'à 65,4% de celui du Québec. St-Athanase est trop éloignée des villes et des centres de services pour en tirer des avantages économiques significatifs. De plus, les petites usines de transformation situées à St-Alexandre, à St-Joseph, à Notre-Dame-du-Lac et à Pohénégamook ne suffisent pas à faire augmenter de manière substantielle son revenu familial moyen.

Les inégalités se manifestent également au niveau de la trame d'habitat. Celle-ci est de qualité très inégale d'une part, entre les rangs (particulièrement ceux qui ne comportent pas d'acériculteurs) et le village et, d'autre part, entre les édifices publics et les maisons privées. Les maisons sont beaucoup plus petites au village comparativement à celles des rangs où l'on retrouve les propriétaires des grandes érablières. Malgré une certaine amélioration datant du début des années 90, l'habitat est de piètre qualité. Certains commerces et édifices publics dont l'église, le presbytère, la caisse populaire et le dépanneur nécessiteraient des rénovations majeures. L'église n'a subi aucune réparation depuis son édification en 1966. De plus, elle ne comporte aucun terrain de

stationnement. D'autres infrastructures, comme l'ancienne manufacture de gants et la station-service, sont carrément laissées à elles-mêmes. Remplie de crevasses et de trous, la cour de l'école constitue un véritable danger public pour les enfants. Il en est de même de l'embranchement qui mène à St-Athanase depuis la route principale 289. Cet embranchement est dans un état lamentable. La route est sinueuse. Elle est aussi remplie de nids-de-poule. On ne distingue même plus la ligne qui sépare les deux voies. Cette route n'a jamais fait l'objet de réfection depuis sa construction. Un cimetière d'automobiles n'a vraiment pas sa place au début de cet embranchement qui, par ailleurs, offre une vue imprenable sur les Appalaches et le lac Pohénégamook. Un décor aussi exceptionnel mériterait que l'on élimine tous les éléments de nuisance qui sont susceptibles de l'altérer. La rouille a eu raison du pont du CN qui serait dû pour être repeint. Quant à la route secondaire qui conduit à St-Athanase, la route à Picard, elle est, elle aussi, en très mauvais état. Cette route, qui va de Ste-Hélène au rang huit, est encore sur fond de gravier. Elle est très fréquentée notamment par des mastodontes qui transportent du bois à l'entreprise Deniso Lebel de St-Joseph. La circulation intense conjuguée à l'absence de pavage contribue à la rendre très dangereuse particulièrement en hiver ou après de fortes pluies.

La médiocrité de l'habitat se reflète aussi au niveau de l'aménagement du territoire. Ce dernier aspect est relativement négligé et ne suit aucun plan d'ensemble. L'aménagement paysager est rudimentaire et les efforts investis par la municipalité pour l'améliorer sont plutôt mitigés.

Enfin, cette dernière n'entrevoit pas la réalisation de quelconques projets de développement à court ou à long terme. Par contre, le comité de développement local envisage entreprendre des démarches pour favoriser l'implantation d'un poste d'essence, d'une garderie, d'un centre d'hébergement pour personnes âgées et d'une ZEC. Ce comité désire également mettre sur pied diverses initiatives à l'intention des jeunes (centre Internet, groupe de scouts, colonie de vacances). Tous ces projets, recueillis à la suite d'un sondage auquel ont répondu 116 personnes, ne verront probablement pas le jour mais ils reflètent un dynamisme latent au sein de la population. De son côté, le comité acéricole de St-Athanase entend bien intervenir auprès des diverses instances gouvernementales afin de récupérer les lots situés sur les terres de la Couronne. Une telle acquisition favoriserait une exploitation optimale de la ressource acéricole.

#### **4.1.1.7 St-Jean-de-Cherbourg**

Enclavée dans une cuvette encerclée de montagnes, la municipalité de St-Jean-de-Cherbourg se situe à 48 kilomètres au sud-est de Matane. Coincée entre les localités de Ste-Félicité et de Grosses-Roches au nord et le territoire non organisé de Rivière-Bonjour au sud, elle couvre une superficie de 113,23 kilomètres carrés. Détachée de Matane en 1947, la paroisse donnait son nom à la municipalité créée en 1954. En choisissant cette dénomination, on a voulu rendre hommage à saint John Fischer (1469-1535)<sup>39</sup>. La colonisation de la paroisse a débuté en 1935 au moment où la mission connaissait ses premiers balbutiements. Elle n'est sans doute pas étrangère à l'adoption

---

<sup>39</sup> Théologien anglais, Fischer meurt décapité par la suite de son opposition au roi Henri VII qui désirait divorcer d'avec Catherine d'Aragon.

de son patronyme. On y a joint l'élément Cherbourg parce que la municipalité relevait du canton de Cherbourg proclamé en 1864 dont l'appellation évoque une ville maritime de France dans le département de la Manche. Incités par le gouvernement de l'époque qui met de l'avant une campagne de colonisation (désignée comme le plan Vautrin du nom du ministre de la Colonisation) pour pallier la grande dépression, les premiers colons débarquent à St-Jean-de-Cherbourg en 1930. Ces derniers proviennent surtout de Matane. À la fin des années 30, on observe un éventail plus large des lieux d'origine des arrivants (Grosses-Roches, Ste-Félicité, St-Léandre, St-Adelme et Price). La partie nord du territoire est constituée d'un plateau au relief plus ou moins accidenté. La topographie devient beaucoup plus abrupte dans la portion sud en raison de la présence des monts Chic-Chocs. L'altitude moyenne est de 245 mètres. La municipalité est traversée par la rivière Matane dans sa partie sud alors que le Gros Ruisseau coule en son centre. Elle ne renferme aucun lac. Le territoire est sous couvert forestier dans une proportion de 90%.

Au dernier recensement de 2001, la municipalité de St-Jean-de-Cherbourg ne comporte plus que 210 habitants. Elle est la seule parmi les huit milieux à l'étude à ne pas s'être enrichie de nouveaux logements entre 1981 et 1996. En fait, il n'y a eu aucune construction nouvelle depuis 1971. Par ailleurs, il n'y avait pas de maison ni même de chalet à vendre au moment où nous avons effectué nos enquêtes sur le terrain.

Les sols de St-Jean-de-Cherbourg sont de nature silico-argileuse ou schisteuse. La couche arable n'est pas partout uniforme. À maints endroits, elle ne dépasse guère les 30 centimètres. La majorité de la superficie défrichée est de classe cinq (environ 66%), 30% est de classe trois. Le reste appartient à la classe sept. Les terres se présentent en

bandes étroites et allongées. La topographie accentuée, la proximité de la roche-mère, le manque de fertilité et un excès d'eau (particulièrement aux extrémités ouest et est de la municipalité) sont les principales contraintes reliées au potentiel agricole. En outre, l'altitude élevée influe négativement sur le climat.

La localité de St-Jean-de-Cherbourg présente toutes les caractéristiques d'un milieu marginal. Au plan économique, par exemple, le sous-emploi frôle la catastrophe. Il se traduit par un taux de chômage extrêmement élevé (57,9%) ainsi que par un pourcentage record de bénéficiaires de l'assistance sociale (80%). La médiocrité du potentiel biophysique ne favorise qu'une agriculture d'autosubsistance. On n'y dénombre qu'un seul agriculteur qui pratique l'élevage laitier dans le rang huit. Sa ferme couvre une superficie de 511 acres. Étant donné que ses terres reposent sur quelques parcelles de classe trois, il parvient, tant bien que mal, à cultiver quelques plantes fourragères telles que du foin, de l'avoine et de l'orge qui servent à l'alimentation du bétail. Les terres laissées en friche représentent 90% de la superficie cultivable. Les quelques emplois disponibles se limitent à l'exploitation de la matière ligneuse. L'épuisement de la forêt est facilement observable par un simple coup d'œil sur les montagnes presque toutes dénudées qui entourent la municipalité. Des expériences de reboisement ont été tentées au début des années 80 mais les résultats tardent à se manifester. On y retrouve deux petites scieries qui emploient une douzaine de travailleurs. Jusqu'au début des années 50, quatre moulins à scie, qui s'alimentaient du bois coupé sur les lots de colons, fournissaient du travail à 56 personnes. Les chantiers en embauchaient une quarantaine d'autres. Les érablières, les mines et les tourbières sont totalement inexistantes. La présence de deux



rivières favorise la pêche à la truite et au saumon. Elle n'est cependant pratiquée qu'à des fins récréatives. Le secteur primaire englobe 23,1% de la main-d'œuvre active locale.

Hormis les deux petites scieries, les activités reliées à la transformation des ressources se limitent à la présence d'une entreprise artisanale (Reliure Double J) qui ne procure de l'emploi qu'à son propriétaire sur une base occasionnelle.

Le secteur tertiaire n'est guère plus dynamique. La majorité des emplois qu'il génère sont occupés à l'extérieur de la localité de séjour notamment à Matane, à Ste-Félicité, à St-Adelme et à St-Luc<sup>40</sup>. Ils se répartissent dans les domaines suivants: commerce de détail (15 emplois), hébergement et restauration (15 emplois), services gouvernementaux (10 emplois) et autres types de services (10 emplois). Les monts Logan, Matavees, Blanc, Collines et Fortin présentent un certain potentiel touristique. Ils abritent une flore et une faune diversifiées. De plus, ils offrent une vue spectaculaire sur l'estuaire du St-Laurent. Des activités de chasse et d'escalade pourraient facilement y prendre place. On pourrait aussi y aménager des pistes de ski de fond et des sentiers pédestres. En dépit de cette sous-exploitation, une quarantaine d'individus provenant surtout de Matane, de Sept-Iles, de Montréal et de Québec occupent, durant la belle saison, les quelques chalets que l'on y retrouve. Toutefois, les infrastructures qui sont mises à leur disposition se limitent à un gîte du passant ainsi qu'à des sentiers pour VTT et vélos de montagne.

---

<sup>40</sup> Statistique Canada ne recense aucun navetteur dans cette localité. Par ailleurs, l'agence fédérale dénombre 50 individus affectés au secteur tertiaire. Étant donné que St-Jean-de-Cherbourg se caractérise par la très grande faiblesse de son infrastructure de services, tout porte à croire que ces emplois sont détenus dans les localités avoisinantes. D'ailleurs, nos enquêtes auprès des différents intervenants locaux ont permis de constater qu'environ 35% de la main-d'œuvre active effectuait quotidiennement la navette entre leur lieu de travail et de séjour. De toute évidence, une telle disparité est imputable à des problèmes de recensement.

La marginalité économique se manifeste plus particulièrement dans l'organisation physique de l'espace. Cette organisation se caractérise notamment par l'anarchie du lotissement et des fonctions, la médiocrité de certaines habitations et la mauvaise qualité de l'aménagement paysager. Plusieurs maisons sont vétustes et nécessiteraient des réparations majeures. Par ailleurs, quelques résidences ont profité, au début des années 80, de différents programmes de rénovation domiciliaire mis en place par le gouvernement provincial. Des édifices publics tels que la cantine, le bureau de poste, le centre sportif et communautaire, se détériorent graduellement. Lors de notre passage, l'escalier de la petite chapelle<sup>41</sup> était tellement pourri qu'il ne tenait qu'à un fil. En outre, cet escalier n'était même pas muni d'une rampe de sécurité. Cela rend l'accès à cet édifice très risqué, voire dangereux particulièrement pour les personnes âgées qui sont sans doute les plus nombreuses à le fréquenter. Sur le terrain du centre sportif, les bandes de la patinoire menaçaient de s'effondrer. À l'entrée du village, on remarque la présence d'une roulotte inhabitée. Cette dernière, qui abritait jadis une cantine, donne une mauvaise impression de la qualité de l'habitat. Les éléments de nuisance, les chiens errants et divers objets laissés à la traîne dans les champs et les cours, sont nombreux. L'aménagement du territoire est désordonné avec un grand mélange de fonctions et un manque d'harmonie dans les formes, les couleurs, les volumes et la nature des matériaux. La route qui conduit à cette localité est très tortueuse en plus d'être pleine de crevasses et de trous. Elle constitue un handicap sérieux à l'amélioration de la situation socio-économique. Par ailleurs, le cimetière est bien entretenu. Plusieurs épitaphes sont ornées de fleurs et de

---

<sup>41</sup> L'église a été démolie en novembre 1990 parce que la fabrique n'était plus en mesure d'en assumer les coûts. C'est la salle paroissiale qui sert de temple religieux.

couronnes mortuaires. Tout porte à croire que ces pierres tombales ont fait l'objet d'une restauration récente.

Outre les nombreuses carences reliées à la dégradation du milieu, à la précarité de son économie et à son isolement géographique, cette localité est également aux prises avec un important problème de marginalité sociale. Cette dernière se manifeste notamment par un esprit défaitiste<sup>42</sup> ainsi que par l'absence d'initiatives de développement. Un comité de citoyens s'est formé au début des années 90 mais la plupart des projets<sup>43</sup> qu'il a élaborés ne se sont jamais concrétisés. Les bonnes causes attirent les gestes bien intentionnés mais tout comme l'enfer est pavé de bonnes intentions, elles ne suffisent pas à enclencher une dynamique de développement local. La sous-scolarisation des résidants de St-Jean-de-Cherbourg est une autre manifestation de la marginalité sociale. En effet, 36,8% de ceux-ci détiennent moins d'une 9<sup>e</sup> année ce qui est plus du double de la moyenne québécoise. En outre, on n'y recense aucun diplômé d'études universitaires. Par ailleurs, cette localité ne semble pas, à première vue, souffrir d'un vieillissement prématuré de sa population. Les personnes âgées de 65 ans et plus ne forment que 6,3% de la population totale ce qui constitue la proportion la plus faible de nos huit localités d'enquête. Ce taux, relativement bas, s'explique en partie par le départ des

---

<sup>42</sup> Ce défaitisme n'a pas toujours caractérisé St-Jean-de-Cherbourg. On se souviendra notamment de la très forte mobilisation de la population locale qu'a suscité l'annonce de la fermeture de la municipalité à l'été 1968. Cette mobilisation a porté fruit puisque cette localité, contrairement aux trois autres qui l'entouraient (St-Nil, St-Thomas-de-Cherbourg et St-Paulin-Dalibaire) a survécu au projet du BAEQ. La réalisation d'une plaquette, *Et si St-Jean-de-Cherbourg m'était conté*, par une douzaine de femmes du village pour souligner le 50<sup>e</sup> anniversaire d'érection canonique de la paroisse constitue un autre exemple de détermination. Cette monographie, qui sort de l'ordinaire, situe les témoignages de ceux et de celles qui ont construit St-Jean-de-Cherbourg dans une perspective novatrice du point de vue des luttes populaires.

<sup>43</sup> Parmi ces projets, soulignons le réaménagement de la salle paroissiale, la construction d'un HLM, l'implantation d'une quincaillerie, la prestation de cours de poterie et de céramique, l'aménagement d'un terrain de camping et d'une piste d'hébertisme et la construction d'une serre pour la culture des champignons. Plus récemment, une piste de ski de fond et un terrain de jeux ont été aménagés grâce à une subvention accordée par le CLD de Matane.

retraités vers les centres urbains (notamment à Matane) où ils peuvent bénéficier d'une plus grande variété de services.

La municipalité et les principaux acteurs impliqués dans le développement local ne prévoient pas mettre sur pied des projets de grande envergure à plus ou moins court terme si ce n'est que l'aménagement d'un jardin communautaire ou encore diverses tentatives concernant la culture de l'argousier. Bien que le propriétaire du gîte du passant caresse le rêve d'annexer à ses installations une piscine et un gymnase, il est peu probable que ces nouvelles infrastructures voient le jour en raison des investissements qu'elles nécessitent et du manque de clientèle à desservir.

#### 4.1.1.8 St-Guy

Située sur le plateau appalachien à 28,3 kilomètres au sud-est de Trois-Pistoles, dans la partie est de la MRC des Basques, la localité de St-Guy est coincée entre celles de St-Médard et de Lac-des-Aigles. Le nom de la paroisse (1957) et de la municipalité (1958) évoque un saint très populaire du Moyen-Âge (saint Gui ou Guy) également connu comme saint Vite (ou Vithe) que l'on priait pour être délivré de la danse dite de Saint-Gui, une sorte d'épilepsie ou d'agitation nerveuse<sup>44</sup>. Il en revient à Monseigneur Courchesne d'avoir placé la desserte, ouverte en 1936, dans la foulée du plan de colonisation d'Irénée

---

<sup>44</sup> Martyrisé en 303, ce fils d'un riche païen de la Sicile aurait échappé à la mort à plusieurs reprises au cours de supplices défiant toute résistance humaine. Ce personnage n'est cependant pas connu que par la légende. Jadis, on identifiait l'endroit comme la colonie de Bédard-Centre, appellation tirée de celle du canton dans les limites à l'intérieur desquelles la municipalité a été implantée.

Vautrin, sous l'invocation de saint Guy, pour souligner les débuts de la construction de l'église le 15 juin, jour de la fête de ce saint.

Les lacs (Grosses truites, aux Cèdres et St-Guy) sont relativement nombreux mais de petites dimensions. De plus, trois rivières étendent leurs ramifications jusque dans cette localité. Il s'agit de la rivière Rimouski (jusqu'au Grand lac Touladi), de la rivière Trois-Pistoles (en passant par la Boisbouscache) et de la rivière St-Jean.

Il s'agit de la plus petite localité, en termes d'effectifs démographiques, de nos huit entités à l'étude. Au recensement de 2001, elle ne comportait que 106 habitants. La densité de population (0,77 habitant au kilomètre carré) est très faible. Celle-ci se répartit sur une superficie qui couvre plus de 140 kilomètres carrés. On retrouve une petite agglomération constituée d'une vingtaine de maisons au village. Certains individus occupent toujours les six rangs de la municipalité dont la plupart sont en voie de désertification. Selon Statistique Canada, la localité se serait enrichie d'une dizaine de constructions nouvelles entre 1981 et 1996. Nos entrevues avec les différents acteurs locaux et nos visites sur le terrain ne nous permettent guère de corroborer une telle information. Des problèmes de recensement seraient encore une fois la cause. Par ailleurs, une seule maison était à vendre.

Les terres agricoles offrent un très faible potentiel. Quelques cultivateurs ont formé une corporation agricole en 1944 mais cette dernière s'est dissoute quatre ans plus tard. Le sol manque de fertilité, est trop humide et rocailleux. Il demande continuellement à être drainé et enrichi par des engrais. Le relief étant abrupt dans toute la municipalité –

l'altitude moyenne varie entre 250 et 425 mètres – l'érosion est toujours à craindre. Cette altitude élevée confère à la localité un climat sévère peu propice aux cultures fourragères et encore moins maraîchères. D'après les cartes de l'Inventaire des Terres du Canada, 85% du sol de cette localité est de classe cinq et 15% de classe sept. La dispersion des parcelles cultivables et le morcellement des classes de sol sont très forts ce qui gênent considérablement leur mise en culture. On ne dénombre plus qu'un seul cultivateur comparativement à 34 en 1961<sup>45</sup>. Son exploitation est petite (moins de 100 acres). Elle est recensée avec la municipalité de Ste-Rita. Il s'agit d'un «agriculteur du dimanche» qui pratique l'élevage de bovins de boucherie uniquement pour sa consommation personnelle.

De type coniférienne, la forêt occupe la majeure partie de ce vaste territoire. Elle renferme également plusieurs groupements surtout du sapin, de l'épinette, du merisier, du cèdre et de l'érable. Elle procure de l'emploi à une dizaine de personnes<sup>46</sup> qui œuvrent toutes dans le secteur de la première transformation. Elles travaillent, pour la plupart, à l'extérieur de la localité notamment dans des scieries situées au Lac-des-Aigles, à St-Mathieu, à St-Narcisse et à Biencourt. Deux producteurs locaux possèdent trois débusqueuses. Quelques particuliers exploitent, à des fins personnelles, des lots à bois. À noter que St-Guy a déjà compté jusqu'à sept moulins à scie qui employaient une soixantaine d'hommes au plus fort de la saison. La municipalité comporte également six érablières dont les quelque 80 000 entailles produisent annuellement 440 barils de sirop d'érable brut. La pêche à la truite est pratiquée par des amateurs provenant de la région mais aussi de Québec, de Montréal, de Gatineau et de Baie-Comeau. St-Guy est

<sup>45</sup> Dans cette localité, l'agriculture a connu une évolution conforme à la pauvreté des sols.

<sup>46</sup> Les statistiques que nous présentons dans cette section ne correspondent pas toujours à celles qui figurent au tableau 4.1. Cela est principalement attribuable à des problèmes de recensement.

également reconnue pour ses activités de chasse, si bien que la population augmente d'une trentaine de personnes de la fin juillet au début novembre. On compte 49 chalets situés autour des trois principaux lacs de la municipalité. Des gisements de cuivre et de serpentinite ont récemment été découverts par la Société d'exploitation des ressources du Bas-Saint-Laurent. Ces derniers sont cependant à l'état de prospection.

Selon les données de Statistique Canada, la totalité de la main-d'œuvre active serait affectée au secteur secondaire. Ce dernier se compose essentiellement de trois entreprises: Atelier de Couture SN, Trappage Pierre Legros Inc. et Dimension Forêt SPB Inc. Les deux premières embauchent chacune un employé. Elles se spécialisent respectivement dans la confection de vêtements recyclés et le tannage de peaux de renard et de castor. Fondée en 1992, l'entreprise Dimension Forêt SPB Inc. crée une quinzaine d'emplois saisonniers. Elle a contribué, depuis sa création, à la plantation de plus de 500 000 arbres. Ouvrant dans les travaux de reboisement, cette petite industrie privilégie une approche d'exploitation orientée vers le développement durable. Elle bannit l'utilisation de machinerie lourde pour effectuer les activités reliées au débardage du bois.

Officiellement, on ne dénombre aucun travailleur affecté au tertiaire. Cependant, nous avons appris qu'une personne occupait un emploi dans ce secteur d'activité à Lac-des-Aigles, une autre à Trois-Pistoles et deux à St-Cyprien. St-Guy se démarque par son très faible taux de solarisation ainsi que par sa très forte proportion de personnes âgées. Plus de la moitié de la population locale possède moins d'une 9<sup>e</sup> année. Aucun individu n'est détenteur d'un diplôme d'études universitaires. Cette localité possède la population

la plus vieille parmi les huit entités considérées. Les individus âgés de 65 ans et plus représente 23,1% de la population totale.

Les statistiques concernant l'économie locale se réduisent à leur plus simple expression. Nous savons que le taux d'activité s'établit à 11,1%. Pour des raisons de confidentialité, nous ne disposons d'aucune donnée portant sur le revenu des particuliers. Compte tenu de l'effet de taille habituel et de la nature de l'économie, on peut supposer que les revenus locaux ne sont pas très élevés. En outre, d'après les informations que nous avons obtenues auprès du ministère de la Sécurité sociale, 34,7% de la population de St-Guy était détentrice de la sécurité du revenu en décembre 2000.

La structure de l'habitat est relativement bonne. Les maisons sont généralement bien entretenues et de bonne qualité. L'aménagement paysager y est aussi soigné témoignant de l'intérêt des résidents pour leur milieu. Bien que les escaliers aient été retouchés, l'église est laissée à l'abandon. Il est d'ailleurs fort probable qu'elle fasse l'objet d'une démolition à moyen terme. Depuis sa fermeture en 1978, l'école n'a pas été rénovée. Propriété de la municipalité, cette dernière a cependant effectué quelques transformations afin de la convertir en logements. Outre ceux-ci et les bureaux municipaux, elle abrite une bibliothèque, un club de santé et une salle de loisirs. Le presbytère a été converti en résidence privée. Il s'est relativement bien conservé grâce à l'initiative de néo-ruraux qui en ont fait l'acquisition. Deux maisons, situées au village, auraient besoin de rénovations majeures.



Par ailleurs, St-Guy souffre d'isolement géographique et de problèmes d'accessibilité. Seulement deux routes conduisent à cette municipalité. La première, en excellente condition, correspond à la 296. Si l'on arrive de Trois-Pistoles, il faut d'abord emprunter la 293 qui mène à Ste-Françoise. Or, il n'y a aucune signalisation, que ce soit à Trois-Pistoles, à St-Jean-de-Dieu ou à Ste-Françoise, qui indique la direction à prendre pour aller à St-Guy. Ce n'est qu'à St-Médard où l'on peut trouver un panneau qui annonce ladite localité. Quant au second accès, il s'agit d'un embranchement relié à la route 296 que l'on emprunte au Lac-des-Aigles via la 232. Les résidents de St-Guy réclament son pavage depuis de nombreuses années. Comme elle est peu fréquentée et qu'elle se situe en plein cœur de la forêt, il n'est pas rare d'y apercevoir des orignaux ou des chevreuils en train de la traverser.

La municipalité de St-Guy a approché celle de St-Médard afin d'embaucher, à mi-temps, un agent de développement. Elle dispose également de 90 lots intramunicipaux qui pourraient être exploités à des fins acéricoles. Aucune démarche n'a cependant été entreprise en ce sens. Enfin, un projet concernant l'implantation d'un terrain de jeux est présentement en cours.

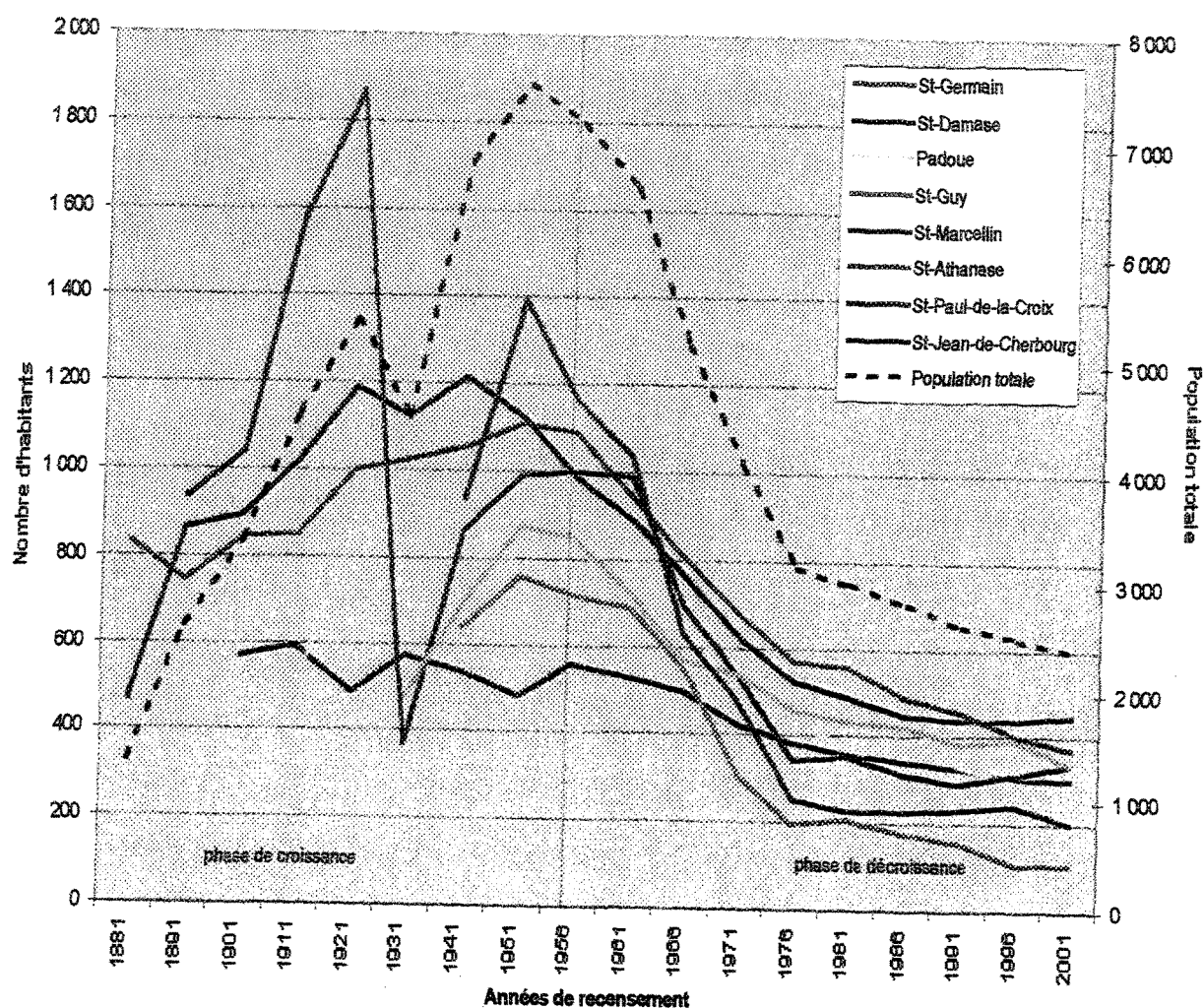
#### **4.1.2 Évolution démographique**

Les localités d'enquête présentent sensiblement le même profil d'évolution démographique que celui de leurs homologues de 500 habitants et moins. Globalement, nous distinguons deux phases d'évolution.

La première correspond à la mise en place du peuplement. Elle s'étend de 1881 à 1951 (graphique 4.1). Elle se caractérise par une croissance quasi continue des effectifs humains pour atteindre un sommet de 7 547 habitants au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. En 1951, trois de ces huit petites localités avaient une population qui dépassait le cap des 1 000 habitants. Il s'agissait de St-Jean-de-Cherbourg (1 390), St-Damase (1 127) et St-Paul-de-la-Croix (1 113). Durant les 10 premières années de cette phase de croissance, la population de St-Damase est passée pratiquement du simple (456 habitants) au double (863 habitants). Elle a poursuivi son ascension jusqu'à la grande crise économique des années 30 où elle a commencé à décliner pour ensuite se stabiliser au recensement suivant. À cette époque, de nombreuses personnes étaient forcées de s'exiler vers les grands centres urbains ou encore sur la Côte-Nord pour trouver du travail. De son côté, St-Marcellin se détache de St-Gabriel et devient, à partir de 1924, une municipalité à part entière. Sa population décroît de 1 501 personnes entre 1921 et 1931, ce qui représente une diminution de 80,3%. Plusieurs familles quittent cette municipalité pour retourner à St-Anaclet d'où elles étaient venues. D'autres sont allées s'établir à St-Gabriel. Enfin, de nombreux fils de cultivateurs déménagent à Esprit-Saint pour vivre du bois et des allocations. À St-Paul-de-la-Croix, la colonisation s'est faite plus difficilement. Les premières années de l'occupation du territoire se sont inscrites dans le sens de l'irrégularité. La population de cette municipalité a diminué en 1891 pour augmenter de manière continue jusqu'en 1951. Ce comportement démographique s'applique également à St-Germain. Après avoir perdu 105 personnes en 1921 en raison du marasme économique qui sévit dans l'ensemble de la province, la population a poursuivi sa remontée jusqu'en 1956 où elle a atteint un niveau record de 560 personnes. Le cas de Padoue se distingue des autres localités en ce sens où sa démographie a évolué en dents

Graphique 4.1

Évolution de la population dans les localités d'enquête depuis leur première inscription au recensement canadien à 2001



Source: Statistique Canada. Recensements de 1881 à 2001.

de scie. De 1911 à 1931, la population grimpe constamment passant respectivement de 496 à 915 habitants. Elle diminue légèrement par la suite pour atteindre 811 personnes. Cette décroissance est à l'image de la fragilité des bases économiques locales qui reposent essentiellement sur l'exploitation de la forêt et sur une agriculture d'autosubsistance. Incapable de réorienter son économie, une partie de sa population a dû migrer vers des lieux plus prospères. La crise des années 20 a servi de prétexte à

l'ouverture de nouvelles paroisses dont celle de St-Athanase. À l'instar de la plupart des localités rurales du Québec et du Bas-Saint-Laurent, St-Athanase s'est caractérisée par une évolution positive de ses effectifs. Cette tendance s'est prolongée jusqu'en 1951. Quant à St-Guy et à St-Jean-de-Cherbourg, elles ne sont ouvertes au peuplement qu'à partir des années 40. Leur croissance démographique, attribuable essentiellement à une très forte natalité, a été cependant de courte durée. Elles ont amorcé, en effet, un déclin qui devient inéluctable à partir de 1956.

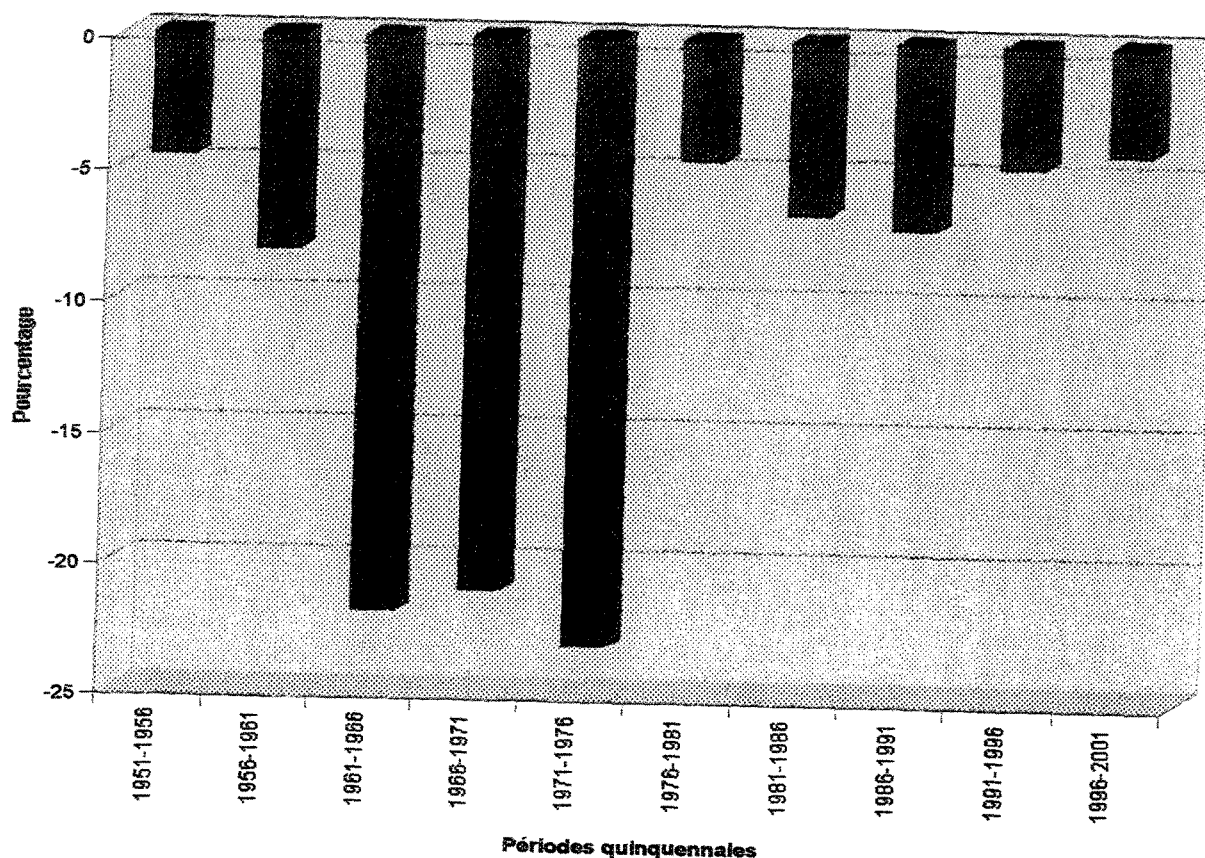
La seconde phase se distingue par une évolution négative des effectifs démographiques. Ce dépeuplement, qui débute en 1956, se poursuit jusqu'à nos jours. De 1956 à 2001, les huit petites localités étudiées ont perdu 5 158 personnes. Les pertes vont en s'accroissant d'une période quinquennale à l'autre (graphique 4.2). Le creux de la vague est atteint entre 1971 et 1976 où la population chute de 23,1%. L'abandon de l'agriculture, la dénatalité et l'exode rural sont en partie responsables de cette saignée démographique<sup>47</sup>. La situation devient particulièrement catastrophique à St-Guy et à St-Jean-de-Cherbourg au cours de la décennie 1961-1971. Frappées de plein fouet par la chute des emplois primaires, ces deux localités ont perdu plus de la moitié de leur population durant cette période. L'industrialisation de l'agriculture a entraîné le départ de nombreuses personnes qui ne pouvaient plus vivre de cette activité sur une base familiale. Les usines de sciage ont fermé l'une après l'autre et des rangs complets se sont vidés. En ce qui concerne plus spécifiquement le cas de St-Guy, sa population est passée de 760 habitants en 1951 à seulement 106 en 2001, ce qui représente une diminution de 86%. En

---

<sup>47</sup> Mais comme nous le verrons plus loin avec le cas de St-Damase par exemple, ces facteurs sont loin d'expliquer tout le dépeuplement rural qui s'est produit alors dans ces localités comme dans une large partie de la province.

Graphique 4.2

Évolution démographique des localités d'enquête, par périodes quinquennales, de 1951 à 2001



Source: Statistique Canada. Recensements de 1951 à 2001.

fait, aucune autre localité de la province n'a connu une hémorragie aussi intense en l'espace d'un demi-siècle. Cette hémorragie a été telle qu'elle menace à plus ou moins court terme l'existence même de cette municipalité. L'évolution démographique de St-Paul-de-la-Croix est devenue également fort préoccupante. Cette localité a perdu plus des deux tiers de ses effectifs entre 1951 et 2001. Parce qu'elle se trouve au mauvais endroit dans la trame de peuplement bas-laurentien, la petite municipalité de St-Athanase présente de sérieuses difficultés sur le plan démographique. Des 873 personnes que l'on dénombrait en 1951, il n'en reste plus que 336 en 2001.

Si la décroissance de la population constitue un phénomène généralisé, celle-ci ne s'est pas effectué partout de façon continue. Certaines localités, pensons notamment à St-Germain, à St-Marcellin et à St-Damase, se caractérisent par des inflexions constantes de leurs courbes d'évolution démographique ce qui rend difficile toute prédiction quant à l'avenir de ces milieux. Chaque municipalité représente, en effet, un cas unique dont l'évolution dépend aussi bien de spécificités locales que de considérations exogènes. St-Germain, par exemple, s'est enrichi de trois nouveaux habitants entre 1996 et 2001. Il s'agit certes, d'une très faible croissance. Elle n'en demeure pas moins hautement significative de la mobilité et de la multiplicité des facteurs en présence. À St-Damase, le développement d'un nouveau quartier résidentiel a favorisé une densification de l'habitat qui, à son tour, s'est traduite par un accroissement de 2,3% de la population locale au cours de la même période quinquennale. Dans cette dernière localité, l'exode ne constitue pas un problème aussi criant que celui observé dans les sept autres municipalités d'enquête; mais cela n'a pas empêché la régression de la population dans une proportion de 28% entre 1971 et 2001. Après de longues années de décroissance, la population de St-Marcellin est en augmentation depuis 1991. L'arrivée de néo-ruraux et le retour de personnes natives de l'endroit sont en partie responsables de cette situation. Des localités telles que Padoue et St-Athanase dont l'état de la santé démographique est pourtant jugé critique présentent des discontinuités dans leur trajectoire d'évolution. Les conditions d'établissement, le retour des anciens, l'enracinement, la qualité de vie, l'arrivée de néo-ruraux, la propagande et l'amour de la terre figurent parmi les principaux facteurs locaux susceptibles d'expliquer de telles variations.

### 4.1.3 Organisation de l'infrastructure de services

La petite taille démographique de ces localités se reflète sur la composition de leur infrastructure de services. Cette dernière se réduit au strict minimum presque partout.

En ce qui concerne les services municipaux, l'hôtel de ville est dans un immeuble à part entière à St-Damase, St-Marcellin et St-Athanase. Les localités de St-Damase et de St-Germain sont les seules à disposer d'un réseau d'aqueducs alors que St-Damase et St-Guy possèdent un système d'égouts (tableau 4.4). Un réseau d'aqueducs et d'égouts est présentement en construction à Padoue. Les autres localités en sont dépourvues. Une telle situation ne doit pas nécessairement être interprétée comme une catastrophe. Tous ne considèrent pas ce service comme une nécessité. Si la petite taille des localités et la dispersion de la population ont comme inconvénient d'accroître les coûts de construction d'aqueduc par habitant desservi et même de priver plusieurs individus de ce service, elles n'empêchent personne d'obtenir toute l'eau requise pour la consommation courante grâce notamment à la présence de puits artésiens (dans les rangs) et d'aqueducs collectifs (au village).

Le volume de population d'une municipalité influe directement sur la quantité et la qualité de l'équipement qu'elle peut s'offrir au chapitre de la protection contre les incendies. L'existence d'adductions d'eau dans les localités possédant un système d'aqueduc conditionne aussi le type de protection à assurer et son efficacité. Padoue et St-Paul-de-la-Croix sont dotés d'un service relativement complet de protection contre le feu. Cette dernière localité est la seule qui possède un camion-citerne et une caserne de

Tableau 4.4

## Recension des principaux services dans les localités d'enquête

Types de services/Localités	St-Damase	St-Paul-de-la-Croix	St-Athanase	St-Germain	Padoue	St-Marcellin	St-Jean-de-Cherbourg	St-Guy
<b>Services publics</b>								
aqueduc	X			X	X			
égout	X				X			X
protection contre les incendies		X			X			
camion-citerne		X						
caserne de pompiers		X						
pompiers bénévoles		X		X	X	X		
loisirs (OTJ)	X	X	X	X	X	X	X	X
agent de développement rural		X				X		
bibliothèque municipale	X	X	X	X	X	X		X
garage municipal	X	X	X	X	X	X		X
parc municipal	X	X				X		
enlèvement de la neige	X <sup>1</sup>	X		X	X <sup>12</sup>	X <sup>1</sup>	X <sup>12</sup>	X <sup>1</sup>
cueillette des ordures	X	X	X	X		X	X	
pratique de la cueillette sélective	X	X		X <sup>6</sup>			X	
trottoirs		X			X	X		
éclairage des rues la nuit	X	X	X			X	X	X
dépôt de recyclage	X	X	X	X				
téléphone public	X	X	X		X	X		
service d'urgence 911	X	X		X	X		X	X
école primaire	X	X	X		X		X	
comité d'urbanisme	X							
pistes cyclables							X	
sentiers pédestres aménagés	X			X			X	
sentiers de ski de fond	X			X			X	
sentiers de motoneige	X	X	X	X	X	X	X	
bureau de poste	X <sup>1</sup>	X	X	X <sup>1</sup>	X <sup>2</sup>	X <sup>2</sup>	X <sup>1</sup>	X <sup>1</sup>
ententes intermunicipales	X <sup>24</sup>	X <sup>28</sup>	X <sup>17</sup>	X <sup>6</sup>	X <sup>13</sup>	X <sup>3</sup>	X <sup>22</sup>	X <sup>6</sup>



Tableau 4.4

## Recension des principaux services dans les localités d'enquête (suite)

Types de Services/Localités	St-Damase	St-Paul-de-la-Croix	St-Athanase	St-Germain	Padoue	St-Marcellin	St-Jean-de-Cherbourg	St-Guy
<b>Services religieux</b>								
église	X	X	X	X	X	X		X
presbytère	X <sup>25</sup>	X <sup>19</sup>	X <sup>18</sup>	X <sup>19</sup>	X <sup>26</sup>	X <sup>18</sup>		X <sup>31</sup>
cimetière	X	X	X	X	X	X	X	X
curé permanent								
fréquences des messes	2 par sem.	3 par sem.	2 par sem.	5 par sem.	2 par sem.	1 par sem.	1 par sem. en été et 3 par mois en hiver	1 par mois <sup>33</sup>
feuilleton paroissial	X	X	X	X	X	X		
organiste	X	XXX	X	X <sup>9</sup>	X <sup>14</sup>	X		
<b>Services privés et communautaires</b>								
dépanneur	XX	X	X	X	X	X	X <sup>7</sup>	
salon de coiffure	XXX	X	X		X <sup>15</sup>	X		X <sup>15</sup>
caisse populaire	X	X <sup>29</sup>	X	X	X			
coopérative	X							
quincaillerie		X						
animalerie		X						
hôtel	X	X	X <sup>20</sup>		X			
gîte du passant		X		XX	X	X	X	
motel				X				
cantine	X				X	X		
restaurant	X	X		X				
station-service	X							
patinoire	X	X	X	X	X	X	X	
pavillon communautaire	X	X	X	X		X	X	X
journal communautaire		X	X			X		
terrain de sport	X	X	X	X	X	X		
centre de loisirs	X	X	X	X	X	X	X	X
terrain de camping	X			X				
salon funéraire	X							
club vidéo	X		X		X	X		
garderie	XX	X						
salon de bronzage	X							

Tableau 4.4

## Recension des principaux services dans les localités d'enquête (suite et fin)

Types de Services/Localités	St-Damase	St-Paul-de-la-Croix	St-Athanase	St-Germain	Padoue	St-Marcellin	St-Jean-de-Cherbourg	St-Guy
centre d'interprétation de la nature				X				
centre d'accueil	X			X				
câblodistribution	X	X		X <sup>10</sup>	X	X <sup>4</sup>		
Internet	X	X	X	X	X	X		X
photocopie	X	X	X	X	X	X	X	X
télécopie	X	X	X	X	X	X	X	X
Le Soleil	X	X	X	X				
Journal de Québec	X	X	X	X		X		
La Presse						X		
service de camelot		X						
Services de solidarité								
soins infirmiers à domicile	X <sup>27</sup>	X <sup>30</sup>	X <sup>21</sup>	X <sup>11</sup>	X <sup>16</sup>	X <sup>5</sup>	X <sup>23</sup>	X <sup>32</sup>
soins palliatifs	X <sup>27</sup>	X <sup>30</sup>	X <sup>21</sup>	X <sup>11</sup>	X <sup>16</sup>	X <sup>5</sup>	X <sup>23</sup>	X <sup>32</sup>
aide ménagère	X <sup>27</sup>	X <sup>30</sup>	X <sup>21</sup>	X <sup>11</sup>	X <sup>16</sup>	X <sup>5</sup>	X <sup>23</sup>	X <sup>32</sup>
menus travaux	X <sup>27</sup>	X <sup>30</sup>	X <sup>21</sup>	X <sup>11</sup>	X <sup>16</sup>	X <sup>5</sup>	X <sup>23</sup>	X <sup>33</sup>
repas à domicile		X <sup>30</sup>				X <sup>5</sup>	X <sup>23</sup>	
service de garde	X <sup>27</sup>	X <sup>30</sup>			X <sup>16</sup>	X <sup>5</sup>		
groupe de soutien		X		X <sup>11</sup>		X <sup>5</sup>		

Notes:

- <sup>1</sup> La municipalité possède ses propres équipements.
- <sup>2</sup> Il est situé dans un dépanneur.
- <sup>3</sup> L'entente s'applique au service de protection des incendies (St-Narcisse).
- <sup>4</sup> Le service est disponible uniquement pour les résidences situées le long de la route 234. Il n'y a pas de service de câble au village proprement dit et dans les rangs.
- <sup>5</sup> Ce service est dispensé par le CLSC Rimouski-Neigette. À noter, la présence d'un point de service à St-Marcellin.
- <sup>6</sup> Ce service est offert depuis février 1999.
- <sup>7</sup> Il est situé dans une maison privée.
- <sup>8</sup> L'entente s'applique au service de protection des incendies. En ce qui concerne la localité de St-Germain, le service est offert par la ville de St-Pascal alors que Lac-des-Aigles dessert celle de St-Guy.
- <sup>9</sup> Il s'agit de l'organiste de St-Pascal.
- <sup>10</sup> Le service n'est pas disponible dans les rangs.
- <sup>11</sup> Ce service est dispensé par le CLSC des Aboiteaux.
- <sup>12</sup> Ce service est offert à contrat.
- <sup>13</sup> Les ententes s'appliquent aux services de protection des incendies (Les Boules) et à la cueillette des ordures ménagères (Les Boules). À noter que les permis de construction sont délivrés par la municipalité des Boules.
- <sup>14</sup> Il s'agit de l'organiste de Mont-Joli.
- <sup>15</sup> Le service est offert à domicile.
- <sup>16</sup> Ce service est dispensé par le Centre mitissien de santé et de services communautaires de Mont-Joli.
- <sup>17</sup> Les ententes s'appliquent aux services de protection des incendies (Pohénégamook) et à la cueillette des ordures ménagères (Les Boules).
- <sup>18</sup> Il est occupé par des religieuses.
- <sup>19</sup> Il est inoccupé.
- <sup>20</sup> Il est situé au centre des loisirs et n'est ouvert que les fins de semaine.
- <sup>21</sup> Ce service est dispensé par le CLSC des Frontières (Pohénégamook).
- <sup>22</sup> Les ententes s'appliquent aux services de protection des incendies (St-Adelme) et de déneigement (St-Adelme).
- <sup>23</sup> Ce service est dispensé par le CLSC de Matane.
- <sup>24</sup> L'entente s'applique au service de protection des incendies (St-Moïse).
- <sup>25</sup> Il est devenu une résidence pour personnes âgées.
- <sup>26</sup> Il est devenu un gîte du passant.
- <sup>27</sup> Ce service est dispensé par le CLSC de la Vallée (Causapsca).
- <sup>28</sup> Les ententes s'appliquent aux services de protection des incendies (L'Isle-Verte), au nivelage des routes (L'Isle-Verte) et à l'embauche d'un agent de développement (L'Isle-Verte) à raison de deux jours par semaine.
- <sup>29</sup> Il s'agit du point de service de la caisse populaire de L'Isle-Verte.
- <sup>30</sup> Ce service est dispensé par le CLSC Rivières-et-Marées (Rivière-du-Loup).
- <sup>31</sup> Il est devenu une résidence privée.
- <sup>32</sup> Ce service est dispensé par le CLSC du Lac-des-Aigles.
- <sup>33</sup> La messe est célébrée uniquement le jeudi.

pompiers. Les autres offrent ce service par le biais d'ententes intermunicipales. Néanmoins, elles possèdent, pour la plupart, une pompe, des tuyaux d'arrosage, des extincteurs chimiques et une équipe de pompiers bénévoles. St-Athanase, St-Jean-de-Cherbourg et St-Guy ne disposent d'aucun système de protection adéquat.

À l'exception de St-Jean-de-Cherbourg, toutes les localités d'enquête ont un garage municipal. En outre, celles de St-Paul-de-la-Croix, de St-Damase et de St-Marcellin renferment un parc situé à proximité de l'église. L'enlèvement de la neige, l'éclairage des rues et la cueillette des ordures ménagères font également partie des services municipaux de base. St-Germain et Padoue n'ont pas de lampadaires. Seulement trois municipalités, en occurrence St-Paul-de-la-Croix, Padoue et St-Marcellin, disposent de trottoirs. En ce qui a trait à l'enlèvement de la neige, le service est offert à un contractant à Padoue et à St-Jean-de-Cherbourg. En dépit de la faiblesse de leurs effectifs démographiques, St-Guy, St-Damase et St-Marcellin possèdent leurs propres équipements de déneigement alors que les autres se tournent vers les ententes intermunicipales. Il en est de même en ce qui concerne la cueillette des ordures ménagères à Padoue et à St-Athanase. Les contribuables de St-Guy doivent aller porter leurs déchets à la localité voisine (St-Médard). La pratique de la cueillette sélective est devenue une habitude courante pour les résidents de St-Damase, de St-Paul-de-la-Croix, de St-Jean-de-Cherbourg et de St-Germain. De même, les municipalités de St-Damase, de St-Paul-de-la-Croix, de St-Athanase et de St-Germain sont munies d'un dépôt de recyclage. À l'exception de St-Athanase et de St-Marcellin, toutes les localités d'enquête sont abonnées au service d'urgence 911. L'aménagement du territoire et le développement régional ne constituent pas des domaines d'intervention prioritaires dans

ces huit petites localités, bien que chacune possède un comité de développement (tableau 4.5). Néanmoins, on retrouve un agent de développement embauché à temps partiel à St-Paul-de-la-Croix alors que St-Damase possède un comité d'urbanisme. Enfin, de plus en plus populaires particulièrement dans les localités de petite taille démographique, les ententes intermunicipales ne s'appliquent pas seulement à la protection contre les incendies, l'enlèvement de la neige ou la cueillette des ordures ménagères. Elles concernent également le nivelage des routes (St-Paul-de-la-Croix) et l'inspection des bâtiments (Padoue). De telles ententes permettent de compenser les effets de leur faible densité démographique.

La transformation des modes de vie a entraîné des préoccupations nouvelles dans le domaine des sports et des loisirs. Toutes les municipalités d'enquête possèdent un centre de loisirs de type OTJ. En outre, à l'exception de St-Guy, elles disposent également d'une patinoire, d'un terrain de sport et de sentiers de motoneige. Padoue est la seule localité qui n'est pas dotée d'un pavillon communautaire. Cet équipement de base satisfait aux exigences minimales des individus quelle que soit la taille démographique et la situation géographique de leur localité. Les caractéristiques géographiques offrent aux résidents de ces petits milieux un libre et large accès aux activités sportives individuelles et collectives de plein air. Bien que les budgets consacrés aux sports et aux loisirs soient relativement restreints, ils n'impliquent pas nécessairement un désœuvrement des citoyens et une absence d'activités. Les sportifs s'organisent individuellement ou par le biais d'organismes à but non lucratif qu'ils mettent sur pied. St-Athanase et St-Guy sont les seules municipalités où l'on ne retrouve pas ce genre d'association. St-Damase en comporte même cinq et St-Marcellin deux. Des sentiers pédestres et des pistes de ski de

Tableau 4.5

Recension des associations et des organismes à but non lucratif dans les localités d'enquête

Organismes/ Municipalités	St- Damase	St-Paul- de-la- Croix	St- Athanase	St- Germain	Padoue	St- Marcellin	St-Jean- de- Cherbourg	St-Guy
chorale	1	1	1	1	1	1	0	0
comité de liturgie	1	1	1	1	1	1	1	1
comité de pastorale	1	1	1	1	1	1	1	0
fabrique	1	1	1	1	1	1	1	1
garde paroissiale	1	0	0	1	0	0	0	0
Ambulance St-Jean	0	1	1	0	1	0	0	0
cercle de fermiers	1	1	1	1	1	1	0	0
Association féminine d'é- ducation et d'action sociale (AFÉAS)	1	1	1	0	0	1	0	0
Chevaliers de Colomb	1	1	1	1	1	1	1	1
club de l'âge d'or	1	1	1	0	1	0	0	1
club de jeunes	1	1	0	1	1	0	0	0
comité de développe- ment	1	1	1	1	1	1	1	1
comité d'embellisse- ment	1	1	0	0	1	1	0	0
associations sportives	5	1	0	1	1	2	1	0
associations culturelles	2	3	2	2	2	2	0	2
Société St- Jean- Baptiste	1	0	0	0	0	0	0	0
autres associations	0	2	5	4	0	0	2	1
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>18</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>14</b>	<b>13</b>	<b>8</b>	<b>8</b>

fond ont été aménagés à St-Damase, à St-Germain et à St-Jean-de-Cherbourg grâce à des subventions gouvernementales. Ces dernières ont également permis la confection de pistes cyclables à St-Jean-de-Cherbourg. On retrouve un terrain de camping à St-Damase

et à St-Germain. Cette dernière localité abrite aussi un centre d'interprétation de la nature. Jugée en comparaison avec la population des grands centres, la plus grande partie des résidants de ces huit petites localités se trouve, certes, défavorisée par la pratique de nombreux sports, mais considérée en fonction de ses aspirations, il apparaît que cette population ne souffre pas tellement, comme nous le verrons plus loin, de cette apparente pénurie d'équipements sportifs.

En raison notamment de leur petite taille, les équipements et les activités à caractère socioculturel sont relativement restreints. Ils se réduisent à la présence d'une bibliothèque municipale que l'on retrouve partout sauf à St-Jean-de-Cherbourg. Ce service est offert via la Bibliothèque centrale de prêt du Grand-Portage dont le siège social est situé à Rivière-du-Loup. Toutes les localités d'enquête possèdent également un centre de loisirs qui partage habituellement les mêmes locaux que ceux de l'OTJ. La dispersion spatiale de ces huit petites communautés et l'isolement relatif qu'elle provoque favorisent, par ailleurs, une solidarité communautaire et une intégration sociale plus forte. Le maintien de liens affectifs dans les rapports sociaux contribue à donner une dimension particulière et un enrichissement évident aux nombreuses formes de relations qui s'établissent entre les résidants de ces milieux. Les dîners paroissiaux, particulièrement ceux au profit de la fabrique, les soirées sociales, les bingos, les carnavals, les festivals et les fêtes de la St-Jean-Baptiste constituent des activités très appréciées que l'on retrouve dans la plupart des localités à l'étude (tableau 4.6).

**Tableau 4.6**

**Recension des activités socioculturelles dans les localités d'enquête**

Types d'activités/Localités	St-Damase	St-Paul-de-la-Croix	St-Athanase	St-Germain	Padoue	St-Marcellin	St-Jean-de-Cherbourg	St-Guy
carnaval	X	X	X		X <sup>1</sup>	X <sup>2</sup>		
festival		X			X			
dîners paroissiaux	X	X	X	X	X	X	X	X
bingos	X	X	X		X		X	
soirées de danses	X	X	X		X		X	X
fête de la St-Jean	X	X	X	X	X	X	X	
symposium de peinture				X		X		X
dîners de l'amitié				X				
fête de la Confédération					X			
fête de l'Action de grâce					X			
repas des acériculteurs			X					
semaine des bénévoles		X						
journée de la municipalité	X	X						

Notes:

<sup>1</sup> Cette activité rapporte des recettes annuelles de l'ordre de 15 000\$.

<sup>2</sup> Cette activité se tient depuis 30 ans.



Quant aux autres services publics, ils se limitent, dans la plupart des cas, à un comptoir postal<sup>48</sup>, à la petite école et à la caisse populaire. Seulement la moitié des localités étudiées possèdent les trois services à la fois. Il s'agit de St-Damase, de St-Athanase, de Padoue et de St-Paul-de-la-Croix. À St-Guy, à St-Marcellin et à St-Germain, l'école primaire est fermée faute d'un nombre suffisant d'élèves. Les quelques enfants d'âge scolaire sont déplacés quotidiennement en autobus vers des établissements de l'extérieur. Pour sa part, la communauté de St-Athanase doit, depuis 2000, défrayer 4 000\$ par enfant manquant pour maintenir son école ouverte. En 2001-2002, il n'y restait plus que 17 élèves. Sa survie est sérieusement menacée à court terme. Depuis septembre 2002, l'école de St-Damase n'offre plus que les cours de deuxième cycle à ses élèves. Les enfants du premier niveau de même que ceux de la maternelle doivent se rendre à la localité voisine, en occurrence St-Noël. Par ailleurs, trois municipalités ne possèdent pas de téléphone public. Il s'agit de St-Germain, de St-Jean-de-Cherbourg et de St-Guy.

La faiblesse de l'appareil commercial (et des services privés en général) constitue l'une des principales caractéristiques des milieux à faible et à très faible densité humaine. Il s'agit d'une conséquence normale des structures d'habitat, des faibles volumes démographiques et d'un niveau de revenu généralement inférieur à celui des villes. La situation socio-spatiale de ces petites localités conditionne également le nombre et la nature des implantations commerciales. On retrouve presque partout un dépanneur. De façon générale, ce dernier offre également un service de location de films. Six localités

<sup>48</sup> Le bureau de poste constitue un édifice à part entière dans seulement trois localités. Il s'agit de St-Paul-de-la-Croix, de St-Damase et de St-Athanase.

disposent également d'un salon de coiffure. St-Damase en renferme même trois. À Padoue et à St-Germain, une dame offre ce service à domicile. À St-Guy, il n'y a aucun service commercial ce qui est très rare au Québec. Le dépanneur est fermé depuis 1992. St-Marcellin, St-Guy et St-Jean-de-Cherbourg ne possèdent pas de caisse populaire. Les services liés à l'hébergement et à la restauration font également défaut presque partout. Seulement trois localités (St-Damase, Padoue et St-Marcellin) ont une cantine qui n'est ouverte que l'été. St-Germain, qui se situe à l'intérieur d'une MRC traditionnellement reconnue comme touristique, abrite des unités de motel et deux gîtes du passant. Ces derniers sont également disponibles à Padoue, à St-Marcellin et à St-Jean-de-Cherbourg. Les localités de St-Damase, de St-Paul-de-la-Croix, de St-Athanase et de Padoue renferment un hôtel qui n'est en opération, la plupart du temps, que les fins de semaine. À St-Athanase, ce commerce occupe les locaux du centre des loisirs. Des services de restauration sont offerts à l'année à St-Germain et à St-Paul-de-la-Croix alors qu'ils ne le sont que sur une base saisonnière à St-Damase.

En ce qui a trait aux services religieux, ils sont dispensés sur une base occasionnelle par des curés qui séjournent à l'extérieur. À part St-Jean-de-Cherbourg, toutes les localités sont dotées d'un presbytère. Cependant, en raison du manque de prêtres, celui-ci a dû changer de vocation. À St-Athanase et à St-Marcellin, il est occupé par des religieuses. À St-Damase, il est devenu une résidence pour personnes âgées. À Padoue, il sert de gîte du passant. À St-Guy, il a été acheté par des particuliers qui en ont fait leur demeure. Enfin, il est inoccupé à St-Germain. Un feuillet paroissial est distribué partout, sauf à St-Jean-de-Cherbourg et à St-Guy. Ces deux dernières localités doivent également conjuguer avec l'absence d'organiste. La taille des églises apparaît nettement

disproportionnée compte tenu du petit nombre de résidants et de pratiquants. Elles ne sont ouvertes habituellement que les fins de semaine, à l'occasion de funérailles et des grandes fêtes religieuses (Noël et Pâques). À St-Jean-de-Cherbourg, la messe est célébrée au centre communautaire à raison d'une fois par semaine l'été et trois fois par mois en hiver. La fréquence des célébrations eucharistiques est fonction de la disponibilité des prêtres lesquels desservent plusieurs paroisses. Ici, c'est davantage la crise des vocations religieuses que la petite taille démographique des entités en cause qui tient lieu d'explication dans la diminution du nombre de messes. Les organismes et les comités à caractère religieux sont encore bien présents au sein de ces localités. On retrouve partout un comité de liturgie, une fabrique et des Chevaliers de Colomb. En outre, à l'exception de St-Guy, elles ont toutes un comité de pastorale. À St-Jean-de-Cherbourg, la chorale paroissiale s'est dissoute après la démolition de l'église alors qu'il ne reste plus aucun chantre à St-Guy. Hormis ces deux localités, les autres paroisses possèdent leur chorale. L'ambulance St-Jean fait office de garde paroissiale dans les municipalités qui n'en possèdent pas (St-Jean-de-Cherbourg et St-Guy). À St-Damase, à St-Paul-de-la-Croix et à St-Marcellin, des femmes s'impliquent au niveau de l'AFÉAS.

St-Damase et St-Paul-de-la-Croix sont relativement mieux desservies que les six autres au plan des services. Bien que le nombre d'élèves soit suffisant pour maintenir l'école de St-Paul-de-la-Croix ouverte, un comité de survie a tout de même été mis en place par mesure de prévention. On y retrouve aussi une petite quincaillerie. Fait plutôt surprenant, cette localité dispose, depuis août 2002, d'une animalerie qui se spécialise dans le commerce de chiots. St-Damase dispose de l'infrastructure la plus complète. Outre les principaux services usuels tels que le bureau de poste, l'église, l'école, le

presbytère et le dépanneur, cette municipalité est dotée d'une coopérative multiservices (épicerie et station-service), d'un funérarium, d'une résidence pour personnes âgées, d'un salon de bronzage et de massage, de deux salons de coiffure et deux garderies<sup>49</sup>. C'est également dans cette localité où l'on retrouve le plus grand nombre d'organismes communautaires (cf. tableau 4.5). D'après les intervenants que nous avons rencontrés, il règne un bel esprit de concertation entre ces différentes associations et ce, malgré l'essoufflement de nombreux bénévoles. Cet essoufflement se fait surtout ressentir au niveau des services de loisirs et du conseil de fabrique.

À St-Germain, la présence d'un centre d'accueil peut s'avérer rassurante pour les personnes âgées qui résident au sein de cette localité. Sauf dans le cas de St-Jean-de-Cherbourg, tous les habitants de ces petits milieux ont accès gratuitement au service Internet à leur centre communautaire respectif ou encore à l'hôtel de ville<sup>50</sup>. Des services de photocopie et de télécopie sont également offerts aux mêmes endroits. L'effet de taille démographique se fait ressentir plus négativement à St-Athanase, à St-Guy et à St-Jean-de-Cherbourg où la population n'a pas la possibilité de s'abonner au câble. Par ailleurs, nous avons remarqué, lors de nos visites sur le terrain, la présence de plusieurs soucoupes et d'antennes paraboliques. La dispersion de la population crée forcément de l'inégalité à l'égard de la facilité d'accès aux grands quotidiens. *Le Journal de Montréal* et *Le Devoir* ne sont disponibles que par abonnement par la poste ou via Internet. Les résidents de St-Damase, de St-Athanase, de St-Germain et de St-Paul-de-la-Croix,

<sup>49</sup> Il est à noter que la municipalité de St-Paul-de-la-Croix possède également une garderie en milieu familial.

<sup>50</sup> À St-Marcellin, ce service est disponible dans les locaux de l'ancienne école. Tous ces milieux ont bénéficié des subventions spéciales du gouvernement fédéral pour se doter d'un tel service et des équipements qu'il nécessite.

peuvent se procurer *Le Soleil* et *Le Journal du Québec* au dépanneur local. Cependant, il n'est distribué par camelot que dans cette dernière localité. *La Presse* est également disponible au dépanneur de St-Marcellin. Là, ce sont des néo-ruraux, originaires de Montréal, qui ont demandé à l'épicier du coin d'en conserver quelques exemplaires.

Finalement, les services de solidarité (soins à domicile, aide ménagère, popote roulante, etc.) sont généralement offerts par les CLSC. À l'exception de St-Marcellin qui possède un point de service, ceux-ci sont situés dans les principales villes de la région. Les résidents de St-Damase, de St-Athanase, de St-Germain et de Padoue n'ont pas la possibilité de bénéficier d'un service de popote roulante. St-Athanase, St-Jean-de-Cherbourg et St-Guy n'ont pas accès à un service de garde. Distance et faible densité humaine demeurent les données essentielles de cette inaccessibilité. Des groupes de soutien viennent en aide aux personnes domiciliées à St-Paul-de-la-Croix, à St-Germain et à St-Marcellin via les CLSC régionaux.

## **4.2 But de l'enquête et difficultés rencontrées**

Notre questionnaire a permis d'évaluer la perception des répondants à l'égard de sept thèmes lesquels constitueront autant de sections à ce chapitre. L'appréciation que nous leur avons demandée est sensée traduire leurs perceptions des faits. Les questions ont été posées de la manière la plus simple possible, cela dans le but de réduire les risques de biaisage qui sont généralement élevés dans ce genre d'enquête<sup>51</sup>. Nous

---

<sup>51</sup> Les enquêtes ont été effectuées le soir ou les fins de semaine entre novembre 1999 et février 2000.

n'avons pas la prétention de dresser un portrait complet de la perception de la fragilité en milieu rural. Notre analyse ne dessine que des tendances, des saisies ponctuelles. Son but premier est de connaître les réactions et les sentiments d'un groupe d'individus à l'égard d'un phénomène tout en considérant les multiples variances locales.

Quant aux difficultés rencontrées, elles portaient principalement sur les modalités de structuration de certaines questions et sur des problèmes de terminologie et ce, en dépit de la passation d'un pré-test. Les répondants les moins scolarisés et les plus âgés, notamment ceux de St-Guy, de St-Jean-de-Cherbourg et de St-Marcellin, nous ont demandé, à quelques occasions, de préciser le sens des termes suivants: sentiment d'appartenance, culture, produits du terroir, qualité de vie, attractivité et dynamisme.

### **4.3 Caractéristiques générales des répondants**

Nous avons effectué des enquêtes téléphoniques auprès de 120 personnes. Comme l'indique le tableau 4.7, notre échantillon était constitué de 63 femmes et de 57 hommes, toute catégorie d'âge confondue. Ces derniers se sont montrés beaucoup plus réceptifs et moins méfiants que les femmes. Ils ont également manifesté un intérêt plus marqué à l'égard de notre investigation en posant plusieurs questions sur la nature de notre recherche et sur les principaux objectifs de celle-ci. Certains se sont même dits intéressés à en connaître les résultats. Les problèmes de leur localité apparaissaient les préoccuper davantage. Cela se reflète notamment au niveau de leur implication dans la vie économique de leur milieu. Nous y reviendrons à la section 4.4.5. Les hommes semblaient aussi beaucoup moins pressés que les femmes à répondre à nos questions.

Tableau 4.7

## Sexe des répondants par municipalité

Municipalités	hommes		femmes		total	
	n	%	n	%	n	%
St-Germain	7	46,7	8	53,3	15	12,5
St-Athanase	8	53,3	7	46,7	15	12,5
St-Paul-de-la-Croix	5	33,3	10	66,7	15	12,5
St-Guy	5	33,3	10	66,7	15	12,5
St-Marcellin	6	40,0	9	60,0	15	12,5
Padoue	8	53,3	7	46,7	15	12,5
St-Damase	7	46,7	8	53,3	15	12,5
St-Jean-de-Cherbourg	11	73,3	4	26,7	15	12,5
Total	57	47,5	63	52,7	120	100,0

La population faisant l'objet de notre enquête se divise de façon à peu près égale entre ceux qui sont natifs de la localité et ceux qui sont nés à l'extérieur. Toutefois, on retrouve à St-Germain et à St-Guy un nombre plus élevé de répondants non originaires de ces deux municipalités. Les motifs qui les ont incités à s'y établir sont, par ordre d'importance, la rencontre du conjoint, l'amour de la campagne, le faible coût des maisons et la qualité de l'environnement. Deux personnes de St-Jean-de-Cherbourg ont déclaré s'y être installées en raison de la fermeture des localités avoisinantes, c'est-à-dire St-Nil et St-Thomas-de-Cherbourg.

Les répondants appartiennent à toutes les catégories d'âge. Le groupe des 21 à 35 ans renferme 12,5% des personnes interrogées alors que celui des 36 à 50 ans représente 38,3% de notre population. Vingt-huit pour cent ont entre 51 et 65 ans alors que 20,1% ont plus de 66 ans. Un seul répondant avait moins de 20 ans (tableau 4.8). Abstraction faite de cette dernière strate, ces proportions reflètent assez bien les

structures d'âge locales. La distribution par groupe d'âge est sensiblement la même pour chacune des municipalités.

**Tableau 4.8**

**Âge des répondants par municipalité**

Localités/Groupes d'âge	0 – 20 ans		21 – 35 ans		36 – 50 ans		51 – 65 ans		66 ans et plus	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
St-Germain	0	0,0	0	0,0	2	13,3	6	40,0	7	46,7
St-Athanase	1	6,7	3	20,0	6	40,0	2	13,3	3	20,0
St-Paul-de-la-Croix	0	0,0	2	13,3	6	40,0	4	26,7	3	20,0
St-Guy	0	0,0	1	6,7	5	33,3	6	40,0	3	20,0
St-Marcellin	0	0,0	0	0,0	7	46,7	5	33,3	3	20,0
Padoue	0	0,0	2	13,3	8	53,3	4	26,7	1	6,7
St-Damase	0	0,0	5	33,3	4	26,7	3	20,0	3	20,0
St-Jean-de-Cherbourg	0	0,0	2	13,3	8	53,3	4	26,7	1	6,7
Total des répondants	1	0,8	15	12,5	46	38,3	34	28,3	24	20,1

En ce qui concerne la scolarité, plus des trois quarts des répondants détiennent une formation de niveau secondaire (tableau 4.9). Les personnes les moins scolarisées habitent à St-Guy, à St-Jean-de-Cherbourg et à St-Marcellin. À l'inverse, c'est à St-Germain, à St-Damase, à Padoue, à St-Athanase et à St-Paul-de-la-Croix où l'on retrouve les répondants les plus scolarisés.

Quant aux occupations<sup>52</sup>, près de la moitié des répondants occupent un emploi alors qu'un peu plus du quart de ceux-ci sont à leur retraite (tableau 4.10). Les autres se répartissent comme suit: personnes au foyer (18,3%), exclus du marché du travail, c'est-à-dire chômeurs ou assistés sociaux (6,6%) et étudiants (1,7%). Les hommes sont deux fois

<sup>52</sup> Aucune question n'a porté spécifiquement sur la nature des occupations.



Tableau 4.9

## Scolarité des répondants par municipalité

Municipalités	Primaire		Secondaire		Collégiale		Universitaire	
	n	%	n	%	n	%	n	%
St-Germain	4	26,7	4	26,7	3	20,0	4	26,7
St-Athanase	4	26,7	7	46,7	3	20,0	1	6,7
St-Paul-de-la-Croix	2	13,3	10	66,7	3	20,0	0	0,0
St-Guy	5	33,3	8	53,3	2	13,3	0	0,0
St-Marcellin	2	13,3	11	73,3	1	6,7	1	6,7
Padoue	1	6,7	10	66,7	3	20,0	1	6,7
St-Damase	1	6,7	9	60,0	2	13,3	3	20,0
St-Jean-de-Cherbourg	4	26,7	11	73,3	0	0,0	0	0,0
Total des répondants	23	19,2	70	58,3	17	14,2	10	8,3

Tableau 4.10

## Occupations des répondants par municipalité

Municipalités	Travailleurs		Exclus du marché du travail		Personnes au foyer		Retraités		Étudiants	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
St-Germain	5	33,3	1	6,6	0	0,0	9	60,0	0	0,0
St-Athanase	7	46,6	2	13,3	3	20,0	2	13,3	1	6,6
St-Paul-de-la-Croix	6	40,0	0	0,0	4	26,7	5	33,3	0	0,0
St-Guy	5	33,3	2	13,3	5	33,3	3	20,0	0	0,0
St-Marcellin	6	40,0	2	13,3	3	20,0	4	26,7	0	0,0
Padoue	9	60,0	0	0,0	4	26,6	2	13,3	0	0,0
St-Damase	8	53,5	1	6,6	0	0,0	5	33,3	1	6,6
St-Jean-de-Cherbourg	11	73,4	0	0,0	3	20,0	1	6,6	0	0,0
Total des répondants	57	47,7	8	6,6	22	18,3	31	25,8	2	1,6

plus nombreux que les femmes à être sur le marché du travail. Ces dernières demeurent majoritairement à la maison. On compte autant de femmes à la retraite (19) que celles occupant un emploi (19). Trois autres sont prestataires de l'assurance-emploi.

À St-Jean-de-Cherbourg, onze des quinze personnes que nous avons interrogées détiennent un emploi. Selon le recensement de Statistique Canada, la population active de cette municipalité se limitait à seulement quinze personnes en 1996. Cette situation est attribuable à la petite taille de notre échantillon et à divers problèmes de recensement. Dans les autres localités, le nombre de personnes occupées correspond sensiblement à celui que recense Statistique Canada.

#### **4.4 Analyse et présentation des résultats**

Les résultats sont analysés globalement mais aussi séparément pour chacune des localités d'enquête. La faiblesse de notre échantillon nous incite à faire preuve de prudence dans le croisement de certaines variables notamment celles concernant le degré de scolarité, l'âge, le sexe et la nature des occupations. Pour cette raison, nous nous en tiendrons principalement à des comparaisons sur la base des municipalités. Cette échelle d'analyse nous permettra d'établir des relations entre les différents indicateurs et la localisation géographique.

La présentation des résultats a été conditionnée par la qualité des taux de réponse et par la fiabilité des données. Dans certains cas, il s'est avéré inutile de présenter, même sommairement, les résultats de certaines variables ou sous-variables par manque de représentativité ou encore devant la piètre qualité des informations recueillies. Les résultats sont principalement illustrés par le biais de graphiques et de tableaux mais aussi d'organigrammes. Ces derniers sont particulièrement utiles pour identifier des groupes

homogènes de localités. Ils permettent d'effectuer des typologies relatives aux principaux thèmes abordés.

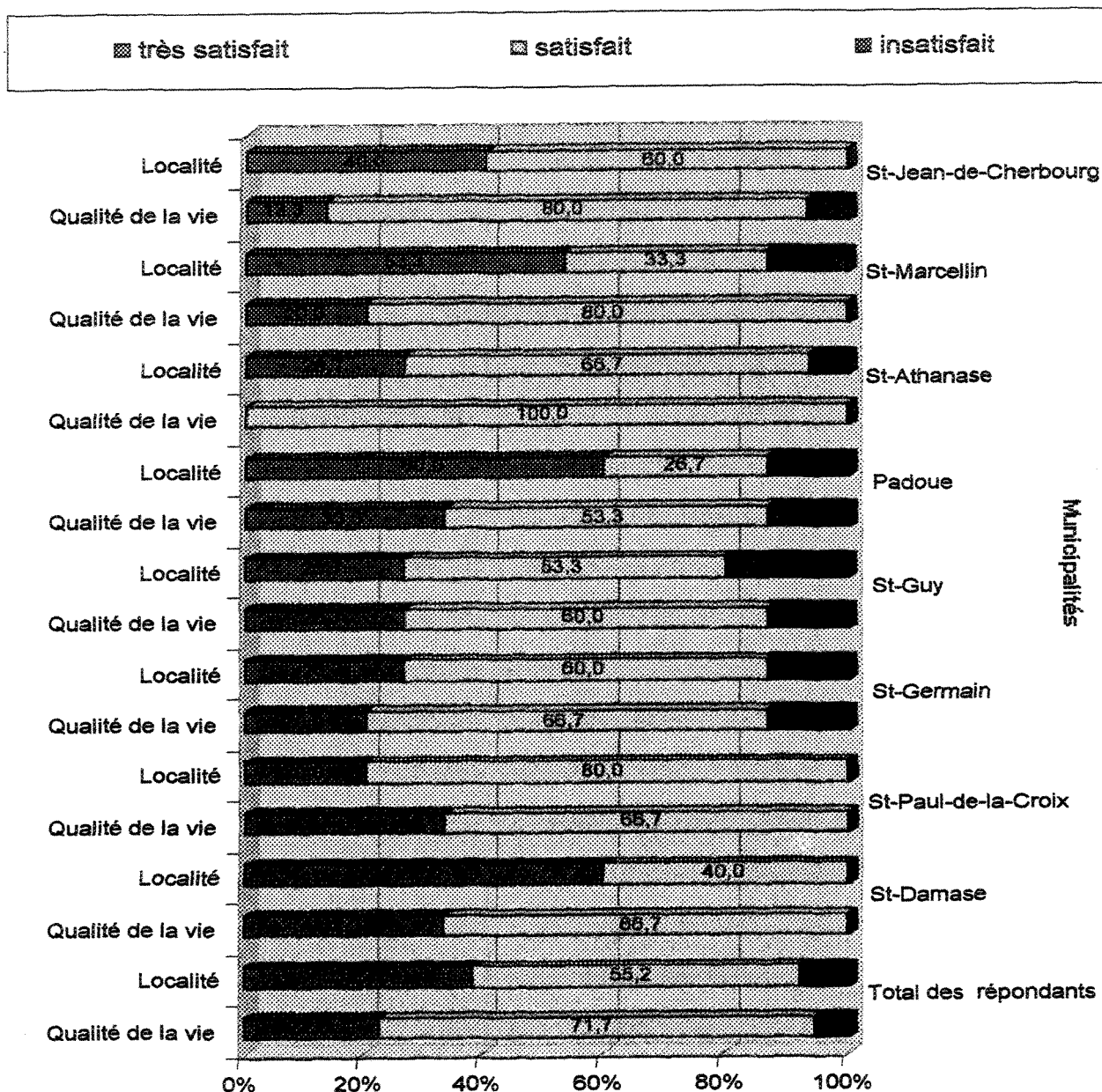
#### **4.4.1 Niveau de satisfaction et d'appartenance territoriale à l'égard de la localité**

La nature et l'intensité des sentiments identitaires déterminent le degré d'attachement des individus à l'égard de leur communauté et de leur milieu de vie. Cette section vise à évaluer la perception des répondants à l'égard de leur qualité de vie, leur niveau de satisfaction et leur sentiment d'appartenance vis-à-vis leur localité.

Les résultats de nos enquêtes confirment une satisfaction générale des personnes interrogées à l'égard de leur qualité de vie. De plus, une relation causale semble se dégager entre ces deux variables (graphique 4.3). En effet, 91,7% des répondants se disent satisfaits de leur milieu. Les taux de satisfaction les plus élevés se retrouvent à St-Damase, à St-Paul-de-la-Croix et à St-Jean-de-Cherbourg. Dans ces trois localités, c'est la totalité des répondants qui se montre satisfaite, voire très satisfaite. À St-Guy, trois personnes sont insatisfaites en raison des nombreux problèmes auxquels cette localité est confrontée. Elles signalent notamment le manque d'emploi, l'exode des jeunes et la faiblesse de l'infrastructure de services. Six autres répondants (soit deux à St-Marcellin, deux à Padoue et deux à St-Germain) nous ont également fait part de leur insatisfaction vis-à-vis leur localité de séjour. À St-Germain, c'est le projet d'implantation d'une mégaporcherie qui les dérange. Les motifs évoqués par les quatre autres individus sont le sous-emploi et l'exode des jeunes.

Graphique 4.3

Niveau de satisfaction des répondants à l'égard de leur qualité de vie et de leur localité de séjour dans les municipalités d'enquête



Les personnes que nous avons interrogées sont, dans une proportion de 94,2%, satisfaites de leur qualité de vie. Cette dernière, qui se mesure toutefois avec beaucoup

de subjectivité, constitue l'un des principaux facteurs d'attachement à l'égard de la localité de séjour. Seulement sept individus se sont plaints d'une mauvaise qualité de vie. Ils se distribuent comme suit: deux à St-Germain, deux à St-Guy, deux à Padoue et un autre à St-Jean-de-Cherbourg. Les raisons qu'ils évoquent ont trait au manque d'emploi, à l'insuffisance de services et à la migration des jeunes vers les grands centres. À St-Germain, le tiers des répondants soutient que leur qualité de vie s'est détériorée depuis les 10 dernières années. Les conflits sociaux entourant le projet d'implantation d'une porcherie et les opinions divergentes des différents acteurs en ce qui a trait au développement local constituent les principales causes de leur insatisfaction. Cette insatisfaction caractérise également 20% des personnes interrogées à St-Jean-de-Cherbourg, à St-Athanase et à St-Marcellin. Ces dernières n'en précisent cependant pas les motifs. Dans l'ensemble, par ailleurs, la majorité des répondants (60%) considère que leur qualité de vie s'est maintenue au cours des 10 dernières années tandis que 23,3% déclare qu'elle s'est améliorée. St-Damase se démarque considérablement des autres localités. Elle enregistre, pour cet indicateur, un des taux de satisfaction les plus élevés parmi les huit localités d'enquête. En outre, près des trois quarts des répondants considèrent une amélioration substantielle de ce même indicateur depuis les 10 dernières années.

Si les espaces de vie sont de plus en plus variés et éclatés en raison de la forte mobilité géographique des personnes interrogées, cela ne semble pas remettre en cause l'attachement qu'elles éprouvent à l'égard de leur localité de séjour. Tout comme pour les deux questions précédentes, nous avons évalué cet attachement à partir d'une échelle d'attitude à quatre niveaux: très attaché, moyennement attaché, peu attaché ou pas

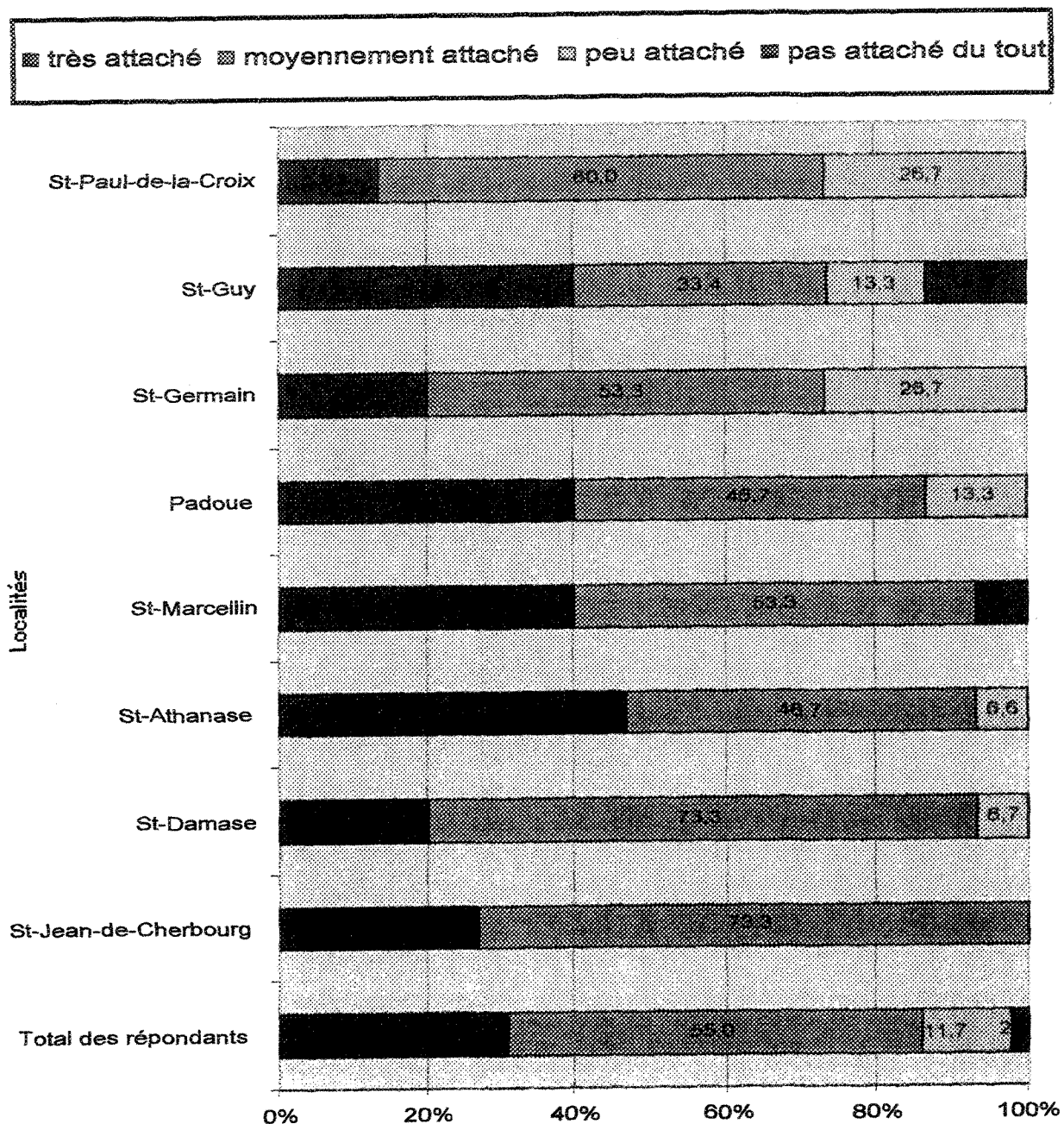
attaché du tout. Il en ressort que 105 des 120 répondants (soit 85,8%) se disent attachés à leur localité (graphique 4.4). Cet attachement au milieu n'a rien d'étonnant en soi. Chaque localité s'appuie sur une histoire, une géographie et une culture qui ont façonné son identité. «Au fil des ans, comme le rappelle DUGAS, des habitudes de vie se sont dessinées, des relations avec des individus et l'environnement se sont forgées, et un esprit d'appartenance a pris racine» (DUGAS, 1996: 165). Cette identité territoriale est révélatrice de l'intensité des liens sociaux qui unissent les résidents des petites collectivités rurales. L'attachement au territoire est particulièrement élevé à St-Jean-de-Cherbourg, à St-Athanase et à St-Damase. Cet ancrage territorial prend toutefois des significations différentes selon les endroits. À St-Damase, par exemple, le degré d'attachement très élevé des répondants agit comme stimulant en matière de développement social, économique, culturel et communautaire. Cela se reflète, entre autres choses, par la présence de nombreux organismes, associations et comités de toutes sortes (cf. tableau 4.5). La multiplicité de tels organismes témoigne éloquentement du dynamisme de la vie sociale et culturelle.

À St-Jean-de-Cherbourg et à St-Athanase, les problèmes sont tels que l'attachement au milieu et les initiatives de développement local apparaissent de bien faibles moyens pour inverser la dynamique de déclin.

Face à un tel constat comment expliquer le très fort sentiment d'appartenance que les répondants éprouvent à l'égard de leur localité? Dans le cas de St-Jean-de-Cherbourg, cette forte appartenance territoriale remonterait, au dire des trois intervenants

Graphique 4.4

Degré d'attachement des répondants à l'égard de la localité de séjour



socio-économiques que nous avons interrogés, à l'époque du BAEQ alors que de nombreux citoyens et citoyennes, sous la supervision du clergé, ont mené de chaudes

luttres pour empêcher la fermeture de leur paroisse. Ces mêmes acteurs nous ont également précisé que les habitants de St-Jean-de-Cherbourg se contentaient de peu et, par conséquent, acceptaient leur situation avec une certaine résignation. Ils apprécient surtout la tranquillité et l'air pur de leur milieu.

Les personnes que nous avons interrogées à St-Athanase étaient nettement plus âgées que celles des sept autres localités<sup>53</sup>. Trois d'entre elles faisaient même partie de la première cohorte d'individus qui a colonisé cette paroisse au début des années 20. C'est probablement ce qui explique leur attachement inconditionnel à l'égard de leur milieu de vie.

Une autre façon de mesurer l'appartenance au territoire consistait à demander aux répondants si la vie pour eux serait plus intéressante et plus agréable à l'extérieur de la localité de séjour. À cette question, 105 personnes (soit 87,5% de notre population) ont répondu par la négative, six par l'affirmative, six autres «peut-être» et trois ne le savaient pas. Parmi celles qui sont convaincues que leur vie serait plus épanouissante ailleurs, deux proviennent de St-Marcellin, deux de Padoue, une de St-Germain et une autre de St-Jean-de-Cherbourg. Quant aux indécis, ils résident respectivement à St-Athanase (deux), à St-Guy (deux), à St-Damase (un) et à St-Germain (un). Ces éventuels migrants souhaiteraient s'établir à Québec (deux) à Rimouski (deux), à La Pocatière (un), à Rivière-du-Loup (un), à Matane (un), à St-Hyacinthe (un), à Drummondville (un) et à New-Richmond (un). Des perspectives d'emplois plus intéressantes (sept), une gamme de

<sup>53</sup> Cela n'est pas seulement attribuable à l'effet du hasard puisque la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus (15,3%) est légèrement supérieure à celles des petites localités rurales du Québec (13%).



services plus variés (trois) et la proximité des hôpitaux (deux) constituent les principaux motifs qui les inciteraient à migrer.

Nous leur avons aussi demandé s'ils envisageaient déménager dans un avenir plus ou moins rapproché. Par cette question, nous voulions, d'une part, confirmer la réponse évoquée à la question précédente et, d'autre part, connaître l'appréciation qu'ils portent à la localisation spatiale. Seulement sept personnes prévoient quitter leur localité de séjour à plus ou moins court terme alors que sept autres sont indécises. Deux de ces éventuels migrants résident à Padoue alors que les autres viennent de St-Athanase, de St-Paul-de-la-Croix, de St-Marcellin et de St-Jean-de-Cherbourg. À St-Damase et à St-Guy, personne ne veut déménager. Si l'on tient compte des indécis, nous observons qu'à l'exception de Padoue et de St-Paul-de-la-Croix, ces migrants potentiels iraient s'installer dans les principaux centres de services de la région ou à proximité de ceux-ci. Ainsi, deux répondants de St-Marcellin quitteraient leur localité pour s'établir à Rimouski. Le motif de leur départ concerne l'insuffisance de services. Un autre opterait pour Ste-Blandine pour la même raison. À cause de la pénurie d'emplois et de services, deux personnes de St-Jean-de-Cherbourg se sentent attirées par Matane alors qu'une autre envisage s'établir à Petit-Matane. Le choix de cette localité s'explique par le fait qu'elle contribuerait à réduire considérablement la distance entre son lieu de travail et son domicile. Un répondant de St-Athanase espère trouver du travail à Cabano afin de s'y installer. Par ailleurs, Drummondville et Montréal sont le point de mire de deux personnes que nous avons interrogées à Padoue. Le manque de travail et l'absence de transport adapté figurent parmi les deux principaux motifs qui les inciteraient à déménager. Ste-Flavie, en raison de la beauté de l'environnement physique, exerce également un pouvoir d'attraction sur un

répondant de Padoue. Enfin, à St-Germain, un répondant songe à s'établir à St-Félicien pour enseigner au cégep alors qu'un autre est attiré par Cabano pour la possibilité d'y pratiquer des sports nautiques. Finalement, une personne de St-Germain quitterait son milieu pour n'importe quel autre en autant que les taxes municipales y soient moins élevées et qu'il n'y ait pas de porcherie.

Afin d'évaluer l'intensité de leur sentiment d'appartenance territoriale, nous avons demandé aux personnes interrogées si elles accepteraient de déménager moyennant une prime de 5 000\$ et le remboursement de tous les frais reliés à leur départ. Il en ressort que 84,2% des répondants refuseraient de partir. À St-Jean-de-Cherbourg, tous ont rejeté notre proposition. Certains nous ont même confié qu'ils ne voulaient pas revivre ce qu'ils ont vécu à l'époque du BAEQ. Quant à ceux qui l'ont acceptée, ils se distribuent de la manière suivante:

**Tableau 4.11**

**Personnes acceptant de déménager**

Municipalités	Nombre de personnes	% des répondants de la municipalité	% de tous les répondants
Padoue	4	26,7	3,2
St-Damase	2	13,3	1,6
St-Marcellin	2	13,3	1,6
St-Athanase	2	13,3	1,6
St-Guy	2	13,3	1,6
St-Paul-de-la-Croix	1	6,7	0,8
St-Germain	1	6,7	0,8
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>11,7</b>	<b>11,7</b>

L'octroi d'une prime de déménagement a contribué à faire changer d'idée deux répondants de St-Damase et deux autres de St-Guy. Ces derniers voudraient respectivement s'établir à Québec et à Rimouski alors que ceux de St-Damase opteraient

plutôt pour Matane et Mont-Joli. Pour le reste, les réponses que nous avons obtenues sont sensiblement les mêmes que celles qui nous ont été révélées à la question précédente. Ainsi, les localités de Rimouski, de Ste-Flavie, de Matane et de Montréal accueilleraient chacune un répondant de Padoue et de Québec. Cabano recevrait ceux de St-Athanase. Rimouski s'enrichirait de deux résidants de St-Marcellin. Québec serait le point de mire d'un répondant de St-Paul-de-la-Croix. Une personne de St-Germain irait s'installer à St-Félicien. Enfin, quatre personnes se sont montrées indécises vis-à-vis notre offre alors que quatre autres ont répondu «peut-être» sans toutefois préciser le lieu où elles emménageraient.

Comme on peut le constater, à part quelques exceptions, l'enracinement au milieu est très fort. Même les répondants de St-Guy et de St-Jean-de-Cherbourg, deux localités qui se caractérisent par une situation économique très précaire, manifestent un sentiment d'appartenance élevé à l'égard de leur milieu. Cet enracinement a été démontré à plusieurs reprises par le passé. Il peut, en effet, servir de démarreur au développement économique et de catalyseur entre les différents intervenants locaux. Les problèmes d'emploi et de dépeuplement, l'insuffisance de services, les faibles niveaux de revenus et les perspectives d'avenir plutôt sombres n'arrivent pas à générer une volonté collective de départ. Il apparaît évident que les personnes que nous avons interrogées aiment leur milieu et que la vie, pour elles, n'est pas aussi pénible qu'on pourrait le croire. Dans la très grande majorité des cas, ces personnes veulent demeurer chez elles mais encore faut-il qu'elles y trouvent un minimum de services et du travail.

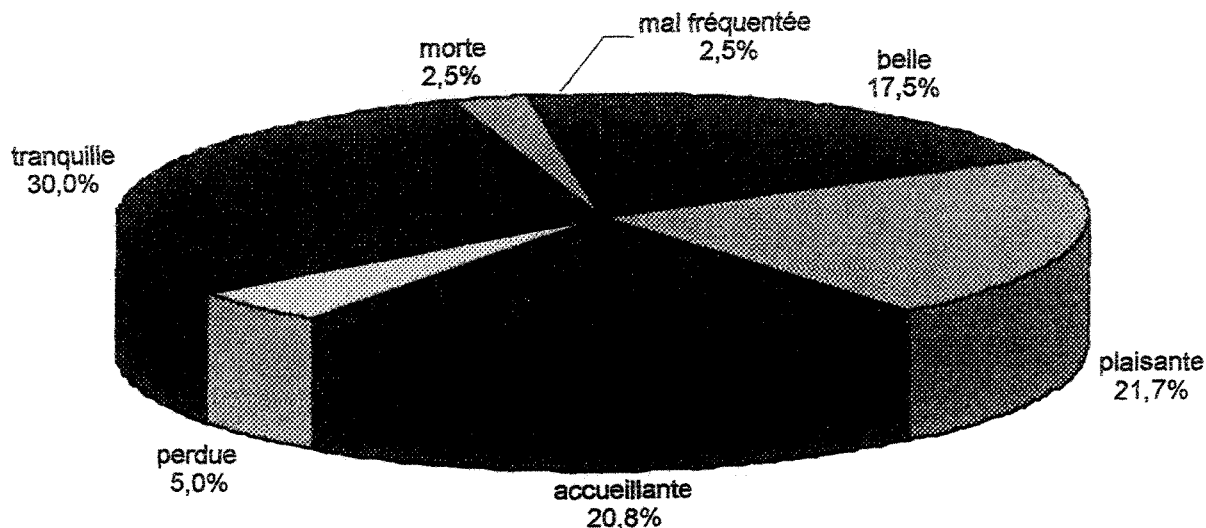
#### 4.4.2 Perception générale de la localité

Chaque individu perçoit son environnement à travers ses valeurs personnelles, ses aspirations et ses connaissances. Par un ensemble de 16 questions, nous avons voulu connaître la perception générale des répondants à l'égard de leur milieu de vie.

Dans un premier temps, nous leur avons demandé d'identifier le qualificatif qui, selon eux, s'appliquait le mieux à leur localité. Trois de ces épithètes (belle, plaisante et accueillante) renvoyaient à une situation plutôt positive. Trois autres (morte, perdue et mal fréquentée) pouvaient davantage être associées à un contexte difficile. Enfin, une dernière (tranquille) était plus ou moins neutre. Les différences d'appréciation varient relativement peu selon les endroits. Comme l'indique le graphique 4.5, c'est le qualificatif «tranquille» qui a été le plus fréquemment choisi. Il caractérise plus particulièrement les localités de St-Jean-de-Cherbourg (sept réponses sur 15), de St-Paul-de-la-Croix (six), de St-Guy (six) et de Padoue (six). Les expressions «morte» et «mal fréquentée» n'ont été sélectionnées chacune qu'à trois reprises, principalement par des jeunes, pour qualifier les localités de St-Germain, St-Marcellin et Padoue. Les adjectifs «plaisante», «belle» et «accueillante» ne distinguent aucune localité en particulier. Ils qualifient, dans des proportions pratiquement équivalentes, chacune des huit municipalités d'enquête. Enfin, trois jeunes de St-Athanase, déplorant notamment le manque d'activités récréatives, attribuent à leur localité l'épithète «perdue». Ce même adjectif a été utilisé par une seule personne pour désigner les municipalités de St-Guy, de St-Marcellin et de Padoue. Comme on peut le constater, les répondants ont davantage fait référence à une épithète élogieuse pour caractériser leur localité alors que les qualificatifs plus péjoratifs n'ont pratiquement pas été choisis. De tels résultats sont révélateurs du degré de satisfaction des répondants

Graphique 4.5

Qualificatif qui, selon les répondants, caractérise le mieux la localité d'enquête



vis-à-vis leur milieu. De façon générale, une très forte majorité d'entre eux (91,7%) se disent satisfaits du lieu où ils habitent. Cette satisfaction est particulièrement marquée à St-Paul-de-la-Croix, à St-Damase et à St-Jean-de-Cherbourg où elle atteint un optimum (100%). Seulement 8,3% des personnes interrogées sont plutôt insatisfaites. Cette insatisfaction caractérise davantage les répondants de St-Guy (20%) et, dans une moindre mesure, ceux de St-Germain (13,3%), de St-Marcellin (13,3%), de Padoue (13,3%) et de St-Athanase (6,7%).

Cette satisfaction généralisée se manifeste également dans la perception que les individus ont de leur localité en ce qui concerne son niveau d'attractivité. Selon KAYSER (1994), la demande sociale d'espace rural est liée à cette attractivité. De manière générale, la plupart des répondants (63,3%) considèrent leur milieu de vie comme étant attractif. Toutefois, à ce titre, certaines localités se distinguent plus que d'autres. C'est le

cas notamment de St-Damase où la quasi-totalité des répondants (93,3%) estiment que leur milieu est attractif. Cinq éléments concourent à expliquer ce phénomène.

- 1) Le premier concerne la situation géographique privilégiée de cette municipalité. Elle se situe à proximité de trois petits pôles urbains qui constituent un important bassin d'emplois pour cette localité. Par conséquent, ils contribuent à augmenter son degré d'attractivité.
- 2) Un autre facteur est attribuable à la nature et à la quantité des services disponibles.
- 3) La vitalité et l'importance du secteur secondaire dans l'économie locale constituent un élément d'attraction important notamment pour les jeunes de St-Damase.
- 4) Un autre facteur concerne l'esprit de solidarité qui anime les résidents de cette localité. Cette solidarité se manifeste de plusieurs façons notamment par l'organisation de corvées pour le ménage de l'église et du presbytère, l'entretien du cimetière ainsi que pour le nettoyage des fossés. Elle se traduit aussi par la levée de campagnes de financement que ce soit pour venir en aide à des sinistrés ou pour garnir les coffres de diverses associations locales.
- 5) Mais le principal facteur d'attractivité demeure sans aucun doute la qualité de l'aménagement paysager et plus particulièrement celle du milieu physique. En effet, la richesse du potentiel forestier constitue, pour la très grande majorité des répondants, la principale source d'attraction de St-Damase. Bien qu'elle demeure

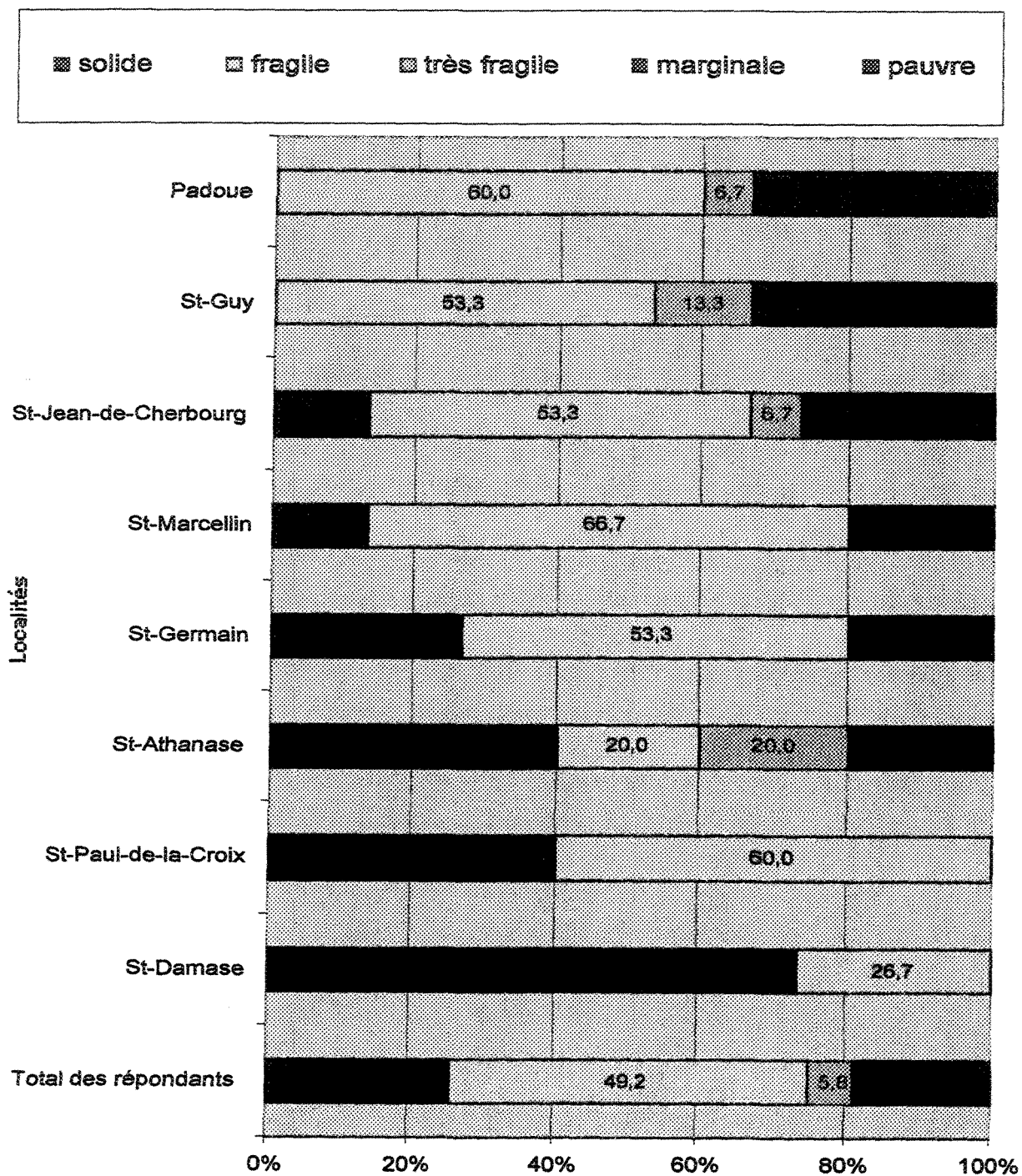
fragile sur le plan socio-économique en raison de sa petite taille démographique, de la décroissance continue de sa population sur une longue période et de la nature de son économie, cette localité jouit de nombreux éléments qui contribuent à atténuer cette fragilité. Ce sont ces éléments qui la rendent attractive aux yeux et aux vues de ceux et de celles qui l'habitent.

Dans le même ordre d'idées, les localités de St-Paul-de-la-Croix, de St-Germain et de St-Guy ont été cataloguées par plus des deux tiers des répondants comme attractives à cause de leurs attraits naturels. En fait, la dimension paysagique est tellement omniprésente dans ces trois municipalités qu'elle contribue à compenser, pour plus du tiers des répondants, aux problèmes d'emplois et de dépopulation. La beauté des paysages et la vue imprenable sur le fleuve sont particulièrement appréciées par les répondants de St-Paul-de-la-Croix et de St-Germain. À St-Guy, c'est la disponibilité de la ressource forestière qui en fait une localité attractive. Il n'en demeure pas moins que ces trois municipalités comportent une proportion relativement élevée de répondants qui mettent en doute l'attractivité de leur milieu. Cette opinion caractérise le tiers des personnes interrogées à St-Germain et à St-Guy et plus du quart de celles de St-Paul-de-la-Croix. Du même souffle, ce sont les municipalités de St-Athanase (46,7%), de St-Marcellin (53,3%) et de St-Jean-de-Cherbourg (53,3%) qui apparaissent les moins attractives.

En ce qui concerne la situation socio-économique du milieu, 49,2% des répondants la perçoivent comme étant fragile (graphique 4.6). Une telle appréciation est déjà en soi révélatrice des profonds malaises auxquels ces municipalités sont soumises. À St-Marcellin, à St-Paul-de-la-Croix et à Padoue, plus des deux tiers des répondants ont utilisé

Graphique 4.6

Degré d'appréciation des répondants à l'égard de la situation socio-économique de leur localité





le qualificatif «fragile» pour caractériser l'économie de leur localité. Dans le cas de St-Athanase, les opinions sont très partagées. Certaines personnes (40%) estiment qu'elle est solide du point de vue socio-économique, un autre groupe (20%) déclare qu'elle est fragile, 20% très fragile et 20% pauvre. Cette appréciation est le reflet des profondes disparités territoriales que l'on observe au sein de cette localité et dont nous avons fait état à la section 4.1.1.6. Elle découle également des conflits sociaux qui persistent au sein de cette localité. Il faut dire que St-Athanase a eu son lot d'épreuves depuis quelques années notamment aux plans de l'emploi et des services. Mentionnons, entre autres choses, l'incendie de l'église en 1965, l'arrêt des activités de la manufacture de gants en 1978, la restructuration du service postal en 1986 ainsi que la menace de fermeture de l'école du village en 1997. La réorganisation des activités de la CIP à La Tuque a été un autre coup dur pour les habitants de cette petite localité. En effet, ils étaient nombreux à travailler pour cette compagnie qui recrutait, jusqu'au début des années 80, une forte proportion de sa main-d'œuvre dans le Bas-Saint-Laurent et, plus précisément, au Kamouraska. Plusieurs travailleurs locaux s'expatriaient durant plusieurs mois dans la région du Maine et du Vermont où l'industrie forestière connaissait ses heures de gloire. En fait, selon un intervenant, c'est plus de 200 personnes qui, depuis la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, ont perdu leur emploi à St-Athanase; emplois qui, pour la plupart, n'ont jamais été remplacés. Nos entrevues avec les différents acteurs locaux nous ont permis de découvrir une autre facette de cette localité. Il s'agit de la perception négative que plusieurs individus (notamment ceux des municipalités avoisinantes) entretiennent à son égard. Comme nous l'avons vu dans le cadre de l'exposé de notre problématique, une telle perception<sup>54</sup> constitue un important facteur de fragilité.

---

<sup>54</sup> Cette perception se fonde principalement sur la sous-scolarisation des résidents.

Seulement sept répondants ont utilisé l'adjectif «marginal» pour caractériser leur localité. Tout se passe comme si les personnes que nous avons interrogées n'étaient plus capables d'utiliser ce vocable tellement il dénote une connotation négative et rappelle de mauvais souvenirs. Ces répondants se répartissent comme suit: trois à St-Jean-de-Cherbourg, un à St-Athanase, un à St-Marcellin, un à St-Guy et un autre à Padoue<sup>55</sup>. Par ailleurs, seize personnes qualifient leur localité de «pauvre». Cette pauvreté semble affecter plus particulièrement les municipalités de St-Guy (quatre répondants) et de Padoue (quatre répondants) mais aussi celles de St-Athanase (trois répondants), de St-Marcellin (deux répondants), de St-Germain (deux répondants) et de St-Jean-de-Cherbourg (un répondant).

Enfin, 25,8% des personnes interrogées, considèrent l'économie de leur localité comme étant solide. À St-Damase, c'est 73,3% des répondants qui ont choisi ce qualificatif. Plus du quart de ceux-ci croient tout de même que l'économie locale est fragile.

Pour diverses raisons (économique, affective, écologique, etc.), des individus choisissent de vivre dans un milieu fragile dont les perspectives d'avenir sont parfois préoccupantes<sup>56</sup>. Par leur présence, ils contribuent à assurer un certain niveau de dynamisme de l'habitat en favorisant la construction de nouvelles maisons, en rénovant

<sup>55</sup> C'est dans ces deux dernières localités que l'appréciation générale des répondants apparaît la plus négative. En effet, 53,3% des personnes consultées à St-Guy perçoivent leur localité comme étant fragile, 13,3% disent qu'elle est très fragile, 6,7% considèrent qu'elle est marginale alors que 26,7% soutiennent qu'elle est pauvre. À Padoue, les répondants utilisent ces mêmes qualificatifs dans les proportions suivantes: 60%, 6,7%, 6,7% et 26,6%. Il est à noter qu'aucune personne n'a employé l'épithète «solide» pour qualifier la situation socio-économique de ces deux localités.

<sup>56</sup> Le niveau très élevé de satisfaction des répondants, même dans les localités les plus fragiles, en témoigne avec éloquence.

les plus anciennes et en améliorant l'aménagement paysager. Les malaises qui affectent sérieusement les huit localités d'enquête ne remettent pas en cause le dynamisme de l'habitat<sup>57</sup>. Comme nous l'avons vu à la section 4.1.1, il y a eu expansion de la trame de peuplement dans sept de ces huit localités entre 1981 et 1996.

La qualité de l'habitat se reflète également dans les représentations que s'en font les répondants de notre enquête. Ces derniers semblent apprécier, dans une très forte proportion, la qualité de cette structure comme nous l'indique le graphique 4.7. St-Damase (100%), St-Marcellin (86,7%) et St-Paul-de-la-Croix (86,7%) récoltent les pourcentages de satisfaction les plus élevés. L'adjectif «moyen» a été retenu par le tiers des répondants de St-Athanase. À St-Jean-de-Cherbourg et à St-Germain, plus du quart des personnes interrogées ont utilisé ce même attribut. Enfin, un répondant de St-Guy et un autre de St-Athanase considèrent la qualité de l'habitat comme étant pauvre. Ailleurs, personne n'a employé ce qualificatif.

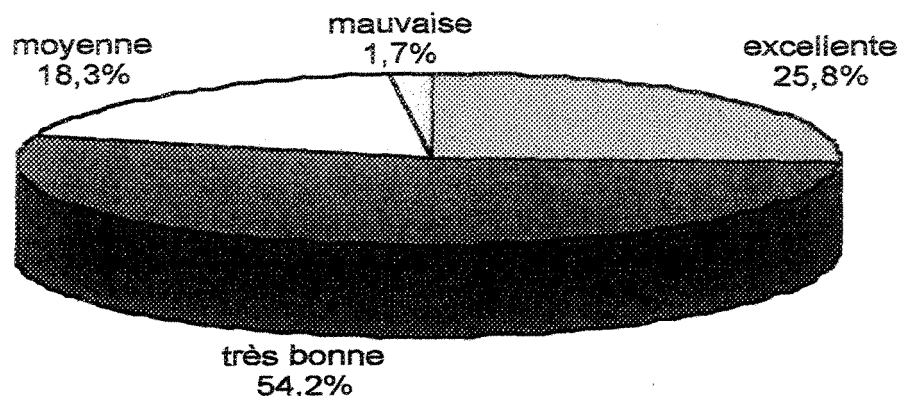
Même si les répondants sont attachés à leur milieu, ils ne sont pas pour autant insensibles aux conditions de vie qu'il offre. Il est indubitable que la petite taille démographique de ces huit localités, leur faible densité de population et les distances qui les séparent les unes des autres empêchent l'implantation de services de même type que ceux que l'on retrouve dans les municipalités plus grandes. De plus, en raison de leur éparpillement sur le territoire, les individus ne bénéficient pas tous des mêmes avantages

---

<sup>57</sup> Ce phénomène n'est pas spécifique à nos localités d'enquête. Il ne constitue pas non plus une caractéristique particulière à la région du Bas-Saint-Laurent, ni même à la province de Québec. En effet, dans un article paru dans la revue *Norôis* en 1974, Robert BARRIOU observait une situation semblable en Bretagne centrale, plus précisément en Haute-Cornouaille, où s'oppose une prolifération de l'habitat à ce qu'il qualifie de «désert humain en devenir».

Graphique 4.7

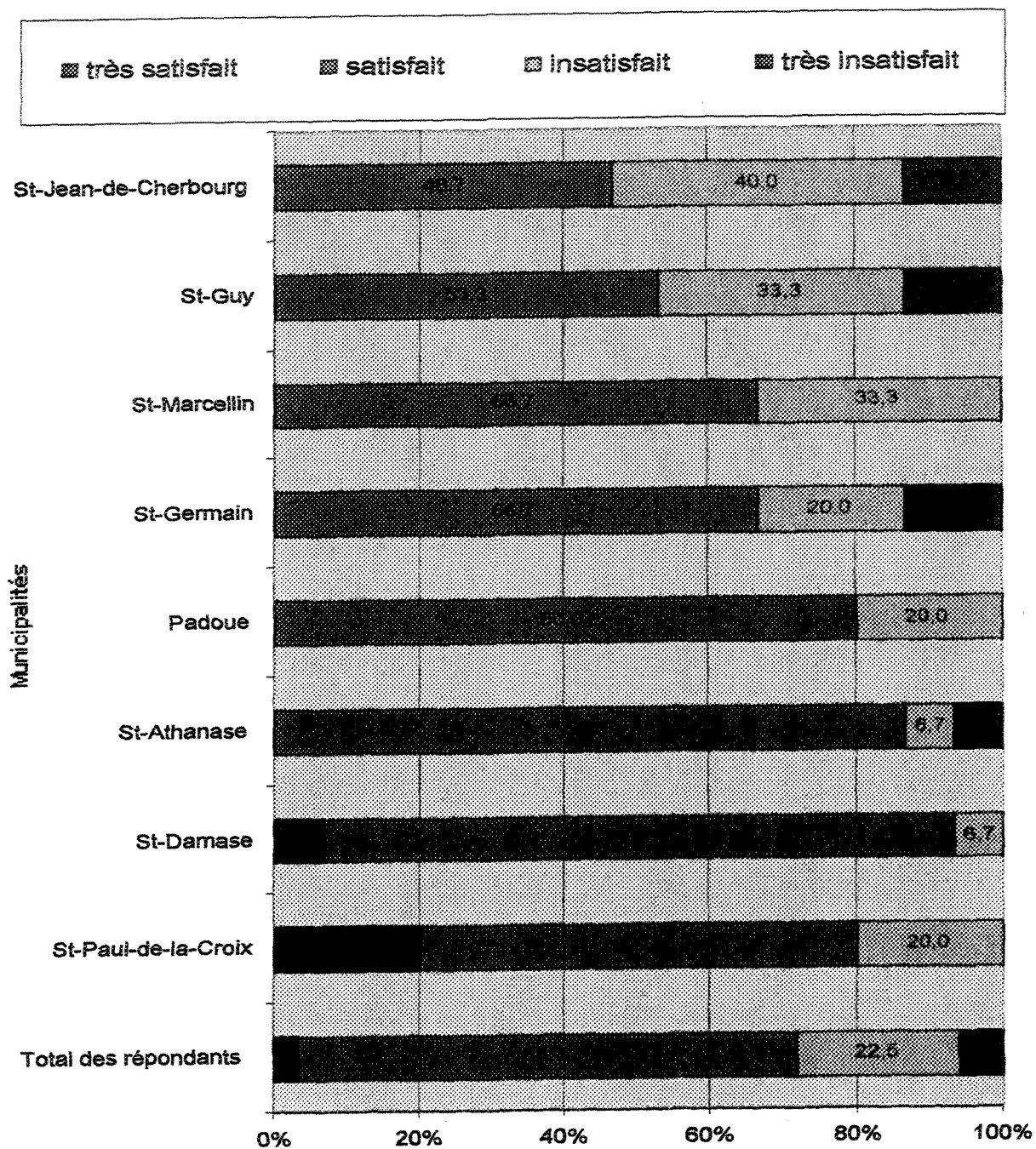
Appréciation de la qualité de l'habitat dans les localités d'enquête



quant à l'accessibilité aux services. Dans certaines de ces localités, la prestation de services de base (comme l'enseignement primaire ou le dépanneur) n'est même plus assurée alors qu'ailleurs ils subsistent sous la menace permanente de leur suppression. Malgré tout, il se dégage de notre enquête une satisfaction générale des répondants à l'égard de la composition de l'infrastructure de services locale (graphique 4.8). Ainsi, les deux tiers des personnes interrogées se montrent satisfaites des services offerts dans leur localité de séjour tandis que 3,3% sont très satisfaites. Les niveaux de satisfaction les plus élevés se retrouvent respectivement à St-Damase, à St-Athanase, à St-Paul-de-la-Croix et à Padoue. Cette satisfaction est difficilement explicable. D'emblée, nous serions porté à croire que la proximité d'un centre de services constitue l'un des principaux motifs à ces taux de satisfaction élevés. Or, les répondants les plus satisfaits ne résident pas nécessairement dans les localités situées les plus proches d'une ville. De plus, certaines, comme St-Athanase et Padoue, se caractérisent même par des carences majeures en ce qui a trait aux services. Par ailleurs, comme elle existe partout, la mobilité géographique des individus ne justifie pas non plus les différenciations locales dans les degrés d'appréciation. On se perd donc ici en conjectures. Il aurait fallu, nous semble-t-il, prendre

Graphique 4.8

Niveau de satisfaction des répondants à l'égard de l'infrastructure de services



en considération le degré d'accessibilité aux services de l'extérieur. Or, notre questionnaire ne comportait aucune question permettant de mesurer cette variable.

En dépit d'un niveau de satisfaction relativement élevé, il n'en demeure pas moins que plusieurs répondants nous ont signalé les nombreuses carences de leur infrastructure de services alors que d'autres se sont montrés inquiets quant à leur avenir. À St-Jean-de-Cherbourg, par exemple, plus de la moitié des répondants estiment que leur localité est privée de certains services essentiels. Ils se plaignent notamment de l'absence d'un service d'aqueducs, d'une caisse populaire et d'une station-service. À St-Guy, sept répondants jugent que les services dispensés dans leur localité sont insuffisants comparativement à cinq pour ceux de St-Marcellin et de St-Germain. À St-Athanase, un répondant demeure inquiet quant à la survie de l'école. Il nous a mentionné que sa municipalité n'avait pas à payer une surtaxe pour conserver l'école ouverte à moins que celle-ci ne serve à d'autres fins. Un des intervenants que nous avons rencontré a signalé qu'une telle formule constituait une façon déguisée de fermer éventuellement les petits villages. À St-Paul-de-la-Croix, six répondants déplorent la fermeture de la station-service.

Les avis sont partagés en ce qui concerne la nature des services à combler. Globalement, une proportion égale de répondants (26,7%) déplore le manque de services de loisirs et de santé. Viennent ensuite, les services publics (20,8%), privés (18,3%) et religieux (6,7%). À St-Damase, une personne s'est dite inquiète de la désuétude des équipements de protection des incendies. Ce sont les répondants de St-Jean-de-Cherbourg qui se plaignent le plus de la déficience des services de santé et de l'éloignement de l'hôpital. Ils apprécieraient, dans une proportion de 53,3%, la présence d'un point de service du CLSC de Matane ou encore d'un cabinet de médecin. L'absence de services médicaux préoccupe également 40% des personnes interrogées à St-Paul-de-la-Croix et à St-Damase. Dans cette dernière localité, 40% des répondants déplorent le

manque d'activités de loisirs. Les soirées sociales, fêtes populaires, repas communautaires, bingos et carnavals sont des événements pourtant bien présents dans cette municipalité. Cependant, de telles activités ne semblent pas répondre aux besoins des plus jeunes. Ces derniers regrettent l'absence de cinémas, de restaurants et de bars. À St-Marcellin, les services publics font défaut pour les deux tiers des répondants. Cinq réclament la réouverture de l'école du village, trois espèrent l'implantation d'une station-service alors que les deux autres anticipent l'établissement d'une caisse populaire. L'absence de service ne semble pas trop affecter les répondants de St-Guy qui trouvent ce dont ils ont besoin à St-Médard, à Squatec, au Lac-des-Aigles et à Trois-Pistoles. Cependant, cinq personnes ont déclaré qu'ils apprécieraient la présence d'un dépanneur alors que deux autres, des personnes âgées, préféreraient qu'il y ait un plus grand nombre d'offices religieux.

Dans l'ensemble (63,3%), les répondants ne se trouvent pas trop éloignés des services. Certains (14%) affirment même ne souffrir aucunement d'éloignement par rapport à ceux-ci. Même ceux qui se considèrent isolés ne perçoivent pas cet isolement de façon trop négative. Ils habitent principalement à St-Jean-de-Cherbourg (huit répondants), à St-Damase (cinq répondants) et à St-Athanase (cinq répondants). Les possibilités de déplacements rapides et fréquents rapprochent l'utilisateur du service requis et atténuent fortement l'obstacle des distances. En outre, de tels déplacements représentent, pour la plupart de nos répondants, une occasion de sortir de leur localité. Ces sorties sont davantage perçues comme une source de détente et de divertissement. Cette constatation vaut aussi pour l'ensemble des répondants de notre enquête. En effet, les deux tiers de ceux-ci affirment que de tels déplacements ne représentent pour eux aucun problème. À

l'échelle locale, c'est à Padoue (73,3%) où ces déplacements sont le moins problématiques. Suivent de près les municipalités de St-Germain, de St-Paul-de-la-Croix, de St-Guy, de St-Marcellin et de St-Damase qui arrivent toutes ex æquo (66,7%). Néanmoins, une personne, dont la motricité est réduite, éprouve de la difficulté à se procurer des services jugés essentiels. Ce répondant, qui réside à St-Guy, déplore l'absence d'un service de transport en commun.

De façon générale, l'éloignement de l'hôpital ne constitue pas une préoccupation majeure pour la majorité (72,5%) des personnes interrogées. Pour l'ensemble de nos localités d'enquête, la distance qui sépare l'hôpital du lieu de séjour ne revêt aucune importance significative dans une proportion qui dépasse partout les 60%. Fait paradoxal, ce sont les individus qui en sont le moins éloignés qui apparaissent les plus inquiets. Il s'agit, plus particulièrement, des répondants de St-Germain (40%) et de St-Paul-de-la-Croix (40%). Cela est probablement attribuable à la forte proportion de personnes âgées qui ont répondu à notre questionnaire dans ces deux localités. Ailleurs, cette inquiétude est négligeable.

Si l'éloignement des services ne dérange pas la majorité des personnes que nous avons interrogées, ces dernières sont cependant nombreuses à s'inquiéter de leur sort. En effet, près de la moitié des répondants croit que certains services (comme l'école, le bureau de poste et la caisse populaire) sont menacés de fermeture à plus ou moins court terme. Cette inquiétude atteint son comble à St-Athanase où 80% des personnes consultées se disent préoccupées par la perte de leur école. Certains y voient une diminution de leur potentiel de développement, d'autres une forme d'exclusion sociale, d'autres encore,



une perte d'identité collective. Depuis 15 ans, le profil d'évolution de la clientèle préscolaire et primaire dans les localités d'enquête ressemble étrangement à la lecture d'un électroencéphalogramme (graphique 4.9). Cette évolution s'est effectuée en dents de scie mais avec partout des tendances à la hausse et à la baisse. Une exception confirme toutefois cette règle générale. Il s'agit de St-Athanase où le nombre d'élèves est en décroissance continue depuis le début des années 90.

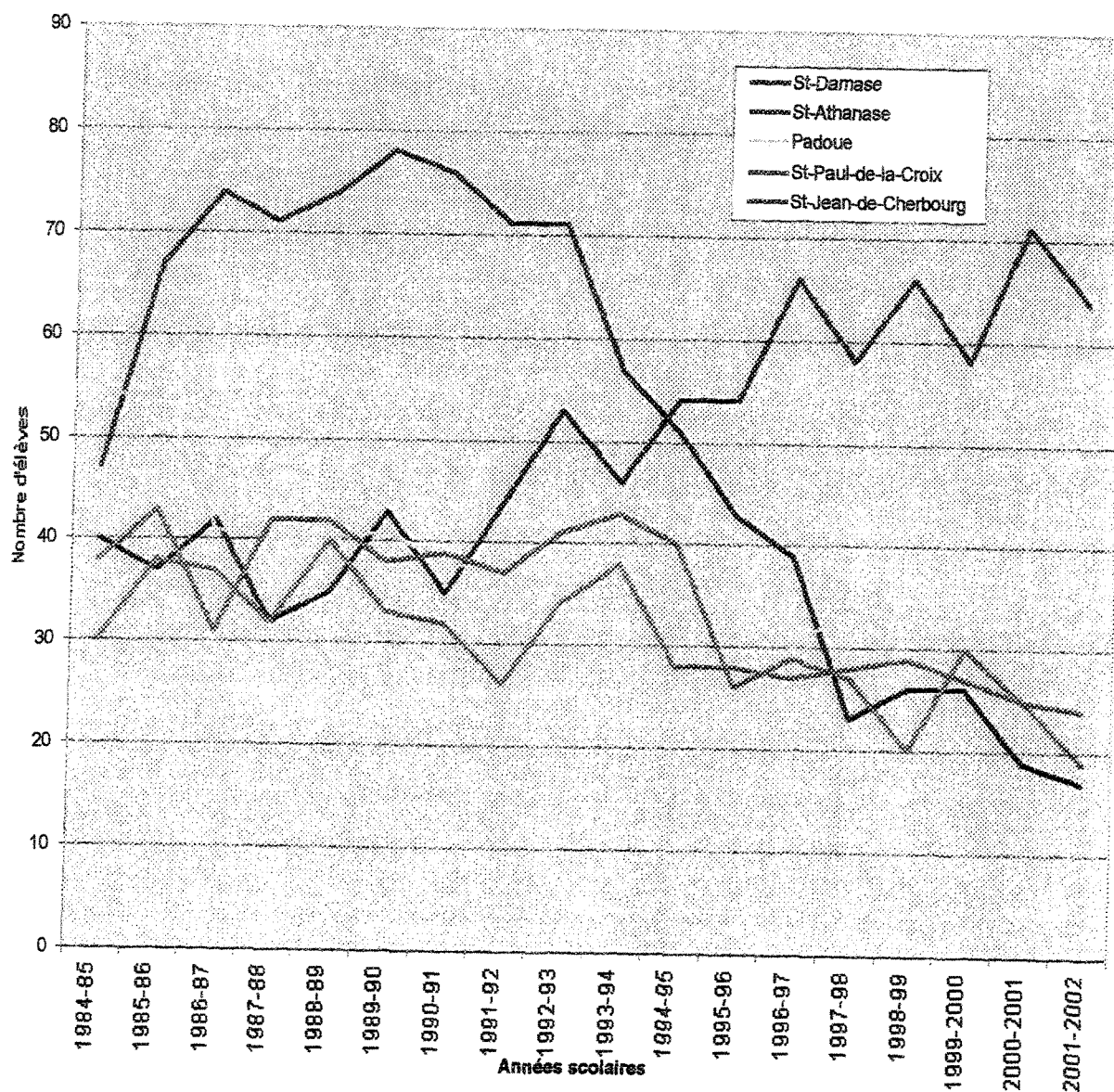
Ce sentiment d'inquiétude anime également les deux tiers des répondants de St-Germain et de Padoue qui craignent eux aussi la perte de certains services. Comme il n'y a pas d'école à St-Germain, c'est la fermeture de la caisse populaire qui préoccupe 53,3% des personnes interrogées. Ces dernières sont d'ailleurs défavorables, dans une proportion de 80%, au regroupement des caisses populaires<sup>58</sup>. Deux répondants de cette localité ont le sentiment de perdre le contrôle sur l'un de leurs principaux leviers de développement économique. Les répondants de St-Guy se sont montrés encore plus dissidents envers un tel projet. Bien qu'ils ne possèdent plus de caisse populaire depuis septembre 1982, ils s'opposent dans une proportion de 100% à tout projet de fusion. Certains y voient une désapprobation des membres au profit de quelques individus. D'autres se disent insatisfaits en ce qui a trait à la gestion du Mouvement Desjardins dans son ensemble. D'autres encore croient que le processus de fusion va à l'encontre des principes de base du modèle coopératif. Un intervenant de St-Paul-de-la-Croix, dont la caisse est regroupée avec celle de L'Isle-Verte, abonde dans le même sens. Selon ce dernier, «Desjardins devient de plus en plus gestionnaire d'intérêts purement corporatifs et

---

<sup>58</sup> Nous avons effectué nos enquêtes au moment où le Mouvement Desjardins mettait de l'avant son projet de restructuration. Il est probable que cela ait pu influencer la réponse de certaines personnes.

Graphique 4.9

Évolution de la clientèle préscolaire et primaire dans les localités d'enquête pour les années scolaires 1984-85 à 2001-2002



Source: Commissions scolaires régionales.

s'éloigne de sa mission sociale». Il déplore également le peu de réinvestissement dans son milieu. Il soutient également que cet exode de capitaux et de l'épargne vers l'extérieur contribue à fragiliser sa communauté. Un intervenant de St-Germain nous a lancé la

question suivante: «Les caisses populaires gèrent-elles vraiment la richesse locale ou ne sont-elles que des poulies d'engrenage d'un système qui déporte les avoirs des ruraux vers les grands centres?» À Padoue, 40% des répondants craignent pour la perte de leur école et de leur caisse populaire. Les personnes interrogées à St-Jean-de-Cherbourg sont préoccupées par la survie de l'école et du bureau de poste dans une proportion de 40%. En dépit de la fragilité de l'infrastructure de services, il n'en demeure pas moins que 45,8% des répondants ne manifestent aucune crainte en ce qui a trait à la diminution éventuelle de services dans leur localité. À St-Guy et à St-Marcellin, deux localités où l'infrastructure de services se réduit à sa plus simple expression, 80% des répondants affirment qu'aucun service n'est menacé puisqu'il n'en reste plus. Les opinions sont relativement partagées à St-Damase où, par ailleurs, huit personnes appréhendent la fermeture de la caisse populaire.

Une localité de petite taille démographique et éloignée des villes qui, à la suite de l'abandon de ses activités primaires, ne parvient pas à les remplacer par des emplois du secteur secondaire, rencontre forcément des problèmes de chômage. En outre, le faible volume de la population empêche la formation d'un secteur tertiaire susceptible d'entraîner un certain dynamisme local, de créer des emplois et d'accueillir une main-d'œuvre qui cherche à se recycler. Si la petite taille démographique d'une localité n'implique pas nécessairement une pénurie d'emplois, il semble exister une relation assez étroite entre ces deux variables, si on en croit les réponses évoquées par les personnes ayant fait l'objet de nos enquêtes. Nos répondants sont convaincus, dans une proportion de 68,3%, de l'existence d'une relation associative entre le manque d'emplois et la petite taille démographique de leur localité. Ce taux grimpe à 86,7% dans le cas de St-Guy et de St-

Paul-de-la-Croix. Il est aussi très élevé à St-Athanase où il atteint 80%. À l'exception de St-Damase (dont le taux d'activité est relativement élevé en comparaison avec celui des autres municipalités) et de St-Germain (qui profite de l'activité économique de Rivière-du-Loup, de St-Pascal et de La Pocatière), cette relation est perçue pratiquement de la même façon par les répondants des autres localités.

De manière générale, on reconnaît que le coût de la vie augmente en fonction de l'éloignement par rapport aux grands centres. D'une part, les prix de détail, notamment dans le secteur de l'alimentation, sont généralement plus élevés dans les petites localités en raison du faible volume des ventes. D'autre part, les déplacements effectués à l'extérieur de la localité de séjour pour l'achat de certains produits exigent des coûts supplémentaires. Toutefois, le prix des maisons, des terrains et des taxes foncières sont généralement plus bas dans les milieux de petite taille. Il nous est donc apparu intéressant de mesurer, par le biais de notre questionnaire, l'appréciation des répondants à l'égard du coût de la vie dans leur localité par rapport à celui de la ville. Les résultats figurent au tableau 4.12.

Près de la moitié des personnes interrogées estiment que leur panier de provisions coûte moins cher chez eux qu'en ville, 40% disent que les prix sont les mêmes tandis que 12% croient que le coût de la vie est plus élevé dans leur localité par rapport à celui de la ville. Les chiffres du tableau 4.12 indiquent toutefois des réponses différentes d'une municipalité à l'autre. Des facteurs internes propres à chaque milieu peuvent expliquer de telles différences. En outre, l'appréciation du coût de la vie est essentiellement une affaire de perception. Il est donc normal que les avis diffèrent selon les individus et ce, même si

Tableau 4.12

Appréciation du coût de la vie dans les localités d'enquête par rapport à celui de la ville

Municipalités	coût de la vie plus cher		coût de la vie semblable		coût de la vie moins cher	
	nombre de répondants	% par municipalité	nombre de répondants	% par municipalité	nombre de répondants	% par municipalité
St-Marcellin	4	26,7	4	26,7	7	46,6
St-Athanase	3	20,0	8	53,3	4	26,7
St-Germain	3	20,0	7	46,7	5	33,3
St-Jean-de-Cherbourg	3	20,0	4	26,7	8	53,3
St-Damase	1	6,7	8	53,3	6	40,0
St-Guy	0	0,0	7	46,7	8	53,3
St-Paul-de-la-Croix	0	0,0	5	33,3	10	66,7
Padoue	0	0,0	5	33,3	10	66,7
Total	14	11,7	48	40,0	58	48,3

ces derniers fréquentent les mêmes établissements commerciaux et subissent les mêmes contraintes de distance et de dispersion.

Les différences les plus notables s'observent à St-Marcellin et à St-Germain. Il est possible que dans ces deux localités les individus les plus pauvres fassent intervenir le prix qu'il leur en coûterait pour payer leur logement en ville par rapport au coût actuel de leur maison dont la valeur marchande est relativement faible. Par ailleurs, une même tendance semble se dessiner chez les répondants de Padoue et de St-Paul-de-la-Croix où plus des deux tiers de ceux-ci soutiennent que le coût de la vie est moins élevé chez eux par rapport à celui de la ville. Le cas de St-Paul-de-la-Croix s'explique facilement. Il s'agit d'une localité bien positionnée dans la trame de peuplement (située à mi-chemin entre Rivière-du-Loup et Trois-Pistoles). Elle dispose aussi d'une gamme relativement diversifiée de services comparativement à d'autres localités de même taille démographique. Il est plus difficile de tirer une explication dans le cas de Padoue. Trois

hypothèses peuvent être envisagées. Premièrement, certains individus peuvent considérer que le coût de la vie est moins cher dans leur localité en se rapportant uniquement aux prix des maisons, des terrains et des taxes foncières<sup>59</sup> qui sont généralement plus abordables à la campagne qu'en ville. D'autres peuvent aussi se référer à leur situation passée sans la réajuster à l'état présent. Enfin, l'écart entre le réel et son image est fonction de nombreuses variables telles que les habitudes de consommation et les niveaux de satisfaction qui n'ont pas toutes été cernées dans la présente étude. Même si pour certaines personnes leur évaluation comparative du coût de la vie est liée à leur capacité de dépenser et à la satisfaction de leurs besoins, il n'en demeure pas moins que, de façon générale, cette appréciation semble pour beaucoup une affaire de perception.

Les nombreux problèmes auxquels sont confrontées les huit localités à l'étude ont été bien mis en évidence tant par les intervenants locaux que par les répondants. Ces derniers, par ailleurs, font une distinction assez nette entre les préoccupations liées à leur travail et à leur famille, d'une part, et les problèmes de leur localité, d'autre part. Leurs préoccupations concernent surtout l'emploi (58%), l'exode des jeunes (22,5%), la faiblesse des revenus (14,2%) et l'insuffisance de services (2,3%). Les problèmes qui suivent ont été mentionnés par une personne dans chaque cas: la dépendance économique (St-Germain), le manque de concertation entre les acteurs locaux (St-Athanase), le

---

<sup>59</sup> Il faut toutefois faire preuve de circonspection et de prudence dans l'interprétation de cette hypothèse. Il y aurait lieu, en effet, de prendre en compte, le montant global des taxes, le taux de taxation et la capacité de payer des individus. Évidemment, la considération de tous ces indicateurs dépasse largement le cadre de nos enquêtes.

vieillessement de la population (St-Guy), la dénatalité (St-Damase) et l'insuffisance de l'alimentation électrique (St-Paul-de-la-Croix)<sup>60</sup>.

Le sous-emploi, problème particulièrement alarmant à St-Jean-de-Cherbourg, est évoqué par 80% des répondants de cette localité. Il est suivi par la faiblesse des revenus (13,3%) et l'exode des jeunes (6,7%). À St-Paul-de-la-Croix, où la problématique de l'emploi est moins criante, 80% des personnes interrogées se disent tout de même préoccupées par cette question. L'exode des jeunes et l'insuffisance de services occupent les deuxième et troisième rangs. Force est d'admettre que la plupart des emplois que l'on y retrouve sont saisonniers ce qui entraîne une forte fluctuation du taux d'activité. La sévérité des règlements de zonage constitue, pour le tiers des répondants, le principal problème de cette localité. En fait, nos enquêtes révèlent, à cet endroit, une pénurie de logements sociaux. Les faibles niveaux de revenus préoccupent, dans une proportion de 40%, les personnes que nous avons interrogées à St-Marcellin. Le manque d'emploi inquiète aussi 40% des répondants de cette localité. Le bas niveau de revenu a aussi été mentionné par le tiers des personnes interrogées à St-Damase ce qui laisse présager la présence de certains malaises en dépit de sa relative prospérité comparativement aux autres municipalités de notre enquête. Un autre tiers est davantage préoccupé par l'exode des jeunes. Enfin, les répondants de St-Athanase considèrent, dans une proportion de 60%, le sous-emploi comme étant le principal problème de leur milieu. Trois de ces répondants, des acériculteurs, déplorent notamment le fait que des érables fassent l'objet

---

<sup>60</sup> Cette lacune a été identifiée par un agriculteur dont la ferme est localisée dans un rang. Cet agriculteur projetait agrandir son exploitation en ajoutant notamment un ventilateur plus puissant ce qui nécessite qu'il fasse refaire son entrée électrique. Or, Hydro-Québec lui demande qu'il défraie lui-même les coûts reliés à l'installation d'un courant de type 550 volts en trois phases, la puissance actuelle étant de 220 volts en deux phases. En outre, selon un intervenant local, trois entreprises auraient choisi s'installer à Trois-Pistoles en raison de cette insuffisance de l'alimentation électrique.

de coupes forestières. L'un d'entre eux a rétorqué que «ces atrocités se font au détriment des acériculteurs auxquels on refuse des permis d'exploitation».

Si l'exode rural apparaît, aux yeux de la plupart des répondants, particulièrement inquiétant, il n'empêche pas pour autant l'arrivée de nouveaux ménages. D'après les réponses que nous avons obtenues auprès des intervenants locaux et des personnes qui ont fait l'objet de notre enquête, l'arrivée de nouveaux résidants serait une caractéristique commune à toutes les localités (tableau 4.13). En outre, sauf dans le cas de St-Germain et de St-Damase, on remarque une certaine convergence dans les chiffres évoqués. En ce qui concerne St-Germain, nous serions porté à faire davantage confiance à la parole des intervenants locaux qui nous ont fourni ces données. Celles-ci s'appuient sur une vaste enquête effectuée par le CLSC de St-Pascal dans le cadre d'un projet d'entraide populaire. Le taux de réponse a été de 92%. La marge d'erreur de cette enquête n'étant que de 2,89% une fois sur 20, nous pouvons donc nous y fier. Quant à St-Damase, l'intervenant que nous avons rencontré a pris soin de calculer, maison par maison, le nombre total de nouvelles personnes qui se sont installées depuis les 10 dernières années. À moins que sa mémoire fasse défaut, le chiffre qu'il avance nous apparaît très réaliste. Enfin, compte tenu de sa situation géographique et de l'ampleur de ses problèmes, il est arrivé un nombre relativement élevé de nouveaux résidants à St-Marcellin entre 1989 et 1999. Selon les données officielles du recensement de 1996 de Statistique Canada, cette localité a accueilli 10 immigrants entre 1991 et 1996. En outre, une intervenante estime à une dizaine, le nombre de personnes originaires de St-Marcellin qui, au terme de leur vie active, seraient revenues s'y rétablir. Bien que la venue de nouveaux habitants constitue partout un fait bien réel, ces arrivées ne parviennent



Tableau 4.13

Estimation, selon les intervenants locaux et les répondants, du nombre total de nouveaux arrivants dans les localités d'enquête entre 1989 et 1999

Municipalités	Intervenants locaux	Répondants	Provenance géographique
St-Germain	51	de 20 à 25	Montréal, Québec, Trois-Rivières, Rivière-du-Loup, St-Pascal, St-André
St-Athanase	15	de 12 à 15	Montréal, Cabano, Notre-Dame-du-Lac, Pohénégamook
St-Paul-de-la-Croix	20	de 18 à 20	Montréal, Québec, Rivière-du-Loup
St-Guy	10	de 10 à 12	Granby, Buckingham, Lac-des-Aigles, St-Arsène, Rimouski
St-Marcellin	20	de 15 à 17	Montréal, Québec, Rimouski
Padoue	10	de 10 à 12	Montréal, Mont-Joli, St-Donat, Ste-Angèle-de-Mérici, Les Boules
St-Damase	48	de 30 à 35	Suisse, Montréal, Mont-Joli, Rimouski, Baie-Comeau, St-Noël, Baie-des-Sables
St-Jean-de-Cherbourg	5	de 4 à 5	Matane, Ste-Félicité
Total	179	entre 119 et 141	

pas à endiguer la décroissance démographique qui caractérise les huit municipalités à l'étude.

L'exode des jeunes inquiète particulièrement les répondants de St-Athanase (40%) mais aussi ceux de Padoue (33,3%) et de St-Damase (33,3%). En fait, ce phénomène, avec le manque d'emploi, a été mentionné partout comme étant les deux principaux problèmes auxquels les localités à l'étude sont confrontées.

Les difficultés évoquées par les intervenants locaux sont, à quelques exceptions près, les mêmes que celles qui ont été formulées par les répondants de notre enquête

(tableau 4.14). Ces exceptions concernent notamment l'absence de relève agricole (St-Athanase), la sous-exploitation des ressources naturelles (St-Marcellin), la sévérité concernant le zonage agricole<sup>61</sup> (Padoue, St-Paul-de-la-Croix et St-Germain) et différents problèmes sociaux (St-Damase et St-Paul-de-la-Croix).

**Tableau 4.14**

**Principaux problèmes évoqués par les intervenants locaux dans les localités d'enquête**

Municipalités	Problèmes
St-Athanase	absence de relève agricole; érosion de l'infrastructure de services; vieillissement de la population
St-Germain	sévérité des règlements concernant le zonage agricole; exode des jeunes; sous-emploi; manque de concertation entre les acteurs locaux
St-Marcellin	sous-utilisation des ressources naturelles; exode des jeunes; sous-emploi
St-Jean-de-Cherbourg	exode des jeunes; sous-emploi; manque de concertation entre les acteurs locaux
St-Guy	exode des jeunes; sous-emploi
St-Paul-de-la-Croix	sévérité des règlements d'urbanisme, sous-emploi, exode des jeunes; solitude et détresse psychologique chez les personnes âgées
St-Damase	faiblesse de l'infrastructure de services; sous-emploi; exode des jeunes; manque d'activités de loisirs pour les jeunes; vandalisme
Padoue	peur de la fermeture éventuelle de l'école, exode des jeunes; sous-emploi; sévérité des règlements de zonage agricole;

Bien que les problèmes socio-économiques vécus dans ces huit localités soient très sérieux, ils sont en partie atténués par la tranquillité, l'air pur et la qualité de l'environnement. C'est du moins l'opinion que partage le tiers des répondants et, plus particulièrement, ceux de St-Damase (93,3%) et de St-Paul-de-la-Croix (67%). Dans cette dernière localité, la qualité de l'air, la beauté des paysages et le contact avec la nature constituent, pour une très forte proportion (93,3%) des personnes que nous avons

<sup>61</sup> Selon les intervenants de St-Germain et de St-Paul-de-la-Croix, la Loi de la protection du territoire agricole entrave l'établissement de nouveaux arrivants. En zone verte, seuls les individus dont l'agriculture constitue leur principal revenu ont l'autorisation d'acheter une partie d'une terre existante ou de construire une résidence. À Padoue, deux intervenants attribuent la désertification des rangs à ce problème de zonage.

interrogées, les principales forces de leur milieu. À l'inverse, plus de la moitié des répondants de St-Marcellin et de St-Guy estiment que les aménités naturelles ne parviennent que très partiellement (et même pas du tout) à atténuer les problèmes de leur localité. À Padoue, à St-Jean-de-Cherbourg, à St-Germain et à St-Athanase, les réponses à cette question sont pratiquement les mêmes partout. Une majorité de personnes (60%) croit que ces aménités ne compensent que très partiellement ou pas du tout les problèmes de leur localité alors que 40% pensent qu'elles les contrebalancent totalement ou en partie.

La présence d'aménités naturelles est probablement la principale raison pour laquelle la plupart des personnes interrogées (93,3%) considèrent que la vie à la campagne est plus agréable que la vie en ville et que les relations entre les gens y sont (dans une proportion de 91%) plus humaines. Ces deux idées viennent conforter celle de bonheur généralement associée à la campagne dont Bertrand HERVIEU et Jean VIVARD (1996) ont fait l'objet de leur ouvrage. Seuls deux répondants de St-Marcellin et un autre de Padoue manifestent une certaine réserve vis-à-vis l'affirmation: «La vie à la campagne est plus agréable qu'en ville». Dans les deux cas, il s'agit de personnes de moins de 30 ans qui espèrent trouver du travail en milieu urbain.

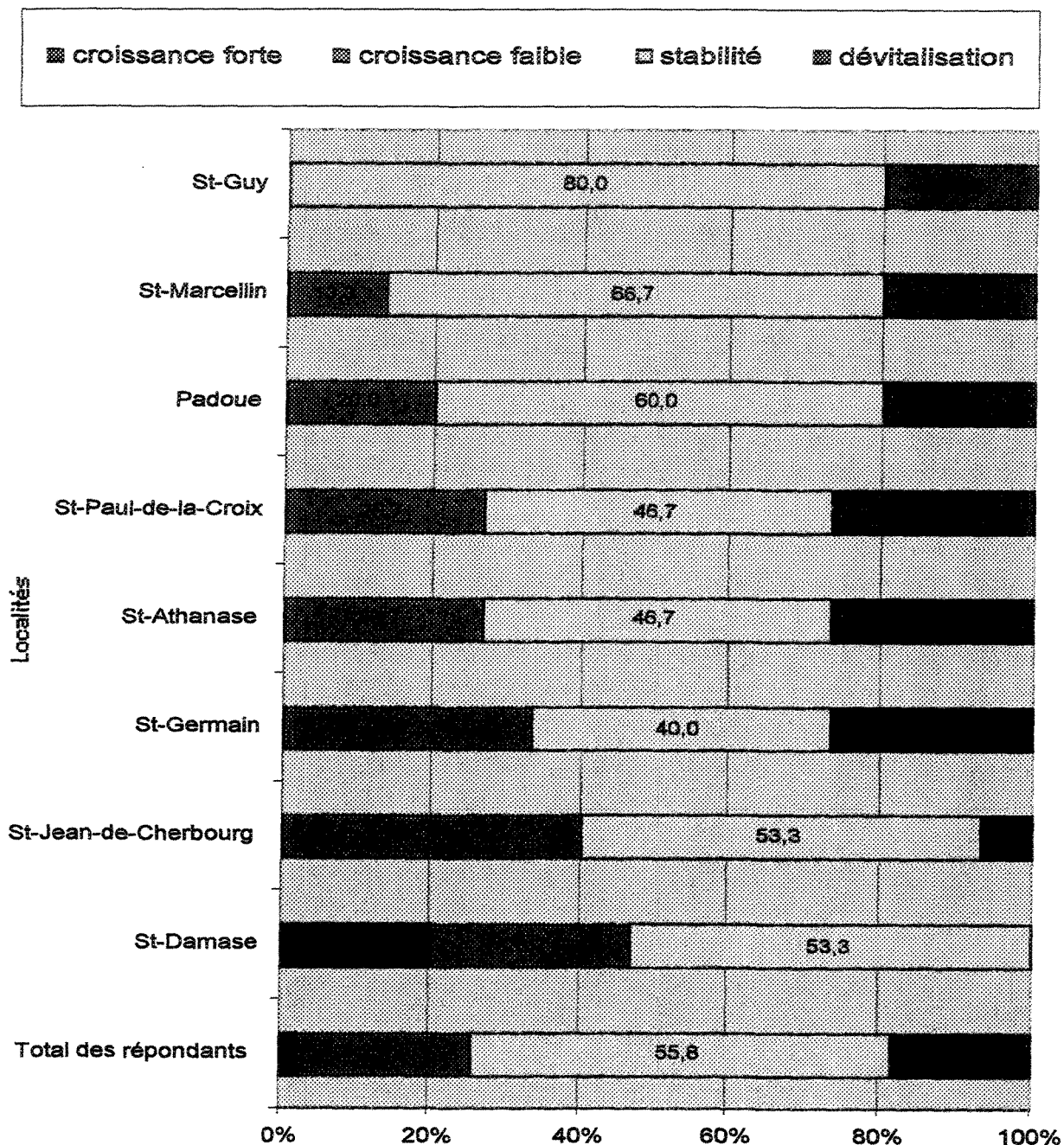
Nous avons également voulu connaître la perception des répondants en ce qui concerne deux des six facteurs de fragilité que nous avons identifiés au chapitre précédent. Il s'agit des politiques gouvernementales et de la structure de peuplement et, plus précisément, de l'éloignement par rapport aux villes. Ainsi, il apparaît pour 93% des personnes interrogées que les interventions de l'État en matière de développement

économique favorisent davantage les milieux urbains au détriment des campagnes. À St-Germain, à St-Guy, à Padoue et à St-Jean-de-Cherbourg, la totalité des répondants est en accord avec une telle affirmation. Ceux de St-Athanase n'en sont pas parfaitement convaincus dans une proportion de 26,6%. De plus, 103 répondants, ce qui représente 85,3% de notre population, estiment que l'éloignement de la ville constitue un obstacle majeur au développement de leur localité. À St-Germain, à St-Paul-de-la-Croix, à St-Guy, à St-Marcellin et à St-Jean-de-Cherbourg, 13 répondants sur 15 sont d'avis que la distance par rapport à la ville influence le développement de leur milieu. Quant aux 17 personnes qui ont exprimé l'opinion contraire, cinq résident à St-Damase et cinq autres à St-Paul-de-la-Croix, deux localités situées relativement près d'un centre de services. Les autres se répartissent dans quatre autres municipalités, soit deux à St-Germain, deux à St-Athanase, un à St-Guy et un à St-Marcellin. L'hésitation qu'ils ont manifestée avant de répondre porte à croire qu'ils n'ont pas compris le sens de notre question.

L'appréciation des répondants à l'égard de la situation démographique de leur localité diffère relativement peu de celle concernant l'état de la santé économique. Ainsi, seulement 2,5% des personnes interrogées (toutes de St-Damase) estiment que leur municipalité est en croissance forte sur le plan démographique, 23,3% en croissance faible, 55,8% en stabilité et 18,3% en dévitalisation (graphique 4.10). C'est à St-Germain, à St-Athanase et à St-Paul-de-la-Croix que les répondants perçoivent le plus négativement le contexte démographique de leur localité. À St-Guy, 80% des répondants croient que leur municipalité est en stabilité sur le plan démographique. De même, plus de la moitié des personnes interrogées à St-Jean-de-Cherbourg ont cette même impression. Qui plus est, 40% pensent même qu'elle est en croissance. De telles représentations ne sont pas conformes avec la réalité ainsi que nous l'avons démontré plus tôt. Sur cette

Graphique 4.10

Degré d'appréciation des répondants à l'égard de la situation démographique de leur localité



question démographique, il semble se dégager une tendance commune à l'ensemble des répondants des localités les plus fragiles: celle de surévaluer la situation de leur milieu.

Quels sont les motifs qui président à une telle surévaluation? Bien que nous n'ayons pas analysé en profondeur cette question, nous nous permettons d'esquisser un essai d'explication sur la base de notre expérience personnelle.

En ce domaine, les sentiments et les émotions peuvent dissimuler de nombreux pans de la réalité. L'école, l'église et le cimetière où reposent les ancêtres fondateurs constituent des symboles parfois chargés d'un coefficient émotif très élevé ce qui peut influencer leur perception de la réalité démographique ou économique. Dans ces questions qui touchent la sensibilité humaine, le sentiment peut facilement interférer dans le rationnel. En outre, la subjectivité qui amène chaque individu à donner à son environnement une couleur particulière fait que des notions telles que la croissance, la stabilité ou la dévitalisation ne revêtent pas la même signification pour tous les individus. Chacun attribue à ces concepts une valeur relative qui résulte d'aspirations, de possibilités personnelles, de données émotives, affectives et cognitives ainsi que d'habitudes et de comportements plus ou moins enracinés.

À titre comparatif, nous avons demandé aux intervenants locaux d'évaluer la situation démographique de leur localité. Leur évaluation est davantage le reflet de la réalité, comme en témoigne le tableau 4.15. Ainsi, St-Damase et St-Paul-de-la-Croix seraient en croissance faible sur le plan démographique alors que la stabilité caractériserait plutôt les localités de St-Germain, St-Marcellin, Padoue et St-Athanase. Enfin, celles de St-Guy et de St-Jean-de-Cherbourg seraient engagées dans un processus de décroissance, processus qui fait l'unanimité selon les trois acteurs que nous avons interrogés dans ces deux localités.

Tableau 4.13

Évaluation de la situation démographique dans les localités d'enquête selon les intervenants locaux

Intervenants	Évaluation	Localités
3/3	croissance faible	St-Damase
3/3	croissance faible	St-Paul-de-la-Croix
3/3	stabilité	St-Athanase
3/3	stabilité	Padoue
2/3	stabilité	St-Marcellin
2/3	stabilité	St-Germain
3/3	décroissance	St-Guy
3/3	décroissance	St-Jean-de-Cherbourg
1/3	décroissance	St-Germain
1/3	décroissance	St-Marcellin

Dans cette perspective, la création d'emplois constitue, pour 56% des répondants, la principale mesure à envisager pour relancer l'activité économique de leur milieu. Elle est suivie par la mise en place des mesures incitatives pour attirer les jeunes (25%), le soutien à la culture des produits du terroir et à la préservation du patrimoine (10%), l'aide au maintien des services (7,5%) et à la construction de nouveaux logements (1,5%). Les personnes interrogées à St-Paul-de-la-Croix et à St-Guy considèrent, dans une proportion supérieure à 80%, que la création d'emplois constitue le meilleur moyen pour relancer l'activité économique de leur localité. À St-Germain, cette alternative ne retient l'attention que du quart des personnes consultées. Là, c'est plutôt sur la mise en place de mesures incitatives pour attirer des jeunes qu'il faudrait orienter les diverses actions de relance économique. Cette solution est aussi envisagée par 40% des répondants de Padoue. Même si une forte majorité (80%) des personnes interrogées à St-Marcellin considère que les services ne sont pas menacés à plus ou moins long terme, plus du quart d'entre eux croit tout de même que le gouvernement devrait assurer le maintien de ceux qui restent.

On voit là toute l'importance que prend l'infrastructure de services en milieu rural fragile. Ne s'agirait-il pas plutôt d'une certaine forme de culture de dépendance? Quant aux autres mesures de relance qui étaient suggérées dans notre questionnaire, à savoir la construction de nouveaux logements et le développement des produits du terroir et du patrimoine bâti, elles reçoivent, à l'exception des personnes interrogées à St-Germain<sup>62</sup>, un accueil plutôt froid.

Nous avons demandé aux répondants, par le biais d'une question ouverte, d'identifier une action ou une intervention susceptible de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie dans leur localité. Leurs réponses figurent au tableau 4.16. On observe une réelle convergence entre les problèmes qu'ils évoquent et les solutions qu'ils préconisent. Il en ressort, une fois de plus, que la création d'emplois demeure la principale intervention à encourager. Parmi les autres actions souhaitées, mentionnons, la création de PME, l'amélioration de l'infrastructure de services, l'aide à la concertation entre les acteurs locaux, l'implantation d'une usine de transformation du bois, l'allocation d'octrois notamment pour les travailleurs forestiers et acéricoles, l'assouplissement des règlements de zonage et l'amélioration des routes<sup>63</sup>.

Cette partie de notre analyse nous a permis de constater que les répondants perçoivent d'abord leur espace en tant que «construit social». Cette représentation est fonction de divers facteurs qui vont d'une relation identique qu'ils ont développée vis-à-vis

<sup>62</sup> Dans cette localité, ces deux mesures ont été proposées par le quart des répondants.

<sup>63</sup> La création d'emplois revient constamment comme action pouvant améliorer la qualité de la vie dans les localités d'enquête. L'amélioration de l'infrastructure de services a été signalée particulièrement par les répondants de St-Germain. À St-Paul-de-la-Croix et à St-Damase, l'implantation de PME serait appréciée par le quart des personnes interrogées.



Tableau 4.16

Actions ou interventions qui pourraient contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie dans les localités d'enquête

Formes d'intervention souhaitées	Nombre de répondants	% absolu
Création d'emplois	37	30,8
Création de PME	10	8,3
Amélioration de l'infrastructure de services	6	5,0
Aide à la concertation des acteurs afin d'insuffler un certain dynamisme local	6	5,0
Octrois aux municipalités	6	5,0
Implantation d'usines de transformation du bois	5	4,2
Assouplissement des règlements de zonage afin de faciliter la construction domiciliaire et l'implantation d'entreprises	3	2,5
Amélioration des routes	3	2,5
Octrois pour l'établissement de jeunes	3	2,5
Développement de l'industrie acéricole	2	1,7
Création d'emplois et amélioration de l'infrastructure de services	2	1,7
Octrois aux travailleurs forestiers et acéricoles	2	1,7
Développement de l'industrie touristique	1	0,8
Aide aux activités de forage	1	0,8
Aide à la localité	1	0,8
Rétrocession des lots intramunicipaux	1	0,8
Amélioration des routes et aide à la localité	1	0,8
Octrois aux agriculteurs	1	0,8
Aide aux localités en difficulté en fonction de leur niveau de revenu	1	0,8
Aucune opinion (ou ne s'applique pas)	27	23,5
Total	120	100,0

leur milieu, à un même bagage de connaissances en passant par des expériences communes et un réseau relativement étroit d'interconnaissances. «Un nœud de relations sociales qui intègre chaque membre de la communauté entretient une perception alimentée des mêmes stéréotypes et de la même affectivité» (DUGAS, 1981: 169). Cette section nous a également permis d'observer que les répondants se perçoivent aussi dans

leur espace de vie. Ces derniers souhaitent que cet espace comble leurs besoins et réponde à leurs aspirations. Dans ce contexte, l'image qu'ils s'en font relève non seulement de critères personnels mais aussi de différents éléments susceptibles de favoriser davantage leur épanouissement personnel. Par exemple, à St-Damase et à St-Paul-de-la-Croix, les répondants ont en général une perception fort positive de leur municipalité et ce, à tous les points de vue. Ceux de St-Jean-de-Cherbourg, en dépit de la très grande précarité économique de cette localité et d'une situation géographique défavorable, éprouvent un attachement indéfectible à l'égard de leur milieu de vie. À St-Athanase, à St-Marcellin et à St-Germain, cet attachement apparaît un peu moins significatif. Enfin, les représentations qu'entretiennent les personnes que nous avons interrogées à St-Guy et à Padoue vis-à-vis leur localité sont nettement plus faibles que n'importe où ailleurs.

La prochaine partie, qui porte sur la perception du dynamisme et du développement local, mettra davantage en relief ces deux formes de représentations étroitement reliées l'une à l'autre et qui s'influencent mutuellement.

#### **4.4.3 Perception du dynamisme et du développement local**

De même que toute plante a besoin pour croître d'une bonne terre, c'est-à-dire d'un sol riche en minéraux et en oligo-éléments, d'un certain degré d'humidité et de la chaleur du soleil, ainsi toute personne pour parvenir à son plein épanouissement doit retrouver dans son milieu un minimum de conditions sociales, économiques, culturelles et communautaires. Pour diverses raisons liées notamment aux caractéristiques de la

structure de peuplement, à la composition de l'infrastructure de services, à la nature et au dynamisme de l'économie et à la qualité des relations interpersonnelles, ces conditions varient considérablement d'un milieu à l'autre. Elles sont aussi perçues de manière différente selon les individus. Globalement, une forte majorité de répondants considère leur localité particulièrement dynamique au niveau social et communautaire alors qu'ils estiment qu'elle l'est beaucoup moins sur les plans culturel et économique (tableau 4.17). De telles perceptions n'ont rien d'étonnant en soi. En fait, elles sont même représentatives de la réalité des milieux ruraux fragiles.

**Tableau 4.17**

**Appréciation du niveau de dynamisme local à l'égard de la vie sociale, économique, communautaire et culturelle dans les localités d'enquête**

	très dynamique		dynamique		peu dynamique		pas dynamique du tout	
	n	%	n	%	n	%	n	%
vie sociale	8	6,7	71	59,2	38	31,7	3	2,4
vie économique	5	4,2	52	43,3	54	45,0	9	7,5
vie communautaire	9	7,5	74	61,7	31	25,8	6	5,0
vie culturelle	6	5,0	35	29,2	61	50,8	18	15,0

Dans cette section, nous présentons les résultats que nous avons obtenus auprès de nos répondants en ce qui a trait à leur perception de la vie sociale, communautaire, économique et culturelle pour chacune des municipalités d'enquête.

#### **4.4.3.1 La vie sociale**

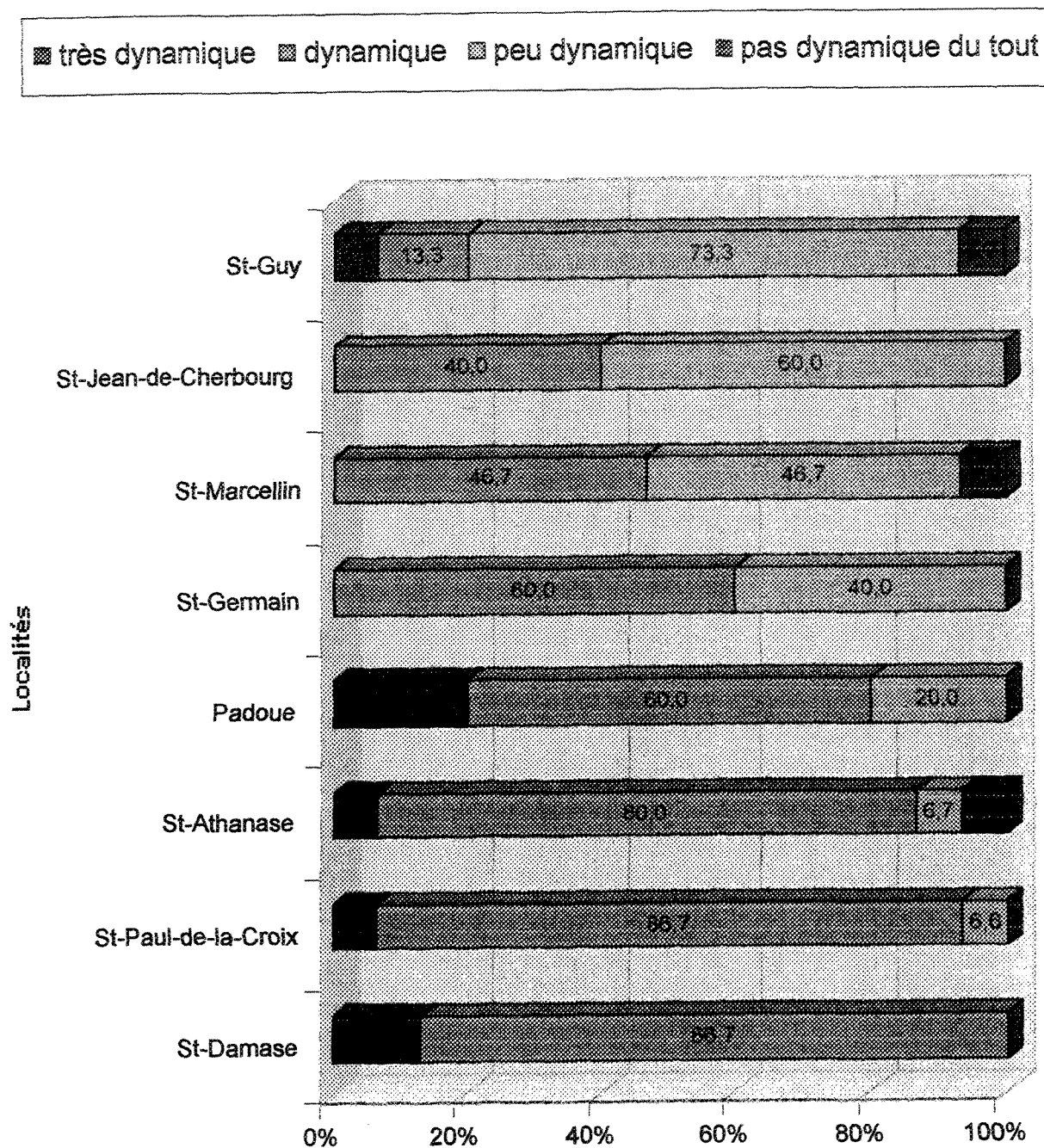
Bien que de tout temps la vie sociale ait toujours occupé une place importante dans les communautés rurales, l'intensification des communications, la transformation du

système éducationnel et l'amélioration des conditions de vie ont contribué à son essor particulièrement au cours des cinq dernières décennies. En outre, dans bien des cas, ces mutations ont entraîné une certaine forme de valorisation de la vie à la campagne. Cependant, ce ne sont pas toutes les localités qui ont profité de ces changements. Certaines, pour des raisons d'ordre structurel, culturel et même humain, offrent une gamme variée d'activités sociales alors que d'autres sont beaucoup moins dynamiques. Les différents niveaux de revenus, la nature des équipements disponibles et les relations de proxémie tributaires de la localisation géographique ont également des conséquences considérables sur l'organisation des loisirs.

À la lecture du graphique 4.11, nous observons que ce sont les localités de St-Guy et de St-Jean-de-Cherbourg qui, selon les répondants, sont les moins dynamiques sur le plan social. Ces localités souffrent d'un processus de démembrement qui paralyse toute volonté d'organisation et de créativité. À St-Jean-de-Cherbourg, 60% de ceux-ci considèrent leur localité comme étant peu dynamique alors que cette proportion monte à 80% dans le cas de St-Guy. Ces deux municipalités se caractérisent par un esprit défaitiste lequel nous a d'ailleurs été confirmé par les différents acteurs locaux que nous avons rencontrés. Ce défaitisme se traduit notamment par un certain désintéressement de la population à la vie locale. Cette dernière accepte, tant bien que mal, la précarité de sa situation en la considérant en quelque sorte comme irréversible. La vie sociale se limite à l'organisation, sur une base occasionnelle, de dîners paroissiaux généralement au profit de la fabrique. À St-Germain, à St-Guy et à St-Jean-de-Cherbourg, il n'y a pas de carnaval d'hiver. Les fêtes de la St-Jean-Baptiste viennent compléter la grille des activités sociales à St-Guy et à St-Marcellin.

Graphique 4.11

Perception des répondants à l'égard de la vie sociale dans les localités d'enquête



Les nombreux conflits sociaux et les relations interpersonnelles tendues qui persistent à St-Jean-de-Cherbourg ont entraîné la suspension de plusieurs activités (fêtes

de la St-Jean-Baptiste, carnaval et festival) au calendrier des festivités locales. Ces dernières, qui prennent essentiellement la forme de bingos et de repas communautaires, ne répondent guère aux attentes des plus jeunes. Des soirées de danses sociales se tiennent occasionnellement à St-Guy et à St-Germain. Mais encore là, ces activités rejoignent davantage une clientèle plus âgée. Cette carence d'activités sociales pour les plus jeunes contribue sans aucun doute à rendre la ville encore plus attirante à leurs yeux.

Le dynamisme social est perçu de manière moins négative à St-Marcellin et à St-Germain. À St-Germain, 40% des répondants déplorent une carence d'activités sociales comparativement à 53,3% à St-Marcellin. Compte tenu des conditions spatiales et démographiques<sup>64</sup> qui prévalent au sein de ces deux localités, cette carence semble difficile à combler. Le manque de cohésion sociale et de jeunes handicape sérieusement la structuration d'une vie socio-communautaire dynamique. À St-Marcellin, la vie sociale gravite principalement autour de la fréquentation entre amis, d'échanges, de visites entre voisins et de rencontres parentales. Cependant, quelques répondants, particulièrement des jeunes, nous ont dit se rendre régulièrement à Rimouski et à Rivière-du-Loup pour profiter des cinémas, discothèques et restaurants que l'on y retrouve. À St-Germain, les activités sociales se limitent principalement à des dîners de l'amitié. La fête nationale n'est pas célébrée tous les ans. De plus, il n'y a ni carnaval, ni festival, ni bingo.

Par ailleurs, ce sont les répondants de St-Damase, de St-Paul-de-la-Croix, de St-Athanase et de Padoue qui manifestent le plus de satisfaction à l'égard du dynamisme de la vie sociale. À ces endroits, en effet, les taux d'appréciation sont tous supérieurs à 80%.

---

<sup>64</sup> Nous voulons faire plus particulièrement référence à la dispersion et au vieillissement de la population.

Ce dynamisme se reflète notamment par la diversité des activités qui y sont organisées. La perception fortement positive qu'ont les répondants de St-Athanase peut, à première vue, surprendre. Un tel niveau d'appréciation ne se fonde pas uniquement sur la nature, la quantité et la qualité des activités que les résidants de St-Athanase peuvent trouver chez eux. En effet, plusieurs personnes nous ont affirmé se rendre régulièrement à Rivière-du-Loup pour profiter de la vie sociale que l'on y retrouve. La dispersion de la population et l'éloignement de St-Athanase par rapport aux villes principales ne semblent donc pas constituer des facteurs limitatifs à la pratique de loisirs et d'activités à caractère social<sup>65</sup>. En outre, cette localité tient, sur une base annuelle, un événement qui possède une très grande popularité non seulement auprès de la population locale mais aussi des résidants des municipalités avoisinantes. Il s'agit du dîner des acériculteurs qui se tient à tous les mois de mai.

À St-Paul-de-la-Croix, la journée des bénévoles et le festival du «sauceux» atteignent des taux de participation très élevés. Ces deux activités semblent particulièrement appréciées auprès des personnes que nous avons interrogées. Qui plus est, on retrouve dans ces trois localités plusieurs autres événements typiques au monde rural tels que les bingos, les carnivals, les soirées de danses et les dîners paroissiaux. En

<sup>65</sup> Concernant cette question de la dispersion de la population, la très grande majorité (80,8%) des répondants ont mentionné qu'elle ne représentait pas, pour eux, un problème majeur. Les personnes interrogées à Padoue constituent toutefois l'exception qui confirme la règle. De fait, pour ces dernières, la dissémination des effectifs humains constitue un problème important dans 73,3% des cas. Un peu moins de la moitié des répondants de St-Marcellin pensent la même chose. Par ailleurs, les deux tiers de ceux-ci ont précisé, dans une autre question, qu'ils ne se considéraient pas éloignés des services. Étant donné qu'ils nous ont régulièrement demandé de préciser le sens de certains termes, il est possible que ces personnes n'aient pas bien compris la signification de l'expression «dispersion de la population». Mais quoi qu'il en soit, nous constatons que cette notion de dispersion n'échappe pas aux déformations de la perception. Les valeurs affectives, les significations accordées à des itinéraires et à des lieux de parcours, les capacités d'adaptation et la grande mobilité géographique de la plupart des répondants influencent certainement leur perception de la dispersion et leurs comportements à l'égard de cette dernière.

ce qui concerne plus spécifiquement la petite communauté de Padoue, cette dernière dispose d'une gamme relativement variée d'activités à caractère social dont la plus importante est sans aucun doute le carnaval d'hiver. Ce dernier procure des recettes moyennes de l'ordre de 15 000\$ annuellement. En été, un festival (le festival de la brou), les fêtes de la St-Jean-Baptiste et de la confédération sont organisés en concomitance avec divers autres événements tels que des soirées de danses, des bingos et des dîners paroissiaux. À l'automne, la fête de l'Action de grâce permet à la fabrique de renflouer ses coffres grâce à la vente de produits artisanaux. Trois acteurs locaux nous ont confirmé que ces activités étaient particulièrement appréciées auprès de la population. Cela se manifeste par des taux de participation élevés ainsi que par les réponses que nous avons obtenues lors de nos enquêtes téléphoniques. Enfin, à St-Damase, la totalité des répondants considèrent leur localité comme étant dynamique au plan social. Il faut dire que cette dernière possède un large éventail d'activités (pièces de théâtre, journée municipale, fêtes de la St-Jean-Baptiste, carnaval, bingos, dîners paroissiaux, soirées de danses, etc.) dont plusieurs sont organisées en collaboration avec le conseil municipal de l'endroit.

#### **4.4.3.2 La vie communautaire**

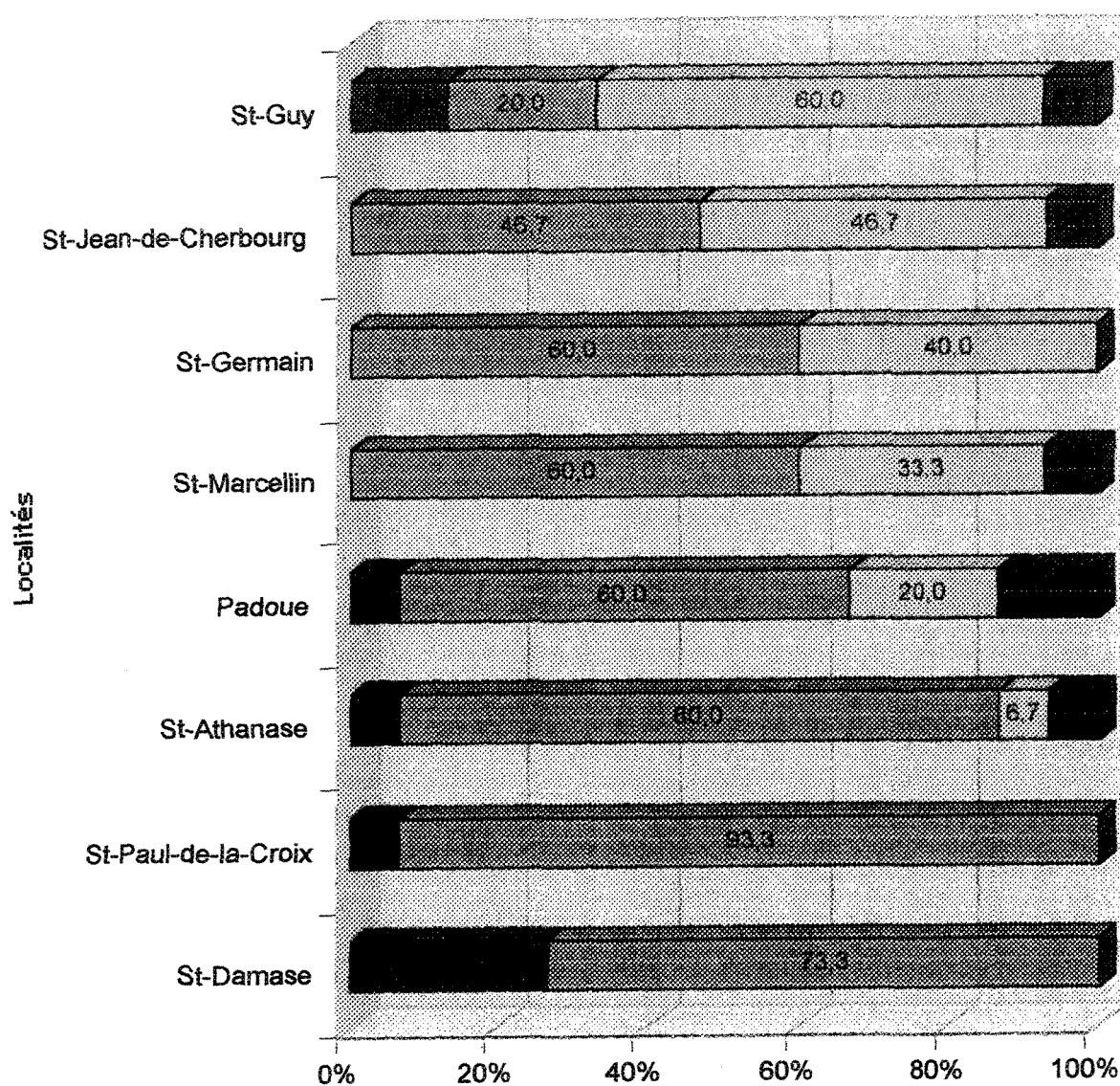
Les niveaux de satisfaction concernant la vie communautaire sont, de manière générale, sensiblement les mêmes que ceux que nous avons obtenus à l'égard de la vie sociale, deux aspects de la vie étroitement liés en milieu rural fragile. L'esprit communautaire semble particulièrement intense à St-Damase et à St-Paul-de-la-Croix où la totalité des répondants considère leur localité dynamique en ce domaine



Graphique 4.12

Perception des répondants à l'égard de la vie communautaire dans les localités d'enquête

■ très dynamique ■ dynamique ■ peu dynamique ■ pas dynamique du tout



(cf. graphique 4.12). La vie communautaire est également perçue de façon très positive à St-Athanase et à Padoue. À St-Athanase, 86,7% des répondants considèrent leur localité

comme étant dynamique, voire très dynamique comparativement à 66,7% dans le cas de Padoue. Ce dynamisme a été mis à contribution à maintes occasions à St-Athanase que ce soit pour la reconstruction de l'église<sup>66</sup>, la protection de la ressource acéricole, la sauvegarde de l'école ou encore pour l'organisation des fêtes du 75<sup>e</sup> anniversaire d'érection canonique de la paroisse. Cette solidarité s'est aussi manifestée par la réalisation d'une volumineuse monographie et d'un album-souvenir, la confection d'une carte forestière, etc. Elle se reflète également par la présence de nombreux organismes à but non lucratif (comité de développement, filles d'Isabelle, comité de bénévoles pour les réceptions de funérailles, comité d'alphabétisation, etc.). Malheureusement, comme partout ailleurs, il persiste quelques tensions entre certains individus ce qui a pour effet de créer un climat psychologique peu propice à l'émergence de nouvelles activités. Nous voulons faire référence ici au service de popote roulante qui a été mis en place à la fin des années 90. Ce dernier a provoqué de nombreuses querelles entre les différents bénévoles. Ces querelles ont également occasionné l'effondrement de certaines associations telles que la coopérative d'acériculteurs et le comité d'embellissement. Elles sont aussi à l'origine de la suspension du festival d'été.

À St-Damase, le dynamisme de la vie communautaire se traduit principalement par la présence de nombreux organismes locaux, une forte solidarité interindividuelle<sup>67</sup> ainsi que par l'organisation de plusieurs activités à caractère social. Cette solidarité déborde même les frontières de la municipalité. Elle s'est notamment manifestée par l'implication

<sup>66</sup> Dans cette localité plus qu'ailleurs, l'église représente une forme symbolique importante, une force créative non négligeable dans un milieu qui doit constamment lutter pour sa survie. Le fait que les paroissiens aient reconstruit à trois reprises leur temple religieux n'en constitue-t-il pas une preuve des plus éloquentes?

<sup>67</sup> Fait intéressant à signaler, à la question: «Quelles sont, d'après vous, les principales forces de votre milieu?», huit des 15 personnes interrogées à St-Damase ont répondu la solidarité interindividuelle et/ou la qualité des relations humaines.

de plusieurs résidants dans la survie du Foyer de Ste-Marie-de-Sayabec. Par ailleurs, trois répondants se sont dits affectés par la destitution du Club Lion en 1996. D'après leurs commentaires, les membres de ce club étaient particulièrement impliqués dans la vie communautaire de cette localité.

Le dynamisme de la vie communautaire est particulièrement apprécié à St-Paul-de-la-Croix. Il est principalement attribuable à la présence de nombreux organismes et associations ainsi qu'à l'implication de plusieurs bénévoles. Il se reflète également par un attachement inconditionnel des résidants vis-à-vis l'école du village. Cet attachement se traduit, entre autres, par la collaboration et la participation des parents à différentes activités académiques et parascolaires. Il se matérialise aussi par l'implication financière de la municipalité pour l'entretien du stationnement et du terrain. Cette dernière défraie également une partie des coûts de chauffage. La journée des bénévoles et divers organismes locaux tels que le comité d'alphabétisation et le groupe «Va-de-bon-cœur» (dont les activités sont axées sur la prévention des maladies susceptibles d'affecter les personnes âgées) contribuent, pour une large part, à l'animation de la vie communautaire. À cela s'ajoute la parution, sur une base mensuelle, de deux journaux locaux qui, pour certains sociologues (KLINENBERG, 1999) favorisent le développement d'un esprit d'appartenance à la collectivité.

À Padoue, l'organisme Relance Padoue explique en grande partie la satisfaction des répondants à l'égard de la vie communautaire. Créé en 1995 en collaboration avec la Coalition Urgence rurale du Bas-Saint-Laurent, cet organisme a pour objectif de favoriser la concertation entre les différents intervenants locaux et de permettre une plus grande

accessibilité aux services. Parmi ses principales réalisations, mentionnons l'organisation d'activités à caractère sportif ainsi que la prestation de cours d'artisanat et d'arts plastiques.

Entre les localités qui sont perçues positivement et celles qui le sont moins, se trouve une catégorie intermédiaire formée des municipalités de St-Marcellin et St-Germain. Dans ces deux localités, 60% des répondants se montrent satisfaits de la vie communautaire. Bien que les activités à caractère religieux soient moins nombreuses à St-Marcellin, elles semblent y être vécues plus intensément. Cela se reflète notamment par une plus grande assistance aux offices mais aussi par le nombre considérable d'associations (fabrique, chorale, comité de liturgie, comité de pastorale) que l'on y retrouve compte tenu de la petite taille démographique de cette localité. La satisfaction relativement élevée que manifestent les personnes interrogées à St-Germain est principalement attribuable à l'implication de l'ancien curé, Alain Lévesque, ainsi qu'à celle d'une équipe de bénévoles formée des anciens membres du cercle des fermières qui assure, entre autres, les services de popote roulante auprès des personnes âgées.

À l'opposé, ce sont les localités de St-Jean-de-Cherbourg et de St-Guy qui sont perçues comme étant les moins dynamiques au niveau communautaire. Les conflits qui persistent entre les différents intervenants locaux, le syndrome du TLM<sup>68</sup> et le manque d'activité justifient en grande partie ce faible niveau de dynamisme. La difficulté à recourir à de nouvelles ressources humaines constitue une source fréquente d'ennuis pour la

---

<sup>68</sup> Bien qu'il semble affecter l'ensemble de nos localités d'enquête, ce syndrome du TLM se manifeste avec une plus grande acuité dans ces deux municipalités. Les acteurs que nous y avons rencontrés nous ont confié qu'ils n'avaient plus la force, le courage, ni le goût de se battre pour assurer la survie de leur milieu.

plupart des organismes locaux. Ces facteurs, conjugués au sous-emploi, au dépeuplement, aux faibles niveaux de revenus et à la faiblesse de l'infrastructure de services, contribuent à alimenter la pauvreté culturelle qui sévit au sein de ces deux communautés. Dans le cas de St-Jean-de-Cherbourg, de nombreux organismes ont disparu au cours des dernières années (cercle des fermières, journal local, etc.). De plus, les nombreuses frictions qui règnent entre les différents individus impliqués au sein de ces organismes ne sont pas de nature à favoriser une plus grande concertation entre ceux-ci. De toute évidence, ces milieux semblent incapables de mobiliser les équipes de bénévoles indispensables pour assurer le maintien des organismes en place.

#### 4.4.3.3 La vie culturelle

Si les répondants manifestent, pour la plupart, une certaine satisfaction à l'égard de la vie socio-communautaire de leur localité, leurs opinions divergent en ce qui a trait à la vie économique et culturelle. Certes, la pénétration de la télévision et d'Internet, la formation de comités et d'associations de loisirs et la diffusion de certaines formes d'activités culturelles ont contribué à introduire dans les campagnes les modes de vie urbains. Cependant, en raison de la faiblesse des effectifs démographiques à desservir, de leur dispersion dans l'espace et du coût élevé des infrastructures, le milieu rural et, plus particulièrement, les petites localités, sont généralement défavorisées sur le plan culturel par rapport aux grandes agglomérations.

St-Germain est peut-être l'exception qui confirme la règle. En dépit de sa petite taille démographique et de la faible densité de sa population, cette localité apparaît très

dynamique en ce domaine. Cela se reflète par la présence de nombreuses activités à caractère culturel ainsi que par la perception que les répondants manifestent à l'égard de cette dimension de la vie locale. Ainsi, 40% des personnes interrogées la considèrent dynamique alors qu'un autre tiers corrobore cette appréciation en la considérant comme étant très dynamique (graphique 4.13). Cette très forte appréciation s'explique sûrement par l'organisation du symposium de peinture et la présentation (de 1994 à 1998) de cinq pièces de théâtre. Dans une moindre mesure, un certain dynamisme culturel se manifeste également à St-Damase et à St-Paul-de-la-Croix. Dans le cas de St-Damase, la présence d'un théâtre d'été contribue certes, à dynamiser la vie culturelle de ce milieu. Quant à St-Paul-de-la-Croix, le téléroman *Bouscotte* de Victor-Lévy Beaulieu et la proximité de Trois-Pistoles, une petite ville reconnue pour son dynamisme culturel, y sont sûrement pour quelque chose.

St-Athanase et Padoue enregistrent les mêmes taux d'appréciation. L'organisation de loisirs collectifs crée des problèmes dans ces deux petites localités. La vie culturelle se résume à peu de chose. À St-Athanase, un comité d'art dramatique<sup>69</sup> s'est formé au début des années 80. Bien qu'il ait cessé ses activités, cette association existe toujours et pourrait même, selon un intervenant, reprendre ses opérations sous peu. À Padoue, la vie culturelle se limite aux services de base: Internet, la bibliothèque municipale et le cercle des fermières. En outre, on y retrouve un club de bricolage. La relative proximité de Mont-Joli contribue, selon certains répondants, à pallier au manque d'activités.

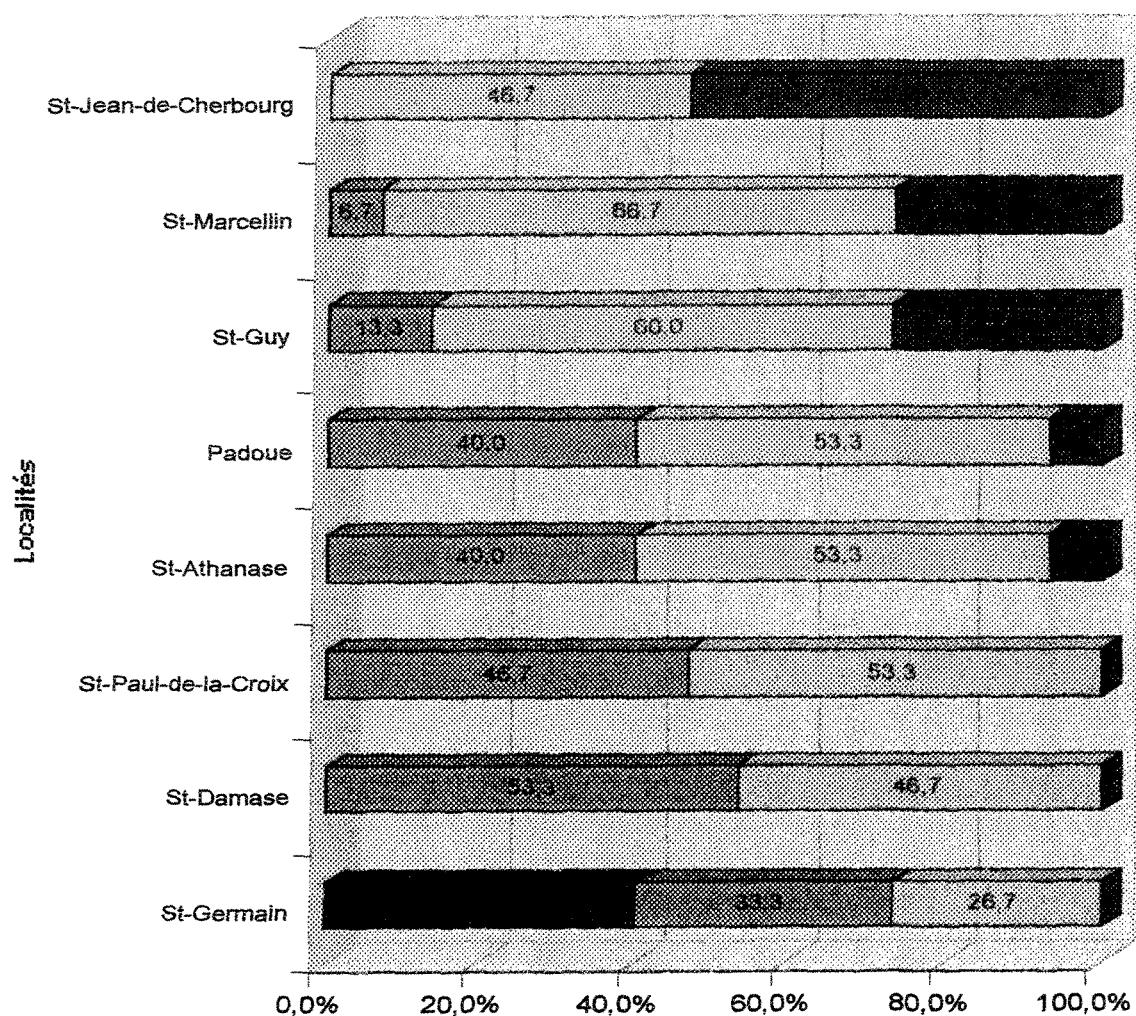
---

<sup>69</sup> Ce comité s'occupait également de l'organisation des fêtes de la St-Jean-Baptiste.

Graphique 4.13

Perception des répondants à l'égard de la vie culturelle dans les localités d'enquête

■ très dynamique   ■ dynamique   ■ peu dynamique   ■ pas dynamique du tout



À St-Guy, à St-Marcellin et à St-Jean-de-Cherbourg, la vie culturelle est, à toutes fins pratiques, inexistante. Dans ces localités, l'organisation de la vie culturelle est rendue difficile en raison du manque de jeunes et de l'absence de cohésion sociale. À St-Guy, les répondants sont unanimes. Tous ont affirmé que leur milieu était peu ou pas dynamique

du tout. Cette pénurie d'activités semble difficile à combler compte tenu des conditions démographiques et spatiales du milieu. Tel un château de cartes, les activités et les infrastructures à caractère culturel s'effondrent graduellement. Ainsi, les cours de peinture ont été suspendus en 1995, faute de clientèle. La bibliothèque municipale est fermée pour les mêmes raisons. Par ailleurs, cette municipalité a bénéficié récemment du programme de soutien financier de l'Unité régionale de loisirs et de sports du Bas-Saint-Laurent. Ce programme a permis à une vingtaine de résidants (jeunes et adultes) de s'initier au dessin et à la peinture à l'huile. Leurs travaux ont fait l'objet d'une exposition qui s'est tenue à la salle paroissiale de l'endroit. Elle a attiré une cinquantaine de visiteurs. Devant un tel succès, les organisateurs de cette activité souhaitent la répéter et en faire un événement supra-local. Les répondants de St-Marcellin et de St-Guy ont manifesté une certaine insatisfaction en ce qui concerne la vie culturelle au niveau local. À St-Guy, cette insatisfaction a été exprimée par 86,6% des personnes interrogées alors qu'elle est ressentie par 93,3% de celles-ci à St-Marcellin<sup>70</sup>. Leur petite taille démographique, l'absence de leaders et les sempiternelles frictions qui persistent entre les différents acteurs locaux sont les principaux facteurs qui expliquent une telle insatisfaction.

---

<sup>70</sup> Dans le but de promouvoir le développement de la culture en milieu rural, quelques bénévoles de la bibliothèque municipale, en collaboration avec la MRC Rimouski-Neigette, ont organisé, en octobre 2002, un brunch littéraire. Cette activité, qui s'inscrit dans le cadre de la semaine de la culture, s'est tenue à la salle communautaire de St-Marcellin. Elle s'est donc déroulée après la réalisation de nos enquêtes téléphoniques. Elle s'est avérée, au dire des organisateurs, un franc succès. Elle témoigne de l'esprit d'initiative que l'on retrouve même dans les milieux les plus fragiles.



#### 4.4.3.4 La vie économique

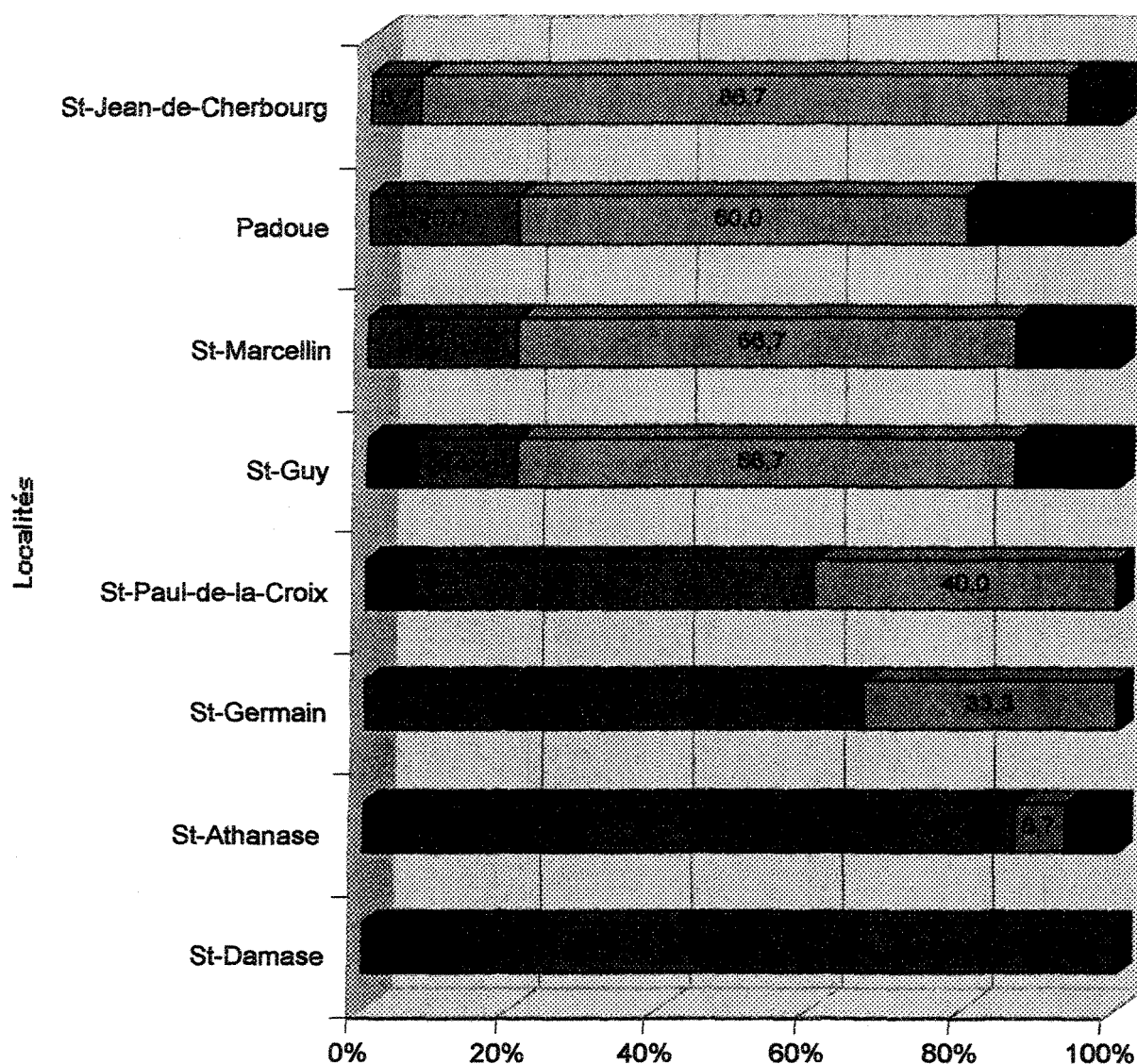
Ce sont les localités de St-Damase et de St-Athanase qui, selon les répondants, apparaissent les plus dynamiques au plan économique. En ce domaine, 13,3% des personnes interrogées à St-Damase considèrent leur localité comme étant très dynamique alors que 86,7% la perçoivent comme étant dynamique (graphique 4.14). À St-Athanase, ces proportions sont respectivement de 6,7 et 80%. Ces perceptions, très positives, sont relativement conformes à la réalité. Nous avons vu que la municipalité de St-Damase se distingue par la présence de plusieurs petites PME qui exercent un rôle d'avant-plan au sein de l'économie locale. Dans le cas de St-Athanase, les érablières que l'on y retrouve, sont pour la plupart très lucratives et ce, en dépit de la très forte saisonnalité des emplois qu'elles génèrent.

Un second groupe se compose des municipalités de St-Paul-de-la-Croix et de St-Germain. La vie économique est perçue un peu moins positivement dans la première que dans la seconde. En effet, à St-Paul-de-la-Croix, 60% des répondants soutiennent que leur milieu est dynamique sur le plan économique par rapport à 66,7% à St-Germain. Dans cette dernière localité, une corporation de développement des ressources, formée en 1991 à la suite d'un rassemblement de citoyens, est particulièrement active sur les plans économique et socio-communautaire. Elle s'est notamment impliquée dans l'organisation du Premier rendez-vous des acteurs de développement local en milieu rural qui s'est tenu en septembre 1996. Elle a aussi organisé une soirée de chansonniers. Elle a contribué à la préparation d'un bottin des principales ressources physiques et humaines que l'on retrouve à St-Germain. Elle a mis en place un comité d'accueil pour les nouveaux résidents. Elle a fondé un club de kayak. Elle a élaboré un projet de maison pour

Graphique 4.14

Perception des répondants à l'égard de la vie économique dans les localités d'enquête

■ très dynamique ■ dynamique ■ peu dynamique ■ pas dynamique du tout



personnes âgées. Enfin, elle est à l'origine du mouvement Solidarité rurale du Kamouraska. Par ailleurs, deux répondants ont signalé que les conflits interpersonnels qui

persistent d'une part entre les différents acteurs locaux et, d'autre part, entre les néo-ruraux et les «originaires» contribuaient à annihiler le dynamisme économique local<sup>71</sup>.

En dépit de la faiblesse de son infrastructure de services, l'économie, à St-Paul-de-la-Croix, est relativement diversifiée. En outre, plusieurs initiatives de développement local ont vu le jour ces dernières années (ranch, circuit touristique, gîtes du passant, mise en marché de produits du terroir, société régionale de relocalisation, etc.) alors que d'autres sont à l'état de projet. En outre, St-Paul-de-la-Croix se démarque par un esprit de leadership qui n'est surpassé que par la localité de St-Damase. Ce leadership s'est notamment exprimé par la mise en place d'une coopérative alimentaire. Il s'est aussi traduit par la formation du groupe Denonville<sup>72</sup>.

Les enquêtes menées à Padoue, à St-Marcellin et à St-Guy révèlent un faible niveau d'appréciation des répondants à l'égard de la vie économique locale alors qu'il est très faible à St-Jean-de-Cherbourg. En effet, 86,7% des personnes interrogées dans cette dernière localité considèrent leur milieu comme étant peu dynamique ou pas dynamique du tout comparativement à 80% dans les cas de Padoue, de St-Marcellin et de St-Guy. Ces trois petites municipalités souffrent de graves malaises socio-économiques. À St-Jean-de-Cherbourg, les difficultés relationnelles, les contraintes géographiques, spatiales et perceptuelles, le manque de concertation, l'absence de leaders, la faiblesse des

<sup>71</sup> Une telle situation est fort regrettable en soi puisque dans bien des cas, les néo-ruraux contribuent à insuffler un dynamisme nouveau en milieu rural fragile en plus de constituer un apport indéniable au plan démographique.

<sup>72</sup> En novembre 1991, deux citoyens projettent l'idée de rouvrir le restaurant local fermé depuis 1989. Ils font appel à quelques amis afin de solliciter la population locale. Un an plus tard, 34 personnes acceptent d'investir dans le projet et une compagnie est constituée. Suite à une décision de la majorité des actionnaires, le groupe se dissout au début de 1997. Le restaurant est acheté par deux particuliers et poursuit toujours ses activités.

initiatives entrepreneuriales et la médiocrité de l'habitat s'ajoutent aux problèmes économiques. Tout cela crée une synergie déstructurante qui semble difficilement réversible à court terme.

En guise de conclusion à cette section, nous reproduisons, à la figure 4.1, un tableau récapitulatif des différentes typologies concernant l'appréciation des répondants à l'égard du dynamisme de leur milieu. La section suivante jettera un regard sur le niveau de satisfaction en ce qui a trait à l'implication des principaux acteurs de développement en milieu rural fragile à savoir, les élus municipaux, les curés et l'État.

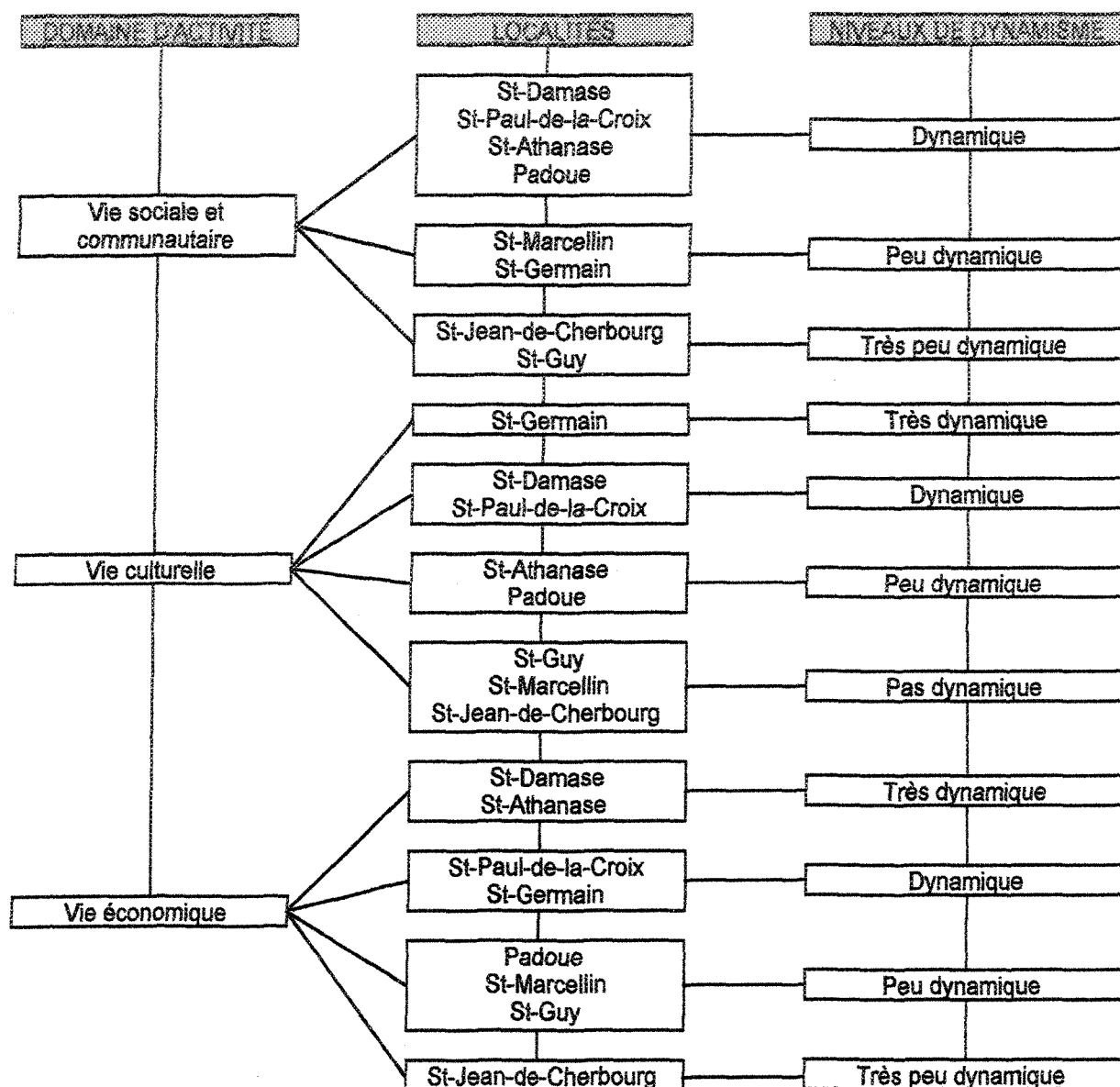
#### **4.4.4 Appréciation des répondants à l'égard de l'implication des élus municipaux, des curés et de l'État dans la dynamique du développement local**

L'implication des acteurs locaux à la vie sociale, économique, culturelle et communautaire constitue une condition indispensable au développement. Globalement, un peu plus des trois quarts des répondants se montrent satisfaits de l'implication des élus municipaux en matière de développement économique (graphique 4.15). Par ailleurs, leur niveau de satisfaction baisse à 55% en ce qui concerne leur participation à la vie culturelle.

Ce sont les élus de St-Damase, de St-Athanase et de St-Marcellin qui s'investiraient le plus au niveau du développement économique local. À St-Damase, la totalité des répondants se disent satisfaits, voire très satisfaits, du travail accompli

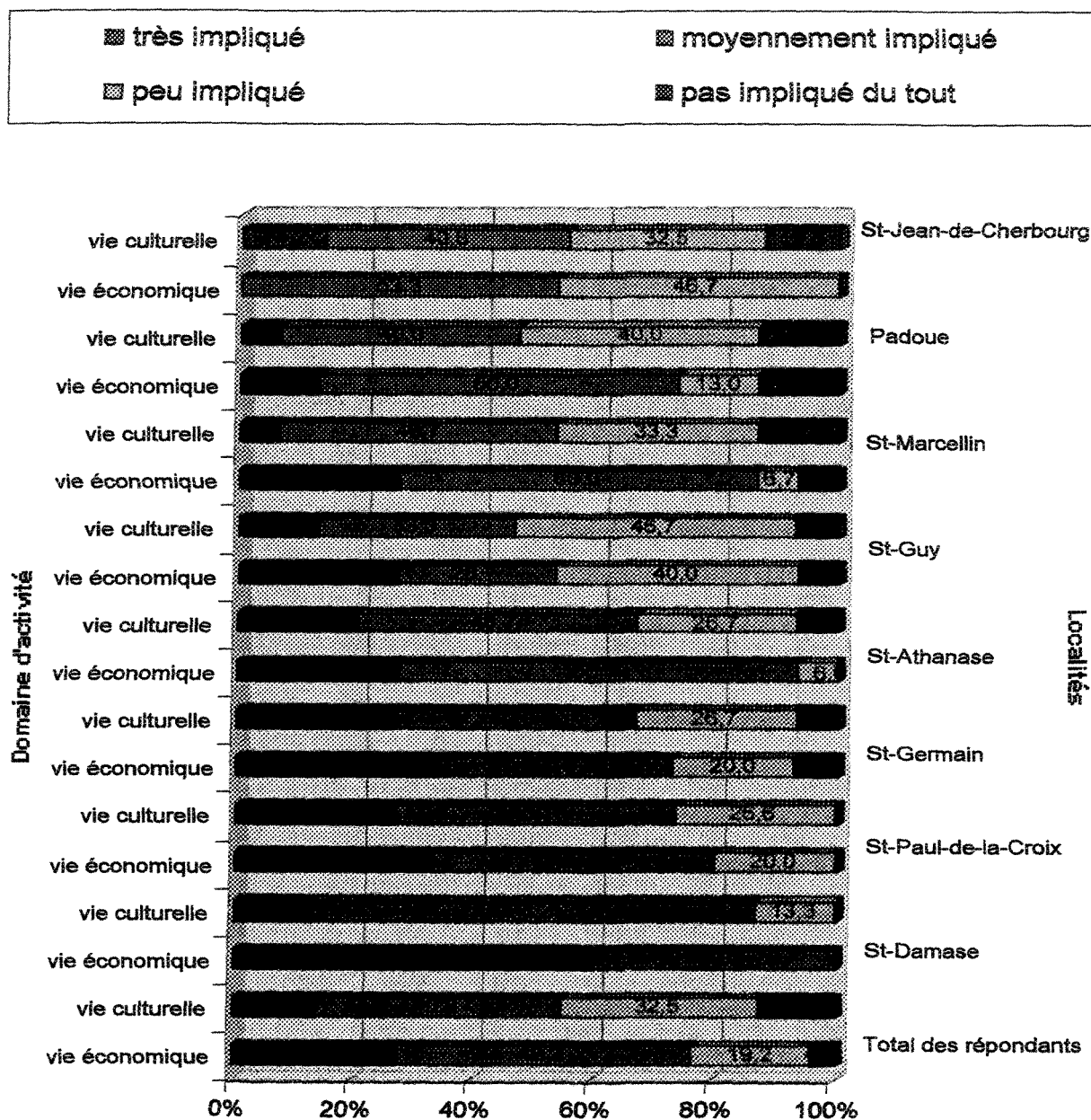
Figure 4.1

Typologie concernant le degré d'appréciation des répondants à l'égard du dynamisme local dans les municipalités d'enquête



Graphique 4.15

Degré d'appréciation des répondants en ce qui concerne l'implication des élus municipaux dans la vie économique et culturelle des localités d'enquête



par leurs élus municipaux en ce domaine par apport à 93,3% à St-Athanase et à 86,7% dans le cas de St-Marcellin. Ces trois localités forment une première catégorie.

À St-Damase, la municipalité, de concert avec le comité d'urbanisme et d'embellissement et l'association sportive locale, a contribué à la réalisation de nombreux projets dont celui d'un terrain de jeux qui a nécessité des investissements de l'ordre de 25 000\$. Ce dynamisme se traduit également par l'organisation, sur une base annuelle, de «la journée de la municipalité» laquelle consiste à présenter le bilan annuel des activités du conseil municipal. On profite également de l'occasion pour souhaiter la bienvenue aux nouveaux résidents. De plus, un certificat et une bourse sont remis aux parents qui ont donné naissance à un enfant au cours de l'année. Cette initiative s'insère dans le cadre d'une démarche plus large qui vise à lutter contre l'exode des jeunes. Ces derniers constituent une préoccupation de première importance pour les élus municipaux de St-Damase. À cet effet, les membres du conseil ont mis en place un programme d'exemption de taxes foncières sur une période de trois ans afin d'inciter les jeunes à y demeurer ou à s'y établir. En outre, en 1998, la municipalité a accordé une aide financière considérable au club de jeunes dans le but d'améliorer les infrastructures et équipements sportifs. Cette journée sert également de prétexte pour dévoiler le gagnant du concours «St-Damase: village fleuri» ainsi que pour remettre un prix au citoyen qui s'est le plus illustré par son implication au sein de la vie socio-économique locale. Depuis quelques années, on peut dire qu'il s'est créé dans cette communauté un effet d'entraînement favorisant l'émergence d'initiatives provenant de différents groupes et organismes. La mobilisation des élus locaux autour d'objectifs communs de développement mais aussi la recherche d'une plus grande justice sociale, d'une meilleure cohérence administrative et d'une plus grande responsabilité des citoyens ont fortement contribué à l'amélioration de la qualité de vie dans cette petite localité.

Les nombreuses crises que la petite municipalité de St-Athanase a traversées au cours des 25 dernières années ont incité les élus municipaux à se prendre en main et à s'impliquer davantage au sein de la vie économique. Bien qu'il persiste toujours certaines animosités entre les différents intervenants locaux, ces derniers ont tout de même mis en place un comité de développement local à l'automne 1999. En fait, il semble exister à St-Athanase une volonté collective de développement local<sup>73</sup> mais celle-ci est contrecarrée par l'absence de concertation et le manque de ressources humaines compétentes pour préparer les divers dossiers techniques que requiert le montage des projets de développement.

Quant à la municipalité de St-Marcellin, sa présence dans le peloton de tête peut, à première vue, étonner (tout comme celle de St-Athanase d'ailleurs). À l'instar de cette dernière, quelques leaders locaux ont formé l'Association pour le développement économique de St-Marcellin dont les principales réalisations se sont traduites par l'aménagement d'un terrain de jeux, l'amélioration de la qualité de l'habitat<sup>74</sup>, la réfection du centre paroissial, l'inventaire multi-ressources des lots intramunicipaux sous contrats d'approvisionnements et d'aménagement forestier<sup>75</sup> et la mise en valeur du lac Noir.

St-Paul-de-la-Croix, St-Germain et Padoue font partie du deuxième groupe. À St-Paul-de-la-Croix, 80% des personnes interrogées trouvent que les élus municipaux sont suffisamment impliqués dans la vie économique locale. À St-Germain, plus des trois

<sup>73</sup> Cette volonté s'est notamment traduite par la présence d'une centaine de résidants à un colloque tenu en décembre 2000 portant sur le développement local.

<sup>74</sup> Celle-ci s'est notamment matérialisée par l'institution d'un concours d'embellissement du genre «Villes et villages fleuris».

<sup>75</sup> Ce projet consistait à identifier les différentes ressources fauniques et récréatives d'un bloc de lots intramunicipaux à haut potentiel qui s'étend sur une superficie de 1 126 hectares.



quarts des répondants sont du même avis. À St-Paul-de-la-Croix, les acteurs municipaux se sont particulièrement investis au niveau de l'aménagement paysager et de la protection de l'environnement. C'est probablement ce qui explique le taux de satisfaction relativement élevé des répondants à leur endroit. À preuve, la municipalité a adopté un règlement obligeant les agriculteurs à planter des conifères sur les terres laissées en friche. En outre, elle a aménagé deux parcs. L'un est situé à l'entrée du village et l'autre sur le terrain de la fabrique.

À St-Germain, les réponses sont plus nuancées. Si la plupart des personnes interrogées ne manquent pas de souligner les multiples formes que prennent l'implication des élus municipaux dans la vie économique locale (opposition à un méga-projet de porcherie<sup>76</sup>, organisation du Premier rendez-vous des acteurs de développement local en milieu rural, création de Solidarité rurale du Kamouraska, etc.), d'autres mentionnent les nombreuses tensions qui règnent au sein du conseil et de l'absence de concertation entre les conseillers.

À Padoue, le niveau de satisfaction relativement élevé des répondants est principalement attribuable à la présence de nombreux conseillers dans la plupart des organismes locaux.

Par ailleurs, St-Guy et St-Jean-de-Cherbourg, qui forment le troisième groupe, récoltent les scores les plus faibles. Dans ces localités, près de la moitié des répondants

---

<sup>76</sup> L'encadré 4.1 relate les principaux faits et événements relatifs à ce dossier dont nous avons tiré les grandes lignes au chapitre deux.

déclarent que leurs représentants municipaux sont peu ou pas du tout impliqués dans le développement économique local. Selon un intervenant de St-Jean-de-Cherbourg, leur faible participation dénote leur méconnaissance à l'égard de certains services et programmes offerts par les diverses instances gouvernementales qui pourraient profiter à la municipalité.

La perception des répondants en ce qui concerne l'implication des élus à la vie culturelle est quelque peu différente de celle qu'ils manifestent à l'égard de la vie économique. Ainsi, St-Damase et St-Paul-de-la-Croix se retrouvent en tête de liste. Plus des trois quarts des personnes interrogées affirment être satisfaites ou moyennement satisfaites de la participation de leurs élus à la vie culturelle. St-Germain et St-Athanase arrivent en deuxième place. Dans ces deux localités, les deux tiers des répondants se montrent satisfaits. Par ailleurs, ceux de St-Marcellin, de Padoue et de St-Guy le sont beaucoup moins alors que les personnes interrogées à St-Jean-de-Cherbourg ne le sont pas du tout<sup>77</sup>. Nous avons déjà vu que dans ces quatre municipalités, la vie culturelle se limitait au minimum. Il n'est donc pas étonnant que la perception des répondants soit aussi négative.

Examinons maintenant les résultats que nous avons obtenus en ce qui concerne l'implication des curés. Dans son prestigieux et célèbre ouvrage, *Saint-Denis: un village québécois*, Horace MINER (1985) nous rappelle que pendant longtemps le curé a constitué, avec le médecin et le notaire, l'une des personnes les plus importantes et les

---

<sup>77</sup> Les répondants de St-Marcellin affirment, dans une proportion de 53,3%, que leurs élus municipaux sont très ou moyennement impliqués à la vie culturelle comparativement à 46,7% dans le cas de Padoue et de St-Guy.

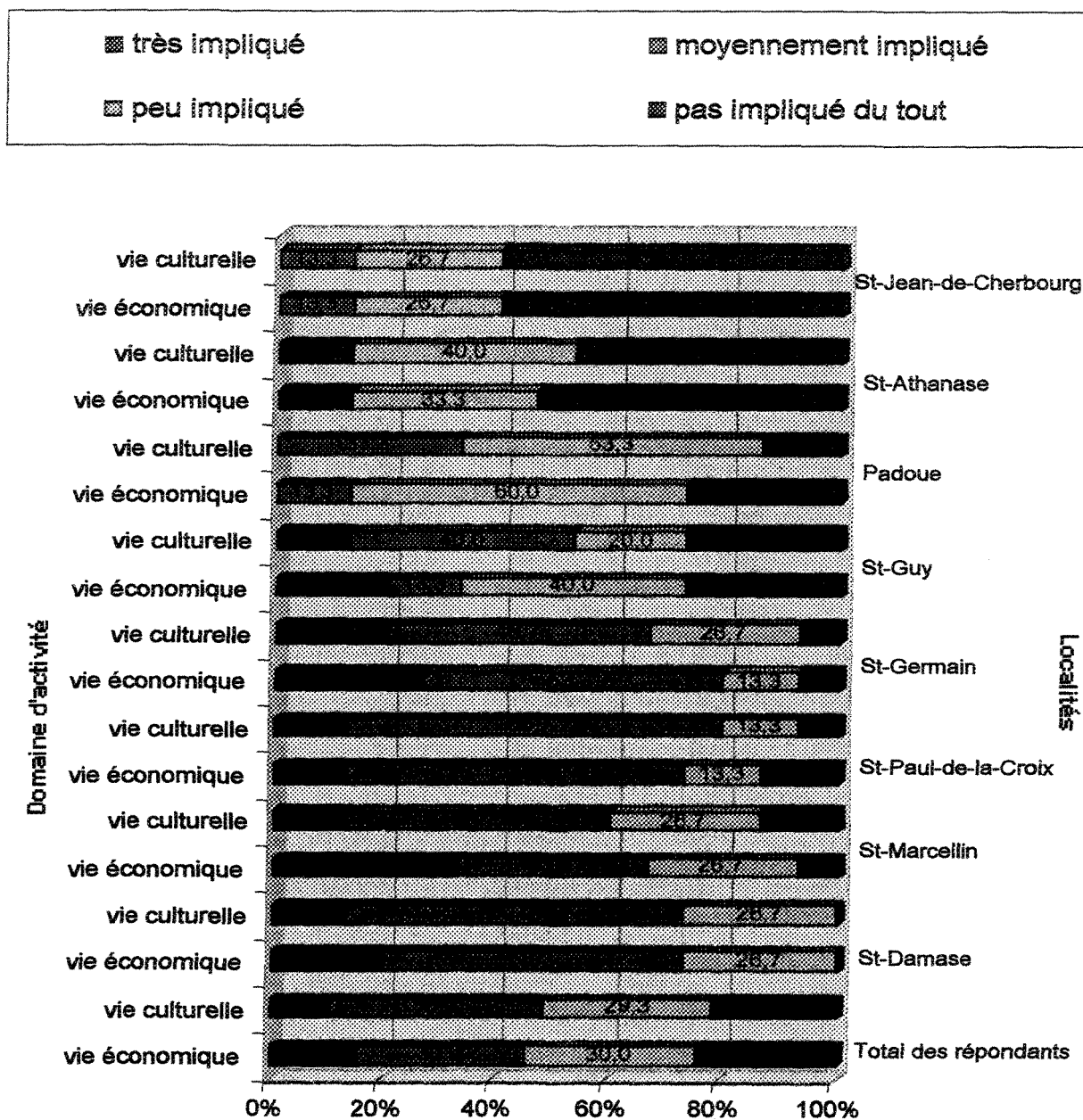
plus influentes du village traditionnel québécois. Chef incontesté de la paroisse, le curé remplissait une double fonction: celle d'animateur au plan spirituel et de guide au plan matériel. Issu lui-même du peuple mais très considéré en raison de sa scolarité supérieure à la moyenne, il était surtout très respecté par ses ouailles, voire redouté à cause de son immense pouvoir sacerdotal et des relations surnaturelles qu'il entretenait avec l'au-delà. Ce double statut (clérical et social) ne l'empêchait pas pour autant de s'intéresser de très près aux affaires de la paroisse. De nos jours, les curés ne jouent plus un rôle aussi important que celui qu'ils exerçaient jadis. Trois raisons sont principalement à l'origine d'un tel retrait: la chute démographique du clergé<sup>78</sup>, la laïcisation de la société et l'accroissement du niveau de scolarité. Ces mutations ont sonné le glas de la «fin de la civilisation paroissiale», pour reprendre l'expression du théologien français Émile POULAT (1996).

Dans l'ensemble, les résultats de notre enquête démontrent que les pasteurs jouent un rôle plus ou moins important dans la vie économique et culturelle paroissiale. Ainsi, le graphique 4.16 indique qu'un peu moins de la moitié des répondants déclare que leur curé est très ou moyennement impliqué dans la vie culturelle. Sa participation est encore plus faible en ce qui concerne la vie économique. Si, en raison de leur surcharge de travail, les curés ont moins de temps à consacrer aux affaires économiques et culturelles, certains continuent néanmoins de s'impliquer à fond notamment par leur membership à différents organismes locaux. À quelques endroits, ils exercent même une

<sup>78</sup> À titre indicatif, les statistiques de l'annuaire diocésain de Rimouski révèlent que le nombre de prêtres (actifs et retraités confondus) est passé de 287 en 1964 (soit un prêtre pour 637 fidèles) à 193 en 1984 (un prêtre pour 850 fidèles) et à 129 en 2000 (un prêtre pour 1 197 fidèles). Cette même année, il ne restait plus que 79 prêtres actifs pour un total de 118 paroisses.

Graphique 4.16

Degré d'appréciation des répondants en ce qui concerne l'implication des curés dans la vie économique et culturelle des localités d'enquête



fonction de leadership fort apprécié auprès de la population locale. À St-Germain, par exemple, le curé Alain Lévesque s'est fait l'un des principaux initiateurs du Premier rendez-vous des acteurs du développement local en milieu rural. Dans cette localité, 80%

des personnes interrogées le considèrent comme étant impliqué à la vie économique. Il s'agit du pourcentage le plus élevé parmi nos huit municipalités à l'étude. Les second et troisième rangs sont respectivement détenus par St-Paul-de-la-Croix et St-Damase. Ces trois localités forment une première catégorie. À St-Paul-de-la-Croix, quelques répondants ont précisé qu'en autant que faire se peut, leur curé était pratiquement toujours présent aux différents événements de la paroisse particulièrement lorsqu'il s'agit d'activités au profit de la fabrique. Les personnes interrogées à St-Damase nous ont fait la même remarque.

Un second groupe est constitué d'une seule paroisse. Il s'agit de St-Marcellin. Là, ce sont les deux tiers des répondants qui considèrent leur pasteur très ou moyennement impliqué dans la vie économique locale. L'ancien curé de cette paroisse, le Père Armand Gaudreau, a exercé, de 1977 à 1981, un rôle de leader dans la vie sociale, culturelle, économique et communautaire de St-Marcellin. Plusieurs répondants nous ont confié que son départ avait eu pour effet de laisser un grand vide. Ce serait à partir de ce moment que cette dernière aurait commencé à péricliter<sup>79</sup>. Il est fort possible que son implication ait pu influencer positivement les résultats de nos enquêtes. Bien que le curé actuel soit moins impliqué, il participe occasionnellement aux réunions et aux divers événements de la paroisse. La distance qui sépare St-Marcellin de St-Gabriel (son lieu de résidence) et son appartenance territoriale plus élevée vis-à-vis cette dernière localité sont les deux

<sup>79</sup> Les commentaires formulés par trois répondants de St-Athanase abondent dans le même sens. Selon eux, le déclin de leur municipalité coïnciderait avec le départ, à l'automne 1951, de l'abbé Jean-Charles Hudon, curé de cette paroisse de 1930 à 1951. Il en est d'ailleurs question dans la monographie paroissiale. «La population, peut-on lire, a graduellement diminuée (sic), plusieurs rêves se sont évanouis et le rythme du développement de la paroisse, amorcé par l'abbé Chénard et perpétué de brillante façon par l'abbé Hudon a passablement décéléré (...)» (DESCHENES, 1997: H67-68). Cela nous révèle une fois de plus le rôle de premier plan exercé par le curé durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

principaux facteurs qui expliquent sa moins grande participation. Par ailleurs, plusieurs personnes nous ont dit apprécier l'excellent travail effectué par la religieuse qui occupe actuellement le presbytère. En plus de s'occuper de la vie liturgique, elle fait partie de pratiquement tous les organismes locaux. Elle est particulièrement impliquée auprès des jeunes.

À St-Guy, seulement le tiers des répondants affirment que leur curé est très ou moyennement impliqué dans la vie économique. Nous en faisons, tout comme pour St-Marcellin, une catégorie à part. La principale raison de sa faible participation aux affaires économiques tient du fait qu'il dessert cinq autres paroisses (Lac-des-Aigles, Esprit-Saint, Squatec, Biencourt et Trinité-des-Monts) lesquelles sont éloignées les unes par rapport aux autres.

Enfin, un quatrième groupe renferme les municipalités de St-Athanase, de Padoue et de St-Jean-de-Cherbourg. Dans ces trois localités, 86,7% des répondants déclarent que leur curé est peu ou pas du tout impliqué dans la vie économique. Tout porte à croire que leur implication se limite à la célébration des offices religieux. Comme il s'agit de prêtres non permanents, peut-être participent-ils plus activement à la vie économique de leur paroisse de résidence? Pour leur part, les curés de Padoue et de St-Jean-de-Cherbourg desservent chacun trois autres paroisses. Leur surcroît de travail les confine généralement à s'impliquer uniquement dans la localité où ils résident, c'est-à-dire à Price et aux Méchins. Le scénario est cependant différent dans le cas de St-Athanase où le curé n'a qu'une autre paroisse à sa charge, en occurrence St-Éleuthère. D'après nos répondants, il appert que sa participation à la vie socio-économique, culturelle et communautaire de St-

Athanase est plutôt mitigée en raison de son faible degré d'attachement à l'égard de cette localité. Une personne nous a même confié que son implication à la vie religieuse se limitait au strict nécessaire, c'est-à-dire à la célébration de deux messes par semaine. Il ne fait pas partie du comité de liturgie et s'intéresse peu aux affaires paroissiales (telles que la chorale, la fabrique, la préparation des enfants aux premiers sacrements, etc.), sauf dans le cadre de circonstances particulières, comme à l'occasion des fêtes du 75<sup>e</sup> dont il fut l'un des principaux leaders. Par ailleurs, cette même personne nous précisait que nous aurions obtenu des résultats fort différents si nous avions interrogé les paroissiens de St-Éleuthère qui, selon elle, sont attachés à leur pasteur, l'apprécient et sont satisfaits de son travail.

Nos enquêtes révèlent des résultats sensiblement identiques en ce qui concerne l'implication des curés dans la vie culturelle. Plus des deux tiers des répondants de St-Damase, de St-Paul-de-la-Croix et de St-Germain sont satisfaits de l'implication de leur pasteur en ce domaine. Ils constituent un premier groupe. Le second est formé des localités de St-Marcellin, de St-Guy et de Padoue où les taux de satisfaction chutent respectivement à 60, 53,3 et 33%. Enfin, à St-Athanase et à St-Jean-de-Cherbourg, seulement 13,3% des personnes consultées mentionnent que leur curé est très ou moyennement impliqué dans la vie culturelle. Par ailleurs, ce sont les répondants de St-Athanase et de St-Jean-de-Cherbourg qui apparaissent les plus insatisfaits.

À l'exception de ceux de St-Damase, nos répondants manifestent une profonde insatisfaction en ce qui concerne l'implication du gouvernement en matière de développement économique dans les localités à l'étude. En ce domaine, 53,3% des

personnes interrogées se sont déclarées insatisfaites alors que 22,8% sont très insatisfaites (graphique 4.17). Cette perception négative à l'endroit du gouvernement mérite cependant d'être nuancée. D'une part, tout individu, quel qu'il soit, désire améliorer ses conditions de vie ainsi que la situation socio-économique de son milieu. Une telle aspiration est fort légitime en soi. D'autre part, il y aura toujours des personnes qui estimeront que l'État n'en fait pas assez pour assurer le développement de leur localité et ce, indifféremment du contexte économique qui prévaut au sein de celle-ci. Cependant, lorsque la quasi-totalité des répondants se montrent insatisfaits du rôle de l'État en matière de développement local et que 70,8% de ceux-ci déclarent se sentir délaissés ou oubliés par les pouvoirs publics<sup>80</sup>, il y a là de quoi s'interroger sérieusement. Qui plus est, cette insatisfaction se manifeste non seulement dans les localités les plus mal en point, comme à St-Guy ou à St-Jean-de-Cherbourg, mais aussi dans celles qui présentent de meilleures perspectives de développement comme c'est le cas par exemple à St-Paul-de-la-Croix. Cela corrobore les arguments évoqués précédemment.

À St-Guy, les répondants sont unanimes. Tous estiment que le gouvernement n'en fait pas assez pour le développement de leur milieu. Une insatisfaction généralisée caractérise également les personnes interrogées à St-Athanase, à St-Germain, à St-Paul-de-la-Croix, à St-Jean-de-Cherbourg et à Padoue. Dans cette dernière localité, 86,7% d'entre elles se montrent insatisfaites, voire très insatisfaites de l'implication du gouvernement en matière de développement local. Dans les quatre autres municipalités,

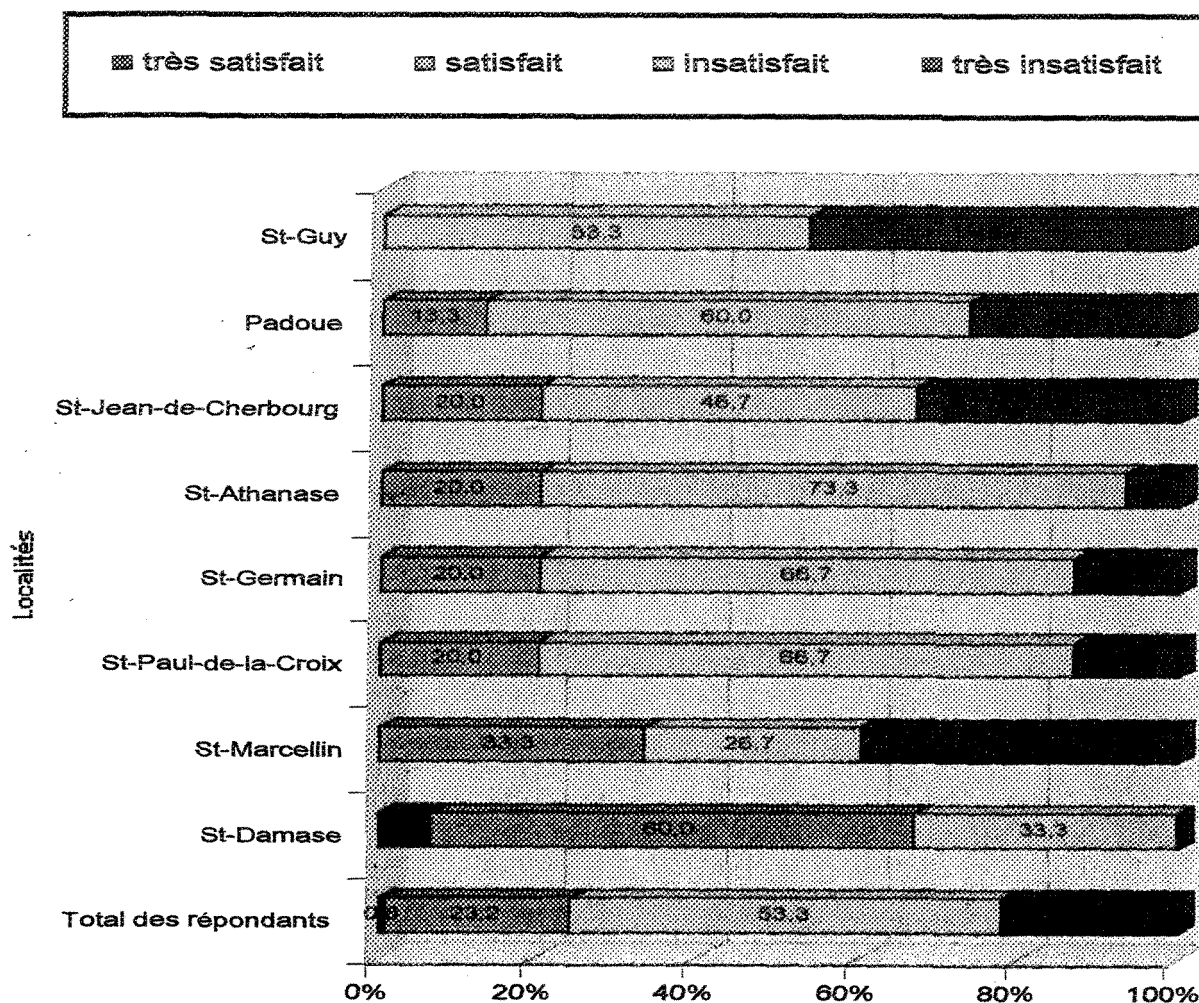
---

<sup>80</sup> À St-Jean-de-Cherbourg et à Padoue, 93,3% des répondants nous ont confié se sentir délaissés par l'État. À St-Guy, à St-Damase et à St-Germain, ce sentiment d'abandon caractérise respectivement 86,7%, 73,3% et 60% des personnes interrogées. Enfin, 53,3% de celles que nous avons interviewées à St-Athanase, à St-Paul-de-la-Croix et à St-Marcassin affirment être mises à l'écart des principales interventions du gouvernement en matière de développement local. Les principaux motifs en regard desquels ces personnes se sentent oubliées ou délaissées par les pouvoirs publics sont évoqués au tableau 4.15.



Graphique 4.17

Niveau de satisfaction des répondants à l'égard de l'implication du gouvernement en matière de développement local



cette insatisfaction rejoint 80% des répondants. À St-Marcellin, cette insatisfaction semble moins amère, bien qu'elle affecte les deux tiers des personnes que nous avons consultées. Enfin, St-Damase se démarque des autres localités. De fait, seulement le tiers des répondants démontrent une insatisfaction quant à l'implication de l'État dans le développement de leur milieu. L'opinion des intervenants locaux diffère cependant de celle évoquée par la plupart des personnes interrogées. Un de ces intervenants déplore notamment la multiplicité des organismes gouvernementaux (MRC, CLD, SADC, CRCD,

etc.) qui interviennent en matière de développement local. Un autre, s'inquiète des nombreuses responsabilités qui ont été transférées au palier municipal. Un autre enfin, trouve que l'enveloppe consacrée au programme Réno-Village est insuffisante eu égard aux besoins à combler. De plus, il souligne que l'aide accordée favorise davantage les localités plus peuplées. L'organigramme de la page suivante (figure 4.2) reprend les réponses que nous avons obtenues auprès des individus qui se sont prêtés à nos enquêtes en ce qui concerne l'implication des différents acteurs en matière de développement local.

Que doit faire l'État pour améliorer le contexte socio-économique de ces localités fragiles et ainsi regagner la ferveur des citoyens? Le tableau 4.18 présente les principales formes d'intervention souhaitées par les répondants, toutes localités confondues<sup>81</sup>. La création d'emplois a la faveur de la majorité des répondants. Une seconde revendication, évoquée par 8,3% des personnes interrogées, concerne l'allocation de subventions par l'État aux municipalités dans le but justement de créer des emplois<sup>82</sup>. L'implantation de PME et l'amélioration des routes arrivent ex æquo. Ces deux formes d'intervention ont été formulées par 7,5% des personnes interrogées. L'amélioration de l'infrastructure de

<sup>81</sup> La petite taille de notre échantillon nous permet difficilement d'associer les interventions préconisées aux localités où ces actions sont réclamées.

<sup>82</sup> Par cette revendication, on réclame indirectement une certaine décentralisation des pouvoirs vers le palier municipal.

Figure 4.2

Typologie concernant le niveau de satisfaction des répondants à l'égard de l'implication des principaux acteurs en matière de développement local, selon les domaines d'activité, dans les localités d'enquête

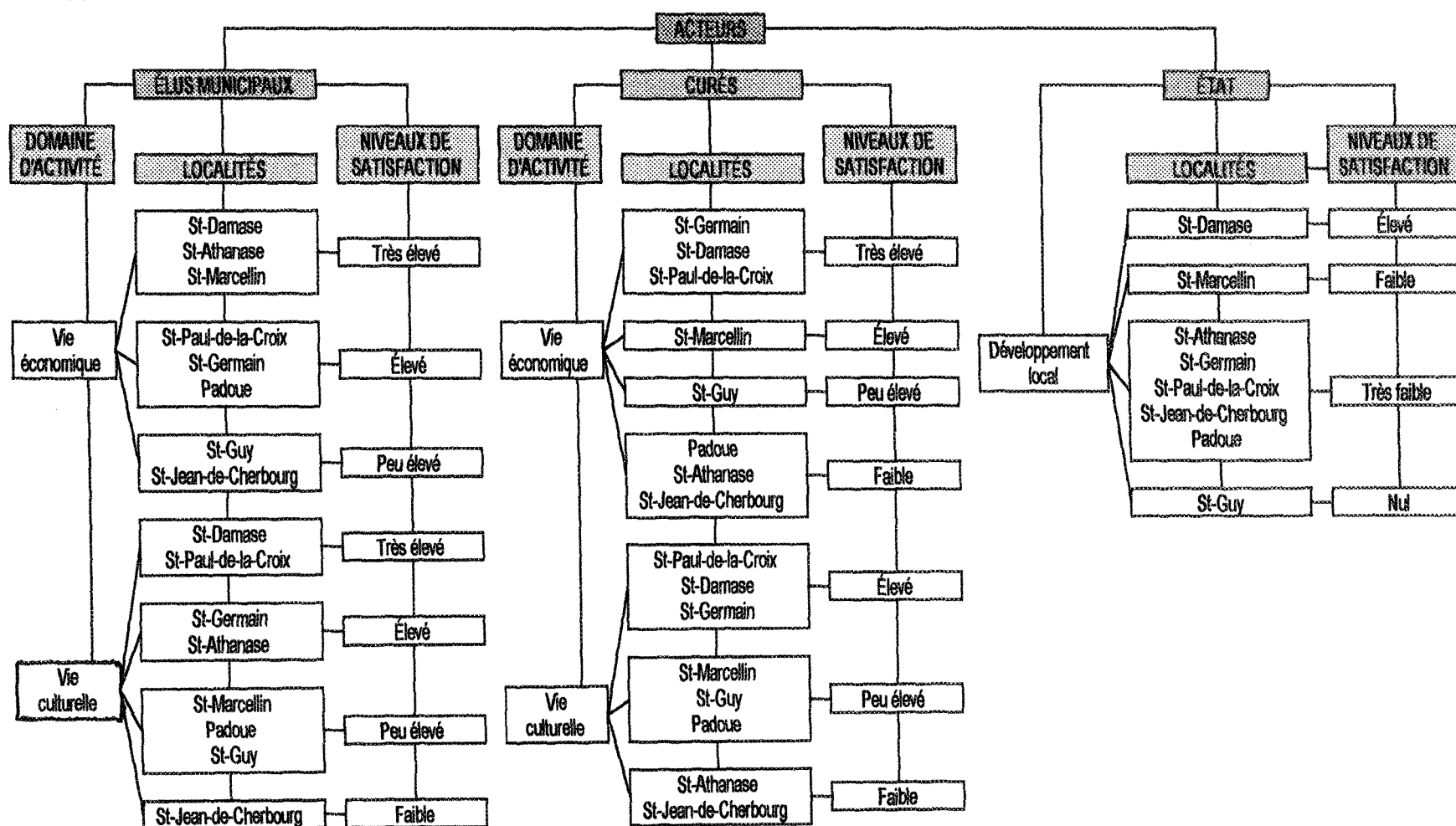


Tableau 4.18

Rôle de l'État par rapport aux localités d'enquête

Formes d'intervention souhaitées	Nombre de répondants	% absolu
Création d'emplois	34	28,3
Octrois aux municipalités afin de favoriser la création d'emplois	10	8,3
Création de PME	9	7,5
Amélioration des routes	9	7,5
Amélioration de l'infrastructure de services	6	5,0
Rétrocession des lots intramunicipaux	4	3,3
Assouplissement des règlements de zonage	4	3,3
Développement de l'industrie forestière	4	3,3
Décentralisation de certains pouvoirs gouvernementaux	3	2,5
Amélioration des routes et de l'infrastructure de services	2	1,7
Équilibre de la population entre le milieu urbain et le milieu rural	1	0,8
Création d'emplois et amélioration de l'infrastructure de services	1	0,8
Révision des politiques d'accessibilité au programme d'assurance-emploi	1	0,8
Aide aux loisirs	1	0,8
Création de postes d'agent de développement en milieu rural	1	0,8
Aucune opinion (ou ne s'applique pas)	32	26,8
Total	120	100,0

services constitue la cinquième revendication endossée par le plus de répondants<sup>83</sup>. Elle est suivie ex æquo par la rétrocession des lots intramunicipaux<sup>84</sup>, l'assouplissement des règlements de zonage et le développement de l'industrie forestière. Trois répondants réclament la décentralisation de certains pouvoirs gouvernementaux. Un meilleur équilibre

<sup>83</sup> Comme le démontre le tableau 4.19, l'amélioration des routes et de l'infrastructure de services a également été mentionnée simultanément par deux autres répondants.

<sup>84</sup> Il importe de rappeler ici que nous avons effectué la plupart de nos appels téléphoniques avant la signature de l'entente concernant la gestion du territoire public intramunicipal par les MRC. Cette entente devrait favoriser la mise en valeur de quelque 650 kilomètres carrés de forêt située dans les limites d'une soixantaine de localités du Bas-Saint-Laurent et ne faisant pas l'objet de contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) avec des industriels. La signature de cette entente devrait permettre aux populations concernées de percevoir tous les revenus générés par les activités foncières et forestières dont 40 000\$ pour les baux de villégiature et 450 000\$ de redevances normalement payées à l'État.

démographique entre les milieux urbain et rural, la création d'emplois et l'amélioration de l'infrastructure de services, la révision de la politique d'accessibilité au programme d'assurance-emploi, l'aide aux loisirs et la création de postes d'agents de développement sont autant d'interventions qui ont été signalées chacune par une personne. Enfin, un pourcentage relativement élevé de répondants (26,8%) n'ont pas d'opinion ou se montre satisfaits du rôle de l'État.

Nous constatons une convergence indubitable dans les réponses évoquées par les personnes interrogées entre d'une part les actions et les interventions qui pourraient améliorer la situation socio-économique de leur localité (cf. tableau 4.18) et, d'autre part, le rôle de l'État par rapport à celle-ci (tableau 4.19). Ainsi, un peu plus du quart des personnes interrogées estiment que le gouvernement ne fait strictement rien pour le développement de leur localité<sup>85</sup>. Dans cette même foulée, 14,2% avancent qu'elles sont désavantagées par rapport aux populations urbaines. Un troisième motif en regard duquel les répondants se sentent oubliés ou délaissés par les pouvoirs publics concerne l'entretien des routes. Ce dernier commentaire a été évoqué par 10% des personnes consultées. Un autre groupe, constitué de sept individus, croit que l'État se désengage de plus en plus au niveau des services à la population<sup>86</sup>. Cinq personnes ont mentionné que le développement des petites localités ne constituait pas une priorité pour les gouvernements. Les autres arguments sont, par ordre d'importance, la sévérité des règlements de zonage, l'absence d'aide aux travailleurs forestiers et le trop grand nombre

<sup>85</sup> Encore une fois ici, en raison de la petite taille de notre échantillon, il ne nous est pas possible d'associer les interventions souhaitées aux localités où ces actions sont réclamées.

<sup>86</sup> Trois personnes ont précisé que ce sont plus particulièrement les services de santé qui font les frais d'un tel désengagement alors que deux autres ont évoqué simultanément l'entretien des routes et les services de santé.

Tableau 4.19

Principaux motifs en regard desquels les répondants se sentent oubliés ou délaissés par les pouvoirs publics

Raisons évoquées	Nombre de répondants	% absolu
Le gouvernement ne fait rien pour le développement des petites localités.	32	26,7
Les interventions du gouvernement en matière de développement favorisent davantage les villes au détriment des campagnes.	17	14,2
L'État se désengage de plus en plus de ses responsabilités notamment en ce qui concerne l'entretien des routes.	12	10,0
L'État se désengage de plus en plus de ses responsabilités notamment en ce qui concerne les services à la population.	7	5,8
Le développement des petites localités ne constitue pas une priorité pour les gouvernements.	5	4,2
L'État se désengage de plus en plus de ses responsabilités notamment en matière de services de santé.	3	2,5
Les règlements de zonage sont trop sévères et incitent les jeunes à s'installer à l'extérieur de la localité.	3	2,5
L'État se désengage de plus en plus de ses responsabilités notamment en ce qui concerne l'entretien des routes et les services de santé.	2	1,7
Le gouvernement ne vient pas en aide aux travailleurs forestiers.	2	1,7
Le gouvernement transfère trop de responsabilités aux municipalités.	2	1,7
Le gouvernement ne fait rien pour le développement du Bas-Saint-Laurent.	1	0,8
Aucune opinion (ou ne s'applique pas)	34	28,2
<b>Total</b>	<b>120</b>	<b>100,0</b>

de responsabilités transférées aux municipalités. Une personne interrogée à St-Paul-de-la-Croix a déclaré que le gouvernement ne faisait rien pour le développement du Bas-Saint-Laurent en général. Enfin, 34 individus se sont abstenus de répondre soit parce qu'ils n'avaient pas d'opinion ou parce qu'ils n'avaient pas le sentiment d'être exclus par les pouvoirs publics.

Certaines personnes mettent en doute les compétences des fonctionnaires et des agents de développement. D'ailleurs, à la question: «À qui faites-vous le plus confiance

pour assurer le développement économique de votre localité?», seulement deux personnes ont répondu aux technocrates et aux fonctionnaires de l'État (graphique 4.18). À St-Germain, un intervenant socio-économique confirme l'opinion générale manifestée par nos répondants. «Le gouvernement nous dit de nous prendre en main et quand on le veut, le même gouvernement ne nous donne pas les outils pour le faire». À St-Damase, un acteur nous a signalé qu'il avait l'impression que le gouvernement était en train d'abandonner les petites localités. En fait, à l'exception de St-Paul-de-la-Croix où les avis sont partagés équitablement entre les différentes catégories d'intervenants<sup>87</sup>, la majorité des répondants s'en remettent aux élus municipaux et aux responsables d'associations locales pour assurer le développement de leur milieu<sup>88</sup>.

Cette perte de confiance à l'égard de l'appareil gouvernemental se manifeste également par un profond désir d'autonomie administrative sur le plan municipal. De fait, 55,8% des personnes interrogées se sont montrées défavorables à un éventuel projet de fusion de leur municipalité. Les réticences face à un tel projet se font particulièrement ressentir à St-Guy et à St-Jean-de-Cherbourg où plus des deux tiers des répondants s'y opposent<sup>89</sup>. Ceux de St-Marcellin, de St-Athanase, de St-Damase et de Padoue sont aussi majoritairement en désaccord avec la fusion de leur municipalité. Dans les deux premiers

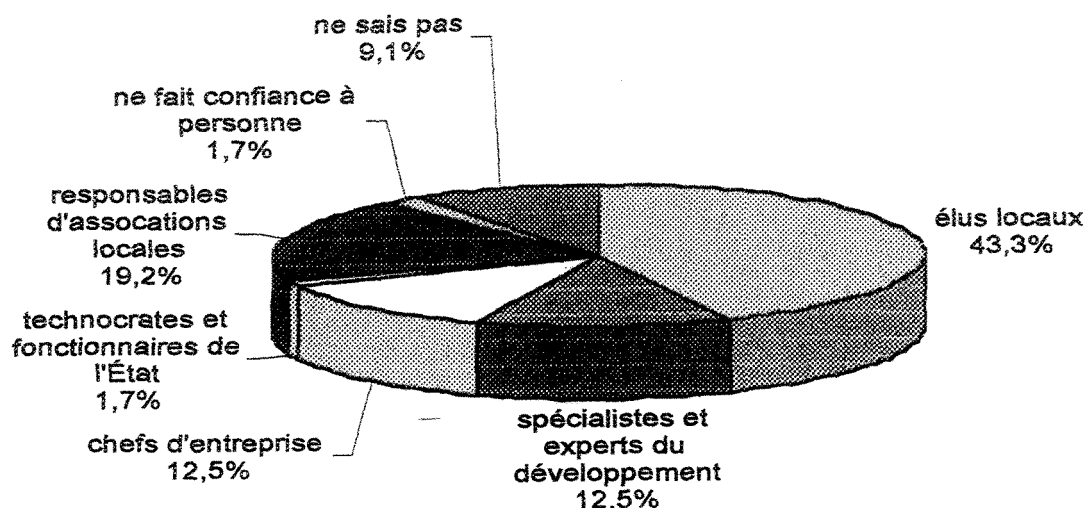
<sup>87</sup> De façon générale, les acteurs sur le terrain semblent rechercher des interventions plus polyvalentes de l'État s'attaquant à plus d'un problème à la fois. Connaissant bien l'insuffisance d'un travail exclusivement sectoriel, ils ont une perspective plus globale concernant le développement de leur communauté.

<sup>88</sup> C'est du moins l'opinion manifestée par 80% des personnes interrogées à St-Marcellin et 73,3% de celles de St-Jean-de-Cherbourg. À St-Athanase, à St-Guy et à St-Damase, les deux tiers des répondants croient que ce sont les élus municipaux et les responsables d'associations locales qui sont les mieux placés pour insuffler une dynamique de développement local alors qu'à St-Germain et à Padoue, c'est plus de la moitié des personnes consultées qui pensent la même chose.

<sup>89</sup> Selon un article paru dans le quotidien *Le Devoir*, ce sont les municipalités de 4 000 habitants et moins qui seraient les plus enclines à s'opposer à un projet de fusion. À ce sujet, le lecteur est convié à consulter la référence suivante: PRESSE CANADIENNE. «Les petits villages rejettent la fusion», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 166 (27 juillet 1999), p. A-2.

Graphique 4.18

Confiance des répondants à l'égard de différentes catégories d'intervenants en matière de développement local



cas, ils le sont dans une proportion de 60% alors que celle-ci atteint 53,3% dans les deux autres. Par ailleurs, 53,3% des personnes interrogées à St-Germain et à St-Athanase sont en faveur d'un tel regroupement. La dissension exprimée par les acteurs locaux est encore plus manifeste. En effet, des 24 intervenants rencontrés, 22 sont défavorables avec la fusion de leur municipalité<sup>90</sup>. Les arguments qu'ils évoquent sont nombreux et variés. De façon générale, ils soutiennent qu'un tel regroupement ne permettra pas de nouvelles opportunités mais constitue plutôt un important motif d'interrogation. De manière plus spécifique, les acteurs manifestent de nombreuses craintes: perte de services, détérioration de la situation socio-économique, perte de leur poids politique, affaiblissement du dynamisme local et de la démocratie participative, effritement du sentiment d'appartenance, coûts élevés de reconversion, etc. Deux intervenants (l'un de

<sup>90</sup> Les deux personnes qui se sont montrées favorables étaient respectivement de St-Germain et de St-Paul-de-la-Croix.



St-Guy et l'autre de Padoue) nous ont même mentionné qu'il s'agissait d'une façon déguisée de l'État pour fermer éventuellement les petites localités. Enfin, à St-Jean-de-Cherbourg, un acteur a rappelé que la fusion de 12 municipalités dans les années 70, en une seule agglomération, en occurrence Gaspé, n'avait pas contribué à l'amélioration de la situation socio-économique de cette ville.

D'autre part, nous aurions pu, de prime abord, croire que l'esprit de clocher, qui anime encore bon nombre d'individus en milieu rural fragile, pourrait contribuer à renforcer le désir d'autonomie municipale notamment au plan des services de proximité. Or, une question relative aux ententes de coopération intermunicipales nous a permis d'infirmier une telle hypothèse ou à tout le moins, de constater la grande ouverture des répondants à l'égard d'un tel partenariat. En effet, seulement le quart de ceux-ci déclare être défavorable à l'élaboration d'un projet de coopération intermunicipale. Ils constituent le tiers des personnes interrogées à Padoue, à St-Jean-de-Cherbourg et à St-Marcellin. Le regroupement de services serait particulièrement apprécié auprès des répondants de St-Germain et de St-Damase qui réclament une telle intervention dans une proportion de 86,7%. À St-Athanase et à St-Guy, un peu moins des trois quarts des personnes consultées se disent favorables aux ententes intermunicipales.

Cette section nous a permis de mieux connaître la perception des répondants à l'égard du dynamisme et du développement local. Dans les localités de petite taille, ce dynamisme est souvent anémié par divers éléments structurels sur lesquels les acteurs locaux ont peu d'emprise. C'est pourquoi, en dépit d'une volonté de prise en main, leurs interventions (notamment auprès des autorités publiques et des dirigeants politiques)

restent la plupart du temps vaines et sans lendemain. La plupart des intervenants locaux sont bien conscients de la fragilité de leur milieu. Ils réclament une certaine décentralisation des pouvoirs (sans toutefois préciser lesquels). Ils préconisent également la création d'emplois et une plus grande accessibilité aux services. Les requêtes formulées par les répondants sont sensiblement les mêmes que celles évoquées par les acteurs locaux. Néanmoins, la quasi-totalité des personnes interrogées se disent heureuses d'habiter ces petits milieux, malgré les problèmes qu'elles ont elles-mêmes soulevés. L'attachement qu'elles éprouvent envers leur coin de pays favorise-t-il leur implication à la vie locale? C'est cette question qui alimentera la prochaine section de notre travail. Cette dernière porte sur le niveau d'implication des répondants dans les localités d'enquête aux plans économique, social, communautaire et culturel.

#### **4.4.5 Implication des répondants dans la vie socio-communautaire, économique et culturelle**

Les résultats de nos enquêtes font apparaître trois constats majeurs en ce qui concerne l'implication des répondants dans la vie locale. Premièrement, cette dernière varie considérablement d'un endroit à l'autre. Elle diffère également selon les différents aspects de la vie. Deuxièmement, contrairement à ce que nous aurions pu penser, il n'existe pas de relation associative entre le niveau d'implication et le dynamisme local. Ainsi, certaines localités en voie de démembrement (pensons notamment à St-Guy ou à St-Jean-de-Cherbourg) comportent une proportion plus élevée d'individus impliqués dans le développement de leur milieu que d'autres, moins fragiles. Ce deuxième constat témoigne de la très grande hétérogénéité qui caractérise le monde rural en général et les

localités d'enquête en particulier. Enfin, un troisième constat concerne les différences que nous observons entre l'implication des femmes et celle des hommes. Ces derniers affirment, dans une proportion de 31%, être très impliqués dans le développement économique de leur localité comparativement à 7,5% pour les femmes. Par contre, celles-ci s'investissent davantage que les hommes au niveau de la vie communautaire. En ce domaine, 39,1% des femmes se disent très ou moyennement impliquées par rapport à 25,8% pour les hommes.

De façon générale, les répondants semblent s'investir davantage au niveau de la vie socio-communautaire alors qu'ils sont moins engagés aux plans économique et culturel. En effet, le tableau 4.20 révèle que 74,1% des personnes interrogées, toutes localités confondues, sont très ou moyennement impliquées dans la vie sociale. Cette proportion atteint 65% en ce qui concerne la vie communautaire comparativement à 61,5% pour la vie économique et 57,5% au plan culturel. Cette participation à la vie socio-communautaire est un fait reconnu en milieu rural fragile. Elle permet de nourrir le sentiment d'appartenance, de multiplier les liens qui existent dans la communauté, d'intensifier les échanges qui constituent le tissu des relations au plan local et, ce faisant, d'inculquer un certain niveau de dynamisme. Ainsi, ce sont les personnes interrogées à St-Damase et à St-Germain qui s'impliquent le plus à la fois dans la vie sociale et communautaire (graphiques 4.19 et 4.20). Nous avons déjà signalé que cette dernière localité comportait une forte proportion de néo-ruraux. Or, ce sont ces individus qui, selon les intervenants locaux que nous avons rencontrés, sont les plus impliqués au sein de leur communauté. Cette implication prend de multiples formes que ce soit par le biais d'initiatives telles que la popote roulante, à travers différents organismes de solidarité

Tableau 4.20

Niveau d'implication des répondants à l'égard de la vie sociale, économique, communautaire et culturelle dans les localités d'enquête

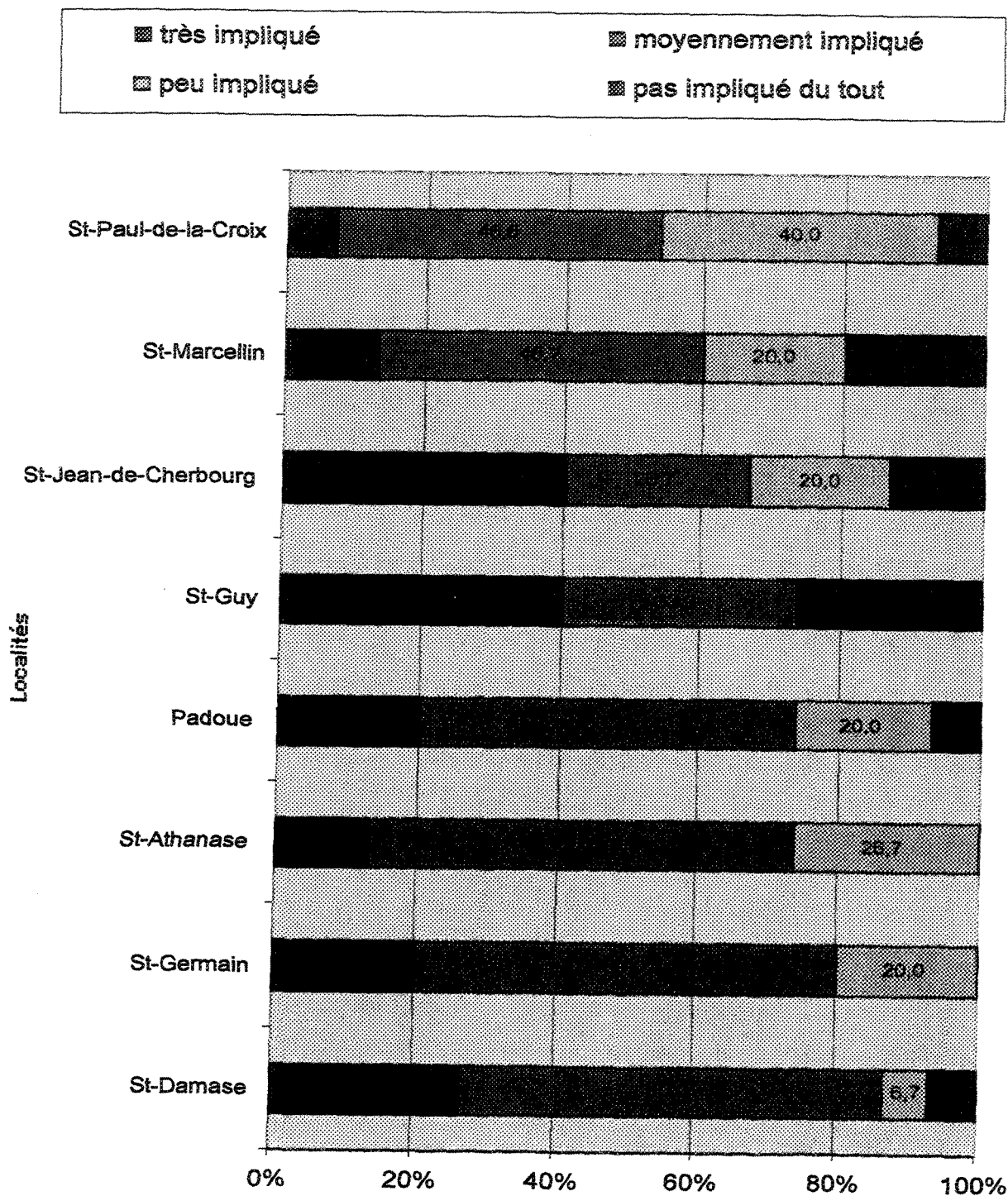
	très impliqué		moyennement impliqué		peu impliqué		pas impliqué du tout	
	n	%	n	%	n	%	n	%
vie sociale	27	22,5	58	48,3	23	19,2	12	10,0
vie économique	21	17,5	53	44,2	32	26,7	14	11,6
vie communautaire	23	19,2	55	45,8	30	25,0	12	10,0
vie culturelle	16	13,3	53	44,2	29	24,2	22	18,3

et/ou à caractère religieux ou encore à la défense des droits sociaux ou environnementaux.

En ce qui concerne plus spécifiquement la vie sociale, un second groupe est formé des localités de St-Athanase, de St-Guy et de Padoue où près des trois quarts des personnes interrogées se disent impliquées, voire très impliquées. Enfin, St-Jean-de-Cherbourg, St-Marcellin et St-Paul-de-la-Croix constituent un troisième groupe. À St-Jean-de-Cherbourg, les deux tiers des répondants se considèrent comme étant impliqués ou très impliqués au niveau social. Cette proportion s'établit à 60% dans le cas de St-Marcellin et à 53,3% dans celui de St-Paul-de-la-Croix. Fait plutôt étonnant, c'est à St-Paul-de-la-Croix que la participation des répondants à la vie économique, sociale et culturelle est la plus faible. En outre, cette localité occupe l'avant-dernière position au plan communautaire. Ainsi, 26,7% des répondants affirment être très ou moyennement impliqués dans la vie économique contre 40% en ce qui a trait à la vie culturelle et à 53,3% aux plans social et communautaire. Pourtant, on retrouve à l'intérieur de cette

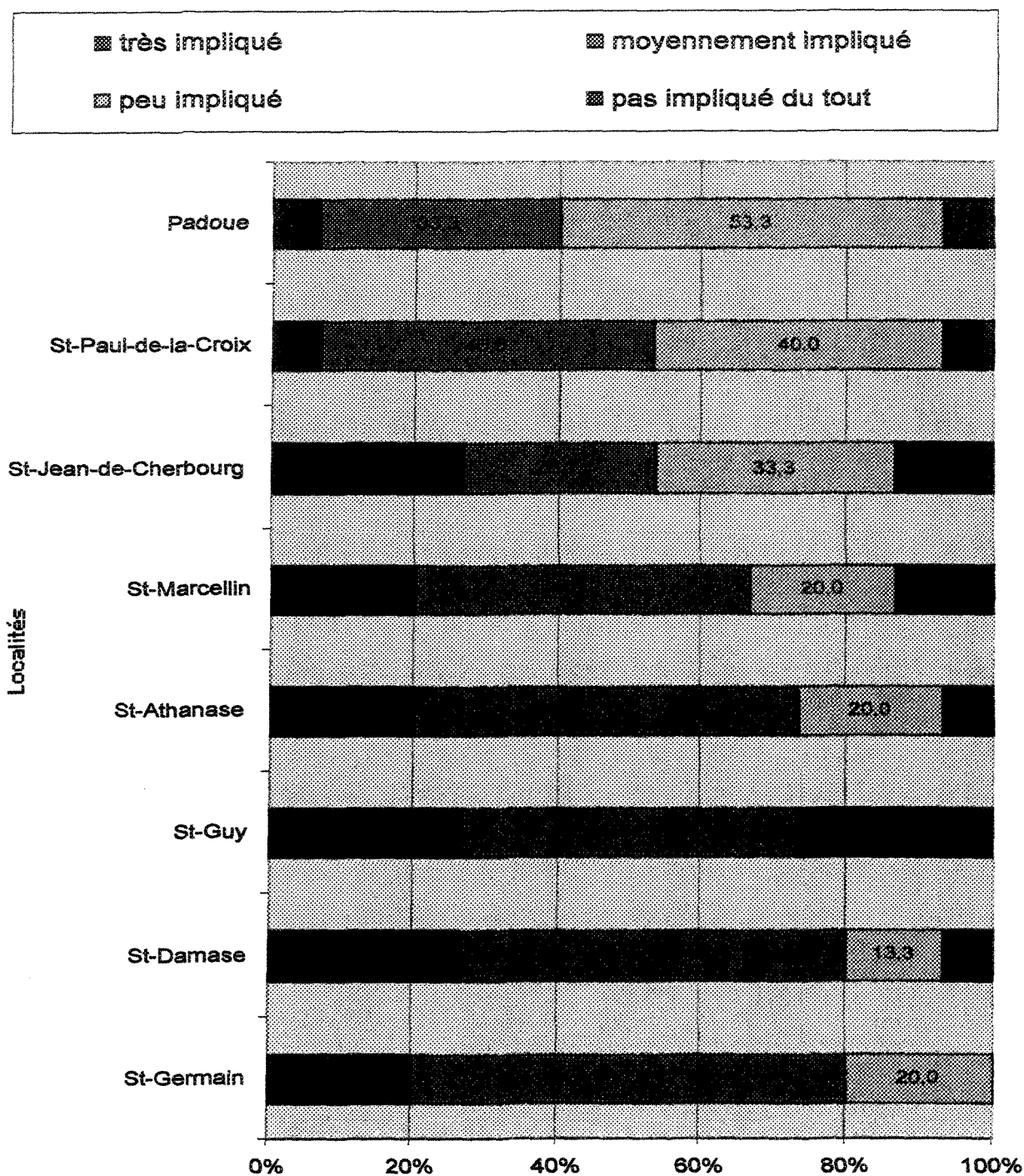
Graphique 4.19

Niveau d'implication des répondants à l'égard de la vie sociale dans les localités d'enquête



Graphique 4.20

Niveau d'implication des répondants à l'égard de la vie communautaire dans les localités d'enquête

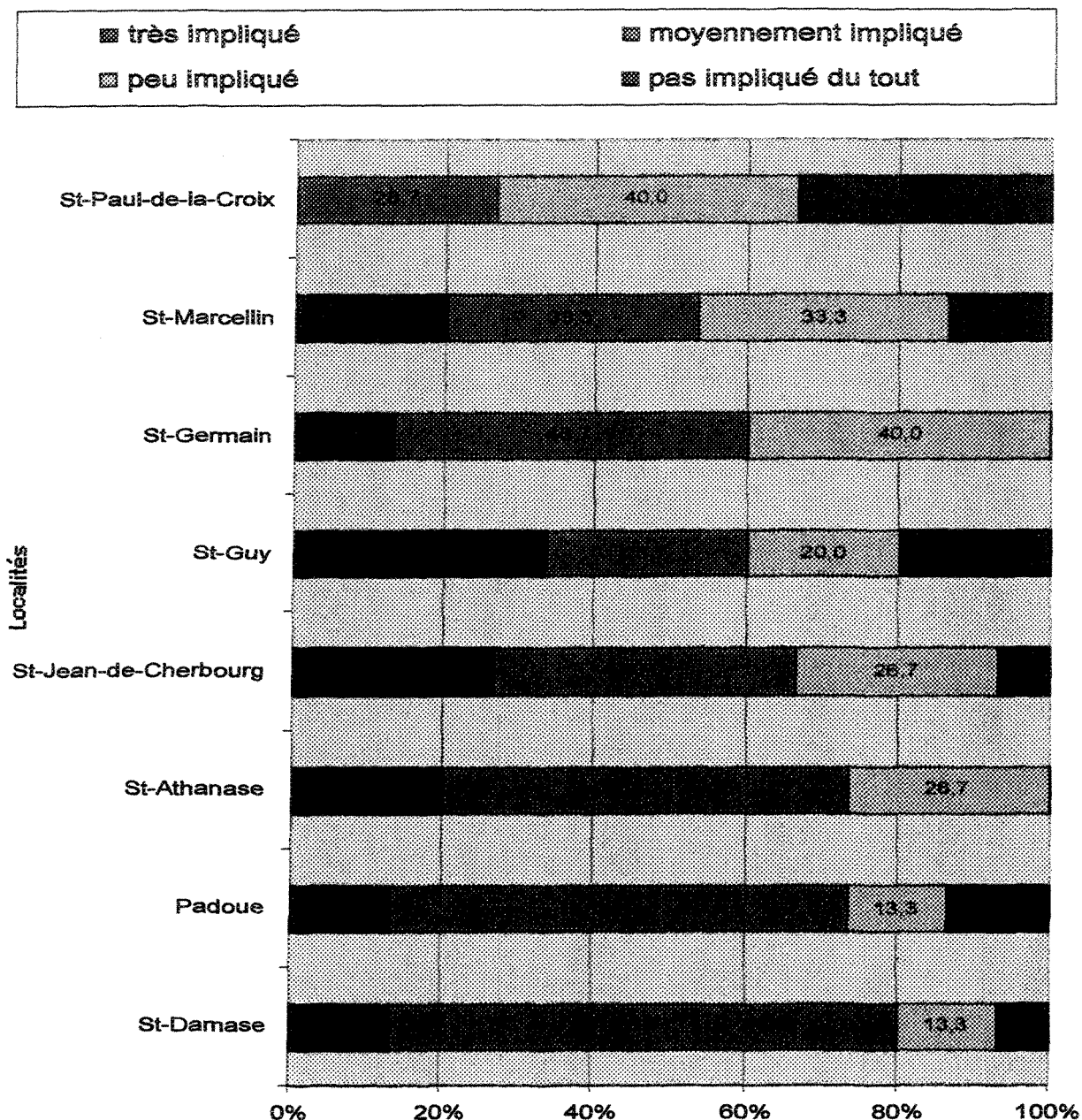


localité divers organismes ainsi que de nombreuses activités susceptibles de répondre pratiquement à tous les goûts. Ce faible degré d'implication au milieu nous a d'ailleurs été confirmé par deux intervenants locaux. Outre les fêtes du 125<sup>e</sup> anniversaire d'érection canonique qui ont connu un succès sans précédent à l'été 1998, les résidants de cette localité semblent peu intéressés à l'organisation d'activités sociales et récréatives. Ce fait est plutôt paradoxal quand on sait qu'il règne au sein de cette municipalité une cohésion communautaire relativement forte. Sur le plan économique, l'absence de leader et le manque d'entrepreneurship nuisent considérablement à l'émergence d'initiatives de développement local.

Du côté de la vie économique, la palme revient à la petite localité de St-Damase (graphique 4.21). Elle est suivie par celles de St-Athanase et de Padoue. Ces trois municipalités constituent un second groupe. Dans ces deux derniers milieux, un peu moins des trois quarts des personnes interrogées affirment être impliquées, voire très impliquées au sein de leur communauté. Cette proportion s'élève à 80% dans le cas de St-Damase. St-Jean-de-Cherbourg, St-Guy, St-Germain et St-Marcellin forment une troisième catégorie. Dans ces municipalités, le taux de participation à la vie économique est légèrement supérieur à 50%. Les enquêtes sur le terrain menées à St-Germain révèlent que les agriculteurs constituent un groupe d'individus particulièrement impliqués dans le développement économique local. Par ailleurs, à St-Marcellin, les commentaires recueillis auprès des intervenants locaux laissent entrevoir qu'une petite poignée d'individus s'engagent à fond dans le développement de leur milieu. Ceux-ci se sont particulièrement investis dans le dossier de la dernière école du village fermée depuis 1991. Ne baissant pas les bras, ces mêmes leaders ciblent maintenant leurs actions vers

Graphique 4.21

Niveau d'implication des répondants à l'égard de la vie économique dans les localités d'enquête



un développement plus harmonieux de la ressource forestière afin d'en assurer une meilleure gestion notamment par la mise en valeur du potentiel acéricole. Enfin, les répondants de St-Paul-de-la-Croix sont très peu impliqués dans la vie économique de leur

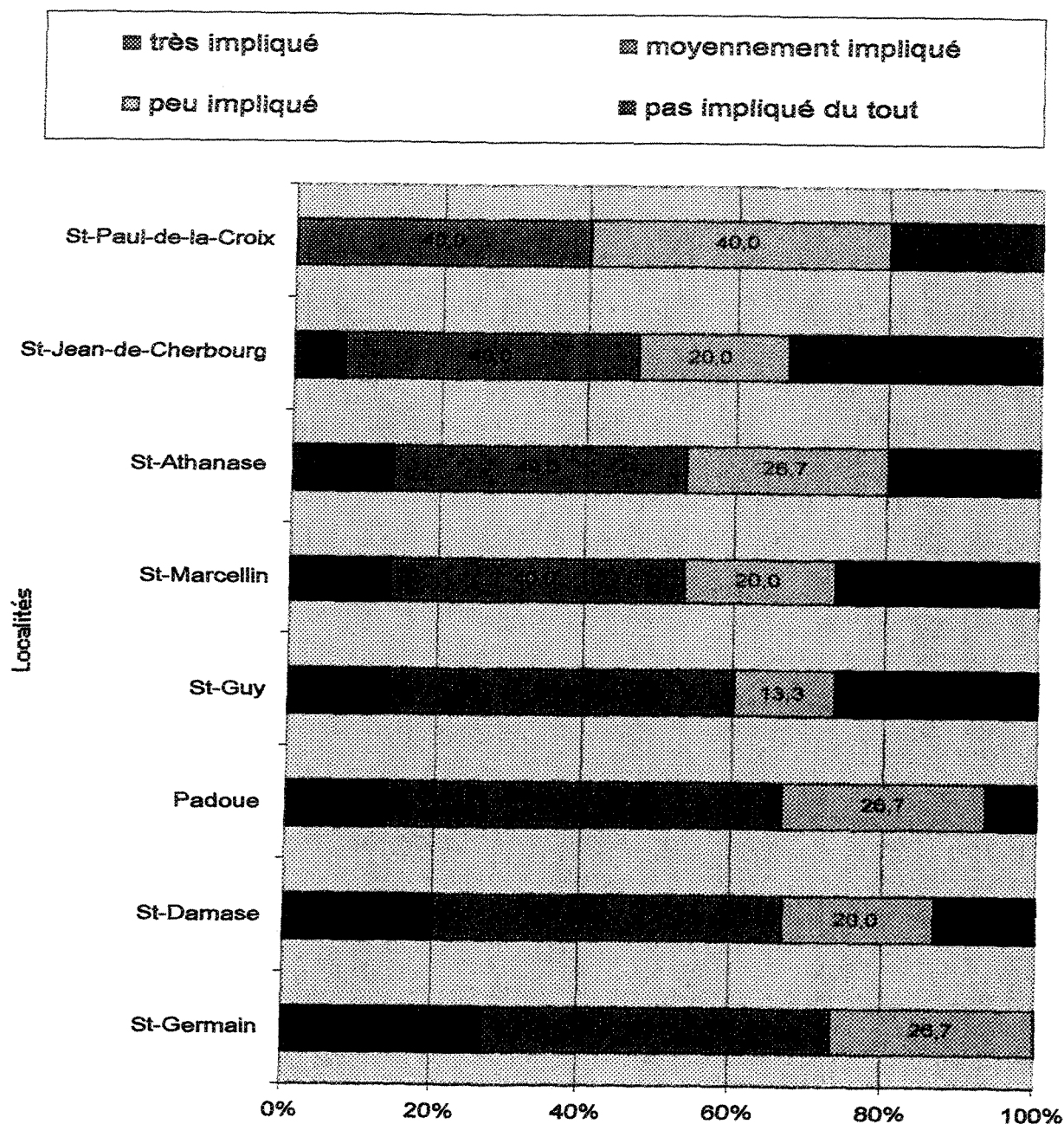


communauté. Leur très faible niveau d'implication (26,7%) nous incite à en faire un groupe séparé.

L'implication des répondants à l'égard de la vie culturelle est plutôt faible presque partout (graphique 4.22). Inutile de rappeler que les activités à caractère culturel sont généralement peu nombreuses en milieu rural fragile. D'autre part, c'est à St-Germain que les personnes consultées semblent s'investir le plus en ce domaine. Près des trois quarts de celles-ci se disent impliquées, voire très impliquées, au niveau de la vie culturelle locale. À St-Damase et à Padoue, les deux tiers des répondants s'impliquent au plan culturel. Cette implication doit cependant être relativisée, si on en croit les commentaires de certains acteurs locaux. Ces derniers soutiennent que ce sont généralement les mêmes personnes qui participent aux différentes activités culturelles. Les jeunes et les personnes âgées ont, pour leur part, tendance à s'en écarter. Les premiers s'investissent davantage dans des activités urbaines alors que les secondes, plus casanières et moins mobiles, préfèrent souvent demeurer à la maison. En dépit de carences majeures au plan culturel, 60% des personnes consultées à St-Guy disent tout de même s'impliquer dans leur milieu comparativement à un peu plus de la moitié à St-Athanase et à St-Marcellin. Enfin, St-Jean-de-Cherbourg et St-Paul-de-la-Croix font partie du peloton de queue. Moins de la moitié des répondants s'impliquent beaucoup ou moyennement dans la vie culturelle locale. Privées d'équipements et d'infrastructures, il n'est pas étonnant que les personnes consultées à St-Jean-de-Cherbourg s'investissent peu à ce niveau. En outre, cette dernière localité est aux prises avec un sérieux problème d'essoufflement de ses bénévoles, ce qui contribue à imposer un surcroît de travail à ceux et à celles qui s'impliquent. La fatigue et le découragement ont notamment eu raison du cercle de

Graphique 4.22

Niveau d'implication des répondants à l'égard de la vie culturelle dans les localités d'enquête



fermières qui s'est dissout au début des années 80. En outre, les divergences d'opinions, le manque de concertation entre les différents groupes sociaux et les nombreuses

tensions<sup>91</sup> qui sévissent au sein de cette localité créent un climat psychologique peu propice à l'organisation de telles activités.

Nous avons vu que la vie communautaire était particulièrement dynamique et animée à St-Damase et à St-Germain. Elle l'est également, mais dans une moindre mesure cependant, à St-Guy et à St-Athanase qui composent un deuxième groupe. Près du tiers des répondants mentionnent être très ou moyennement impliqués à ce niveau. Une troisième catégorie est formée de St-Jean-de-Cherbourg et de St-Paul-de-la-Croix où 53,3% des personnes interrogées sont très ou moyennement impliquées dans la vie communautaire. Enfin, Padoue constitue une catégorie à part. Seulement 40% des répondants s'impliquent en ce domaine. Selon un intervenant local, le faible niveau de participation des résidants entraîne le découragement des individus qui tentent, par tous les moyens possibles et inimaginables, d'améliorer la qualité de vie de leur milieu. Parce qu'il fait partie de presque tous les organismes et comités locaux, ce même intervenant nous a dit se sentir découragé et fatigué. Il songeait même à tout laisser tomber à plus ou moins court terme. Comme plusieurs autres localités de sa catégorie, Padoue souffre du syndrome du TLM. De plus, l'absence d'une cohésion sociale justifie également le faible niveau d'implication des répondants dans la vie socio-communautaire.

Bref, à l'exception de St-Damase et de St-Germain, les personnes que nous avons interrogées s'investissent beaucoup moins que nous aurions pu l'imaginer dans leur milieu de vie et tout porte à croire qu'il en sera ainsi dans l'avenir. En effet, lorsqu'on leur

---

<sup>91</sup> Ces conflits, associés à la faible participation des résidants de cette petite communauté, ont contribué à l'abandon définitif du carnaval et du festival au calendrier des activités locales.

demande: «Croyez-vous être en mesure de faire quelque chose pour le développement de votre municipalité?», les deux tiers des personnes consultées répondent par la négative, 5% ne le savent pas et 1,7% disent «peut-être». Ce sont celles de St-Paul-de-la-Croix (93,3%), de St-Guy (86,7%) et de St-Germain (73,3%) qui apparaissent les plus catégoriques en affirmant ne pouvoir rien faire. La présence de St-Paul-de-la-Croix, en tête de liste, vient confirmer les résultats obtenus précédemment. Tout porte à croire qu'il sera difficile pour cette localité de pouvoir compter sur nos répondants (et ils représentent tout de même un échantillon significatif de la population totale) pour la revitaliser. La situation de très grande fragilité économique associée au vieillissement prématuré de la population n'est sûrement pas de nature à favoriser une plus grande implication des résidants de St-Guy. Enfin, à St-Germain, les multiples tensions qui se dégagent entre les différents acteurs locaux, la peur des représailles et la crainte d'un enveniment des conflits sociaux contribuent à dissuader les répondants à s'impliquer davantage dans leur milieu.

Au nombre de 34, les individus qui pensent pouvoir faire quelque chose pour leur milieu se retrouvent majoritairement à Padoue (sept) et à St-Marcellin (six). Les autres se distribuent respectivement de la manière suivante: les localités de St-Athanase et de St-Damase en renferment chacune cinq. St-Germain et St-Jean-de-Cherbourg en comptent quatre. St-Guy en comporte trois alors qu'on en retrouve un à St-Paul-de-la-Croix. En ce qui concerne les actions qu'ils pourraient poser, 26 préconisent la participation aux organismes locaux; trois envisagent de joindre les rangs du conseil municipal; deux estiment que le simple fait de payer leurs taxes constitue déjà un apport positif au

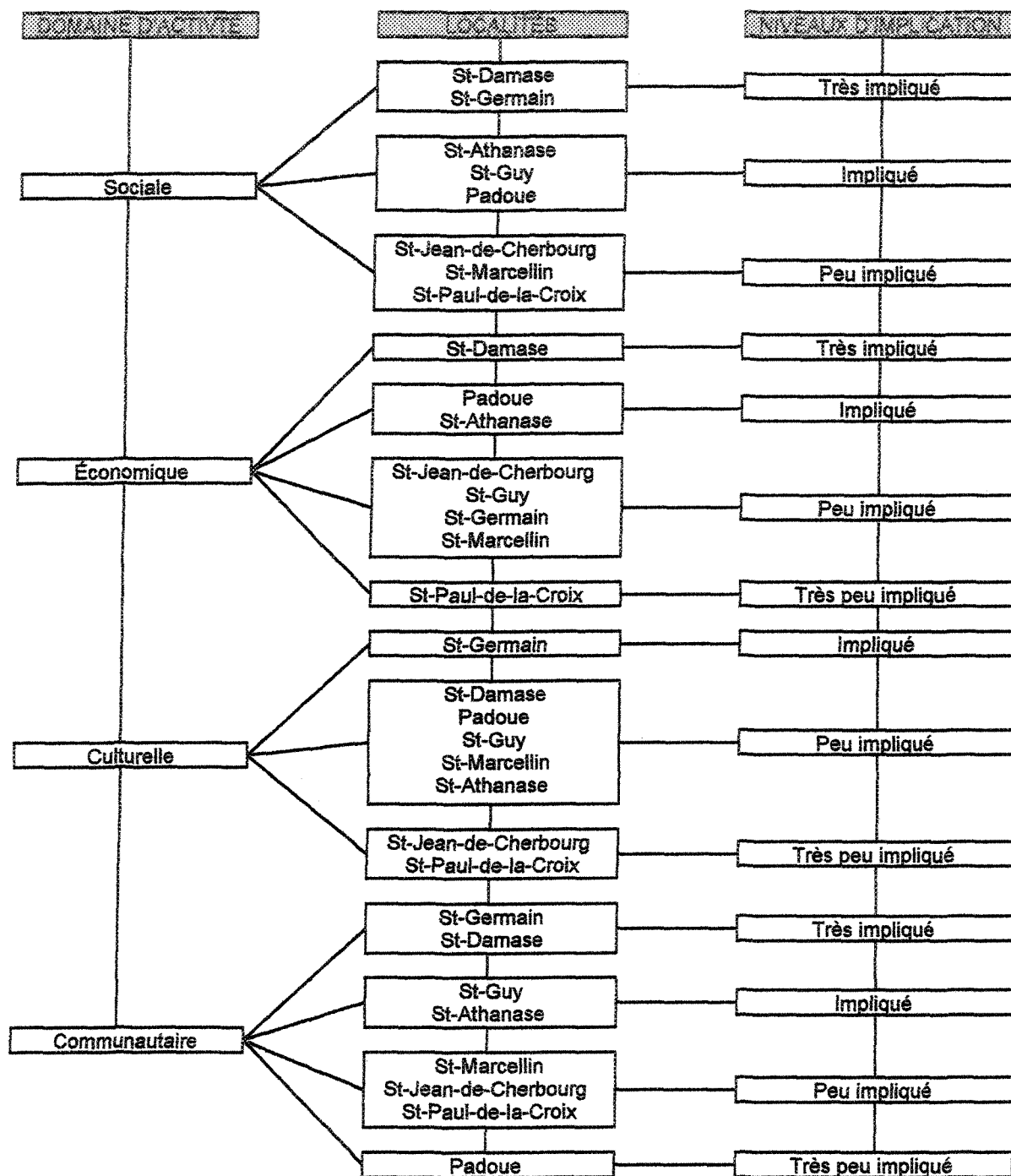
développement local; deux autres projettent créer leur propre entreprise; enfin, un autre envisage contribuer au projet de la forêt modèle du Bas-Saint-Laurent.

Près de la moitié des répondants de Padoue croient être en mesure de faire quelque chose pour le développement de leur milieu. Toutefois, quand on leur demande de préciser la nature de cette implication, la plupart d'entre eux ne savaient pas trop quoi répondre. Cela ne s'applique pas seulement aux personnes interrogées dans cette localité mais aussi à celles de St-Damase et de St-Germain. Les répondants mentionnent qu'ils peuvent être des actifs précieux dans l'amélioration du niveau de vie de leur localité mais sans trop connaître les fonctions qu'ils devraient y exercer. Nous tenons ici une caractéristique commune à nos huit localités d'enquête mais qui distingue plus particulièrement celle de Padoue. Cette municipalité nous apparaît être en attente de projets et de leaders. La masse de travail à accomplir en matière de développement apparaîtrait-elle comme un poids trop lourd pour ceux qui désireraient s'impliquer éventuellement? Se pourrait-il également qu'il y ait de graves problèmes de concertation et de communication entre les acteurs locaux? La réponse à ces questions nécessiterait une analyse plus approfondie qui déborde le cadre de la présente étude.

Tout comme pour la section précédente, nous reproduisons, par le biais d'un organigramme, les différents niveaux d'implication des répondants à l'égard de la vie sociale économique, culturelle et communautaire dans les localités d'enquête. La partie suivante s'intéressera à deux autres aspects fondamentaux du monde rural à savoir la mobilité géographique et la vie relationnelle.

Figure 4.3

Typologie concernant le niveau d'implication des répondants à la vie sociale, économique, culturelle et communautaire dans les localités d'enquête



#### 4.4.6 Mobilité géographique et vie relationnelle

Que ce soit pour le travail, les affaires, les loisirs, le magasinage, les soins médicaux ou pour toutes autres raisons, les personnes que nous avons interrogées ont à sortir régulièrement de leur localité de séjour. Elles maintiennent avec l'extérieur des communications et des échanges soutenus non seulement avec les localités avoisinantes mais aussi à l'échelle des principales villes de la région. D'ailleurs, pour 80% des répondants, la distance entre les localités et la dispersion de la population à l'intérieur de celles-ci ne représentent pas de problème en particulier. La très grande mobilité géographique des répondants contribue donc à relativiser les notions de distance et de dispersion. Elle facilite l'accès à des biens, à des services ou à des loisirs distribués lâchement sur de vastes étendues. La possibilité de sortir à son gré et les infrastructures modernes de communication permettent d'accepter beaucoup plus facilement les inconvénients de la dispersion. En outre, cette mobilité compense, dans une certaine mesure, la faiblesse de l'infrastructure de services qui caractérise les localités d'enquête<sup>92</sup>.

Quel que soit leur lieu de résidence, 64,2% des personnes interrogées affirment aller à la ville une à deux fois par semaine, 14,2% deux à trois fois et 21,6% quatre fois et plus. L'essentiel des déplacements (81,8%) se fait toutefois à l'intérieur d'un rayon de 20 kilomètres à partir du domicile. Ce pourcentage de 81,8% masque cependant des différences selon les catégories socioprofessionnelles, le sexe, l'âge et l'endroit où l'on

<sup>92</sup> Dans son livre *Un pays de distance et de dispersion*, Clermont DUGAS (1981) fait des constatations similaires concernant la perception de la distance par les ruraux. Selon le géographe, ces derniers se sont adaptés très tôt aux distances plus ou moins grandes. «La nécessité d'aller chercher des services dans les villages et les villes avoisinantes ou lointaines fait partie de leur mode de vie. Ils sont nés avec cette contrainte et ils ont grandi avec elle. L'habitude de se déplacer souvent et l'acceptation de ces déplacements les empêchent même de les considérer comme une contrainte» (DUGAS, 1981: 155). Cela illustre une certaine forme de continuité dans ce type de perception.

habite. Ainsi, le nombre moyen de déplacement est moins élevé à St-Guy et à St-Marcellin, deux localités isolées de l'arrière-pays bas-laurentien, qu'à St-Germain ou à Padoue (tableau 4.21).

**Tableau 4.21**

**Personnes effectuant des déplacements hebdomadaires vers le centre de services le plus fréquenté selon la localité de séjour**

Municipalités	Centre de services fréquenté	Personnes effectuant 1 à 2 déplacements	Personnes effectuant 2 à 3 déplacements	Personnes effectuant 4 déplacements et plus
St-Germain	St-Pascal	7	0	5
	Rivière-du-Loup	2	0	0
	La Pocatière	1	0	0
St-Athanase	Pohénégamook	8	2	0
	Rivière-du-Loup	4	1	0
St-Paul-de-la-Croix	Rivière-du-Loup	3	3	4
	Trois-Pistoles	3	0	2
St-Guy	Trois-Pistoles	10	0	0
	Squatec	2	0	0
	Rimouski	2	0	1
St-Marcellin	Rimouski	12	2	1
Padoue	Mont-Joli	5	4	5
	Rimouski	0	1	0
St-Damase	Matane	5	1	1
	Amqui	0	1	2
	Mont-Joli	3	0	0
	Rimouski	2	0	0
St-Jean-de-Cherbourg	Matane	8	2	5

Les répondants de St-Germain vont surtout à St-Pascal notamment pour le travail.

Pour leur part, ceux de St-Athanase font leurs emplettes (épicerie, quincaillerie, produits pharmaceutiques et autres biens de consommation courante) le plus souvent à



Pohénégamook. Par ailleurs, cinq répondants de cette localité nous ont signalé aller régulièrement à Rivière-du-Loup pour obtenir des biens et des services plus spécialisés. Cette dernière ville est aussi fréquentée par les personnes interrogées à St-Paul-de-la-Croix (que ce soit pour le magasinage, les affaires, le travail ou les soins médicaux) mais aussi par ceux de St-Germain qui la fréquentent pour les mêmes raisons.

Trois-Pistoles est un centre de services indispensable pour les répondants de St-Guy qui, occasionnellement se rendent aussi à Rimouski (pour les services de santé) et à Squatec (pour les biens et services de première ligne). Situés à plus d'une heure de distance de Rimouski, les répondants de St-Guy ne peuvent y aller aussi souvent que leurs homologues de St-Marcellin. Ces derniers la fréquentent tous, sans exception, pour des raisons multiples: le magasinage, les affaires, le travail, les soins médicaux et la visite de parents et d'amis.

Les personnes interrogées à Padoue vont presque toutes à Mont-Joli. Elles s'y rendent surtout pour le magasinage mais aussi pour le travail et les affaires. La position géographique particulière de St-Damase amène les répondants de cette localité à se diriger vers plusieurs centres de services régionaux. Bien qu'elles vont surtout à Matane pour le magasinage et l'épicerie, les personnes consultées ont déclaré se rendre aussi régulièrement à Amqui (pour le travail) et à Mont-Joli (pour visiter des parents ou des amis). Certaines ont également à se déplacer vers Rimouski en raison des soins de santé spécialisés que l'on y retrouve, soins qui ne sont pas dispensés par les centres hospitaliers de Matane ou d'Amqui.

En somme, les petites villes qui auréolent les localités d'enquête ont une influence considérable sur ces dernières. Mais cette influence semble plus faible dans la mesure où les villes moyennes de la région, en occurrence Rimouski, Rivière-du-Loup et Matane, sont mieux dotées sur le plan des services. La forte mobilité géographique des répondants fait en sorte que dans bien des cas, le manque de services est compensé, du moins partiellement, par ceux offerts dans les villes ou les centres de services situés les plus près de leur lieu de séjour.

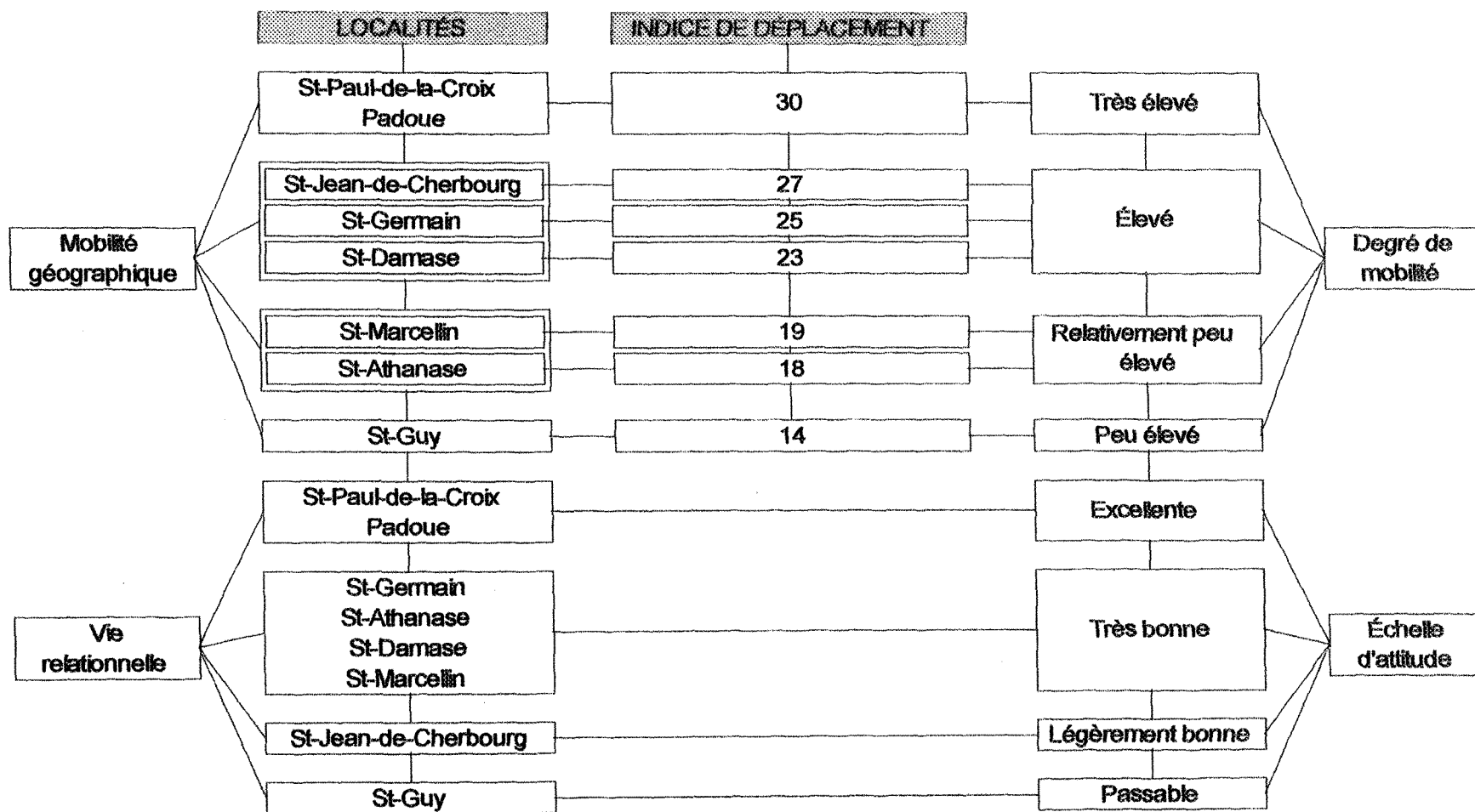
Nous retrouvons, à la figure 4.4, les différents degrés de mobilité géographique des personnes consultées lors de nos enquêtes téléphoniques. Ces derniers ont été déterminés par un indice de déplacement<sup>93</sup>. Celui-ci a été obtenu en multipliant le nombre de répondants par un s'ils ont mentionné se déplacer une à deux fois par semaine, par deux s'ils effectuent deux à trois déplacements sur une base hebdomadaire, et par trois s'ils en font quatre ou plus. Ainsi, les répondants de St-Paul-de-la-Croix et de Padoue récoltent un résultat de 30. Leur mobilité géographique est donc très élevée. St-Jean-de-Cherbourg, St-Germain et St-Damase constituent une seconde catégorie. Ils abritent des répondants dont la mobilité géographique est relativement élevée. Cette dernière est moins grande chez les personnes interrogées à St-Marcellin (19) et à St-Athanase (18) alors qu'elle est peu élevée à St-Guy dont l'indice s'établit à 14.

---

<sup>93</sup> Pour permettre une comparaison rigoureuse entre municipalités, cet indice devrait aussi tenir compte des distances parcourues et des besoins de déplacement. Or, ces deux derniers aspects ne figuraient pas dans notre questionnaire.

Figure 4.4

Typologie concernant le degré de mobilité géographique et qualité de la vie relationnelle des répondants dans les localités d'enquête



Parce qu'ils disposent d'un moyen de locomotion, les distances à parcourir ne sont pas perçues comme un obstacle aux déplacements pour 85% des répondants. Même si la distance doit être relativisée par les coûts, les temps et les moyens de déplacement, elle constitue pour certains groupes d'individus un problème réel. Il s'agit essentiellement des personnes âgées (14 répondants), des jeunes (deux) et de celles souffrant d'un handicap (deux). Les distances les contraignent à diminuer la fréquence de leurs déplacements et les confinent dans des enceintes territoriales plus restreintes. L'absence d'une voiture (neuf), le mauvais état des routes en hiver (cinq), le vieillissement du conjoint (deux), la fatigue (un) et l'absence de transport en commun (un) sont les principales causes de leur isolement. En outre, quatre personnes âgées de 65 ans et plus (sur un total de 24), nous ont signalé que l'éloignement des services de santé constituait pour elles une importante source d'inquiétude. Ces répondants, qui résident à St-Germain et à St-Paul-de-la-Croix, nous avaient déjà exprimé, dans une question précédente, leur crainte quant à l'éloignement de l'hôpital. À cette crainte, s'ajoute celle d'emprunter des routes glacées et enneigées en hiver. Pour cette catégorie d'individus, la proximité devient un facteur essentiel.

La qualité des liens sociaux et affectifs entre individus aide à accepter, à s'accommoder ou à rejeter les inconvénients liés à la faiblesse de la mobilité géographique. Ainsi, pour les personnes âgées, l'entraide entre voisins permet de suppléer partiellement aux contraintes de la dispersion. Il s'agit d'ailleurs du groupe dont les relations de voisinage apparaissent les meilleures. En effet, 93,3% des personnes de 66 ans et plus déclarent entretenir d'excellentes relations avec leurs voisins. Elles sont suivies par la cohorte des 21 à 34 ans (91,3%), des 36 à 50 ans (82,6%) et des 45 à 65

ans (79,4%). Dans l'ensemble, 85% des personnes interrogées affirment qu'il existe un bon esprit d'entraide et de solidarité avec leurs voisins. Cette solidarité prend notamment sa source dans les us et coutumes enracinés depuis plusieurs générations. Sans faire totalement contrepoids aux carences structurelles des localités fragiles, elle contribue néanmoins à en atténuer les effets, d'où l'importance pour ces milieux de continuer à offrir un cadre de vie favorable à la réalisation des besoins et au développement de la créativité. Il s'agit d'ailleurs d'une des quatre conditions essentielles, identifiées par le géographe Bernard KAYSER (1994) dans son ouvrage intitulé *Pour une ruralité choisie*, à la revitalisation des milieux ruraux fragiles<sup>94</sup>.

C'est à St-Paul-de-la-Croix et à Padoue où les relations de voisinage semblent les plus intenses. Dans chacune de ces deux localités, seulement une personne a mentionné éprouver des difficultés relationnelles avec ses voisins. Deux autres ont fait cette même affirmation à St-Athanase, à St-Damase et à St-Marcellin. Ces trois municipalités, avec celle de St-Germain, forment un second bloc. Dans ces trois milieux, 86,7% des répondants affirment entretenir de bonnes relations avec leurs pairs. Par ailleurs, deux répondants natifs de St-Germain ont mentionné se sentir envahis, voire menacés, par les néo-ruraux qui, selon eux, prennent trop d'initiatives et perturbent la vie locale. À St-Jean-de-Cherbourg, trois personnes entretiennent de mauvaises relations avec leurs voisins alors qu'elles sont quatre à St-Guy. La dispersion de la population entre les rangs et le village et l'éloignement des maisons les unes par rapport aux autres ne favorisent guère les échanges dans cette localité. La démobilisation de la population, la persistance de

---

<sup>94</sup> Les trois autres sont les suivantes: l'ouverture du milieu rural à tous les candidats qui désirent s'y installer; le renforcement des capacités d'emplois des petites et moyennes villes et l'émergence de projets de développement.

conflits sociaux, l'esprit de morosité et de défaitisme et l'absence de cohésion sociale sont autant de facteurs qui altèrent la vie relationnelle à St-Jean-de-Cherbourg. La figure 4.4 illustre, pour chacune des localités d'enquête, les différentes échelles d'attitude en ce qui concerne la qualité de la vie relationnelle.

En somme, parce qu'ils peuvent sortir régulièrement de leur localité de séjour et presque aussi souvent qu'ils le désirent, la dispersion de la population et les distances ne représentent pas un obstacle majeur pour les répondants de notre enquête. Tout au plus, elles sont perçues comme une contrainte à l'obtention de certains services spécialisés. Les infrastructures routières contribuent à relativiser les effets de la dispersion d'où l'importance de les maintenir, de les entretenir et de les améliorer afin qu'elles puissent jouer le plus efficacement le rôle qui leur est dévolu. Par ailleurs, à l'instar de la plupart des petites localités rurales du Québec, celles ayant fait l'objet d'enquêtes se caractérisent par une vie relationnelle relativement intense et ce, même dans les milieux les plus fragiles. Comment les répondants perçoivent-ils l'avenir de ces milieux à plus ou moins long terme? Telle est la question à laquelle nous tenterons de répondre dans la dernière partie de notre analyse.

#### **4.4.7 Perspectives d'avenir et de développement**

L'avenir de nos localités est envisagé dans une perspective de continuité, c'est-à-dire par le maintien de leur caractère agro-forestier. Aucune des personnes que nous avons interrogées anticipe une transformation radicale de la structure économique locale.

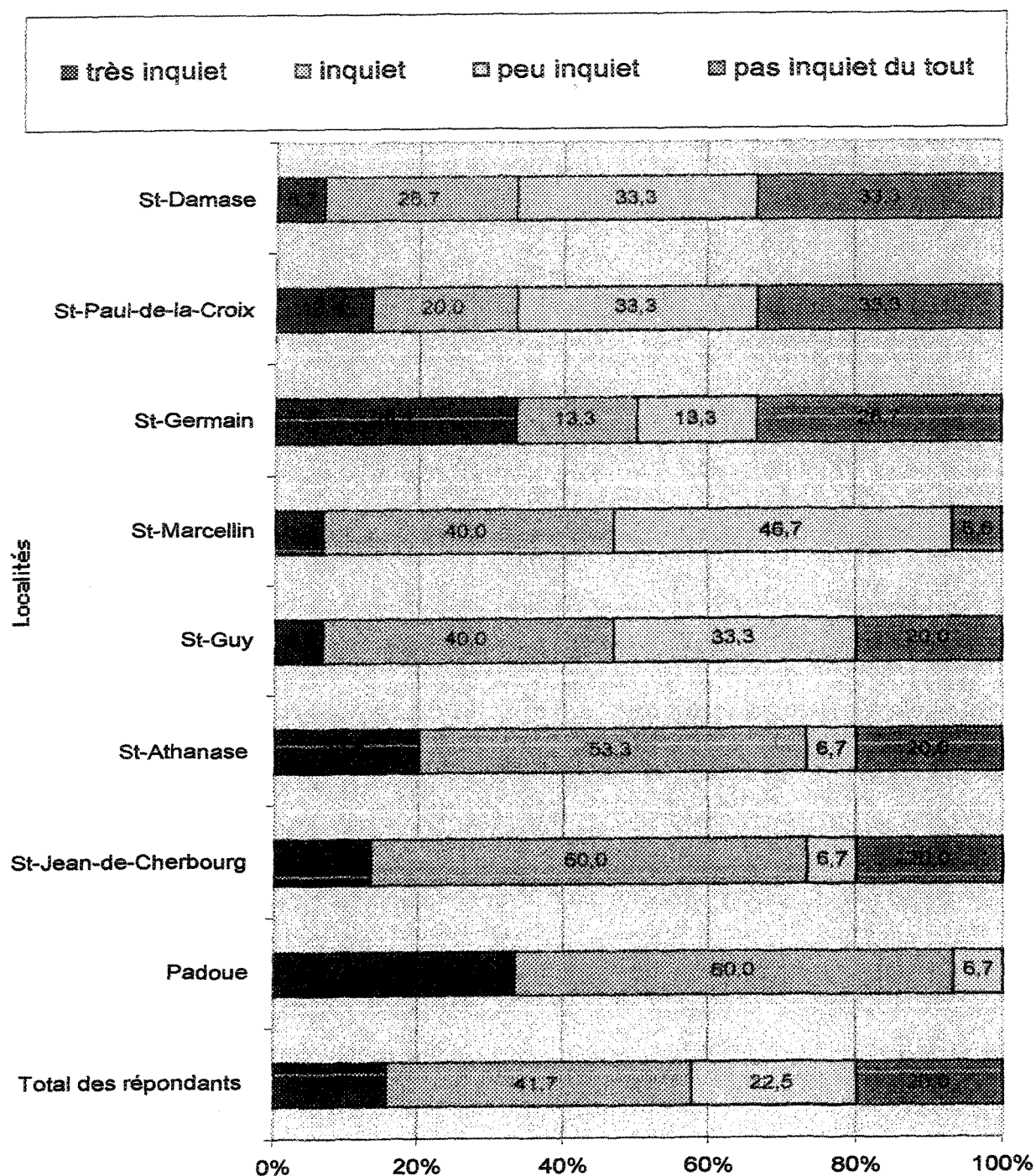
Cet avenir est cependant perçu de façon plutôt sombre. Trois constats nous permettent de faire une telle affirmation.

Premièrement, les habitudes, l'enracinement et les liens sociaux amènent bien des parents à accepter une situation qu'ils ne souhaitent pas à leurs enfants. Ainsi, près des deux tiers des répondants estiment que leurs enfants auront un meilleur avenir s'ils s'installent à l'extérieur de leur localité d'origine. Ce sont les répondants de St-Guy (80%) et de St-Marcellin (80%) qui favorisent le plus l'exode de leurs enfants. Viennent ensuite ceux de St-Paul-de-la-Croix, de Padoue et de St-Jean-de-Cherbourg. Dans ces trois localités, les deux tiers des répondants envisagent éventuellement le départ de leur progéniture. À St-Germain, 53,3% des personnes interrogées pensent la même chose comparativement à 40% dans le cas de St-Damase. Les meilleures perspectives d'emploi et la plus grande variété des services que l'on retrouve en ville sont les deux principales raisons qu'ils évoquent.

Deuxièmement, l'avenir de la localité constitue, pour plus de la moitié des personnes interrogées, une source importante d'inquiétude comme en témoigne le graphique 4.23 de la page suivante. De manière globale, plus de la moitié des répondants (57,5%) manifeste une inquiétude quant à l'avenir de leur localité. Cette inquiétude affecte plus particulièrement les répondants de Padoue (93,3%), de St-Jean-de-Cherbourg (73,3%) et de St-Athanase (73,3%). Une seconde catégorie est formée de St-Guy (46,7%), de St-Marcellin (46,7%) et de St-Germain (40%). Enfin, les répondants de

Graphique 4.23

Perception du niveau d'inquiétude des répondants quant à l'avenir de leur localité





St-Paul-de-la-Croix (33,4%)<sup>95</sup> et de St-Damase (33,4%) apparaissent les moins préoccupés. Cette inquiétude est justifiée par différents motifs dont les principaux concernent la fermeture éventuelle de la localité (26,7%), le dépeuplement et l'effritement de l'infrastructure de services (16,7%), l'exode des jeunes et le sous-emploi (9,3%), le vieillissement de la population (6,3%), la fusion avec une autre municipalité (1,7%), la persistance des conflits sociaux (1,7%), l'implantation d'une porcherie (1,7%), le manque de dynamisme des élus municipaux (1,7%), le désengagement de l'État (1,7%) et l'épuisement de la ressource forestière (1,7%)<sup>96</sup>. Chacune des raisons qui suivent a été évoquée par une seule personne: la progression du processus de dévitalisation, l'éventualité d'une catastrophe naturelle, la fermeture des rangs, la multiplication des structures (qui contribue à alourdir la bureaucratie administrative et à décourager les porteurs de projets) et les problèmes environnementaux. Enfin, 37,4% des répondants n'avaient soit aucune opinion ou encore n'éprouvaient aucune inquiétude face à l'avenir de leur localité. À St-Jean-de-Cherbourg, trois répondants se disent inquiets de la surexploitation de la ressource forestière. Cette même inquiétude est aussi partagée par deux personnes interrogées à St-Marcellin. Ces dernières déplorent la faiblesse des retombées locales que devrait normalement générer leur principale ressource. Qui plus est, les différents intervenants locaux que nous avons rencontrés sont également préoccupés par l'avenir de leur localité.

<sup>95</sup> À St-Paul-de-la-Croix, l'avenir de la municipalité mais aussi celui de la région (Bas-Saint-Laurent) a toujours constitué une préoccupation importante. On se souviendra de la participation en grand nombre (ils étaient plus de 150) de la population locale au premier rassemblement de la Coalition Urgence rurale en juin 1990. L'année suivante, ces mêmes personnes se réunissaient pour réfléchir sur l'avenir de leur localité au cours d'une journée consacrée au développement local. Elles avaient notamment organisé des ateliers portant sur la gestion municipale, l'école du village, l'église et le milieu, l'agriculture et la foresterie, la santé et les services sociaux, les services d'incendie et la sécurité publique, les entreprises locales, les loisirs, la culture et la politique municipale.

<sup>96</sup> En raison de la petite taille de notre échantillon et dans un souci d'une plus grande représentativité, il convient d'analyser nos résultats uniquement de manière globale.

À la question: «L'avenir de votre localité vous paraît-il: excellent, bon, mauvais, très mauvais ou incertain?» tous, à l'exception de ceux de St-Damase, ont répondu que l'avenir de leur milieu leur semblait incertain. À St-Marcellin et à St-Jean-de-Cherbourg, deux acteurs sont particulièrement inquiets des pratiques des grandes compagnies forestières sur lesquelles ils n'ont guère de contrôle.

Mais ce qui est encore plus alarmant, c'est que près de la moitié des répondants envisagent comme probable la fermeture de leur localité dans un avenir plus ou moins rapproché (graphique 4.24). À St-Jean-de-Cherbourg, ce taux grimpe à 66,6% comme on peut le constater au graphique de la page suivante. Une telle inquiétude n'est guère favorable à l'émergence d'initiatives de développement local. Padoue (60%) et St-Athanase (53,4%) comportent également une proportion relativement élevée de répondants qui soupçonnent la fermeture de leur municipalité. Ces trois localités forment un premier groupe. Les personnes interrogées à St-Marcellin, à St-Guy, à St-Paul-de-la-Croix et à St-Germain, qui constituent une seconde catégorie, anticipent également la possibilité d'une fermeture éventuelle mais dans une proportion moins élevée que la moyenne des répondants. Enfin, ceux de St-Damase sont les seuls à ne pas s'inquiéter, outre mesure, de cette question. Nous avons donc fait de cette localité, un groupe à part. Il est vrai que St-Damase jouit d'avantages considérables aux plans géographique et économique. Elle dispose, en outre, de leaders qui contribuent à maintenir un climat social et psychologique propice à l'émergence d'initiatives locales. La figure 4.5 reproduit les différents niveaux d'inquiétude des répondants quant aux perspectives d'avenir de leur localité et à l'éventualité d'une fermeture à plus ou moins long terme.

Graphique 4.24

Pourcentage des répondants qui envisagent la fermeture à plus ou moins long terme de leur localité

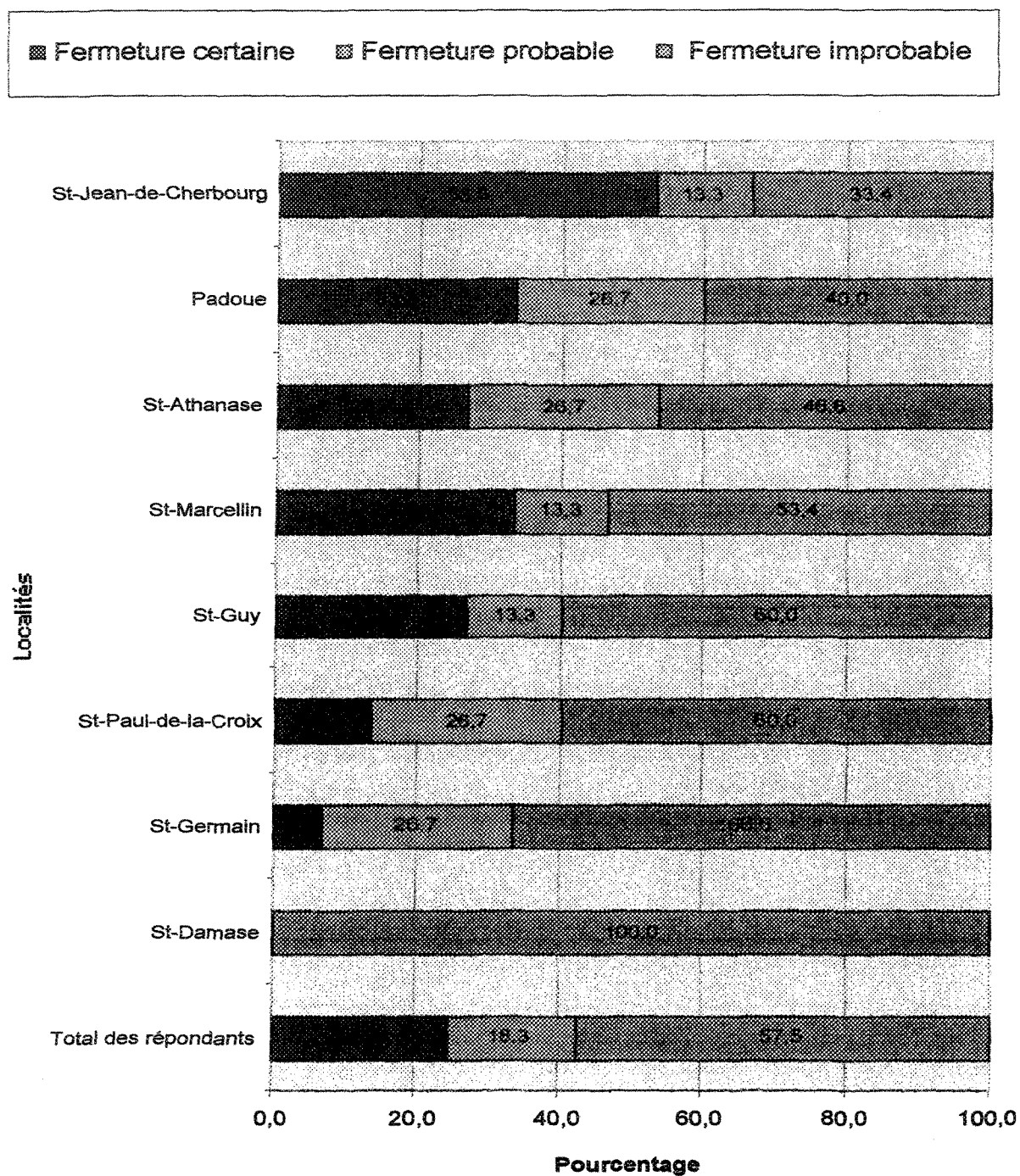
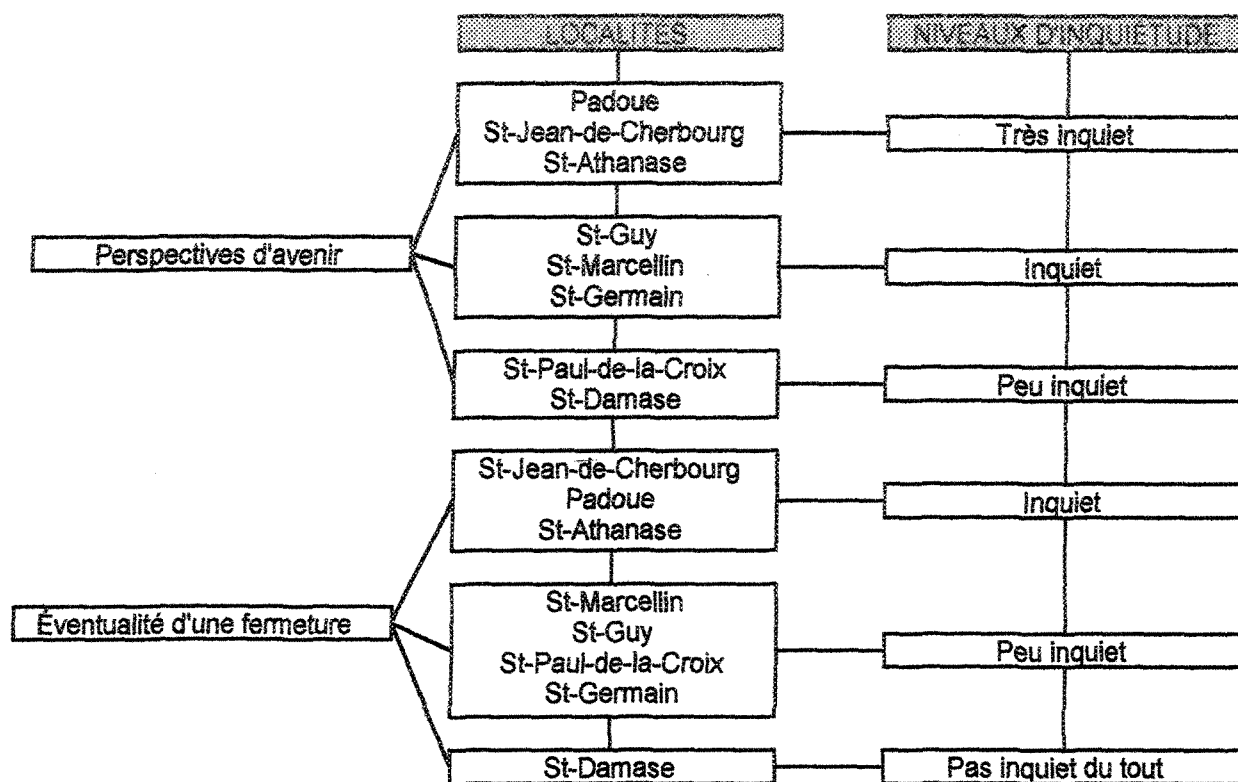


Figure 4.5

Typologie concernant le niveau d'inquiétude des répondants quant aux perspectives d'avenir de leur localité et l'éventualité d'une fermeture



Par ailleurs, une proportion élevée de répondants (70%) croient que leur qualité de vie se maintiendra au cours des 10 prochaines années, 18,2% pensent qu'elle s'améliorera alors que 9,2% estiment qu'elle se détériorera. Enfin, 2,6% des personnes interrogées se sont abstenues de répondre à cette question. À St-Germain, 60% des répondants anticipent une dégradation de leur qualité de vie si le projet d'implantation d'une porcherie devait voir le jour<sup>97</sup>. Les localités de St-Marcellin, de St-Athanase et de St-Jean-de-Cherbourg comportent chacune trois personnes qui envisagent une détérioration

<sup>97</sup> Nous avons effectué nos enquêtes téléphoniques dans cette localité avant que la Cour supérieure autorise la réalisation du projet.

de leur qualité de vie d'ici les 10 prochaines années. Les raisons qu'elles évoquent concernent la peur de perdre leur emploi et la crainte d'une emprise totale du patrimoine forestier par les industriels<sup>98</sup>.

Face à de telles inquiétudes, il n'est donc pas étonnant que la majorité des répondants réclament, de toute urgence, une intervention de l'État. À la question: «Est-ce qu'il y a une action ou une intervention particulière qui pourrait améliorer le niveau de vie de votre localité?», plus des trois quarts des personnes interrogées répondent par l'affirmative. Selon elles, leur localité doit faire l'objet d'un soutien particulier afin d'en assurer la survie. Pour un autre groupe de 11 répondants, l'État devrait plutôt répartir plus équitablement son aide entre la ville et la campagne. Six personnes déclarent que le gouvernement devrait orienter ses efforts là où les problèmes sont les plus criants. On suggère notamment que les subventions aux municipalités soient attribuées en fonction du niveau de revenu moyen des familles tel qu'établi par Statistique Canada. Quatre autres suggèrent que l'État investisse davantage dans les petites villes, parce qu'elles constituent les principales pourvoyeuses d'emplois pour les localités rurales fragiles. Trois individus privilégient plutôt le développement des banlieues. Enfin, un autre propose que le gouvernement du Canada s'occupe exclusivement des problèmes urbains alors que le développement rural devrait davantage être l'apanage des gouvernements provinciaux.

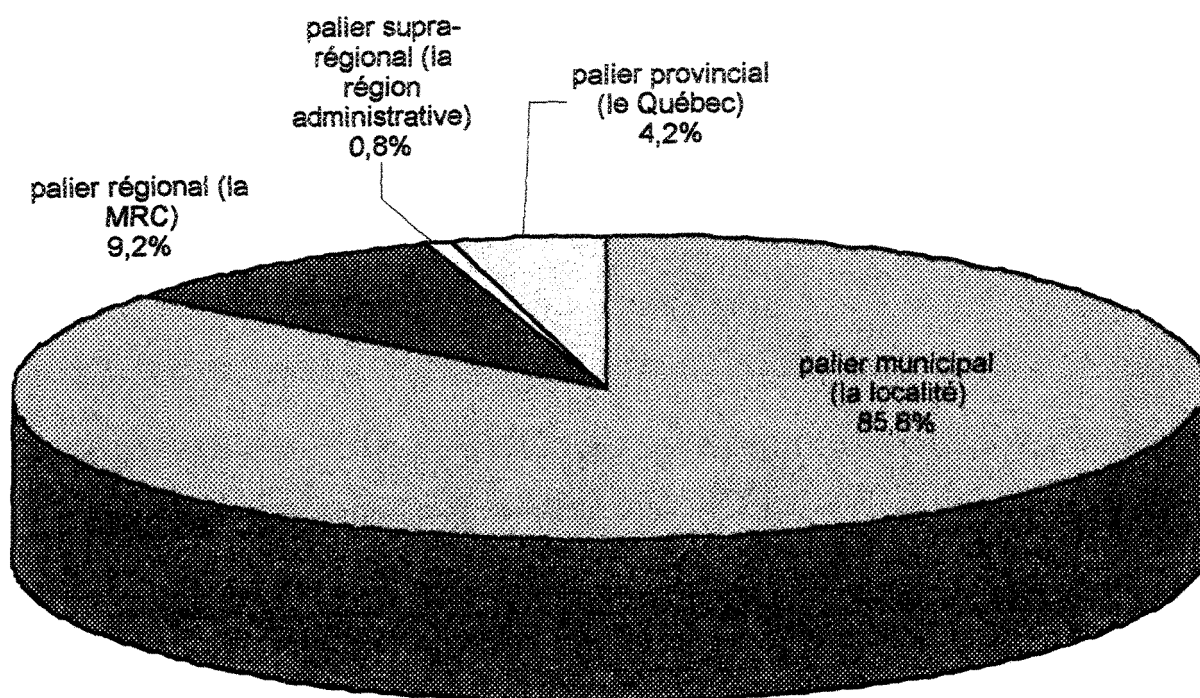
---

<sup>98</sup> Ce n'est pas la première fois que les résidents de St-Marcellin manifestent une telle crainte. On se souviendra, à titre d'exemple, qu'ils avaient tenu, en février 1998, un vaste rassemblement de solidarité. Cette mobilisation de la population locale avait pour mandat de forcer les autorités supérieures à élaborer une stratégie régionale de développement basée sur l'exploitation de la ressource forestière.

Quand ils sont interrogés sur le rôle éventuel des principaux acteurs impliqués dans l'aménagement et le développement régional, les répondants se situent le plus souvent au niveau de leur localité. En effet, ceux-ci considèrent, dans une proportion de 43,3%, que les élus municipaux sont les intervenants les plus influents et les meilleurs défenseurs de leurs intérêts, bien avant les responsables d'associations locales (19,2%) qui arrivent au second rang (graphique 4.25). Les spécialistes du développement (12,5%) et les chefs d'entreprise (12,5%) occupent ex æquo le troisième rang alors que le dernier est détenu par les fonctionnaires de l'État (1,7%). À noter que 1,7% des répondants ne fait confiance à personne alors que 9,1% se sont abstenus de répondre. Ce sont les personnes interrogées à St-Athanase (66,6%) qui manifestent le niveau de confiance le plus élevé vis-à-vis les élus locaux. Elles sont suivies, ex æquo, par celles de St-Marcellin (60,0%) et de St-Jean-de-Cherbourg (60,0%). À St-Guy, plus de la moitié des répondants font davantage confiance à leurs élus municipaux alors qu'ils représentent le tiers des personnes interrogées à St-Damase et à Padoue. Enfin, seulement 20% des répondants de St-Germain font d'abord confiance à leurs élus en matière de développement local. Tout porte à croire qu'ils ont été très déçus de l'attitude de ces derniers dans le dossier de la porcherie. Ils se tournent davantage vers les responsables d'associations locales (33,3%) et les chefs d'entreprise (26,7%) pour relancer leur milieu. Cet avis est également partagé par les personnes consultées à St-Damase qui semblent manifester une confiance relativement élevée envers ces deux catégories d'intervenants (33,3% dans le cas des premiers et 20% dans celui des seconds). Finalement, à St-Paul-de-la-Croix et à Padoue, la confiance des répondants gravite principalement autour des spécialistes du développement (33,3%). Ailleurs, les réponses évoquées sont peu significatives.

**Graphique 4.25**

**Niveau décisionnel qui devrait avoir préséance en matière de développement local dans les localités d'enquête**



La confiance inébranlable manifestée par les répondants à l'égard des acteurs locaux se reflète également sur le niveau décisionnel qui devrait avoir préséance en matière de développement local. Ainsi, pour la très grande majorité des personnes interrogées (85,3%), la responsabilité du développement devrait être confiée, en tout premier lieu, au palier municipal comme le démontre le graphe 4.25. À St-Germain, c'est la totalité des répondants qui partage cette opinion alors qu'ils sont 93,3% à penser la même chose à St-Paul-de-la-Croix, à St-Guy et à St-Damase. Ce même palier de gouvernement a également la faveur d'une forte majorité de répondants à St-Jean-de-Cherbourg (86,7%), suivis de ceux de St-Athanase (80%), de St-Marcellin (80%) et, dans une moindre mesure, par ceux de Padoue (60%). Dans cette dernière localité, le tiers des personnes interviewées réclament que les décisions en matière de développement local

soient prises par la MRC. Cette proportion atteint 13,3% dans le cas de St-Paul-de-la-Croix.

Finalement, nous avons demandé à nos répondants s'ils croyaient que leur localité possédait toutes les ressources nécessaires pour assurer son développement<sup>99</sup>. Comme il s'agissait d'une question ouverte, les personnes interrogées ont été invitées, d'une part, à identifier la nature de cette ressource et, d'autre part, à préciser comment cette dernière pourrait contribuer à la relance de leur milieu. Il en ressort que 63 répondants, soit un peu plus de la moitié de notre échantillon, considèrent que leur municipalité a tout ce qu'il faut pour assurer son propre développement, 38,3% pensent le contraire alors que 9,2% l'ignorent. Curieusement, c'est à St-Jean-de-Cherbourg (73,3%), à St-Guy (63,3%) et à Padoue (63,3%), trois localités à problèmes socio-économiques très sérieux, que l'on retrouve le plus de réponses positives. Ces localités sont suivies ex æquo par celles de St-Germain (53,3%) et de St-Damase (53,3%). Enfin, St-Paul-de-la-Croix (40%), St-Athanase (33,3%) et St-Marcellin (33,3%) font partie du peloton de queue.

Quant à la nature de ces ressources, 58 répondants (sur 63) font implicitement référence au potentiel biophysique, quatre (dont trois de St-Germain et un de Padoue) aux ressources humaines et un (de St-Damase) au dynamisme du conseil municipal (figure 4.6). Parce que la forêt constitue l'une des principales richesses de nos huit localités d'enquête, cette ressource est, selon nos répondants, la plus susceptible de contribuer au développement local. C'est du moins ce que nous ont signalé 41 personnes. De ce

<sup>99</sup> Ici, le vocable «ressource» est entendu au sens large. Il peut s'agir autant des ressources physiques, matérielles, humaines, patrimoniales que celles liées à l'environnement ou encore à la qualité du cadre de vie.



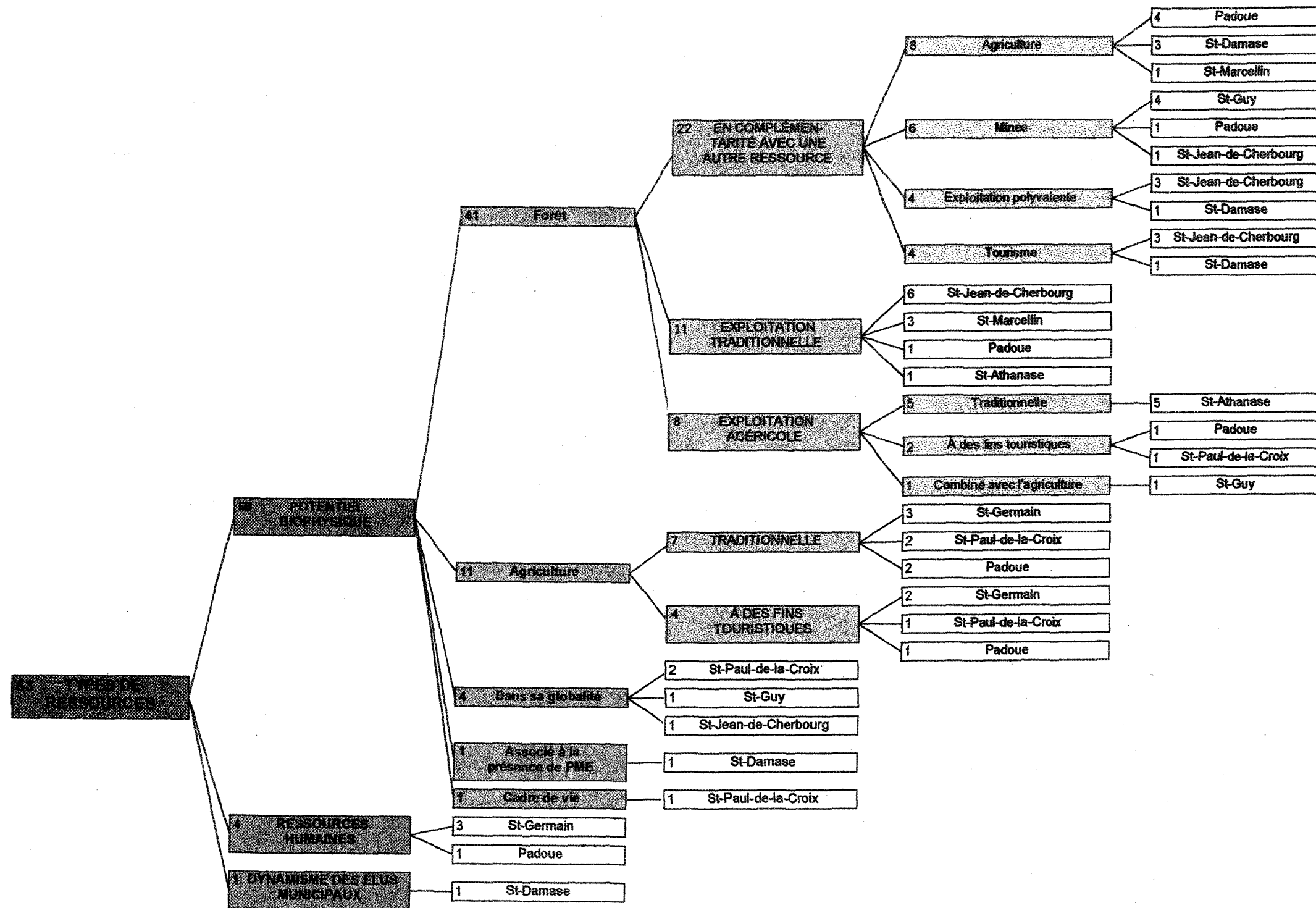
nombre, 22 soit plus de la moitié, croient qu'il serait plus avantageux d'exploiter la matière ligneuse en concomitance avec une autre ressource<sup>100</sup> et, en particulier, avec l'agriculture. Cette traditionnelle association (agriculture/forêt) a notamment été suggérée par quatre répondants de Padoue, trois de St-Damase et un de St-Marcellin. D'autres proposent de jumeler l'exploitation forestière avec celle des mines. C'est notamment le cas de quatre personnes interrogées à St-Guy, une à Padoue et une autre à St-Jean-de-Cherbourg. À St-Guy, les répondants espèrent que les découvertes récentes de cuivre et de serpentinite permettront d'atténuer les effets néfastes de la crise forestière qui s'est fait particulièrement ressentir au sein de cette localité. À Padoue, une personne croit que l'exploitation de la forêt pourrait très bien se combiner éventuellement avec celle du cuivre. Un répondant de St-Jean-de-Cherbourg est convaincu (à tort) que le sous-sol de sa municipalité renferme des gisements de pétrole dont l'exploitation, jumelée avec celle de la forêt, permettrait à cette petite localité de la sortir de sa période de torpeur. Quatre autres personnes, dont trois de St-Jean-de-Cherbourg et une de St-Damase, favorisent plutôt une exploitation polyvalente de la forêt (chasse, faune, récréo-tourisme, etc.). À St-Damase, une personne suggère que les contrats de coupe soient gérés et administrés par un comité local composé de gens compétents qui connaissent le milieu et les besoins de la population. Dans le même ordre d'idées, quatre personnes misent plus spécifiquement sur la combinaison tourisme/forêt. Une autre façon de maximiser les retombées économiques de la forêt consisterait à développer davantage le secteur acéricole. C'est du moins ce que préconisent huit répondants qui résident à St-Athanase (cinq), à Padoue (un), à St-Paul-de-la-Croix (un) et à St-Guy (un). Dans cette dernière localité, une

---

<sup>100</sup> Certains répondants nous ont précisé que l'exploitation de deux ressources était nécessaire pour assurer la survie de leur milieu. Il y a lieu aussi de voir ces petites entités territoriales comme des espaces en mutation où une agriculture peu rentable et en régression est relayée par d'autres activités plus lucratives.

Figure 4.6

Type de ressources qui, selon les répondants, sont susceptibles de contribuer au développement socio-économique des localités d'enquête



personne suggère d'exploiter simultanément l'acériculture et l'agriculture. À Padoue et à St-Paul-de-la-Croix, on évoque plutôt la possibilité d'y joindre un volet touristique (repas à la cabane à sucre, visites guidées, dégustations, participation aux diverses activités de l'érablière, etc.). Enfin, cinq répondants de St-Athanase misent à l'inverse sur une exploitation plus traditionnelle de cette filière (sirop, tire, beurre et sucre d'érable).

En ce qui concerne les autres types de ressources, les réponses sont on ne peut plus variées. L'agriculture, qu'elle soit exploitée de manière traditionnelle (sept répondants) ou à des fins touristiques (quatre répondants) arrive au second rang. L'agrotourisme présente un avenir particulièrement prometteur pour une personne interrogée à St-Paul-de-la-Croix et une autre à Padoue. Pour leur part, trois répondants de St-Germain, deux de St-Paul-de-la-Croix et deux autres de Padoue optent pour une exploitation agricole conventionnelle du potentiel agricole local. La mise en valeur du potentiel biophysique, dans sa globalité, constitue pour quatre répondants (dont deux de St-Paul-de-la-Croix, un de St-Guy et un autre de St-Jean-de-Cherbourg) la voie à emprunter pour enclencher une dynamique de développement local. Un répondant de St-Damase propose d'exploiter davantage ce potentiel tout en favorisant l'expansion de PME. Enfin, une personne de St-Paul-de-la-Croix compte exclusivement sur la qualité du cadre de vie et la beauté des paysages pour revitaliser sa communauté.

Quant aux 46 individus qui estiment que leur localité ne dispose pas des ressources nécessaires pour assurer son propre développement, les motifs qu'ils évoquent sont essentiellement de cinq ordres. En tête de liste figure le manque de ressources financières. Cette carence a été identifiée par 22 personnes qui se distribuent

de la manière suivante: six à St-Marcellin, trois à St-Athanase, à St-Guy, à Padoue et à St-Damase, deux à St-Marcellin, une à St-Paul-de-la-Croix et une autre à St-Jean-de-Cherbourg. Six répondants, dont deux de St-Athanase et deux de St-Paul-de-la-Croix, un de St-Guy et un autre de Padoue, soulignent, en second lieu, l'insuffisance de services. Une personne de St-Athanase et une autre de St-Damase déplorent le manque de PME. La faiblesse du leadership constitue une contrainte au développement de St-Marcellin (un répondant), de St-Athanase (un répondant) et de St-Guy (un répondant). Vient ensuite, l'absence de ressources humaines. Cette lacune a été mentionnée par six individus, soit deux à St-Jean-de-Cherbourg, deux à St-Marcellin et deux à St-Athanase. Enfin, les éléments suivants ont été identifiés chacun par un répondant: l'absence d'un parc industriel (St-Damase), d'un agent de développement (St-Athanase), d'un bon potentiel biophysique (St-Jean-de-Cherbourg), le manque d'espace (St-Paul-de-la-Croix), le manque de jeunes (St-Guy) et l'insuffisance du réseau électrique (St-Paul-de-la-Croix).

À partir des statistiques officielles que nous avons présentées dans le cadre de la première partie de ce chapitre, des entrevues réalisées avec les différents intervenants locaux que nous avons rencontrés et des représentations exprimées par les répondants de nos enquêtes, il est possible de regrouper les localités à l'étude en quatre catégories identifiées au tableau 4.22.

Tableau 4.22

Esquisse typologique synthèse des localités d'enquête

localités fragiles	localités très fragiles	localités marginales	localités très marginales
St-Damase St-Paul-de-la-Croix	St-Germain St-Athanase	Padoue St-Marcellin	St-Guy St-Jean-de-Cherbourg

Chacune de celles-ci commande des mesures particulières adaptées à leur situation et à leur contexte. Bien que nous n'ayons pas de solutions à tous leurs problèmes, un certain nombre d'interventions pourraient contribuer à améliorer leur état<sup>101</sup>. Par exemple, St-Damase et St-Paul-de-la-Croix nécessitent un soutien de nature ponctuelle. Ainsi, l'objet de ces mesures reposent sur la nécessaire intégration de leur économie à un environnement plus vaste et dynamique. Bien que leur démographie soit stagnante, ces deux localités comportent une infrastructure de services relativement bien diversifiée compte tenu de leur petite taille. Elles profitent de la proximité de centres de services qui contribuent à leur procurer des emplois de bonne qualité et, par conséquent, un niveau de revenu acceptable. Elles renferment plusieurs organismes communautaires qui contribuent à maintenir une qualité de vie très satisfaisante. Elles comportent des individus qui ont à cœur le développement et l'aménagement de leur milieu. Le rôle de leader qu'ils exercent constitue certes une condition nécessaire – les latinistes diraient une condition sine qua non – au développement.

<sup>101</sup> Ces interventions feront l'objet du prochain chapitre. Des difficultés majeures, dues à la diversité des variables, se posent lorsque nous quittons les orientations générales pour passer à des solutions concrètes concernant des localités particulières. Quelles mesures faut-il préconiser et appliquer à tel ou tel milieu? En fonction de quels critères faut-il les établir? La complexité des problèmes et la très grande variété de situations nous force à admettre, finalement, qu'il n'y a pas de solutions faciles et encore moins de recettes miracles et que l'avenir de nombreuses municipalités reste problématique. C'est dans cet esprit de circonspection et de prudence que s'inscrira le cinquième et dernier chapitre de notre thèse.

D'autres municipalités, telles que St-Guy ou St-Jean-de-Cherbourg, exigent des actions soutenues et constantes, étalées sur une plus longue période. Ces milieux se distinguent par la diminution constante de leurs effectifs démographiques, le sous-emploi, l'insuffisance de services, de faibles niveaux de revenus et un esprit défaitiste qui ne favorisent guère leur développement. Tous ces facteurs contribuent à les placer dans une situation de pauvreté culturelle. La forêt, qui constitue la principale assise de leur économie, est maintenant épuisée en raison d'une surexploitation faite par les grandes compagnies durant toute la première partie du XX<sup>e</sup> siècle. Leurs perspectives d'avenir sont devenues très inquiétantes. Pour ces raisons, ces milieux devraient être considérés comme des zones prioritaires d'intervention. Sans quoi, ces espaces ne pourront pas assumer leur rôle de partenaire du développement socio-économique, ce dernier ne pouvant pas résulter du seul jeu des forces du marché.

Enfin, entre ces deux catégories extrêmes, on retrouve des localités très fragiles et marginales. Ces dernières présentent un état de santé socio-économique précaire, voire critique. À ce titre, elles devraient bénéficier de mesures spécifiques suffisamment fortes pour compenser les inconvénients liés à leur très grande vulnérabilité. Quant aux localités très fragiles, elles souffrent elles aussi de malaises socio-économiques très sérieux en raison notamment des particularités reliées à leur structure de peuplement et à la nature de leur économie. Des mesures adaptées à leur situation particulière contribueraient sans doute à ralentir le rythme de décroissance. Elles seraient ainsi susceptibles de devenir des milieux de vie agréables où il fait bon vivre. Cela nécessite cependant une ferme volonté politique à lutter contre les disparités. Cette volonté doit notamment se traduire par la mise en place de nouveaux moyens (autres que les grands programmes universels

gouvernementaux de redistribution) axés notamment sur la correction des problèmes structurels de ces petits milieux (voir chapitre suivant). Elle doit aussi se matérialiser par une concertation de tous les organismes et les comités ayant des incidences sur le développement rural. Une telle concertation nous apparaît primordiale, particulièrement à l'échelle de nos petites municipalités. Plusieurs de celles-ci font l'objet de conflits interpersonnels qui ont pour effet de bloquer leur développement. À St-Germain, par exemple, une méfiance enracinée et malsaine empêche certainement des partenariats qui pourraient être efficaces et bénéfiques pour l'avenir de cette localité. Tout ce que nous pouvons espérer, c'est établir des mécanismes de résolution efficaces de ces conflits où les intérêts de tous pourront s'exprimer et être considérés afin que les arbitrages se fassent dans l'intérêt collectif.

Ce chapitre nous a permis d'évaluer la perception des répondants et des différents intervenants locaux concernant divers aspects de la vie dans huit petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent. Tout en ayant le même statut de localité rurale, tout en faisant partie de la même région administrative, tout en ayant pratiquement la même population, les huit entités considérées dans notre étude diffèrent sensiblement l'une de l'autre sous bien des plans. Elles offrent à leurs résidents des conditions de vie qui présentent des disparités plus ou moins grandes. Ces disparités résultent aussi bien de facteurs endogènes (dynamisme local, potentiel biophysique, implication sociale des individus, composition de l'infrastructure de services, etc.) qu'exogènes (nature de l'économie, structure du peuplement, lois de l'économie, politiques gouvernementales, etc.). Bien que très distinctes l'une de l'autre, nos enquêtes téléphoniques ont permis de mettre en évidence l'importance de la perception dans l'explication d'attitudes et de comportements

de divers groupes d'individus. De plus, elles ont démontré que la perception d'une même situation ou d'un même fait trouve des variantes locales considérables. Ces variantes se sont notamment reflétées par les diverses représentations exprimées par les différentes personnes que nous avons interrogées (acteurs locaux, résidants, jeunes, personnes âgées, à la retraite, etc.). En outre, elles illustrent, une fois de plus, la très grande hétérogénéité du monde rural. Ainsi, la fragilité socio-économique vécue à St-Germain, à St-Damase, à Padoue, à St-Guy, à St-Marcellin, à St-Athanase, à St-Paul-de-la-Croix et à St-Jean-de-Cherbourg peut prendre des significations particulières chez les gens concernés lesquelles peuvent apparaître de façon différente chez le planificateur vivant à l'extérieur du milieu. Conscients des difficultés socio-économiques qui assaillent leur municipalité, les répondants apprécient unanimement la qualité de vie qu'ils retrouvent dans leur milieu. Cette qualité de vie, faite tout autant des relations avec le milieu physique et les individus, que du niveau de revenu, et de l'emploi, compte parmi les principaux facteurs d'attachement à un endroit particulier. Même si nos enquêtes n'ont fait qu'effleurer le problème de la fragilité rurale dans ces huit localités du Bas-Saint-Laurent, elles suffisent à illustrer que cette question mérite une attention particulière dans l'élaboration d'une politique de développement rural. Pour qu'elle soit efficace, une telle politique doit, sans conteste, tenir compte de la perception de la fragilité et de ses conséquences. Dans le prochain chapitre, nous tenterons de poser les jalons de cette politique.



*«Lorsqu'un problème nous résiste malgré d'énormes efforts de recherche, nous devons mettre en doute ses données premières. L'imagination est alors plus importante que le savoir» (Albert Einstein).*

## **CHAPITRE 5**

# **Les perspectives de développement des petites localités rurales**

### **Quelques propositions pour l'élaboration d'une politique structurelle de développement et l'avènement d'un modèle plus solidaire**

L'analyse de la problématique de la fragilité des petites localités rurales du Québec et du Bas-Saint-Laurent nous conduit maintenant à l'identification des perspectives de développement pour ces milieux.

D'entrée de jeu, il importe de préciser que les pistes que nous proposerons ne permettront pas de redresser la situation socio-économique de toutes les petites localités et ce, pour deux raisons majeures. Premièrement, la diversité des situations géographiques, sociales, économiques et identitaires conduit vers des manières de réaliser le développement qui sont plurielles. Cette diversité confirme qu'il n'y a pas de recette miracle aux problèmes des milieux fragiles. En outre, ces derniers sont soumis à des forces exogènes et à divers facteurs structurels qui nécessitent des modifications majeures au niveau de la structure du peuplement et de l'économie en général. Compte tenu de la multiplicité des malaises qui affectent plus particulièrement les petites localités

des régions périphériques, toutes perspectives de développement s'avèrent extrêmement difficiles. Il faudra donc bien plus que miser sur le potentiel humain<sup>1</sup>. Il s'avérera primordial de concevoir d'autres formes d'interventions pour créer des emplois et développer les services nécessaires à l'arrêt de l'hémorragie démographique des milieux fragiles. Seule une politique de développement rural orientée vers la correction des problèmes structurels de ces milieux peut y contribuer. Par ailleurs, force est de constater que certains de ceux-ci pourront être réorientés par une action au niveau local notamment par une meilleure gestion en ce qui concerne l'exploitation de leurs ressources physiques et humaines.

Ce cinquième et dernier chapitre comporte trois parties.

La première porte sur la valorisation des ressources locales notamment dans le secteur agricole. Cette mise en valeur peut se faire principalement de deux façons. Il s'agit d'une part de valoriser les potentiels sous-exploités et, d'autre part, d'identifier de nouvelles formes de productions agricoles. Ces deux pistes de développement, tout comme pour toutes les autres que nous proposerons d'ailleurs, seront traitées avec beaucoup de nuances car il faut bien admettre que plusieurs petits milieux disposent d'un potentiel agroclimatique plutôt faible ce qui limite considérablement leurs perspectives de développement en ce domaine.

---

<sup>1</sup> D'après une étude récente publiée par l'Institut national de la recherche sur la société et recensée dans le numéro 8 de la revue municipale *Quorum*. La source intégrale de cet article est la suivante: Sans auteur. «L'avenir des régions périphériques: miser sur le potentiel humain selon une étude de l'INRS», dans *Quorum*, vol. 27, no 8 (décembre 2002-janvier 2003), p. 21.

Dans la première partie de ce chapitre, il sera également question de la diversification de l'agriculture et des problèmes inhérents à cette diversification, du concept de multifonctionnalité, de la contribution de l'agriculture périphérique dans la relance de ces milieux fragiles<sup>2</sup> et des potentialités de développement dans les autres secteurs d'activité. L'étude d'activités productives à l'état de sous-exploitation et à haute valeur ajoutée dans les domaines de la forêt, des mines, de l'environnement et du tourisme nous permettra de constater les multiples possibilités qu'offre le secteur des ressources et d'identifier des potentiels latents.

Dans la seconde section, nous nous proposons de poser les principaux jalons pour l'élaboration d'une politique de développement orientée vers la correction des problèmes structurels qui affectent spécifiquement les petites localités rurales du Québec. Nous identifierons les différents acteurs impliqués dans cette politique ainsi que les moyens qui devront être mis en œuvre pour la concrétiser.

Enfin, dans la troisième partie de ce chapitre, nous changerons d'échelle pour nous situer davantage dans une perspective mondiale. Nous préconiserons davantage une approche de type idéologique. Nous explorerons certaines modalités afin de favoriser le «réencastrement» de la sphère économique dans la sphère sociale. Cette exploration vise à éveiller une nouvelle conscience sociale afin de renforcer les rapports entre l'économique, le politique et l'éthique. Un tel renforcement ne constitue-t-il pas la prémisse

---

<sup>2</sup> En Europe, il existe des formes d'initiatives qui redonnent vie à un territoire, la Lozère en est un exemple patent. En outre, le plus fort taux d'installation de jeunes agriculteurs en France se situe non pas en Bretagne, où l'agriculture est la plus dynamique, mais dans l'Aveyron et le Cantal, qui n'ont pas la réputation d'être des départements particulièrement faciles.

d'un modèle de développement plus humain et plus solidaire? L'examen de ce modèle s'effectuera en trois étapes. Dans un premier temps, nous verrons comment l'éthique devient une voie incontournable dans l'élaboration d'un modèle de développement plus solidaire. Par la suite, nous préciserons les principales conditions nécessaires à l'élaboration de ce modèle. Cette section doit être comprise comme une invitation incitative à une nouvelle démarche et non comme l'aboutissement de ce modèle. Nous identifierons, dans une troisième étape, quelques signes avant-coureurs de l'avènement de cette fameuse «troisième voie» qui fait l'objet de nombreux débats en sociologie contemporaine. En guise de conclusion à ce chapitre, nous énoncerons les principaux éléments qui pourraient servir à sa mise en œuvre. Cette approche plus idéologique pourrait-elle conduire à une nouvelle forme de développement pour les petites localités rurales?

## **5.1 Mise en valeur des ressources locales dans le secteur agricole**

Nous devons préconiser le développement des petites localités en fonction des particularismes et des caractéristiques propres à ce segment de l'espace rural. De fait, l'avenir de ces milieux passe par l'affirmation vigoureuse de leur utilité socio-économique et aussi par le respect de leur spécificité. La prise en compte de leurs multiples richesses est un atout réel dans la grande bataille économique de ce début de millénaire. Il ne faut pas perdre de vue que le secteur primaire représente 20,3% de la structure occupationnelle des petites localités rurales du Québec ce qui est loin d'être négligeable. Or, dans la plupart des cas, les ressources naturelles sont encore loin d'avoir déployé tout

leur potentiel de développement. À plusieurs endroits, l'agriculture constitue un secteur clé de l'économie et de l'emploi au sein de ces petits milieux. Non seulement le secteur agricole peut soutenir le développement de certains milieux fragiles mais il peut également provoquer le développement des autres secteurs économiques (notamment le tourisme). On ne saurait affirmer que l'agriculture est la voie salubre applicable à l'ensemble de ce segment de l'espace rural. La faiblesse du potentiel biophysique constitue, dans certains cas, un obstacle majeur à la diversification de l'agriculture. Par ailleurs, la valorisation des productions locales et la recherche de nouvelles niches («slow food») constituent deux excellents moyens pour concurrencer les productions de masse<sup>3</sup>. La question qui se pose ici consiste à savoir si ces petits milieux fragiles doivent maintenir une spécialisation distinctive ou s'ils doivent plutôt s'orienter vers une diversification de l'activité agricole. À ce sujet, force est de constater que l'opinion des différents chercheurs diverge.

Pour certains économistes, les petites localités feront toujours partie du groupe des «perdants» en raison de la baisse tendancielle du prix des matières premières. D'autres, par ailleurs, observent que la dotation en matières premières pourrait éventuellement constituer une chance pour bon nombre de petites localités en raison de l'épuisement de certaines ressources (la forêt, l'eau, le poisson, etc.). Quelques-uns soutiennent que le développement rural devrait se baser sur les «ressources immobiles» d'un territoire mais en élargissant la notion aux ressources immatérielles comme les savoir-faire locaux, les

---

<sup>3</sup> Le concept de «slow food» repose, en effet, sur des traditions culinaires locales difficiles à adapter aux impératifs de la production de masse. Il tire son origine dans les «Osterie» italiennes, où l'on déguste les spécialités régionales. De l'Italie, le mouvement «slow food» s'est répandu dans le monde selon un processus semblable à celui du «fast food» en Europe, en Amérique du Nord et en Asie du Sud-Est. Au total, 42 pays ont adhéré au mouvement «slow food» dont les trois axes majeurs sont la défense du capital gastronomique, des méthodes traditionnelles de production et de la biodiversité. En ce sens, une réflexion originale progresse en Corse. Elle consiste non seulement à cibler une denrée unique mais aussi à étendre toute une gamme de produits par le biais d'une politique concertée de valorisation.

ressources paysagères, le renforcement du capital social, etc. D'autres enfin, mettent davantage l'accent sur le développement de créneaux porteurs (ou d'aménités) comme moyen de relancer l'économie des milieux fragiles. L'adaptation de l'agriculture aux signaux de marchés distinctifs améliorerait ainsi l'intégration de certains exploitants agricoles dans le tissu socio-économique rural. Personnellement, nous croyons que le Québec des petites localités offre la place pour deux économies agricoles, l'une orientée vers les grandes productions standard et une autre tournée vers des produits de qualité.

Certes, l'agriculture de marché ne peut se pratiquer que dans un nombre relativement restreint de petites localités rurales du Québec. Plusieurs présentent de nombreux handicaps<sup>4</sup> pour assurer une production agricole compétitive dans une économie de type productiviste. Bien qu'il faille également tenir compte de leur potentiel, c'est plutôt du côté d'une production spécialisée qui valorise les aménités locales et pouvant engendrer des labels territoriaux que ces milieux offrent des opportunités de développement. La combinaison de différents éléments (soutiens publics spécifiques, politique de qualité des produits, valorisation de l'espace et des ressources locales, émergence de nouvelles filières économiques, diversification des activités dans une dynamique de développement local, demande accrue pour des produits originaux et

---

<sup>4</sup> Ces handicaps, rappelons-le, sont notamment liés à la faiblesse du potentiel, à la localisation géographique et aux modes de mise en valeur.

locaux, etc.)<sup>5</sup> peut contribuer à améliorer la situation de certaines localités. En effet, en développant sur un même territoire plusieurs de ces éléments, il est possible de créer des «rentes de qualité territoriale» qui assureront une valorisation globale des potentialités économiques et humaines de ces petits milieux. Ces derniers ne sont pas nécessairement acculés à l'impasse de l'agriculture productiviste basée sur des produits standardisés et une production de type industriel. Ils peuvent «exploiter autrement» la ressource agricole. La nouvelle demande suscitée par l'augmentation des revenus des consommateurs, et confirmée d'ailleurs par de nombreuses recherches<sup>6</sup>, fait largement appel aux productions en petites séries de biens et services différenciés sur le marché. Dans ce contexte, l'avantage comparatif d'une localité n'est plus exclusivement relié à la présence d'un vaste bassin de ressources naturelles. Il s'appuie aussi sur la dotation d'une ressource spécifique et originale à valoriser de manière distinctive et inventive.

Quatre moyens seront examinés dans le but de stimuler cette valorisation. Il s'agit de la diversification de la ressource agricole, la reconnaissance du concept de multifonctionnalité, la contribution de certaines activités para-agricoles (notamment celles liées aux produits du terroir et à l'agrotourisme) et les potentialités de développement dans certains secteurs précis de l'activité économique et sociale<sup>7</sup>. Enfin, certaines

<sup>5</sup> À l'exception du premier point, nous aborderons successivement chacun de ces éléments dans le cadre de la présente section de ce chapitre. Par ailleurs, des exemples d'adaptation et de modulation concernant les différents programmes d'aide aux agriculteurs en milieu rural fragile seront énoncés à la section 5.2.1.1.2.

<sup>6</sup> Il s'agit notamment des deux études suivantes:

-KIMPTON, Hugues. *Tendances lourdes influant sur l'agroalimentaire. Document de réflexion*. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Direction générale des politiques agroalimentaires, Groupe de recherche interdisciplinaire et de perspectives, Direction de la recherche économique et scientifique, septembre 2001, 46 p. (document à diffusion restreinte).

-ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *La réforme de la politique agricole et l'économie rurale dans les pays de l'OCDE*. Paris, Éditions de l'OCDE, 1998, 338 p.

<sup>7</sup> À ces quatre moyens, on pourrait facilement en ajouter un cinquième à savoir la relance de produits déjà existants soit en leur ajoutant une plus-value (valeur ajoutée) ou encore en procédant à une seconde ou à une troisième transformation. Nous aborderons sommairement ce point à la section 5.1.3.1.

considérations seront avancées quant à l'avenir de ces localités en insistant sur l'intérêt que présentent ces activités complémentaires pour le développement rural.

### **5.1.1 Diversification des ressources en agriculture et développement local**

Tandis que la majorité des agriculteurs des petites localités orientent leurs activités vers une agriculture de marché, d'autres misent davantage sur l'exploitation de ressources spécifiques. Moins nombreux que les premiers, ils optent pour des solutions alternatives à l'économie néolibérale. En valorisant les productions grâce à sa qualité, son lieu d'origine, sa symbolique, le savoir qu'elles mobilisent, la tradition qu'elles véhiculent, ces producteurs jouent la «carte territoriale». Ils pratiquent une agriculture de niche qui vise des créneaux spécifiques du marché.

La problématique particulière des petites localités incite à orienter les initiatives de développement vers cette seconde voie. Cette dernière, qui passe par la diversification des ressources agricoles, nous apparaît un enjeu essentiel pour la survie de nombreuses petites exploitations. Les formes que peuvent prendre cette diversification de l'agriculture en milieu rural fragile sont multiples. Elles peuvent s'opérer en introduisant sur la ferme de nouvelles productions végétales ou animales (comme l'élevage



caprin<sup>8</sup> à des fins laitières et fromagères, de cerfs rouges, d'oiseaux, de wapitis<sup>9</sup> et de petits gibiers appréciés pour leur viande et qui s'allient facilement avec le tourisme, (comme les activités de chasse en enclos), en passant d'une production de masse à une production de qualité pour laquelle une demande existe, en transformant et/ou en commercialisant directement auprès des consommateurs des denrées alimentaires. Elles peuvent aussi se traduire par l'exercice d'activités indépendantes de la production agricole comme celles liées au tourisme, aux loisirs ou au patrimoine. Une reconversion imaginative de la ferme vers des fonctions nouvelles et répondant à des besoins réels d'une clientèle spécifique pourrait constituer une solution à envisager pour certains producteurs sis en milieu rural fragile<sup>10</sup>.

<sup>8</sup> Pour diverses raisons, ce type d'élevage nous apparaît relativement intéressant pour certains petits agriculteurs sis en milieu rural fragile qui ne sont plus capables de se tailler une place dans un marché devenu trop compétitif. Premièrement, il est plus facile et rapide de créer un troupeau de haut niveau dans le secteur caprin qu'ailleurs. Ensuite, les prix accordés aux producteurs sont connus et généralement satisfaisants (10% d'augmentation, soit 91,32\$ l'hectolitre, plus la prime qui est maintenue à 7,03\$). À tout le moins, ces prix sont plus accessibles que ceux relatifs aux quotas de lait de vache. Enfin, la croissance rapide de la demande québécoise en produits caprins ouvre des perspectives d'avenir fort intéressantes. À titre d'exemple, le volume de lait produit est passé de 4,6 millions de litres en 2000 à huit millions en 2002. Par ailleurs, même si les produits caprins, en particulier les fromages qui constituent 85% de la production, trouvent place sur les marchés québécois et étrangers, la conjoncture demeure relativement fragile. La production caprine mondiale a augmenté ces dernières années entraînant des surplus dans plusieurs régions. Il en résulte une pression à la baisse des prix.

<sup>9</sup> À St-Charles-Garnier, l'élevage de wapitis est appelé à connaître une certaine expansion. D'abord, les terres du haut pays bas-laurentien se prêtent particulièrement bien à ce type d'élevage. Ensuite, un supplément alimentaire, fabriqué à partir des bois de velours de l'animal et commercialisé sous le nom «wapifon», est de plus en plus en demande auprès des pharmacies mont-joliennes et rimouskoises. La mise en marché du produit, à l'échelle provinciale, est présentement en voie d'élaboration. Enfin, des activités à caractère touristique et ludique peuvent également être jumelées à ce type d'élevage.

<sup>10</sup> Une importante enquête réalisée en 2001 auprès de 85 agriculteurs de la Catalogne, issus pour la plupart de milieux ruraux dévitalisés (haute montagne), a démontré les multiples avantages de la diversification. Ainsi, l'activité diversifiée représente en moyenne 44% du revenu total de l'exploitation. Les facteurs économiques tels que l'augmentation du revenu de l'agriculteur, l'expansion du négoce et l'augmentation du portefeuille de clients aussi bien que le développement de nouveaux marchés sont les avantages les plus soulignés de la diversification. Suivent par ordre d'importance les facteurs liés au travail et les avantages sociaux (maintien de l'exploitation, assurance de la relève, etc.). Pour une connaissance plus approfondie des résultats de cette étude, on pourra lire: VILADOMIU, Lourdes; ROSELL, Jordi et FRANCÉS, Gemma. «La diversification des exploitations agricoles et leur contribution au développement rural. Le cas de la Catalogne», dans *Sciences de la société*, no 52 (octobre 2002), pp. 147-165.

### 5.1.2 La multifonctionnalité de l'agriculture

L'agriculture ne pourra jouer un rôle essentiel dans la mise en valeur des localités fragiles que si nous la considérons sous un angle intégré et multifonctionnel. À ce titre, la politique rurale adoptée dans certains pays d'Europe<sup>11</sup> (notamment en France) et au Japon<sup>12</sup> basée sur la reconnaissance officielle de la multifonctionnalité de l'agriculture reste à promouvoir et à encourager au Québec par diverses mesures incitatives<sup>13</sup>.

Si les agriculteurs sont devenus minoritaires dans la composition de la structure occupationnelle en milieu rural, cela ne les empêche pas d'avoir une responsabilité à l'égard de la gestion de cet espace. De façon générale, l'agriculture a tendance à ne considérer que la fonction de production de biens alimentaires du monde rural, négligeant celles à caractère social, comme les loisirs, la préservation de la nature ou l'occupation du territoire. Or, au cours des siècles, les colons, les paysans et les défricheurs ont façonné les paysages, les terroirs et les sols. Ils ont été de véritables aménageurs de l'espace. Encore aujourd'hui, ils demeurent des agents essentiels de l'environnement, du patrimoine naturel et des milieux ruraux. Ils sont en mesure de les protéger, de les valoriser et de les ouvrir au plus grand nombre. Mais encore faut-il que ces multiples fonctions soient reconnues, y compris financièrement.

---

<sup>11</sup> En France, la multifonctionnalité de l'espace rural en général et de l'agriculture en particulier est devenue une composante majeure de la politique agricole commune (PAC).

<sup>12</sup> Le Japon s'est donné récemment une vigoureuse politique agricole fondée sur la symbiose entre milieux urbains et ruraux. Pour le gouvernement japonais, les campagnes constituent des espaces à protéger car elles assurent de nombreuses fonctions (sociale, alimentaire, ludique, etc.) utiles à l'ensemble de la société.

<sup>13</sup> Nous reviendrons plus loin sur les mesures à adopter en ce sens.

Les grands objectifs sociaux doivent avoir priorité sur les objectifs purement agricoles, telle est l'idée centrale de la multifonctionnalité<sup>14</sup>. Dans ce contexte, l'entreprise agricole ne se définit pas uniquement par sa seule fonction de production de matières premières alimentaires mais aussi par la commercialisation et la transformation des produits ainsi que par les dimensions sociales, territoriales, sociétales et environnementales qui en font des facteurs très importants pour le développement et le bien-être des petites collectivités rurales<sup>15</sup>. Comme le souligne PISANI (1994), «il est temps que les exploitations qui peuvent en effet être considérées comme marginales du point de vue de la production de denrées soient considérées comme significatives du point de vue des services et des équilibres généraux» (PISANI, 1994: 105). Quelles sont ces diverses fonctions de l'agriculture? Nous en distinguons essentiellement six à savoir:

- la fonction de production: Elle fournit au consommateur des produits sains et de qualité dont l'origine et les conditions de fabrication sont connues.
- la fonction territoriale: Elle favorise l'occupation du territoire dans une perspective de gestion et de préservation de l'espace, des paysages et des ressources.
- la fonction sociale: Elle contribue au maintien de la population agricole et de l'emploi en milieu rural.

---

<sup>14</sup> Parmi les nombreuses définitions de la multifonctionnalité, nous retenons celle proposée par Henry-Hervé BICHAT (1999), ingénieur général du génie rural des eaux et de la forêt, en France, qui la définit comme «une réponse aux nouveaux enjeux posés à la communauté humaine par la gestion optimale de notre jardin planétaire dans une économie mondiale de plus en plus ouverte» (BICHAT, 1999: 184).

<sup>15</sup> La répartition équilibrée de la population, l'entretien du paysage grâce aux cultures et une production défendable constituent les principaux objectifs visés par cette approche. Celle-ci se situe dans la logique même du fonctionnement économique des milieux fragiles, fondée sur la forme sociale de la production familiale, et qui est particulièrement adaptée à ce type d'activités. Elle peut également s'appuyer sur le tissu social existant, qui comporte encore, à bien des endroits, de nombreuses familles qui ont les possibilités humaines et matérielles d'investir dans de nouvelles activités.

- la fonction environnementale: Elle encourage la préservation et la sauvegarde de l'environnement dans une perspective de développement durable<sup>16</sup>.
- la fonction sociétale: Elle recherche l'équilibre via une meilleure répartition des richesses entre les milieux rural et urbain.
- la fonction symbolique: Bien qu'elle occupe une fraction marginale de la main-d'œuvre active et qu'elle soit même absente de plusieurs localités<sup>17</sup>, l'agriculture constitue toujours une activité étroitement liée au monde rural.

Dans un article qui devrait paraître incessamment<sup>18</sup>, Bruno JEAN met en évidence les multiples avantages à pratiquer, en milieu rural fragile, une agriculture de type multifonctionnel. Par exemple, un agriculteur produit de la viande ou du lait. Mais en même temps, il aménage une parcelle de territoire. Il façonne ainsi un paysage rural qui bénéficie à l'industrie touristique tout en contribuant au maintien d'un écosystème et des ressources naturelles. Dans ce cas, trois fonctions sont exécutées simultanément: (1) une fonction économique, de production et de création d'emplois; (2) une fonction environnementale<sup>19</sup> de protection et de valorisation d'un écosystème et (3) une fonction sociale et culturelle. Si, en plus, ce même agriculteur recevait des touristes dans le cadre

<sup>16</sup> En ce domaine, l'Europe a une nette longueur d'avance sur le Québec. Ainsi, la Commission européenne a approuvé dernièrement un vaste projet de réforme de la Politique agricole commune (PAC) qui prévoit un découplage entre production et subventions, le plafonnement des aides directes aux agriculteurs et le conditionnement de celles-ci au respect de critères environnementaux. Le Québec aurait intérêt à imiter l'exemple européen. Une telle politique, qui comporte également une importante dimension sociale, pourrait bénéficier à certains petits producteurs des milieux ruraux fragiles.

<sup>17</sup> Est-il nécessaire de rappeler que le recensement fédéral de 1996 faisait état d'une absence complète d'agriculteurs dans 281 municipalités rurales au Québec.

<sup>18</sup> Nous remercions l'auteur de nous avoir permis de prendre connaissance de cet article avant sa parution prochaine dans la revue *Organisations & Territoires* sous le titre provisoire: «Réussir le développement des communautés rurales: dix conditions gagnantes».

<sup>19</sup> Sur le plan environnemental, le concept de multifonctionnalité favorise le renouvellement de la ressource agricole. Un système combinant des subventions et des rémunérations (mais aussi des pénalités décourageant les pollutions) pourrait être mis en place en prenant en compte, comme pour tout bien public, les avantages et les coûts sociaux qui y sont rattachés.

d'une activité d'hébergement à la ferme, les économistes agricoles parleraient alors de «joint product» au sens où deux produits ayant une valeur sont générés par la même entreprise. Ces fonctions «secondaires» de l'agriculture sont nécessaires et il faut trouver les moyens de les insérer dans le cadre de politiques de développement rural, un exercice qui reste encore à élaborer. Cet exercice fait appel non seulement aux forces vives du milieu mais aussi aux diverses instances supérieures. Nous y reviendrons dans le cadre de la section 5.2.

Dans la prochaine section, nous verrons comment une agriculture dite parallèle pourrait, par le biais des produits d'appellation d'origine contrôlée et ceux du terroir, des activités d'accueil à la ferme, de la transformation et de la vente directe, etc., fournir une contribution économique à certaines petites localités rurales.

### **5.1.3 La contribution de l'agriculture périphérique dans la relance des petites localités à problèmes**

À partir de cette brève analyse, il devient indispensable d'imaginer de nouvelles activités pour relancer l'agriculture dans les petites localités rurales du Québec<sup>20</sup>. Ces activités peuvent contribuer au développement économique des localités fragiles dans la mesure où elles constituent des sources potentielles d'avantages comparatifs. L'une des

---

<sup>20</sup> On retrouvera, particulièrement dans la littérature française, le terme pluriactivité pour désigner une forme moderne d'adaptation et de diversification de l'exploitation agricole regroupant diverses activités (accueil des touristes, transformation à la ferme, agrotourisme, etc.) généralement pratiquées par la même personne ou la même famille. Très fréquente au Japon, la pluriactivité limite le dépeuplement des régions rurales et permet de stabiliser les effectifs de certaines communautés. En leur permettant de diversifier leurs sources de revenus, la pluriactivité peut accroître la diversification et limiter la dépendance vis-à-vis de l'évolution du secteur agricole. De la même manière, l'exploitation rend les petits agriculteurs moins vulnérables aux événements extérieurs.

voies de succès pour le déploiement d'une agriculture parallèle est de la rendre moins dépendante du monde extérieur en favorisant la conception de produits vendus sur les marchés locaux. Il s'agit, en fait, de développer ce que Bernard PECQUEUR appelle «l'effet territoire», c'est-à-dire une forme de développement qui, en devenant une valeur ajoutée au produit commercialisé, valorise le territoire<sup>21</sup>. Quatre créneaux retiendront plus spécifiquement notre attention. Il s'agit du secteur agroalimentaire, des produits d'appellation d'origine contrôlée, des produits du terroir et de l'agrotourisme.

#### 5.1.3.1 Le secteur agroalimentaire

D'après une publication récente de la Table de concertation agroalimentaire du Bas-Saint-Laurent, pionnière dans le réseautage des ressources agricoles régionales, le secteur agroalimentaire présente d'excellentes perspectives d'emplois particulièrement en milieu rural où il est appelé à se développer<sup>22</sup>. Il s'agit d'une filière fortement diversifiée, comptant de nombreuses petites entreprises et comportant plusieurs créneaux à haute valeur ajoutée. Elle est donc porteuse en termes d'emplois et de développement<sup>23</sup>. En ce domaine, la production de biens de proximité à haute valeur ajoutée n'entre pas en conflit

<sup>21</sup> C'est ainsi que l'auteur définit le développement local. Voir notamment ses propos dans une entrevue qu'il accordait récemment au journaliste Michel VENNE (2002) dans le numéro 291 du quotidien *Le Devoir*, édition du 21 décembre 2002.

<sup>22</sup> L'agroalimentaire est présentement en pleine expansion dans la MRC de la Mitis où le CLD local a constaté, en 2001, une augmentation substantielle des porteurs de projet dans ce secteur d'activité.

<sup>23</sup> Un article récent paru dans le quotidien *Le Soleil* mentionnait que l'industrie bioalimentaire est celle qui, de tous les secteurs d'activité, a connu les meilleures performances en 2001 notamment sur le plan de l'emploi, des exportations et de la transformation alimentaire. Par exemple, la valeur des exportations de produits alimentaires québécois a atteint 3,3 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 14,3% par rapport à l'année précédente. Dans le même ordre d'idées, l'objectif du gouvernement du Québec d'injecter 265 millions de dollars dans ce secteur de l'économie d'ici 2005 (notamment dans le but d'améliorer l'accès au marché, de soutenir l'innovation, la création d'emplois et la productivité des entreprises) arrimée à l'élaboration d'une stratégie-cadre pour l'agriculture canadienne laisse présager une lueur d'espoir pour certaines petites localités. Reste maintenant à savoir si ce budget comportera une enveloppe affectée directement à ce segment de l'espace rural.

avec la concurrence internationale. Les entreprises agroalimentaires qui œuvrent sur les marchés mondiaux recourent, en effet, à des modes de production qui laissent place à des créneaux de production inspirés d'un mode artisanal haut de gamme. Par ailleurs, la nouvelle économie agroalimentaire<sup>24</sup> mue par l'innovation. VACHON et LEMIEUX nous rappelle que «le défi pour les collectivités locales est de comprendre cette dynamique nouvelle et de mettre en place un environnement propice à l'innovation» (VACHON et LEMIEUX, 1998: 77). À l'heure actuelle, les petites localités manquent de produits porteurs qui pourraient contribuer à relancer leur économie. Pourtant, les grandes tendances de l'agroalimentaire confirment la place de plus en plus grande pour des produits agricoles liés aux territoires de production. Selon le sociologue Bruno JEAN et al. (2002), cette agriculture de qualité (ou de terroir) peut se développer dans la mesure où l'État mettra en place des mesures de soutien appropriées et adaptées aux situations des localités fragiles<sup>25</sup>. En outre, ces produits à valeur ajoutée ont un marché potentiel fort important. La transformation et la commercialisation directement auprès des consommateurs ou des commerces de détail de denrées alimentaires nous apparaissent également des avenues intéressantes à explorer dans le contexte de cette nouvelle économie.

---

<sup>24</sup> La «nouvelle» économie agroalimentaire fait référence au passage des activités de production à celles de transformation des produits primaires. Bien que récemment, certaines fermes aient amorcé des projets intéressants de transformation des produits agricoles, il n'en demeure pas moins que la culture d'affaires, orientée sur la mise en marché de produits à valeur ajoutée, est peu développée dans ce secteur de l'activité économique. En outre, comme nous l'avons vu au chapitre deux, peu d'initiatives sont issues des localités de petite taille.

<sup>25</sup> Il serait illusoire, en effet, de penser que l'actuelle politique agricole (qui vise essentiellement la production à haut rendement et pas spécifiquement le développement régional) puisse contribuer à la relance socio-économique des petites localités. Il faut donc envisager une intervention publique spécifique pour faire face aux défis et enjeux de développement dans ces milieux fragiles. Nous y reviendrons plus loin.

Le développement du secteur agroalimentaire implique des changements majeurs en ce qui a trait aux mesures de soutien existantes et à la régulation des lois économiques. Une révision des grandes politiques macroéconomiques s'impose de façon à les rendre plus équitables pour les localités de petite taille<sup>26</sup>. À l'échelle régionale, il importe également de favoriser le renforcement du rôle de partenariat de la Table de concertation agroalimentaire du Bas-Saint-Laurent de façon à tisser des liens étroits entre les producteurs, les acheteurs et les différents organismes de développement local afin de concrétiser des opportunités de développement en agroalimentaire. De plus, afin d'éviter que deux ou plusieurs localités offrent les mêmes produits, il serait important de mettre en place un mécanisme de concertation national qui veillerait à établir des spécificités locales. Chaque municipalité serait ainsi en mesure de proposer un produit authentique et représentatif de ses origines et de sa culture.

Diversification, transformation et commercialisation apparaissent donc comme les maîtres mots pour favoriser la relance de certaines petites localités rurales, trois défis qui ne sont certes pas faciles à réaliser. La diversification nécessite des investissements très élevés pour les petits producteurs locaux. La transformation se heurte aux lois et mécanismes de l'économie et au problème de la concentration. Enfin, la commercialisation est difficile pour des petits exploitants qui doivent faire face à moult obstacles.

---

<sup>26</sup> Cette révision devrait permettre à l'État de renforcer son rôle national par la régulation territoriale.



### 5.1.3.2 Les produits de qualité

Aujourd'hui, le progrès et le niveau de vie se mesurent en termes de qualité: qualité totale, qualité de vie, qualité de l'environnement naturel ou bâti, qualité des services, des relations interpersonnelles, etc. Poursuivre la qualité dans tous ses retranchements est devenu, en effet, une préoccupation omniprésente dans plusieurs domaines. En agriculture, par exemple, des événements tels que la crise de la vache folle, l'usage d'hormones de croissance dans la production animale, la diffusion des organismes génétiquement modifiés et l'apparition de la fièvre aphteuse ont fortement remis en question toute la problématique liée à la qualité des aliments. Ces événements, associés à l'avènement de nouveaux modes de vie et à un déplacement de la demande vers des produits différenciés, ouvrent de nouveaux horizons pour certains milieux fragiles: le développement d'une agriculture de qualité, à haute valeur ajoutée. En effet, la demande pour une alimentation saine et de qualité conjugée à une recherche accrue d'authenticité, en forte croissance depuis quelques années, peut contribuer à soutenir de nouveaux modèles agricoles dans les localités fragiles. Non seulement le développement de produits locaux haut de gamme cadre-t-il bien avec les nouvelles tendances en matière d'alimentation, mais il est également susceptible de favoriser la naissance de PME créatrices d'emplois et l'émergence de niches agroalimentaires d'excellence. La notion de qualité est aux décennies à venir ce que fut la quantité aux années d'après-guerre. Pour certains auteurs, les produits de qualité constituent «pour des territoires ruraux à fortes caractéristiques le seul moyen de répondre à la concurrence des productions massives entreprises ailleurs» (HUSSON, 1999: 32).

Les ressources locales en agriculture peuvent être mises en valeur et favoriser l'émergence de produits locaux diversifiés et recherchés. L'utilisation d'avenues nouvelles dans des segments de marché peu explorés, comme la recherche de créneaux distinctifs, est susceptible d'intensifier la mise en valeur du potentiel agricole des petites communautés rurales. Selon certains spécialistes du développement agricole en Europe:

(...) la voie royale de la prospérité pour le monde rural est celle des signes de qualité liés au terroir, à la région de production et à un savoir-faire spécifique qui fait leur réputation et souvent leur qualité intrinsèque. L'attachement de la propriété immatérielle du signe distinctif est la clé de l'appropriation non concurrentielle de la valeur par les producteurs de base eux-mêmes» (MAHÉ, ORTALO-MAGÉ, 2001: 196).

Une gamme de produits de haute qualité peut être élaborée pour combler les besoins plus spécifiques de certains consommateurs. Les idéologies dominantes axées sur la performance environnementale, l'utilisation durable et rationnelle des ressources, le goût de l'authenticité, de la typicité et la vogue pour les produits et les saveurs locales sont autant d'éléments qui révèlent l'existence d'une demande pour des produits sains et fabriqués en petites séries. Ces derniers constituent un créneau porteur pour certains milieux fragiles. Le projet *Les Saveurs du Bas-Saint-Laurent*, lancé en juin 1997 par les fédérations de l'UPA du Bas-Saint-Laurent et de la Côte-du-Sud, s'inscrit très bien dans ce contexte<sup>27</sup>. Il vise à répondre aux besoins particuliers de certains clients (parfois lointains)

<sup>27</sup> Ce projet marque une étape importante dans le développement et la commercialisation des produits régionaux. Il a été rendu possible grâce à la participation financière du Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du Centre de promotion des industries agricoles et agroalimentaires du Québec, de Développement économique Canada et des deux fédérations de l'UPA. Les Saveurs du Bas-Saint-Laurent regroupent 44 entreprises agroalimentaires qui se spécialisent dans la fabrication de quelque 200 produits à haute valeur ajoutée: pâtisseries fines, viandes et poissons fumés, produits maison, boissons alcoolisées, vinaigres et huiles aromatisés, produits de l'érable haut de gamme, etc. Le projet a favorisé la création de 260 emplois et génère des retombées économiques de l'ordre de 200 millions de dollars. Une entente signée avec une entreprise de distribution locale a permis aux produits bas-laurentiens de pénétrer dans plus de 300 points de vente en restauration, dans les institutions et sur le marché de détail. Les moyens préconisés par le regroupement pour effectuer la mise en marché de ses produits sont des chroniques dans les hebdomadaires régionaux, la participation à des salons et à des expositions régionales, l'élaboration de fiches techniques, la mise en place d'une structure de dégustation dans les supermarchés, la pénétration du marché de la restauration franchisée, etc. L'embauche d'une personne spécialisée en marketing, la création d'un centre d'information et d'un service

plutôt que de chercher des débouchés standard. Dans bien des cas, le consommateur recherche une spécificité qui ne porte pas seulement sur les caractéristiques du produit pris isolément mais sur une combinaison spécifique au territoire considéré. Par ailleurs, nous avons déjà fait état des nombreuses contraintes en ce qui concerne la commercialisation et la mise en marché de nouveaux produits. Une démarche de valorisation des ressources agricoles par la qualité implique un soutien indéfectible aux producteurs en ce qui a trait à l'élaboration de leur stratégie de marketing. Elle nécessite généralement un assouplissement et une modulation de certaines politiques qui, dans bien des cas, ne sont pas adaptées au contexte géographique et socio-économique des petites localités.

Enfin, l'élaboration de produits de qualité passe par une diversification des circuits de commercialisation. Une partie de la production peut et doit être touchée directement sur les lieux mêmes de fabrication (notamment par le biais de tables champêtres, de foires publiques, etc.) ou sur des marchés à circuits courts et sans intermédiaires (restaurants locaux, épiceries fines, coopératives d'alimentation, etc.).

#### **5.1.3.2.1 Les produits déjà existants**

Nous avons déjà fait état au chapitre deux des efforts consentis par certains exploitants agricoles issus de petites localités dans le but de donner une saveur locale et

---

de parrainage pour les nouvelles entreprises, le développement d'outils pour favoriser le réseautage entre les membres, l'organisation de forums et la négociation d'une entente de financement récurrente avec les partenaires figurent parmi les principaux projets de l'organisme.

distinctive à leur production (bières artisanales, mousses de saumon fumé, boissons alcoolisées, herbes médicinales, renaissance des petites boulangeries, etc.). Ces produits, qui se positionnent sur le marché, s'ajoutent aux créneaux de même acabit déjà existants tels que les produits de l'érable, le miel, etc<sup>28</sup>. Ils représentent généralement une composante socio-économique considérable dans leur lieu de localisation. Ces productions peuvent contribuer à maintenir un minimum d'activité agricole dans certaines petites localités en offrant une solution de rechange intéressante aux produits de-masse, en encourageant l'installation de jeunes agriculteurs, ou encore en offrant la possibilité aux petits exploitants qui pratiquent une agriculture plus conventionnelle de diversifier la source de leurs revenus.

Mais il existe aussi de nombreux autres créneaux susceptibles de constituer de nouvelles opportunités de développement en milieu rural fragile.

#### **5.1.3.2.2 Les nouvelles opportunités de développement**

De manière concrète, la culture de l'argousier présente des perspectives intéressantes notamment pour les petites localités situées dans l'arrière-pays de la MRC de Matane<sup>29</sup>. Cet arbuste est utilisé dans différents produits alimentaires (jus, confitures,

<sup>28</sup> Selon un article récent paru dans le quotidien *Le Soleil* sous la plume de Réjean LACOMBE (2003a), les ventes de miel ont progressé de 65% entre 1998 et 2001 tandis que celles des petits fruits ont enregistré une augmentation de 85% au cours de la même période. Ces deux produits pourraient éventuellement faire l'objet d'initiatives de développement local dans certaines localités fragiles.

<sup>29</sup> Une étude de faisabilité réalisée pour la firme Zins Beauchesne et associés de Québec a confirmé l'existence d'un «potentiel intéressant» dans ce secteur (cité par PELLETIER, 2001: 7). En outre, certaines entreprises telles que Lise Watier, Lassonde et Les Laboratoires Aethema ont été approchées pour effectuer de la recherche fondamentale et appliquée afin de développer les propriétés cosmétiques du produit.

gelées, liqueurs, bonbons, vins et bières), nutraceutiques (boissons énergétiques, suppléments vitaminiques, barres nutritives), cosmétiques (huiles essentielles, crèmes antirides, crèmes solaires, savon, shampoing) et pharmaceutiques (crème pour le traitement de l'acné, brûlures, dermatite, plaies de lit, inhibiteur de tumeur, régénérescence des cheveux, régulateur de cholestérol, fatigue chronique, eczéma, psoriasis) et en alimentation animale. En outre, il produit des fruits à très forte concentration en vitamines C, E et en caroténoïde. L'arbre en question se cultive dans des conditions rustiques à l'état naturel principalement en Russie, en Finlande, en Allemagne et en Asie, conditions (notamment climatiques et pédologiques) que l'on retrouve également dans la région de Matane.

Dans les localités où le potentiel agricole est moins propice à une culture extensive, la production à grande échelle de petits fruits sauvages (en particulier le bleuets, l'amélanchier, les feuilles d'aune, le pimbina, les framboises, les groseilles, le cassis et le viorne), peut s'avérer une voie de diversification intéressante. Le fromage, l'eau de source, les œufs d'oiseaux exotiques, les cailles et les gibiers d'élevage sont autant de nouvelles productions pouvant constituer des facteurs de développement économique. Il n'y a aucune raison pour que les fromages affinés fabriqués en petites séries ne se taillent pas une place de choix sur le marché québécois, voire nord-américain. Depuis quelques années, l'eau de source (naturelle ou minérale) est devenue un marché très lucratif. Localisée à St-Simon<sup>30</sup> dans la MRC des Basques, l'entreprise Eaux Limpides<sup>31</sup> exploite

---

<sup>30</sup> Rappelons que cette municipalité est passée sous la barre des 500 habitants au dernier recensement de 2001.

<sup>31</sup> Son aire de marché s'étend de La Pocatière à Ste-Anne-des-Monts incluant les vallées du Témiscouata et de La Matapédia.

une source dont l'eau provient d'une résurgence naturelle située en terrain montagneux. Cette entreprise, qui emploie cinq personnes à temps plein, est la seule au Bas-Saint-Laurent à embouteiller de l'eau de source naturelle<sup>32</sup>. Les petites localités, particulièrement celles de l'arrière-pays, regorgent de lacs et de rivières. N'y aurait-il pas lieu, à ces endroits, d'effectuer des prélèvements dans ces différentes étendues afin de déterminer si la qualité de certaines eaux pourrait, au même titre que celle de St-Simon, faire l'objet d'une exploitation à des fins commerciales? En fait, il existe sur le marché mondial, une infinité de petites alvéoles et de petits segments qui peuvent être occupés par des produits conçus à partir de la base.

Les framboises jaunes, le lin de provende, le maïs nain, le seigle et le triticales d'automne, les plantes médicinales, la culture de plantes sauvages comestibles (quenouille, carcajous, têtes de violon, bourgeons d'épinette et autres plantes indigènes) constituent des marchés en pleine expansion<sup>33</sup>. En outre, la culture du ginseng nous apparaît particulièrement intéressante notamment pour les petites localités où l'acériculture constitue une activité économique secondaire<sup>34</sup>. Qui plus est, ces nouvelles productions ne nécessitent pas des terres de très grande qualité.

<sup>32</sup> Nous avons déjà signalé, au chapitre précédent, un cas similaire à St-Germain où la présence d'une source a favorisé l'exploitation d'eau minérale durant plus de 40 ans. Une telle initiative est sûrement transposable ailleurs particulièrement dans un contexte où les ventes d'eau Perrier ne cessent d'augmenter.

<sup>33</sup> Elle représente, selon un article récent paru dans le quotidien *Le Devoir*, une croissance annuelle de 35% depuis 1998. La référence intégrale de cet article est la suivante: DEFOUNI, Séverine, «Les Québécois vivent un engouement menaçant pour les plantes sauvages comestibles», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 192 (27 août 2001), p. A-4.

<sup>34</sup> Si des pertes sont à prévoir la première année, la seconde est généralement plus rentable. Une belle racine vaut entre 400 à 600\$ le kilo. En moyenne, on obtient 80 kilos de ginseng séché par parcelle de 0,4 hectare.

L'agriculture biologique et hydroponique ouvre aussi des perspectives de marché fort intéressantes pour les petites collectivités rurales. En outre, la demande pour ce type de produit est en augmentation constante partout au Québec et au Canada (en moyenne 25% par année selon les plus récentes estimations).

Il s'agit, pour reprendre les mots de Marielle BERRIET, de «créer des avantages comparatifs territoriaux en développant de nouveaux produits utilisant des ressources locales spécifiques non délocalisables» (cité par LACROIX, MOLLARD et PECQUEUR, 2000: 700).

#### **5.1.3.3 Les produits du terroir et les appellations d'origine contrôlées**

La société actuelle est demandeuse de produits sains, de qualité mais également de produits du terroir qui reflètent un mode de vie, une tradition. «Le temps des terroirs revient malgré le poids du système-monde, évolution logique dans des pays où les populations se tournent vers la qualité et la variété» (BAILLY, 2002: 331), écrivait récemment le géographe français Antoine S. BAILLY.

La valorisation d'un produit et de son histoire peut devenir un prétexte à l'élaboration de projets locaux de développement. Les appellations d'origine contrôlées sont, en effet, de véritables outils de développement du territoire. Leur spécificité est puisée à même les propriétés de leur terroir d'origine dont les diverses caractéristiques de la zone géographique sont mises à l'avant-scène. La filière de production d'un produit du

terroir met en œuvre un ensemble d'éléments qui expriment avant tout une différence. Chaque élément du terroir entre en jeu afin de personnaliser et de différencier le produit. En Europe, le développement de cette filière a permis à certains territoires marginalisés de se revaloriser et ainsi de transformer en atouts les handicaps dont ils pâtissaient<sup>35</sup>. L'histoire locale, notamment autour de la valorisation du patrimoine<sup>36</sup>, est susceptible de constituer un facteur potentiel de développement local<sup>37</sup>. En reliant les produits au territoire, les appellations d'origine recréent des rentes différentielles là où l'abolition des règles commerciales a tendance à les faire disparaître. Le fait d'accrocher une production à un territoire représente un avantage pour intervenir sur des marchés qui sont segmentés, individualisés et qui répondent à des demandes très spécifiques. Une évolution se fait jour dans certains milieux avec l'apparition de denrées telles que le beurre de miel, les bières artisanales, les chanterelles, les crosses de fougère, les mousses de saumon fumé, etc., (cf. tableaux en annexes). Mais, en ce domaine, il reste encore

<sup>35</sup> Tel est le cas de l'Aubrac dont le succès conjugué du couteau et du fromage de Laguiole en a fait une région exemplaire. Cette exemplarité a contribué à transformer l'Aubrac en hauts lieux qui se définissent en ce qu'ils sont le théâtre d'une action sociale pour la résolution d'un problème. Le Beaufortin offre un exemple du même type. En Ardèche, certains viticulteurs de petites localités (comme à St-Germain, une localité de 495 habitants près d'Aubenas) ont réduit leur production afin d'obtenir du meilleur raisin. Caractérisée principalement par des exploitations agricoles de petite taille, la structure de production du Parmigiano Reggiano, en Italie, est basée sur un réseau dense d'exploitations agricoles qui fournissent leurs productions de lait à une série de coopératives fromagères et à des entreprises privées réparties sur l'Émilie-Romagne et sur la Lombardie. En 1998, la production totale, distribuée dans quelque 626 fromageries, a atteint plus de 109 mille tonnes de lait. Cette initiative a permis le maintien de nombreuses fromageries en milieu rural défavorisé.

<sup>36</sup> On aura compris ici que la notion de patrimoine est entendue au sens large. Elle fait référence non seulement aux biens matériels (monuments historiques, œuvres d'art, etc.) et aux propriétés qui possèdent une valeur ancestrale mais aussi à l'ensemble des ressources physiques et naturelles (parcs, réserves fauniques, réserves, espace, territoire, etc.) qu'offre un milieu. En ce sens, elle renvoie directement aux valeurs géographiques. Par delà ses multiples acceptations, le patrimoine se situe à l'intersection d'éléments environnementaux hérités du passé et de nouvelles constructions significatives. C'est ainsi qu'aux monuments historiques ou naturels se sont ajoutées des portions de l'espace de plus en plus étendues, de sorte que les paysages entrent maintenant dans cette nouvelle valorisation géographique. Le terme comporte également une dimension religieuse et étatique. Dans ce dernier cas, il désigne l'ensemble des biens dont l'État est légitimement propriétaire.

<sup>37</sup> En ce sens, le bulletin no 7 *Innovation et Emploi* de l'OCDE soulignait clairement que l'utilisation entrepreneuriale du patrimoine à des fins de revitalisation socio-économique apparaissait comme le fer de lance d'un autre développement.



## CONCLUSION

Les petites localités représentent une composante essentielle du monde rural québécois. Elles procurent une contribution majeure à l'organisation territoriale et à la qualité de vie de la société en général. Par les ressources naturelles et humaines qu'elles possèdent et aussi par leurs productions spécifiques, ces petits milieux participent, de diverses manières, à la croissance globale de la province. D'un point de vue environnemental, ils favorisent l'entretien et la conservation des paysages ruraux notamment par le biais de l'activité agricole mais aussi par d'autres formes d'occupation du sol et d'exploitation des ressources. En outre, ils sont également riches d'un patrimoine historique et culturel ce qui contribue à en faire des entités distinctes. Sur le plan territorial, ils assurent une répartition plus équilibrée de la population. Au plan humain, la chaleur et l'intensité des relations interpersonnelles, la solidarité et la convivialité font de ces territoires des milieux où il fait bon vivre.

Mais cette recherche axée sur les effets découlant de la fragilité des petites localités rurales nous a davantage permis de cerner les principales faiblesses de ces milieux. Comme il existe peu d'études au Québec portant sur cette problématique, notre étude a contribué à susciter une réflexion propre à faire avancer les connaissances en ce domaine. Elle visait une compréhension plus raffinée des problèmes de ce segment de l'espace rural. L'un de ceux-ci tient aux différentes caractéristiques de la structure de peuplement et du contexte géographique, deux éléments intimement liés l'un par rapport

beaucoup de chemin à parcourir pour égaler la France<sup>38</sup>. Proposées à des prix relativement élevés et s'appuyant sur l'argument de vente d'une qualité irréprochable, ces denrées sont réalisées en petite quantité à partir de matières premières contrôlées et choisies scrupuleusement. La matière première doit répondre à des critères précis de telle sorte que sa rareté et sa complexité lui confèrent un statut de produit non standardisé contribuant ainsi à la création de valeur ajoutée.

Prenons l'exemple français. De nombreuses entreprises mettent en place dans leurs petits ateliers des couloirs qui permettent de montrer les différentes étapes de fabrication du produit. À certains endroits, ce couloir est assorti de la création d'une salle muséographique où l'on présente le terroir, l'histoire locale et où l'on vend les produits. En outre, on y retrouve, dans la plupart des cas, un comptoir de vente de ces produits à saveur locale qui assure la rentabilité de l'entreprise hybride. Les avantages d'une telle formule sont multiples. En plus de favoriser le développement du secteur agrotouristique, elle est susceptible de contribuer à une stratégie de «reconquête» de la confiance du consommateur. Cette mise en scène constitue ni plus ni moins une preuve de transparence, une garantie d'authenticité et de qualité à l'égard du produit. Une telle approche, bien qu'elle tend à se développer par le biais de l'économuséologie<sup>39</sup>, est encore bien timide au Québec et encore plus dans le Bas-Saint-Laurent que l'on désigne pourtant de région-ressource. En outre, la promotion des labels d'origine peut jouer un rôle

<sup>38</sup> De façon globale, l'Institut national des appellations d'origine reconnaît plus de 480 AOC pour des vins, eaux-de-vie et cidres, 41 pour des produits laitiers et 18 pour d'autres produits agroalimentaires.

<sup>39</sup> L'économuséologie se définit par son territoire plutôt que par le bâtiment qui l'abrite, par ses activités plus que par son fonds d'œuvre et par son mode de fonctionnement qui suppose une prise en charge du milieu. Ce concept a, pour entres autres objectifs, la mise en valeur des métiers et des savoir-faire traditionnels. Il possède un potentiel très important pour la valorisation de nos ressources locales sous la forme de produits et services sur le marché. Au Québec, on dénombre 24 économusées dont deux se situent au Bas-Saint-Laurent: l'économusée du tissage à Mont-Joli et celui de la prune à St-André-de-Kamouraska.

non négligeable dans les efforts conjoints de commercialisation des valeurs locales et régionales dans les secteurs agricole, industriel, commercial et touristique et encourager, par l'amélioration de l'image d'une localité ou d'une région, le développement local et régional. Les logiques de valorisation de la qualité valent tout autant pour la consommation quotidienne, dans une alternance constante entre produits «ordinaires» et «raffinés» que pour des circonstances plus exceptionnelles ou sporadiques telles que les tables champêtres, les dégustations, etc. Par ailleurs, le développement d'appellation d'origine suppose une organisation collective des producteurs et une synergie des initiatives locales notamment en matière de tourisme, de communication et de structuration des échanges. Il nécessite, en outre, une organisation territoriale des complémentarités car une concurrence incontrôlée (entre localités ou entre régions) risquerait de tirer la qualité vers le bas et saperait les fondements de cette politique. Il est à espérer que la nouvelle politique québécoise sur la transformation alimentaire favorisera l'implantation de très petites entreprises (TPE) pour la création, au sein des petites localités rurales du Québec, de produits locaux à forte valeur ajoutée et à haut potentiel de développement tels que les produits du terroir.

Bien que le poids des produits du terroir et/ou d'appellation d'origine contrôlée soit toujours marginal par rapport à la production alimentaire globale, nous sommes d'avis qu'ils représentent un potentiel d'innovation et de compétitivité non négligeable et qu'ils sont susceptibles de jouer un rôle significatif dans le développement de certaines petites localités rurales.

#### 5.1.3.4 L'agrotourisme

En Europe, l'une des pratiques les plus répandues de la multifonctionnalité se traduit par des entreprises agricoles qui se tournent vers l'agrotourisme. En fait, cette activité, qui fait partie intégrante de l'offre touristique rurale, est tellement populaire qu'elle a favorisé l'émergence de véritables districts agrotouristiques<sup>40</sup>. De nombreuses vertus sont accordées à ce type de tourisme. Dans plusieurs segments de la France rurale, la présence de fermes qui combinent le tourisme et la production agricole a permis de consolider l'industrie du tourisme dans sa globalité tout en permettant au secteur tertiaire de se redéployer. En outre, l'agrotourisme a favorisé l'émergence de nouveaux liens sociaux au sein de petites communes valorisant différents éléments territoriaux (humain, culturel, paysager, etc.). Il permet, enfin, de valoriser les dynamiques locales, les produits agricoles locaux et l'appui aux petites et moyennes entreprises.

Au Québec, l'agrotourisme est relativement peu développé<sup>41</sup> et il l'est encore moins dans les petites localités rurales du Bas-Saint-Laurent, bien qu'il existe au sein de cette région un comité agrotouristique où siègent des intervenants du tourisme, de l'agriculture et du développement économique local. Il ne bénéficie ni d'une politique claire, ni de moyens financiers significatifs. Le dépliant des fermes agrotouristiques publié par l'UPA du Bas-Saint-Laurent et nos recherches personnelles nous ont permis de dénombrer

<sup>40</sup> En Allemagne par exemple, une vingtaine de marchés paysans, dans le Tyrol, permettent aux agriculteurs d'accroître considérablement leurs revenus. De même, les unités agrotouristiques, dont le nombre tend à s'accroître, sont nombreuses dans les départements de la moitié sud de la France, le long du littoral Atlantique et des côtes de la Manche et dans les départements montagneux de l'Est (Vosges, Alsace). L'agriculture périgourdine, jouant la carte de la réputation gastronomique régionale, a développé un élevage florissant de palmipèdes (foie gras et confits) fréquemment associé à l'hébergement, à une table d'hôte ou à une ferme-auberge. Ces infrastructures agrotouristiques attestent à la fois de la diversification des activités agricoles mais aussi de la dimension multifonctionnelle de l'agriculture et de l'espace rural européen.

<sup>41</sup> Le premier colloque portant sur ce thème tenu à l'automne 1996 confirme la relative jeunesse de cette branche de l'activité agricole.

seulement 51 exploitations<sup>42</sup>. De ce nombre, 10 se situent dans le segment constitué des petites localités. Cela signifie donc que seulement 2,05% des fermes bas-laurentiennes pratiquent une activité reliée à l'agrotourisme. Diffuses dans l'espace, ces exploitations se tournent essentiellement vers des activités de visite, d'hébergement et d'accueil. Certains agriculteurs offrent bien aux visiteurs la possibilité de prendre part aux travaux de la ferme ou encore apprennent aux touristes les rudiments de la culture biologique mais ces activités demeurent encore très marginales. De plus, elles n'apportent qu'une infime contribution en matière de développement local et de création d'emplois.

Les activités agricoles constituent un attrait supplémentaire pour le visiteur en milieu rural et peuvent, de ce fait, devenir un levier de l'activité touristique. De nombreuses recherches<sup>43</sup> révèlent que l'agrotourisme peut favoriser le maintien d'une certaine activité économique tout en développant la potentialité de structures déjà existantes. Il représente également un excellent moyen de préserver le milieu et la ressource agricole. L'agrotourisme peut, en outre, contribuer à la création d'activités nouvelles. Cette pratique constitue aussi une excellente façon de diversifier les revenus à la ferme particulièrement dans les milieux où l'agriculture est moins viable. Enfin, elle est aussi susceptible de susciter de nouveaux liens sociaux au sein du territoire (recherche d'information, de partenariat entre agriculteurs, etc.) valorisant des éléments territoriaux à caractère humain, culturel ou paysager. L'agrotourisme ne doit pas être perçu comme un remède à tous les maux des milieux fragiles mais comme une activité complémentaire à l'agriculture

---

<sup>42</sup> Il s'agit essentiellement d'érablières et de fermes d'animaux, deux secteurs dont les produits et services sont, en plus d'être très saisonniers, à faible valeur ajoutée.

<sup>43</sup> Voir notamment à ce sujet l'étude suivante: UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES DU QUÉBEC. *Étude sur le tourisme rural au Québec relié au monde agricole*. Lyster, Groupe Type, janvier 1997, pagination multiple.

permettant aux petites exploitations de développer des «externalités locales»<sup>44</sup> tout en procurant un revenu d'appoint aux exploitants locaux.

Attardons-nous maintenant à quelques exemples précis d'initiatives qui pourraient être mises de l'avant dans ce domaine.

Les séjours et les activités touristiques organisés à l'intention de groupes spécifiques, le tourisme écologique et de santé commencent à devenir de plus en plus populaires au Québec<sup>45</sup>. Plusieurs petites localités ont beaucoup à offrir aux chasseurs et aux pêcheurs. La présence de forêts immenses, de lacs, de rivières, de petits gibiers et d'un potentiel sauvagin considérable sont, à plusieurs endroits, à l'état de sous-exploitation. Les camps de vacances et l'hébergement à la ferme, les activités relatives à l'autocueillette et à la découverte de productions locales, les fermes pédagogiques, les recettes et savoir-faire anciens constituent autant de créneaux agrotouristiques pouvant assurer un revenu d'appoint aux petits agriculteurs. En outre, le maillage avec d'autres entreprises agricoles doit faire partie intégrante des potentialités de développement local. Une autre alternative pourrait également consister à organiser des festivals dans les petites localités qui n'en ont pas. Ceux-ci constituent un excellent moyen d'effectuer la promotion des produits locaux tout en favorisant le positionnement des milieux concernés

<sup>44</sup> Cette notion d'externalités locales a été développée par KRUGMAN (1996) dans son ouvrage intitulé: *Development, Geography and Economic Theory*.

<sup>45</sup> On connaît notamment la faveur que s'est gagnée le réseau Agritours dans la foulée du goût développé par les vacanciers et les excursionnistes pour les tables champêtres, l'hébergement et les promenades à la ferme. Autre exemple: en 1998, trois associations touristiques régionales (celles des Cantons-de-l'Est, de la Montérégie et de Chaudière-Appalaches) ont mis sur pied un circuit, la Route du Sud, pour favoriser une nouvelle façon de visiter le Québec en mettant l'accent sur l'histoire, les paysages, la culture populaire et les saveurs du terroir. De véritables circuits agrotouristiques se sont développés notamment dans Charlevoix, avec «La route des saveurs», et en Estrie «Le Rendez-vous agrotouristique».

dans l'industrie touristique. En ce qui concerne les érablières et les fermes d'animaux, deux sphères fortement représentées au sein du secteur agrotouristique régional, les gestionnaires de ces infrastructures auraient également intérêt à diversifier leurs activités et leurs produits. Par exemple, outre les traditionnelles «parties de cabane à sucre», les érablières sises en milieu rural fragile pourraient offrir à leurs clients des produits de deuxième et de troisième transformations tels que des truffes ou des pralines. Des cours de cuisine et des stages en acériculture permettraient également d'allonger la saison des sucres<sup>46</sup>. Quant aux fermes d'animaux, nous encourageons fortement les agriculteurs à développer de nouvelles formules du genre «gîtes à la ferme» permettant l'hébergement des touristes et les repas qui se déroulent dans un cadre champêtre tout en mettant en vedette les produits locaux. La vente de ces produits n'exige que des investissements initiaux très faibles pour les agriculteurs tout en permettant d'accroître leur marge de profit.

Bien que le développement de l'agrotourisme puisse sembler intéressant pour certaines petites localités rurales en mal de développement, il ne faudrait pas omettre les nombreux obstacles auxquels ce secteur (de même que ceux que nous avons traités antérieurement) est soumis. Aux facteurs structurels évoqués dans le cadre de notre problématique, aux problèmes de commercialisation soulignés plus tôt, s'ajoute une vaste panoplie de contraintes plus spécifiques à cette branche de l'activité agricole. Elles concernent essentiellement la saisonnalité, la disponibilité et la réceptivité des

---

<sup>46</sup> L'implantation d'un centre d'expérimentation et de transfert technologique, en 2003, devrait permettre à certaines petites collectivités du Témiscouata de se démarquer dans le domaine de l'acériculture. Le Centre entend développer de nouveaux procédés de fabrication et de transformation, élaborer des cahiers de charge pour les acériculteurs et mettre sur pied de nouveaux produits et des activités de mise en marché. Il prévoit également orienter une partie de ses activités vers la valorisation du produit comme les eaux déminéralisées et les propriétés nutraceutiques et médicinales de l'eau d'érable.

producteurs, les attentes versus les réalités<sup>47</sup>, les obstacles liés à la législation<sup>48</sup>, aux réglementations relatives à l'inspection (qui ne permettent pas aux exploitants agricoles de faire goûter directement sur la ferme des exemples de leur production) et à la distribution des aliments<sup>49</sup>, les schémas d'aménagement régionaux et les règles régissant la signalisation.

Qu'il s'agisse de l'agrotourisme, de la multionctionnalité de l'agriculture ou de l'élaboration de produits de qualité et/ou de terroir arborés d'une appellation d'origine contrôlée, il importe de développer un réseau fort et structuré à la dimension des petites localités qui puisse, dans un même élan, se positionner fortement sur le marché régional, voire national.

#### **5.1.4 Potentialités de développement dans les autres secteurs d'activités**

Bien que les diverses formes de mise en valeur de la ressource agricole n'aient pas atteint leur maximum de rendement, elles ne peuvent, dans le contexte actuel,

---

<sup>47</sup> La plupart des agrotouristes viennent chercher en campagne une image romantique de la campagne, celle de la nostalgie, de la cellule familiale, de l'interdépendance ou du conservatisme. On peut cependant s'interroger quant à la pertinence de la lui fournir.

<sup>48</sup> En ce qui concerne l'aménagement du territoire, les cas problèmes sont généralement issus de requêtes d'entrepreneurs non agricoles qui projettent acheter une terre pour des fins de développement agro-commercial et qui désirent construire une maison neuve sur la terre. La distribution alimentaire et les réglementations font également partie des problèmes de législation. N'est-il pas aberrant de constater que bien que l'on puisse se procurer légalement une infinie variété de produits alcoolisés provenant de partout à travers le monde, il est pratiquement impossible de retrouver sur les tablettes de la Société des alcools du Québec certains produits fabriqués en milieu rural? Enfin, un autre irritant majeur concerne les coûts reliés à la publicité.

<sup>49</sup> Il est particulièrement difficile, pour les entreprises de petite taille, de percer les réseaux de distribution organisés sans hypothéquer tous leurs profits. Une autre barrière à franchir au niveau de la distribution des produits concerne celle des restaurateurs.



entraîner des augmentations substantielles du niveau de vie en milieu rural fragile<sup>50</sup>. En effet, l'agriculture ne pourra pas, à elle seule, sauver tous les milieux ruraux fragiles et ce, pour trois raisons principales. D'abord, quelque 162 localités de petite taille ne renferment aucun agriculteur. Ensuite, l'agriculture génère de moins en moins d'emplois et de salaires alors que les profits d'une production en croissance s'envolent largement à l'extérieur. Enfin, la majorité des petites localités rurales du Québec disposent, comme nous l'avons déjà fait remarquer, d'un potentiel agricole plutôt faible. Des mesures qui se limiteraient uniquement à ce secteur d'activité, même s'il présente un créneau particulièrement intéressant pour certains milieux, resteraient donc nettement insuffisantes. Selon l'économiste Marc-Urbain PROULX, «il faut favoriser l'innovation et la créativité pour développer de nouveaux secteurs économiques» (cité par DUFOUR, 2002: B-3). Toujours selon ce même chercheur, «les petits territoires ont un rôle de production à jouer vis-à-vis la demande du marché, devenue mondiale» (PROULX et FORTIN, 1998: 57). En outre, la vie socio-économique rurale doit donc être envisagée non seulement dans une perspective locale mais aussi régionale, voire mondiale. En effet, l'absence ou la présence de ressources exploitables à un endroit ne devient significative qu'en fonction de sa localisation et de son niveau d'interrelations avec d'autres espaces aménagés et habités.

Une diversification, qui passe par la mise en place d'équipements, de services aux personnes et aux entreprises, d'emplois stables et bien rémunérés, d'avantages fiscaux, de logements, d'un cadre de vie de qualité, est devenue nécessaire. Le développement

---

<sup>50</sup> En outre, si les diverses formes d'activités agricoles que nous venons d'évoquer s'avèrent intéressantes d'un point de vue socio-territorial, force est d'admettre que leur contribution, en termes de rentabilité économique, est plutôt marginale. C'est pourquoi, des correctifs structurels et des aides publiques spécifiques aux milieux fragiles s'imposent.

des milieux fragiles fait également appel à une large gamme d'activités économiques et de pratiques intersectorielles. L'enjeu premier, pour les résidents de ces milieux, est de multiplier les activités, d'élargir les possibilités offertes à chacun, agriculteur ou non-agriculteur. C'est pourquoi, nous devons mesurer toutes les opportunités associées aux productions en petites séries. Des produits associés à une aménité rurale (paysage particulier, patrimoine culturel, ressources naturelles, cadre de vie paisible) peuvent également être développés. Avec la montée de l'idéologie environnementaliste, certaines localités qui, par le passé, semblaient condamnées par l'épuisement de certaines ressources traditionnelles se retrouvent maintenant avec un ou des biens rare(s) (air pur, faible densité du bâti, cadre de vie paisible, verdure, etc.) dont la valeur économique n'est certes pas négligeable. La mise en valeur de ce riche patrimoine peut contribuer à faire connaître des coins de pays et à servir des projets locaux de développement. Par ailleurs, elle doit s'inscrire dans la reconnaissance de la nécessité de préserver la sociodiversité de l'être humain comme le concept de biodiversité nous invite à le faire pour les mondes animal et végétal.

Si la symbiose agriculture-forêt, telle que nous la connaissions au moment de la dernière grande vague de colonisation, peut difficilement assurer la relance économique des petits milieux, on peut s'en inspirer pour mettre en place des fermes agro-forestières modernes, comme cela se fait dans certains pays d'Europe.

Nous avons déjà vu que l'industrie forestière était à la base de l'économie de nombreuses petites localités rurales. En ce qui concerne plus spécifiquement ce secteur d'activité, de nombreuses voix s'élèvent dans les régions périphériques pour réclamer la

création d'une fiscalité territoriale basée sur la rente foncière<sup>51</sup>. Bien qu'une telle initiative ne règle pas le problème de régénérescence de la ressource, elle demeure une option fort intéressante à envisager. À cet égard, nous partageons d'emblée l'idée de Robert LAPLANTE (1999, 2002), directeur de la revue *L'Action nationale*, de «lancer un vaste programme de restructuration forestière financé à même un Fonds national auquel les compagnies forestières seraient tenues de souscrire» (LAPLANTE, 1999: 4). Ce fonds serait créé par une loi et doté d'un conseil d'administration où les industries de la transformation seraient représentées sans toutefois être majoritaires. Divers représentants de coopératives et de regroupements forestiers, d'entreprises sylvicoles, de groupes de pression et d'instances de développement local et régional seraient appelés à siéger sur ledit conseil. La mission du fonds consisterait essentiellement à doter le Québec et, plus particulièrement les localités fragiles, «d'un potentiel forestier plus vaste, plus riche et plus diversifié en vue d'un élargissement des usages de la ressource et d'une ouverture plus grande à l'entrepreneurship» (LAPLANTE, 2002: 39-40). Un tel fonds pourrait être bénéfique notamment pour les petites entreprises forestières sises en milieu rural fragile. En effet, l'introduction d'un mode de paiement par un tiers permettrait de résoudre une partie des problèmes vécus par les coopératives et les entreprises d'aménagement qui sont sous la sujétion d'un système de sous-traitance. Ce système laisse, à toutes fins pratiques, ces organisations à la merci des bénéficiaires de contrats d'approvisionnement

---

<sup>51</sup> D'autant plus que les tarifs de 27,2% imposés sur le bois d'œuvre exporté aux États-Unis à partir de ces régions font apparaître clairement que les redevances gouvernementales ne sont pas suffisamment élevées à l'égard de cette ressource dont l'exportation très intensive par de grandes entreprises crée de moins en moins d'emplois localement.

et d'aménagement forestier qui peuvent fixer unilatéralement la valeur des travaux sylvicoles et d'aménagement.

Il nous apparaît également essentiel de poursuivre le projet de la forêt modèle du Bas-Saint-Laurent et de l'étendre à d'autres petites localités sises dans les régions périphériques. En plus de contribuer au développement économique de certains milieux fragiles, cette initiative favorise la protection de leur patrimoine naturel.

Dans la foulée des pistes de solution proposées par Léonard OTIS (1989) dans son volume *Une forêt pour survivre*, il est devenu impérieux d'adopter une réforme de la tenure des terres boisées publiques afin de briser le cercle vicieux qui engendre les bas prix sur le bois. Le transfert de la propriété sur la forêt publique, en tout ou en partie, éliminerait la concurrence qu'elle fait subir aux petits producteurs propriétaires de boisés de ferme. Dans le but d'aider les sylviculteurs propriétaires à faire l'acquisition de boisés à des coûts raisonnables, OTIS propose également la création d'une société de gestion qui veillerait aux intérêts des sociétaires.

Nous avons vu que les problèmes de développement de certaines petites localités tenaient, pour une large part, aux limitations que leur impose le régime forestier. Il importe donc de donner les moyens aux populations locales de vivre de la forêt plutôt que de continuer à dépendre des compagnies.

Par ailleurs, tout comme pour le secteur agricole, il existe dans ce domaine de nouvelles opportunités du marché. Actuellement, 90% de la matière ligneuse n'est

transformée qu'en produits bas de gamme (madriers, papiers, etc.). À maints endroits, il y a place à développer des activités de seconde, voire de troisième transformation. Dans un article récent paru dans le quotidien *Le Soleil*, le chercheur en foresterie et spécialiste du changement climatique Luc C. DUCHESNE soutenait que le Canada posséderait quelque 600 produits forestiers non ligneux dont le potentiel économique serait évalué à plus d'un milliard de dollars. Ces produits, qui concernent l'alimentation (petits fruits, herbes, épices, champignons, etc.), les plantes nutraceutiques et pharmaceutiques, les produits ornementaux (arbre de Noël), manufacturiers (jouets, barils, instruments de musique, ébénisterie, etc.) et les matériaux (huiles essentielles, résines, alcool, etc.), pourraient, s'ils étaient exploités à leur juste valeur, favoriser la création de nombreux emplois<sup>52</sup>. Les plantes médicinales et, plus précisément, l'if du Canada, que l'on retrouve souvent dans les érablières, offriraient aussi des perspectives économiques très intéressantes<sup>53</sup>. Une autre utilisation possible consisterait dans la production d'énergie soit par la combustion directe ou la fabrication de méthanol à partir des feuillus. Une expertise est donc à construire dans le domaine de la flore bas-laurentienne, l'une des plus riches de la province, afin que les producteurs des petites localités puissent prendre leur place sur le marché international de la parfumerie, de la fabrication d'arômes, d'additifs, de produits naturels, d'extraits végétaux et d'huiles essentielles.

<sup>52</sup> L'auteur les évalue entre 100 000 et deux millions mais ces chiffres nous apparaissent considérablement exagérés.

<sup>53</sup> En 2001, le Syndicat des producteurs de bois du Bas-Saint-Laurent a signé une entente de mise en marché avec la compagnie pharmaceutique Bioxel Pharma inc. L'entreprise extrait, à partir des branches d'if, des taxanes, une substance efficace dans le traitement de certains cancers. Actuellement, les ventes mondiales annuelles de ce type de médicaments dépassent les trois milliards de dollars. La récolte de cet arbuste est susceptible de représenter un revenu d'appoint pour certains acériculteurs en plus de constituer une valeur supplémentaire à leur exploitation.

La forêt privée du Bas-Saint-Laurent est l'une des plus diversifiées de la province. Elle offre des éléments fauniques, des écosystèmes et des habitats fauniques qui constituent de véritables richesses naturelles. Or, plusieurs de ces richesses – notamment celles à caractère faunique – sont à l'état de sous-exploitation<sup>54</sup>.

À ces initiatives, s'ajoutent la consolidation d'activités plus traditionnelles telles que l'aménagement forestier. Le modèle actuel de gestion de la forêt québécoise<sup>55</sup> induit fort peu d'incitatifs à procéder à un aménagement en fonction de tous les potentiels de cette ressource. Or, selon une étude socio-économique récente effectuée par le chercheur Luc BOUTHILLER (2001), il s'agit d'une pratique indispensable qui génère des retombées sociales et économiques significatives non seulement pour les petites localités mais aussi pour l'ensemble de la collectivité<sup>56</sup>. La sylviculture et un meilleur contrôle des coupes forestières par des normes gouvernementales adaptées aux problématiques de ces petits milieux peuvent également contribuer à maintenir, voire à accroître, la quantité et la qualité de la production de la matière ligneuse. En outre, si l'introduction de nouvelles technologies permet une réalisation plus rationnelle de la matière ligneuse, il n'en demeure pas moins que plusieurs résidus restent encore sous-utilisés. Ces derniers

---

<sup>54</sup> Si les propriétaires de boisés privés connaissent bien des espèces telles que l'original, le cerf de Virginie ou la perdrix, ils sont généralement beaucoup moins familiers avec le hibou des marais ou la tortue, autant de richesses fauniques qui exercent un rôle important en termes de biodiversité et qui pourraient faire l'objet d'une exploitation notamment à des fins récréo-touristiques.

<sup>55</sup> Pour l'essentiel, ce modèle se résume à l'octroi de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier.

<sup>56</sup> Dans un rapport d'évaluation du Plan de développement de l'Est-du-Québec publié en septembre 1987 par le Service canadien des forêts, on soulignait que chaque dollar investi en aménagement forestier permettait de générer cinq dollars dans l'économie tout en permettant à l'État d'en retirer des avantages fiscaux.

pourraient être intégrés dans diverses productions secondaires telles que les huiles essentielles, les panneaux particules, les copeaux, etc.

Bien que les petites localités rurales du Québec ne possèdent pas de gisements exceptionnels, la découverte récente de cuivre à St-Guy et à Padoue (Dufauville)<sup>57</sup>, d'argent dans l'arrière-pays de Trois-Pistoles, d'or et de zinc près de Ste-Marguerite (secteur Fraser), de gaz naturel et de pétrole à St-Charles-Garnier, peut également, à plus long terme, favoriser une certaine diversification des ressources.

Dans le domaine de l'environnement, les écovillages, dont nous avons déjà soufflé mot dans le cadre du chapitre deux, ouvrent de nouveaux sentiers qui pourraient nous inspirer. Déjà très prisée en Écosse, en Australie et aux États-Unis, cette formule pourrait éventuellement s'avérer viable pour un certain nombre de petites localités. L'entretien de l'espace et l'aménagement du territoire occupent une place privilégiée dans la mise en œuvre de ce concept dont les activités sont susceptibles de générer des emplois de proximité en milieu rural fragile. Les sites naturels sont aujourd'hui perçus comme une richesse à préserver. Leur entretien et leur valorisation, en milieu rural fragile, suscitent des espoirs de retombées économiques différées notamment par l'intermédiaire d'activités touristiques et de loisirs.

Nous nous gardons bien de faire du tourisme le remède magique au développement des localités fragiles. Mais il n'en demeure pas moins que certaines

---

<sup>57</sup> Les teneurs en cuivre enregistrées dans ces deux municipalités varient entre 0,1 et 15,54%. Or, elles doivent être supérieures à 10% pour justifier l'exploitation d'une mine.

d'entre elles possèdent de véritables petites perles à l'état de sous-exploitation. La chute en dentelle située derrière le village de Rivière-au-Tonnerre, sur la Côte-Nord, constitue un exemple parmi tant d'autres. Des efforts d'aménagement touristique devraient être faits pour faire bénéficier au maximum les petits milieux de nouvelles sources de revenus et de nouveaux emplois.

À l'exception de quelques municipalités qui jouissent d'un patrimoine exceptionnel, la majorité des petites localités rurales du Québec ne font pas l'objet d'interventions concertées avec le gouvernement pour la préservation et la sauvegarde de cette richesse collective. Plusieurs chercheurs déplorent la timidité et le peu d'intérêt que manifestent les autorités de tous niveaux à l'égard du patrimoine architectural du milieu rural québécois. Selon DUGAS (1990), «la conservation et la mise en valeur sont davantage objets de discours que de préoccupations sérieuses dans les instances décisionnelles et au plan des réalisations» (DUGAS, 1990: 1106). De son côté, l'ethnologue Paul-Louis MARTIN (1998) souligne que «sur des dizaines de milliers d'habitations et de bâtiments anciens que compte le Québec rural, il s'en trouve à peine quelques centaines dont la valeur est reconnue publiquement, soit un infime pourcentage» (MARTIN, 1998: 68). Au-delà des considérations culturelles et politiques qu'on lui reconnaît, le patrimoine (notamment celui à caractère religieux) constitue, pour de nombreuses petites communautés, une avenue à explorer<sup>58</sup>. Cette gestion patrimoniale ne peut, par ailleurs, se concevoir sans un

---

<sup>58</sup> Nous pensons notamment à des localités telles que St-Denis, St-Germain et Métis-sur-Mer qui recèlent des richesses insoupçonnées sur ce plan.



partenariat étroit entre les différents acteurs impliqués par leurs stratégies et leurs décisions dans l'avenir du milieu.

Enfin, certaines localités fragiles disposent de caractéristiques fort enviables telles un cadre et une qualité de vie exceptionnels, un climat d'entraide, de solidarité et de coopération qui peuvent s'avérer un facteur d'attraction non négligeable notamment pour les néo-ruraux.

Dans un monde qui se globalise, il importe de bien identifier les traits locaux qui se distinguent par leur rareté et leur caractère unique. Mais il faut aussi aller plus loin. Ainsi que le précise Bernard VACHON (1997), «les activités de transformation et de services devront être de plus en plus présentes et cohabiter, dans des conditions spécifiques, avec les fonctions traditionnelles elles-mêmes profondément transformées» (VACHON, 1997: 28). En effet, si elles souhaitent maintenir et augmenter leur population, conserver la main-d'œuvre qu'elles font instruire et favoriser leur développement, les petites localités ont besoin de nouveaux emplois permanents et bien rémunérés dans les secteurs de la transformation et des services. Toutes ces activités doivent s'inscrire dans un contexte plus large de développement rural qui implique l'élaboration d'une stratégie orientée vers la correction des problèmes structurels des petites collectivités rurales dans un souci de rééquilibrage territorial.

## **5.2 Quelques éléments pour l'élaboration d'une politique de développement rural adaptée aux problèmes structurels des petites localités**

L'adoption d'une politique globale et intégrée de développement de tous les territoires du Québec apparaît de plus en plus comme étant un objectif incontournable dans une perspective de lutte aux disparités. Certes, l'atteinte de cet objectif est d'abord et avant tout l'affaire des petites collectivités et de leur capacité à inventer autrement leur développement. Comme le précise Paul HOUÉE (1999), une politique de développement rural doit s'inscrire dans une «démarche globale qui intègre en les dépassant les approches sectorielles spécifiques, qui conjugue les orientations et les équilibres arrêtés par les instances supérieures, les aspirations et les demandes émanant des groupes locaux dans la diversité de leur cheminement et de leur culture» (HOUÉE, 1999: 36).

Dans cette section, nous présenterons les grandes lignes directrices relatives à l'élaboration d'une politique de développement rural. Il ne saurait être question d'évoquer au singulier cette politique en raison de la diversité des milieux ruraux en général et des petites localités en particulier. En effet, la mise en œuvre de cette politique comporte des conditions propres à chaque localité. En outre, elle requiert des modifications majeures en ce qui a trait aux programmes et aux orientations du gouvernement en matière d'aménagement du territoire et de développement régional. L'élaboration de cette stratégie plurielle, qui doit faire une place première aux mesures susceptibles de corriger les problèmes structurels des milieux fragiles selon une approche multisectorielle et intégrée de l'économie rurale, nécessite la participation de tous les acteurs impliqués dans le développement local et régional. Objet de la section 5.2.2, cet exercice de concertation

est susceptible de créer une synergie entre les différents acteurs socio-économiques. Mais d'abord, cette partie aborde les principaux fondements et l'approche stratégique retenue pour l'élaboration d'une politique de développement spécifique aux milieux fragiles.

### **5.2.1 Nature et principales lignes directrices de cette politique**

Le développement de nouvelles alternatives et de créneaux spécialisés orientés sur l'expansion d'une agriculture parallèle à haute valeur ajoutée ne sera possible qu'à la condition que cette nouvelle offre soit arrimée à une politique de développement spécifique à ces milieux fragiles. Le développement d'une agriculture parallèle suppose donc un meilleur encadrement comme cela se fait en Europe notamment par le biais de la Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires (LOADT)<sup>59</sup> et le programme LEADER<sup>60</sup>.

<sup>59</sup> Nous tracerons les grandes lignes de cette loi à la section suivante.

<sup>60</sup> Lancé en mars 1991, le programme LEADER (pour Liaison entre les actions de développement de l'économie rurale), constitue une initiative communautaire déterminante dans l'évolution de la politique rurale de l'Union européenne. Son objectif premier consiste à soutenir les initiatives de développement local. Il s'applique dans les zones rurales fragiles ainsi que dans celles des régions dites «en retard de développement». Ce programme de développement part du principe selon lequel les régions sensibles, en raison de leur diversité culturelle, constituent une sorte de réservoir de sociodiversité (par analogie à la biodiversité) qui représente un potentiel qu'il faut conserver pour le futur. Les actions financées au titre de ce programme s'inscrivent dans trois catégories: (1) l'acquisition de compétences; (2) les innovations rurales et (3) la coopération internationale. Ses objectifs sont essentiellement de quatre ordres. Le premier concerne l'adaptation, le maintien et la création d'activités dont la mise en œuvre suppose de nouveaux emplois, une maîtrise des migrations et de l'insertion sociale et professionnelle, de la compétitivité et de l'accès aux marchés et des technologies utilisées. Dans cette perspective, les projets de développement local postulant au programme LEADER doivent valoriser les ressources endogènes du territoire à partir d'un projet intégrateur fondé sur la mise en réseau des différents acteurs locaux au sein d'un groupe d'action locale (GAL).

Jusqu'à présent, les approches sectorielles se sont montrées peu efficaces pour résoudre les problèmes structurels des petites localités rurales. C'est pourquoi, la formulation d'une politique rurale doit être basée sur une approche globale et intégrée et non pas dans une perspective de résolution problème par problème. L'expérience étrangère révèle que la revitalisation des milieux en difficulté exige la mise en œuvre d'une stratégie qui s'attaque simultanément à l'ensemble des causes de la fragilité. L'élaboration d'une telle politique soulève, d'un point de vue social, deux questions majeures. Souhaitons-nous, comme société, assurer le maintien de toutes les localités du Québec et, en particulier de celles qui souffrent de dépeuplement? Sommes-nous prêts à consentir les efforts et les ressources nécessaires? Cette politique, si nous répondons par l'affirmative à ces interrogations, doit retenir comme but ultime la réduction des disparités territoriales. L'atteinte de cet objectif suppose que la stratégie de développement rural doit être enracinée dans la conviction selon laquelle le niveau de vie et les perspectives d'emplois des petites localités ne devraient pas être très inférieurs à la moyenne nationale.

Au cours des prochaines sections, nous identifierons trois moyens en vue de favoriser son élaboration. Il s'agit, en premier lieu, de développer des mesures de soutien adaptées à la situation des milieux fragiles dans une perspective de lutte aux disparités. Nous ferons référence à la loi française d'orientation sur l'aménagement et le développement du territoire. L'aménagement du territoire nous apparaît un outil indispensable dans l'élaboration d'une politique visant l'atténuation des disparités territoriales. Un bon plan d'aménagement risque de demeurer lettre morte s'il n'est pas assorti d'actions concrètes en vue de stimuler le développement économique. Ce troisième point fera l'objet de la section 5.2.1.3.

### **5.2.1.1 La nécessité de développer des aides publiques qui offrent des mesures de soutien appropriées**

#### **5.2.1.1.1 Le cas de LOADT en France**

Pour des motifs d'équité, de justice mais aussi d'efficacité économique, la poursuite d'un meilleur équilibre du développement sur le territoire national nous apparaît un enjeu fondamental à inscrire dans une politique de développement rural. Ainsi que le mentionne BERGERON (1995), «l'économie du Québec dans son ensemble ne pourra tirer profit de tout son potentiel de développement que dans la mesure où un meilleur équilibre spatial permet de mettre en valeur toutes les ressources de son territoire et d'appliquer ses politiques macro-économiques de façon appropriée» (BERGERON, 1995: 357). Le développement des petites localités peut difficilement se faire selon les normes politico-économiques actuelles. Dès lors, il devient impératif de modifier, d'assouplir, de moduler et de décentraliser l'approche organisationnelle de moult programmes de façon à améliorer l'efficacité de l'appareil gouvernemental et à favoriser l'éclosion des initiatives locales. Les instances locales sont souvent remplies de bonne volonté, d'idées ou de projets à promouvoir mais elles disposent généralement de peu de moyens pour les structurer et les rendre opérationnels. Il importe, en effet, d'adapter les diverses mesures de soutien aux particularismes des milieux fragiles, de diminuer les contraintes bureaucratiques, de raccourcir les processus décisionnels, de simplifier les démarches, de répondre rapidement aux demandes d'information, d'éviter les rigidités, les duplications, les chevauchements et les gaspillages. Ces contraintes, qui sont généralement à l'origine des revendications en faveur de la décentralisation, exercent des effets néfastes sur l'économie des petits milieux et contribuent à freiner le dynamisme, l'innovation et le développement local. Dans cette perspective, les petites localités doivent

bénéficier de mesures particulières et suffisamment fortes pour compenser les inconvénients liés à leur localisation, à la faiblesse de leur économie, à l'instabilité de leur démographie et à l'insuffisance de services. Bref, ces mesures doivent s'attaquer simultanément à l'ensemble des causes de la fragilité. Il s'agit de corriger les inégalités et les conditions de vie liées à la situation géographique, de compenser les handicaps territoriaux, en introduisant le principe de l'inégalité fiscale pour tendre à l'égalité territoriale. En cette matière, il faut bien constater que plusieurs pays ont une nette longueur d'avance sur le Québec. En Europe, les zones rurales fragiles font l'objet d'une intervention spécifique depuis le milieu des années soixante-dix<sup>61</sup>. La Suisse, la Norvège, la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche et l'Angleterre ont notamment adopté des politiques volontaristes pour contrer le déclin et engager des régions rurales en difficulté sur la voie d'une revitalisation durable. Nous voudrions nous attarder plus spécifiquement, au cours des prochaines lignes, à la Loi de l'aménagement et du développement du territoire, instituée en France en février 1995, loi qui s'inscrit dans un objectif de lutte aux disparités.

Les disparités économiques grandissantes entre les diverses régions françaises ont effectivement provoqué une réflexion sur les mécanismes à mettre en œuvre pour une

---

<sup>61</sup> Au départ, cette intervention constituait un volet de la politique agricole commune (PAC). Cette dernière a eu pour conséquence de renforcer l'emprise des administrations nationales sur le développement des zones de montagne. À la fin des années quatre-vingt, la Commission européenne a révisé profondément les modalités de son intervention. Différents programmes, nés pour la plupart de la réforme des fonds structurels de 1988, ont été mis en œuvre. Les analyses faites lors de cette nouvelle phase de l'intervention européenne ont avancé l'hypothèse du renforcement du niveau régional. L'adoption du programme LEADER a permis de confirmer l'ambition d'une politique de développement territorial orientée vers l'atténuation des disparités.

meilleure répartition de la richesse dans le cadre d'un débat national<sup>62</sup>. Cette volonté politique a franchi une étape importante le 4 février 1995 par l'adoption de la Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (LOADT) qui dote l'État français et les élus de mesures de soutien aux milieux en difficulté<sup>63</sup>. Cette loi, qui s'appuie sur le «pays» et s'organise autour d'une «charte du territoire», fait référence à un développement équilibré de l'ensemble du territoire national et opte pour des choix stratégiques en matière de politique de développement rural<sup>64</sup>. Elle tend à créer les conditions favorables au développement de l'emploi et de la richesse nationale, notamment en renforçant la solidarité des entreprises avec leur territoire d'implantation, et à réduire les inégalités territoriales tout en préservant pour les générations futures les ressources disponibles ainsi que la qualité et la diversité des milieux naturels<sup>65</sup>. Elle assure l'égalité des chances entre les citoyens en garantissant en particulier à chacun d'entre eux un égal accès au savoir et aux services publics sur l'ensemble du territoire et réduit les écarts de richesses entre les collectivités territoriales par une péréquation de leurs ressources en fonction de leurs charges et par une modulation des aides publiques.

---

<sup>62</sup> À l'exemple de la France, la Norvège a adopté, après la Seconde Guerre mondiale, une vigoureuse politique de développement régional. Depuis l'élaboration de cette politique, ce pays se distingue par une croissance économique considérable, une situation de plein-emploi et l'occupation de tous ses territoires, même les plus isolés. Bien qu'elle n'explique pas tout, la stratégie adoptée par le gouvernement norvégien traduit néanmoins l'existence d'une volonté politique à vouloir réduire les inégalités territoriales.

<sup>63</sup> Ces mesures reposent sur une planification et une mise en œuvre des actions supervisées par les populations locales. Les instances publiques centralisées fournissent les ressources financières nécessaires aux acteurs locaux qui ont la responsabilité de les gérer et de les appliquer dans les secteurs et aux endroits qui en ont le plus besoin.

<sup>64</sup> Il faut préciser ici que les régions classées difficiles et défavorisées sont celles qui possèdent aujourd'hui les systèmes d'exploitation à haute valeur patrimoniale naturelle, car ils permettent la protection des espèces et des habitats. Cette caractéristique confère aux populations rurales de ces zones une reconnaissance du rôle stratégique qu'elles peuvent jouer dans le cadre de la mise en œuvre de cette nouvelle politique de développement rural.

<sup>65</sup> Nous retrouvons ici les grands principes du développement durable.

Déterminée au niveau national par l'État, après consultation des partenaires intéressés, des régions ainsi que des départements, la politique participe, dans le respect du principe de subsidiarité, à la construction de l'Union européenne. Elle est conduite par l'État et par les collectivités territoriales dans le respect des principes de la décentralisation. Elle renforce la coopération entre l'État, les collectivités territoriales, les organismes publics et les acteurs économiques et sociaux du développement. Les citoyens sont associés à son élaboration et à sa mise en œuvre ainsi qu'à l'évaluation des projets qui en découlent.

Les choix stratégiques de la politique d'aménagement et de développement du territoire se traduisent par des objectifs énoncés par les schémas de services collectifs. L'État veille au respect de ces choix stratégiques et de ces objectifs dans la mise en œuvre de l'ensemble de ses politiques publiques, dans l'allocation des ressources budgétaires et dans les contrats conclus avec les collectivités territoriales et leurs groupements, les établissements et organismes publics, les entreprises nationales et toute autre personne morale publique ou privée, en particulier en ce qui concerne les contrats de plan conclus avec les régions. Il favorise leur prise en compte dans la politique européenne de cohésion économique et sociale.



La politique d'aménagement et de développement durable du territoire repose sur les choix stratégiques<sup>66</sup> suivants:

- le renforcement de pôles de développement à vocation européenne et internationale, susceptibles d'offrir des alternatives à la région parisienne;
- le développement local, organisé dans le cadre des bassins d'emploi et fondé sur la complémentarité et la solidarité des territoires ruraux et urbains. Il favorise au sein de pays présentant une cohésion géographique, historique, culturelle, économique et sociale la mise en valeur des potentialités du territoire en s'appuyant sur une forte coopération intercommunale et sur l'initiative et la participation des acteurs locaux;
- l'organisation d'agglomérations favorisant leur développement économique, l'intégration des populations, la solidarité dans la répartition des activités, des services, de la fiscalité locale ainsi que la gestion maîtrisée de l'espace;
- le soutien des territoires en difficulté, notamment les territoires ruraux en déclin, certains territoires de montagne, les territoires urbains déstructurés ou très dégradés cumulant des handicaps économiques et sociaux, certaines zones littorales, les zones en reconversion, les régions insulaires et les départements d'outre-mer (régions ultrapériphériques françaises).

---

<sup>66</sup> Afin de concourir à la réalisation de chacun de ces choix stratégiques ainsi qu'à la cohésion de ces territoires, l'État assure: (1) la présence et l'organisation des services publics, sur l'ensemble du territoire, dans le respect de l'égal accès de tous à ces services, en vue de favoriser l'emploi, l'activité économique et la solidarité et de répondre à l'évolution des besoins des usagers, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture, du sport, de l'information et des télécommunications, de l'énergie, des transports, de l'environnement, de l'eau; (2) la correction des inégalités spatiales et la solidarité nationale envers les populations par une juste péréquation des ressources publiques et une intervention différenciée, selon l'ampleur des problèmes de chômage, d'exclusion et de désertification rurale rencontrés et selon les besoins locaux d'infrastructures de transport, de communication, de soins et de formation; (3) un soutien aux initiatives économiques modulé sur la base de critères d'emploi et selon leur localisation sur le territoire en tenant compte des zonages en vigueur; (4) une gestion à long terme des ressources naturelles et des équipements, dans le respect des principes énoncés par l'article L-200-1 du code rural et par l'article L-110 du code de l'urbanisme; (5) la cohérence de la politique nationale d'aménagement du territoire avec les politiques mises en œuvre au niveau européen ainsi que le renforcement des complémentarités des politiques publiques locales.

Des politiques renforcées et différenciées de développement sont mises en œuvre dans les zones caractérisées par des handicaps géographiques, économiques ou sociaux. Ces zones comprennent les zones d'aménagement du territoire, les territoires ruraux de développement prioritaire, les zones urbaines sensibles et les régions ultrapériphériques françaises<sup>67</sup>. Une péréquation financière est opérée entre chaque catégorie d'espaces.

Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer les impacts de cette politique<sup>68</sup>, force est de reconnaître la volonté de l'État français à vouloir réduire les inégalités entre les différentes collectivités territoriales. Or, une telle volonté n'existe pas au Québec. Les budgets consacrés au développement local et régional sont mal adaptés à la situation des petites localités. Cette volonté politique devra se concrétiser par le biais d'une approche novatrice du développement local et régional reconnaissant les petits milieux comme des entités à part entière qui participent pleinement à la production et à la création de la richesse québécoise. Dans cette perspective, les politiques gouvernementales doivent tendre vers le développement intégré du milieu rural accordant une attention particulière aux localités de petite taille.

---

<sup>67</sup> Les zones d'aménagement du territoire sont caractérisées notamment par leur faible niveau de développement économique et par l'insuffisance du tissu industriel ou tertiaire. Pour leur part, les territoires ruraux de développement prioritaire recouvrent les zones défavorisées caractérisées par leur faible niveau de développement économique. Ils comprennent les zones de revitalisation rurale confrontées à des difficultés particulières. Les zones urbaines sensibles, quant à elles, sont caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradés et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi. Elles comprennent les zones de redynamisation urbaine et les zones franches urbaines. Dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte, ces zones sont délimitées en tenant compte des caractéristiques particulières de l'habitat local. La liste des zones urbaines sensibles est fixée par décret. Enfin, les régions ultrapériphériques françaises recouvrent les départements d'outre-mer.

<sup>68</sup> Le gouvernement français s'est engagé à produire un rapport à ce sujet 10 ans après sa mise en œuvre.

Par ailleurs, la réduction des disparités ne passe pas uniquement par une meilleure gestion des fonds publics. Il faut inverser les flux financiers en faveur des milieux fragiles. C'est pourquoi, nous recommandons la création de fonds structurels qui privilégieront de manière préférentielle les localités de petite taille. Une partie des sommes disponibles pour le développement local et régional (et en particulier ceux provenant des fonds de la Société de diversification économique des régions et de la stratégie de diversification économique des régions-ressources) pourrait par exemple être réservée aux projets de développement en provenance des milieux fragiles. Une entente spécifique, qui engage différents ministères du gouvernement du Québec et diverses instances locales et régionales, pourrait également être signée entre le gouvernement du Québec et les milieux concernés. En effet, une telle mesure nous semble un dispositif particulièrement efficace et populaire pour mettre en place des interventions ciblées concernant un ou des problèmes spécifiques avec des objectifs tout aussi spécifiques à atteindre. Les choix en termes de développement prendraient la forme d'un contrat local. Ils tiendraient compte de normes définies à un échelon supérieur et des contraintes propres au territoire considéré mais laissant place à une importante liberté d'interprétation dans le choix des mesures particulières mais aussi dans la vision même du développement servant de support à l'entente.

#### **5.2.1.1.2 Quelques possibilités d'adaptations et d'interventions dans le secteur agricole**

L'entretien des paysages ruraux, la préservation des ressources et l'occupation des zones à handicaps naturels constituent des services de nature publique qui justifient

un financement du secteur agricole adapté à la diversité des conditions socio-économiques des milieux fragiles. Dès lors, cela suppose, dans un premier temps, une révision des mesures de soutien destinées à l'agriculture et, dans un second temps, l'élaboration d'un nouveau modèle agricole propre à ces territoires fragiles<sup>69</sup>.

La Financière agricole, de concert avec le MAPAQ, est invitée à s'inspirer des expériences françaises et suédoises pour légitimer ses politiques publiques de soutien au développement des milieux fragiles. De manière concrète, cet important bailleur de fonds pourrait faire preuve d'une plus grande souplesse notamment à l'égard des plus petites fermes en acceptant un niveau de risque plus élevé, en ce qui a trait aux prêts accordés aux exploitations sises dans les petites localités. Il permettrait ainsi à un certain nombre d'agriculteurs de rester dans leurs milieux, et donc, de stimuler le développement économique local<sup>70</sup>. Dans cette même perspective, ne pourrait-il pas moduler le montant des aides non seulement en fonction des contraintes biophysiques mais aussi des

---

<sup>69</sup> Pour mettre en valeur le potentiel des produits alimentaires de niche et du terroir, le gouvernement s'est engagé en octobre 2001 à élaborer une stratégie globale de développement. En appui à cette stratégie et dans le but de favoriser la transformation et la valorisation de la ressource agricole, le soutien d'une production ou d'une activité émergente, le gouvernement du Québec et la Financière agricole ont convenu de créer une nouvelle filiale dotée d'un capital de 24 millions de dollars. Ce capital servira à appuyer les projets d'investissement en amont et en aval de l'agriculture ainsi que divers projets de développement régional. Afin d'assister les promoteurs dans la préservation des savoir-faire, la mesure d'aide aux produits du terroir se poursuit jusqu'en 2004-2005 avec une enveloppe annuelle de 600 000\$. Enfin, le gouvernement entend soutenir les projets qui ont un impact sur l'occupation du territoire et qui contribuent à la pérennité des activités agricoles et des économies locales. Ainsi, il met à la disposition des MRC qui en feront la demande, une enveloppe de 5,9 millions sur trois ans afin de favoriser la diversification de l'agriculture et la transformation des produits agroalimentaires. Ces programmes permettront-ils d'endiguer les effets pervers de l'actuelle politique agricole? Quelles en seront les conséquences pour les petites communautés? Bien qu'il soit encore trop tôt pour répondre à ces questions, il semble peu probable que ces «nouvelles mesures» puissent contrecarrer les problèmes structurels des milieux fragiles. À cet égard, il apparaît urgent de revoir le système de distribution des aides publiques et de mettre en place des programmes qui s'adresseront spécifiquement aux réalités des petites localités. Si l'on veut promouvoir un développement agricole durable qui s'appuie sur des exploitations autonomes, qui valorise les ressources naturelles par le travail et qui génère une valeur ajoutée, il apparaît indispensable de rompre avec les soutiens proportionnels aux volumes produits par actif et d'élaborer des mesures qui corrigeront les imperfections du marché.

<sup>70</sup> Mais cela suppose une réforme des mesures de soutien couplées à des programmes adaptés aux réalités des petits agriculteurs.

objectifs de maintien d'une population active agricole nécessaire à l'occupation du territoire? Ce même organisme, de concert avec les ministères des Régions, des Ressources naturelles, de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pourrait accorder un droit de cité à l'agrotourisme en instituant des programmes tels que LEADER ou PDZR<sup>71</sup> comme on en retrouve en Europe<sup>72</sup>. De même, l'aide aux tables de concertation agroalimentaire régionale ainsi que celle destinée au soutien des produits du terroir administrée par le ministère des Régions pourraient faire l'objet d'une augmentation substantielle de façon à mieux soutenir le développement des produits à haute valeur ajoutée provenant des milieux fragiles. Nombreux sont les agriculteurs qui envisagent orienter leurs activités vers la deuxième et la troisième transformations de la ressource agricole. Par ailleurs, ils ont tôt fait de constater à quel point les dispositions et les différents règlements sont peu adaptés à une production de type artisanal. Il importe donc

---

<sup>71</sup> Le Programme de Développement des Zones Rurales s'adresse spécifiquement aux territoires ruraux sensibles. Il vise l'adaptation de l'agriculture et la valorisation de la forêt, le développement industriel, commercial et artisanal, la valorisation du potentiel touristique, du patrimoine culturel et environnemental, l'amélioration des conditions de vie et la mobilisation des ressources humaines dans une perspective de développement local.

<sup>72</sup> L'Espagne, par exemple, encourage, depuis 1967, le développement de l'agrotourisme grâce à des aides financières destinées à faciliter l'implantation d'aménagements. Le soutien apporté cherche à développer un tourisme de qualité, valorisant la culture et le patrimoine local. Par ailleurs, le ministère de l'Agriculture et du Tourisme a collaboré à la publication d'un guide dans le cadre d'un programme visant spécifiquement l'essor de l'industrie agrotouristique dans les milieux en difficulté. Pour sa part, l'Autriche a développé de façon formelle un réseau de vacances à la ferme depuis 1964, mais cette pratique existait déjà depuis plus d'un siècle et avait, avant ce positionnement, davantage une connotation centrée sur la villégiature. Toujours dans le même ordre d'idées, c'est en 1954 que s'organise en France le réseau «Gîte rural» et en 1959 celui des «Villages-vacances-familles». Par la suite, de nombreux autres concepts ont été développés; mentionnons, notamment celui des «Fermes ouvertes», l'«Accueil des Paysans», les «Dimanches de France» ou encore le réseau «Bienvenue à la Ferme».

que cette réglementation et ces procédures soient changées et adaptées à ces micro-entreprises<sup>73</sup>.

La reconnaissance, par les différents paliers de gouvernement, de la multifonctionnalité de l'agriculture, doit se traduire par les aides financières appropriées<sup>74</sup> (comme la mise sur pied d'un fonds d'intervention spécifique aux petites localités qui prend en considération l'espace, le peuplement, les métiers et les filières dans une vision globale du développement) ainsi que par l'octroi d'aides ponctuelles et individuelles portant sur les services collectifs aux filières de production (mise en place des produits AOC, certification, signes de qualités, valorisation fermière et directe, lancement d'activités touristiques et récréatives, nouvelles productions, marchés de

<sup>73</sup> L'annonce récente de la création d'une nouvelle filiale de la Financière agricole du Québec disposant d'un capital de 24 millions de dollars pour appuyer des projets de transformation et de valorisation en amont et en aval de l'agriculture constitue, certes, un pas dans la bonne direction. Par ailleurs, il serait grandement souhaitable d'allouer une partie de cette somme, voire un budget additionnel, aux localités à problèmes socio-économiques sérieux et d'explorer des modalités d'application spécifiques à ces milieux.

<sup>74</sup> Cela suppose une conception différente du mode d'affectation des subventions ce qui nécessite l'élaboration de mesures de soutien spécifiques aux problèmes géographiques, économiques, environnementaux et sociaux des localités fragiles. En France, ce soutien prend la forme de contrats territoriaux d'exploitation (CTE). Ces contrats ont pour objectifs la production de biens et de services, la gestion de l'espace, la protection de l'emploi et de l'environnement. En signant un CTE, l'agriculteur s'engage à diversifier sa production et à introduire de nouvelles activités. En contrepartie, il obtient une aide publique significative. Les contrats territoriaux d'exploitation reposent sur une politique contractuelle dans laquelle une partie des aides publiques aux agriculteurs est subordonnée à la prise en compte par les exploitations des orientations définies par des cahiers de charges nationaux ou régionaux. Deux axes et huit orientations ont été formulés par le ministère de l'Agriculture. Les deux axes proposés sont d'ordre socio-économique et environnemental-territorial. Quant aux orientations, elles concernent la valorisation qualitative des produits, la diversification des activités, le maintien ou la création d'emplois, la gestion quantitative et qualitative de l'eau, la valorisation des surfaces en herbe, les actions en faveur de la biodiversité et des zones humides, la gestion des paysages et du patrimoine naturel et culturel et la prévention des risques naturels.

proximité, etc.)<sup>75</sup>. Cette reconnaissance, qui nécessite une difficile mais nécessaire harmonisation entre les dimensions économique, écologique et sociale de toute stratégie de développement, implique également que l'État soutienne financièrement les différents services (occupation du territoire, aménagement de l'espace, préservation de l'environnement, etc.) que fournissent indirectement les agriculteurs à l'ensemble de la population. La prestation de ces services à la collectivité pourrait faire l'objet de contrats territoriaux d'exploitation négociés à un niveau local, donc de rémunération tels qu'on en retrouve en France. Ces derniers doivent impérativement comporter deux volets:

- un à caractère économique décrivant les projets innovants de l'exploitation agricole en matière de création et de valeur ajoutée et d'emplois;
- et un autre à caractère environnemental énumérant les engagements nouveaux de l'exploitation en matière de protection de la nature et d'occupation de l'espace.

Ainsi, les agriculteurs pourraient être rémunérés pour l'entretien des sentiers ruraux, le nettoyage des friches et l'aménagement de l'espace. Car l'agriculteur n'est-il pas d'abord et avant tout un «gestionnaire du vivant»? Dans cette perspective, l'agriculture serait jugée à l'aune de sa contribution au développement territorial. Dans cette optique, nous empruntons l'idée émise par Roméo BOUCHARD (2002b), président de l'Union paysanne, à savoir que l'aide au producteur devrait être accordée non pas en fonction du

---

<sup>75</sup> L'élaboration d'une politique agricole, qui met l'accent sur la qualité au lieu de la quantité, devrait permettre à certains exploitants situés en milieu rural fragile d'augmenter leurs revenus par l'addition de valeur aux produits agricoles et par d'autres activités économiques. Ainsi, les politiques visant à assurer la promotion de produits de haute qualité sur la base de leur origine géographique peuvent apporter une contribution significative au développement rural dans les localités et les régions où il existe une demande pour des produits élaborés suivant des processus particuliers ou pour des produits locaux, régionaux ou traditionnels. De manière concrète, la promotion de ces produits pourrait être encouragée par l'État en mettant, à la disposition des exploitations agricoles situées en milieu fragile, des fonds spécifiques à cet effet. Des contributions supplémentaires pourraient être accordées aux localités qui présentent des problèmes économiques plus sérieux.

volume de production mais plutôt en fonction de critères sociaux ou environnementaux tels que la taille de la ferme, son revenu et son taux de main-d'œuvre, de façon à favoriser une occupation plus équilibrée du territoire rural québécois<sup>76</sup>. Diverses mesures (comme des allègements fiscaux ou des aides directes pour l'installation de nouveaux agriculteurs) visant le maintien de l'activité agricole en milieu rural fragile pourraient également être développées. Certaines barrières à l'entrée ou à la rentabilité, de nature réglementaire, pourraient être allégées ou carrément abolies pour les producteurs des petites localités. À l'exemple de la nouvelle loi d'orientation agricole instituée en France, il s'agit de mettre en œuvre une stratégie qui vise à consolider le rôle économique, social et environnemental des petites exploitations agricoles<sup>77</sup>.

L'État doit également assurer une meilleure répartition des revenus et de la richesse entre les différents acteurs de l'industrie agroalimentaire. En d'autres termes, il ne peut être question de laisser les petits agriculteurs à eux-mêmes dans une compétition inégale entre eux et par rapport au marché. Sait-on, par exemple, que 90% du prix d'achat des produits de notre panier d'épicerie se dispersent dans la chaîne agroalimentaire et ne remontent pas aux producteurs ruraux et agricoles. Ces derniers ne touchent en moyenne que 10% du prix payé par le consommateur final.

En somme, les programmes de stabilisation du revenu, la révision des modes de fiscalité, les mesures d'aide destinées spécifiquement aux exploitations de petite taille et à

<sup>76</sup> Dans son dernier ouvrage, BOUCHARD (2002a) propose notamment la mise en place d'un mode de financement basé sur le principe d'«écoconditionnalité».

<sup>77</sup> Cette nouvelle loi propose également un type de régulation basé sur une répartition sociale et territoriale des aides de manière plus équitable.



la relève, l'incitation à la concertation devraient permettre à l'agriculture familiale de regagner ses lettres de noblesse de façon à mieux participer au développement des milieux fragiles. Par ailleurs, étant donné que l'agriculture n'occupe plus qu'une partie de la main-d'œuvre active en milieu rural fragile, il faut donc veiller à ce que les politiques gouvernementales soient modulées et ajustées aux autres secteurs de l'activité économique; cela dans un esprit de développement durable.

D'autre part, l'amélioration de la qualité de vie des milieux fragiles nécessite des investissements majeurs en matière d'aménagement du territoire et de développement économique. Ces deux dimensions évoluent en interrelation constante. Par conséquent, elles doivent être considérées de façon intégrée. Bernard VACHON (1996) nous rappelle en effet, qu'«une politique volontariste d'aménagement du territoire doit être conçue comme un élément stratégique d'une politique de développement socio-économique et de justice territoriale», (VACHON, 1996b: 78).

Au cours des deux prochaines sections, nous identifierons quelques actions à mettre en œuvre dans le vaste champ de l'aménagement du territoire.

#### **5.2.1.2 L'aménagement du territoire**

Une stratégie de développement des petites localités doit incontestablement être sous-tendue par un plan global d'aménagement du territoire visant:

- une distribution plus équilibrée du tissu de peuplement;
- des mesures particulières destinées à une meilleure harmonisation des fonctions en milieu rural fragile;
- une meilleure gestion et une exploitation plus rationnelle des ressources;
- des programmes visant l'amélioration de la qualité de l'habitat dans une perspective de protection et de préservation du patrimoine architectural;
- l'amélioration de l'accès au réseau routier pour certaines petites municipalités isolées dans la trame de peuplement.

#### **5.2.1.2.1 Une distribution plus équilibrée du tissu de peuplement**

Nous avons déjà montré que de nombreuses petites localités rurales, en particulier celles du Bas-Saint-Laurent, étaient aux prises avec un sérieux problème de dépeuplement. En outre, les résultats de nos recherches ont révélé que c'est la mauvaise structuration de l'espace qui est en partie responsable de leur état de fragilité. Cette double problématique alarmante pour l'occupation du territoire commande des interventions ambitieuses et porteuses de retombées à court, moyen et long termes. En laissant les forces dominantes organiser seules la mosaïque du peuplement, cela ne risque-t-il pas d'entraîner la mort de certaines communautés qui ne pourront adhérer aux conditions de la croissance industrio-urbaine?

La consolidation du tissu de peuplement en milieu rural est une entreprise complexe et délicate qui ne peut se satisfaire de la politique de développement régional

qui prévaut actuellement. Dans un ouvrage récent portant sur l'aménagement du territoire, HOUÉE (1998) rappelle le rôle fondamental de la ville dans la mise en œuvre d'une telle politique. «L'organisation de l'armature urbaine est décisive pour le développement territorial: c'est la ville qui structure son espace; c'est l'articulation des différentes fonctions urbaines qui détermine principalement le dynamisme du développement régional» (HOUÉE, 1998: 46). Dans cette optique, toute stratégie visant à favoriser un développement plus harmonieux et plus équilibré de l'espace rural québécois en général et des petites localités en particulier passe nécessairement par le renforcement et la consolidation des centres de services existants<sup>78</sup> et même par la formation de nouvelles agglomérations de façon à ce que chaque petite localité soit à moins de 20 kilomètres d'une ville<sup>79</sup>. «Il faut en fait voir à doter les espaces à population dispersée et particulièrement les régions périphériques d'une répartition appropriée de foyers structurants aptes à jouer le rôle de dispensateurs de services sur le milieu environnant et à servir de pôle de rétention du peuplement» (DUGAS, 1988b: 443). Les petites villes constituent, en effet, une synergie favorable au développement des milieux à problèmes et, par conséquent, à la stimulation de leur économie. Une complémentarité plus forte serait réalisée entre espaces urbain et rural. Par conséquent, elle favoriserait une utilisation plus intensive des ressources du second par rapport au premier.

---

<sup>78</sup> Cette consolidation pourrait notamment se traduire par une répartition plus équitable des fonctions et des services.

<sup>79</sup> Cette idée de renforcement des petites villes et des réseaux de villages est empruntée des travaux du géographe Clermont DUGAS. Elle est également partagée par Bernard VACHON dans sa contribution intitulée: «Le développement local en milieu rural ou la mobilisation des forces endogènes: «une stratégie pour ne pas disparaître»», dans DUGAS, Clermont (dir). *Points de vue sur le développement rural au Québec*. Coll. Dossiers de développement régional. Québec, Office de développement et de planification du Québec, 1990, pp. 19-38. Nous tenons ici l'une des principales explications aux difficultés des petites localités rurales et des inquiétudes qu'on peut avoir sur leur avenir. En effet, c'est par rapport à la ville que se définissent leurs faiblesses qui tiennent aux conditions de vie: isolement, sous-emploi, insuffisance de services, etc.

L'interaction entre la situation du monde rural et les petites villes conduit à s'interroger sur la présence de celles-ci dans les politiques conduites en faveur des espaces ruraux. Même s'ils sont de petite taille, les centres de services sont susceptibles de constituer une sorte de front de défense des activités tertiaires en milieu rural fragile et former alors l'ossature, la trame directrice d'une nouvelle organisation territoriale des campagnes<sup>80</sup>. La valorisation et le développement des petits milieux sont étroitement liés à la présence en leur sein des pôles d'emplois et d'animation que sont les petites villes. Ainsi que le fait remarquer le géographe Clermont DUGAS (2002), une «politique de développement régional et rural qui ne tiendrait pas compte des centres de services, serait sérieusement compromise dès le départ. Elle pourrait favoriser la marginalisation des localités les plus éloignées des villes» (DUGAS, 2002: 14). Et il ajoute: «compte tenu de l'impact de la structure urbaine sur la démographie et l'économie, il faudrait faire en sorte que toutes les parties du Québec habité soient dotées d'une répartition équilibrée de foyers structurants» (DUGAS, 1989: 23). Faute de centres locaux organisateurs et pourvus de fonctions tertiaires structurantes, bon nombre de petites localités sont appelées à disparaître à plus ou moins long terme. Ce renforcement est d'autant plus important que les résidents des petites localités sont de plus en plus mobiles dans l'espace. Cela nous amène à conclure, avec KAYSER (1994), que «la mobilité est une chance» (KAYSER, 1994: 13) pour certains milieux fragiles. Un tel renforcement pourrait notamment s'effectuer en formant une armature de services bien organisée et bien répartie sur l'ensemble du territoire rural québécois. Le maintien d'une infrastructure de

---

<sup>80</sup> Il est certain que toutes les petites villes ne pourront prétendre à ce rôle. Seules pourront en assumer la charge celles qui disposent des attributs d'un véritable centre d'animation local. L'attraction réelle d'une petite ville résulte de la qualité de ses équipements mais encore faut-il qu'il existe un gisement de clientèle potentielle susceptible de répondre à ces sollicitations.

services adéquate est nécessaire si l'on veut conserver dans les campagnes fragiles un minimum d'organisation structurée. Un plan d'aménagement du territoire doit donc prendre en compte le réseau urbain de façon à mieux l'équilibrer et en améliorer la complémentarité et la fonctionnalité d'une part et à renforcer un certain nombre d'indispensables foyers structurants de l'autre. Le but de l'exercice consiste à structurer l'assiette territoriale de manière à construire un espace rural fort et dynamique constitué de localités suffisamment peuplées pour pouvoir bénéficier de tous les services de base et d'un niveau de vie acceptable.

#### **5.2.1.2.2 Des mesures particulières destinées à une amélioration des fonctions en milieu rural fragile**

Une politique de développement spécifique aux petites localités doit également inclure des mesures destinées à mieux harmoniser les diverses fonctions de ces milieux notamment au plan de l'environnement. De fait, la qualité de l'environnement fait partie des facteurs de rétention et de la localisation géographique des individus et des entreprises. Ces dernières, tout autant que les personnes, ont des attentes, sinon des exigences, qui tiennent pour beaucoup à la qualité du cadre de vie<sup>81</sup>. Les paysages ainsi créés et entretenus par l'homme deviennent alors des éléments de patrimoine collectif qui peuvent être valorisés de manière synergique par d'autres activités. De plus, la valorisation du milieu naturel a un impact favorable sur la protection de l'environnement. Or, les préoccupations environnementales semblent encore trop nouvelles pour inspirer de

---

<sup>81</sup> Nous entendons, par cadre de vie, autant les équipements publics (parcs, stationnements, pistes cyclables, sentiers pédestres, etc.) que l'environnement naturel (sites et paysages, lacs et cours d'eau, champs et forêts, etc.).

façon décisive l'action et surtout pour modifier l'espace habité. Au surplus, la mise en valeur du patrimoine naturel fait davantage l'objet de discours que de réalisations concrètes.

Une révision de la loi portant sur l'aménagement du territoire et le zonage agricole est également fort souhaitable. À certains endroits, et cela s'est reflété plus particulièrement lors de nos enquêtes sur le terrain à St-Germain et à St-Paul-de-la-Croix, la zone agricole apparaît exagérément grande incluant des dizaines d'hectares sans potentiel agricole actuel ou prévisible ce qui occasionne des préjudices<sup>82</sup> considérables aux personnes et aux collectivités concernées. Il importe de faire les adaptations normatives, réglementaires et même législatives propres à la réalité agricole des milieux fragiles. Des changements dans les procédures de modification du règlement de zonage doivent donc être pris en considération.

Les forêts, la faune et les espaces naturels font déjà partie d'une stratégie de réappropriation multiforme fondée sur la polyvalence des usages. Depuis une vingtaine d'années, la logique de l'exploitation forestière à sens unique a fait place à d'autres valeurs et à des usages plus symboliques, peut-être moins rentables mais fondamentalement plus valables, parce que durables. Une politique de développement rural spécifique aux petites localités doit prévoir une enveloppe budgétaire qui

---

<sup>82</sup> Les préjudices causés par la loi concernent essentiellement la disproportion entre la zone verte, la superficie en exploitation et l'espace potentiel.

encouragera l'utilisation polyvalente et rationnelle de la forêt dans un souci de protection et de préservation de cette ressource<sup>83</sup>.

Nouvelles affectations des terres, zonage de sensibilité patrimoniale et visuelle, contrôle environnemental plus serré, mesures de mise en valeur à des fins culturelles et touristiques, création de fonds locaux de développement pour favoriser divers modes de production agricole, voilà quelques-uns des principaux moyens à préconiser pour favoriser une meilleure harmonisation des fonctions dans les petites localités rurales du Québec.

#### **5.2.1.2.3 Une meilleure gestion et une exploitation plus rationnelle des ressources**

Il est devenu évident qu'il faut sortir d'un système de pensée unique qui nous mène irrémédiablement à un usage uniforme et trop souvent déqualifié des ressources. La logique industrielle à courte vue de *l'Erreur boréale* et de *Bacon, le film* en est-elle pas la plus éclatante expression? Dans cette perspective, les petites localités doivent être en mesure d'exercer un meilleur contrôle sur la gestion et l'exploitation de leurs ressources. Les leaders locaux pourraient, par exemple, s'inspirer de l'entente de principe conclue entre Québec, Ottawa et les autochtones. Ces derniers se font accorder par Québec au moins 3% des redevances tirées de l'exploitation des ressources naturelles se trouvant sur une partie du territoire de la Côte-Nord et du Saguenay Lac Saint-Jean. Ne pourrions-

---

<sup>83</sup> Parmi les actions à entrevoir pour une utilisation plus rationnelle de la forêt, nous pensons notamment au redécoupage d'une partie de la forêt publique (actuellement allouée à 100% sous forme de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier) et la location d'au moins 20 à 30% de la forêt en périphérie des communautés rurales pour en confier la gestion à des petits propriétaires ou à des communautés (fermes forestières, fermes communales).

nous pas concevoir la création d'un fonds d'investissement régional (ou de reconversion économique pour les milieux fragiles) provenant de ces redevances<sup>84</sup>, comme le soulignait d'ailleurs l'économiste Marc-Urbain PROULX, dans un récent article. «L'argent pourrait servir à faire de la recherche et du développement, être investi pour favoriser les deuxième et troisième transformations au lieu que les régions-ressources servent toujours à envoyer leurs richesses ailleurs» (cité par CHOUINARD, 2002: B-5). En ce sens, les fuites financières hors des circuits économiques locaux et régionaux et l'attraction de savoir-faire dans la deuxième et troisième transformations deviennent des enjeux stratégiques pour les petites communautés.

Un effort financier supplémentaire auprès des contribuables québécois est également nécessaire pour aider les petites localités à sortir de leurs difficultés de mal-développement. Ainsi, dans une conférence qu'il prononçait dans le cadre du sixième forum itinérant pour une contribution citoyenne à une agriculture durable, le sociologue Bruno JEAN<sup>85</sup> suggérait d'imposer une taxe de l'ordre de 1 à 2% sur l'alimentation ou sur l'interdépendance rurale-urbaine comme cela se fait d'ailleurs pour l'eau potable au Japon ou pour certains produits agricoles en Scandinavie<sup>86</sup>.

---

<sup>84</sup> À la première journée du Rendez-vous des régions qui s'est tenu du 12 au 14 novembre 2002, le gouvernement du Québec a catégoriquement rejeté la proposition émanant des régions périphériques, de leur céder les redevances que tire l'État québécois de l'exploitation des ressources naturelles. Selon le ministère des Ressources naturelles, les régions seraient perdantes si elles encaissaient la totalité des redevances pour les réinvestir elles-mêmes dans le développement de leur économie. Aussi valable que puisse être un tel événement, tout porte à croire qu'il ne contribuera que très peu à la correction des problèmes structurels générateurs d'inégalités.

<sup>85</sup> Selon ce chercheur, il faut faire en sorte que des ressources urbaines (essentiellement financières) viennent supporter le processus de revitalisation des campagnes.

<sup>86</sup> Dans cette région de l'Europe du Nord, on a mis en place un système de prix différentiels des denrées agricoles selon les zones où elles sont produites et ce, dans le but d'assurer une occupation plus équilibrée du territoire. Cette idée s'inscrit également dans le sens de celle émise par Robert Laplante visant la création d'un fonds de restauration forestière que nous avons abordée précédemment.



#### 5.2.1.2.4 Des programmes visant l'amélioration de la qualité de l'habitat dans une perspective de protection et de préservation du patrimoine architectural

Au même titre que l'environnement, la qualité du cadre bâti constitue un important facteur de rétention non seulement pour les ménages mais aussi pour les entreprises. Une politique de développement qui se veut globale et intégrée se préoccupera donc de la qualité de son organisation spatiale. À cet égard, nous croyons qu'il s'avère primordial que les autorités publiques maintiennent des programmes de rénovation domiciliaire en milieu rural (du type PAREL)<sup>87</sup> et ce, dans le but de garnir un environnement et un habitat de la qualité. Ces programmes visent à accroître le pouvoir d'attraction des milieux fragiles par l'amélioration de leur cadre physique et de leurs services. Par ailleurs, l'État doit veiller à ce que ces mesures soient conçues dans un esprit de sensibilité culturelle de façon à respecter les qualités patrimoniales et architecturales de chaque maison et à mettre en évidence les particularismes, les traits distinctifs de l'espace construit particulièrement en milieu rural fragile<sup>88</sup>. Des expériences étrangères (comme celle de la Vallée de l'Attert en Wallonie) ont fait la preuve qu'un habitat de qualité constituait un facteur important de

<sup>87</sup> À titre indicatif, voici quelques travaux susceptibles d'être retenus dans une opération de rénovation rurale: construction, amélioration, réfection des voiries locales (bordures et trottoir, endiguement des ruisseaux, signalisation et éclairage public, établissement, extension ou remaniement des réseaux d'aqueducs et d'égouts ainsi que du traitement des eaux usées), construction et amélioration d'équipements à caractère socio-collectif, plantation, création et aménagement d'espaces publics, construction ou amélioration de sentiers pédestres, de motoneiges, de bicyclettes, aménagement paysager, etc.

<sup>88</sup> Actuellement, force est de constater que l'espace habité est construit et reconstruit à la pièce, au gré des tendances à la mode, des inspirations, préoccupations et intérêts des promoteurs et individus et avec peu de souci de valorisation ou d'amélioration de l'ensemble du cadre de vie. La reconstruction de la trame habitée contribue tout autant à accroître le désordre existant qu'à le corriger. Les travaux de l'historien et ethnologue Paul-Louis MARTIN et ceux du géographe Clermont DUGAS sont on ne peut plus concluants à ce sujet. L'état actuel de notre héritage matériel rural (à la fois paysager et architectural) est beaucoup plus que simplement préoccupant. «Pour tout dire, il confine à la catastrophe» (MARTIN, 1997:189). En outre, il persiste, en ce domaine, de nombreuses inégalités entre les mondes urbain et rural. Qu'il suffise de comparer la multiplicité des ressources, la qualité de l'encadrement technique et la quantité des prescriptions architecturales qui s'appliquent en milieu urbain protégé et dans plusieurs quartiers de grandes villes. Selon DUGAS (1990), «le souci d'une esthétique de l'aménagement est une préoccupation tout à fait marginale qui ne s'est pas encore élevée au rang de valeur inspiratrice et ordonnatrice» (DUGAS, 1990e: 1107).

revitalisation des économies rurales<sup>89</sup>. Dans cette optique, on doit revaloriser la majorité des types architecturaux antérieurs à la Seconde Guerre dans chacune des petites localités rurales du Québec. Par différents moyens, dont une reconnaissance publique plus étendue mais aussi par des programmes fiscaux et subventionnaires incitatifs, il faut faire réaliser aux propriétaires d'anciennes maisons qu'ils peuvent contribuer à la préservation, à la beauté et à la diversité des paysages de leur coin de pays. Le développement des petites collectivités passe aussi par une prise en compte des dimensions environnementales, patrimoniales et esthétiques du territoire.

Par ailleurs, on ne peut concevoir une politique de conservation, de mise en valeur et d'interprétation du patrimoine qui se limiterait uniquement à l'échelon local<sup>90</sup>. Dans le contexte actuel, la région apparaît le cadre le mieux adapté à une interprétation d'ensemble significative des multiples éléments du patrimoine<sup>91</sup>. Il est permis de penser qu'une telle approche régionale aurait un impact non négligeable au niveau du sentiment d'appartenance des populations concernées tout en valorisant le potentiel touristique des régions. Pour atteindre de tels objectifs, il importe d'établir des politiques régionales du patrimoine impliquant les municipalités concernées<sup>92</sup>. De plus, les acteurs-clés de la culture et d'éducation devront être mis à contribution.

---

<sup>89</sup> En Belgique, l'État offre une aide technique et une somme forfaitaire à tout propriétaire qui s'engage à respecter les qualités architecturales de sa maison.

<sup>90</sup> De la même façon, une politique qui ne s'en tiendrait qu'à l'échelon national demeurerait trop générale.

<sup>91</sup> À cet égard, le développement récent de l'historiographie régionale amorcé en 1980 par l'INRS-Culture et Société permet d'envisager des interprétations d'ensemble des différents éléments locaux du patrimoine.

<sup>92</sup> À titre d'exemple, des subventions directes à la restauration fine pourraient être consenties à partir d'un fonds régional alimenté par une contribution annuelle forfaitaire des établissements hôteliers et touristiques qui profiteraient eux aussi de la beauté et de la renommée des paysages bâtis. De même, des concours et des prix de mérite pourraient être institués afin de stimuler l'intérêt et d'inscrire le respect de l'héritage architectural dans les pratiques usuelles.

#### **5.2.1.2.5 L'amélioration de l'accès au réseau routier pour certaines petites localités isolées dans la trame de peuplement**

Enfin, l'amélioration du réseau routier pour certaines municipalités isolées dans la trame de peuplement constitue une action à privilégier. Une bonne infrastructure routière constitue un facteur positif de développement économique. Malgré tous les travaux effectués jusqu'à maintenant, le système de communications exige encore d'énormes améliorations particulièrement dans les localités de l'arrière-pays. De plus, il est généralement admis que l'investissement dans le domaine routier est un préalable à d'autres investissements.

Certes, une bonne infrastructure routière ne réduit pas la distance physique à franchir par les individus. Mais elle est susceptible de modifier la perception de cette distance ce qui représente un acquis éventuel considérable. De plus, elle contribue à désenclaver certains milieux en les rendant plus attractifs de capital humain et si nécessaire à leur défi à l'égard de la deuxième et troisième transformations. Avec la montée en importance du transport routier au Québec et ailleurs dans le monde au cours des dernières décennies, nul doute qu'un lien routier de meilleure qualité améliorera la position territoriale des localités de petite taille en plus de faciliter leur intégration à l'espace socio-économique québécois. La capacité d'attraction d'activités économiques et de ressources humaines qualifiées n'en sera que bonifiée.

En somme, l'aménagement du territoire devrait non seulement se traduire par une adaptation des infrastructures existantes aux caractéristiques physiques des petites localités et aux besoins les plus pressants mais aussi par une action prospective et une

réalisation incitatrice de développement en vue de satisfaire les aspirations de l'ensemble d'une collectivité.

### **5.2.1.3 Le développement économique**

Il serait impensable de concevoir une politique structurelle de développement adaptée aux problèmes des petites localités rurales sans identifier des actions concrètes visant à stimuler le développement économique. À cet effet, quatre moyens peuvent être envisagés. Il s'agit de:

- la création d'emplois;
- l'amélioration et le renforcement de l'armature de services;
- l'élaboration de mesures spécifiques visant à atténuer la marginalité et la pauvreté;
- et la décentralisation.

#### **5.2.1.3.1 La création d'emplois**

Un des problèmes majeurs des milieux fragiles réside dans la pénurie d'emplois réguliers et bien rémunérés. On reconnaît généralement qu'une localité qui ne peut garder sa population est un milieu qui n'a pas d'emplois en qualité et en nombre satisfaisants. L'emploi stable et suffisamment rémunéré permettra aux habitants des petites localités de sortir de la dépendance et de ne plus voir l'exode comme une solution à leurs problèmes. Il faut donc poursuivre et maintenir une politique d'emploi afin que le taux de chômage, dans ces petits territoires, ne dépasse pas le cap des 10%. Cela

nécessite la stabilisation des emplois existants et la création de nouvelles activités économiques afin de remplacer celles qui ont été perdues dans le vaste mouvement de restructuration des dernières décennies. Il s'agit là du seul moyen réaliste pour freiner la migration des jeunes.

Reste maintenant à savoir comment créer de l'emploi. C'est autour de cette question que gravite toute la problématique de développement en milieu rural. Si les petites localités ne sont pas en mesure d'attirer les industries à haute technologie ou de générer des activités économiques dans le tertiaire moteur, nous avons vu qu'elles pouvaient développer de nouvelles formes d'exploitation et de transformation des ressources. Plusieurs emplois peuvent effectivement découler d'une transformation plus poussée de la matière première. À cet égard, des mesures particulières, telles qu'il en existe en Europe, doivent être instituées le plus rapidement possible en milieu rural fragile<sup>93</sup>.

Compte tenu de la mobilité géographique des personnes et de la nature des occupations, une politique de création d'emplois pour les milieux fragiles ne doit pas être

---

<sup>93</sup> Nous voulons faire référence, de manière plus particulière, au programme communautaire Interreg IIC ayant pour objectif le développement des espaces ruraux à faible densité. Ce programme mise essentiellement sur la coopération transnationale. Il s'applique à cinq grands états européens à savoir l'Espagne, la France, l'Irlande, le Portugal et le Royaume-Uni. Sa stratégie se concentre sur une série de lignes communes développées dans la perspective de la cohésion et du développement durable pour atteindre les objectifs indépendants suivants: (1) promouvoir la cohésion économique et sociale par l'intégration et la coopération; (2) promouvoir le développement soutenable et tirer profit des avantages comparatifs fournis par l'environnement en augmentant la valorisation des ressources internes; (3) promouvoir les conditions de compétitivité; et (4) traiter les problèmes de la périphéricité, activer et intégrer les systèmes de transport et de communication. Les moyens et les infrastructures de transport, la recherche et le transfert des technologies, le tourisme, l'environnement et l'assistance technique constituent les principales mesures et les priorités d'Interreg IIC.

fondée sur le seul critère de proximité mais aussi sur celui de l'accessibilité<sup>94</sup>. Comme le souligne BICHE et al. (1996) dans leurs travaux, «c'est à un véritable changement des modes de pensée qu'il faut faire appel pour favoriser le développement de l'emploi en milieu rural» (BICHE et al., 1996: 11). Il ne peut, en effet, y avoir naissance d'un processus de développement tant qu'une collectivité n'est pas convaincue que des changements sont nécessaires et qu'ils leur apporteront une amélioration de leur bien-être, un degré plus élevé de satisfaction et un accès à une qualité de vie supérieure. Par ailleurs, nous sommes conscients que ces mesures demeureront insuffisantes. En outre, elles nécessitent des changements majeurs sur le plan de la fiscalité et de la décentralisation de certains pouvoirs. C'est pourquoi, il faudra imaginer d'autres moyens pour mettre en œuvre de nouvelles dynamiques économiques face aux problèmes d'emplois auxquels sont confrontés la plupart des petites collectivités rurales du Québec.

#### **5.2.1.3.2 L'amélioration et le renforcement de l'armature de services**

Développer le segment constitué des petites localités signifie plus que jamais assurer l'égalité des chances notamment en ce qui concerne l'offre de services aux particuliers. Sans service, le développement et l'atténuation des disparités en milieu rural fragile sont un leurre. En effet, en dessous d'un certain seuil (lorsqu'il n'y a plus d'école, d'épicerie ou de bureau de poste), les municipalités de petite taille deviennent des milieux répulsifs. Un seuil viable de qualité de vie locale requiert un minimum de services de proximité en deçà duquel la vie collective et communautaire a peu de chance de

---

<sup>94</sup> Nous voulons faire plus particulièrement référence ici au concept de bassin d'emplois qui dépasse les limites municipales et tient compte de la mobilité physique des individus.

s'épanouir. Le maintien d'une infrastructure de services de qualité constitue une condition essentielle au développement des petites localités rurales. Elle contribue à raffermir l'appartenance territoriale ou à consolider la confiance dans l'avenir et conséquemment, à favoriser la mise en place d'un climat propice aux diverses initiatives de développement.

Le développement des services doit être considéré dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des résidents des petites localités et du potentiel de développement des espaces concernés. En effet, il ne s'agit pas nécessairement, pour chacune de celles-ci, de conserver son bureau de poste, son école, partout en état, mais de voir comment et avec quelles organisations, on peut construire un système qui assurera un minimum de services dans les espaces à population dispersée. Il convient donc, pour garantir à la population le maximum de services, de conforter la position de la petite ville par rapport aux localités environnantes mais aussi par rapport à l'extérieur, ce qui suppose de définir une politique des services sur la base d'une cohérence territoriale et non pas forcément municipalité par municipalité. Mais il y a, par ailleurs, un point critique où il devient pratiquement impossible de répondre aux besoins des localités les plus éloignées d'où l'importance, comme nous le signalions plus tôt, d'une distribution plus équilibrée du tissu de peuplement (voir section 5.2.1.2.1). En ce sens, la création de pôles où l'on regrouperait certains services de base dans une aire géographique déterminée s'avère une alternative intéressante.

L'intercommunalité apparaît également comme une avenue incontournable notamment en développant une complémentarité d'équipements entre des localités rurales proches mais aussi en pensant la coopération intermunicipale en termes de projets

de développement économique. Elle offre aux résidants de petites localités la possibilité de se procurer des services qu'ils ne pourraient obtenir autrement tout en donnant une meilleure image de leur environnement immédiat. Une telle alternative nous apparaît tout indiquée pour faire face à la décroissance démographique et aux défis de développement qui s'imposent à de nombreuses petites municipalités rurales. Elle consiste à mettre en commun des ressources humaines et financières afin d'assurer l'organisation des services de proximité. Plus souple que la fusion, cette formule permet de bénéficier d'économie d'échelle et d'agglomération sans modifier l'ensemble de la structure administrative et sans affecter l'autonomie municipale. Elle permet aussi de mieux tenir compte des spécificités territoriales liées à la distance et à la dispersion. À plusieurs endroits, des ententes intermunicipales existent déjà notamment en ce qui concerne le service d'incendie, l'enlèvement de la neige ou la cueillette des ordures. Il serait profitable pour certaines petites localités rurales d'étendre cette formule à d'autres services et ce, dans un souci de respect de l'autonomie rurale. Il s'agit de déterminer des principes de coopération sur des axes clairement identifiés pour lesquels il y a ou il pourrait y avoir une forte mobilisation des acteurs.

Dans le but de favoriser la diversification des points de service, on pourrait également regrouper sous un même toit plusieurs services livrés par des administrations différentes. Ainsi, en plus de dispenser des services de base, le bureau de poste pourrait offrir aux résidants des petites localités la possibilité d'effectuer diverses transactions bancaires comme l'encaissement de chèque. On pourrait également y offrir la vérification et la transmission des permis de construction. Dans les milieux qui ne possèdent pas de bibliothèque, le bureau de poste pourrait offrir un service de prêt de volumes et de



périodiques. Il pourrait également diffuser les offres d'emplois régionaux. Cette polyvalence administrative serait une excellente façon d'occuper les maîtres de poste au lieu de les remplacer par des commis de dépanneur. Dans ce même esprit, certains auteurs, dont FARINELLI (2000) et KAYSER (1994), suggèrent que des établissements (notamment dans les domaines psychiatrique, sanitaire et pénitentiaire) qui ne trouvent pas leur place en ville soient dirigés vers la campagne. C'est une piste que les milieux fragiles peuvent éventuellement explorer.

La création de coopératives de services, telles qu'il en existe dans certains pays d'Europe, peut également s'avérer un outil intéressant en ce qui concerne le maintien de certains services de base en milieu rural fragile. En Écosse, par exemple, l'Office de développement des «highlands» et des îles a mis sur pied une formule qui favorise la mise en place de coopératives multisectorielles dans les milieux à faible densité démographique. Ainsi, de 1970 à 1990, une vingtaine de coopératives ont vu le jour. La plupart d'entre elles se consacrent à l'offre de services en milieu rural. Au Portugal, des structures semblables, mariant les secteurs privé et public, sont parvenues à éviter la fermeture de services jugés essentiels tels que la petite école primaire et le bureau de poste. L'éducation constitue un secteur où il serait souhaitable de favoriser la promotion d'une telle formule. L'éducation coopérative invite à l'instauration d'un système qui introduit la démocratie et l'éthique<sup>95</sup> dans les affaires économiques et financières, un système qui favorise la prise en charge par les gens de leurs propres institutions, avec des structures qui en assurent la propriété collective, permanente et inaliénable.

---

<sup>95</sup> Cet aspect sera abordé plus en profondeur dans le cadre de la section 5.3.1.

La mise en place de politiques publiques appropriées, notamment en ce qui concerne la révision des systèmes de péréquation dans le cas des commissions scolaires situées en régions périphériques, constitue une prémisse essentielle afin d'enrayer l'érosion de certains services dans les zones rurales les moins peuplées. Ces politiques ne devraient-elles pas davantage mettre l'accent sur la volonté d'occuper le territoire plutôt que sur la sempiternelle loi du nombre? En ce sens, la rentabilité ne devrait être envisagée qu'à très long terme et même laisser la place à l'utilitaire et à l'unique satisfaction des besoins fondamentaux de la population rurale<sup>96</sup>. Une autre alternative consisterait à adopter, à l'instar de la France, une loi concernant le principe d'équité. Cette loi devra comporter des paramètres précis en ce qui a trait à la répartition des compétences et des ressources, le rôle de péréquation de l'État et les moyens qu'il peut consacrer au maintien et au développement des infrastructures de base.

L'utilisation des technologies de l'information et des communications comme soutien à l'apprentissage des élèves ouvre également des perspectives nouvelles à l'éducation dans les localités à faible et à très faible densité humaine. En ce sens, il sera intéressant de suivre l'évolution du projet de recherche-action «L'école éloignée en réseau» mis sur pied par les ministères de l'Éducation et des Régions en collaboration avec le Centre francophone d'informatique des organisations et de l'appliquer aux localités dont la santé de l'infrastructure de services est chancelante. Non seulement ce projet pourrait éviter la fermeture et maintenir la qualité de l'enseignement en milieu rural

---

<sup>96</sup> Nous croyons, en effet, que la rentabilité ne devrait pas toujours constituer une condition première à l'émergence d'initiatives et d'actions en matière de développement local surtout pas en ce qui concerne les milieux fragiles. Cette question de rentabilité économique mine la réalisation et la concrétisation de nombreux projets en milieu rural fragile. Force est d'admettre, qu'il est difficile de faire autrement dans le contexte actuel. C'est pourquoi, dans un monde idéal, un modèle de développement plus solidaire s'impose. Les grandes lignes de celui-ci seront tracées à la section 5.3.

défavorisé mais il permettrait aussi, aux individus qui le désirent, d'assister à certains cours via un système de vidéoconférence. Étant donné que les petites localités possèdent généralement un taux élevé de sous-scolarisation, une telle initiative pourrait contrer cette faiblesse en plus de ralentir le phénomène d'exode. Outre le développement de nouvelles formules pédagogiques, les acteurs locaux pourraient veiller à intégrer l'école dans le village par la création d'un journal, l'organisation d'expositions, etc. Il s'avère essentiel de favoriser l'ouverture de l'école du village sur la localité et son environnement par l'émergence d'activités parascolaires.

La proximité et l'interconnaissance locale peuvent également favoriser de nouvelles formes d'actionnariat populaire basées sur les relations de voisinage. Dans certaines communes françaises, on voit même apparaître, dans le cadre de la prestation de certains services, des monnaies fictives ou symboliques. De plus, les cercles locaux d'échange se font de plus en plus nombreux. L'imagination n'a pas de limite.

En outre, les petites localités doivent également être en mesure d'exercer un meilleur contrôle sur certaines de ses infrastructures de base qui sont actuellement sous la responsabilité d'organismes gouvernementaux ou para-gouvernementaux. En règle générale, ces derniers les gèrent avec des visions sectorielles et des objectifs d'efficacité et de rentabilité qui font souvent fi des besoins et des particularismes des milieux concernés.

#### **5.2.1.3.3 L'élaboration de mesures spécifiques visant à atténuer la marginalité et la pauvreté**

Toute politique de développement des petits milieux doit non seulement favoriser une meilleure répartition des infrastructures de services de base mais elle implique également une plus grande diffusion spatiale des activités économiques. Il ne s'agit pas de répartir toutes les activités de façon équilibrée sur le territoire national mais de faire en sorte que chaque milieu trouve un certain niveau de stabilité. Un tel objectif nécessite une meilleure répartition de la richesse et, par conséquent, une distribution plus égalitaire des niveaux de revenus. Il requiert, en outre, une modification dans la philosophie de développement régional qui prévaut actuellement; philosophie par laquelle les municipalités sont mises en compétition les unes par rapport aux autres ce qui tend à favoriser celles qui ont les meilleurs avantages comparés.

Dans cette perspective, un autre moyen de réduire les disparités consiste à élaborer des mesures spécifiques (de type expansionniste) dans les localités à faible et à très faible niveaux de revenus. Dans cette optique, une attention particulière doit être portée aux milieux où les écarts par rapport à la moyenne, que ce soit au plan de la démographie ou de l'économie, sont supérieurs à 30%<sup>97</sup>. L'amélioration du niveau de vie entraîne généralement une amélioration de la qualité de vie, puisqu'il s'agit bien souvent du passage d'un stade d'indigence et de pauvreté à un autre de plus grande sécurité et de capacités financières.

---

<sup>97</sup> Ce seuil s'inspire des nombreux travaux du géographe Clermont DUGAS ainsi que des recherches de Paul BAIROCH.

Les montants versés sous forme d'aide sociale et d'assurance-emploi sont certes utiles, voire nécessaires pour les individus. De plus, ils contribuent à ralentir le déclin des localités fragiles. Cependant, ils sont une conséquence de leur mal-développement et peuvent difficilement les aider à rattraper les retards sur les milieux mieux nantis. En outre, leur faible aptitude à enclencher la relance économique des milieux fragiles illustre la nécessité d'élargir les champs d'intervention dans les stratégies de redressement. Non seulement il s'avère nécessaire de maintenir les transferts gouvernementaux mais il importe de les coupler à des mesures spécifiques de création d'emplois en milieu rural fragile. L'accès à un emploi régulier signifie la participation à la production de la richesse collective et une meilleure insertion dans la société. Car quoi que l'on puisse penser, le travail rémunéré constitue toujours l'un des principaux facteurs d'intégration et de promotion sociales.

#### **5.2.1.3.4 La décentralisation**

La décentralisation constitue une composante importante du développement économique. Certes, il ne s'agit pas d'un nouvel outil. La décentralisation constituait déjà une préoccupation majeure dans les années 60, à l'époque du BAEQ<sup>98</sup>.

L'élaboration d'une politique de développement spécifique aux petites communautés exige, certes, le renforcement politique des milieux concernés et demande une révision du partage de pouvoir entre les diverses institutions étatiques et la société

---

<sup>98</sup> En effet, dans son plan d'aménagement, le BAEQ considérait, parmi ses objectifs, la mise en place d'un cadre institutionnel de planification et de participation impliquant un organisme régional de développement.

civile<sup>99</sup>. Sans la mise en place de nouveaux outils en matière de création d'emplois, de réduction du chômage et d'amélioration des infrastructures de services, la décentralisation ne changera pas grand-chose aux problèmes des petites localités. Cette dernière ne doit pas non plus être perçue comme un déclencheur et un moyen de stimuler le dynamisme local et régional. La décentralisation n'a de la valeur que dans la mesure où elle contribue à la croissance de l'économie globale. Dans le contexte actuel de la mondialisation des marchés, il est difficile d'imaginer comment les petits milieux pourraient améliorer leur sort en s'appuyant uniquement sur une augmentation de leurs pouvoirs. Leur situation ne découle pas uniquement de ce qu'ils peuvent faire ou ne pas faire. Elle est davantage attribuable aux nombreuses carences qui contribuent à freiner leur développement et, en particulier, celles liées à la structure de peuplement. On aura beau donner tous les pouvoirs politiques possibles et inimaginables à St-Jean-de-Cherbourg, à Padoue ou à St-Marcellin, cela ne permettra pas d'inverser les tendances lourdes de l'économie dominante. En outre, les acteurs locaux disposeront toujours d'un poids inférieur à celui des décideurs politiques, des hauts fonctionnaires, des chefs de grandes entreprises et d'institutions bancaires qui influencent fortement l'économie. Les gouvernements locaux pourront difficilement atteindre suffisamment de puissance et d'autonomie pour orienter de façon décisive l'organisation de l'espace. Quels que soient les «bouts de chandelles» obtenus par les petits milieux, les rapports de force ne changeront pas dans l'avenir. Ils seront toujours en position inégale par rapport aux possibilités de développement. Les multiples problèmes structurels qui les affectent ne disparaîtront pas comme par

---

<sup>99</sup> À cet égard, la Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire dont nous avons déjà tracé les grandes lignes a doté les collectivités locales de moyens nouveaux pour agir. Elle a libéré les énergies et les initiatives permettant aux élus locaux d'assurer une gestion de proximité, de mieux «coller» aux besoins et de faire jouer de nouvelles solidarités.

enchancement avec l'arrivée de nouveaux pouvoirs. Une meilleure répartition des pouvoirs décisionnels entre les différents paliers de gouvernements amènerait sans doute des modifications substantielles dans les interventions mais elle ne serait pas suffisante pour aplanir tous les facteurs de disparités<sup>100</sup>.

C'est donc davantage dans une perspective de concertation, de coopération, de solidarité, d'appui et de soutien aux initiatives locales et régionales que cette décentralisation doit prendre forme. Pour qu'elle soit efficace, la décentralisation doit d'abord être considérée comme une action faisant partie d'une stratégie d'intervention multisectorielle orientée vers la lutte aux disparités<sup>101</sup>. «Elle devra donc être conçue de façon à favoriser la créativité, l'entrepreneursip et la formation d'entreprises» (DUGAS, 1993: 612). Il s'agit de corriger les déséquilibres spatiaux les plus graves tout en donnant aux petites localités les moyens de renforcer leurs atouts spécifiques. BROUSSEAU et SIROIS (1983), subordonne la décentralisation au respect de trois autres conditions:

<sup>100</sup> À cet effet, les éléments de localisation et le contexte biophysique resteront toujours des facteurs déterminants.

<sup>101</sup> À titre d'exemple, la Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire donne à l'État et aux collectivités territoriales de nouveaux outils de planification, des instruments financiers et fiscaux, dans un souci de cohérence et de clarté. Les communes sont dotées de compétences majeures en matière de développement économique et d'aménagement du territoire, de ressources propres (fiscalité prélevée directement auprès des contribuables) et de dotations attractives de l'État. C'est dans cet esprit de lutte aux inégalités via le développement économique que doit être instituée une véritable politique décentralisatrice au Québec.

- que soit déterminée une sphère de compétence au bénéfice des collectivités locales et régionales;
- que des activités propres aux milieux locaux et régionaux porteuses d'un véritable développement<sup>102</sup> soient prises en charge par des autorités indépendantes du pouvoir central et ce, tant en ce qui concerne leur nomination que leur révocation;
- que la gestion des autorités locales et régionales de leurs propres affaires soit autonome.

Une décentralisation réelle et cohérente doit s'accompagner de mesures fiscales appropriées et ce, dans le respect de l'autonomie des gouvernements locaux et régionaux en place. Une façon de procéder serait de développer une forme de péréquation régionale des recettes fiscales qui favoriseraient les localités les plus fragiles sur le plan socio-économique. Cet argent pourrait servir à créer un fonds de capital de risque afin de financer différents projets locaux. Elle doit également permettre aux différents intervenants d'occuper une place prédominante dans le développement socio-économique. Le succès de toute démarche décentralisatrice dépend avant tout du degré d'efficacité recherchée et d'un souci de doter les milieux fragiles des meilleurs outils (pouvoirs de taxation accrus, enveloppe budgétaire spécifique pour la création d'emplois et la lutte au chômage, gestion intégrale des ressources physiques, plus grande accessibilité aux services, etc.) susceptibles de favoriser leur développement et ce, non seulement d'un point de vue économique mais aussi social<sup>103</sup>.

<sup>102</sup> Ici, l'auteur fait notamment référence à des activités liées à la seconde et troisième transformations des ressources.

<sup>103</sup> Les municipalités pourraient, par exemple, obtenir une part des revenus des taxes de vente fédérales et provinciales. L'octroi de pouvoirs de taxation accrus leur assureraient des sources de revenus indépendantes. Ces pouvoirs devraient cependant être accompagnés d'une diminution équivalente des taxes et impôts des différents paliers gouvernementaux afin d'éviter toute hausse du fardeau fiscal des contribuables.



Enfin, la demande d'une plus grande décentralisation doit se fonder sur un consensus entre les différents acteurs impliqués dans le développement économique car elle suppose la possibilité de réorganiser l'espace rural fragile en fonction des besoins réels vécus par la population.

Dans la prochaine section, nous verrons comment l'élaboration d'une telle stratégie orientée vers la correction des problèmes structurels des milieux fragiles nécessite une difficile mais nécessaire concertation entre les différents acteurs impliqués en matière de développement rural. L'heure est maintenant venue d'asseoir autour d'une même table tous ceux et celles qui exercent un rôle en matière de développement social et économique et qui ont à cœur le développement des milieux fragiles. Un tel projet de société ne pourra se réaliser de façon unilatérale. Il faut encourager tout ce qui contribue à tisser le lien social, à combler le fossé entre individus et institutions, entre le privé et le public, pour pouvoir envisager cette réconciliation entre le citoyen et le politique.

### **5.2.2 Les principaux acteurs impliqués et la nécessité d'entreprendre des actions concertées**

Le développement des petites localités intéresse un éventail de plus en plus large d'acteurs, à tous les niveaux de gouvernement, mais aussi ceux faisant partie des secteurs privé et associatif. Développer un territoire est toujours une aventure humaine complexe qui met en jeu des groupes, des motivations, des niveaux de réflexion et d'action, qui appelle l'arbitrage d'un pouvoir reconnu, en occurrence l'État, au service d'un projet partagé. À cet égard, il importe d'améliorer la coordination et parallèlement

d'encourager une plus grande participation de tous les intervenants et organismes ayant des incidences sur le développement<sup>104</sup>. «Quand les araignées s'unissent, elles peuvent ligoter un lion», nous rappelle un vieux proverbe africain. Les petites localités rurales ne vivront que si l'ensemble des acteurs travaillent dans une étroite symbiose marquée par la concertation et le partenariat. Ce dernier doit reposer sur une même perception de la réalité (même diagnostic) et sur une même vision de l'avenir (orientation et planification stratégiques). Il doit également procéder à une mise en commun des décisions (actions, gestes concrets) qui respectent les intérêts des partenaires concernés, les responsabilisent et les impliquent.

Si la concertation et le partenariat ne représentent pas des remèdes miracles pour assurer le développement des milieux à problèmes, ils constituent néanmoins une manière de penser et de structurer les rapports sociaux. D'ailleurs, des études menées par la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail ont démontré que la concertation et le partenariat, en complément du rôle des principales mesures d'action politiques, avaient un impact significatif sur les problèmes d'emplois de certaines régions<sup>105</sup>. Les sempiternels conflits qui persistent entre les différents niveaux de gouvernement d'une part et entre les mondes urbains et rural de l'autre ne sont pas de nature à favoriser le développement des petites localités. Par ailleurs, une fois les

---

<sup>104</sup> Il serait illusoire de penser que les milieux de petite taille puissent relever seuls le défi du développement, leur poids démographique étant trop faible. Seule la force du politique peut redonner à leur économie respective les moyens de survivre dans la profonde restructuration en cours. À ce titre, il est opportun de rappeler le grand principe d'action formulé par l'éminent écologue René Dubos: «Penser globalement, agir localement». Il importe, en effet, de penser globalement car seule une pensée d'ensemble a des chances de parvenir à une certaine efficacité. Par ailleurs, l'action doit se réaliser localement. Il ne suffit pas d'attendre passivement des décisions d'en haut de la part des gouvernements. Il faut également susciter des réformes et des actions proches du terrain.

<sup>105</sup> On retrouvera, sur le site web de cette fondation ([www.eurofound.ie](http://www.eurofound.ie)), un article signé par Michael GEDDES (1998) intitulé: «Partenariat local: une stratégie réussie pour la cohésion sociale?»

partenariats établis, inviter à une même table des acteurs différents, souvent opposés quant à la culture organisationnelle, aux discours, à la conception de l'imputabilité et au choix des stratégies à mettre en œuvre, n'est pas sans causer plusieurs difficultés. La concertation n'est pas un processus linéaire. Elle se développe sur les solidarités existantes et progresse par des avancées ou des reculs qui ne sont pas un simple jeu de pendule. Elle évolue en fonction de la convergence des intérêts particuliers des différents partenaires dont les principaux sont l'État, les acteurs locaux et régionaux ainsi que les résidents des petites localités.

Dans la prochaine section, nous passerons en revue les principaux acteurs et identifierons leur rôle respectif dans l'élaboration d'une politique de développement spécifique aux localités de petite taille démographique.

#### **5.2.2.1 L'État**

Le développement des petites localités implique la mobilisation de tous les intervenants socio-économiques: les ruraux et les élus territoriaux, bien sûr, mais également l'État qui, de spectateur passif du déclin, devra se transformer en un véritable acteur du développement. Cela nécessite une volonté politique de changement.

Le rôle premier de l'État consiste à créer les conditions propices au développement et ainsi lutter efficacement contre les inégalités socio-territoriales. L'intervention des pouvoirs publics s'impose en vue d'assurer une certaine équité entre les différentes portions de l'espace géographique. On ne peut, en effet, imaginer atténuer la fragilité des

petites localités sans l'intervention d'une autorité centrale<sup>106</sup>. Même si l'État voulait être neutre en matière de développement, il ne l'est pas et il ne le sera probablement jamais. Qu'il intervienne directement ou pas dans l'économie, il influence quand même, tellement sa masse critique est énorme et ses moyens d'actions puissants et diversifiés<sup>107</sup>. Grâce à sa capacité de régulation, lui seul peut infléchir les obstacles au développement de petits milieux. Dans un tel contexte, «on voit mal comment l'État pourrait se soustraire de son mandat de garant de l'intérêt général qui consiste à assurer la préservation d'un patrimoine collectif, d'un héritage, que constitue le milieu rural québécois dans toute sa diversité naturelle et humaine» (JEAN, 1994: 1278). Il ne peut donc être question d'ignorer sa présence dans le développement régional et encore moins de se départir de sa responsabilité de redistribution. Les batailles incessantes que se livrent les diverses régions du Québec<sup>108</sup> pour l'obtention d'attention ou de mesures particulières de l'État ne témoignent-elles pas de l'importance considérable qu'on attribue à cet acteur en matière d'aménagement du territoire et de développement économique?

Une véritable politique en faveur des petites localités suppose également une meilleure coordination entre les divers paliers gouvernementaux, les agences et les

<sup>106</sup> Étant donné que les problèmes des petites localités résultent de carences structurelles liées notamment à la structure spatiale, ces problèmes ne peuvent être résolus uniquement par la seule force des dynamismes locaux.

<sup>107</sup> Ces moyens concernent, entre autres choses, les taxes et les impôts, les lois, les normes, les règlements, les contrôles, les subventions discrétionnaires, les paiements de transfert aux particuliers et aux entreprises, la gestion des ressources, les interventions directes ou indirectes dans l'organisation de l'espace, les politiques de développement, de distribution ou de production de biens et de services publics, les politiques d'achat, etc.

<sup>108</sup> Nous pensons plus particulièrement à la Gaspésie avec l'action des Patriotes ou encore aux milieux dits en restructuration de la région Chaudière-Appalaches. Dans ce dernier cas, le lecteur est convié à consulter l'étude suivante: JEAN, Bruno; GOUIN, Daniel-Mercier et SIMARD, Majella. *Évaluation des mesures de soutien à l'agriculture et l'agroalimentaire dans les milieux en restructuration de la région Chaudière-Appalaches*. Rapport final présenté au Comité régional sur les milieux en restructuration de la région Chaudière-Appalaches sous la coordination du CLD des Etchemins. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Chaire de recherche du Canada en développement rural, février 2002, 120 p.

ministères. Les sempiternels conflits qui persistent entre Ottawa et Québec, entre Québec et les municipalités et entre les municipalités elles-mêmes ne sont pas de nature à favoriser l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies concertées.

Le gouvernement constitue ni plus ni moins le pivot de la machine économique. C'est à lui que revient la charge de mettre en place une stratégie de développement intégré pour l'ensemble de la province<sup>109</sup>, d'atténuer les disparités régionales et de créer des mécanismes qui faciliteront la reconversion économique des milieux fragiles. Ces mécanismes devraient aussi favoriser une répartition spatiale plus équitable de l'activité économique. L'un des principaux rôles de l'État n'est-il pas d'assurer les grands équilibres territoriaux et de renforcer la solidarité nationale? Dans cette optique, l'intervention de l'État est aussi pour modifier la trajectoire centralisatrice qui prévaut actuellement à tous les échelons géographiques. Les instances gouvernementales de niveau supérieur doivent mettre en place des actions structurantes qui dépassent les capacités des seuls acteurs locaux. Les initiatives de développement, issues de la base, risquent de demeurer lettre morte si la volonté politique n'y est pas. En dépit du vent néolibéral qui souffle sur la planète, l'État demeure en première ligne pour répondre aux besoins des résidents des petites collectivités rurales. En outre, le développement local ne doit pas signifier pour l'État la possibilité d'une démission en douce de ses responsabilités. Bien que l'une de ses principales fonctions consiste à maximiser les avantages nets de la société dans l'allocation de ses ressources, l'intervention publique ne saurait être guidée par les seules considérations d'efficience. En effet, les instances gouvernementales supérieures ont un

---

<sup>109</sup> Ses interventions devraient s'effectuer de manière cohérente et complémentaire en fonction d'orientations nationales, régionales et locales.

rôle fort important à jouer en matière d'équité et de justice sociale. S'il est vrai que l'État ne peut pas tout faire, cela ne l'empêche pas de concevoir de nouveaux outils de développement et de répartition de la richesse collective<sup>110</sup>. Nous y reviendrons dans la troisième section de ce chapitre.

### 5.2.2.2 Les intervenants locaux et régionaux

Certes, une intervention étatique de type horizontal est fort souhaitable en raison des problèmes criants vécus par ces milieux fragiles. Par contre, elle demeure largement insuffisante. Une stratégie de développement des petites localités rurales n'est pas seulement descendante mais elle relève également d'une démarche ascendante. Dans son ouvrage intitulé *Les politiques de développement rural. Des années de croissance au temps des incertitudes*, le géographe Paul HOUÉE (1996) soulève la nécessité d'entreprendre une démarche à la fois ascendante et descendante dans l'élaboration d'une politique de développement rural laquelle doit conduire à une politique de partenariat.

Plus que jamais, une politique de développement rural repose avant tout sur l'articulation entre une démarche descendante, par laquelle les pouvoirs centraux offrent des perspectives, un plan-cadre et des moyens appropriés, et une démarche ascendante d'acteurs capables d'analyser leur situation, de susciter des réflexions et des propositions, de les coordonner en un programme cohérent, négociable avec les instances supérieures, de saisir pour cela les ressources disponibles, les opportunités, les outils réglementaires et financiers élaborés par la puissance publique. Une telle politique requiert le renforcement de la coopération intercommunale, la concertation des élus, des acteurs socio-professionnels à tous les niveaux, le passage de la subvention tutélaire à la formation de réseaux de solidarité concrète entre métropole régionale, villes moyennes, petits centres et communes rurales (HOUÉE, 1996: 284).

<sup>110</sup> La tâche n'a rien d'insurmontable. En France, par exemple, la création de règles collectives dans le privé, tout comme le statut dans la fonction publique, ont représenté des premières tentatives (réussies) de dépassement dans cette nouvelle conception du développement.

Le développement des petites localités ne pourra s'enclencher et se réaliser sans la mobilisation de toutes les ressources humaines du milieu. Une vision intégrée du développement exige une plus grande participation de la part des acteurs économiques locaux et régionaux pour assurer un «développement plus approprié» des petites localités rurales<sup>111</sup>. L'orientation du changement dépend avant tout des réponses créatives des citoyens, des groupes et des mouvements locaux.

Qui mieux que les maires et les leaders locaux peuvent identifier les besoins et le travail à faire dans leur communauté respective? Ces acteurs représentent également une force endogène indéniable. Imaginons les maires des 324 petites localités rurales du Québec venant au secours de leur école ou de leur bureau de poste. Quel changement de cap se serait!

Trois motifs majeurs justifient leur contribution à l'élaboration d'une politique de développement des petites localités rurales. Premièrement, les élus locaux sont, le plus souvent, issus du milieu et reconnus par la communauté par le processus électoral. Ces éléments sont favorables à l'établissement d'un dialogue avec les citoyens, les

---

<sup>111</sup> Cette notion de «développement approprié» a été introduite par le sociologue Bruno JEAN (1993). Elle «mise sur l'autodétermination des communautés territoriales (...) pour construire des projets de développement qui répondent à leurs besoins, leurs attentes et qui s'inscrivent harmonieusement dans leur réalité socio-historique profonde» (JEAN, 1993: 299). En ce sens, elle fait appel aux principes notionnels de développement durable à savoir la satisfaction des besoins de l'homme, le maintien de l'intégrité écologique, le souci de la justice et de l'équité sociale, l'autodétermination sociale et la diversité culturelle. De même, le développement approprié doit reposer sur trois dimensions essentielles à toute collectivité locale: la vitalité sociale, la viabilité économique et la vitalité politique. Bien qu'intéressant au plan théorique, on aura tôt fait de constater que ce concept, qui englobe les sacro-saints principes du développement local, ne peut guère, dans le contexte actuel, contribuer à une amélioration significative de la situation socio-économique des localités fragiles. Il ne faut pas, en effet, oublier l'existence de l'ensemble des facteurs de mal-développement rural. Un «développement approprié» fait, à notre avis, référence à un mode de développement plus éthique, plus solidaire. En ce sens, il relève davantage de l'utopie que de la réalité. Cela ne signifie pas que nous devons l'écarter pour autant, tant s'en faut. Il en sera d'ailleurs question à la section 5.3 de notre travail.

expériences et les références étant communes. Deuxièmement, ils remplissent des mandats d'une durée suffisamment longue pour assurer une certaine stabilité dans la composition des équipes de travail et une continuité dans l'élaboration et la réalisation de projets de développement. Enfin, les acteurs locaux constituent un capital socio-territorial précieux pour développer des initiatives locales dont la base réside dans les ressources humaines et les identités locales. Par ailleurs, ainsi que le précisait le sociologue Serge CÔTÉ, lors d'une conférence qu'il prononçait en octobre 2000 au Brésil dans le cadre du Cinquième Séminaire national sur le développement régional:

Dans les nouvelles conditions fixées par l'État, l'initiative des acteurs peut se révéler un instrument stratégique de la plus haute importance pour soutenir le développement des milieux ruraux (fragiles). Toutefois, cette nécessaire implication des acteurs locaux dans le développement de leurs milieux ne peut signifier une abdication des obligations de l'État. Il ne serait pas indiqué de faire reposer le développement sur les seules épaules des acteurs locaux: on trouvera toujours des cas où la débrouillardise et la bonne volonté des agents locaux ne suffiront pas. L'État conserve la responsabilité d'intervenir en faveur des milieux ruraux les plus fragiles (CÔTÉ, 2000: 128).

L'élaboration d'une politique de développement rural implique la participation active non seulement des maires mais aussi des préfets de MRC, des administrateurs des CLD, des CRCO et des SADC qui, par leur planification stratégique, sont également concernés par la problématique des petites localités. Actuellement, la concertation semble faire défaut entre les organismes de développement des différents paliers gouvernementaux. Empruntant une analogie au monde de la physique, le chercheur Pierre NARDIN (1997), montre bien l'importance des intervenants locaux dans la relance des localités fragiles.

En physique, la matière (dans certaines conditions) se polarise lorsqu'elle est traversée par une onde électromagnétique. À cette polarisation microscopique s'ajoutent un phénomène de dispersion, lié à la fréquence de l'onde, puis un phénomène d'absorption complexe, sachant que l'absorption est maximum lorsque la fréquence de l'onde correspond à la fréquence du dialectique (la matière traitée). Par analogie, le projet global de développement local ne peut prendre force, pérennité, équilibre que s'il est traversé par une onde continue qui est celle d'un projet politique, d'un projet de société solidaire et responsable. C'est aux acteurs de développement local qui se réclament de ces valeurs qu'il convient d'assurer la continuelle présence du projet politique dans le projet de développement, d'être ceux qui donnent le sens dans une pratique continue du partenariat (NARDIN, 1997: 83).



### **5.2.2.3 Les résidants des petites localités et les autres catégories d'intervenants**

Le développement d'un territoire est d'abord le fruit de la responsabilisation et de l'implication des personnes visées. Selon le démographe Georges MATHEWS (1996), «ce sont les premiers concernés qui (doivent) d'abord proposer une politique concrète de population visant à articuler moyens et fins» (MATHEWS, 1996: 437).

De nombreux auteurs s'entendent pour dire qu'il est impérieux de développer la participation locale pour qu'il y ait une plus grande cohésion sociale. L'engagement de toute la communauté constitue un aspect incontournable au processus de développement des milieux fragiles. En fonction de leurs goûts, de leurs habitudes, de leurs informations et de leur culture, les résidants des petites localités sont les mieux placés pour identifier leurs besoins. Dans cette avenue, la participation des citoyens est plus que jamais nécessaire à la survie et à la consolidation du monde rural en général et des petites localités en particulier. Selon l'économiste Marc-Urbain PROULX (1996), «ils doivent être incités à s'impliquer directement dans les affaires publiques et à prendre en main leur destinée collective» (PROULX, 1996: 163).

Le parrainage, le soutien du milieu et l'engagement individuel apparaissent comme autant de conditions nécessaires à la réussite des projets de développement local. Faire participer la population aux décisions qui la concernent s'avère d'une importance capitale dans l'élaboration d'une politique de développement rural<sup>112</sup>. Car plus il y aura de personnes dans une communauté qui seront en mesure d'investir leur temps, leurs

---

<sup>112</sup> Cette idée n'est pas nouvelle. Elle figurait déjà parmi les principaux objectifs du BAEQ.

connaissances et leur argent, plus le fonds de capital social de cette communauté sera important.

Enfin, une démarche concertée en matière de développement des petites collectivités engage également les résidents des autres municipalités, voire des autres régions, avec lesquelles sont entretenus des liens étroits. Ceux-ci peuvent prendre la forme d'échanges commerciaux, de flux de capitaux ou d'investissements, d'information, etc.

En guise de conclusion à cette section, nous reprenons à l'encadré 5.1, les grands principes qui devraient régir l'élaboration d'une politique de développement spécifique à la réalité des petites localités rurales. Ces principes sont assortis des quatre principaux éléments pour un développement plus authentique à savoir:

- une dimension économique portant sur la création d'emplois, l'amélioration des conditions et du niveau de vie dans la perspective d'une répartition plus équitable de la richesse collective;
- une composante sociale définie par une bonne qualité de l'habitat;
- une dimension politique comprenant des mesures de soutien et des stratégies d'intervention adaptées à la réalité des milieux fragiles et des valeurs telles que les droits humains, la liberté politique, les franchises locales et une certaine forme de démocratie;
- et une dimension environnementale où la préservation et la protection de la nature constitue une condition essentielle à la survie de l'espèce.

### Encadré 5.1

#### Les grands principes qui régissent l'élaboration d'une politique de développement spécifique aux petites localités rurales

- une répartition plus équilibrée du peuplement;
- l'exploitation rationnelle et polyvalente des ressources dans une optique de développement durable;
- la création d'emplois valorisants, stables et rémunérés équitablement;
- le maintien et l'amélioration des services;
- la revalorisation et le respect de l'identité rurale ainsi que la réhabilitation de son image;
- la promotion de mesures alternatives favorisant la protection et la régénération des ressources;
- l'encouragement à la mobilisation des acteurs socio-économiques dans le but de mettre en place de nouvelles structures susceptibles d'accroître le revenu des habitants et d'améliorer leurs conditions de vie;
- le soutien à la coopération intermunicipale et à la concertation entre les acteurs locaux et régionaux;
- le rééquilibrage des pouvoirs politiques et des compétences administratives dans une perspective de lutte aux disparités;
- des mesures de soutien orientées vers une meilleure harmonisation des fonctions environnementale, paysagère et patrimoniale dans les milieux fragiles;
- la mise en place de mesures spécifiques visant à atténuer la marginalité, la pauvreté et les disparités socio-économiques;
- la modulation des politiques et programmes gouvernementaux en fonction de la réalité et des spécificités des petites localités;
- l'amélioration de la compétitivité des économies locales dans le but de stimuler la création d'emplois;
- la diversification des économies locales par des efforts soutenus et des moyens appropriés dans les activités de deuxième et de troisième transformations;
- la réduction des disparités territoriales et la mise en valeur des aménités rurales;
- le renforcement de la cohésion sociale et de la situation de l'emploi notamment par la valorisation des ressources humaines dans le but de contrer le phénomène d'exode des jeunes.

À ces quatre composantes du développement pourrait s'en ajouter une cinquième à caractère culturel, c'est-à-dire la reconnaissance que c'est la culture qui confère à l'humain son identité et la reconnaissance de sa dignité. Tous ces éléments peuvent être définis comme un modèle global de développement plus solidaire dont les grandes orientations viendront maintenant clôturer la dernière partie de ce chapitre.

### **5.3 Quelques jalons pour l'avènement d'un modèle de développement solidaire**

À l'heure de la mondialisation, aucune économie nationale ne peut exister et se développer sans être branchée sur le monde. Or, le libéralisme économique est devenu,

en fait, le seul modèle accepté dans nos sociétés démocratiques. Partout, il impose ses lois et son emprise en accordant plus d'attention à l'argent et aux capitaux qu'à l'humain. Il devient aussi générateur de «structure de violence» bien illustrée par un taux de chômage élevé, une pauvreté croissante, une exclusion sociale qui atteint même les classes moyennes, une course des multinationales et des banques vers le profit et la rentabilité.

En corollaire à cette emprise du capital sur l'humain apparaît le phénomène de corruption qui semble devenir une pratique généralisée. On peut observer cette pratique immorale au regard de la loi jusque dans les sphères de la haute finance, sous forme de trafic d'influence, de fraudes fiscales, de pots-de-vin, de combines louches. Il en résulte une perversion de la conscience et une perte de confiance dans les dirigeants politiques. Dans un tel climat, aucune société ne peut vivre en paix et progresser.

Par ailleurs, les petites localités rurales ont su développer des valeurs humaines et socioculturelles telles que le capital social, l'éveil d'une conscience écologique, une vie relationnelle orientée vers l'entraide, la solidarité, le partage, la justice sociale et le respect des droits fondamentaux. Le défi majeur pour ces petits milieux est de savoir comment évoluer dans ce contexte de globalisation des communications et des marchés. À cette fin, nous avons vu à la section précédente qu'une politique adaptée aux problèmes structurels des petites localités pouvait s'avérer un outil très utile. Dans un monde idéal, l'élaboration d'une telle politique devrait s'inscrire selon un mode de développement qui privilégie une approche intégrée de l'économie et du social, une sorte de «troisième voie» dont l'objectif premier consisterait à placer la personne humaine au centre des préoccupations. Dans cette partie de notre travail, nous nous proposons d'avancer un certain nombre de

propositions susceptibles de réconcilier l'économie et le social. Nous exposerons les conditions nécessaires à l'élaboration d'un modèle de développement plus solidaire. Enfin, nous identifierons quelques réalisations qui émergent à diverses échelles géographiques, autant d'initiatives qui laissent entrevoir l'avènement de ce modèle.

### **5.3.1 La nécessaire réconciliation de l'économie et du social: quelques éléments éthiques pour une autre approche du développement**

On ne peut s'abandonner aux forces aveugles de l'idéologie néolibérale pour résoudre les problèmes des petites localités rurales. Les règles de l'économie ne peuvent organiser seules la mosaïque du peuplement et la distribution des activités de production. Nous avons clairement démontré au chapitre premier que la logique productiviste, issue du système capitaliste, ne permettait pas d'assurer le développement harmonieux de tous les territoires et encore moins celui des petites localités qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour contrer ou du moins limiter les effets dévastateurs de ce système<sup>113</sup>. Or, le développement, pour qu'il soit authentique, ne peut se concevoir sans la recherche de l'équité sociale, sans le renforcement du lien social d'où l'importance d'élaborer une autre

---

<sup>113</sup> L'histoire nous apprend qu'une réflexion éthique a souvent accompagné l'effort de compréhension des mécanismes économiques. SCHUMPETER (1954) l'avait bien remarqué: la quête éthique associée à la détermination du prix s'est avérée un puissant stimulant intellectuel pour l'analyse rigoureuse des mécanismes de formation des prix réels. Plus récemment, l'attribution du prix Nobel d'économie 1998 à Amartya SEN est une autre illustration témoignant, en outre, que l'actualité des faits économiques (mondialisation des marchés, compétition économique, inégalités de développement, etc.) produit en retour de nouvelles inflexions académiques dans la dimension normative de la science économique.

approche qui permettra de concilier les objectifs économiques avec la finalité sociale de toutes les activités humaines.

Parce qu'ils se sont dotés de vigoureuses politiques de développement social, plusieurs pays membres de l'Union européenne (notamment la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Irlande) ont enregistré des avancées significatives en matière de lutte à la pauvreté, de coordination d'emplois, de pensions ou de sécurité sociale<sup>114</sup>. En outre, de plus en plus d'économistes (WEAVER, MERCIER, SEN, etc.) reconnaissent d'ailleurs que «le développement est avant tout une question éthique, une intention politique à la recherche du bien commun» (MERCIER, 1989: 70)<sup>115</sup>. Or, force est d'admettre que la dimension éthique n'est pas adaptée au travail d'intégration dans la formulation des diagnostics et l'élaboration des politiques de développement<sup>116</sup>. Pour appréhender les difficultés de la quête de l'égalité, ne faut-il pas aujourd'hui questionner notre travail de modernisation et trouver des voies démocratiques et sociales capables d'éviter la polarisation et la désintégration?

Nous assistons, depuis quelques années, à l'émergence d'une préoccupation nouvelle: celle de l'éthique tant dans le monde des affaires que dans celui de l'économie

<sup>114</sup> Bien que l'Union européenne se soit toujours définie comme étant un projet politique allant bien au-delà de la création d'un simple marché commun, il y a eu des moments, comme au début des années 90, où ses dirigeants ont été tentés de réduire la portée des programmes sociaux afin d'améliorer leurs performances économiques. Aujourd'hui, ces politiques sociales sont plutôt perçues comme étant la meilleure façon d'assurer un développement économique durable.

<sup>115</sup> Mais c'est sans doute Denis GOULET (1990), professeur titulaire de la Chaire O'Neil Education for Justice de l'Université Notre-Dame, en Indiana, qui s'est le plus attardé à définir un modèle pour une nouvelle éthique de développement. Voir notamment son texte paru dans la revue américaine *Cross Currents*, traduit par le Centre Lebre et publié dans *Foi et développement*, no 178-179, janvier-février 1990. Bien qu'il ait été écrit il y a plus de 10 ans, ce texte demeure toujours une référence incontournable.

<sup>116</sup> Pratiquement cela veut dire préférer les stratégies, les programmes et les projets qui donnent plus d'importance aux considérations éthiques et humaines qu'aux simples critères de rentabilité et d'efficacité.

en général. Cette préoccupation, qui prend des formes multiples, est ni une mode passagère, ni un trompe-l'oeil mais plutôt l'indice d'un mouvement de fond dans les relations entre l'économie et le social au sein de notre société<sup>117</sup>. Elle se manifeste, entre autres choses, par des séminaires, des chaires financées par les grandes entreprises et des congrès de jeunes cadres consacrés à ce thème. L'engouement pour le «business ethics» traduit également une véritable volonté d'introduire les valeurs humaines dans le fonctionnement de l'économie? Un nombre croissant d'entreprises se disent aujourd'hui prêtes à faire leur part pour l'avènement d'une mondialisation à visage humain. L'idée a tellement gagné en popularité auprès de certaines grandes institutions internationales qu'on ne l'identifie désormais plus que par son sigle RSE, pour Responsabilité Sociale des Entreprises. Certes, il ne s'agit pas nécessairement d'écarter des objectifs tels que le profit, la croissance ou l'amélioration des dividendes aux actionnaires mais de les replacer dans une perspective d'une meilleure répartition des richesses<sup>118</sup>. L'intérêt pour l'éthique du développement se reflète notamment par la

---

<sup>117</sup> On retrouvera un large éventail d'alternatives qui se mènent notamment en Europe en matière de commerce équitable, d'investissements éthiques, de finance solidaire, de consommation citoyenne dans la récente contribution d'Hervé-Rouillé D'ORFEUIL (2002), intitulée: *Économie, le réveil des citoyens. Les alternatives à la mondialisation libérale*.

<sup>118</sup> Quelques pays scandinaves ont commencé à s'engager sur cette voie notamment par le biais d'incitatifs fiscaux.

popularité croissante des fonds de placement<sup>119</sup> dans l'économie mondiale. Ces fonds, dont le tiers sont d'origine américaine, représentaient en 2001 près de 3 000 milliards de dollars. Bien que leur impact dans la régulation du capitalisme soit discutable<sup>120</sup>, ces fonds imposent de nouvelles normes sociales particulièrement adaptées aux conditions actuelles du capitalisme mondialisé. En outre, l'éthique du développement s'exprime par une véritable effervescence des penseurs-modélisateurs qui, dans leurs travaux, dessinent les sillons d'une «troisième voie». En interprétant et en façonnant l'agir économique selon la seule logique du marché et en négligeant par là même des questions aussi essentielles que les déterminants de la cohésion et de la justice sociale, l'économie se révèle une science en crise. N'est-ce pas dans la sphère humaine (et non en elle-même) que l'économie doit chercher ses finalités? Ainsi que le précise MARÉCHAL (2000), «(...) l'objet de la science économique doit être la recherche de l'allocation optimale des ressources dans le cadre d'une exigence de satisfaction équitable des besoins de l'homme (...)» (MARÉCHAL, 2000: 129). Dans ce contexte, l'efficacité productive, la compétitivité, la rentabilité deviennent de simples instruments qui restent subordonnés au respect des principes énoncés par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le

---

<sup>119</sup> Les premiers fonds éthiques connus remontent en 1928. À cette époque, diverses communautés religieuses chrétiennes (notamment les Quakers aux États-Unis), sollicitées par diverses compagnies, refusaient de placer leur argent dans les «entreprises du péché», c'est-à-dire dont les produits ou les services semblaient nuisibles pour la société (armement, guerre, tabac, alcool, pornographie, entreprises polluantes ou participant à l'exploitation des pays du tiers-monde). Étaient également rayées de la liste, les entreprises qui collaboraient avec des régimes totalitaires, racistes ou corrompus de même que celles qui favorisaient la violence. Aujourd'hui, ces fonds sont injectés dans des entreprises respectueuses de l'environnement, des parties prenantes (les employés, fournisseurs, clients et créanciers), des actionnaires et de la société civile et politique. Ces fonds, de troisième génération, visent le développement durable dans une relation harmonieuse entre la croissance patrimoniale de l'entreprise et son environnement, tant écologique que social. Ils posent, par ailleurs, certains problèmes pratiques où s'infiltre la logique capitaliste à savoir le choix des indicateurs, la pondération des critères et la stratégie de placement. Par ailleurs, ce type d'investissement demeure très modeste dans l'ensemble du capitalisme et dès lors son impact est marginal, même si la démarche nous apparaît fort louable en soi. Il faut aussi préciser que cette popularité, à l'égard des fonds éthiques de placement, concerne particulièrement ceux qui sont défavorisés par l'économie de marché.

<sup>120</sup> Voir notamment à ce sujet l'excellent article de l'économiste français Étienne PERROT, professeur à l'Institut catholique de Paris, paru à l'été 2001 dans la revue *Projet* et intitulé: «Les placements éthiques dans la régulation du capitalisme».



capitalisme mondial a donc besoin de se «reterritorialiser» sur le sujet humain pour tempérer les déséquilibres provoqués par les lois de l'économie. N'est-ce pas d'abord les humains et la préservation de leur environnement qui constituent les conditions de toute activité, y compris économique?

Voilà pourquoi une éthique de justice sociale et d'équité doit s'équiper d'instruments concrets pour mieux orienter le développement. Mais comment encadrer la dynamique néolibérale pour la mettre au service de l'humain? Comment remettre l'économie à sa place pour qu'elle devienne un simple moyen de vie humaine et non une fin ultime? Il s'agit de bâtir une nouvelle gouvernance mondiale qui repose essentiellement sur trois piliers à savoir la révision des mécanismes de régulation politico-économique, la construction d'une nouvelle démocratie mondiale et l'intégration des valeurs humaines.

### **5.3.2 Les conditions nécessaires à l'élaboration d'un modèle de développement plus solidaire**

#### **5.3.2.1 La révision des mécanismes de régulation politico-économiques**

Nous avons vu au chapitre premier que la recherche des meilleures combinaisons productives dans le but d'accroître les profits produit des effets négatifs particulièrement en milieu rural défavorisé. Ces effets, difficilement maîtrisables par les instruments de contrôle actuels, constituent un obstacle majeur au développement des petites localités. En fait, si de nouveaux mécanismes de redistribution de la richesse ne sont pas rapidement mis en place, l'avènement d'un modèle de développement plus solidaire et

plus humain risque de demeurer lettre morte. Mais comment élaborer des mesures qui limiteront les conséquences d'un productivisme sans contrôle et qui garantiront les droits humains et sociaux?

L'une des principales finalités du développement réside dans la recherche de modalités de régulations territoriales différentes, voire rectificatrices des lois du marché. Dans cette optique, l'élaboration d'un modèle de développement plus solidaire nécessite la mise en œuvre (par les pouvoirs publics centraux et les entreprises) de nouveaux cadres de régulation de flux de capitaux nationaux et internationaux propices à une meilleure distribution des richesses, cadres qui devront s'appuyer sur des normes d'ordre social et éthique<sup>121</sup>. À l'heure actuelle, force est de constater que l'échelle mondiale alimente peu pour le moment la régulation socio-économique pourtant nécessaire pour faire face aux fluctuations conjoncturelles et aux caractéristiques structurelles des petites localités. En l'absence d'une régulation politique forte, la libre concurrence ne garantit en rien un usage efficace des ressources. Le libre jeu du marché peut ainsi continuer à détourner une part croissante de celles-ci vers la satisfaction des besoins les plus rentables en termes monétaires et les moins urgents du point de vue du développement humain et de la justice sociale. On s'expose alors à des fluctuations de prix et à des dépendances à l'égard de certains monopoles, voire de puissances étrangères. De plus, on risque de se priver de services collectifs dont la production n'est pas garantie par les échanges marchands, comme la protection de l'environnement. Il s'agit de partir de cette

---

<sup>121</sup> Ces normes, d'après GOULET (1990), sont les suivantes: (1) la primauté des besoins sur les désirs; (2) l'obligation qui incombe aux milieux plus favorisés de pratiquer la solidarité avec ceux qui le sont moins; (3) l'affirmation que les exigences de la justice sont structurantes et institutionnelles et (4) une interprétation de la politique comme l'art du possible, c'est-à-dire la recherche de nouvelles limites aux possibilités, et pas seulement l'exploitation et le trafic des ressources en fonction de paramètres prédéfinis.

richesse pour créer de nouvelles activités relevant d'une approche plus éthique du développement. La création de ces activités, qui permettraient à la fois une inscription économique et une insertion sociale, exige l'élaboration d'un nouveau mode d'articulation entre la société civile et l'intervention étatique. Elle renvoie à la problématique du développement territorial et à ses composantes autres que simplement économiques. La mise en œuvre de ce nouveau cadre de régulation suppose que nous revoyons, de fond en comble, les paramètres qui régissent le fonctionnement de l'économie néolibérale car nous ne croyons pas, dans le présent contexte, qu'une simple humanisation de l'actuelle globalisation suffise à inverser le cours des choses. Elle nécessite également que l'action politique assure une pondération du marché par l'application des principes de subsidiarité et de solidarité, selon le modèle de l'État social. Il est également possible d'organiser, de concevoir et de réguler l'économie non pas seulement à partir du critère du gain et de la rémunération mais aussi à partir des relations sociales dans lesquelles elle s'insère et qu'elle doit respecter.

Toute action en vue d'assurer un usage plus efficace des ressources affecte la répartition du bien-être entre les individus et soulève donc le problème de la juste répartition. En contribuant à une répartition plus équitable de la richesse<sup>122</sup>, en restaurant voire en dynamisant le lien social, en participant à la construction d'un capital social, ce nouveau modèle, mieux adapté aux réalités locales, pourrait dessiner les traits d'un monde plus juste, plus humain et plus solidaire. C'est la société dans sa globalité, de

---

<sup>122</sup> Certes, un certain degré d'inégalité dans la distribution de la richesse et des revenus est nécessaire pour engendrer le sentiment d'une juste rétribution des efforts personnels et favoriser ainsi l'efficacité productive qui, à son tour, développe les moyens d'accéder à une société plus juste. Toutefois, il est des inégalités croissantes incompatibles avec la plus élémentaire conception de la justice. De telles inégalités sont carrément inacceptables et doivent faire l'objet de correction par le biais de réformes structurelles majeures.

concert avec les différentes instances politiques, qui est invitée à poser les jalons de cet autre développement. «Il y a nécessité d'une médiation politique et la prise en compte de la société civile afin d'établir un mode de régulation» (ALGEITTA, 2001: 78), nous rappelle l'économiste français Michel ALGEITTA. Celle-ci ne passe pas par un retrait de la puissance publique mais par la mise en œuvre de nouvelles formes d'interventions étatiques dans le souci d'atténuer les disparités régionales<sup>123</sup>. La justice sociale, l'équilibre géopolitique, une occupation plus équilibrée du territoire et la synergie populaire doivent être les principaux agents régulateurs de ce nouveau modèle.

### 5.3.2.2 La construction d'une nouvelle démocratie mondiale

Pour donner un socle de légitimité aux indispensables régulations économiques (et sociales), la construction d'une nouvelle gouvernance mondiale doit comporter un volet démocratique<sup>124</sup>. La démocratie ne se réduit pas seulement au principe électif. Cette démarche, qui doit s'inscrire dans un nouveau type de rapport de force pour contrebalancer l'hégémonie néolibérale, est extrêmement urgente pour le processus d'intégration économique des petites localités particulièrement dans le présent contexte

---

<sup>123</sup> Dans cette perspective, le politique doit apparaître non seulement comme l'auxiliaire indispensable du marché dans la recherche de l'efficacité mais aussi comme son tuteur non moins indispensable pour la recherche du bien commun. Il est de la plus grande importance, pour garantir un développement équilibré de notre province, d'assurer la prospérité des petites localités et, plus particulièrement de réduire les disparités régionales.

<sup>124</sup> Souligner, par ailleurs, les vertus de la démocratie n'implique pas que celle-ci soit en toutes circonstances le remède aux défaillances du marché. Au plan des principes, ne peut-on pas admettre qu'il est des circonstances où l'autoritarisme libère là où la démocratie entrave?

des fusions municipales où elles apparaissent sous-représentées<sup>125</sup>. Les nombreuses difficultés qu'elles connaissent font naître un besoin de nouvelles règles démocratiques. En effet, le manque de démocratie constitue une préoccupation majeure des citoyens<sup>126</sup>. Cette prise de conscience intervient précisément au moment où des exigences de solidarité ou d'actions politiques apparaissent de plus en plus pressantes. Celles-ci concernent tout d'abord la nécessité de réorienter la politique économique et de placer le renforcement du modèle social au cœur des priorités au lieu de privilégier la réduction des déficits et les exigences du marché financier<sup>127</sup>. Comme l'ont montré les négociations de l'OMC, c'est l'ensemble des initiatives citoyennes et des organisations non marchandes qui doivent se structurer pour peser d'un poids suffisant dans les négociations internationales.

Cette nouvelle rationalité démocratique exige le redéploiement imaginatif de politiques globales de démocratisation qui remettent l'économie dans un cadre plus éthique. L'introduction de nouveaux mouvements démocratiques représente un défi

<sup>125</sup> Prenons par exemple le cas de la MRC de Manicouagan sur la Côte-Nord. En raison de l'énorme poids démographique de Baie-Comeau (72,7% de la population de la MRC en 2001), le maire de cette ville peut tout bloquer au conseil de la MRC. Une telle situation nuit considérablement au développement de petites localités avoisinantes telles que Franquelin (410 habitants) ou Godbout (391 habitants). Des initiatives peuvent carrément être mises de côté parce leurs promoteurs pensent qu'elles ne feraient pas consensus auprès des principaux élus municipaux. On retrouve des exemples similaires à plusieurs autres endroits au Québec. Dans la MRC Rimouski-Neigette, la nouvelle ville de Rimouski représente 80% de la population de cette MRC. Les localités environnantes ne peuvent donc pas penser avoir «un homme, un vote» au conseil de maires. Dans cette MRC, il y a neuf votes pour la ville-centre et neuf pour les autres. Il suffit donc qu'un seul maire appuie Rimouski pour que la ville contrôle toutes les décisions de la MRC. Pour les maires de plusieurs petites localités, ce remodelage municipal contribue à affaiblir le poids politique dont ils disposent. L'élection, sous une base obligatoire, du préfet au suffrage universel pourrait contribuer à atténuer ce genre de situation. L'urgence des réformes démocratiques ne se limite pas aux localités de petite taille, aux MRC et aux régions administratives. Elle rejoint également une nécessaire restructuration des relations économiques internationales.

<sup>126</sup> Le déficit démocratique est d'autant plus sérieux que les petites localités sont confrontées à de nouveaux défis qui menacent le bien-être des populations et la cohésion sociale. Le niveau des disparités, qui affectent particulièrement ce segment de l'espace rural, constitue l'un des aspects les plus inquiétants de cette situation.

<sup>127</sup> Il s'agit de donner forme à des structures nouvelles et équitables de l'économie mondiale.

majeur pour l'hégémonie du système financier mondialisé et dérégulé. Certains de ces mouvements (comme l'association ATTAC<sup>128</sup>) constituent un excellent exemple pour un contrôle plus équitable des marchés financiers<sup>129</sup>. À titre d'exemple, ne serait-il pas avantageux d'utiliser certains organismes mondiaux déjà existants tels que les institutions financières sous le contrôle de l'ONU? Le droit à une participation démocratique dans la vie sociale, indispensable à la liberté et à la dignité individuelles, devrait également être instauré.

Comment rendre opérationnel un tel projet? Certains proposent la réforme du mode de scrutin et l'introduction de la représentation proportionnelle; d'autres suggèrent plutôt l'instauration d'un budget participatif permettant aux citoyens et aux citoyennes d'avoir davantage prise sur les décisions politiques. Quoi qu'il en soit, une révision des mécanismes actuels s'impose. HOUÉE (1998) avance quatre principes pour y parvenir, principes que nous faisons nôtres. Il s'agit de:

- reconnaître les échelons de base et stimuler la démocratie locale, en permettant à chacun de faire l'apprentissage de la citoyenneté, à une échelle qu'il peut saisir, dans un langage qui soit le sien;
- créer ou renforcer les médiations nécessaires par des relais aussi bien verticaux qu'horizontaux, en donnant la priorité aux territoires de projet sur les découpages administratifs de gestion;
- développer une «subsidiarité active», où les collectivités proches des citoyens définissent et mettent en œuvre leurs programmes, mais dans le cadre de principes énoncés de solidarités exercées, d'évaluations faites au niveau supérieur;
- enfin et surtout, à tous les niveaux et par tous les canaux de la vie collective, affirmer la primauté du politique et de l'éthique aussi bien sur les impératifs d'une économie hégémonique que sur les enfermements de replis identitaires (HOUÉE, 1998: 32).

<sup>128</sup> L'acronyme signifie «Association pour une taxe sur les transactions financières pour l'aide aux citoyens». Ce groupe, qui a pris naissance à la fin des années 90 en partie grâce au défunt sociologue Pierre BOURDIEU (1931-2002), a pour principal objectif la lutte contre les excès de la mondialisation.

<sup>129</sup> En suscitant des interrogations et des débats dans de nombreux pays, un argumentaire cohérent est proposé pour l'affirmation d'un contrôle démocratique des marchés financiers tandis qu'une large mobilisation de citoyens et d'associations se met en place.

### 5.3.2.3 La personne humaine, valeur première au centre de ce nouveau modèle

En troisième lieu, ce nouveau modèle, dont la seule finalité est la satisfaction équitable des besoins, implique la prééminence de la personne humaine comme seule entité normative d'évaluation éthique.

Au centre de la notion de développement, apparaît d'abord l'être humain avec ses multiples besoins qui sont à la fois d'ordre social, politique, environnemental et économique. Le bien-être de la personne humaine ne devrait-il pas constituer le but ultime du développement? On peut postuler qu'un projet politique capable de mettre l'autonomie et le développement de la personne humaine au centre de ses préoccupations et de proposer un véritable «art de vivre» pourrait constituer une alternative crédible à cet autre modèle<sup>130</sup>. L'adage suivant lequel «le sens de la croissance devrait être la croissance du sens» nous apparaît toujours pertinent. Dans cette perspective, l'élaboration d'un modèle de développement plus solidaire devra s'appuyer sur des valeurs telles que l'inviolabilité et la qualité de vie, la justice, l'autonomie<sup>131</sup>, le respect de la dignité humaine, la réciprocité envers les citoyens et la responsabilité à l'égard des générations futures<sup>132</sup>. Il s'agit de partir de la richesse humaine et du savoir-faire du porteur de projet pour développer des activités relevant d'une éthique sociale.

<sup>130</sup> Ces préoccupations ne sont pas totalement écartées des projets de développement au Québec et ailleurs dans le monde mais, de façon générale, elles sont loin d'en constituer les objectifs premiers.

<sup>131</sup> La notion d'autonomie est entendue ici au sens où chaque personne, chaque unité de base, chaque territoire doit pouvoir aller au bout de ses potentialités, disposer de la capacité maximum à agir avec ses moyens, limiter sa dépendance, conquérir une souveraineté optimale.

<sup>132</sup> Pensées d'abord globalement, ces valeurs doivent être incarnées (ou réalisées) sur une plus petite échelle. C'est pourquoi, les acteurs locaux et régionaux se doivent de les intégrer dans leur plan d'aménagement, d'urbanisme et leurs stratégies de développement.

### **5.3.3 Quelques signes avant-coureurs de l'avènement d'un modèle de développement plus solidaire**

S'il n'y a pas de modèle théorique pour déterminer les contours d'un développement plus solidaire, des signes tangibles se profilent et ce, à tous les échelons géographiques. Sans constituer une théorie ni même un paradigme, ces signes apparaissent comme des lignes de force dont nous pouvons puiser des idées cohérentes pour la reconstruction de nos communautés.

#### **5.3.3.1 À l'échelle internationale**

De profondes transformations agitent le paysage de la solidarité internationale. De Seattle à Gênes, en passant par Nice, Göteborg, Washington, Prague ou Melbourne, le mouvement global des citoyens qui émerge aux quatre coins de la planète remet sérieusement en question le modèle actuel de développement. À titre d'exemple, le troisième Forum social tenu à Porto Allegre (au Brésil) du 23 au 28 janvier 2003, a clairement réorienté la trajectoire sociale vers la recherche de propositions constructives (notamment dans les domaines de l'éducation, de la gouvernance mondiale et de l'environnement) pour une mondialisation à visage humain. Ce forum a révélé les impasses du modèle néolibéral et ouvert la voie d'un autre monde possible<sup>133</sup>. Même certains économistes de droite se sentent concernés par l'avènement d'un nouveau

---

<sup>133</sup> Une première édition de ce forum réunissant quelque 12 000 représentants de divers mouvements s'était tenue au même endroit en janvier 2001. Ce méga-rassemblement, auquel ont participé quelque 30 000 délégués en 2003 comparativement à 12 300 en 2002 et à 4 700 en 2001, se veut une réplique de la société civile aux délibérations secrètes du Forum économique de Davos. Son objectif consiste à identifier des moyens d'action pacifiques visant à faire résonner les voix des citoyens qui anticipent une autre forme de mondialisation. L'une de ses principales réalisations demeure, sans contredit, la rédaction d'un projet de démocratisation du Fonds monétaire international, un projet fort attendu par de nombreux militants.



modèle<sup>134</sup>. Ils ont notamment critiqué l'orientation des choix purement libéraux qui caractérisent le système économique dominant. À la veille du sommet de Nice, ils ont exprimé leur désapprobation à ce système en apposant leur signature (au nombre de 200) à un document intitulé: *Une politique économique contre la récession et la polarisation en Europe. Propositions pour combattre le vide idéologique et l'impuissance politique*<sup>135</sup>. Leurs revendications rejoignent celles d'un autre groupe d'économistes d'une vingtaine de pays qui ont constitué l'Association internationale pour l'économie humaine dont les objectifs consistent à:

- créer un vaste réseau international de chercheurs, entrepreneurs, intellectuels soutenant les principes de l'économie humaine;
- élaborer une Charte mondiale pour l'économie humaine;
- définir quelques chantiers prioritaires de réflexion et de recherche en vue de promouvoir la construction d'un discours économique cohérent inspiré par les principes de l'économie humaine et confronter les résultats des différents travaux nationaux à l'occasion d'un forum annuel.

Si Porto Alegre représente, sans conteste, la manifestation la plus perceptible de l'alternative planétaire vers une autre forme de développement à visage humain, d'autres tendances de fond convergent également vers ce même objectif. C'est le cas notamment

---

<sup>134</sup> Ici, nous voulons faire référence plus spécifiquement à l'ouvrage de Joseph E. STIGLITZ (2002), Prix Nobel d'économie 2001. Dans sa contribution intitulée *La grande désillusion*, l'auteur dénonce vivement les grandes institutions internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, etc., qui servent d'abord les intérêts des grandes multinationales, d'où la nécessité d'inventer de nouveaux modes de régulation comportant une dimension humaine. En outre, les accords internationaux, comme l'ALÉNA, suscitent également de nombreuses inquiétudes.

<sup>135</sup> Il est possible de consulter ce document à l'adresse électronique suivante:  
<http://www.memo-europe.uni-bremen>.

de la quatrième assemblée de l'ONU<sup>136</sup> des peuples, qui s'est déroulée du 11 au 14 octobre 2001 à Pérouse en Italie. Cette assemblée a réuni quelque 300 000 représentants de plus de 120 pays du monde. Les participants ont jeté les ponts entre les institutions internationales et la mosaïque du mouvement citoyen de base à travers le monde. Dans ce même esprit de solidarité humaine, sept engagements, à remplir avant 2015, ont été solennellement signés par les États de grandes conférences internationales, de Rio à Copenhague, en passant par Pékin ou Le Caire. Ces engagements visent notamment à réduire les disparités, l'analphabétisme, l'inégalité de sexes dans l'éducation, la mortalité infantile et à promouvoir un développement durable. Signalons en outre, la Confédération internationale des Syndicats libres, qui a tenu son 17<sup>e</sup> congrès annuel en avril dernier à Durban en Afrique du Sud, a plaidé en faveur de mesures urgentes et résolues en faveur des pays en voie de développement afin d'éradiquer, la faim, la maladie et la pauvreté. Un autre exemple encore est celui de la création récente d'une association internationale des conseils économiques et sociaux. Une trentaine de pays se sont montrés déterminés à promouvoir la mondialisation de la justice sociale. Dans cette même foulée, une trentaine de personnalités du monde entier ont répondu, depuis deux ans, à l'initiative du président de la Slovénie, Milan Kucan, qui consiste à la création d'un collège international éthique, politique, scientifique et citoyen<sup>137</sup>. Ce nouveau modèle de développement, qui articule la dimension micro-sociale avec la dimension internationale dans une perspective de

---

<sup>136</sup> L'Assemblée de l'ONU est une structure montée depuis 1995 à partir du travail de coordination du mouvement pacifiste italien réalisé à la fois par les communistes, les communautés catholiques, la communauté laïque et œcuménique de Sant'Egidio, les centrales syndicales, les organismes non gouvernementaux, les associations, les universitaires et les institutions publiques locales et régionales. L'objectif premier de cette coordination est d'émettre des propositions positives de réformes des institutions internationales (et notamment de l'ONU) de façon à la transformer en organisation au service des peuples, de la diversité humaine et naturelle.

<sup>137</sup> Un texte récent du sociologue français Jacques ROBIN paru dans *Le Monde diplomatique* de mars 2002 et intitulé: «Cette grande implosion de l'an 2002» énonce quelques propositions relatives à la création de cette nouvelle instance.

mondialisation de la solidarité, s'exprime aussi au travers certains mouvements comme ATTAC, Justice et Paix, l'Alliance sociale continentale, la mobilisation contre l'AMI (Accord multilatéral des investissements), etc. Plus récemment, soulignons la tenue à Montréal de la sixième édition des Journées québécoises de la solidarité internationale sous la présidence d'honneur de Susan George, une spécialiste des relations Nord-Sud et grande contre-experte de la mondialisation<sup>138</sup>.

Au plan politique, certains partis français (les Verts par exemple) soutiennent activement ce modèle. Ils ont notamment convaincu l'État de créer un Secrétariat à l'économie solidaire.

### 5.3.3.2 À l'échelle nationale et provinciale

À l'échelle provinciale, de plus en plus d'individus dénoncent les effets pervers des préceptes néolibéraux. Il est heureux de souligner la tenue à Montréal en juin 2001 d'un congrès portant sur l'économie sociale. La création d'un fonds de 17 millions de dollars pour développer un réseau de 90 ressourceries constitue, sans aucun doute, l'une des plus grandes réalisations de ce congrès. Dans le même ordre d'idées, quelque 600 personnes ont participé à Québec, en avril 1999, au premier Forum national sur le développement social organisé par le Conseil québécois de la santé et du bien-être. Ce forum a réuni des intervenants de tous les milieux: régies régionales de la santé et des services sociaux, CLSC, centres jeunesse, secrétariats au développement régional,

---

<sup>138</sup> Susan George est également directrice associée du Transnational Institute (Amsterdam) et vice-présidente d'ATTAC-France. Elle collabore aussi régulièrement au mensuel européen *Le Monde diplomatique*.

centres locaux d'emploi, centres locaux de développement, administrations municipales et scolaires, associations d'affaires, organisations syndicales, organismes communautaires, etc. Il s'est inscrit dans la foulée des Journées sociales qui s'inspirent des Semaines sociales en France. Cette journée, qui s'est tenue le 11 mai 1997 à l'Université du Québec à Rimouski, a rassemblé quelque 450 personnes. Ces dernières ont réaffirmé leur décision de vivre et d'agir à contre-courant du néolibéralisme (voir encadré 5.2). Toujours à Rimouski, une soixantaine de citoyens ont répondu à l'appel du directeur des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques en octobre 2002. Ils ont exprimé leur désaffection de la démocratie face à la mondialisation et à la puissance des lobbies.

Ce groupe, à l'exemple de celui de Lisbonne sous la direction de Riccardo PETRELLA, s'est engagé dans la réflexion d'un nouveau contrat économique et social. Il résilie le courant de pensée néolibérale qui amène la concentration de la richesse, l'accroissement des écarts de revenus et l'exclusion d'une fraction de plus en plus importante de la population. Les participants de ces «Journées sociales» ont clairement manifesté leur refus d'une politique gouvernementale qui ne tient pas compte des particularismes locaux et régionaux. En outre, dans la région du Bas-Saint-Laurent, cette initiative a donné naissance à deux mouvements régionaux: «À contre-courant» et «Le Parlement populaire régional». Le premier est constitué d'une vingtaine d'individus dont la principale mission est d'intégrer la dimension sociale à travers les activités et les différents organismes régionaux à vocation économique, à faire passer les personnes avant les profits, bref, à mettre l'économie régionale au service de l'humain. Quant au second, il propose un projet politique démocratique basé sur la souveraineté populaire avec un

## Encadré 5.2

### Déclaration de Rimouski, 11 mai 1997

Au terme de ces troisièmes Journées sociales du Québec, nous sommes 450 personnes à réaffirmer notre décision de vivre et d'agir à contre-courant. Nous sommes 450 personnes venant de toutes les régions du Québec qui veulent vivre et agir à contre-courant du néolibéralisme. Nous sommes témoins que des milliers de personnes et de groupes résistent avec acharnement à l'emprise de cette pensée unique.

NOUS REFUSONS que le pouvoir financier dicte nos politiques publiques et que nos dirigeants, pourtant élus par la population, s'en fassent les valets apeurés, faisant d'une crainte de décote financière un projet ratatiné de société.

NOUS REFUSONS que nos épargnes déposées dans nos caisses de retraite prennent le chemin de l'étranger, alors qu'elles pourraient contribuer pour une bonne part à effacer notre dette collective, tout en favorisant notre développement.

NOUS REFUSONS que nos gouvernants nous considèrent comme des consommateurs primaires, susceptibles d'être manipulés par des fabricants d'images et par des mécaniques électorales, au lieu de répondre aux besoins criants et fondamentaux des familles, en particulier des femmes, des jeunes, des personnes sans emploi.

NOUS REFUSONS surtout la myopie de notre gouvernement québécois, qui s'entête à refuser la clause complète de l'appauvrissement zéro et qui pense faire disparaître le nombre de personnes appauvries en adoptant un barème de faible revenu complètement coupé de la réalité. Manipulée ainsi par la statistique, la misère peut sembler moins grave à des yeux de technocrates.

NOUS REFUSONS que notre gouvernement s'en prenne principalement aux plus démunis, aux moins bien nantis, dans la poursuite obsessionnelle de son objectif du déficit zéro, pendant que les entreprises, les banques et les financiers voient leurs profits et leurs revenus connaître des hausses faramineuses. Nos gouvernements se bercent d'illusions en croyant que ces financiers accepteront de réinvestir ces profits dans d'illusoire créations d'emploi. En fait, ne recherchent-ils pas, pour la plupart, des profits dans des pays étrangers puisque leur intérêt premier est celui des actionnaires?

NOUS REFUSONS d'accepter l'idée reçue voulant que le bien des entreprises et des banques se transforme, par magie, en bien commun. Dans cette perspective, nous refusons de fermer les yeux sur les agissements de ceux qui, voulant évacuer l'État, tentent de le confisquer dans leur seul intérêt.

NOUS REFUSONS d'être dupes quand les médias s'attardent à rapporter les éternuements de tous les petits pharaons de passage, pendant que tout autour la misère se répand dans un silence complice.

NOUS REFUSONS les incohérences dont se rendent complices nos communautés chrétiennes et leurs responsables quand elles sont moins critiques de leurs choix économiques et pastoraux qu'elles ne le sont dans leurs dénonciations publiques.

NOUS REFUSONS, enfin, le fatalisme économique qu'on nous présente comme une nouvelle religion à laquelle il faudrait sacrifier la majorité de la population, alors qu'il s'agit toujours de décisions prises dans l'intérêt d'une minorité possédante, qui exige d'asservir le politique et le social à ses fins propres.

Certes, nous n'avons pas la naïveté ni la prétention de croire que les contradictions dont nous venons de faire état ne nous atteignent pas personnellement et ne traversent pas nos organisations populaires, syndicales et religieuses. Mais nous entendons faire confiance à cette solidarité que nous partageons avec les personnes, de plus en plus nombreuses, qui sont exclues de la plupart des décisions qui les touchent au premier chef et à qui est toujours refusé le minimum de dignité. En faisant nôtres leurs revendications à la dignité et leur désir irrépressible d'être des citoyennes et des citoyens à part entière, nous retrouvons, à chaque fois, l'espérance et le souffle nécessaires pour lutter contre nos propres contradictions.

Source: *L'Action nationale*, vol. 87, no 9 (septembre 1997), pp. 22-25.

mode de scrutin proportionnel ainsi qu'un projet économique reposant sur la redistribution de la richesse.

À St-Augustin-de-Desmaures, 300 acteurs de l'économie sociale en provenance de l'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine, du Québec et du Bangladesh ont donné le coup d'envoi à la deuxième Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité dont la troisième édition est prévue en 2003 à Dakar au Sénégal<sup>139</sup>. Des comités spéciaux se mettent également en place pour étudier les incidences de la mondialisation de l'économie.

### 5.3.3.3 À l'échelle régionale et locale

À l'échelle régionale et locale, nous avons déjà cité, au chapitre deux, de nombreux exemples qui s'appuient sur un modèle de développement plus solidaire. Des mouvements communautaires tels que les Opérations-Dignité, le JAL ou la Coalition Urgence rurale ont contribué à la construction d'un autre modèle dont la finalité est de promouvoir les valeurs humaines et sociales du développement. Encore aujourd'hui, la Coalition Urgence rurale poursuit son implication à travers ses diverses interventions. La montée du mouvement associatif (désigné dans le monde anglo-saxon sous le nom de *community-based movement*) est un autre signe de l'avènement d'un modèle de développement plus solidaire. De plus en plus d'individus prennent conscience que les problèmes de leur communauté sont générés par de puissants intérêts extérieurs. En conséquence, ils discutent, se réunissent, s'organisent en des milliers de mouvements, de

---

<sup>139</sup> La première s'est déroulée en 1997 à Lima au Pérou.

comités, d'associations, d'organismes et de coopératives afin de tenter de trouver des solutions aux problèmes qui les affectent.

Soulignons, en outre, les nombreux projets de coopération décentralisée mis en œuvre par des associations ou des municipalités dans le cadre du développement local. À titre d'exemple, le cégep de Limoilou a été l'hôte, en septembre 2002, d'un forum social régional. Inspirée du Sommet des Amériques tenu à Québec en avril 2001, ce forum se voulait une occasion de renforcer le mouvement social afin de tenter de limiter les dégâts causés par le néolibéralisme, la militarisation grandissante et pour porter plus efficacement les alternatives progressistes<sup>140</sup>. En outre, des groupes de citoyens se forment un peu partout à travers le monde pour dénoncer les injustices de l'économie marchande<sup>141</sup>. Ils rappellent au gouvernement que notre société doit se donner les moyens nécessaires pour assurer le développement des personnes et de leurs milieux de manière à pouvoir exercer un rôle original dans le nouveau contexte mondial. Ces expériences, qui misent sur la coopération plutôt que sur la compétition, sur la démocratie participative<sup>142</sup> plutôt que sur la dictature du marché, sur des valeurs de solidarité, plutôt que sur les égoïsmes, laissent entrevoir l'émergence d'une autre forme de développement.

<sup>140</sup> Les ateliers proposés étaient des plus diversifiés. Ils portaient sur l'alimentation et la société, les alternatives politiques, les autochtones, la culture, l'éducation, les enjeux pour les groupes populaires et communautaires, l'environnement, la fiscalité et le rôle de l'État, le logement social et les conditions de vie, les relations Nord-Sud, la pauvreté et les droits sociaux, la santé et les services sociaux ainsi que le travail.

<sup>141</sup> La création de forums sociaux sur une base nationale, voire régionale, constitue une réalisation concrète du mouvement impulsé par Porto Alegre. À preuve, un projet de Forum social Québec-Canada devrait d'ailleurs se tenir à Montréal à l'automne 2003.

<sup>142</sup> Cette dernière constitue un complément à la démocratie représentative traditionnelle.

Sur le plan social, de plus en plus de groupes se définissent comme les défenseurs de cette autre économie: celle de la liberté, de la justice, de la solidarité ou des droits de la personne. C'est notamment le cas de grandes centrales syndicales québécoises comme la Fédération des Travailleurs du Québec. Riches d'enseignement et porteuses d'espoir, ces initiatives suggèrent une nouvelle façon de concevoir le développement. Par delà leurs spécificités, ces différents courants peuvent s'interpréter comme les manifestations d'une nouvelle transformation, au sens où l'entend le célèbre économiste hongrois Karl POLANYI (1983), qui laisse transparaître une économie plus «encastrée» dans les relations sociales.

L'élaboration du modèle que nous proposons ne peut prendre la forme d'une approche unique. Comment le rendre opérationnel? Actuellement, bien que des dizaines de milliers de projets et d'associations traduisent, de différentes manières, l'aspiration à une autre économie, à un autre développement<sup>143</sup>, force est de constater que sa définition et sa mise en opération restent relativement ambiguës. Nous prenons, par ailleurs, rapidement conscience de la nécessité de donner une cohérence et des règles à un développement plus solidaire dont les dispositifs et les instruments restent à élaborer, car en ce domaine, il n'existe guère de solutions toutes faites.

De manière globale, une stratégie de développement solidaire passe par la prise en compte de six pôles (ou dimensions) en interactions dans une perspective collective du

---

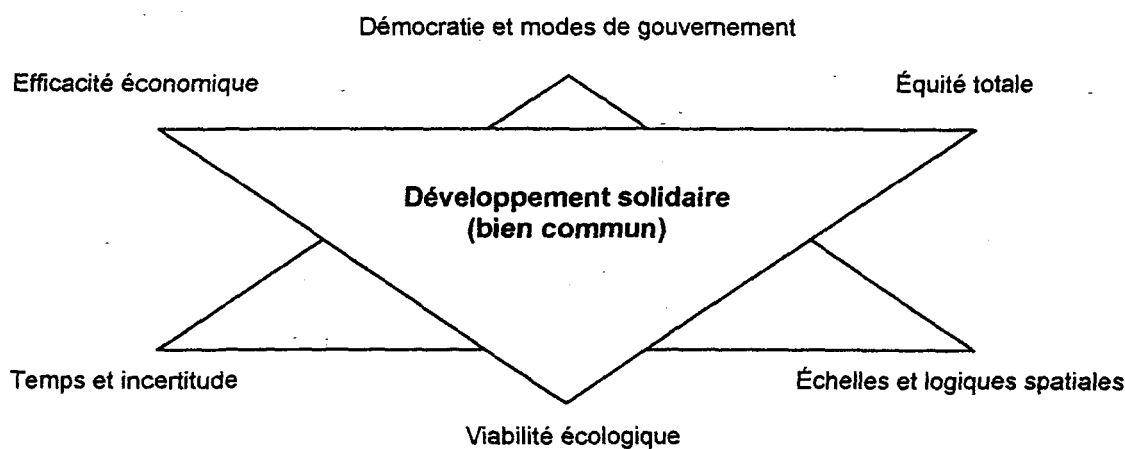
<sup>143</sup> Certains auteurs parlent même d'une «mondialisation par le bas». À ce sujet, le lecteur est convié à consulter le numéro 1, vol. 15 (2002) de la revue *Nouvelles pratiques sociales* consacré au phénomène de solidarité internationale.



bien commun. Inspirée des travaux du sociologue français Philippe BLANCHER, la figure 5.1 illustre, de façon schématique, les assises de ce modèle.

**Figure 5.1**

**Les six pôles du développement solidaire**



Inspirée de: BLANCHER, Philippe. «Pour un développement plus humain», dans *Problèmes économiques*, no 2.764 (5 juin 2002), p. 3.

À l'échelle des petites localités, la mise en œuvre de cette stratégie doit, à notre avis, se faire en deux étapes lesquelles sont étroitement interreliées. Elle suppose, dans un premier temps, une relance du développement local auquel, à la différence de ce qu'on a connu il y a une vingtaine d'années, on orientera tous les efforts vers la lutte aux disparités. Dans une deuxième étape, ce modèle doit s'inscrire dans une cohérence d'ensemble, soutenu non seulement par des actions locales et territorialisées mais aussi par une politique macro-économique prenant en compte des critères d'intervention plus équitables. Pour répondre aux défis du développement des petites localités, ne faut-il pas être présent à tous les niveaux en même temps: être capable de penser à l'évolution des collectivités locales, tout en imaginant simultanément un gouvernement économique

mondial? Comme le titrait un récent numéro de la revue *Manière de voir*, «un autre monde est possible», un monde plus juste, plus humain et plus solidaire. Il appartient à chacun, à l'aube de ce nouveau millénaire, de participer à sa construction.

à l'autre et qui exercent une influence considérable sur l'économie, le capital social et le potentiel de développement des localités concernées par la fragilité rurale.

Cette thèse nous a aussi permis de mieux comprendre les principaux changements survenus au fil des années, de caractériser la situation actuelle, de spatialiser les problèmes et d'identifier les principaux facteurs responsables de la fragilité. Nos entrevues semi-dirigées réalisées auprès des différents intervenants locaux et nos entrevues téléphoniques nous ont également permis non seulement de connaître la perception des individus face à ces malaises mais aussi d'analyser les différents rapports sociaux qu'entretiennent les résidents de ces milieux fragile à l'égard des principaux acteurs du développement. Par ces enquêtes, nous avons été mieux à même d'examiner les relations entre les communautés et leur milieu de vie et d'identifier des pistes de solutions plus appropriées à leur situation. Par conséquent, nous croyons que les différents sous-objectifs que nous exposons dans le cadre du premier chapitre ont été atteints.

De manière plus explicite, nous avons tenté de démontrer que les problèmes du monde rural québécois avaient tendance à s'accroître en fonction de la réduction de la taille démographique des localités. Celles de 500 habitants et moins constituent de loin le segment le plus défavorisé. Ainsi, à la lumière des observations faisant suite à l'expérimentation, nous avons constaté que l'insuffisance de services, la faiblesse des niveaux de revenus, l'instabilité démographique et le sous-emploi constituaient les principales manifestations de leur fragilité. Ces éléments ont notamment été mesurés à partir des données contenues dans les différents recensements de Statistique Canada. Les causes de cette fragilité sont multiples. Elles tiennent, pour l'essentiel, à des considéra-

tions d'ordre structurel telles que les différentes caractéristiques de la structure de peuplement, le potentiel biophysique, les lois et mécanismes de l'économie, les perceptions et les idéologies. Mais elles découlent aussi d'éléments conjoncturels et endogènes comme l'instabilité des prix, la concurrence étrangère, le dynamisme de développement, l'esprit de leadership, l'appartenance au milieu et les différents changements apportés aux politiques gouvernementales.

Au chapitre deux, nous avons peaufiné notre analyse en identifiant les principales transformations de l'espace rural québécois. Nous avons accordé une attention particulière aux milieux de petite taille démographique. Ces transformations ne se sont pas effectuées partout de la même façon. À certains endroits, elles ont même contribué à accentuer les disparités. Ces dernières se manifestent sous bien des aspects.

Au plan de la géographie, la plupart de ces milieux à faible densité humaine se retrouvent, au surplus, éloignés des villes.

Au niveau démographique, ils sont majoritairement enclins à la décroissance en raison du phénomène de dénatalité accentué par le départ des jeunes et le vieillissement prématuré de la population.

Sur le plan économique, des ressources telles que la forêt ou les poissons de fond, souffrent d'épuisement en raison d'une exploitation démesurée, contrôlée en partie par de puissantes multinationales. Les difficultés associées à la reconversion économique de ces localités de petite taille entraînent des problèmes de sous-emploi, de chômage

chronique et de faibles niveaux de revenus. À maints endroits, l'infrastructure de services donne également des signes de faiblesse.

Au plan politique, les fusions municipales forcées ont contribué à affaiblir leur poids politique tout en compromettant sérieusement la démocratie locale.

Élaborées le plus souvent en fonction de problématiques urbaines, les politiques gouvernementales sont pratiquement impuissantes à atténuer les malaises liés au sous-emploi, à la distance par rapport aux grands centres, à la dispersion de la population, à la faiblesse des revenus et à la perte de services. Le défaitisme, le découragement et la fatigue ont souvent raison des individus les plus dynamiques qui, devant l'ampleur des problèmes à surmonter, finissent par baisser les bras pour ensuite se retirer de la vie sociale et communautaire.

Enfin, dans certaines petites localités, l'aménagement du territoire présente de nombreuses carences qui se traduisent par une hétérogénéité des fonctions, la vétusté et la décrépitude de certains bâtiments, des terres laissées en friches, la médiocrité des aménagements paysagers et la présence de nuisances environnementales. Le poids de tout ce contexte est devenu tellement lourd qu'il contribue à annihiler les efforts de développement local et rend très incertain l'avenir de nombreuses petites communautés. Dans le Bas-Saint-Laurent, une région qui se caractérise depuis plusieurs années par des écarts de développement considérables, les problèmes des petites localités prennent une signification particulière. À certains endroits, leur ampleur est telle qu'elle menace la sur-

vie de certains milieux. Pour cette raison, ce segment de l'espace rural a fait l'objet d'une analyse plus approfondie. Cette dernière se situait à deux niveaux.

Dans un premier temps, au chapitre trois, nous avons tenté de caractériser la fragilité de ces petits milieux aux plans de la démographie, de la nature des occupations, des niveaux de revenus et du dynamisme de l'habitat. Différents indicateurs socio-économiques ont permis de mieux cerner cette fragilité et de mesurer son évolution sur une période de 25 ans. Il en est résulté l'élaboration d'une esquisse typologique qui nous a permis de classer les petites localités en quatre catégories, soit les milieux fragiles, très fragiles, marginaux, très marginaux et en voie de fragilisation. Ainsi, nous avons constaté que les municipalités les plus mal en point en 1996 l'étaient également en 1971. Par ailleurs, ce constat général n'a pas empêché certains milieux d'améliorer leur situation. C'est le cas notamment de St-Alexandre-des-Lacs, de Ste-Paule et de St-Cléophas, des municipalités de l'arrière-pays traditionnellement reconnues comme à problèmes socio-économiques sérieux. Leur amélioration découle du dynamisme de leur habitat ou de leur transition occupationnelle. À l'inverse, d'autres milieux, comme St-Guy, Ste-Marguerite, St-Médard et St-Charles-Garnier, se sont engagés dans un processus de déstructuration qui apparaît difficilement réversible à plus ou moins court terme.

D'un point de vue plus qualitatif, nos enquêtes sur le terrain et entrevues téléphoniques nous ont révélé, au chapitre quatre, que la fragilité des petits milieux affectait également la cohésion sociale et le potentiel de développement. De plus, cette fragilité contribue à alimenter certaines perceptions négatives notamment en ce qui concerne les perspectives d'avenir de ces milieux. Par exemple, les répondants de Padoue, de St-Jean-de-

Cherbourg et de St-Athanase sont non seulement inquiets quant à l'avenir de leur localité mais ils envisagent même, éventuellement, la fermeture de celle-ci. Ils croient, par ailleurs, que leur municipalité possède toutes les ressources nécessaires pour assurer son développement. Ils réclament cependant des interventions de la part de l'État visant la création d'emplois, l'amélioration des routes et de leur infrastructure de services. D'autre part, cette inquiétude semble exercer peu d'influence sur leur sentiment d'appartenance territoriale et leur qualité de vie. En fait, si les facteurs structurels généralement associés à la fragilité rurale conjugués à certains éléments d'ordre endogène tels que le syndrome du TLM, le manque de leadership, la persistance d'antagonismes locaux, la démobilisation, etc.) semblent influencer de manière négative sur le potentiel de développement des petites collectivités, ils ne contribuent pas nécessairement à amenuiser la cohésion sociale. Ces observations nous ont donc permis de vérifier notre hypothèse de départ et d'en démontrer la pertinence.

Proposer des solutions concrètes aux problèmes des localités fragiles constitue une entreprise fort délicate. Bien qu'elle soit difficile à contrer, la fragilisation de certaines petites localités rurales du Québec n'est pas irréversible. Rien n'empêche de supposer que dans une conjoncture appropriée, toute modification positive de l'une ou l'autre des variables en présence n'amène une amélioration de situation. Lorsqu'on a affaire à des mains-d'œuvre actives de quelques dizaines de personnes, il suffit de bien peu de chose pour insuffler une reprise économique. Étant donné que les ressources représentent une composante majeure de leur économie, il nous semble tout à fait approprié d'orienter leur développement vers la consolidation de ce secteur d'activité, sans toutefois négliger celui

de la transformation ou des services<sup>1</sup>. Une telle avenue est d'autant plus justifiée que les ressources ne semblent pas avoir fourni leur maximum de rendement dans ces milieux fragiles. C'est dans cet esprit que nous avons présenté, au chapitre cinq, quelques propositions pour le développement des petites collectivités rurales.

La mise en œuvre de nouvelles activités sur les fermes, l'élaboration de nouveaux produits ou services, un nouveau rapport à l'espace et au territoire, de nouveaux modes de gestion et d'exploitation forestière, les écovillages, le patrimoine, les ressources fauniques et paysagères apparaissent des avenues intéressantes à explorer.

Par ailleurs, ces initiatives de développement endogène resteront lettre morte si elles ne sont pas assorties de mesures correctrices visant à contrer les problèmes structurels des petites localités. Dans cette perspective, des interventions s'imposent au niveau de la structure du peuplement, de la création d'emplois (notamment en fonction du revenu moyen des ménages locaux), de l'adaptation des politiques gouvernementales aux réalités de ces milieux, de l'amélioration de leur infrastructure des services et du dynamisme de leur habitat. Ces interventions doivent s'inscrire dans le cadre d'une politique de développement rural qui réunira tous les acteurs impliqués dans le développement socio-économique. À la manière d'une locomotive qui tire ses wagons dans une même direction, les efforts de tous les intervenants doivent tendre vers un même objectif: celui de

---

<sup>1</sup> C'est particulièrement le cas des milieux situés près des villes ou encore ceux bénéficiant de la présence d'une PME où l'exploitation des ressources constitue une activité économique marginale. Nous pensons également aux municipalités où le potentiel biophysique est trop faible pour envisager le développement du secteur primaire.



créer les conditions optimales pour réaliser le projet d'une société québécoise fière d'occuper son territoire et de garantir à toute sa population un avenir de qualité. Par ailleurs, une volonté politique profonde et tenace s'impose pour relever un tel défi.

Dans un monde idéaliste, c'est tout le modèle de développement qu'il faut revoir afin de réconcilier l'économique et le social. Quelques signes avant-coureurs dessinent déjà les sillons de cette troisième voie tant sur le terrain (Porto Alegre, Journées sociales à Rimouski, Union paysanne, nouvel essor des mouvements associatifs et sociaux, etc.) que sur le plan théorique.

Que réserve l'avenir de ces petits milieux? Bien malin est celui ou celle qui peut répondre avec exactitude à une question aussi épineuse et ce, pour diverses raisons. Premièrement, la science régionale, comme pour l'ensemble des sciences sociales et humaines, est peu prédictive. D'autres chercheurs se consacrent, tant bien que mal, à la prospection. L'économiste se prononce sur la prochaine évolution du taux d'intérêt. Le météorologue prévoit le temps qu'il fera, autant de spécialistes qui ont d'ailleurs tôt fait de découvrir les limites de leur discipline<sup>2</sup>. Il s'avère très difficile de faire des extrapolations à partir de la situation passée et présente.

La structure de peuplement, les ressources naturelles et l'économie constituent sans doute des éléments qui ont des influences considérables sur la qualité de vie des petits milieux. Certes, des variables telles la démographie, les revenus, l'habitat et les oc-

---

<sup>2</sup> Nous voulons faire référence ici à Daniel KAHNEMAN, récipiendaire du Prix Nobel d'économie 2002, qui a montré, dans le cadre de ses travaux, comment la décision des individus peut systématiquement s'écarter des prédictions de la théorie économique traditionnelle, introduisant une variable d'irrationalité dans ses calculs.

cupations se mesurent facilement, mais il paraît hasardeux, sur ces seules bases de prévoir avec précision ce qu'il adviendra de telle ou telle localité dans 10, 15, 20 ou même 30 ans. La diversité des contextes, le changement constant et le jeu complexe des interrelations contribuent à rendre aléatoires toutes formes de prévisions. Chaque communauté réagit selon un cheminement qui lui est propre et en fonction des grandes orientations en cours. Les petites localités sont également soumises à toutes sortes d'impondérables liés notamment à des changements environnementaux, à des soubresauts économiques, à des événements conjoncturels et à des orientations politiques qui rendent difficile, voire impossible, toute prévision à long terme. Telle localité freine ou arrête son développement par suite de la défaillance de certains facteurs de production, de la carence ou de la division de ses leaders, de la résignation d'une population trop rapidement satisfaite d'une avancée provisoire. Telle autre, plus favorisée, accomplit des progrès surprenants parce que quelques individus ont résolu les conflits, rassemblé les énergies et saisi les opportunités pour enclencher une nouvelle dynamique de développement. Tel milieu est avantagé par des conditions géographiques favorables, comme par exemple la proximité d'une petite ville. Tel autre encore, s'en trouve complètement dépourvu mais profite des retombées économiques d'une petite entreprise. Une diminution de la population sur une longue période peut, pour toutes sortes de raisons, se stabiliser ou se transformer de façon imprévue en une légère croissance. Ainsi que le rappelle DUGAS, «les brusques revirements d'un recensement à l'autre témoignent à la fois de la complexité et de la mobilité des facteurs en présence» (DUGAS, 1996:93). Les projections démographiques laissent également sceptique un géographe aussi chevronné que Pierre GEORGES. «Si l'on ne craignait d'abuser des paradoxes, écrivait-il, on serait tenté

d'écrire que la démographie a pour but de prévoir ce qui n'arrivera pas» (cité par BEAUDRY, 1997: A-9).

Les mouvements démographiques sont certes tributaires de facteurs structurels tels que le chômage élevé que l'on retrouve en milieu rural, l'insuffisance de services, la poursuite des études, les faits de localisation, etc. Cependant, ces mouvements sont également soumis aux aléas d'une conjoncture économique que même les modèles économétriques les plus sophistiqués sont incapables de prédire. Des événements mondiaux imprévisibles peuvent avoir des conséquences lourdes et rapides sur l'évolution socio-économique des milieux fragiles. De plus, ces modèles ne prennent pas en compte des facteurs non économiques comme la qualité et le cadre de vie, le capital social, l'attachement au milieu, les relations familiales, le désir de vivre en dehors des grandes concentrations urbaines, l'esprit d'entrepreneurship et de solidarité, le dynamisme, les capacités d'adaptation et de renouvellement, autant d'éléments qui laissent place à beaucoup d'interprétation et de subjectivisme. Ces facteurs, difficilement quantifiables, influent chacun à leur façon sur la situation démographique des petites localités. Ils constituent, en quelque sorte, des formes de résistance au dépeuplement.

Même si à certains endroits les diminutions de population sont devenues très inquiétantes, on ne peut présumer qu'elles provoqueront nécessairement la fermeture de localités. De plus, la marginalisation de nombreuses petites communautés n'implique pas nécessairement, du moins dans le contexte québécois, leur irrémédiable déstructuration. À plusieurs endroits, un «phénomène de reconquête» est en cours. Ce dernier a pour effet d'accroître les effectifs démographiques de certaines petites localités ce qui contribue

à compenser, du moins partiellement, le courant d'exode qui se maintient un peu partout dans l'ensemble du territoire rural. En outre, le phénomène de mobilité, associé à une plus grande accessibilité aux différents moyens de communication peut, dans une certaine mesure, contribuer à ralentir la décroissance et à stabiliser de nombreuses petites entités. Enfin, la présence de quelques irréductibles, l'attachement au territoire et l'implication inconditionnelle de certains individus font que les petites localités continueront d'exister, autant de situations et de facteurs qui contribuent à brouiller les cartes en ce qui a trait aux perspectives d'avenir des petites localités. Parce qu'ils seront toujours la meilleure solution pour un certain nombre d'individus et aussi parce qu'ils exercent des fonctions indispensables aux plans culturel et socio-économique, ces petits milieux demeureront probablement ouverts au peuplement. En fait, rien ne prouve que leur fermeture s'avérerait profitable et rentable pour l'ensemble de la société québécoise.

Devant la complexité d'une telle situation, nous pouvons affirmer que l'avenir des petites localités demeure une question délicate et soumise à de multiples impondérables. «Si les mutations du monde rural ont été profondes au cours des quarante dernières années, les vingt prochaines s'annoncent également porteuses de changements» (KAYSER, 1994: 95). Dans cette optique, tout porte à croire que l'essentiel des grandes tendances que nous observons aujourd'hui se maintiendront à plus ou moins long terme. À moins de circonstances exceptionnelles, comme une intervention dirigée par l'État, les petites localités rurales sont donc appelées à durer en dépit de la perte de leurs effectifs et de la multiplicité de leurs problèmes économiques.

Au terme de cette recherche, nous prenons conscience que de nombreuses questions demeurent sans réponse et ouvrent les portes à de très vastes chantiers. Quel est le diagnostic précis des 103 très petites localités québécoises pour lesquelles nous ne disposons pratiquement d'aucune donnée chiffrée?

Parmi les acteurs sociaux impliqués dans le développement local et régional, l'Église a joué un rôle important dans le passé. Elle a à son crédit une longue tradition de solidarité avec le peuple. Aujourd'hui, cette institution met l'accent sur l'engagement de ses membres. Quelle est la place de cette institution dans l'élaboration d'un modèle de développement plus solidaire? Quels moyens dispose-t-elle pour favoriser son émergence? Dans une perspective locale et globale, comment articuler tous les intervenants sociaux dans la définition de ce nouveau modèle de développement?

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages généraux

- ABDELMALKI, Lahsen et MUNDLER, Patrick. *Économie du développement. Les théories, les expériences, les perspectives*. Coll. Hachette Université. Paris, Éditions Hachette supérieure, 1995, 311 p.
- ADDA, Jacques. *La mondialisation de l'économie. Genèse, tome 1*. Coll. Repères. Paris, Éditions La Découverte, 1996, 124 p.
- ADDA, Jacques. *La mondialisation de l'économie. Problèmes, tome 2*. Coll. Repères. Paris, Éditions La Découverte, 1996,
- AGULHON, Maurice et BODIGUEL, Maryvonne. *Les associations au village*. Le Paradou, Éditions Actes du Sud, 1981, 107 p.
- AKOUN, André et ANSART, Pierre. *Dictionnaire de sociologie*. Coll. Dictionnaires Le Robert/Seuil. Paris, Éditions Le Robert/Seuil, 1999, 588 p.
- ALLEFRESDE, Maurice et AGUETTAND, Denys. *L'avenir de l'emploi dans les zones rurales fragiles, énoncé de propositions*. Paris, La Documentation française, 1991, 123 p.
- ANGERS, François-Albert et al. *Inventaire des ressources naturelles et industrielles: comté municipal de Rimouski*. Québec, Ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, 1939, 264 p.
- ARDILLIER-CARRAS, Françoise. «Vivre dans une région rurale en difficulté ou «comment peut-on être Creusois?»», dans BAGES, Robert et GRANIE, Anne-Marie (dir). *Comment les ruraux vivent-ils et construisent-ils leur (s) territoire (s) aujourd'hui?*. Actes de la Journée Régionale de l'Association des ruralistes français tenu à Toulouse le 18 juin 1997. Coll. Dynamiques rurales. Toulouse, Université de Toulouse Le Mirail, février 1998, pp. 71-80.
- ASCHER, François et BRAMS, Lucien (dir). *Les territoires du futur*. Coll. Prospective et territoires. La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1993, 182 p.
- ASSOGBA, Yao et FRÉCHETTE, Lucie. «Le concept d'aspiration et la démarche migratoire des jeunes», dans GAUTHIER, Madeleine (dir). *Pourquoi partir? La migration des jeunes d'hier à aujourd'hui*. Coll. Culture et Société. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1997, pp. 227-241.
- AUER, Ludwig. *Les disparités de la productivité et de la croissance au Canada*. Ottawa, Conseil économique du Canada, 1979, 222 p.
- AUZANNEAU, Carine. «Sol et civilisation. «Pour que la volonté et l'expression des hommes refassent surface», dans EL HAYEK, Christiane (dir). *Territoires à livre ouvert. La lutte contre l'illettrisme en milieu rural*. Coll. En toutes lettres. Paris, La Documentation française, 1997, pp. 285-289.
- AVENTUR, Jacques. *Introduction au développement économique*. Coll. Premier cycle. Paris, Presses universitaires de France, 1997, 245 p.
- AYDALOT, Philippe. *Économie régionale et urbaine*. Coll. Économie. Paris, Éditions Economica, 1985, 487 p.
- BAILLARGEON, Gérald. *Techniques statistiques avec applications en informatique, techniques administratives et sciences humaines*. Trois-Rivières, Éditions SMG, 1984, 542 p.
- BAILLY, Antoine; FERRAS, Robert et PERMAIN, Denise (dir). *Encyclopédie de la géographie*. Paris, Éditions Economica, 1992, 1132 p.

- BAIROCH, Paul. *Le Tiers-Monde dans l'impasse. Le démarrage économique du XVIII<sup>e</sup> siècle au XX<sup>e</sup> siècle*. Coll. Folio/Actuel. Paris, Éditions Gallimard, 1992, 660 p.
- BAUD, Georges et GUERINGER, Alain. «Perspectives d'évolution, enjeux agricoles et ruraux dans une petite région fragile: le canton de la Chaise Dieu», dans *Des régions paysannes aux espaces fragiles*. Colloque international en hommage au professeur André Fel. Clermont-Ferrand, Université Pascal, 1992, pp. 73-80.
- BAUD, Pascal; BOURGEAT, Serge et BRAS, Catherine. *Dictionnaire de géographie*, 2<sup>e</sup> édition. Coll. Initial. Paris, Éditions Hatier, 1998, 509 p.
- BEAUDRY, Raymond. «L'Union paysanne: de Saint-Germain-de-Kamouraska à Porto Alegre ou la genèse d'un mouvement rural», dans CÔTÉ, Roch et VENNE, Michel (dir). *L'annuaire du Québec 2003. Toute l'année politique, sociale, économique et culturelle*. Montréal, Éditions Fides, 2002, pp. 59-70.
- BEAUDRY, Raymond. *La résistance incertaine. La ruralité dans le passage de la modernité à la post-modernité*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2000, 308 p.
- BEAUDRY, Raymond et DIONNE, Hugues. *En quête d'une communauté locale. Une mobilisation territoriale villageoise. Le conflit postal de Saint-Clément*. Coll. Récit. Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 1998, 244 p.
- BÉGUIN, Michèle et PUMAIN, Denise. *La représentation des données géographiques: statistique et cartographie*. Paris, Éditions Armand-Colin, 1996, 192 p.
- BÉLISLE, Nicole. *Réflexion théorique sur les acteurs des petites villes et leurs stratégies de développement face à l'internationalisation de la production. Quelques études de cas bas-laurentiens*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, février 1995, 200 p.
- BELLEY, Serge. «Autonomie municipale et gestion des services municipaux dans neuf ensembles village-paroisse», dans CARRIER, Mario et CÔTÉ, Serge (dir). *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*. Coll. Science régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, pp. 123-148.
- BENKO, Georges. *La science régionale*. Coll. Que sais-je? Paris, Presses universitaires de France, 1998, 126 p.
- BENKO, Georges. *Lexique de géographie économique*. Coll. Synthèse. Série «Géographie». Paris, Éditions Armand Colin, 2001, 96 p.
- BERGER, Jeanne-Paule. *Étude concernant l'école Notre-Dame de Saint-Marcellin fermée depuis 1992*. Rimouski, Commission scolaire de Rimouski-Neigette, février 1995, 21 p. (plus annexes).
- BERGERON, Gilles. «Le rôle des gouvernements supérieurs dans le développement des régions», dans PROULX, Marc-Urbain (dir). *Regards sur la décentralisation gouvernementale au Québec*. Coll. Développement régional. Chicoutimi, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche et d'intervention régionale, 1995, pp. 347-370.
- BERNIER, Michel; MARQUIS, Solange et SALAÜN, Sidonie. *Étude de la paroisse de St-Jean-de-Cherbourg au point de vue création d'emplois et récréo-touristiques présentée par un projet P.D.E. au comité de citoyens de St-Jean-de-Cherbourg*. St-Jean-de-Cherbourg, avril 1991, 35 p. et annexes.
- BERTIN, Jacques et BARBUT, Marc. *Sémiologie graphique: les diagrammes, les réseaux, les cartes*. Paris, Écoles des hautes études en sciences sociales, 1998, 421 p.

- BERTRAND, Éric. «La table agrotouristique et la route des saveurs de Charlevoix», dans *Rebâtir les campagnes. Des villages et des petites villes pour le XXI<sup>e</sup> siècle*. Premier rendez-vous des acteurs du développement local en milieu rural à Saint-Germain-de-Kamouraska, du 19 au 22 septembre 1996. Coll. Faits et dîres. Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 1997, pp. 175-179.
- BERTRAND, Jean-René. «Le Valdeorras: renaissance rurale et recompositions sociales», dans *Des régions paysannes aux espaces fragiles*. Colloque international en hommage au professeur André Fel. Clermont-Ferrand, Université Pascal, 1992, pp. 719-730.
- BESSAOU, Omar et CAMPAGNE, Pierre. «France», dans CAMPAGNE, Pierre (dir). *Agricultures familiales et développement rural en Méditerranée*. Coll. Réseau Agricultures familiales comparées. Paris, Éditions Karthala, 2000, pp. 195-260.
- BESSIÈRE, Jacinthe. «Le territoire, lieu d'apprentissage et de mémoire collective», dans BAGES, Robert et GRANIE, Anne-Marie (dir). *Comment les ruraux vivent-ils et construisent-ils leur (s) territoire (s) aujourd'hui?*. Actes de la Journée Régionale de l'Association des ruralistes français tenu à Toulouse le 18 juin 1997. Coll. Dynamiques rurales. Toulouse, Université de Toulouse Le Mirail, février 1998, pp. 165-170.
- BÉTEILLE, Roger. *La France du vide*. Coll. Géographie économique et sociale. Paris, Éditions Litec, 1981, 252 p.
- BÉTEILLE, Roger et MONTAGNÉ-VILLETTE, Solange. *Le rural profond français*. Paris, Éditions Sedes, 1995, 166 p.
- BHERER, Laurence; BOLDUC, Nathalie et LEVASSEUR, Julie. «Les conditions favorables et défavorables à l'appropriation par les communautés de leur développement», dans LAFONTAINE, Danielle et THIVIERGE, Nicole (dir). *Le développement et l'aménagement des régions fragiles à l'ère des mutations globales: nouveaux modèles, nouvelles cultures de coopération*. Coll. Tendances et débats en développement régional. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, 2000, pp. 81-99.
- BICHE, Brigitte; GERBAUX, Françoise; LE MONNIER, Jean et PERRET, Jacques. *Créer son emploi en milieu rural. Les chemins de traverse de la pluriactivité*. Coll. Alternatives rurales. Paris, Éditions L'Harmattan, 1996, 172 p.
- BLANCHARD, Raoul. *Études canadiennes I; la Presqu'île de Gaspé*. Grenoble, Institut de géographie alpine de l'Université de Grenoble, 1930, 112 p.
- BLANCHARD, Raoul. *Études canadiennes II: le rebord de l'estuaire du Saint-Laurent*. Grenoble. Institut de géographie alpine de l'Université de Grenoble, 1937, 140 p.
- BLANCHET, Bertrand. «Conférence de Mgr Bertrand Blanchet, archevêque de Rimouski», dans *Penser et agir localement dans l'ère de la globalisation*. Coll. Actes et instruments de la recherche en développement régional. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, 1999, pp. 1-18.
- BLANCHET, Bertrand. *Quelques perspectives pour le Québec de l'an 2000*. Coll. Les Grandes Conférences. Montréal, Éditions Fides, 1994, 58 p.
- BLOCH, Henriette (dir). *Grand dictionnaire de la psychologie*. Paris, Éditions Larousse, 1991, 862 p.
- BODIGUEL, Maryvonne. *Le rural en question*. Paris, Éditions L'Harmattan, 1986, 183 p.
- BOISVERT, Michel. *La correspondance entre le système urbain et la base économique des régions canadiennes*. Ottawa, Conseil économique du Canada, 1978, 214 p.



- BONNAMOUR, Jacqueline. «Agricultures et campagnes aujourd'hui», dans BONNAMOUR, Jacqueline (dir). *Agricultures et campagnes dans le monde*. Coll. Dossiers des images économiques du monde. Paris, Éditions SEDES, 1996, pp. 7-50.
- BONTRON, Jean-Claude. *Faible densité et fragilité*. Document établi dans le cadre du séminaire «Quel avenir et quelles politiques pour les zones de faible densité». Paris, janvier 1994, 10 p.
- BONTRON, Jean-Claude et CABANIS, Sylvie. *Essai de typologie socio-économique des cantons français*. Paris, Société d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées, mars 1993, 18 p.
- BONTRON, Jean-Claude et CANANIS, Sylvie. *La recomposition du territoire. Essai de typologie socio-économique des cantons français*. Paris, Société d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées, octobre 1992, 60 p.
- BORNE, Dominique et SCHEILING, Jacques. *La France. Permanences et mutations*. Coll. Carré Géographie. Paris, Éditions Hachette Supérieur, 1995, 255 p.
- BOUCHARD, Gérard. «La formation des espaces régionaux», dans COURVILLE, Serge (dir). *Atlas historique du Québec. Population et territoire*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1996, pp. 65-80.
- BOUCHARD, Roméo. *Plaidoyer pour une agriculture paysanne pour la santé du monde*. Montréal, Éditions Écosociété, 2002a, 240 p.
- BOUDEVILLE, Jacques R. *L'espace et les pôles de croissance*. Paris, Presses universitaires de France, 1968, 232 p.
- BOULLET, Jean-Yves. «Insertion sociale et espace vécu», dans EL HAYEK, Christiane (dir). *Territoires à livre ouvert. La lutte contre l'illettrisme en milieu rural*. Coll. En toutes lettres. Paris, La Documentation française, 1997, pp. 57-64.
- BOURDIEU, Pierre. *Le sens pratique*. Coll. Le sens commun. Paris, Éditions de Minuit, 1980, 475 p.
- BOUTHILLIER, Luc. *L'impact des investissements publics en forêt privée*. Rimouski, Forêt modèle du Bas-Saint-Laurent, mars 2001, 24 p.
- BOUTHILLIER, Luc; CARRIER, Mario; CÔTÉ, Serge et DÉSY, Jean. «Viabilité des communautés dépendantes de la forêt», dans CARRIER, Mario et CÔTÉ, Serge (dir). *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*. Coll. Science régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, pp. 245-297.
- BRASSARD, Marie-Joëlle et GAGNON, Christiane. «Quelle gouvernance pour les communautés locales?», dans CARRIER, Mario et CÔTÉ, Serge (dir). *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*. Coll. Science régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, pp. 171-187.
- BRET, François. «Disparités géographiques et fragilité rurale: le malaise rhonalpin», dans *Des régions paysannes aux espaces fragiles*. Colloque international en hommage au professeur André Fel. Clermont-Ferrand, Université Pascal, 1992, pp. 19-30.
- BROUILLETTE, Benoît et al. *Inventaire des ressources naturelles et industrielles: comté municipal de Rivière-du-Loup*. Québec, Ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, 1939, 285 p.
- BROUSSEAU, Pierre et SIROIS, Yves. *Le développement régional versus «le choix des régions»*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, novembre 1983, 215 p.
- BRUNEL, Sylvie. *Le Sud dans la nouvelle économie mondiale*. Paris, Presses universitaires de France, 1995, 407 p.

- BRUNET, Pierre. «De la fragilité des paysages ruraux européens», dans *Des régions paysannes aux espaces fragiles*. Colloque international en hommage au professeur André Fel. Clermont-Ferrand, Université Pascal, 1992, pp. 263-272.
- BRUNEAU, Pierre. *Les villes moyennes au Québec. Leur place dans le système socio-spatial*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, 195 p.
- BRUNEAU, Pierre (dir). *Le Québec en changement. Entre l'exclusion et l'espérance*. Coll. Géographie contemporaine. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, 225 p.
- BRUNET, Roger; FERRAS, Robert et THÉRY, Hervé. *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*. Coll. Dynamique du territoire. Paris, La Documentation française, 1995, 518 p.
- BUCHER, Rudi. «Maintien des zones rurales attrayantes pour les jeunes», dans CONSEIL DE L'EUROPE. *Vers une stratégie de développement territorial pour le continent européen. Perspectives d'évolution des zones rurales en Europe. Rapport du séminaire organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux de la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire*. Coll. Aménagement du territoire européen, no 62. Ljubljana, Éditions Conseil de l'Europe, octobre 1999, pp. 183-192.
- BUREAU D'AMÉNAGEMENT DE L'EST DU QUÉBEC. *Plan de développement. Introduction générale. Les grands objectifs du plan*. Cahier 1. Mont-Joli, 30 juin 1966, 115 p.
- BUTTEL Frederick et NEWBY Howard (dir). *The Rural Sociology of Advanced Societies. Critical Perspectives*. Montclair (N.J.), Allanheld, Osmun and Co., 1980, 529 p.
- CALMÈS, Roger; MADELINE, Philippe et ROBERT, Marie-Christine. «Espaces fragiles et politique régionale en Europe», dans *Des régions paysannes aux espaces fragiles*. Colloque international en hommage au professeur André Fel. Clermont-Ferrand, Université Pascal, 1992, pp. 103-112.
- CALVEZ, Jean-Yves. *Changer le capitalisme*. Paris, Éditions Bayard, 2001, 123 p.
- CAMPAGNE, Pierre. «Conclusion», dans CAMPAGNE, Pierre (dir). *Agricultures familiales et développement rural en Méditerranée*. Coll. Réseau Agricultures familiales comparées. Paris, Éditions Karthala, 2000, pp. 607-616.
- CAMPAGNE, Pierre. «Introduction», dans CAMPAGNE, Pierre (dir). *Agricultures familiales et développement rural en Méditerranée*. Coll. Réseau Agricultures familiales comparées. Paris, Éditions Karthala, 2000, pp. 9-26.
- CAPUL, Jean-Yves et GARNIER, Olivier. *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales. Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*. Paris, Éditions Hatier, 1999, 510 p.
- CARON, Lisa et al. *Saint-Guy: 50 ans d'histoire 1935-1985*. Saint-Guy, Comité du livre du cinquantenaire de Saint-Guy, 1985, 355 p.
- CARRIER, Mario. «Les services de proximité en milieu rural: une question de légitimité et d'organisation», dans JEAN, Bruno (dir). *Entreprendre en milieu rural. Les Actes de l'Université rurale québécoise au Bas Saint-Laurent 1999*. Trois-Pistoles, mai 2000, pp. 244-248.
- CARRIER, Mario. «Ruralité et services de proximité», dans CARRIER, Mario et TREMBLAY, Marie-Josée (dir). *Animer la ruralité. Actes de l'Université rurale québécoise tenu à Rouyn-Noranda du 11 au 15 août 1997*. Rouyn-Noranda, Chaire en développement des petites collectivités, 1999, pp. 56-59.

- CARRIER, Mario et BEAULIEU, Pierre. «Les petites écoles primaires en milieu rural: entre le syndrome de Batiscan et le spectre de l'école de rang», dans *Rebâtir les campagnes. Des villages et des petites villes pour le XXI<sup>e</sup> siècle*. Premier rendez-vous des acteurs du développement local en milieu rural à Saint-Germain-de-Kamouraska, du 19 au 22 septembre 1996. Coll. Faits et dires. Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles 1997, pp. 159-176.
- CARRIER, Mario et DOUCET, Michèle. *L'avenir des petites collectivités...avec ou sans services?* Série Réflexion. Nicolet, Solidarité rurale du Québec, automne 1998, 16 p.
- CARRIER, Mario et JEAN, Bruno. «La reconstruction de la légitimité des collectivités rurales. Entre gouvernement et gouvernance», dans CARRIER, Mario et CÔTÉ, Serge (dir). *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*. Coll. Science régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2000, pp. 41-63.
- CARRIER, Mario; JEAN, Bruno et LEBLANC, Patrice. «Attractivité du territoire, services publics et développement», dans CARRIER, Mario et CÔTÉ, Serge (dir). *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*. Coll. Science régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, pp. 85-104.
- CARTIEAUX, Claire et FORET, Christiane. «Économie alternative et solidaire: une tentative de conceptualisation», dans DACHEUX, Éric (dir). *Pour une économie alternative et solidaire*. Paris, Éditions L'Harmattan, 2001, pp. 39-55.
- CARTIEAUX, Claire; PASTIAUX, Delphine et POIX, Emmanuelle. «La mise en œuvre des valeurs de l'économie alternative et solidaire : l'accompagnement des porteurs de projet», dans DACHEUX, Éric (dir). *Pour une économie alternative et solidaire*. Paris, Éditions L'Harmattan, 2001, pp. 57-76.
- CARTIER, Yves. *Les régions administratives du Québec*. Québec, Les Publications du Québec, 1990, 247 p.
- CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DE MATANE. St-Jean-de-Cherbourg. *Monographie d'après les données du recensement de 1991. Document de travail à l'intention des intervenants du CLSC de Matane et des citoyens de St-Jean-de-Cherbourg*. Matane, CLSC de Matane, juillet 1997, 24 p.
- CÉRÉZUELLE, Daniel. *Pour un autre développement social. Au-delà des formalismes techniques et économiques*. Coll. Sociologie économique. Paris, Éditions Desclée de Brouwer, 1996, 218 p.
- CHAPUIS, Robert et BROSSARD, Thierry. *Les ruraux français*. Paris, Éditions Masson, 1986, 224 p.
- CHAPUIS, Robert et CROIX, Nicole. «Rapport d'introduction», dans *Quelles campagnes pour demain?* Actes du colloque de Rennes tenu les 7 et 8 février 1991. Caen, Centre de publications de l'Université de Caen, 1992, pp. 391-396.
- CHARRIÉ, Jean-Paul. «Les petites villes et l'avenir du monde rural: l'exemple de l'Aquitaine», dans *Des régions paysannes aux espaces fragiles*. Colloque international en hommage au professeur André Fel. Clermont-Ferrand, Université Pascal, 1992, pp. 195-206.
- CHARVET, Jean-Paul. «Mutations récentes des agricultures et des espaces ruraux en Amérique du Nord», dans BONNAMOUR, Jacqueline (dir). *Agricultures et campagnes dans le monde*. Coll. Dossiers des images économiques du monde. Paris, Éditions SEDES, 1996, pp. 83-111.
- CHÉNARD, Marcia. *1873-1998: Saint-Paul de la Croix*. Cap Saint-Ignace, Édition Concept, 1997, 432 p.
- CHRISTIANS, Charles. «Mobilité des populations et nouvelles campagnes en Belgique depuis trente ans», dans *Quelles campagnes pour demain?* Actes du colloque de Rennes tenu les 7 et 8 février 1991. Caen, Centre de publications de l'Université de Caen, 1992, pp. 461-471.

- CLARK, William A.V. et HOSKING, P.L. *Statistical Methods for geographers*. New York, John Wiley & Sons Inc., 1986, 518 p.
- CLARKE, John Innes. *Population Geography*, 2<sup>e</sup> édition. Toronto, Pergamon Press, 1972, 176 p.
- CLAVAL, Paul. *La géographie culturelle*. Coll. Fac Géographie Fac. Paris, Éditions Nathan, 1995, 384 p.
- COALITION URGENCE RURALE DU BAS SAINT-LAURENT. *Répertoire du réseau des villages. Et si c'était plus vivant*. Rimouski, Coalition Urgence rurale du Bas Saint-Laurent, mai 1998, non paginé.
- COLEMAN, James S. *Foundations of social theory*. Cambridge, Massachusetts: Belknap Press of Harvard University Press, 1990, 993 p.
- COMITÉ DES FETES DU CINQUANTENAIRE. *Une fête, un rendez-vous. Saint-Pierre-de-Lamy 1949-1999*. Saint-Éloi, Fabrique de Saint-Pierre-de-Lamy, 1999, 396 p.
- COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT. *Notre avenir à tous*. Oxford University Press, avril 1987, pagination multiple.
- CONSEIL AGRO-ALIMENTAIRE BEAUCE-APPALACHES. *Portrait et opportunités de développement du tourisme rural en région Chaudière-Appalaches*. Saint-Georges, Conseil agro-alimentaire Beauce-Appalaches, mai 1997, 72 p. et annexes
- CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES. *Un Québec solidaire. Rapport sur le développement*. Boucherville, Gaétan Morin éditeur, 1992, 182 p.
- CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'EST-DU-QUÉBEC. *Répertoire des entreprises manufacturières du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Centre d'assistance aux moyennes et petites entreprises, 1985, pagination multiple.
- COPITHORNE, Lawrence. *Richesses naturelles et disparités régionales*. Ottawa, Conseil économique du Canada, 1980, 277 p.
- CÔTÉ, Charles et LAROUCHE, Daniel. *Radiographie d'une mort fine. Dimension sociale de la maladie au Québec*. Chicoutimi, Éditions JLC, 2000, 285 p.
- CÔTÉ, Lise et LEPAGE, Simone. *Contexte socio-économique de la paroisse de Saint-Marcellin*. Rimouski, Cégep de Rimouski, 1979, 68 p.
- CÔTÉ, Serge. «L'appropriation des technologies de l'information et développement régional: le cas du Bas-Saint-Laurent», dans LAFONTAINE, Danielle et THIVIERGE, Nicole (dir). *Les régions fragiles face à la mondialisation. Stratégies communautaires, technologiques et culturelles d'innovation et de valorisation*. Coll. Tendances et débats en développement régional. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, 1999, pp. 139-148.
- CÔTÉ, Serge. «Les districts industriels, une nouvelle panacée?», dans *Et les régions qui perdent...?* Coll. Tendances et débats en développement régional. Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est-du-Québec, 1995, pp. 3-16.
- CÔTÉ, Serge. «Migrer: un choix ou une nécessité. Une enquête à l'échelle d'une région», dans GAUTHIER, Madeleine (dir). *Pourquoi partir? La migration des jeunes d'hier à aujourd'hui*. Coll. Culture et Société. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1997, pp. 63-86.
- CÔTÉ, Serge. «Restructuration socio-économique des territoires en régions périphériques au Québec», dans ETGES, Virginia Elisabeta (dir). *Deservivalimento rural: potencialidades in questao*. Santa Cruz do Sul, Éditions Edunisc, 2001, pp. 115-130.

- CÔTÉ, Serge. «Un tissu socio-économique de qualité, facteur favorable au développement des régions», dans PROULX, Marc-Urbain (dir). *Territoires et développement économique*. Coll. Villes et entreprises. Paris, Éditions L'Harmattan, 1998, pp. 279-284.
- COURLET, Claude et PECQUEUR, Bernard. «Systèmes productifs localisés et développement: le cas des économies émergentes et en transition», dans PROULX, Marc-Urbain (dir). *Territoires et développement économique*. Coll. Villes et entreprises. Paris, Éditions L'Harmattan, 1998, pp. 49-65.
- COURVILLE, Serge. *Le Québec. Genèses et mutations du territoire. Synthèse de géographie historique*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2000, 441 p.
- CREVOISIER, Olivier. «Mondialisation et territorialisation de l'économie: les approches homogénéisante et particularisante», dans PROULX, Marc-Urbain (dir). *Territoires et développement économique*. Coll. Villes et entreprises. Paris, Éditions L'Harmattan, 1998, pp. 23-47.
- D'ORFEUIL, Henri-Rouillé. *Économie, le réveil des citoyens. Les alternatives à la mondialisation libérale*. Coll. Alternatives économiques. Paris, Éditions La Découverte, 2002, 193 p.
- DACHAUX, Éric. «Conclusion», dans DACHEUX, Éric (dir). *Pour une économie alternative et solidaire*. Paris, Éditions L'Harmattan, 2001, pp. 165-177.
- DAX, Thomas. «Maintien dans les zones rurales des activités complémentaires à l'agriculture et à la sylviculture», dans CONSEIL DE L'EUROPE. *Vers une stratégie de développement territorial pour le continent européen. Perspectives d'évolution des zones rurales en Europe. Rapport du séminaire organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux de la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire*. Coll. Aménagement du territoire européen, no 62. Ljubljana, Éditions Conseil de l'Europe, octobre 1999, pp. 145-157.
- DAY, Raymond. «Le monde rural et le ressac d'une révolution dite «tranquille»», DUGAS, Clermont (dir). *Points de vue sur le développement rural au Québec*. Coll. Dossiers de développement régional. Québec, Office de développement et de planification du Québec, 1990, pp. 39-52.
- DE BLOIS MARTIN, Charles. «Émergence d'une nouvelle économie rurale», dans CÔTÉ, Roch et VENNE, Michel (dir). *L'annuaire du Québec 2003. Toute l'année politique, sociale, économique et culturelle*. Montréal, Éditions Fides, 2002, pp. 241-250.
- EFFAU, Gérard. *La Poste, un service public en danger. Constats et propositions*. Paris, Éditions L'Harmattan, 1999, 172 p.
- DEGREMONT, Isabelle. «Patrimoine et territoire, deux valeurs géographiques de référence pour les associations de communes rurales?», dans BAGES, Robert et GRANIE, Anne-Marie (dir). *Comment les ruraux vivent-ils et construisent-ils leur (s) territoire (s) aujourd'hui?*. Actes de la Journée Régionale de l'Association des ruralistes français tenu à Toulouse le 18 juin 1997. Coll. Dynamiques rurales. Toulouse, Université de Toulouse Le Mirail, février 1998, pp. 177-182.
- DÉLÉGATION À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET À L'ACTION RÉGIONALE. *Rapport sur l'identification des zones fragiles*. Paris, Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, Société d'études géographiques et sociologiques appliquées, 1987, 13 p. et cartes.
- DEMANGEON, Albert. *Problèmes de géographie humaine, 4<sup>e</sup> édition*. Paris, Éditions Armand Colin, 1952, 405 p.
- DEMIRCIOGLU, Deniz. «Diversité des zones rurales en Europe (régions montagneuses, méditerranéennes, zones rurales d'Europe centrale», dans CONSEIL DE L'EUROPE. *Vers une stratégie de développement territorial pour le continent européen. Perspectives d'évolution des zones rurales en Europe. Rapport du séminaire organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux de la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire*. Coll. Aménagement du territoire européen, no 62. Ljubljana, Éditions Conseil de l'Europe, octobre 1999, pp. 63-72.

- DE ROO, Priscilla et LABORIE, Jean-Paul (dir). *Atlas de l'aménagement du territoire*. Paris, La Documentation française, 1988, 368 p.
- DESCHENES, Gilles. *Saint-Athanase 1922-1997. Histoire d'un pays de colonisation*. Saint-Athanase, Corporation municipale de Saint-Athanase, 1997, pagination multiple.
- DESCHENES, Marc-André et ROY, Gilles. *Le JAL: Trajectoire d'une expérience de développement local*. Coll. Témoignages et analyses. Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est-du-Québec, 1994, 252 p.
- DESROSIERS, Lawrence. *Hiérarchie des municipalités de l'Est-du-Québec*. Rimouski, Ministère des Affaires municipales, 1970, 2 volumes, pagination multiple.
- DESROSIERS, Lawrence. *Orientations de développement de l'Est-du-Québec*. Coll. Les schémas régionaux. Québec, Office de planification et de développement du Québec, 1979, 117 p.
- DIF, Gilbert et GARRIGUES, Bernard. «S.A.G.A. Système d'analyse de gestion alternatif», dans DACHEUX, Éric (dir). *Pour une économie alternative et solidaire*. Paris, Éditions L'Harmattan, 2001, pp. 133-158.
- DIONNE, Hugues. «Accompagner sans briser les rêves», dans JEAN, Bruno (dir). *Entreprendre en milieu rural. Les Actes de l'Université rurale québécoise au Bas Saint-Laurent 1999*. Trois-Pistoles, mai 2000, pp. 56-61.
- DIONNE, Hugues. *Animation sociale, participation populaire et développement régional: le cas du BAEQ (1963-1966)*. Sainte-Foy, Université Laval, 1985, 551 p. (thèse de doctorat en sociologie)
- DIONNE, Hugues. «L'enclenchement du développement local en milieu rural: Pourquoi ici? Pourquoi pas là?», dans *Rebâtir les campagnes. Des villages et des petites villes pour le XXI<sup>e</sup> siècle*. Premier rendez-vous des acteurs du développement local en milieu rural à Saint-Germain-de-Kamouraska, du 19 au 22 septembre 1996. Coll. Faits et dîres. Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 1997, pp. 90-100.
- DIONNE, Hugues. «Les expériences communautaires de gestion collective en milieu rural de l'Est du Québec: constat d'échec?», dans FOURCADE, Colette (dir). *Petite entreprise et développement local*. Coll. Théorie et recherches. Paris, Éditions Eska, 1991, pp. 300-312.
- DIONNE, Hugues. «Localités rurales en mutation: un village québécois (Saint-Denis) et une communauté française (Fercé)», dans CHEVALIER, Jacques; JEAN, Bruno; KLEIN, Juan-Luis et STZOKMAN, Nicole (dir). *De la Loire au Saint-Laurent Des régions rurales face aux recompositions socio-territoriales*. Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, Groupe de recherche et d'intervention régionales, URA 915, 1991, pp. 157-175.
- DIONNE, Hugues et THIVIERGE, Nicole. *De la région à la maison: les ambiguïtés du sentiment d'appartenance*, dans CÔTÉ, Serge (dir). *Action collective et décentralisation*. Coll. Tendances et débats en développement régional. Actes du colloque de la section développement régional de l'ACFAS tenu à l'Université McGill du 14 au 16 mai 1996. Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est-du-Québec, 1996, pp. 119-139.
- DIONNE, Hugues et THIVIERGE, Nicole. «Le développement humain et l'identité territoriale et communautaire», dans CARRIER, Mario et CÔTÉ, Serge (dir). *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*. Coll. Science régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, pp. 301-315.
- DIRY, Jean-Paul. «Commerces et services en moyenne montagne», dans *Des régions paysannes aux espaces fragiles*. Colloque international en hommage au professeur André Fel. Clermont-Ferrand, Université Pascal, 1992, pp. 247-258.

- DIRY, Jean-Paul. «L'évasion de la clientèle rurale vers les agglomérations urbaines», dans MIGNON, Christian (dir). *Commerces et services dans les campagnes fragiles: régions intérieures françaises et ibériques*. Coll. Ceramac. Clermont-Ferrand, Centre d'études et de recherches appliquées au Massif central, Presses universitaires Blaise Pascal, 2001, pp. 63-96.
- DIRY, Jean-Paul. *Les espaces ruraux*. Coll. Campus Géographie. Paris, Éditions SEDES, 1999, 192 p.
- DORON, Roland et PAROT, Françoise (dir). *Dictionnaire de psychologie*. Paris, Presses universitaires de France, 1991, 761 p.
- DOSSIERS DES IMAGES ÉCONOMIQUES DU MONDE. *Œuvres collectives. Paysages agraires et sociétés*. Paris, SEDES, 1984, 380 p.
- DOWER, Michael. «L'avenir des zones rurales en Europe centrale et suites de l'Agenda 2000», dans CONSEIL DE L'EUROPE. *Vers une stratégie de développement territorial pour le continent européen. Perspectives d'évolution des zones rurales en Europe. Rapport du séminaire organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux de la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire*. Coll. Aménagement du territoire européen, no 62. Ljubljana, Éditions Conseil de l'Europe, octobre 1999, pp. 123-127.
- DOYON, Maurice; PROULX, Yvon; MORISSET, Michel; GOUIN, Daniel-Mercier et FRIGON, Mathieu. *Étude sur les structures des exploitations agricoles et l'environnement économique et réglementaire québécois*. Sainte-Foy, Université Laval, Groupe de recherche en économie et politiques agricoles, janvier 2001, 94 p.
- DUBAR, Claude. *La crise des identités: l'interprétation d'une mutation*. Coll. Lien social. Paris, Presses universitaires de France, 2000, 239 p.
- DUBÉ, Gérald. *La migration de la population de 1993 à 1998. Région du Bas-Saint-Laurent*. Rimouski, Centre des ressources humaines, automne 1999, 9 p.
- DUBÉ, Yves et MARTIN, Jean-Marie. *Problèmes de l'agriculture dans le Bas Saint-Laurent*. Québec, Conseil d'orientation économique du Bas Saint-Laurent, 1963, 278 p.
- DUGAS, Clermont. *Disparités socio-économiques au Canada*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1988a, 263 p.
- DUGAS, Clermont. *Diversité spatiale, démographique et socio-économique de l'Est-du-Québec*. Rimouski, Cahiers de l'Université du Québec à Rimouski, 1979, 127 p.
- DUGAS, Clermont. *Impact socio-économique de la fermeture des bureaux de poste en milieu rural*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, décembre 1993, 55 p.
- DUGAS, Clermont. *L'espace rural canadien*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1996a, 217 p.
- DUGAS, Clermont. «L'espace rural québécois», dans CARRIER, Mario et CÔTÉ, Serge (dir). *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*. Coll. Science régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, pp. 13-40.
- DUGAS, Clermont. *L'Est-du-Québec à l'heure du développement régional*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, mars 1978, 335 p.
- DUGAS, Clermont. *La dispersion de la population dans l'Est du Québec*. Sainte-Foy, Université Laval, mars 1977, 505 p. (thèse de doctorat)
- DUGAS, Clermont. «La Gaspésie n'empêchera pas le déclin démographique de la Gaspésie», dans CÔTÉ, Roch et VENNE, Michel (dir). *L'annuaire du Québec 2003. Toute l'année politique, sociale, économique et culturelle*. Montréal, Éditions Fides, 2002, pp. 337-344.

- DUGAS, Clermont. «Le dépeuplement régional», dans COURVILLE, Serge (dir). *Atlas historique du Québec. Population et territoire*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1996b, pp. 111-119.
- DUGAS, Clermont. *Le monde rural québécois et ses centres de services. Dynamisme, marginalité, marginalisation*. Rouyn-Noranda, Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, 1999, 96 p.
- DUGAS, Clermont. «Le Québec des années 1980», dans DUGAS, Clermont (dir). *Points de vue sur le développement rural au Québec*. Coll. Dossiers de développement régional. Québec, Office de développement et de planification du Québec, 1990c, pp. 7-18.
- DUGAS, Clermont. «Le sous-développement régional», dans DUMONT Fernand; LANGLOIS, Simon et MARTIN, Yves (dir). *Traité des problèmes sociaux*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, pp. 103-126.
- DUGAS, Clermont. «Les disparités de revenus dans l'Est du Québec», dans HÉTU, Bernard (dir). *L'Est du Québec: Études géographiques*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Module de géographie, 1990d, pp. 53-66.
- DUGAS, Clermont. *Les régions périphériques. Défi au développement du Québec*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1983, 253 p.
- DUGAS, Clermont. «Problèmes de définition et de caractérisation du monde rural», dans CARRIER, Mario et LEBLANC, Patrice (dir). Actes du Symposium sur la ruralité et le développement des petites collectivités tenu à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue les 9 et 10 août 1997. Rouyn-Noranda, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Chaire en développement des petites collectivités, 1998, pp. 18-24.
- DUGAS, Clermont. *Rapport d'évaluation du programme de regroupement des travailleurs*. Travail effectué pour le compte du Ministère du Travail et de la Main-d'œuvre du Québec. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, février 1978, 246 p. et annexes.
- DUGAS, Clermont. *Un pays de distance et de dispersion*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1981, 221 p.
- DUGAS, Clermont. *Zonage agricole de la Gaspésie et du Bas Saint-Laurent*. Rimouski, Module de géographie, Université du Québec à Rimouski, mai 1973, 112 p. et annexes.
- DUGAS, Clermont et VACHON, Bernard. «Le Québec rural des années 90: son territoire, sa population, sa structure institutionnelle», dans VACHON, Bernard (dir). *Le Québec rural dans tous ses états*. Montréal, Éditions du Boréal, 1991, pp. 19-38.
- DUGRAND, Raymond. *Villes et campagnes en Bas Languedoc*. Paris, Presses universitaires de France, 1963, 638 p.
- DUMAIS, Monique. *L'Église de Rimouski dans un contexte de développement régional (1963-1972)*. Coll. Essais et recherches. Montréal, Éditions Fides, 1978, 395 p.
- DUPLESSIS, Valérie; BESHIRE, Roland; BOLLMAN, Ray D. et CLEMENSON, Heather. *Définitions de «rural»*. Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural. Document de travail no 61. Ottawa, Statistique Canada, décembre 2002, 42 p. et annexes
- DUPUIS, Jean-Pierre. «Le rôle des acteurs locaux et régionaux dans la construction du modèle québécois de développement économique», dans PROULX, Marc-Urbain (dir). *Territoires et développement économique*. Coll. Villes et entreprises. Paris, Éditions L'Harmattan, 1998, pp. 129-153.
- DURREAU, Max. *Géographie humaine*. Coll. U. Paris, Éditions Armand-Colin, 1999, 447 p.



- ÉDOUARD, Jean-Charles et JAMOT, Christian. «Commerces et services des petites villes de l'intérieur au Portugal central (districts de Guarda et Castelo Branco), dans MIGNON, Christian (dir). *Commerces et services dans les campagnes fragiles: régions intérieures françaises et ibériques*. Coll. Ceramac. Clermont-Ferrand, Centre d'études et de recherches appliquées au Massif central, Presses universitaires Blaise Pascal, 2001, pp. 235-284.
- ÉDOUARD, Jean-Charles et JAMOT, Christian. «Commerces et services des petites villes en vieille Castille (régions de Salamanque et Zamora), dans MIGNON, Christian (dir). *Commerces et services dans les campagnes fragiles: régions intérieures françaises et ibériques*. Coll. Ceramac. Clermont-Ferrand, Centre d'études et de recherches appliquées au Massif central, Presses universitaires Blaise Pascal, 2001, pp. 163-234.
- ESPARRE, Sylvie et al. *Nouvelles images de la France rurale*. Paris, Éditions La Documentation française, 1988, 48 p.
- FARINELLI, Bernard. *Pour la campagne*. Paris, Éditions Sang de la Terre, 2000, 148 p.
- FEREROL, Marie-Eve. «La Bourboule, centre de commerces et de services», dans MIGNON, Christian (dir). *Commerces et services dans les campagnes fragiles: régions intérieures françaises et ibériques*. Coll. Ceramac. Clermont-Ferrand, Centre d'études et de recherches appliquées au Massif central, Presses universitaires Blaise Pascal, 2001, pp. 147-159.
- FORGET, Jacques-R. «Initiative pour le renouveau économique rural», dans CARRIER, Mario et LEBLANC, Patrice (dir). Actes du Symposium sur la ruralité et le développement des petites collectivités tenu à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue les 9 et 10 août 1997. Rouyn-Noranda, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Chaire en développement des petites collectivités, 1998, pp. 119-122.
- FORTIN, Gérald et al. *Inventaire des ressources naturelles et industrielles: comté municipal de Temiscouata*. Québec, Ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, 1939, 144 p.
- FORTIN, Gérald. *La fin d'un règne*. Montréal, Éditions Hurtubise-HMH, 1971, 397 p.
- FORTIN, Jean-Charles et LECHASSEUR, Antonio. *Histoire du Bas-Saint-Laurent*. Coll. Les régions du Québec. Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1993, 860 p.
- FORTIN, Jean-Charles et LECHASSEUR, Antonio. *Le Bas Saint-Laurent*. Coll. Les régions du Québec. Histoire en bref. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1999, 188 p.
- GAGNÉ, Charles et al. *Inventaire des ressources naturelles et industrielles: comté municipal de Kamouraska*. Québec, Ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, 1939, 168 p.
- GAGNON, Alain G. et al. *Les Opérations-Dignité: naissance d'un mouvement social dans l'Est-du-Québec*. Ottawa, Université Carleton, 1981, 262 p.
- GAGNON, Christiane. *La recomposition des territoires: développement local viable. Récits et pratiques d'acteurs sociaux dans une région québécoise*. Coll. Logiques sociales. Paris, Éditions L'Harmattan, 1994, 271 p.
- GALLAND, Olivier et LAMBERT, Yves. *Les jeunes ruraux*. Coll. Alternatives rurales. Paris, Éditions L'Harmattan, 1993, 253 p.
- GARCEAU, Raymond. *L'agriculture*. Mont-Joli, Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec, 1966, pagination multiple.
- GAUTHIER, Madeleine. «Introduction», dans GAUTHIER, Madeleine (dir). *Pourquoi partir? La migration des jeunes d'hier à aujourd'hui*. Coll. Culture et Société. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1997, pp. 13-20.

- GAUTHIER, Majella-J. *Contribution de l'analyse factorielle et de l'analyse canonique à l'étude de l'évolution récente des structures spatiales de l'agriculture au Saguenay-Lac-Saint-Jean*. Coll. Travaux géographiques du Saguenay, publication no 9. Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, mars 1984, 149 p.
- GAUTHIER, Majella-J. *L'évolution récente de l'espace rural au Saguenay Lac-Saint-Jean (Province de Québec)*. Caen, Université de Caen, octobre 1981, 331 p. et annexes.
- GAUVREAU, Jean Marie et al. *Inventaire des ressources naturelles et industrielles: comté municipal de Matapédia*. Québec, Ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, 1938, 120 p.
- GÉLINAS, Jacques B. *La globalisation du monde. Laisser faire ou faire?* Montréal, Éditions Écosociété, 2000, 340 p.
- GENDRE, Denis. «Lutter contre la grande pauvreté en milieu rural par une action de développement», dans EL HAYEK, Christiane (dir). *Territoires à livre ouvert. La lutte contre l'illettrisme en milieu rural*. Coll. En toutes lettres. Paris, La Documentation française, 1997, pp. 275-283.
- GEORGES, Pierre. *Dictionnaire de la géographie*. Paris, Presses universitaires de France, 1993, 498 p.
- GERBAUX, Françoise. «Développement rural en Europe: politiques publiques et territoires», dans BALME, Richard; FAURE, Alain et MABILEAU, Albert (dir). *Les nouvelles politiques locales. Dynamiques de l'action publique*. Paris, Presses de Sciences de Pô, 1999, pp. 239-251.
- GERVAIS, Michel; SERVOLIN, Claude et WEIL, Jean. *Une France sans paysans*. Coll. Société. Paris, Éditions Le Seuil, 1965, 127 p.
- GIDDENS, Anthony. *The third way: the renewal of social democracy*. Cambridge, Polity Press, 1999, 166 p.
- GOUIN, Pascale et BERTRAND, Jean-René. «Sociétés rurales à l'ombre des bourgs. Observations dans l'Ome et le Maine», dans *Quelles campagnes pour demain?* Actes du colloque de Rennes tenu les 7 et 8 février 1991. Caen, Centre de publications de l'Université de Caen, 1992, pp. 311-324.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Cadre de référence. Politique de la ruralité: pour une occupation dynamique du territoire rural*. Québec, Ministère des Régions, 22 octobre 1999, 46 p.
- GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Politique de soutien au développement local et régional*. Québec, Secrétariat au développement des régions, 1997, 51 p.
- GROUPE DE CONCERTATION SUR L'AGROTOURISME AU QUÉBEC. *Étude sur les entreprises liées à l'agrotourisme. Rapport final*. Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de géographie, mars 2001, 51 p. et annexes
- GROUPE MALLETTE MAHEU. *Diagnostic de la situation du milieu forestier au Témiscouata. Suite à la révision des CAAF annoncée en 2000 par le ministère des Ressources naturelles*. Rimouski, septembre 2001, 23 p.
- GUILLAUME, Pierre. *Les solidarités: le lien social dans tous ses états*. Actes du colloque tenu à Bordeaux les 16 et 17 juin 2000. Pressac, Maison des Sciences de l'homme d'Aquitaine, 2001, 509 p.
- GUILLUY, Christophe. *Atlas des fractures françaises. Les fractures françaises dans la recomposition sociale et territoriale*. Coll. Logiques sociales. Paris, Éditions L'Harmattan, 2000, 182 p.
- GUMUCHIAN, Hervé. *À la périphérie de la périphérie: l'espace rural et le concept de fragilité en Abitibi*. Coll. Notes et documents. Montréal, Université de Montréal, août 1990, 66 p.
- GUY, Roger. «Animer la ruralité. Un besoin, une nécessité», dans CARRIER, Mario et TREMBLAY, Marie-Josée (dir). *Animer la ruralité. Actes de l'Université rurale québécoise tenu à Rouyn-Noranda du 11 au 15 août 1997*. Rouyn-Noranda, Chaire en développement des petites collectivités, 1999, pp. 13-19.

- HAGGET, Peter. *L'analyse spatiale en géographie humaine*. Coll. U. Paris, Éditions Armand Colin, 1973, 390 p.
- HAMEL, Pierre J. «La gestion des services publics locaux sur les territoires de très faibles densités. Préambules et hors-d'œuvres variés», dans CARRIER, Mario et CÔTÉ, Serge (dir). *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*. Coll. Science régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, pp. 105-122.
- HAMELIN, Jean et al. *Histoire du Québec*. Coll. Univers de la France et des pays francophones. Toulouse, Édouard Privat éditeur, 1976, 538 p.
- HERVIEU, Bertrand et VIVARD, Jean. *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*. Coll. Monde en cours. La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1996, 155 p.
- HOUÉE, Paul. «L'aménagement du territoire, enjeu pour l'homme», dans COMMISSION SOCIALE DES EVEQUES DE FRANCE (dir). *Église et société face à l'aménagement du territoire*. Paris, Éditions Bayard/Centurion/Cerf, 1998, pp. 39-46.
- HOUÉE, Paul. «L'homme et ses territoires au regard des sciences sociales», dans COMMISSION SOCIALE DES EVEQUES DE FRANCE (dir). *Église et société face à l'aménagement du territoire*. Paris, Éditions Bayard/Centurion/Cerf, 1998, pp. 23-38.
- HOUÉE, Paul. *Les politiques de développement rural. Des années de croissance au temps des incertitudes, 2e édition*. Paris, Éditions Économica, 1996, 321 p.
- HUILLET, Christian. «Stratégie globale de développement des zones rurales en Europe», dans CONSEIL DE L'EUROPE. *Vers une stratégie de développement territorial pour le continent européen. Perspectives d'évolution des zones rurales en Europe. Rapport du séminaire organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux de la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire*. Coll. Aménagement du territoire européen, no 62. Ljubljana, Éditions Conseil de l'Europe, octobre 1999, pp. 171-182.
- HUSSON, Claude. «L'espace rural dans la nouvelle société post-industrielle. Conséquences sur l'aménagement du territoire des innovations scientifiques et technologiques dans l'agriculture», dans CONSEIL DE L'EUROPE. *Vers une stratégie de développement territorial pour le continent européen. Perspectives d'évolution des zones rurales en Europe. Rapport du séminaire organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux de la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire*. Coll. Aménagement du territoire européen, no 62. Ljubljana, Éditions Conseil de l'Europe, octobre 1999, pp. 29-42.
- HUSSON, Claude. «L'espace rural profond: moteur du développement de l'ensemble du Limousin?», dans *Des régions paysannes aux espaces fragiles*. Colloque international en hommage au professeur André Fel. Clermont-Ferrand, Université Pascal, 1992, p. 167-174.
- ILLOUZ-WINICKI, Chantal et PAILLARD, Denis. «Création d'entreprises en zones rurales», dans GERBAUX, Françoise; LE MONNIER, Jean et TOURON, Marie-Pierre (dir). *Nouvelles formes de travail en milieu rural. Pratiques sociales et actions publiques*. Paris, Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective, 1999, pp. 81-87.
- INSTITUT DE FORMATION POUR LES CADRES PAYSANS ET DE GESTION D'ENTREPRISES AGRICOLES. *Tableau de bord des zones rurales fragiles*. Lyon, Institut de formation pour les cadres paysans et de gestion d'entreprises agricoles, 1983, 34 p. et annexes.
- JEAN, Bruno. «Agriculture, agroalimentaire et ruralité», dans JEAN, Bruno (dir). *Entreprendre en milieu rural. Les Actes de l'Université rurale québécoise au Bas Saint-Laurent 1999*. Trois-Pistoles, mai 2000, pp. 209-212.

- JEAN, Bruno. *Agriculture et développement dans l'Est-du-Québec*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1985, 431 p.
- JEAN, Bruno. «L'avènement d'une région agricole marginalisée: le cas du Bas-St-Laurent», dans FRANQUEN, Jacques (dir). *Agriculture et politiques agricoles en France et au Québec*. Coll. Alternatives rurales. Paris, Éditions L'Harmattan, 1990, pp. 271-282.
- JEAN, Bruno. «La dévitalisation et la revitalisation des espaces ruraux: des ruralités menacées au développement rural durable», dans CHEVALIER, Jacques; JEAN, Bruno; KLEIN, Juan-Luis et STZOKMAN, Nicole (dir). *De la Loire au Saint-Laurent Des régions rurales face aux recompositions socio-territoriales*. Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, Groupe de recherche et d'intervention régionales, URA 915, 1991, pp. 71-94.
- JEAN, Bruno. «La reconnaissance politique de la ruralité québécoise», dans CÔTÉ, Roch et VENNE, Michel (dir). *L'annuaire du Québec 2003. Toute l'année politique, sociale, économique et culturelle*. Montréal, Éditions Fides, 2002, pp. 231-240.
- JEAN, Bruno. «La région sous le regard sociologique: la construction sociale du fait régional», dans PROULX, Marc-Urbain (dir). *Le phénomène régional au Québec*. Coll. Science régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1996, pp. 133-156.
- JEAN, Bruno. «La ruralité face au défi démographique», dans *Rebâtir les campagnes. Des villages et des petites villes pour le XXI<sup>e</sup> siècle*. Premier rendez-vous des acteurs du développement local en milieu rural à Saint-Germain-de-Kamouraska, du 19 au 22 septembre 1996. Coll. Faits et dires. Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 1997, pp. 125-138.
- JEAN, Bruno. «La ruralité québécoise contemporaine. Principaux éléments de spécificité et de différenciation», dans VACHON, Bernard (dir). *Le Québec rural dans tous ses états*. Montréal, Éditions du Boréal, 1991, pp. 81-105.
- JEAN, Bruno. *Les différents thèmes et enjeux de développement selon les trois grands types de ruralité*. Document présenté à l'Équipe rurale du Québec et au Secrétariat rural d'agriculture et d'agroalimentaire Canada. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, décembre 2001, 83 p. (diffusion restreinte)
- JEAN, Bruno. «Les espaces ruraux en mutation. Vers une typologie des dynamiques rurales», dans *Quelles campagnes pour demain? Actes du colloque de Rennes tenu les 7 et 8 février 1991*. Caen, Centre de publications de l'Université de Caen, 1992, pp. 497-507.
- JEAN, Bruno. *Repenser les rapports villes-campagnes: ou pourquoi les urbains doivent-ils être solidaires de la revitalisation rurale*. Communication présentée dans le cadre du colloque «Rural Canada: Moring Forward or left behind?» tenu à Régina du 22 au 24 octobre 2001, 8 p.
- JEAN, Bruno. «Ruralité et nouvelle économie agroalimentaire», dans CARRIER, Mario et TREMBLAY, Marie-Josée (dir). *Animer la ruralité. Actes de l'Université rurale québécoise tenu à Rouyn-Noranda du 11 au 15 août 1997*. Rouyn-Noranda, Chaire en développement des petites collectivités, 1999, pp. 44-48.
- JEAN, Bruno. «S'approprier le développement: le développement local et le développement durable comme formes de développement approprié», dans DUFOUR, Jules; KLEIN, Juan-Luis, PROULX, Marc-Urbain et RADA-DONATH, Aljendo (dir). *L'éthique du développement entre l'éphémère et le durable*. Coll. Développement régional. Chicoutimi, Groupe de recherches et d'intervention régionales, 1993, pp. 299-320.
- JEAN, Bruno. «Territoire d'avenir: comprendre la ruralité dans la modernité avancée», dans CARRIER, Mario et LEBLANC, Patrice (dir). *Actes du Symposium sur la ruralité et le développement des petites collectivités tenu à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue les 9 et 10 août 1997*. Rouyn-Noranda, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Chaire en développement des petites collectivités, 1998, pp. 25-34.

- JEAN, Bruno. *Territoires d'avenir. Pour une sociologie de la ruralité*. Coll. Sciences régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1997, 318 p.
- JEAN, Bruno. «Une nouvelle gouvernance territoriale pour accompagner la restructuration rurale. La mise en perspective des approches européenne, américaine et canadienne», dans CARRIER, Mario et CÔTÉ, Serge (dir). *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*. Coll. Science régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, pp. 223-243.
- JEAN, Bruno. «Vers une première politique: aménager l'avenir des campagnes au XXI<sup>e</sup> siècle», dans CÔTÉ, Roch (dir). *Québec 2000*. Montréal, Éditions Fides – Le Devoir, 1999, pp. 451-458.
- JEAN, Bruno; GOUIN, Daniel-Mercier et SIMARD, Majella. *Évaluation des mesures de soutien à l'agriculture et l'agroalimentaire dans les milieux en restructuration de la région Chaudière-Appalaches*. Rapport final présenté au Comité régional sur les milieux en restructuration de la région Chaudière-Appalaches sous la coordination du CLD des Etchemins. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Chaire de recherche du Canada en développement rural, février 2002, 120 p.
- JEAN, Yves. «Espaces ruraux français et services de proximité. Étude des comportements des acteurs à l'égard de l'école. (Analyse des politiques de l'État, des comportements des familles et des élus).», dans CARRIER, Mario et CÔTÉ, Serge (dir). *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*. Coll. Science régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, pp. 149-168.
- JEAN, Yves. «Mondialisation, globalisation et territorialisation», dans JEAN, Bruno (dir). *Entreprendre en milieu rural. Les Actes de l'Université rurale québécoise au Bas Saint-Laurent 1999*. Trois-Pistoles, mai 2000, pp. 66-75.
- JOLLIVET, Marcel. «Du paysan à l'agriculture: le changement social dans le monde rural», dans MENDRAS, Henri et VERRET, Michel (dir). *Les champs de la sociologie française*. Paris, Éditions Armand Colin, 1988, pp. 49-61.
- JOLLIVET, Jean-Pierre. «Conférence de Monsieur Jean-Pierre Jollivet», dans JEAN, Bruno (dir). *Entreprendre en milieu rural. Les Actes de l'Université rurale québécoise au Bas Saint-Laurent 1999*. Trois-Pistoles, mai 2000, pp. 311-315.
- JONES, Richard. «De la terre à l'usine 1896-1939», dans HAMELIN, Jean (dir). *Histoire du Québec*. Coll. Univers de la France et des pays francophones. Toulouse, Édouard Privat éditeur, 1976, pp. 415-452.
- JOYAL, André. «Les prés du développement économique local en France: aussi verts ou plus verts qu'au Québec», dans PROULX, Marc-Urbain (dir). *Développement économique: clé de l'autonomie locale*. Coll. Entreprendre. Montréal, Éditions Transcontinentales, 1994, pp. 113-138.
- KAYSER, Bernard. «Conclusion», dans *Quelles campagnes pour demain?* Actes du colloque de Rennes tenu les 7 et 8 février 1991. Caen, Centre de publications de l'Université de Caen, 1992, pp. 385-388.
- KAYSER, Bernard. «Des campagnes vivantes», KAYSER, Bernard (dir). *Naissance de nouvelles campagnes*. Coll. Monde en cours. La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1993, pp. 7-21.
- KAYSER, Bernard. *Ils ont choisi la campagne*. Coll. L'Aube poche. La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1996, 206 p.
- KAYSER, Bernard. *La renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental*. Coll. Sociologie. Paris, Éditions Armand Colin, 1990, 316 p.
- KAYSER, Bernard. «La renaissance rurale à l'épreuve du recensement de 1990», dans *Quelles campagnes pour demain?* Actes du colloque de Rennes tenu les 7 et 8 février 1991. Caen, Centre de publications de l'Université de Caen, 1992, pp. 397-410.

- KAYSER, Bernard. «Reconquérir l'espace rural: un choix de société», dans EL HAYEK, Christiane (dir). *Territoires à livre ouvert. La lutte contre l'illettrisme en milieu rural*. Coll. En toutes lettres. Paris, La Documentation française, 1997, pp. 21-30.
- KAYSER, Bernard; BRUN, André; CAVAILHÈS, Jean et LACOMBE, Philippe. *Pour une ruralité choisie*. Coll. Monde en cours. La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1994, 139 p.
- KEYNES, John Maynard. *Essais sur la monnaie et l'économie: les cas de cassandre*. Coll. Petite bibliothèque. Paris, Éditions Payot, 1978, 145 p.
- KIMPTON, Hugues. *Tendances lourdes influant sur l'agroalimentaire. Document de réflexion*. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Direction générale des politiques agroalimentaires, Groupe de recherche interdisciplinaire et de perspectives, Direction de la recherche économique et scientifique, septembre 2001, 46 p. (document à diffusion restreinte)
- KING, L.J. *Statistical analysis in geography*. New-Jersey, Englewood Cliffs: Prentice-Hill, 1969, 288 p.
- KLEIN, Juan-Luis. «Mondialisation et état-nation: la restructuration territoriale du système-monde», dans KLEIN, Juan-Luis et LAURIN, Suzanne. *L'éducation géographique. Formation du citoyen et conscience territoriale*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1999, pp. 55-92.
- KOTAR, M. «Quelle agriculture et quelle sylviculture pour le prochain siècle?», dans CONSEIL DE L'EUROPE. *Vers une stratégie de développement territorial pour le continent européen. Perspectives d'évolution des zones rurales en Europe. Rapport du séminaire organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux de la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire*. Coll. Aménagement du territoire européen, no 62. Ljubljana, Éditions Conseil de l'Europe, octobre 1999, pp. 95-106.
- KRUGMAN, Paul R. *Development, Geography and Economic Theory*. MIT Press, Cambridge Massachusett, 1996, 117 p.
- LABERGE, Jacques; BOSSÉ, Richard et BOSSÉ, Gabrielle. *Saint-Germain-de-Kamouraska 1893-1993*. Saint-Germain, Comité du centenaire de Saint-Germain, 1993, 448 p.
- LACOUR, Claude. «Intégration et éclatements des régions européennes: les défis des inégalités», dans BOUREILLE, Bernard et GUESNIER, Bernard (dir). *Dynamique des activités et évolution des territoires*. Poitiers, Université de Saint-Étienne, ADICUEER-Association de science régionale de langue française, 1994, pp. 325-355.
- LACOUR, Claude. «L'espace paradoxal de la prospective régionale», dans LAFONTAINE, Danielle et THIVIERGE, Nicole (dir). *Les régions fragiles face à la mondialisation. Stratégies communautaires, technologiques et culturelles d'innovation et de valorisation*. Coll. Tendances et débats en développement régional. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, 1999, pp. 3-21.
- LACOUR, Claude et CORADE, Nathalie. «Processus et échelles: les compromis stratégiques», *Gestion des territoires ruraux. Connaissances et méthodes pour la décision publique. Tome 1*. Actes du colloque Clermont-Ferrand 27-28 avril 1998. Coll. Gestion des territoires ruraux sensibles. Centre national du machinisme agricole du génie rural des eaux et des forêts, Éditions du Centre national du machinisme agricole du génie rural des eaux et des forêts, 1998, pp. 219-234.
- LACOURSIÈRE, Jacques et al. *Canada-Québec. Synthèse historique*. Montréal, Éditions du Renouveau Pédagogique, 1976, 625 p.

- LAFONTAINE, Danielle et THIVIERGE, Nicole. «Présentation», dans LAFONTAINE, Danielle et THIVIERGE, Nicole (dir). *Le développement et l'aménagement des régions fragiles à l'ère des mutations globales: nouveaux modèles, nouvelles cultures de coopération*. Coll. Tendances et débats en développement régional. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, 2000, pp. vii-xiv.
- LAFONTAINE, Danielle et THIVIERGE, Nicole. «Présentation. Régions fragiles: problèmes et défis», dans LAFONTAINE, Danielle et THIVIERGE, Nicole (dir). *Les régions fragiles face à la mondialisation. Stratégies communautaires, technologiques et culturelles d'innovation et de valorisation*. Coll. Tendances et débats en développement régional. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, 1999, pp. vii-xxiii.
- LAJUGIE, Joseph; DELFAUD, Pierre et LACOUR, Claude. *Espace régional et aménagement du territoire*. Coll. Précis. Sciences économiques. Paris, Éditions Delloz, 1979, 884 p.
- LAMARCHE, Hugues. «Marginalisation de l'espace, marginalisation des hommes», dans FRANQUEN, Jacques (dir). *Agriculture et politiques agricoles en France et au Québec*. Coll. Alternatives rurales. Paris, Éditions L'Harmattan, 1990, pp. 283-292.
- LAMARCHE, Hugues et ESPAGNEUL, Marie-France. «L'agriculture: sources d'emplois?», dans MATHIEU, Nicole (dir). *L'emploi rural. Une vitalité cachée*. Coll. Alternatives rurales. Paris, Éditions L'Harmattan, 1995, pp. 121-152.
- LANGLOIS, Simon. «Tendances de la société québécoise, 1999», dans CÔTÉ, Roch (dir). *Québec 1999*. Montréal, Éditions Fides – Le Devoir, 1998, pp. 3-71.
- LANDRY, Bruno et MERCIER, Michel. *Notions de géologie avec exemple du Québec, 2<sup>e</sup> édition*. Mont-Royal, Modulo éditeur, 1984, 437 p.
- LAPLANTE, Robert. «Les petites communautés locales et les résistances nécessaires», dans DIONNE, Hugues et LARRIVÉE, Jean (dir). *Les villages ruraux menacés: le pari du développement*. Coll. Actes et instruments de la recherche en développement régional. Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, 1989, pp. 107-153.
- LAROCQUE, Paul et al. *Parcours historiques dans la région touristique du Bas-Saint-Laurent*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ, 1994, 433 p.
- LAROSE, Géraud. «L'espoir au quotidien», dans DESGROSEILLERS, François (dir.). *Pour se refaire une santé spirituelle. L'animation pastorale dans les milieux de l'éducation, de la détention et de la santé*. Beauport, Publications MNH, 1998, pp. 145-156.
- LAUMIÈRE, Florence. «L'organisation de la Lozère par les centres», dans MIGNON, Christian (dir). *Commerces et services dans les campagnes fragiles: régions intérieures françaises et ibériques*. Coll. Ceramac. Clermont-Ferrand, Centre d'études et de recherches appliquées au Massif central, Presses universitaires Blaise Pascal, 2001, pp. 121-146.
- LAUTECAZE, Pascale. «Définition du rôle et des compétences des centres urbains et des autres zones d'habitation des zones rurales (institutions de compétences centrales, maintien de la population)», dans CONSEIL DE L'EUROPE. *Vers une stratégie de développement territorial pour le continent européen. Perspectives d'évolution des zones rurales en Europe. Rapport du séminaire organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux de la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire*. Coll. Aménagement du territoire européen, no 62. Ljubljana, Éditions Conseil de l'Europe, octobre 1999, pp. 123-127.
- LAVILLE, Jean-Louis (dir). *L'économie solidaire. Une perspective internationale*. Coll. Sociologie économique. Paris, Éditions Desclée de Brouwer, 1994, 334 p.

- LAVILLE, Jean-Louis et SAINSAULIEU, Renaud (dir). *Sociologie de l'association. Des organisations à l'épreuve du changement social*. Coll. Sociologie économique. Paris, Éditions Desclée de Brouwer, 1997, 403 p.
- LAVILLUNIÈRE, Éric et MAGNEN, Jean-Philippe. «L'autre économie: un projet alternatif aux modèles dominants», dans DACHEUX, Éric (dir). *Pour une économie alternative et solidaire*. Paris, Éditions L'Harmattan, 2001, pp. 21-37.
- LEBEL, Roland. *Un siècle de labeur, de foi, d'honneur. Histoire de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis 1855-1955*. Québec, Comité de publication de Saint-Octave-de-Métis, 1955, 518 p.
- LEBLANC, Patrice. *Éléments pour un portrait des petites collectivités du Québec*. Rouyn-Noranda, Chaire en développement des petites collectivités, avril 1998, 65 p.
- LEBLANC, Patrice. «Les jeunes de milieu rural et leur rapport à la région», dans CARRIER, Mario et CÔTÉ, Serge (dir). *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*. Coll. Science régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, pp. 65-82.
- LEBLANC, Patrice. *Les petites collectivités au Québec. Étude visant à tracer le portrait d'ensemble des petites collectivités et leur place dans le système socio-spatial*. Nicolet, Solidarité rurale du Québec, sans date, 39 p.
- LECHASSEUR, Antonio et LEMAY, Jacques. *Municipalités et paroisses du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Populations et limites territoriales 1851-1981*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1987, 51 p. et 5 micro-fiches.
- LECLERC, André. «Rentabilité des caisses populaires acadiennes et développement coopératif», dans LAFONTAINE, Danielle et THIVIERGE, Nicole (dir). *Les régions fragiles face à la mondialisation. Stratégies communautaires, technologiques et culturelles d'innovation et de valorisation*. Coll. Tendances et débats en développement régional. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, 1999, pp. 229-240.
- LECLERC, Yvon. «Développement économique, décentralisation et structuration du territoire», dans *Rebâtir les campagnes. Des villages et des petites villes pour le XXI<sup>e</sup> siècle*. Premier rendez-vous des acteurs du développement local en milieu rural à Saint-Germain-de-Kamouraska, du 19 au 22 septembre 1996. Coll. Faits et dîres. Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles 1997, pp. 67-82.
- LENORMAND, Pierre. «L'emploi rural dans la compétition économique: contraintes, aménités, rentes différentielles», dans MATHIEU, Mathieu (dir). *L'emploi rural. Une vitalité cachée*. Coll. Alternatives rurales. Paris, Éditions L'Harmattan, 1995, pp. 51-68.
- LEROUX, Pierre. *Projet d'une constitution démocratique et sociale*. Paris, Éditions G. Sandré, 1848, 175 p.
- LEROY, Anne. *Les activités de services: une chance pour les économies rurales. Vers de nouvelles logiques de développement rural*. Coll. Alternatives rurales. Paris, Éditions L'Harmattan, 1997, 288 p.
- LINCK, Thierry. «Action collective et dynamiques territoriales. Renouvellement et mobilisation des patrimoines territoriaux», dans BAGES, Robert et GRANIE, Anne-Marie (dir). *Comment les ruraux vivent-ils et construisent-ils leur (s) territoire (s) aujourd'hui?*. Actes de la Journée Régionale de l'Association des ruralistes français tenu à Toulouse le 18 juin 1997. Coll. Dynamiques rurales. Toulouse, Université de Toulouse Le Mirail, février 1998, pp. 225-231.
- MACÉ, Georges. «Quelles campagnes pour demain?», dans *Quelles campagnes pour demain?* Actes du colloque de Rennes tenu les 7 et 8 février 1991. Caen, Centre de publications de l'Université de Caen, 1992, pp. 21-29.
- MAHÉ, Louis-Pascal et ORTALO-MAGNÉ, François. *Politique agricole: un modèle européen*. Paris, Presses de Sciences Pô, 2001, 235 p.



- MAHEUX, Jeanne. *La petite école primaire en milieu rural*. Thèse présentée à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade philosophiae doctor, Université de Montréal, décembre 1983, 330 p.
- MANZAGOL, Claude; SÉNÉCAL Gilles. «La région géographique», dans PROULX, Marc-Urbain (dir). *Le phénomène régional au Québec*. Coll. Science régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1996, pp. 93-112.
- MARÉCHAL, Jean-Paul. *Humaniser l'économie*. Coll. Sociologie économique. Paris, Éditions Desclée de Brouwer, 2000, 224 p.
- MARRET, Jean-Luc. *Évolution de la population dans l'Est-du-Québec. Éléments statistiques*. Rimouski, Ministère des Communications, Communication-Québec, Région de l'Est, 1977, 81 p.
- MARTIN, Paul-Louis. «Revitaliser le patrimoine culturel», dans *Rebâtir les campagnes. Des villages et des petites villes pour le XXI<sup>e</sup> siècle*. Premier rendez-vous des acteurs du développement local en milieu rural à Saint-Germain-de-Kamouraska, du 19 au 22 septembre 1996. Coll. Faits et dits. Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 1997, pp. 184-195.
- MATHIEU, Nicole. «L'avenir d'un «espace fragile»: l'exemple du Causse Mejean», dans *Des régions paysannes aux espaces fragiles*. Colloque international en hommage au professeur André Fel. Clermont-Ferrand, Université Pascal, 1992, pp. 61-72.
- MATTHEWS, Ralph-David. *The Creation of Regional Dependency*. Toronto, University of Toronto Press, 1983, 246 p.
- MATTHEWS, Ralph-David. *There is no better place than here: social change in three Newfoundland Communities*. Coll. Canadian experience series. Agincourt, Book Society of Canada, 1976, 164 p.
- MELANÇON, Yves-Marie; GOSSELIN, Sylvain et ROY, Annette. *Annuaire 2002. Archidiocèse de Rimouski*. Rimouski, Éditions La Chancellerie, 2002, 158 p.
- MENDRAS, Henri. *La fin des paysans: changements et innovations dans les sociétés françaises*. Coll. U2. Paris, Éditions Armand-Colin, 1967, 306 p.
- MENDRAS, Henri. *La fin des paysans. Suivi d'une réflexion sur la fin des paysans vingt ans après*. Coll. Actes Sud. Paris, Hubert Nyssen éditeur, 1984, 370 p.
- MÉTHOT, Marcel. «Mondialisation, démocratie, développement régional: le mythe de l'autonomie locale», dans LAFONTAINE, Danielle et THIVIERGE, Nicole (dir). *Les régions fragiles face à la mondialisation. Stratégies communautaires, technologiques et culturelles d'innovation et de valorisation*. Coll. Tendances et débats en développement régional. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, 1999, pp. 53-64.
- METRA CONSULTANTS LTÉE. *Est du Québec 1971-1976, aménagement de l'espace*. Québec, Office de planification et de développement du Québec, Ministère de l'expansion, économique régionale du Canada, 1971, 87 p.
- METRA CONSULTANTS LTÉE. *Relocalisation de population dans l'est du Québec*. Montréal, 1970, 99 p. et annexes.
- MIGNON, Christian. «Évolution récente des équipements tertiaires: les bourgs-centres entre fragilité et résistance», dans MIGNON, Christian (dir). *Commerces et services dans les campagnes fragiles: régions intérieures françaises et ibériques*. Coll. Ceramac. Clermont-Ferrand, Centre d'études et de recherches appliquées au Massif central, Presses universitaires Blaise Pascal, 2001, pp. 15-48.

- MIGNON, Christian. «Introduction», dans MIGNON, Christian (dir). *Commerces et services dans les campagnes fragiles: régions intérieures françaises et ibériques*. Coll. Ceramac. Clermont-Ferrand, Centre d'études et de recherches appliquées au Massif central, Presses universitaires Blaise Pascal, 2001, pp. 7-11.
- MIGNON, Christian (dir). *Gestion des espaces fragiles en moyenne montagne. Massif central – Carpates polonaise*. Coll. Ceramac. Clermont-Ferrand, Centre d'études et de recherches appliquées au Massif central, Presses universitaires Blaise Pascal, 1997, 310 p.
- MINER, Horace. *Saint-Denis: un village québécois*. Coll. Sciences de l'homme et humanisme. Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1985, 392 p.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES. *Désignation des centres de services et des centres administratifs dans l'est du Québec*. Rimouski, Bureau régional du ministère des Affaires municipales, 1969, 45 p.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES. *La réorganisation municipale. Changer les façons de faire pour mieux servir les citoyens*. Québec, Gouvernement du Québec, 2000, 131 p. et annexes
- MINISTÈRE DES FINANCES. *Plan budgétaire 2001-2002. Crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001. La situation financière du gouvernement 2000-2001 et les emprunts du secteur public*. Québec, Gouvernement du Québec, 2001, pagination multiple.
- MINISTÈRE DES RÉGIONS. *Politique nationale de la ruralité. Une vision d'avenir*. Québec, Gouvernement du Québec, 2001, 73 p.
- MONTMINY, Jean-Paul. *Une expérience d'animation sociale du clergé du territoire-pilote*. Annexe technique 23. Rimouski, BAEQ, août 1964, 84 p.
- MOQUART, Daniel. *Maîtriser la mondialisation*. Coll. Justice et Paix France. Lovrai, Bayard Éditions, Centurion/Cerf, 1999, 159 p.
- MOQUAY, Patrick. «Le sentiment d'appartenance territoriale», dans GAUTHIER, Madeleine (dir). *Pourquoi partir? La migration des jeunes d'hier et d'aujourd'hui*. Coll. Culture et société. Québec, Éditions de l'Institut de recherche sur la culture, 1997, pp. 243-256.
- MOQUAY, Patrick. «Sentiment d'appartenance et développement régional», dans CÔTÉ, Serge et PROULX, Marc-Urbain (dir). *Espaces en mutation*. Chicoutimi/Rimouski, Université du Québec à Chicoutimi/Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche et d'intervention régionales/ Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, 1998, pp. 57-70.
- MOURIAUX, Marie-Françoise. «L'environnement et ses deux modes d'emploi», dans GERBAUX, Françoise; LE MONNIER, Jean et TOURON, Marie-Pierre (dir). *Nouvelles formes de travail en milieu rural. Pratiques sociales et actions publiques*. Paris, Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective, 1999, pp. 99-105.
- MOUSSALLY, Sergieh F. *Crise de la ruralité et appauvrissement du Québec. Réflexion à propos des perspectives concrètes du développement des communautés rurales du Québec*. Montréal, Congrès Solidarité rurale du Québec, février 2001, 53 p.
- MOUSSALLY, Sergieh F. *Le modèle québécois de gestion bureaucratique: une cause majeure du déclin du monde rural*. Nicolet, Solidarité rurale du Québec, février 2001, 11 p.
- MUNDLER, Patrick. «L'agriculture soutenable», dans ABDELMALKI, Lahsen et PEETERS, Anne (dir). *Alternatives économiques et sociales pour entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle*. Coll. Économie. Limonest, Éditions L'Interdisciplinaire, 2000, pp. 189-199.
- MUNICIPALITÉ DE SAINT-DAMASE. *Plan d'urbanisme*. Amqui, Service de l'aménagement, MRC de La Matapédia, juillet 1989, 13 p.

- MUNICIPALITÉ DE SAINT-DAMASE. *Profil de la municipalité de Saint-Damase*. Amqui, Service de l'aménagement, MRC de La Matapédia, avril 1988, 27 p. et annexes.
- MURRAY, Martin. *Étude démographique d'une paroisse gaspésienne au XX<sup>e</sup> siècle: St-Jean-de-Cherbourg*. Montréal, Université de Montréal, mai 1976, 199 p.
- NARDIN, Pierre. «Articulation du développement local à la société globale», dans *Rebâtir les campagnes. Des villages et des petites villes pour le XXI<sup>e</sup> siècle*. Premier rendez-vous des acteurs du développement local en milieu rural à Saint-Germain-de-Kamouraska, du 19 au 22 septembre 1996. Coll. Faits et dîres. Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 1997, pp. 82-89.
- NICA, Narciza. «Nécessité d'organiser et de moderniser le secteur agricole dans les pays d'Europe centrale et orientale», dans CONSEIL DE L'EUROPE. *Vers une stratégie de développement territorial pour le continent européen. Perspectives d'évolution des zones rurales en Europe. Rapport du séminaire organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux de la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire*. Coll. Aménagement du territoire européen, no 62. Ljubljana, Éditions Conseil de l'Europe, octobre 1999, pp. 107-121.
- NOREAU, Pierre. «L'attrait de la ville: l'explication de la sociologie classique. Jalons pour la recherche», dans GAUTHIER, Madeleine (dir). *Pourquoi partir? La migration des jeunes d'hier et d'aujourd'hui*. Coll. Culture et société. Québec, Éditions de l'Institut de recherche sur la culture, 1997, pp. 275-302.
- NOREAU, Pierre et PERRON, Normand. «Quelques stratégies migratoires au Québec: perspective historique», dans GAUTHIER, Madeleine (dir). *Pourquoi partir? La migration des jeunes d'hier et d'aujourd'hui*. Coll. Culture et société. Québec, Éditions de l'Institut de recherche sur la culture, 1997, pp. 133-162.
- NOUBLANCHE, Christine. «Apports et limites de l'approche marchande du paysage: le cas de la châtaigneraie en Cévennes», dans *Gestion des territoires ruraux. Connaissances et méthodes pour la décision publique. Tome 2. Actes du colloque Clermont-Ferrand 27-28 avril 1998*. Coll. Gestion des territoires ruraux sensibles. Cemagref, Éditions Cemagref, 1998, pp. 50-516.
- OFFICE DE LA PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC. *La problématique de l'Est-du-Québec - région 01*. Coll. Les schémas régionaux. Québec, Gouvernement du Québec, 1978, 276 p.
- OGRIN, Dusan. «L'espace rural européen face à la mondialisation et au maintien de son identité», dans CONSEIL DE L'EUROPE. *Vers une stratégie de développement territorial pour le continent européen. Perspectives d'évolution des zones rurales en Europe. Rapport du séminaire organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux de la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire*. Coll. Aménagement du territoire européen, no 62. Ljubljana, Éditions Conseil de l'Europe, octobre 1999, pp. 7-12.
- ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC. *L'aménagement du territoire par le développement communautaire*. Québec, mémoire présenté au Premier ministre du Québec, 1977, 67 p.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Créer des indicateurs ruraux pour étayer la politique rurale*. Paris, Éditions de l'OCDE, 1994, 97 p.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *La réforme de la politique agricole et l'économie rurale dans les pays de l'OCDE*. Paris, Éditions de l'OCDE, 1998, 338 p.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. «La situation économique des grandes régions du monde», dans *Problèmes économiques*, no 2.632 (22 septembre 1999), pp. 1-6.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Nouvelle gestion des services dans les zones rurales*. Paris, Éditions de l'OCDE, 1991, 128 p.

- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Quel avenir pour nos campagnes? Une politique de développement rural*. Paris, Éditions de l'OCDE, 1993, 83 p.
- OTIS, Léonard. *Une forêt pour vivre*. Coll. Témoignages et Analyses. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, 1989, 124 p.
- QUELLET, Patrice. «Maîtriser les nouvelles règles du jeu de la société de l'information. Un défi d'acculturation pour les entreprises rurales et leurs milieux de support», dans JEAN, Bruno (dir). *Entreprendre en milieu rural. Les Actes de l'Université rurale québécoise au Bas Saint-Laurent 1999*. Trois-Pistoles, mai 2000, pp. 288-294.
- PANNETIER, Gilles. «La polyvalence administrative postale: une tentative de revitalisation du milieu rural», dans *Des régions paysannes aux espaces fragiles*. Colloque international en hommage au professeur André Fel. Clermont-Ferrand, Université Pascal, 1992, pp. 227-232.
- PAQUETTE, Sylvain et DOMON, Gérald. «Le paysage comme agent de recomposition des communautés rurales du sud du Québec. Nouvelles possibilités, nouvelles exigences», dans CARRIER, Mario et CÔTÉ, Serge (dir). *Gouvernance et territoires ruraux. Éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*. Coll. Science régionale. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2000, pp. 189-222.
- PAUL VI. *Le développement des peuples: lettre encyclique «Populorum progressio»*. Paris, Éditions Mame, 1967, 197 p.
- PEILLON, Sophie; BURLAT, Patrick et BILLAND, Pascal. «Réseaux de compétences et dynamiques locales», dans LAFONTAINE, Danielle et THIVIERGE, Nicole (dir). *Les régions fragiles face à la mondialisation. Stratégies communautaires, technologiques et culturelles d'innovation et de valorisation*. Coll. Tendances et débats en développement régional. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, 1999, pp. 151-162.
- PÉPIN, Lucie. *Le monde rural québécois et la structure des services de proximité: éléments de problématique*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, juin 1998, 221 p. et annexes.
- PERROUX, François. *L'économie du XX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Presses universitaires de France, 1969, 764 p.
- PETIT, Françoise-Eugénie. «Dynamiques de développement local et relations à l'espace: comparaison d'exemples français et québécois en zones marginalisées», dans FRANQUEN, Jacques (dir). *Agriculture et politiques agricoles en France et au Québec*. Coll. Alternatives rurales. Paris, Éditions L'Harmattan, 1990, pp. 293-298.
- PIATIER, André. *Radioscopie des communes de France: ruralité et relations villes-campagnes. Une recherche pour l'action*. Paris, Éditions Économica, 1979, 549 p.
- PISANI, Edgard. *Pour une agriculture marchande et ménagère*. Coll. Monde en cours. Paris, Éditions de l'Aube, 1994, 191 p.
- PITIÉ, Jean. *L'exode rural*. Coll. Que sais-je? Paris, Presses universitaires de France, 1979, 128 p.
- PITTE, Jean-Robert. «L'espace rural: un thème d'actualité pour la recherche», dans COURTET, Catherine; BERLAN-DARQUÉ, Martine et DEMARNE, Yves (dir). *Territoires ruraux et développement. Quel rôle pour la recherche*. Paris, Centre national du machinisme agricole du génie rural des eaux et des forêts, Éditions – Associations Decartes, 1994, pp. 1-3.
- PLANQUE, Bernard. «Le développement local dans la mondialisation», dans PROULX, Marc-Urbain (dir). *Territoires et développement économique*. Coll. Villes et entreprises. Paris, Éditions L'Harmattan, 1998, pp. 5-22.

- POLANYI, Karl. *La grande transformation: aux origines politiques et économiques de notre temps*. Coll. Bibliothèque des sciences humaines. Paris, Éditions Gallimard, 1983, 419 p.
- POLÈSE, Mario. *Économie urbaine et régionale. Logique spatiale des mutations économiques*. Coll. Bibliothèque de science régionale. Paris, Éditions Économica, 1994, 400 p.
- PONCET, Jean-François; HAENEL, Hubert; HUCHON, Jean et DU LUART, Roland (dir). *L'avenir de l'espace rural français*. Paris, Éditions Économica, 1991, 289 p.
- POUZENC, Michaël. «Les pratiques spatiales des habitants: une recomposition des territoires et des rapports ville-campagne», dans BAGES, Robert et GRANIE, Anne-Marie (dir). *Comment les ruraux vivent-ils et construisent-ils leur (s) territoire (s) aujourd'hui?*. Actes de la Journée Régionale de l'Association des ruralistes français tenu à Toulouse le 18 juin 1997. Coll. Dynamiques rurales. Toulouse, Université de Toulouse Le Mirail, février 1998, pp. 129-133.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT. *Rapport mondial sur le développement humain 1998*. Paris, Éditions Économica, 1998, 254 p.
- PROULX, Marc-Urbain. «Gouvernement du Québec et gouvernance territoriale», dans PAQUEROT, Sylvie. *L'État aux orties?* Montréal, Éditions Écosociété, 1996, pp. 156-167.
- PROULX, Marc-Urbain. «Le rôle des territoires dans la régulation de l'économie-monde», dans PROULX, Marc-Urbain (dir). *Territoires et développement économique*. Coll. Villes et entreprises. Paris, Éditions L'Harmattan, 1998, pp. 17-127.
- PROULX, Marc-Urbain. «Le Saguenay devra mieux contrôler ses pertes financières», dans CÔTÉ, Roch et VENNE, Michel (dir). *L'annuaire du Québec 2003. Toute l'année politique, sociale, économique et culturelle*. Montréal, Éditions Fides, 2002, pp. 344-350.
- PROULX, Marc-Urbain. «Les créneaux du patrimoine et le développement des petits territoires», dans *Rebâtir les campagnes. Des villages et des petites villes pour le XXI<sup>e</sup> siècle*. Premier rendez-vous des acteurs du développement local en milieu rural à Saint-Germain-de-Kamouraska, du 19 au 22 septembre 1996. Coll. Faits et dits. Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 1997, pp. 133-143.
- PROULX, Marc-Urbain. «Ruralité et entreprises», dans CARRIER, Mario et TREMBLAY, Marie-Josée (dir). *Animer la ruralité. Actes de l'Université rurale québécoise tenu à Rouyn-Noranda du 11 au 15 août 1997*. Rouyn-Noranda, Chaire en développement des petites collectivités, 1999, pp. 42-44.
- PUTMAN, Robert D.; LEONARDI, Robert; NATETTI, Raffaella Y. *Making democracy work: civic traditions in modern Italy*. Princeton N.J., Princeton University Press, 1994, 258 p.
- RAVENEAU, Jean. *La cartographie du peuplement rural. Quelques méthodes appliquées au comté de Belle-chasse*, Strasbourg, Université de Strasbourg, thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle en géographie, 1966, 278 p. et annexes cartographiques.
- RAYNAULD, André et RAYNAULD, François. *L'État-providence des entreprises. Les politiques canadiennes de promotion de l'investissement direct étranger*. Montréal, Éditions Fides, 1999, 229 p.
- RENARD, Jean. «Comment et à quelles conditions peut-on diversifier les activités en espace rural fragile?», dans *Des régions paysannes aux espaces fragiles*. Colloque international en hommage au professeur André Fel. Clermont-Ferrand, Université Pascal, 1992, pp. 525-532.
- RENARD, Jean. «La désertification rurale. Un faux problème pour l'Ouest de la France?», dans *Quelles campagnes pour demain?* Actes du colloque de Rennes tenu les 7 et 8 février 1991. Caen, Centre de publications de l'Université de Caen, 1992, pp. 325-335.

- RENARD, Jean. «La France», dans BONNAMOUR, Jacqueline (dir). *Agricultures et campagnes dans le monde*. Coll. Dossiers des images économiques du monde. Paris, Éditions SEDES, 1996, pp. 51-81.
- RIEUTORT, Laurent. «Le difficile maintien des commerces et services en espace fragile. L'exemple de Montmarault, bourg-centre dynamique de l'Allier», dans MIGNON, Christian (dir). *Commerces et services dans les campagnes fragiles: régions intérieures françaises et ibériques*. Coll. Ceramac. Clermont-Ferrand, Centre d'études et de recherches appliquées au Massif central, Presses universitaires Blaise Pascal, 2001, pp. 97-119.
- RIVERIN, Nathaly. «Les disparités spatiales de l'entrepreneuriat au Québec», dans PROULX, Marc-Urbain (dir). *Territoires et développement économique*. Coll. Villes et entreprises. Paris, Éditions L'Harmattan, 1998, pp. 155-177.
- ROCHER, Guy. *Introduction à la sociologie générale*. La Salle, Éditions Hurtubise HMH, 1995, 685 p.
- ROUFFIGNAT, Joël. «L'avenir des milieux agro-forestiers dans les régions périphériques du Québec. Le cas de la Côte-du-Sud», dans *Quelles campagnes pour demain?* Actes du colloque de Rennes tenu les 7 et 8 février 1991. Caen, Centre de publications de l'Université de Caen, 1992, pp. 447-459.
- ROUSSEL, Véronique. «Quel territoire pour réorganiser les services? Un exemple concret d'aide à la décision publique», dans *Gestion des territoires ruraux. Connaissances et méthodes pour la décision publique. Tome 1*. Actes du colloque Clermont-Ferrand 27-28 avril 1998. Coll. Gestion des territoires ruraux sensibles. Cemagref, Éditions Cemagref, 1998, pp. 299-311.
- ROUSTANG, Guy. «État et nouveau contrat social», dans PAQUEROT, Sylvie. *L'État aux orties?* Montréal, Éditions Écosociété, 1996, pp. 245-254.
- ROUX, Pierre. «Agriculture et économie territorialisée: une approche nouvelle», dans BAGES, Robert et GRANIE, Anne-Marie (dir). *Comment les ruraux vivent-ils et construisent-ils leur (s) territoire (s) aujourd'hui?*. Actes de la Journée Régionale de l'Association des ruralistes français tenu à Toulouse le 18 juin 1997. Coll. Dynamiques rurales. Toulouse, Université de Toulouse Le Mirail, février 1998, pp. 219-224.
- ROY Gilles. *Les projets sociaux de l'Église de Rimouski*, dans VOISINE, Nive (dir). *1867-1992: 125 ans de présence en éducation*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Département des sciences religieuses et d'éthique, 1993, pp. 51-63.
- RYSZKOWSKI, Lech. «Intégration des objectifs de la diversité biologique et paysagère dans le secteur agricole en Europe», dans CONSEIL DE L'EUROPE. *Vers une stratégie de développement territorial pour le continent européen. Perspectives d'évolution des zones rurales en Europe. Rapport du séminaire organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux de la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire*. Coll. Aménagement du territoire européen, no 62. Ljubljana, Éditions Conseil de l'Europe, octobre 1999, pp. 43-53.
- SANSOT, Pierre (dir). *L'espace et son double. De la résidence secondaire aux autres formes secondaires de la vie sociale*. Paris, Éditions du Champ urbain, 1978, 202 p.
- SAUCIER, Carol et THIVIERGE, Nicole. «L'économie sociale comme facteur de développement et de cohésion. Un portrait du Bas-Saint-Laurent», dans LAFONTAINE, Danielle et THIVIERGE, Nicole (dir). *Le développement et l'aménagement des régions fragiles à l'ère des mutations globales: nouveaux modèles, nouvelles cultures de coopération*. Coll. Tendances et débats en développement régional. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, 2000, pp. 11-115.
- SAVY, Michel et VELTZ, Pierre. «Conclusion: Aménager le territoire dans un monde ouvert», dans SAVY, Michel et VELTZ, Pierre (dir). *Les nouveaux espaces de l'entreprise*. Coll. Monde en cours. Série Prospective et territoires. Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1993, pp. 181-194.

- SCHUMPETER, Joseph-Alois. *History of Economic Analysis*. Oxford University Press, 1954, 1260 p.<sup>1</sup>
- SCHUMPETER, Joseph-Alois. *La théorie de l'évolution économique: recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*. Paris, Éditions Dalloz, 1999, 371 p.
- SEN, Amartya. *Éthique et économie*. Coll. Philosophie morale. Paris, Presses universitaires de France, 1993, 364 p.
- SEN, Amartya. *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*. Paris, Éditions Odile Jacob, 2000, 356 p.
- SERVOLIN, Claude. *L'agriculture moderne*. Coll. Points Économie. Paris, Éditions du Seuil, 1989, 318 p.
- SERVOLIN, Claude. «Les appellations d'origine contrôlées françaises: mode de reconnaissance, défense et protection», dans JEAN, Bruno (dir). *Entreprendre en milieu rural. Les Actes de l'Université rurale québécoise au Bas Saint-Laurent 1999*. Trois-Pistoles, mai 2000, pp. 229-231.
- SILLAMY, Norbert (dir). *Dictionnaire encyclopédique de psychologie*. Paris, Éditions Bordas, 1980. 1287 p.
- SILVERMAN, Herert Alfred. *The substance of economics: for student and the general reader*. London, Pitman and Sons LTD, 1940, 371 p.
- SIMARD, Majella. *Fragilité et disparités territoriales de développement dans l'espace rural québécois. Caractérisation et identification des principaux problèmes des localités en restructuration* (sous la direction de Bruno JEAN). Rimouski, Chaire de recherche du Canada en développement rural, 2003 (à paraître).
- SIMARD, Majella. «La ruralité bas-laurentienne: dévitalisation ou revitalisation?», dans *Penser et agir globalement dans l'arène de la globalisation*. Coll. Actes et instruments de la recherche en développement régional. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est-du-Québec, 1999, pp. 21-39.
- SIMARD, Majella. *La pauvreté et les disparités territoriales au Québec dans un processus de développement régional*. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, mémoire de maîtrise, octobre 1995, 617 p. (non publié)
- SIMARD, Martin. «Communauté, identité et développement: pour un nouveau cadre d'analyse», dans LAFONTAINE, Danielle et THIVIERGE, Nicole (dir). *Les régions fragiles face à la mondialisation. Stratégies communautaires, technologiques et culturelles d'innovation et de valorisation*. Coll. Tendances et débats en développement régional. Rimouski, Université du Québec à Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec, 1999, pp. 23-38.
- SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT INTÉGRÉ DES RESSOURCES DE L'EST-DU-QUÉBEC. *Le développement économique du milieu rural du Bas-Saint-Laurent*. Rimouski, Société d'aménagement intégré des ressources de l'Est-du-Québec, avril 1980, 68 p. et annexes.
- SOCIÉTÉ D'ÉTUDES POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. *Les zones rurales fragiles en France*. Coll. Travaux et recherches de prospective. Paris, La Documentation française, 1981, 56 p.
- SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC. *Avis pour une politique gouvernementale de développement rural*. Nicolet, janvier 1999, 32 p.
- SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC. *De nature à culture: les produits du terroir. Premier inventaire des produits du terroir québécois*. Coll. Études rurales. Nicolet, Solidarité rurale du Québec, août 2002, 204 p.

<sup>1</sup> Cet ouvrage a été traduit en français en 1983 sous la direction de Jean-Claude Casanova. Il est paru en trois volumes, aux Éditions Gallimard, sous le titre *Histoire de l'analyse économique*.

- SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC. *La Corvée d'idées. La passion du monde rural*. Nicolet, juillet 1998, 40 p.
- SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC. *Le milieu rural québécois: situation actuelle et défis futurs*. Sixième conférence nationale. Lac Etchemins, février 1997, 21 p.
- SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC. *Mémoire des terroirs*. Coll. Études rurales. Nicolet, Solidarité rurale du Québec, août 2002, 94 p.
- SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC. *Vivre le village au quotidien. Pour assurer le développement et le maintien des services de proximité en milieu rural*. Document de consultation. Nicolet, Solidarité rurale du Québec, 29 août 2000, 22 p.
- STANEK, Oleg. «Entraide, participation formelle et intégration sociale dans les communautés rurales de l'Est du Québec», dans CARRIER, Mario et LEBLANC, Patrice (dir). *Actes du Symposium sur la ruralité et le développement des petites collectivités tenu à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue les 9 et 10 août 1997*. Rouyn-Noranda, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Chaire en développement des petites collectivités, 1998, pp. 99-109.
- STANEK, Oleg. «Migrations des jeunes, entrepreneurship et communautés rurales bas-laurentiennes», dans JEAN, Bruno (dir). *Entreprendre en milieu rural. Les Actes de l'Université rurale québécoise au Bas Saint-Laurent 1999*. Trois-Pistoles, mai 2000, pp. 154-164.
- STATISTIQUE CANADA. *Dictionnaire du recensement de 1996*, catalogue 92-351-XPF. Ottawa, Gouvernement du Canada, 1997, 490 p.
- SZAKAL, Ferenc. «Changements structurels des zones rurales d'Europe centrale et orientale durant la période de transition», dans CONSEIL DE L'EUROPE. *Vers une stratégie de développement territorial pour le continent européen. Perspectives d'évolution des zones rurales en Europe. Rapport du séminaire organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre des travaux de la Conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire*. Coll. Aménagement du territoire européen, no 62. Ljubljana, Éditions Conseil de l'Europe, octobre 1999, pp. 73-84.
- TELON, Frédéric. *Croissance, crises et développement*. Coll. Major. Paris, Presses universitaires de France, 1996, 372 p.
- THIBAUT, Amédée et al. *Centenaire Saint-Damase 1884-1984*. Rimouski, Presses de l'Est du Québec, 1984, 383 p.
- THOMPSON-GON ASSOCIATES. *La ville écologique: aperçu de la situation au Canada*. Ottawa, Gouvernement du Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, mai 1995, 140 p. et annexes.
- TREMBLAY, Diane-Gabrielle. «Partenariat, coopération et imbrications locales: une analyse des limites et des perspectives fondée sur les résultats d'une enquête menée au Québec», dans PROULX, Marc-Urbain (dir). *Territoires et développement économique*. Coll. Villes et entreprises. Paris, Éditions L'Harmattan, 1998, pp. 179-212.
- TREMBLAY, Isabelle. «Les migrations actuelles au Québec», dans GAUTHIER, Madeleine (dir). *Pourquoi partir? La migration des jeunes d'hier à aujourd'hui*. Coll. Culture et Société. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1997, pp. 49-62.
- TREMBLAY, Rodrigue. *Les grands enjeux politiques et économiques du Québec*. Montréal, Les Éditions Transcontinentales, 1999, 339 p.
- TRÉPANIÉ, Joanne. «Les défis de la recherche agroalimentaire en Abitibi-Témiscamingue», dans CARRIER, Mario et TREMBLAY, Marie-Josée (dir). *Animer la ruralité. Actes de l'Université rurale québécoise tenu à Rouyn-Noranda du 11 au 15 août 1997*. Rouyn-Noranda, Chaire en développement des petites collectivités, 1999, pp. 48-49.



- UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES DU QUÉBEC. *Étude sur le tourisme rural au Québec relié au monde agricole*. Lyster, Groupe Type, janvier 1997, pagination multiple.
- URVOY, François. *Percevoir. De l'idéologie de l'expérience à sa théorie*. Coll. Ouverture philosophique. Paris, Éditions L'Harmattan, 2000, 350 p.
- VACHON, Bernard. *La recomposition des territoires ruraux*. Série Réflexion. Nicolet, Solidarité rurale du Québec, hiver 1998, 16 p.
- VACHON, Bernard. «La synergie des partenaires en développement économique local: entrepreneurship et systèmes productifs locaux», dans PROULX, Marc-Urbain (dir). *Développement économique: clé de l'autonomie locale*. Coll. Entreprendre. Montréal, Éditions Transcontinentales, 1994, pp.191-220.
- VACHON, Bernard. «Le développement local en milieu rural ou la mobilisation des forces endogènes: «une stratégie pour ne pas disparaître»», DUGAS, Clermont (dir). *Points de vue sur le développement rural au Québec*. Coll. Dossiers de développement régional. Québec, Office de développement et de planification du Québec, 1990, pp. 19-38.
- VACHON, Bernard. «Les NTIC et les zones rurales: des outils de modernité qu'il faut maîtriser», dans JEAN, Bruno (dir). *Entreprendre en milieu rural. Les Actes de l'Université rurale québécoise au Bas Saint-Laurent 1999*. Trois-Pistoles, mai 2000, pp. 283-287.
- VACHON, Bernard. *Les Pages vertes du développement rural. Répertoire d'initiatives locales de développement en milieu rural*. Série Ressource. Nicolet, Solidarité rurale du Québec, 1998, pagination multiple.
- VACHON, Bernard. «Pour une ruralité possible au tournant du millénaire», dans CARRIER, Mario et TREMBLAY, Marie-Josée (dir). *Animer la ruralité. Actes de l'Université rurale québécoise tenu à Rouyn-Noranda du 11 au 15 août 1997*. Rouyn-Noranda, Chaire en développement des petites collectivités, 1999, pp. 33-38.
- VACHON, Bernard. «Rebâtir les campagnes: des villages et des petites villes pour le XXI<sup>e</sup> siècle», dans *Rebâtir les campagnes. Des villages et des petites villes pour le XXI<sup>e</sup> siècle*. Premier rendez-vous des acteurs du développement local en milieu rural à Saint-Germain-de-Kamouraska, du 19 au 22 septembre 1996a. Coll. Faits et dires. Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles, 1997, pp. 23-28.
- VACHON, Bernard. «Sauver les campagnes pour accueillir le vingt-et-unième», dans CARRIER, Mario et LEBLANC, Patrice (dir). Actes du Symposium sur la ruralité et le développement des petites collectivités tenu à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue les 9 et 10 août 1997. Rouyn-Noranda, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Chaire en développement des petites collectivités, 1998, pp. 35-46.
- VACHON, Bernard et COALLIER, Francine. *Le développement local: théorie et pratique. Réintroduire l'humain dans la logique de développement*. Boucherville, Gaétan Morin éditeur, 1993, 331 p.
- VACHON, Bernard et LEMIEUX, André. «Mutations structurelles et déconcentration économique: des perspectives nouvelles pour le développement territorial», dans PROULX, Marc-Urbain (dir). *Territoires et développement économique*. Coll. Villes et entreprises. Paris, Éditions L'Harmattan, 1998, pp. 67-90.
- VAN DAM, Jean-Claude. «Les relais-livres en campagne. Une innovation dans l'aménagement culturel du territoire», dans EL HAYEK, Christiane (dir). *Territoires à livre ouvert. La lutte contre l'illettrisme en milieu rural*. Coll. En toutes lettres. Paris, La Documentation française, 1997, pp. 325-329.
- VERDURE, Odile. «Assemblée de l'ONU des peuples: la mondialisation «par le bas», dans *Transversales. Science/Culture*, no 71 (novembre-décembre 2001), pp. 25-27.
- VÉZINA, François et al. *Inventaire des ressources naturelles et industrielles: comté municipal de Matane*. Québec, Ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, 1938, 142 p.

VINCQ, Jean-Louis. «Les territoires de la profession agricole de la quête de parité à la conquête de la reconnaissance», dans BAGES, Robert et GRANIE, Anne-Marie (dir). *Comment les ruraux vivent-ils et construisent-ils leur (s) territoire (s) aujourd'hui?*. Actes de la Journée Régionale de l'Association des ruralistes français tenu à Toulouse le 18 juin 1997. Coll. Dynamiques rurales. Toulouse, Université de Toulouse Le Mirail, février 1998, pp. 113-120.

VIVIER, Dominique. «État des lieux et perspectives de l'emploi dans les zones rurales et de montagne», dans MATHIEU, Mathieu (dir). *L'emploi rural. Une vitalité cachée*. Coll. Alternatives rurales. Paris, Éditions L'Harmattan, 1995, pp. 89-116.

WEAVER, Clyde. «Le développement à la base: vers une doctrine du développement territorial», dans PLANQUE, Bernard (dir). *Le développement décentralisé. Dynamique spatiale de l'économie et planification régionale*. Coll. Gral. Série «Études et recherches économiques». Paris, Éditions Litec, 1983, pp. 179-186.

WINDOLF, Paul. «L'évolution du capitalisme moderne. La France dans une perspective comparative», dans *Revue française de sociologie*, vol. 40, no 3 (1999), pp. 501-529.

\_\_\_\_\_. *Si St-Jean-de-Cherbourg m'était conté*. Rimouski, Imprimerie du Golfe Inc., 1977, 112 p.

#### Articles de périodiques et de journaux

AGENCE FRANCE-PRESSE. «Le jour des troubles fêtes», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 230 (10 octobre 2002), pp. B-1 et B-3.

ALGEITTA, Michel. «Quel progrès social pour le capitalisme de demain?», dans *Problèmes économiques*, no 2.704-2.705 (14-21 mars 2001), pp. 78-79.

ALLEMAND, Sylvain. «La nouvelle économie», dans *Sciences humaines*, no 112 (janvier 2001), pp. 42-43.

ALLEMAND, Sylvain. «Le capitalisme en questions», dans *Sciences humaines* (hors série), no 29 (juin-août 2000), pp. 14-20.

ALLEMAND, Sylvain. «Les enjeux des mobilités quotidiennes», dans *Sciences humaines*, no 117 (juin 2001), pp. 46-51.

ALLEMAND, Sylvain. «Une France en fêtes», dans *Sciences humaines*, no 128 (juin 2002), pp. 8-9.

ANDERSEN-EESPING, Gosta. «Quel État-providence pour le XXI<sup>e</sup> siècle?», dans *Esprit*, no 272 (février 2001), pp. 122-150.

APRIL, Pierre. «L'agriculture québécoise est de plus en plus responsable et performante», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 297 (29 décembre 2001), p. B-7.

APRIL, Pierre. «Les municipalités hésitent à se fusionner», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 162 (22 juillet 1999), p. A-4.

ASSOCIATED PRESS. «L'aide aux agriculteurs sera verte», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 153 (11 juillet 2002), p. B-3.

ASSOGBA, Yao; FRÉCHETTE, Lucie et DESMARAIS, Danielle. «Le mouvement migratoire des jeunes au Québec. La reconfiguration du réseau social, un repère pour étudier le processus d'intégration», dans *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 13, no 2 (décembre 2000), pp. 65-78.

AUDET, Antoine. «L'adversité statistique des régions», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 77 (10 avril 2002), p. A-9.

- BAILLY, Antoine S. «Vers un nouvel ordre alimentaire local-global: le cas de la restauration», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 2 (2002), pp. 319-332.
- BANVILLE, Gilbert. «Maximiser les retombées en région sans surexploiter les ressources», dans *Le Soleil*, (20 février 2003), p. A-15.
- BARBANEL, Alain. «Enrayer le déclin du monde rural européen», dans *Le Monde diplomatique*, vol. 36, no 421 (avril 1989), pp. 10-11.
- BARBER, Benjamin. «Globaliser la démocratie pour sortir de l'anarchie», dans *Transversales, Science/Culture*, no 71 (novembre-décembre 2001), pp. 18-19.
- BARIL, Hélène. «Changements chez Desjardins: ce n'est qu'un début», dans *Le Soleil*, (20 mars 1999), p. A-18.
- BARIOU, Robert. «Dépeuplement, exode, dépopulation en Bretagne centrale: l'exemple de la Haute-Cornouaille», dans *Noréis*, vol. 21, no 84 (octobre-décembre 1974), pp. 527-539.
- BARRIAULT, Claude. «Le syndrome des collectivités en désintégration sociale», dans *Relations*, no 545 (novembre 1988), pp. 269-274.
- BAUM, Grégory. «L'évolution d'un concept», dans *Relations*, no 657 (janvier-février 2000), pp. 20-21.
- BEAUCHAMP, André. «Un patrimoine à léguer», dans *Relations*, no 664 (octobre-novembre 2000), pp. 34-35.
- BEAUCHAMP, Claude. «Milieu rural et agriculture entre le rose et le noir», dans *Recherches sociographiques*, vol. 23, no 3 (septembre-décembre 1982), pp. 217-226.
- BEAUDIN, Michel et CÔTÉ, Guy. «Un détournement de démocratie», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 81 (14 avril 2001), p. G-8.
- BEAUDRY, Raymond. «L'emprise de l'inéluctable», *Le Devoir*, vol. 88, no 40 (25 février 1997), p. A-9.
- BEAUDRY, Raymond et DIONNE, Hugues. «Vivre quelque part comme agir subversif: la solidarité territoriale», dans *Recherches sociographiques*, vol. 37, no 3 (1996), pp. 537-557.
- BEAUJOT, Roderic. «Les deux transitions démographiques du Québec, 1860-1996», dans *Cahiers québécois de démographie*, vol. 29, no 2 (automne 2000), pp. 201-230.
- BEAULIEU, Camille. «Jusqu'à 500 délégués québécois pourraient se rendre à Porto Alegre», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 10 (21 janvier 2002), p. A-2.
- BEAULIEU, Donald. «L'acériculture, une réalité de vie», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 15, no 6 (décembre 2002), pp. 12-13.
- BEAULIEU, Jean-Guy. «Quelques jalons historiques de notre développement», dans *Revue d'histoire du Bas Saint-Laurent*, vol. 6, no 2-3 (mai-décembre 1979), pp. 3-30.
- BEAULIEU, Victor-Lévy. «Nos patrimoines, une idée de beauté et de culture», dans *Le Soleil*, (2 avril 2002), p. A-19.
- BÉLAND, Daniel. «État-providence, libéralisme et lien social. L'expérience française: du solidarisme au «retour» de la solidarité», dans *Cahiers de recherche sociologique*, no 31 (1998), pp. 145-164.
- BÉLANGER, Cédric. «1,85M\$ pour créer 45 emplois de plus à Glendyne», dans *Le Touladi*, vol. 21, no 21 (6 février 2000), p. 7.

- BÉLANGER, Cédric. «Déjà 1000\$ pour le futur complexe multifonctionnel de Saint-Jean-de-la-Lande», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 107, no 51 (16 décembre 2001), p. 31.
- BÉLANGER, Cédric. «Des citoyens questionnent la légalité du vote sur la fusion des Caisses pop du Haut Pays», dans *Le Touladi*, vol. 21, no 27 (19 mars 2000), p. 14.
- BÉLANGER, Cédric. «Devra-t-on fermer des églises?», dans *Le Touladi*, vol. 20, no 25 (7 mars 1999), p. 7.
- BÉLANGER, Cédric. «Glendyne devient un leader mondial dans la production d'ardoise», dans *Le Touladi*, vol. 21, no 12 (5 décembre 1999), p. 1.
- BÉLANGER, Cédric. «L'élevage de truites en classe est de retour dans sept écoles», dans *Le Touladi*, vol. 21, no 25 (5 mars 2000), p. 13.
- BÉLANGER, Cédric. «La politique de maintien des petites écoles est adoptée», dans *Le Touladi*, vol. 22, no 19 (21 janvier 2001), p. 5.
- BÉLANGER, Cédric. «La survie de trois écoles primaires est encore douteuse», dans *Le Touladi*, vol. 20, no 35 (16 mai 1999), p. 7.
- BÉLANGER, Cédric. «Les caisses qui ne se fusionneront pas en subiront les conséquences», dans *Le Touladi*, vol. 21, no 7 (31 octobre 1999), p. 5.
- BÉLANGER, Cédric. «Les petites écoles ne fermeront pas à l'automne», dans *Le Touladi*, vol. 20, no 38 (6 juin 1999), p. 4.
- BÉLANGER, Cédric. «Les petites écoles peuvent respirer», dans *Le Touladi*, vol. 22, no 19 (21 janvier 2001), p. 6.
- BÉLANGER, Cédric. «Les petites écoles pourraient bientôt avoir de bonnes nouvelles», dans *Le Touladi*, vol. 22, no 10 (19 novembre 2000), p. 8.
- BÉLANGER, Cédric. «Onze des dix-sept caisses pop du Témiscouata pourraient se fusionner», dans *Le Touladi*, vol. 21, no 13 (12 décembre 1999), p. 3.
- BÉLANGER, Cédric. «Onze paroisses sur vingt-trois n'ont plus de presbytère au Témiscouata», dans *Le Touladi*, vol. 22, no 28 (25 mars 2001), p. 14.
- BÉLANGER, Cédric. «Oui massif à la fusion des caisses de Dégelis, Packington et St-Jean-de-la-Lande», dans *Le Touladi*, vol. 22, no 4 (8 octobre 2000), p. 7.
- BÉLANGER, Cédric. «Saint-Jean-de-la-Lande veut recueillir 250 000\$ pour reconstruire son édifice municipal», dans *Le Touladi*, vol. 22, no 25 (4 mars 2001), p. 5.
- BÉLANGER, Cédric. «Saint-Marc-du-Lac-Long revit», dans *Le Touladi*, vol. 21, no 12 (5 décembre 1999), p. 1.
- BÉLANGER, Louis. «La preuve est faite: la forêt du Québec est surexploitée», dans *Le Soleil*, (8 novembre 2002), p. A-13.
- BÉLANGER, René. «Des jeunes entrepreneurs environnementaux», dans *Le Placoteux*, vol. 25, no 18 (5 mai 2002), p. 3.
- BELZIL, Michel. «La FQM, véritable force des régions», dans *Le Soleil*, (30 avril 2002), p. A-16.
- BÉRARD, Johanne et MALO, Marie-Claire. «Desjardins, l'Église et le développement», dans *L'Action nationale*, vol. 92, no 5 (mai 2002), pp. 89-123.

- BÉRARD, Laurence et MARCHENAY, Philippe. «Lieux, temps et preuves. La construction sociale des produits de terroir», dans *Terrain*, no 24 (mars 1995), pp. 153-164.
- BERGER, Alain. «L'espace rural: les perspectives d'une recomposition», dans *Revue de l'économie méridionale*, vol. 42, no 1-2 (1994), pp. 5-26.
- BERRIET-SOLLIEC, Marielle; DAUCÉ, Pierre; LÉON, Yves et SCHMITT, Bertrand. «Vers un indicateur de croissance économique locale pour l'évaluation des politiques de développement rural», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 3 (2001), pp. 415-440.
- BERTHET, Vincent. «Développement local, développement humain», dans *Économie et humanisme*, no 350, (octobre 1999), pp. 6-10.
- BERTRAND, Jacques. «Une véritable toile d'araignée planétaire», dans *Relations*, no 655 (novembre 1999), pp. 265-268.
- BERTRAND, Jean-René. «Dévitalisation, revitalisation des campagnes. Observations dans le Beaugois», dans *Géographie sociale*, no 8 (septembre 1989), pp. 29-42.
- BÉRUBÉ, Cinthya. «L'Union paysanne prône l'agriculture humaine», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 14, no 6 (décembre 2001), p. 8.
- BÉRUBÉ, Cinthya. «Les producteurs d'argousier s'associent», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 14, no 5 (novembre 2001), p. 18.
- BÉRUBÉ, Cinthya. «Ottawa verse 8,4M\$ au Bas-Saint-Laurent», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 14, no 6 (décembre 2001), p. 2.
- BÉRUBÉ, Cinthya. «Projet de carrière d'1,3M\$», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 13, no 11 (mai 2001), p. 13.
- BÉRUBÉ, Cinthya. «Québec verse près de 88M\$», dans *Vison, terre et forêt*, vol. 13, no 12 (juin 2001), p. 18.
- BÉRUBÉ, Gérard. «Le marché de l'emploi continue à se détériorer au Canada», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 202 (8 septembre 2001), p. B-3.
- BÉRUBÉ, Gérard. «Mont-Tremblant à mi-parcours», dans *Le Devoir*, vol. 91, no 23 (5 février 2000), p. C-1.
- BÉRUBÉ, Michèle. «Des citoyens demandent l'avis des campeurs», dans *L'Avant-Poste*, vol. 60, no 4 (1<sup>er</sup> octobre 2000), p. 3.
- BÉRUBÉ, Michèle. «Les gens d'Albertville auront un garage!», dans *L'Avant-Poste*, vol. 59, no 49 (13 août 2000), p. 4.
- BÉRUBÉ, Michèle. «Pas question de fermer des caisses populaires», dans *L'Avant-Poste*, vol. 60, no 35 (6 mai 2001), p. 3.
- BÉRUBÉ, Michèle. «Québec verse 2 millions\$ à La Matapédia. La Vallée aura son propre «plan de diversification industrielle», dans *L'Avant-Poste*, vol. 61, no 34 (28 avril 2002), p. 3.
- BÉRUBÉ, Michèle. «Une ferme de Saint-Damase est lauréate», dans *L'Avant-Poste*, vol. 60, no 10 (12 novembre 2000), p. 19.
- BÉRUBÉ, Simon. «Décision de la CPTAQ et Commission de médiation», dans *Le Placoteux*, vol. 22, no 3 (17 janvier 1999), p. 5.
- BÉRUBÉ, Simon. «L'école de Saint-Joseph se démarque encore», dans *Le Placoteux*, vol. 24, no 21 (27 mai 2001), p. 23.

- BÉRUBÉ, Simon. «La CPTAQ en faveur et un comité de conciliation sera formé», dans *Le Placoteux*, vol. 22, no 2 (10 janvier 1999), p. 4.
- BÉRUBÉ, Simon. «La création de l'Union paysanne va bon train», dans *Le Placoteux*, vol. 24, no 29 (22 juillet 2001), p. 20.
- BÉRUBÉ, Simon. «La municipalité consultera un avocat», dans *Le Placoteux*, vol. 21, no 48 (13 décembre 1998), p. 7.
- BÉRUBÉ, Simon. «Le Centre d'accès de Saint-Joseph est ouvert», dans *Le Placoteux*, vol. 24, no 7 (18 février 2001), p. 7.
- BÉRUBÉ, Simon. «Le comité de citoyens demande la démission de 4 personnes», dans *Le Placoteux*, vol. 21, no 45 (22 novembre 1998), p. 3.
- BÉRUBÉ, Simon. «Le règlement est adopté», dans *Le Placoteux*, vol. 22, no 10 (7 mars 1999), p. 31.
- BÉRUBÉ, Simon. «Porcherie de Saint-Germain: l'action est déposée en cour supérieure», dans *Le Placoteux*, vol. 22, no 23 (6 juin 1999), p. 11.
- BÉRUBÉ, Simon. «Saint-Joseph accueille ses citoyens», dans *Le Placoteux*, vol. 24, no 18 (6 mai 2001), p. 9.
- BÉRUBÉ, Simon. «Une première classe virtuelle au Québec», dans *Le Placoteux*, vol. 23, no 39 (8 octobre 2000), p. 3.
- BÉTEILLE, Roger. «L'agritourisme dans les espaces ruraux européens», dans *Annales de géographie*, vol. 105, no 592 (novembre-décembre 1996), pp. 584-602.
- BEVORT, Antoine. «La vie sociale en crise: un débat américain», dans *Sciences humaines* (hors série), no 33 (juin-juillet-août 2001), pp. 60-62.
- BIRLOUEZ, Éric. «L'accompagnement régional par le développement agricole, des démarches «qualité des produits»», dans *Économie rurale*, no 258 (juillet-août 2000), pp. 118-125.
- BLANC, Michel. «La ruralité: diversité des approches», dans *Économie rurale*, no 242 (novembre-décembre 1997), pp. 5-12.
- BLANC, Michel et PERRIER-CORNET, Philippe. «La pauvreté dans l'agriculture», dans *Problèmes économiques*, no 2.719 (27 juin 2001), pp. 29-32.
- BLANCHER, Philippe. «Pour un développement plus humain», dans *Problèmes économiques*, no 2.764 (5 juin 2002), pp. 1-3.
- BLANCHER, Philippe. «Risques, développement durable et économie solidaire», dans *Économie et humanisme*, no 359 (décembre 2001-janvier 2002), pp. 84-87.
- BLANCHET, Bertrand. «Message de Pâques», dans *Une semaine à l'autre*, vol. 36, no 5 (9 avril 2001), pp. 1-2.
- BOILY, Nicole et al. «Pour une stratégie québécoise de développement social», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 57 (16 mars 2001), p. A-6.
- BOISVERT, Michel. «Et si la croissance n'était pas au rendez-vous», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 11, no 1 (hiver 2002), pp. 81-84.
- BOISVERT, Yves et JUTRAS, Magalie. «L'éthique comme mode de contrôle volontaire des appellations d'origine contrôlée», dans *Éthica*, vol. 14, no 1 (printemps 2002), pp. 37-68.

- BOIVIN, Jacques et MASSICOTTE, Louis. «Une vision pour l'avenir. la vision stratégique du développement économique, social et environnemental», dans *Municipalité*, vol. 33, no 1 (janvier-février 2002), pp. 25-27.
- BOIVIN, Simon. «En route vers Porto Alegre», dans *Le Soleil*, (20 janvier 2003), p. A-5.
- BONNAMOUR, Jacqueline. «La géographie rurale pendant le dernier quart de siècle», dans *Ruralia*, no 1 (1997), pp. 81-110.
- BONNIEUX, François et RAINELLI, Pierre. «Aménités agricoles et tourisme rural», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 5 (2000), pp. 803-820.
- BONTRON, Jean-Claude et MORACCHINI, Charles. «Quel avenir pour le rural français?», dans *Problèmes économiques*, no 2.275 (14 mai 1992), pp. 1-7.
- BOUCHARD, Arthur. «L'inquiétude grandit face au projet de porcherie à Saint-Germain», dans *Le Placoteux*, vol. 21, no 42 (1<sup>er</sup> novembre 1998), p. 14.
- BOUCHARD, Jean-François. «Un nouvel outil pour une meilleure gestion», dans *L'Avantage*, vol. 6, no 6 (12 juillet 2002), p. 7.
- BOUCHARD, Lucien. «Un pacte social pour le Québec», dans *La Presse*, vol. 112, no 143 (14 mars 1996), p. B-3.
- BOUCHARD, Gérard. «Co-intégration et reproduction de la société rurale: pour un modèle saguenayen de la marginalité», dans *Recherches sociographiques*, vol. 29, no 2-3 (1988), pp. 284-310.
- BOUCHARD, Pascal. «Nos fermes se dispersent», dans *Le Bulletin des agriculteurs*, (mi-mars 2002), p. 69.
- BOUCHARD, Roméo. «Jeter du lait comme ça nous plaît?», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 185 (17 août 2002b), p. B-9.
- BOUCHARD, Roméo. «Sauver les campagnes», dans *Possibles*, vol. 25, no 1 (hiver 2001), pp. 32-42.
- BOUCHER, David. «Léonard Otis, un sylviculteur engagé», dans *L'Estuaire*, vol. 25, no 2 (juin 2002), pp. 29-33.
- BOUCHER, Guylaine. «La fin du monde rural? L'avenir de mille municipalités en jeu», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 115 (26 mai 2001), p. F-6.
- BOUDREAU, Roger. «Les Boiseries du Saint-Laurent inc. Petite entreprise devenue grande!», dans *L'Information*, vol. 32, no 14 (7 avril 2002), p. 9.
- BOUDREAU, Roger. «On ne gaspille pas la forêt, on la cultive», dans *L'Information*, vol. 32, no 39 (29 septembre 2002), p. 5.
- BOUET, Antoine. «Pourquoi soutenir l'activité agricole aujourd'hui?», dans *Problèmes économiques*, no 2.719 (27 juin 2001), pp. 15-17.
- BOULIANNE, Patrick. «Comment fermer les petites écoles», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 96, no 2 (25 février 2001), p. 6.
- BOURGEOIS, Lucien. «Population active agricole: restructuration à marché forcée», dans *Problèmes économiques*, no 2.750 (27 février 2002), pp. 14-16.
- BOUZILLÉ-POUPLARD, Emmanuelle; COTTINEAU, Corentin et DANILO, Virginie. «Des campagnes vivantes. Réflexions de jeunes géographes à propos du colloque en hommage à Jean Renard», dans *Ruralia*, no 8 (2001), pp. 169-181.

- BOUZOLS, Charles. «Entre social, économique et politique, le possible arbitrage», dans *Économie et Humanisme*, no 334 (octobre 1995), pp. 6-11.
- BRASSARD, Marie-Joëlle. «Repenser la ruralité québécoise», dans *Le Soleil*, (19 janvier 2002), p. A-19.
- BRET, François. «Friche, fragilité, espace régional: introduction à une géographie applicable», dans *Revue de géographie de Lyon*, vol. 66, no 1 (1991), pp. 11-22.
- BRETON, Brigitte. «Non à un moratoire», dans *Le Soleil*, (25 septembre 2002), p. A-16.
- BRETON, Pierre. «Une justice distributive à sens unique», dans *Le Soleil*, (11 novembre 2002), p. A-15.
- BRIAND, Naomie. «Plus rien ne va», dans *Le Soleil*, (22 mars 2002), p. A-15.
- BULARD, Martine. «Pour une société solidaire», dans *Manière de voir*, no 66 (novembre-décembre 2002), pp. 94-95.
- BRUNEAU, André. «Quelques idées pour la Gaspésie», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 189 (23 août 2001), p. A-10.
- BRUNEAU, Pierre. «Du discours sur les disparités régionales au discours sur l'espace», dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 29, no 76 (avril 1985), pp. 97-100.
- BUSSIÈRES, Ian. «400 écoles du Québec comptent moins de 100 élèves», dans *Le Soleil*, (10 mai 2002), pp. A-1 et A-2.
- BUSSIÈRES, Ian. «Déjà unique avec son arc à came, Osgood y ajoute maintenant un système anti-vibrations», dans *Le Soleil*, (13 janvier 2003), p. A-10.
- CAILLOUETTE, Jacques. «Pratiques de partenariat, pratiques d'articulation identitaire et mouvement communautaire», dans *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 14, no 1 (été 2001), pp. 81-96.
- CAPT, Danièle et SCHMITT, Bertrand. «Économie spatiale et agriculture: les dynamiques spatiales de l'agriculture contemporaine», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 3 (2000), pp. 385-406.
- CAVAILHES, Jean. «Le rural et le local dans l'histoire de l'économie rurale française», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 3 (2000), pp. 369-384.
- CARON, Sophie. «Sur le chemin des petites écoles», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 10, no 5 (28 janvier 2001), p. 9.
- CARRIER, Mario. «Services de proximité et petites collectivités», dans *Possibles*, vol. 23, no 1 (hiver 1999), pp. 97-106.
- CASSEN, Bernard. «Inventer ensemble un «protectionnisme altruiste»», dans *Le Monde diplomatique*, vol. 47, no 551 (février 2000), pp. 22-23.
- CAZELAIS, Normand. «À la campagne», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 172 (3 août 2001), p. B-4.
- CAZELAIS, Normand. «L'agrotourisme au menu», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 82 (16 avril 1999), p. B-4.
- CAZENOVE, Josette. «Les ruraux. Une repopulation», dans *Problèmes politiques et sociaux*, no 623 (5 janvier 1990), pp. 5-6.
- CÉRÉZUELLE, Daniel. «Développement social local et économie informelle», dans *Revue internationale d'action communautaire*, no 32 (automne 1994), pp. 27-36.



- CHAINÉ, Kristine. «Quand les agriculteurs s'occupent de tourisme...», dans *Le Bulletin des agriculteurs*, vol. 80, no 2 (février 1997), p. 75.
- CHARTRAND, Luc. «Solidarité. L'imagination au pouvoir», dans *L'Actualité*, vol. 19, no 15 (1er octobre 1994), pp. 19-26.
- CHOUINARD, Marie-Andrée. «Émilie Bordeleau a-t-elle de l'avenir?», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 217 (25 septembre 2002), pp. A-1 et A-10.
- CHOUINARD, Omer et FAIRBAIRN, Brett. «L'économie sociale au Canada hors Québec: la tradition coopérative et le développement économique communautaire», dans *Économie et solidarités*, vol. 33, no 1 (2002), pp. 51-56.
- CHOUINARD, Tommy. «Le rendez-vous des régions», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 255 (9 novembre 2002), p. B-5.
- CLERC, Denis. «Éthique, mode ou mouvement de fond», dans *Alternatives économiques*, no 13 (janvier-mars 1992), pp. 6-9.
- CLOUTIER, Jean-Denis. «Préserver les petites entités municipales pour assurer la vitalité du monde rural», dans *Le Soleil*, (29 novembre 2001), p. A-19.
- CLOUTIER, Mario. «L'Ile-Dorval et Estérel devront rendre des compte», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 68 (29 mars 2002), p. B-5.
- CLOUTIER, Mario. «La grande réconciliation», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 278 (6 décembre 2001), pp. A-1 et A-8.
- CLOUTIER, Mario et VENNE, Michel. «Les politiciens défendent d'abord leurs intérêts personnels», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 226 (6 octobre 1999), p. A-4.
- COCHET, Hubert et DEVIENNE, Sophie. «Premières réflexions sur la mise en place des contrats territoriaux d'exploitation dans le département de la Meuse», dans *Économie rurale*, no 270 (juillet-août 2002), pp. 73-83.
- COLSON, François. «Réconcilier l'agriculture avec ses territoires», dans *Études*, vol. 388, no 3905 (mai 1999), pp. 619-628.
- COMBY, Joseph. «Pouvoirs et initiatives locaux», dans *Problèmes politiques et sociaux*, no 623 (5 janvier 1990), pp. 32-40.
- CORMIER, Allen. «Mec-Bois crée 20 emplois», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 14, no 8 (février 2002), p. 4.
- CORNELLIER, Louis. «Quelle agriculture pour le Québec?», dans *Le Devoir*, vol. 94, no 2 (11 janvier 2003), p. F-6.
- CORNELLIER, Manon et DUTRISAC, Robert. «Ottawa accuse Washington de se livrer à un «protectionnisme grossier», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 97 (3 mai 2002), pp. A-1 et A-10.
- CORRIVEAU, Jeanne. «Des attraits irrésistibles», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 54 (13 mars 2002), p. A-3.
- CÔTÉ, Hélène. «Le monde a-t-il perdu la carte?», dans *Présence Magazine*, vol. 8, no 57 (mars-avril 1999), pp. 16-25.
- CÔTÉ, Serge. «Entreprises innovantes et renouvellement des économies régionales», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 11, no 1 (hiver 2002), pp. 43-49.

- CÔTÉ, Serge. «L'insularité: ses atouts pour le développement local», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 9, no 1 (hiver 2000), pp. 69-72.
- COUR, Philippine et NAYMAN, Laurence. «Fonds structurels et disparités régionales en Europe», dans *Problèmes économiques*, no 2.627 (18 août 1999), pp. 29-32.
- COURTEMANCHE, Gil. «100 000 personnes pour refaire le monde», dans *Le Devoir*, vol. 94, no 12 (23 janvier 2003), p. A-5.
- COURTEMANCHE, Gil et LANGLOIS, France-Isabelle. «Pour les Québécois, des rencontres, des discussions et beaucoup de concret», dans *Le Devoir*, vol. 94, no 15 (27 janvier 2003), p. A-4.
- COUTURE, Réal-Jean. «La coopérative pour la qualité de vie», dans *L'Avantage*, vol. 5, no 11 (18 août 2000), p. 5.
- COUTURE, Réal-Jean. «Revenu familial dans l'Est. Plus bas que la moyenne», dans *Le Bas Saint-Laurent*, vol. 1, no 44 (10 mars 1996), p. 9.
- D'AQUINO, Patrick. «Le territoire entre espace et pouvoir: pour une planification territoriale ascendante», dans *L'Espace géographique*, vol. 31, no 1 (2002), pp. 3-22.
- D'ASTOUS, Alexandre. «Cédric n'a toujours pas de réponse du ministère», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 13, no 8 (février 2001), p. 3.
- D'ASTOUS, Alexandre. «L'agrotourisme est populaire», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 94, no 29 (5 septembre 1999), p. 6.
- D'ASTOUS, Alexandre. «L'aménagement forestier est indispensable et rentable», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 13, no 10 (avril 2001), p. 19.
- D'ASTOUS, Alexandre. «La Coopérative de travail l'Ancêtre est honorée», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 13, no 5 (novembre 2000), p. 3.
- D'ASTOUS, Alexandre. «La Ferme April de Saint-Éloi obtient la norme HACCP», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 13, no 7 (janvier 2001), p. 15.
- D'ASTOUS, Alexandre. «La ferme forestière en métayage anime le débat», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 11, no 10 (mai 1999), p. 6.
- D'ASTOUS, Alexandre. «La SERN œuvre en forêt depuis 25 ans», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 12, no 3 (octobre 1999), p. 4.
- D'ASTOUS, Alexandre. «Le Bas Saint-Laurent produit un bœuf distinctif», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 94, no 21 (11 juillet 1999), p. 36.
- D'ASTOUS, Alexandre. «Le bœuf du Bas Saint-Laurent est plus tendre», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 12, no 1 (août 1999), p. 3.
- D'ASTOUS, Alexandre. «Les fermes forestières en métayage sont viables», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 14, no 7 (janvier 2002), p. 14.
- DACHEUX, Éric et GOUJOU, Daniel. «Solidaires, oui... mais comment?», dans *Problèmes économiques*, no 2.773 (28 août 2002), pp. 22-27.
- DALLAIRE, Luce. «Il faut agir tout de suite pour sauver les petites écoles rurales», dans *Le Soleil*, (1<sup>er</sup> juin 2002), p. A-13.

- DAUPHINÉ, André. «Une théorie des disparités géographiques», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 5 (1999), pp. 899-914.
- DECOURT, Georges. «Cinq clés pour penser l'avenir», dans *Économie et humanisme*, no 338 (octobre 1996), pp. 90-91.
- DE BLOIS MARTIN, Charles. «Symposium international sur l'économie des terroirs», dans *Le Québec rural*, vol. 8, no 8 (décembre 1999), p. 2.
- DEDEIRE, Marc. «La prise en compte du long terme en science régionale pour une autre lecture des dynamiques spatiales de l'agriculture française (1840-1990)», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 4 (2002), pp. 597-618.
- DEDEIRE, Marc. «Population rurale et emploi: un bilan des relations entre évolutions démographique et variation de l'emploi», dans *Revue de l'économie méridionale*, vol. 42, no 1-2 (1994), pp. 49-72.
- DE FILIPPIS, Vittorio et LOSSON, Christian. «L'autre sens de la mondialisation», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 16 (27 janvier 2001), p. B-7.
- DEFOIS, Gérard. «Un besoin de régulations», dans *Alternatives économiques*, no 13 (janvier-mars 1992), p. 10.
- DEFOUNI, Séverine. «Les Québécois vivent un engouement menaçant pour les plantes sauvages comestibles», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 192 (27 août 2001), p. A-4.
- DEGLISE, Fabien. «Des villages courtisent les urbains pour sauver leur école», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 147 (4 juillet 2002), p. A-4.
- DE KONINCK, Thomas. «Mondialisation de la dignité humaine?», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 88 (24 avril 2001), p. A-7.
- DE LA SOUDIÈRE, Martin. «De l'esprit de clocher à l'esprit de terroir», dans *Ruralia*, no 8 (2001), pp. 159-168.
- DE LA SOUDIÈRE, Martin et PERROT, Martyne. «La résidence secondaire: un nouveau mode d'habiter la campagne?», dans *Ruralia*, no 2 (1998), pp. 137-150.
- DELFOSE, Claire. «Noms de pays et produits de terroir: enjeux des dénominations géographiques», dans *L'Espace géographique*, no 3 (1997), pp. 222-230.
- DELFOSE, Claire. «Qualité du produit de terroir et histoire locale ou comment le géographe rencontre l'histoire locale», dans PERCOT, Marie (dir). *Histoire locale rencontres d'Anceis*. Nates, Siloi éditeur, pp. 376-48.
- DELISLE, Marc-André. «Vieillesse et régionalité» dans *Recherches sociographiques*, vol. 40, no 2 (mai-août 1999), pp. 313-344.
- DELISLE, Normand. «Loger des familles pour sauver l'école», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 71 (3 avril 2002), p. A-3.
- DESJARDINS, Richard. «Une enquête publique s'impose», dans *Le Devoir*, vol. 94, no 5 (15 janvier 2003), p. A-9.
- DESMARAIS, Robert. «Considérations sur les notions de petite ville et de ville moyenne», dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, no 75 (décembre 1984), pp. 355-364.
- DESMEULES, Sylvain. «4,4 millions \$ en 5 ans pour «reconnaître la ruralité» de la capitale nationale», dans *Le Soleil*, (26 mars 2002), p. A-15.

- DIONNE, Monique. «Saint-Médard se prend en mains», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 9, no 22 (28 mai 2000), p. 10.
- DIRECTION DE LA CONJONCTURE, SERVICE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHE SUR LA CONJONCTURE. «La situation économique des régions françaises», dans *Problèmes économiques*, no 2.581 (9 septembre 1998), pp. 25-29.
- DISEZ, Nathalie. «Agritourisme: logiques d'acteurs ou logiques de territoires», dans *Économie rurale*, no 250 (mars-avril 1999), pp. 40-46.
- DOMON, Gérald et PAQUETTE, Sylvain. «Les territoires ruraux dans la tourmente», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 261 (16 novembre 2001), p. A-9.
- DONZIER, Jean-François. «Quelles perspectives pour la gestion de l'espace rural?», dans *Fourrages*, no 118 (1989), pp. 199-217.
- DORVAL, Claudette. «Développer l'agroalimentaire en le diversifiant», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 107, no 3 (3 juin 2001), p. 8.
- DORVAL, Claudette. «Distributions Paul-Émile Dubé ferme Ser-Fruits à Saint-Denis», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 109, no 5 (26 janvier 2003), p. 7.
- DORVAL, Claudette. «La classe virtuelle de Saint-Joseph lance un album de musique», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 107, no 23 (3 juin 2001), p. 19.
- DORVAL, Claudette. «La cohabitation agriculteurs/citoyens demeure difficile», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 107, no 6 (31 décembre 2000), p. 9.
- DORVAL, Claudette. «La cour ordonne à la municipalité de St-Germain d'émettre le permis de porcherie», dans *Le St-Laurent/Portage*, vol. 106, no 42 (8 octobre 2000), p. 5.
- DORVAL, Claudette. «La ténacité des gens de St-Joseph est récompensée», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 17, no 115 (8 avril 2001), p. 14.
- DORVAL, Claudette. «Les élèves de l'École Saint-Joseph lancent un deuxième CD», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 108, no 21 (19 mai 2002), p. 45.
- DORVAL, Claudette. «Les Saveurs du Bas Saint-Laurent franchissent la porte de Métro-Richelieu», dans *Le Saint-Laurent Portage*, vol. 103, no 23 (31 mai 1998), p. 6.
- DORVAL, Claudette. «Une grande virée agroalimentaire pour mieux connaître l'agriculture au Kamouraska», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 12, no 4 (novembre 1999), p. 16.
- DRAINVILLE, Gérard. «L'importance des forêts dans la gestion de l'eau», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 29 (12 février 2002), p. A-6.
- DUBÉ, Brigitte. «Difficile de trouver des produits d'ici», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 60, no 43 (23 octobre 2002), p. 3.
- DUBÉ, Brigitte. «Les cerises de terre lui valent un prix provincial», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 69, no 25 (19 juin 2002), p. 3.
- DUBÉ, Brigitte. «Les lois du marché n'aident pas les agriculteurs ruraux», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 60, no 43 (23 octobre 2002), p. 3.
- DUBÉ, Brigitte. «Saint-Léandre craint l'arrivée d'une porcherie», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 69, no 23 (5 juin 2002), p. 3.

- DUBOIS, Michel. «Une nouvelle tendance en marketing alimentaire: le retour de la terre ou la référence à l'origine», *Revue française du marketing*, no 167 (1998), pp. 45-50.
- DUCHESNE, André et ROBITAILLE, Jacques. «Un autre coup dur pour les régions», dans *Le Soleil*, (30 novembre 2001), p. A-17.
- DUCLOS, Rachel. «Les dernières écoles de village doivent rester ouvertes et gratuites», dans *Le Devoir*, vol. 86, no 39 (16 février 1995), p. B-2.
- DUCLOS, Rachel. «Une chevauchée pour repeupler un village», dans *Le Devoir*, vol. 86, no 98 (27 avril 1995), p. B-1.
- DUFOUR, Valérie. «5 700 mises à pied à cause de la surtaxe», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 142 (26 juin 2002), pp. A-1 et A-8.
- DUFOUR, Valérie. «L'industrie du bois crie à l'aide», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 165 (25 juillet 2002), p. B-1 et B-2.
- DUFOUR, Valérie. «L'industrie de bois d'œuvre réclame l'aide d'Ottawa», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 97 (3 mai 2002), p. B-5.
- DUFOUR, Valérie. «La campagne fait revivre les jeunes», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 267 (23 novembre 1999), pp. A-1 et A-8.
- DUFOUR, Valérie. «Les régions frontalières s'en tirent mieux», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 56 (16 mars 2002), p. B-3.
- DUFOUR, Valérie. «Première victoire du Canada à l'OMC», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 167 (27 juillet 2002), pp. A-1 et A-10.
- DUFRESNE, Guy. «Le réaménagement du territoire rural», dans *Relations*, no 674 (janvier-février 2002), pp. 7-9.
- DUGAS, Clermont. «Commentaires», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 11, no 3 (automne 2002a), pp. 45-48.
- DUGAS, Clermont. «Décentralisation et développement régional», dans *L'Action nationale*, vol. 83, no 5 (mai 1993), pp. 597-617.
- DUGAS, Clermont. «Démographie et économie dans le monde rural», dans *L'Action nationale*, vol. 90, no 1 (janvier 2000), pp. 23-44.
- DUGAS, Clermont. «Distribution spatiale de la population et vitalité des régions», dans *L'Action nationale*, vol. 78, no 6 (juin 1988b), pp. 433-445.
- DUGAS, Clermont. «Étude des facteurs de modification de la répartition du peuplement dans l'Est du Québec, 1966-1971», dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 19, no 46 (avril 1975), pp. 167-188.
- DUGAS, Clermont. «Évolution du monde rural québécois», dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 28, no 73-74 (avril-septembre 1984), pp. 183-204.
- DUGAS, Clermont. «Faute d'emplois, la plupart des régions se dépeuplent», dans *Le Soleil*, (5 novembre 2002b), p. A-17.
- DUGAS, Clermont. «L'aménagement dans un espace à population dispersée», dans *Revue québécoise d'urbanisme*, vol. 9, no 3 (novembre 1989), pp. 19-23.

- DUGAS, Clermont. «L'avenir des localités gaspésiennes», dans *Magazine Gaspésie*, vol. 34, no 1 (été 1997), pp. 22-23.
- DUGAS, Clermont. «Le développement régional de l'Est-du-Québec de 1963 à 1972», dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 17, no 41 (septembre 1973), pp. 283-316.
- DUGAS, Clermont. «Le regroupement des services en milieu rural», dans *Relations*, no 624 (novembre 1994), pp. 279-282.
- DUGAS, Clermont. «Les disparités canadiennes», dans *Noréis*, vol. 41, no 163 (juillet-septembre 1994), pp. 367-384.
- DUGAS, Clermont. «Marginalité économique et mobilité géographique dans l'espace rural québécois», dans *Recherches sociographiques*, vol. 29, no 2-3 (1988), pp. 431-440.
- DUGAS, Clermont. «Marginalité et dévitalisation au Québec», dans *Géographie sociale*, no 8 (septembre 1989), pp. 19-28.
- DUGAS, Clermont. «Marginalité rurale et dévitalisation au Québec», dans *Géographie sociale*, no 8 (septembre 1989), pp. 19-28.
- DUGAS, Clermont. «Politiques de développement régional et lutte aux disparités», dans *L'Action nationale*, vol. 81, no 7 (septembre 1991), pp. 925-940.
- DUGAS, Clermont. «Pour une politique québécoise de l'aménagement du territoire», dans *L'Action nationale*, vol. 80, no 8 (octobre 1990e), pp. 1100-1115.
- DUGAS, Clermont. «Problèmes de définition et de délimitation du territoire rural», dans *Cahiers nantais*, no 28 (juillet 1986), pp. 5-12.
- DUGAS, Clermont. «Quelques aspects du développement régional dans l'Est du Québec», dans *La Gazette du Travail*, vol. 73, no 12 (décembre 1973), pp. 735-744.
- DUGAS, Clermont. «Une stratégie de renforcement des petits centres ruraux», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 11, no 1 (hiver 2002), pp. 11-16.
- DUHAIME, Gérard. «Le test de Natashquan», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 130 (13 juin 2001), p. A-7.
- DUMOULIN, Jérôme et LESINGE, Jacques. «L'espace français: un miracle européen. Entrevue réalisée avec le sociologue français Henri MENDRAS», dans *Le figaro magazine* (10 janvier 1998), pp. 44-45.
- DUQUET, Pierre. «Le Bas Saint-Laurent: vaisseau amiral de l'Est-du-Québec», dans *Globe Magazine*, vol. 8, no 3 (juillet-août 1999), pp. 53-59.
- DUTRISAC, Robert. «C'est trop ou trop peu, mais pas les deux!», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 88 (24 avril 2001), p. A-3.
- DUTRISAC, Robert. «Le Québec veut être exempté d'éventuels droits compensatoires», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 72 (4 avril 2001), p. B-1.
- DUTRISAC, Robert. «Québec gardera les redevances pour lui», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 258 (13 novembre 2002), p. A-2.
- EME, Bernard et LAVILLE, Jean-Louis. «Donner sa place à l'économie solidaire», dans *Projet*, no 247 (septembre 1996), pp. 56-66.
- ÉMOND, André. «53 emplois sont en jeu chez Bois-Nova», dans *L'Avant-Poste*, vol. 60, no 48 (5 août 2001), p. 4.

- ÉMOND, André. «Cédrico ferme une troisième usine dans La Matapédia», dans *L'Avant-Poste*, vol. 60, no 44 (8 juillet 2001), p. 2.
- FALQUE, M. «L'espace, mythe ou réalité», dans *Économie et humanisme*, no 209 (janvier-février 1973), pp. 4-27.
- FAVREAU, Louis. «Du local au global: enjeux et défis des nouvelles initiatives de développement local et d'économie sociale», dans *Économie et solidarités*, vol. 29, no 2 (1998), pp. 1-13.
- FAVREAU, Louis. «Le Québec de 1999: économie capitaliste ou économie plurielle?», dans *Économie et solidarités*, vol. 30, no 1 (1999), pp. 1-8.
- FAVREAU, Louis. «Les bidonvilles de l'espoir», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 109 (18 mai 2002), p. F-5.
- FAVREAU, Louis; FRÉCHETTE, Lucie et LAROSE, Gérald. «Économie sociale, développement local et solidarité internationale: esquisse d'une problématique», dans *Nouvelles pratiques sociales*, no 15, no 1 (2002), pp. 14-23.
- FÉLY, Jean. «La réforme de l'État», dans *Projet*, no 266 (été 2001), pp. 63-73.
- FERREIRA, Nathalie. «La reconnaissance de l'autogestion aujourd'hui comme composante de l'économie sociale et comme l'élément pour une nouvelle analyse économique de l'entreprise», dans *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 13, no 2 (décembre 2000), pp. 181-192.
- FIHEY, Jacques; BERTRAND, Paul; LEYSSENE, Bernard; DELATTRE, Frédéric et VUIDEL, Bernard. «L'Église en France», dans *La documentation catholique*, vol. 83, no 2257 (4 novembre 2001), pp. 957-961.
- FLEURY, Elisabeth. «Il faut une morale à la mondialisation réitère Gameau», dans *Le Soleil*, (6 avril 2001), p. B-8.
- FONDATION POUR LE PROGRÈS DE L'HOMME. «Pour un monde responsable et solidaire. Bâtir ensemble l'avenir de la planète», dans *Le Monde diplomatique*, vol. 41, no 481 (avril 1994), pp. 16-17.
- FONTAN, Jean-Marc. «De la connectivité», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 11, no 1 (hiver 2002), pp. 59-63.
- FORGEOT, Gérard; LAVERTU, Jacques et LOISY, Christian. «Le niveau de vie en métropole et dans les DOM», dans *Problèmes économiques*, no 2.661 (19 avril 2000), pp. 4-9.
- FORTIN, Andrée. «Territoires de l'identité, territoires de la culture», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 11, no 1 (hiver 2002), pp. 39-42.
- FORTIN, Jacynthe. «Ce que l'histoire nous raconte», dans *Revue Notre-Dame*, vol. 9 (octobre 2000), pp. 1-3.
- FORTIN, Jacynthe. «Des liens inédits naissent des libertés nouvelles», dans *Revue Notre-Dame*, vol. 9 (octobre 2000), pp. 7-9.
- FORTIN, Jacynthe. «L'actuel démaillage social», dans *Revue Notre-Dame*, vol. 9 (octobre 2000), pp. 4-6.
- FORTIN, Jacynthe. «Tricoteuses du social et tisserands du pouvoir», dans *Revue Notre-Dame*, vol. 9 (octobre 2000), pp. 1-3.
- FORTIN, Karine. «Les autres mondialisations», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 302 (5 janvier 2002), p. B-2.
- FRANCOEUR, Gil. «L'Union européenne se lance dans l'agriculture durable», dans *Le Devoir*, vol. 94, no 12 (23 janvier 2003), p. A-4.

- FRANCOEUR, Louis-Gilles. «3 000 nouvelles résidences à Mont-Tremblant: 1,2 milliard», dans *Le Devoir*, vol. 94, no 2 (11 janvier 2003), pp. A-1 et A-10.
- FRANCOEUR, Louis-Gilles. «Bois d'œuvre: les écologistes dénoncent les contre-propositions faites aux Américains», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 4 (14 janvier 2002), p. A-2.
- FRANCOEUR, Louis-Gilles. «Forestiers de demain», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 140 (22 juin 1999), p. A-2.
- FRANCOEUR, Louis-Gilles. «L'industrialisation de l'agriculture est-elle avantageuse?», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 7 (17 janvier 2002), p. A-4.
- FRANCOEUR, Louis-Gilles. «La loi de l'eau ou du silence», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 59 (19 mars 2002), pp. A-1 et A-10.
- FRANCOEUR, Louis-Gilles. «Le défi des campagnes», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 274 (1<sup>er</sup> décembre 2001), pp. B-1 et B-2.
- FRANCOEUR, Louis-Gilles. «Les défis de l'écotourisme», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 146 (3 juillet 2002), p. B-5.
- FRANCOEUR, Louis-Gilles. «Les hommes ont besoin des arbres», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 43 (28 février 2002), p. A-4.
- FRANCOEUR, Louis-Gilles. «Les projets d'Intrawest inquiètent citoyens et villégiateurs», dans *Le Devoir*, vol. 94, no 3 (13 janvier 2003), p. A-2.
- FRANCOEUR, Louis-Gilles. «Rive sud: l'agriculture rase la forêt», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 42 (27 février 2002), pp. A-1 et A-10.
- GAGNÉ, Gilles. «1M\$ pour la création d'emplois municipaux», dans *Le Soleil*, (11 août 2001), p. A-4.
- GAGNÉ, Gilles. «Bisbille au sein des Desjardins sur la fusion des caisses», dans *Le Soleil*, (28 janvier 1999), p. A-1 et A-2.
- GAGNÉ, Gilles. «Des Montréalais veulent exploiter l'eau pure de la Gaspésie», dans *Le Soleil*, (7 mai 2002), p. A-19.
- GAGNÉ, Gilles. «Fusionner plutôt que fermer», dans *Le Soleil*, (29 janvier 1999), p. A-3.
- GAGNÉ, Gilles. «Gaston Langlais fait le pari de sauver la Gaspésie», dans *Le Soleil*, (11 février 2000), p. A-8.
- GAGNÉ, Gilles. «Guy Bertrand à la rescousse des Patriotes de la Gaspésie», dans *Le Soleil*, (7 mars 2000), p. A-7.
- GAGNÉ, Gilles. «L'ampleur de la réduction a étonné tout le monde», dans *Le Soleil*, (29 août 2000), p. B-2.
- GAGNÉ, Gilles. «L'immersion pour rouvrir une école», dans *Le Soleil*, (19 septembre 2002), p. A-4.
- GAGNÉ, Gilles. «L'Union paysanne pousse jusqu'en terre gaspésienne et madelinienne», dans *Le Soleil*, (11 février 2002), p. A-15.
- GAGNÉ, Gilles. «La révolte gronde en Gaspésie», dans *Le Soleil*, (20 janvier 2000), p. A-1.
- GAGNÉ, Gilles. «Le départ de Gilles Baril a laissé la région orpheline», dans *Le Soleil*, (8 mars 2002), p. A-15.
- GAGNÉ, Gilles. «Le Groupe Cédrico fermera de façon temporaire la plupart de ses scieries», dans *Le Soleil*, (3 octobre 2002), p. A-15.



- GAGNÉ, Gilles. «Léonard Otis, l'homme qui embrasse ses arbres», dans *Le Soleil*, (10 juin 2001), p. B-3.
- GAGNÉ, Gilles. «Plus de 2 millions \$ débloqués pour diversifier l'exploitation industrielle de la Matapédia jusqu'en 2005», dans *Le Soleil*, (6 mai 2002), p. A-17.
- GAGNÉ, Gilles. «Quand l'opposition se fait sentir», dans *Le Soleil*, (19 mars 1999), p. B-4.
- GAGNÉ, Gilles. «Rien n'est coulé dans le béton», dans *Le Soleil*, (19 mars 1999), p. B-4.
- GAGNÉ, Gilles. «Trois sociétés unies autour d'un projet de 10M\$», dans *Le Soleil*, (14 novembre 2001), p. A-14.
- GAGNÉ, Gilles. «Uniboard achète 100 000 tonnes de fibre de bois», dans *Le Soleil*, (7 novembre 2001), p. A-19.
- GAGNÉ, Gilles et MICHAUD, Henri. «Des élus prudents devant la popularité des Patriotes», dans *Le Soleil*, (8 février 2000), p. A-4.
- GAGNÉ, Jean-Charles. «Le développement régional: un mythe bien ancré», dans *Le Devoir*, vol. 83, no 185 (11 août 1992), p. B-1.
- GAGNÉ, Jean-Simon. «Faut-il détruire pour vivre?», dans *Le Soleil*, (2 novembre 2002), p. A-5.
- GAGNON, François. «Le tourisme agricole, ça pousse», dans *Le Soleil*, (7 août 1999), p. F-1.
- GAGNON, Jacynthe. «Une filière en rapide croissance, des entrepreneurs à soutenir», dans *Le Soleil*, (22 mai 2002), p. A-17.
- GAGNON, Maurice. «Desjardins, partenaire du développement régional», dans *Le Placoteux*, vol. 24, no 19 (13 mai 2001), p. 10.
- GAGNON, Maurice. «La campagne s'étend à la grandeur du Québec», dans *Le Placoteux*, vol. 22, no 29 (18 juillet 1999), p. 24.
- GAGNON, Maurice. «La Chicane endisque avec les élèves de Saint-Joseph», dans *Le Placoteux*, vol. 25, no 15 (14 avril 2002), p. 3.
- GAGNON, Maurice. «La région menacée», dans *Le Placoteux*, vol. 24, no 31 (19 août 2001), p. 3.
- GAGNON, Maurice. «Naissance de l'Union paysanne à Saint-Germain», dans *Le Placoteux*, vol. 24, no 47 (9 décembre 2001), p. 3.
- GAGNON, Maurice. «Saint-Joseph souligne le travail de ses bénévoles», dans *Le Placoteux*, vol. 22, no 25 (20 juin 1999), p. 8.
- GAGNON, Maurice. «Sophie Gendron jeune agricultrice 2001», dans *Le Placoteux*, vol. 24, no 41 (28 octobre 2001), p. 3.
- GAGNON, Maurice. «Une première place au concours Célébrités Desjardins», dans *Le Placoteux*, vol. 22, no 43 (7 novembre 1999), p. 3.
- GAGNON, Thérèse. «Restructuration chez Desjardins: des impacts pour la région», dans *L'Avantage*, vol. 4, no 18 (8 octobre 1999), p. 1.
- GAGNON, Thérèse. «Une viande à saveur bas-laurentienne», dans *L'Avantage*, vol. 4, no 5 (9 juillet 1999), p. 7.

- GAIGNÉ, Carl. «Appariement et stabilité de la relation d'emploi dans les espaces ruraux», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 5 (2000), pp. 821-840.
- GALIPEAU, Silvia. «La réaction des caisses: de l'enthousiasme au scepticisme», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 227 (7 octobre 1999), p. B-1.
- GARON, Suzanne; GRENIER, Anne-Marie et PRÉVOST, Paul. «L'évaluation des initiatives de développement local, défi méthodologique et enjeux: l'expérience de Verdun», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 8, no 1-2 (printemps-été 1999), pp. 85-94.
- GARREAU, Jean. «Des indicateurs de fragilité pour l'espace rural», dans *Points d'appui pour l'économie Rhône-Alpes*, no 27 (mars 1984), pp. 25-31.
- GAUTHIER, Madeleine. «En quittant père et mère, chaque génération contribue à changer le monde», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 212 (20 septembre 1999), p. A-7.
- GAUTHIER, Philippe. «Le défi de produire moins», dans *Le Bulletin des agriculteurs*, (octobre 2001), pp. 64-65.
- GENDRON, Louise. «Où s'en va Desjardins?», dans *L'Actualité*, vol. 24, no 3 (1<sup>er</sup> mars 1999), pp. 22-35.
- GÉNÉREUX, Jacques. «Les vraies lois de l'économie», dans *Alternatives économiques*, no 195 (septembre 2001), pp. 78-80.
- GÉNÉREUX, Jacques. «Manifeste pour l'économie humaine», dans *Espit*, no 276 (juillet 2001), pp. 141-171.
- GENOIS, Amélie; BOIVIN, Jacques et MASSICOTTE, Louis. «Aménagement du territoire: le suivi (monitoring) et l'évaluation des progrès», dans *Municipalité*, vol. 33, no 2 (mars-avril 2002), pp. 22-26.
- GIACOMINI, Corrado. «L'Appellation d'origine protégée ajoute-t-elle de la valeur à un produit typique comme le «Parmigiano Reggiano»?», dans *Économie rurale*, no 258 (juillet-août 2000), pp. 113-117.
- GIDDENS, Anthony. «Plaidoyer pour la troisième voie», dans *Alternatives économiques*, no 176, (décembre 1999), pp. 58-61.
- GIGUÈRE, Élise. «Auteurs à Saint-Marcellin», dans *Le Rimouskois*, vol. 35, no 49 (23 octobre 2002), p. 10.
- GIGUÈRE, Élise. «Des producteurs bovins lancent Natur'bœuf Bas-Saint-Laurent», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 97, no 19 (23 juin 2002), p. 6.
- GIGUÈRE, Élise. «L'agricultrice de l'année», dans *L'Avant-Poste*, vol. 62, no 5 (6 octobre 2002), p. 3.
- GIGUÈRE, Élise. «La Ferme Ciboulette est la grande gagnante 2002», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 15, no 5 (novembre 2002), p. 5.
- GIGUÈRE, Élise. «La Ferme Val-aux-Vents est en pleine croissance», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 14, no 13 (juillet 2002), p. 13.
- GIGUÈRE, Élise. «La Gaspésie regorge de potentiel agroalimentaire», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 14, no 10 (avril 2002), p. 7.
- GIGUÈRE, Élise. «Une nouvelle mission pour les Saveurs du Bas-Saint-Laurent», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 14, no 13 (juillet 2002), p. 3.
- GIGUÈRE, Joseph. «La restructuration chez Desjardins», dans *Relations*, no 657 (janvier-février 2000), pp. 7-8.

- GIGUÈRE, Joseph. «Le tout au marché: ombre sur le bien commun», dans *Relations*, no 660 (mai 2000), pp. 122-123.
- GIGUÈRE, Joseph. «Trajectoire du communautaire», dans *Relations*, no 627 (janvier-février 1997), pp. 22-26.
- GIGUÈRE, Monique. «Un village en sursis», dans *Le Soleil*, (7 juin 2002), p. A-5.
- GIROUX, Guy. «L'éthique du lien social», dans *Éthica*, vol. 12, no 1 (printemps 2000), pp. 23-43.
- GODET, Michel. «Nouvelle croissance ou vieilles lunes?», dans *Futuribles*, no 257 (octobre 2000), pp. 67-80.
- GODET, Michel. «Prospective et dynamiques des territoires», dans *Futuribles*, no 269 (novembre 2001), pp. 25-34.
- GONTCHAROFF, Georges. «Valeur et limites du «local»», dans *Économie et humanisme*, no 350, (octobre 1999), pp. 12-17.
- GORDON, Sandra. «XXI<sup>e</sup> siècle: le calme après les tempêtes du XX<sup>e</sup> siècle», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 295 (28 décembre 1999), p. C-7.
- GOUIN-LÉVESQUE, Pascale. «La poursuite du déclin démographique du Québec. L'exemple de la MRC de La Matapédia», dans *Norôis*, vol. 41, no 161 (janvier-mars 1994), pp. 183-193.
- GOULET, Denis. «Tâches et méthodes pour une éthique du développement», dans *Foi et développement*, no 178-179 (janvier-février 1990), pp. 1-9.
- GOVERNEMENT DU QUÉBEC. «Message de la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole et du ministre des Régions du Québec», dans *Quorum*, vol. 25, no 6 (septembre-octobre 2000), p. 18.
- GRANGER, Anne-Marie. «La commercialisation intéresse les Saveurs du Bas Saint-Laurent», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 11, no 6 (janvier 1999), p. 7.
- GRENIER, Anne-Marie; PRÉVOST, Paul et GAGNON, Suzanne. «L'initiative du forum économique de Verdun: un processus de développement local», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 9, no 1 (hiver 2000), pp. 57-67.
- GUÉRIN, Marc. «Proximité et actions publiques pour l'emploi: quelle pertinence avec l'évolution économique des territoires ruraux?», dans *Économie rurale*, no 253 (septembre-octobre 1999), pp. 65-70.
- GUÉRIN, Marc; AUBERT, Francis; PERRIER-CORNET, Philippe et SYLVESTRE, Jean-Pierre. «Dynamique des régions rurales. Une approche localisée», dans *Sciences de la société*, no 45 (octobre 1998), pp. 65-84.
- GUIGOU, Jean-Louis. «Éthique et développement durable des territoires», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 2 (2001), pp. 327-332.
- GUIHÉNEUF, Pierre-Yves et LACOMBE, Philippe. «L'agriculture française: quatre scénarios à l'horizon 2015», dans *Futuribles*, no 275 (février 2002), pp. 5-27.
- GUIONNET, Christine. «La politique au village: une révolution silencieuse», dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 45, no 4 (octobre-décembre 1998), pp. 775-788.
- GUMUCHIAN, Hervé. «Territorialité, partenariat et autre développement: les espaces à faible densité en situation périphérique», dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 35, no 95 (septembre 1991), pp. 333-347.
- HAROUN, Thierry. «Les pêcheurs gaspésiens craignent un moratoire complet sur la morue», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 286 (16 décembre 2002), p. A-2.

- HARVEY, Claire. «Humaniser le XXI<sup>e</sup> siècle», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 69 (30 mars 2002), p. G-2.
- HARVEY, Claire. «La question du développement régional», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 101 (8 mai 1999), p. E-1.
- HARVEY, Claire. «Pour une répartition équitable de la richesse», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 81 (14 avril 2001), p. G-3.
- HARVEY, Claire. «Québec débloque 265 millions pour la transformation alimentaire», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 138 (20 juin 2002), pp. B-1 et B-4.
- HARVEY, Fernand. «La genèse des espaces régionaux», dans *Trames*, no 11 (1996), pp. 32-42.
- HARVEY, Fernand. «Le patrimoine en région: tradition, modernité et postmodernité», dans *Trames*, no 12 (1998), pp. 62-65.
- HÉBERT, Michel. «Brassard veut créer 10 000 emplois forestiers d'ici 2006», dans *Le Soleil*, (23 janvier 2002), p. B-1.
- HERR, Édouard. «La nouvelle économie: une évaluation éthique», dans *Nouvelle revue théologique*, vol. 123, no 2 (avril-juin 2001), pp. 218-237.
- HERVIEU, Bertrand. «Quatre enjeux pour la société française», dans *Projet*, no 234 (été 1993), pp. 89-96.
- HILAL, Mohamed et SCHMITT, Bertrand. «Les espaces ruraux: une nouvelle définition d'après les relations villes-campagnes», dans *INRA Sciences sociales. Recherches en économie et sociologie rurales*, vol. 10, no 5 (novembre 1997), pp. 1-4.
- HIRSCHMAN, Albert Otto. *Un certain penchant à l'autosubversion*. Coll. L'espace du politique. Paris, Éditions Fayard, 1995, 366 p.
- HOUÉE, Paul. «Découpages administratifs et territoires vivants. Le cas français», dans *Économie et humanisme*, no 350, (octobre 1999), pp. 34-38.
- HOUÉE, Paul. «La recomposition sociale», dans *Problèmes politiques et sociaux*, no 623 (5 janvier 1990), pp. 9-11.
- HOUÉE, Paul. «Une certaine manière de vivre la modernité», dans *Problèmes politiques et sociaux*, no 623 (5 janvier 1990), pp. 31-32.
- HOUSSEL, Jean-Pierre. «Promotion collective et développement dans la France rurale progressive: l'exemple des Monts du Lyonnais», dans *Annales de géographie*, vol. 109, no 611 (janvier-février 2000), pp. 21-42.
- HUARD, Marie-Josée. «St-Zénon-du-Lac-Humqui pourrait «recycler» son école», dans *L'Avant-Poste*, vol. 61, no 40 (9 juin 2002), p. 4.
- HUSSON, Michel. «La mondialisation capitaliste contre l'emploi» dans *Le Monde diplomatique*, vol. 48, no 570 (septembre 2001), p. 1.
- JACOT, Henri. «Du bon usage du développement local», dans *Économie et humanisme*, no 350, (octobre 1999), pp. 18-19.
- JAYET, Hubert. «Peut-on caractériser les zones rurales par l'abondance d'espace?», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 2 (1996a), pp. 201-210.
- JAYET, Hubert. «Quelle organisation économique des espaces ruraux?», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 2 (1996b), pp. 249-261.

- JEAN, Brigitte. «La bibliothèque de St-Cléophas deviendra plus fonctionnelle», dans *L'Avant-Poste*, vol. 62, no 24 (16 février 2003), p. 5.
- JEAN, Bruno. «L'agriculture, le développement et les régions. Un véritable projet de société», dans *La Terre de chez-nous*, vol. 62, no 35 (17 au 23 octobre 1991), p. 16.
- JEAN, Bruno. «La question rurale: la ruralité et sa sociologie», dans *Recherches sociologiques*, vol. 20, no 3 (1989), pp. 287-309.
- JEAN, Bruno. «La ruralité» bas-laurentienne: développement agricole et sous-développement rural», dans *Recherches sociographiques*, vol. 29, no 2-3 (1988), pp. 239-263.
- JEAN, Bruno. «Le développement endogène en région périphérique: l'exemple de l'Est-du-Québec», dans *Archives des sciences régionales de la coopération et du développement*, no 49 (juillet-septembre 1979), pp. 49-64.
- JEAN, Bruno. «Le développement régional à l'heure du développement local: le temps des incertitudes», dans *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 12, no 1 (printemps 1989), pp. 9-24.
- JEAN, Bruno. «Le développement territorial passe par l'innovation sociale et économique», dans *Le Soleil*, (6 novembre 2002), p. A-17.
- JEAN, Bruno. «Quand l'autre Québec aménage son avenir. Les défis d'une ruralité québécoise moderne», dans *L'Action nationale*, vol. 84, no 9 (novembre 1994), pp. 1260-1279.
- JEAN, Bruno. «Terre, territoire, territorialité: les agriculteurs et leur attachement au territoire», dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 37, no 101 (septembre-décembre 1993), pp. 291-307.
- JEAN, Bruno. «Un monde rural en mutation. L'interdépendance entre la campagne et la ville est plus forte que jamais», dans *Le Devoir*, vol. 87, no 26 (1<sup>er</sup> février 1991), p. B-8.
- JEAN, Bruno. «Un monde rural en mutation. Le phénomène le plus marquant, c'est la croissance des disparités de revenu à l'intérieur des régions elles-mêmes», dans *Le Devoir*, vol. 87, no 27 (2 février 1991), p. B-10.
- JEAN, Bruno. «Une agriculture à repenser: agriculture régionale et développement rural», dans *Réseau*, vol. 16, no 8 (avril 1985), pp. 13-17.
- JEAN, Bruno et JOYAL, André. «La revitalisation rurale à travers l'action partenariale: le programme canadien de développement des collectivités», dans *Cahiers d'études et de recherches francophones*, vol. 3, no 2 (mars-avril 1994), pp. 109-117.
- JEAN, Sébastien. «La transformation», dans *L'Avant-Poste*, vol. 60, no 44 (8 juillet 2001), p. 8.
- JEAN, Yves. «École et aménagement du territoire rural: quel avenir pour les petites structures scolaires et les communes rurales?», dans *Annales de géographie*, vol. 104, no 583 (mai-juin 1995), pp. 236-255.
- JEAN, Yves. «L'école rurale», dans *Panoramiques*, no 5 (1994), pp. 172-177.
- JEAN, Yves. «La mutation des campagnes et les perspectives des petites écoles rurales», dans *L'Espace géographique*, no 1 (1997), pp. 67-78.
- JEAN, Yves. «Pour orienter le développement rural: partir des micro-régions», dans *Économie et humanisme*, no 318 (juillet-septembre 1991), pp. 64-73.
- JETTÉ, Christian et MATHIEU, Réjean. «Organisation communautaire, développement social et partenariat», dans *Économie et solidarités*, vol. 30, no 1 (1999), pp. 42-56.

- KAYSER, Bernard. «Agriculture et monde rural en France: quel avenir?», dans *Historiens et géographes*, no 356 (février 1997), pp. 171-179.
- KAYSER, Bernard. «L'harmonie rurale revisitée», dans *Économie et Humanisme*, no 323 (octobre-décembre 1992), pp. 22-26.
- KAYSER, Bernard. «L'intégration de la ruralité. Les campagnes françaises au XXI<sup>e</sup> siècle», dans *Économie rurale*, no 255-256 (janvier-avril 2000), pp. 100-103.
- KAYSER, Bernard. «Les deux agricultures», dans *Libération* (20 août 1993), sans pagination.
- KAYSER, Bernard. «Politique d'aménagement du territoire: de l'assistance à la valorisation des campagnes», dans *Problèmes économiques*, no 2.378 (1<sup>er</sup> juin 1994), pp. 10-13.
- KLEIN, Juan-Luis. «Le retour au territoire», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 109 (18 mai 2002), p. F-7.
- KROLL, Jean-Christophe. «Nouvelles orientations de la politique agricole française: quelques questions à propos du CTE», dans *Économie rurale*, no 268-269 (mars-juin 2002), pp. 30-44.
- KROLL, Jean-Christophe; MORTAUD, Jean-Marie et THAREAU, Jean. «Performances économiques et aides publiques en production laitière», dans *Économie rurale*, no 253 (septembre-octobre 1999), pp. 42-50.
- LACASSE, Odette. «Les rapports urbains-ruraux et la contribution de la modernité», dans *Recherches socio-graphiques*, vol. 40, no 3 (septembre-décembre 1999), pp. 467-499.
- LACASSE, Odette. «Réforme municipale et politique de la ruralité: question de définition», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 11, no 3 (automne 2002), pp. 39-45.
- LACASSE, Odette. «Réplique», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 11, no 3 (automne 2002), pp. 48-50.
- LACASSE, Yves. «L'exode des jeunes des régions du Québec: l'urgence d'agir!», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 11, no 1 (hiver 2002), pp. 51-58.
- LACHAPELLE, Judith. «Un cadeau empoisonné?», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 254 (9 novembre 1999), p. A-1.
- LACHAPELLE, René. «Deux décennies de concertation, le partenariat en développement local à Sorel», dans *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 14, no 1 (été 2001), pp. 48-63.
- LACOMBE, Réjean. «40 millions\$ pour les forêts modèles», dans *Le Soleil*, (4 juin 2002), pp. C-1 et C-2.
- LACOMBE, Réjean. «2001, année d'exception», dans *Le Soleil*, (21 juin 2002), p. A-8.
- LACOMBE, Réjean. «Des producteurs agricoles tentent d'appivoiser l'argousier», dans *Le Soleil*, (17 octobre 2002), pp. C-1 et C-2.
- LACOMBE, Réjean. «L'industrie bioalimentaire du Québec se porte bien», dans *Le Soleil*, (18 juillet 2002), p. C-3.
- LACOMBE, Réjean. «La forêt cache une richesse insoupçonnée», dans *Le Soleil*, (22 février 2002), pp. C-1 et C-2.
- LACOMBE, Réjean. «Le bioalimentaire du Québec a explosé», dans *Le Soleil*, (4 février 2003a), p. C-3.
- LACOMBE, Réjean. «Le bois n'est pas sorti de l'auberge», dans *Le Soleil*, (1<sup>er</sup> février 2003b), p. P-7.
- LACOMBE, Réjean. «Le déclin s'accroît au Canada et au Québec», dans *Le Soleil*, (16 mai 2002), pp. C-1 et C-2.

- LACOMBE, Réjean. «Les acériculteurs s'en prennent à Jacques Brassard», dans *Le Soleil*, (7 novembre 2001), p. C-4.
- LACOMBE, Réjean. «Un pas de plus vers une Union paysanne québécoise. Création d'un premier manifeste en vue du congrès de fondation prévu à l'automne», dans *Le Soleil*, (2 juin 2001), p. B-8.
- LACOMBE, Réjean. «Union paysanne québécoise: un mouvement peu représentatif, selon l'UPA», dans *Le Soleil*, (12 mai 2001), p. B-9.
- LACOUTURE, Madeleine. «Réseau des écoles et nouvelles pratiques du territoire montagnard. L'exemple des Hautes Terres du Puy-de-Dôme», dans *Annales de géographie*, vol. 109, no 616 (novembre-décembre 2000), pp. 613-630.
- LACROIX, André. «L'éthique appliquée: une nouvelle éthique de société», dans *Éthica*, vol. 13, no 1 (printemps 2001), pp. 9-34.
- LACROIX, Aymeric; MOLLARD, Amédée et PECQUEUR, Bernard. «Origine et produits de qualité territoriale: du signal à l'attribut», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 4 (2000), pp. 683-706.
- LAHIDJI, Rez. «Le secteur de l'agro-alimentaire au 21<sup>e</sup> siècle», dans *L'Observateur de l'OCDE*, no 210 (février-mars 1998), pp. 28-31.
- LAFRANCE, Marcel. «Le réseau des entreprises Économusée. Un monde à découvrir», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 12, no 1 (hiver 2003), pp. 87-92.
- LAMARCHE, Hugues. «Dynamiques sociales et recompositions des espaces», dans *Ruralia*, no 2 (1998), pp. 172-176.
- LAPLANTE, Brigitte. «Les Saveurs du Bas Saint-Laurent entrent dans 300 points de vente», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 93, no 37 (1<sup>er</sup> novembre 1998), p. 49.
- LAPLANTE, Maxime. «Des paysans libres», dans *L'Action nationale*, vol. 93, no 1 (janvier 2003), pp. 22-35.
- LAPLANTE, Maxime. «L'avenir des campagnes: rose ou brun?», dans *L'Action nationale*, vol. 92, no 2 (février 2002), pp. 95-114.
- LAPLANTE, Robert. «Briser le carcan», dans *L'Action nationale*, vol. 89, no 7 (septembre 1999), pp. 3-5.
- LAPLANTE, Robert. «L'économie sociale: vieux combats, nouveaux enjeux», dans *L'Action nationale*, vol. 80, no 8 (octobre 2000), pp. 85-117.
- LAPLANTE, Robert. «Le livre du labeur et de l'acharnement», dans *Possibles*, vol. 2, nos 2-3 (hiver-printemps 1978), pp. 205-208.
- LAPLANTE, Robert. «Les régions et le territoire national», dans *L'Action nationale*, vol. 90, no 9 (novembre 2000), pp. 3-6.
- LAPLANTE, Robert. «Un fonds national de restauration forestière», dans *L'Action nationale*, vol. 92, no 8 (octobre 2002), pp. 33-48.
- LAROUCHE, Marc. «50 travailleurs forestiers toujours au chômage», dans *Le Soleil*, (30 juillet 2001), p. A-4.
- LAROUCHE, Marc. «Boom économique à Rivière-du-Loup», dans *Le Soleil*, (5 décembre 2002), p. A-19.
- LAROUCHE, Marc. «Des cochons? Pas de taxes», dans *Le Soleil*, (19 février 1999), p. A-4.
- LAROUCHE, Marc. «Des éoliennes d'ici un an à Rivière-du-Loup», dans *Le Soleil*, (10 février 2003), p. A-11.

- LAROUCHE, Marc. «Fermer des écoles? Non!», dans *Le Soleil*, (28 janvier 1999), p. A-3.
- LAROUCHE, Marc. «Glendyne investit 1,8M\$ et crée 45 emplois», dans *Le Soleil*, (14 février 2000), p. A-5.
- LAROUCHE, Marc. «L'Érablière de la Coulée creuse récipiendaire du trophée en acériculture», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 11, no 4 (27 octobre 2002), p. 68.
- LAROUCHE, Marc. «L'Union paysanne s'organise dans le Bas-Saint-Laurent», dans *Le Soleil*, (22 janvier 2002), p. A-13.
- LAROUCHE, Marc. «L'Union paysanne voit le jour», dans *Le Soleil*, (30 novembre 2001), p. A-4.
- LAROUCHE, Marc. «Le dossier «porcherie» en cour supérieure», dans *Le Soleil*, (9 juin 1999), p. A-3.
- LAROUCHE, Marc. «Le Témiscouata reçoit 1,4 M\$ pour accélérer son développement économique», dans *Le Soleil*, (19 mars 2002), p. A-19.
- LAROUCHE, Marc. «Les défis de la nouvelle Union paysanne sont nombreux», dans *Le Soleil*, (3 décembre 2001), p. A-17.
- LAROUCHE, Marc. «Les Saveurs du Bas Saint-Laurent en épicerie», dans *Le Soleil*, (29 mai 1998), p. A-3.
- LAROUCHE, Marc. «Les saveurs régionales font du chemin», dans *Le Saint-Laurent Portage*, vol. 103, no 44 (25 octobre 1998), p. 5.
- LAROUCHE, Marc. «Manif de l'Union paysanne devant le parlement le 4 mai», dans *Le Soleil*, (20 avril 2002), p. A-17.
- LAROUCHE, Marc. «Premier Tech investit 42M\$ et crée 277 emplois», dans *Le Soleil*, (15 janvier 2002), p. C-1.
- LAROUCHE, Marc. «Projet d'usine retardé», dans *Le Soleil*, (15 août 2001), p. A-4.
- LAROUCHE, Marc. «Projet de 1,8 millions\$ à l'entreprise Glendyne», dans *Le Soleil*, (4 février 2000), p. A-6.
- LAROUCHE, Marc. «Rivière-du-Loup, capitale de la PME au Québec», dans *Le Soleil*, (7 mars 2003), p. C-10.
- LAROUCHE, Marc. «Rivière-du-Loup en plein boom industriel», dans *Le Soleil*, (11 décembre 2001), p. A-18.
- LAROUCHE, Marc. «Un projet d'usines d'éoliennes dans l'air», dans *Le Soleil*, (27 octobre 2002), p. A-19.
- LAROUCHE, Marc. «Une région à l'agonie», dans *Le Soleil*, (30 octobre 2001), p. A-19.
- LAROUCHE, Marc. «Vaste campagne pour reconstruire le cœur du village», dans *Le Soleil*, (1<sup>er</sup> mars 2001), p. A-4.
- LAROUCHE, Marc et MICHAUD, Henri. «Il faut développer les régions», dans *Le Soleil*, (13 septembre 2002), p. A-11.
- LATOUCHE, Serge. «En finir, une fois pour toutes, avec le développement», dans *Le Monde diplomatique*, vol. 48, no 566 (mai 2001), pp. 6-7.
- LAURENS, Lucette. «Bassins d'activités – Constats de terroir, l'Aveyron relance sa stratégie de développement local», dans *Noréis*, vol. 46, no 181 (1999), pp. 117-126.
- LAURENT, Catherine; RUEDA, Cristina et VOUNOUKI, Eleftheria. «Multifonctionnalité et éligibilité aux aides PAC dans l'UE», dans *Économie rurale*, no 268-269 (mars-juin 2002), pp. 144-158.



- LAUTIER, Sophie. «Le Forum parlementaire crée son réseau mondial», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 22 (4 février 2002), p. A-2.
- LAUZIER, Gaétan. «Portrait 2002 de l'industrie acéricole – Région Bas-Saint-Laurent», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 15, no 6 (décembre 2002), pp. 14-15.
- LAVILLE, Jean-Louis. «L'association comme lien social», dans *Sciences humaines* (hors série), no 33 (juin-juillet-août 2001), pp. 64-67.
- LAVILLE, Jean-Louis. «Les promesses de l'économie solidaire. «Un projet d'intégration sociale et culturelle», dans *Le Monde diplomatique*, vol. 48, no 571 (octobre 2001), pp. i-ii.
- LEBEL, Gilles. «Claude Béchard craint le pire pour des milliers d'emplois en forêt», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 107, no 34 (19 août 2001), p. 6.
- LEBEL, Gilles. «Glendyne obtient 50 000\$ pour étudier la qualité d'une nouvelle ressource», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 108, no 5 (27 janvier 2002), p. 18.
- LEBEL, Gilles. «Les États-Unis frappent à nouveau sur les exportations», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 107, no 45 (4 novembre 2001), p. 3.
- LEBEL, Gilles. «Près de 500 emplois de perdus au Bas-Saint-Laurent», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 108, no 4 (20 janvier 2002), p. 5.
- LEBLANC, Patrice et NOREAU, Pierre. «Migration à sens unique», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 230 (12 octobre 1999), p. A-9.
- LEBLOND, Laurent. «Le diocèse a de moins en moins de prêtres», dans *L'Avant-Poste*, vol. 59, no 41 (18 juin 2000), p. 16.
- LEBLOND, Laurent. «Nos produits agricoles ne sont pas assez connus», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 92, no 48 (18 janvier 1998), p. 29.
- LEBLOND, Laurent. «Quarante-sept presbytères sont vendus», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 94, no 35 (16 octobre 1999), p. 11.
- LEBLOND, Michel. «Sainte-Françoise revit comme dans les bonnes années», dans *Le Courrier de Trois-Pistoles*, vol. 41, no 12 (29 juillet 2001), p. 2.
- LELONG, Pierre. «La crise agricole et rurale», dans *Études*, vol. 378, no 3 (mars 1993), pp. 327-336.
- LEMIEUX, Marc. «Joubert sauve l'école de Sainte-Paule», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 66, no 20 (19 mai 1999), p. 3.
- LEMIEUX, Marc. «Sainte-Paule est finaliste au Prix Ruralité», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 66, no 35 (1<sup>er</sup> septembre 1999), p. 9.
- LEMIEUX, Marc. «Une coop forestière voit le jour à Les Méchins», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 67, no 25 (21 juin 2000), p. 7.
- LENOIR, René. «Les associations au cœur de la cité», dans *Le Monde diplomatique*, vol. 45, no 538 (janvier 1999), p. 26.
- LESAGE, Valérie. «Des élus municipaux prônent la sauvegarde des écoles de village», dans *Le Soleil*, (14 novembre 2002), p. A-4.
- LESAGE, Valérie. «Écoles désertées, villages menacées», dans *Le Soleil*, (13 avril 2002), p. A-10.

- LETABLIER, Marie-Thérèse. «La logique du lieu dans la spécification des produits référés à l'origine», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 3 (2000), pp. 475-487.
- LEVAC, Lionel. «La chèvre, c'est du sérieux», dans *Le Bulletin des agriculteurs*, (septembre 2002), pp. 15-19.
- LEVAC, Lionel. «Qu'on le veuille ou non l'Union paysanne est là», dans *Le Bulletin des agriculteurs*, (février 2002), pp. 74-75.
- LÉVESQUE, Kathleen. «Boisvert pourrait invalider la vente», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 39 (23 février 2002), pp. A-1 et A-14.
- LÉVESQUE, Kathleen. «Un maire et ses voisins achètent l'Île-Dorval avant la fusion», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 38 (22 février 2002), pp. A-1 et A-8.
- LÉVESQUE, Sonia. «55 000\$ pour les lots intramunicipaux», dans *L'Information*, vol. 32, no 14 (7 avril 2002), p. 6.
- LÉVESQUE, Sonia. «Air Canada Jazz cesse ce samedi toutes ses liaisons quotidiennes Gaspé-Mont-Joli-Québec», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 97, no 52 (9 février 2003), p. 3.
- LÉVESQUE, Sonia. «Alain Laflamme, l'homme qui plantait des arbres», dans *L'Information*, vol. 32, no 38 (22 septembre 2002), p. 3.
- LÉVESQUE, Sonia. «D'autres caisses populaires se regroupent dans la Mitis», dans *L'Information*, vol. 32, no 11 (17 mars 2002), p. 3.
- LÉVESQUE, Sonia. «Des résidents de Padoue réclament l'aqueduc», dans *L'Information*, vol. 32, no 16 (21 avril 2002), p. 5.
- LÉVESQUE, Sonia. «Deux ex-Montréalais s'établissent à Saint-Charles et partent en affaires», dans *L'Information*, vol. 33, no 2 (12 janvier 2003), p. 10.
- LÉVESQUE, Sonia. «Jean-Clément Rouleau veut faire de Saint-Charles-Garnier une «Wapiti Vallée»», dans *L'Information*, vol. 33, no 7 (16 février 2003), p. 3.
- LÉVESQUE, Sonia. «La Matapédia dénonce aussi la décision d'Air Canada Jazz», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 97, no 36 (20 octobre 2002), p. 3.
- LÉVESQUE, Sonia. «La Mitis aurait du potentiel pétrolier et gazier», dans *L'Information*, vol. 32, no 43 (27 octobre 2002), p. 3.
- LÉVESQUE, Sonia. «La Rédemption: la scierie relancée», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 98, no 1 (16 février 2003), p. 3.
- LÉVESQUE, Sonia. «Le goût des grands espaces les amène à la campagne», dans *L'Information*, vol. 33, no 2 (12 janvier 2003), p. 10.
- LÉVESQUE, Sonia. «Les Boiseries du Saint-Laurent s'offrent une cinquième usine pour leurs 25 ans», dans *L'Information*, vol. 32, no 13 (31 mars 2002), p. 3.
- LÉVESQUE, Sonia. «Les Boules préserve son pont couvert», dans *L'Information*, vol. 32, no 40 (6 octobre 2002), p. 5.
- LÉVESQUE, Sonia. «Les Caisses populaires s'organisent pour se faire entendre», dans *L'Information*, vol. 29, no 7 (14 février 1999), p. 5.
- LÉVESQUE, Sonia. «Les élèves apprennent l'anglais et la musique», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 96, no 52 (10 février 2002), p. 2.

- LÉVESQUE, Sonia. «Les parents de Les Boules et de Métis-sur-Mer protestent», dans *L'Information*, vol. 31, no 10 (4 mars 2001), p. 2.
- LÉVESQUE, Sonia. «Les parents des petites écoles retiennent leurs enfants à la maison», dans *L'Information*, vol. 31, no 12 (18 mars 2001), p. 5.
- LÉVESQUE, Sonia. «Les producteurs de bois vivent une crise majeure», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 96, no 38 (4 novembre 2001), p. 17.
- LÉVESQUE, Sonia. «Une fromagerie artisanale ouvrira ses portes à Sainte-Luce», dans *L'Information*, vol. 33, no 2 (12 janvier 2003), p. 3.
- LÉVESQUE, Sonia. «Une résidente de Saint-Moïse vend sa propre ligne de soins de beauté au Maroc», dans *L'Information*, vol. 29, no 40 (3 octobre 1999), p. 10.
- LIPOVETSKY, Gilles. «Les noces de l'éthique et du business», dans *Problèmes économiques*, no 2.276 (mai 1992), pp. 1-12.
- LUX, André. «Un Québec qui vieillit. Perspectives pour le XXI<sup>e</sup> siècle», dans *Recherches sociographiques*, vol. 24, no 3 (septembre-décembre 1983), pp. 325-375.
- MAINGUY, Pierre. «La population fluctue au gré de l'économie», dans *Le Soleil*, (4 février 2003), p. A-13.
- MALINVAUD, Edmond. «Mondialisation et autres transformations de notre système économique», dans *Communio*, vol. 25, no 1 (janvier-février 2000), pp. 19-33.
- MANDEL, Ernest. «Capitalisme et économie régionale», dans *Socialisme*, vol. 69, no 17 (avril-mai-juin 1969), pp. 28-40.
- MARÉCHAL, Jean-Paul. «Critique d'un lieu commun: l'économie comme science», dans *Espit*, no 276 (juillet 2001), pp. 129-140.
- MARÉCHAL, Jean-Paul. «Demain, l'économie de proximité», dans *Manière de voir*, no 41 (septembre-octobre 1998), pp. 16-19.
- MARÉCHAL, Jean-Paul. «L'analyse économique confrontée à l'exigence éthique», dans *Problèmes économiques*, no 2.740 (12 décembre 2001), pp. 26-30.
- MARÉCHAL, Jean-Paul. «La dimension sociale du développement durable», dans *Alternatives économiques*, no 191 (avril 2001), pp. 80-83.
- MAROIS, Pauline. «Le devoir de choisir le développement», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 53 (12 mars 2002), p. A-6.
- MARSHALL, David G. «Closing small schools or when is small too small?», dans *Education Canada*, vol. 25, no 3 (automne 1995), pp. 10-16.
- MARSOLAIS, Arthur. «Pour que survivent les petites écoles», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 261 (16 novembre 2002), p. B-5.
- MARTEL, Jean. «Les ruraux sous observation», dans *Le Soleil*, (9 février 1999), p. B-8.
- MARTIN, Paul-Louis. «Entre l'image et la substance: une place nouvelle pour le patrimoine rural?», dans *Tra-mes*, no 12 (1998), pp. 66-71.
- MARTIN, Stéphanie. «David contre Goliath», dans *Le Soleil*, (18 août 2001), p. A-5.
- MARTIN, Stéphanie. «La Gaspésie, l'enfant pauvre du Québec», dans *Le Soleil*, (18 août 2001), p. A-3.

- MARTIN, Thérèse. «Réussite collective à Saint-Eugène», dans *L'Avantage*, vol. 7, no 19 (11 octobre 2002), p. 12.
- MARTIN, Thérèse. «Un projet original et emballant», dans *L'Avantage*, vol. 4, no 37 (18 février 2000), p. 11.
- MARTINEAU, Jérôme. «Les nouveaux défis de l'agriculture. Entrevue avec Roméo Bouchard», dans *Revue Notre-Dame-du-Cap*, vol. 111 (juillet-août 2002), pp. 10-12.
- MARTINENT, Jacques. «Tout n'est plus possible», dans *Alternatives économiques*, no 13 (janvier-mars 1992), p. 11.
- MARTINOT-LAGARDE, Pierre. «Conclusions», dans *Projet*, no 266, (été 2001), pp. 95-100.
- MASSICOTTE, Guy. «Pourquoi et comment mettre en valeur tous les territoires du Québec?», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 11, no 1 (hiver 2002), pp. 5-9.
- MATHEWS, Georges. «L'avenir démographique des régions: analyse critique et implications des plus récentes perspectives démographiques du BSQ», dans *Recherches sociographiques*, vol. 37, no 3 (1996), pp. 411-437.
- MATHIEU, Nicole. «Questions sur les types d'espaces ruraux en France», dans *L'espace géographique*, no 2 (1982), pp. 195-210.
- MAUREL, Marie-Claude. «Décollectivisation agraire et mutations des espaces ruraux en Europe centrale», *Noréis*, vol. 44, no 173 (janvier-mars 1997), pp. 39-60.
- MAURIN, Louis et FRÉMEUX, Philippe. «Les inégalités. Pourquoi elles augmentent?», dans *Alternatives économiques*, no 195 (septembre 2001), pp. 40-41.
- MAZIER, Jacques. «Pour une politique économique alternative», dans *Alternatives économiques*, no 188 (janvier 2001), p. 24.
- MÉNARD, Jean. «De Valleyfield à Porto Alegre, en passant par le Marché», dans *L'Action nationale*, vol. 92, no 3 (mars 2002), pp. 47-52.
- MENDELSON, Robert et BOLLMAN, Ray D. «Croissance démographique observée dans les régions rurales et les petites villes dans les années 90», dans *Bulletin d'analyse - Régions rurales et petites villes du Canada*, vol. 1, no 1 (janvier 1999), pp. 1-11.
- MENGIN, Jacqueline. «Vers une organisation des associations en milieu rural: un exemple, le Celavan», dans *Économie rurale*, no 238 (mars-avril 1997), pp. 6-8.
- MERCIER, Guy. «Offre et demande sociale», dans *Espaces temps*, no 40-41 (1989), pp. 69-71.
- MERLANT, Philippe. «Transformation personnelle et changement social», dans *Transversales. Science/Culture*, (janvier-février-mars 2002), pp. 68-73.
- MERLANT, Philippe et VIVERET, Patrick. «Démocratie ou barbarie», dans *Transversales, Science/Culture*, no 71 (novembre-décembre 2001), pp. 2-3.
- MERTL, Steve. «Les exportations de bois d'œuvre ont chuté au pays», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 150 (8 juillet 2002), p. A-2.
- MICHAUD, Henri. «Des «Mycolos» à Saint-Léandre», dans *Le Soleil*, (6 août 2002), p. A-12.
- MICHAUD, Henri. «L'Action des patriotes essaime», dans *Le Soleil*, (5 avril 2000), p. A-4.

- MICHAUD, Henri. «L'avenir des communautés, l'affaire des citoyens», dans *Le Soleil*, (25 novembre 2002), p. A-13.
- MICHAUD, Henri. «L'école Albert-Morin récupère joliment», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 69, no 27 (3 juillet 2002), p. 5.
- MICHAUD, Henri. «Le mesurage du bois fait perdre des millions \$ aux petits entrepreneurs», dans *Le Soleil*, (23 novembre 2001), p. A-13.
- MICHAUD, Henri. «Les Méchins profite d'un investissement de 1,7M\$», dans *Le Soleil*, (5 février 2002), p. A-15.
- MICHAUD, Henri. «La MRC refuse de régir les coupes à blanc», dans *Le Soleil*, (22 avril 2002), p. A-17.
- MICHAUD, Henri. «Les «Patriotes» étendent leur action», dans *Le Soleil*, (9 avril 2000), p. A-5.
- MICHAUD, Henri. «Les Patriotes gaspésiens à l'ONU», dans *Le Soleil*, (5 avril 2000), p. A-7.
- MICHAUD, Henri. «Les Patriotes repartent en guerre», dans *Le Soleil*, (13 octobre 2000), p. A-6.
- MICHAUD, Henri. «Non à un projet de mégaporcherie à Saint-Léandre», dans *Le Soleil*, (29 mai 2002), p. A-17.
- MICHAUD, Henri. «Patriotes: l'effet «Chartrand»», dans *Le Soleil*, (25 avril 2000), p. A-4.
- MICHAUD, Henri. «Petite école, micro-entreprise», dans *Le Soleil*, (30 juin 2002), p. A-9.
- MICHAUD, Henri. «Saint-Léandre ferme la porte à un projet de mégaporcherie», dans *Le Soleil*, (4 juin 2002), p. A-17.
- MICHAUD, Henri. «Sept projets pour les Patriotes», dans *Le Soleil*, (19 mai 2000), p. A-4.
- MICHAUD, Pierre. «Bons bleuets!», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 96, no 26 (12 août 2001), p. 2.
- MICHAUD, Pierre. «Danielle Doyer confirme 32M\$ pour la forêt», dans *L'Avant-Poste*, vol. 61, no 36 (12 mai 2002), p. 5.
- MICHAUD, Pierre. «Deux communautés s'unissent pour sauvegarder leur garage», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 96, no 9 (15 avril 2001), p. 10.
- MICHAUD, Pierre. «L'Auberge Métis-sur-Mer ouvre un centre de santé», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 95, no 18 (18 juin 2000), p. 41.
- MICHAUD, Pierre. «La mondialisation risque de faire mal à la région», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 96, no 2 (25 février 2001), p. 43.
- MICHAUD, Pierre. «Six caisses de la Mitis fusionnent», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 96, no 10 (22 avril 2001), p. 9.
- MOISAN, Mylène. «Pour réveiller le monde», dans *Le Soleil*, (24 février 2002), p. A-2.
- MOLLARD, Amédée. «Qualité et développement territorial: une grille d'analyse théorique à partir de la rente», dans *Économie rurale*, no 263 (mai-juin 2001), pp. 16-34.
- MORIN, André. «À Sainte-Françoise, l'actif de la Caisse populaire est en croissance», dans *Le Courrier de Trois-Pistoles*, vol. 40, no 5 (11 juin 2000), p. 10.

- MORIN, André. «Des bons coups qui incitent à aller plus loin», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 41, no 25 (28 octobre 2001), p. 8.
- MORIN, André. «Des bouteilles qui racontent notre histoire», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 40, no 35 (7 janvier 2001), p. 11.
- MORIN, André. «Des entreprises de la région sont honorées», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 39, no 17 (5 septembre 1999), p. 8.
- MORIN, André. «Je suis là pour connaître vos défis», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 39, no 22 (10 octobre 1999), p. 3.
- MORIN, André. «La Coopérative de solidarité inaugure un magasin général virtuel», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 40, no 3 (28 mai 2000), p. 7.
- MORIN, André. «Le comité de développement de Sainte-Françoise crée du mouvement», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 11, no 23 (2 juin 2002), p. 24.
- MORIN, André. «Le comité de sauvegarde de l'école a créé un mouvement de solidarité», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 39, no 48 (9 avril 2000), p. 9.
- MORIN, André. «Le comité de survie demande un moratoire», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 38, no 38 (31 janvier 1999), p. 2.
- MORIN, André. «Le groupe des sept exige des garanties», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 39, no 34 (2 janvier 2000), p. 4.
- MORIN, André. «Le monde rural craint pour la survie de ses caisses populaires», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 38, no 40 (14 février 1999), p. 2.
- MORIN, André. «Le Vieux Presbytère et la Fabrique sont aussi lauréats des Prix du Patrimoine», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 39, no 6 (20 juin 1999), p. 4.
- MORIN, André. «Moulage de béton N. Charron fabrique des ornements décoratifs pour terrain et parterre», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 40, no 34 (31 décembre 2000), p. 7.
- MORIN, André. «Quatre caisses populaires fusionnent dans les Basques», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 11, no 4 (24 février 2002), p. 29.
- MORIN, André. «Saint-Clément et Saint-Éloi sont finalistes nationales», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 40, no 18 (10 septembre 2000), p. 2.
- MORIN, André. «Saint-Médard met sur pied sa Coopérative de solidarité», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 40, no 3 (28 mai 2000), p. 7.
- MORIN, André. «Sainte-Françoise donne un nouveau souffle à sa coopérative», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 40, no 40 (11 février 2001), p. 3.
- MORIN, André. «Sainte-Françoise se tourne vers l'avenir», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 40, no 29 (26 novembre 2000), p. 12.
- MORIN, André. «Sainte-Françoise veut le maintien des points de service de Saint-Clément et Saint-Jean-de-Dieu», dans *Le Courier de Trois-Pistoles*, vol. 39, no 19 (19 septembre 1999), p. 3.
- MORIN, Michel. «Découvrez les Saveurs du Bas St-Laurent», dans *L'Avant-Poste*, vol. 60, no 3 (24 septembre 2000), p. 19.

- MORIN, Michel. «Des scieries de la région menacées de fermeture», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 97, no 33 (28 septembre 2002), p. 3.
- MORIN, Michel. «GéoData menacée de fermeture», dans *Le Rimouskois*, vol. 35, no 49 (23 octobre 2002), p. 3.
- MORIN, Michel. «La Caisse populaire du Haut-Pays de la Neigette voit le jour», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 95, no 29 (3 septembre 2000), p. 10.
- MORIN, Michel. «La CUMA de Saint-Éloi suscite un intérêt grandissant», dans *Le Courrier de Trois-Pistoles*, vol. 40, no 5 (11 juin 2000), p. 15.
- MORIN, Michel. «Le Bas-Saint-Laurent obtient 1M\$ pour préserver 50 emplois», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 14, no 11 (mai 2002), p. 5.
- MORIN, Michel. «Milliers d'emplois menacés en forêt», dans *L'Avant-Poste*, vol. 60, no 33 (22 avril 2001), p. 9.
- MORIN, Michel. «Une réputation qui ne cesse de grandir», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 13, no 1 (juillet 2000), p. 5.
- MOUSSALLY, Sergieh F. «Réflexion à propos des ressources du moyen-nord québécois», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 7, no 2 (automne 1998), pp. 53-66.
- MULLER, Pierre. «Campagnes de l'an 2000: une agriculture des sciences», dans *Pour*, no 130-131 (1991), pp. 101-114.
- NALLET, Henri. «Le monde rural devant son avenir», dans *Études*, vol. 369, no 5 (novembre 1988), pp. 459-470.
- NEAMTAN, Nancy. «Plaidoyer pour l'économie sociale», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 109 (18 mai 2002), p. F-9.
- OTIS-DIONNE, Geneviève. «Mise en réseau des écoles des régions excentriques», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 185 (17 août 2002), p. B-9.
- PAIEMENT, Guy. «Intervenir à contre-courant», dans *Présence magazine*, vol. 6, no 45 (octobre 1997), pp. 3-4.
- PAIEMENT, Guy et RIOUX, Michel. «Remettre l'économie au cœur de l'exercice de la citoyenneté», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 116 (28 mai 2001), p. A-7.
- PALARD, Jacques. «Québec: les vertus du lien politique», dans *Sciences humaines* (hors série), no 29 (juin-août 2000), pp. 54-57.
- PALARD, Jacques. «Quel(s) bon(s) niveau(x) de représentation à côté des communes?», dans *Projet*, no 265 (printemps 2001), pp. 62-70.
- PAQUET, Stéphane. «Les effets pervers des subventions», dans *Le Soleil*, (13 novembre 2002), p. A-4.
- PARENT, Christian. «Deux caisses pop fusionnent», dans *L'Avantage*, vol. 5, no 2 (16 juin 2000), p. 9.
- PARENT, Madeleine. «Toujours dans l'action», dans *Relations*, no 639 (avril 1998), pp. 74-78.
- PECQUEUR, Bernard. «Qualité et développement territorial: l'hypothèse du panier de biens et de services territorialisés», dans *Économie rurale*, no 261 (janvier-février 2001), pp. 37-49.
- PELCHAT, Pierre. «L'histoire d'un village qui se serre les coudes», dans *Le Soleil*, (14 janvier 2000), pp. A-1 et A-2.

- PELLETIER, Christian. «Fromages des «prés», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 15, no 6 (décembre 2002), pp. 14-15.
- PELLETIER, Christian. «Glendyne poursuit une phénoménale ascension», dans *Le Touladi*, vol. 22, no 8 (5 novembre 2000), p. 15.
- PELLETIER, Christian. «L'École du JALL lutte contre le décrochage scolaire», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 108, no 29 (14 juillet 2002), p. 34.
- PELLETIER, Christian. «La Commission scolaire ramène le seuil minimal à seize élèves», dans *Le Touladi*, vol. 22, no 14 (17 décembre 2000), p. 5.
- PELLETIER, Christian. «La MRC déterminée à éliminer les coupes à blanc», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 108, no 23 (2 juin 2002), p. 23.
- PELLETIER, Christian. «La paix sociale est assurée pour 5 ans», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 108, no 23 (2 juin 2002), p. 28.
- PELLETIER, Christian. «Le député Béchard craint la perte de 200 emplois», dans *Le Touladi*, vol. 22, no 50 (26 août 2001), p. 3.
- PELLETIER, Christian. «Près de 1M\$ et 50 travailleurs bloqués», dans *Le Touladi*, vol. 22, no 48 (12 août 2001), p. 3.
- PELLETIER, Mario. «600 emplois perdus au Témiscouata», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 10, no 45 (4 novembre 2001), p. 10.
- PELLETIER, Mario. «C'est la survie de Saint-Jean-de-la-Lande», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 10, no 10 (4 mars 2001), p. 15.
- PELLETIER, Mario. «Des meilleures perspectives d'emploi dans le Bas-Saint-Laurent», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 10, no 42 (14 octobre 2001), p. 15.
- PELLETIER, Mario. «Pas question de fermer des points de service», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 8, no 13 (28 mars 1999), p. 13.
- PELLETIER, Mario. «Saint-Athanase veut sortir de l'anonymat», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 9, no 23 (4 juin 2000), p. 3.
- PELLETIER, Mario. «Son développement passe par la transformation du sirop d'érable», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 9, no 24 (11 juin 2000), p. 10.
- PELLETIER, Romain. «Après Saint-Luc, Saint-Jean laisse tomber sa biblio», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 66, no 7 (17 février 1999), p. 3.
- PELLETIER, Romain. «Des agriculteurs misent sur une plante miracle», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 67, no 42 (18 octobre 2000), p. 3.
- PELLETIER, Romain. «Industries Mec-Bois investit 1,7 million \$ à Les Méchins», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 69, no 7 (13 février 2002), p. 3.
- PELLETIER, Romain. «L'Association des producteurs d'argousier voit le jour», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 68, no 44 (31 octobre 2001), p. 7.
- PELLETIER, Romain. «L'école de Les Boules échange avec celle de Métis», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 69, no 8 (20 février 2002), p. 11.



- PELLETIER, Romain. «L'ordinateur central partira pour Ottawa», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 68, no 11 (11 mars 2001), p. 3.
- PELLETIER, Romain. «La chasse aux faisans de Sainte-Paule: un autre succès», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 68, no 40 (3 octobre 2001), p. 35.
- PELLETIER, Romain. «La culture de l'argousier promet», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 66, no 51 (22 décembre 1999), p. 23.
- PELLETIER, Romain. «Le nombre de messes diminue», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 66, no 40 (6 octobre 1999), p. 5.
- PELLETIER, Romain. «Le projet Forêt habitée Alliance-des-Monts est profitable», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 66, no 16 (21 avril 1999), p. 7.
- PELLETIER, Romain. «Saint-Jean-de-Cherbourg regorge de talents locaux», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 69, no 64 (3 avril 2002), p. 22.
- PELLETIER, Romain. «Sainte-Paule inaugure son école environnementale», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 65, no 37 (16 septembre 1998), p. 5.
- PELLETIER, Romain. «Sainte-Paule innove avec un souper gastronomique au faisan», dans *La Voix du dimanche*, vol. 16, no 35 (1er septembre 2002), p. 3.
- PELLETIER, Romain. «Sainte-Paule veut assurer son avenir économique et social», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 67, no 16 (16 avril 2000), p. 12.
- PELLETIER, Romain. «Un prix pour La Pépinière Dubé à Fleurir le Québec», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 69, no 38 (18 septembre 2002), p. 8.
- PÉRENNÈS, Jean-Jacques. «Un divorce contemporain de la modernité», dans *Présence Magazine*, vol. 4, no 31 (décembre 1995), pp. 26-28.
- PERREAULT, Julie. «Un Québec de beignes sans trou», dans *Recto-Verso*, no 284 (mai-juin 2000), pp. 26-27.
- PERRIER-CORNET, Philippe, SÉNÉBÉ, Yannick, SYLVESTRE, Jean-Pierre. «Rapport à l'emploi et processus d'exclusion dans les espaces ruraux: un cadre d'analyse», dans *Économie rurale*, no 242 (novembre-décembre 1997), pp. 28-35.
- PERROT, Étienne. «Les placements éthiques dans la régulation du capitalisme», dans *Projet*, no 266 (été 2001), pp. 46-54.
- PESTEIL, Philippe. «Au carrefour de l'économie et du culturel. La filière castanéicole corse comme marqueur de l'identité», dans *Études rurales*, no 157-158 (janvier-juin 2001), pp. 211-228.
- PETIT, Pascal. «Décoder la nouvelle économie», dans *Problèmes économiques*, no 2.642 (1<sup>er</sup> décembre 1999), pp. 1-6.
- PIETTE, André. «Recette pour «réénergiser» un rang», dans *Le Bulletin des Agriculteurs*, (novembre 2002), p. 10.
- PINEAULT, Cécillia. «Les gens de Sainte-Jeanne-d'Arc doivent se prendre en main», dans *L'Information*, vol. 31, no 41 (7 octobre 2001), p. 9.
- PITTE, Jean-Robert. «À propos du terroir», dans *Annales de géographie*, vol. 108, no 605 (janvier-février 1999), pp. 86-89.

- PIVETEAU, Jean-Louis. «Le rang de voisinage comme moyen d'approche de l'influence urbaine et de l'environnement urbain», dans *Revue de géographie de Lyon*, vol. 43, no 4 (1968), pp. 377-394.
- PIVOT, Catherine. «Analyse structurale d'une convention de qualité. Le cas d'une Appellation d'origine contrôlée (AOC)», dans *Économie rurale*, no 258 (juillet-août 2000), pp. 126-133.
- PIVOT, Catherine. «Signes de qualité et développement rural», dans *Région et Développement*, no 7 (1998), pp. 135-163.
- POTVIN, Dominique. «Les jeunes reviennent aussi dans leur région d'origine», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 284 (13 décembre 1999), p. A-7.
- POUCH, Thierry. «Entre théorie et histoire: qu'est-ce qu'une politique agricole?», dans *Problèmes économiques*, no 2.771 (31 juillet 2002), pp. 18-21.
- PRESSE CANADIENNE. «L'industrie minière stimulée par l'augmentation du prix de l'or», dans *Le Soleil*, (15 avril 2002), p. C-8.
- PRESSE CANADIENNE. «Landry mise sur les grandes entreprises et Ottawa», dans *Le Soleil*, (18 mai 2002), p. A-13.
- PRESSE CANADIENNE. «Les droits américains font mal à Abitibi-Consolidated», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 11 (22 janvier 2002), p. B-3.
- PRESSE CANADIENNE. «Les petits villages rejettent la fusion», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 166 (27 juillet 1999), p. A-2.
- PRESSE CANADIENNE. «Petitgrew reprend les négociations avec Washington», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 70 (2 avril 2001), p. A-5.
- PRESSE CANADIENNE. «Un coup de «deux par quatre», dans le front», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 63 (23 mars 2002), p. B-4.
- PRESSE CANADIENNE. «Une génération d'agriculteurs du dimanche pousse sur les terres de la province», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 149 (7 juillet 2002), p. B-3.
- PRESSE CANADIENNE. «Une partie des taxes de vente devrait être versée aux municipalités», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 88 (23 avril 2002), p. B-5.
- PRESSE CANADIENNE ET REUTERS. «Le secteur du bois tentera de profiter du sursis», dans *Le Soleil*, (16 avril 2002), pp. C-1 et C-2.
- PROULX, Jacques. «Tant vaut le village, tant vaut le pays», dans *Le Devoir*, vol. 86, no 1 (3 janvier 1995), p. A-7.
- PROULX, Marc-Urbain. «La nouvelle économie et les petits milieux locaux du Québec», dans *L'Action nationale*, vol. 85, no 8 (septembre 1995), pp. 14-24.
- PROULX, Marc-Urbain. «La politique territoriale», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 11, no 1 (hiver 2002), pp. 101-107.
- PROULX, Marc-Urbain. «La vitalité des mouvements régionaux», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 16 (28 janvier 2002), p. A-6.
- PROULX, Marc-Urbain. «Les modèles géo-économiques du Québec», dans *L'Action nationale*, vol. 91, nos 1 et 2 (janvier-février 2001), pp. 53-68.

- PROULX, Marc-Urbain. «Les régions sont loin d'être moribondes», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 104 (13 mai 2002), p. A-6.
- PROULX, Marc-Urbain. «Mouvement Territoire et développement», dans *Réseau*, vol. 31, no 1 (novembre 1999), pp. 8-9.
- PROULX, Marc-Urbain. «Pour une défense intégrée des intérêts locaux», dans *Le Devoir*, vol. 89, no 101 (8 mai 1998), p. A-13.
- PROULX, Marc-Urbain et FORTIN, Noëlle. «Les créneaux du patrimoine dans l'économie monde», dans *Trames*, no 12 (1998), pp. 56-61.
- PROULX, Pierre-Paul. «Quel Québec économique voulons-nous?», dans *L'Action nationale*, vol. 88, no 1 (janvier 1998), pp. 21-38.
- PUEL, Hugues. «Croissance, internationalisation, développement. Un monde en mal de politique», dans *Économie et Humanisme*, no 334 (octobre 1995), pp. 99-105.
- PUEL, Hugues. «Mondialisation et développement», dans *Économie et humanisme*, no 351 (décembre 1999), pp. 86-89.
- PUEL, Hugues. «Situation de l'éthique économique et sociale», dans *Économie et humanisme*, no 358 (octobre-novembre 2001), pp. 86-90.
- RAMONET, Ignacio. «Japon, danger immédiat», dans *Le Monde diplomatique*, vol. 45, no 535 (octobre 1998), p. 1.
- RAMONET, Ignacio. «L'an 2000», dans *Le Monde diplomatique*, vol. 46, no 549 (décembre 1999), p. 1.
- RAMONET, Ignacio. «Stratégies de la faim», dans *Le Monde diplomatique*, vol. 45, no 536 (novembre 1998), p. 1.
- RAY, Christopher. «Territory Structures and Interpretation – Two Case Studies of the European Union's Leader 1 Program», dans *Journal of Rural Studies*, vol. 14, no 1 (1998), pp. 79-87.
- RAYMOND, Emmanuel et SAUVÉE, Loïc. «Signes collectifs de qualité et structures de gouvernance», dans *Économie rurale*, no 258 (juillet-août 2000), pp. 101-112.
- RENÉ, Jean-François et GERVAIS, Lise. «Les enjeux du partenariat aujourd'hui», dans *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 14, no 1 (juin 2001), pp. 20-30.
- REUTERS. «Le prix du papier journal devrait baisser», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 193 (28 août 2001), p. B-5.
- REUTERS. «Les américains tirent la première salve», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 71 (3 avril 2001), p. B-1.
- REUTERS. «Les entreprises américaines veulent taxer à 40% le bois d'œuvre canadien», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 68 (29 mars 2001), p. B-3.
- RICHER, Jules. «Le différend canado-américain sur le bois d'œuvre s'intensifie», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 89 (25 avril 2001), p. B-1.
- RIEU, Carole. «Les évolutions démographiques des territoires entre 1975 et 1999», dans *Population*, vol. 55, no 3 (mai-juin 2000), pp. 477-502.
- RIEUCAU, Jean. «Sociétés et identification territoriale. Permanence des lieux, territorialités religieuses et festives sur le littoral du golfe du Lion», dans *Annales de géographie*, vol. 107, no 604 (novembre-décembre 1998), pp. 610-636.

- RIEUTORT, Laurent. «Les moyennes montagnes d'Europe occidentale: affaiblissement ou réadaptation des campagnes?», dans *Norois*, vol. 44, no 173 (janvier-mars 1997), pp. 61-83.
- RIOUX, Régis. «Est-il vrai que l'avenir n'est qu'aux grosses fermes», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 15, no 5 (novembre 2002), p. 10.
- RIVERIN, Nathaly. «Territoires MRC et entrepreneuriat», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 8, no 1 et 2 (printemps-été 1999), pp. 75-84.
- ROBERT, Anne-Cécile. «Faux emplois et vrai chômage», dans *Le Monde diplomatique*, vol. 45, no 529 (avril 1998), p. 20.
- ROBIN, Jacques. «Cette grande implosion de l'an 2002», dans *Le Monde diplomatique*, vol. 49, no 576 (mars 2002), p. 26.
- ROBIN, Jacques. «Du chaos de la société capitaliste de marché aux prémisses d'un autre monde», dans *Transversales. Science/Culture*, no 69 (juin 2001), pp. 12-14.
- ROBIN, Jacques. «Trois défis majeurs pour l'humanité», dans *Transversales. Science/Culture*, no 71 (novembre-décembre 2001), pp. 16-17.
- ROBITAILLE, Denis. «Le réaménagement pastoral des paroisses rurales», dans *L'Église canadienne*, vol. 33, no 10 (octobre 2000), pp. 290-294.
- ROBITAILLE, Denis. «Solidarité rurale du Québec et sa pastorale», dans *Pastorale-Québec*, vol. 111, no 13 (3 novembre 1999), pp. 20-22.
- ROUSSEL, Véronique. «À propos de l'arrivée de nouvelles populations et de ses conséquences sur les espaces ruraux», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 1 (2000), pp. 45-62.
- ROUSSEL, Véronique. «La politique des services publics dans l'espace rural: du discours aux pratiques», dans *Économie rurale*, no 238 (mars-avril 1997), pp. 28-32.
- ROUSSEL, Véronique et MAMDY, Jean-François. «Nouveaux venus et organisation des territoires», dans *Économie rurale*, no 257 (mai-juin 2000), pp. 56-66.
- ROUX, Bernard. «Les régions méditerranéennes de la CEE et la logique capitaliste de la marginalisation territoriale», dans *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 22, no 62 (automne 1989), pp. 87-100.
- ROUX, Bernard. «Marginalisation et développement local dans les espaces ruraux de l'Europe du Sud», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 4 (1992), pp. 701-714.
- ROUX, Pierre. «Quelques formes innovantes dans la crise contemporaine», dans *Sciences de la société*, no 45 (octobre 1998), pp. 181-192.
- ROY, Bernard. «Jugement sans surprise pour la porcherie: Saint-Germain peut-elle tourner la page?», dans *Le Placoteux*, vol. 23, no 40 (15 octobre 2000), p. 5.
- ROY, Jacques. «L'exode des jeunes du milieu rural: en quête d'un emploi ou d'un genre de vie», dans *Recherches sociographiques*, vol. 33, no 3 (1992), pp. 429-444.
- ROY, Serge. «Construire un autre monde dans la solidarité», dans *Le Soleil*, (23 septembre 2002), p. A-15.
- SAINT-PIERRE, Majella. «Compétitivité et solidarité: mondialisation, crise de l'emploi et entreprises coopératives», dans *Économie et solidarités*, vol. 29, no 2 (1998), pp. 118-123.
- SAINT-PIERRE, Majella. «Une autre façon de développer», dans *Relations*, no 636 (décembre 1997), pp. 307-309.

- SALES, Michel. «Nations, transformations mondiales en cours et Bien commun de l'humanité. Quelques notes en vue d'un discernement», dans *Communio*, vol. 25, no 1 (janvier-février 2000), pp. 45-56.
- SAMSON, Dominique et BEAUCHER, Serge. «Les états généraux du monde rural», dans *Forêt conservation*, vol. 57, no 8 (décembre 1990-janvier 1991), pp. 8-12.
- SANSELME, Franck. «Entre sciences sociales et sens commun. La «ruralité» dans les Maisons familiales rurales», dans *Économie rurale*, no 262, (mars-avril 2001), pp. 62-75.
- SAURIOL, Pierre. «Le marché américain nous est ouvert», dans *Le Bulletin des agriculteurs*, (mi-mars 2002), pp. 57-58.
- SAUVAGE, Patrice. «Promouvoir une économie plurielle», dans *Économie et Humanisme*, no 334 (octobre 1995), pp. 80-89.
- SCHEFFER, Sandrine et RONCIN, François. «Qualification des produits et des terroirs dans la reconnaissance en AOC», dans *Économie rurale*, no 258 (juillet-août 2000), pp. 54-67.
- SCHOONBRODT, René. «La ville, rien que la ville», dans *Poïesis architecture. Arts, sciences et philosophie*, no 6 (1997), pp. 33-49.
- SCHMITT, Bernard. «Avantages comparatifs, dynamique de population et d'emploi dans les espaces ruraux», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 2 (1996), pp. 363-382.
- SCHMITT, Bertrand et GOFFETTE-NAGOT, Florence. «Définir l'espace rural? De la difficulté d'une définition conceptuelle à la nécessité d'une délimitation statistique», dans *Économie rurale*, no 257 (mai-juin 2000), pp. 42-55.
- SEALANU, André et ROY, Julie. «New York et Porto Alegre: un dialogue de sourds», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 20, (1<sup>er</sup> février 2002), pp. A-1 et A-8.
- SÉGUIER, Michel. «Pour une qualité du développement», dans *Économie et humanisme*, no 350 (octobre 1999), pp. 20-24.
- SÉGUIN, Pierre. «L'Auberge Métis-sur-Mer rouvre ses portes toute rajeunie», dans *L'Information*, vol. 30, no 25 (18 juin 2000), p. 9.
- SELEANU, André. «Le forum social mondial est devenu incontournable», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 15 (26 janvier 2002), p. B-2.
- SÉNÉCHAL, Yves. «Un projet pour Sainte-Jeanne-d'Arc», dans *L'Avantage*, vol. 4, no 37 (18 février 2000), p. 9.
- SHARP, Carolyn. «Choix de société et jeux de pouvoir», dans *Relations*, no 643 (septembre 1998), p. 200.
- SIMARD, Majella. «Des localités fragiles dans une région en mal de développement: le cas du Bas-Saint-Laurent», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 10, no 3 (automne 2001), pp. 13-23.
- SIMARD, Majella. «L'Église et le développement de l'Est-du-Québec», dans *L'Église canadienne*, vol. 31, no 4 (avril 1998), pp. 134-140.
- SIMARD, Majella. «Le Bas Saint-Laurent: un milieu innovateur», dans *Revue Organisations et Territoires*, no 8 no 1-2, (printemps-été 1999), pp. 105-112.
- SIMARD, Majella. «Le défi du développement socio-économique local et régional au Québec», dans *L'Action nationale*, vol. 86, no 10, (décembre 1996), pp. 67-83.

- SIMARD, Majella. «Le rôle des théories de développement régional et la contribution des ressources dans le démarrage des petites localités en voie de dépeuplement: le cas du Bas Saint-Laurent», dans *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. 21, no 1 (printemps 1998), pp. 127-149.
- SIMARD, Majella. «Les causes de la crise économique mondiale: enjeux et perspectives pour un modèle éthique de développement régional», dans *L'Action nationale*, vol. 90, no 9 (novembre 2000), pp. 41-63.
- SIMARD, Mario. «Abitibi-Consol ferme deux scieries et réduit la production de quatre autres», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 28 (10 février 2001), p. B-5.
- SOMARIA, Juan. «Pour l'instauration de règles du jeu équitables» dans *Le Monde diplomatique*, vol. 48, no 570 (septembre 2001), p. II-III.
- SOUCHON-ZAHN, Marie-Françoise. «Les maires en milieu rural», dans *Économie rurale*, no 237 (janvier-février 1997), pp. 19-21.
- STANEK, Oleg. «Crise et colonisation dans l'Est-du-Québec», dans *Recherches sociographiques*, vol. 29, no 2-3 (avril-décembre 1988), pp. 201-238.
- STIGLITZ, Joseph. «Emploi, justice sociale et bien-être», dans *Problèmes économiques*, no 2.790 (1<sup>er</sup> janvier 2003), pp. 7-14.
- SURAULT, Pierre. «La diffusion du vieillissement dans les campagnes du Poitou-Charentes», dans *Norois*, vol. 35, no 140 (octobre-décembre 1988), pp. 443-452.
- SZARAZ, Gérard. «Pour un renouvellement du régime forestier au Québec», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 66 (27 mars 1999), p. A-13.
- TARDIF, Laurent. «Fragilité du territoire breton», dans *Octant*, no 52 (1993), pp. 21-26.
- TELLIER, Luc-Normand. «Gardons la tête froide face à la mondialisation», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 72 (4 avril 2002), p. A-7.
- THÉRIAULT, Carl. «1000 emplois touchés d'ici 18 mois au Bas-Saint-Laurent», dans *Le Soleil*, (26 septembre 2002), p. A-19.
- THÉRIAULT, Carl. «Bœuf du Bas Saint-Laurent», dans *Le Soleil*, (9 juillet 1999), p. A-3.
- THÉRIAULT, Carl. «Capacité de coupe revue à la baisse», dans *Le Soleil*, (10 juin 2002), p. A-19.
- THÉRIAULT, Carl. «Des citoyens s'expriment», dans *L'Avantage*, vol. 7, no 21 (25 octobre 2002), p. 2.
- THÉRIAULT, Carl. «Des états généraux sur l'avenir de l'Est», dans *Le Soleil*, (2 avril 2002), p. A-17.
- THÉRIAULT, Carl. «Dure décennie pour la presse régionale», dans *Le Soleil*, (31 octobre 2002), p. A-19.
- THÉRIAULT, Carl. «Élèves francophones et anglophones se font leur propre programme d'immersion», dans *Le Soleil*, (18 février 2002), p. A-15.
- THÉRIAULT, Carl. «L'autre valeur ajoutée de la forêt», dans *L'Avantage*, vol. 7 no 25 (22 novembre 2002), p. 6.
- THÉRIAULT, Carl. «L'exode des jeunes continue de plus bel», dans *Le Soleil*, (10 janvier 2001), p. A-4.
- THÉRIAULT, Carl. «Le bureau de Rimouski bientôt fermé», dans *Le Soleil*, (9 janvier 2003), p. A-14.
- THÉRIAULT, Carl. «Le nombre d'entreprises aidées a triplé», dans *Le Soleil*, (8 avril 2002), p. A-20.

- THÉRIAULT, Carl. «Le virage vers la 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> transformation du bois amorcé en 2002», dans *Le Soleil*, (13 janvier 2003), p. C-8.
- THÉRIAULT, Carl. «Les maires de la Mitis semoncent Desjardins», dans *Le Soleil*, (10 mars 1999), p. A-3.
- THÉRIAULT, Carl. «Logiciels, géomatique et télécommunications: la nouvelle économie du Bas-Saint-Laurent», dans *Le Soleil*, (9 octobre 2001), p. A-21.
- THÉRIAULT, Carl. «Petites gâteries du Bas-du-Fleuve», dans *Le Soleil*, (29 décembre 2001), p. H-4.
- THÉRIAULT, Carl. «Produits bio: l'Est a le vent dans les voiles», dans *Le Soleil*, (7 avril 2002), p. A-12.
- THÉRIAULT, Carl. «Saint-Nil encore «vivant»», dans *Le Soleil*, (9 août 1999), p. A-3.
- THÉRIAULT, Carl. «Spécialités culinaires plutôt particulières», dans *L'Avantage consommateur*, vol. 6, no 31 (4 janvier 2001), p. 7.
- THÉRIAULT, Carl. «Télus Québec supprimera une centaine d'emplois dans l'Est-du-Québec», dans *Le Soleil*, (25 octobre 2002), p. C-4.
- THÉRIAULT, Carl. «Une année bien tranquille dans le Bas-Saint-Laurent», dans *Le Soleil*, (14 janvier 2002), p. A-9.
- THÉRIAULT, Carl. «Une chaire en recherches forestières et un observatoire de la foresterie mis en place», dans *Le Soleil*, (11 décembre 2001), p. A-19.
- THÉRIAULT, Carl. «Une légère taxe sur les aliments», dans *L'Avantage*, vol. 6, no 46 (19 avril 2002), p. 2.
- THÉRIAULT, Carl. «Vendre son expertise à l'extérieur de la région», dans *L'Avantage*, vol. 7 no 25 (22 novembre 2002), p. 7.
- TISON, Marie. «Le Canada utilise l'OMC pour faire pression sur les États-Unis», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 13 (24 janvier 2002), p. B-3.
- TORRE, André. «Économie de proximité et activités agricoles et agro-alimentaires. Éléments d'un programme de recherche», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 3 (2000), pp. 407-426.
- TORRICELLI, Gian Paolo. «Changement structurel et organisation des territoires montagnards: le cas de la Suisse», dans *L'Espace géographique*, vol. 30, no 4 (2001), pp. 333-347.
- TREMBLAY, Jean. «Bilan 2001 et perspectives 2002», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 14, no 10 (avril 2002), p. 22.
- TREMBLAY, Joël. «Le «savoir» à la rescousse de l'industrie forestière», dans *L'Avant-Poste*, vol. 61, no 8 (28 octobre 2001), p. 4.
- TREMBLAY, Stéphane. «La coop de Laterrière accusée d'avoir fermé la scierie», dans *Le Soleil*, (10 décembre 2002), p. A-19.
- TREMBLAY, Stéphane. «La Minganie se mobilise après la fermeture d'une scierie», dans *Le Soleil*, (20 novembre 2002), p. A-18.
- TRICOT, Claude; RAFFESTIN, Claude et BACHMANN, D. «Élaboration et construction d'un nouvel indice de concentration», dans *L'Espace géographique*, vol. 3, no 4 (1974), pp. 303-301.
- TRUDEL, Clément. «L'ONU met l'accent sur les inégalités», dans *Le Devoir*, vol. 89, no 203 (9 septembre 1998), p. A-4.

- TURCOTTE, Claude. «À qui le pouvoir?», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 55 (15 mars 1999), pp. B-2-B3.
- TURCOTTE, Claude. «Déchirement en vue à la Fédération des caisses d'économie», dans *Le Devoir*, vol. 91, no 151 (7 juillet 2000), pp. A-1 et A-7.
- TURCOTTE, Claude. «Desjardins évolue sans heurts», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 93 (29 avril 2002), p. B-1.
- TURCOTTE, Claude. «Desjardins va de l'avant», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 227 (7 octobre 1999), pp. A-1 et A-8.
- TURCOTTE, Claude. «La Fédération des caisses d'économie réitère son opposition», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 227 (7 octobre 1999), p. B-1.
- TURCOTTE, Claude. «La récession américaine frappe l'industrie forestière de plein fouet», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 17 (29 janvier 2002), p. B-4.
- TURCOTTE, Claude. «Qui mènera la réforme à bon port?», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 279 (6 décembre 1999), pp. A-1 et A-8.
- TURCOTTE, Claude. «Une négociation où le plus fort gagnera?», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 197 (1<sup>er</sup> septembre 2001), p. B-3.
- VACHON, Bernard. «L'influence politique de l'UPA est démesurée», dans *Le Devoir*, vol. 79, no 243 (20 octobre 1988), p. 9.
- VACHON, Bernard. «Le peuplement des régions rurales du Québec face aux phénomènes de dénatalité et de désurbanisation», dans *Espace, population et société*, no 3 (1986), pp. 85-94.
- VACHON, Bernard. «Le potentiel oublié des régions», dans *Le Soleil*, (13 novembre 2002), p. A-17.
- VACHON, Bernard. «Le territoire réservé à l'agriculture est immense», dans *Le Devoir*, vol. 79, no 243 (19 octobre 1988), p. 9.
- VACHON, Bernard. «Les régions, l'enjeu de la prochaine élection», dans *Le Soleil*, (8 février 2002), p. A-15.
- VACHON, Bernard. «Pour une politique spécifique d'aménagement rural au Québec», dans *Trames*, no 11 (1996b), pp. 78-84.
- VACHON, Bernard. «Pour une stratégie globale de développement des territoires», dans *Le Soleil*, (11 janvier 2002), p. A-15.
- VACHON, Bernard. «Pourquoi promouvoir le développement des régions périphérique et intermédiaires?», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 11, no 2 (printemps-été 2002), pp. 51-53.
- VACHON, Bernard et LEMIEUX, André. «Oser la renaissance rurale au Québec. Éléments pour une prospective des territoires ruraux», dans *Hommes et Terre du Nord*, no 3-4 (1997), pp. 145-155.
- VAILLANCOURT, Claude. «De Porto Alegre à Québec, il n'y a qu'un pas», dans *Le Soleil*, (3 juin 2002), p. A-7.
- VALCESCHINI, Egizio. «La dénomination d'origine comme signal de qualité crédible», dans *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 3 (2000), pp. 489-500.
- VALLÉE, Pierre. «Penser par soi-même», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 69 (30 mars 2002), p. G-8.
- VENNE, Michel. «Développer localement pour «fabriquer de la différence», dans *Le Devoir*, vol. 93, no 291 (21 décembre 2002), p. G-2.



- VENNE, Michel. «Les subventions aux municipalités sont mal contrôlées», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 52 (11 mars 1999), p. A-4.
- VENNE, Michel. «Les visages de la mondialisation», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 302 (5 janvier 2002), p. A-1.
- VENNE, Michel. «Une utopie contre le fatalisme», dans *Le Devoir*, vol. 93 (21 décembre 2002), p. G-2.
- VERMERSCH, Dominique. «Économie, éthique... Éthique économique: mariage de convenances ou mariage de raison?», dans *Économie rurale*, no 271 (septembre-octobre 2002), pp. 4-8.
- VÉZINA, Luc; GAGNON, Jean; GAGNON, René et RAYMOND, Sylvie. «Nouveau programme en application au Bas-Saint-Laurent», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 14, no 5 (novembre 2001), p. 16.
- VIDAL-BENEYTO, José. «La social-démocratie privatisée», dans *Le Monde diplomatique*, vol. 46, no 544 (juillet 1999), p. 32.
- VILADOMIU, Lourdes; ROSELL, Jordi et FRANCÉS, Gemma. «La diversification des exploitations agricoles et leur contribution au développement rural. Le cas de la Catalogne», dans *Sciences de la société*, no 52 (octobre 2002), pp. 147-165.
- VILLENEUVE, Paul; BARBONNE, Rémy et RACINE, Nicolas. «Ce que les régions non métropolitaines ont à offrir», dans *Revue Organisations et Territoires*, vol. 11, no 1 (hiver 2002), pp. 25-32.
- VIVERET, Patrick. «Le rapport d'étape de la mission «nouveaux facteurs de richesse» au secrétaire d'État à l'économie solidaire, M. Guy Hascoët», dans *Transversales. Science/Culture*, no 70 (août 2001), pp. 4-36.
- VIVERET, Patrick. «Pour un nouveau regard sur l'économie et la richesse», dans *Transversales. Science/Culture*, nouvelle série, no 1 (janvier-février-mars 2002), pp. 56-61.
- WACKERMANN, Gabriel. «Organisation et niveaux d'équipement d'espace multinational animé par une forte armature urbaine», dans *Économie rurale*, no 120 (1977), pp. 3-10.
- WEINBERG, Achille. «Crise et recomposition», dans *Sciences humaines*, hors série (septembre 2001), pp. 58-61.
- WELLS, Ernie. «Chasser le faisan à Sainte-Paule», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 96, no 30 (9 septembre 2001), p. 23.
- WELLS, Ernie. «Des producteurs agricoles vont exploiter un gisement de chaux», dans *Le Rimouskois*, vol. 33, no 46 (4 octobre 2000), p. A-6.
- WELLS, Ernie. «La nouvelle coop de chaux doit livrer pour septembre», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 96, no 12 (6 mai 2001), p. 53.
- WELLS, Ernie. «Les gestionnaires incitent les industriels à revoir leurs façons d'exploiter la forêt», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 94, no 15 (30 mai 1999), p. 9.
- WELLS, Ernie. «Transcontinental ferme son usine de Pointe-au-Père», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 98, no 3 (2 mars 2003), p. 6.
- WELLS, Ernie. «Trésors cachés de la forêt privée», dans *Le Soleil*, (17 janvier 2003), p. A-9.
- WILKINS, James A. «Le déficit démocratique mondial», dans *L'Action nationale*, vol. 92, no 3 (mars 2002), pp. 53-60.
- \_\_\_\_\_. «1,5 million \$ de pertes pour la Matapédia», dans *L'Avant-Poste*, vol. 60, no 36 (13 mai 2001), p. 8.

- \_\_\_\_\_. «45 nouveaux emplois dans Glendyne de Saint-Marc-du-Lac-Long», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 9, no 6 (6 février 2000), p. 15.
- \_\_\_\_\_. «73 millions investis dans la région du Bas-Saint-Laurent», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 11, no 29 (14 juillet 2002), p. 1.
- \_\_\_\_\_. «À Sainte-Paule, on sort des sentiers battus», dans *Quorum*, vol. 24, no 8 (janvier-février 2000), p. 24.
- \_\_\_\_\_. «Alain Laflamme, forestier dans l'âme», dans *L'Avantage*, vol. 7 no 25 (22 novembre 2002), p. 3.
- \_\_\_\_\_. «Appel pour la création d'un Collégium international éthique, politique et scientifique», dans *Transversales. Science/Culture*, nouvelle série, no 1 (janvier-février-mars 2002), pp. 62-64.
- \_\_\_\_\_. «Bois d'œuvre: le Bas-Saint-Laurent directement concerné», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 10, no 17 (22 avril 2001), p. 2.
- \_\_\_\_\_. «Des campagnes à sauver», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 269 (25 novembre 1999), p. A-7.
- \_\_\_\_\_. «Comité de développement de Saint-Joseph-de-Kamouraska», dans *Le Placoteux*, vol. 24, no 17 (29 avril 2001), p. 14.
- \_\_\_\_\_. «Conter l'exode pour relancer l'économie», dans *Quorum*, vol. 27, no 3 (avril-mai 2002), p. 23.
- \_\_\_\_\_. «Créée pour empêcher la fermeture de plusieurs paroisses», dans *Le Touladi*, vol. 21, no 39 (11 juin 2000), p. 12.
- \_\_\_\_\_. «Des équipements d'érablières pour les années 2000», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 8, no 14 (4 avril 1999), p. 52.
- \_\_\_\_\_. «Des régions laissées pour compte? Des petits villages en arrachent», dans *Quorum*, vol. 24, no 2 (mars 1999), p. 40.
- \_\_\_\_\_. «Enfin une proposition!», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 11, no 29 (14 juillet 2002), p. 5.
- \_\_\_\_\_. «Entre les deux oreilles», dans *Le Bulletin des agriculteurs*, (mi-mars 2002), p. 6.
- \_\_\_\_\_. «Ferme Ciboulette», dans *Le St-Laurent/Portage*, vol. 106, no 46 (5 novembre 2000), p. 40.
- \_\_\_\_\_. «Glendyne Inc. à Saint-Marc-du-Lac-Long», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 10, no 20 (13 mai 2001), pp. 14 et 47.
- \_\_\_\_\_. «Journées nationales du goût et des saveurs», dans *Le Placoteux*, vol. 23, no 9 (24 septembre 2000), p. 3.
- \_\_\_\_\_. «Journées sociales du Québec. Déclaration de Rimouski», dans *L'Action nationale*, vol. 87, no 9 (septembre 1997), pp. 21-25.
- \_\_\_\_\_. «L'acériculture en forte progression au Bas Saint-Laurent», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 8, no 5 (31 janvier 1999), p. 7.
- \_\_\_\_\_. «L'agroalimentaire: facteur de stabilité», dans *Le Bulletin des agriculteurs*, (mi-mars 2001), p. 66.
- \_\_\_\_\_. «L'UPA plaide en faveur du développement local», dans *Quorum*, vol. 27, no 3 (avril-mai 2002), p. 20.

- \_\_\_\_\_. «La Commission scolaire Kamouraska-Rivière-du-Loup. Partenaire dans le développement régional», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 8, no 23 (6 juin 1999), p. 5.
- \_\_\_\_\_. «La Ferme Ciboulette de Saint-Pierre-de-Lamy récolte les honneurs», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 11, no 43 (20 octobre 2002), pp. 60-61.
- \_\_\_\_\_. «La forêt demeure numéro un au Bas-Saint-Laurent», dans *L'Avantage*, vol. 7 no 25 (22 novembre 2002), p. 5.
- \_\_\_\_\_. «La forêt modèle s'engage dans un projet éducatif», dans *L'Information*, vol. 30, no 8 (20 février 2000), p. 11.
- \_\_\_\_\_. «La MRC s'oppose à la fermeture des petites écoles», dans *L'Information*, vol. 29, no 12 (21 mars 1999), p. 5.
- \_\_\_\_\_. «La population augmente dans les régions rurales», dans *Quorum*, vol. 2, no 2 (mars 1999), p. 33.
- \_\_\_\_\_. «La rareté de main-d'œuvre agricole: une analyse économique», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 14, no 10 (avril 2002), p. 10.
- \_\_\_\_\_. «La revitalisation des communautés rurales fragiles nécessite un meilleur contrôle régional de la R-D en agroalimentaire», dans *UQAR-Info*, vol. 33, no 13 (5 mars 2002), p. 13.
- \_\_\_\_\_. «La tourbe: une ressource aux multipropriétés», dans *Le St-Laurent/Portage*, vol. 107, no 37 (9 septembre 2001), p. 2.
- \_\_\_\_\_. «Laisserons-nous dépérir les régions?», dans *Quorum*, vol. 25, no 5 (juillet-août 2000), p. 13.
- \_\_\_\_\_. «Le boom industriel de Rivière-du-Loup suscite l'innovation», dans *Quorum*, vol. 27, no 1 (février 2002), p. 25.
- \_\_\_\_\_. «Le bureau de poste: un centre multiservice», dans *Quorum*, vol. 24, no 6 (septembre-octobre 1999), p. 36.
- \_\_\_\_\_. «Le juge Alain autorise la construction», dans *Le Placoteux*, vol. 23, no 39 (8 octobre 2000), p. 3.
- \_\_\_\_\_. «Le parc industriel de Rivière-du-Loup: un emplacement stratégique pour les entrepreneurs», dans *Quorum*, vol. 27, no 1 (février 2002), p. 27.
- \_\_\_\_\_. «Le patrimoine levier du développement local», dans *Innovation et emploi*, no 7 (juillet 1991), pp. 1-16.
- \_\_\_\_\_. «Le réseau Desjardins Bas Saint-Laurent: premier en termes de rentabilité», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 8, no 18 (2 mai 1999), p. 11.
- \_\_\_\_\_. «Le secteur agroalimentaire offre d'excellentes perspectives d'emploi», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 10, no 45 (4 novembre 2001), p. 20.
- \_\_\_\_\_. «Les régions-ressources ont-elles encore de l'avenir», dans *Quorum*, vol. 25, no 6 (septembre-octobre 2000), p. 30.
- \_\_\_\_\_. «Les Saveurs du Bas Saint-Laurent. Une offensive pour faire connaître les produits régionaux», dans *UQAR-Info*, vol. 30, no 5 (27 octobre 1998), p. 12.
- \_\_\_\_\_. «Mettre en valeur les autres ressources de la forêt», dans *Le Touladi*, vol. 21, no 39 (11 juin 2000), p. 13.

- \_\_\_\_\_. «Mobilités urbaines: état des lieux», dans *Sciences humaines*, no 126 (avril 2002), p. 13.
- \_\_\_\_\_. «Murielle Jean, St-Eugène-de-Ladrière. Finaliste du Prix du bénévolat Dollar-Morin Édition 2002», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 108, no 44 (27 octobre 2002), p. 67.
- \_\_\_\_\_. «Pour une Union paysanne», dans *Le Devoir*, vol. 92, no 143 (29 juin 2001), p. A-4.
- \_\_\_\_\_. «Nouveau marché pour les producteurs forestiers du Bas-Saint-Laurent», dans *Vision, terre et forêt*, vol. 14, no 10 (avril 2002), p. 21.
- \_\_\_\_\_. «Premiertech contribue à l'essor de la région», dans *Quorum*, vol. 27, no 1 (février 2002), p. 28.
- \_\_\_\_\_. «Pour diversifier l'industrie forestière», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 10, no 20 (13 mai 2001), p. 17.
- \_\_\_\_\_. «Propositions pour une aide sur mesure aux plus petites communautés rurales de l'Est du Québec», dans *Action rurale*, vol. 1, no 2 (novembre 1989), pp. 3-5.
- \_\_\_\_\_. «Quand les églises changent de vocation», dans *Le Devoir*, vol. 90, no 182 (14 août 1999), p. D-8.
- \_\_\_\_\_. «Résister et construire. Deuxième rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité tenue à Québec du 9 au 12 octobre 2001 », dans *Économie et solidarités*, vol. 33, no 1 (2002), pp. 47-50.
- \_\_\_\_\_. «Repensons l'école», dans *Journal des communes*, no 2032 (avril 1998), pp. 17-23.
- \_\_\_\_\_. «Saint-Germain: une mégavacherie!», dans *Le Placoteux*, vol. 23, no 46 (26 novembre 2000), p. 17.
- \_\_\_\_\_. «Saint-Joseph: Les citoyens participent à une corvée de nettoyage», dans *Le Placoteux*, vol. 22, no 40 (17 octobre 1999), p. 11.
- \_\_\_\_\_. «Sainte-Paule prépare déjà sa chasse aux faisans 2002», dans *La Voix gaspésienne*, vol. 69, no 21 (22 mai 2002), p. 39.
- \_\_\_\_\_. «Se battre pour la survie des écoles de villages», dans *Quorum*, vol. 24, no 4 (juin 1999), pp. 27-28.
- \_\_\_\_\_. «Situation des petites écoles: l'appel de la population a-t-il finalement été entendu?», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 8, no 21 (23 mai 1999), p. 9.
- \_\_\_\_\_. «Une foire réussie», dans *Progrès Écho-Dimanche*, vol. 95, no 36 (22 octobre 2000), p. 38.
- \_\_\_\_\_. «Vers la mobilisation de nos villages», dans *Le Saint-Laurent/Portage*, vol. 108, no 51 (15 décembre 2002), p. 36.
- \_\_\_\_\_. «VIV-Herbes», dans *Journal Info-Dimanche*, vol. 9, no 25 (18 juin 2000), p. 11.

#### Documents cartographiques

FOURNIER, Rachel et al. *Le grand atlas routier du Québec méridional*. Saint-Laurent, Cartotek Geo, 1999, 271 p.

Inventaire des terres du Canada. Possibilités agricoles des terres. Cartes thématiques au 1: 250 000 réalisées par l'Institut de recherche sur les sols, Direction de la recherche, Ministère de l'Agriculture du Canada avec l'aide de la Direction générale des Terres, Gestion de l'Environnement, Ministère de l'Environnement; régions de Baie-Saint-Paul (21 M), Matane (22 B), Rimouski (22 C) et d'Edmundston (21 N) Ottawa, 1973.

### Documents audiovisuels

DESJARDINS, Richard et MONDERIE, Richard. *L'erreur boréale*. Coll. Cinéma libre. Montréal, Office nationale du film, 1999, 69 min.

DESJARDINS, Richard et MONDERIE, Richard. *La loi de l'eau*. Montréal, Office nationale du film, 2002.

LATULIPPE, Hugo; JEAN, Annie et BELLEMARE, Sylvain. *Bacon, le film*. Montréal, Office national du film, 2001, 83 min.

SOLIDARITÉ RUALE DU QUÉBEC. *Les élus... leur rôle au village!* Nicolet, Solidarité rurale du Québec, 2002, 25 minutes.

### Sites Internet

COMMISSION DE LA TOPONYMIE DU QUÉBEC. Site Internet: [www.toponymie.gouv.qc.ca](http://www.toponymie.gouv.qc.ca).

ÉCONOMISTES EUROPÉENS POUR UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ALTERNATIVE EN EUROPE. *Une politique économique contre la récession et la polarisation en Europe. Propositions pour combattre le vide idéologique et l'impuissance politique*, site Internet: [www.memo-europe.uni-bremen.de](http://www.memo-europe.uni-bremen.de), 21 p.

GEDDES, Michael. *Partenariat local: une stratégie réussie pour la cohésion sociale?* Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, site Internet: [www.eurfound.ie](http://www.eurfound.ie), 1998, 12 p.

MINISTÈRE FRANÇAIS DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE. *Appellation d'origine contrôlée*. <http://www.agriculture.gouv.fr/alim/sign/appe/00welcome.html>

### Autres types de documents

JEAN, Bruno. *Le capital social et le développement des communautés rurales: enseignements d'un Observatoire rural canadien*. Conférence présentée au colloque «Prospective régionale: le devenir des espaces régionaux. Horizon 2025. L'Abitibi-Témiscamingue» dans le cadre de la 69<sup>e</sup> édition du Congrès de l'ACFAS tenu du 14 au 17 mai 2001 à l'Université de Sherbrooke (non publiée).

RADIO-CANADA. Le téléjournal de 24 octobre 2002.

RADIO-CANADA. Nouvelles régionales du 21 septembre 2002 à la fréquence 89,1 sur la bande FM (poste CJBR).

RADIO-CANADA. Nouvelles régionales du 24 septembre 2002 à la fréquence 89,1 sur la bande FM (poste CJBR).

RADIO-CANADA. Nouvelles régionales du 28 octobre 2002 à la fréquence 89,1 sur la bande FM (poste CJBR).

SIMARD, Majella. *Les perspectives de développement des petites localités fragiles dans le contexte d'une agriculture périphérique. Quelques jalons pour l'élaboration d'une éventuelle politique de la ruralité.* Conférence présentée au colloque «Prospective régionale: le devenir des espaces régionaux. Horizon 2025. L'Abitibi-Témiscamingue» dans le cadre de la 69<sup>e</sup> édition du Congrès de l'ACFAS tenu du 14 au 17 mai 2001 à l'Université de Sherbrooke (non publiée).

# Annexe 1

## Recension des principaux produits et services qui relèvent du secteur agroalimentaire pour certaines localités rurales du Bas-Saint-Laurent

### 1.1 Biens de type agroalimentaire découlant de l'exploitation des ressources naturelles rurales

	Localités	Entreprises	Spécificité
1	St-Gabriel-de-Rimouski	Chocolaterie Créations Colu	chocolat
2		Les Jardins du Saroit	framboises et bleuets biologiques
3		Produits fumés St-Gabriel	poisson et viande fumés à faible teneur en gras
4	St-Luce	Les Jardins du Saroit	framboises biologiques
5		Ferme Naturasigna	herbes médicinales, petits fruits biologiques
6		Vallée Verte	jus de carotte
7		Folofarines	pain de type européen
8		La Boulangerie de Ste-Luce	boulangerie artisanale
9		Fromagerie De Lavoye	fromagerie artisanale spécialisée dans le lait cru et pasteurisé
10		Hydromel	alcool de miel
11	St-Germain	Cuisine de Rêve	chanterelles, têtes-de-violon, etc.
12		Brasserie Breughal	bière artisanale
13	Cacouna	Les Glaces Ali-Baba	crème glacée artisanale
14	St-Mathieu	Serres les Grands Vents	roses biologiques, gelée et sirop de pétales de roses
15		Champésie	champignons exotiques, pleurotes
16	Ste-Florence	Le Havre du Voyageur	graines de Provence, céréales
17	Ste-Flavie	Rucher Tête en fleurs	miel, chandelles aromatiques
18		Pêcheries Ste-Flavie	poissons fumés
19		Les herbes salées du BSL	herbes salées
20		Hydromellerie du Vieux Moulin	hydromel, vin mousseux à base de miel, vin apéritif
21	Mtée-sur-Mer	Mouski	mousse de saumon fumé
22	St-Valérien	Basilic Eceatera	huiles et vinaigres aromatisés
23		Ferme Val-aux-Vents	concept d'abonnement de paniers de légumes, fleurs comestibles et fines herbes biologiques
24	St-Fabien	Echi nord	tartinades et bisques d'oursin
25		Ferme G. Rioux	culture de pois en semi pur
26		Chocolatissime	chocolat à saveur d'érable, bûches, petits fours secs;
27	Bic	Ferme Eugénia	fumier de vers de terre, jus d'herbe de blé
28		Serres Yves Leblanc et Filles	légumes biologiques
29	Aulclair	Ferme Vol-au-vent	poireaux déshydratés
30		Érablière l'Éveil du Printemps	vin mousseux, porto, pineau à base d'érable, chocolats belges au beurre d'érable, truffes
31		Érablière Marco Sheink	système de concentration inversé, technique d'enfouissement de conduites d'eau d'érable
32	St-Ulric	Ferme Les Petits bonheurs	sorbet de fruits
33		Ferme Déméter horticole	cerises de terre biologiques produites en serre
34	Petit-Matane	Érablière Cabane Bellevue	produits de l'érable, truffes au beurre d'érable, gelée d'érable
35	Les Méchins	Ferme la Découverte	mousse d'oursin fumé
36		Fromagerie Les Méchins	transformation du lait en fromage non affiné à pâte ferme
37		Gaspé Salaisons	transformation de produits marins (caviar et oursin de mer)
38	St-Paul-de-la-Croix	Ferme les Deux Miel	miel, beurre de miel
39	St-Louis-du-Ha!-Ha!	Champi-Témis	champignons
40		Ferme La Gibecière	élevage de perdrix, faisans et pintades

## Annexe 1

Recension des principaux produits et services qui relèvent du secteur agroalimentaire pour certaines localités rurales du Bas-Saint-Laurent (suite)

	Localités	Entreprises	Spécificité
41.	St-Clément	Syden	caramel d'érable
42.		La Chèverie du Cap	production de lait de chèvre
43.	Kamouraska	Boulangerie Niemand	spécialités allemandes
44.		Pêcheries Ouellet	transformation de produits marins haut de gamme
45.	St-André	Ferme Ora	petits fruits biologiques
46.		La Boucanerie	mousse de saumon, d'oursin, de moules et de truite fumé
47.	Mont-Carmel	Sportsman	mélasse, sirop doré
48.		Produits alimentaires Pratico	vinaigrette
49.	St-Pacôme	La Framboisière des Trois	vin de framboise et de bleuets
50.	St-Simon	Les Délices du Jardinier	légumes biologiques
51.		Eau Limpide inc.	eau de source naturelle
52.		Aux petits caprices	chocolat
53.	St-Pierre-de-Lamy	Ferme Ciboulette	produits de l'érable
54.		Érablière La Couleée dorée	produits de l'érable
55.		Érablière Guillian	produits de l'érable
56.	St-Marcellin	Érablière Argente	produits de l'érable
57.	Isle-Verte	Ferme Jacques Lemieux	produits de l'érable
58.		Ferme Marie-Rose Laine	ail naturel et déshydraté
59.		Coopérative Mer Bergère	élevage d'agneau de pré-salé
60.		Érablière Lizière	produits de l'érable
61.	St-Denis	Apiro inc.	hydromel, gelée royale
62.	St-Léandre	Bleuetière Perle bleue	bleuetière (12 espèces)
63.	St-Philippe-de-Néri	Les Ruchers Apikan	beurre de miel
64.	St-Antonin	Serres Plein Soleil	légumes biologiques
65.		Aqua-germe	luzerne, pois mange-tout
66.	St-Cyprien	Centre avibier de St-Cyprien	charcuterie fine, transformation de volailles, gibiers (pintades, cailles, canards et faisans)
67.	Trinité-des-Monts	Bleuetière du Fond d'ormes	bleuetière
68.	St-Donat	Mon Jardin de fines herbes	finest herbes et fleurs comestibles
69.		Fumoir Mouski	turbot mariné
70.	St-Onésime	Les érablières des Alléghany	produits de l'érable vendus à l'échelle internationale
71.	St-Alexandre	Société agricole de valorisation industrielle des résidus	tomates en grappes produites à partir d'un constitué de 70% de résidus forestiers et de lisier de porc
72.	St-Octave-de-Métis	Ferme Agri-Innove	production et commercialisation de veau de grain
73.	Ste-Françoise	Ferme Michel LeBlanc	élevage de cerfs roux
74.	Ste-Blandine	Les Petits Fritiers de l'Est	culture de gadelles, cassis, jostas et groseilles, poires
75.	St-Alexandre-des-Lacs	Vallée Fleurie ont.	miel liquide, beurre de miel, miel en rayons
76.	St-Épiphanie	Autruches Qué-d'or	élevage d'autruches et d'émeus
77.	St-Jean-de-Cherbourg	Mario Imbeault	culture de l'ergousier
78.	Baie-des-Sables	La boîte à pain	boulangerie et pâtisserie artisanale
79.	St-Guy	Érablière La Vallée Bleue	produits de l'érable à valeur ajoutée
80.	St-Charles-Garnier	Ferme Jean-Clément Rousseau	élevage de wapitis à des fins pharmaceutiques
81.	Ste-Rita	Érablière Jean-Yves Melenfant	produits de l'érable à valeur ajoutée
82.	Lejeune	Ferme Le Beau lieu	saucisses d'agneau
83.		VIV-Herbes	herboristerie artisanale
84.		Érablière La Grande Couleée	produits de l'érable



## Annexe 1

## Recension des principaux produits et services qui relèvent du secteur agroalimentaire pour certaines localités rurales du Bas-Saint-Laurent (suite)

## 1.2 Services à caractère récréo-éducatif ou agro-touristique

	Localités	Entreprises	Spécificité
85.	Luceville	Autruches et Émeus de l'Est	élevage d'autruches et d'émeus
86.	St-Épiphanie	L'autruche Royale (Autruches Qué-d'or)	élevage d'autruches et transformation
87.	St-André	Maison de la Prune	économusée de la prune
88.		L'escapade gourmande	mets exotiques
89.	St-Germain	Ferme québécoise du petit cheval du fer	élevage de chevaux canadiens
90.	St-Gabriel-de-Rimouski	Ferme de la Rivière Rouge	cerfs de Virginie, pisciculture
91.		Gîte au Bercail	randonnées en traîneau à chiens
92.	St-Valérien	Pisciculture du Rigoumabe	cerfs de Virginie, pisciculture
93.		Pêche à la truite	pisciculture
94.	St-Fabien	Parc animalier de St-Fabien	parc animalier
95.		Ranch Carol Roy	randonnées à cheval
96.	St-Moïse	Cerfs roux de l'Est	cerfs de Nouvelle-Zélande
97.	Ste-Luce	Pisciculture des Cèdres	pisciculture
98.		Atrium marin de Ste-Luce (à l'état de projet)	atrium
99.		Société Récifs de l'Estuaire du Québec (à l'état de projet)	récif artificiel pour favoriser le développement de la plongée sous-marine
100.	St-Cyprien	Centre équestre des Hauts Plateaux	randonnées à cheval
101.		Ferme Valdoisin	ferme éducative
102.	St-Donat	Ranch Quatre Saisons	randonnées à cheval
103.	Les Boules	Ranch des Collines Chlo-Chocs	randonnées à cheval
104.		Auberge une Ferme en Gaspésie	repas à la ferme
105.	St-Luc	Ranch chez Claude	randonnées à cheval
106.	Cacouna	Ranch Kakou	randonnées à cheval
107.	Isle-Verte	Le Domaine Du-Mont	élevage d'animaux exotiques
108.	Audet	Le JAL à cheval	tourisme équestre
109.	St-François	Bergaria de l'Agneau d'or	élevage de moutons et de chevaux
110.	St-Louis-du-Ha!-Ha!	La Gibecière du Témis	élevage d'oiseaux-gibiers
111.		Champ-Témis	culture de champignons exotiques
112.	St-René	Gîte des Sommets	randonnées en traîneau à chiens
113.	St-Jean-de-Dieu	La Ferme paysagée	ferme éducative
114.	St-Eusèbe	Sangliers 2000	parc de sangliers
115.		Ferme Gilbert Forest	élevage de lamas
116.	St-Onésime	Ferme du sanglier	parc de sangliers et de daims
117.	St-Pierre-de-Lamy	Ferme Jean Cordier	élevage du cerf rouge
118.	Mont-Carmel	Ferme Ricmaunine	parc à chevreuils
119.		Lac de l'Est	camping sauvage, activités nautiques
120.	Kamouraska	Ranch El Moro-co	randonnées à cheval
121.	Baie-des-Sables	Gîte Le Biolieu	élevage d'agneaux
122.		Ferme écologique Baie-des-Sables	produits biologiques
123.		Ferme Jacques Bélanger	élevage d'autruches
124.		Mini ferme touristique	ferme éducative, production et vente de légumes frais
125.		Ferme Louise Bélanger	élevage d'émeus
126.	St-Eugène-de-Ladrière	Ferme René Louis	élevage de l'agneau de pré-salé
127.	St-Ulric	Ferme Le mouton noir	élevage de chiens rassembleurs de troupeau
128.		Gare de St-Ulric	kiosque d'information touristique
129.	St-Pacôme	Parc à chevreuils Richard Lynch	parc à chevreuils

# Annexe 1

Recension des principaux produits et services qui relèvent du secteur agroalimentaire pour certaines localités rurales du Bas-Saint-Laurent (suite et fin)

	Localités	Entreprises	Spécificité
130.		Station de neige St-Pacôme	glissage sur chambre à air avec service de remonte-pente
131.	Mont-Carmel	Ferme Ricmaunine	parc à chevreuils
132.		Lac de l'Est	camping sauvage, activités nautiques
133.	St-Eizéar	L'Hirondelle des Granges	sentiers pédestres, observation d'oiseaux
134.	St-Marcellin	Gîte 100-T	dégustation de produits régionaux
135.	St-Paulé	Auberge la Pente Abrupte	visite guidée d'érablières et dégustation des produits de l'érable (en tout temps)

Inspiré de: LANE, Bernard et YOSHINAGA, Kenji. «Créneaux pour le monde rural», dans *L'Observateur de l'OCDE*, no 190 (octobre-novembre 1994), p. 16.

\*Les lignes surlignées en jaune représentent les initiatives issues des petites localités rurales.

Dernière mise à jour: 14 mars 2003

## Annexe 2

### Produits et services potentiellement porteurs de développement pour certaines localités rurales du Bas-Saint-Laurent

#### 2.1 Produits

##### 2.2.1 Biens reliés à l'histoire, à la culture et aux traditions rurales

	Localités	Entreprises	Spécificité
1	Bic	Rose des vents	produits artisanaux
2	Grand-Métis	Les Ateliers Plein Soleil	produits artisanaux et horticoles
3	Ste-Flavie	Boutique Plein Soleil	galerie d'art et produits artisanaux
4		M'Sieur L'Agate	produits artisanaux
5		Le Cavalier des Mers	galerie d'art
6	Métis-sur-Mer	Le Château des marronniers	galerie d'art
7	Kamouraska	Les Papiers Flore	papier artisanal
8		Artisanat Côté	produits artisanaux
9	Ile-Verte	Filature de L'Isle-Verte	couverture de laine, vêtements
10		Maison Louis-Bertrand	musée habitée
11	St-André	Maison de la Prune	écomusée
12	Rivière-Ouelle	Galerie de l'éventail	huiles, aquarelles de paysages de la région
13		Gîte le Laurentide	artisanat régional
14	St-Antoine	Halte amérindienne	artisanat indien
15		Les Fabrications TJD Inc.	raquettes en aluminium, service de soudure à l'argon
16	Cacouna	Artisanat Sirois	produits artisanaux
17	Notre-Dame-du-Portage	Le grenier de tante Marcelle	produits artisanaux
18	St-Noël	Le Bricoleur de la Vallée	maquettes, cabanes à sucre, fermes
19	St-Ulric	Ferme Fleurie	fleurs séchées naturelles, fleurs comestibles biologiques
20		Les Pûces à Mi-Lou	produits artisanaux, antiquités
21	Lac-des-Aigles	Atelier Folyvaz	canards d'eucalyptus
22	Ste-Luce	Au grain de bois	fabrication de nichoirs, coffrets à tisane, bijoux et porte-bouteilles
23	La Rédemption	Les Mites à coton	produits de tissage
24	St-Simon	Galerie du lin	objets d'arts

##### 2.2.2 Autres produits

	Localités	Entreprises	Spécificité
25	Ste-Marguerite	Ressources Appalaches	exploration d'un gisement d'or et de zinc
26	Ste-Françoise	Service de débitage «Oh la vache»	débitage de viandes de bois
27	Kamouraska	Les Pêcheries Ouellet	transformation de produits marins
28	St-Honoré	Les Fabrications TJD Inc.	raquettes, service mobile de soudure à l'argon
29	St-Simon	La Veuve noire	atelier de couture et de confection
30	Petit-Matane	Cartier Design	collection de meubles et d'accessoires décoratifs en fer forgé
31	Lac-des-Aigles	Ressources Appalaches	exploration d'un gisement de cuivre
32	Métis-sur-Mer	Les Boisiers du St-Laurent	plancher de bois franc verni 5/8 de pouce
33	Ste-Félicité	La Cartouchière	confection de vêtements pour la chasse
34	St-Léandre	Coop L'Ancêtre	distillerie en cèdre
35	Ste-Rita	Équipements d'érablière Martin	équipement d'érablière
36	St-Éloi	Malenfant	
		Moulage de béton N. Charron	fabrication d'ornements décoratifs pur terrain et parterre

## Annexe 2

## Produits et services potentiellement porteurs de développement pour certaines localités rurales du Bas-Saint-Laurent (suite)

	Localités	Entreprises	Spécificité
37	St-Moise	Jouvence terre et Mer	produits de beauté haut de gamme
38	Les Méchins	Algo Québec	cosmétiques à base d'aigues marines
39	Baie des Sables	Pépinière Dubé	horticulture ornementale

## 2.2 Services

## 2.2.1 Services reliés au cadre naturel et à l'environnement local

	Localités	Entreprises	Spécificité
40	Kamouraska	Les Agrès de pêche du Kamouraska	site d'interprétation des pêches à anguilles
41	Bic	Visites touristiques du Parc du Bic	excursions commentées en minibus
42		Kayak Aventure	excursions en kayak
43		Aqua-Tour	excursions en zodiac
44	St-André	Haite écologique des battures	sentiers pédestres, observation d'oiseaux aquatiques
45		Les falaises d'escalade	escalade en montagne
46	St-Elzéar	L'Hirondelle des Granges	sentiers pédestres, ornithologie, repas à la ferme
47	St-Alexandre	Havre de Parke	observation de la faune
48		Aventure Inukshuk	observation et interprétation de la nature
49	St-Damase	Domaine du Lac Otis	ferme forestière
50	Mont-Label	Gîte 100-T	centre de santé (thalassothérapie)
51	St-Fabien	Animafaune-Le moulin des découvertes	parc animalier, artisanat local
52	Isle-Verte	Réserve nationale de faune	site d'interprétation de la flore et de la faune des marais, technique de cueillette de la tourbe
53	Les Méchins	Coopérative forestière	aménagement forestier
54	St-Onésime	Centre coopératif de plein air d'Ixworth	activités sportives, randonnées pédestres, nautisme
55	Mont-Carmel	Centre touristique du lac St-Pierre	activités sportives, randonnées pédestres, naturisme, camping
56	St-Clément	Sentier de las Sénéscoupé	randonnées pédestres
57	Notre-Dame-du-Portage	Excursions du littoral	excursions autour des îles Pèlerins
58	St-Germain	Kayak de mer St-Germain	excursions en kayak
59		Seigneurie de l'Islet du Portage	centre d'interprétation de la nature
60	St-Pacôme	Le Domaine des Fleurs	horticulture
61		Côte-des-Chats	ski alpin
62	La Rédemption	Grotte Spéos de la fée	activités de spéléologie
63	St-Gabriel	Jardins du Saroit	horticulture, sentiers aménagés
64	Lac-au-Saumon	Centre de découverte de la foresterie matapédienne	centre d'interprétation de la forêt
65		Municipalité de Lac-au-Saumon	aménagement d'un parc récréatif
66	Métis-sur-Mer	Les Jardins de Métis	horticulture
67		Auberge Métis-sur-Mer	centre de santé (thalassothérapie)
68	St-Eugène-de-Ladrière	Coop des métayers de la Seigneurie Nicolas-Rioux	ferme forestière
69	Cacouna	Site ornithologique du marais de Gros-Cacouna	observation d'oiseaux
70	St-Narcisse	Canyon des Portes de l'Enfer	sentiers pédestres
71	St-Donat	Parc du Mont-Comi	ski alpin
72	St-Ulric	Centre familial de la rivière Blanche	base de plein air
73	St-Bruno	L'Escalade du Chasseur	pêche blanche, chasse en endos
74	St-Antoine	Le Petit Témis	piste cyclable

## Annexe 2

## Produits et services potentiellement porteurs de développement pour certaines localités rurales du Bas-Saint-Laurent (suite)

	Localités	Entreprises	Spécificité
75.	St-Flavie	Centre Chouin'Art Le Pêcheur	centre d'interprétation des pêches
76.		Centre d'interprétation du saumon atlantique	centre d'interprétation
77.	Les Boules	Le Batelier de l'Anse	excursion en mer
78.	St-Irène	Municipalité de St-Irène	aménagement d'aires récréatives communautaires
79.	St-Alexandre-des-Lacs	Les Chutes à Philomène	mise en valeur
80.	St-Louis-du-Ha! Ha!	Station astronomique Aster	centre d'astronomie
81.	St-Mathieu	L'Oiseau rare Café	centre d'art, café-bistrot
82.	St-Florence	Municipalité de St-Florence	aménagement du parc municipal
83.	St-Paul	Jean Nazair, Denis Desjardins	chasse aux faisans

## 2.2.2 Services liés aux traditions et au patrimoine culturel

	Localités	Entreprises	Spécificité
84.	St-Noël	Municipalité de St-Noël	aménagement récréotouristique et mise en valeur de la rivière Tartigou; aménagement d'un sentier de vélo reliant la route verte à la municipalité
85.	St-Mathieu Kamouraska	Mont St-Mathieu	ski alpin
86.		Le Fournil	ferme-musée
87.		Ancien Palais de Justice	centre d'art, théâtre d'été amateur
88.		Musée de Kamouraska	musée d'ethnologie, d'histoire et de traditions populaires
89.	St-Germain	Fondation des arts du Kamouraska	organisation d'événements à caractère culturel
90.		Moulin Paradis	moulin banal
91.		Domaine seigneurial Taché	ancien domaine seigneurial
92.		Corporation de développement des ressources	exposition de peintures
93.	St-Alexandre	Théâtre des Prés	théâtre d'été amateur
94.		Maurice Martin	boutique mobile, réparation d'équipements pour chevaux
95.	St-Adelme	Musée agricole de St-Adelme	objets aratoires, meubles et outils anciens
96.	St-André	Église St-André	église historique
97.	St-Denis Trinité-des-Monts	La Vieille école	petite école à vocation culturelle datant de 1937
98.		Maison Chapais	maison historique, musée
99.		Foire country-western	foire familiale
100.	Isle-Verte	Aboiteaux de la Seigneurie	centre d'interprétation de la flore et de la faune du littoral
101.		La petite école	école de rang
102.		Fondation du patrimoine de l'Isle-Verte	restauration du centre d'interprétation historique de la cour de circuit de l'Isle-Verte
103.	Rivière-Ouelle	École Delisle	école de rang
104.	St-Joseph-de-Lepage	Centre Art et Nature	centre de mise en valeur de la nature par l'art
105.	St-Luce	Église de St-Luce	église historique
106.	St-Gabriel	Gallayann Aventure	expéditions en chariot de cow-boy et en traîneau à chiens
107.	St-Hubert	presbytère	presbytère historique
108.	St-Flavie	Centre d'art Marcel Gagnon	exposition de statues déposées dans le fleuve St-Laurent



## Annexe 2

Produits et services potentiellement porteurs de développement pour certaines localités rurales du Bas-Saint-Laurent (suite)

	Localités	Entreprises	Spécificité
109.		presbytère	bibliothèque municipale et centre d'exposition
110.	Petit-Mataine	La Maison Horace-Bouffard	musée
111.	Les Boutes	Théâtre La Pente Douce	théâtre d'été amateur
112.	St-Luc	Contact Nature	expéditions en traîneau à chiens
113.	St-Marcellin		classerment et lavage de la laine
114.	St-Damase	La Pente douce	théâtre d'été amateur
115.	Bic	Théâtre des gens d'en bas	théâtre d'été professionnel

## 2.2.3 Services reliés à la haute technologie

	Localités	Entreprises	Spécificité
116.	St-Anadriel	Centre de traitement BSL	traitement et analyse de boue des fosses septiques
117.	Lac-au-Saumon	Coopérative «Les viandes de chez-nous»	abattoir ultra-moderne
118.	St-Moise	Complexe intégré de bois dur	à l'état de projet
119.	St-Modeste	Berger Mix Inc.	fabrication de substrats de culture à base de tourbe
120.	St-Clément	Les Plastiques St-Clément Inc.	fabrication de visières de sécurité
121.	Ste-Blandine	Trailux	traitement et recyclage des déchets toxiques

## 2.2.4 Services de solidarité

	Localités	Entreprises	Spécificité
122.	St-Germain	Cercle des fermières	popote roulante
123.	Isle-Verte	Club de l'âge d'or	popote roulante
124.	St-Bruno	Coopérative alimentaire	coopérative multi-services
125.		Comité d'action communautaire	lieu de rencontre pour jeunes
126.	La Rédemption	presbytère	pharmacie
127.	St-Guy	Club de santé	activités de plein air, club de marche, activités sociales, causeries, suivi pour la prise de tension artérielle, etc.
128.	Trinité-des-Monts	Centre d'accès communautaire Internet	service Internet
129.		Centre d'action communautaire	lieu de rencontre pour jeunes
130.		Coop Agri-Services	coopérative de partage de la main-d'œuvre agricole
131.	St-Gabriel	Unité Dorémy	aide pour alcooliques et toxicomanes
132.	Mont-Carmel	Opération Dynamic-Ado	mini-coopérative pour jeunes
133.		Cuisines collectives de Mont-Carmel	service de cuisine collective
134.	St-Elzéar	Services bénévoles de St-Elzéar	popote roulante, aide à domicile
135.	Packington	Les Amis de l'Entraide de Packington	popote roulante, aide à domicile
136.	St-Joseph	Groupe Santé-Entraide	service d'entraide
137.		École primaire	classe virtuelle
138.		Centre d'accès communautaire	service Internet
139.	Biencourt	Maison de la Famille du Témiscouata	agence de garde
140.	St-Marcellin	Centre Internet du haut-pays	service Internet
141.	St-Adelme	Centre d'accès communautaire Internet	service Internet

## Annexe 2

## Produits et services potentiellement porteurs de développement pour certaines localités rurales du Bas-Saint-Laurent (suite et fin)

	Localités	Entreprises	Spécificité
142.	Trinité-des-Monts	Centre d'accès communautaire Internet	service Internet
143.	St-Clément	Centre d'accès communautaire Internet	service Internet
144.	Rivière-Ouelle	Centre d'accès communautaire Internet	service Internet
145.		Cuisines collectives de Rivière-Ouelle	service de cuisine collective
146.	St-Philippe-de-Néri	Cuisines collectives de Rivière-Ouelle	service de cuisine collective
147.	St-Alexandre	Cuisines collectives de Rivière-Ouelle	service de cuisine collective
148.	St-Pacôme	Moisson Kamouraska	centre de distribution de nourriture pour les familles dans le besoin
149.	Les Méchins	Les Chiffonniers	magasin de vêtements usagés
150.	Lac-des-Aigles	Agence de garde l'Enfant d'Or	agence de garde
151.	St-Médard	Coopérative de solidarité	magasin général virtuel
152.	St-Éloi	Coopérative d'utilisation de machinerie agricole	
153.	St-Moïse	Centre d'accès communautaire Internet	service Internet
154.	St-François-Xavier-de-Viger	Centre d'accès communautaire Internet	service Internet
155.	St-Paul-de-la-Croix	Coopérative de consommateurs	coopérative d'alimentation
156.	Ste-Françoise	Coopérative alimentaire de Ste-Françoise	coopérative d'alimentation
157.	Ste-Françoise	Coopérative alimentaire	coopérative alimentaire
158.	Ste-Blandine	«Les petits cafés du village»	cafés-rencontres dans le but de promouvoir le développement de la localité
159.	Padoue	Relance Padoue	organisme de survie
160.	St-Fabien	Friperie Mély	vêtements usagés pour toute la famille
161.	St-Jean-de-Dieu	Presbytère	cafés-rencontres à caractère santé

## 2.2.5 Autres services ou initiatives particulières

	Localités	Entreprises	Spécificité
162.	Albertville	Garage Coop	station-service, mécanique générale
163.	Les Méchins	Coopérative forestière de la MRC de Matane	coopérative forestière
164.	St-Simon	Atelier de couture Martine Lefin	confection, réparations de vêtements pour événements spéciaux
165.	St-Tharcisius	Dépanneur Coop	dépanneur et station-service
166.		Studio Allegro	conception de «jingles» publicitaires, enregistrement musical professionnel
167.	St-Alexandre	Renaissance Musique	cours de musique selon la méthode Universelle

Inspiré de: LANE, Bernard et YOSHINAGA, Kenji. "Créneaux pour le monde rural", dans *L'Observateur de l'OCDE*, no 190 (octobre-novembre 1994), p. 16.

\*Les lignes surlignées en jaune représentent les initiatives issues des petites localités rurales.

Dernière mise à jour: 14 mars 2003

### Annexe 3

Taux annuel d'inflation<sup>1</sup> de l'indice des prix à la consommation entre 1971 et 1996  
(1971=100)

Année	Taux annuel d'inflation	Taux d'inflation cumulé
1971		100,0
1972	4,8	104,8
1973	7,9	112,7
1974	12,3	125,0
1975	13,5	138,5
1976	10,4	148,9
1977	11,9	160,8
1978	14,4	175,2
1979	16,0	191,2
1980	10,2	201,4
1981	12,5	213,9
1982	10,8	224,7
1983	5,8	230,5
1984	4,4	234,9
1985	4,0	238,9
1986	4,1	243,0
1987	4,4	247,4
1988	4,0	251,4
1989	5,0	256,4
1990	4,8	261,2
1991	5,6	266,8
1992	1,5	268,3
1993	1,8	270,1
1994	0,2	270,3
1995	2,2	272,5
1996	1,6	274,1

<sup>1</sup> Les taux annuels d'inflation sont basés sur la moyenne des niveaux mensuels des prix.

Source: Statistique Canada. Indice des prix à la consommation, catalogue no 62-001-XPB, de 1971 à 1996.



## Annexe 4

### Étendues et limites de classes des variables utilisées pour la détermination des différents indices

#### 4.1 Indices de 1996

##### 1. Distance par rapport au pôle de services le plus près

###### a) Étendue:

$$x_{\max} = 58,0$$

$$x_{\min} = 4,0$$

$$\alpha = 20,7$$

$$\text{Étendue} = \frac{x_{\max} - x_{\min}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{58,0 - 4,0}{6} = 9$$

###### b) Limites de classes:

	Indice
2,4 à 11,4	6
11,5 à 20,5	5
20,6 à 29,6	4
29,7 à 38,7	3
38,8 à 47,8	2
47,9 et plus	1

##### 2. Population totale

###### a) Étendue:

$$x_{\max} = 493,0$$

$$x_{\min} = 24,0$$

$$\alpha = 336$$

$$\text{Étendue} = \frac{x_{\max} - x_{\min}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{493,0 - 24,0}{6} = 78,2$$

## Annexe 4

Étendues et limites de classes des variables utilisées pour la détermination des différents indices (suite)

$$\text{Étendue} = \frac{x_{\text{max}} - x_{\text{min}}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{35,1 - 10,4}{6} = 4,1$$

b) Limites de classes:

	Indice
14,6 et moins	1
14,7 à 18,8	2
18,9 à 23,0	3
23,1 à 27,2	4
27,3 à 31,4	5
31,5 et plus	6

### 5. Revenu moyen des familles

a) Étendue:

x max = 42 726  
x min = 19 038  
α = 32 493

$$\text{Étendue} = \frac{x_{\text{max}} - x_{\text{min}}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{42\,726 - 19\,038}{6} = 3\,948$$

b) Limites de classes:

	Indice
24 594 et moins	1
24 595 à 28 543	2
28 544 à 32 492	3
32 493 à 36 441	4
36 442 à 40 390	5
40 391 et plus	6

## Annexe 4

## Étendues et limites de classes des variables utilisées pour la détermination des différents indices (suite)

6. Taux d'activité

## a) Étendue:

$$x \text{ max} = 74,2$$

$$x \text{ min} = 11,1$$

$$\alpha = 50,2$$

$$\text{Étendue} = \frac{x \text{ max} - x \text{ min}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{74,2 - 11,1}{6} = 10,5$$

## b) Limites de classes:

	Indice
28,9 et moins	1
29,0 à 39,5	2
39,6 à 50,1	3
50,2 à 60,7	4
60,8 à 71,3	5
71,4 et plus	6

7. Évolution de la construction domiciliaire

## i. Période 91-96

## a) Étendue:

$$x \text{ max} = 15$$

$$x \text{ min} = 0$$

$$\alpha = 3,97$$

$$\text{Étendue}^1 = \frac{x \text{ max} - x \text{ min}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{15 - 0}{6} = 2,5$$

<sup>1</sup> On remarquera que pour cette variable l'étendue a été modifiée en raison de la trop grande dispersion des données.

## Annexe 4

Étendues et limites de classes des variables utilisées pour la détermination des différents indices (suite)

b) Limites de classes:

	Indice
0	0
1 à 4	1
5 à 9	2
10 à 14	3
15 à 19	4
20 et plus	5

7. Évolution de la construction domiciliaire

i. Période 81-90

a) Étendue:

$$x_{\max} = 30$$

$$x_{\min} = 0$$

$$\alpha = 15$$

$$\text{Étendue} = \frac{x_{\max} - x_{\min}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{30 - 15}{6} = 2,5$$

b) Limites de classes:

	Indice
0	0
1 à 9	1
10 à 19	2
20 à 29	3
30 à 39	4
40 et plus	5

## Annexe 4

### Étendues et limites de classes des variables utilisées pour la détermination des différents indices (suite)

#### 4.2 Indices de 1971

##### 1. Distance par rapport au pôle de services le plus près

a) Étendue:

$$x \text{ max} = 58,0$$

$$x \text{ min} = 4,0$$

$$\alpha = 20,7$$

$$\text{Étendue} = \frac{x \text{ max} - x \text{ min}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{58,0 - 4,0}{6} = 9$$

b) Limites de classes:

	Indice
2,4 à 11,4	6
11,5 à 20,5	5
20,6 à 29,6	4
29,7 à 38,7	3
38,8 à 47,8	2
47, 9 et plus	1

##### 2. Population totale

a) Étendue:

$$x \text{ max} = 175,0$$

$$x \text{ min} = 789,0$$

$$\alpha = 541$$

$$\text{Étendue} = \frac{x \text{ max} - x \text{ min}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{789,0 - 175,0}{6} = 102,3$$

#### Annexe 4

#### Étendues et limites de classes des variables utilisées pour la détermination des différents indices (suite)

##### b) Limites de classes:

	Indice
334 et moins	1
335 à 437	2
438 à 540	3
541 à 643	4
644 à 746	5
747 et plus	6

#### 3. Pourcentage de la population de 0 à 14 ans

##### a) Étendue:

$$x \text{ max} = 45,0$$

$$x \text{ min} = 28,7$$

$$\alpha = 36,6$$

$$\text{Étendue} = \frac{x \text{ max} - x \text{ min}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{45,0 - 28,7}{6} = 2,7$$

##### b) Limites de classes:

	Indice
30,9 et moins	1
31,0 à 33,7	2
33,8 à 36,5	3
36,6 à 39,3	4
39,4 à 42,1	5
43,2 et plus	6

#### 4. Pourcentage de la population de 55 ans et plus

##### a) Étendue:

$$x \text{ max} = 37,1$$

$$x \text{ min} = 7,9$$

$$\alpha = 10,4$$

## Annexe 4

Étendues et limites de classes des variables utilisées pour la détermination des différents indices (suite)

$$\text{Étendue} = \frac{x_{\text{max}} - x_{\text{min}}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{37,1 - 7,9}{6} = 4,9$$

b) Limites de classes:

	Indice
4,2 et moins	6
4,3 à 9,2	5
9,3 à 14,2	4
14,3 à 19,2	3
19,3 à 24,2	2
24,3 et plus	1

5. Revenu moyen des familles

a) Étendue:

$$x_{\text{max}} = 8\,420$$

$$x_{\text{min}} = 3\,885$$

$$\alpha = 5\,556$$

$$\text{Étendue} = \frac{x_{\text{max}} - x_{\text{min}}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{8\,420 - 3\,885}{6} = 755,8$$

b) Limites de classes:

	Indice
4 041 et moins	1
4 042 à 4 798	2
4 799 à 5 555	3
5 556 à 6 312	4
6 313 à 7 069	5
7 070 et plus	6

## Annexe 4

### Étendues et limites de classes des variables utilisées pour la détermination des différents indices (suite)

#### 6. Taux d'activité

a) Étendue:

$$x \text{ max} = 80,6$$

$$x \text{ min} = 36,8$$

$$\alpha = 54,4$$

$$\text{Étendue} = \frac{x \text{ max} - x \text{ min}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{80,6 - 36,8}{6} = 7,3$$

b) Limites de classes:

	Indice
46,9 et moins	1
47,0 à 54,3	2
54,4 à 61,7	3
61,8 à 69,1	4
69,2 à 76,5	5
76,6 et plus	6

#### 7. Évolution de la construction domiciliaire

i. Période 66-71

a) Étendue:

$$x \text{ max} = 10$$

$$x \text{ min} = 0$$

$$\alpha = 3,2$$

$$\text{Étendue}^2 = \frac{x \text{ max} - x \text{ min}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{10 - 0}{6} = 1,1$$

---

<sup>2</sup> Idem.



#### Annexe 4

#### Étendues et limites de classes des variables utilisées pour la détermination des différents indices (suite et fin)

##### b) Limites de classes:

	Indice
0	0
1 à 4	1
5 à 9	2
10 à 14	3
15 à 19	4
20 et plus	5

#### 7. Évolution de la construction domiciliaire

##### i. Période 51-60

##### a) Étendue:

$$x \text{ max} = 40$$

$$x \text{ min} = 0$$

$$\alpha = 15$$

$$\text{Étendue} = \frac{x \text{ max} - x \text{ min}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{40 - 0}{6} = 6,7$$

##### b) Limites de classes:

	Indice
0	0
1 à 9	1
10 à 19	2
20 à 29	3
30 à 39	4
40 et plus	5

## Annexe 5

### Étendues et limites de classes pour la détermination d'un indice synthétique de fragilité

#### 5.1 Indice de 1996

##### 1. Étendue:

$$x \text{ max} = 4,75$$

$$x \text{ min} = 1,00$$

$$\alpha = 3,24$$

$$\text{Étendue} = \frac{x \text{ max} - x \text{ min}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{4,75 - 1,00}{4} = 0,94$$

##### 2. Limites de classes:

3,24 et plus

2,29 à 3,23

1,34 à 2,28

1,33 et moins

Situation des localités

fragiles

très fragiles

marginales

très marginales

#### 5.2 Indice de 1971

##### 1. Étendue:

$$x \text{ max} = 4,50$$

$$x \text{ min} = 1,50$$

$$\alpha = 3,11$$

$$\text{Étendue} = \frac{x \text{ max} - x \text{ min}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{4,50 - 1,50}{4} = 0,75$$

**Annexe 5****Étendues et limites de classes pour la détermination d'un indice synthétique de fragilité  
(suite)****2. Limites de classes:****Situation des localités**

3,11 et plus

fragiles

2,35 à 3,10

très fragiles

1,59 à 2,34

marginales

1,58 et moins

très marginales

## Annexe 6

### Étendue et limites de classes pour la détermination d'un indice de changement

#### 1. Étendue:

$$x_{\max} = 1,75$$

$$x_{\min} = -1,13$$

$$\alpha = 0,12$$

$$\text{Étendue} = \frac{x_{\max} - x_{\min}}{\text{nombre de classes}}$$

$$\text{Étendue} = \frac{1,75 - (-1,13)}{4} = 1,98$$

#### 2. Limites de classes:

2,2 et plus  
0,1 à 2,1  
0  
-0,1 à -2,1  
-2,2 et moins

#### Situation des localités

en voie d'amélioration très soutenue  
en voie d'amélioration soutenue  
en état de stabilité  
en voie de fragilisation avancée  
en voie de fragilisation très avancée

## Annexe 7

### Grille d'analyse (enquêtes sur le terrain)

Identification de la localité \_\_\_\_\_

Identification de la personne-ressource

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Coordonnées \_\_\_\_\_

### 1. Caractéristiques géographiques

1.1 MRC d'appartenance \_\_\_\_\_

1.2 Superficie \_\_\_\_\_

1.3 Distance par rapport au centre de service le plus proche \_\_\_\_\_

1.4 Position par rapport aux localités avoisinantes \_\_\_\_\_

1.5 Routes d'accès \_\_\_\_\_

#### 1.6 Milieu physique

##### 1.6.1 Type de relief

☐ plaine

☐ plateau

☐ Ovallée

☐ plate-forme ondulée

☐ autres: \_\_\_\_\_

##### 1.6.2 Utilisation du sol (% d'utilisation de chaque catégorie par rapport à la superficie totale)

agricole \_\_\_\_\_ milieu hydrique \_\_\_\_\_

forestier \_\_\_\_\_ habitat \_\_\_\_\_

industriel \_\_\_\_\_ autres \_\_\_\_\_

### 2. Caractéristiques socio-économiques

2.1% de transferts gouvernementaux \_\_\_\_\_

2.2 % des familles à faible revenu \_\_\_\_\_

2.3 niveau de revenu \_\_\_\_\_

**Annexe 7****Grille d'analyse (enquêtes sur le terrain) (suite)****3. Les activités dominantes****3.1 Agriculture****3.1.1 Composition du cheptel**

- ☐ élevage laitier
- ☐ élevage de bovin de boucherie
- ☐ élevage de poulet
- ☐ élevage du porc
- ☐ élevage de l'agneau
- ☐ élevage de chevaux

**3.1.2 Cultures**

- ☐ acériculture
- ☐ culture des céréales Lesquelles? \_\_\_\_\_
- ☐ culture maraîchère Lesquelles? \_\_\_\_\_
- ☐ agro-tourisme De quel type? \_\_\_\_\_
- ☐ autres \_\_\_\_\_

**3.1.3 Qualité des sols**

☐ excellente ☐ bonne ☐ mauvaise

Y a-t-il des terres laissées en friche? ☐ oui ☐ non

Si oui, elles représentent quelle superficie? \_\_\_\_\_

**3.1.4 Nombre de producteurs** \_\_\_\_\_

**3.1.5 Nombre de fermes** \_\_\_\_\_

**3.1.6 Taille et superficie moyenne des fermes** \_\_\_\_\_

**3.1.7 Qualité des installations**

☐ excellente ☐ mauvaise  
☐ bonne ☐ très mauvaise

Remarques: \_\_\_\_\_

**3.2 Forêt**

**3.2.1 Nombre de producteurs** \_\_\_\_\_

**3.2.2 Ce secteur d'activité emploie approximativement  
combien de personnes?** \_\_\_\_\_

## Annexe 7

## Grille d'analyse (enquêtes sur le terrain) (suite)

## 3.2.3 Organisation de l'équipement

nombre de camions \_\_\_\_\_

nombre de débusqueuses \_\_\_\_\_

autres: \_\_\_\_\_

## 3.2.4 Y pratique-t-on la forêt modèle?

O oui

O non

Si oui, de quelle façon? \_\_\_\_\_

Nombre de producteurs \_\_\_\_\_

## 3.2.5 Y a-t-il des fermes forestières?

O oui

O non

Si oui, combien? \_\_\_\_\_

## 3.2.6 Y a-t-il des érablières?

O oui

O non

Nombre de producteurs \_\_\_\_\_

Combien d'entailles ces érablières représentent-elles?

Quantités produites et chiffre d'affaires approximatif:

## 3.3 Agro-foresterie

-Pratique-t-on de l'agro-foresterie? O oui O non

- Si oui, cette double activité retient combien de producteurs? \_\_\_\_\_

## 3.4 Pêches

3.4.1 Nombre de pêcheurs : \_\_\_\_\_

3.4.2 Ce secteur d'activité emploie approximativement combien de personnes?

3.4.3 Cette activité est-elle pratiquée sur une base commerciale?

O oui

O non

3.4.4 Quelles sont les principales espèces de captures? \_\_\_\_\_

3.4.5 Ces captures représentent approximativement combien de livres? \_\_\_\_\_

**Annexe 7****Grille d'analyse (enquêtes sur le terrain) (suite)****3.4.6 Marché desservi et chiffre d'affaire approximatif :** \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_**3.5 Mines**

- De quel type d'exploitation s'agit-il?

☐ tourbières☐ ardoise☐ autres \_\_\_\_\_

- nombre d'employés \_\_\_\_\_

- chiffre d'affaires \_\_\_\_\_

- marché desservi \_\_\_\_\_

**3.6 Industries**

- nombre: \_\_\_\_\_

- raison sociale: 1) \_\_\_\_\_

2) \_\_\_\_\_

3) \_\_\_\_\_

4) \_\_\_\_\_

5) \_\_\_\_\_

6) \_\_\_\_\_

- secteur (s) d'activité \_\_\_\_\_

- nombre d'employés 1) \_\_\_\_\_ 4) \_\_\_\_\_

2) \_\_\_\_\_ 5) \_\_\_\_\_

3) \_\_\_\_\_ 6) \_\_\_\_\_

- chiffre d'affaires 1) \_\_\_\_\_ 4) \_\_\_\_\_

2) \_\_\_\_\_ 5) \_\_\_\_\_

3) \_\_\_\_\_ 6) \_\_\_\_\_

- marché desservi 1) \_\_\_\_\_ 4) \_\_\_\_\_

2) \_\_\_\_\_ 5) \_\_\_\_\_

3) \_\_\_\_\_ 6) \_\_\_\_\_



**Annexe 7****Grille d'analyse (enquêtes sur le terrain) (suite)****3.7 Attraites touristique****3.7.1 Existe-t-il des attraits touristiques au sein de la municipalité?**

O oui O non

Si oui, s'agit-il d'attrait:

O naturels

O culturels

O les deux

Préciser le type: \_\_\_\_\_

**3.7.2 Quelles sont les infrastructures mises à la disposition des touristes?**

\_\_\_\_\_

**3.7.3 Le tourisme de passage représente-t-il un pour la localité?**

O oui O non

**3.7.4 Y a-t-il gonflement de la population en été? O oui O non**

Si oui, de combien de personnes environ et d'où viennent-ils? \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**3.8 Selon vous, quel est le pourcentage d'individus qui travaillent à l'extérieur de la municipalité? \_\_\_\_\_**

Où travaillent-ils? \_\_\_\_\_

**3.9. Y a-t-il des individus non-résidents qui possèdent un chalet ou une résidence secondaire au sein de la municipalité?**

O oui O non

Si oui, vous les estimer à combien et d'où viennent-ils? \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**4. Composition de l'infrastructure de services****4.1 Services publics**

- service d'aqueduc	O oui	O non
- service d'égout	O oui	O non
- service de protection contre les incendies	O oui	O non
- camion-citerne	O oui	O non
- caserne de pompiers	O oui	O non
-S'agit-il de pompiers bénévoles?	O oui	O non
- service de loisirs (OTJ)	O oui	O non

## Annexe 7

## Grille d'analyse (enquêtes sur le terrain) (suite)

- agent de développement rural	O oui	O non
- bibliothèque municipale	O oui	O non
- garage municipal	O oui	O non
- parc municipal	O oui	O non
- enlèvement de la neige	O oui	O non
- cueillette des ordures	O oui	O non
- Pratique-t-on la cueillette sélective?	O oui	O non
- trottoirs	O oui	O non
- éclairage des rues la nuit	O oui	O non
- service d'urgence 911	O oui	O non
- dépôt de recyclage	O oui	O non
- école primaire	O oui	O non
a) Est-elle opérationnelle?	O oui	O non
b) Sert-elle à d'autres fins?	O oui	O non
Si oui, lesquelles _____		
c) Nombre d'enfants _____		
d) Organisation des classes _____		
- maternelle	O oui	O non
- pré-maternelle	O oui	O non
- téléphone public	O oui	O non
- kiosque d'information touristique	O oui	O non
- pistes cyclables	O oui	O non
- sentiers pédestres aménagés	O oui	O non
- sentiers de ski de fond	O oui	O non
- sentiers de motoneige	O oui	O non
- bureau de poste	O oui	O non
a) Est-il opérationnel?	O oui	O non
b) Sert-il à d'autres fins?	O oui	O non
Si oui, lesquelles? _____		
c) Constitue-t-il un commerce à part entière?	O oui	O non
- Existe-t-il des ententes intermunicipales de services?	O oui	O non
a) Si oui, de quel type de services s'agit-il? _____		

## Annexe 7

## Grille d'analyse (enquêtes sur le terrain) (suite)

b) Par quelle(s) municipalité(s) est-(sont) il (s) dispensé(s)? \_\_\_\_\_

## 4.2. Services religieux

- |  |                           |                           |
|--|---------------------------|---------------------------|
| - présence permanente d'un prêtre:   | <input type="radio"/> oui | <input type="radio"/> non |
| - fréquence des messes _____  |                           |                           |
| - présence d'un presbytère   | <input type="radio"/> oui | <input type="radio"/> non |
| - L'  glise et le presbytère servent-ils à des fins autres que celles qui leur sont habituellement assignées? | <input type="radio"/> oui | <input type="radio"/> non |
| Si oui, lesquelles? _____  |                           |                           |
| - cimet  re  | <input type="radio"/> oui | <input type="radio"/> non |
| - feuillet paroissial  | <input type="radio"/> oui | <input type="radio"/> non |
| - organiste attitré   | <input type="radio"/> oui | <input type="radio"/> non |

## 4.3 Services privés et communautaires

- |  |                           |                           |
|--|---------------------------|---------------------------|
| - dépanneur (ou épicerie)                | <input type="radio"/> oui | <input type="radio"/> non |
| a) Si oui, combien? _____                  |                           |                           |
| b) Est-il (sont-ils) opérationnel (s)?    | <input type="radio"/> oui | <input type="radio"/> non |
| Remarques: _____                           |                           |                           |
| c) Sert-il (servent-ils)    d'autres fins? | <input type="radio"/> oui | <input type="radio"/> non |
| Remarques: _____                           |                           |                           |
| - salon de coiffure                        | <input type="radio"/> oui | <input type="radio"/> non |
| Si oui, combien? _____                     |                           |                           |
| - caisse populaire                         | <input type="radio"/> oui | <input type="radio"/> non |
| Chiffre d'affaires _____                   |                           |                           |
| Nombre de membres _____                    |                           |                           |
| - coopérative (autre que la CP)           | <input type="radio"/> oui | <input type="radio"/> non |
| Si oui, combien et de quel type? _____     |                           |                           |
| _____                                      |                           |                           |
| - hôtel (ou bar)                          | <input type="radio"/> oui | <input type="radio"/> non |
| Si oui, combien? _____                     |                           |                           |
| - gîte du passant                         | <input type="radio"/> oui | <input type="radio"/> non |
| Si oui, combien? _____                     |                           |                           |

## Annexe 7

## Grille d'analyse (enquêtes sur le terrain) (suite)

- motel	O oui	O non
Si oui, combien? _____		
- cantine	O oui	O non
Si oui, combien? _____		
- restaurant	O oui	O non
- station-service	O oui	O non
- patinoire	O oui	O non
- pavillon communautaire	O oui	O non
- animateur communautaire	O oui	O non
- journal communautaire	O oui	O non
- terrain de sport	O oui	O non
- centre de loisirs	O oui	O non
- terrain de camping	O oui	O non
- salon funéraire	O oui	O non
- club vidéo	O oui	O non
- centre d'accueil	O oui	O non
- bibliothèque mobile	O oui	O non
- service de câblodistribution	O oui	O non
- service Internet	O oui	O non
- service de photocopie	O oui	O non
- service de télécopie	O oui	O non
- services de solidarité		
* soins infirmiers à domicile	O oui	O non
* soins palliatifs	O oui	O non
* aide ménagère	O oui	O non
* menus travaux	O oui	O non
* service de repas à domicile	O oui	O non
* service de garde	O oui	O non
* groupe de soutien	O oui	O non
* société St-Jean-Baptiste	O oui	O non
* autres: _____		

## Annexe 7

## Grille d'analyse (enquêtes sur le terrain) (suite)

- La population a-t-elle accès aux grands quotidiens? ☐ oui ☐ non
  - Si oui, lesquels? \_\_\_\_\_
  - Les retrouve-t-on dans les commerces ?
    - ☐ oui ☐ non
  - Remarques: \_\_\_\_\_
  - Sont-ils distribués par camelots? ☐ oui ☐ non
  - Remarques : \_\_\_\_\_
- autre commerce ou service \_\_\_\_\_

**5. Dynamisme local et vie communautaire****5.1 Organismes à but non lucratif et associations diverses**

- chorale paroissiale ☐ oui ☐ non
- comité liturgique ☐ oui ☐ non
- comité de pastorale ☐ oui ☐ non
- fabrique ☐ oui ☐ non
- garde paroissiale ☐ oui ☐ non
- ambulanciers ☐ oui ☐ non
- cercle de fermières ☐ oui ☐ non
- AFÉAS ☐ oui ☐ non
- chevaliers de Colomb ☐ oui ☐ non
- club d'âge d'or ☐ oui ☐ non
- club de jeunes ☐ oui ☐ non
- comité de développement ☐ oui ☐ non
- comité d'embellissement ☐ oui ☐ non
- troupes amateurs ☐ oui ☐ non
- Si oui, de quel type \_\_\_\_\_
- associations sportives ☐ oui ☐ non
  - Si oui, de quel type \_\_\_\_\_
- associations culturelles ☐ oui ☐ non
  - Si oui, de quel type \_\_\_\_\_
- autres organismes ou associations \_\_\_\_\_

## Annexe 7

## Grille d'analyse (enquêtes sur le terrain) (suite)

## 5.2 Activités socioculturelles

- carnaval	<input type="radio"/> oui	<input type="radio"/> non
- festival	<input type="radio"/> oui	<input type="radio"/> non
- dîners paroissiaux	<input type="radio"/> oui	<input type="radio"/> non
- bingo	<input type="radio"/> oui	<input type="radio"/> non
- soirées de danses	<input type="radio"/> oui	<input type="radio"/> non
- fêtes de la St-Jean-Baptiste	<input type="radio"/> oui	<input type="radio"/> non
- autres événements culturels (symposium, exposition, foire, etc.)	<input type="radio"/> oui	<input type="radio"/> non

De quel genre d'événement s'agit-il? \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

## 5.3 Démographie

5.3.1 Population en 1996 \_\_\_\_\_

5.3.2 Taux d'évolution démographique

1991-96 \_\_\_\_\_ 1981-96 \_\_\_\_\_  
 1971-96 \_\_\_\_\_ 1961-96 \_\_\_\_\_

5.3.3 L'exode des jeunes est-il un problème chez-vous?

☐ oui ☐ non

Si oui, le rythme est-il? ☐ important ☐ lent  
☐ moyen ☐ très lent

5.3.4 Y a-t-il des nouveaux habitants arrivés dans votre municipalité depuis  
 les cinq dernières années? ☐ oui ☐ non

Si oui, combien et d'où viennent-ils? \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

5.3.5 Quel est le motif de leur installation?

☐ travail ☐ logement  
☐ retraite ☐ autre: \_\_\_\_\_

5.3.6 La municipalité prévoit-elle la mise en place de projets à l'intention des  
 jeunes ou des personnes âgées? ☐ oui ☐ non

Si oui, de quel genre de projet s'agit-il? \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

**Annexe 7****Grille d'analyse (enquêtes sur le terrain) (suite)**

**5.4 Initiatives particulières** (secteur agro-alimentaire, industrie touristique, services à la population, comité de survie, dynamisme des élus municipaux, etc.) \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**6. Dynamisme de l'habitat****6.1 Entretien général des maisons**

O excellente

O bonne

O mauvaise

Remarques \_\_\_\_\_

**6.2 Qualité de l'aménagement paysager**

O excellente

O bonne

O mauvaise

Remarques \_\_\_\_\_

**6.3 Y a-t-il des maisons à vendre ou des logements à louer?**

O oui

O non

Si oui, combien? \_\_\_\_\_

**6.4 Depuis les 10 dernières années, combien s'est-il construit de nouvelles maisons approximativement? \_\_\_\_\_****7. Perception de la fragilité rurale****7.1 Considérez-vous votre municipalité attractive?**

O oui

O non

**7.2 Selon vous, quels sont les principaux problèmes auxquels votre municipalité est confrontée? \_\_\_\_\_****7.3 Si vous aviez à faire une appréciation globale de votre municipalité sur la plan socio-économique, diriez-vous qu'elle est en:**

O croissance forte

O stabilité

O croissance faible

O dévitalisation

**7.4 L'avenir de votre municipalité vous paraît-il :**

O excellent

O bon

O mauvais

O très mauvais

O incertain

Remarques: \_\_\_\_\_

**Annexe 7****Grille d'analyse (enquêtes sur le terrain) (suite et fin)**

**8. Autres observations ou remarques** (problèmes particuliers liés à la géographie, à la structure de peuplement, à l'économie, à l'aménagement du territoire, aux communications, etc.)

---

---

---



## Annexe 8

### Questionnaire (enquêtes téléphoniques)

#### A. Niveau de satisfaction et d'appartenance à l'égard de la localité

1. Etes-vous très satisfait, satisfait, plutôt insatisfait ou très insatisfait de votre qualité de vie en général?  
☐ très satisfait ☐ satisfait ☐ plutôt insatisfait ☐ très insatisfait ( )
2. Etes-vous né dans cette localité?  
a) ☐ oui ☐ non ( )  
b) Si non, quels sont les motifs qui vous ont incité à vous y installer? \_\_\_\_\_ ( )
3. Votre sentiment d'appartenance territoriale vis-à-vis votre localité est-il?  
☐ très élevé ☐ élevé ☐ moyennement élevé ☐ plutôt bas ☐ très bas ( )
4. Pensez-vous que la vie serait plus intéressante pour vous à l'extérieur de la localité?  
a) ☐ oui ☐ non ☐ peut-être ☐ ne sais pas ( )  
b) Si oui ou peut-être pourquoi? \_\_\_\_\_ ( )  
c) Quel endroit vous paraît-il plus intéressant? \_\_\_\_\_ ( )
5. Songez-vous à déménager de votre localité dans un avenir plus ou moins rapproché?  
a) ☐ oui ☐ non ☐ peut-être ☐ ne sais pas ( )  
b) Si oui ou peut-être pourquoi? \_\_\_\_\_ ( )  
c) Pour aller à quel endroit? \_\_\_\_\_ ( )
6. Accepteriez-vous de déménager de localité si l'on vous offrait une prime de 5000,00\$ et si l'on assumait le remboursement de tous les frais reliés à ce déménagement?  
a) ☐ oui ☐ non ☐ peut-être ☐ ne sais pas ( )  
b) Si oui ou peut-être, où aimeriez-vous déménager? \_\_\_\_\_ ( )

#### B. Perception générale de la localité

7. Etes-vous très satisfait, satisfait, plutôt insatisfait ou très insatisfait de l'endroit où vous vivez actuellement?  
☐ très satisfait ☐ satisfait ☐ plutôt insatisfait ☐ très insatisfait ( )
8. Parmi les qualificatifs suivants, lequel s'applique le mieux à votre localité?  
☐ belle ☐ plaisante ☐ accueillante ☐ perdue ☐ tranquille ☐ morte ☐ mal fréquentée ( )
9. Considérez-vous votre municipalité comme étant très attractive, attractive, peu attractive, pas attractive du tout?  
☐ très attractive ☐ attractive ☐ peu attractive ☐ pas attractive du tout ( )
10. Percevez-vous la situation socio-économique de votre localité comme étant:  
☐ solide ☐ fragile ☐ très fragile ☐ marginale ☐ pauvre ☐ très pauvre ( )
11. Selon vous, la qualité de l'habitat (entretien des maisons, environnement paysager, etc.) de votre localité est-elle:  
☐ excellente ☐ bonne ☐ moyenne ☐ mauvaise ☐ très mauvaise ( )
12. De manière générale, pensez-vous que les services offerts dans votre localité sont très suffisants, juste suffisants, plutôt insuffisants ou tout à fait insuffisants?  
a) ☐ très suffisants ☐ juste suffisants ☐ plutôt insuffisants ☐ tout à fait insuffisants ( )  
b) Quels sont les services qui vous manquent plus?  
☐ services de santé ☐ services de loisirs ☐ services religieux ☐ services publics  
☐ services privés ☐ services communautaires et/ou relevant de l'économie solidaire  
☐ autre type de services, précisez : \_\_\_\_\_ ( )
13. Avez-vous le sentiment d'être très éloigné, éloigné, peu éloigné ou pas éloigné du tout des services?  
☐ très éloigné ☐ éloigné ☐ peu éloigné ☐ pas éloigné du tout ( )

## Annexe 8

### Questionnaire (enquêtes téléphoniques) (suite)

14. L'éloignement de l'hôpital constitue-t-il pour vous une source d'inquiétude très importante, importante, peu importante ou pas importante du tout?  
☐ très importante ☐ importante ☐ peu importante ☐ pas importante du tout ( )
15. Avez-vous beaucoup de difficulté, peu de difficulté, pas de difficulté du tout à obtenir des services jugés essentiels?  
 a) ☐ beaucoup de difficulté ☐ peu de difficulté ☐ pas de difficulté du tout ( )  
 b) Si vous avez de la difficulté, précisez-en la nature \_\_\_\_\_ ( )
16. Dans votre localité, certains services sont-ils menacés à court terme?  
 a) ☐ oui ☐ non ☐ ne sais pas ( )  
 b) Si oui, le(s) quel(s)? \_\_\_\_\_ ( )
17. Selon vous, y a-t-il une relation entre la petite taille de votre localité et le manque d'emplois?  
☐ oui ☐ non ☐ peut-être ☐ ne sais pas ( )
18. Le coût de la vie de votre localité vous paraît-il plus élevé, égal ou moins élevé par rapport à celui de la ville?  
☐ plus élevé ☐ égal ☐ moins élevé ☐ ne sais pas ( )
19. Quel est le principal problème de votre localité?  
☐ le manque d'emploi ☐ le manque de services ☐ l'exode des jeunes ☐ le bas niveau de revenu  
☐ autre, précisez: \_\_\_\_\_ ( )
20. L'air pur, la tranquillité et la nature contribuent-ils totalement, partiellement, très partiellement ou pas du tout à compenser les problèmes de votre localité?  
☐ totalement ☐ partiellement ☐ très partiellement ☐ pas du tout ( )
21. Au niveau de la population, si vous aviez à faire une appréciation globale de votre municipalité, diriez-vous qu'elle est en:  
☐ croissance forte ☐ croissance faible ☐ stabilité ☐ dévitalisation ( )
22. Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou tout en fait en désaccord avec les affirmations suivantes:  
 a) La vie à la campagne est plus agréable qu'en ville.  
☐ tout à fait d'accord ☐ plutôt d'accord ☐ plutôt en désaccord ☐ tout à fait en désaccord ( )  
 b) Les interventions du gouvernement favorisent les campagnes au détriment des villes.  
☐ tout à fait d'accord ☐ plutôt d'accord ☐ plutôt en désaccord ☐ tout à fait en désaccord ( )  
 c) Les relations entre les gens sont plus humaines à la campagne qu'elles ne le sont en ville.  
☐ tout à fait d'accord ☐ plutôt d'accord ☐ plutôt en désaccord ☐ tout à fait en désaccord ( )  
 d) L'éloignement de la ville contribue au développement de ma localité.  
☐ tout à fait d'accord ☐ plutôt d'accord ☐ plutôt en désaccord ☐ tout à fait en désaccord ( )

### C. Perception du dynamisme et du développement local

23. Considérez-vous votre localité comme étant très dynamique, dynamique, peu dynamique ou pas dynamique du tout au niveau:  
 a) social ☐ très dynamique ☐ dynamique ☐ peu dynamique ☐ pas dynamique du tout ( )  
 b) économique ☐ très dynamique ☐ dynamique ☐ peu dynamique ☐ pas dynamique du tout ( )  
 c) communautaire ☐ très dynamique ☐ dynamique ☐ peu dynamique ☐ pas dynamique du tout ( )  
 d) culturel ☐ très dynamique ☐ dynamique ☐ peu dynamique ☐ pas dynamique du tout ( )
24. Votre conseil municipal est-il très impliqué, moyennement impliqué, peu impliqué ou pas impliqué du tout au niveau:  
 a) économique ☐ très impliqué ☐ moyennement impliqué ☐ peu impliqué ☐ pas impliqué du tout ( )  
 b) culturel ☐ très impliqué ☐ moyennement impliqué ☐ peu impliqué ☐ pas impliqué du tout ( )
25. Votre curé est-il très impliqué, moyennement impliqué, peu impliqué ou pas impliqué du tout au niveau:  
 a) économique ☐ très impliqué ☐ moyennement impliqué ☐ peu impliqué ☐ pas impliqué du tout ( )  
 b) culturel ☐ très impliqué ☐ moyennement impliqué ☐ peu impliqué ☐ pas impliqué du tout ( )

## Annexe 8

## Questionnaire (enquêtes téléphoniques) (suite)

26. L'implication du gouvernement pour assurer le développement de votre localité vous paraît-elle très suffisante, suffisante, insuffisante et très insuffisante  
 a) ☐ très suffisante ☐ suffisante ☐ insuffisante ☐ très insuffisante ( )  
 b) Si elle vous paraît insuffisante ou très insuffisante, qu'est-ce le gouvernement pourrait faire de plus pour améliorer le niveau de vie de votre localité? \_\_\_\_\_ ( )
27. Avez-vous le sentiment d'être oublié ou délaissé par les pouvoirs publics?  
 a) ☐ oui ☐ non ☐ ne sais pas ( )  
 b) Si oui, en quoi? \_\_\_\_\_ ( )
28. Depuis 10 ans, croyez-vous que la qualité de vie de votre localité s'est:  
☐ améliorée ☐ maintenue ☐ a diminué ☐ ne sais pas ( )
29. Des jeunes couples sont-ils venus s'installer au sein de votre municipalité au cours des 10 dernières années  
 a) ☐ oui ☐ non ☐ ne sais pas ( )  
 b) Si oui, combien environ? \_\_\_\_\_ ( )
30. Etes vous tout à fait d'accord, plutôt en accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord avec:  
 a) la fusion des municipalités : ☐ tout à fait d'accord ☐ plutôt d'accord  
☐ plutôt en désaccord ☐ tout à fait en désaccord ( )  
 b) le regroupement des caisses populaires : ☐ tout à fait d'accord ☐ plutôt d'accord  
☐ plutôt en désaccord ☐ tout à fait en désaccord ( )  
 c) le regroupement des services entre les municipalités ☐ tout à fait d'accord ☐ plutôt d'accord  
☐ plutôt en désaccord ☐ tout à fait en désaccord ( )  
 d) la vente du presbytère ☐ tout à fait d'accord ☐ plutôt d'accord  
☐ plutôt en désaccord ☐ tout à fait en désaccord ( )

**D. Implication à la vie socio-communautaire**

31. Vous considérez-vous comme étant très impliqué, moyennement impliqué, peu impliqué ou pas impliqué du tout au niveau de la vie:  
 a) sociale de votre localité? ☐ très impliqué ☐ moyennement impliqué  
☐ peu impliqué ☐ pas impliqué du tout ( )  
 b) économique? ☐ très impliqué ☐ moyennement impliqué  
☐ peu impliqué ☐ pas impliqué du tout ( )  
 c) culturelle? ☐ très impliqué ☐ moyennement impliqué  
☐ peu impliqué ☐ pas impliqué du tout ( )  
 d) communautaire? ☐ très impliqué ☐ moyennement impliqué  
☐ peu impliqué ☐ pas impliqué du tout ( )

**E. Mobilité géographique et vie relationnelle**

32. a) Quel est la ville de la région où vous vous rendez le plus souvent? \_\_\_\_\_ ( )  
 b) Combien de fois par semaine? \_\_\_\_\_ ( )  
 c) Pour quelles raisons? ☐ magasinage ☐ travail ☐ affaires ☐ loisirs ☐ visite de parents et amis  
☐ soins médicaux ☐ autres \_\_\_\_\_ ( )
33. Ces sorties représentent-elles pour vous un problème?  
 a) ☐ oui ☐ non ( )  
 b) Si oui, en quoi? \_\_\_\_\_ ( )
34. Dans votre vie de tous les jours, la dispersion de la population constitue-t-elle pour vous un problème très important, important, peu important ou pas important du tout?  
☐ très important ☐ important ☐ peu important ☐ pas important du tout ( )

## Annexe 8

## Questionnaire (enquêtes téléphoniques) (suite)

35. Existe-t-il une entraide avec vos voisins?

☐ oui ☐ non

( )

**F. Perspectives d'avenir et de développement**

36. L'avenir de votre localité constitue-t-il une source d'inquiétude très importante, importante, peu importante ou pas importante du tout?

a) ☐ très importante ☐ importante ☐ un peu importante ☐ pas importante du tout

( )

b) S'il constitue une source d'inquiétude très importante ou importante, précisez la source de cette inquiétude

( )

37. Croyez-vous que votre localité puisse fermer éventuellement?

☐ oui ☐ non ☐ peut-être ☐ ne sais pas

( )

38. D'ici les 10 prochaines années, pensez-vous que la qualité de vie de votre localité va:

☐ augmenter ☐ se maintenir ☐ diminuer ☐ ne sais pas

( )

39. Pensez-vous que vos enfants auront un meilleur avenir s'ils s'installent à l'extérieur de la localité?

a) ☐ oui ☐ non ☐ ne sais pas

( )

b) Si oui, pourquoi?

( )

40. Parmi les espaces géographiques suivants, lesquels les pouvoirs publics devraient aider en priorité?

☐ les grandes villes ☐ les petites et les moyennes villes ☐ les banlieues ☐ les petites municipalités☐ autres, précisez:

( )

41. En matière de développement rural, à quelle catégorie d'intervenants faites-vous confiance en premier?

☐ les élus municipaux ☐ les spécialistes et les experts en développement ☐ les chefs d'entreprise☐ les technocrates et fonctionnaires de l'État ☐ les responsables d'associations et d'organisations diverses☐ ne sais pas ☐ autre, précisez:

( )

42. Dans le développement des petites localités, plusieurs niveaux d'autorités politiques peuvent être amenés à décider.

D'après vous, quel est le niveau qui devrait décider en premier?

☐ le niveau municipal (la localité) ☐ le niveau régionale (la MRC)☐ le niveau supra-régional (la région administrative) ☐ le niveau provincial (le Québec)☐ le niveau national (le Canada)

( )

43. Est-ce qu'il y a une action ou une intervention particulière qui pourrait améliorer le niveau de vie de votre localité?

a) ☐ oui ☐ non ☐ ne sais pas

( )

b) Si oui, laquelle?

( )

44. Croyez-vous être en mesure de faire quelque chose pour le développement de votre localité?

a) ☐ oui ☐ non ☐ peut-être ☐ ne sais pas

( )

b) Si oui ou peut-être, précisez la nature de cette intervention:

( )

45. À qui revient la responsabilité de créer de l'emploi au sein de votre localité?

☐ aux acteurs locaux ☐ aux investisseurs de la grande entreprise ☐ au gouvernement ☐ à tous cesacteurs ☐ autre type d'acteur, précisez:

( )

46. Voici un certain nombre de mesures pour relancer l'activité des petites localités rurales. Laquelle vous apparaît la plus prioritaire?

☐ aider au maintien des services publics et privés (écoles, bureaux de poste, épicerie)☐ inciter à la culture des produits du terroir et la préservation du patrimoine bâti☐ faciliter la construction de nouveaux logements☐ créer des emplois☐ mettre en place des mesures incitatives afin d'attirer les jeunes

( )

## Annexe 8

### Questionnaire (enquêtes téléphoniques) (suite et fin)

47. Selon vous, votre localité possède-t-elle toutes les ressources nécessaires pour assurer son développement?

a) ☐ oui ☐ non ☐ peut-être ☐ ne sais pas

( )

b) Si oui, ou peut-être quelles sont ces ressources? \_\_\_\_\_

( )

c) Si non, de quelle (s) ressource (s) manque (nt)-t-elle? \_\_\_\_\_

( )

48. D'après vous, quels sont les atouts et les points forts de votre localité? \_\_\_\_\_

( )

#### H. Identification du répondant

49. Sexe du répondant:

☐ homme ☐ femme

( )

50. Groupe d'âge du répondant:

☐ moins de 20 ans ☐ 21 à 35 ans ☐ 36 à 50 ans ☐ 51 à 65 ☐ 66 ans et plus

( )

51. Quel est votre niveau de scolarité?

☐ primaire ☐ secondaire ☐ collégial ☐ universitaire

( )

52. Etes-vous actuellement:

☐ travailleur ☐ exclus du marché du travail ☐ religieux ☐ personne au foyer ☐ retraité ☐ étudiant

☐ autre, précisez: \_\_\_\_\_

( )

53. Depuis combien de temps vivez-vous au sein de votre localité?

☐ depuis toujours ☐ depuis au moins 2 ans ☐ de 2 à 5 ans ☐ de 6 à 10 ans ☐ depuis plus de 10 ans

( )

54. Municipalité faisant l'objet de l'enquête \_\_\_\_\_

( )

Date de l'enquête \_\_\_\_\_